
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

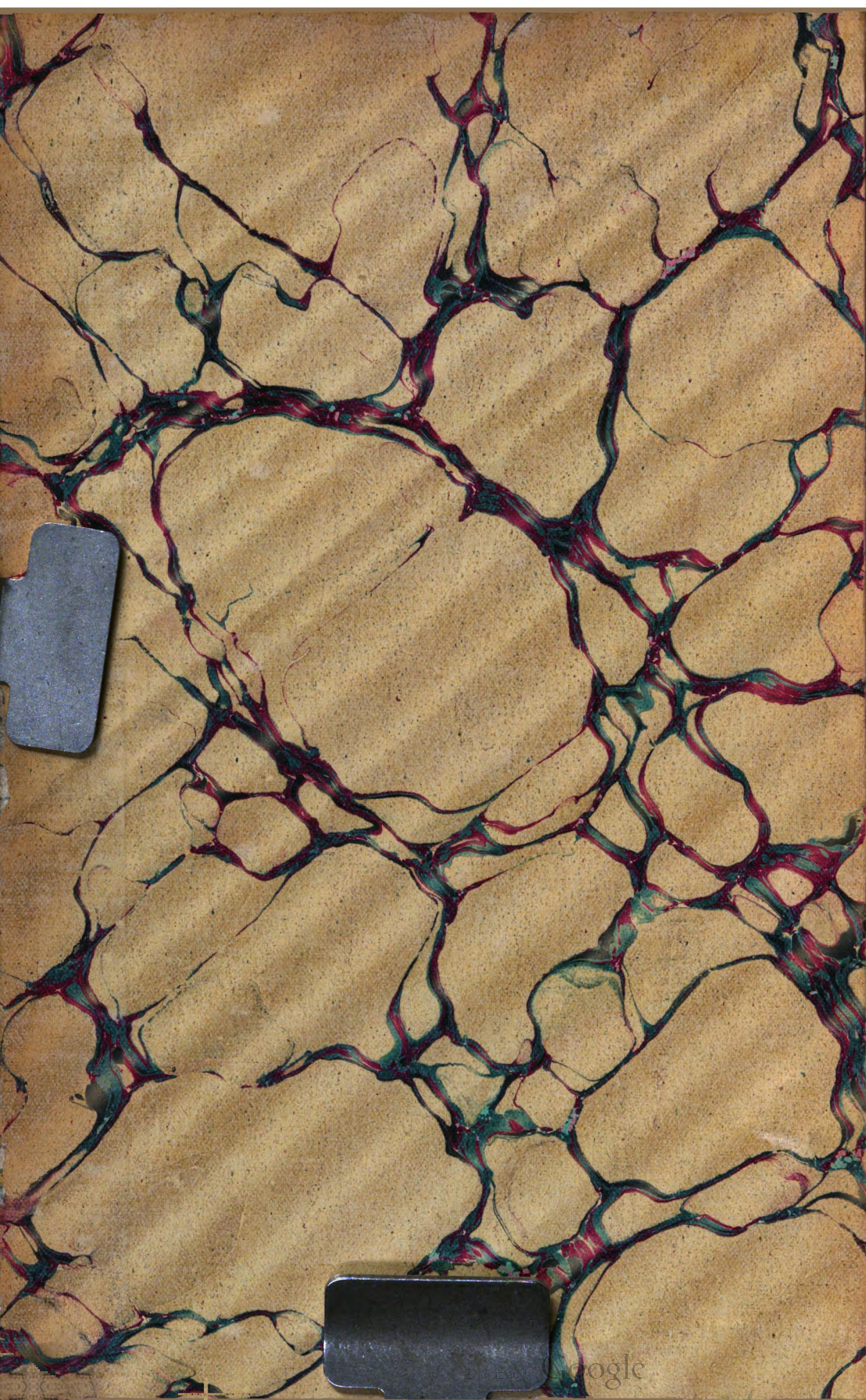
Nous vous demandons également de:

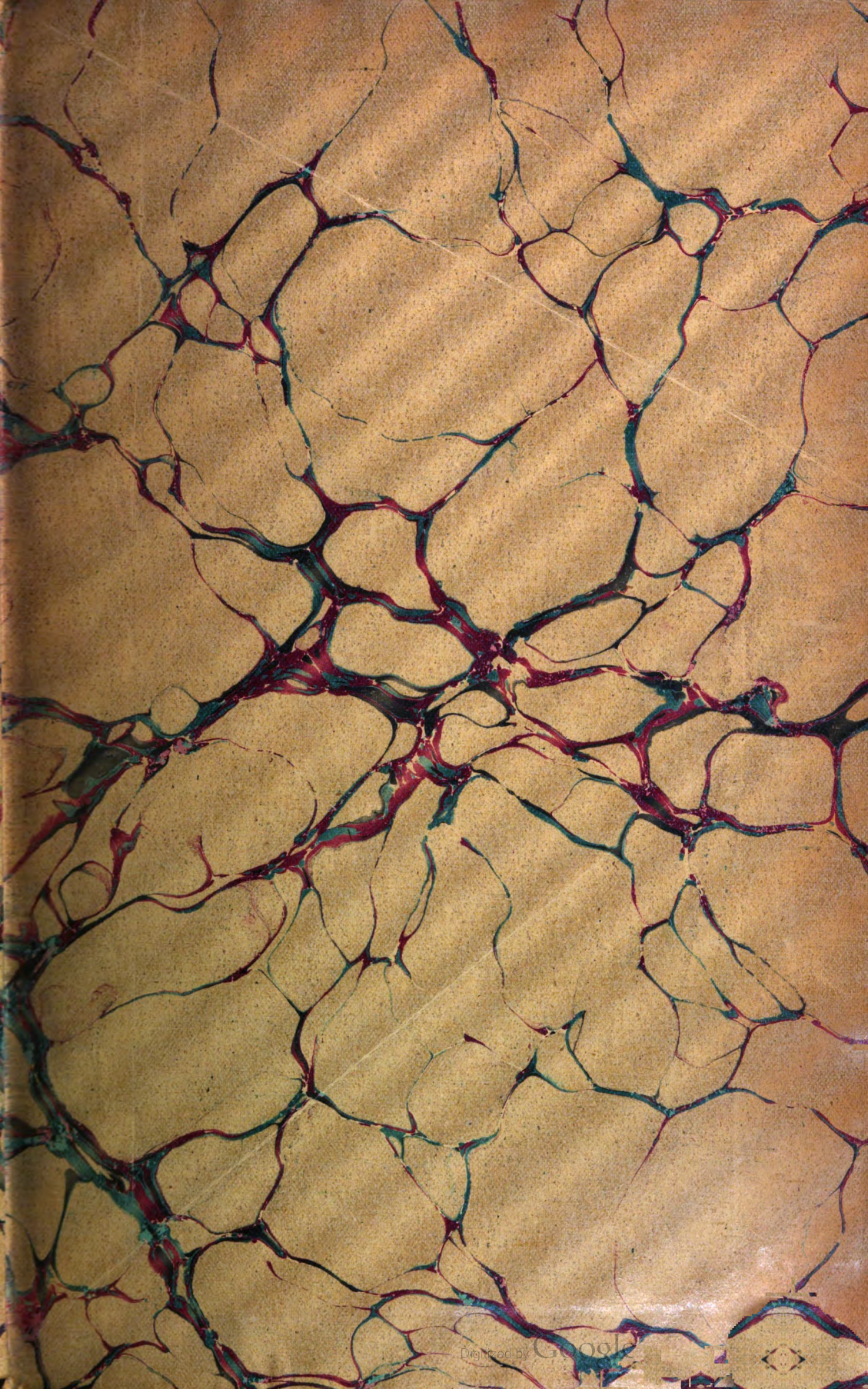
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







95/158

REVUE
DES
405159
QUESTIONS HISTORIQUES

FONDÉE PAR M. LE MARQUIS DE BEAUCOURT

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

151^e LIVRAISON



1^{er} JUILLET 1904

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE
5, RUE SAINT-SIMON, 5
—
1904

LIVRAISON DU 1^{er} JUILLET 1904

Pages		
5	I. — LES PREMIERS CHRÉTIENS ET L'ACCUSATION DE LÈSE-MAJESTÉ	C. CALLEWAERT.
29	II. — LE MARIAGE EN ITALIE A L'ÉPOQUE DE LA RENAISSANCE	E. RODOCANACHI.
61	III. — PROCÈS DE HUIT ÉVÊQUES FRANÇAIS SUSPECTS DE CALVINISME	ANTOINE DEGERT.
109	IV. — LES ÉGLISES CALVINISTES DU MIDI, LE CARDINAL MAZARIN ET CROMWELL . .	AUGUSTIN COCHIN.
157	V. — LES ROUTES DE L'INDE. LE PASSAGE PAR LES POLES ET L'ISTHME DE PANAMA AU TEMPS DE HENRI IV	CH. DELA RONCIÈRE
210	VI. — MÉLANGES : LE « BOOK OF CERNE » . . .	F. CABROL.
222	LES PLANS DE ROME CONSERVÉS AUX ARCHIVES NATIONALES	AUGUSTE COULON.
233	QUELQUES LIVRES SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE	VICTOR PIERRE.
244	UNE ERREUR HISTORIQUE. LE GÉNÉRAL DUPONT A BAYLEN.	C ^{te} DE SÉRIGNAN.
255	LE P. LORIQUET, A PROPOS D'UNE LECTURE DE M. CLARETIE.	P. BLIARD.
261	VII. — COURRIER ITALIEN	L.-G. PÉLISSIER.
273	VIII. — CHRONIQUE	E.-G. LEDOS.
295	IX. — REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES : FRANÇAIS	ALBERT ISNARD.
306	ALLEMANDS	E.-G. LEDOS.
313	ANGLAIS.	F. CABROL.
322	X. — BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE : I. BIBLIOGRAPHIE ; II. HISTOIRE GÉNÉRALE ; III. ANTIQUITÉ. ORIGINES CHRÉTIENNES ; IV. MOYEN ÂGE ; V. RENAISSANCE. RÉFORME ; VI. DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES ; VII. RÉVOLUTION ; VIII. TEMPS MODERNES.	

**(Voir à la 3^e page de la couverture les titres
des livres analysés)**

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES



T. LXXVI. 1^{er} JUILLET 1904.

1

REVUE

DES

405159

QUESTIONS HISTORIQUES

FONDÉE PAR M. LE MARQUIS DE BEAUCOURT

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE



NOUVELLE SÉRIE. — TOME XXXII

(LXXVI^e DE LA COLLECTION)

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE

5, RUE SAINT-SIMON, 5

1904

LES PREMIERS CHRÉTIENS

ET

L'ACCUSATION DE LÈSE-MAJESTÉ



Tous ceux qui cherchent dans les lois de droit commun la base juridique, exclusive ou partielle, des premières persécutions contre les chrétiens, même ceux qui ont renoncé à en appeler aux lois sur la magie, l'infanticide, l'inceste ou le sacrilège, insistent avec une prédilection marquée sur la *lex Julia majestatis* pour expliquer par le crime de lèse-majesté les condamnations judiciaires des martyrs. Personne n'a autant contribué à faire accepter cette opinion que M. Mommsen, le savant historien des antiquités romaines. Récemment encore, sa magistrale étude sur le *Droit criminel romain* a tout l'air de vouloir faire passer cette hypothèse pour une vérité acquise, en classant méthodiquement le crime des chrétiens ou l'apostasie de la religion nationale parmi les diverses espèces particulières qui tombent sous le concept général du crime de lèse-majesté. C'est donc avant tout la thèse et les arguments de M. Mommsen que nous allons examiner ¹.

I. — NOTION DES CRIMES RELIGIEUX DE LÈSE-MAJESTÉ

Dans une soixantaine de pages de grande érudition (MRS, p. 537-594), M. Mommsen développe tout ce qui se rapporte au « Staatsverbrechen » (*perduellio, crimen majestatis imminutae*). Il ramène à six groupes toutes les espèces qui rentrent d'après

¹ Voir surtout Th. Mommsen, *Römisches Strafrecht*. Leipzig, 1899, in-8, 1078 p. = MRS ; et Th. Mommsen, *Der Religionsfrevel nach Römischen Recht*, dans *Historischer Zeitschrift* de Sybel, t. LXIV (1890), p. 389-429 = MRF.

lui dans le concept très laxé de lèse-majesté (p. 546). Le cinquième groupe comprend les crimes religieux ou la « *Verletzung der religiösen Bürgerpflicht*. » C'est le seul dont nous ayons à nous occuper ici. L'auteur distingue nettement six espèces distinctes.

1. La divulgation illicite des oracles sibyllins était un crime capital (n° 1, p. 567), mais on ne sait pas positivement si la procédure suivie était celle de la *perduellio* ou celle des crimes contre le droit international (p. 567, note 4).

2. Négliger les soins dus aux lieux du culte pouvait, en certains cas, être puni de mort (n° 2, p. 568); mais pour le seul procès de ce genre que nous connaissions, nous ignorons devant quelle *quaestio* il fut traité et par quels jurés l'accusé fut acquitté (p. 568, note 1).

3. La religion nationale ne connaît pas « d'actes religieux ordinaires obligatoires pour les citoyens, » du moins jusqu'au temps de Dèce qui obligea tous les citoyens à offrir des sacrifices aux divinités nationales (n° 3, p. 568) et qui institua à cet effet des commissions spéciales (ibid., note 5).

4. Les actes qui étaient de nature à souiller les temples ou à troubler les cérémonies du culte étaient punis, non comme crimes religieux, mais comme troubles de l'ordre public; le parjure ainsi que les propos ou les écrits injurieux pour les divinités ne pouvaient pas être punis par le juge humain : leur châtimement était réservé aux dieux eux-mêmes (n° 6, p. 578 s.).

Jusqu'ici donc les procès des chrétiens avant Dèce ne sont pas en cause. En outre, les divers actes énumérés ou bien ne sont pas soumis à la justice répressive ordinaire (nos 3 et 6), ou bien ne sont pas punis comme crimes religieux (n° 6), ou bien, faute de renseignements, ne peuvent pas être classés avec certitude dans une catégorie déterminée de crimes de droit commun.

5. Au n° 5, M. Mommsen traite des mesures qui ont été prises de temps à autre contre les abus des cultes étrangers, surtout égyptien (n° 5, p. 578). Ce sont des mesures de police, dont nous n'avons par conséquent pas à nous occuper ici. Nous examinerons d'ailleurs dans quelque article spécial la politique religieuse de l'État romain vis-à-vis des religions exotiques, et nous montrerons que M. Mommsen n'est pas en droit d'en dé-

duire un argument solide en faveur de la répression du christianisme par simple droit de « coercition, » comme il l'a fait dans son article cité, *Der Religionsfrevel*.

6. Tout ce qui concerne la répression du culte monothéiste, surtout chrétien, se trouve groupé sous le n° 4, p. 569-578 : « Verletzung der nationalen und der Reichsreligion. » L'offense faite au culte national, à la religion de l'empire pouvait être, d'après M. Mommsen, punie soit par voie de simple coercition, soit par voie de répression judiciaire, notamment par application de la *lex majestatis*. Nous avons prouvé ailleurs ¹ que pendant les deux premiers siècles, les persécutions n'étaient pas basées sur le *jus coercionis*. Nous ne nous attarderons donc pas au paragraphe (n° 4, g, p. 577) que M. Mommsen consacre ici à cette question.

Reste donc la répression *judiciaire* du christianisme — et du judaïsme — *comme crime de lèse-majesté*.

D'après M. Mommsen, l'État romain s'est montré, dans les temps historiques, aussi tolérant que possible en matière religieuse : son attitude passive vis-à-vis des actes de la religion nationale d'une part, et d'autre part la simple surveillance de police qu'il exerçait à l'égard des cultes étrangers reçus ou non reçus, appartiennent aux « maximes immuables » auxquelles l'administration centrale romaine s'est conformée presque autant pendant les premiers siècles de la monarchie que pendant la période républicaine (p. 570). Aucune loi ne défendait donc la pratique des cultes exotiques polythéistes, dont les adeptes d'ailleurs ne faisaient pas de difficulté pour honorer les dieux du Capitole à côté des divinités étrangères (p. 571). Cette tolérance s'est même étendue aux Juifs monothéistes, bien que ceux-ci n'aient vu dans les divinités romaines que des démons. Même après la prise de Jérusalem et la destruction de la nationalité juive, le judaïsme est resté une *religio licita* (p. 571-573).

Jusqu'ici nous n'avons pas de grands griefs à opposer à ces théories. Mais voici une opinion qui nous paraît plus sujette à caution.

¹ *Revue d'histoire ecclésiastique*, II (1891) et III (1892) et *Rev. des quest. histor.*, t. LXXIV (1903), p. 28-55.

Cette tolérance a des limites : le citoyen romain, comme tout citoyen d'un municiple, ne peut pas en même temps reconnaître les dieux de sa patrie et le Jehovah des Juifs : être disciple de celui-ci, c'est être apostat de sa religion nationale. *Cette apostasie constitue un délit de droit commun*, qui peut être poursuivi judiciairement : Tertullien l'appelle *crimen laesae religionis*, mais il rentre dans la catégorie des *crimina majestatis*. C'est de ce chef que la justice criminelle a condamné parfois des Juifs, souvent des chrétiens.

Le lecteur ne s'étonnera nullement de ne pas nous voir souscrire immédiatement à cette théorie. Car il s'agit d'une exception à une large tolérance et d'une dérogation aux maximes « immuables » de l'administration romaine. N'est-ce pas d'ailleurs M. Mommsen lui-même qui a écrit qu'il y a bien des raisons pour faire croire qu'« une atteinte à la religion nationale ne pouvait pas être classée sous le concept élastique de *majestas*? »¹

D'abord, « les Latins n'ont pas de dénomination usuelle et technique pour qualifier les délits contre la foi romaine ; la désignation de Tertullien, *crimen laesae religionis*, est adéquate mais pas usuelle »². Ils ont donc dû emprunter aux Grecs leur mot *ἀθεΐα*³, encore ce terme ne semble-t-il s'appliquer qu'aux seuls chrétiens⁴ et ne se rencontre-t-il pas en droit. Or, « si un délit contre les dieux nationaux avait été soumis à des poursuites en procédure criminelle, une dénomination technique aurait dû se former en vue de ce délit »⁵.

Ensuite, à l'appui de sa thèse, M. Mommsen ne cite pas le moindre bout de loi ou de texte de droit. Ce qui plus est, il n'enregistre aucun de ces multiples exemples d'actes qualifiés de *crimina majestatis* par lesquels les juristes et les codes (p. ex. Dig. 48, 4, 2, 1, 3) cherchent à déterminer la portée exacte de ce crime. Il avoue même expressément qu'aucun de ces exemples ne se rapporte à un crime religieux⁶. Cette lacune saute d'au-

¹ MRF, p. 393.

² MRS, p. 569 ; cf. MRF, p. 393.

³ MRF, p. 393.

⁴ MRS, p. 575, note 2 ; 572, note 2.

⁵ MRF, p. 393.

⁶ MRF, p. 393.

tant plus aux yeux que M. Mommsen insiste sur l'importance de ces données pour la définition du « Staatsverbrechen ¹ ; » que lui-même les enregistre abondamment et avec précision pour les cinq autres groupes de crimes de lèse-majesté ; que finalement il rappelle que « Modestin, Dig. 48, 4, 7, 3, exige pour l'application de la loi *majestatis* un délit *quod vel ex scriptura legis descendit vel ad exemplum legis vindicandum est* ². »

A défaut de sources juridiques, on se voit forcé de recourir soit aux considérations générales sur l'attitude de l'État romain en matière religieuse : mais ici la balance penche évidemment — sauf à l'égard du christianisme — du côté de la tolérance la plus large ; soit enfin aux faits d'application racontés par les historiens : mais ici encore, de l'aveu même de Mommsen, nous sommes si mal renseignés sur la procédure régulière qu'il y a peu de chose à déduire de ces instances qui sont présentées comme procès de lèse-majesté ³.

Il y a donc de très graves présomptions contre la thèse de M. Mommsen. Il faudrait par conséquent des raisons bien solides pour établir que l'apostasie de la religion nationale pouvait être, *en droit commun*, invoquée comme crime de lèse-majesté contre les adeptes du judaïsme ou les disciples du Christ.

II. — LE JUDAÏSME

En ce qui concerne les *Juifs*, l'éminent historien nous fait d'assez larges concessions. Ce ne peut avoir été, dit-il, qu'après un temps assez long que les Romains se seront rendu compte de la différence entre le dieu jaloux des Juifs et les divinités très accommodantes des autres nations. Sans quoi nous devrions trouver quelques renseignements sur la différence de régime appliqué aux Juifs monothéistes et aux adeptes du polythéisme ; au moins devrions-nous rencontrer une expression latine pour désigner l'apostasie nationale (p. 573).

Des régions de la théorie, le conflit descend sur le terrain de la pratique dans deux cas : quand les gens de nationalité juive

¹ MRS, p. 545.

² MRS, p. 545, note 2.

³ MRS, p. 545.

deviennent citoyens romains ou quand un citoyen romain passe au judaïsme.

I. Pour le premier cas, M. Mommsen admet qu'on n'aura rien urgé lorsque les Juifs auront obtenu par donation le droit de cité romaine ou de municipalité : on n'aura pas voulu diminuer la grandeur du privilège en imposant l'abandon de l'ancienne religion (p. 573). Mais quand un esclave juif devient citoyen romain par affranchissement, « le conflit se présente à l'état plus aigu (p. 574). » Le seul fait cité à l'appui de cette assertion, c'est que sous Tibère, les Juifs, avant tout ceux qui étaient citoyens romains, peut-être ceux-là seuls, ont été expulsés de Rome, pour être envoyés à l'armée ou en Sardaigne. En historien consciencieux, M. Mommsen se hâte toutefois d'ajouter « que même ici il n'est peut-être pas possible de reconnaître une procédure proprement criminelle (p. 574). » Effectivement, dans son *Religionsfrevel*, il présente sans hésitation, et avec raison, ce fait comme une simple mesure de police ¹. Il n'est donc pas prouvé que la pratique de la religion juive par un Juif devenu citoyen romain était un crime en droit.

II. Le cas est plus grave quand il s'agit d'un citoyen romain qui embrasse le judaïsme. Déjà sous la république on a sévi énergiquement contre le prosélytisme juif : c'est pour ce motif que les fils d'Israël ont été chassés de Rome en 615-139 (p. 574). Mais c'étaient là encore des mesures de police transitoires.

Voici que finalement nous arrivons, d'après M. Mommsen, à une prohibition législative pouvant être appliquée par la justice répressive.

Sous l'influence de la restauration de la religion d'État, qui s'accroît avec le commencement de l'Empire, on aura « de prime abord traité l'apostasie du citoyen romain passant au judaïsme comme crime capital (p. 574). » On ne connaît, il est vrai, ajoute M. Mommsen, aucune défense formelle de passer au judaïsme, antérieure au décret par lequel Septime Sévère « *Judaeos fieri sub gravi poena vetuit* » (p. 574, note 3). Il n'en est pas moins « certain que longtemps avant ce décret, cette apostasie avait été punie en justice criminelle » (*ibid.*).

1. Nous ne voyons pas comment M. Mommsen peut être si

¹ Voir plus loin.

catégorique dans ses affirmations. A l'appui de ses assertions, il ne cite que trois faits qui ne justifient absolument pas sa thèse : « Nous avons des renseignements, dit-il, au sujet de procès capitaux intentés du chef d'apostasie nationale, sous Tibère, contre une dame romaine de haut rang (Jos., *Antiq.*, 18, 3, 5), sous Néron contre Pomponia Graecina devant le tribunal domestique (Tac., *Ann.*, XIII, 32), du chef de sa *superstitio extranea*, et sous Domitien contre Flavius Clemens et son épouse (Dio, 67, 14) ¹. »

Pour le premier cas, le texte indiqué de Flavius Josèphe (*Antiq.*, 18, 3, 5) raconte précisément le fait, mentionné plus haut, de l'expulsion des Juifs sous Tibère. Or dans l'espèce, il s'agit, nous venons de le voir, non pas d'un procès criminel mais d'une mesure exceptionnelle de police. De plus, les poursuites ne sont pas dirigées contre la dame romaine du chef de sa conversion au judaïsme : parmi les divers auteurs anciens qui nous rapportent le fait, personne ne mentionne sa condamnation, ni même sa mise en accusation. Les mesures prises par l'autorité sont dirigées contre les Juifs en général, à l'occasion d'une odieuse escroquerie dont la néophyte avait été victime de la part de quatre fils d'Israël ².

Le cas de Pomponia Graecina n'est pas plus concluant. Cette affaire n'est pas traitée en justice criminelle régulière. L'inculpée est citée devant le tribunal domestique, une ancienne institution dont la procédure et la compétence, très imparfaitement connues, ne semblent pas soumises à des règles fixes, ni restreintes aux seuls cas de délits spécifiquement juridiques ³. On aurait donc tort d'en conclure que la *superstitio extranea* de Pomponia était un crime de droit commun, encore moins que cette accusation appartenait à une des catégories des *crimina majestatis*.

Quant au consul Flavius Clemens et son épouse Flavia Domitilla, ils n'étaient pas Juifs, mais chrétiens. Au reste, leur condamnation se rapporte à une époque où il existait déjà depuis Néron, comme nous l'avons prouvé ailleurs ⁴, une loi spéciale

¹ MRS., p. 574, note 3.

² Josèphe, *Antiq.*, 18, 3, 5 ; Philon, *Leg. ad. Gai.*, 23 ; Tacite, *Ann.*, II, 85 ; Suétone, *Tib.*, 36.

³ Cf. MRS, tout le chapitre *Die Hauszucht*, spécialement p. 20 ss.

⁴ *Rev. d'hist. eccl.*, 1902, p. 324 et suiv.

proscrivant directement le christianisme. Domitien lui-même, d'ailleurs, a pris des mesures *spéciales* contre les chrétiens. Il n'est donc pas de bonne logique de chercher dans cette condamnation une preuve en faveur de l'application d'une loi *de droit commun*.

2. D'autre part, les historiens sont généralement d'accord pour admettre qu'ils étaient nombreux, les Romains qui renonçaient au culte officiel de Rome pour adhérer à la religion d'Israël. Ces apostasies devaient être connues de l'autorité romaine, comme elles l'étaient des écrivains contemporains. Si nous n'avons pas connaissance de procès réguliers ou de condamnations judiciaires fondés sur le droit commun, n'est-ce pas parce que le droit commun ne reconnaissait pas le caractère *juridiquement criminel* de l'apostasie du citoyen romain, c'est-à-dire de sa conversion au judaïsme ?

Une mesure fiscale de Domitien le prouve clairement en constatant et consacrant officiellement la liberté d'embrasser la religion judaïque. Depuis la suppression de la nation juive et la destruction du temple de Jérusalem, un impôt spécial avait été imposé aux Juifs d'origine. Dans son insatiable rapacité, Domitien étendit ce tribut à tous les citoyens romains qui, sans être Juifs de naissance, vivaient à la juive, c'est-à-dire s'étaient convertis au judaïsme ¹. L'apostasie était ainsi officiellement constatée et son impunité reconnue, puisqu'elle servait de base à une imposition fiscale. Aussi M. Mommsen reconnaît que ce fait peut difficilement se concilier avec l'hypothèse qui fait un crime capital de la conversion du citoyen romain au judaïsme ².

Au reste, on est généralement d'accord pour admettre que, en dehors de certaines mesures de police passagères prises contre les excès du prosélytisme ou contre des abus spéciaux, les Juifs bénéficiaient régulièrement d'une large tolérance. Leur religion n'était pas seulement tolérée et licite, ils jouissaient même de plusieurs privilèges, notamment de l'exemption de diverses charges dont l'exercice était incompatible avec leurs principes religieux ³.

¹ Suétone, *Domit.*, 12.

² MRS, p. 574, n. 3.

³ Voir par exemple Hardy, *Christianity and the roman government*, Londres, 1894, ch. II; G. Sérullaz, *Essai sur la religion romaine*, Lyon, 1889, liv. IV;

3. Avant la persécution néronienne, les chrétiens avaient fait leur apparition aux yeux de l'administration romaine, « sub umbraculo insignissimae religionis [Judaicae] certe licitae ¹. » Considérés comme une secte juive, leur situation juridique devait être la même que celle de leurs frères d'Israël. Effectivement l'histoire de saint Paul nous apporte une nouvelle preuve positive que la pratique d'un culte monothéiste, juif ou chrétien, n'était pas un crime capital de droit commun.

Saint Paul est citoyen romain et, à l'occasion, il sait se prévaloir de ce titre même en face de ses juges. Ses adversaires ne négligent aucun moyen pour le faire condamner par toutes les juridictions auxquelles ils peuvent avoir recours. Il est traduit notamment devant les magistrats romains de la ville de Philippi et devant trois différents gouverneurs de province. Partout il est accusé non seulement de pratiquer, mais de prêcher une religion monothéiste nouvelle : et cependant aucun des magistrats romains n'y trouve matière à une condamnation capitale. S'il y en a qui hésitent, c'est parce que les accusateurs s'efforcent de donner au délit un caractère politique et dangereux pour l'ordre public.

A Philippi ce sont les maîtres païens d'une pythonisse qui amènent l'apôtre devant les préteurs romains. Bien que l'accusation de prêcher une religion étrangère que les Romains ne peuvent ni reconnaître ni pratiquer (*Act. Apost.*, xvi, 21) se complique de l'accusation de fomenter des troubles (*A. A.*, xvi, 20), les magistrats n'y voient pas un crime capital. Ils se contentent de prendre une mesure de police : les accusés sont battus de verges, détenus pendant la nuit et expulsés le lendemain.

A Corinthe, l'affaire se passe devant le tribunal du proconsul d'Achaïe, Gallion, frère de Sénèque. Saint Paul est accusé de prêcher une manière d'honorer Dieu qui est contraire à la loi de Moïse (*A. A.*, xviii, 13) et qui n'est donc pas la *religio licita* des Juifs. Comme on n'objecte pas ici de troubles publics, le proconsul attache si peu d'importance à l'accusation que, sans attendre la défense du prévenu, il refuse d'admettre le « chef d'accusation en disant : S'il s'agissait d'un méfait ou de quelque

J. Marquardt, *Le culte chez les Romains*, trad. de M. Brissand, Paris, 1889, I, p. 32, 2.

¹ Tertullien, *Apol.*, 21.

mauvais coup, je ferais droit à votre demande ; mais puisqu'il est question de doctrine, de noms et de votre loi, occupez-vous-en vous-mêmes ; pour ma part, je ne veux pas en être juge. » Et il les renvoie de son tribunal (xviii, 12-17).

Devant le procureur de Palestine, Félix, saint Paul est accusé d'être une peste, d'exciter des troubles parmi les Juifs dans tout l'Empire, d'être le chef du parti des Nazaréens et d'avoir tenté de violer le temple (A. A., xxiv, 5-6). Malgré le caractère politique dont l'accusation est colorée, Félix, après avoir entendu la défense de l'inculpé, remet l'affaire à plus tard et ordonne de garder entre-temps l'accusé dans une détention aussi mitigée que possible.

Après deux ans, la cause de l'apôtre est de nouveau introduite devant le tribunal de Festus, successeur de Félix. Les accusations sont « multiples et graves » (xxv, 7), on demandait une condamnation à mort (xxv, 11) sous l'inculpation de crimes commis « contre la loi des Juifs, contre le temple et contre César » (xxv, 8). Ce dernier grief se rapporte évidemment aux troubles politiques que Paul aurait excités (cf. xxiv, 5) et qu'on voulait faire passer pour crime de lèse-majesté. Mais le procureur s'est aperçu clairement que ce chef d'accusation, qui relevait certainement de l'autorité judiciaire romaine, n'est pas fondé, et il propose à l'apôtre de se laisser juger par la justice juive. Saint Paul refuse et interjette appel à César. Cela semble singulièrement gêner le gouverneur. Il avoue que les faits mis à la charge de l'inculpé ne sont pas aussi graves qu'il l'avait d'abord soupçonné (c'est-à-dire n'ont pas le caractère politique qu'on leur attribuait), car il constate qu'il ne s'agit que de questions religieuses (A. A., xxv, 18-19). Il reconnaît même, en présence d'Agrippa et de Bérénice, qu'il n'a rien trouvé chez l'accusé qui mérite la mort (xxv, 25). Bien plus, il ne sait comment rédiger le rapport, les *litterae dimissoriae* qu'il doit adresser à ce sujet à l'empereur (xxv, 26). Cependant il lui semble déraisonnable d'envoyer quelqu'un chargé de chaînes au tribunal de l'empereur et de n'avoir pas d'accusations fondées à indiquer (xxv, 27). L'inculpé subit donc un nouvel interrogatoire, après lequel le procureur et le roi Agrippa se communiquent leurs impressions : « Cet homme n'a rien fait, disent-ils, qui mérite la mort ou les chaînes. » Et Agrippa d'ajouter : « Il aurait pu être

renvoyé absous s'il n'en avait appelé à César » (xxvi, 31-32).

Ces hésitations et ces aveux se comprendraient-ils en présence d'une loi qui aurait déclaré passible de la peine capitale le citoyen romain professant et surtout propageant un culte monothéiste ?

La cause de saint Paul fut traitée en dernière instance devant la *cognitio* impériale. Nous n'avons malheureusement pas de détails précis sur la marche du procès. Mais il est sûr — et cela nous suffit — que l'apôtre, qui n'avait pas cessé, même dans les fers à Rome, de prêcher le christianisme à tous ceux qui l'approchaient, ne fut pas condamné et put reprendre librement sa vie apostolique, jusqu'au moment où, après l'incendie de Rome, il fut atteint par l'édit de Néron qui proscrivait directement et spécialement la religion chrétienne.

L'histoire judiciaire de saint Paul confirme donc que la profession d'un culte monothéiste ne constituait pas un crime juridique de droit commun ¹.

III. — LE CHRISTIANISME

Au sujet des *chrétiens*, M. Mommsen est beaucoup plus catégorique qu'à l'égard des Juifs.

Tandis que ceux-ci bénéficiaient sur une grande échelle d'une large tolérance, la profession de christianisme fut de prime

¹ Voici comment M. Mommsen s'exprime à ce sujet dans un article, *Die Rechtsverhältnisse des Apostels Paulus*, publié récemment dans la *Zeitschr. für die Neutest. Wissensch.*, 1901, p. 81-96 : « Was dem Paulus... zur Last gelegt wird, die Verstöße gegen die jüdischen Religionsvorschriften und die Anstiftung einer Spaltung innerhalb der Judenschaft kann vom Standpunkt der römischen Justiz aus, wenn anberhaupt delictisch, nur als Staatsverbrechen gefasst werden, wie denn auch dies wenigstens einmal ausdrücklich ausgesprochen wird [A. A. xxv, 8], und bedingt, falls die Anschuldigungen entgegen genommen und thatsächlich erwiesen werden, die Todesstrafe. Allerdings konnte der römische Beamte dieselben auch bezeichnen als ausserhalb seiner Competenz liegend, wie dies in der That der Statthalter von Achaia Gallio gethan hat. Andererseits aber kann die politische Bedeutung einer derartigen Spaltung in dem Judentum und mehr noch der daran sich knüpfenden Bestrebungen nach Ausbreitung desselben in seiner regenerierten Gestalt keineswegs geleugnet werden, und bei der fast unbeschränkten Dehnbarkeit der römischen Majestätsverbrechens lässt die formale Zulässigkeit der Annahme einer solchen Klage durch die römischen Gerichte sich nicht in Abrede stellen. » Si l'on remarque les mots que nous avons soulignés on se dira sans doute qu'il y a eu dans la pensée de M. Mommsen une certaine évolution qui le rapproche de notre opinion.

abord « crime de lèse-majesté de la plus grave espèce, *perduellio*. » Autant que le judaïsme, la religion chrétienne était exclusive de tout autre culte ; plus que lui, elle était internationale, et la communauté chrétienne n'avait jamais constitué une communauté politique ; si les Juifs n'aient *les dieux* (Gotterleugner), les chrétiens étaient considérés comme des *ἄθεοι*, au sens strict, rejetant *toute divinité* (Gottesleugner) : il va de soi que les chrétiens étaient apostats du polythéisme. Logiquement donc la déclaration de christianisme faite devant le tribunal était considérée comme un aveu de lèse-majesté. En cela les non-citoyens sont mis sur le même pied que les citoyens romains : dans les deux cas il y avait apostasie de la religion d'État ¹.

On le voit, M. Mommsen suppose déjà prouvé que l'apostasie était, en droit, crime de lèse-majesté et, en fait, était punie comme tel. Nous venons de voir que cette hypothèse ne se trouve vérifiée ni pour les polythéistes ni pour les Juifs. Écoutons donc les arguments allégués *en ce qui concerne le christianisme*. Ceux-ci sont empruntés uniquement à Tertullien, dont les œuvres apologétiques constituent le grand arsenal où les partisans de tous les systèmes vont chercher leurs armes.

« Le reniement de la religion romaine par les citoyens romains ne pouvait être conçu en droit criminel que comme hostilité à l'État. *Nec Romani habemur*, dit Tertullien, *Apol. 24, qui non Romanorum deum colimus* ; les païens nous appellent, dit Lac-lance, *De mort. persec.*, 11, *inimicos deorum et hostes religionis publicae* ; le mot propre de la perduellio (*hostis publicus*) est souvent (Tert., *Ap. 2* et ailleurs) employé contre les chrétiens et cette dénomination n'est pas uniquement un cri de haine » (p. 575, note 1).

Au reste, Tertullien nous a conservé une dénomination exacte pour le crime d'apostasie, *crimen laesae religionis*. Bien plus, il en a distingué soigneusement les diverses espèces. « Dans « l'*Apologeticum* (et à peu près dans les mêmes termes *Ad Nat.*, I, 17, cf. *Ad Scap.*, 2), en traitant du refus des chrétiens « de prêter le serment, Tertullien distingue une double impiété « qui rentre dans la catégorie de la *majestas* et est imputée aux « chrétiens : l'offense de la religion romaine (c. 24 : *crimen*

¹ MRS, p. 575-576.

« *laesae Romanae religionis* ou *inreligiositatis elogium* ; c. 27 : « *intentatio laesae divinitatis*) et l'offense plus grave de la majesté impériale ¹. » « Cette distinction qui, à ma connaissance, ajoute-t-il, ne se retrouve nulle part, indique le juriste ². » Tertullien conçoit les deux crimes comme *majestas* aux chapitres 28 et 35 de l'*Apologeticum*. Après avoir dit au chapitre 27 : *Satis haec adversus intentionem laesae divinitatis*, il ajoute au chapitre 28 : *Ventum est igitur ad secundum titulum laesae augustioris majestatis* ; et plus loin, au chapitre 35 : *In hac quoque religione secundae majestatis*, de qua in *secundum sacrilegium* convenimur ³. Et M. Mommsen se hâte d'ajouter, pour montrer la véritable portée de son argumentation : « Tertullien a marqué ici, avec plus de précision que n'importe quel autre, la base juridique des procès chrétiens ; d'ailleurs les actes, et notamment les peines appliquées, s'accordent pleinement avec ses données ⁴. »

« Il existait donc, à n'en pas douter, conclut M. Wagener qui reprend les arguments de M. Mommsen, une interprétation de la loi de lèse-majesté d'après laquelle celle-ci comprenait aussi bien (*primus titulus*) les offenses envers les dieux nationaux de Rome que celles (*secundus titulus*) qui étaient dirigées contre l'empereur ⁵. »

Nous croyons avoir donné les arguments de M. Mommsen dans toute leur force. Hâtons-nous d'ajouter que si Tertullien attribue à ces divers textes une portée vraiment juridique, la thèse des partisans du droit commun trouve ici un solide point d'appui. Mais si l'apologiste ne veut traiter que des imputations courantes et extrajudiciaires, tout l'échafaudage construit sur la valeur de ces textes croule par sa base. Or, une étude moins superficielle des œuvres de Tertullien montre que toutes les expressions citées n'ont pas une portée plus juridique que l'accusation de *sacrilège* qui leur est accolée (*Ap.* 10 et 35).

1. Effectivement, l'apologiste africain a annoncé au commence-

¹ MRS, p. 569, note 2 ; cf. MRF, p. 396, note 1.

² MRF, *ibid.*

³ MRS, et MRF, *l. c.*

⁴ MRS, p. 569, note 2.

⁵ *Observations complémentaires sur la lecture de M. Giron relative à « la liberté de conscience à Rome », dans Bulletin de l'Académie Royale de Bruxelles, 1893, 3^e série, t. XXVI, p. 10.*

ment du chapitre 10 de l'*Apologeticum*, en une phrase énergique qu'on a souvent rappelée, l'idée fondamentale de toute la partie de son œuvre qui s'étend depuis le chapitre 10 jusqu'au chapitre 46. « *Deos, inquit, non colitis et pro imperatoribus sacrificia non penditis*. Sequitur ut eadem ratione pro aliis non sacrificemus, quia nec pro nobis ipsis, semel deos non colendo. Itaque *sacrilegii et majestatis rei* convenimur. Summa haec causa, immo tota est. » La phrase « itaque.... » a incontestablement une allure juridique très prononcée. Qu'on ne s'y méprenne pas cependant. Car il est certain — et M. Mommsen l'a parfaitement mis en lumière — que le mot *sacrilegii* n'a pas ici sa signification juridique. En droit criminel, le *sacrilegium* ne signifie que le vol d'objets sacrés, le *furtum sacrum*. Impossible de lui donner ce sens dans la phrase citée. Il faut de toute nécessité le prendre dans sa signification extrajudiciaire, déjà attestée par Apulée, pour indiquer tout outrage fait à la divinité. Le mot est expliqué ici même par Tertullien et donné comme synonyme de *deos non colitis*. Du reste, c'est bien de cela qu'il s'agit dans les chapitres 10 à 28. Tertullien veut donc réfuter, non pas une accusation juridique alléguée devant les tribunaux, mais une imputation courante et populaire. S'il en est ainsi du mot *sacrilegii*, on peut légitimement présumer que l'apologiste n'a pas voulu attacher, dans la même phrase, une portée plus juridique au second terme *majestatis*.

Cela cadre parfaitement avec la nature et le but de l'*Apologeticum*. Ce serait une grave erreur de ne voir dans cette œuvre qu'une simple dissertation de jurisconsulte, dans laquelle l'auteur se bornerait à discuter, soit le caractère juridique des accusations, soit la légalité de la procédure suivie contre les chrétiens. Tertullien se met en face de la situation réelle. Il constate d'une part qu'une haine aveugle et générale accable le christianisme des reproches les plus graves et les plus divers : un chrétien est un être odieux au suprême degré, « ennemi des dieux, des empereurs, des lois, des mœurs, de la nature entière » (*Apol.* 2), un adversaire irréconciliable de l'Empire et de tout le genre humain ! Tertullien sait d'autre part que le christianisme est formellement proscrit. Il sait que les motifs de cette loi de proscription ne sont autres que l'ensemble de ces imputations calomnieuses qui font du chrétien un être « coupable

de tous les crimes » (*Ap.* 2) et digne de tous les châtiments.

Dès lors, le but de l'apologiste est tout indiqué : il ne s'agit pas tant de prouver l'illégalité des sentences que l'iniquité de la loi et l'innocence des victimes. « Tertullien plaide la cause de sa religion, il parle en avocat et non pas en juriste. Il sait que la cause est perdue en droit, il s'efforce de la gagner en équité.... Aussi s'efforce-t-il de démontrer l'injustice des mesures violentes et de les combattre au nom de ces lois non écrites dont parlait déjà Cicéron, après les philosophes et les écrivains de la Grèce ¹. » Montrer d'abord que la haine du nom chrétien est inique parce qu'elle est obstinément aveugle (ch. 1-3) ; prouver ensuite que la loi existante est suspecte, inique et déraisonnable et qu'elle doit être révoquée si les chrétiens sont innocents (ch. 4-6) ; réfuter enfin et rétorquer chacune des imputations qui sont colportées contre les victimes, et se fonder sur l'innocuité du christianisme pour demander sa pleine liberté : tel est bien dans ses grandes lignes le plan d'ensemble de l'Apologétique. Ce ne sont donc pas des accusations judiciaires qu'il prétend discuter, ce sont les griefs populaires, les motifs de la législation antichrétienne qu'il entreprend de réfuter ².

Nous pourrions confirmer cette appréciation générale par la comparaison avec les livres *Ad Nationes* et l'étude détaillée des diverses accusations qui sont traitées. Contentons-nous pour le moment de l'examen des expressions qu'on nous objecte ici comme ayant une valeur juridique.

2. L'expression *crimen laesae religionis, inreligiositatis*, montre que Tertullien était capable de trouver des formules qui auraient mérité de passer dans la langue du code pénal, puisque les historiens les plus versés dans le droit romain s'y laissent prendre. Mais le concept que couvre cette forme juridique est étranger au droit pénal. Loin d'être restreint exclusivement à l'*apostasie* du citoyen romain qui adhère à une religion monothéiste — une espèce que Tertullien n'emet nulle part en relief, — il s'étend à tous les modes de « mépriser, de négliger et de détruire » le *studium*

¹ L. Guérin, *Etude sur le fondement juridique des persécutions dirigées contre les chrétiens pendant les deux premiers siècles de notre ère*, dans *Nouv. revue historique de droit français et étranger*, 1895, p. 717.

² Voir K. Neumann, *Der Römische Staat und die allgemeine Kirche*, Leipzig, 1890, t. I, p. 142 ; J. Weis, *Christenverfolgungen*, Munich, 1899, p. 131.

deorum colendorum ¹. Il en est surtout question dans les chapitres 10 à 28, consacrés à réfuter et à rétorquer contre les païens l'accusation de sacrilège ou de lèse-religion : « *deos.... non colitis.... Itaque sacrilegi.... convenimur.* » Ne pas sacrifier aux dieux (*Ap.* 10), ne pas les reconnaître comme de vraies divinités (c. 10, 12, 24 et *passim*), comme le font les chrétiens, c'est évidemment, aux yeux des païens, offenser les dieux et léser la religion (*laedere religionem*, c. 24; *divinitatem*, c. 27; *deos*, c. 12, 25), c'est être *impie* et *sacrilège* (c. 10, 12). Mais les païens n'échappent pas à ces mêmes blâmes. D'après Tertullien, c'est « *in verum committere crimen verae inreligiositatis* » (*Ap.* 24), de négliger et de combattre la religion du vrai Dieu (c. 24), de ne pas accorder la liberté religieuse ². C'est être *impie*, *sacrilège*, *irrégulier*, c'est *faire injure aux dieux*, de ne pas les honorer tous et de préférer les uns aux autres (*Ap.* 13). C'est être irrégulier envers les dieux, de craindre les empereurs plus que les divinités du Panthéon, de redouter plus de faire un faux serment par le génie de César que par tous les dieux (*Ap.* 28 ; cf. *Ad nat.*, I). « Il serait trop long de rappeler, dit Tertullien lui-même, de combien de manières les divinités sont raillées et méprisées par leurs propres adorateurs, » qui sont *sacrilèges*, sans être chrétiens ³.

Ces textes suffisent pour nous montrer que les termes *crimen laesae religionis*, *laesae divinitatis*, *inreligiositatis*, *laedere deos*, *inreligiosi*, *impii*, *sacrilegi*, expriment tous chez l'apologiste à peu près la même idée et s'appliquent à toute action, parole ou omission qui constitue une injure ou une offense à la divinité ⁴. Ils ne peuvent donc pas avoir une signification juridiquement

¹ *Ap.* 6 : *Ipsum.... in quo principaliter reos transgressionis christianos destinastis, studium dico deorum colendorum.... suo loco ostendam perinde (Fuld.) despici et negligi et destrui a vobis adversus majorum auctoritatem.*

² *Ap.* 24 : *Videte enim ne et hoc ad inreligiositatis elogium concurrat, adimere libertatem religionis.*

³ *Ad Scap.* 2 : *Et christiani non sunt et sacrilegi tandem deprehenduntur. Longum est, si retexamus quibus aliis modis et derideantur et contemnantur omnes dii ab ipsis cultoribus suis.*

⁴ On s'en convaincra facilement en lisant la fin du chap. 25, où on remarquera les expressions suivantes : *ob religionem magni.... de inreligiositate.... sine deorum injuria non est.... rapinae sacrarum divitiarum.... sacrilegia.... quorum magis injurias quam adorationes remunerasse debuerant.... tum impune laeduntur quam frustra coluntur.... religionem aut laedendo creverunt aut crescendo laeserunt.... laedere eos (deos).*

criminelle, puisque la plupart des actes auxquels Tertullien les applique se trouvent, de l'aveu de tous, en dehors des atteintes de la loi pénale et de la justice répressive.

Il en est de même du terme « *majestas*. » Dans sa signification usuelle, ce mot sert à exprimer la grandeur auguste et sacrée, qui appartient en propre à Dieu, mais à laquelle participent, à des degrés divers, les êtres qui ont un rapport plus direct avec la divinité. C'est uniquement dans ce sens usuel que le terme est employé dans les chapitres 10 à 28, où Tertullien traite du refus d'honorer les dieux du paganisme ¹. Dans les chapitres où il est question du culte impérial (*Ap.* 28-35), le mot est appliqué aux empereurs. Ils sont en effet les premiers à participer à la grandeur souveraine de Dieu. Les chrétiens, qui les considèrent comme les premiers après Dieu dans la hiérarchie de l'autorité, « *a Deo secundî, post quem primî* » (*Ap.* 30 ; *Ad Scap.*, 2), leur attribuent une grandeur auguste se rapprochant de la majesté divine, mais inférieure à celle-ci, « *temperans majestatem Caesaris infra Deum* » (*Ap.* 33). Les païens, au contraire, qui ont divinisé leurs souverains, leur accordent une majesté égale à celle de leurs dieux et même plus auguste que celle-ci : « *laesae augustioris majestatis, siquidem majore formidine et callidioris timiditate Caesarem observatis quam ipsum de Olympo Jovem* » (*Ap.* 28). Le culte des empereurs ou de la majesté impériale est ainsi devenue une seconde religion, « *secunda a deis religio majestatis* » (*Ad nat.*, I, 17), « *religio secundae majestatis* » (*Ap.* 35), tout comme le culte des morts divinisé est devenu une « *secunda idololatria* » (*De corona mil.*, 10). Manquer de respect envers cette « *secunda majestas*, » ce n'est pas agir contre l'autorité constituée et être coupable en droit de lèse-majesté, c'est offenser la divinité impériale et en fait se montrer irréligieux : « *prima obstinatio est quae secunda a deis religio constituitur Caesareanae majestatis, quod inreligiosi dicamur in Caesares* » (*Ad nat.*, II, 17) ². L'offense de cette majesté divino-impériale

¹ *Ap.* 11 : « *majestatis suae consortio* » ; 13, « *majestas quaestuarîa efficitur* » ; 15, dans les théâtres « *violatur majestas et divinitas constupratur laudantibus vobis* » ; « *si majestatis vestigia obsoletant* » ; 17, « *in ornamentum majestatis suae* » ; 18, « *signa majestatis suae judicantis* » ; 20, « *majestatem scripturarum* » ; 23, qui dei habentur.... ne se de *majestate* deponerent.... abuti *majestate* superiore » ; 24, « *principem mundi perfectae peritiae et majestatis* » ; 25, « *majestatis suae.... documentum*. »

² Cela fait comprendre pleinement l'opposition que Tertullien met entre la

deviendra donc, dans le langage usuel, un *sacrilegium*, au même sens que l'injure faite aux dieux ¹. De même que Tertullien appelle celle-ci « *laesa religio* » (Ap. 24), « *intentatio laesae divinitatis* » (Ap. 27) ², de même il nommera celle-là « *laesa majestas* » (Ap. 28). Comme il parle du « *crimen inreligiositatis* » (Ap. 24), ainsi il traitera du « *crimen majestatis* » (Ap. 29) : mais dans l'esprit de Tertullien, la seconde accusation, pas plus que la première, n'a une portée juridique.

Dans la langue du droit, le terme *hostis publicus* désigne spécifiquement celui qui est coupable de lèse-majesté. Il n'en est pas moins vrai que dans l'idée de Tertullien, cette qualification n'a pas la portée juridique qu'on veut y voir et n'énonce — comme la *majestas*, qui lui est synonyme en droit — qu'une imputation populaire et courante. Tertullien en use surtout dans les chapitres 35 et suivants, où il traite du refus des chrétiens de célébrer, à la manière des païens, les fêtes en l'honneur des Césars. Les expressions mêmes dont l'apologiste se sert n'ont rien du langage du juriste, et marquent nettement le caractère extrajudiciaire de cette accusation ³. Il la met dans la bouche du « vulgus » et de ceux qui, tout en étant des rebelles, sacrifient pour le salut de l'empereur, jurent par son génie en public et en privé et « *donnent le nom d'ennemis publics* aux chrétiens » (Ap. 35). D'ailleurs le reproche s'élargit insensiblement et de *hostes publici* ou *hostes principum romanorum* qu'ils sont au chapitre 35, les accusés deviennent, au chapitre 37, « *hostes generis humani*, » alors qu'ils ne sont en réalité, d'après Tertullien, que les « *hostes erroris humani* » (Ap. 38). Enfin, dans la réfutation de ce reproche, l'apologiste ne traite pas uniquement du refus de sacrifier pour le salut des empereurs (Ap. 28-35), du refus de participer à leurs fêtes païennes ⁴ (Ap. 35-37), de leurs

conduite des chrétiens et celle des païens : Ideo ergo committimus in majestatem imperatorum.... sed vos inreligiosi qui eam (salutem Caesaris) quaeritis ubi non est. » Ap. 29.

¹ Ap. 35 : « In hac religione secundae majestatis de qua in secundum sacrilegium convenimur. »

² Cf. Ap. 15, « Violatur majestas et divinitas constupratur. »

³ Ad nat. I, 17 : « Hostes populi nuncupamur. » Apol. 38 : « sed hostes maluistis vocare generis humani.... hostes judicare maluistis. » Ap. 35 : « publicorum hostium nomen christianis dabant. » Ap. 36 : « qui hostes existimamur. »

⁴ Cette accusation ne relève pas, d'après MRS, p. 584, note 2, du droit cri-

réunions ou « factiones » (Ap. 38-39), mais encore de la prodigalité de leurs repas (Ap. 39), de la responsabilité qui leur incombe de toutes les calamités publiques (Ap. 40-41) et enfin de leur inutilité pour le commerce (Ap. 42). C'est donc toute la conduite religioso-politico-sociale des chrétiens qui les fait considérer par le vulgaire comme des adversaires de l'ordre établi et des ennemis publics. Mais l'étendue et l'indétermination de l'objet de ces récriminations nous montrent que l'accusation « hostes publici » ne peut pas être prise dans un sens spécifiquement juridique.

3. Mais alors, nous objecte-t-on, pourquoi Tertullien distingue-t-il avec tant de précision deux espèces juridiques (*tituli*) du même *crimen maiestatis* ?

Conformément au plan clairement annoncé au chapitre 4 de l'*Apologeticum*¹, Tertullien a traité d'abord des prétendus crimes rituels commis « in occulto » (chapitres 7-9)². En disant, à la fin du chapitre 9, « nunc de manifestis³, » il passe à la réfutation des méfaits commis au vu et au su de tout le monde (*palam*, chap. 4). Ceux-ci, il les ramène immédiatement à deux chefs principaux : a) le refus d'honorer les dieux qu'il appelle ici sacrilège et plus loin lèse-divinité ; b) le refus de rendre aux empereurs les honneurs qui leur sont dus : la lèse-majesté. Il réfute la première imputation aux chapitres 10 à 28 (*in medio*) ; la réfutation de la seconde commence au milieu du chapitre 28 par ces mots : « *Ventum est igitur ad secundum titulum laesae augustioris maiestatis, siquidem maiore formidine et calidior timiditate Caesarem observatis quam ipsum de Olympo Jovem.* »

Quoi de plus naturel que cette transition marquant, dans le

minel ; elle est un exemple des conséquences abusives qu'on déduisait du concept exagéré de l'injure des empereurs.

¹ Ce passage est incompréhensible à moins de suivre le texte du codex de Fulda. Voir notre étude sur *Le Codex Fuldensis, le meilleur manuscrit de l'Apologeticum de Tertullien*, p. 16-18, Bruges, 1902 (extrait de la *Revue d'hist. et de littér. religieuses*, 1902).

² *Apol.* 6 (à la fin) : « Nunc enim ad illam occultorum facinorum infamiam respondebo, ut viam mihi ad manifestiora purgem. » Phrase de transition qui indique et rappelle son plan.

³ C'est le texte donné par le codex Fuldensis. Le copiste de l'archétype de tous les autres manuscrits conservés a délayé l'expression en corrigeant « nunc de manifestioribus dicam. »

plaidoyer, une gradation ascendante qui donne à l'habile avocat l'occasion de lancer une pointe ironique aux païens plus craintivement respectueux envers le dieu vivant du Palatin qu'envers les divinités mortes de l'Olympe ? « Nous voici arrivés à la seconde accusation, celle d'offenser une majesté que vous considérez comme plus auguste [que celle de vos dieux dont nous venons de traiter], puisque vous honorez César avec plus de crainte que Jupiter Olympien lui-même. » L'expression *secundum titulum* ne signifie donc pas la *seconde espèce juridique* du genre *laesa majestas*. Faisant écho à la phrase initiale de la partie précédente (chap. 10), elle signifie d'une manière absolue la seconde des deux accusations annoncées plus haut, à savoir celle de *majestas*. Le génitif *laesae augustioris majestatis* n'est pas un génitif de genre, mais un génitif explicatif. La portée du terme *majestatis* et du relatif *augustioris* a été expliquée plus haut et trouve d'ailleurs son interprétation ici même, dans la seconde partie de la phrase, comme aussi dans le passage parallèle du chapitre 35, « in hac quoque *religione secundae maiestatis*, de qua in *secundum sacrilegium* convenimur. »

L'interprétation de MM. Mommsen et Wagener se heurte encore à d'autres difficultés. D'abord dans la partie précédente de l'*Apologeticum* (ch. 10-28) il n'a pas été question d'un *primus titulus laesae majestatis*. Car si le mot *majestas* s'y rencontre onze fois, impossible cependant d'y découvrir jamais une nuance — nous ne disons pas strictement juridique — mais simplement criminelle. En outre, dans l'hypothèse de l'existence de deux espèces juridiques du *crimen majestatis*, il semble bien qu'en droit le *primus titulus* devrait être l'espèce principale et propre, c'est-à-dire la lèse-majesté impériale, connue par la *lex Julia majestatis*, tandis que la lèse-majesté divine, n'étant qu'une extension (d'ailleurs inconnue en droit) de la précédente, ne pourrait venir qu'au second rang. Or c'est l'ordre inverse que suit Tertullien, parce que la majesté impériale n'est qu'une « *secunda majestas*, » et que cet ordre cadre mieux avec le plan général de l'*Apologétique*.

Pas plus donc que le Digeste, pas plus que les jurisconsultes païens, Tertullien ne connaît une interprétation extensive de la loi *Julia*, qui permettrait de condamner les chrétiens du chef de « *crimen majestatis*. » Autant que les autres, il ignore la

distinction prétendument juridique en lèse-majesté divine et lèse-majesté humaine. Si quelquefois sa manière de s'exprimer au sujet des chrétiens porte l'empreinte du langage du droit, on ne doit pas s'en étonner davantage que d'entendre le même jurisconsulte opposer en termes juridiques le moyen de la *praescriptio* aux nouveautés des hérétiques.

4. Tertullien connaît d'ailleurs parfaitement la notion spécifiquement criminelle des mots « majestas » et « hostes publici » : elle est manifeste dans plusieurs endroits de ses écrits. Mais — remarquons-le soigneusement — ce n'est pas aux disciples du Christ, c'est aux païens qu'il endosse cette qualification, pour montrer, d'autant plus clairement, que les chrétiens ne sont pas coupables de lèse-majesté dans le sens strict du mot. On nous calomnie, dit-il, du chef de lèse-majesté ou d'hostilité à l'égard de l'État romain ou des empereurs. Cependant, ce ne sont pas des chrétiens, ces barbares qui ont usurpé le trône impérial, ces rebelles de la Syrie et de la Gaule (*Ad nat.*, I, 17), ces partisans d'Albinus, de Niger et de Cassius (*Ad Scap.*, 2; *Ap.* 35), ces « parricides » de Rome, qui ont souillé le sénat et le palais impérial du sang des Césars (*Ap.* 35; *Nat.*, I, 17); ces intrigants qui consultaient les devins au sujet de la vie des empereurs (*Ap.* 38) ¹; ces criminels qui ont offensé la « majestas » dans les provinces, ces fauteurs de troubles qui poussent à la révolte par leurs écrits et leurs clameurs au cirque, qui sont toujours rebelles « si non armis saltem lingua » (*Ad nat.*, I, 17).

Voilà quelques-uns des actes qui nous montrent la vraie notion du crime de lèse-majesté. Mais les chrétiens n'en sont pas coupables. S'ils ne reconnaissent pas la divinité de l'empereur, c'est parce que celui-ci n'est pas vraiment dieu et n'aspire pas à le devenir par l'apothéose (après la mort); s'ils ne lui offrent pas de sacrifices, ils prient le vrai Dieu pour lui; s'ils ne veulent pas jurer par le génie de l'empereur, parce que les génies sont des démons, ils prêtent serment par le salut de l'empereur ²; s'ils ne célèbrent pas religieusement les fêtes du souverain, ils lui gardent soumission et fidélité. Ils ne sont les

¹ MRS, p. 584, b), et note 4.

² *Apol.*, 32.

ennemis de personne, ni de l'empereur pour lequel ils doivent prier, ni de l'Empire dont ils désirent retarder la chute, ni de leurs persécuteurs dont ils pourraient si facilement se venger par l'incendie, la révolte ouverte, la désertion, le refus de délivrer leurs possédés; ils ne sont pas les ennemis du genre humain auquel ils ne confèrent que des bienfaits : ils sont simplement les adversaires de l'erreur humaine (*Ap.* 28-37).

5. D'après M. Mommsen, le refus de jurer par le génie de l'empereur pouvait être considéré non seulement comme signe d'apostasie, mais encore comme *injure à l'empereur*, et rentrer ainsi dans une autre catégorie de lèse-majesté. « Le serment par une personne vivante était l'expression de la dépendance.... Dans ce sens on peut justifier, ou du moins comprendre, que les ennemis des chrétiens aient reconnu, dans le refus de jurer par l'empereur, un double délit : d'une part, l'apostasie nationale, et, d'autre part, le crime plus grave de rébellion contre l'empereur ¹. »

Le savant historien, on le voit, ne semble pas attacher une grande importance à cette accusation, dont il n'essaie pas même de prouver le caractère juridique. Il constate même que ce refus de jurer ne portait pas de préoccupations politiques, mais était fondé exclusivement sur des motifs religieux (*ibid.* p. 586, note 2). Nous pouvons ajouter que les chrétiens ne refusaient pas absolument tout serment par l'empereur. S'ils ne consentaient pas à jurer par le *Génie* de César, qui était une personnification divinisée pour les païens, mais un démon aux yeux des chrétiens, ils prêtaient le serment par le *salut* de l'empereur. Car ils voyaient dans le pouvoir impérial une autorité divine, accordée par la volonté de Dieu au souverain régnant. Son salut, sa conservation était une chose sacrée, plus auguste que tous les génies (*Ap.* 32) et pour laquelle ils faisaient des prières (*Ap.* 30; *Ad Scap.*, 2) : jurer par le *salut* de l'empereur était pour eux un « grand serment » (*Ap.* 32). Ils pouvaient donc, même par le serment, montrer leur sincère loyalisme à l'égard de l'autorité impériale.

Ce qui semble prouver que la question du serment refusé n'a pas joué un rôle considérable dans l'opposition faite aux chré-

¹ MRS, p. 585-586.

tiens, c'est que Tertullien n'en parle nulle part comme d'un grief important.

Pour accentuer davantage cette opposition entre le délit de christianisme et le crime de *majestas*, Tertullien montre qu'on traite les chrétiens tout autrement que les vrais criminels de lèse-majesté. Alors que tout homme doit aider à découvrir ceux-ci, il est défendu de rechercher ceux-là ¹. La répression se fait différemment ². On ne permet pas aux fidèles de se défendre ³; le *crimen majestatis* ne se trouve pas mentionné dans leur condamnation ⁴; dès qu'ils apostasient, ils bénéficient d'une impunité absolue, même pour tous les crimes passés ⁵; autant de dispositions qui sont contraires aux formalités de la procédure suivie en matière de lèse-majesté.

Le refus de sacrifier aux dieux ou aux Césars, ou de jurer par le divin génie de l'empereur, n'a donc pas été considéré comme un *crime de lèse-majesté*, crime capital de droit commun.

Il a cependant joué un rôle considérable dans les procès intentés aux chrétiens. Car l'injonction faite par le magistrat de sacrifier, de prêter un serment païen ou de commettre tout autre acte directement contraire au christianisme — par exemple maudire le Christ ou manger des mets défendus — était un *moyen d'instruction* dont se servait le juge à l'égard des chrétiens; et le refus d'obtempérer à ces ordres du magistrat instructeur, sans constituer formellement un délit, fournissait une *preuve suffisante* de christianisme, dont la seule profession constituait un crime juridique nouvellement introduit dans le droit pénal de l'empire.

Cette interprétation, qui découle de nos conclusions précédentes, se fonde d'ailleurs sur une série d'arguments spéciaux,

¹ Ap. 2 : « *In reos majestatis et publicos hostes omnis homo miles est; ad socios, ad consocios usque inquisitio extenditur : solum christianum inquiri non licet, offerri licet.* » Th. Klette, *Der Prozess und die Acta s. Apollonii, Texte und Untersuch.*, XV, fasc. 2, p. 58, note 1), mutile l'opposition qui se trouve dans cette phrase en insérant arbitrairement, à l'encontre de tous les codices, le mot *nos* : « *in nos reos majestatis...* »

² *Ad Scap.* 4 : *Pro veritate, pro Deo cremamur : quod nec sacrilegi, nec hostes publici veri, nec tot majestatis rei pati solent.*

³ Tertullien, *Apol.* 2.

⁴ Cf. *Revue des quest. histor.*, t. LXXIV, p. 45 et suiv.

⁵ *Ibid.*, p. 45.

que nous avons mis en lumière dans des études antérieures, notamment sur le texte très clair du rescrit de Trajan ¹, sur plusieurs Actes de martyrs ² et sur divers témoignages de Tertullien ³.

Bruges.

C. CALLEWAERT.

¹ *Rev. d'hist. ecclés.*, III (1902), p. 9; *Rev. des quest. histor.*, t. LXXIV, p. 40, note 9.

² *Rev. d'hist. ecclés.*, II (1901), p. 791 et suiv.

³ *Rev. des quest. histor.*, t. LXXIV, p. 40 et suiv.

LE MARIAGE EN ITALIE

A

L'ÉPOQUE DE LA RENAISSANCE

Un poète italien du ^{xvii}^e siècle, Bartholomeo Corsini, instruit, paraît-il, par sa propre expérience, faisait observer à ses concitoyens, afin de les détourner du mariage, que le mot qui, en latin, désigne l'épouse, *uxor*, est comme un symbole des dangers auxquels s'exposent ceux qui hasardent de prendre femme, car l'*u* figure un gibet renversé, l'*x* une croix, l'*o* une roue et l'*a* une hache, en sorte que l'on est prévenu pertinemment qu'en se mariant on court au gibet, à la croix, à la roue, à la hache :

Che l'uom che prende moglie, a piè veloce
Sen va per vie ben lunghe e ben sicure
Alla forca, alla croce,
Alla rota, alla scure ¹.

Les Italiens n'en continuèrent pas moins à se conjoindre très volontiers. Il est vrai toutefois qu'ils redoutaient, plus qu'en d'autres pays ne le faisaient les futurs époux, ces hasards et surtout les fâcheuses aventures que narrent si complaisamment et si abondamment, sans doute pour en avoir été maintes fois les témoins égayés, Salicetti, Bandello, Firenzuola, Boccace et tant d'autres conteurs charmants et grivois ; aussi prenaient-ils plus de précautions peut-être qu'ailleurs pour s'éclairer sur les secrètes dispositions de celles dont ils comptaient faire leurs femmes.

La forme de l'épreuve était infiniment variée encore que le but

¹ Ce sont les derniers vers d'un sonnet longtemps inédit qui commence ainsi :
La moglie da Latini uxor fù della.

Il a été publié pour la première fois par Giuseppe Baccini, *Gli scritti inediti di B. Corsini*, dans le *Giornale storico della Letteratura Italiana*, vol. II (1883), p. 225.

en fût toujours le même. A Ascoli, toutes les fiancées de l'année se réunissaient sur la grand'place le jour de la fête de saint Emidio; soudain, tandis qu'un orchestre jouait, apparaissait une bande de mimes qui faisaient cent grimaces autour des jeunes filles; celles qui ne parvenaient pas à garder leur sérieux étaient réputées frivoles, dépourvues d'empire sur elles-mêmes, promptes aux dissipations et leur mariage s'en trouvait souvent compromis. L'expérience se faisait de façon moins plaisante à Pérouse; on présentait une boulette à la future; si elle l'avalait sans difficulté, l'augure était favorable; tandis que si elle y avait peine, l'avenir du ménage semblait menaçant. A Pernate, le fiancé pinçait à l'improviste sa promise; d'après la manière dont elle acceptait cette surprise, sa conduite future était jugée. A Riva di Chieri, lorsqu'au banquet des fiançailles le premier plat était apporté, la fiancée devait se lever aussitôt; négligeait-elle de le faire, on plaçait subrepticement un réchaud sous sa chaise; c'était une façon de donner à entendre au fiancé qu'il aurait une femme froide et dont il lui faudrait se méfier, car la froideur est féconde en surprises ¹.

Les pourparlers s'engageaient généralement au moyen de courtiers ², du moins dans les villes importantes telles que Venise, Rome et Florence, et il arrivait souvent, surtout à Venise, où les femmes et plus encore les jeunes filles étaient tenues dans une rigoureuse réclusion, que non seulement la fiancée n'avait jamais entretenu son futur mari, mais même qu'elle ne l'avait point vu avant le jour où ils devaient se lier l'un à l'autre à toujours par le mariage. Néanmoins il était du devoir du jeune homme, pour ne pas manquer aux lois de la galanterie et de la bienséance, de passer et de repasser plusieurs fois chaque jour sous les fenêtres de sa future épouse comme pour témoigner d'une violente passion, et il devait lui donner, au besoin, la sérénade ³. C'était quelquefois l'occasion de faire connaissance.

¹ De Gubernatis, *Storia comparata degli Usi nuziali in Italia*, Milan, 1869, p. 59. Voir ce qui est dit plus loin, au sujet de la coutume du *serraglio* qui, transformée, prit dans certains pays le même caractère d'épreuve augurale. Cf. Rev. H. N. Hutchinson, *Marriage Customs in many lands*, Londres, 1897, p. 268.

² A Florence ces courtiers portaient le nom de *mezzani* ou de *sensali* et étaient tenus de notifier à la municipalité les mariages dont ils avaient amené la conclusion. Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 397.

³ Bernoni, *Tradizioni popolari Veneziane*, Venise, 1877, *Puntata* IV, *Usi nu-*

On raconte, à ce propos, qu'un gentilhomme, qui devait épouser une femme fort laide, à ce qu'il avait ouï dire, vit de fait, quand il se rendit sous ses fenêtres, « un visage fort déplaisant parmi plusieurs autres qui n'avaient pas beaucoup de charmes, » et il avoua que si c'était celui-là qu'on lui destinait, il ne pouvait avoir pire. Mais il n'y avait là qu'une manœuvre, pour lui faire trouver moins laide la fiancée qu'on lui destinait ¹.

Les surprises de la première rencontre n'étaient pas toujours aussi heureuses. « L'usage veut encore, dit le chevalier de Saint-Disdier, qui écrivait à la fin du xvii^e siècle, que le nouveau marié ne rende aucune visite à sa future femme s'il ne lui porte le collier de perles qu'il est obligé de lui donner; cette première entrevue de personnes qui ne se sont jamais vues a souvent donné lieu à des accueils si extravagants qu'on aurait peine à s'imaginer quelque chose de semblable; cela vient de ce que la plupart de ces demoiselles, vivant solitaires ou bien parmi des servantes grossières, sans pratiquer le monde, leur naturel sauvage n'a pu être poli ni par l'éducation ni par la conversation. J'en sais une, laquelle, dans une semblable rencontre, trouvant d'abord fort laid celui qu'on lui avait donné pour mari, lui dit naïvement en l'abordant : « Oh ! le laid visage ! Quoi ! je dois vivre le reste de mes jours avec toi ? Certes, je n'ai garde. — *O che brutto muso ! Mi ho di star con ti ? Ohibo !* » ².

Il en était de même à Padoue et dans toute cette partie de l'Italie. Le fiancé aperçevait sa future épouse à travers les

ziali, cite quelques-unes des chansons que répétaient les amoureux sous les fenêtres de leurs belles :

*Dago la bona sera a questa casa
Al pare e mare e quanta gente siele !
Vieni, cara, a la finestra,
Dal balcon butite fora.*

¹ C'est le chevalier de Saint-Disdier qui rapporte l'histoire dans sa description de *La ville et la République de Venise*, La Haye, 1685, 4^e éd., p. 312. Le chevalier avait séjourné à Venise de 1672 à 1674, comme attaché au comte d'Avaux, ambassadeur du roi de France.

² *Ibid.* Dans son ouvrage sur *La Politique civile et militaire des Vénitiens*, critiqué précisément par le chevalier de Saint-Disdier, mais exact souvent, De La Haye (1669) écrit (p. 61) : « Pour leurs femmes, ils les traitent comme des criminelles au premier chef, quelque sages ou vertueuses qu'elles soient; les tiennent serrées dans des chambres reculées armées de pointes et de grilles de fer; leur défendent la conversation d'âmes qui vivent; ne les font servir que par des femmes et si elles ne se gouvernent avec la dernière sévérité, il n'y va pas moins que de la vie. »

grilles du parloir du couvent où elle était élevée et ne pouvait guère s'entretenir avec elle avant le jour de la noce ¹.

Pourtant, il y avait des pays où la jeune fille décidait par elle-même ; c'était surtout dans les campagnes, et la façon dont elle manifestait son sentiment était aussi variée qu'imprévue. A Pignerol, si le prétendant lui plaisait, elle allait, pendant qu'il faisait sa demande, allumer le feu ; à Valle di Adorno, elle laissait tomber son fuseau en manière d'encouragement et lui offrait des noisettes en signe d'agrément ; dans les Abruzzes, le jeune homme apportait un rameau de chêne au seuil de la maison ; si la jeune fille le prenait et le portait à l'intérieur, c'est que sa demande était acceptée, que si elle le laissait, il n'avait plus qu'à aller le reprendre le plus secrètement qu'il lui était possible ; dans la campagne d'Albaro, le jeune homme lançait un mouchoir à la demoiselle qui le laissait choir quand elle ne répondait pas à ses avances. A Arpino, c'étaient les jeunes gens qui faisaient connaître leur sentiment aux jeunes filles et ils employaient à cette fin le langage des couleurs ; le jour des Rameaux, ils entouraient d'un ruban la branche d'olivier qui leur était donnée ; un ruban jaune signifiait que la jeune fille leur semblait folle ; un ruban vert signifiait qu'elle pouvait espérer ; un ruban rouge, qu'il y avait guerre entre eux ; un ruban blanc, qu'il y avait paix ; un ruban bleu révélait une passion naissante et un ruban bleu turquoise, l'amour ².

Les fiançailles constituaient parfois un engagement définitif et se contractaient devant notaire. Pour plus de sûreté, l'acte qui les relatait était déposé entre les mains d'un moine ³.

Le jurisconsulte Ferraris ⁴ définit ainsi cet engagement : « Une

¹ Souvenirs de Camillo Gozzadini, cités par L. Frati, *La Vita privata di Bologna*, p. 57.

² Gubernatis, *Storia comparata degli Usi nuziali*, p. 57. Dom Giuseppe Bernoni, *Tradizioni popolari Veneziane*, Venise, 1875, p. 97.

³ Archiv. di Stato di Roma, *Atti Curtius Saccoccus*, Prot. 1512, p. 64. Acte du 22 novembre 1554. Le mariage eut lieu le 27 janvier suivant. Tiberio Alberini et Cecilia, fille de Girolamo Giustini. *Ibid.*, p. 370, instrument de fiançailles entre Marzia Margana, veuve, et Domenico del Vantagio, 19 octobre 1555.

Dans quelques pays, les fiancés s'engageaient en buvant dans un même verre, à la mode romaine. Rosa, *Dialetti, Costumi e Tradizioni nelle Provincie di Bergamo*, Brescia, 1870, p. 283.

⁴ F. Lucii Ferraris, *Bibliotheca canonica, juridica*.... Rome, 1891, vol. VII, p. 288, 290.

promesse délibérée et réciproque d'un futur mariage, manifestée par un signe sensible, entre personnes habiles à s'engager. » Et il explique que ces personnes doivent être nubiles, libres de leur consentement tant dans leur for intérieur que dans leur for extérieur. Il ajoute que celui qui a ainsi promis sa foi ne peut, s'il prétend s'y soustraire, être contraint par la force « à proprement parler, » mais qu'il est permis de peser sur sa volonté par la menace des censures ecclésiastiques ¹.

Cette union civile engageait définitivement les fiancés; les statuts de la petite cité de Gradara, rédigés au xiv^e siècle, sont fort explicites sur ce point. Ils déclarent que celui qui a été fiancé ou marié par la main du notaire ne peut s'unir à une autre personne tant que la première serait vivante, à moins toutefois qu'un divorce n'eût été « célébré » devant un juge compétent et non excommunié; l'amende était de cent livres et l'infacteur devait être à jamais « noté d'infamie. » Quant à la femme qui sciemment prenait un autre époux que celui auquel elle s'était liée, elle était bannie, et si c'était une personne de basse condition, *humilis*, on la chassait à coups de trique ².

Plus tard, les statuts de Bologne (1532) imposèrent une amende de deux cents livres à la femme qui aurait épousé un autre homme que son fiancé ³; les statuts de Todi infligent la même peine, « à moins que l'Église n'ait rompu le lien ⁴. »

C'était devant le notaire et non devant le prêtre que le fiancé passait l'anneau de mariage au doigt de sa fiancée, cérémonie qui était considérée comme l'acte essentiel qui rendait l'union irrévocable ⁵. On était époux du moment où l'anneau avait été

¹ *Ibid.*, p. 300. L'Église punissait « d'infamie et de pénitence ecclésiastique » celui qui contractait un deuxième engagement avant d'avoir été relevé du premier. *Dict. encycl. de la Théol. catholique* de Wetzer et Welte, XIV, 257.

² Belgrano, *ibid.* Cf. *Statuta Terrae Centi*, Ferrare, 1609, lib. II, Rub XIX, p. 157.

³ *Statuta civilia civilatis Bononiae*, Bologne, 1532, p. 137.

⁴ *Statuta civilatis Tudertinae*, 1551, lib. III, c. 99, Rub. 231.

⁵ Muratori, *Antiq. Ital.*, vol. II, col. 110. C'était une vieille coutume dont parle Tertulien, *Apol.*, c. 6. Le pape Nicolas I^{er} (867), dans sa lettre aux Bulgares, y fait allusion. La fiancée passait la bague au quatrième doigt de la main gauche « parce que de ce doigt part une veine qui revient au cœur. » (*Sacerdotale rom. de Eccles. off.*, I, 2, c. 19. *Dictionnaire encycl. de la Théol. cath.* de Wetzer et Welte, I, 366.)

Dante fait dire à Pia Guastelloni, dans le chant V du Purgatoire, v. 134 :
Salsi colui che innanellata in pria,
Disposato m'aveva con la sua gemma.

échangé; la femme devenait, par ce fait seul, l'héritière légitime de son mari ¹.

L'acte des fiançailles et le contrat de mariage, tous deux conclus devant un notaire, étaient parfois distincts et séparés par un intervalle de quelques jours, souvent confondus ². Il y était souvent stipulé, dans le premier, que la *subarrazione* aurait lieu dans un délai déterminé, par exemple avant quinze jours, et une amende, qui atteignait jusqu'à cinq cents ducats, sanctionnait cette stipulation ³.

La *subarrazione* restait l'acte principal; des traditions immuables en régissaient l'accomplissement; le notaire interrogeait successivement, sur leur volonté de s'unir, les deux fiancés, qui devaient répondre *Volo*; c'étaient ce qu'on appelait alors comme jadis, les *Verba de presenti* ou, plus couramment, la question *Vis Volo*, qui était l'engagement formel; après quoi, le fiancé passait l'anneau nuptial à l'annulaire de sa femme, tandis que le notaire prononçait les paroles suivantes : *Quod Deus conjunxit, homo non separet*. Ce que Dieu a uni, l'homme ne le séparera pas ⁴.

¹ *Statuti di Roma*, lib. I, cap. XLIV; Re, p. 31.

² Archiv. di Stato, *Atti C. Saccoccius*, Prot. 1520, fol. 247. Archiv. stor. Capitolino, *Atti Originali*, vol. 748, fol. 43 et suiv. Cf. Starrabba, *Consuetudini e Privilegii della Città di Messina*, Palerme, 1901, p. 175. « *Privilegium confirmationis ordinationum factarum per juratos Messanae de vestibus mulierum et de sponsis (1383). Quod nullus vir sive mulier audeat portare.... per las seu friseos sub pena unciurum sex. Exceptis inde sponsis quod in die quo jurantur seu subarrantur a viris earum, et in die assignationis robe sponsalicie viro, usque ad diem quo dicte sponse vadunt ad ecclesiam causa nubendi viris earum, et in die in quo intrent in sancta (relevailles) possint et licitum sit eis portare coronam, chirchellos et buctones.* »

³ Il sera parlé plus loin de la valeur des dots.

⁴ Archiv. di Stato, *Atti C. Saccoccius*, Prot. 1515, p. 64.

« *In presentia mei notarii, etc., constitutus Illms Dns Lelius de Maximis, sponse, etc. subarravit, etc. Illm Dnam Hieronimam de Sabellis presenti, et per verba dicti presenti videlicet volo ad interrogationem mei Notarii, et posuit in ejusdem digito annulari annulum mediantibus verbis per me Notarium prolatis. « Quod Deus conjunxit homo non separet, » et aliis. Rogantes, etc.*

« *Actum Rome in domo solite habitationis dicte Illme Dne Hieronime in Reg. Trivii.* »

Cf. Prot. 1512, fol. 370; Prot. 1515, fol. 57, 83, 200; Prot. 1519, fol. 719, 823, 850; Prot. 1520, fol. 275. Le troisième mariage de Lucrèce Borgia s'accomplit avec cette formalité. Gregorovius, t. I, p. 390. A vrai dire, aux yeux tout au moins de l'Eglise qui employait ces mêmes formules, les *verba de praesenti* constituaient l'union matrimoniale proprement dite, tandis que les *verba de futuro* créaient l'état de fiançailles, mais les officiants eux-mêmes s'y trompaient souvent, et il en résulta des complications infinies. (Voir Lecoy de La

Le fait de mettre l'anneau au doigt de la fiancée, *immissio annuli*, équivalait à la *subarrazione* et en pouvait tenir lieu ¹. Il était dressé et gardé procès-verbal de cette cérémonie, qui s'accomplissait chez la fiancée, et à laquelle devaient assister des témoins ².

On entourait l'acte de la *subarrazione* du plus de pompe possible ; lorsque Lucrezia Borgia fut unie à Alessandro Sforza, le 12 juin 1493, les ambassadeurs accrédités auprès du Saint-Siège, tous les magistrats municipaux, les sénateurs, « cent cinquante dames de la plus haute noblesse avec leurs maris, » onze cardinaux et nombre de prélats et d'évêques assistèrent à la cérémonie qui dura plus d'une heure ³. Le jour de la *subarrazione* ainsi que le jour du mariage religieux, les fiancées pouvaient à Rome porter « des vêtements d'or ou d'argent tissés de perles et de diamants ; » néanmoins, il était défendu au fiancé ou à ses parents de donner à la fiancée plus de dix ducats (1520) ⁴.

Vers la fin du xvi^e siècle, par suite des tendances qui se firent jour dans l'Église, après le concile de Trente, la cérémonie religieuse absorba peu à peu la cérémonie civile qui perdit toute importance ⁵. Dès 1570, il est noté, pour la première fois, dans un acte que les prescriptions imposées par l'Église ont été observées, et il semble même que l'acte n'aurait pu être rédigé sans leur accomplissement ⁶.

Plus tard, le contrat de mariage subsista seul et la *subarrazione* disparut.

La fiancée, à Venise du moins, était vêtue de blanc et portait les cheveux épanchés sur les épaules ⁷. Elle avait le droit de s'orner d'un fil de perles dont la valeur toutefois ne devait pas excéder quatre cents écus ⁸.

Marche, *La chaire française au moyen âge*, p. 431, et le *Dict. encycl. de la Théol. cath.*, cité plus haut, VIII, 493.)

¹ *Statuta civilis Tudertinae*, lib. III, c. 99, Rub. 231.

² Mêmes archives que ci-dessus

³ Infessura, éd. Tommasini, p. 286. Gregorovius, *Lucrèce Borgia*, t. I, p. 118.

⁴ Archiv. stor. Capit., Cred. I, vol. 36, fol. 77.

⁵ Archiv. stor. Capit., *Atti Originali*, vol. 748, fol. 398 Cf. *Dict. encycl. de Wetzler*, art. *Mariage, Fiançailles*.

⁶ *Ibid.*, fol. 43.

⁷ Sansovino, p. 150.

⁸ Les perles devaient être estimées, comptées et scellées par le « *Magistrato alle Pompe*. » Molmenti, *La Storia di Venezia*, p. 315.

De petits présents s'échangeaient comme il sied entre les fiancés, mais, dans les campagnes, ils n'avaient pas la liberté de les choisir à leur gré ; il y avait des règles dont il n'était pas permis de s'écarter. D'abord venait l'anneau, qui se donnait souvent dès le jour des fiançailles ¹ ; puis, le jour de Pâques, une galette ; à Noël, de la pâte d'amande ou de la moutarde ; le jour des Morts, certaine friandise appelée *fave* ; à la Saint-Martin, des châtaignes ; à la Saint-Marc, un bouton de rose. La fiancée donnait des mouchoirs, de la soie. Il fallait bien se garder d'offrir des livres et images saintes, parce que cela porte malheur ; des oiseaux, parce qu'ils servent aux sortilèges ; des ciseaux, parce qu'ils signifient qu'on est mauvaise langue ². On le voit, les cadeaux furent d'abord des plus modestes. En Ligurie, dans le Milanais, au Piémont, à Pérouse, dans le pays de Pesaro, la fiancée donnait au fiancé une chemise qu'elle devait coudre et préparer elle-même. Dans les environs du lac Majeur, il lui fallait en donner autant qu'il y avait d'habitants mâles dans sa maison. Ailleurs, le fiancé recevait des pantoufles ; la fiancée, un étui à aiguilles, un rouet, un couteau ³.

Cette simplicité dura peu. Bientôt, dans les villes surtout, la richesse des présents dépassa toute mesure, et il fallut, comme on le verra, des lois pour en réprimer l'extravagance.

Quant à la cérémonie même du mariage, elle était souvent précédée ou entourée de pratiques bizarres dont quelques-unes étaient, ce semble, un legs de l'antiquité. En Vénétie, le jour de la Sainte-Marie de février, c'est-à-dire à la Chandeleur (2 février), toutes les fiancées se rendaient dans l'église Santo-Pietro in Castello, apportant chacune leur trousseau et leur dot dans un coffre ; les jeunes gens arrivaient de leur côté avec leurs parents, entendaient la messe et, après que l'évêque avait fait un sermon sur le mariage, ils ramenaient chez eux la femme qui leur était destinée ; après quoi on banquetait et l'on se festoyait. Il y avait là, s'il faut en croire les chroniqueurs vénitiens, une

¹ Bernoni, *Tradizioni popolari Veneziane*, p. 102.

² Molmenti, p. 272.

³ De Gubernatis, *Storia comparata degli Usi nuziali*, p. 96. Le « don du matin » s'appelait *Morgincap* en Italie au temps des Lombards, qui en avaient introduit l'usage. Une loi d'Astolphe (749-756) défend à l'époux de donner à sa nouvelle épouse plus du quart de son bien (*Lex prima*, lib. II). Muratori, *Antiq. Ital.*, vol II, c. 115. Cette coutume tomba vite en désuétude.

survivance des traditions antiques, alors qu'étaient exposées, à certain jour, toutes les filles nubiles et que le prix donné aux parents pour les belles servait à constituer la dot des laides ¹.

De cette coutume est venue la tradition qui imposait au doge d'aller sur le Bucentaure épouser chaque année, à pareille époque, la mer Adriatique. Toute trace n'en avait pas disparu lorsque l'Allemand Arnold de Harff visita l'Italie, en 1477 ; il rapporte que le premier dimanche de carême, toutes les femmes qui s'étaient mariées dans le cours de l'année se réunissaient dans un couvent de nonnes situé près de l'église Santo-Pietro di Castello, couvertes de leurs plus beaux atours et portant des bijoux et surtout des perles magnifiques ; il estime à plus de six cent mille ducats la valeur des pierreries qu'il vit en cette occasion ².

Ailleurs, on retrouve dans les actes qui précédaient le mariage un souvenir évident des mœurs importées par les envahisseurs barbares. Le fiancé sarde se présentait, accompagné de ses parents, devant la maison de sa promise ; la porte en était close ; il frappe, nul ne répond ; il appelle, même silence ; alors les voisins lui indiquent complaisamment qu'une échelle se trouve précisément tout à proximité ; elle est en mauvais état, qu'importe ; il pénètre à grand risque par une fenêtre dans la maison, mais sa fiancée s'est cachée, il la cherche, il la découvre et, s'emparant d'elle, descend ouvrir la porte. Le père et la mère paraissent alors et s'écrient : « Qui l'a trouvée la mérite. » Le père du jeune homme survient à son tour tenant à la main une cuisse de mouton qu'il présente aux parents de la fiancée avec ces paroles où se retrouve toute la rudesse des anciens temps : « Prenez cette chair morte en échange de la vivante. » Après quoi, on bénissait les époux ³.

Une autre très vieille coutume, qui était peut-être le vestige de quelque droit féodal, consistait à tendre un ruban de soie en

¹ M. Antonii Sabellici, *Hist. Rerum Venetiarum*, Bâle, 1556, lib. I, p. 25. « Patrii mores fuisse ferunt ut virgines in templo desponderentur quo omnis earum suppellex cum apparatu dotis delata publice ostentaretur.... » Cf. San-sovino, *Venezia Nobilissima*, Venise, 1663, p. 401, et Molmenti, cap. VIII.

² *Archiv. Stor. Veneto*, vol. XI, par. I, p. 402, traduction du texte italien par de Reumont.

³ De Gubernatis, *Storia comparata degli Usi nuziali*, p. 163 et, du même auteur, *Storia comparata degli Usi natalizi*, Milan, 1878, p. 181.

travers de la route que devaient suivre les époux pour aller à l'église et pour s'en revenir chez eux ; il n'était abaissé que moyennant une redevance soit en friandises, soit en argent. On appelait cela : *Far il serraglio* ¹. Cette coutume, très en vogue à la fin du moyen âge dans le nord de l'Italie et dans plusieurs cités du sud napolitain, semble avoir pris naissance au Piémont, vers le xiii^e siècle ². On la retrouve un peu plus tard implantée à Florence. Une troupe de jeunes gens barrait la rue avec une guirlande de fleurs ; le plus beau, le plus jeune ou le plus noble adressait un compliment à la mariée ou bien lui offrait un bouquet ; en retour, il en recevait un bracelet ou un anneau, après quoi le marié avait le droit de rompre l'obstacle, mais c'était le chef de la bande qui donnait ensuite le bras à la mariée. Le soir même, pendant le repas de noce, un enfant rapportait sur un plat garni de fleurs le cadeau, en échange duquel on devait lui remettre une somme d'argent ³.

Ce tribut gracieux devint bientôt une redevance obligatoire. A Turin, au xvi^e siècle, la société ou « abbaye » des fous qui avait pour fonctions d'organiser et d'égayer les fêtes, les spectacles, les banquets, comptait le droit de *serraglio* parmi ses meilleurs revenus ⁴.

¹ On disait en Corse « *far la travala*, ou *far la barriera* ; à Pistoie, *far la parala* ; dans la Valteline, *far la serra* ; dans le pays de Tarente, *far lo steccalo* ; en Piémont, *far la barricata*. Cette variété de dénominations marque, ce semble, qu'il s'agit d'une coutume qui était devenue pour ainsi dire locale dans chaque pays, mais sa généralité est un indice d'une origine commune. Gubernatis, *Storia comparata degli Usi natalizi*, p. 185. Les exemples de coutumes semblables sont nombreux ; en Bretagne, les nouveaux mariés apportaient devant le château seigneurial un fagot et devaient sauter par-dessus.

² La forme était différente. On lit dans les Registres des princes d'Achaïe, *Miscellanea di storia Italiana*, Turin, 1882, ser. II, vol. XX, p. 277 : «*dono graciose facto per Dñm quibusdam mulieribus que Dño clausam tenebant portam dicti castri, XVI s. s. vienn.* »

³ Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 248. Gubernatis, p. 165. *Prose di Agnolo Firenzuola*, Florence, 1562, p. 339, dans la huitième Nouvelle ; il est dit, à propos du héros : « *Sapendo che un suo amico menava moglie, pensò subito, come è usanza in queste contrade, di far fare un serraglio per avere qualche cosa dalla sposa, et darne poi la baja al marito.* » (La scène se passe à Prato.)

⁴ Ricotti, *Storia della Monarchia Piemontese*, Florence, 1861-1869, t. I, p. 113. C'étaient généralement des associations de ce genre qui entreprenaient les réjouissances publiques ou même les divertissements privés ; Venise en comptait plusieurs, les Valeureux, les Éternels ; l'une, celle des Contents, s'était

Cette confrérie n'usait d'ailleurs pas toujours avec galanterie du privilège qu'elle s'était arrogé. Quand un veuf ou une veuve se remariait, elle leur ménageait un accompagnement musical de chaudrons et de poêles ; il fallait, pour s'épargner cet appareil, offrir aux membres de l'abbaye en dédommagement un banquet ou des présents proportionnés à l'importance de la dot.

Les fous ne s'en tenaient pas là et prétendaient même à l'occasion rétablir la bonne intelligence dans les ménages ; s'ils venaient à savoir qu'un mari se laissait houspiller par sa femme, ils allaient en corps le saisir et le promenaient par la ville à califourchon sur un âne ¹.

Sous une autre forme et devenu une sorte d'épreuve du caractère de la nouvelle mariée dans le genre de celles que nous avons déjà mentionnées, le *serraglio* se pratiquait également en Lombardie ; la future belle-mère de la fiancée disposait un balai en travers de la porte de sa maison : si la fiancée, par inadvertance, passait par-dessus, c'était qu'elle se montrerait mauvaise ménagère ; il fallait qu'au contraire elle prit le balai avec soin et le mit à sa place pour que le mari fût assuré d'un tranquille avenir ².

Le *serraglio* n'était pas la seule tracasserie réservée aux nouveaux mariés ; à Lucques, une loi dut défendre « de faire du vacarme et de sonner des cornes » au passage des cortèges nuptiaux, de jeter des pierres ou des ordures contre la maison où s'était retiré le couple, de s'emparer du lit qui lui était destiné et de mettre la maison à sac « sans y avoir été autorisé ³. » Dans

constituée tout exprès pour fêter le mariage de l'un de ses membres. Sannuto, *Diarii*, vol. VI, 99, VII, 161, XXXVII, 257.

Ce fut précisément à cause de l'abus qu'on fit de cet usage qu'il disparut vers la fin du xvn^e siècle. De Gubernatis, *Usi natalizi*, p. 185.

¹ Ricotti, *Storia della Monarchia*, vol. I, p. 113.

² De Gubernatis, *loc. cit.*

³ La loi spécifie que le père est responsable pour son fils et le mari pour sa femme avec cette réserve que l'amende serait prélevée sur sa dot. Règlement en date de l'année 1362, Rub. xxxiv, *Archiv. stor. Italiano*, Vieusseux, ser. I, vol. X (1847), Doc., p. 102. On retrouve la même défense dans les statuts de Bologne, L. Frati, p. 274, dans ceux de Florence, *Statuta Populi et Communis Florentiae*, 1415, vol. I, lib. III, rub. 167, éd. Fribourg, 1778, p. 371. « *De poena proiicientis lapides tempore nuptiarum....* » Cf. A. de Gubernatis, *op. cit.*, p. 159. Les statuts de Città di Castello, Bibl. Cas. A⁷ V. 17, *Liber stat.* (1538), portent : « *Statuimus et ordinamus quod nullus audeat vel presu-*

le pays de Novare, de telles facéties étaient permises ; c'était même le rôle de la *pronuba*, de la marraine de l'épousée, que de refaire son lit comme de la déshabiller ensuite ¹.

Ailleurs, quand il y avait eu un mariage dans la ville, on accrochait une cage vide faite en corne de bouc et une branche de lierre à la porte des maisons où l'on supposait que se trouvaient des époux trompés ².

Il y avait beau temps, au reste, qu'on se divertissait de la sorte ; en 750, le roi lombard Astolphe dut interdire de jeter de l'eau sale et du fumier aux nouveaux mariés ³.

Le mariage était quelquefois précédé, en dehors de la cérémonie des fiançailles, par un acte qui engageait définitivement les parties. Ainsi, au xv^e siècle, lorsqu'on concluait un mariage entre enfants, ce qui était souvent le cas, on faisait entrer pour un instant le garçon dans le lit de la fille ; c'était une marque de la prise de possession et un sûr moyen d'écarter pour l'avenir les prétentions de tout autre postulant. Girolamo Riario, neveu du pape Sixte IV, en usa ainsi quand il vint à Milan, en 1474, prendre pour femme Catherine Sforza qui n'avait que neuf ans ⁴. Parfois même cette formalité s'accomplissait par procuration. Le frère de Galeazzo Sforza, venu en France pour épouser en son nom Bonne de Savoie, prit place à côté d'elle dans son lit et lui toucha la cuisse avec sa jambe « suivant la coutume du temps, » afin que l'union fût réputée accomplie et indissoluble ⁵. Ordinairement deux ou trois des parentes de la fiancée étaient présentes. Au dire d'un ambassadeur milanais, la même cou-

mat projicere lapidem vel putredinem (sic) aliquam vel facere aliquem rumorem ad domum alicuius nuptias celebrantis de die vel de nocte. »

¹ De Gubernatis, p. 206.

² Bouc, becco, a un double sens en italien. Gabriele Rosa, *Dialecti, Costumi e tradizioni nelle Provincie di Bergamo e di Brescia*, Brescia, 1870, p. 270.

³ *Aquam sordidam et stercora super sponsam jactare.* » Loi VI. Muratori, *Antiq. Ital.*, col. II, vol. III, disc. xx.

⁴ Et lui ne se contenta même pas des apparences comme c'était cependant l'usage. Pier Desiderio Pasolini, *Caterina Sforza*, t. I, p. 45. Cf. P. Ghinzoni, *Usi e Costumi nuziali principeschi*, dans *Archivio stor. Lombardo*, an XV, mars 1888, p. 109. La consommation du mariage avait lieu parfois devant témoins et témoins illustres quand il s'agissait de mariés de haut rang. Le récit que Burchard fait d'une scène de ce genre ne se peut reproduire même en latin. Ed. Thuasne, II, 168.

⁵ Pasolini, *ut supra*, t. I, p. 33, et t. III, p. 22, doc. 55, p. 27, doc. 61.

tume aurait existé en France ¹. Elle semble avoir été admise à Naples ².

Un serrement de main était aussi parfois le gage de l'union; le chroniqueur Nicola Speciale parle de ce préliminaire en relatant la première rencontre entre Frédéric I^{er} d'Aragon et Éléonore, fille de Charles II, roi de Naples, laquelle eut lieu à Messine en l'an 1303. « Dès que le roi aperçut la princesse, dit-il, il s'avança vers elle tandis que les gardes et ceux de ses gentilshommes qui l'avaient accompagné s'écartaient, ainsi que le veut l'usage. Éléonore tendit la main au roi, mais timidement et en rougissant beaucoup, et tout aussitôt la retira. Le comte Catanezarii intervint alors et la pressa avec déférence de toucher dans la main du roi comme il convenait; elle résista un temps puis, la séduction qu'exerçait le roi ayant triomphé de sa pudeur, elle lui abandonna sa main et le peuple se réjouit fort et poussa des cris demandant au ciel de bénir les époux. Pour le roi, après avoir pressé la main de la princesse, il se retira satisfait. Le mariage fut béni ensuite à l'église et le cortège se rendit au palais. » Le chroniqueur ajoute que les vêtements portés en cette circonstance par le roi et la princesse furent donnés aux mimes et aux histrions qu'on avait convoqués pour divertir l'assistance ³.

La tradition de l'*impalmamento*, du serrement de main, se continua longtemps; on l'observait encore à Rome à la fin du xvii^e siècle; l'*impalmamento* avait lieu huit jours avant la célébration du mariage ⁴.

Un baiser était parfois l'acte qui marquait la volonté des deux fiancés. Dans les relations du mariage de Catherine Sforza dont il a été question plus haut, il est expliqué qu'il fut consacré « *annulo et osculo*. » Elisabeth, fille du comte Pirro Malvezzi,

¹ Lettre du résident milanais Zanone Corio au duc de Milan, rapportée par Ghinzoni, *ubi supra*. La date qu'il donne pour cette lettre, le 19 décembre 1465, est erronée, car il s'agit du mariage de Pierre II, duc de Bourbon après la mort de son frère Jean, le sire de Beaujeu, avec Anne, fille de Louis XI, lequel eut lieu en 1474, alors qu'Anne avait douze ans.

² Muratori, *R. Italic. Script.*, t. XXI, col. 1079. Le fait se rapporte à l'année 1415.

³ Muratori, *R. Italic. Script.*, vol. X, col. 1048. Lib. VI, cap. xix et xx.

⁴ Mariage d'Egidio Colonna, duc d'Anticoli, avec Tarquinia, nièce du cardinal Paluzzo Altieri (1672). Ademollo, *Il Matrimonio di suor Maria Pulcheria*, Rome, 1883, p. 35.

était promise à Cesare di Cristoforo Caccianemici; il vint la chercher dans la demeure de son père, accompagné de trois cents cavaliers; elle l'attendait, vêtue d'une robe cramoisie toute garnie de passementeries d'argent, avec un collier de perles au cou et deux bijoux, l'un sur la tête, l'autre à la poitrine. Arrivé au seuil de la maison, Cesare l'embrassa publiquement, puis les réjouissances commencèrent (19 janvier 1472) ¹. Gio. Galeazzo Sforza voulut donner le baiser traditionnel à Isabelle d'Aragon quand il se présenta à elle pour l'épouser, mais ils étaient à cheval l'un et l'autre et leurs montures ne le permirent pas ².

Les mariages n'avaient jamais lieu un mercredi, car le mercredi était tenu pour un jour néfaste ainsi qu'en fait foi un dicton qui devait être fort répandu en Italie, car il nous est parvenu sous des formes très diverses :

Sposa mercorina è peggio della brina.

Sposa mercorina fa andare il marito alla ruina.

La spusa majulina nun se gode la curtina.

ce qui veut dire :

L'épouse du mercredi est pire que la gelée blanche.

L'épouse du mercredi conduit son mari à la ruine.

L'épouse du mercredi ne jouit pas de la courtine

(le lit nuptial) ³.

A Venise, le dimanche était le seul jour où les jeunes gens pussent s'épouser, car les époux du lundi devenaient fous, disait-on, ceux du mardi tournaient mal, ceux du mercredi et du jeudi étaient également menacés d'un mauvais sort, ceux du vendredi mouraient avant qu'il fût longtemps, et le samedi était réservé aux veufs ⁴.

¹ L. Frati, *La Vita privata di Bologna*, p. 52.

² « Cum ea deosculandae patrio more manui inclinaret, os ori adiungere Princeps conatus est, sed ferociente equo spes frustata. » *Thesaurus Antiq. et Hist. Italiae*, Jo. Georg. Graevii, 1704, vol. II, part. I, col. 508.

Un baiser était l'acte qui scellait les fiançailles et les rendait définitives dans maintes régions de l'Italie. Gubernatis, *Usi nuziali*, p. 57.

³ De Gubernatis, *Usi nuziali*, p. 194.

⁴ Dom Giuseppe Bernoni, *Tradizione popolari Veneziane*, Venise, 1875, Puntata IV, p. 108.

Le mois de mai passait pour peu propice aux épousailles ¹; ce préjugé datait de loin, Ovide y fait allusion :

Mense malas maio nubere, vulgus ait.

« Les mauvaises femmes se marient en mai ². »

La solennité du mariage était entourée d'un grand appareil, surtout à l'époque de la Renaissance. Ce sont les plus brillants mariages, il est vrai, dont les chroniqueurs ont laissé la relation; des autres ils n'avaient cure, mais ceux-ci ne devaient en différer que par le montant de la dépense et les traits généraux; le caractère, les circonstances, en étaient, selon toute apparence, sensiblement les mêmes.

Il est à remarquer, avant d'en donner la description, que la cérémonie religieuse y figure à peine, non pas qu'on n'y attachât point d'importance, mais parce que, durant longtemps, elle ne servait pas de prétexte, comme les autres moments de la fête, à un grand déploiement de luxe ni à la réunion d'un nombreux concours d'assistants ³.

¹ Hutchinson, *Marriage Customs*, Londres, 1897, p. 270.

² Le texte complet est :

*Nec viduae taedis eadem, nec virginis apta
Tempora; quae nupsit non diuturna fuit.
Hac quoque de causa, si te proverbia tangunt,
Mense malas maio nubere, vulgus ait.*

(*Fastes*, V, v. 488-491.)

³ La cérémonie religieuse avait même lieu parfois la nuit, à la lueur des flambeaux, surtout si c'était une veuve qui se remariait; toutefois le nombre des cierges était limité par un règlement (Naples). *Ordinationes generales* de Frédéric III établies à Messine en 1309, cap. xcvm, *De solemnitatibus nuptiarum*. « De nocte nullus vadat ad nuptias vel honoretur cum blandonibus vel sine blandonibus nisi nubentes sint viduae ad quas liceat ire cum eis ad ecclesias et deinde redire ad domos suas cum blandonibus usque ad sex qui sint sponsi et sex sponsae. » Ce qui est défendu par ce règlement devait se pratiquer auparavant. Testa, *Capitula Regni Siciliae*, Palerme, 1741, vol. I, p. 92. Si on rentrait aux flambeaux, il fallait les éteindre aussitôt le seuil de la maison franchi.

Une lettre du pape Nicolas I^{er} (858-867), en réponse à la demande que lui avaient adressée les Bulgares au sujet des rites nuptiaux, fournit quelques indications sur la façon dont on procédait aux mariages à cette époque. On commençait par la cérémonie des fiançailles, qui était immédiatement suivie de l'échange des anneaux et de la constitution de la dot faite en présence des invités, puis on se rendait à l'église avec les présents qu'il était d'usage d'offrir à Dieu « par la main du prêtre, » et alors les époux recevaient « la bénédiction et le voile céleste. » Ce n'était qu'à la sortie que l'officiant leur mettait la couronne qui était conservée dans l'église. Ces couronnes portaient des tours et étaient composées de fleurs. Muratori, *Antiq. Ital.*, vol. II,

Dans le midi de l'Italie, la bénédiction nuptiale était donnée au lever du jour, puis on se transportait à la maison de l'époux ; tout le monde s'y rendait à cheval, la femme en avant, entre les deux principaux membres de sa famille, le mari derrière. Les fiancées de haut rang montaient un cheval blanc, tenu en main par deux pages vêtus de satin blanc ; elles-mêmes étaient en satin blanc et couvertes de perles et de pierres précieuses, avec un diadème formé de feuilles d'or dans les cheveux. Plus tard, au xvii^e siècle, le diadème fut remplacé par des coiffes en étoffe d'or ou par une barrette en velours noir. Le chemin était arrosé d'eau parfumée. Le banquet nuptial avait lieu dans la maison de l'époux ; des réceptions et des chants l'égayaient, ensuite on dansait.

Le lendemain, les invités allaient féliciter les nouveaux mariés et leur portaient des présents, *enxemia nuptialia* ¹, bagues, joyaux, vêtements.

Quand il s'agissait de hauts personnages, les fêtes nuptiales duraient huit jours ; il y avait des joutes, des tournois, des luttes, des représentations théâtrales ².

En ce qui concerne Rome, voici de quelle façon le chroniqueur vénitien Sanudo décrit une noce à laquelle il assista en 1518 ; la fiancée était nièce du pape régnant Léon X. « Elle fut conduite, écrit-il, à la maison de son futur époux sur une haquenée blanche, appartenant au pape et harnachée comme la sienne ; ses vêtements étaient d'un luxe extrême, mais ce qui frappait surtout, c'était la grande quantité de perles et de bijoux qu'elle portait ; cent cinquante personnes suivaient à cheval, en costumes éclatants et somptueux ; ce n'étaient que des hommes et il n'y avait ni femmes ni servantes : six jeunes gens allaient devant, portant des manteaux très longs en peau de chamois rayés et marqués de points de la grosseur d'un grain de poivre. L'époux, entouré de ses parents et de ses amis, attendait à la porte de sa maison. La fiancée mit pied à terre :

col. 110, diss. xx, *De Actibus Mulierum*. Il rappelle que la coutume d'échanger des anneaux remontait au plus lointain passé.

¹ Du Cange, voir *Encaenium*. Cf. contrats rédigés à Palerme en 1293-1299 dans l'*Archiv. stor. Siciliano*, nouv. sér., an VIII (1883), p. 178.

² Salvatore Salomone-Marino, *Le Pompe nuziali ed il Corredo delle donne Siciliane nei sec. XIV, XV e XVI*, dans *Archiv. storico Siciliano, Nuova ser.*, vol. I (1876), p. 209.

celui qui tenait la bride de sa haquenée reçut un ducat, une boîte de confetti et d'autres sucreries. Le « compère de l'anneau » ou paranymphe présenta alors à la fiancée une tasse de miel et lui en offrit dans une cuiller, ainsi qu'à son fiancé. Telle est la coutume à Rome. On connaît ce qu'il adviendra du mariage à la façon dont chacun mange sa part, aussi toute l'assistance montre-t-elle à ce moment beaucoup de curiosité et se livre-t-elle parfois à de plaisantes remarques.

« Tandis que la fiancée mangeait le miel le plus adroitement qu'elle pouvait, on tenait au-dessus de sa tête une épée nue affilée, afin de lui rappeler les dangers auxquels s'exposent les femmes qui ne respectent pas scrupuleusement leurs devoirs ¹. Après quoi, elle se rendit avec les assistants dans une salle toute garnie de tapis et d'étoffes de soie, où une harpe, un tambour et des cymbales composaient un orchestre. On dansa, non des danses vives et brillantes, mais des pas mesurés et tranquilles. Le banquet vint après ² ; on réserva à la fiancée la tête des oiseaux et des poissons qui furent présentés ³. »

Le jour suivant, toute la literie fut étalée aux fenêtres, coutume fort générale en Italie, aux îles Ioniennes et dans l'Orient.

A Venise, ville qui l'emportait par le luxe et le goût des plaisirs sur toutes les autres villes de l'Italie, les mariages eurent plus de pompe et d'éclat que partout ailleurs.

Le mariage était publié dans la cour du palais ducal, où se tenait le fiancé pour recevoir les compliments de chacun ; le lendemain il se rendait dans la maison de sa future et montait dans une salle du premier étage ; là, les hommes de sa famille venaient le rejoindre ; quand il y en avait un nombre suffisant, le paranymphe, le compère de l'anneau, dont le rôle était très important dans les mariages italiens, les faisait ranger contre la muraille et allait querir la fiancée. Elle paraissait sous sa conduite, toute vêtue de blanc ou d'une étoffe couleur paon, avec

¹ Cette portion de la cérémonie était rarement omise ; on tendit l'épée sur la tête de Lucrèce Borgia lors de son deuxième mariage, mais elle ne tira, ce semble, de cet avertissement qu'un lointain profit. Gregorovius, *Lucrezia Borgia*, trad. française, t. I, p. 209.

² Il sera parlé plus loin en détail des banquets nuptiaux.

³ Sanuto, *Diarii*, vol. XXVI, col 253.

les cheveux tombant sur les épaules et entremêlés de fils d'or, faisait le tour de la salle en adressant des révérences à tous les assistants, puis se mettait à danser tranquillement, *ballava placidamente*, au son des fifres, des tambourins et des trompes. Après s'être ainsi montrée, de manière à faire valoir tous ses avantages, elle se retirait sans avoir dit une parole, ce qui était sans nul doute assez souvent une sage précaution. Quand d'autres parents ou amis du fiancé avaient remplacé les premiers arrivés, la même présentation recommençait ¹. Parfois, c'était le maître à danser qui remplaçait le paranymphe ².

Vers le soir, la fiancée descendait, entourée de toutes les femmes de sa parenté, et montait dans une gondole où un siège élevé, tout couvert de tapis, lui avait été préparé; sous peine d'être la risée du populaire, son gondolier devait porter un costume brillant et avoir des bas rouges; d'autres gondoles suivaient, emmenant le cortège, et l'on allait de couvent en couvent visiter celles des parentes de la nouvelle épousée qui étaient nonnes. Or, il n'était point de famille qui n'en comptât plusieurs.

La fête, dont le compère de l'anneau réglait l'ordonnance et payait les frais, avait lieu un peu plus tard; la partie essentielle en était un banquet pendant lequel on offrait aux convives force confitures, friandises et autres sucreries. La mariée était ensuite présentée au doge. Cette obligation fut toutefois remplacée, en 1501, par l'enregistrement du contrat de mariage dans le cas où la dot dépassait mille ducats ³.

Ce fut à partir du commencement du xvi^e siècle, à l'époque de la Renaissance, qu'apparut dans les fêtes nuptiales cette recherche habile, cette somptuosité délicate et merveilleusement cha-

¹ Sansovino, *Venezia Nobilissima*, Venise, 1663, p. 401. Sanuto, *Diarii*, vol. VII, col. 161. On trouve d'ailleurs dans Sanuto bien d'autres descriptions de mariages dont on a cité plus loin quelques-unes.

² Sanuto, *Diarii*, vol. XXXVII, c. 445.

³ « Tout gentilhomme, dit Molmenti, *op. cit.*, trad. franç., p. 270, était tenu de notifier son mariage dans le terme d'un mois devant les trois *Avogadori di Comun*, en produisant pour témoins deux de ses parents et deux de la mariée, lesquels devaient déclarer la condition du père de cette dernière. En effet, les fils d'un patricien et d'une bourgeoise étaient inaptes à faire partie du grand Conseil si, avant le mariage, leurs parents n'avaient pas fait examiner le contrat par l'*Avogheria*. Le noble qui épousait une esclave, une servante, une paysanne « ou toute autre personne de basse et abjecte condition, » était déchu, ainsi que ses enfants, de ses titres et prérogatives et devenait un simple bourgeois. »

toyante qui firent de toutes les manifestations de la vie élégante en Italie de si rares spectacles dont plus jamais l'humanité n'aura le charme. Certes, si la Grèce a possédé le sens de la grâce et de la beauté, l'Italie a eu le secret de la couleur.

Témoin les noces de Paolo Contarini avec une nièce du doge Gritti (1525). Le fiancé, tout vêtu de noir, ainsi que ses frères, s'en fut chez sa fiancée après avoir reçu, suivant l'antique usage, les compliments des siens et de la plupart des patriciens dans la cour du palais ducal; elle parut, conduite par le paranymphe, mais ne dansa point. Le lendemain on dansa, on écouta des poésies de circonstance, un banquet fut servi; il pleuvait; comme quelques-uns s'en chagrinaient, le doge expliqua que c'était signe d'abondance. Les divertissements durèrent jusqu'au neuvième jour quand eut lieu de nuit la bénédiction nuptiale; le cortège se rendit à l'église précédé de quatre hommes qui tenaient de grandes torches, de sonneurs de trompe et des fifres particuliers du doge; des soldats faisaient ranger la foule. La fiancée était en rouge; c'était, du moins à Venise, chose nouvelle et qui causa quelque surprise ¹. Cent femmes, appartenant à l'une et à l'autre famille, l'accompagnaient; elles portaient pour la plupart de lourdes chaînes d'or et des rangs de perles. Après la cérémonie de la bénédiction, il y eut un nouveau banquet au palais du doge, à la suite duquel tous les convives montèrent sur le Bucentaure. On y dansa tandis qu'il conduisait les nouveaux époux au palais Contarini qui leur était destiné ².

On fit mieux encore aux noces de Zilia Dandolo avec le doge Prioli (1551). Le doge, escorté de soixante sénateurs revêtus de leur costume d'apparat, monta sur le Bucentaure après avoir passé sous plusieurs arcs de triomphe et se rendit au palais de son frère où l'attendait la fiancée. Dès qu'il parut, elle vint au-devant de lui. Elle portait un habillement « à la ducale, » jupe de brocart, corsage d'étoffe d'or avec manches très amples, voile de Candie retombant sur les épaules; sa coiffure était

¹ Lorsque Elisabeth, fille du comte Pirro Malvezzi, épousa, en 1472 (19 janvier), Cesare di Cristoforo Caccianemici, elle portait une robe rouge cramoisi garnie d'argent. Le costume des mariées n'était fixé par aucune règle; il était parfois de brocart d'or, L. Frati, *La Vita privata di Bologna*, p. 52 (Mariage de Giovanna Ludovisi, en 1471), tantôt blanc, comme il a été dit plus haut. Cf. *La Chevalerie*, Léon Gautier, cap. ix; Viollet le Duc, *Dict. du mobilier*.

² Sanuto, *Diarii*, vol. XXXVII, col. 470.

composée d'une barrette en étoffe d'or qui « avait la forme d'un croissant. » En raison du rang qu'elle allait occuper, elle dut jurer d'observer « son capitulaire; » après quoi, elle remit à chacun des conseillers présents une bourse d'or. Cependant les gondoles et les barques arrivaient de tous côtés, couvertes de damas et de velours; chaque art avait envoyé les siennes à ses armes; l'art des orfèvres était représenté par quatorze gondoles. La nouvelle dogaresse prit place sur le Bucentaure, où un trône lui avait été dressé, et aussitôt il se dirigea, avec son cortège d'embarcations, vers la place Saint-Marc, qu'on avait entièrement tapissée d'étoffes blanches. Les représentants des arts descendirent d'abord, précédés de leurs massiers et de musiciens, puis vinrent les hauts personnages vêtus de soie, de velours ou de satin, et les femmes, au nombre de deux cent trente-cinq, entourées par les écuyers et les hérauts du doge; elles avaient des vêtements de tabis blanc et de velours et étaient ornées de superbes bijoux; vingt et une matrones les suivaient en noir et voilées; la femme du procureur de Saint-Marc, l'un des plus hauts dignitaires après le doge, marchait seule derrière elles; puis venaient le grand chancelier, les parents du doge, ses sœurs habillées de blanc, enfin, entre deux conseillers, la dogaresse; son long manteau de velours était soutenu par un caudataire. Durant la cérémonie, on chanta « des chants d'hyménée et de grâce, » la nouvelle épousée prêta une seconde fois serment; elle monta ensuite au palais par l'escalier Foscara ¹ et reçut l'hommage des divers arts, dont les membres avaient pris place dans des salles séparées; les barbiers lui offrirent une collation; les orfèvres et les tailleurs, leurs vœux; la grande-salle, où elle se rendit ensuite, était pleine de gentilshommes et, chose singulière, « de masques bizarrement accoutrés. »

La nuit venue, le palais fut illuminé; trois cent soixante hommes, ayant un costume uniforme et portant chacun un plat d'argent chargé de confetti, firent le tour de la place accompagnés par cent enfants qui tenaient des torches allumées et par vingt-cinq hommes munis de bâtons « en signe de commande-

¹ Le doge Francesco Foscari fit restaurer le palais ducal et construire l'escalier qui porta son nom (1497). Il fut détruit en 1602. *Venezia e la sue Lagune*, sans nom d'auteur, et *Venezia*, Antonelli, 1847, vol. II, part. II, p. 345, 318.

ment ; ils revinrent aux sons de la musique présenter les confetti aux invités qui avaient pris place autour de tables nombreuses, dans l'intérieur du palais, tandis que pour divertir le peuple et lui faire compensation des confetti qu'on avait promenés sur la place et dont il n'avait pas eu sa part, on tirait un feu d'artifice. Le banquet fut suivi d'un bal qui dura toute la nuit. Le lendemain, les bouchers organisèrent un combat de taureaux ¹.

Le même déploiement de luxe se retrouve partout à cette époque ; à Bologne, une noce coûtait mille écus, voire six mille ² ; il en était de même à Palerme ³. Lorsque Éléonore d'Aragon épousa à Rome, en 1473, le duc de Ferrare, Hercule I^{er}, son parent, le cardinal de Saint-Sixte ⁴ dépensa, pour lui faire honneur, une somme considérable ; le banquet surtout étonna par sa splendeur. « On n'aurait jamais imaginé, dit Infessura non sans quelque malice, que l'Église de Dieu possédât tant d'argenterie ⁵. » Ce banquet dura sept heures, de huit heures du matin à trois heures de l'après-midi « bien sonnées. » Les veaux entiers, roulés dans du blanc-manger, succédèrent aux moutons dorés et à d'innombrables poulets, canards, faisans, puis parurent des pâtés gigantesques d'où sortaient des animaux vivants et des enfants ⁶.

Les banquets étaient, en effet, au temps de la Renaissance comme au moyen âge, le luxe préféré des Italiens et celui pour lequel ils faisaient le plus volontiers des dépenses inconsidérées, et ce n'était pas tant peut-être à cause du plaisir de la table que des intermèdes, des divertissements variés dont ils

¹ Sansovino, *Venezia Nobilissima*, 1663, lib. X, p. 418. Un décret rendu en 1562 défendit de tirer des feux d'artifice à l'occasion des mariages, de faire usage de tambourins, de trompes et autres instruments de musique. Fabio Mutinelli, *Lessico Veneto*, Venise, 1851, p. 322.

² *Diario Bolognese* di Jacopo Ranieri, Bologne, 1887, p. 55 ; L. Frati, *La Vita privata di Bologna*, p. 56. Années 1540, 1601, 1609.

³ *Archiv. stor. Siciliano*, Nuova serie, vol. I, par. II. Année 1562, mariage des deux filles du vice-roi Giovanni La Cerdà.

⁴ Pietro Riario appelé *frate Pietro*. Giacconio, *Vitæ pontif.*, III, 42.

⁵ Infessura, éd. O. Tommasini, p. 77.

⁶ Ce banquet, qui fut fameux en son temps, a été minutieusement et prochainement décrit par l'académicien romain Emilio Boccabella, client du cardinal de Saint-Sixte (*Cod. Vat. Urb.*, 707, c. 14) et par Porcella Pandone, également académicien (*Cod. Vat. Ottoboniano*, 2280). Ces deux relations se trouvent dans l'article de Corvisieri cité p. 30, note 4.

étaient assaisonnés. Au début, ils furent simplement pantagruéliques.

Lors des noces du marquis Boniface avec la duchesse Béatrice, en 1039, on broya les aromes, non dans des pilons, mais dans des moulins, et on remplit de vin des puits ; les mets étaient apportés par des serviteurs à cheval, sur des plats d'argent. Il y eut fête pendant trois mois ¹.

Plus tard dans les banquets, comme dans toutes les fêtes italiennes, la délicatesse remplaça la prodigalité, le goût l'emporta sur le faste.

Au cours du banquet de noce de Catherine Sforza avec Girolamo Riario, en 1477 (Rome), on apportait entre chaque service un char de triomphe d'où sortait un enfant qui débitait des vers ou bien faisait des drôleries pour empêcher les convives de s'endormir, et ce n'était point une précaution inutile, ajoute le narrateur ². Il y eut des banquets mythologiques. L'un, entre autres, fut d'ingénieuse invention. Jason mit la nappe, car ce fut lui qui s'empara de la toison d'or et, tout en la déployant, il chanta cet exploit. Apollon offrit ensuite du veau aux convives en rappelant son voyage sur terre et comment il avait été gardien de bétail ; Diane présenta un cerf qu'elle expliqua être le malheureux Actéon et elle ajouta qu'elle ne pouvait lui donner de plus belle sépulture que le corps de l'épousée ; puis vint Orphée qui ser-

¹ Muratori, *R. Italic. script.*, vol. V, p. 353. Donizone, *Vita Mathildis Comitissae*, cap. ix. Defendente Sacchi, *Antichità romantiche d'Italia*, Milan, 1828, t. II, p. 51 :

*Per menses ternos fiunt convivia, vero
Non ibi pigmenta tritantur, sed quasi spella
Ad curum limphae molendinantur ibidem ;
Gurgite de putei potus trahiturque Lyaei ;
Ex alio puteo refluebat potio vero ;
Situla pendebat ex argentove catena
Cum quibus hauritur dulcissima potio, vinum ;
Obbas vel lances ad mensam fert equus, atque
Argento splendent auro quoque vascula mensae ;
Timpana cum citharis, stivisque, lyrisque sonant hic
Ac dedit insignis Dux praemia maxima nimis.*

² Pasolini, *Caterina Sforza*, t. I, p. 83, et t. III, Doc. 105. On représenta aussi l'histoire de Méduse, les travaux d'Hercule, la mort du Minotaure, et l'on dansa des Moresques, puis il y eut une représentation théâtrale. Sur dix convives, dit le narrateur, il y en aurait bien eu neuf qui se seraient endormis sans ces divertissements. Il y eut également des intermèdes, dont quelques-uns fort lascifs, dit Infessura, aux noces de Lucrèce Borgia. Grégorovius, *Lucrèce Borgia*, trad. française, t. I, p. 123, et Infessura, p. 286.

vit les oiseaux que sa lyre avait attirés ; Iris, messagère de Junon, apporta des paons, et Hébé versa le vin, tandis que le Romain Apicius, que sa gourmandise rendit célèbre, portait le sel qui rend les mets délectables. Les pasteurs d'Arcadie faisaient circuler des vases pleins de lait, et Vertumne et Pomone des plats chargés de fruits ; Mercure descendit des cieux pour annoncer aux époux que leur bonheur serait sans fin ; la Foi conjugale, tenant dans le bras gauche un levreau et toute vêtue de blanc, offrit à l'épousée un collier de jaspe et, pour lui montrer l'avantage qu'il y avait à suivre sa voie, Médée, Sémiramis, Hélène et Cléopâtre, les grandes pécheresses de l'antiquité, parurent sur son ordre et racontèrent leurs tragiques aventures ¹.

Parfois on présentait entre chaque service les présents offerts par l'époux à sa fiancée ².

Le menu se composait de viandes, de légumes, de friandises combinés et accommodés des façons les plus étranges. On servait des porcs dorés ³ de la bouche desquels sortaient des flammes, des canards et des carpes ensemble, du bœuf et des esturgeons, des poulets et des lanches, des pâtés faits de viande mélangée de sucre et de fromage, de la gélatine, des lamproies, des chevreaux, des paons rôtis, des lapins, des pâtisseries ⁴. Il est vrai que, souvent, les convives contribuaient à l'abondance du menu ; il fallut interdire par une loi, à Florence, d'envoyer plus de huit livres de veau ou bien plus d'un chapon et une oie par personne, mais chacun était libre de fournir autant de gela-

¹ Sacchi Defendente, *Antichità romatiche*, Milan, 1829, t. II, p. 49. Mariage de Gio Galeazzo Sforza avec Isabella d'Aragon (1489). Cf. Chronique de Tristano Chalci dans Graevii, *Thes. Antiq. Ital.*, vol. II, p. I, c. 499 et seq.

² Muratori, *Antiq. M. Aevi*, vol. V, col. 1187, cap. XLIX. Mariage de Violante, fille de Galeazzo II Visconti, avec Lionel d'Angleterre (1366).

³ On dorait volontiers les viandes au moyen âge ou on les argentait ; cette coutume subsistait à Rome à la fin du xv^e siècle. Banquet nuptial d'Eléonore d'Aragon (1473). *Archiv. soc. Rom. di storia patria*, vol. X, p. 649.

⁴ Mariage de Violante. Le chroniqueur était un poète, Aliprandi. Muratori, *Antiq.*, t. V, col. 1187. Les relations de ces banquets, qui faisaient l'admiration des contemporains et n'avaient souvent pas d'autre but, se trouvent dans une foule de chroniqueurs. Voir, entre autres, Infessura, éd. Tommasini, p. 77 ; Muratori, *R. Italic. script.*, vol. XII, col. 863, mariage de Marsilio da Carrara avec Beatrice da Corregio à Vérone (1334) ; *Aliprandina sive chronicon Mantuanum* (Muratori, *Antiq. M. Aevi*, vol. V, col. 1169), cap. xxxv : « Come i signori da Gonzaga fecero fare una gran corte per tre donne che menarono a marito. Come furono fatti doni a quei signori » (1340). Cf. *Ibid.*, col. 1227 pour le mariage de Francesco da Gonzagua avec Paola dei Malatesti.

line, de pâtes et de dragées qu'il lui plaisait ¹. Le veau passait pour une viande de choix ; dans les règlements somptuaires, il est réputé être l'équivalent de deux viandes.

Au point de vue de la chère qu'on y fit, le banquet qui eut lieu pour le mariage de Trivulce, l'allié de Louis XII et de François I^{er}, avec Béatrice d'Avalos d'Aquino (1488), peut servir de type. D'abord on apporta de l'eau de rose pour que les convives pussent se laver les mains, puis des pâtisseries composées de pignons et de sucre, des massepains d'amandes et d'autres sucreries, le tout bien doré. Le deuxième service se composa d'asperges ; elles étaient d'une grosseur merveilleuse et ce n'en était point du tout la saison, ce qui fit que chacun s'étonna fort. Le troisième service fut de figues. Le quatrième de perdrix rôties garnies de sauces. Le cinquième de têtes de veau et de têtes de bœuf servies avec la peau, dorées et argentées. Le sixième de chapons et de pigeons, de porcs et de sangliers, accompagnés de potages. Le septième, d'un mouton entier rôti, arrosé de bouillon de bœuf. Le huitième, de tourterelles, de perdrix, de faisans, de cailles, de grives, de becfigues, entourés d'olives. Le neuvième, de poulets cuits dans du sucre et baignés d'eau de rose. Le dixième, de cochons de lait dont chaque convive eut un. Le onzième, de paons assaisonnés de diverses manières. Le douzième, d'un gâteau fait de farine, de sauge, de sucre et de lait. Le treizième, de coings au sucre, d'artichauts et de cannelle. Le quatorzième, de pâtisseries au miel et au sucre. Le quinzième, de dix espèces de tartes. Chaque service était apporté sur des plats d'or et d'argent et précédé de flambeaux et de cages contenant vivants des animaux de même espèce que ceux dont on allait manger ².

Les banquets étaient presque toujours accompagnés, soit de récitation, soit de représentations théâtrales entremêlées de chants. Quelle devait en être la fadeur, les titres seuls le laissent préjuger ; aux noces d'Annibale Bentivoglio avec Lucrezia d'Este, en 1487, on donna : « La lutte entre la Chasteté et l'Amour ³. » A Rome, en 1614, on joua, pour égayer un mariage,

¹ *Statuta Pop. et Com. Florentiae*, an. 1415, publiés à Fribourg en 1778. Rub. VII : « *De enseniis non mittendis*, » p. 371.

² Paolo Morigi, *La Nobiltà di Milano*, Milan, 1619, p. 353.

³ L. Frati, *La Vita privata di Bologna*, p. 53.

« l'Amour pudique ¹. » Fréquemment on choisissait des sujets mythologiques, le combat d'Hercule et des Centaures, les mésaventures d'Orphée, les noces de l'Olympe ². Quant aux déclamations, c'était le plus souvent le récit en prose grandiloquente, ou bien en vers, des hauts faits de la famille, auxquels le conteur entremêlait des incidents burlesques ou des saillies ³. Quand on ne racontait pas ces hauts faits, on les représentait en scènes allégoriques peintes sur de grandes pièces d'étoffe qu'on plaçait devant la maison nuptiale ⁴.

Un des divertissements les plus curieux de ces fêtes consistait à enfermer dans une cage un homme et une chatte; l'homme, nu jusqu'à la ceinture et la tête rasée, devait agacer et exciter la chatte, puis la tuer sans faire usage ni des mains ni des dents; ce jeu était fort en vogue au xv^e siècle dans tout le nord de l'Italie; on le nommait : « Le chevalier de la chatte — *Cavaliere della gatta*, » non sans quelque intention badine ⁵.

Le contrat appelé *Fidanzie* ou *Sponsali* déterminait la dot de la fiancée et ses biens paraphernaux. Les dots variaient entre quelques centaines d'écus et vingt mille, avec des paraphernaux

¹ Le *Cod. Vat. Urb.*, 1082, contient une description de cette pièce. Cf. F. Cerasoli, *Diario di Cose Romane*, dans *Documenti di Storia e Diritto*, 1894, p. 5.

² Dans certaines pièces, les divinités de l'Olympe jouaient des rôles comiques; ainsi aux noces de Gio. Galeazzo Sforza avec Isabelle d'Aragon, que raconte le chroniqueur Tristano Chalci. Voir Graevii, *Thes. Antiq. Ital.*, vol. II, p. I, c. 508 et sq., et Sacchi Defendente, *Antichità romantiche*, Milan, 1829, t. II, p. 49; Cantù, *Stor. Univers.*, huitième éd., Turin, 1858, vol. IX, p. 943. Costantino Corvisieri a publié aussi une relation très étendue d'une de ses représentations dans son travail intitulé *Il Trionfo romano di Eleonora d'Aragona* (*Archiv. R. di Storia patria*, t. I, p. 475-491; t. X, p. 629-687). D'ailleurs cette fête, dont il a été déjà parlé, a été racontée par plusieurs écrivains, car elle fit bruit. Infessura l'a décrite brièvement (éd. O. Tommasini, p. 77), Tummullilli en a traité plus longuement dans *Notabilia suor. Temp.*, publié par Cost. Corvisieri, Livourne, 1890, p. 194, 203, ainsi que Corio, *Historia di Milano*, Venise, 1554, p. 417, et d'autres.

³ Cette mode se développa au xv^e siècle. Voir *Bibl. Casanatense* (Rome), *Miscellanea*, in-4, n. 666, 19, 23 et Molmenti, *La Vie privée à Venise*, cap. viii. Sanuto, *Diarii*, vol. VII, col. 161. Mariage de Luca da Lecce (1507).

⁴ L. Frati, *La Vita privata di Bologna*, p. 52.

⁵ C. Ricci, *Cronaca Bolognese di Pietro di Mattiolo*, Bologne 1885, p. 86; année 1401; M. Tabarrini, *Descrizione del Convito e delle Feste fatte in Pesaro....* Florence 1870, p. 56; année 1475; A. Luzio et R. Reiner, *Mantova ed Urbino*, Turin, 1893, p. 23; pour l'année 1488, mariage d'Elisabetta Gonzaga et de Guidobaldo da Montefeltro.

de mille à cinq mille écus ¹. Lorsque le contrat dotal avait été signé avant que les mariés fussent nubiles, et l'on a vu que c'était parfois le cas, la dot n'était payable qu'au moment de la puberté. Les cadeaux étaient inclus dans ce contrat; il y en avait de deux sortes, les dons nuptiaux, *sponsalia*, et les *arrhes* qui engageaient les parties ². On donnait aussi assez souvent un cadeau de vêtements, de bijoux, d'ornements de toutes sortes que l'on nommait, en Italie comme en France, les épingles, *spille*; dans certains contrats, les épingles figurent pour douze mille écus ³.

La coutume, en Italie comme ailleurs, voulait que l'époux envoyât à sa femme les cadeaux qu'il lui destinait dans un ou dans plusieurs coffres. Chaque ville suivait une mode particulière en ce qui concerne ces coffres. Ils étaient blancs à Rome où, dans les contrats de mariage, il est sans cesse parlé de la *capsa alba*; on y ajoutait un bassin et un vase d'argent ⁴. A Venise, on les couvrait de peintures, souvent allégoriques, quelquefois grotesques; ceux qui en faisaient commerce s'étaient établis, par faveur spéciale, sous les portiques de la place Saint-Marc. Un peintre fameux, Andrea Schiavone, qui vivait au milieu du xvi^e siècle, travaillait pour eux ⁵.

L'industrie des fabricants de coffres remontait haut; il existe un acte d'association entre deux selliers « pour fabriquer et orner les coffres tant neufs que vieux » datant de 1248. Des peintres se sont illustrés en décorant des coffres au xiv^e et au xv^e siècle: Georgio da Gavi, Adorno da Varese, Noe da Siena, Domenico di Vernio et Pellegrino, son fils; Giovanni da Nervi; Domenico da Jacopo di Pisa; Benedetto di Gregorio di Colle di

¹ Archiv. di stato, *Atti, C. Saccoccius*, Prot. 1515, fol. 57; Prot. 1519, fol. 850; Prot. 1520, fol. 270. Voir ce qui est dit plus loin sur la « modération » des dots.

² Ferraris, *Bibl. Canonica*, vol. I, p. 417.

³ *Avvisi di Foligno*, nouvelle de Rome du 9 juillet 1695. Cf. *Decisiones reales* (Coll. Casanatense), vol. 12, 6 mars 1702. « *Occasione matrimonii inter Antonium Marchesium et Eleonoram Goggiam promisit Raphael pater sponsi solvere nurui menstrua scuta tria pro ornatu mulieris, ut vulgo dicitur, per le spille.* »

⁴ Archiv. di Stato di Roma. *Atti del Notajo Saccoccius*, Prot. 1512, p. 24. « *Promessa di dare acconcio e donazione per le nozze et cassa bianca con bacile e boccale d'argento perchè così si costuma fra gentildonne romane....* (4 août 1554). » Archiv. st. Not. Capit., *Atti Originali*, vol. 748, fol. 398. Constitution de dot: « *absque aliquo acconcio et capsula alba* » (22 mai 1575).

⁵ C. Ridolfi, *Le Maraviglie dell' Arte*, Padoue, 1835, p. 321. Cf. Molmenti, *La Storia di Venezia nella vita privata*, Turin, 1880, p. 208.

Val l'Elsa, Giovanni di Michele da Valenga ¹. Les coffres étaient parfois sculptés ou dorés ou bien en métal, étain ou cuivre, argenté et doré.

On plaçait dans un coffret les bijoux, des ceintures ornées, des cordons, des colliers, de la nacre, des pierres précieuses formant des guirlandes et surtout des perles qui étaient l'ornement préféré des femmes de la Renaissance ; dans les grands coffres étaient les étoffes, les vêtements, les broderies, les passementeries, du linge ; ils étaient portés en grand appareil et ouverts, afin que chacun pût entrevoir au passage la richesse de leur contenu ². La fiancée envoyait à son fiancé des objets à son usage. On en faisait une exposition ³.

¹ Belgrano, *Della Vita privata dei Genovesi*, Gênes, 1875, cap. xxi, p. 86. Voir de nombreuses reproductions de ces coffres dans l'*Art pour tous* ; notamment vol. XII (1873), p. 1207, un coffret de mariage en cuivre estampé vénitien du xvi^e siècle. Le musée Condé contient un panneau fameux venant d'un coffre de mariage et représentant le mariage d'Esther.

² La corbeille de mariage de Lucrezia Orsini dell' Anguillara (1569), contenue dans quatre coffres, comprenait :

Dans le premier coffre, des chemises, des essuie-mains, des tabliers, des coiffes, des mouchoirs et des draps ouvragés ;

Dans le deuxième coffre, des garnitures de table « comme en ont les dames romaines, » des pièces de toile fine, des serviettes et deux coussins de velours brodé « suivant la coutume des épousées ; »

Dans le troisième coffre, deux courtépintes, l'une de coton, l'autre en armoisine du Levant ;

Dans le quatrième, divers costumes, dont l'un jaune et noir et un couleur paon.

Archiv. di Stato, Roma, *Atti C. Saccoccius*, Prot. 1518, p. 671. Lucrezia Borgia eut, de même, une cuvette et un vase d'argent estimés 800 ducats, des anneaux ornés de saphirs et de diamants, des pièces de brocart. Pour son troisième mariage (avec le duc de Ferrare), deux cents chemises dont plusieurs valaient cent ducats, les manches en étaient garnies de franges d'or, de l'argenterie pour plus de trois mille ducats (Gregorovius, I, 122, 378). En ce qui concerne la garde-robe des dames, on peut comparer un inventaire de 1461 qui se trouve à l'Archiv. seg. Vat., *Divers. Cameralium*, vol. XXXII, fol. 232, et pour l'année 1569, Archiv. di Stato, *Atti C. Saccoccius*, Prot. 1532, fol. 271. Cantù, *Histoire des Italiens*, VII, 20, donne une longue énumération de trousseaux ; p. 41, des évaluations de dots. Pour le xiii^e siècle et la Sicile, voir l'*Archiv. stor. Siciliano*, nouv. sér., an VIII (1883), p. 177-178.

³ Ordonnance du Conseil communal de Rome en date du 3 mars 1576. « Non sarà lecito alla sposa prima e dopo maritata mostrare le robbe che saranno nelle casse sposarecce sotto pena di sc. 100. » Archiv. stor. Capit., Cred. I, vol. 38, p. 8. Même coutume à Naples, Giuseppe Pitri, *Antichi Usi nuziali del Popolo Siciliano*, Palerme, 1889, vol. II, p. 105.

Ordonnance du roi Charles I^{er} (le frère de saint Louis), à Messine (1272). *Privilegia Regis Karoli continens multas ordinationes et multa statuta ad utilitatem Messanenensium*. « Quod robba et garnimenta data pro sponsis portentur honeste in scrineis vel occulte et non ita publice et pompose ut hactenus fieri

Dans les mariages des grands seigneurs, tel que celui de Lionel d'Angleterre avec Violante, dont il a été déjà parlé, les présents sortaient de l'ordinaire ; c'étaient des selles dorées, des cuirasses, des éperviers de chasse, des faucons encapuchonnés de soie et retenus par des cordons d'or, même des léopards (xv^e siècle) ¹.

Si l'on descend au xviii^e siècle, en 1764, on trouve des énumérations qui semblent d'hier. Ainsi la duchesse Enrichetta Gaetani reçut un coffret de porcelaine de Saxe, un carnet d'écailles incrusté d'or, une bourse d'or remplie de sequins, un « panier galant » dans lequel se trouvait de la blonde, une montre d'or colorée à répétition avec une chaîne d'or, une breloque et une boîte en or et divers bibelots en or, des épingles ornées de brillants, une plume en brillants, un éventail orné de miniatures, des étoffes à fleurs d'or ².

L'excès de la dépense faite dans ces occasions et qui tenait à cette passion de paraître qui conduisait les Italiens à sacrifier leur bien-être quotidien afin de pouvoir éblouir quand l'occasion s'en offrait, obligea de bonne heure à la création de règlements somptuaires dont l'étroitesse et la minutie surprendraient si l'on ne savait avec quelle obstination et quelle subtilité chacun cherchait à les transgresser.

Les statuts de Bologne, qui sont parmi les plus anciens puisqu'ils datent de 1276 à 1313, interdisent au fiancé, à moins qu'il

consuevit. • Starrabba, *Consuetudini e Privilegi della Città di Messina*, Palerme, 1901, p. 133. Cf. Salomone, *Le Pompe nuziali ed il Corredo delle Donne siciliane*, Archiv. stor. Siciliano, nuova ser., vol. I, fasc. II (1876), p. 209.

¹ Le léopard était un animal de chasse comme le faucon ; on les élevait dans cette vue ; celui du prince Lodovico de Savoie, qui lui avait été donné par le doge de Venise en 1418, avait un professeur attitré, *magister*, dont les émoluments figurent dans ses livres de compte. Le léopard était porté en croupe, sur un coussin, et tenu en laisse avec un cordon de soie ; on le lâchait au moment opportun. Il lui arrivait toutefois de s'élancer hors de propos et de manger quelque chèvre qui broutait le long de la route et dont il fallait rembourser le prix ; et cependant, celui du prince de Savoie recevait 14 den. gr. de viande par semaine. • *Libravit Caterine uxori Ruffini Barbery de Vigono pro emendo sue capre per leopardum domini occise, j. fl. pp.* • — Ailleurs : • *Pro riparazione selle et cussigneti leopardi....* • cités par Vaccarone, *Bollettino del Club Alpino Italiano*, 1902, p. 12. Finalement le léopard fut envoyé à Marie de Bourgogne à Rumilly ; comme on était en hiver, on lui confectionna pour la traversée des Alpes un vêtement fourré et un manteau vert. • *Pro mantello et pro veste leopardi.... pro factura vestis et mantelli et pro septem pellibus de quibus fuit foderata vestis leopardi.* • *Ibid.*, p. 14.

² Chracas, *Diario*, 1764, n° 7299.

ne fût comte, soldat ou docteur, de donner à sa future plus d'un anneau de mariage; la bénédiction nuptiale devait être célébrée au lever du jour, en présence de dix hommes et de six femmes seulement pour chaque famille; s'il s'agissait de nobles, il pouvait y avoir dix femmes, mais pas davantage. Douze femmes pour les plébéiens, vingt femmes pour les nobles étaient autorisées à aller complimenter l'épousée ¹.

Les statuts de Pise, qui sont un peu postérieurs (1313-1337), prescrivent que les femmes qui se rendent à pied à l'église ne doivent être accompagnées par aucun homme; si elles y vont à cheval, douze cavaliers peuvent les escorter; au retour, il est permis à quatre hommes de les accompagner si elles sont à pied, à douze hommes si elles sont à cheval. Au repas de nocce ne doivent assister que dix hommes du côté de la femme outre ceux de sa famille; le mari ne peut amener que trois invités. A l'église, chacun des époux peut amener vingt-cinq personnes. L'amende imposée à ceux qui violaient ces prescriptions était, dans tous les cas, de dix livres ².

A Lucques, la loi était plus sévère encore (1362); défense est faite d'aller féliciter les nouveaux époux chez eux; seul douze de leurs parentes peuvent le faire le premier jour, six les jours suivants; le beau-père et la belle-mère ne doivent donner aucun présent à leur gendre; les coffres renfermant les présents nuptiaux doivent être transportés fermés, n'avoir d'ornements d'aucune sorte, ni sculptures, ni ciselures, n'imiter point l'or et valoir au plus sept florins d'or. On ne pouvait y mettre ni broderies, ni vair, ni passementeries, et seulement deux coussins de soie ³.

Une ordonnance du conseil communal de Rome, datée de 1520, interdisait aux simples citoyens de constituer à leurs filles, quand ils les mariaient à des nobles, plus de trois mille cinq cents florins de dot; de même qu'à Lucques, défense était faite aux beaux-parents ou à toute autre personne de leur famille de donner au futur mari, directement ou indirectement, des cadeaux, vases d'or ou d'argent, perles, velours. Les vêtements qu'il était

¹ L. Frati, *La Vita privata di Bologna*, p. 49. Cf. p. 37, note 1.

² F. Bonaini, *Statuti inediti della Città di Pisa*, Florence, 1854-1870, vol. II, p. 352. Rub. LVIII, « De Curteriis ».

³ Règlements statutaires publiés par Carlo Minutoli, *Archiv. stor. Ital.*, ser. I, vol. X (1847), Doc., p. 100, 103, Rub. XXXIII, Rub. XXVII et suiv.

permis d'offrir sont minutieusement décrits et les tailleurs ne devaient en confectionner aucun qui ne fût conforme au règlement et n'y appliquer que les passementeries autorisées sous peine d'être tenus pour personnellement responsables. Les coffres de mariage ne devaient point, d'après ces prescriptions, coûter plus de trente ducats. Quant à la bénédiction nuptiale, il est dit qu'elle serait donnée le dimanche et que les fêtes durerait du vendredi au lundi et pas plus longtemps ¹.

A Conegliano, la valeur du trousseau offert au fiancé était limitée à trois cents livres ².

C'était à Florence que les lois somptuaires avaient le plus de rigueur, car, plus qu'en aucune autre cité peut-être, le goût du luxe et de l'ostentation y était grand. Les statuts de 1415 décident qu'on ne pourra donner qu'un seul banquet de noce, le jour du mariage, et que ce jour-là seulement il sera permis de faire paraître des jongleurs et des musiciens, à savoir, joueurs de corne, sonneurs de trompettes et cornistes, payés à raison d'un florin par homme ³. La composition du repas est réglée dans le détail; on ne pouvait donner plus de trois viandes, dont une seule rôtie, et une tourte, ou deux tourtes et une viande; toutefois, il était permis de servir du fruit et du dessert à discrétion. L'amende qui sanctionnait ces prescriptions était considérable; les statuts la fixent à cent livres. D'autre part, le cuisinier chargé de préparer le repas était tenu d'en adresser le menu avec la liste des convives à la municipalité un jour avant

¹ *Archiv. stor. Capit.*, Cred. I, vol. 36, fol. 76 et seq. « *Super moderatione dotium et ornatus.* » Délibération en date du 24 avril 1520. Le but du conseil communal en réduisant les dots était non seulement d'empêcher les bourgeois de se ruiner pour procurer des unions brillantes à leurs filles, mais aussi, comme il est dit dans le proème de la résolution, d'accroître le nombre des mariages en les rendant moins coûteux, car la ville « se dépeuplait comme par suite de la peste à cause de la rareté des mariages. » Les conservateurs reçurent mandat de faire appliquer la loi. Ces prescriptions furent confirmées par Pie V et Sixte-Quint. Pie V, par sa bulle « *Quoniam nos pluries* » du 23 juin 1567, défend aux parents de constituer des dots supérieures à quatre mille cinq cents ducats, à la fiancée de faire l'exhibition *ad pompam* des présents qu'elle a reçus, au fiancé de lui donner plus d'un costume et d'accepter de ses amis ou même de sa famille des cadeaux d'aucune sorte. Sixte-Quint confirma par sa bulle « *Cum in unaquaque*, » du 22 décembre 1586, les dispositions contenues dans la bulle précédente.

² *Statuta.... Terrae Conegliani*, 1610, lib. II, p. 63.

³ Leur salaire est fixé à une once à Naples. Testa, *Capitula Regni Siciliae*, 1741, vol. I, p. 92. Cap. xcvi, *De solemnitatibus Nuptiarum*.

celui où il devait avoir lieu ¹. Il est également rappelé au cuisinier que les portions ne doivent pas être excessives; il faut reconnaître, au reste, que même en observant strictement les statuts, elles étaient suffisantes. C'était la coutume de présenter les viandes sur des plats de bois sur lesquels elles étaient découpées, et il y avait généralement un plat par deux convives; or les statuts autorisent un chapon et une tourte par plat, ou un pigeon et une tourte, ou deux perdrix et un canard, ou un canard et un chapon ².

Deux cuisiniers seulement devaient préparer le repas et huit serviteurs le servir; quatre femmes pouvaient y prendre part outre celles qui habitaient la maison. Il était interdit d'envoyer aux mariés aucun cadeau de viande cuite ou crue pendant les trois jours qui précédaient et les huit jours qui suivaient leur mariage.

La durée du bal était réglementée tout aussi bien que la composition du cortège nuptial; au troisième coup de cloche, tous les invités qui n'habitaient pas la maison, excepté les enfants âgés de moins de dix ans, devaient se retirer.

Il était interdit aux fiancés de donner plus de deux anneaux de mariage et ils ne devaient pas valoir en tout plus de douze florins; d'autre part, la fiancée ne pouvait dépenser plus de seize florins pour le cadeau qu'elle offrait à son futur ³.

A Gênes, dans un règlement qui fut promulgué en 1449, le nombre des convives au banquet nuptial est fixé à deux! La somme consacrée à l'achat du trousseau ne doit pas dépasser le cinquième de la dot et, en aucun cas, être supérieure à cinq cents livres. Pendant un laps de trois ans, ni le père ni la mère de la nouvelle épousée, pas même son mari, ne pouvaient lui donner plus d'une robe; encore, si elle était de velours, il fallait qu'elle

¹ Même prescription à Bologne, édit de 1294. L. Frati, p. 249.

² Déjà en 1362, on avait édicté des dispositions semblables à Lucques; le plat à découper, placé de deux en deux convives, ne pouvait contenir qu'un poulet et un pigeon, ou une demi-oie, ou deux perdrix, ou une perdrix et une poularde; il était permis de les entourer d'autant de grives, de fromage et « d'herbes » qu'on voulait. Les serviteurs n'avaient le droit de manger que la moitié de ce qui était accordé aux maîtres. Quatorze cuisiniers ou marmiteux au plus pouvaient être employés à la préparation du banquet auquel vingt convives seulement étaient admis à participer. Règlement statutaire publié par Carlo Minutoli, *Archiv. stor. Ital.*, ser. I, vol. X (1847), Doc., p. 97.

³ *Statuta Populi et communis Florentiae*, an 1415, pub. à Fribourg en 1778, vol. II, p. 366 et seq. Rub. II et seq. Cf. Perrens, *Histoire de Florence*, t. III, p. 348; G. Ferrario, *Il costume antico e moderno*, Livourne, 1832, t. V, p. 308.

fût rouge ou violette. Toutefois les nouvelles mariées étaient autorisées à porter des colliers de perles pendant trois semaines sans payer la taxe à laquelle les autres femmes étaient assujetties (1402); cette tolérance fut dans la suite (1512) étendue à une période de trois mois. La valeur des colliers, car on pouvait en porter plusieurs, ne devait pas dépasser deux cents ducats ¹. Un règlement somptuaire de ce genre fut également promulgué à Rome en 1473 et annexé aux statuts de la ville publiés à cette date.

Au moyen âge et même un peu plus tard, la tradition imposait aux nouveaux époux certaine réserve durant les premiers jours du mariage, en l'honneur de la Vierge; le délai fut quelquefois porté jusqu'à vingt jours. C'était l'officiant qui rappelait ce devoir ². Pour tromper l'ennui de l'attente, on festoyait et l'on dansait ³, après quoi les hôtes offraient des confetti et du vin, ce qui est, dit Sacchetti, le signal du départ et, pour les époux, l'annonce que le moment de rompre leur jeûne est arrivé ⁴. Dans les environs de Bergame, ville où cette règle était observée, on faisait tout le contraire; après être demeurés huit jours ensemble, les nouveaux mariés se séparaient; la femme retournait chez ses parents pour une quinzaine de jours ⁵.

Par la pompe qui l'entourait, par les superstitions et les coutumes qui l'accompagnaient, le mariage était bien, ce semble, l'événement caractéristique par excellence de la vie sociale italienne au temps de la Renaissance.

E. RODOCANACHI.

¹ L. T. Belgrano, *Della Vita privata dei Genovesi*, Gênes, 1875, p. 252, 495. Presque toutes les cités italiennes adoptèrent des mesures semblables, même les moins importantes et celles où le luxe ne pouvait qu'être fort limité, comme Gradara, bourg de la Marche d'Urbain. G. Vanzolini, *Statuta Terrae Gradarae* (1363), Ancône, 1874, p. 53. Rub. CXVIII, « *Quod nullus mittat ad nuptias.* »

² « *Denique a sacerdote monebantur ut, ob reverentiam sacramenti, ea die et sequenti nocte a commercio carnali abstererent. Immo erant qui per biduum et triduum subsequens observandum inciderent continentiam quod sane durum carnalibus nostrorum temporum videtur.* » Muratori, *Antiq. Ital.*, vol. II, col. 110, diss. XX.

³ De Gubernatis, *Storia comparata*..., p. 192.

⁴ Sacchetti parle de Gênes. *Delle novelle* di Franco Sacchetti, Florence, 1724, p. II, p. 31, nov. 154. « *Un giovane degli Spinola di Genova, non è gran tempo (Sacchetti mourut vers 1400), tolse per moglie... una gentile giovane genovese.... Essendo le Nozze di Genova di questà usanza, ch'elle durano quattro di e sempe si balla e si canta, mai non si proffera nè vino nè confetti perocchè dicono che profferendo il vino e confetti è uno accomiatare altrui, e l'ultimo di la sposa giace col marito e non prima.* »

⁵ G. Rosa, *Dialecti, Costumi... nelle Provincie di Brescia*.... 1870, p. 298.

PROCÈS

DE

HUIT ÉVÊQUES FRANÇAIS

SUSPECTS DE CALVINISME

Il ne faudrait pas juger de l'importance du présent procès par le souvenir qu'en gardent nos récentes histoires de l'Église. Les plus volumineuses ¹ le passent entièrement sous silence ou ne lui accordent qu'une sèche et rapide mention ². A peu d'exceptions près ³, les ouvrages publiés hors de France ont été les seuls à signaler ces poursuites judiciaires dirigées contre huit évêques français, et, pour eux, elles ont bien l'importance d'un événement historique. C'est bien ainsi que les présentent Fra Paolo ⁴ et Pallavicini ⁵ dans leurs histoires du concile de Trente. Bien que ces poursuites n'eussent qu'un intérêt secondaire pour leur sujet, ils en font entrer le récit assez développé dans la trame de leur exposé. Rinaldi et Laderchi devaient tout naturellement être amenés à s'en occuper dans leurs annales des pontificats de Pie IV et de Pie V ; mais si l'un nous donne tout au long le récit des événements qui précédèrent les poursuites ⁶, et l'autre le texte des sentences prononcées ⁷,

¹ Par exemple Jager : *Histoire de l'Église catholique en France*, 21 vol., 1862-1875. Rohrbacher, *Hist. universelle de l'Église catholique*.

² Cf. Guettée, *Hist. de l'Église de France*, t. IX, p. 123.

³ Sponde, *Annal. eccles. contin.*, t. II, p. 642 et 704 ; de Thou, *Hist. temp. mei* (Londres, 1737, t. III, 367), *Hist. universelle* (La Haye, éd. 1740), t. III, p. 442, y consacrent quelques lignes.

⁴ *Istoria del concilio Tridentino* (Firenze, 1858), t. IV, p. 113, 301.

⁵ *Hist. du concile de Trente* (trad. française, éd. Migne), t. III, p. 535.

⁶ Raynaldi, *Annal. eccles.*, t. XXI, part. II, ad ann. 1563, nos 134 et 180.

⁷ Laderchi, *Ann. eccl.*, t. XXII, ad ann. 1566, p. 256 et suiv.

aucun d'eux ne s'est préoccupé de chercher des informations ailleurs que dans les actes consistoriaux ; de là chez eux de graves lacunes, quelques erreurs et plus d'une méprise sur les antécédents, les causes réelles et même le caractère véritable de cette affaire. Des documents nouveaux imprimés ou inédits, rendus accessibles dans ces dernières années seulement, permettent aujourd'hui de faire la pleine lumière sur la vraie physionomie et l'exacte portée de cette mesure judiciaire, la plus grave et la plus hardie peut-être que les papes aient tentée, avant la Ligue, pour enrayer chez nous les progrès du protestantisme.

I.

Le 13 avril 1563 ¹, le tribunal de l'Inquisition faisait afficher dans divers endroits de Rome une citation dirigée contre huit évêques français. Ils y étaient sommés, sous peine d'excommunication *latae sententiae*, de suspense et de privation de tout bénéfice, de comparaître, dans les six mois, devant le Saint-Office, pour se disculper du soupçon d'hérésie qui pesait sur eux ². Là étaient désignés nommément Jean de Chaumont ou de Saint-Romain, archevêque d'Aix ; Jean de Monluc, évêque de Valence ; François de Noailles, évêque de Dax ; Antoine Caracciolo, évêque de Troyes ; Louis d'Albret, évêque de Lescar ; Claude Régin, évêque d'Oloron ; Charles Guillart, évêque de Chartres ; Jean de Saint-Gelais, évêque d'Uzès.

La gravité d'une pareille mesure n'avait d'égale que sa nouveauté. Le fait d'évêques français cités à Rome n'était pas sans exemple ³, mais jamais on n'avait vu des poursuites aussi nombreuses motivées par les opinions ou l'attitude religieuses des inculpés, et c'est la première fois que l'Inquisition romaine, née d'hier, en prenait l'initiative.

¹ Date indiquée dans la citation de Pierre Belo. Laderchi, *loc. cit.*, et *Acta consistorialia*. Bibl. nat., F. lat., ms. 12560, f^o 71 et suiv.

² *Ibid.*

³ « On a vu du temps récent traicter en France les causes concernant l'honneur de certains évêques comme le défunt Poncher, evesque de Paris, de l'evesque de Pamiers, et de Hangest, evesque de Noyon, et quand on les a voulu appeler et tirer de France à Rome, ils se sont pourvus par appellation comme d'abus ... » *Mémoires dressez par M. Baptiste du Mesnil*, avocat du Roy, chez Pierre Pithou, *Libertés de l'Eglise gallicane* (1624), t. I, p. 79.

Mais si les Inquisiteurs agissaient sous leur propre autorité, ils n'avaient pas pris de leur propre mouvement une si grave décision. Dès le 7 avril précédent, ils avaient reçu du Pape mandat spécial de procéder contre les hérétiques en général et contre les fauteurs d'hérésies en particulier, fussent-ils revêtus de la dignité épiscopale, ou même cardinalice. En prévision des difficultés qu'ils pouvaient trouver à faire publier leurs citations en pays hérétiques, ils étaient autorisés à en limiter l'affichage aux portes de Saint-Pierre, sur leur palais de l'Inquisition, à la chancellerie ou au champ de Flore, pourvu que d'ailleurs ils eussent des indices suffisants de la culpabilité des inculpés. Un délai déterminé devait être laissé à ceux-ci, et ils étaient tenus de comparaître en personne, sous les peines indiquées plus haut. Le Pape voulait être instruit de la procédure qui serait suivie et se réservait de prononcer la sentence définitive en consistoire secret ¹.

Pour livrer tant d'évêques aux foudres de l'Inquisition et courir le risque d'exaspérer la cour de France qu'il avait tant d'intérêt à ménager ², Pie IV devait céder à d'impérieux motifs. De fait, il n'en avait que trop. L'état religieux de la France, depuis longtemps plein d'incertitudes et de menaces, lui donnait des inquiétudes de plus en plus vives. Déjà s'était tenu contre sa volonté nettement exprimée ce colloque de Poissy où les catholiques avaient eu la tristesse de voir des évêques faire cause commune avec les hérétiques. En vain les protestants étaient-ils vaincus sur les champs de bataille, ils retrouvaient tous leurs avantages dans les traités de paix, et les négociateurs de ces traités étaient, la plupart du temps, des évêques comme Odet de Châtillon, Jean de Monluc, François de Noailles, Antoine Caracciolo. La cause de la religion catholique, fortement atteinte par le meurtre de François de Guise, se voyait ainsi trahie par ses défenseurs naturels. L'opinion catholique commençait à s'émouvoir douloureusement de la longanimité de Rome; des bourgeois de Paris venaient trouver le nonce et lui déclaraient sans ambages que « le Pape ne devrait pas différer plus long-

¹ Raynaldi, *op. cit.*, ad an. 1563, n° 47, publie les parties principales de cette bulle.

² Il se préoccupait alors d'obtenir son adhésion à la reprise du concile de Trente et d'y attirer les évêques français.

temps de faire des poursuites contre le cardinal de Châtillon, Valence et autres semblables ¹. »

Convaincu de son devoir, le Pape n'était pas moins certain de son droit. Le concile de Trente ne venait-il pas de confirmer la jurisprudence romaine traditionnelle, en rappelant que les causes graves des évêques devaient être déférées au souverain pontife et être tranchées par lui d'une façon souveraine ²? La crainte d'un insuccès aurait pu seule l'arrêter, mais son dernier nonce, l'évêque de Viterbe, lui assurait que le roi, la reine et son entourage étaient gens d'extrême faiblesse et de grande timidité ³. Son nonce actuel, Prosper de Sainte-Croix, envoyait encore des assurances plus précises et non moins encourageantes. Il avait acquis la certitude que les seigneurs catholiques qui avaient accès dans les conseils de la reine agiraient efficacement pour faire dégrader par-devant les tribunaux ecclésiastiques Châtillon, Valence et tous les autres fauteurs des opinions contraires à la religion romaine. « Et en ce cas, ajoutait le nonce, non sans finesse, il y aura peut-être bien des gens qui voudront avoir leurs bénéfices ⁴. » Après avoir ordonné des poursuites contre le cardinal de Châtillon qui avait donné le scandale d'une apostasie publique, le Pape crut donc que le moment était venu de les étendre aux autres évêques qui, sans avoir aussi ouvertement pris place dans les rangs des hérétiques, étaient tout aussi suspects de partager leurs erreurs, et n'en servaient pas moins leur cause.

C'est bien contre ces évêques que le Pape entendait sévir. Dans le dispositif de sa bulle du 7 avril, il enjoint aux Inquisiteurs d'agir en général contre tous les fauteurs hérétiques, mais il a soin de spécifier que les évêques ni même les cardinaux n'étaient pas exclus de cette désignation. Ils l'étaient même si peu que, dans le préambule, il n'était question que de prélats et d'évêques. Le Pape y exprime toute la douleur que lui cause le spectacle de leur défection : doublement traitres à leur mission,

¹ Lettre du nonce Prosper de Sainte-Croix du 31 mars 1562, dans *Archives curieuses de l'histoire de France*, par Cimber et Danjou, t. VI, p. 70.

² Sess. XIII, cap. 8.

³ Rome, Bibliothèque Corsini, ms. n° 467, f° 134. *Istruzione del Vescovo di Viterbo circa le cose del Regno di Francia data a Ms. C. Saracinello spedito al Papa alli VIII d'ottobre 1561* : « *Questi che governano sono tutti persone deboli et timide.* »

⁴ Lettre du 26 mars 1562, Cimber, *op. cit.*, p. 68.

non seulement ils sont tombés dans l'erreur et la favorisent, mais ils travaillent à y entraîner leurs ouailles qu'ils devaient retenir ou ramener dans le chemin de la vérité. Avertis déjà d'ailleurs, depuis plusieurs jours ¹, par les menaces publiques et des ordres formels du Pape, les Inquisiteurs ne s'y trompèrent point, et ils interprétèrent à merveille les intentions de Pie IV, quand, moins de huit jours après, ils inaugurèrent leurs poursuites contre l'hérésie d'au delà des monts par des citations d'évêques, et d'évêques français seulement.

Aussi bien la cour de Rome n'avait-elle pas attendu ce moment pour prendre ombrage et s'enquérir de la conduite de ces évêques de France. Comme nous le verrons plus tard dans le dossier dont il lira les conclusions au jour de la sentence pontificale, le grand inquisiteur parle d'enquêtes discrètement menées, de témoignages reçus et de documents envoyés par le nonce ou par le cardinal de Tournon. Quelques-unes de ces pièces datent de quatre ou cinq ans. Si donc on ne voit pas figurer sur cette liste d'évêques suspects quelques noms qu'on s'attendrait à y trouver, on doit l'attribuer moins à la crainte d'affoler l'opinion en France en lui dénonçant un si grand nombre de prélats favorables aux idées nouvelles, qu'à l'impossibilité où s'étaient trouvés les Inquisiteurs de réunir encore contre eux des charges suffisantes.

Quoi qu'il en soit, les poursuites engagées n'avaient nullement le caractère d'une mesure de réaction brusquement provoquée par la nouvelle de l'ambassade de Birague auprès du concile de Trente, comme l'affirme de Thou ². La bulle de Pie IV était déjà publiée et les assignations lancées, quand la cour de France députa Birague à Trente, le 15 avril 1563. Le Pape et l'Inquisition avaient pris tout leur temps pour agir, et les décisions auxquelles ils venaient de s'arrêter étaient le résultat d'un dessein bien réfléchi et longuement mûri.

¹ Dès « le 13 février 1562 » (vieux style), Guillart du Mortier, notre ambassadeur à Rome, écrit à Bocherel, évêque de Rennes, ambassadeur près de l'empereur : « Le pape étant ce jourd'hui matin en signature a ordonné qu'il soit procédé contre M. le cardinal de Châtillon et contre les évêques chargez d'hérésie, et nommément contre M. de Valence. » Et le 22 février il ajoute : « Sa Sainteté a admonesté ces jours passés les cardinaux de l'Inquisition de procéder contre les évesques de France chargés du crime d'hérésie. » *Addition aux Mémoires de Castelnau* (éd. Laboureur), t. I, p. 862, 863.

² *Hist. universelle*, t. III, p. 441.

II.

En tête de la liste des évêques cités à comparaître figurait Jean de Chaumont (*alias* Jean de Saint-Romain, comme il s'appellera plus tard), archevêque d'Aix ¹. Ce jeune chanoine de Lyon, dont la faveur royale avait fait (1551) un archevêque à l'âge de vingt-sept ans ², n'avait pas tardé à donner des preuves non équivoques de ses sympathies pour le calvinisme. L'enquête de l'Inquisition avait permis de constater qu'il fréquentait assez assidûment à Lyon les assemblées des huguenots et qu'il avait fait prêcher dans son diocèse des apostats et des hérétiques ³. De Thou, peu suspect de partager les préventions des enquêteurs romains, atteste qu'en 1563 Odet de Châtillon et Saint-Romain, archevêque d'Aix, « professoient publiquement la nouvelle religion et.... s'efforçoient de l'établir dans leurs diocèses et d'en faire un exercice public dans les lieux saints ⁴. » Pour les en empêcher, la cour avait dû donner une interprétation plus rigoureuse de l'édit d'Amboise et déclarer expressément « qu'il n'avoit pas voulu comprendre dans les lieux où il étoit permis aux protestants de s'assembler publiquement ceux qui étoient auparavant du patrimoine de l'Eglise ou qui appartenoient aux bénéficiers ⁵. » En citant Jean de Chaumont, l'Inquisition frappait donc juste; son adhésion au protestantisme ne faisait point de doute, il se chargeait du reste d'en fournir bientôt lui-même la preuve indéniable.

Une citation tout aussi facile à justifier, quand on connaît le personnage et son humeur fantasque, c'est celle d'Antoine Caracciolo ⁶, évêque de Troyes. Cet Italien, fils d'un prince de Melfi, au royaume de Naples, était venu de bonne heure cher-

¹ Trompé sans doute par une confusion de mots (*Aix* pour *Aux*), Dom Brugères a fait de Jean de Chaumont un archevêque d'Auch, *Chronique ecclésiastique du diocèse d'Auch*, p. 159.

² Cf. Albanès, *Gallia christiana novissima*, t. I, p. 118, 119.

³ Bibl. nat., ms. l. 12560, f° 77 r°.

⁴ *Hist. univ.*, t. III, p. 411.

⁵ *Ibid.*

⁶ Nous combinons ici les données des *Acta consistorialia*, ms. 12560, f° 72, Th. de Bèze, *Histoire ecclésiastique des églises réformées au royaume de France* (Toulouse, 1882), t. I^{er}, p. 47, 49, 415, 565, 615. Cf. Haag, *La France protestante*, t. III, p. 741 et suiv.

cher fortune à la cour de François I^{er}. Les honneurs ne venant pas assez vite au gré de ses désirs, le jeune page avait brisé avec le monde, et était allé s'enfermer dans la solitude de la Sainte-Baume. Mais l'isolement n'avait pas tardé à peser à son âme inquiète ; Caracciolo se tourna vers les Chartreux. Il les quittait bientôt, sans achever son noviciat, et il entra chez les chanoines réguliers, où il devenait abbé de Saint-Victor de Paris. Là ses sermons eurent bientôt donné des inquiétudes sur son orthodoxie, et le prieur crut devoir combattre son prosélytisme calviniste trop accentué. Le roi Henri II eut même, dit-on, à s'en mêler et à lui interdire la chaire. Mais le peu scrupuleux abbé sut s'introduire dans les bonnes grâces de Diane de Poitiers, et il réussit, par son crédit, à changer son siège abbatial contre l'évêché de Troyes. Rome fit bien quelque difficulté pour l'agréer : le cardinal Sfondrate objecta en plein consistoire que cet abbé de Saint-Victor avait été dénoncé à l'Inquisition, une enquête fut ordonnée sur sa religion ¹, mais le cardinal de Naples, le futur Paul IV, son parent, se porta caution de son orthodoxie et Jules III passa outre, non sans avoir fait attendre pendant dix mois sa préconisation (5 octobre 1551) ². Avant de prendre possession de son siège, sa première préoccupation avait été de se munir de lettres royales qui l'autorisaient à garder sa belle et longue barbe ! A peine installé, il se révéla prédicateur — ce qui était trop rare chez les évêques d'alors, — mais son clergé n'eut pas de peine à reconnaître dans ses sermons les pures doctrines de Calvin. Des religieux le combattirent ; l'affaire fit quelque bruit et Caracciolo se rétracta en pleine chaire (1552). L'avènement de Paul IV alluma chez l'évêque de Troyes de nouvelles ambitions ; il se rendit à Rome pour solliciter le chapeau de cardinal. Il ne l'obtint pas, et, de dépit, il se rendit auprès de Calvin et de Théodore de Bèze et se laissa endoctriner par eux. Cela ne l'empêche pas, à son retour, de se rendre au colloque de Poissy, de prendre rang parmi les évêques, d'être même désigné par Catherine de Médicis pour défendre la foi catholique contre Bèze et les ministres ses compagnons ! Rentré dans son diocèse, le fantasque personnage jette le masque, se déclare calviniste, se présente au consistoire et demande à « être admis au ministère ; »

¹ *Acta consistorialia*, Bibl. nat., f. lat., 12558, f^{os} 78, 85.

² *Ibid.*, f^o 122.

ce qu'il n'obtint pas sans peine, « les uns estimans, dit de Bèze, que ce seroit un grand avantage de l'attirer de leur costé, les autres ayant pour suspecte et non sans cause la légèreté et vie impudique dudit évesque jusques alors par trop cogneue ¹. » Quelque temps après, on le trouve à Lausanne, puis à Genève, d'où il revient ministre désigné pour Dijon. Après quelques prédications dans cette ville, il revient dans sa cité épiscopale, se fait confirmer par la communauté de cette ville le titre d'évêque et prend dans un livre publié vers cette époque le titre « d'évesque et ministre du saint Évangile à l'Église de Dieu qui est à Troyes ². » Devant les protestations indignées des fidèles et du clergé de sa province, la cour l'oblige à se démettre, contre une pension annuelle, de son évêché qui est donné (26 déc. 1562) à Claude de Beauffremont ³. Quant à lui, il s'en va prêcher à Orléans, non sans se faire reprendre « pour sa doctrine mal digérée » par les ministres, qui, au dire de Théodore de Bèze, ne voient en lui qu'un esprit étroit et ambitieux par « trop indigne en toutes sortes du saint ministère ⁴. » Il ne s'en ingère pas moins, de sa seule autorité, dans les négociations engagées entre Condé et la reine mère, après la bataille de Dreux. Mais il semble surtout préoccupé d'assurer ses propres intérêts et il obtient de se retirer sur ses terres de Châteauneuf-sur-Loire, quand lui parvient la nouvelle de sa citation à Rome. Nous verrons bientôt quel effet elle produisit sur lui.

Supérieur à Caracciolo par la tenue, le talent et la considération qu'il s'était justement acquise dans plusieurs missions diplomatiques, l'évêque de Valence, Jean de Monluc, frère du célèbre maréchal, ne le dépassait guère par la pureté des mœurs ⁵ ni par la rectitude de la foi. Au dire de Théodore de Bèze, cet évêque « faisoit comme un meslange des deux doctrines ⁶, » mais dans ce mélange, c'est le protestantisme qui entraînait à la plus haute dose. De 1557 à 1561, il publia plusieurs

¹ Bèze, *op. cit.*, I, 415.

² *Épistre d'Antoine, évesque et ministre du saint Evangile, à l'église de Dieu qui est à Troyes*, s. l., 1561, in-8.

³ *Acta consistorialia*, Bibl. nat., f. l. 12559, f° 290 v°.

⁴ Bèze, I, 615.

⁵ On peut voir là-dessus Bossuet, *Hist. des variations*, t. VII, l. VII, p. 118 (éd. Gaume, Paris, 1846).

⁶ Bèze, *op. cit.*, t. I, 189.

recueils de sermons ou d'instructions chrétiennes ¹; dans tous on trouve sur le libre arbitre, l'utilité des œuvres, l'Eucharistie, le purgatoire, le culte des saints et autres questions controversées ² entre les deux religions, des omissions significatives ou des propositions franchement calvinistes. Trois de ces publications encoururent les censures de la Sorbonne ³, et nous savons d'un autre « gros livre » que l'évêque s'y exprimait sur tous les points contestés « aussi clairement que s'il eust été en pleine Genève ⁴. » Sa conduite ne démentait guère ses idées. Dans l'assemblée de Fontainebleau (1560), il prit la parole ⁵ pour appuyer ouvertement la motion de Condé qui demandait pleine liberté pour les protestants, ses coreligionnaires. L'évêque de Valence n'eut d'éloges que pour les ministres et de blâmes injurieux que pour les évêques et les curés, si bien qu'un historien du protestantisme a pu dire que Monluc « parla comme aurait pu le faire Théodore de Bèze lui-même ⁶. » Sa prédication elle-même n'eût guère été désavouée par le célèbre réformateur. Quelques-uns de ces sermons furent trouvés compromettants, même par la reine mère, qui, cependant, s'attachait à lui recruter des auditeurs ⁷. Quelques-uns de ceux-ci, sans être beaucoup plus zélés, tel le connétable de Montmorency, ne purent pas toujours contenir l'indignation que leur causait la parole « sans ordre, ni queue, ni teste, et pleine d'une infinité d'autres resveries » de cet évêque travesti en ministre ⁸. Au colloque de Poissy, qui fut surtout le triomphe de sa politique, Jean de Monluc fut du nombre des évêques qui se refusèrent à assister à la messe du cardinal d'Armagnac et à recevoir la communion. Avec le cardinal de Châtillon, l'évêque d'Uzès et trois docteurs soi-disant catholiques, ils célébrèrent la cène et communiaient sous les deux espèces « à la mode de Genève ⁹. » Catherine de

¹ A Paris, chez Michel Vascosan, in-8. On en trouve le titre dans Quétif et Échard, *Scriptores ordinis Praedicatorum*, t. II, p. 253-254.

² Cf. P. Feret, *La Faculté de théologie de Paris*, t. I, p. 270.

³ *Ibid.*

⁴ Le Laboureur, *Additions aux mémoires de Castelnau*, t. I, p. 427.

⁵ Ce discours se trouve dans les *Mémoires de Condé*, t. I, 319 et suiv.

⁶ F. Piaux, *Hist. de la réformation française*, t. II, p. 49 (2^e éd.).

⁷ *Ibid.*

⁸ *Mémoires de Condé*, t. II, p. 4.

⁹ *Collection des procès-verbaux des assemblées générales du clergé de France* (Paris, 1767), t. I, p. 18, et Ms. lat. 12560, *loc. cit.*

Médicis, toujours dominée par la chimérique idée de réaliser à tout prix la réunion ou même la fusion des deux communions rivales, n'eut pas là d'agent plus dévoué que l'évêque de Valence. C'est à cet évêque, « qu'elle savoit, dit Bèze lui-même, tenir plus du costé des ministres ¹, » qu'elle confie le soin de défendre avec Caracciolo les dogmes catholiques ! Ce qui faisait dire à l'ambassadeur du duc de Florence sur de pareils défenseurs : « On ne sait s'ils n'aimoient pas autant la défaite que les autres la victoire ². » Le résultat des conférences ainsi engagées entre ministres protestants très convaincus et évêques d'un catholicisme si équivoque fut ce qu'on pouvait attendre. Il en sortit une profession de foi qui souleva la réprobation des catholiques ³. Monluc s'en excusera quelques jours plus tard auprès du nonce Prosper de Sainte-Croix, en lui assurant que, quant à lui, il conserverait toujours, autant que faire se pourrait, l'autorité du Pape et l'état ecclésiastique ⁴, mais que pour le reste il désirait union, paix et accommodement. Avec ce parti pris de conciliation à tout prix, Monluc était tout désigné pour travailler à rapprocher catholiques et protestants au milieu de leurs hostilités sanglantes. Aussi le voyons-nous employé un moment (1562) dans les négociations qui devaient amener Condé à quitter le royaume, à condition que les triumvirs s'éloigneraient de la cour ⁵. Rome, eût-elle été disposée à fermer les yeux sur ces assiduités suspectes auprès du chef militaire des calvinistes français, n'avait que trop d'autres griefs contre l'évêque de Valence. Ainsi qu'en faisaient foi pour elles les dépositions de vingt et un témoins, Jean de Monluc avait attaqué le culte des images, enseigné que l'Eucharistie n'était pas un sacrifice de propitiation mais seulement de louange, soutenu que le sacrement consistait dans l'usage et que la communion n'était valide que sous les deux espèces. Un témoin avait même affirmé qu'il avait envoyé le résultat d'une enquête faite par le cardinal de Tournon, mais le courrier qui le portait

¹ Bèze, I, 327.

² *Négociation de la France avec la Toscane*, par Desjardins, t. III, p. 463.

³ En revanche, Calvin pourra dire : « Nous avons conduit sûrement nostre affaire (au colloque de Poissy), l'évesque de Valence aussi bien que les autres ont signé notre profession de foy. » *Lettres de J. Calvin* publiées par J. Bonnet, t. II, p. 594.

⁴ Archives du Vatican, *Nunziature di Francia*, t. VI, f° 12 (inéd.).

⁵ *Mémoires de la Vaux*, coll. Michaud, t. IX, p. 594.

avait été dépouillé de tous ses papiers dans les environs de Turin par les ministres du roi ; cette enquête, poursuivie en 1558 dans son diocèse, établit qu'il y avait frauduleusement introduit pour le baptême et la prière les rites observés par Calvin et les Genevois et y avait combattu les prédicateurs catholiques ¹. Quoi qu'en aient dit des apologistes ² de parti pris, l'orthodoxie de Monluc donnait donc prise en 1563 à de très légitimes soupçons.

L'évêque de Chartres, Charles Guillart, que nous trouvons sur la liste de l'Inquisition, avait succédé (en 1553) à Louis Guillart, dont on connaît les sympathies pour les doctrines calvinistes et pour le poète Marot, leur adepte. Il semble bien aussi avoir hérité de ses idées en même temps que de son siège. L'Inquisition relevait à sa charge son refus de signer au colloque de Poissy une profession de foi où était affirmée la présence réelle. De plus, quand le Parlement de Paris imposa la signature d'un formulaire dressé par la Sorbonne, l'évêque de Chartres, invité à le souscrire et à le faire souscrire à ses chanoines, le repoussa violemment quand il fut arrivé au passage où le Pape était proclamé vicaire de Jésus-Christ et chef de l'Église universelle ³. C'est ce qu'avait affirmé un témoin oculaire, et sa déposition cadre trop bien avec ce que les protestants, ses contemporains, nous apprennent de cet évêque, pour inspirer la moindre défiance. Ainsi, Théodore de Bèze assure que cet évêque faisait prêcher dans la cathédrale de Chartres « un moine de Saint-Denys nommé Verdun, qui estoit de la religion ⁴. » L'évêque lui-même assistait aux sermons avec plusieurs gentilshommes des environs. Le peuple chartrain en fut indigné ; des tumultes en résultèrent dans la ville, et les chanoines durent prendre contre l'évêque la défense des catholiques et de leur foi. L'assignation de l'Inquisition venait à son heure.

Pas plus que l'évêque de Chartres, celui d'Uzès, Jean de Saint-Gelais, n'avait consenti à signer la profession de foi qui impli-

¹ Bibl. nat., f. l., ms. 12560, f° 73.

² R. P. Joannis Columbi Manuascensis, S. J., *Liber singularis quod Joannes Monlucius Valentinus et Diensis non fuerit haereticus* (Lyon, 1640, in-4). Sans aller aussi loin que Columbi, Jacques Echard (*op. cit.*) et H. Reynaud (*Jean de Monluc, évêque de Valence et de Die*, Paris, 1893), cherchent trop à palier les opinions hérétiques de Monluc.

³ Bibl. nat., ms. l. 12560, f° 75 r°.

⁴ Bèze, t. I, p. 410.

quait croyance en la présence réelle. Il était allé plus loin : il avait célébré l'office et la cène où Odet de Châtillon et Jean de Monluc avaient communie de sa main, sous les deux espèces. C'est pour répondre de ces deux faits que l'Inquisition le citait à sa barre ¹. Faut-il ajouter que d'après une tradition, dont les Sainte-Marthe se sont faits l'écho, mais dont ils ne fournissent pas les preuves, Jean de Saint-Gelais aurait apostasié en 1543, et épousé une abbesse ² ? Il aurait été même, à ce qu'ils disent, pour ces divers actes, excommunié par le prévôt de son église ³. Ces accusations paraissent peu fondées, si l'on songe que l'évêque d'Uzès ne cesse de paraître aux assemblées du clergé, dans les États de Languedoc, et qu'en 1561, il est même député par le clergé de la province pour le représenter aux États généraux de Melun ⁴. Lui-même protestera plus tard qu'il avait toujours vécu « selon les traditions de l'Église catholique, sous l'obéissance du siège romain. » Sans prendre au pied de la lettre toutes ses réclamations, on peut croire cependant qu'il n'eût pas osé parler en termes aussi catégoriques, s'il avait donné publiquement le spectacle d'une aussi criante défection. Les Sainte-Marthe ajoutent, il est vrai, qu'il se repentit et abjura son erreur. Ce retour, si retour il y eut, n'avait pas eu lieu sans doute à la fin de 1562, car, à la date du 11 novembre de cette année, il se joint avec Odet de Châtillon à une députation qui vient, au nom des protestants de Languedoc, supplier le comte de Crussol de se mettre à leur tête ⁵. Sans avoir donné à l'hérésie autant de gages que l'ont dit les Sainte-Marthe, on peut donc croire que Saint-Gelais lui était trop favorable pour ne pas inquiéter à bon droit l'Inquisition.

Ce n'étaient pas des soupçons, mais des charges écrasantes que l'Inquisition relevait contre Louis d'Albret, évêque de Lescar. Ce trop digne parent de Jeanne d'Albret trompa assez vite les espérances ⁶ qu'avait fait concevoir son avènement (1555) ⁷. Dès 1557, le nonce pouvait envoyer la copie d'une

¹ Bibl. nat., ms. l. 12560, f° 74 v°.

² *Gallia christiana*, t. III, col. 1148.

³ *Ibid.*

⁴ Dom Vaissete, *Histoire de Languedoc* (éd. Privat.), t. XI, p. 360.

⁵ *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 424, et XII, *Preuves*, n° 256-LXXVIII.

⁶ Bib. nat., ms. l. 12560, f° 75 r.

⁷ *Act. consist.*, Bibl. nat., f. lat. 12558, f° 370.

adresse où le clergé venait présenter à son évêque ses reproches et ses doléances. Ce « pasteur transformé en loup » mettait à la tête des paroisses des apostats chassés des autres provinces et, pour répandre au loin l'erreur, il les disséminait à travers tout son diocèse. Dans l'église de Pau, la plus considérable de son diocèse, il avait chargé de la prédication Pierre-Henri de Barran, apostat du diocèse d'Auch, dominicain défrôqué, adultère et hérétique, et, à ces divers titres, banni de France. Non seulement il gardait chez lui cet hérétique avéré, mais, en dépit de toutes les protestations des chanoines, il continuait à lui faire prêcher des erreurs, et bien d'autres apostats encore, dont les chanoines donnaient la liste, étaient autorisés à prêcher en toute liberté dans le diocèse. Détail curieux, le nonce avait ajouté, dans une lettre personnelle, qu'il avait lui-même assisté à Pau, déguisé en laïque, à quelques sermons de Frère Henri, il lui avait riposté, toujours comme un homme du peuple, et il donnait l'énumération détaillée des erreurs qu'il lui avait entendu débiter devant le peuple et en présence de l'évêque ¹. Les documents locaux confirment de tous points ces allégations. L'évêque de Lescar nous y apparaît acquis, à peu près sans réserve, aux entreprises religieuses de sa tante et souveraine. Quand Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret envoyèrent Henri de Barran prêcher à Nay, en 1558, Louis d'Albret intima au clergé paroissial l'ordre d'assister à ces prédications, sous peine d'excommunication ². Sans doute, son penchant pour les nouvelles doctrines semble parfois contrarié chez lui, soit par la timidité qui lui est naturelle, soit par la crainte de heurter de front les opinions religieuses des États de Béarn, encore en majorité catholiques ; on signale même de lui quelque intermittente velléité de résistance au prosélytisme violent de sa souveraine ³. Mais les catholiques clairvoyants ne s'y trompent pas. Sa conduite soulève les protestations, non seulement du clergé de Nay, qui en appelle devant le métropolitain de ses menaces d'excommunication, mais de son chapitre, dont trois membres forcent, en 1558, à la tête d'une foule consi-

¹ Bibl. nat., ms. l. 12560, f° 75.

² Archives départ. des Basses-Pyrénées, E 1732, cité d'après l'abbé V. Dubarat, *Le protestantisme en Béarn et au pays basque* (Pau, 1893), p. 473.

³ Cf. Dubarat, *op. cit.*, p. 54; 74.

dérable, l'entrée des États pour présenter une requête longuement motivée « contre l'évêque de Lescar, Frère Pierre-Henri de Barran et autres ¹. » Cette éclatante manifestation fit un moment quelque impression sur Louis d'Albret. Depuis lors, a-t-on dit, « il montre un zèle de converti ². » Mais ce zèle se borne à recommander aux curés de résider, de prêcher et de chanter la messe, à protester contre les baptêmes clandestins ou à s'unir aux requêtes présentées par la grande majorité des États contre la suppression des processions ³. Le catholicisme devait bénéficier peu de ces ressauts intermittents dans la conduite apparente de Louis d'Albret. Au fond, le protestantisme n'y perdit rien. Les historiens protestants en conviennent sans difficulté. Lors du départ d'Antoine de Bourbon et de Jeanne de Navarre pour la France (1558), l'évêque de Lescar fut nommé régent effectif de leurs États de Béarn, avec Suzanne de Bourbon et son mari Jean d'Albret, sieur de Mieussens; or ces régents « se portèrent tellement en leurs charges, nous dit Bordenave, que pendant le gouvernement de ce prince (le futur Henri IV, alors âgé de six ans), par une femme et un prestre et quelques autres ses conseillers, faisant tous publique profession de la religion romaine, les principaux fondements de la réformée furent plantez en Béarn et la romaine y fut fort esbranlée ⁴. » Quand, à son retour en Béarn, Jeanne d'Albret fit enlever les images, briser les statues et détruire les autels des églises de Pau et de la cathédrale de Lescar, Louis d'Albret se fit son complice, peut-être par sa coopération positive, sûrement par son silence ⁵. Ici encore, l'Inquisition romaine frappait donc à coup sûr.

Le second siège épiscopal du Béarn, celui d'Oloron, était depuis 1555 occupé par Claude Régin. Celui-ci était aussi assigné devant le Saint-Office, mais, pour être juste, il convient de

¹ Arch. dép. des Bass.-Pyr., C 692, ff. 1 et 3, d'après Dubarat, *op. cit.*, 53 et 54, et A. de Ruble, *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*, I, p. 234.

² De Ruble, I, p. 236.

³ Dubarat, *op. cit.*, p. 60 et 78.

⁴ Nicolas de Bordenave (protestant), *Hist. de Béarn et Navarre*, publiée par M. Paul Raymond pour la Société de l'hist. de France, p. 56.

⁵ « J'ai esté contraint de me laisser persuader, dit le cardinal d'Armagnac dans la lettre qu'il lui écrivit à cette occasion, et tenir pour vrai qu'en vostre présence et de vostre consentement les images de l'église de Lescar avoyent été ostées de dessus les autels, les croix et fons baptismaux rompus, les ornemens et reliquaires aliénés. » *Mém. de Condé*, t. VI, p. 207.

remarquer tout d'abord l'extrême faiblesse des griefs articulés contre lui. Des témoignages recueillis, il résulte, en effet, qu'on lui reprochait uniquement d'être prédicateur et chancelier de la reine de Navarre, de ne porter ni la tonsure ni l'habit épiscopal, et d'être notoirement décrié comme hérétique ¹. Certes, au point de vue catholique, Claude Rêgin n'est pas à l'abri de tout reproche ; sa conduite ne saurait cependant être comparée à celle de son voisin de Lescar ; souvent même, elle forme avec la sienne un très vif contraste, notamment dans cette affaire des États de 1558, où il vint prêter main-forte aux réclamations des chanoines mutinés ². Presque toujours hors du royaume de Béarn, à la suite de ses souverains retenus en France, il ne prend qu'une part assez faible dans les luttes religieuses de son diocèse. Jeanne d'Albret pourra cependant l'accuser, en pleine assemblée des États, de l'avoir dissuadée d'aller à la messe ³, et ce qui jette encore peut-être une plus forte suspicion sur son orthodoxie, c'est la confiance dont cette princesse ne cesse de l'honorer, à l'heure même où l'Inquisition le poursuit.

C'est à dessein que nous avons différé jusqu'ici le cas de François de Noailles, évêque de Dax. Cet inculpé était au point de vue religieux, et sera bientôt au point de vue judiciaire, dans une situation toute particulière. D'abord, pour des raisons qu'on verra plus tard, le grand inquisiteur ne fit jamais connaître les motifs qui avaient fait inscrire François de Noailles sur la fatale liste. Sans doute, quelques apparences pouvaient être facilement interprétées contre lui. Attaché depuis longtemps à la famille de Châtillon, il lui devait en grande partie sa fortune et même son entrée dans la carrière des bénéfices ecclésiastiques ⁴. Ses relations intimes avec le cardinal de Châtillon étaient connues de tous. C'est à ce point que quand ce cardinal sera pressé par la cour de renoncer à ses bénéfices, il ne consentira à se dessaisir de l'évêché de Beauvais qu'à condition de le faire passer sur la tête de Noailles ⁵. François avait dû à ses relations avec les Châtillon

¹ Bibl. nat., ms. l. 12560, f° 76 v°.

² Cf. de Ruble, t. 1^{er}, p. 235.

³ Bordenave, *op. cit.*, p. 133.

⁴ On peut lire dans la collection Gaignières, Bibl. nat., f. lat. 17021, p. 11, le titre de la cure de Warluis conférée en 1553 à Fr. de Noailles par Odet de Châtillon, évêque de Beauvais.

⁵ Voir ci-après.

autant qu'à ses talents diplomatiques, attestés par ses succès dans plusieurs ambassades, d'être choisi par Catherine de Médicis pour servir de négociateur entre les protestants et la cour ¹. Il s'y était prêté très volontiers, dans l'espoir de faire un peu de bien à son pays, et il ne s'en cachait pas. « La Reine, disait-il dans une lettre à son frère Antoine, m'a fait l'honneur de vouloir bien que j'intervinsse à procurer par plusieurs allées et venues tant à l'endroit de Monseigneur le prince de Condé qu'autres seigneurs, les moyens de parvenir à une bonne paix, ce que j'ai toujours fait jusqu'ici, autant qu'il m'a été possible, et ne m'en suis jamais lassé, de sorte que j'ai vu par deux fois les choses en si bons termes qu'un chacun pensoit que nous fussions proches d'une commune tranquillité, à quoi de ma part je ne m'étois pas épargné ; car les derniers articles qui furent accordés par la reine et par le roi de Navarre avoient été dressés et écrits par moi ². » C'étaient là de ces griefs que Rome ne pardonnait pas. Néanmoins, à cette époque faite de tant de contrastes et d'inconséquences, ces accointances avec les hérétiques ne donnent pas le droit de préjuger des sentiments religieux de François de Noailles.

Quelles qu'aient été ses sympathies pour les personnes, rien ne prouve qu'il les ait portées jusqu'à partager leurs erreurs. Evêque depuis 1556, il avait toujours été éloigné de son diocèse par d'importantes missions diplomatiques, en Angleterre ou en Italie. Une de ces missions particulièrement délicates ³ l'avait amené à Rome et mis en contact avec le Sacré Collège ; jamais il ne donna à personne l'occasion de suspecter son orthodoxie. Homme d'action plutôt que de spéculation, il n'a garde de s'engager, comme Jean de Monluc, dans des discussions théologiques ou d'entretenir le public de ses conceptions religieuses. Pour connaître ses opinions intimes nous n'avons donc que le témoignage de ses amis ou ses épanchements personnels dans ses lettres publiées ou inédites. Nulle part on ne saisit rien qui suppose chez lui une adhésion aux idées nouvelles ⁴. S'il félicite

¹ *Lettres inédites de Fr. de Noailles*, publiées par Tamizey de Larroque (1865), p. 18.

² Vertot, *Ambassades de MM. de Noailles en Angleterre* (Leyde, 1763), t. I, p. 507.

³ Il s'agissait de faire élire le cardinal de Tournon à la papauté.

⁴ Il l'affirme expressément lui-même : « On n'a occasion de révoquer en

dans une de ses lettres un de ses chanoines de ce que Dieu lui a départi « la cognoissance de son nom et l'intelligence de son escripture, » s'il l'exhorte à nourrir de ce « céleste pain le peuple de Dieu à qui précédemment l'on a vendu le son pour la farine ¹, » ce vocabulaire, qui parfois fait songer à celui des protestants d'alors, ne suppose aucune défaillance dans la foi ; des plaintes de ce genre se trouvent alors sur les lèvres de prélats les plus connus pour leur orthodoxie. Son correspondant ne pouvait d'ailleurs s'y tromper ; dans une lettre qu'il recevait le même jour avec ses collègues du chapitre de Dax, il pouvait entendre son évêque lui dire : « J'apprends qu'il y a un grand nombre d'hérétiques en mon diocèse ; chose que j'ai entendue avec toute la douleur que vous y pouvez penser. Je vous conjure que vous y veuillez mettre tout l'ordre que vous pourrez et ne souffrir point que ces beaux parleurs séditieux qui n'emploient l'Écriture sainte que pour exciter le peuple à tumulte, mettent leur faux dans la moisson d'autrui ². » Au lendemain du jour où l'Inquisition l'avait cité, le connétable de Montmorency, à cette date assez peu suspect de tendresse pour les novateurs, n'hésitait pas à écrire de lui au Pape « qu'il est bon catholique et doué de ce qui appartient à une telle charge ³. » Un témoin plus désintéressé, un agent de la cour de Rome, épiera tous les actes de notre évêque avec la pénétration aiguë que donne la malveillance, lors du passage de François de Noailles sur les côtes de la Dalmatie (1572). Cependant, en dehors de quelques légèretés de conduite que les mœurs ecclésiastiques de ce temps expliquent sans les excuser, il ne peut rien relever de sérieux contre son orthodoxie. Il est même obligé de reconnaître qu'il s'abstient d'aliments gras aux jours prescrits par l'Église, qu'il entend la messe, se confesse, vit catholiquement ⁴. A son grand étonnement, il lui voit même déclarer publiquement, devant des religieux et des laïques, qu'il croit et accepte la profession de foi que Pie IV avait dressée

doute ni ma foy ni ma religion à laquelle n'est jamais intervenu aucun changement. » Lettre inédite de Noailles au cardinal Salviati, 30 oct. 1563, au dépôt des Affaires étrangères, t. XXVII, Papiers de Noailles.

¹ Bibl. nat., f. fr. n° 6913, f° 55.

² *Ibid.*, et Vertot, *op. cit.*, t. I, p. 49.

³ Lettre inédite du 20 sept. 1563, dépôt des Aff. étr., t. cité.

⁴ Arch. Vat., Miscell. Arm. I, t. X. Lettres inéd. de Christophoro Amaroni, Erem. S. August., à un cardinal, lettre du 21 janvier 1573 (inéd.).

depuis le concile de Trente ¹. Sans doute cette attitude est postérieure de dix ans aux poursuites de l'Inquisition ; mais, dans l'intervalle, rien n'a changé dans sa conduite. Il s'est employé à faire renvoyer de Dax le ministre que les protestants y avaient mis en s'autorisant de l'édit de tolérance de 1561 ², il a défendu la ville contre leurs attaques au point de mériter les félicitations de Damville, de Blaise de Monluc et du roi Charles IX, qui se dit pleinement confiant dans sa « suffisance, prudence, intégrité et religion catholique ³. » De pareils éloges semblaient donc devoir préserver Noailles des suspicions du Saint-Office.

III.

Aux termes de la bulle du 7 avril, l'Inquisition n'était tenue à afficher ses citations que dans les quatre endroits de Rome généralement affectés à cet usage. Il paraît bien cependant qu'elle ne s'en tint pas à cette publicité restreinte. Plus tard nous verrons Saint-Gelais, l'évêque d'Uzès, invoquer, comme un motif de nullité contre la sentence de l'Inquisition, qu'elle a été rendue en son absence ; mais rien dans sa protestation n'autorise à inférer que la procédure ait été engagée totalement à son insu ; ce qu'il n'eût pas manqué de signaler, s'il en avait été ainsi. Monluc déclarera, dans la suite, « qu'il fut averti.... qu'il estoit poursuivi à Rome par devant les inquisiteurs ⁴, par rumeur incertaine : » ce qui ne l'empêcha pas de considérer l'information comme assez sérieuse pour interjeter appel, dès le moment même, devant le roi et son conseil ! Caracciolo et Noailles ⁵ eurent de très bonne heure, nous ne savons par quelle voie, connaissance de leur assignation à comparaître. De Charles Guillart, l'évêque de Chartres, de Claude Régin, évêque d'Olo-

¹ *Ibid.* : Il detto ambasciatore dinanzi testimoni disse : « Hor andando in terra d'infideli non so quello sara di me ; attesto et confesso et tengo et credo quel tanto che la S^a Romana chiesa et tanto come prelati prometto quanto ha ordinato la S. B. di papa Pio 4 dopo el concilio di Trento. »

² Cf. *Commentaires et lettres de Monluc* (éd. de Ruble), t. IV, p. 271.

³ Lettres patentes de Charles IX, Bibl. nat., cabinet des titres, dossiers bleus, 12810. Noailles, p. 161-162, publié par Gabarra, *Un évêque de Dax, François de Noailles* (Dax, 1888), p. 21.

⁴ *Notes et documents inédits pour servir à la biographie de Jean de Monluc, évêque de Valence*, par Ph. Tamizey de Larroque (Paris, 1868), p. 57.

⁵ Voir ci-après.

ron, de Jean de Chaumont, l'archevêque d'Aix, nous ne savons rien ; mais il paraît bien difficile qu'ils aient ignoré les mesures dont ils étaient l'objet, quand on voit que la citation canonique parvient par voie régulière à l'évêque de Lescar, plus éloigné de Rome qu'aucun d'eux et infiniment moins en rapport avec la cour de France, où la nouvelle fut assez vite connue. « Le 21 mai 1563, dit Dom Brugèles dans ses *Chroniques de l'église d'Auch* ¹, Rodolphe Pie, évêque d'Ostie, et les autres inquisiteurs généraux de Rome envoyèrent une commission à tous les évêques pour dénoncer excommunié Louis d'Albret, évêque de Lescar, s'il ne se convertissait à la foi catholique en faisant abjuration du calvinisme dont il était accusé. On convint à Auch de ne point citer ce prélat en personne, mais qu'il défendrait sa cause par un avocat devant le juge métropolitain. Ce décret fut prononcé dans le portique de l'église de Sainte-Marie, le 27 août 1563. » Le siège métropolitain d'Auch était alors occupé par un prélat italien allié aux Valois et bien connu en France, où il venait de séjourner quelque temps, comme légat, sous le nom de cardinal de Ferrare, Hippolyte d'Este. C'était le plus tolérant des hommes, ainsi qu'on avait pu le voir dans sa légation, où, au grand scandale des catholiques, il avait poussé la courtoisie envers Jeanne d'Albret jusqu'à laisser prêcher un ministre devant lui. Mais, membre de l'Inquisition, c'était bien le moins qu'il fit connaître ses décisions aux évêques de la province auxitaine. Peut-être même son intervention avait-elle pour but de rassurer les inculpés et de leur faire espérer que les choses se passeraient en douceur. C'est l'espoir qu'exprimait du reste un autre cardinal, alors de séjour à Rome. Pour lui aussi, les poursuites de l'Inquisition ne semblaient faites que pour inspirer une médiocre appréhension ². Mais il sera temps plus tard d'examiner de près l'attitude optimiste du cardinal de la Bourdaisière.

Quoi qu'il en soit pour le moment, si la citation atteignit tous les évêques, elle ne les toucha guère. Un seul paraît s'en être ému, c'est Antoine Caracciolo. Dans une lettre qu'il écrivait, le 2 juin

¹ *Chroniques ecclésiastiques de l'église d'Auch*, par dom L.-Cl. de Brugèles (1746), p. 158. Dom Brugèles écrit « le 21 mai 1562, » mais par ce qui suit on voit que c'est là pure inadvertance et que pour lui aussi la vraie date est 1563.

² Lettre du cardinal La Bourdaisière dans *Mémoires de Castelnau*, t. I, p. 863.

1563, au cardinal Charles Borromée, alors secrétaire d'État, le nonce de France, Prosper de Sainte-Croix, rendait compte d'une visite que venait de lui faire l'ancien évêque de Troyes. Il avait, disait-il, déploré son malheur *multis cum lacrymis*, et il était bien résolu à rentrer dans l'obéissance du Saint-Siège. Le nonce ne put que l'écouter et l'engager à réparer ses fautes passées en rendant à la religion quelque service signalé, par exemple en travaillant à lui ramener le prince de Condé, dût-il affecter pour cela de rester dans les bonnes grâces des huguenots ¹. Le personnage promit tout ce qu'on voulut, même d'aller se jeter aux pieds du pape. Il revint même à la charge vingt jours plus tard, en suppliant le nonce d'écrire qu'il voulait solliciter son pardon et rentrer dans l'Eglise ². Ces démarches étaient-elles sincères ? Les extravagantes bizarreries de Caracciolo et sa conduite ultérieure autorisent tous les doutes ; toujours est-il qu'il laissa au nonce l'impression d'un homme qui « avait péché plutôt par légèreté que par attachement profond et réfléchi à l'erreur. » Il est assez curieux de constater que le nonce de Sainte-Croix et le réformateur Théodore de Bèze ³ s'accordaient en tous points dans le jugement qu'ils portaient sur cet étrange apostat de toutes les communions.

Pour les autres évêques cités, s'il faut en juger par ceux dont l'attitude nous est connue, ils se retranchèrent tous derrière les franchises et libertés de l'Eglise gallicane et ils se reposaient sur la couronne du soin de les défendre de toute violation, dans leur personne. Il faut rendre cette justice à la couronne qu'elle accepta très volontiers ce rôle, et par le fait de son intervention elle donna à ce procès qui, aux yeux de Rome, ne devait être qu'une vulgaire cause judiciaire et canonique, les proportions d'une affaire politique et nationale.

Catherine de Médicis, encore régente au nom de Charles IX mineur, ne mit cependant aucune précipitation à s'ingérer dans

¹ Arch. Vat., *Nunziature diverse*, t. XXXII bis, f° 571, lettre du 2 juin 1563 : « L'olim vescovo di Troia fu l'altra sera da me et multis cum lacrimis deplorea la disgrazia sua risoluto di tornare all' ubidiencia. Io.... giudicai bene di escoltarlo a non satefarsi ma cercare di ricompensare con qualche signalato servitio restando con la med^{ma} confidenza con lore et in parte lo pregai che volesse tentare l'animo del principe de Conde. »

² *Id.*, f° 604, lettre du 23 juin 1563.

³ Cf. Bèze, I, 615.

cette querelle d'apparence toute religieuse. Soit que son attention fût attirée ailleurs par les difficultés soulevées autour de l'enregistrement de l'édit d'Amboise, soit qu'elle attendit d'en être sollicitée par les intéressés, comme elle le fut, semble-t-il, d'après le texte de l'arrêt rendu plus tard en faveur de Jean de Monluc ¹, elle ne s'occupa guère de la citation des évêques que vers la fin du mois de juin 1563. Mais dès le début elle place son opposition sur le terrain qu'elle ne quittera plus. Sans consentir à s'engager à fond dans le débat, elle prétend y intervenir en tant que gardienne naturelle des libertés et privilèges de l'Église gallicane : « Sa Majesté la reine m'a dit, écrivait en substance, le 23 juin, le nonce Prosper de Sainte-Croix, qu'elle avait appris que Sa Sainteté faisait le procès à quelques évêques de France. Cela n'était pas dans l'ordre ; c'est en France que des causes de ce genre devaient se poursuivre ². » Ainsi ce n'est pas le droit d'ordonner des poursuites qui est contesté au pape, mais celui de juger à Rome des causes de ce genre. Nous verrons la reine et le roi son fils, devenu majeur, s'attacher exclusivement à établir cette prétention formulée dès la première heure ; jamais ils ne l'abandonneront ni ne s'en écarteront, même pour la renforcer par d'autres.

Dès le principe aussi, le nonce Prosper de Sainte-Croix réplique en homme qui avait des idées très arrêtées sur cette question de droit ecclésiastique. A voir combien sa réponse ressemble à celle qu'opposera le pape à toutes les objections des diplomates français, on sent bien qu'il se conforme de tous points à des instructions reçues. Certes, dans ses rapports avec la cour de France, il avait su montrer beaucoup plus de discrétion et de tact que son prédécesseur l'évêque de Viterbe ; mais dans ce qu'il considérait comme les droits essentiels du Saint-Siège, il se montra tout aussi inflexible. Dans sa réponse à Catherine, il affecta de ne connaître d'autres libertés de l'Église gallicane que celles que stipulait le Concordat ; or le Concordat prévoyait que les grandes causes seraient réservées au pape. Et quelle plus grande cause que celle de gens qui voulaient être à la fois évê-

¹ Tamizey, *Notes et documents inédits*, p. 57.

² Lettre inédite de Sainte-Croix, 23 juin 1563. Arch. Vat., *Nunz. div.*, 32 bis, n° 60.

ques et huguenots ¹ ? Il leur fallait, ajouta-t-il, se déclarer l'un ou l'autre : s'ils voulaient être évêques, ils avaient à reconnaître le Pape pour leur supérieur. La reine ne jugea pas à propos de continuer cette discussion ; elle en vint au cas particulier de l'évêque de Dax et de l'évêque de Valence. L'un, assurait-elle, n'avait jamais été que bon catholique ; quant à l'autre, s'il était entré en relations avec les huguenots, il l'avait fait par ses ordres. Sans rien contester, le nonce émit seulement l'avis qu'ils n'avaient qu'à donner au Pape des preuves de leur orthodoxie et de leur obéissance, et, avec une adresse qui manquait un peu de finesse, il ajouta que de cette soumission des évêques, Catherine pouvait se faire un moyen d'obtenir du Saint-Siège tout ce qui lui plairait. Il en fut pour ses avances mal déguisées, l'entretien en resta là ².

Si Catherine n'insista pas, c'est qu'elle était bien résolue à ne tenir aucun compte de la suite que Rome pourrait donner à ce procès. Elle ne croyait donc pas plus utile de prolonger cette discussion que de tenter de nouvelles démarches. S'il était passé outre, elle aurait toujours la ressource de laisser toute liberté aux Parlements qui ne manqueraient pas de casser l'arrêt, ou d'agir comme elle venait de faire pour le cas du cardinal de Châtillon. En dépit de ses protestations, Rome venait de faire le procès à ce personnage et de le déclarer (31 mars 1563) privé de tous ses honneurs et bénéfices ecclésiastiques. Sous la pression de l'opinion publique, le connétable, son oncle, et la reine mère l'amènèrent seulement à renoncer à son évêché de Beauvais, et s'il s'en dessaisit, ce fut, avons-nous vu, pour le résigner en faveur de son ami François de Noailles. Le roi approuva cette désignation, et pour récompenser un autre de ses dévoués serviteurs, il nomma Gilles de Noailles au siège de Dax devenu vacant par la translation de son frère à Beauvais. Il s'agissait maintenant d'obtenir l'acquiescement du Pape à ces nominations royales. Doublement intéressé au succès de ces dispositions et comme ami et comme successeur désigné d'Odet de Châtillon, François de Noailles était désigné à tous égards pour aller

¹ *Ibid.* • Risposi a cio che le cause maggiori che sono queste sono riservate a sua Santità.... era piu gran cosa che alcuni fossero comportati vescovi et ugonoti insieme. •

² *Ibid.*

demander cet acquiescement. Son habileté diplomatique était connue, elle venait même de s'exercer à Rome avec assez de succès, il y avait deux ans à peine ; l'ambassade était vacante depuis le départ de Guillard du Mortier, sieur de l'Isle ; le choix du roi fut vite fixé sur Noailles, qui reçut ses instructions définitives le 6 octobre 1563. Mais sa nomination était arrêtée¹, semble-t-il, depuis plusieurs mois.

Parmi les instructions qui lui furent ainsi données, il en était de générales sur lesquelles nous n'avons pas à nous étendre ici. Qu'il nous suffise de les signaler. Le concile de Trente avait manifesté le désir de s'occuper de « la réformation des princes. » Ce projet indisposait vivement le roi, qui en avait déjà montré tout son mécontentement au concile par l'organe de son ambassadeur du Ferrier. Noailles devait présenter d'autres observations au pape sur cette réformation des princes. De plus, il avait à s'opposer à toute mesure que le Pape ou le concile songerait à prendre contre la reine de Navarre, Jeanne d'Albret. Enfin il devait appuyer auprès de Pie IV la demande que faisait le roi d'être autorisé à aliéner pour cent mille écus de biens du clergé. Mais ce qui est « commandé et ordonné bien expressément » à l'évêque de Dax, c'est qu'il eût « à parler et communiquer bien au long à Notre Saint-Père le Pape du fait de Monsieur le cardinal de Chastillon. » Le Roi avait appris que le Pape menaçait de le priver de son titre et dignité de cardinal ; son ambassadeur, « personnage cogueu de longue main à Sa dicte Sainteté et au saint collège, pour avoir esté employé aux affaires de Sa Majesté en Itallie, » avait ordre de représenter au pape que de pareilles mesures seraient « contraires aux privilèges du roi de France, au Concordat et à la liberté et franchise de l'Église gallicane. » De tout temps, en France, le Roi et ses juges avaient connu des biens temporels et cas et crimes privilégiés des évêques ; quant aux crimes communs, c'étaient les autres évêques, archevêques ou primats qui en avaient connu ; tout au plus les Papes sont-ils intervenus en appel. Mais la résistance des rois et du clergé « ne leur a jamais permis que le procès d'aucun évêque ou autre sujet ait été instruit ailleurs hors du royaume. »

¹ François de Noailles était mandé précipitamment à la cour le 12 avril 1563. Cf. *Lettres de Catherine de Médicis*, publiées par H. de la Ferrière, t. II, p. 413.

Le pape, s'il le jugeait bon, n'avait qu'à envoyer « un rescript à juger dedans ledict royaume. » Même pour le crime d'hérésie « qui est ecclésiastique, » il ne peut être commis d'inquisiteur de la foi, s'il n'est originaire du royaume, et pourvu par le roi. Nul des sujets du prince ne peut être tiré de ses États : ce serait aller contre la loi du royaume et les privilèges particuliers de plusieurs provinces. Le roi ne le permettrait pas, « quand bien l'accusé le consentirait et voudrait subir la juridiction du pape ¹. » La théorie gallicane de la jurisprudence ecclésiastique était ainsi envisagée sous tous ses aspects et étudiée avec une ampleur de développement et un luxe d'arguments historiques ou autres qui devaient laisser à l'ambassadeur bien peu de choses à chercher. Aussi bien la cour était si pleinement convaincue de son bon droit que son mandataire avait ordre « de dire simplement et sobrement le contenu » de cette instruction « sans entrer pour ce regard en aucune dispute, ni contestation, ni avec Sa Sainteté, ni ailleurs ². » Comme on le voit, la thèse soutenue ici portait bien plus loin et plus haut que le cas du cardinal de Châtillon : c'était la légitimité de toutes les poursuites effectuées ou à effectuer à Rome qui était *à priori* mise en question.

IV.

Avec des principes si généraux, si obstinément fermés à toute exception, il n'était pas besoin de faire plus expresse mention de l'affaire des évêques cités. Pour peu que le porteur du plaidoyer royal eût d'intelligence et d'esprit pratique, et Noailles ne passait pas généralement pour en être dépourvu, il ne devait pas lui être difficile de voir quel parti il pouvait en tirer pour une cause qui était la sienne. On ne l'a pas, en effet, oublié, François de Noailles était du nombre des prélats cités devant l'Inquisition. Il ne l'avait certes pas oublié lui-même, mais, sûr du témoignage de sa conscience, confiant peut-être aussi dans l'immunité attachée à ses fonctions diplomatiques, il pensa que sa situation vis-à-vis du Saint-Office ne constituait point un obstacle au succès de sa mission. Cependant, il jugea prudent de se faire

¹ Ces instructions sont partiellement publiées ou résumées dans les *Lettres de Cath. de Médicis*, t. II, p. 417 et suiv.

² *Ibid.*

précéder à Rome d'une lettre qui fût de nature à dissiper toutes les inquiétudes et les soupçons de la curie. Trois ou quatre jours avant son départ, il écrivit à Philibert de la Bourdaisière, cardinal français en résidence à Rome, d'assurer au pape qu'il désirait lui faire « très humble et fidèle service » et qu'il ferait voir et connaître que ceux qui l'avaient voulu peindre à Sa Sainteté autre qu'il n'était ne tiendraient pas ce langage s'ils pensaient qu'on leur répondit. Il n'avait d'ailleurs eu aucune part aux troubles récents et il affirmait sur son honneur et sa vie qu'il était « demeuré treize mois sans voir M. le cardinal de Chastillon ¹. »

Confiant dans le succès de ses bonnes protestations, François de Noailles s'achemina tranquillement vers Rome ; il avait compté sans les préventions tenaces de l'Inquisition. La nouvelle de son départ, mandée par le nonce dès le 20 septembre ², y aboutit à un résultat assez imprévu. Le droit des gens demandait bien qu'on laissât venir un ambassadeur couvert par son titre officiel, mais cet ambassadeur était un évêque suspect d'hérésie et, aux yeux de l'Inquisition, cette dernière qualité effaçait toutes les autres. Dans la circonstance, Pie IV crut trouver un expédient qui concilierait, pensait-il, les exigences du droit des gens avec les réclamations des Inquisiteurs. Il décida que la cause de Noailles serait disjointe de celle de ses coaccusés ; contre ces derniers l'instruction du procès suivrait son cours et viendrait à la date fixée devant le consistoire. Pour lui, on lui laisserait tout loisir de venir présenter sa défense en personne ; mais dès son entrée dans les États du pape, il serait reçu et traité non en ambassadeur, mais en accusé de l'Inquisition, et c'est seulement après sa mise en jugement qu'on verrait s'il y avait lieu de le recevoir à titre d'ambassadeur ³.

Noailles n'avait pas encore quitté la France que le roi et la reine mère étaient informés par le nonce des intentions du pape

¹ Publiée par Tamizey de Larroque, *Lett. inéd. de Fr. de Noailles*, et datée à tort de l'année 1562 ; elle doit être, d'après la date connue du départ de Fr. de Noailles, du 5 ou 6 oct. 1563.

² Arch. Vat., *Nunz. div.*, 32 bis, f° 637 v.

³ Lettre inédite du nonce Prosper de Sainte-Croix (20 oct. 1563). Arch. Vat., *Nunz. div.*, 32 bis, f° 645, et lettre inédite de la Bourdaisière à Noailles du 9 oct. 1563. *Dépôt des Aff. étr.*, vol. cité ; cf. autre lettre du même à Bochetel, évêque de Rennes, dans *Mém. de Castelnau*, t. I, p. 863.

à son égard ¹. Lui-même ne tardait pas à être averti par trois lettres que lui écrivait coup sur coup le cardinal de la Bourdaisière. Dans l'une d'elles qui nous est parvenue, le cardinal, en lui faisant part du sort qui l'attendait à Rome, l'engageait à rester à Lyon, ou à séjourner en Savoie, ou à passer à Venise. « Car de venir ici, ajoutait-il, je ne vous le voudrez conseiller, ne serai votre ami si je le faisais ². »

Le parti de Noailles fut bientôt arrêté. Il prit le chemin de Venise, afin d'y attendre les événements. La mesure adoptée à son égard par le Pape lui-même irrita profondément la cour de France et donna au procès un surcroît d'importance et de retentissement. Charles IX écrivit au cardinal de la Bourdaisière une « gaillarde lettre, » où il le chargeait de faire des remontrances au Pape ³. Mieux inspirés, ses représentants à Rome eurent recours à des moyens de douceur et de persuasion. Le cardinal de la Bourdaisière multiplia ses démarches au Vatican, pour démontrer que d'après « les concordats et privilèges de l'Église gallicane, » ces prélats devaient être jugés en France. Le cardinal de Lorraine, appelé de Trente à Rome pour le règlement de quelques affaires relatives au concile, usa auprès du Pape de toute son éloquence et de tout son crédit, qui étaient considérables. Il eut beau lui déclarer franchement qu'il ne pouvait juger les évêques de France à Rome, et que le moindre avocat suffirait pour « faire casser ses sentences par tous les Parlements du royaume ⁴, » le Pape, pleinement convaincu qu'il y allait du salut de la religion en France, resta sourd à toutes les sollicitations. Non seulement il se refusa à recevoir Noailles en qualité d'ambassadeur, mais il laissa aux Inquisiteurs toute liberté de donner à leurs citations leur suite naturelle. Tout ce que purent obtenir les pressantes instances du cardinal de Lorraine, c'est que le procès ne serait pas jugé tant qu'il serait présent à Rome.

¹ Lettre citée de Sainte-Croix du 20 oct. 1563.

² Lettre citée du 9 oct. 1563.

³ Lettre inéd. du cardinal de Châtillon à Noailles, 25 oct. 1563. Aff. étrang., vol. cit. Il est vrai que le cardinal de la Bourdaisière déclare à Noailles, dans une lettre inédite du 27 nov. 1563, qu'il n'a point reçu cette « gaillarde lettre. »

⁴ Lettre inéd. de Franç. de Noailles à la Bourdaisière, 20 nov. 1563. *Papiers Noailles*, vol. cit.

Mais, à peine le cardinal fut-il parti, le 20 octobre, qu'un consistoire se tenait le 22. Quelques instants avant l'ouverture, le cardinal de la Bourdaisière, qui avait eu vent de ce qui se préparait, put voir le Pape et insister auprès de lui pour obtenir le renvoi de l'affaire. Mais, à toutes ses supplications, Pie IV répondit en l'engageant à faire valoir ses raisons en plein consistoire, quand viendrait son tour d'opiner ¹.

Le consistoire s'ouvrit ² d'abord par une formalité sans importance, la remise de l'anneau et du titre de *Sancta Maria in Silice* au cardinal Louis d'Este ; mais aussitôt après, le grand Inquisiteur, le cardinal Alexandrin (le futur Pie V), prit la parole. D'un ton grave et solennel, il commença par exprimer le regret de n'avoir pas une éloquence proportionnée aux malheurs qu'il avait à déplorer dans la lamentable situation de la France. Là, des pasteurs changés en loups dévoraient les brebis qu'ils devaient paître, ou leur donnaient du poison en guise de nourriture. Après cet exorde lugubre, suivi d'un tableau encore plus sombre de la situation religieuse en France, il en vint à la cause des sept évêques que nous connaissons déjà. Ils avaient, dit-il, été cités à comparaître pour ce jour même, après tous les délais de droit. Il ne pouvait que constater leur défaillance et énumérer sommairement les charges qui pesaient sur eux ; pour chacun il indiqua le nombre et souvent la qualité des témoins qui avaient été entendus. Enfin, en guise de conclusion, il demanda que Caracciolo, Monluc et Louis d'Albret, étant notoirement reconnus comme hérétiques, fussent déclarés tels et, à ce titre, privés de la dignité épiscopale et de tous les honneurs et bénéfices y attachés. Pour les quatre autres, à savoir : Jean de Saint-Romain, Charles Guillart, de Saint-Gelais et Claude Régis, il proposait de leur enlever toute administration spirituelle de leur diocèse, jusqu'à ce qu'ils eussent purgé leur contumace et donné des marques sérieuses de repentir. Faute par eux d'obtempérer aux décisions présentes dans le

¹ *Instruction que M. le cardinal de la Bourdaisière a baillé à son secrétaire allant à la cour le pénultième octobre 1563* (inééd). Aff. étrang., vol. cité.

² Nous avons deux relations indépendantes de ce consistoire : 1° celle que contient l'*Instruction* ci-dessus ; 2° celle que donnent les *Acta consistorialia*, Bibl. nat., f. 1. 12560, 71-81, et les ms. 42, 46 de la Bibl. Corsini de Rome. Laderchi n'a reproduit que des extraits

délai d'un an, il « seroit procédé contre eux définitivement et les crimes dont ils étoient chargés tenus pour vérifiés ¹. »

L'opinion du grand Inquisiteur rallia la plupart des cardinaux. Deux cependant, d'après la Bourdaisière, inclinèrent vers des mesures moins rigoureuses. Tout en admettant que la sentence fût prononcée contre tous jusqu'à comparution, ils voulaient qu'on donnât aux accusés le temps de se repentir ou de purger leur contumace.

Quand vint le tour du cardinal de la Bourdaisière, il commença par déclarer qu'il avait reçu une lettre du roi de France et de la reine mère, qui suppliaient le Pape de faire juger cette affaire en France, suivant les privilèges du royaume. Il s'en était, ajouta-t-il, entretenu avec le Saint-Père et, à la suite de ses réponses, il venait d'écrire à Leurs Majestés pour les prier d'acquiescer aux désirs du Pape ou de lui fournir d'autres raisons à l'appui de leurs demandes, car, pour lui, il avait vu réfuter si victorieusement toutes ses raisons, qu'il avait été réduit au silence. Sa lettre était partie la veille ; il demandait donc de nouveau au Saint-Père de différer le jugement jusqu'à l'arrivée de la réponse du Roi. Par là, le Roi venant à donner son assentiment au jugement, la sentence prononcée ne manquerait pas de sortir son effet ². Pas une voix ne se prononça en faveur de cet ajournement si peu fièrement demandé. Néanmoins, avant de prononcer la sentence définitive, le Pape crut devoir répondre aux objections qui lui étaient opposées au nom de la France. Il protesta qu'il n'étoit nullement dans ses intentions de diminuer les privilèges de l'Église gallicane et encore moins d'enfreindre le Concordat. S'il n'avait pas consenti à laisser juger cette cause en France, c'est qu'il ne voyait guère à qui il en pourrait confier l'examen. C'étoit là, du reste, en raison des personnes et du délit, une de ces causes importantes résér-

¹ *Instruction* citée du card. de la Bourdaisière. D'après le ms. l. 12560 de la Bibl. nat., voici les termes mêmes de ses conclusions : « Cum igitur omnes isti scelesti vere diffamati et suspecti, aliqui etiam notorie hæretici, citati non adfuerint, censeo ut Trecensis, Valentinus, Lascarensis, ut notorie hæretici, pro talibus declarentur ac episcopali dignitate ceterisque honoribus ac emolumentis privati judicentur, Aquensis vero, Uticensis, Carnotensis et Olorensis tanquam contumaces declarentur poenas in monitorio contentas incurrisse. » F^o 77 r^o.

² Bibl. nat., f. l., ms. 12560, f^o 78.

vées au Saint-Siège par le Concordat lui-même. Si le cardinal voulait établir le contraire, on l'écouterait volontiers. A cette invitation, le cardinal se contenta de répondre qu'il n'était pas « assez présomptueux pour prévenir la réponse du Roi. » Encore une fois, il se bornait à demander qu'on attendit cette réponse, afin que son maître n'eût pas à se plaindre d'avoir été condamné sans avoir été entendu, dans une cause où il avait tant d'intérêts.

Cette demande suprême d'ajournement fit-elle quelque impression sur le Pape ? Il le semble, à voir l'insistance qu'il mit désormais à prendre ses précautions contre tout reproche de précipitation. Il savait, dit-il en substance, que, pour éviter un plus grand mal, des sentences et des anathèmes avaient pu être différés ; peut-être même Clément VII eût-il gagné à différer ses sentences, d'ailleurs justes, contre le roi d'Angleterre et celui de Hongrie ; ne les avaient-elles pas poussés dans le schisme et la révolte contre l'Église, à un moment où tout espoir n'était pas encore perdu de les ramener de leur égarement ? Mais la cause présente n'avait rien de pareil ; rien n'autorisait à dissimuler ou à supporter plus longtemps la perversité de ces hommes, à tolérer leur hérésie, au grand détriment des âmes confiées à leur garde. Il était donc décidé à agir contre eux selon les prescriptions du droit ; il espérait que le Roi ferait exécuter sa sentence ; s'il en était autrement, il aurait du moins rempli son devoir et il se reposerait sur Dieu du soin de faire le reste. Pour lui, il était donc résolu à se prononcer dans le sens demandé par la cédula ; puis, si les membres du consistoire en étaient d'accord, il chargerait les cardinaux placés à la tête de l'Inquisition de lire les dossiers, de voir quels évêques étaient notoirement tombés dans l'hérésie et de décider, par leurs suffrages, quels d'entre eux devaient être traités en hérétiques ou en contumaces. Les cardinaux se prononcèrent dans ce sens. Aussitôt le procureur fiscal et le notaire de l'Inquisition furent introduits et prirent leurs réquisitions contre les évêques dénoncés. Le Pape y donna suite immédiate, en prononçant la sentence selon les termes de la cédula. Puis, toujours préoccupé de justifier sa conduite, il reprit la parole pour raconter comment avait été nommé l'évêque de Troyes. Il en profita pour insinuer qu'en cette occasion, Jules III avait montré quel-

que faiblesse, et pour accuser catégoriquement Paul IV, alors cardinal, d'avoir fait preuve d'une très coupable complaisance. « Le cardinal de Naples (le futur Paul IV), dit-il ¹, se garda bien de s'opposer à cette promotion de Caracciolo, son parent ; c'est que ce censeur si âpre et si sévère pour les autres était la douceur et la débonnaireté même, quand il s'agissait des siens. » Enfin, ajouta-t-il, pour clore ces récriminations rétrospectives qu'on n'attendait peut-être pas, la facilité des Papes est la cause de tous les maux ².

En somme, la sentence était portée ; tous les évêques inculpés étaient frappés de suspense ; il était seulement sursis à sa promulgation jusqu'à ce que les cardinaux eussent pu décider, sur le vu des pièces, quels d'entre eux devaient être traités en hérétiques notoires ou en simples contumaces.

Dans l'instruction qu'il envoya à sa cour, et dans des lettres écrites à des amis ³, le cardinal la Bourdaisière considérait cette sentence comme un succès et il s'en attribuait l'honneur. « Les tous [les cardinaux] ouys, dit-il, Notre Saint-Père ne suivit ni l'un ni l'autre parti, et dist que les raisons que j'avois alléguées le faisoient changer d'avis et se résoudre à un expédient par lequel il auroit respect à Sa Majesté et conserveroit la dignité du Saint-Siège, qui estoit de prononcer *prout in schedula*, sans autrement déclarer quelle estoit la sentence jusques à ce que toutes les pièces et actes du procès eussent esté reçues et considérées de rechef au Saint-Office de l'Inquisition.... Telles prononciations *prout in schedula*, ajoutait-il, sont aucunes fois longtemps sans estre publiées, de sorte que les juges ont bon loisir d'y penser ⁴. »

Dans son optimisme trop accommodant, le cardinal exagérait peut-être l'influence de son intervention sur la décision prise par le Pape, mais il n'était pas loin de saisir ce que devait être,

¹ « Dixit (Summus Pontifex) Cardinalem Neapolitanum, qui deinde fuit Paulus quartus, promotioni Trecensis hujus affinis sui non adversatum esse, quod quamvis asper et severus in alienos censor, in suos perquam lenis esset ac mitis valdeque peccatum esse in hoc homine ad Episcopatum promovendo. » Ms. 12560, f° 80 v°.

² Facilitas Pontificum est causa omnium malorum. *Ibid.*

³ Lettre à Bochetel, évêque de Rennes, 23 oct. 1563, publiée dans *Mém. de Castelnau*, I, p. 863.

⁴ *Instruction* citée.

dans la pensée de Pie IV, le caractère de la mesure arrêtée en consistoire. C'était là un simple expédient provisoire ; sans trop mécontenter le Roi, il donnait une suffisante satisfaction à l'Inquisition, que le Pape « n'aurait pu arrêter, comme l'écrit ailleurs ¹ notre cardinal, sans trop grande clameur et scandale. » Aux yeux des Inquisiteurs, la sentence restait acquise ; et, si elle était susceptible de recevoir encore quelques modifications de forme, elle était irréformable tant que les contumaces ne viendraient pas à résipiscence. Pour la France, la sentence n'était pas promulguée ; elle était donc inexistante, toute porte n'était pas fermée à l'espérance ; et le cardinal de la Bourdaisière ne devait pas être seul à penser que « quelques bonnes défenses ² » parviendraient à sauvegarder non la cause personnelle des évêques, que ni lui ni personne en France ne prétendait encore examiner à fond, mais celle « des franchises et immunités de l'Église gallicane, qui ne se peuvent séparer des prérogatives de la couronne de France ³. »

Le jour même où l'affaire de ses coaccusés était ainsi remise en délibération, Noailles prenait, comme on l'a vu, le chemin de Venise. Des lettres de la reine mère ne tardaient pas à venir l'y rejoindre et à lui donner l'assurance que la cour approuvait sa conduite et entendait prendre sa cause en main ⁴. Comme elle le lui déclarait, elle écrivait lettres sur lettres au Pape, aux cardinaux Salviati, de Ferrare, de la Bourdaisière, et Borromée, au nonce de Sainte-Croix, etc. Auprès de tous elle se portait garante de l'innocence de Noailles. Elle leur demandait donc de favoriser son admission en qualité d'ambassadeur. A sa demande sans doute, le cardinal de Lorraine, de passage à Venise, tenta un dernier effort auprès du Pape. Il lui écrivit le 2 novembre pour le supplier, entre autres choses, d'arrêter toutes les poursuites contre les sept évêques et d'admettre Noailles ⁵. Pie IV eut le plus grand égard pour cette lettre. Il revint de Civita-Vecchia à Rome afin de conférer avec les cardinaux sur

¹ Lettre du 9 oct. 1563 à Noailles, citée.

² Instruction citée.

³ Ibid.

⁴ *Lett. de Cath. de Médicis*, t. II, p. 421 et suiv., où quelques-unes des lettres indiquées ci-après sont publiées ou mentionnées.

⁵ La date et le contenu de cette lettre sont indiqués dans la réponse du Pape.

la réponse qu'il y fit quelques jours plus tard. En ce qui concernait les évêques poursuivis, il protesta de son intention de ne rien faire contre la constitution du royaume de France, ni contre le concordat, mais d'user de la faculté que ce dernier lui reconnaissait de se réserver les causes importantes, comme l'était sûrement celle de ces évêques. Le plus grand nombre d'entre eux étaient hérétiques notoires et les autres gravement suspects d'hérésie; tous avaient encouru les peines portées par le monitoire. Par égard pour lui, le Pape voulait bien différer de signer leur sentence jusqu'à ce qu'il lui eût fait connaître lui-même son sentiment; il le priait seulement de considérer si le vicaire de Jésus-Christ pouvait en conscience laisser à des hérétiques le gouvernement des Églises de France. Il voulait bien faire à la tranquillité et à la paix de la France tous les sacrifices compatibles avec sa conscience et le droit divin; mais pas d'autres. Si donc ces évêques veulent comparaître, il sera miséricordieux pour eux, mais s'ils s'obstinent dans leur opiniâtreté, ils n'ont à attendre de lui que ce que lui prescrivent le souci de la religion et les devoirs de pontife chrétien. Quant à l'évêque de Dax, il a inspiré de graves soupçons à l'Inquisition, et tant qu'il ne s'en sera pas lavé, il ne sera admis ni à traiter les affaires de sa cour ni à solliciter d'autres évêchés ou abbayes ¹.

Presque aussitôt Noailles eut connaissance de cette ferme et décisive réponse du Pape. Elle ne modifia en rien ses déterminations de la première heure ². Du point de vue français, qui seul était le sien, il lui était par trop facile de comprendre que sa venue à Rome en qualité d'accusé et de suppliant ne constituait pas seulement un oubli de sa dignité, mais un affront pour la France et un triomphe éclatant pour les prétentions de l'Inquisition. Reconnaître cette juridiction et se présenter à son tribunal, c'était désavouer un des principaux privilèges de l'Église gallicane, méconnaître l'esprit et la lettre de ses propres instructions, donner tort à ses coaccusés défailiants et leur enlever leur grand moyen de recours contre la sentence à intervenir.

C'est ce que ne vit pas aussi clairement le cardinal de la Bourdaisière. Aussi, après avoir d'abord encouragé Noailles dans sa

¹ La lettre est publiée dans Raynaldi, *Ann. eccl.*, ad an. 1563, n° 181.

² Let. inéd. de La Bourdaisière, 13 nov. 1563. *Aff. étrang.*, vol. cit.

résistance, il en vint peu à peu à lui conseiller plus ou moins directement une attitude plus soumise. Le Pape, lui insinuait-il, était animé à son égard de dispositions très bienveillantes; le cardinal Alexandrin n'était « pas si diable comme peut-être on le lui avoit dépeint. » Il était même question de recourir à un expédient dont le cardinal énumère avec une visible complaisance tous les avantages. « Ces sieurs de l'Inquisition, écrivait-il, montrent de conseiller au Pape qu'il remette votre fait au concile, ce que Sa Sainteté ne montre d'abhorrir et disent qu'ils croient que ce parti vous devoit plaire, attendu qu'il y a là plusieurs prélats françois qui doibvent estre de vos amis ¹. » Noailles ne voulut rien entendre; il repoussa même assez durement ces offres officieuses d'accommodement ou ces apparences de concession. « Quant aux expédients que Sa Sainteté vous a proposés, qui sont que avant comparoir comme ministre du Roy je me doibve justifier ou réconcilier à Rome ou au concile, je serai fort marry, Monsieur, et pour votre respect et pour le mien, que vous eussiez accepté telles conditions pour moi, non seulement comme serviteur du Roy, ne comme évesque d'Acqz, mais quand ores je ne serois que pur et simple lay. Car cela s'appelle en bon françoys corrompre les sujets du Roy, pour les exciter à la désobéissance et infidélité ². »

Dans le sentiment qu'il avoit de son bon droit, Noailles poussa même ses récriminations contre le cardinal de la Bourdaisière jusqu'à un véritable manque d'égards. Il s'oublia jusqu'à le soupçonner d'être le premier auteur des difficultés qui lui étaient suscitées à Rome. Il aggrava son tort en donnant libre cours à ses soupçons dans une lettre qu'il écrivit à Odet de Châtillon, puis dans une autre à la reine mère. Il y présente le cardinal comme jaloux de la venue d'un ambassadeur qui allait lui enlever la gestion des affaires de France et regarder d'un peu près « ce qu'il avoit manié par le passé ³. » « Et cela a été cause, écrivait-il à Catherine de Médicis, qu'il a renié tous les inté-

¹ *Ibid.*

² Lettre inéd. de Noailles à la Bourdaisière, 20 nov. 1563. Dans une lettre antérieure du 13 nov., il lui écrivait même : « Je croy fermement qu'estant si fidèle sujet et serviteur du roy comme je vous estime, vous ne me conseillerez pas de faire une si lourde coionnerie. »

³ Lettre inéd. de Fr. de Noailles au card. de Châtillon, 23 nov. 1563, *Aff. étr.*, vol. cit.

rêts (du Roy), pour me fermer la porte de sa boutique ¹. » Noailles assure qu'il est averti depuis longtemps des « mauvais offices du cardinal, » mais il n'en donne aucune preuve et rien ne justifie ses insinuations. Sans doute le peu clairvoyant cardinal aurait pu défendre plus vigoureusement la cause des évêques français au sein du consistoire, et, en tous cas, étaler moins naïvement son embarras à trouver des raisons plausibles ; mais de là à faire cause commune avec les Inquisiteurs contre Noailles, il y a loin. C'eût été jouer un jeu trop dangereux que de se mettre ainsi en travers de l'arrivée d'un ambassadeur député par son roi. L'ambassadeur que nous verrons succéder à Noailles trouvera si peu dans la Bourdaisière un rival jaloux et ombrageux qu'il fera le plus grand éloge de son zèle, de son activité et de sa dextérité. Catherine de Médicis aura plus tard à se plaindre de quelques intempérances de langage du cardinal, mais, dans la lettre si dure qu'elle lui écrit à cette occasion, elle ne fait aucune allusion à cette prétendue trahison que lui reproche ici Noailles. Aussi bien celui-ci semble-t-il trop prompt à accueillir tous les soupçons qui lui traversent l'esprit. Après le cardinal la Bourdaisière, il accuse aussi le cardinal de Lorraine d'avoir été l'un des artisans de son éviction ². Or, au moment même où Noailles formulait cette grave accusation, le cardinal venait d'écrire à Pie IV cette lettre qui fit sur lui une si forte impression et dont Noailles se fit un devoir de le remercier quelques jours plus tard ³.

Visiblement les résistances qu'il éprouve ont aigri Noailles et lui ont fait perdre un peu de son sang-froid. On ne trouve plus chez lui, en cette circonstance, cette saine appréciation des hommes et des choses qui est le trait caractéristique de sa correspondance diplomatique. Il y a trop d'ironie, trop d'amers sarcasmes dans ses lettres de cette époque. Il ne voit chez ses adversaires que « dissimulation et mensonge, » dans Rome qu'une « Babylone ⁴ » et dans la privation des évêques qu'un prétexte à pénibles calembours ⁵.

¹ Let. in. du même à Cath. de Médicis, 7 janv. 1563 (v. s.), *ibid.*

² Let. inéd. de Noailles à M^{me} de Noailles (sa belle-sœur), 5 nov. 1563, *ibid.*

³ Let. inéd. de Noailles au cardinal de Lorraine, 5 déc. 1563, *ibid.*

⁴ Let. citée à Châtillon, 23 nov. 1563, *ibid.*

⁵ Lettre de Noailles à La Bourdaisière, 20 nov. : « Je ne sçais pas à quoi

Certes on pouvait apprécier diversément l'opportunité de la mesure prise par Pie IV contre les sept évêques et contre Noailles lui-même, mais la bonne foi du Pape et la pureté de ses intentions sont indiscutables. Ce Pape ne passa jamais pour un partisan fanatique de l'Inquisition ¹; s'il s'obstine donc à vouloir assurer le respect de ses décisions, c'est qu'il est persuadé, comme il l'atteste dans ses lettres avec des accents d'un sincérité pénétrante, qu'il fait l'œuvre de Dieu et qu'il accomplit son devoir de Pape dans les limites de son droit. Il est juste de reconnaître aussi que le texte du Concordat de François I^{er} et de Léon X n'était pas pour lui donner tort ², et qu'au point de vue religieux, la conduite des sept évêques incriminés légitimait tous les soupçons et que l'intérêt de la religion catholique réclamait de sérieuses répressions.

V.

Cette équitable appréciation des choses, il ne fallait pas l'attendre des dispositions actuelles des esprits. Cependant, moins peut-être par sagesse que par nécessité de situation, la cour de France évita de pousser les choses à l'extrême. En refusant de se soumettre aux conditions exigées de lui, Noailles avait sauvegardé en sa personne toutes les prérogatives de la couronne et toutes « les franchises de l'Église gallicane. » La protestation avait eu tout l'éclat et toute la signification qu'on pouvait désirer; c'était là l'essentiel. En ce moment, la politique française n'en demandait pas davantage, et nos relations avec

sont bonnes toutes ces privations d'évêques..., si le pape s'advise de les dépouiller autrement, ils ne sont pas pour sentir grand froid de cet hyver. »

¹ « Sa Sainteté.... goûte peu l'Inquisition, quoiqu'elle la laisse agir librement. » Rapport de Gerolamo Sorenzo, ambassadeur du Sénat de Venise (1563), d'après P. della Gattina, *Hist. diplom. des Conclaves*, t. II, p. 163.

² Il s'agit ici du titre X : *De causis*, ainsi conçu : « Statuimus quoque et ordinamus quod in Regno, Delphinatu et Comitatu praedictis omnes et singulae causae, *exceptis majoribus in jure expresse denominatis*, apud illos iudices in partibus qui de jure aut consuetudine praescripta vel privilegio illarum cognitionem habent, terminari et finire debeant. » D'une manière générale, la jurisprudence consacrée par l'usage regardait comme causes majeures celles qui entraînaient la déposition. L'hérésie était bien de celles-là. La Pragmatique sanction de Charles VII l'avait elle-même reconnue, et sur ce point particulier l'article du Concordat de 1516 que nous venons de citer était la reproduction de ses dispositions.

le Saint-Siège ne pouvaient se cantonner dans cette impasse sans issue. Le Roi tenait plus que jamais à faire entendre à Rome les protestations que Noailles n'avait pu y porter et surtout à en obtenir les autorisations qu'il n'avait pu demander relativement à cette aliénation de cent mille écus de biens du clergé, dont le trésor épuisé avait un pressant besoin. Sous l'empire de ces divers motifs, Charles IX, tout en approuvant la conduite de Noailles, se résolut donc (17 décembre 1563) à le rappeler auprès de lui et à députer ¹ vers Rome un autre ambassadeur ; ce fut Henri Clutin, seigneur d'Oisel et de Villeparisis.

Le cardinal de La Bourdaisière avait demandé qu'avant la publication de la sentence, on lui envoyât « quelques bonnes défenses ². » Le nonce, d'autre part, défiait la Reine qu'elle pût établir sur bonnes preuves le privilège allégué ³. La cour ne s'en fit pas faute, d'autant qu'elle commençait aussi à se préoccuper de l'émotion que produisaient auprès des cours étrangères les mesures prises contre les évêques français ⁴. L'avocat du Roi au Parlement de Paris, Baptiste du Mesnil, fut chargé de rédiger la réponse que Villeparisis présenterait au Pape, sur les procédures faites à Rome. Il composa un long mémoire ⁵ où la thèse gallicane, que nous avons déjà rencontrée tant de fois, était soutenue à grand renfort de considérations historiques et de discussions juridiques. On voyait là tout ce que les rois de France, de Clovis à François I^{er}, avaient fait pour les Papes, qui les en avaient récompensés par ces privilèges dont l'ensemble constituait les libertés de l'Église gallicane. On ne manquait pas d'y relever aussi tout ce qu'il en avait coûté aux Papes, de Grégoire VII à Jules II, d'avoir voulu entreprendre sur le temporel des empereurs ou des rois. Ce que nous voulons retenir de cette discussion traînante et touffue, c'est la réponse directe faite à l'argument que le Pape tirait de l'exception faite dans le texte même du Concordat en faveur des causes importantes. Les

¹ Lettre inédite de Charles IX à Noailles, 17 déc. 1563. Aff. étrang., vol. cit.

² *Instruction* citée.

³ Lettre inédite du nonce, 22 déc. 1563. Arch. Vat., *Nunziature di Francia*, t. VI, f^o 672.

⁴ Cf. *Lett. de Cath. de Médicis*, t. II, p. 117 et 118.

⁵ Publié dans les *Libertés de l'Église gallicane*, par M. Pierre Pithou, avocat en la cour de Parlement (Paris, 1661), p. 66 et suiv.

mots *causis in decreto comprehensis*, dont arguait Rome, devaient s'entendre du décret de Bâle. Or, ce décret ne visait aucune cause, grande ou petite, de personnes ecclésiastiques; de plus, « l'usage, qui est le meilleur interprète, étant recueilli, tant par ce qui a été fait d'une part que non fait de l'autre, porte témoignage que nul évêque de France n'a été traité à Rome pour cause quelconque, regardant ses biens, honneur ou personne, ains toujours en France ¹. » Et l'avocat du Roi citait comme preuves le cas récent de Poncher, l'évêque de Paris, de l'évêque de Pamiers, et de Hangest, évêque de Noyon, qui en avaient appelé comme d'abus, quand on avait voulu les citer à Rome. Ces précédents étaient incontestables; mais il eût fallu montrer que ces cas appartenaient à des espèces semblables et que les Papes avaient reconnu la légitimité de leur appel; ce que notre avocat oubliait de nous dire.... Son mémoire se terminait enfin par cette menace assez peu déguisée: « Autrement ne prenne le Pape à déplaisir si ledit seigneur Roy empêche ces censures avoir lieu et cours pour ce regard en son royaume, et s'il permet aux dicts prélats ses sujets se pourvoir contre icelles par les remèdes de droit et usance de France, comme ils peuvent et doivent selon le train de leurs prédécesseurs et semblables ². »

Muni de ce mémoire, le nouvel ambassadeur s'achemina vers Rome, où il arriva vers la fin de février 1564. Nous ne savons guère de quel secours il lui fut, ni quel succès il lui assura auprès du Pape ³. De Thou raconte qu'il agit auprès de Pie IV « avec tant de vivacité et parla avec tant de force, qu'il obtint qu'on laisseroit là les procédures commencées contre les évêques ⁴. » Ainsi présentée, cette affirmation appelle quelques explications. Les procédures étaient terminées depuis le 22 octobre; il n'y avait rien à y ajouter. Ce qui fut suspendu, ce fut seulement la promulgation officielle de la sentence prononcée. Il est vrai que Pie IV ajourna encore cette promulgation et finalement ne la publia jamais; mais il ne faut pas

¹ Id., p. 78.

² Id., p. 79.

³ Dans les quelques lettres de Villeparisis qui se trouvent à la Bibl. nat., f. franc. 16039, il n'est jamais question de l'affaire des évêques.

⁴ *Histoire univers.*, III, p. 446.

oublier que les condamnés avaient un délai d'un an pour se pourvoir et Pie IV mourut un an environ après l'expiration de ce délai sans avoir retiré la cause des évêques français du rôle de l'Inquisition. Cette affaire était donc assoupie, elle n'était pas éteinte.

On ne tarda pas à s'en apercevoir. A la mort de Pie IV (9 décembre 1565), les suffrages des cardinaux se portèrent sur le cardinal Alexandrin, celui-là même qui avait, comme inquisiteur, dirigé le procès contre les évêques français et requis leur condamnation au sein du consistoire. Ce cardinal s'était fait depuis longtemps une grande réputation de sévérité contre les hérétiques. L'Inquisition n'avait pas eu, depuis Paul IV, de partisan plus zélé ni d'agent plus actif. Son élévation à la Papauté ne modifia pas ses sentiments : bien au contraire. Des ambassadeurs se plaignent parfois « qu'il perde la moitié de son temps à l'Inquisition, où il déploie une sévérité au delà de toute imagination ¹. »

Ce n'est donc pas de ce Pape qu'il fallait attendre un désaveu des mesures prises par l'Inquisition, ni un ralentissement des poursuites contre les hérétiques. Ceux de France surtout l'inquiétaient, dit son biographe, à cause de leur voisinage et à cause de la grandeur des périls qu'ils faisaient courir à ce pays; aussi n'eurent-ils jamais d'ennemi plus ardent ni plus acharné à les combattre ². A cette fin, il fit passer d'abord en France l'internonce Turriano, et écrivit de nombreuses lettres aux évêques et à la reine mère ou au roi son fils. Des uns et des autres, il ne cessait de réclamer la mise en pratique des canons du concile de Trente et la vigilance contre les huguenots ³. Il réclama hautement contre les ménagements dont le Roi usait envers Odet de Châtillon, qui continuait à prendre le titre et à jouir des honneurs de cardinal, malgré la sentence de privation portée contre lui. L'évêque de Grenoble, François d'Avançon, reçut de sévères admonestations pour avoir laissé prêcher deux religieux défréqués et hérétiques ⁴. En même temps, l'inter-

¹ Rapport de Tiepolo au Sénat de Venise (1569), cité d'après P. della Gattina, *op. cit.*, t. II, p. 198.

² [B. Pii V] *Vita*, auctore Joanne Antonio Gabutio, *Acta Sanctorum*, maii, t. I^{er}, p. 643.

³ *Ibid.*

⁴ Laderchi, *Ann. eccles.*, t. XXII, p. 261.

nonce Turriano reçut ordre de dénoncer sa conduite au roi. S'il n'agit pas plus sévèrement à son égard, nous dit Laderchi, c'est qu'il craignait, en l'exaspérant, de le jeter dans les rangs des hérétiques ¹. Des craintes de ce genre n'avaient pas leur raison d'être, avec des évêques déjà depuis trop longtemps gagnés à l'erreur : et, à ses yeux, telle était bien la situation des évêques réfractaires à toutes les citations de l'Inquisition. Aussi, avant la fin de la première année de son pontificat, il faisait reprendre le procès qu'il avait naguère rapporté comme grand inquisiteur.

Donc le mercredi 11 décembre 1566, alors que personne en France n'était prévenu, se présenta au consistoire un *Cursor* pontifical, Chrétien de Montéluco. Sans autre préambule, il déclara que, par des assignations affichées aux endroits habituels, il avait cité ² pour ce jour Jean de Chaumont, archevêque d'Aix, Jean de Monluc, évêque de Valence, Louis d'Albret, évêque de Lescar, Charles Guillart, évêque de Chartres, Jean de Saint-Gelais, évêque d'Uzès, et Claude Regin, évêque d'Oloron, pour conclure dans leur cause et entendre prononcer la sentence définitive. Et aussitôt le procureur de l'Inquisition, Pierre Belo, constatant que les accusés faisaient encore défaut, requérait le Pape de prononcer la sentence contre ces contumaces obstinés. C'est ce qui fut fait ; et, sur l'heure, il fut solennellement donné lecture du texte de la sentence ³. Après avoir constaté que les accusés avaient été régulièrement cités, qu'ils avaient eu tous les délais de droit et même plus, puisque depuis trois ans ils s'opiniâtraient à ne point comparaître, au mépris des excommunications, censures encourues par le fait même, le Pape les déclarait nominativement privés et déchus, pour cause d'hérésie manifeste, de tous les titres, droits et honneurs épiscopaux, soit au spirituel, soit au temporel.



¹ Ces citations durent être affichées six mois auparavant, c'est-à-dire vers le 11 juillet, comme on le verra à propos de l'évêque d'Uzès.

² On remarquera qu'il manque à cette liste François de Noailles et Caracciolo. Pour Noailles, on sait pourquoi il ne fut pas compris dans la condamnation de 1563 ; quant à Caracciolo, son omission ne saurait s'expliquer ici que par un oubli de copiste. Dans la liste des noms des évêques condamnés sur le compte desquels le secrétaire d'État demande des renseignements au nonce de France, en 1572, figure bel et bien Antoine Caracciolo. Voir ci après.

³ Il se trouve dans Laderchi, *Ann. eccl.*, t. XXII, p. 260, et dans Bibl. nat., ms. lat. n° 13080, f° 102, et à Rome, Bibl. Corsini, ms. 42, f° 180 et suiv.

VI.

A en croire Laderchi ¹, cette sentence produisit un effet merveilleux. Grâce à elle, personne ne se méprit plus sur le vrai caractère de ces évêques ainsi démasqués. Il n'y eut pas jusqu'aux historiens qui ne se firent un devoir de tenir un compte rigoureux de cette condamnation prononcée contre des évêques qui ne l'avaient que trop méritée par leur perfidie. Ainsi, toujours d'après Laderchi, les Sainte-Marthe effacent Saint-Romain du catalogue des archevêques d'Aix, puisqu'ils passent de Gaston de la Marthonie, mort en 1555, à François de Noailles qui ne fut évêque qu'en 1580. S'ils nomment Louis d'Albret comme évêque de Lescar, c'est en faisant bien remarquer qu'il dut sa nomination à deux princes hérétiques : Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret. Pour les autres, ils montrent bien qu'ils tombèrent dans l'hérésie et furent rejetés comme tels. Seul Monluc trouve grâce à leurs yeux ; ils s'appliquent à le venger du soupçon d'hérésie et Laderchi établit que c'est à tort. Nous résumons le plus brièvement possible la triomphante constatation du chroniqueur, c'est qu'il serait vraiment trop cruel d'insister et trop facile de montrer qu'il y a là autant d'erreurs que de lignes. Nos lecteurs en connaissent déjà quelques-unes d'après ce que nous avons dit. Ils nous permettront bien d'en signaler encore une autre piquante entre toutes. François de Noailles est transformé en archevêque d'Aix, substitué à Jean de Saint-Romain, alors qu'aux yeux de Rome il n'était pas plus orthodoxe que lui et qu'il dut à un événement tout fortuit de n'être pas compris dans le même anathème.

En réalité les conséquences de la sentence prononcée par Pie V furent tout autres, comme nous allons le voir.

D'abord les historiens d'en deçà des monts, quoi qu'en dise Laderchi, eurent si peu d'égards à la sentence prononcée qu'ils s'abstinrent d'en parler. Elle n'est même pas mentionnée chez ceux qui furent le mieux en situation de la connaître. De Thou signale bien la sentence de 1563 à seule fin de montrer qu'elle fut impuissante à prévaloir contre les maximes de l'Église galli-

¹ Laderchi, *op. cit.*, p. 261.

cane, soutenues par Villeparisis. De celle de 1568 il ne souffle mot. Le P. Daniel, de qui on pouvait attendre une autre attitude, garde le même silence. S'il est arrivé aux Sainte-Marthe d'omettre dans leur *Gallia christiana* l'un ou l'autre évêque déposé par Pie V, la sentence de 1568 n'y est pour rien, mais l'ignorance où ils ont été de l'existence de ces évêques. On le voit bien par la seconde édition de la *Gallia christiana* ¹ donnée par leurs successeurs les Bénédictins, assez souvent avec le secours de leurs anciennes notes. Rien ne nous montre mieux quels furent les sentiments du clergé de France en général et ceux des rédacteurs de la *Gallia christiana* en particulier sur cette déposition de nos évêques. Rien n'y ressemble moins au sentiment prêté par Laderchi aux premiers historiens des églises de France. La vérité est que tous les historiens gallicans étaient au moins de l'avis que le plus modéré d'entre eux ², le continuateur et annotateur du Père Daniel, formulait en ces termes : « Le pape entreprit de priver Jean de Monluc de ses bénéfices, mais n'ayant pas pris pour y réussir les formes usitées dans le royaume, ce prélat les garda jusqu'à sa mort ³. »

C'est assurément du même sentiment que s'inspira la cour dans l'attitude qu'elle prit désormais dans cette affaire. Le pieux biographe de saint Pie V assure que ce pape prit soin de faire promulguer en France la sentence du 11 décembre 1566 et d'y faire substituer d'autres évêques à ceux qu'il avait déposés ⁴. Les intentions de Pie V sont incontestables, mais il s'en faut qu'elles aient été réalisées dans la mesure où l'affirme Gabutius. La vérité est que cette sentence n'eut en France qu'une publicité restreinte et que si la situation ou la conduite d'un ou de deux évêques condamnés subit quelque changement depuis 1566, l'acte judiciaire du 19 décembre n'y fut pour rien. La cour de France en eut certainement connaissance; mais elle affecta de l'ignorer.

¹ Cf. *Gall. christ.*, t. I^{er}, col. 331-332 (éd. Palmé).

² Le P. Griffet, dans *Histoire de France depuis l'établissement de la monarchie française*, par le Père J. Daniel (1745), t. X, p. 644. Nos historiens ecclésiastiques contemporains, qui n'auraient pas eu les mêmes raisons de garder le silence, ont, en ceci, imité leurs devanciers, sans doute parce que dans l'exposé des faits ils s'inspirent d'eux beaucoup plus souvent qu'ils ne l'avouent.

³ Gabutius, *op. cit.*, 644.

⁴ Du moins dans la partie publiée de cette correspondance.

Jamais il n'en est question dans la correspondance de Catherine de Médicis et de ses agents à Rome ; jamais elle ne leur confie mandat de présenter à ce sujet des plaintes ou des protestations. Il est permis de supposer qu'une fois la sentence prononcée, il était inutile de fatiguer le pape de récriminations dont le seul résultat eût été de l'indisposer fort mal à propos au moment où on sollicitait de lui de l'argent et des troupes. Pour annihiler la sentence et l'empêcher de produire le moindre effet, il n'était pas besoin de recourir à des protestations si retentissantes. Il suffisait que le roi s'abstint de présenter des successeurs aux évêques déposés et défendit aux parlements de donner aucune suite aux brefs de déposition, qui pourraient leur être présentés contre ces évêques. C'est ce qui fut fait sur appels interjetés par les intéressés. Une simple opération judiciaire, sans retentissement au dehors, réduisit ainsi à néant tous les efforts du pape.

Le premier appel que reçut le roi fut celui de l'évêque d'Uzès. Assez rapproché du Comtat, Jean de Saint-Gelais put connaître la seconde citation affichée contre lui à Rome. Dans son appel ¹ il parle en effet d'un bref émané de la cour de Rome et envoyé aux chanoines de son église, en date du 19 juillet (1566) : « Dans ce bref, dit-il, le suppliant est déposé de son titre et état de pasteur pour cause d'hérésie. » C'est là, ajoute-t-il, « un crime supposé » auquel « il n'aurait jamais pensé, s'étant toujours tenu sous l'obéissance du siège romain sans qu'il s'en soit aucunement départi ². » Il en appelait donc contre ce bref, parce que la procédure suivie était contre toute disposition de droit et de raison, contre les décrets des conciles de Vienne et de Bâle reçus en France, contre les droits et franchises gallicanes et parce qu'au seul bruit de ce bref « commençait à diminuer à son endroit l'obéissance de son peuple tant pour l'exécution des mandements du roi que pour le fait de sa charge. » Le roi se hâta de mander à son sénéchal de Beaucaire et à ses huissiers et sergents d'ajourner et d'intimer à comparaître en son parlement tous les « porteurs, exécuteurs et exploiters » de ce bref ou qui en poursuivraient l'exécution, de saisir et appréhender au

¹ Publié dans les *Libertés de l'Église gall.*, cit., t. I, p. 418.

² *Ibid.*

corps ceux de ses sujets qui se refuseraient à reconnaître Jean de Saint-Gelais pour « vray évesque dudit évesché ¹. »

Un appel semblable fut interjeté par Jean de Monluc : il aboutit au même résultat, à une déclaration d'abus ², à un brevet d'immunité. Dans un exposé historique très habile et trop détaillé pour n'avoir pas été rédigé en grande partie par Monluc lui-même, le roi apprend à son premier huissier combien la cour de Rome s'est permis d'abus de pouvoirs envers Monluc et l'a mal récompensé de ses égards. Elle a même mis le comble à la mesure par la publication d'une sentence portant contre lui « condamnation par contumace et note d'hérésie avec confiscation de ses biens feudaux et roturiers, sans qu'il aye esté cité, adjourné, aucunement appelé. » L'archevêque de Vienne, son métropolitain, avait reçu commission de faire publier et exécuter cette sentence et, à ce que disait Monluc, il s'apprêtait à déférer aux injonctions de Rome. De là son appel devant le roi et la cour du parlement de Paris et l'ordre envoyé par Charles IX à son premier huissier « d'intimer en sa cour de parlement ceux qui se sont ingérés et entremis, s'ingéreront et entremestront de publier, exécuter, fulminer tels prétendus jugements, décrets, mandements ou rescrits ; et ce de quelque dignité ou qualité qu'ils soient, pour veoir dire et déclarer l'exécution desdits jugements, rescrits et jugements nulle et abusive ³. » Ordre et mandat étaient donnés également aux chapitre et clergé du diocèse de Valence de « ne recevoir ni obtempérer à tels escripts ou mandements impétrez ou à impétrer, sans avoir consulté le roi et sur peine de saisie de leur temporel et autres peynes grandes s'il y eschet ⁴. »

Nous n'avons pas la preuve positive que les autres évêques condamnés aient usé de cette même voie de recours : mais elle était trop facilement à leur portée pour qu'ils se soient fait faute de s'en servir contre quiconque prétendit se prévaloir des brefs de Rome. Le seul qui n'en ait pas usé, Jean de Saint-Ro-

¹ *Ibid.*

² Publiée à la suite du précédent, III, p. 419, dans les *Libertés*, et plus récemment comme inédit, avec quelques erreurs de lecture, chez Tamizey de Larroque, *Notes et documents*, p. 56.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

main, était trop notoirement décrié, trop ouvertement attaché aux protestants, trop pressé d'aller se mettre à leur tête, pour garder quelque retenue. « Cette sentence (de Pie V), dit le dernier historien des archevêques d'Aix ¹, eut la vertu d'exaspérer l'archevêque déposé. Le jour de Noël, il monta dans la chaire de Saint-Sauveur en habits pontificaux, et, après avoir déclamé et invectivé contre l'Eglise et le pape, il jeta en colère sa crosse et sa mitre et quitta l'église et la ville pour aller se joindre aux religionnaires. » Il ne faut pas croire, comme ces dernières paroles le feraient penser, que cet abandon de l'église et de la ville fut chez Jean de Saint-Romain une renonciation pure et simple à son archevêché, une sorte d'aveu de culpabilité. Nullement. Une lettre du nonce Salviati nous apprend que Jean de Saint-Romain avait bel et bien vendu son évêché pour la somme de 18,000 écus à un certain André Étienne, son vicaire général, et chanoine de Saint-Sauveur. Le roi accepta ce marché plus ou moins sciemment et présenta au pape cet André Étienne pour le siège d'Aix. Mais Pie V se refusa à agréer ce candidat; il nomma alors le cardinal Strozzi, que le pape pourvut, tout en réservant une pension de 8,000 écus pour André Étienne ². Ainsi, tout en déclarant le siège vacant par la « privation » de Jean de Saint-Romain, Pie V était obligé de reconnaître implicitement la cession, relativement volontaire, de Saint-Romain. Pour en finir avec ce personnage, ajoutons qu'il joua un rôle assez important dans les guerres religieuses du sud-est ³, qu'il se maria et se retira à Genève, ce qui achève de confirmer de tous points et les soupçons de l'Inquisition et les sévérités de Pie IV et de Pie V.

Pour les autres évêques, le jugement du 11 décembre resta toujours lettre morte. Si quelques-uns par l'effet de circonstances diverses semblent s'éloigner des idées nouvelles, aucun ne descendit de son siège. En dépit de ses protestations de repentir et de ses promesses d'amendement auprès du nonce, Antoine Caracciolo resta fidèle aux protestants auxquels ses

¹ Albanès, *Gallia christ. nov.*, loc. cit.

² Arch. Vatic., *Nunziat. di Francia*, t. VI, f° 35. Lettre du nonce Salviati au cardinal secrétaire d'État, ayant pour titre : *De vescovi che furono privati dalla S. S^{sa} di Pio quinto.*

³ Cf. D. Vaissète, *Hist. de Languedoc*, t. XI, p. 570, 589, 594, 598, 637.

mœurs légères inspiraient d'ailleurs peu de sympathie. Au moment où l'Inquisition le traduisait de nouveau à sa barre, il était en instance auprès du Roi pour obtenir, à plus de cinquante ans, l'autorisation de se marier ¹. Elle lui fut refusée; il se retira sur ses terres de Châteauneuf-sur-Loire, dans l'isolement et la misère.

Tel nous avons connu Jean de Monluc avant la sentence de Rome, tel nous le trouverons après; calviniste déguisé, catholique d'apparence, juste assez pour conserver les faveurs de la cour et jouer auprès des protestants le rôle de conciliateur et de pacificateur; du reste, excusant en Pologne la Saint-Barthélemy ² et faisant taire à Bordeaux les prédicateurs catholiques trop zélés ³. En dépit de toutes les condamnations pontificales, il gardera jusqu'à son dernier jour, et son attitude équivoque qui déconcerte les historiens, et son évêché de Valence qu'il transmettra même à un de ses neveux.

Charles Guittart reste, lui aussi, toujours évêque de Chartres; et il cache si peu ses sympathies calvinistes qu'elles sont de notoriété publique, même à Paris; si bien que pour la Saint-Barthélemy, il ne s'y crut pas en sûreté et il dut s'enfuir précipitamment. Bien lui en prit, car le peuple se rua sur son habitation et la saccagea. Malade depuis lors, il travaillait dans les premiers jours de 1573 à vendre son évêché, ainsi que nous l'apprend une lettre du nonce Salviati ⁴.

L'évêque d'Uzès put derrière sa déclaration d'abus se rire de tous « les exploiters des brefs de Rome. » Les Bénédictins assurent dans la *Gallia christiana* que s'il donna dans l'hérésie, il l'abjura dans la suite ⁵. La chute nous paraît sûre et l'abjuration ne le semble pas moins. Outre l'affirmation présente, nous avons celle du nonce Salviati, qui, dans sa lettre au secrétaire d'État, déclare qu'il a entendu dire que Jean de Saint-Gelais abjura l'hérésie entre les mains du cardinal d'Armagnac. Lui aussi ne quitta son évêché que quand il

¹ *Négoc. diplomatiques de la France et de la Toscane*, t. III, p. 525.

² V. *Harangue faite et prononcée.... le 10^e jour d'avril 1573 par Jean de Monluc*. Coll. Michaud, t. XI, p. 455 et suiv.

³ Cf. Tamizey de Larroque, *Notes et documents*, p. 62 et suiv.

⁴ *Nunziature di Francia*, t. VI, f^o 35.

⁵ *Gall. christ.*, t. VI, c. 644.

le voulut bien, en le résignant en faveur d'un candidat de son choix ¹.

Ce n'était pas aux évêques de Béarn que les foudres de Pie V pouvaient faire redouter la perte de leurs évêchés. Jeanne d'Albret était aussi peu disposée à les prendre au sérieux pour eux que pour elle-même. Louis d'Albret se maintiendra donc sans difficulté sur son siège. Cependant les protestations des catholiques, les remontrances du cardinal d'Armagnac, peut-être même les énergiques décisions de Rome semblèrent faire sur lui quelque impression. De temps à autre, il s'arrache à son ancienne attitude d'inerte indifférence pour faire entendre de vigoureuses protestations contre quelques-unes des mesures les plus persécutrices de Jeanne d'Albret ². Au moment de sa mort (21 août 1569) il est considéré comme catholique par les protestants du Béarn.

L'évêque d'Oloron, tout en gardant son siège au mépris des décisions de l'Inquisition, accentua davantage encore son attitude catholique. Au sein des États il prend la direction de l'opposition anticalviniste ³, avec assez de modération cependant pour que Jeanne d'Albret ne craigne pas de le nommer chancelier de Béarn. Quelques-uns des règlements qu'il porta en cette qualité lui valurent les éloges des protestants. Si sa clairvoyance put être prise en défaut, il ne paraît pas cependant que sa foi ait désormais subi d'éclipse. Il s'associera en 1569 à la réaction dont l'arrivée de Tarride donna le signal en Béarn ⁴. Après le passage de Montgomery, sa situation devint intenable; il dut s'éloigner quelque temps de son diocèse et se retirer à Vendôme, mais il n'en garda pas moins, jusqu'à sa mort, survenue vers 1597, son titre d'évêque d'Oloron ou, comme il disait par un jeu de mots qui fait du moins honneur à ses sentiments catholiques sinon à son esprit, d'*episcopus dolorum*.

Malgré la fin de non-recevoir à laquelle se heurtèrent ses premières réclamations, Rome ne se désintéressa jamais de la sentence du 11 décembre 1566. Le 8 septembre 1568 le Pape se plaignit amèrement en plein consistoire que le roi de France

¹ *Nunziature di Francia*, t. VI, loc. cit.

² Cf. Dubarat, *op. cit.*, p. 124, 126, 128, 181.

³ Id., p. 120, 127, 129, 130.

⁴ Bordenave, *op. cit.*, p. 222, 253.

n'eût pas encore, comme il le devait, présenté des successeurs pour ces évêques hérétiques déposés comme ennemis publics de la religion catholique. Quelques cardinaux furent d'avis que Sa Sainteté pourvût directement ces églises de nouveaux titulaires, puisque le défaut de provision depuis plus de six mois lui en conférait le droit. Mais d'autres pensaient que le Pape devait plutôt se borner à avertir le roi de mettre un terme à la situation de ces églises « livrées à des loups enragés » et d'avoir à présenter des candidats qui fissent office de bons pasteurs, car pour nommer d'autres évêques sans présentation, c'était courir le risque de voir leurs titres méconnus et l'autorité du Saint-Siège compromise. C'est à ce dernier avis que se rangea le consistoire. Mais la sage réserve de Pie V ne devait pas obtenir plus de succès que son énergique sentence du 11 décembre 1566. Même après la mort de Pie V le cardinal secrétaire d'État de Grégoire XIII ne cessa de s'informer de la situation faite aux évêques déposés. A plusieurs reprises ¹ il chargera le nonce Salviati de faire au nom du Pape d'énergiques représentations sur la longanimité dont la cour usait envers eux. Il adjurera le roi de France de faire de nouvelles propositions pour les sièges de ces évêques. Rien n'y fit; le nonce put se convaincre que ces réclamations réitérées n'aboutissaient qu'à compromettre inutilement son crédit; il en vint à supplier le secrétaire d'État que s'il fait usage des renseignements qu'il lui transmet, il se garde bien de communiquer son nom à d'autres qu'au Pape; il en résulterait, dit-il, des rumeurs sans fin ². Tout ce que put faire la curie pour ne pas laisser périmer sa sentence, ce fut, à chaque vacance qui survint par la mort des évêques ainsi condamnés, d'insérer dans les pièces de sa chancellerie que le siège était vacant « par la privation ³ » de son dernier titulaire.

¹ Arch. Vat., *Nunziature di Francia*, ms. 283, f° 154 et f° 155.

² Arch. Vat., *Nunz. di Franc.*, t. VI, f° 121.

³ « Per privationem » et non « per obitum. » Ainsi, pour la nomination du successeur de Louis d'Albret, on lit dans les fiches de Garampi : « 3 mars 1572, Joannes Jagotius fit episcopus Larcuriensis per privationem Ludovici de Alberto. » Arch. Vat., Schede Garampi, *Vescovi, Lascurrenses* (non paginé). *Per privationem Caroli.* est-il dit de même (*ibid.*, *Carnotenses*) lors de la préconisation de Nicolas de Thou pour le siège de Chartres. Quant à François de Noailles, il ne put jamais se faire agréer pour Beauvais ni son frère Gilles obtenir ses bulles pour Dax. Cf. A. Degert, *Histoire des évêques de Dax* (1903), 279, 295 et s.

Bien maigre satisfaction en somme, et combien disproportionnée avec l'effort énergique que Rome avait tenté ! Certes Pie IV et Pie V trouvèrent leur première consolation, pour un si faible résultat, dans leur conviction profonde, dans le sentiment intime du devoir accompli ; mais puisqu'ils se croyaient tenus d'aller jusqu'à l'extrême limite de leurs droits, et de prendre tous les moyens en leur pouvoir pour éliminer l'hérésie du corps épiscopal qu'elle infectait, on se prend à regretter qu'ils n'aient pas cru devoir s'engager dans la voie où les avocats de la cour de France ne cessèrent de les appeler. Livrés au jugement de leurs pairs, des évêques comme Monluc, d'Albret et Caracciolo se seraient difficilement lavés des soupçons qui pesaient sur leur orthodoxie ¹. Une sentence serait intervenue, qui n'eût peut-être pas eu toute la sévérité de celle de Pie V ; mais elle aurait du moins enlevé à ces évêques le faux-fuyant dont ils abusèrent pour intéresser à leur cause et la cour et le clergé de France ; elle aurait épargné à Rome le déplaisir de voir son autorité méconnue et à jamais compromise ² pour tous les actes de répression analogues.

ANTOINE DEGERT.

¹ Le concile de Reims adhéra bien en 1564, en dépit de quelques résistances sans doute, à la condamnation du cardinal de Châtillon. V. Hardouin, *Acta conciliorum*, t. X, col. 513, 514.

² En 1632, Louis XIII voulut faire faire le procès à René de Rieux, évêque de Léon, pour crime d'État. Urbain VIII s'y prêta et consentit même à respecter les prétentions ou les susceptibilités gallicanes en commettant l'archevêque d'Arles et trois autres évêques pour le jugement de cette affaire. Au siècle suivant, alors que le Saint-Siège pouvait compter, dans sa lutte contre le jansénisme, sur tout l'appui de la cour de France et sur la soumission de la presque unanimité du clergé, la curie romaine n'osa pas instruire directement par elle-même le procès des évêques appelants. Le procès de l'évêque de Senen, Jean Soannen, est bien connu.

LES ÉGLISES CALVINISTES DU MIDI

LE CARDINAL MAZARIN ET CROMWELL

Tous les ouvrages — et aucun sujet n'en a fourni davantage — qui racontent les malheurs des protestants après la mort de Mazarin, ont parlé de leur fidélité pendant son ministère. Mais cette fidélité si souvent citée n'a jamais servi que d'entrée en matière; on en donne quelques preuves, toujours les mêmes : ce sont les Proposants de Montauban relevant de leurs mains, pour garder la ville à Louis XIV, les bastions rasés par Louis XIII — c'est Baudan, le ministre de Nîmes, recevant une lettre du roi qui l'appelle son amé et féal, et le remercie de son loyalisme — c'est enfin le fameux mot du cardinal : « Laissez le petit troupeau brouter en paix les mauvaises herbes; » on conclut de ces faits que les calvinistes étaient des royalistes zélés, et le cardinal Mazarin un ministre libéral — double honte pour Louis XIV qui persécuta de si fidèles sujets, et ne suivit pas un si bon exemple, — et on passe outre.

Les calvinistes attachés à la monarchie — Mazarin libéral : il y a là pourtant de quoi éveiller la curiosité.

Le gros du parti réformé fut-il jamais sincèrement royaliste? les livres de M. Anquez en font douter; et, au temps de la Fronde du moins, les idées politiques les plus conformes à l'esprit calviniste étaient certainement celles qui triomphaient en Angleterre. Et, d'autre part, le libéralisme de Mazarin est aussi de ces faits qui demandent à être étudiés de près : il ne peut être question, pour en rendre raison, de l'esprit de justice ni du respect des consciences; et quant à l'indifférence religieuse, elle n'explique rien : Louvois lui aussi fut un indifférent.

Et cependant on ne peut nier que les calvinistes ne cédèrent ni aux avances de Condé ni aux invites si peu déguisées de Cromwell — et que le cardinal de son côté les ménagea toujours, alors qu'il lui était si avantageux de fermer la bouche au parti dévot, son plus grand ennemi, par quelque bonne persécution religieuse.

Que valaient au juste ce royalisme d'un parti républicain, ce libéralisme du ministre qui fit la place nette à Louis XIV ? Comment put se conclure cette singulière alliance entre la jeune monarchie du grand roi et le calvinisme démocrate, qui devaient se faire plus tard une si furieuse guerre en France et en Europe ? Deux événements assez mal connus, la prise d'armes des Églises du Midi en 1653, et leur députation en cour de 1654, permettent peut-être de donner une réponse à ces questions.

I.

LES ÉGLISES DU MIDI EN 1653. — LA GUERRE DE VALS

Les Églises du midi, tranquilles jusqu'en 1648, s'étaient fort remuées pendant la Fronde. Sans doute elles donnèrent au cardinal toutes les assurances de dévouement qu'il leur demanda. Mais il faut distinguer entre leur fidélité au parti de la cour dans la guerre civile, et leur obéissance aux arrêts du conseil dans leurs querelles particulières : en général, cette fidélité et cette obéissance sont en raison inverse l'une de l'autre, et les catholiques du Midi recevaient autant de horions que le cardinal de protestations de dévouement.

Les temples s'élevaient de tous côtés, les synodes correspondaient, députaient, resserraient l'union, au grand scandale des commissaires royaux. Les consistoires s'emparaient de vive force des collèges, des hôpitaux, des maisons de ville elles-mêmes et harcelaient les catholiques de mille façons. L'évêque de Nîmes vit son palais envahi en 1650, ses gens massacrés ; il dut aller passer un an à Beaucaire avec son chapitre, et rentrer sans qu'un seul des coupables fût puni.

Les dévots criaient au scandale, mais ils étaient frondeurs : le cardinal pardonnait aux réformés leur peu de respect pour des arrêts signés de Chateauneuf ou de Chavigny, par les soins

du conseil de conscience ou sur les instances du clergé. Il tenait seulement à ce qu'on rompit toute relation avec M. le prince ou le duc d'Orléans.

De leur côté, les consistoires du Midi, composés surtout de bourgeois et de marchands, n'avaient de sympathie ni pour la vieille Fronde dévote, ni pour la nouvelle, aristocrate. Mais il fallait qu'on leur laissât reprendre, en attendant mieux, les libertés religieuses et les droits civils perdus lors des dernières guerres.

Telles furent les raisons de l'accord éphémère conclu en avril 1652, pendant le siège de Paris, entre les députés des églises et le cardinal : le roi remerciait les réformés de leur fidélité et leur accordait en retour une déclaration fort ambiguë : elle commençait par révoquer les édits contraires aux intérêts des églises depuis l'édit de Nantes, et finissait par maintenir l'édit de 1643 qui les confirmait tous.

Mais les réformés, encouragés par leur député général, ne voulurent voir que les faveurs, et, sans plus attendre, se mirent en devoir de rentrer dans tous leurs anciens droits. Les entreprises redoublent : refus de payer les dettes contractées par les diocèses lors des guerres de Rohan — enlèvement à main armée des maisons de ville et expulsion des cabales catholiques. Les archers des États sont culbutés à Nîmes, sur la place de la Calade, les arrêts du parlement lacérés. La reine patienta jusqu'à la fin de l'été ; et quand elle se décida enfin à sévir, il était trop tard : l'union s'était faite, les efforts isolés fondus en un mouvement d'ensemble, les réformés avaient déjà pris les armes et commencé l'expédition connue sous le nom de « la guerre de Vals. » Les auteurs modernes ont suivi l'exemple de Benoît qui n'en dit presque rien. Mais les contemporains furent moins dédaigneux, à en juger par les correspondances des affaires étrangères ; et nous allons reprendre le récit de cette affaire dès l'origine.

Dans le Vivarais, comme dans les autres provinces du Midi, les vieilles passions religieuses étaient toujours vivantes et les édits de grâce, de pacification et autres avaient apporté peu de changement à l'état de guerre sans trêve où se trouvaient catholiques et réformés. La lutte avait seulement changé de forme : on se massacrait moins et on se ruinait davantage. Les

querelles commencées à coups de mousqueton allaient finir dans les greffes. Mais au fond le désordre était le même et le mal aussi grand. L'histoire de la ville de Privas donne un exemple frappant de ces longues querelles, tantôt bruyantes, tantôt sourdes, qui se poursuivent obstinément malgré les traités et les édits à travers tout le siècle ¹.

Paule de Chambaud, unique héritière de l'un des chefs de la noblesse réformée en Vivarais, seigneur de Privas, avait épousé en 1597 la Tour-Gouvernet, qui prit le nom de sa femme. Son père et son mari morts, elle manifesta l'intention de se remarier avec un catholique, le baron de Lestrangle. Grande émotion parmi les églises, qui présentent un fiancé de leur choix, menacent, et, la dame persistant, prennent les armes et entourent le château, pour écarter de force le fiancé papiste. Mais Lestrangle, son vieux père de soixante-dix ans, son frère et ses amis montent à cheval, repoussent les églises et forcent le passage. On se marie sous les armes dans le château assiégé. Alors commence une longue guerre, qui traîne d'année en année, et pendant laquelle, en 1617, le château est enlevé et détruit. En 1623, la guerre finie, les procès commencent. Lestrangle demande aux habitants de Privas une indemnité pour l'incendie de son château — et le procès est repris après lui ² par le marquis de Senneterre, qui avait épousé Marie de Lestrangle. En 1651, ce procès dure encore. Les habitants profitent de ce que Senneterre est du parti du roi, pour obtenir un arrêt favorable au Parlement de Paris. Aussitôt Senneterre en appelle, et la paix survenue l'année suivante lui donne de bonnes chances de succès.

Les choses en étaient là au mois d'août 1653. Privas était redevenue la grande ville protestante du pays. Les réformés, chassés après le siège héroïque de 1629, étaient rentrés depuis 1632, en récompense de leur fidélité lors de la révolte de Gaston d'Orléans. D'après une enquête « catholique, partant suspecte, »

¹ B. N., Fr. 1920. Arnaud, *Protestants du Vivarais et du Velay*. Aff. étr., France, v. 1639, 88. *Revue du Vivarais illustrée*, t. II, année 1894, p. 148.

² Il prit le parti de Montmorency, fut pris par le duc de la Force et exécuté. Sa femme mourut de chagrin peu après. Les réformés avaient prêté main-forte aux troupes royales, et c'est à la suite de cette affaire qu'on leur permit de rentrer dans la ville, d'où le roi les avait chassés en 1629 (1633) (Arnaud, I, p. 420).

dit M. Arnaud, la ville est toute aux réformés à cette date. Ils perçoivent les revenus ecclésiastiques, maltraitent les prêtres ; leur seigneur, le marquis de Châteauneuf, ose à peine se montrer dans les rues. Les catholiques émigrent ¹. Le curé de Privas accorde, il est vrai, aux réformés une déclaration toute à leur louange ². Mais, quelques années plus tard, il en accorde une contraire aux catholiques ³.

A la maison de ville règnent une vingtaine de petits bourgeois réformés, avocats, notaires, apothicaires, qui ont pris possession du gouvernement de la communauté, et usent sans mesure de leur pouvoir, intraitables à l'endroit de la religion, plus larges sur le chapitre des finances, s'il faut en croire un mémoire de 1662 ⁴. Telles sont les parties du marquis de Senneterre dans ce long procès.

En 1653, le mouvement de réaction protestante se fit sentir à Privas comme dans tout le Midi, et les bourgeois de la maison de ville, pressés par leur seigneur, cherchèrent le moyen d'intéresser à leur cause et d'engager dans leur querelle le parti tout entier.

Une occasion se présenta bientôt.

Depuis sept ans, les réformés de Vals, à quelques lieues de Privas, étaient en procès au sujet de leur exercice avec leur dame, Marie de Montlaur, maréchale d'Ornano, dont la nièce et héritière Marguerite, fille de François d'Ornano, seigneur de Mazargues, avait épousé François de Lorraine, comte de Rieux et prince d'Harcourt.

Surviennent les troubles de 1651 et 1652, la déclaration de 1652 et le regain de vigueur du parti réformé. Les consistoires sont

¹ Arnaud, *Histoire des protestants du Vivarais et du Velay*, I, p. 610.

² *Ibid.*, p. 423.

³ B. N., Fr. 15832, n° 212.

⁴ Ce mémoire imprimé (B. N., Fr. 15832, 212), qui raconte en grand détail l'origine et les péripéties de la guerre de Vals, fut rédigé en 1662, par un nommé Tavernol, notaire de Privas, réformé, mais brouillé avec la maison de ville et le consistoire. Tavernol accuse le conseil politique d'être le vrai auteur de l'armement de 1653 — d'avoir ruiné la ville par ses malversations — d'avoir « mangé et consumé le menu peuple qu'ils appellent la lie, par des levées et impositions impossibles à croire, lesquelles demeurent justifiées par les rôles desdites impositions depuis l'année 1652 jusqu'à la présente, 1662, et par l'état des dettes passives de ladite ville, » et enfin de l'avoir dépouillé lui-même d'une somme de 70,000 l. Ce mémoire est adressé aux États de Languedoc.

en effervescence dans toute la province. On parle de rétablir les prêches à Villeneuve-de-Berc, Aubenas, Montélimar, etc. ¹. Par malheur, Roure, le lieutenant général, était jaloux du comte de Rieux, que son mariage met au nombre des barons de la province, et sa naissance à leur tête. Roure, comme Bioule et la plupart des lieutenants de roi, n'était pas des premières maisons de sa lieutenance : le cardinal n'aimait pas les grands seigneurs. Or Rieux affichait un grand zèle pour la religion catholique ; Roure ouvrit aussitôt l'oreille aux plaintes des réformés.

Ceux-ci, non contents d'avoir fait rentrer le ministre Durand à Vals, après la déclaration, et d'avoir rebâti le temple « à deux pas » de l'église ², voulurent encore y tenir synode — et, avec l'assentiment de Roure, les ministres et anciens députés par toutes les Églises du Vivarais se réunirent chez la maréchale d'Ornano en avril 1653. C'était provoquer la violence. La maréchale, alors à Paris, revint indignée, et somma Durand de s'éloigner (27 juillet).

Trois jours après, Rieux arrivait avec une centaine de cavaliers et six-vingts fusiliers, chassait brutalement la femme du ministre, lui déclarant que si elle tardait un seul jour sa vie serait en danger — puis il força la salle du préche, brisa les bancs, abattit la chaire, et en brûla les débris sur la place du bourg ³.

¹ Aff. étr., France 1638. Lettre de Rieux au cardinal du 22 août 1653.

² Arnaud, I, p. 632.

³ De quel côté était le bon droit dans cette affaire ? La maréchale prétendait qu'il n'y avait jamais eu d'exercice à Vals, qu'il n'en est pas question dans les rapports des commissaires exécuteurs de l'édit en 1601, et que les réformés ne s'étaient avisés qu'en 1646 de demander un pasteur. Ruvigny ne contredit pas ces assertions dans sa requête au conseil (A. N., E 1703, 2 oct. 1653). L'exercice, dit M. Arnaud, était « peut-être » interrompu depuis 1628. D'après un mémoire des Aff. étr. (France 1639, 89), Montmorency ayant pris Vals en 1627, abat le temple et fait bâtir une église à sa place. Depuis lors, les réformés vont au préche à Entraigues, hors de la juridiction de Vals. A la fin du règne, ils commencent à reprendre courage et se rapprochent, timidement d'abord : en 1638, ils sont à Estinaux, plus près de Vals, mais toujours dans la juridiction d'Entraigues : en avril 1651, à Saint-Martin, sur la terre de Vals. Les catholiques commencent à se plaindre, mais Roure se contente de renvoyer l'affaire à la Chambre de l'édit de Castres, qui se partage comme de coutume. En septembre 1651, au synode de Viviers (et non d'Uzès), les ministres s'impatientent de la longueur du procès et députent à Roure, pour demander qu'on laisse prêcher à Vals même. Hilaire de Champvert, le commissaire royal, s'oppose à cette députation et dit qu'il n'y a jamais eu d'exercice à Vals. On passe outre. Mais deux députations envoyées coup sur coup

Ce coup de force fit parmi les Églises une profonde impression. Et c'est alors que le conseil politique de Privas intervint et s'efforça d'exciter et de tourner à son profit l'exaltation des ministres. Il y eut assemblée des trois ordres à Privas, où les bourgeois et les ministres soutinrent les partis extrêmes. Les gentilshommes, au contraire, voulaient qu'on s'en tint à la voie ordinaire et pacifique d'une requête au conseil. Mais les décisions violentes l'emportèrent, grâce aux bourgeois du conseil politique, qui comptaient se défaire aisément de leur seigneur et de son château, quand les troupes des Églises seraient dans la province ¹.

On députa de tous côtés : à Roure, le lieutenant de roi, qui répondit, dans un accès de jalousie contre Rieux, que les réformés n'avaient qu'à reprendre par la force ce que la force leur avait enlevé ²; — aux Églises des Cévennes — à celles du Dauphiné — mais surtout au consistoire de Nîmes, le conseil et l'âme de la résistance, qui prit en main l'affaire et dirigea les levées.

Il fut décidé à Nîmes qu'une grande assemblée se tiendrait à Uzès, où l'on pourrait se réunir et discuter commodément, les gens de robe et le conseil de ville étant tout aux réformés. On donna même la présidence au juge-mage de la duché, membre influent du consistoire, qui se distingua par son ardeur : il allait lui-même de porte en porte quêter des hommes et de l'argent ³. Les députés du pays de Foix, Haute Guyenne, Cévennes, Haut et Bas Languedoc, Vivarais, Dauphiné, Provence, vinrent à cette assemblée.

ne parviennent pas à « effacer de l'esprit » du lieutenant de roi qu'il y a innovation (A. N., TT 272, 117). Le synode se termine sur ce sans plus insister. Mais en octobre suivant, Aubussargues et Daneau (pasteur) vont à Vals, se déclarent envoyés par le synode, et disent « qu'il ne fallait plus s'amuser aux formules de justice, et que le temps était propre pour se remettre leur possession ; que si quelqu'un les y troublait, les Églises de Languedoc et celles du Vivarais les assisteraient en toutes façons pour s'y maintenir, » puis ils installèrent Durand.

¹ Benoit, M. Arnaud, le pasteur Borrel (*Histoire de l'Église de Nîmes*), les frères Haag et tous ceux qui ont parlé de l'affaire de Vals lui donnent comme origine la querelle de Rieux avec le ministre Durand. Mais le mémoire de la Bibliothèque nationale et celui des Affaires étrangères montrent que c'est au consistoire et au conseil politique de Privas qu'il faut chercher cette origine. C'est le consistoire de Privas qui décida l'appel au Languedoc : celui de Nîmes prit ensuite la direction de toute l'affaire.

² Benoit, III, p. 162.

³ *Histoire du Languedoc*, pièces justif.

Là encore les gentilshommes conseillaient les partis modérés, et voulaient qu'on se bornât à députer au roi. Mais « trois ministres font pencher la balance : » il est plus court et plus sûr de se faire justice à soi-même ¹ ; et on rédige un acte d'union ² comme au temps des anciennes guerres. On lève des troupes dans toutes les Cévennes, le Gévaudan, le Dauphiné et le Languedoc. On concentre les vivres, les munitions et les recrues à Nîmes, à Uzès et à la Calmette.

A Nîmes, l'arrêt du parlement de Toulouse et les ordonnances fulminantes des présidiaux sont lacérés. Les délégués et les circulaires du consistoire parcourent la province. Et dans la ville les consuls et Combes vont de maison en maison chercher des soldats. Le tambour bat tous les jours dans les rues et les ministres crient à la foule « qu'il faut vivre ou mourir et n'épargner vie ni moyens pour ce sujet. » Les catholiques terrifiés n'osent sortir de chez eux ; ceux de Montpellier renforcent leur garnison, requièrent jusqu'aux valets des chanoines pour la garde des portes ³.

¹ Aff. étr., France, v. 1639, f° 89.

² Id., v. 1638, mémoire du 10 oct. 1653. « L'acte d'union des huguenots qui est ci joint, dit l'auteur de ce mémoire, montre tout leur génie ; et moi « qui sais, il y a vingt-cinq ans, toute leur politique, je vois visiblement que « les mutins d'entre eux tâchent de remettre leur parti comme il était de- « vant la prise de la Rochelle. » Suit le texte de l'acte d'union, dont voici l'essentiel : « Nous gentilshommes, consuls et conseillers habitants des « villes et communautés, capitaines, officiers et soldats des Églises du Bas- « Languedoc, Cévennes et Dauphiné, qui avons pris les armes pour nous « opposer aux persécutions que M^{te} la maréchale d'Ornano et M. le comte de « Rieux font souffrir à l'Église de Vals... jurons devant Dieu que la prise « des armes que nous avons faite n'a eu pour but que de faire jouir ladite « Église de Vals du bénéfice desdits édits, sans donner troubles à l'État ni « inquiétude aux catholiques romains, demeurant dans l'obéissance du roi, « sans nous en séparer pour quelle cause et prétexte que ce soit.... et en cas « queladite réparation faite, nous soyons recherchés par quelque voie que ce « soit de la tenue des assemblées et délibérations, de la prise des armes par « nous faite, et du tout ou partie de ce qui a été fait en général ou particu- « lier concernant ladite opposition, promettons de nous secourir les uns les « autres et de ne souffrir que tort ni déplaisir ne soit fait à aucun ; nous « tenir avertis de proche en proche de ladite recherche.... et afin que ledit « trouble advenant soit promptement connu par toutes les Églises, avons « délibéré que chaque province nommera une ville et trois députés à qui les « lettres seront adressées, lesquels députés auront charge de les ouvrir et de « donner connaissance du fait à leur province, et pouvoir de les assembler « si le cas le requiert.... »

³ Montpellier, Arch. comm. BB 140 ; id., Arch. dép. G^v ; Nîmes, Arch. du cons. B¹⁻³⁶ ; Aff. étr. France 1639, f° 89.

Cependant les deux lieutenants généraux Bioule et Roure laissent faire avec une étrange indifférence ¹.

Au commencement de septembre 1653, « la troupe sainte » venait se concentrer dans le « camp de l'Éternel, » à Valon, sous les ordres de la Cassaigne ², de Vestric-Favier ³, du marquis de Fourques ⁴, et de Vignolles ⁵. Le premier reçut le commandement à cause de son grand âge. Mais les vrais chefs étaient Vestric et Vignolles, les deux membres les plus influents du consistoire de Nîmes, et le marquis de Fourques, délégué du consistoire de Montpellier. Nîmes fournissait 150 hommes de pied et une compagnie de cavalerie sous les ordres du capitaine Montagnac, et le ministre Baudan ⁶ parlait avec ce premier contingent pour réchauffer le zèle des soldats.

Au même moment, le baron de Leran levait des troupes dans le pays de Foix, et, un mois après, prenait le chemin de Vals avec 300 chevaux ⁷. Les réformés étaient 7,000, dit le

¹ Aff. étr. France 1638, f° 22; id. 894, f° 8.

² Paul Arnaud, sieur de la Cassaigne, soutint ardemment le parti de Rohan. Il contribua à entraîner Nîmes dans la révolte en 1625; il était premier consul de cette ville en 1629. Encore suspect en 1632, il reçut du duc de la Force l'ordre de sortir de Nîmes. Mais la ville s'y opposa, déclarant qu'il est gentilhomme d'honneur. D'après un agent de Cromwell à Paris, c'était « un vieux soldat de Nîmes qui avait fait la guerre en Italie et sous le feu duc de Rohan, lequel l'a reconnu presque le seul gentilhomme qu'il ait trouvé incorruptible durant les guerres de religion. » (Thurloe, *State papers*, I, p. 44.)

³ Maurice Baudan, sieur de Vestric, un des consistoriaux les plus turbulents de Nîmes. Il est constamment à la tête de son parti de 1650 à 1658, conduit toutes les députations en cour, organise toutes les séditions. Il était gendre de M. de Saint-Veran, qui prêta 4,000 livres au consistoire de Nîmes en août 1653 pour payer les premières levées.

⁴ « A discreet gentleman, » écrit-on de Paris au secrétaire de Cromwell Thurloe, « and who has shewed much vigour in the last business of Vals, where he alone guided 3,000 men from Montpellier. » (Thurloe, *State papers*, II, p. 140.)

⁵ Jacques de Vignolles, sieur de Prades, l'autre chef du consistoire de Nîmes. Né en 1620 de parents catholiques, mais converti de bonne heure et zélé huguenot.

⁶ Le fils de Vestric, jeune et bouillant pasteur, qui était entré dans l'évêché, en 1650, un maillet à la main, pour reprendre de vive force un jeune converti réfugié chez l'évêque. Le 4 août, le cardinal, qui connaissait son influence sur le consistoire, lui fit écrire par le roi une lettre flatteuse pour lui demander de faire cesser les rassemblements. La *France protestante* publie cette lettre, mais sans rien dire des circonstances où elle fut écrite. On voit qu'elle prouve plutôt le crédit du pasteur et la puissance du consistoire que leur obéissance et leur fidélité. Baudan n'en tint d'ailleurs nul compte, et nous le verrons s'opposer jusqu'au bout à tout accommodement.

⁷ Thurloe, *State papers*, I, p. 587.

P. Bonnefoi; 6,000 à 7,000, dit Benoît; 5,000 ou 6,000 seulement, dit le mémoire de la Bibliothèque nationale. « Mais il n'y avait pas de meilleures troupes que celles qu'il (la Cassaigne) commandait à Valon, » ajoute ce même mémoire, « ce que je dis pour les avoir vues et remarquées dans leur camp, composées d'environ 4,000 hommes de pied, tous soldats d'élite et choisis, la plupart officiers qui avaient blanchi sous les armes. Pour de la cavalerie, il pouvait avoir 100 gentilshommes et leur équipage en bon état ¹. »

En Vivarais, les Églises étaient déjà depuis longtemps sous les armes. Mais, grâce à l'évidente mauvaise volonté de la noblesse, elles n'avaient encore rien tenté, malgré les instances des consistoriaux.

Les seigneurs réformés arrivaient l'un après l'autre avec leurs vassaux et leurs amis, comme aux temps anciens. Entrevaux fut prêt le premier — mais il hésita, s'entendit mal avec le consistoire de Privas, et finit par s'en retourner comme il était venu. Villefranche-Montbrun ² vint ensuite avec 600 hommes, et plusieurs autres après lui.

Une assemblée des trois ordres le nomma « chef et gouverneur des Églises. »

Les troupes de Villefranche étaient cantonnées à Privas, celles de la Cassaigne à Valon; les chefs du conseil politique de Privas et les ministres conjuraient Villefranche de se joindre aux ré-

¹ Il n'est pas facile de fixer le nombre exact des réformés à cause des défections qui appauvrirent très vite leur armée. Un mémoire des Affaires étrangères (France 1639, f° 89) dit que la Cassaigne aurait eu 3,000 à 4,000 hommes au début et Villefranche 2,000, et, trois semaines plus tard, il n'en serait resté que 700 à 800 à Privas et 2,500 à Valon. Soulavie (V. le *Bulletin de la Drôme*, t. XVIII, p. 319) dit que les réformés étaient 6,000 à 7,000 à Valon seulement. M. de Cazeneuve (*Bulletin du protest.*, 15 nov. 1901) évalue leur nombre total à 1,000. Ce sont deux positions extrêmes. M. de Cazeneuve se fonde sur le fait que la Viguerie du Vigan ne fournit en tout que 75 hommes. On pourrait répondre que le petit bourg de Vauvert, près de Nîmes, fournit à lui seul 24 hommes, comme le prouvent les comptes des registres municipaux, dont M. Falgairolle, archiviste de Vauvert, a eu l'extrême obligeance de nous envoyer des extraits. Et d'ailleurs les lettres et les mémoires des Affaires étrangères s'accordent en général pour porter le nombre des réformés à 6,000 hommes en tout.

² René du Puy-Montbrun, sieur de Villefranche, né en 1602; frère du fameux marquis de Saint-André-Montbrun, le défenseur de Privas, qu'il suivit dans presque toutes ses campagnes. Villefranche est maréchal de camp en 1649.

formés de Languedoc, et de disperser l'armée des catholiques qui se formait à la hâte à Aubenas. Mais il hésitait et temporisait ; il n'avait jamais été très favorable à l'idée de la guerre, et n'était pas plus disposé que d'Entrevaux à embrasser le parti de quelques bourgeois factieux. « Il se servit de sa prudence « ordinaire » dit Tavernol, et caressa si bien « ces Tantales, » « ces hippopotames et boute-feux, » dit ce même notaire, à qui l'histoire naturelle et la mythologie ne fournissent pas assez d'injures, qu'il réussit à gagner quelques jours.

De son côté, le vieux la Cassaigne était mécontent du rôle qu'on lui faisait jouer. Tavernol le trouva un soir après souper dans le jardin de la maison où il logeait à Valon, de fort méchante humeur : « Les gens du conseil politique de Privas sont « des brouillons, » disait-il, « d'avoir embarqué M. de Ville-
« franche, et moi, et les Églises du Languedoc, dans ce courant. » Peu après son arrivée à Valon, il avait eu une velléité de marcher aussitôt sur Vals, où Rieux n'était pas de force à lui tenir tête. Mais, à une lieue et demie du chemin de Vals, il changea brusquement d'avis et rentra dans ses cantonnements, où les désertions affaiblissaient déjà son armée.

En effet les soldats, voyant les seigneurs inactifs et les vendanges prochaines, commençaient à se débander. Car il est à remarquer que le zèle des consistoriaux ne s'était pas plus communiqué au petit peuple qu'aux gentilshommes. « L'armée du seigneur » était grassement nourrie et bien payée ¹ : et pourtant on déserta de bonne heure. La levée, dit le greffier de Montpellier ², « coûta beaucoup plus aux huguenots » (qu'aux catholiques) « parce que la plupart y allaient par force ; et fallait souvent faire des recrues pour remplacer le nombre de ceux qui désertaient, ce qui ne se faisait qu'à prix d'argent ³. »

¹ Vauvert, Arch. comm., CC 189. Chaque soldat de cette ville reçut à l'armée quatre sous par jour outre le pain de munition, et 18 l. par mois de service à son retour.

Les soldats envoyés par la communauté d'Aimargues furent gratifiés chacun de deux écus lourds d'argent, soit 15 livres 4 sols, outre ce qu'ils avaient reçu à l'armée. (Aimargues, Arch. comm., GG²⁷, 23 nov. 1653.)

² Montpellier, Arch. municip., BB¹, f^o 140 et suiv.

³ Il y eut à Vauvert jusqu'à trois levées en un mois.

L'armée du Vivarais tomba en six semaines, comme nous le verrons, de 6,000 hommes à 600. Le 10 octobre, on écrivait du Vivarais au cardinal :

«..... Ces Messieurs se débandent fort, tant pour aller aux vendanges que

Mais l'ardeur des bourgeois et des pasteurs ne se dément pas. Pasteurs et anciens se réunissent à Anduze, et votent de nouveaux subsides pour soutenir l'armement. Tous les consistoires ordonnent des jeûnes et des prières. Plusieurs députés, « l'abrégé de l'assemblée, » viennent au camp ranimer le zèle des troupes. Les ministres Baudan et du Bourdieu y paraissent « avec beaucoup d'ostentation et de véhémence. » Beaucoup d'autres, Desmarets de Ganges, Guichard du Vigan, Mejanès de Saint-Hippolyte, Tournon d'Anduze, se font remarquer parmi les plus remuants. On supplie Villefranche et la Cassaigne, toujours immobiles à Vallon et Privas, de se joindre enfin.

Villefranche proteste de son dévouement, convoque solennellement le conseil de guerre, prend l'avis des Églises et déclare enfin qu'il doit laisser le commandement à la Cassaigne, plus ancien que lui. Même comédie dans l'autre camp et nouvelle députation de la Cassaigne qui cède le pas à Villefranche. On perdit ainsi plusieurs jours, qui se passèrent « en cérémonies et compliments « entre les chefs de la noblesse, qui n'avaient autre visée que « la conservation de votre peuple, » dit le mémoire de Tavernol.

Cependant Rieux était enfin parvenu à rassembler à Aubenas six mille hommes de pied et huit cents chevaux avec beaucoup de noblesse. Dès qu'il se sentit en force, il envoya d'Aligre bailler défi aux réformés. Mais ceux-ci ne voulurent pas « mordre à la poume, » bien qu'ils eussent de bonnes troupes et « des chefs « qui savaient commander ¹. »

C'est alors seulement que le cardinal intervint. Les événements du Languedoc commençaient à faire du bruit à l'étran-

« par faute d'argent. Car, outre les dernières violences faites par le passé, « les huguenots ne veulent plus entendre à bailler de l'argent et disent que « si on les force, ils se rendront catholiques, ce qu'ont fait déjà quelques-uns. « C'est pourquoi ces nouveaux généraux menacent d'étendre leurs tailles « même sur les catholiques.... si les catholiques n'étaient point divisés et que « le roi voulût adroitement se servir de cette occasion, cette équipée ruine- « rait le parti huguenot d'une façon ou d'autre. » (Aff. étr., France 1638. 10 octobre 1653.)

Les procès-verbaux des synodes, en grand nombre aux archives dans la série TT, montrent que ces assemblées s'occupaient assez peu de discipline : leur principale fonction, en dehors des correspondances et députations secrètes, était d'apaiser les querelles entre les pasteurs et leurs ouailles, qui ne voulaient jamais les payer, dans les petites églises de campagne.

¹ Benoît, III, p. 63.

ger. Cromwell les suivait d'un œil attentif ¹. Condé les faisait valoir aux Anglais ² et aux Espagnols, et Cardenas, l'ambassadeur d'Espagne à Londres, en écrivait jusqu'en Suède.

Le cardinal résolut d'en finir à tout prix. Vers le 20 septembre la Tivolière, lieutenant des gardes du corps de la reine, d'une bonne famille de Vivarais, parent de Viriville, de Canillac, de Lignières, d'Aligre, et de plusieurs autres gentilshommes de l'armée catholique, se présenta dans le camp de Rieux avec les ordres du roi.

Il trouva les deux armées réduites de moitié par les désertions, les catholiques faute de vivres, et les réformés faute de zèle ³. On ne s'était battu qu'une fois devant le château de Boullogne, où Senneterre, avec huit cents hommes et quelque noblesse, avait repoussé l'attaque des gens de Privas.

Le premier soin de la Tivolière fut d'ôter aux deux corps des réformés tout espoir de jonction, en occupant solidement Ville-neuve-de-Berc, Montélimar, et la vallée du Rhône jusqu'au nord de Privas. Il s'établit lui-même à Montélimar.

Puis les conférences commencèrent à Cruas avec Villefranche, et à Aubenas avec la Cassaigne. Elles eurent peu de succès au début : les ministres refusèrent d'obéir aux ordres du roi et de désarmer ⁴. Mais ce trait d'audace n'empêcha pas les gentilshommes d'ouvrir sous main les négociations : la Cassaigne chargea Tinelli, un banquier de Nîmes, d'aller trouver Aligre à Aubenas et « de lui faire force baise-mains de la part de tous ces messieurs qui sont à Vallon ⁵. » Le 6 octobre on était sur le point de conclure un accommodement d'après lequel les réformés feraient le prêche dans un hameau de Vals. L'arrêt était dressé, et les délégués des réformés avaient déjà pris le chemin

¹ Dès le milieu de septembre, le résident anglais d'Orange était à Paris, et portait les plaintes des réformés chez la Vrillière. Il dit au secrétaire d'État stupéfait « que leur cause est juste, et que les Anglais du dedans *et du dehors* les appuieront dans une telle cause. » (Thurloe, *State papers*, I, p. 479.)

² Bordeaux, l'envoyé du cardinal à Londres, écrit à Brienne le 29 septembre : « Les agents de M. le prince veulent toujours persuader que les soulevés des Cévennes se rendent considérables et même que M. le prince se mettra à la tête si cette république les voulait assister. » (Aff. étr., corresp. Angleterre, v. 62, f° 275.)

³ La Tivolière ne demande pas moins en arrivant que 3,000 hommes de renfort pour venir à bout des réformés (Aff. étr., France 1548, f° 319).

⁴ Aff. étr., France 1638, f° 32.

⁵ Id. Lettre du 11 oct. 1653.

de Cruas, où devait se tenir la dernière conférence, quand un courrier de Paris les joignit et leur dit que le marquis de Ruvigny, le député général ¹, arrivait en personne, avec charge de donner entière satisfaction pour l'affaire de Privas et pour celle de Vals.

Aussitôt, tout est suspendu. Les réformés demandent six jours de prolongation de trêve et s'assemblent à Saint-Ambroix, où cette fois le parti de la paix gagne du terrain. Mais en attendant on redouble d'efforts pour arrêter les désertions et faire impression sur l'envoyé de la cour ². Le consul d'Anduze défend d'arrêter les commandes de vivres et d'armes, dans une lettre où les promesses du roi sont traitées avec un scepticisme peu respectueux ³. On tente même, le 9 octobre, d'enlever Villeneuve-de-Berc et de forcer le passage le long du Rhône. Mais la Tivolière s'empare des échelles déjà toutes prêtes pour escalader de nuit les remparts de Villeneuve et fait quelques prisonniers. Il est inquiet cependant pour Montélimar, dont le ministre, Chamier, « est homme à tout entreprendre, et le plus séditionnaire de « l'État. Les brigues qu'il fait ici continuellement m'ont obligé « d'y séjourner ⁴. »

Enfin le 12 octobre Ruvigny arrive, au grand dépit des catholiques ⁵. Quant aux réformés, soldats et gentilshommes, malgré Fourques, Vignolles et les ministres, ne demandent qu'à rentrer chez eux. L'indulgence du roi rendait d'ailleurs les négociations faciles : le roi restait impartial en principe, et blâmait les catholiques tout autant que les réformés. En fait il donnait raison à ceux-ci, puisqu'il leur accordait leurs requêtes :

Le prêche fut rétabli à Vals ;

¹ Il avait été nommé député général au mois d'août précédent.

² Les réformés auraient poussé la fanfaronnade jusqu'à commander beaucoup plus de rations qu'ils n'avaient d'hommes, au point de faire hausser partout le prix de la viande et du pain, « ce qu'ils faisaient artificiellement pour faire voir à la cour qu'ils étaient puissants » (Montpellier, arch. municip., BB¹ 140).

³ V. *Bulletin de l'hist. du Prot.*, 15 nov. 1901, l'art. de M. de Cazeneuve.

⁴ Aff. étr., France 1548, 6 oct. 1653.

⁵ Aligre et la Tivolière surtout, qui avaient dirigé les négociations, étaient furieux, et avec assez de raison, puisque l'affaire était réglée du consentement des deux parties, quand le cardinal remit tout en question. Cette intervention s'explique mal, et peut-être faut-il voir ici l'effet de quelque démarche secrète de Cromwell, avec qui on négociait depuis 1652 (Aff. étr., France 1638 et 1548).

Et à Privas, le conseil obligea Senneterre à accepter une transaction dont on fit des feux de joie dans la ville, en jurant d'être désormais toujours fermes dans le service du roi ¹.

Ainsi finit cette échauffourée, où le parti réformé, vingt-trois ans après les guerres de Rohan, dépouillé de ses villes de sûreté, abandonné des princes, dispersé en apparence et désorganisé, montra qu'il était encore capable d'armer rapidement de bonnes troupes et d'effrayer la Cour. Les réformés avaient obtenu ce qu'ils réclamaient ; cependant, à tout prendre, ils y perdirent, remarque sagement Benoit ² : ils avaient fait peur à tout le monde, et il fallait pousser hardiment sa pointe ou se soumettre. C'est aussi l'impression que les catholiques, tout battus qu'ils étaient, gardèrent de la guerre de Vals, et l'on méprisa d'autant plus les réformés que leur armement avait été plus important et avait donné plus de craintes ³.

A quoi peut-on attribuer le dénouement un peu mesquin d'une entreprise qui semblait considérable ?

Ce qui frappe surtout dans cette affaire, c'est la tiédeur des peuples et les hésitations des gentilshommes opposées à l'assurance et à l'audace croissantes des petits bourgeois et des ministres. On ne peut se passer des premiers et on n'ose des seconds ; mais seuls les consistoriaux ont une volonté et un but — c'est en eux que réside le nerf et le ressort du parti. Les gentilshommes, mécontents et peu nombreux, avaient conseillé la paix dès le début, et engagé des pourparlers au premier contact avec l'ennemi. Les vieux ministres, eux aussi, avaient prêché le repos ⁴. Au contraire, « tous les jeunes (ministres) échauffent les esprits autant qu'ils peuvent, » écrit le duc d'Arpajon au cardinal le 21 septembre ⁵. Ce sont les vrais auteurs du mouvement : « pour vous rendre un compte exact des affaires de nos religionnaires, » dit un mémoire à la Vrillière, en septembre 1654, « je vous dirai que les ministres sont seuls la cause

¹ Aff. étr., France 1630, f° 88.

² Benoit, III, p. 163.

³ Un mémoire de 1656 dit que l'affaire de Vals « a découvert leur faiblesse » (B. N., Fr. 17315, f° 54). Un autre dit que dans cet armement « ils ont fait paraître leur faiblesse aussi bien que leur malice » (A. N., TT 260, p. 54).

⁴ De ce nombre étaient Blanc, ministre, de Sumières; Guichard, de Sauve; Roussellet, de Nîmes; Servile, du Vigan.

⁵ Aff. étr. France 1638, f° 22.

« de cet armement et que, parmi eux, le nombre des sages et des modérés a été le plus faible ¹. » Nous avons déjà nommé Chamier, Touron, Guichard, etc., « ces tribuns du peuple, » dit le même mémoire.

Il semble que le parti réformé ait traversé une crise vers ce temps et subi comme une métamorphose. Né dans les châteaux, au milieu des guerres de la noblesse, il avait donné de la force à l'ambition des grands seigneurs contre la monarchie. Mais ce n'était là qu'un accident dans son histoire et la guerre des Cévennes, qui fut une guerre républicaine, dirigée par des chefs plébéiens, à laquelle pas un gentilhomme ne prit part ², était plus conforme à son véritable esprit.

Cet esprit égalitaire du calvinisme commence à se faire jour au temps de la Fronde. On en voit les effets dans les querelles de préséance qui donnaient fort à faire aux synodes ³.

Même évolution dans les doctrines : le calvinisme s'engageait sur la pente qui le menait fatalement au rationalisme : déjà se fait sentir le besoin d'économiser le miracle, le surnaturel ; — les termes, la lettre de l'Écriture ne changent pas : mais l'esprit n'est plus le même. La grâce, autrefois un secours extérieur accordé par Dieu à quelques élus de son choix, n'est plus qu'un mouvement intérieur, accordé à tous, et par le moyen fort naturel de la lecture des livres saints ; en un mot elle ressemble de plus en plus à nos autres émotions naturelles. Notre penchant au mal, autrefois regardé comme un châtiment spécial, infligé par Dieu à chaque homme au moment de sa naissance,

¹ Id. 1548, f° 355.

² Henri Martin, *Histoire de France*, t. XIV.

³ Au synode de Carjarc, en octobre 1652, plusieurs anciens se plaignent « que ceux qui, dans les Églises, avaient quelque avantage et condition plus haute que le commun s'en servaient contre la dignité des consistoires dans le banc desquels ils s'allaient asseoir et privaient les anciens de leurs sièges » (A. N., TT 237, 140).

En 1656, il s'élève une querelle dans l'Église de Montauban sur la manière de nommer les anciens, « les rangeant à la publication du serment dans un ordre qui emporte préséance des gentilshommes nobles » « grand nombre de bourgeois, procureurs et marchands requièrent le changement de cette coutume » (A. N., TT 263A, p. 146).

Dès 1620, Montmorency écrivait au sujet du Languedoc : « Il est à noter que la plupart de la noblesse de la religion du plat pays et quelques-uns des montagnes sont divisés d'avec les villes.... et veulent faire un corps pour s'opposer tant aux délibérations qu'ils prennent qu'aux autres entreprises qu'ils voudront faire contre le service du roi. »

n'est plus qu'un effet naturel de l'hérédité : le miracle est relégué au temps d'Adam. Et ainsi du reste. On abandonne peu à peu le calvinisme austère, rigide, plus dogmatique sur bien des points que la religion catholique, pour passer à un calvinisme facile, sentimental et rationaliste.

Mais cette religion bourgeoise s'éloignait autant des goûts et des traditions de la noblesse, que de l'esprit simple et de la foi vigoureuse du vrai peuple. La noblesse et le peuple se convertirent — seuls les consistoriaux tinrent bon ; mais les consistoriaux étaient des révolutionnaires.

En 1553, on était à mi-chemin entre la dernière guerre féodale et la première guerre républicaine. Il y avait encore de la noblesse à la tête de l'armée protestante — mais c'étaient les bourgeois de Privas qui avaient donné le branle à la révolte, les bourgeois de Nîmes qui avaient levé les hommes et l'argent. Les chefs manquaient de conviction, les convaincus d'autorité, et l'entreprise échoua.

II.

LES DÉPUTÉS DES ÉGLISES ET LE PROTECTEUR

Le cardinal n'avait cédé que sur le grief qui avait servi de prétexte à l'armement. Mais, de leur côté, les Réformés n'avaient accordé qu'une trêve ; la paix n'était pas faite : les négociations s'ouvraient seulement.

Le cardinal put en juger pendant cet hiver, au grand nombre et au ton fort haut des députés des Églises, qui venaient de tous les synodes du Midi apporter au conseil les plaintes, les requêtes et les menaces de leur parti.

Mais les troubles du Languedoc n'étaient pas le seul souci du conseil, et les protestants du Midi avaient un allié tout-puissant qui prit en main leur cause pendant cette année, et dont nous devons étudier de près les intentions et les efforts pour bien comprendre la conduite du conseil et celle des Églises.

I. On sait que depuis trois ans déjà le cardinal disputait au roi d'Espagne et à Condé l'alliance de Cromwell. Il avait envoyé à Londres le président de Bordeaux pour combattre les efforts de

Cardenas, l'ambassadeur d'Espagne, qu'appuyaient les agents de Condé, Cugnac, Barrière et Mazerolles.

Au commencement de 1654, les négociations étaient sérieusement engagées et le Protecteur bien disposé en apparence. Il hésita pourtant deux ans avant de se décider à signer le traité.

Le caractère du Protecteur, l'état de l'Angleterre, ses rapports avec les autres pays, les avantages respectifs des deux alliances, etc., fournissent plus de raisons qu'il n'en faut pour expliquer cette irrésolution. Et la même abondance de motifs, qui rendait si difficile à prévoir le parti qu'il prendrait, donne beau jeu pour justifier celui qu'il a pris. Les causes sont innombrables, et prennent l'importance qu'on leur donne. Il est incontestable que le cardinal payait mieux que le roi d'Espagne — que Dunkerque valait plus que Calais — que si les Espagnols avaient moins à donner, ils avaient plus à perdre : les Antilles devaient tomber dans la main du Protecteur au premier coup de canon, etc. M. Guizot a mis en lumière tous ces arguments en faveur de l'alliance française. Peut-être, si Cromwell avait pris le parti contraire, aurait-on prouvé par des raisons tout aussi fortes qu'il ne pouvait agir autrement ¹.

Mais il est une autre raison dont M. Guizot ne parle que pour mémoire. Elle est d'un ordre tout différent : c'est le grand projet d'union protestante et républicaine contre les monarchies et l'Église.

Il est de fait que Cromwell, en principe du moins, n'abandonna jamais cette idée, qu'il en parla jusqu'au dernier mois de sa vie et ne fit jamais rien qui lui ôtât tout espoir d'y revenir ².

¹ Burnet (*Own Times*) dit, par exemple, que l'acquisition de Dunkerque fit plus de tort que de bien à l'Angleterre, en ruinant le commerce des marchands de Londres.

D'autre part, le Protecteur fut battu aux Antilles, où il était si sûr de faire des conquêtes faciles.

² Il est difficile de dire jusqu'à quel point le Protecteur prit au sérieux une aussi gigantesque entreprise, mais il est certain que ces idées étaient dans l'air vers ce temps et on est frappé de leur ressemblance avec les idées qui bouleversèrent l'Europe au siècle suivant.

La Milletière, un réformé jadis influent dans son parti, qui joua un rôle dans les guerres de Rohan, mais converti depuis 1645, envoie au cardinal, en juillet 1654, un long mémoire sur les projets du Protecteur :

« Venant armé et muni de forces très puissantes, il publiera partout où il aura pris pied que son intention n'est pas de nuire aux peuples ni d'en vahir leurs biens. *Qu'il ne vient que pour les convier à leur liberté tant*

Mais ici aussi on trouve dans la politique ordinaire des raisons fort naturelles pour justifier cette persistance : le Protecteur ne voulait que se donner une attitude, utile à sa gloire, et nécessaire à sa popularité. Le cardinal ne l'entendit jamais autrement, les monarchies et le Pape en prirent peu d'ombrage : Cromwell avait trop de sens pour s'attacher tout de bon à une telle chimère et en attendait tout juste ce qu'elle pouvait lui donner : une toile de fond d'un bel effet, et qui prêtait une singulière grandeur à une politique d'ailleurs banale.

Les visées du Protecteur n'allèrent peut-être pas plus loin pendant les deux dernières années de sa carrière : il est permis de croire qu'elles étaient plus hautes, plus ambitieuses et plus originales en 1654 et en 1655 : c'est du moins la seule manière d'expliquer les deux grands efforts, infructueux d'ailleurs, qu'il fit pendant ces années, l'un pour soulever les réformés de

« pour la condition de leur vie que de la religion, en laquelle il n'entend néanmoins ne contraindre personne. Que son principal but est de les affranchir de toutes les vexations qu'ils souffrent de la domination sous laquelle ils vivent. Car il sait que les peuples qui se trouvent harassés des grandes charges que la pesanteur d'une longue guerre pleine de désordres et d'excès leur fait supporter, qui sont d'ailleurs accoutumés par l'artifice des esprits séditieux qui les ont quasi tous corrompus, à porter bien peu de respect et d'amour à ceux qui les gouvernent quand ils conçoivent l'espérance d'être soulagés et de jouir de plus de repos et de liberté, ils se rendront facilement susceptibles de ces impressions. »

Ce mémoire a été publié en partie par M. Guizot (*Histoire de la révolution d'Angleterre*, II, 2, 434). Un autre mémoire d'un marchand anglais (Aff. étr. Angleterre 66, n° 49, avril 1655), dont M. de Cosnac a parlé, est encore plus explicite.

Il assure que « quelque mine que fasse Cromwell, il n'a aucun dessein de faire la paix avec la France, de laquelle on doit supposer qu'il est et sera toujours l'ennemi juré pour des raisons qu'il serait inutile de représenter. » Mais il a résolu de l'affaiblir par toutes sortes de moyens pour parvenir à la chimère qu'il s'est mise en tête, « qu'il est envoyé de Dieu pour détruire les monarchies et réformer l'Évangile, pour se rendre protecteur de la religion et de la liberté. Et s'il arrivait qu'il fût contraint par quelque pressante considération de faire la paix, ce ne serait qu'une paix fourrée et captieuse, par laquelle même il se promet de venir à ses fins. »

C'est vers 1654, lors de l'alliance avec la Hollande, et des négociations avec les calvinistes français, que les desseins de Cromwell prirent du corps et de la précision. Burnet dit qu'il aurait résolu de créer un conseil pour la religion protestante et de l'opposer à la Propagation de la foi à Rome. Ce conseil devait se composer de sept conseillers et de quatre secrétaires par différentes provinces. La France, la Suisse et les vallées de Piémont formaient la première. Le Palatinat et les autres pays calvinistes la seconde. L'Allemagne du Nord et la Turquie la troisième, et les Indes d'Asie et l'Amérique la quatrième (Burnet, *Own Times*, I, p. 77, éd. de 1724).

France, et l'autre pour allumer la guerre religieuse et éveiller l'esprit révolutionnaire en Suisse et dans les vallées de Piémont.

Ces deux tentatives avortées ont l'intérêt le plus saisissant : en effet, Cromwell est le premier peut-être qui ait consciemment accepté le rôle d'apôtre de la Révolution ; mais personne depuis n'a jamais joué ce rôle avec plus de tact et de prudence. Le Protecteur n'est pas homme à s'élancer sur la mer, comme un saint Pierre, avant de savoir par combien de brasses est le fond. Ce prophète du nouvel Évangile commence par se donner une police aussi parfaite qu'une société secrète et qui fait l'envie des vieilles cours ; et il entreprend à l'aide de cette police dans l'Europe entière une enquête d'un genre nouveau, que personne n'avait tentée avant lui : cette enquête n'a rien d'une mission diplomatique comme on les comprenait alors : c'est l'esprit des peuples et non les intentions des princes ni les intrigues des cours qu'il cherche à pénétrer. Il veut savoir si les tendances rationalistes et égalitaires du calvinisme ont suffisamment mûri les populations protestantes et sapé les assises du vieil ordre social, si les peuples sont prêts pour le grand coup. Les révolutionnaires anglais n'attendaient qu'un signe : Cromwell pouvait lancer le brûlot sur la France, sur la Suisse ou ailleurs. — Mais l'Europe prendrait-elle feu ? Voilà ce que ce judicieux apôtre de la liberté et de la justice se demandait avec inquiétude, et cherchait à savoir par tous les moyens.

Les premiers qu'il tâta furent les calvinistes français : rien n'était plus naturel : leurs doctrines étaient celles des presbytériens anglais, c'est-à-dire du parti républicain opposé aux épiscopaux, tous royalistes ¹.

Or, on sait à quel point le mouvement révolutionnaire et le mouvement religieux étaient unis en Angleterre. En France, les mêmes tendances politiques se dégagent peu à peu des mêmes idées religieuses. M. Anquez a montré des indices de cette évolution dans les guerres du début du siècle ².

¹ Voir un curieux mémoire à l'Arsenal sur les sectes en Angleterre en 1659 (mss. 5423, f^os 505 et suiv. et 1145).

Laud, « le singe de Richelieu, » avait défendu à son ambassadeur en France d'aller au prêche de Charenton, par cette raison que les ministres français n'étaient que des Presbytériens. (Douen, *La Révocation à Paris*, I, p. 207.)

² « La voix du peuple est celle de Dieu, » écrivaient les députés de l'Assem-

Rulhière remarque que, dans ces guerres, une assemblée remplaça le prince protecteur, et donna souvent fort à faire au duc de Rohan ¹.

Tout poussait les calvinistes français dans le sens des idées anglaises : l'organisation de leur parti démocratique et égalitaire ², les rapports de leurs ministres avec Genève ³, Leyde et Oxford, où un grand nombre d'entre eux avaient fait leurs études, l'influence que la noblesse convertie ou hésitante laissait prendre dans les villes du Midi aux consistoriaux.

Enfin les derniers événements de l'état de surexcitation où se trouvaient alors toutes les Églises du Midi semblaient confirmer encore le Protecteur dans ses espérances.

II. C'est au début de l'année 1654 que le Protecteur entreprit de mettre à l'épreuve la fidélité des réformés de France pour leur roi — et l'occasion paraissait favorable :

Les provinces du Midi étaient encore sous le coup de la prise

blée générale de 1615 à la reine (Arsenal, 5420, p. 301. — Bulletin, XIV, p. 50).

¹ On connaît son fameux mot : « Vous n'êtes que des républicains, et j'ai-
« merai mieux parler à une assemblée de loups qu'à une assemblée de pas-
« teurs. »

² Nous avons dit un mot des querelles entre les gentilshommes et les bourgeois dans le consistoire : « Il faut humilier le consistoire, dangereux gouvernement qui fait des républicains, et qui retient dans le parti ceux qui n'ont plus d'estime pour leur religion, » dit un Mémoire des environs de 1680 (B. N., Fr. 7044). Un mémoire des *Mélanges Colbert* (t. VI) explique ainsi leurs tendances politiques : « Les protestants s'étant soustraits de « l'obéissance qu'ils doivent au pape et aux évêques et par conséquent étant « sans chefs, ont formé une manière de gouvernement populaire en tous ses « degrés, en sorte qu'on peut dire que c'est une république parfaite que leur « religion et qu'ainsi il ne faut pas s'étonner s'ils ont des maximes si con- « traires à la monarchie, puisqu'ils sont élevés et nourris dans des principes « qui en détruisent tous les fondements. » — « Ils sont plus difficiles à contenir que les catholiques, parce qu'ils sont ennemis de l'État monarchique, tant ecclésiastique que temporel, enclins à l'ochlocratie et à l'égalité républicaine » (A. N., TT 431, 46. — Mémoire des environs de 1652). — « Les catholiques sont plus amis aux monarchies que les calvinistes, comme montrent leurs écrits et pratiques en Allemagne, France et ailleurs (*Mél. Colbert*, V, 26, f° 449). — Burnet (*Own Times*, p. 73), dit : « Le roi Jacques m'a dit que son frère et lui, dans les nombreuses compagnies où ils allaient incognito, rencontrèrent beaucoup de protestants et les trouvèrent toujours malveillants pour eux et grands admirateurs de Cromwell. Ce qui lui fit croire qu'ils étaient tous des factieux au fond du cœur. »

³ Au synode national de Loudun en 1659, le roi fait défendre par son commissaire d'admettre des ministres genevois : « on y prenait un esprit républicain qui inspirait de l'aversion pour la monarchie. »

d'armes de Vals. Les troupes étaient rentrées dans leurs foyers : mais la querelle n'était pas apaisée.

Du côté des catholiques, la maréchale d'Ornano s'opposait toujours à l'exercice de Vals ¹. Le prince d'Harcourt, furieux de n'avoir obtenu ni arrêt contre ses vassaux réformés, ni solde pour ses soldats catholiques, menaçait de passer au parti de l'empereur et des princes lorrains ². Le parlement de Toulouse refusait hautement d'enregistrer l'abolition ³. Les États de Languedoc protestaient contre la décision du roi ⁴, et le commissaire catholique, envoyé pour rétablir le prêche à Vals, se cachait pour n'être pas contraint d'obéir ⁵. Enfin l'opinion catholique semblait s'éveiller, l'exemple de Rieux était contagieux,

¹ Elle n'obéit pas à l'arrêt du 2 octobre 1653 — deux nouveaux arrêts du 26 décembre et du 22 janvier 1654 n'ont pas plus d'effet. Elle ne céda qu'en février, quand l'affaire eut été jugée contre elle à la Chambre de l'édit. (A. N., E 1703 et E 1700).

² Le cardinal répond à ses instances, le 26 nov. 1653 : « Vous agréerez s'il vous plaît, que je vous dise franchement que je ne puis écrire aux prochains États de Languedoc pour votre remboursement des dépens que vous pouvez avoir faits dans l'affaire de Vals, parce que ceux de la R. P. R. ne manqueront pas de s'en plaindre ou de prétendre la même chose, mais j'ai écrit de bon cœur à M. le prince de Conti pour le supplier d'employer son crédit afin que vous puissiez obtenir de l'assemblée quelque gratification sur tel autre prétexte que vous jugerez à propos de prendre.... » (Aff. étr. France 1638, f° 100). Malheureusement, le prudent Bezons jugeait encore cet expédient trop dangereux : il écrit au cardinal, le 2 janvier 1654, que pour accorder au comte de Rieux une gratification, il faudrait imposer des diocèses où les réformés sont les plus forts, ce qui ferait recommencer tous les troubles (id., f° 41). Exaspéré, le comte de Rieux aurait menacé de passer au parti de l'empereur (Thurloe, *State papers*, I, 29/9 octobre 1653).

³ Dès le 23 août 1653, il avait député les conseillers de Guillermin et de Camère pour interdire les assemblées illicites dans les Cévennes, où se préparait l'armement de Vals. Il n'enregistra l'abolition qu'en mars 1659 (*Histoire du Languedoc*, t. XIII, p. 349-350, et t. XIV, p. justif., n° ccvii, p. 510).

⁴ Les catholiques de Nîmes, témoins des menées du consistoire pendant cet automne, députent Fabre aux États. Ceux-ci déclarent, dans la séance du 16 décembre 1653, que l'établissement du prêche à Vals « est un pernicieux exemple pour toutes les autres villes et lieux de cette province » (Aff. étr., France 1638, f° 35). Ils écrivent aux évêques, aux agents du clergé qui députe au roi et obtient la recommandation du nonce en personne. Mais toutes ces batteries eurent peu d'effet; le cardinal ne voulut rien entendre, « en ce temps surtout, dit-il, où les Anglais font de si puissants armements sans autres ennemis que ceux qu'il leur plaît de se faire. » (Thurloe, *State papers*, t. II, 4/14 fév. 1654.)

⁵ L'arrêt du 26 décembre 1653 commettait deux conseillers au présidial de Nîmes, les sieurs Fortou (catholique) et Rosel-Lansard (réformé), pour rétablir l'exercice. Mais Fortou reste introuvable. Le conseil dut faire un second arrêt le 22 janvier 1654 (A. N., E 1703) pour désigner d'autres commissaires (Thurloe, *State papers*, t. II, p. 49).

et de plusieurs côtés, à Rochechouart, à Florensac, à Portes, à Aiguères, à Pamiers, etc., les gentilshommes ou les peuples chassaient les pasteurs et dispersaient les troupeaux.

Du côté des réformés, on quêtait pour les victimes de Rieux ¹, on s'assemblait, on députait. La bourgeoisie des villes et les consistoires étaient fort surexcités.

A Nîmes, on ne parle de rien moins que de mipartir toutes les églises catholiques, comme les maisons de ville, en établissant le prêche dans la moitié des églises paroissiales du diocèse ².

Les États de Languedoc ayant prétendu renouveler les impositions comme les années précédentes, sans décharger les réformés de la dette, les émeutes habituelles eurent lieu. Les consuls réformés de Nîmes firent publier à son de trompe la défense de payer à d'autres qu'à eux — et les archers s'étant présentés pour prêter main-forte à la loi, ils furent housculés et mis en déroute ³.

A Bédarieux, les réformés rentrent à la maison de ville le pistolet au poing et les catholiques émigrent ⁴. Mêmes scènes à Lunel ⁵, à Cambouin, en Dauphiné. Le gouverneur de la province, Lesdiguières, furieux, déclaré au député général Ruvigny, encore en Languedoc, que si on ne fait pas cesser ces voies de fait, il réunira ses amis et toutes les forces qu'il pourra ramasser pour ranger les réformés à leur devoir ⁶.

A Montpellier, il y eut un scandale à la fête du Papegai. La

¹ Le consistoire de Nîmes se charge de diriger cette collecte (B. N., Fr. 8668, f° 10 v°) et envoie quêter en décembre dans les Cévennes.

Le 10 mars 1654, le député de Vals, Justet, beau-père du ministre Durand, vient chercher les subventions de Montpellier, de Nîmes et de plusieurs autres villes (Id., f° 38 v°, et Arnaud, *Protestants du Vivarais et du Velay*, I, p. 632).

Le 25 mars 1654, Flou, député de Vals, est envoyé au consistoire de Nîmes pour savoir s'il doit aller à Montpellier, à Bordeaux, en Béarn, quêter pour son Église : on lui répond qu'il suffit d'aller à Montpellier (B. N., Fr. 8668, f° 22 v°).

Le 8 avril, le consistoire de Nîmes reçoit 500 livres de l'Église de Paris, à l'intention des réformés de Vals (Id., f° 28).

² Thurloe, *State papers*, I, lettre du 10 décembre 1653.

³ Id., II, 4/14 fév. 1654, et A. N., TT 431, p. 138. Arch. du Gard, C 285.

⁴ *Histoire du Languedoc*, pièces justif.

⁵ A. N., E 1703, 28 mai 1654.

⁶ A. N., TT 431, 138. Lesdiguières était pourtant bien disposé pour les réformés ; lors de l'affaire des Vallées, il laissa faire les levées et circuler les ministres. En 1665, l'intendant Saron-Champigny dit que la R. P. R. ne fut maintenue entre les Cévennes et les monts du Dauphiné que grâce au commerce et au duc de Lesdiguières. Depuis sa mort, toutes les personnes de condition se sont converties (A. N., TT 275 B, p. 19).

ville avait sur ses armoiries « l'image de la Vierge assise sur une grande chaise, tenant le petit Jésus sur ses genoux, et à ses pieds l'écusson avec la poume. » Les calvinistes, lors des guerres, ne gardèrent que l'écusson et brisèrent la Vierge, rétablie en 1627 par les catholiques. A la fête du Papegai de 1654, la compagnie des archers, presque tous huguenots, arborent un drapeau aux armes de la ville, mais avec la Vierge sans tête, comme au temps de Rohan ¹.

Enfin, dans l'état d'exaltation où se trouvaient les deux partis, l'intolérance intempestive du parlement de Toulouse avait failli provoquer l'explosion, par un acte de violence qui mit en rumeur jusqu'aux moindres Églises du Midi.

Contraint de lâcher prise dans l'affaire de Vals, où il avait, comme nous l'avons vu, mis les commissaires en campagne bien avant le conseil, ce parlement voulut au moins se consoler en châtiât l'un des séditeux.

Il n'y avait presque plus de noblesse réformée en Languedoc et en Guyenne. Toute la force du parti était dans la bourgeoisie des villes. Cependant, au pays de Foix, les MM. de Lérans suivaient encore les anciennes pratiques, et, laissant aux bourgeois les procès, les doléances, les assemblées et les émeutes, tenaient la campagne pour M. le Prince, communiquaient avec les Espagnols, et faisaient dans leur canton, avec leurs paysans et leurs vassaux, une petite guerre de brigands. Le baron de Lérans, chef du protestantisme belliqueux entre l'Aude et la Garonne, inspirait de vives appréhensions, dit l'Histoire du Languedoc. On l'accusait d'avoir rasé une église, traité avec Philippe IV, levé trois cents chevaux pour venir au secours de Vals, enfin assassiné à la fin de 1656, avec l'aide de son frère, leur cousin germain catholique, Benjamin de Lévis, baron de Montmaur.

Le parlement de Toulouse décrète contre lui, au mois de novembre, le fait arrêter comme il fuyait dans les montagnes de l'Ariège ; il récuse le parlement et en appelle à la chambre de Castres, comme protestant ; on allègue le crime de lèse-majesté, et on passe outre ; il refuse alors de répondre, il est jugé comme muet, condamné et exécuté, le 21 janvier 1654, sur la place du Salin.

¹ Arch. munic. de Montpellier, BB¹, n° 143.

Cet acte de vigueur provoqua un déchainement de colère parmi les Églises ¹.

L'homme étant peu défendable, on s'attacha au principe : l'édit était audacieusement violé, les droits de la chambre de Castres méprisés, les réformés livrés sans recours à des juges fanatiques.

La chambre de l'Édit de Castres députa au roi Jaussaud, Ranchin, Carlot, Rozel, conseillers réformés ². Elle écrivait en même temps au consistoire de Nîmes, qui prit en main sa cause, dans une assemblée des trois corps de ville ³, le mercredi 14 février 1654, et le 15, envoya des pouvoirs et des instructions spéciales à son député en cour, Vestric. Toutes les églises de Languedoc et de Guyenne suivent l'exemple et les exhortations de celle de Nîmes ⁴; les députés des provinces, assemblés à Paris, font de cette affaire le sujet d'une requête générale, et on met en campagne Ruvigny, Malauze et Vestric.

Un correspondant nîmois écrit aux agents de Cromwell à Paris que le procès et l'exécution de Lérans ont mis tous les réformés en fureur : « une seule étincelle pourrait tout embraser ⁵. »

III. Cromwell crut le moment venu d'allumer la mèche.

Tout marchait alors selon ses désirs : il avait solidement établi son pouvoir en Angleterre au commencement de janvier, les traités avec la Hollande, le Danemark et la Suède furent conclus au mois d'avril. Pendant le printemps et l'été de cette année, le Protecteur semble avoir tourné toute son attention sur les provinces protestantes du Midi qu'il voyait si agitées. Il mit en

¹ Le premier président, Gaspard de Fieubet, prévoyant cet orage, s'était empressé de disculper son parlement dès le 25 janvier : « Monseigneur, écrit-il au cardinal, j'ai cru que Votre Éminence pourrait recevoir des plaintes de la part de ceux de la r. p. r. pour la condamnation à mort ordonnée par le parlement de Toulouse contre le baron de Lérans : c'est une chose avérée, Monseigneur, qu'il a été le plus factieux de son parti; qu'il n'a jamais manqué d'occasion de prendre les armes contre le service du roi, et que même dans ces derniers troubles, ce fut lui qui donna passage à Marchin dans le pays de Foix pour entrer dans la Guyenne.... » (Aff. étr., France 1636. f° 261.)

² Thurloe, *State papers*, II, p. 49.

³ B. N., Fr. 8668, f° 9.

⁴ Thurloe, *State papers*, II, p. 49.

⁵ *Ibid.*, p. 48.

campagne une armée d'espions : de février à juillet, les ministres et autres agents circulent de consistoire en consistoire, les correspondances chiffrées se multiplient.

Il est difficile de suivre le fil de ces menées souterraines. La correspondance de Bordeaux n'en donne que des preuves, et celle de Thurloe que des fragments. Mais ces indications décousues laissent voir assez des efforts et des succès de cette grande campagne d'espionnage, pour expliquer l'audace des réformés et les secrètes inquiétudes que le cardinal cachait sous une sécurité apparente.

Les trois centres de correspondances paraissent avoir été Paris, Nîmes et Bordeaux.

Dans cette dernière ville, les frondeurs, vaincus en 1652, étaient encore nombreux et avaient envoyé à Londres plusieurs députés, dont un protestant, le sieur Blaru. Il représentait sans doute les intérêts de ceux des réformés de Guyenne qui tenaient le parti de Condé, et des Espagnols ¹.

Mais les frondeurs n'étaient pas les plus nombreux dans le parti réformé. Le confident et l'ami de Cromwell, Thurloe, qui dirigeait la police secrète du Protecteur dans tous les États de l'Europe, entretenait avec les réformés de Languedoc une correspondance où il était peu question de M. le Prince. Il était lui-même ou par ses agents en relation avec des bourgeois et des ministres de Nîmes ².

Enfin les négociations furent plus actives encore avec les députés des Églises du Midi accourus en foule à Paris pendant cet hiver.

Comme nous l'avons vu, la querelle de Vals n'avait été que

¹ Nous avons vu que les deux Lérans étaient à la tête de ce parti dans le pays de Foix et la Haute Guyenne; les réformés compromis dans la Fronde obtinrent renvoi de leurs procès à Castres, le 28 mai 1654 (A. N., E 1703).

² Thurloe, *State papers*, I, p. 581, 587; II, p. 27, 48.

Un mémoire sur les entreprises des réformés en 1652 dit que ceux de Nîmes « entretiennent des menées secrètes contre le service de Sa Majesté parmi les réformés des autres villes et provinces de Languedoc, Guyenne, Provence et Dauphiné, entre lesquelles il y a une union et correspondance stricte, étant véritable qu'il y a un habitant de cette ville qui a une correspondance si particulière avec quelques Anglais qu'il écrit les nouvelles les plus particulières de cette infâme république et les réformés s'en vont le consulter pour savoir ces nouvelles et se réjouissent manifestement des avantages qu'elle reçoit au préjudice de ses ennemis et sont instruits à mesure qu'ils reçoivent quelque chose.... » (Arch. du cons. de Nîmes, B 1-35)

l'occasion d'une prise d'armes dont la cause était plus générale : il s'agissait de savoir si la déclaration de 1652 serait interprétée dans son sens le plus favorable — si les exercices et les consuls enlevés par le feu roi seraient rendus aux réformés — si les entreprises faites pendant les troubles seraient confirmées par le conseil — si le roi prendrait franchement la défense des réformés contre la réaction catholique tous les jours plus menaçante, et s'il mettrait un frein à l'impétuosité des parlements.

L'armement de Vals avait valu aux Réformés une satisfaction d'amour-propre, puisque le roi leur donnait raison sur le motif avoué de l'entreprise, mais aucun avantage utile.

Quelques mois plus tard, forts de l'appui du Protecteur, ils essayèrent des moyens pacifiques ¹.

De décembre 1653 à février 1654, les députés arrivent de toutes les Églises du Midi, les uns pour défendre tel exercice ou tel consulat, les autres pour des intérêts plus généraux, comme le maintien des privilèges de la chambre de l'Édit, méconnus dans le procès Lérans.

Pendant les six premiers mois de 1654, ils formèrent comme un conseil abrégé de la religion, sous la direction de Vestric, le

¹ Tout aussi irréguliers d'ailleurs. D'après les usages établis, toutes les plaintes devaient passer par le député général, et la cour voyait d'un fort mauvais œil ces grandes députations des provinces, qui passaient des mois à Paris, et resserraient l'union. Celle de 1658, comme nous le verrons plus loin, de l'aveu même de Benoit, fut considérée par ceux de la religion comme un équivalent du synode national qu'on leur refusait toujours.

En 1652, Boussac, commissaire royal au synode de Cajarc, montre les dangers de ces députations et le moyen de les empêcher :

« Le député général ne faisant pas sa résidence à la suite du roi, on peut dire que c'est un moyen d'éluder les plaintes du synode. Et quand le député général serait à la suite du roi, il semble qu'il est du service de Sa Majesté d'empêcher que ces plaintes ne soient portées au roi, et par ce moyen connues dedans et dehors le royaume » « Ceux qui croient avoir sujet de plainte, pour rendre leurs plaintes considérables, emploient la jonction des principales villes du royaume de même religion pour une cause commune. Ainsi les sujets du roi de ladite religion parmi lesquels il y en a de mal intentionnés se lient et s'unissent entre eux.... » (A. N., TT 237, p. 142.)

Le même mémoire signale un autre danger de ces députations : « ils s'adressent aux grands de ladite religion et s'accoutument à dépendre d'eux. » Ces grands « sont à présent dans le service du roi, mais peuvent changer. Joint à cela le voisinage de la Hollande et d'Angleterre. »

En 1672, le commissaire au synode de Nérac fait entendre les mêmes plaintes : « Le corps des députés à Paris qui s'assemblent à toutes les occasions est le ciment de la correspondance et de l'union de toutes les Églises du royaume. » (A. N., TT 258, 77.)

représentant du consistoire de Nîmes, du député général, du marquis de Malauze ¹, du comte d'Entraigues ², et, au moins pendant le mois de mai, du marquis de Montbrun ³. Ils se réunissaient régulièrement, concertaient leurs démarches au conseil, faisaient solliciter le cardinal et le chancelier par les grands seigneurs réformés, et confiaient leurs peines et leurs espérances à l'ambassadeur des États et aux agents de Thurloe.

Le principal de ces agents était un certain Petit, spécialement chargé de renseigner le Protecteur sur les sentiments des réformés et l'état de leurs affaires au conseil. Il ne pouvait être mieux placé pour remplir cette mission qu'à Paris, où il était informé par les députés des Églises de toutes les nouvelles du Midi, et au courant de leurs moindres démarches auprès du cardinal et du chancelier ⁴.

Mais il ne suffisait pas à Cromwell de négocier avec les députés des réformés et de correspondre avec les principales de leurs Églises. Il voulut les connaître de plus près encore, et

¹ Il avait épousé M^{lle} de Duras, la nièce de Turenne, l'année précédente.

² Jacques de Launai d'Entraigues, d'une famille de financiers anoblis à la fin du siècle précédent. C'est un des députés du Vivarais (Arnaud, *Réf. du Vivarais*, I, 49).

³ Alexandre du Puy, marquis de Saint-André-Montbrun, un des principaux chefs réformés pendant les dernières guerres; il commandait à Privas lors du fameux siège. C'était le bras droit de Rohan, disent les frères Haag, et nous verrons que Cromwell avait les yeux sur lui au mois de mai 1654. Son frère, René du Puy-Montbrun, sieur de Villefranche, commandait les troupes du Vivarais dans l'insurrection de Vals. Un long et violent mémoire, aux A. E., dit que « les plus acharnés huguenots sont les Montbrun, il faut s'en défaire à tout prix.... » « On avait belle occasion d'ôter la tête ou mettre en prison perpétuelle Saint-André-Montbrun après l'affaire de Barcelone. Ce sont des occasions qu'il faut prendre au poil. » (Mémoire de Thévenot au cardinal. Rome, 12 janvier 1655, Aff. étr., France 894, f° 8.)

⁴ Bordeaux ne paraît avoir eu de soupçons sur Petit et sur Ogier, l'oncle de Petit et son correspondant habituel, que vers le commencement de 1655. Voici ce qu'il écrit le 23 février : « Les relations du neveu d'Ogier ne diminuent pas la fierté (du Protecteur), et la conduite de ces deux hommes m'oblige de leur rendre de mauvais offices, mais nécessaires pour leur ôter le moyen de desservir la France. Et devant que d'avoir reçu les ordres qui me sont donnés sur leur sujet, j'étais entré dans le sentiments qu'il ne les fallait point souffrir en France. Je sais qu'ils affectent des correspondances avec ceux de la religion; que l'insistance de mes commissaires pour les créances de M. de Cézzy était principalement fondée sur l'assurance qu'ils donnaient que l'argent était prêt en France, et, depuis l'arrivée dudit neveu, j'ai remarqué que mes commissaires me mettaient souvent le marché à la main.... » (Bordeaux à Brienne, aff. étr., Angleterre, 65, 23 fév. 1655.)

Petit et Ogier sont les seuls agents dont les papiers de Thurloe donnent les noms; les autres lettres sont anonymes.

envoyer sur les lieux des ministres intelligents chargés d'observer leurs querelles, de démêler leurs sentiments et leurs désirs. Les missions de ce genre furent fréquentes pendant le printemps de 1654; Bordeaux suivait avec inquiétude ces allées et venues et en parle souvent dans ses lettres à Bienne.

Les deux principaux agents du Protecteur sont un pasteur nommé Morus ¹ et le suisse Stouppe ou Stuppa, pasteur de l'Eglise française à Londres.

Le second, Stouppe, est bien connu, c'était un franc intrigant vendu à tous les partis, anglais, français, espagnol, et sachant mal lui-même auquel il appartenait, mais intelligent et adroit, et alors du moins assez avant dans le secret du Protecteur, s'il faut en croire Burnet, qui fut très lié avec lui ².

Dans les premiers jours d'avril 1654, Morus passe à Londres

¹ Était-ce le fameux Alexandre Morus, ministre à Genève, à Leyde et à Charenton, où il mit la guerre civile dans le consistoire et dans toute la province de 1656 à 1664? (S. Douen, *La révocation de l'édit de Nantes à Paris*, I, p. 218 et suiv.) On peut le soutenir. Alexandre Morus était né à Castres; de plus, il était alors professeur à Leyde, et nous verrons que les États de Hollande entrèrent avec beaucoup d'empressement dans les vues du Protecteur sur les réformés de France. Enfin, Morus était en relations avec le consistoire de Nîmes, qui même rechercha son ministère en 1653 (Reg. du cons., 6 août 1653), avec celui de Montauban, qui voulut aussi l'appeler en 1651. Mais le commissaire du roi s'y opposa : « Sur la demande faite par les députés de Montauban représentant le corps des habitants de la religion du ministère du sieur Morus pour remplir la demi-semaine vacante par le décès du sieur Garrissolles et la permission de rechercher ledit sieur Morus pour remplir la place de professeur en théologie, vacante pour la même cause, M. le commissaire a déclaré qu'il avait un ordre exprès et particulier portant exclusion dudit sieur Morus, accusé auprès du roi d'avoir intelligence avec les étrangers ennemis de l'État. » (A. N., TT 239, p. 16. Actes du synode de Castres, sept. 1651.)

² Dans son projet de propagation de la foi protestante, Cromwell donnait à Stouppe le secrétariat de la première province (France, Suisse, vallées) (voir Burnet, *Own Times*). — Et en effet, ce fut Stouppe qui dirigea les négociations avec les réformés français en 1654, avec ceux des Vallées et de la Suisse en 1655. Mais Stouppe était vendu aux Espagnols et à Condé, ce qui inquiéta peu le Protecteur tant qu'il eut quelque espoir de soulever les réformés français : les Espagnols y avaient autant d'intérêt que lui. Mais lorsque le traité de 1655 avec la cour de France fut près d'être conclu, Stouppe devint suspect. Il avait essayé déjà de surprendre le secret de l'expédition de Cuba. Au mois d'août (Burnet, *ibid.*, p. 75), le protecteur lui retira sa confiance. Il s'offrit alors à Bordeaux qui l'acheta, mais par acquit de conscience et sans enthousiasme (Aff. étr., Angleterre 64, lettres du 27 mai, du 1^{er} et du 9 juillet 1655). On retrouve ce pasteur en 1672, converti, officier de l'armée de Louis XIV en Hollande, écrivant des pamphlets pour mettre la zizanie entre les États protestants, et cherchant à persuader aux Suisses de s'enrôler dans l'armée française.

prendre les ordres du Protecteur entre deux voyages en France et s'en retourne de là chez Vignolles à Nîmes. Plusieurs autres pasteurs parcourent les provinces protestantes au même moment.

Stouppe fut envoyé chez Montbrun au commencement d'avril, et de là fit une longue tournée dans les principaux consistoires du Midi, depuis Lyon jusqu'à Bordeaux. A son retour, il fut arrêté à Dunkerque par les Espagnols, mais remis en liberté sur passeport du Protecteur ¹. Le prince de Tarente correspondait par chiffres avec lui ², et Montbrun avec Petit ³. Ces allées et venues se poursuivent pendant le printemps et la plus grande partie de l'été. Le 15 juillet encore, le Protecteur persiste à envoyer des agents sur le continent et Bordeaux donne le signalement d'un nommé Rocourt et d'un autre Français, qui vont en France pour « sonder les esprits. » L'envoyé de Mazarin est fort inquiet, il écrit à Brienne, le 9 mars, au sujet de l'un de ces départs : « Je vois, Monsieur, par les lettres qu'il vous a plu de « m'écrire le 28^e du passé, l'avis que l'on a donné à M. de « La Vrillière d'un nommé Taudin, dont je n'ai point ouï parler.... « Pour ce qui est de son voyage, en beaucoup d'endroits on « m'assuré qu'il y a quelque liaison entre M. le Protecteur et « ceux de la religion, et il est vrai que beaucoup de personnes « se sont fait députer pour leur parler.... » Et le 13 avril, à propos de certaines avances faites par Cromwell aux presbytériens : « Toutes ces mesures donnent sujet de croire que nonobstant ses paroles, il se laisserait aller à soutenir ceux de ce « parti s'ils formaient un corps, ce qui serait plus à craindre « qu'une liaison avec l'Espagne. » Les mêmes bruits courent en France. « Le Protecteur fait ses pratiques en Allemagne avec les « protestants, » écrit le cardinal le 8 mai. « Il envoie ici des ministres de la r. p. r. pour sonder les Huguenots, et je vous dirai confidemment que depuis peu il a tâché à les porter à recourir à lui, les assurant par avance qu'en ce cas il les assistera puissamment ⁴. »

¹ Aff. étr., Angleterre 63, 23 juillet 1654. Morus aussi « faisait ses allées et venues avec passeport de M. le protecteur, lequel continue à promettre sa protection à ceux de ce royaume » (le cardinal à Bordeaux, id., 18 avr. 1654).

² Thurlow, *State papers*, II, p. 566.

³ *Ibid.*, II, p. 378.

⁴ Chéruel, *Lettres de Mazarin*, t. VI, p. 157.

Enfin Cromwell, sans se compromettre encore, présente sa flotte aux réformés comme une tentation. En février 1654, un grand armement se fait à Plymouth. Le Protecteur avait les mains libres, il n'était entré dans aucune alliance, et pouvait frapper où il voulait. Grande rumeur dans toutes les cours d'Europe et vive anxiété à Saint-Germain : Quel est le but de cet armement ? Le Protecteur reste impénétrable.

Au mois de mars, l'avis général est qu'il a l'intention de secourir les réformés de France, dans le cas où le cardinal répondrait mal à leurs requêtes, et alors du moins cette opinion ne paraît pas avoir été sans fondement : « Les opinions sont ici partagées, » écrit Bordeaux le 26 mars, « sur l'armement qu'on fait et le dessein qu'on peut avoir. Néanmoins quantité d'Anglais chargent des marchandises pour Royan, et entre autres un cousin de M. Thurlot. »

La ville de Bordeaux était fort mécontente du rétablissement du Château-Trompette, et Marsin promettait le secours des Rochellois ¹.

En Angleterre, les presbytériens et l'armée demandent à grands cris la guerre aux papistes et à Mazarin, ce « pilier du pape, » ils veulent secourir « leurs frères tyrannisés en France ². »

Lé 7 avril, le Protecteur tient conseil avec les envoyés de Condé et Cardenas, ambassadeur de Philippe IV, on discute la question du débarquement. Barrière, Marsin et les gens de M. le prince sont d'avis de prendre terre chez les Frondeurs à Bordeaux ³. Cromwell préfère débarquer en pays protestant, à la Rochelle. Plusieurs autres lettres et mémoires du même volume aux affaires étrangères, citées par M. de Cosnac, montrent que les projets étaient fort nets et les plans tout prêts en avril.

IV. Cromwell ne pouvait aller plus loin sans rompre ouvertement avec la cour de France : et de tous côtés les réformés donnaient des marques de leur reconnaissance. Les pasteurs prêchent contre l'Antéchrist (le pape), ne parlent que de fléaux et de

¹ Lettre de Bordeaux à Brienne du 5 janvier.

² Du Patt à Brienne, 27 avril 1654. C'est dans un dîner offert par Richard Cromwell aux principaux officiers qu'on tenait ces propos.

³ Lettre de du Patt à Mazarin. Aff. étr., Angleterre 63.

persécutions. Les synodes sont turbulents. Le grand dessein d'union entre les États républicains et protestants semble faire impression. On attend avec anxiété la fin de la guerre entre les États de Hollande et le Protecteur, le plus sérieux obstacle à ce projet. « Tant que les réformés n'auront pas de preuves certaines de la paix, ils n'entreprendront rien, » écrit le correspondant de Thurloe ; « ils n'ont confiance qu'en votre nation, dont Dieu fera l'instrument de leur délivrance ¹. » Le 25 novembre 1653, un Nimois, probablement un pasteur correspondant de Petit, lui écrit qu'on prie tous les jours à Nîmes pour cette union. « De tous côtés, ajoute-t-il, on me demande quand sera conclue une alliance si nécessaire à la religion. Nous prions Dieu de donner à tous de salutaires mouvements pour cette paix tant désirée. » Et avec l'indiscrétion de son zèle, il va jusqu'à exposer les raisons qui devraient tout accommoder : les deux premières sont la conformité de religion et de gouvernement. L'Angleterre et la Hollande sont deux États protestants et républicains ². En janvier, Nîmes ferma ses portes à un régiment irlandais qui passait d'Espagne en Piémont et demandait une nuit de logement. Les consuls réformés refusaient d'héberger « les meurtriers de leurs frères d'Angleterre ³. »

Même sympathie en Guyenne : le cardinal recevait avis de l'évêque de Montauban, au commencement d'avril, que les réformés de Cognac et de plusieurs autres villes jeûnaient et priaient publiquement pour attirer les bénédictions de Dieu sur le Protecteur, à qui tous les ministres avaient écrit des lettres de compliments ⁴. Ruvigny, sur les plaintes du cardinal, nie le fait, par cette raison qu'on ne doit pas ajouter foi au dire d'un évêque en pareilles matières.

Cependant, les réformés de Bordeaux écrivaient le 1^{er} mars à leur député que « les protestants, qui étaient tous par le passé si fort dévoués au service du roi, déclaraient alors hautement que si on continuait à les opprimer comme on fait, ils étaient

¹ Thurloe, *State papers*, II, p. 48.

² *Ibid.*, I, p. 587.

³ *Ibid.*, II, p. 27.

Au contraire, les catholiques de Nîmes reçoivent les Irlandais à bras ouverts ; on en a marié et établi dans la ville « pour multiplier cette race maudite. » (Thurloe, *State papers*, I, p. 587.)

⁴ Thurloe, *State papers*, II, p. 210.

« certains de trouver de l'amitié et du secours en la bonté et piété de Mylord Protecteur Olivier ¹. »

Le conseil ayant envoyé deux commissaires à Oléron au mois de mai, avec l'ordre d'y rétablir l'exercice interdit depuis 1630, le maréchal d'Estrades craignit une émotion des catholiques et prit sur lui de faire surseoir. Le commissaire royal se plaignit hautement et tint à l'intendant Colbert du Perron un langage fort significatif : « Il me dit même, » écrit du Perron, « qu'il appréhendait que la nouvelle du refus qui leur avait été fait ne passât en Angleterre et que M. de Bordeaux n'en reçût quelque plainte du Protecteur, voulant me faire connaître qu'ils ne voulaient pas de protection ni d'entremise étrangère et que cependant la part que l'on prenait en leurs affaires les devait rendre considérables. Je répondis le plus succinctement qu'il me fut possible et en glissant ². »

L'Église de Charenton elle-même, si modérée ou du moins si prudente, laisse percer ses sentiments : au temple, on ôte le mot de *roi* de la Grande-Bretagne dans l'inscription qui se trouvait à la place de l'ambassadeur d'Angleterre ³.

Mais c'est parmi les députés assemblés à Paris que se fit sentir l'effet des avances du Protecteur.

Dans les premiers jours de mars, Boreel, l'ambassadeur de Hollande, reçoit l'ordre d'appuyer les requêtes des réformés ⁴. Malauze vient les aider de tout le crédit de son oncle Turenne. Plusieurs nouveaux arrivants apportent l'ardeur des synodes du Midi et on fait de « nouvelles batteries, » de concert avec l'agent de Cromwell.

Pendant les six premiers mois de 1634, le cardinal, le chancelier, la Vrillière et les commissaires ordinaires des réformés, Aligre et Boucherat, durent faire tête à un déluge de plaintes et de requêtes de toutes sortes, que l'on peut classer sous ces cinq chefs :

1° Maintenir ou restituer les exercices existants en 1595 et en 1597, — même s'ils sont suspendus depuis les troubles de 1622 à 1630.

¹ *Ibid.*, II, p. 128.

² Aff. étr., France 1477, f° 22.

³ Douen, I, p. 207.

⁴ Thurloe, II, p. 140.

2° Mipartir tous les consulats restés entièrement aux catholiques et celui de Montpellier en premier.

3° Permettre aux réformés de rentrer dans les villes qu'on leur a fermées et surtout à Pamiers et à Privas.

4° Leur accorder le prêche dans les églises annexes.

5° Renvoyer tous leurs procès aux chambres de l'Édit, sauf les deux cas réservés.

On pourrait mettre en sixième lieu les requêtes du député de Nîmes, la grande ville protestante dont le sort intéressait toutes les Églises des provinces environnantes.

Le 10 janvier, Vestric avait ouvert le feu à la tête des députés qui étaient déjà à Paris. Il était allé demander à La Vrillière d'assurer l'exécution des arrêts du roi au sujet du prêche de Vals : « Quand vous aurez posé les armes, » répondit le secrétaire d'État. Le député de Nîmes s'enflamme aussitôt, déclare qu'on se moque d'eux, qu'ils feront connaître au monde entier ce déni de justice, et par les moyens les plus prompts. Le monde entier, c'étaient les États protestants, et les moyens les plus prompts, d'écrire au Protecteur. La Vrillière le comprit parfaitement et resta atterré d'une telle audace. Il se tourna vers les autres députés comme pour les prendre à témoin, mais ne vit que des lèvres serrées et des yeux brillants. L'un d'eux dit enfin que l'orateur n'avait fait qu'obéir à « leurs maîtres, » voulant entendre sans doute les synodes, et que tous partageaient ses sentiments et eussent tenu le même langage ¹.

Cette insistance mettait le cardinal dans l'embarras et le Conseil au supplice.

Le chancelier Séguier, habitué aux manières hautaines du grand cardinal et d'ailleurs dévot, ne pouvait souffrir de voir des hérétiques si hardis et chez le roi. Boucherat et Aligre répondaient aux demandes souvent plus impérieuses que suppliantes des députés par des affronts, manquant à leurs rendez-vous et affectant de traiter les solliciteurs avec une désinvolture dédaigneuse. La Vrillière lui-même a peine à se contenir. Une telle insolence renversait tous ses principes, et c'est une des rares circonstances où l'on voit sortir de sa réserve et de son silence cette machine à résumer des requêtes et à signer des

¹ Thurloe, *State papers*, I, p. 659.

arrêts. Les choses en vinrent au point que, le 2 mai, Vestric prétendit lui faire interdire toute intervention dans les affaires de la religion, c'est-à-dire dans celles de son propre ministère, « pour ne plus lui donner occasion de maltraiter les réformés comme il avait fait. »

Mais le cardinal était tout à ses négociations avec Cromwell, et n'avait pas le loisir de songer aux susceptibilités du Conseil.

Il s'était en effet attaché à la politique anglaise avec un étrange entêtement. Il est peu de négociations aussi humiliantes pour la France que celle que le président de Bordeaux avait entreprise à Londres sur son ordre et d'après ses directions. Il poursuit le Protecteur, court au-devant de ses moindres désirs, s'ingénie à découvrir et à satisfaire ce qui pouvait se cacher de secrètes faiblesses et de petites vanités sous cette mâle et rude enveloppe. Il est quelquefois maladroit à force d'empressement, et se heurte à une raideur insultante ¹.

On est tenté de se demander si l'intérêt du roi exigeait qu'on prit si peu de soin de son honneur ². Les correspondants de Thurloe, qui voyaient le conseil de près, sont persuadés du contraire. Ils n'hésitent pas à répéter que c'est son propre intérêt que poursuit le cardinal en implorant le secours de l'Angleterre. Ils le montrent haï de ses plus proches serviteurs, du Conseil, du chancelier lui-même, impopulaire partout. Il est certain que peu d'hommes ont été plus détestés que celui-là.

Un mémoire secret de 1652, conservé aux Affaires étrangères, paraît bien répondre aux craintes et aux désirs du cardinal vers ce temps, et trace du moins la ligne de conduite qu'il suivit en tous points : « L'état des affaires du royaume sont telles à présent que sous le prétexte de l'aversion que plusieurs témoignent avoir pour Votre Éminence, il est à craindre que l'autorité royale de la couronne ne reçoive quelque vive atteinte.

• Pour remédier à un si grand mal, deux choses sont requises, l'une de détourner les forces dont se pourraient prévaloir ceux du parti contraire, et l'autre de procurer au roi quelque prompt et puissant secours, soit du dedans, soit du dehors du royaume.

¹ Par exemple, dans la discussion engagée au mois d'avril, pour savoir si le roi devait traiter le Protecteur de frère ou de cousin.

² M. de Cosnac (*Mazarin et Colbert*, t. I) ne le pense pas.

« Pour le dedans, la plupart par aliénation contre Votre Éminence prennent le parti contraire; si bien qu'il ne reste qu'un corps dont on puisse faire état qui est celui des gens de la religion, qui, bien que faible en apparence.... est encore capable de rendre un signalé service à la couronne !.... »

Dans une situation aussi précaire, le cardinal sentait qu'une défaillance ou un échec suffisaient pour le perdre. L'obstination même avec laquelle il se cramponne à l'idée de l'alliance, malgré les exigences et les affronts de Cromwell, montre à quel point il se croyait menacé. Sans la paix point de salut pour lui; et point de paix avec l'Espagne sans l'alliance avec l'Angleterre.

Or Cromwell ne semblait songer qu'au sort des protestants; il fallait donc satisfaire les protestants, dût-on rejeter tous les dévots dans le parti de Retz, et force fut au conseil de contenir pour un temps sa mauvaise humeur.

Au mois d'avril déjà les réformés obtiennent quelques arrêts favorables; mais c'est au mois de mai que le cardinal leur donna le plus de marques de sa bienveillance.

Le cardinal était à Fontainebleau dans son lit, malade de la gravelle. Les nouvelles de Londres étaient mauvaises. Les ministres envoyés par Cromwell parcouraient la France. Stoupe correspondait avec Tarente et circulait en Guyenne et en Languedoc. Les escadres anglaises rôdaient en vue de nos côtes. Quelques vaisseaux venaient de jeter la panique dans Saint-Malo, alors vide d'hommes valides, tous partis pour les pêcheries de Terre-Neuve. « Je vois bien que le Protecteur n'est pas pour nous, » dit tristement le cardinal.

Mais c'est dans de tels moments qu'il savait se montrer le plus affable.

Le 1^{er} mai, Montbrun passe à Fontainebleau, en retournant dans son gouvernement de Nivernais. Le cardinal le fait appeler dans sa chambre, le comble de caresses, refusant de lui parler qu'il ne fût assis et couvert, le suppliant de garder son régime², lui offrant la moitié de l'argent qu'il en tirerait en le vendant, lui promettant le premier bâton de maréchal, insistant pour rendre quelque service à son frère Villefranche, le priant

¹ Aff. étr. Anglet., corresp. 61, f° 6 (13 février 1652).

² Montbrun avait eu à se plaindre du roi et quittait l'armée, dit la *France protestante* sans donner plus de détails.

de désigner lui-même celui qui aurait la survivance de sa province. Montbrun se retira ébloui, raillant les terreurs du cardinal, bénissant le Protecteur, au fond séduit et à demi gagné ¹.

Le lendemain, les députés des synodes arrivaient à Fontainebleau où Ruvigny les introduit ; et après un compliment du marquis de Malauze, Vestric prend la parole et plus violemment encore que devant La Vrillière : leurs ennemis les persécutent, les forceront à la fin à « mettre le feu au royaume. » Il faut leur faire justice et sur-le-champ donner des ordres précis à Boucherat et aux autres commissaires, faire cesser les lenteurs, et défendre à La Vrillière de plus se mêler des affaires de religion. Le cardinal écoute avec attention, représente avec douceur que dans l'affaire Lérans on ne peut condamner le parlement de Toulouse sans l'entendre. Vestric déclare que les députés se verront alors forcés de prolonger leur séjour tant qu'ils n'auront pas obtenu une réponse définitive. Le cardinal cède alors, promet tout ce qu'on demande, proteste de ses bonnes intentions et assure « qu'il leur avait été si favorable qu'on l'avait traité d'hérétique dans un conclave à Rome ². »

Et en effet, pendant le mois de mai 1654, les réformés obtinrent plus de faveurs du conseil qu'ils n'en avaient eu depuis le début de la Fronde. Il serait trop long d'en donner le détail. Il suffira de dire qu'à Nîmes d'abord, les réformés obtinrent satisfaction sur tous leurs sujets de querelles avec les catholiques, qui durent les indemniser des sommes levées pour les reconstructions d'églises ³ ; le parlement de Toulouse en eut sur les doigts ⁴ ; les parlements d'Aix, de Rennes, de Bordeaux furent

¹ Thurloe, *State papers*, t. II, p. 262.

² Thurloe, *State papers*, t. II, p. 246.

³ A. N., TT 260, p. 53. Les catholiques, rudement tancés par le conseil, donnèrent un exemple de libéralisme forcé peut-être unique dans ce siècle : l'assemblée de l'assiette paya aux réformés comme aux catholiques leurs frais de députation en cour pour l'affaire des dettes, « pour témoigner qu'elle désire vivre à l'avenir en bonne union et correspondance. » (Arch. du Gard, G 659, f° 73.)

⁴ Voici la lettre que reçut le premier président de Fieubet, le 18 avril 1654, du cardinal : « Je ne puis vous céler qu'Elle (Sa Majesté) est toujours fort mal « satisfaite du procédé de votre compagnie contre ceux de la r. p. r., le trouvant d'autant plus étrange que, sans parler de la chose en soi, c'est un « scandale de voir que les sollicitations de Fontrailles et d'autres dont la « mauvaise intention n'est que trop connue aient du pouvoir de delà, car on « sait bien que ce n'est pas le zèle de la justice qui les fait agir, mais le

blâmés de même, leurs arrêts cassés et leurs victimes envoyées aux chambres de l'Édit.

Les réformés avaient beaucoup obtenu. Ils espéraient plus encore : « il semblait qu'on vit renaitre pour les réformés le règne de Henri IV depuis la mort de qui on n'avait plus obtenu de réponses avantageuses, » dit Benoit.

V. A la fin de mai, tous ces arrêts étaient expédiés. A ne voir que l'état intérieur du pays, le conseil venait de faire une grande imprudence. Il s'aliénait délibérément l'opinion catholique, puissante, et naturellement fidèle au roi, pour satisfaire le parti réformé, plus faible et peu affectionné.

Mais le cardinal persistait à vouloir donner au Protecteur une preuve de sa sincérité et à se compromettre pour lui — soin peut-être inutile, car le Protecteur était trop au fait de ses intérêts pour douter de ses intentions — et, après avoir fait cette démarche décisive, il en attendait l'effet avec anxiété.

Cet effet parut d'abord tout opposé à ce qu'on eût désiré.

Les craintes seules se réalisaient. Le parlement de Toulouse était plus obstiné que jamais. Il avait pour lui le peuple, « all the common sort and superstitious, » écrit Petit à son correspondant. Et le duc d'Orléans, gouverneur de la province, guettait le moment de jeter de l'huile sur le feu, si l'on poussait à bout les catholiques. Le parlement d'Aix ne cédait pas davantage au sujet de l'église d'Aiguères. Les évocations à la chambre de l'édit de Grenoble indignaient le clergé ; et les partisans de Retz, saisissant cette arme qui leur tombait du ciel, se hâtaient de tourner à la dévotion.

Mais si les lésés ne cachaient pas leur colère, les favorisés donnaient peu de marques de gratitude.

Ils savaient fort bien d'où leur venait cette pluie de faveurs et leurs actions de grâces remontaient droit à la source. « Toutes ces faveurs viennent après Dieu de Mylord Protecteur, » disait Montbrun à Petit en sortant de l'audience du 2 mai, « et ceux de l'Église réformée ont grandes raisons de faire de continues prières pour sa prospérité. »

« dessein formé d'émouvoir quelque brouillerie en irritant ceux de la r. p. r. par l'infraction des édits. »

On n'attribuait au cardinal que les refus et les ajournements. On lui reprochait son départ précipité pour le camp, à la fin de mai. Il n'avait accordé, pour la masse des petites requêtes, que des commissaires, c'est-à-dire une enquête au lieu d'une décision favorable. Il ne cherchait qu'à gagner du temps, n'avait de respect que pour la force, cédant tout à Vestric parce que les réformés de Nîmes avaient su se faire craindre, rien aux députés de Florensac où les catholiques étaient les maîtres. Enfin, sur l'affaire Leran, on n'avait eu que des mots.

Les chefs de la noblesse tenaient des propos hardis : Montbrun avait dit qu'un mot bien senti du Protecteur pouvait beaucoup sans doute, mais qu'on ne prendrait au sérieux les menaces des Anglais que lorsqu'ils auraient pris la Rochelle et fait d'elle une ville libre ¹. Il avait aussi déclaré à Vestric que « lorsqu'ils tireraient l'épée, ils jetteraient le fourreau si loin qu'ils ne le retrouveraient plus. » Mais la même lettre ajoute en parlant de lui : « C'est une personne fort amie de la paix, et qui a maintenant un grand accroissement d'intérêts à ménager. »

Il semble en effet que le cardinal avait touché juste en comblant de faveurs les gentilshommes réformés, que le parti protestant regardait encore comme ses chefs, en ce moment surtout où leur crédit à la cour était si utile aux députés des provinces. Petit rend ainsi compte de leurs secrètes pensées dans une lettre du 15 mai : « Les plus sages désirent un traité avec la France, comptant bien qu'il y aura une clause leur donnant des avantages. Ils ne désirent pas qu'on en vienne à une crise, mais que la faiblesse du présent gouvernement de la France puisse durer, ce dont l'Angleterre et eux-mêmes tireraient tout l'avantage que l'on peut imaginer en telle rencontre. » Les plus bouillants, Vestric lui-même, ne désiraient pas au fond une rupture : le 2 mai, en sortant de la chambre du cardinal à Fontainebleau, Vestric avait rencontré sur le seuil le comte de Charost, gouverneur de Calais. Ils firent échange de confidences, Charost sur les sentiments du cardinal à l'égard de la religion, Vestric sur les intentions de Cromwell au sujet de l'alliance. « Faites dire des messes pour qu'on nous fasse justice, » dit-il à

¹ Thurloe, *State papers*, I, p. 378.

Charost, « afin que nous ayons sujet d'aller à votre aide quand « vous serez assiégés, ce qui ne tardera pas ¹. »

Or les bravades et les menaces des seigneurs réformés n'étaient que des épouvantails à intimider les maîtres des requêtes, sans conséquence et sans danger, si elles n'étaient pas à prendre à la lettre. Ils devaient en effet choisir l'une ou l'autre de ces deux politiques extrêmes : ou l'alliance étroite entre la France et l'Angleterre — et le cardinal avait eu l'adresse de leur montrer dans cette voie de grands avantages pour eux, et un traitement honorable pour leur religion — ou la guerre, et la plus terrible de toutes, une guerre religieuse, et derrière elle une révolution où la noblesse n'avait rien à gagner. Peu importaient le ton et le langage arrogants de Vestric et de Montbrun : dès l'instant où ils cessaient de désirer la guerre, ils devaient pousser de toutes leurs forces à l'alliance la plus intime. Nous verrons qu'un mois plus tard, ils y travaillaient en secret.

Mais ces sentiments pacifiques et reconnaissants des principaux du parti étaient-ils du goût du Protecteur ? Il est permis d'en douter. On le comblait de louanges et de bénédictions, mais il n'en avait que faire. Il est permis de croire que ni la conduite du conseil ni celle des réformés ne répondaient à ses secrets désirs : au conseil, il eût voulu un persécuteur hautain, et il trouvait un sceptique débonnaire ; à la tête du parti réformé, des fanatiques, exaspérés par vingt ans d'oppression, n'ayant plus rien à perdre, il trouvait des gens en place, remerciant et satisfaits.

Il avait voulu mettre le feu aux poudres, mais elles étaient mouillées. Il fallait quitter la grande chimère de révolution européenne, retomber dans la politique banale et terre à terre.

¹ On sait que les Espagnols offraient Calais à Cromwell, tandis que le cardinal offrait Dunkerque. Le siège de Calais, c'était la guerre avec l'Angleterre. Ce mot de Vestric s'accorde bien avec une lettre du cardinal, qui se vante d'être certain de la fidélité de Montbrun. Bordeaux avait eu vent de certaines propositions faites à Montbrun par un agent de Cromwell. Le cardinal écrit à ce propos à Baas, son agent à Londres, le 8 mai, que Montbrun lui-même est venu lui rendre compte de ces opérations et a même ajouté que « les réformés iraient gaiement à la guerre contre les Anglais. » Et en bluffant, comme il faisait toujours, au sujet des réformés, le cardinal déclare que si la guerre éclate, ce serait précisément aux réformés qu'il demanderait de combattre les Anglais, et justement à Saint-André-Montbrun qu'il comptait confier le commandement de cette armée protestante, Turenne étant occupé ailleurs.

Ce ne sont là sans doute que des hypothèses — et dans une question aussi complexe, devant un génie aussi profond que celui de Cromwell, on peut en faire à l'infini.

Cependant, si le Protecteur n'avait eu en vue que le bien de la Religion et le bonheur des réformés, il aurait sans doute donné au cardinal quelque signe de reconnaissance et encouragé le conseil dans une voie si nouvelle et si utile au calvinisme français.

Or il n'en fut rien : jamais les relations ne furent plus tendues que pendant les mois de juin et de juillet 1654. La mauvaise humeur du Protecteur était évidente ; et il choisit le moment où le cardinal faisait expédier les derniers arrêts favorables aux réformés, pour lui infliger un affront qui faillit tout rompre.

Le cardinal avait envoyé en février le baron de Baas à Londres, pour assister Bordeaux. A la fin de mai, Baas est impliqué, sans preuves bien apparentes, dans un de ces nombreux complots qu'on prétendait découvrir tous les mois contre la vie du Protecteur, arrêté brutalement et mis hors d'Angleterre malgré les récriminations et les plaintes de la cour de France.

Ce coup jeta le cardinal dans l'abattement. Il commençait à croire que Cromwell n'avait fait que l'amuser depuis le début des négociations, que le parti du Protecteur était déjà pris, qu'il voulait la guerre et n'attendait pour la déclarer qu'un ordre du Parlement. Dès le 20 avril, Bordeaux avait eu des soupçons. Servien était persuadé de la duplicité du Protecteur, tout le conseil outré de sa hauteur.

Brouillé avec les catholiques, sans être mieux avec les réformés, joué par Cromwell, peu sûr du conseil, le cardinal, dans un moment de dégoût, aurait songé à tout laisser là, à quitter la France, à retourner à Rome, où le pape se mourait et où il avait un puissant parti, et à rebâtir sur de nouveaux fondements l'édifice de sa fortune. Mais il fallait, pour garder de bonnes chances de succès au delà des monts, ne pas perdre l'estime des catholiques ; et si l'on était réduit à sortir de France, la quitter du moins en martyr de l'hérésie ¹.

Voilà comment le correspondant de Thurloe expliquait le nouveau changement d'attitude du conseil à l'égard des réformés au mois de juin. Sans aller si loin, il était sans doute grand

¹ Thurloe, I, p. 458.

temps pour le cardinal de se ménager l'appui des catholiques et des dévots, alors que tout faisait prévoir une guerre avec les fanatiques presbytériens.

Il est certain que l'attitude du cardinal en Angleterre prend plus de dignité et d'assurance pendant les mois de juin et de juillet.

Le 7 juin, au sacre du roi, le cardinal laisse faire à Pierre de Bertier, évêque de Montauban, une harangue injurieuse pour les réformés et agressive pour Cromwell. Ce n'est certes pas là, quoi qu'en dise Benoit ¹, l'événement le plus considérable de cette année pour la Religion. Mais Bertier était dévoué au cardinal, et un discours violent fait devant le roi, dans une circonstance aussi solennelle, devait donner à réfléchir au Protecteur et indiquait un changement d'orientation dans la politique du conseil. L'évêque parlait de la sympathie des calvinistes français pour les presbytériens « qui sont couverts du sang du plus noble des rois. » Ruvigny fit entendre quelques plaintes, mais « on fait peu de cas de lui ². »

Le 17, le roi écrit de Reims à ses envoyés Bordeaux et Baas ³ une longue lettre que M. Guizot a publiée. Elle leur ordonne de mettre le marché à la main au Protecteur et de quitter Londres dans huit jours si celui-ci ne cesse ses menées dans les provinces protestantes. Ce n'étaient là que des menaces; et six semaines après, Bordeaux était toujours à Londres. Mais le ton des lettres du cardinal n'en est pas moins fort différent, et Bordeaux menace de rompre chaque fois que ses commissaires risquent une allusion aux réformés ⁴.

¹ III, p. 181.

² Thurloe, t. II, p. 378.

³ Il ne quitta Londres qu'à la fin de juin.

⁴ Pap. de Thurloe, t. II, p. 454, et lettres de la fin de juillet et d'août (Aff. étr. Angleterre 63).

La rupture paraît presque inévitable à la fin de juillet. « Les dépêches « de M. de Bordeaux présentent encore les affaires d'Angleterre en quelque « incertitude et en quelque espérance, » dit une note anonyme des Affaires étrangères, « quoique très douteuse de pouvoir s'ajuster, Votre Eminence ne « jugera pas à propos de se déclarer ouvertement en Hollande contre les « Anglais. » Le même mémoire parle du départ du roi d'Angleterre et dit qu'on lui a promis de l'aider en Écosse après la rupture avec Cromwell. (Aff. étr. Angleterre 63. Commencement de juillet 1654.)

Le 27 juillet, Bordeaux reçoit l'ordre d'attendre encore pour rompre la séance du Parlement « pour que le Protecteur ne puisse nous accuser d'avoir « commencé. » (Aff. étr., 63, 27 juillet 1654.)

Enfin les embarras du Protecteur, qui ne pouvait venir à bout des Écossais ¹, et quelques succès de Turenne en Flandre, vinrent fort à propos soutenir l'assurance du cardinal.

Quant aux bons sentiments du conseil, ils s'étaient évanouis brusquement comme ils étaient venus. Les députés retrouvèrent au commencement de juin la même aigreur, le même mauvais vouloir que deux mois auparavant.

Nous avons vu les reproches qu'ils adressaient au cardinal dès la fin de mai, au sujet de son départ précipité et de la mollesse du conseil à l'égard des protestants. Ces plaintes sont plus vives encore en juillet et les procès n'avancent pas.

« On ne trouve qu'inconstance malgré les promesses, » dit tristement à Petit le député de Montauban, le 12 juillet. Vestric, toujours acharné contre le parlement de Toulouse, le député d'Aiguères, qui sollicite contre le parlement d'Aix, tiennent le même langage. Aligre et les autres commissaires sont insaisissables ².

A la fin de juillet, le député de Montpellier arrive furieux au conseil. Les catholiques de Florensac ont dispersé les réformés réunis au prêche. Le ministre avait été traîné par les chevaux hors de la ville. Mais le conseil ajourne toujours l'arrêt qu'il avait promis, on craint une nouvelle émeute des catholiques qui étaient les plus forts ³. Les affaires de Rochechouart, de Rennes, de Pamiers étaient toujours en suspens.

Et si les maîtres sont dédaigneux, les commis sont insolents. Celui d'Aligre se prit un jour de querelle avec quelques députés réformés qui venaient retirer leurs remontrances, les traita de sédition et leur dit « qu'ils étaient bien enflés d'audace maintenant qu'ils voyaient l'armement anglais, comme s'ils étaient toujours à craindre ⁴. »

Les effets de cette conduite du conseil se firent bientôt sentir dans le Midi.

Au commencement de juin, en quittant Paris, Antraigues

¹ Au commencement d'août, le marquis de Montpoullan revient d'Angleterre annonçant un revers de Monk dans le Nord (Thurloe, II, 499, 8 août — cf. la lettre de Bordeaux du 6 août, Aff. étr. Angleterre 63).

² Thurloe, t. II, p. 443.

³ Id., 29 juillet 1654.

⁴ Id., p. 515. Il s'agit de l'armement de Plymouth, dont personne ne pouvait encore deviner la destination.

avait déclaré à Petit et écrit à Ogier qu'il s'en allait dans le Midi former un parti considérable, notamment avec Montpellier, une des villes les plus mécontentes. Il était assuré de l'appui de Vestric et de Nîmes et se faisait fort de gagner celui de Villefranche-Montbrun, qui avait refusé une pension au cardinal, et en effet, dans la dernière semaine de juillet, une assemblée des trois corps se tient à Nîmes au sujet de Florensac, « et on l'aurait tenue plus tôt, » dit Ogier, « si l'armée de Catalogne n'était passée par là ¹. » On décide d'en réunir une plus grande encore pour le 5 du mois prochain. Ceux de Nîmes écriront aux Cévennes, ceux de Montpellier au Dauphiné, ceux d'Uzès au comité de Foix et à la Haute Guyenne, et on se réunira à Alais. On voit que le Languedoc était toujours à la tête du mouvement et que Nîmes dirigeait tout.

L'agent de Cromwell envoie en Angleterre ces nouvelles qui lui arrivent toutes fraîches par le député de Montpellier Pérol. Il augure bien de ces mouvements « qui décideront le Conseil à faire bonne justice s'il veut en éviter les suites. »

VI. Cependant le Protecteur était depuis deux mois dans une cruelle incertitude. Les réformés de France le couvraient de bénédictions, dont on trouve encore l'écho dans le livre de Benoit. Mais quel sens attacher à ces protestations de dévouement? Étaient-ce simples témoignages de reconnaissance pour un grand service en apparence désintéressé, ou appels au secours et offres d'alliance? Étaient-ce des politesses ou des avances? Pouvait-il se servir d'eux pour commencer la guerre, ou se servaient-ils seulement de lui pour obtenir une bonne paix?

Le cardinal affirmait, et Bordeaux répétait que les réformés étaient satisfaits du Roi et le roi content d'eux. Mais le cardinal ne pouvait tenir un autre langage ²; et d'ailleurs l'agitation du Languedoc et les plaintes des députés le contredisaient.

D'autre part, Stoupe, après un tour de France de deux mois,

¹ Id., p. 459, et B. N. Fr. 8668, f° 60 v°.

² Le cardinal écrit à Bordeaux, le 20 juillet 1654 : « Quoique personne n'ait le droit d'inspection sur ce que le roi fait dans son royaume, il n'y aurait point de mal de laisser entendre doucement que Sa Majesté ne laisse rien à désirer de sa bonté ni de sa justice à ses sujets de cette profession-là, et qu'aussi elle n'en a point de plus fidèles ni de plus zélés pour son service.... » (Chéruel, VI, p. 227.)

représentait les réformés comme tout prêts à se soulever ¹. Mais Stoupe était fort lié avec Cugnac et les agents de Condé, qui depuis quatre ans ne parlaient pas autrement. Et le langage pacifique de Montbrun, de Malauze, de Ruvigny et des grands de la Religion démentait ces assertions.

La conduite du Protecteur envers la France pendant cet été est bizarre, pleine de heurts et d'à-coups sans raison apparente. Bordeaux est déconcerté. Il se perd en conjectures, ne parvient pas à expliquer ces revirements. Il prend enfin le parti de noter fidèlement ce qu'il voit, sans s'évertuer davantage à découvrir les intentions secrètes. On doit se résigner à faire comme lui. Il faudrait avoir entendu les rapports de tous ces ministres envoyés dans les consistoires du Languedoc, dans les Églises de Suisse, chez les luthériens d'Allemagne et de Prusse et jusqu'en Bohême et en Pologne ; lu les lettres des ambassadeurs anglais en Suède, en Danemark, aux États ; suivi les mouvements mi-religieux mi-révolutionnaires qui troublaient l'Angleterre, pour entrevoir les milliers de raisons qui s'agitaient dans cette tête. Car Cromwell avait entrepris de pénétrer plus avant que la surface de l'histoire et les événements faciles à suivre. Il sondait les courants profonds qui entraînent les peuples et cherchait à s'orienter dans des régions obscures où pas un politique avant lui n'avait eu même la pensée de s'aventurer.

Dans le courant d'août, le Protecteur paraît résigné à traiter. Les négociations avancent. On réclame toujours en faveur des calvinistes. Mais sous les mêmes plaintes et les mêmes exigences, Bordeaux sent des intentions tout autres : il n'est plus question d'exciter les protestants de France, mais seulement de rassurer ceux d'Angleterre ; persuadé en mai de la sincérité du Protecteur, Bordeaux voit qu'en juillet « le prétexte de la Religion n'est qu'affecté ², » et si les commissaires font encore, pour la forme, quelques difficultés, « ils tiennent la contenance de gens qui veulent s'accommoder, mais avec avantage ³. » Et l'envoyé de Mazarin prend de l'audace à mesure qu'il sent mollir la résistance. Les commissaires avaient d'abord exigé un article secret

¹ Aff. étr. Anglet. 63, 23 et 27 juillet 1654. Stoupe tint un autre langage deux mois plus tard (V. Burnet). Mais Bordeaux l'avait acheté dans l'intervalle.

² Id., 27 juillet 1654.

³ Id., 23 juillet 1654.

en faveur des réformés; Bordeaux refuse et fait mine de demander son rappel. Ils cèdent et se rabattent sur une déclaration; Bordeaux refuse encore et pour la même raison : les réformés devineront sans peine d'où leur vient cette grâce, et le roi paraîtra contraint ¹. Après quelques débats, les commissaires cèdent de nouveau. Le 5 août, tous les points importants sont réglés, un projet de traité est rédigé ² et approuvé, sauf sur quelques questions de détail.

En même temps, le cardinal renaissait à l'espérance. Il croyait peu à la dévotion de Cromwell qu'il était trop porté à juger d'après la sienne, mais il avait eu un moment d'angoisse au mois de mai, en voyant l'explicable insistance du Protecteur à rechercher l'amitié des huguenots. Les dernières lettres de Bordeaux dissipaient ses craintes et il revint avec joie à la politique anglaise et protestante.

Et la source des grâces et des arrêts favorables, un moment tarie, se remet à couler dans la seconde quinzaine d'août.

L'assemblée de Nîmes avait décidé une nouvelle députation générale, qui poursuivit le cardinal jusqu'à Péronne.

Comme toujours, le député de Nîmes fut le plus favorisé. Plusieurs autres arrêts furent accordés aux réformés d'Aiguières, de Florensac, de Rennes, de Paray-le-Monial, etc.

Mais à la fin du mois d'août, nouveau revirement du Protecteur : Bordeaux, qui se croyait à la veille de signer le traité, reçut un matin, de ses commissaires, un accueil glacial. Ils lui déclarèrent que « la Religion étant leur principal motif, il fallait « auparavant que d'entrer dans les autres conditions de cette « alliance, convenir de ce qui la regardait, » et après cette entrée en matière, on exige une déclaration favorable aux réformés, comme s'il n'en avait jamais été question, et, en outre, le rétablissement de la Religion dans les villes qui seraient conquises en Flandre ³. Bordeaux est confondu. Il voyait renaître

¹ « Il serait d'une périlleuse conséquence de faire un acte public dans le même moment que l'on voit les ministres se promener en France sous le nom de M. le Protecteur : ce serait donner un titre aux esprits factieux d'insinuer que ladite déclaration ne serait pas émanée de la pure volonté du roi. » (Aff. étr. Angleterre 63, 6 août 1654.)

² M. Guizot a publié ce projet (*Histoire de la révolution d'Angleterre*, II^e partie, t. II, p. 471).

³ « C'était une folie, » dit le cardinal : « il y a des villes dans les Pays-Bas

toutes les vieilles querelles et perdait en un jour le fruit de deux mois d'efforts. Il ne peut croire qu'un succès de Monk en Écosse et la longueur du siège d'Arras suffisent à expliquer un changement si complet, et sent renaître ses soupçons de quelque dessein secret.

Cette négociation pénible devait se poursuivre avec ces cahots, ces arrêts, ces reculs, toujours à la veille d'une rupture et toujours sauvée par miracle, pendant treize mois encore. Nous nous arrêterons ici, non que Cromwell ait déjà renoncé à son grand dessein d'union. Mais à partir du mois d'octobre 1654, il semble se détourner peu à peu des réformés français en qui il mettait son principal espoir au mois de mai. Plus de missions dans le Midi, plus de correspondances avec Paris et Nîmes. C'est sur les Suisses que le Protecteur avait les yeux, en 1655, au moment de l'affaire des Vallées. Les lettres de Bordeaux ne parlent que des réformés français, de janvier à octobre 1654 : en 1655, il en est à peine question. Et quand le clergé, en 1656, obtint la révocation de l'édit de 1652 et tant d'arrêts contraires aux réformés, Cromwell ne fit pas une plainte : c'est que son opinion était faite désormais; après six mois d'enquête, il avait jugé le parti réformé français décidément impropre à remplir ses vues.

Or, si le parti réformé n'avait pas répondu à l'attente du Protecteur, la faute en était à la noblesse protestante. Nous avons montré quelle fut son attitude dès le mois de mai dans les assemblées des députés à Paris. A la fin de juillet, Ruvigny s'entend avec le conseil pour empêcher « les méchants effets » de l'assemblée d'Alais ¹.

Et vers le même moment, alors que le cardinal lui-même, seul partisan de la paix contre tout le conseil, commençait à désespérer, Montbrun, Vestric, Ruvigny faisaient prier Cromwell de lui donner quelque encouragement pour éviter la rupture.

« Si Mylord protecteur avait dessein de conserver ledit conseil, « suivant la politique de M. de Montbrun, » écrit Petit à Ogier,

qui aimeraient mieux souffrir que l'on brûlât leurs maisons que d'y voir l'exercice d'une autre religion que de la leur. » (Aff. étr. Angleterre 63, 24 août 1654.)

¹ Déjà en avril 1651, quand le comte du Daugnon, gouverneur de la Rochelle, passa à la Fronde et poussa les réformés à la révolte, ce fut Ruvigny qui dénonça ses menées à la cour et s'offrit pour maintenir les réformés dans leur devoir (Chéruel, *Lettres de Mazarin*, IV, p. 117).

« il semblerait à propos de lui envoyer quelques témoignages
 « de ses intentions et quelques promesses pour lui ôter ses
 « craintes et le maintenir dans son imprudence et ses faiblesses,
 « à la condition qu'on fera pleine justice à ceux de la Religion.
 « Cette lettre était conforme à l'opinion de M. de Vestric, qui
 « allait même plus loin dans une conférence que nous avons
 « eue. Mais s'il était possible, je crois que le prétexte de liberté
 « serait plus convenable ¹. Que si l'infidélité du cardinal em-
 « pêche M. le Protecteur de se confier à lui, Son Altesse aura
 « bientôt de belles occasions d'ébranler toutes choses par le
 « désespoir de ceux de la Religion de tous côtés. »

La paix et l'alliance avec de gros avantages pour eux ; le salut du cardinal pourvu qu'il reste faible et à la merci du Protecteur, et s'il regimbe, le grand moyen ; c'était là un parti fort raisonnable en apparence. Par malheur, il ne pouvait convenir au Protecteur, qui se souciait peu des calvinistes, de leurs prières et de leurs jeûnes, s'ils ne lui donnaient une armée fanatique et dévouée. Il ne s'intéressera désormais à leur cause que juste assez pour satisfaire les presbytériens. Il quittait la politique révolutionnaire et rentrait enfin dans les voies frayées, au grand soulagement du cardinal et de Bordeaux. Le cardinal connaissait par expérience les embarras que donne une opposition dévote, et Bordeaux se retrouve dans son élément.

Pas de bruit de la part des réformés, beaucoup de promesses et de bonnes paroles de la part du conseil, voilà tout ce que demandera désormais Cromwell. Or, le grand talent du cardinal était précisément de faire avorter doucement une grande entreprise. Il excellait à amortir sans bruit les plus impétueux élans et à les étouffer sous les bonnes paroles, les promesses, la patience et les lenteurs calculées ; et il se surpassa à l'égard des réformés qui se crurent, pendant six ans, à la veille de reconquérir leurs privilèges et se retrouvèrent, au début du règne de Louis XIV, aussi faibles, aussi dispersés, et plus redoutés qu'à la mort du feu roi.

AUGUSTIN COCHIN.

¹ On voit que la confiance des réformés allait loin et Vestric voulait déjà abandonner le langage des partis vaincus, qui réclament la liberté et la justice.

LES ROUTES DE L'INDE

LE PASSAGE PAR LES POLES ET L'ISTHME DE PANAMA

AU TEMPS DE HENRI IV

Dans quelques années, dans quelques mois peut-être, les eaux du Pacifique se joindront aux flots de l'Atlantique à travers l'isthme de Panama. Mais pour aller en Chine, les Russes songent déjà à une voie plus courte, l'Océan boréal, franchi par Nordenskiöld ; n'ont-ils pas failli exposer leurs cuirassés à l'étreinte des glaces, afin de courir sus aux Japonais ? Un explorateur français nous dira bientôt si l'entreprise est facile. Parti pour scruter les mystères du pôle austral, le docteur Charcot fera route ensuite vers le pôle Nord, accomplissant ainsi, par les méridiens et non plus par les latitudes, un circuit du monde qui n'avait point encore été tenté.

L'histoire est un perpétuel recommencement. Voici trois siècles que tous ces problèmes cosmographiques, percement de l'isthme de Panama, découverte des pôles, préoccupaient nos aïeux, les sujets du roi Henri IV, et le roi Vert-Galant lui-même. Ils se résumaient tous en une formule : trouver la route la meilleure ou la plus courte pour accéder aux Indes ; trouver même de nouvelles Indes.

Le premier Français qui ait fait route vers le pôle austral était un pauvre historien. Convaincu de l'existence dans ces régions d'un grand continent, La Popelinière réclamait à l'amiral, au roi, à la reine, aux grands seigneurs l'envoi d'une expédition de découverte ¹. Las de prêcher dans le désert et cédant à une

¹ *Les trois mondes*. Paris, 1582, in-4. — *L'amiral de France*. Paris, 1584, in-8.

ardente impulsion que l'on regarderait aujourd'hui comme un curieux phénomène d'autosuggestion, l'historien se fit marin et partit lui-même en quête, en 1589. Le mal de mer, hélas ! eut raison de son courage et, en arrêtant à l'île de Sainte-Hélène ce héros de la science ¹, retarda de douze ans la découverte de l'Océanie.

Déjà d'autres Français s'élançaient vers le pôle nord. Assurés d'un accueil amical lors de leurs relâches dans l'empire des tsars, depuis que le gouverneur d'Arkhangel en 1586 avait porté un toast à la France, ils espéraient découvrir, à travers les icebergs, une fissure pour gagner la Chine et les Moluques par une route plus courte que le détroit de Magellan ou le cap de Bonne-Espérance. Une expédition secrète devait occuper militairement les deux rives du détroit polaire, baptisé, avant que d'être découvert, du nom de Poncet : aucun navire n'aurait pu le traverser sous d'autres couleurs que les nôtres. Ainsi eussions-nous conquis sans coup férir la prépondérance commerciale en Extrême-Orient.

Déjà, sur des données problématiques, Henri IV échafaudait un plan d'empire colonial, d'une conception si neuve, si moderne et si grandiose que le vrai tient ici de l'invraisemblable. Est-ce pour cela que ses biographes ne l'ont même pas soupçonné ? La France, se disait le Béarnais, est en bons termes avec le sultan. Partant, les musulmans, les plus actifs des Asiatiques, sur un ordre de la Sublime Porte, me serviront d'agents aux Indes. Et comme l'Oriental ne respecte que la force, d'un coup, sans transition, apparaîtra dans les mers d'Extrême-Orient, pavillon fleurdelisé aux mâts, une flotte de trente cuirassés.

— Et quels cuirassés ! des transatlantiques à blindage étanche, où du feutre tenait lieu des fibres végétales qui masquent, en se gonflant au contact de l'eau marine, les déchirures des œuvres vives des vaisseaux modernes.

Comme si ce n'était point assez, à cette époque de précurseurs, d'étranges similitudes avec les préoccupations actuelles, un conseiller de Henri IV envisageait, pour aller aux Indes, une

¹ I. P. T., *Histoire véritable de plusieurs voyages aventureux*. Rouen, 1600, in-16, p. 157.

solution qui devait provoquer de nos jours un indescriptible émoi : je veux parler du percement de l'isthme de Panama. Champlain jugeait la chose possible ; et un autre conseiller des plus fidèles de la royauté, Duplessis-Mornay, parlait d'occuper préalablement Panama et Colon. Plus pratiques, des armateurs normands assuraient à nos transatlantiques un point d'appui, en plantant le drapeau français au cap de Bonne-Espérance. Bien avant d'être marquée du sceau de la domination britannique, dès 1608, l'Afrique australe fut proclamée colonie française.

Pour quelles raisons échoua notre première tentative, insoupçonnée jusqu'ici, de fonder un empire colonial en Extrême-Orient ? C'est ce qu'on ne saurait comprendre sans pénétrer les tortueuses intrigues de nos rivaux et certaines complaisances peut-être d'hommes d'État réputés intègres ; héroïsmes obscurs, sourdes trahisons, crimes atroces et impunis, rien ne manque à la machination de ce drame historique d'une singulière actualité rétrospective, où se jouait l'avenir de notre expansion coloniale en Extrême-Orient.

I. — NAUFRAGE D'UN CUIRASSÉ MALOUIN AUX MALDIVES (1602)

Imaginez deux lignes idéales qui coupent le monde par la latitude du tropique du Cancer et par le méridien de l'île de Fer. C'est ce qu'on appelait, au xvi^e siècle, les *Lignes de paix* ; au delà, que les nations fussent en paix ou non, la seule loi reconnue était le droit du plus fort. En vain les Français essayèrent-ils, au traité de Vervins en 1598, de faire prévaloir cette maxime du droit des gens que la mer est commune à tous. Les Espagnols, la main sur la fameuse bulle de démarcation, opposèrent l'exception du *Mare clausum*, que les Anglais, avec d'autres arguments, allaient plus tard reprendre à leur compte. En dépit des prohibitions et des menaces, les Français parvinrent à prendre pied en Guyane et au Canada, dans des territoires préparés de longue date à la colonisation par les expéditions des Dieppois et des Malouins.

Mais en Extrême-Orient, la tâche était autrement malaisée. Soixante-dix ans s'étaient écoulés sans que la moindre flottille

françoise eût repris la route tracée vers Sumatra par les marins d'Ango. Le 13 novembre 1600, enfin, des marchands de Saint-Malo, Vitré et Laval formaient une société au capital de quatre-vingt mille écus pour négocier aux Moluques ¹, où jamais notre pavillon n'avait encore flotté. Six mois après, dans une saison un peu tardive pour la traversée des tropiques, le *Croissant* et le *Corbin* appareillaient sous le commandement d'un général et d'un connétable ² : le général Frotet de La Bardelière et le connétable de Saint-Malo, François Grout du Clos-Neuf ³. Chaque officier avait une sorte de coadjuteur, son successeur éventuel ; chaque homme de l'équipage avait son matelot, c'est-à-dire un frère d'armes. Aussi bons soldats que marins habiles, au témoignage de leur compagnon de voyage Pyrard de Laval, les Malouins étaient « capables, sur toutes les autres nations, des plus hautes entreprises du monde. » Ils le prouvèrent sur l'heure.

Neuf grosses hourques hollandaises, par déférence pour nos couleurs, avaient passé sous le vent en saluant chacune d'un coup de canon, quand tout à coup un boulet parti de leur bord troua la voilure du *Corbin*. La Bardelière croit à une attaque, et, sans balancer, sans s'inquiéter de n'être que deux contre neuf, les capitaines malouins font sonner le branle-bas. Aux bastings, la pavesade d'écarlate fleurdelisée, les canons parés, les hommes à leur poste de combat, capitaine à la dunette de poupe, lieutenant en proue, *cantonniers*-chefs de section aux quatre coins du pont, leurs vaisseaux foncent sur l'amiral et le vice-amiral hollandais. Une bordée du *Corbin* atteint ce dernier en pleine voilure, pendant que l'amiral, stupéfait, met bas les voiles à la première injonction de La Bardelière. Alors, tout s'expliqua. Un canonnier hollandais, en état d'ivresse, avait, par mégarde, oublié de tirer à blanc. Il aurait été pendu sur l'heure, si La Bardelière n'avait intercédé pour lui. Mais il ne perdit sans

¹ Le P. Fournier, *Hydrographie*, 2^e édition, p. 255.

² Jean Mocquet, *Voyage en Afrique, en Asie et aux Indes orientales et occidentales*. Paris, 1617, in-12.

³ Le journal de voyage du *Corbin* se trouve dans le *Voyage de François Pyrard de Laval, contenant sa navigation aux Indes orientales, aux Moluques et au Brésil*. Paris, 1615, 2 in-8. — Celui du *Croissant* nous a été conservé par François-Martin de Vitré, dans sa *Description du premier voyage faict aux Indes orientales par les Français en l'an 1603*. Paris, 1604, in-4.

doute rien pour attendre, tant la discipline est sévère à bord des navires hollandais, remarque Pyrrard de Laval. Et il ajoute : Chez les Malouins, rien de pareil ; « nulle piété, nulle obéissance aux chefs, toute rébellion, beaucoup d'indiscrétion, tous les jours des querelles et batteries. »

Pour avoir eu son coffre déplacé, le facteur de la Compagnie souffleta le capitaine du *Corbin*. Un conseil de guerre, réuni à bord de l'amirale, ordonna qu'il serait enchaîné comme un malfaiteur au pied du grand mât. Mais le coupable se moqua de la sentence, sous le prétexte que les capitaines n'avaient pas commission du roi d'exercer la justice : barricadé dans sa cabine, pistolet au poing, il jura que le premier qui mettrait la main sur lui serait un homme mort. Grout du Clos-Neuf, un savant et un lettré, mais un timide, eut la faiblesse de céder et d'implorer pour le rebelle le pardon. Savez-vous comment il fut récompensé de sa mansuétude ? Durant six mois, le vindicatif facteur ne lui adressa plus la parole.

À l'île d'Annobon, six officiers descendus sans autorisation à terre tombèrent dans un guet-apens des Portugais. Dans leur exaspération d'avoir perdu leurs camarades, dont l'un, Thomas Pépin, lieutenant du *Corbin*, était mortellement blessé, les Malouins se seraient emparés de l'île, s'ils avaient eu seulement une patache pour débarquer en forces et briser d'un coup la résistance des insulaires.

Ils avaient manqué de peu une petite division hollandaise de trois vaisseaux, commandée par l'amiral Joris Spilbergh, qui avait touché ensuite aux îles de Corisco au Gabon, qu'on appelait, nous allons voir pourquoi, les îles Moucheron ¹. Ils apprirent, à Sainte-Hélène, par des billets laissés en évidence sur l'autel de la chapelle, que Spilbergh venait encore de passer. Ce ne fut que le 19 février 1602, sur la côte de Madagascar, qu'ils parvinrent à rallier l'un des vaisseaux hollandais, désarmé par un ouragan et commandé par un émigré originaire de Vitré, Guyon Le Fort. De gens absolument novices dans la traversée de l'Océan Indien et forcés de se fier aveuglément à leur pilote Wouter Willekens, on juge quelle fut la joie de retrouver un

¹ De Jonge, *De Opkomst van het nederlandsch Verlat in Oost-Indie*. 'S Gravenhage, 1864, in-8, t. II, p. 272.

compatriote familier avec ces parages et, qui plus est, versé dans les langues de la Malaisie.

La rencontre, quel que fût l'ébahissement des équipages, n'avait rien de fortuit. Le *Het Schaap* de Guyon Le Fort avait été laissé en arrière par l'amiral Spilbergh pour attendre La Bar-delière. Toute l'escadrille appartenait à un émigré français, Balthazar de Moucheron, dont la famille avait depuis quarante ans les plus étroites relations avec les négociants de la petite ville bretonne, particulièrement avec les Gravé ¹, et dont les vaisseaux s'acheminaient depuis longtemps vers les Indes. Cinq de ses navires s'étaient un instant rendus maîtres, grâce aux intelligences que s'y était ménagées le Breton Corneille de Moucheron, de l'île du Prince, la meilleure station navale sur la côte d'Afrique : ils ne l'avaient évacuée, à l'automne de 1598, que sur un retour offensif de la garnison de San Thomé, quelques jours à peine avant l'arrivée de renforts expédiés par le grand armateur. Faute de cette rade magnifique, les marins de Moucheron s'étaient contentés des îles Corisco, qu'ils avaient rebaptisées du nom de leur patron, donnant à une île le nom de Boulay et à une autre celui d'Élisabeth, en mémoire du manoir familial et de la femme de Moucheron ². Tels étaient les compagnons de route de nos Malouins.

A l'abri d'un petit fort construit à la hâte dans la baie de Saint-Augustin, sur la côte madécasse, Français et Hollandais, fraternellement mêlés, se mirent les uns à réparer leur mâture, les autres à soigner leurs malades, fort souffrants du scorbut. Marécageux et malsain, l'endroit était mal choisi : loin de s'atténuer, la maladie empira, et quarante et un Malouins furent déposés tour à tour dans un marécage de sables mouvants, qui fut appelé *le Cimetière des Français*. Les autres ne valaient guère mieux.

Quand l'escadrille s'éloigna de Madagascar, les officiers du *Corbin*, capitaine et lieutenant, étaient malades, le maître et le contremaître souvent ivres : bref, le navire gouverna droit sur les écueils des Maldives. On ne prêta aucune attention à de

¹ Frain, *Registre d'écuyer Nicolas Bouleuc, greffier de l'amirauté de Bretagne au siège de Saint-Malo*. Vannes, 1902, in-8, p. 54, note.

² J.-H. de Stoppelaar, *Balthasar de Moucheron. Een Bladzijde uit de Nederlandsche handelsgeschiedenis tijdens den tachtigjarigen oorlog*. 'S Gravenhage, 1901, in-8, p. 162.

petits bricks-pilotes qui venaient offrir leurs services ; une nuit que les hommes de quart dormaient, que le fanal de poupe s'était éteint, dans les ténèbres, le *Corbin* talonna et se coucha sur le flanc. Le lendemain 3 juillet, au prix des plus pénibles efforts, les naufragés abordèrent à la côte en vue, qui était Pouladou ou Addu, petite île des Maldives. Les uns gagnèrent leur vie en pêchant des perles près du cap Comorin ; un autre, Pyrard de Laval, mit à profit sa mésaventure pour s'assimiler la langue des insulaires des Maldives.

Le *Croissant* n'était qu'à un quart de lieue de sa conserve au moment du naufrage, mais les brisants l'empêchèrent de venir au secours des malheureux. Il continua sa route vers Sumatra, par Ceylan et les îles Nicobar. Le 26 juillet, La Bardelière recevait audience du roi d'Achem. En robe de coton, ouvrée d'or, imposée par le cérémonial, il offrit au potentat une aiguière d'argent et un service de cristal et reçut en retour l'autorisation de trafiquer. Au bout de cinq mois, on avait à peine formé la moitié de la cargaison, quand le général de La Bardelière se sentit gravement indisposé ; les Portugais, paraît-il, l'avaient empoisonné, afin de se défaire d'une concurrence gênante. Si le général mourait en rade d'Achem ou Atchyn, son navire, selon la coutume malaise, devait être confisqué au profit du roi indigène. La Bardelière le savait : de son lit de mort, le 20 novembre 1602, il donna l'ordre d'appareiller le plus promptement possible, sous la direction de son successeur désigné, le sieur de La Villeschar : mais les cadres de l'équipage étaient tellement éclaircis par les maladies, qu'on dut enrôler dix Javanais pour aider à la manœuvre. Le *Croissant* parvint à se trainer, faisant eau de toutes parts, jusqu'au cap Finisterre en Espagne. Dans cet état, le 21 mai 1603, il fut rencontré par trois navires hollandais, qui recueillirent les survivants et la cargaison, évaluée par la Compagnie malouine à deux millions. Les sauveurs avaient droit, pour leur peine, au tiers des objets sauvés. Mais il semble qu'ils s'approprièrent le tout. L'un des Malais fut hébergé durant trois ans par un Français émigré en Hollande, qui lui enseigna les langues de son pays natal et de sa patrie adoptive. De retour aux Indes, le Malais célébra partout la grandeur du nom hollandais et l'estime que les Hollandais faisaient de la France.

L'émigré dont il avait été l'hôte était presque certainement Balthazar de Moucheron, l'initiateur des multiples expéditions hollandaises vers les Indes et l'un des fondateurs de la fortune des Pays-Bas : il n'avait recueilli, en retour de ses bienfaits, que des déboires. C'est à lui qu'il faut faire honneur de l'idée du passage polaire pour aller en Chine. Mettant à profit les connaissances de son frère Melchior, facteur à Moscou d'une Compagnie française ¹, il avait organisé une ligne de navigation entre Middelbourg et Arkhangel ; puis, en 1594, il équipait partiellement la fameuse expédition dans les mers glaciales, qui mit en vedette le nom de Barendsz ². Échec et mat de ce côté, sans avoir laissé autre chose que le nom de Moucheron à un cap de la Nouvelle-Zemble et à une rivière d'Arkhangel, Balthazar, expédiant ses navires aux Indes par le périple africain, était devenu le tout-puissant directeur de la Compagnie néerlandaise des Indes. Il avait marqué son nom aux quatre coins du monde : trois amiraux sous ses ordres avaient promené à travers les mers son pavillon de couleur verte avec la croix de Bourgogne. Il offrait à la municipalité de Veere, moyennant certains privilèges, d'armer dix-huit navires par an, et aux États de Hollande d'acheter pour cinquante ans le monopole du commerce dans les ports qu'il ouvrirait au trafic européen. Du roi de Danemark, qui lui promettait une prime de cent mille florins pour l'attirer dans son pays, il avait repoussé les propositions. Il ne put repousser de même l'envie des directeurs de la Compagnie des Indes ³.

A moitié ruiné par les manœuvres de ses collègues, soit désir de vengeance, soit amour du pays natal, — car le manoir du Boulay, près de Verneuil, était resté le centre familial d'une tribu dispersée à travers l'Europe ⁴, — Moucheron avait résolu de drainer en France le commerce oriental. Avec l'assentiment

¹ Depuis 1586 (Berger de Xivrey, *Lettres de Henri IV*, t. III, p. 113).

² Agrippa d'Aubigné, *Histoire universelle*, éd. de 1620, liv. IV, t. III, p. 435 et 446. — De Thou, livre CXXI, t. XIII, p. 265. — Gerrit de Veer, *Three voyages by the North-East towards Cathay and China*. London, 1853, in-8, p. LVI, publication de l'Hakluyt Society.

³ J.-H. de Stoppelaar, *Balthasar de Moucheron* — Comte de Moucheron, *Notes sur sa famille*. Rome, 1901, in-4, p. 61, portrait de Moucheron.

⁴ Cf. l'Histoire généalogique des Moucheron au XVII^e siècle à la Bibl. nat., Cabinet d'Hozier, vol. 250, carrés d'Hozier, vol. 455, et dossiers bleus 476, dossiers Moucheron.

au moins tacite du roi, la petite escadre de l'amiral Joris Spilbergh, *De Ram*, *Het Schaap* et *Het Lam* ¹, devait en 1603 faire retour à Calais. Un des vaisseaux sombra devant cette ville à la suite d'une salve malencontreuse. Du moins, c'est l'interprétation qui fut donnée. Mais la vérité est que les États de Hollande, alarmés de la défection de Moucheron, avaient envoyé dans le Pas de Calais l'escadre de Gerbrandtsz, pour amener de gré ou de force le petit convoi dans les ports de Zélande ².

II. — LE PROGRAMME COLONIAL DE HENRI IV

Si les voyages isolés aux Indes ne pouvaient avoir qu'une fâcheuse issue tant pour les armateurs que pour le renom de la France, l'exemple de nos voisins des Pays-Bas montrait combien étaient fructueuses les opérations d'une puissante Compagnie. Les petites sociétés qui avaient expédié des navires aux Moluques en 1590 et en 1598 s'étaient fondues, le 20 mars 1602, en une grande Compagnie des Indes, dont les dix-sept directeurs étaient nommés par les chambres de commerce néerlandaises ³. Et telle avait été la prépondérance prise aussitôt en Extrême-Orient par la Société nouvelle que les Espagnols effarés offrirent aux États une paix honorable en retour de sa suppression. Autant présenter une belle selle à un cheval auquel on veut couper les jarrets ! répliquèrent ironiquement les États généraux ⁴.

Au retour de l'expédition de 1602-1604, un marchand d'Amsterdam, Pieter Lientchens ou Lintgens, ne s'estima pas suffisamment rémunéré de ses peines, ou, selon d'autres, il se trouva choqué dans ses convictions d'anabaptiste par la guerre faite aux Portugais. Accompagné de son père, le mécontent vint offrir ses services à Henri IV. Moyennant un monopole commer-

¹ De Jonge, *De Opkomst.... in Oost-Indie*, t. II, p. 272.

² *Resolutien van de Heeren Staten van Holland ende West Vrieslandt in hun Edele Groot Mogenheden*, 13 octobre 1603. Je dois la connaissance de ce document à l'obligeance d'un ingénieur belge, M. Octave Collet, qui prépare une histoire approfondie des Indes orientales d'après des documents recueillis partout, à Paris, à la Haye, à Batavia. Son ouvrage aura pour titre : *L'île de Java sous la domination française. Étude sur la politique de la France dans l'archipel Indien*.

³ Bibl. nat., collection Dupuy, vol. 319, fol. 69.

⁴ Bibl. nat., ms. franç. 23026, fol. 191.

cial de quinze années, la concession d'un port d'armement et le prêt de deux pièces de canon par vaisseau, il se chargeait de fonder une Compagnie française des Indes, à trois mille livres la part, dont tout gentilhomme pourrait se mettre sans déroger¹. Henri IV se hâta de souscrire aux propositions de Lintgens ; le 1^{er} juin 1604, il lui assignait Brest comme port d'armement et le mois de juillet de l'année suivante comme date à laquelle le premier départ devrait s'effectuer.

Dans les lettres patentes rédigées pour signifier à qui de droit le nouveau monopole, le roi raillait, avec une verve gasconne, la timidité des capitalistes français, qui mettait l'État à la merci de nos voisins. Les premiers associés de Lintgens étaient presque tous, en effet, d'origine étrangère : aux Flamands Matthieu Colbus, Lucas Antoine Panfi, Girard de Roy et Pierre de Beringhen, correspondant à Paris de l'amiral de Nassau, faisaient seulement contre-partie un trésorier royal, Antoine Godefroy, et un bourgeois parisien, Philippe Hugues. Faut-il ajouter la reine Marie de Médicis ? La fille des banquiers florentins risqua une certaine somme sur quatre vaisseaux long-courriers armés au Havre, dont, en bonne comptable, elle prenait soin de faire vérifier l'inventaire au retour, afin de n'être pas frustrée de ses bénéfices².

De tous les Français, celui qui prenait le plus à cœur la création d'une Compagnie des Indes, c'était le roi. Le 20 juin, il demandait pour Lintgens l'autorisation d'équiper aux Pays-Bas des navires long-courriers, guidés par des pilotes experts. La fin de non-recevoir qu'on lui opposa, savoir, que les États per-

¹ « Articles proposés au roy par Pierre Lingues et ses associéz qui entreprennent de fere les frais et avances nécessaires pour le voyage des Indes orientales, » 1^{er} juin 1604 (Bibl. nat., coll. Baluze, vol. 293) : mêmes articles proposés par Pierre de Beringhen, Luc-Anthoine Phanfy ou Panfi et Mathieu Coulbus, 29 mai (coll. Dupuy, vol. 318, fol. 117, original), par Gérard de Roy, Antoine Godefroy et associés, 1^{er} juin (coll. Dupuy, vol. 318, fol. 115 ; coll. Brienne, vol. 319, fol. 106). — Minute des lettres patentes de Henri IV publiant le monopole accordé aux associés allant aux Indes, 1604 (Ms. franç. 16738, fol. 16). — Lettre de Henri IV à Paul de Buzanval, ambassadeur aux Pays-Bas, accrédi tant Lintgens, 20 juin 1604 ; Notification aux États de la lettre royale demandant pour Lintgens l'autorisation d'armer, La Haye, 25 octobre ; Réponse des États de Hollande, 1^{er} novembre (*Ibidem*, fol. 155). — Minute des lettres patentes commettant Pierre Lintgens, père et fils, à la construction et à l'achat aux Pays-Bas des vaisseaux nécessaires pour le voyage des Indes, 1605 (Baluze, vol. 293).

² 1605 (Bibl. nat., coll. des V^e Colbert, vol. 86, fol. 254 v°).

mettaient d'acheter des vaisseaux, mais non de léser le monopole de leur Compagnie, ne rebuta point Henri IV. De nouvelles instances près du grand pensionnaire Barneveldt et du prince Maurice de Nassau provoquèrent, de la part des États généraux, une déclaration catégorique, que François d'Aersens apportait à Paris le 23 février 1605 ¹. La concurrence d'une société française tuerait notre Compagnie, disaient les Hollandais, et elle servirait trop le roi d'Espagne pour qu'elle n'ait pas été inspirée par lui. Aujourd'hui que nous sommes parvenus, par de lourds sacrifices, à évincer les Espagnols en Extrême-Orient, serait-il juste d'en abandonner le profit à une entreprise rivale? L'intéressé cherche à se venger. Qu'espère-t-il donc? Obtenir par ses menées la surintendance en France des affaires de notre Compagnie? Ou bien croit-il possible, avec trois ou quatre malheureux navires, de tenir tête dans les Indes aux flottes espagnoles ou de rivaliser avec nos quarante vaisseaux? Au lieu de nous faire concurrence, ne serait-il pas mieux pour la France et dans l'intérêt commun des deux pays d'exploiter des régions où l'Espagnol n'a pas encore été atteint par la rivalité étrangère? Ce qu'il faut à la France, c'est une Compagnie des Indes occidentales. — Et les États généraux de Hollande allaient prêcher d'exemple en allouant une subvention d'un million de florins à qui organiserait cette Compagnie.

Si insinuant que fût Aersens, son vieux compagnon d'armes à Dreux et au siège de Paris, Henri IV ne se laissa point émouvoir : il répondit à son tour aux États par une fin de non-recevoir, qui n'était autre chose que l'exposé de sa politique coloniale. En Amérique, il était déjà nanti : c'était maintenant aux Indes orientales qu'il voulait planter son pavillon, afin de « tirer des deulx boutz du monde tout ce que la nature a produit. » Sa flotte, — qu'on n'eût à ce sujet aucune inquiétude, — serait égale à celle des Hollandais : elle partirait au printemps pour les Indes, où elle occuperait divers points de la côte avec le concours des agents du sultan ².

¹ Bibl. nat., collection Baluze, vol. 293. — Cf. aussi la lettre d'Aersens au Grand Pensionnaire (Van Deventer, *Johan van Oldenbarnevelt en zyn tijd*. La Haye, 1865, in-8, t. III, p. 30).

² Baluze, vol. 293. — Masson, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e siècle*. Paris, 1897, in-8, p. 372, note 4. — Archives royales de La

A cette amitié de longue date avec les musulmans, Henri IV venait de faire un gros sacrifice, et peut-être de lâcher la proie pour l'ombre. Refusant les présents du shah de Perse, dont un envoyé allait par les Cours d'Europe exciter à la guerre contre la Sublime Porte, il avait défendu à l'ambassade persane, débarquée à Marseille, de passer outre ¹. Les calculs du roi, basés sur notre prestige parmi les musulmans, n'étaient point absolument faux. C'était sous le pavillon fleurdelisé, ainsi glorifié par eux, que les Hollandais avaient obtenu de naviguer dans le Levant. Aux Maldives, Pyrard de Laval ressentit les bons effets de l'intervention d'un chérif mahométan, qui déclarait avoir vu entourer d'égards, partout où il avait voyagé, les Français et leurs alliés, Anglais ou Hollandais.

A quoi ne tient pas la célébrité ? Croirait-on que les femmes du sultan des Maldives étaient fort impatientes de connaître, en 1602, la dernière mode des dames françaises ! Le naufrage du *Corbin* avait plus servi qu'une expédition heureuse à donner des Français une avantageuse idée parmi les populations de l'Inde. Il n'était bruit, à plusieurs centaines de lieues des Maldives, que de la beauté des canons tirés du *Corbin*. Plus d'un rajah les convoitait ; le roi de Bengale envoya une escadre de seize galères dans l'archipel tout exprès pour s'en emparer.

Les Hollandais, en tant que peuple, n'avaient point, comme nous, cette réputation qui constitue, pour les nations, un vrai capital. Les rajahs avaient encore si peu de confiance en eux que deux envoyés du roi de Siam débarquaient en 1607 aux Pays-Bas pour s'assurer que les Hollandais n'étaient pas de simples écumeurs de mer. Plus d'un potentat oriental posait aux capitaines de la Compagnie néerlandaise cette question naïve : est-ce que le grand roi de France ne nous aidera pas à chasser Espagnols et Portugais ?

Il n'était pas jusqu'à un Chinois qui n'eût fait à Henri IV des offres de services. Le Céleste se disait en mesure de nous procurer des diamants à moindre prix que ne les achetaient sur les

Haye, *Stukken betreffende trustingen naar Oost-Indie in Frankrijk, door Lyntgens, Lemaire, etc., 1602-1610, loketkas Holland Oost-Indie, n° 59. Communication de M. Collet.*

¹ Harangue de l'ambassadeur de France, baron de Salagnac, au sultan. 1^{er} mars 1605 (Bibl. nat., ms. franç. 7161, fol. 126).

lieux mêmes les Portugais : il s'agissait d'exploiter certaine mine sise sur la route des Indes.

III. — TRANSATLANTIQUES CUIRASSÉS A BLINDAGE ÉTANCHE

Du jour où un vaisseau britannique avait insulté le pavillon qui couvrait un ambassadeur de France, le roi s'était juré de relever notre marine de guerre. Une nouvelle insulte, plus sanglante encore, le pressait d'agir. Par manière de passe-temps, un personnage abominable, l'adelantado des galères d'Espagne, avait forcé douze cent vingt-quatre de nos marins à s'entasser dans la misérable petite chapelle de Bonanza, sur le Guadalquivir, laquelle pouvait bien contenir quarante personnes. Tous ceux qui ne pénétraient pas dans le lieu d'asile étaient tués comme hérétiques ; les autres mouraient étouffés ¹, comme périrent plus tard dans le fameux *Trou noir* les soldats anglais, victimes de l'insurrection hindoue. Par là, on juge de la nature des peines dont l'Espagne menaçait, le 9 avril 1604, tout étranger qui s'aventurerait à commercer aux Indes ².

Fort heureusement, pour réaliser son rêve d'empire aux Indes Orientales, les projets de Henri IV comportaient de tout autres moyens d'action que les armements mesquins dont les Hollandais se gaussaient, proie trop facile à capturer par les escadres espagnoles. Ils allaient de pair avec une véritable révolution dans l'art naval.

C'est ce que nous révèle un mémoire anonyme, dont l'auteur, désigné par le terme modeste de « l'entrepreneur, » serait, peut-être, Lintgens. Dans les annales maritimes, ce document, jusqu'ici inconnu, devrait faire époque, car il contient un plan d'ensemble de la première flotte cuirassée. L'entrepreneur offrait de construire en trois ans trente vaisseaux cuirassés, particulièrement aptes aux voyages d'extrême Orient : son devis, des plus minutieux pour tout ce qui concernait le gabarit, le gréement et l'avitaillement, prévoyait jusqu'aux citernes à eau et aux alambics à eau-de-vie ³.

¹ *Remonstrances très humbles en forme d'avertissement des capitaines de la marine*, impr. (Bibl. nat., collection Dupuy, vol. 464, fol. 48), et réimprimées dans les *Nouvelles annales des voyages*, t. I).

² De Thou, livre CXXXII.

³ Mémoires anonymes au roi, relativement à la création d'une Compagnie

Ce n'était point la première fois, entendons-le bien, qu'il était question, en France, de navires blindés. A Bayonne, en particulier, nous possédions un *corau barbotat*, sorte de petite canonnière qui défendait, dès le milieu du xvi^e siècle, l'embouchure de l'Adour. Mais nous n'avions encore jamais appliqué la cuirasse à des bâtiments de haute mer de quatre et cinq cents tonneaux, comme ceux que proposait « l'entrepreneur. » Leur caractéristique, c'était leur blindage étanche.

Voici en quoi il consistait : sur l'étrave, la quille, l'étambot et le gouvernail, un simple revêtement de plomb serti dans du fer. Partout ailleurs, la membrure de chêne, en planches de quatre pouces graduellement amincies de la quille aux bordages, était recouverte de planchettes goudronnées; un ciment, formé d'huile, de soufre et de chaux, que maintenait une couverture de feutre d'Allemagne, servait de cloison étanche entre le doublage intérieur et le blindage d'airain qui enveloppait tout le navire, depuis la quille jusqu'à un pied au-dessus de la ligne de flottaison. Contre une pareille cuirasse, les tarets ne pouvaient rien; les « brellins, sappinettes, caffre » et autres ordures glissaient sans adhérer et sans ralentir par conséquent la marche; il était moins souvent besoin de mettre le bâtiment en cale sèche pour le calfater. Enfin, les boulets ne pouvaient traverser cette triple enceinte, et le navire atteignait facilement une trentaine d'années, longévité double de la durée ordinaire.

Les transatlantiques cuirassés n'avaient qu'un inconvénient : ils étaient lourds et, par le fait, leur limite de charge était promptement atteinte. Pyrard de Laval s'en était rendu compte, lors du voyage du navire malouin *le Corbin*, qui était doublé de plomb. Aussi conseillait-il de ne plomber que les jointures des bordages, ainsi que le faisaient les Portugais : pour préserver les œuvres vives de la morsure des tarets, il préconisait l'emploi du fer-blanc.

Si la carte à payer était lourde pour le Trésor, — quatre millions et demi en trois annuités, — elle assurait à l'État une flotte de guerre excellente, une artillerie de marine de onze

des Indes, 1606 environ (coll. Brienne, vol. 319, fol. 1 et suiv.) : « Déclaration de la forme, grandeur et hauteur de trente navires entrepris pour le service de Sa Majesté » (*ibid.*, fol. 33); « Clauses et conditions du contract pour la construction de trente navires » (*ibid.*, fol. 55).

cent quarante bouches à feu, enfin, deux mille sept cents hommes d'équipage, dont l'entretien permanent ne coûterait rien au roi. Bien mieux ! cette flotte constituait un placement de père de famille, puisque l'entrepreneur offrait de l'affréter, de la « prendre à fief, » à raison de vingt mille livres par navire et par voyage aux Indes. Que si le roi préférerait faire à son compte le commerce d'Extrême-Orient, il aurait les deux tiers des bénéfices, le reste étant distribué à titre de solde aux équipages.

Pour la première fois, il était question, dans ce devis, de plusieurs œuvres de prévoyance, que des prélèvements sur la solde suffiraient à doter ¹ : tel, un hospice pour les matelots infirmes qu'on emploierait à fabriquer de menus objets utiles à la navigation ; tel, un collège avec chapelle, où seraient instruits les enfants des matelots ; enfin, une caisse de secours pour les temps de chômage et pour les familles des marins en campagne.

Des vaisseaux, des équipages, c'était le principal ; mais il fallait aussi des ports en eau profonde, car les vaisseaux de fort tirant d'eau étaient contraints d'aller charger en Angleterre ; l'entrepreneur proposait en conséquence la création d'un port, sinon de deux, en Normandie.

L'état-major de la flotte des Indes, agréé par le roi, était ainsi composé : capitaine général, Jacques Bron, capitaine en la marine du Ponant ; contrôleur général à titre héréditaire, Jean de Mauconduit, sieur de Bunare ; facteur général, X.

Ce programme naval avait autrement d'ampleur qu'une contre-proposition émanée de quelques particuliers, qui parlaient d'assurer la garde des côtes de la métropole à beaucoup moindres frais qu'avec la flotte des Indes : il suffirait d'une quinzaine de navires de deux à quatre cents tonneaux. — Sans doute, objectait l'entrepreneur, la construction reviendra à meilleur marché ; mais l'entretien ? Ce sera, pour le Trésor, un débours annuel de six cent mille écus.

Présenté au roi en septembre 1603 par l'entremise du secrétaire des finances Le Grand, approuvé par la chambre de commerce, le programme de l'ingénieux entrepreneur fut soumis à l'examen de trois délégués du conseil, le président Jeannin, Chevallier et Despréz. Le rapport des commissaires fut entière-

¹ Bibl. nat., coll. de Brienne, vol. 319, fol. 55.

ment favorable : par des exemples tirés de l'histoire, il montrait qu'un pays maritime, pour se « dilater, » a besoin d'une marine puissante et que pareille institution, hors de proportions avec les ressources des particuliers, incombe à l'État.

IV. — LE PARTI ANTICOLONIAL

Le roi en était convaincu et, près de lui, la cause plaidée par l'entrepreneur était gagnée d'avance. Il l'avait « tant à cœur » qu'il écrivait lettre sur lettre en Hollande sans souci de sa peine « pour chose où il allait du bien, grandeur et réputation de ceste couronne ¹. » Mais l'affection, la reconnaissance auxquelles il faisait appel, étaient neutralisées par un sentiment plus fort, l'intérêt.

Les États, le prince et le pensionnaire de Hollande, que les lettres royales pressaient de seconder les armements de Lintgens, n'avaient d'autre souci que de les entraver. L'ambassadeur de France fit respectueusement observer à Henri IV qu'il n'était ni de la dignité royale de s'exposer à tant de refus des Hollandais, ni de bonne politique de passer « soubz leurs bénédictions » comme sous des fourches caudines : d'autant qu'on pouvait s'en dispenser. Un pilote fort habile, avec lequel Buzanval, l'ambassadeur en question, s'était abouché, était plus entendu au voyage des Indes que les meilleurs marins des Pays-Bas : mais Carlety n'ayant pas eu l'heur de plaire à « ceulx qui se meslent de ce faict, » le diplomate vexé se retirait sous sa tente sans cacher son désappointement : « Il ne me peut rester qu'un extrême regret et desplaisir de me veoir aussy peu capable de servir Vostre Majesté en ce qu'elle désire. » En dépit du mécontentement d'une nation amie et des observations de son ambassadeur, malgré la mort de Pierre Lintgens, advenue sur ces entrefaites, Henri IV ne se laissa point détourner de ses projets. Et, le 29 juin 1606, le seul des associés qui fût familiarisé avec

¹ Lettres de Henri IV aux États de Hollande, 13 mai 1605 (Berger de Xivrey, t. VI, p. 430), à Barneveldt, 30 août 1605 (archives de la Haye, *Stukken* citées plus haut, n° 32 : communication de M. Collet), à Buzanval, aux États de Hollande, au prince de Nassau et à Barneveldt (Bibl. nat., coll. Baluze, vol. 293). — Lettres de Buzanval à Villeroy et au roi, 27 septembre 1605 (archives de la Haye, *Stukken* citées), 28 avril 1606 (Bibl. nat., coll. Brienne, vol. 100, fol. 183 v°; Van Deventer, *Van Oldenbarnevelt*, t. III, p. 50).

l'Extrême-Orient, Girard de Roy, compagnon du vice-amiral Cornelis Van Foreest, lors de l'expédition de Bantam en 1602 ¹, recevait la commission de capitaine général de la flotte des Indes orientales ²; il avait ordre de se rendre à Brest et de se tenir prêt à appareiller au premier signal.

Devant la ténacité du Béarnais, la colère des Hollandais éclata. Le 9 septembre, les États firent placarder partout défense à tous marchands et marins de prendre du service à l'étranger pour les voyages au delà du cap de Bonne-Espérance ou du détroit de Magellan ³. Pris de panique, des marchands de Paris, Bordeaux, La Rochelle retirèrent l'adhésion donnée aux promoteurs de la Compagnie française des Indes. Chose curieuse, les associés étrangers ne se laissèrent point émouvoir par le ton comminatoire des États généraux. Lucas Panfi et Matthieu Colbus, dont l'apport s'élevait à six vaisseaux et quatre cent mille écus, s'acheminaient en février 1607 vers les Flandres pour y recruter des adhérents : ils comptaient rapporter au roi, au pied de leurs propositions, assez de signatures pour constituer la Compagnie ⁴. Mais que de précautions pour dérouter la jalousie des associés de la Compagnie hollandaise ! On en jugera par un seul fait.

D'un riche négociant d'Amsterdam, Colbus disait qu'il n'y avait pas de marchand plus expérimenté et que ses avis pourraient procurer à la France d'infinis avantages. Originaire de cette ville de Tournai, dont les habitants, se plaisait-il à répéter, ont tous la fleur de lis dans le cœur, le célèbre Isaac Le Maire était tout acquis à notre cause. Dès les premières ouvertures faites jadis par Lintgens, il avait ramassé pilotes et matelots pour les amener en France : les tergiversations survenues lui avaient fait croire que les projets du roi étaient abandonnés, et il avait dû embarquer ses recrues sur la flotte hollandaise des Indes. Eh bien ! ce puissant armateur, ce patriote n'osa pas braver ouvertement l'opinion. C'est sous le voile de l'anonyme qu'il recevait, du président Jeannin, les missives royales. C'est

¹ De Jonge, *De Opkomst.... in Oost-Indie*, t. II, p. 245, 482.

² Bibl. nat., Dupuy, vol. 318, fol. 121.

³ Bibl. nat., Baluze, vol. 293. — Archives de la Haye, *Groot Plakaat boek*, p. 547.

⁴ Baluze, vol. 293.

de nuit, dans le mystère, qu'il venait, en mars 1608 par exemple, s'entretenir avec notre plénipotentiaire à la Haye.

Si on eût écouté Isaac Le Maire, la Compagnie française, depuis si longtemps en souffrance, eût été immédiatement constituée. Que les grandes villes du royaume, disait-il, y prennent des parts; que le roi donne l'exemple des souscriptions; les matelots français, les plus sobres et, par suite, les premiers marins du monde, s'enrôleront en foule; il suffira, pour les guider, de quelques pilotes des Pays-Bas. Et, sans plus, Le Maire en embaucha sur l'heure. Lui-même, dans sa généreuse ardeur, offrait à la Compagnie l'appoint de ses quatre grands vaisseaux long-courriers et le concours de ses trois frères, ses correspondants, qui en Portugal, qui en Castille et en Italie ¹.

Ce fut Henri IV qui retint la bride au fougueux armateur. Il attendait, pour donner à la future Compagnie des Indes sa charte organique, qu'une question de droit international fût vidée. Dans le traité de paix qui se débattait en ce moment entre les Espagnols et les Hollandais, avec l'aide amicale de nos plénipotentiaires, les Espagnols brûlaient leurs dernières cartouches pour garder à leur profit exclusif le commerce des Indes. Car ce n'était qu'en contrebande et armés en guerre que les vaisseaux des Compagnies anglaise et hollandaise se rendaient en Océanie. En acceptant tacitement le fait accompli, le libre trafic des Hollandais aux Indes Orientales, les plénipotentiaires espagnols ne voulaient point que cette reconnaissance fût couchée sur le traité, de peur que d'autres nations en prissent texte pour s'en prévaloir à leur tour.

A vrai dire, Sully, en désaccord avec le roi, ne tenait nullement à une solution pacifique. Ennemi acharné du roi Catholique, le huguenot conseillait de frapper l'Espagne au cœur et dans les entrailles, « que j'estime, pour le présent, résider aux Indes Orientales et Occidentales, » écrivait-il le 26 février 1608 au président Jeannin. « Pour le présent » n'était point une superfétation. Depuis que le parti protestant s'occupait d'anatomie politique ², le centre vital de la puissance espagnole semblait se déplacer avec une surprenante rapidité. En 1572, il était dans

¹ Lettres du président Jeannin, 8 mai 1609, etc.

² Joachim Amberl, *De la politique du calvinisme en France*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 février 1848.

les Flandres, où Coligny conjurait de donner à l'ennemi le coup de grâce. Douze ans plus tard, il avait pour siège les isthmes et les détroits, Suez, Panama et Gibraltar, que Duplessis-Mornay proposait d'occuper.

Occuper ? Sully, sur ce point, était sceptique : notre rôle, disait-il, est de bouleverser la rude domination espagnole, sans prétendre rien édifier sur ses ruines. Nous ne sommes pas colonisateurs. Nous ne pourrions « conserver de telles conquêtes, comme trop éloignées de nous et, par conséquent, disproportionnées au naturel et à la cervelle des François, que je reconnois, à mon grand regret, n'avoir ni la persévérance ni la prévoyance requises pour telles choses, mais qui ne portent ordinairement leur vigueur, leur esprit et leur courage qu'à la conservation de ce qui leur touche de proche en proche. Les choses qui demeurent séparées de notre corps par des terres ou des mers étrangères, ne nous seront jamais qu'à grande charge et à peu d'utilité. » Pour déblatérer ainsi, le ministre choisissait bien mal son temps : à ce moment même, De Monts nous dotait de l'Acadie, Champlain du Canada, La Ravardière de la Guyane.

Mais qu'une pareille négation de notre rôle colonial par un homme comblé de faveurs et pourvu de soixante mille livres de pension ¹ eût un motif intéressé, c'est ce qui ne pourrait venir à l'idée. Le hasard a voulu qu'un ingénieur distingué de Batavia, érudit très informé en même temps, M. Collet, me mit sur la trace de secrètes intrigues, dont les archives de la Haye portaient la trace. Avec une obligeance dont je ne saurais assez le remercier, l'archiviste général du royaume, M. Van Riemsdyk, m'a gracieusement envoyé les extraits qui m'intéressaient. De délibérations des États généraux en date des 29 octobre, 2 et 4 novembre 1605, il résulte que la Compagnie hollandaise des Indes envoyait en présents des tapisseries superbes et trois lits d'or aux ministres du roi, Sully, Sillery et Villeroy : l'agent Aersens, sous le couvert duquel elles étaient expédiées avec d'autres cadeaux, devait les distribuer au mieux des intérêts de

¹ Comme « conseiller d'Etat, grand maistre de l'artillerie, grand voyer de France, superintendant des finances et des fortifications et bastimens, » il émargeait pour 60,000 livres au budget de l'épargne (Bibl. nat., V^e Colbert, vol. 106, fol. 68).

la Compagnie, de façon à ruiner les projets de Pieter Lyntgens ¹.

Or, il y avait deux partis dans l'entourage royal, Sully d'un côté, et de l'autre « tous ceux qui eussent bien voulu voir les affaires de France tourner sur les pivots de Rome et d'Espagne, selon les pittoresques et dures expressions des *Œconomies royales*, les sieurs de Villeroy, Sillery, les Jésuites, leur séquelle de bigots espagnolisés, tous les cajoleurs, marjolets, brelan-diers, voluptueux, baguenaudiers et fainéans de cabinet, de cour et de ville ². »

Villeroy, n'en déplaise à Sully, était tout aussi décidé que lui à ruiner la puissance espagnole en l'attaquant aux Indes. Seulement, il ne comptait point en abandonner le profit à la Hollande ou à l'Angleterre. Ses lettres des 23 novembre 1607 et 28 février 1609 au président Jeannin ne laissent à cet égard aucun doute qu'il était le fidèle instrument de la pensée royale dans l'organisation de la Compagnie des Indes.

Près de Sully, Aersens trouva plus facile accès. Le grand ministre, qui avait le défaut d'être économe jusqu'à l'avarice, ne pouvait approuver les avances considérables que nécessitait la construction des transatlantiques. On le disait lui-même assez sensible aux présents : l'ambassadeur de Toscane l'écrivait à son maître à toutes fins utiles, au moment des négociations du mariage de Marie de Médicis. Bref, la sympathie avouée de Sully pour la Hollande, au point qu'il songeait à s'y retirer après la mort de Henri IV, est un indice que l'agent des Pays-Bas n'avait pas en lui un ennemi.

Hélas ! la tiédeur que notre ambassadeur en Hollande témoignait pour les projets de Henri IV, ses remontrances presque déplacées, avaient aussi un mobile intéressé. Les États avaient voté à Choart de Buzanval, déjà actionnaire de leur Compagnie des Indes, une pension de quinze cents florins ³ : quand il mou-

¹ Archives royales de la Haye, *Acten en Resolutien van de Staten generaal* (1605), fol. 743, 751 v°, 762. — Bakhuizen van den Brink, *Studien en Schetsen over Vaderlandsche Geschiedenis en Letteren*, t. IV, p. 252. — Van Rees, *Geschiedenis den Kolonisch Politiek van de Republiek der Vereenigte Nederlanden*. Utrecht, 1868, in-8, p. 32.

² *Œconomies royales*, chap. cii, année 1605.

³ La Haye, 24 novembre 1606 (Archives royales de la Haye, *Acten en resolutien van de Staten generaal der Vereenigte Nederlanden* (1606), fol. 640 v°. — Communication de M. l'archiviste général van Riemsdyk).

rut à la Haye, en 1607, les Hollandais lui firent des funérailles magnifiques, comme à un soldat mort « sur le rempart que sa valeur et industrie avoit si longtemps défendu, » disait Duplessis-Mornay dans l'oraison funèbre de l'ambassadeur ¹. Est-il, sous forme d'éloge, ironie plus fine ?

V. — PROJET DE PERCEMENT DE L'ISTHME DE PANAMA

En dépit de l'envie, des intrigues, des défections, Henri IV n'abandonnait pas ses plans. Mais quelle route prendraient les vaisseaux de sa future Compagnie des Indes ? La question était beaucoup plus délicate à résoudre qu'il ne paraissait au premier abord. Par la charte octroyée à leur Compagnie des Indes orientales, les États généraux des Pays-Bas interdisaient à tous autres de se rendre aux Moluques par le cap de Bonne-Espérance et le détroit de Magellan. Tout marin hollandais, engagé à bord de nos vaisseaux, tombait par suite sous le coup de formidables pénalités, si nous suivions l'une ou l'autre de ces routes. C'étaient, par malheur, les seules voies connues. En existait-il d'autres au nord-est de l'Europe et au nord-ouest de l'Amérique ? On se le demandait.

Mais depuis les fameuses expéditions organisées par l'armateur dieppois Ango, l'opinion publique s'était désintéressée de ce problème cosmographique, que des Anglais, Forbisher, Davis, avaient repris pour leur compte sans parvenir à l'élucider. Peut-être était-elle mieux préparée à envisager une tout autre solution du problème.

Il y avait eu un temps où l'isthme de Panama avait exercé une véritable fascination sur l'esprit de nos corsaires. Route habituelle des riches convois qui apportaient à Colon les trésors de la mer du Sud, du Chili et du Pérou, il était devenu familier aux marins normands ; et ces descendants des vikings, surgissant soudain d'une embuscade sous la conduite de chefs déterminés comme Guillaume Le Testu, ne craignaient pas de s'attaquer, un contre dix, aux soldats espagnols qui escortaient les tonnes remplies d'or. A ces coups de main isolés allait succéder, en 1572, une véritable expédition où catholiques et protestants se mêlaient sous les ordres d'un cousin de la reine mère, Philippe

¹ Haag, *La France protestante*, 2^e éd., t. IV, p. 342.

T. LXXVI. 1^{er} JUILLET 1904.

Strozzi ; des éclaireurs envoyés de longue main en reconnaissance avaient exploré le littoral, de Nombre de Dios à Colon, quand éclata comme un coup de tonnerre la Saint-Barthélemy : les frères d'armes, qui devaient appareiller une semaine plus tard de Brouage, tournèrent leur fureur les uns contre les autres au siège de la Rochelle.

Pourtant, nous l'avons vu tout à l'heure, le projet d'occuper l'isthme de Panama n'était point abandonné. De divers entretiens avec les plus grands navigateurs du temps, Duplessis-Mornay concluait que c'était chose possible avec quatre mille hommes de troupes et huit vaisseaux de guerre. Il escomptait avec raison l'appui donné aux corsaires anglo-français par les nègres marrons et ces Indiens indomptés, dont les arrière-petits-fils, au témoignage d'un tout récent explorateur, M. Lionnet, descendent aujourd'hui encore de leurs gîtes dans la montagne pour protester contre la domination espagnole et battre les flots qui amenèrent les conquistadors. Maîtres de ce nœud entre deux continents, les Français auraient commandé les deux Océans et, de Panama, ils auraient pu gagner les Moluques, « sans circuir l'Afrique. »

L'idée de percer l'isthme de Panama, dans ces conditions, venait si naturellement à l'esprit que Samuel de Champlain la formula au cours d'un voyage d'exploration dans les colonies espagnoles, en 1599. Peut-être, dans son optimisme, exagérait-il la facilité de l'opération, qui n'eût consisté, selon lui, qu'à franchir sur quatre lieues de longueur l'écorce terrestre. Il disait en propres termes : « En ce lieu de Panama, s'assemble tout l'or et l'argent qui viennent du Pérou. On les charge, et toutes les autres richesses, sur une petite rivière qui vient des montagnes et qui descend à Portovella, laquelle est à quatre lieues de Panama. Estans en barque sur ladite rivière, il y a encore dix-huict lieues jusques à Portovella. L'on peult juger, sy ces quatre lieues de terre qu'il y a de Panama à ceste rivière estoient coupées, l'on pourroit venir de la mer du Su en celle de deçà ; par ainsy, l'on accourciroit le chemin de plus de quinze cents lieues ¹. »

¹ *Brief discours des choses les plus remarquables que Samuel de Champlain, de Brouage, a reconnues aux Indes occidentales*, au voyage qu'il en a fait en icelles en l'année 1599 et en l'année 1600. Copie dans le ms. nouv. acq. franç. 9256, à la Bibl. nat.

Simple observation d'un voyageur avisé, l'idée de percer l'isthme de Panama n'eut alors aucun fervent, pas même Champlain. L'explorateur avait cru trouver mieux par une économie, non plus de quinze cents lieues, mais du double, dans le voyage de Chine. Au lieu de contourner l'Amérique, les navires passeraient par les lacs du Canada, dont partie se déchargeaient dans la mer du Nord et partie dans la mer du Sud, si l'on s'en rapportait au témoignage des Indiens. Et l'imagination exaltée du voyageur se complaisait à détailler les avantages qui en résulteraient pour sa patrie. Maîtres de la Nouvelle-France, disposant à leur gré de la route la plus commode et la plus courte vers l'extrême Orient, dans un climat tempéré, nos marins ne courraient pas le danger d'être brusquement emmurés par les glaces, comme l'avaient été les explorateurs des mers glaciales, tant de la Nouvelle-Zemble que du détroit de Davis ¹.

Avec ce sens critique que la jalousie aiguise quand elle ne l'oblitére pas, les Malouins, mécontents du monopole commercial accordé à Champlain, relevaient ce que sa proposition avait de chimérique ². C'est un « peintre » désireux de voir du pays aux dépens du roi et des marchands, disaient-ils dédaigneusement. Les sauvages, selon lui, auraient promis de le mener en quatre jours à la mer du Sud, distante d'environ quatre cents lieues de Québec, pour aller en Chine ; mais de la part de ces mécréants, quelle est la valeur d'une promesse ? Un explorateur envoyé en 1611 par les Rouennais et qui vient de retourner en 1612, a rapporté que le Saint-Laurent est coupé de tant de cataractes que seuls des canots portant trois ou quatre personnes y peuvent naviguer. Quand bien même on trouverait par là un canal de huit cents lieues qui permet de gagner la Chine, les routes du cap de Bonne-Espérance et du détroit de Magellan resteraient les voies les plus sûres et les moins périlleuses. A cette affirmation catégorique, un armateur des mieux informés n'était point décidé encore à souscrire.

¹ Champlain exposa à maintes reprises cette idée : ainsi, dans la relation de son premier voyage au Canada (*Des sauvages*. Paris, 1603, in-4), dans un mémoire, resté inédit, sur la colonisation de l'Amérique du Nord, vers 1603 (Bibl. nat., ms. franç. 17329, fol. 454), et dans un *Mémoire en requête pour la continuation du paiement de sa pension*, publié par M. Gabriel Marcel. Paris, 1886, in-8, p. 13.

² Bibl. nat., ms. franç. 22343, fol. 165.

VI. — LE DÉTROIT POLAIRE

D'une imagination non moins féconde que Samuel de Champlain, Isaac Le Maire avait sur lui l'avantage de n'être pas qu'un théoricien et de mettre au service de ses hypothèses cosmographiques un puissant outillage d'armateur. On sait de quelle spirituelle façon il parvint à tourner, en 1616, l'interdiction des États généraux de Hollande. Schouten, l'un de ses capitaines, découvrait, à la pointe de la Terre de Feu et au sud du détroit de Magellan, le canal qui s'appelle encore aujourd'hui le détroit de Le Maire.

Mais cette découverte de luxe, qui n'abrégeait guère la traversée, ne fut faite, pour ainsi dire, qu'en désespoir de cause. En 1608, au moment de ses pourparlers avec Henri IV, Le Maire songeait à tout autre chose; imbu des idées de Moucheron, dont il était le collègue dans le conseil de la Compagnie des Indes, il s'entourait de renseignements sur le passage nord-est. Le géographe Plancius, consulté, soutenait qu'il devait exister, du côté du nord, une fissure analogue au détroit de Magellan. C'était aussi l'opinion d'un pilote d'une expédition hollandaise partie trois ans auparavant, que les icebergs avaient arrêtée à la Nouvelle-Zemble, par 73° de latitude. Le pilote pensait qu'il eût été préférable de gouverner droit au nord, au lieu de longer la côte, et d'entrer hardiment dans les mers polaires; on les eût trouvées libres à cause de la profondeur et de l'impétuosité des flots.

Plancius confirmait l'hypothèse en observant que les rayons du soleil, luisant cinq mois de l'année au pôle, devaient donner au terroir une température modérée: un petit feu continu, ajoutait-il, réchauffe plus qu'un grand feu. Sur ces entrefaites, Henry Hudson revint de son second voyage dans les mers glaciales, où il avait poussé jusqu'au 81°, à l'extrémité du Spitzberg. Par l'intermédiaire d'Isaac Le Maire, nous nous étions déjà assurés de ses services, quand les directeurs de la Compagnie hollandaise l'engagèrent séance tenante à Amsterdam pour une nouvelle exploration au pôle ¹.

¹ Voyez l'historique de ces négociations dans mon article sur des *Cuirassés français et japonais en Extrême-Orient il y a trois siècles*, dans le *Correspondant* du 10 mars 1904.

Un nouveau capitaine, Kerckoven, de La Haye, fut retenu. La patente de navigation délivrée par le prince Maurice de Nassau portait comme nom d'affréteur Isaac Le Maire : personne ne savait que le voyage se faisait au nom du roi de France qui avait donné pouvoir en blanc au capitaine, solde double à l'équipage, prime en cas de réussite. L'objet en valait la peine. Par le passage nord-est, le voyage à l'Insulinde eût duré six mois au lieu de trois ans : aussi l'expédition avait-elle ordre de revenir tout droit en France sous pavillon fleurdelisé ¹.

Escomptant un succès, une Compagnie s'était déjà formée, non pour découvrir le pôle, mais pour l'occuper. Les statuts, rédigés par Frère Poncet, chevalier de Malte, et soumis à l'approbation royale, étaient les suivants :

« Articles que propose au roy Michel Poncet, seigneur de La Pointe, pour l'ouverture d'un destroit et passage par lequel l'on pourra, par le pôle Artique, en six mois, aller et retourner par mer de France en Asie Majeure et Indes orientales ² :

« 1^o Faire par ledit Poncet ladite ouverture du passage, se saisir d'icelluy, le conserver pour le Roy et Monseigneur le Daulphin, y bastir deux forts et mettre garnison, les munir d'artillerie. Sa Majesté le rembourcera cinquante mil escuz.

« 2^o Sa Majesté délivrera audit Poncet tous editz, passeports et lettres nécessaires pour faire le voyage.

« 3^o On ne pourra pourveoir à la cappitenerie dudit destroit que soubz la nomination dudit Poncet.

« 4^o Pour faire les fraiz nécessaires pour l'entretienement du fort et de la garnison d'icelluy, le cappitaine et ses successeurs en ladite charge prendront deux pour cent sur les marchandises qui passeront audit destroit.

¹ Vues d'Isaac Le Maire sur la création d'une Compagnie française des Indes (Lettre du président Jeannin à Villeroy, 14 mars 1608 : dans la collection Michaud et Poujoulat, 2^e série, t. IV, p. 302). — Exploration envoyée par Henri IV, sous le couvert d'Isaac Le Maire, pour découvrir le passage nord-est (Lettres du président Jeannin, 25 janvier, 8 et 28 mars et 8 mai 1609, — de Henri IV, 28 février, — et de Villeroy, 3 mars. *Ibidem*, p. 552, 579, 581, 608, 621 et 673, et *Lettres de Henri IV*, t. VII, p. 691, note 1).

² Franç. 17329, fol. 508. — Le mémoire est de 1609. Poncet demande d'être remboursé sur le reliquat des sommes accordées à la princesse de Conti, dans les amendes des usuriers. Or, c'est en 1609 que le roi Henri IV fit un don semblable à Louise-Marguerite de Lorraine, princesse de Conti (Berger de Xivrey, *Lettres de Henri IV*, t. VI, p. 488).

« 5° Pendant les trois premières années que ledit passage et destroit sera decouvert, les marchandises qui se transporteront de France et desdits pays d'Orient en France par ledict Poncet et ses associéz seulement, ne payeront aucun droit à Sa Majesté, ny à Monsieur l'admiral.

« 6° Aucun François, ny autre ne pourra passer par ledit destroit que en prenant certifficat dudit Poncet, ses successeurs et ayans cause, ausquels sera permis de lever deux pour cent, outre le droit du cappitaine du passage.

« 7° Aucun estranger ne pourra passer audit destroit que soubz la bannière de France, à payne de confiscation de marchandises et vaisseaux, le quart acquis à Sa Majesté, l'autre quart à Monsieur l'admiral, le troisième au cappitaine dudit destroit et le quatrième audit Poncet ou ses ayans cause.

« 8° Tous ecclésiastiques, archevesques, évesques, abbéz et prieurs, gentilhommes ou officiers pourront négotier audit pays d'Orient sans desroger.

« 9° Sa Majesté accordera et fera expédier toutes lettres nécessaires audit Poncet du consulat dudit pays oriental, à telz droictz, dignitéz, franchises, immunité dont jouissent les consuls d'Alexandrie et autres endroicts du Levant.

« 10° Et quant aux forts qui se construiront audit destroit soubz les armes de Sa Majesté, ledit Poncet y pourra mettre les siennes, comme aussy il pourra faire nommer ledit destroit [*le détroit*] de Poncet. »

Bien qu'à la Cour on eût fait serment de ne point parler de l'expédition, le secret avait transpiré. Dans une lettre datée de Paris, un homme d'État anglais en mandait l'essentiel à lord Salisbury, ajoutant que l'occupation du détroit polaire par le chevalier de Malte était une des causes qui avaient fait retirer à de Monts la lieutenance de la Nouvelle-France. Était-ce parce que le sieur de Monts était protestant ? Je ne saurais le dire, et sir George Carew ne le savait pas davantage à la date du 5 avril 1609, car il attendait, pour se faire une opinion, le rapport d'un espion ou d'un agent secret désigné dans sa lettre sous le nom de *Le boiteux* ¹.

¹ *Calendar of State papers. Colonial series : East-Indies*, éd. Noël Sainsbury. London, 1862, in-8, n° 436.

Kerckhoven appareilla le 5 mai 1609. Et plus jamais nous n'eûmes de ses nouvelles.

VII. — L'AFRIQUE AUSTRALE COLONIE FRANÇAISE

Persuadé qu'il n'y avait, en définitive, de praticable pour aller aux Indes que les voies habituelles du cap de Bonne-Espérance et du détroit de Magellan, Charles de l'Hospital, comte de Choisy, avait formé le projet de les expérimenter l'une et l'autre ¹. Mais les termes ambigus dans lesquels il parlait de son « voyage de longue route » faillirent tout compromettre, en excitant la méfiance partout où il s'adressait.

Les Anglais refusaient de livrer les vaisseaux qu'il leur avait achetés. Les Malouins, chez qui il acheva ses armements, craignaient de subir le ressentiment des étrangers, si l'expédition venait à porter ombrage. Bref, le roi en personne, qui s'intéressait à l'entreprise, dut intervenir près du gouvernement anglais et de la communauté malouine. Par un biais fort habile, il ne fut aucunement question, comme lieu d'armement, de Saint-Malo, mais de la rivière de Dinan, dans le congé que l'amiral de Montmorency accorda, le 23 février 1607, aux vaisseaux *l'Ange*, *l'Archange*, *l'Affection*, *l'Esprit* et *le Choisy*.

S'il faut prendre à la lettre les termes du congé, le comte de Choisy, vice-amiral de l'escadre, son frère et lieutenant, Achilles, baron de Cordoux, et son sous-lieutenant, le capitaine de la Motte, ne projetaient rien moins qu'un voyage de circumnavigation autour du monde, avec l'itinéraire suivant : cap Blanc, cap Vert, Sierra Leone, château de la Mine, Guinée, Manicongo et autres terres en tirant vers le cap de Bonne-Espérance, dé-

¹ Lettres du marquis de Coesquen au roi, 20 janvier 1607, — du roi Henri IV au marquis, 4 février, — de l'amiral Charles de Montmorency aux Malouins, Paris, 5 février, — du comte de Choisy aux Malouins, Paris, 14 février. — Congé de l'amiral pour les cinq navires du comte de Choisy, 23 février (Archives de Saint-Malo, EE 133 : publiés par M. E. Guénin, *La route de l'Inde*. Paris, 1903, gr. in-8).

Lettre de Henri IV au roi d'Angleterre pour lui recommander le comte de l'Hospital, c'est-à-dire Choisy (Berger de Xivrey, *Lettres missives de Henri IV*, t. VII, p. 465). — Édit de Henri IV accordant à Charles, comte de l'Hospital, la propriété des terres à coloniser au cap de Bonne-Espérance, 1608 (Bibliothèque de l'Institut, portefeuille Godefroy 68. — Bibliothèque nationale, ms. français 4020, fol. 390).

troit de La Mecque, golfe Persique, Moluques et Indes orientales ; retour par le rio de la Plata, Cuba, Saint-Domingue, le Mexique, la Floride et la fameuse terre de Norembègue qui précède le Canada. Seuls étaient exclus la Guyane, l'Acadie et le Canada, fiefs de La Ravardière et de Monts.

Un édit de 1608 nous révèle dans quelles conditions devait se faire le voyage. Charles de L'Hospital projetait de conquérir les vastes territoires qui avoisinent le cap de Bonne-Espérance ; et Henri IV, convaincu des avantages de la position, lui donnait d'avance en toute propriété les pays compris entre la rivière Sainte-Hélène, à 10° au nord du Cap, et la rivière du Saint-Esprit, à 25° à l'est, avec faculté d'y ériger comté, marquisat ou duché, voire un royaume feudataire de la France. C'est ainsi que le cap de Bonne-Espérance, avant aucune prise de possession effective des étrangers, fut décrété colonie française. Le drapeau de la France planté sur l'Afrique australe, une solide base d'opérations constituée, Charles de L'Hospital continuerait sa route vers les Indes orientales.

L'affaire se corsa de façon imprévue. De tout temps, la rivalité des intérêts particuliers a été de nature à compromettre l'intérêt général d'un pays. Mais spécialement à l'époque de Henri IV, au moment de la fondation de colonies au Canada, en Acadie et en Guyane, les privilèges concédés aux gens d'initiative qui faisaient les frais de premier établissement provoquaient parmi les autres armateurs les plus vives jalousies. Les frères de L'Hospital eurent à la fois contre eux les Malouins et les Dieppois, les Malouins d'abord, car leur prétendue pusillanimité, leur crainte du ressentiment des étrangers, n'était qu'une défaite pour masquer leur hostilité contre l'entreprise.

Lors de l'insurrection du 11 mars 1590, à Saint-Malo, une famille avait nettement refusé de prendre part au complot des Frotet, des Pépin et des Porée : c'était celle du sous-lieutenant des frères de L'Hospital, la famille Artur de la Motte. Emprisonnée, exilée à Granville, elle s'était vengée des rançons qu'on avait exigées d'elle, en courant sus, durant la Ligue, aux navires malouins. Bientôt distingué du roi tant pour sa fidélité que pour la création d'une ligne de navigation Granville-Copenhague-Dantzig, à laquelle il affectait dès avril 1594 deux vaisseaux, le *Royal-Malouin* et le *Cerf-Volant*, Étienne Artur de la Motte

avait été promu, le 11 septembre 1597, capitaine de la marine royale ¹. Il avait navigué aux côtes d'Afrique, ramenant de Guinée tel nègre qu'il faisait baptiser en février 1597 dans la cathédrale de Saint-Malo ². Capable de conduire l'expédition du cap de Bonne-Espérance, il l'était donc certainement : mais il n'avait pas désarmé la rancune de ses compatriotes, les Frotet et les Pépin.

Son impopularité, semble-t-il, entraîna l'échec des projets des frères de L'Hospital. Nous voyons l'un de leurs vaisseaux, l'*Esprit*, figurer le 25 février 1609 dans un congé de navigation délivré à Daniel de La Touche, sieur de La Ravardière, dont l'itinéraire, semblable à celui des deux frères jusqu'au cap de Bonne-Espérance, bifurquait ensuite vers la Plata, les Amazones et la Guyane, voire les Antilles et la Floride ³. En juillet, La Ravardière quittait la Houle de Cancale avec l'*Esprit* et d'autres vaisseaux, probablement ceux de Choisy, et, démasquant ses projets, se rendait directement dans son « royaume de Guyane et d'Amérique péruvienne ⁴. »

Mais d'autres vaisseaux français s'apprétaient pour l'Afrique australe. Il avait suffi, pour jeter l'alarme parmi les associés de la Compagnie parisienne-dieppoise des Indes, que l'armement des frères de L'Hospital eût lieu chez les Malouins. Décidés à prendre l'avance, ils eurent l'adresse de se procurer le concours de Balthazar de Moucheron, l'homme le plus familier avec les navigations d'Afrique. A l'insu de l'amiral Charles de Montmorency, qui protégeait l'entreprise de ses parents, Moucheron obtenait, le 6 mai 1609, l'autorisation d'équiper une expédition pour le cap Negro en Afrique ⁵, se gardant bien de dire qu'il comptait marcher sur les brisées des frères de L'Hospital : le cap Negro était au nord de la baie de Sainte-Hélène, limite fixée à la future colonie. Moucheron se disait l'associé du sieur de Sancy, c'est-à-dire du colonel général des Suisses, Nicolas de Harlay, moins fameux pour ses apostasies successives que pour ses pier-

¹ Dom Morice, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire de Bretagne*, t. III, col. 1580, 1589, 1647.

² Guénin, *La route de l'Inde*. Paris, 1903, in-8, p. 234.

³ Guénin, *La route de l'Inde*.

⁴ British Museum, *Sloane manuscript* 173, fol. 2 : copie aux archives du ministère de la marine, G 193.

⁵ Le P. Fournier, *Hydrographie*, 2^e éd., p. 255.

rieres splendides et surtout le magnifique diamant qui porte encore, dans le trésor russe, le nom de *Sancy*.

Toute la diplomatie du colonel général ne fut pas de trop pour fléchir la colère de l'amiral de Montmorency, furieux d'avoir été joué par un Moucheron. Bien décidé à ne pas délivrer de congé à des compères assez osés pour demander au roi une permission qui relevait de lui, l'amiral, par deux dépêches au chancelier, avait protesté contre la violation flagrante de ses droits. Il céda cependant à la suite d'une démarche de son frère, le connétable, en faveur de Harlay de Sancy; et, le 30 juin 1609, il remettait à Achille de Harlay ¹ un congé de navigation pour les deux vaisseaux que son père avait armés à Dieppe et placés sous le commandement de La Chesnaye.

La prédilection des Sancy pour les diamants et les parures précieuses, à telle enseigne qu'ils étaient, depuis 1587, gros actionnaires des pêcheries de corail sur la côte tunisienne, la précipitation avec laquelle avait été organisé le voyage, et même le but officiel de l'expédition, au nord du Cap, permettent de supposer que l'on songeait à devancer Choisy à ces champs d'or et de diamant dont parlait, dès 1560, Jean Nicot : aux mines du Transvaal. Moucheron avait certainement eu connaissance de l'expédition hollandaise, envoyée en 1607 aux bouches du Cuama pour pénétrer par là jusqu'aux régions minières du Monomotapa, à ces bouches du Cuama où son propre amiral Joris Spilbergh se rendait dès 1602.

Jusqu'au cap de Bonne-Espérance, La Chesnaye, capitaine des navires de Sancy, fit un heureux voyage. Mais là, les Hollandais de ses équipages, sous le prétexte d'avoir été trompés ou même maltraités par Moucheron au départ de Dieppe, se mutinèrent, et les matelots dieppois restés dans la barque, avant d'avoir eu le temps de se mettre en défense, furent massacrés par eux. Il n'en fut pas de même à terre, où les Français se battirent avec acharnement; par trois fois, le combat recommença : quand il finit faute de combattants, sur le champ de bataille il ne restait que deux Français, Boissel de Berneval et un marin dieppois,

¹ Bibl. nat., ms. franç. 4754, fol. 46. — Dès 1606, Moucheron avait prêté son concours aux Dieppois pour organiser, sous le commandement du capitaine Sanchy, une expédition aux Indes orientales (Desmarquets, *Mémoires chronologiques pour servir à l'histoire de Dieppe*, t. 1, p. 319).

derniers témoins de ce drame tragique. Du moins, il n'en serait point revenu d'autres au port d'armement, si l'on acceptait comme authentique une légende dieppoise.

Mais pour un homme mort, La Chesnaye se portait encore assez bien trois ans après : on l'accusait de complicité avec un autre capitaine inculpé d'indélicatesse ¹. Quoi qu'il en soit, un navire dont le nom fait penser à Achille de Harlay, l'*Achille*, abordait en 1610 au cap de Bonne-Espérance. C'est aussi le premier navire qui ait traversé sous pavillon fleurdelisé le détroit de Magellan. Après s'être avancé jusqu'au cap de Lobo [Lobos] dans la mer du Sud ou Pacifique, il avait rebroussé chemin jusqu'au cap de Bonne-Espérance, où s'organisa une chasse aux loups marins. Mais la vérité m'oblige à reconnaître, d'après la déposition même de l'équipage, que les relations entre Français et étrangers furent tout autres que ne les présente la légende dieppoise. Partout où l'on croisa des marins des Pays-Bas, René Clæsen et Jacques Peter, maître et contremaître de l'*Achille*, dont le caporal seul et les matelots étaient Français, gorgèrent de vin d'Espagne leurs compatriotes au détriment de l'équipage ².

Désormais, un courant commercial vers le cap de Bonne-Espérance était créé. La Compagnie Leseigneur de Rouen, qui avait fondé en 1567 la Compagnie du Maroc, et qui employait le capitaine dieppois Sanchy, poussa jusque-là ses opérations, de concert avec l'armateur Abraham Duquesne ³. En 1619, le capitaine de Pontpierre menait deux navires, le *Petit Henry* et la *Gabrielle*, au cap de Bonne-Espérance ⁴.

Achille de Harlay nous assurait en même temps une seconde étape sur la route des Indes, à proximité des riches régions de l'Asie, en profitant de son séjour comme ambassadeur dans le Levant pour obtenir du Sophi de Perse la cession d'un port de guerre dans le golfe Persique ⁵. Tous ces beaux rêves, hélas ! allaient se dissiper.

¹ 3 octobre 1613 (Bréard, *Documents relatifs à la marine normande*, p. 209).

² Déposition de l'équipage. Honfleur, 17 août 1611 (Bréard, p. 32).

³ Ils arment le *François*, capitaine Nicolas Lebon, pour le Cap, 9 avril 1617 (Gosselin, *Documents pour l'histoire de la marine normande*, p. 163).

⁴ Congé du 16 février 1619 (Bibl. nat., ms. nouv. acq. franç. 9339, fol. 52).

⁵ *Advis sur le fait de la royalle Compagnie de la navigation*. Rennes, 1623, in-8 (Bibl. nat., ms. franç. 17329, fol. 222).

VIII. — LA FIN D'UN RÊVE

Depuis la déclaration comminatoire des États généraux de Hollande, en 1606, les relations de la France avec ses anciens alliés s'étaient envenimées de jour en jour. De Dieppe, de Rouen, de Saint-Malo, des Sables-d'Olonne, de Saint-Jean-de-Luz, affluaient les plaintes d'armateurs dépouillés par des corsaires hollandais, qui avaient pris le parti, pour dissimuler leurs larcins, de vendre leurs prises dans les pays barbaresques. Dans le fleuve Saint-Laurent, au Canada, notre commerce était troublé par eux. Henri IV écrivait lettres sur lettres aux États généraux pour leur faire d'amicales remontrances. Mais ses sujets, surexcités par les dénis de justice qu'ils rencontraient aux Pays-Bas, demandaient une intervention plus énergique.

En 1609, Girard de Roy s'apprêtait à expédier de Saint-Malo les quatre premiers vaisseaux de la future Compagnie des Indes orientales. Si la Compagnie n'était pas encore définitivement constituée, le capital, fixé à quatre millions d'écus à la couronne, soit plus de quarante millions de francs, était presque entièrement souscrit et la plupart des vaisseaux achetés. Il était décidé, d'accord avec le roi, que trois flottes partiraient successivement de six mois en six mois pour les Indes. Le retour à Dieppe du *Montmorency*, au commencement de l'année 1610, était fait pour encourager les actionnaires. Bien qu'on eût doublé son armement, tant en hommes qu'en bouches à feu, sa cargaison de muscade, girofle et autres épices rapportait un profit de 400 %, tous frais déduits. Son armement supérieur lui avait permis d'éviter le sort des autres vaisseaux envoyés aux Indes orientales et tombés aux mains des Hollandais ¹.

Pour empêcher le retour de faits semblables, Girard de Roy avait fait appel à un corsaire fameux, Simon Dansa, de Flessingue, qui devait, avec ses deux bâtiments de guerre, escorter la flotte des Indes. Enrôlé parmi les corsaires algériens, sous la bannière verte semée d'étoiles et de croissants qui couvrait plus d'un aventurier européen, Dali-Capitan, le *capitaine Diable*, comme les Algériens appelaient Dansa, avait capturé en moins

¹ Desmarquets, *Mémoires chronologiques pour servir à l'histoire de Dieppe* (1785, t. I, p. 325).

de trois ans quarante navires. Il eût continué cette brillante carrière, n'eût été certaine opération imposée aux musulmans, à laquelle il ne voulut jamais se soumettre; et comme il s'était marié à Marseille, il préféra rentrer en France en avril 1609 avec des lettres royales d'absolution. Le P. Cotton, confesseur de Henri IV, lui avait donné comme pénitence le rapatriement de dix Pères Jésuites vendus à Alger ¹.

A la nouvelle que la Compagnie française des Indes orientales allait enfin se constituer et que Dansa était attaché à l'escorte de ses convois, les Hollandais s'émurent. Leur agent à Paris, Aersens, fit au roi, le 8 janvier 1610, de vives remontrances, menaçant de la pendaison tous les Flamands qui seraient trouvés à bord des navires français ².

Les Hollandais n'étaient point les seuls à trembler. Pyrard de Laval, l'un des naufragés du *Corbin*, revenait en ce moment des Indes après une absence de dix années; dans le long circuit de son voyage de retour, aux Indes orientales, au Brésil, partout enfin, il put constater que les sujets du roi Catholique vivaient dans de continuelles alarmes. Ils s'attendaient à voir à tout moment apparaître la flotte française, dont ils croyaient savoir que la plupart des vaisseaux s'équipaient en Hollande.

Pyrard était dans la baie de Tous les Saints au Brésil, au début de septembre de l'année 1610, quand un navire expédié tout exprès de Séville apporta aux Portugais anxieux la nouvelle de l'assassinat de Henri IV. Et ce fut parmi la population un soulagement immense; mais telle était l'estime des étrangers pour le défunt, que les soldats de la garnison déplorèrent sa perte comme celle du plus vaillant prince du monde et que les Jésuites firent des prières publiques pour le repos de son âme ³.

¹ La biographie de Simon Dansa a été retracée par H.-D. de Grammont, *Relations entre la France et la régence d'Alger : les deux canons de Simon Dansa*. Alger, 1879, in-8. — Lettres de rémission de Henri IV pour Simon Dansa ou Dancer, de Flessingue, marié depuis 1607 à Marseille, avril 1609 (Franc. 5809, fol. F.). — Dansa est chargé d'escorter la flotte allant aux Indes, 1609 (*Calendars of State papers. Colonial series. East Indies, China and Japan*, n° 469, 473, 478. — Fagniez, *Le commerce extérieur de la France sous Henri IV*, dans la *Revue historique*, t. XVI, p. 45).

² *Calendar of State papers : Colonial Series : East Indies*, p. 469, 473, 476. C'est là qu'on trouve des détails sur les armements de Girard de Roy en 1609. — Sully, *Oeconomies royales*, éd. Michaud et Poujoulat, t. II, p. 293.

³ Pyrard de Laval, *Navigation aux Indes orientales, aux Moluques et au Brésil*, éd. de 1615, t. II.

Au moment où le rêve d'un empire colonial dans l'Afrique australe et en Extrême-Orient était en voie de se réaliser, la destinée aveugle fauchait toutes ces espérances, en frappant le seul homme qui fût à même de les mener à bien. Des hauteurs du rêve où planait la pensée royale, la chute fut des plus rudes. Incapables d'entente, les petites Compagnies de Brest, Saint-Malo, Dieppe, dont les armements mesquins faisaient la risée de leurs puissantes voisines, sombrèrent lamentablement : elles se prêtèrent elles-mêmes à devenir le jouet de leurs rivales, par cet engouement, par cette confiance aveugle que les Français ont eue de tous temps pour l'étranger.

Aux directeurs de la Compagnie royale qui végétait à Brest depuis la mort de Henri IV ¹, Sir John Ferne se présentait en 1615 comme un capitaine expérimenté et capable, par ses relations aux Indes, de nous rendre les plus grands services. Il disposait d'un vaisseau et d'une palache ; il était naturalisé Français ; on ne lui demanda pas d'autres garanties. La moindre suspicion ne vint point à l'esprit de Sourdéac, qui aurait dû, comme directeur de l'entreprise et comme gouverneur de Brest, se tenir en garde contre toute immixtion étrangère. Ferne fut nommé d'emblée général de notre flotte des Indes.

Cependant, la Compagnie anglaise avait été mise secrètement au courant de nos préparatifs. Elle avait appris de son commodore Castleton que trois autres Anglais, Sir Arthur Ingham, Sir Lionel Cranfield et le maître d'équipage Eustace Mann nous prêtaient leur appui. Elle avisa en conséquence ².... Ferne quitta Brest le 21 mars 1615 à bord du *Cerf-volant*, que montait également un directeur de la Compagnie, Thomas Marteau de La Chaize : au cap Vert, il devait rallier un vaisseau qu'un des associés amenait de Hollande. Mais à peine eut-il gagné le large qu'il prit prétexte d'une avarie au beaupré pour relâcher en Angleterre. En vain les charpentiers du bord offrirent-ils de la réparer, bien qu'ils ne se doutassent pas de l'indigne comédie que jouait leur chef, de connivence avec l'ambassadeur d'Angleterre, Ed-

¹ Elle avait pourtant vu renouveler son privilège par Louis XIII, le 2 mars 1611 (Clairambault, vol. 370, fol. 306). Une déclaration royale du 2 juillet 1615 fixait à douze ans le monopole de son commerce aux Indes orientales.

² Délibération du conseil de la Compagnie anglaise des Indes, 3 février 1615 (*Calendar of State papers. Colonial : East India*, n° 892).

monds, gros actionnaire de la Compagnie britannique. Un vaisseau de guerre croisait comme par hasard sur la route du *Cerf-volant*; notre bâtiment, arrêté, fut conduit à Milford dans le pays de Galles, et confisqué. Un décret *ne exeat regno* fut délié contre les Anglais des équipages. Ferne gagna Londres, vendit l'artillerie du bord et, sans plus s'occuper de sa mission, s'enrôla parmi les aventuriers que Raleigh, à peine sorti des cachots, comptait mener vers l'eldorado de la Guyane ¹. Sa félonie demeura impunie : les parties lésées n'avaient point encore obtenu satisfaction sous le règne de Louis XIV ².

Échec et mat du côté des Anglais, notre Compagnie se tourna vers les Hollandais.

Il y avait plusieurs années que le principe fondamental du commerce maritime, la liberté des mers, avait été proclamé par un Hollandais : que dis-je ? par l'historiographe même des États généraux. Le *Mare liberum* de Grotius avait paru en 1609. Mais autre chose en était la lettre, autre chose l'esprit. Cette liberté qu'ils revendiquaient contre les Espagnols et les Portugais, les Hollandais la déniaient à autrui. Rien là que de très humain.

La liberté ! les capitaines de notre marine la réclamaient, eux aussi, envers et contre tous dans leurs doléances à Louis XIII, par une « remontrance très humble en forme d'avertissement ³. » « En la Grèce, disaient en 1613 deux des plus érudits d'entre eux, Jacques de Bar et Charles de Fleury, les Hermès et Mercurès furent mis aux carrefours et chemins croisés pour monstrier le privilège qu'avoient les marchands d'aller de tous costéz. Les François ont tousjours eu liberté d'aller traffiquer de tous costéz qu'ils ont voulu ; *modo bauga et brunias non deferrent*, disent les Capitulaires de Charlemagne. La mer n'appartient à aucun prince plus avant que la balle du canon peut aller, » ajoutaient les capitaines ⁴.

Les Hollandais ne l'entendaient pas ainsi. Avertie sans doute

¹ Plainte des associés pour la navigation des Indes orientales (Bibl. nat., Clairambault, vol. 370, fol. 306).

² Une commission, nommée le 11 mars 1620, évalua leur perte à 92,383 livres. L'un des directeurs, Hélié Fruit, faisait partie trois ans plus tard de la Compagnie rouennaise (Bibl. nat., Franç. 16738, fol. 153).

³ Bibl. nat., Dupuy, vol. 464, fol. 48.

⁴ *Factum pour Jacques Bar et Charles de Fleury, capitaines de marine* (Bibl. nat., Dupuy, vol. 464, fol. 56).

que l'une des relâches de nos vaisseaux long-courriers était au Cap Vert, leur Compagnie des Indes y envoya un de ses plus grands bâtiments, les *Armoiries de Zélande*, d'un millier de tonnes, six cents hommes d'équipage et quarante-cinq pièces de canon. Ce ne fut point la proie convoitée qui tomba dans l'embuscade ; mais je ne sais si le capitaine César Jacques Pancrau, dit Vitrebol, perdit au change. On va en juger.

La *Magdeleine* de Honfleur, commandant Le Lièvre, dont le commanditaire était le distillateur de la maison royale, Eustache des Cotils, n'avait pu lier aucun négoce au Brésil, et Le Lièvre s'était fait rapatrier, pour ainsi dire, par la petite colonie française du Maranhão, quand enfin la fortune daigna lui sourire : elle le devait bien à un brave qui avait sauvé plusieurs marins français jetés tout garrottés par des forbans anglais sur les côtes d'Afrique. Aux Açores, la capture d'un grand galion espagnol enrichit l'équipage honfleurais de quatre cent mille francs et le capitaine, pour sa seule part, de quatre boisseaux pleins de métaux précieux.

La *Magdeleine* faisait joyeusement route pour la France quand, au sortir de la rade de San Antonio, le 15 mars 1616, parurent les *Armoiries de Zélande* sous pavillon portugais. Deux bateaux chargés d'une centaine d'hommes s'en détachèrent. Quelques boulets les tinrent en respect, mais provoquèrent d'effroyables bordées que Le Lièvre espérait arrêter en envoyant à bord des *Armoiries* son congé de navigation ; c'était prouver qu'il arborait loyalement son drapeau, sans avoir en réserve, comme les forbans, un pavillon trompeur. Mais le feu continua : en un instant, la *Magdeleine* fut rasée comme un ponton ; le capitaine eut les deux jambes emportées par un boulet. Une escouade envoyée à bord jeta à la mer son corps tout palpitant encore et ramena prisonniers les marins survivants. Garrottés, les jambes passant à travers le treillis du pont de corde, les malheureux restèrent deux jours sans boire ni manger, tout nus. A leurs cris de souffrance, à leurs supplications, à leurs menaces peut-être, Vitrebol répondait : « Votre roi est un chien, un traître, un Judas parlant français, le gendre de l'assassin de son père ; mon navire est plus que lui et son royaume. »

Détail navrant ! il y avait, parmi l'équipage des *Armoiries*, des Malouins, des matelots de Saint-Martin-de-Ré, un chirur-

gien rouennais, maître Jacques, qui assistèrent impuissants au supplice de leurs compatriotes. Le second de la *Magdeleine*, Cosari de Belle-Isle, sommé de révéler où était le trésor de son chef, fut supplicié avec tant de cruauté que les yeux lui sortirent des orbites. En bas, la torture ; en haut, la mort ; treize matelots honfleurais hurlaient de douleur tandis qu'on les poignardait. Le reste de l'équipage fut abandonné à la merci des flots avec une livre de pain pour trente hommes. Mais quatre jours après, la caravelle qui les portait eut le malheur de croiser de nouveau les *Armoiries*. Le monstre n'était pas repu ; Vitrebol fit suspendre à ses haubans les infortunés et il ordonna à son fils et aux mousses de leur brûler la plante des pieds. Estropiées, folles de douleur, et nues comme la main, les victimes furent reportées dans leur caravelle, qui abordait, peu de jours après, au cap Roxo, au sud de la Gambie. Elles débarquèrent : Cosari, aveugle désormais, s'attachait à leurs pas, en s'appuyant sur son fils. Un roi nègre, Farran, eut pitié d'eux et les transporta en canot au cap Vert, où des navires de France les recueillirent ¹.

J'espère, pour Vitrebol, qu'il échappa à la peine du talion : car l'amirauté de Rouen, en délivrant contre ses compatriotes des lettres de représailles pour 600,000 livres, le condamna par contumace à être tenaillé par les mamelles avec des tenailles ardentes, avant d'être rompu vif sur la roue et écartelé : son cadavre dépecé devait être exposé comme un épouvantail sur les grèves de Calais ².

La Compagnie des Indes néerlandaise espérait, par la terreur, enrayer nos expéditions aux Moluques. C'est qu'en effet, au moment où elle postait en embuscade ses tortionnaires, deux flottilles s'apprêtaient pour les Indes, l'une en Normandie, l'autre en Bretagne, toutes deux avec le concours déguisé ou non de Hollandais, Lodewijk Heyntsze, Jan Banninck Coeckbacker, Le Maire, Jan Jansz ³. Des négociants d'Anvers avaient avancé sous le couvert d'un des leurs, habitué à Saint-Malo, près d'un

¹ Eugène Guénin, *La fin d'un corsaire honfleurais : le capitaine Lelièvre*. Paris, 1902, in-8, extrait du *Pays normand*, numéros de mars et avril 1902.

² Thomas Lefèvre du Grand Hamel, *Discours de la navigation*. Paris, 1632, in-8, p. 191.

³ De Jonge, t. IV, p. XLIII. — Tiele, *De Europeers in den Maleyschen Archipel*. 1887, t. VIII, p. 347, note.

demi-million ¹. Des Néerlandais étaient comme officiers ou marchands à bord des deux vaisseaux de six cents tonnes qui partirent en 1616 de Saint-Malo ² : l'un d'eux, Hans de Decker, commandait le *Saint-Michel*, le Malouin Jean Pépin avait son pavillon amiral sur le *Saint-Louis*.

Après escale à l'entrée de la mer Rouge et à Gujerate ³, les vaisseaux gouvernèrent sur Achem, où ils échangèrent leurs toiles et leurs merceries d'Europe contre des pierreries, des lingots d'or, des barres d'argent, de l'ambre, de l'indigo, des tapis, du satin, des coffrets de Chine. Ils s'engageaient dans les détroits de Malacca et de Pallinbang, faisant route sur Bantam, quand le général Real sortit de Jacatra, la Batavia future, pour leur barrer la route. Il n'avait à ce moment que deux navires, le *Bantam* et le *Nassau* ; mais il eut la bonne fortune de n'avoir affaire qu'au *Saint-Michel*, le 28 décembre 1617, près des petites îles qui couvrent Bantam de leur rideau. Malgré son sauf-conduit, le *Saint-Michel* ne put échapper à la saisie ⁴. Le *Saint-Louis*, au contraire, esquivant toute atteinte, ramenait à Saint-Malo une cargaison d'un million et demi ⁵, mais vingt-huit hommes d'équipage seulement sur deux cents. Peu après, Decker, qui s'était évadé à bord de la frégate anglaise *Ceylan*, vint témoigner lui-même contre ses agresseurs.

Les Malouins, par l'intermédiaire des États de Bretagne et du roi ⁶, adressèrent aux États de Hollande d'énergiques réclamations. Ils se plaignaient véhémentement d'avoir été troublés dans leur commerce de Madagascar, de Sumatra, des Moluques et du Japon. L'on verra, en effet, qu'ils avaient laissé un comptoir dans l'Insulinde pour étendre leurs opérations dans le Pacifique. Fort ennuyée déjà des menées britanniques aux îles de la Sonde, la Compagnie hollandaise chercha à désarmer la légi-

¹ 455,691 livres (« Mémoire instructif du dernier voyage fait soubz la bannière de France aux Indes orientales : » Franc. 17871, fol. 308).

² *Calendar of State papers* : Colonial, *Rast India*, 2^e vol., n° 297.

³ *Ibidem*.

⁴ Lettres du directeur général J.-P. Coen aux directeurs de la Compagnie hollandaise. Bantam, 10 janvier, 11 mars, et Jacatra, 24 juin 1618 (De Jonge, t. IV, p. 73, 83).

⁵ Nous ne possédons plus les journaux de route de l'expédition qui étaient, en 1622, entre les mains du syndic des États de Bretagne (cf. plus bas, p. 207).

⁶ Délibération des États de Bretagne du 3 octobre 1619, à la suite d'une réponse royale du 4 novembre 1618 (Bibl. nat., ms. franç. 8290, fol. 473).

time fureur et les projets de vengeance des Malouins, en offrant 550,000 livres de dommages-intérêts ¹. L'offre fut agréée. Et ce fut, en définitive, Pierre Brasseur, le représentant des commanditaires anversoïses, qui se trouva de l'aventure le mauvais marchand. Il fit banqueroute, n'ayant eu aucune part à l'indemnité. En 1650, malgré vingt arrêts, il n'avait encore rien obtenu des armateurs de Saint-Malo ².

Il est inconcevable que les Malouins, si durement éprouvés en 1604, n'aient pas mis à profit cette triste expérience pour se solidariser avec les autres armateurs. Leurs vaisseaux étaient précédés de si près par des bâtiments normands qu'ils auraient pu former escadre avec eux. C'est à Paris que l'assemblée générale des associés parisiens, lyonnais, normands et autres de la Compagnie des Indes ³ avait décidé de nouveaux armements : c'est à Dieppe qu'eurent lieu les préparatifs, sous la conduite du capitaine de la marine royale de Nets ⁴.

Mais les ressources de la Compagnie ne permirent de fournir au général de Nets et au capitaine Augustin de Beaulieu que deux bâtiments : le *Montmorency*, navire amiral acheté en Hollande où il s'appelait la *Vache tachetée* de Horn, et la *Marguerite*, bâtiment vieilli où dix personnes seulement sur soixante-trois avaient la pratique du navigage et une seulement, un matelot, la connaissance des mers de la Sonde ⁵. Autre inconvénient : les équipages étaient mixtes, Français et étrangers ; les officiers marinières, recrutés en Flandre, refusèrent de faire le quart ou de se mettre au gouvernail. Ils s'appuyaient sur l'autorité du premier commis De Caen, qui les avait embauchés et qui jouait au lieutenant général. Et les mêmes compétitions entre le commandement et le pouvoir civil qui avaient désolé le voyage des vaisseaux malouins se répétèrent à bord des navires dieppois. De Caen alla jusqu'à émettre la prétention inouïe

¹ Transaction du 20 octobre 1623 à la Haye (De Jonge, t. IV, p. XLVI, note).

² Bibl. nat., ms. franç 17871, fol. 308.

³ Le 19 mars 1616, les associés rouennais, Jacques Muisson, Henry Carrelier, Simon Lemaitre, Augustin de Beaulieu donnaient pouvoir à Jean Guiot et Jacques de Beaulieu de les représenter à l'assemblée (Gosselin, *Documents relatifs à la marine normande*, p. 162).

⁴ Bibl. de l'Institut, portefeuille Godefroy, 68.

⁵ Rapport d'Augustin de Beaulieu, capitaine de la *Marguerite*, aux directeurs de la Compagnie des Indes orientales de Dieppe. Bantam, 5 mars 1617 (Franç. 9670, fol. 67).

de faire juger le capitaine de Beaulieu par ses officiers subalternes convoqués en conseil de guerre. Beaulieu exhiba son congé et, déclarant qu'il était maître à bord sans autre supérieur hiérarchique que le général, il remit les mutins à la raison.

De Nets fut moins heureux : il était si peu sûr de ses Flamands et de quelques autres marins qu'il dut les faire constamment surveiller la nuit, malgré que la maladie lui enlevât en cours de route quarante hommes.

L'expédition eut, dans ces conditions, la chance de ne pas rencontrer le sinistre Vitrebol, lorsqu'elle passa, au début de juin 1616, aux îles du cap Vert. Beaulieu eut même tant à se louer de l'accueil des Hollandais à la baie de la Table, qu'il confia au capitaine du *Lion d'Or* un pilotin que M. de Meautrix l'avait prié de placer près d'un Hollandais. L'amiral, perdu de vue depuis huit jours, se réparait à vingt lieues de là, dans la baie de Saldanha. Le 30 octobre, l'expédition doublait le cap de Bonne-Espérance, et, le 5 février 1617, la *Marguerite*, séparée une nouvelle fois du *Montmorency*, jetait l'ancre au milieu d'une escadre hollandaise mouillée à cinq lieues de Bantam ; de toutes parts étaient postés des croiseurs, qui guettaient, disait-on, une flotte portugaise. Ce fut une grande jonque chinoise qui apparut. Aussitôt enveloppée sur un signal parti de l'amiral hollandais, elle fut prise.

Beaulieu, las d'attendre son général et inquiet d'apprendre que les Malouins non plus n'avaient pas paru, prit congé de l'amiral hollandais et entra dans le port de Bantam ; il eut la surprise d'y retrouver sa conserve, qui avait passé de nuit. Du gouverneur malais ou perana, qu'un présent de deux miroirs et d'une pièce d'écarlate avait amadoué, les deux capitaines et le premier commis de Caen reçurent les plus grandes démonstrations d'amitié. Mais le président des établissements hollandais, Coen, en vertu d'un placard des Provinces-Unies qu'il exhiba, fit arrêter le pilote et tous les Hollandais qui débarquèrent de nos vaisseaux : à l'issue du diner qu'il avait offert à Beaulieu et à de Caen, il réclama les autres sujets des Pays-Bas, disant que leurs lettres de naturalité française n'avaient aucune valeur, tant que leurs familles continuaient à résider dans les Provinces-Unies. Et il retint en otage le premier commis. Beaulieu courut demander justice au roi. Il ignorait, le malheureux, quelle terreur inspirait au Malais la menace de voir délaisser

Bantam par la Compagnie néerlandaise. La réponse fut : Cédez, pour éviter pis. Il fallut s'exécuter, renvoyer au président presque tous les canonniers et charpentiers, puis, faute de marins, se défaire sur place de la *Marguerite*. A ce prix, on obtint la faculté de trafiquer et d'établir un magasin dans une des plus belles maisons de la ville, près de la factorerie anglaise et de la rivière. « Nous sommes venus icy apprentifs, avouait Beaulieu ; une autre fois, y pourrons revenir meilleurs ouvriers. » Le roi de Bantam lui-même nous garantissait l'avenir, tant il était outré du sang-e des Hollandais : Ayez de plus grands vaisseaux, disait-il, de façon à être les maîtres, et vous serez servis les premiers.

C'est à quoi le gouvernement, dès le retour du *Montmorency*, s'employa, en s'occupant d'asseoir sur des bases définitives une Compagnie française des Indes orientales ¹. Mais de nouvelles rivalités locales aussitôt surgirent. Les Rouennais, délibérant en assemblée générale, refusèrent leur adhésion au cas où le siège de la Société ne serait point dans leur ville : ils se prétendaient molestés par les Parisiens ². Deux d'entre eux pourtant, qui s'étaient associés pour naviguer aux Indes ³, entrèrent dans la Compagnie en qualité d'administrateurs, bien que le greffier, François de Magny, fût bourgeois de Paris, et que le siège social, selon le règlement du 5 février 1619, fût fixé dans la capitale ⁴.

Tandis qu'un bâtiment rouennais parlait isolément pour les Indes orientales ⁵, une petite escadre d'un millier de tonnes, 273 hommes d'équipage et 106 pièces de canon, était placée aux ordres du nouveau général de la Compagnie parisienne, Augustin de Beaulieu. Le *Montmorency* battait au grand mât le pavillon amiral, l'*Espérance* le guidon de vice-amiral, la patache l'*Hermitage* servait d'avis ⁶. Le départ se fit à Honfleur le 2 octobre 1619 ; le 15 mars, l'expédition jetait l'ancre dans la baie de la Table. Une équipe envoyée en reconnaissance vit avec

¹ Lettres royales du 6 décembre 1618.

² 29 janvier 1619 (Bibl. nat., mss. des nouv. acq. françaises 9387, fol. C).

³ Jacques Muisson et Ézéchiél de Caen. Contrat du 17 février 1618 (Gosselin, *Documents pour l'histoire de la marine normande*, p. 162).

⁴ P. Fournier, *Hydrographie*, 2^e édition, p. 256.

⁵ Le *Saint-André*, de 80 tonnes, capitaine André Nivereq (Gosselin, p. 164).

⁶ *Mémoires du voyage aux Indes orientales du général Beaulieu dressés par lui même*, dans Thévenot, *Collection des voyages*. Paris, 1644, in-fol.

surprise, le long d'un ruisseau, un fortin gazonné et flanqué de redans, mais vide. Près de là, se desséchaient des cadavres d'Européens, dont les vêtements épars attestaient l'acharnement d'une lutte désespérée.

A quelques jours de là, on eut l'explication de cette scène sinistre. Les pilotes Le Telier et Soinet trouvèrent fortuitement sous une grosse pierre un paquet ficelé avec soin. On déroula successivement une grosse toile goudronnée, une plaque de plomb, des lambeaux de frise rouge ; et d'un sac tombèrent des lettres de l'amiral Veraghen, en date du 2 février précédent. Elles mettaient en garde les marins contre les sauvages, qui avaient jonché le sol des cadavres que l'on avait vus. D'autres nouvelles, fort graves pour l'avenir de l'expédition, y étaient contenues. Deux navires anglais s'étaient croisés au Cap : l'un apportait en diligence d'Angleterre l'accord signé entre les Compagnies britannique et néerlandaise, l'autre venait de Ticou, annonçant que les Hollandais donnaient la chasse aux Anglais et assiégeaient Bantam avec trente-cinq bâtiments.

Ce siège contrariait fort les plans de Beaulieu. Ses instructions formelles, signées de Gamin et Bachelier et confirmées verbalement par Fruit, portaient d'aller droit à Bantam. Pour concilier les ordres impératifs de la Compagnie avec le nouvel état de choses, il décida, après en avoir conféré avec les commis, d'envoyer au port indiqué le vice-amiral Gravé, tandis qu'il ferait lui-même un crochet par la côte de Coromandel et Achem. L'état du *Montmorency* et de l'*Hermitage* lui imposa du reste l'obligation de laisser aller de l'avant l'*Espérance* et de relâcher le 21 mai à Madagascar, dans la baie de Saint-Augustin.

Ce fut une nouvelle occasion pour les mousquetaires de pousser quelques explorations dans l'île madécasse comme ils l'avaient déjà fait au cap de Bonne-Espérance, et pour Beaulieu de faire des observations de tous genres, géologiques, ethnographiques, que sais-je ? Il s'était contenté de mesurer au gonomètre le mont de la Table : il fit plus à Madagascar, et, gravissant la montagne voisine du mouillage, découvrit de cet observatoire un pays splendide de prairies et de bois qu'il ne devait plus oublier. Aussi bien, avait-il posé les premiers jalons de notre domination en concluant avec l'*Anrea* du lieu, au son des trompettes et des tambours, une sorte d'alliance, cimentée par des présents.

Pour des coutelas, une rame de papier et un miroir, le roi de l'île Comorre fit pareille déclaration, disant aux Français qu'ils pouvaient disposer de sa terre comme si elle était leur. Au cap Gardafui, l'accueil fut tout autre : une pluie de pierres lancées du haut des falaises faillit nous empêcher d'accoster. Faute de renseignements sur la route de l'île Socotora, où des pilotes arabes avaient conseillé de s'abriter, il fallut gouverner sur la côte malabare. Près de Mangalore, le 28 septembre, un des officiers, M. de Monteurier, eut l'imprudence de s'aventurer avec vingt-trois hommes à reconnaître un bâtiment suspect : à peine avait-il abordé le navire par la hanche, qu'une nuée de pirates, sortant par les écoutilles de l'avant, fondit sur ses hommes, les accablant de flèches et de pots à feu. Beaulieu ne put sauver que cinq hommes, presque tous blessés. Sur ces entrefaites, un calme survint, comme on gouvernait sur le port de Ticou, en Sumatra ; et la maladie, sous ces climats tropicaux que ne tempérerait plus la brise, fit de tels ravages à bord, que l'équipage du vaisseau amiral se trouvait réduit à dix-huit personnes valides et celui de la patache à trois personnes seulement, quand, le 1^{er} décembre, l'escadrille fit son entrée à Ticou. L'*Espérance* y avait passé quatre mois auparavant : des matelots envoyés à l'aiguade y avaient séjourné quelque temps, sans pouvoir rallier le bord. Le seul homme resté à Ticou, un interprète indien embarqué à Dieppe, ne sut dire à Beaulieu ce qu'était devenue l'*Espérance*, sauf que la continuation du blocus de Bantam par les Hollandais rendait son sort des plus précaires.

Tout ce que Beaulieu obtint du roitelet de l'endroit, ce fut de mettre à terre ses malades avec des chirurgiens, un religieux et un commis. La libre pratique lui fut refusée tant qu'il n'aurait pas un passeport du roi d'Achem : ce qui n'empêcha pas les Malais d'affluer à bord et d'obliger les débris de l'équipage à se garantir contre leur invasion en clouant les écoutilles, en barricadant l'habitable et en braquant sur le tillac sept pierriers. Un vieux canonnier envoyé aux nouvelles, jadis compagnon des Espagnols aux Moluques et des Hollandais aux îles de la Sonde, manda que l'*Espérance*, presque démunie d'hommes, avait été emmenée de Bantam à Jacatra-Batavia par les Hollandais et que le détroit de la Sonde était infesté de pirates de Java. Beaulieu, dépêchant aussitôt l'*Hermitage* au secours du vice-amiral en dé-

tresse, se mit en route pour Achem, fixé comme rendez-vous général. On était en janvier 1621.

Les présents splendides qu'il offrit au roi d'Achem, — armure de cavalier damasquinée, coutelas-pistolet d'Allemagne, mousquets aux crosses incrustées de nacre, miroir, camelot cramoisi, flasques d'eau de rose, — semblaient de nature à conquérir les bonnes grâces du potentat. Le Malais, en effet, combla de marques d'amitié notre capitaine : banquets, danses de bayadères, combats de coqs, visite du trésor royal, il n'est sorte de divertissements qu'il n'imaginât pour charmer son hôte. Il déclara son intention de contracter alliance avec le roi de France, un ami du Sultan ! Il écrivit même une lettre, accompagnée de quelque peu de poivre, à l'adresse de Louis XIII. Il proposa comme une partie de plaisir de prendre part à une expédition contre Malacca. Il se répandit en confidences sur ses richesses ; l'avare avait mis de côté dix-huit millions depuis son avènement.

Mais Beaulieu s'aperçut bientôt que toutes ces coquetteries étaient celles d'un marchand vis-à-vis d'un client, et que le rusé monarque ne voulait autre chose que vendre son poivre hors de prix. « Je remarquay bien, écrit-il avec désenchantement, que là où le prince est marchand, il y a bien peu à faire pour les particuliers. » Joignez à cela que la cruauté allait de pair avec l'avarice : Beaulieu put s'en convaincre *de visu* par les effroyables supplices dont les femmes du harem royal étaient victimes. Impuissant à obtenir le permis de trafiquer à Ticou, en butte aux vexations des commis hollandais et anglais, aux fraudes des insulaires qui lui remettaient de la fausse monnaie ou des pièces d'or hors d'usage rognées par les Chinois, il se décida à gagner, le 24 juillet, la côte de Malacca. Le potentat, en lui donnant congé, lui décocha la flèche du Parthe : votre roi, demanda-t-il, n'est-il pas vassal du roi d'Angleterre qui se dit aussi roi de France ? Et Beaulieu, pour le confondre, dut se livrer à un cours d'histoire.

Poulo Lancahuy ou Poulo Lada, l'*île au poivre*, où il se rendit, dépendait d'un petit souverain de la côte de Malacca résidant à Queda. Le don de deux pièces de canon dont le roitelet avait un urgent besoin pour repousser les attaques du roi d'Achem nous permit de faire une ample provision de poivre. L'île, fréquentée par les Portugais de Malacca et les Chinois de

la péninsule, eût été une station agréable, si elle n'avait été si proche du royaume d'Achem.

De retour à Achem, Beaulieu ne trouva point au rendez-vous l'*Espérance*, dont un officier du bord lui raconta la lamentable odyssée : le séjour à l'île Nassau, devenue le cimetière de l'équipage, la capture des derniers survivants par le *Leyden* du capitaine Schouten, la mise à bas de la bannière de France par une escadre hollandaise qui emmena l'*Espérance* à Batavia. Rejoint par l'*Hermitage* que Beaulieu lui avait dépêché, le vice-amiral Gravé avait obtenu des Hollandais l'autorisation de retourner à Bantam, sous condition de leur rapporter du poivre d'un territoire qu'ils avaient mis en état de siège. Mal lui en prit. Sa cargaison fut indignement pillée et son vaisseau livré aux flammes par huit bâtiments des Pays-Bas et au su du président Coen. Étreint par « une véhémente fièvre causée de fascherie, » Gravé ne rallia son chef que pour expirer entre ses bras.

A Bantam, il avait vendu l'*Hermitage* aux six commis malouins laissés, en 1617, par le *Saint-Louis*, Limonney, André Josset et autres. La témérité de ces derniers prépara un nouveau désastre. Les instances de Beaulieu, les conseils du roi d'Achem ne purent les décider à profiter du départ du *Montmorency* pour revenir avec la pauvre petite patache, que le moindre rajah pouvait enlever. Ils allèrent aux Philippines charger des épices : après avoir touché à Achem, ils revenaient avec une cargaison de près d'un million, quand les Hollandais tombèrent sur eux. La patache fut enlevée à l'abordage et l'équipage égorgé ¹.

Le 1^{er} février 1622, le *Montmorency* avait quitté, solitaire, la rade de Ticou. Des soixante-quinze hommes qu'il ramenait sur les deux cent soixante-treize partants, tous ne virent point la France, quand, dix mois après, jour pour jour, Beaulieu jeta l'ancre au Havre.

La Compagnie n'avait pas attendu son retour pour réclamer justice ². Mais les lettres de marque qu'elle se fit délivrer ³ n'eurent point autant d'efficacité que les représailles exercées

¹ Requête au roi d'Armel Martin de la Parisière, au nom des associés malouins (Bibl. nat., ms. franç. 16738, fol. 22 v°).

² Arrêt du Parlement de Rouen, 16 avril 1622.

³ Pour 800,000 livres (Thomas Lefèvre du Grand Hamel, *Discours de la navigation*, p. 191).

par un aide-pilote de l'*Espérance*. Nommé capitaine de l'escadre portugaise des Indes, le Honfleurais Pierre Berthelot mit en déroute trois cent trente navires atchinois qui bloquaient Malacca en 1629, et dégagea Goa que cernaient, en 1636, les Hollandais et battit deux vaisseaux hollandais devant Achem ¹. Les fonctions de cosmographe que lui avait décernées, comme récompense de ses hauts faits, le Portugal lui permirent de dresser les plans coloriés de soixante-dix forteresses des Indes, que nous possédons encore ². Entre temps, il revêtit la robe de bure des Carmes, ce qui ne l'empêcha pas de mourir en soldat, à Achem, en 1638.

Un moment, la Compagnie parisienne, la *Flotte de Montmorency*, comme on l'appelait, avait tenté de poursuivre ses opérations sous pavillon britannique. Le *Hope*, capitaine John Johnson Mol, avait reçu mission de continuer, pour notre compte, les voyages aux Indes orientales, avec l'aveu et le sauf-conduit de l'amiral Henri de Montmorency ³. Mais notre « mauvaise discipline au fait de la marine » avait « dégousté les plus puissans et enclins à la navigation ⁴. »

Beaulieu, l'un des premiers, en procès avec les enfants mineurs de l'un des administrateurs ⁵, feu Jacques Muisson, avait renoncé à pousser jusqu'aux Indes orientales. Et il tirait la morale de nos vaines tentatives, non point avec désenchantement, mais avec la philosophie pratique des Normands : « L'humeur des François, disait-il ⁶, est que, ne succédans en un voyage avecq profit, ils n'y retournent le second. Sortans d'un pays tempéré et si abondant comme est celui de leur naissance, s'ils en rencontrent d'inclémens et difficiles, ils en sont incontinent rebutté. Ainsy, de les envoyer d'une traitte en Sumatra, Java Major, Sian, Cochinchine, les Molucques, Jappon et autres lieux esloigné, et y rencontrans les obstacles tels que peuvent faire naistre les Holandois, c'est jeter de l'argent en la mer. Mon

¹ Ch. Bréard, *Histoire de Pierre Berthelot*. *Pierre Berthelot*, dans le *Pays normand*, 2^e année (nov. 1901), n° 11.

² Bibl. nat., mss. portugais 1, fol. 75.

³ British Museum, mss. Stowe 155, fol. 51.

⁴ Bibl. nat., coll. Dupuy, vol. 464, fol. 24.

⁵ 1^{er} juillet 1625 (Gosselin, *Documents relatifs à la marine normande*, p. 162).

⁶ « Dessein touchant les Indes orientales, proposé à Monseigneur le maréchal de Fiat par de Beaulieu. » (Franç. 4826, fol. 39.) Le mémoire se trouve daté implicitement par le fait que d'Effiat, nommé maréchal en 1631, mourut le 27 juillet 1632.

opinion pourra estre contredite quand je diray qu'ils se doivent habituer en l'isle Madagascar, veu que les Portuguays, les Holandois et Anglois ne s'y sont jusques à présent arrestéz. » Et Beaulieu proposait de reconnaître les ports de l'île et de la côte voisine depuis Mozambique jusqu'à l'entrée de la mer Rouge, pourvu que le prêt de deux vaisseaux royaux lui fût consenti.

La reconnaissance faite, une Compagnie au capital d'un million pourrait entreprendre la colonisation de Madagascar. Une escadre de quatre grands vaisseaux et deux pataches de la marine royale emporterait vers la baie de Saint-Augustin, précédemment explorée par Beaulieu, sept cents soldats, cinq cents matelots et des vivres pour deux ans. Tandis que la moitié de la flotte resterait protéger la construction d'un fort, l'autre moitié battrait l'Océan Indien vers le Bab-el-Mandeb et la côte de Malabar, réalisant ainsi dès la première année des bénéfices qui seraient expédiés en France et couvriraient les frais d'envoi de six cents nouveaux colons. Les pataches seraient employées à ravitailler la garnison en chargeant du riz aux Comores et à engager avec les nègres du Monomotapa, du Cuama et de Sofala la traite de l'ivoire, de l'or, de l'ébène et de l'ambre.

IX. — LA COMPAGNIE POUR LES VOYAGES AU LONG COURS

Cependant, tous ne s'accordaient pas à réduire à ces proportions modestes notre action aux Indes orientales. Le rêve de Henri IV ne s'était pas encore évanoui. Pieusement recueilli par un de ses confidants qui remuait ciel et terre pour donner au rêve une réalité, il avait même pris des proportions gigantesques. On n'a point encore rendu hommage au zèle patriotique de François du Noyer, sieur de Saint-Martin, et pourtant ce serait justice. Cet homme désintéressé n'eut d'autre mobile que le souci « de la réputation du nom français. »

« Le nombre des petites Compagnies qui se sont faictes, disait-il, a faict naistre des divisions et des jalousies entre elles, si bien qu'elles se sont entreruïnées, et une seule n'a jamais esté de longue durée. Il est certain que la multitude est mère de la division et de la ruine; le plus grand remède que l'on puisse imaginer pour faire durer les Compagnies de commerce, c'est de les réduire toutes à une seule, qui ayt son fonde-

ment sous l'autorité du Roy, le reconnoissant pour chef ¹.

L'erreur capitale de François du Noyer fut de tomber dans l'excès inverse au défaut qu'il signalait et de ne point borner à un seul objet comme le trafic des Indes l'activité de cette Compagnie. Au fur et à mesure qu'il voyait périlcliter de petites sociétés d'armateurs, il englobait dans son projet de nouvelles branches de commerce pour ne point laisser les entreprises en déconfiture. C'est ainsi qu'il se préoccupa successivement de la pêche des baleines au Spitzberg compromise par l'ostracisme des Hollandais, de la pêche du corail sur les côtes barbaresques, enfin de la colonisation de la Nouvelle-France entravée par les Anglais. La raison sociale adoptée d'abord, *la Royale Compagnie française du Saint-Sépulchre de Hierusalem* ², se mua en un titre moins biblique, qui était tout un programme : *La Royale Compagnie de la navigation et commerce pour les voyages de long cours*, ès Indes, pesche du corail en Barbarie, établissement de collonnie ès nouvelles Frances que pesche des balleines et autres amesnagemens ³.

Du Noyer avait obtenu, le 30 mars 1613, la nomination de commissaires pour examiner son avant-projet. Les États généraux de 1614 lui donnèrent une pleine adhésion. Les amiraux, le général des galères, les commerçants lui prodiguèrent des encouragements. Paris était tout acquis à sa cause. Ne voyait-on pas inscrit en première ligne, dans ses propositions, l'embellissement de la capitale, le soin des égouts, la création d'un beau parc près du Louvre et d'une large allée, avec galeries, qui mènerait du bois de Boulogne au bois de Vincennes, tandis que des canaux encloraient la ville, de Montmartre aux faubourgs Saint-Marcel et Saint-Victor ? Un autre canal, de Rouen à Paris, raccourcirait la navigation de vingt lieues. Une Chambre de commerce nommée spécialement aux fins d'examen ⁴ émit, le 8 août 1617, un avis favorable. Le Conseil d'État, saisi à son tour le 17 octobre, émonda certains articles, en modifia d'autres et, dans la séance

¹ Bibl. nat., ms. franç. 17329, fol. 235.

² *Articles, moyens et raisons approuvés par les Estats généraux*, que présente au Roy François Du Noyer..., afin d'establir à Paris, pour toute la France, la Royale Compagnie.... A Paris, 1616, petit in-4, dans le ms. franç. 18592 de la Bibl. nat., fol. 78.

³ *Mercure françois* (1621), p. 800.

⁴ 20 novembre 1616.

du 24 octobre 1620, soit au bout de trois ans, arrêta les statuts définitifs de la Compagnie ¹.

Le capital serait de trois millions, la flotte de quarante-cinq vaisseaux, depuis cinquante tonneaux jusqu'à cinq cents, à équiper dans un laps de trois ans; la Compagnie aurait son siège social à Paris et des succursales dans les ports où les commis jouiraient du privilège du port d'armes. Chaque bonne ville équiperait un vaisseau dont les profits lui reviendraient; tout armateur au long cours serait tenu d'entrer dans la Compagnie; cinquante d'entre eux recevraient des lettres de noblesse. Quant aux fonds, diverses concessions ou combinaisons les procureraient: l'octroi de quatre foires franches et de la ferme des jeux, des emprunts au denier vingt, en rente viagère ou à fonds perdus, enfin la poursuite des usuriers et des banqueroutiers. Marins rappelés du service à l'étranger, étrangers naturalisés, vagabonds, mendiants valides et bannis assureraient le recrutement des équipages et des colons. L'une des colonies serait en Amérique, où François du Noyer obtenait l'octroi d'un degré de territoire au choix, ainsi qu'il avait été accordé à la comtesse de Guiercheville et au sieur de Poutrincourt. Tout au nord, par le détroit de Davis, nos flottes au printemps gagneraient la Chine ².

Passés au crible par les grands corps de l'État, les statuts de la *Royale Compagnie de la navigation et commerce pour les voyages de long cours* reçurent l'approbation de Louis XIII. Une circulaire royale, expédiée en conséquence à toutes les bonnes villes, les engageait à coopérer à l'entreprise, soit en nature, soit en deniers ³. Un an après, il fallut la renouveler ⁴, tant les bonnes villes opposaient cette force d'inertie dont elles avaient jadis fait preuve à l'égard de la *Compagnie générale de navigation dans le Levant*, rêvée par Louis XI ⁵.

Paris faisait exception. Le prévôt des marchands secondait énergiquement le vaste projet dont la capitale, il est vrai, de-

¹ *Offres et articles sur iceux accordés au Conseil*, au rapport de M. le président Violle d'Athis pour l'établissement de la Royale Compagnie de la navigation. Rennes, 1623 (Bibl. nat., ms. franç. 17329, fol. 246).

² *Moyens pour le Roy pour faire le fonds d'un million d'or* (Franç. 17329, fol. 252 v°).

³ 24 novembre 1620 (*ibidem*, fol. 260).

⁴ 31 décembre 1621 (*ibidem*, fol. 265, et *Mercure françois* (1621), p. 800).

⁵ Cf. mon *Histoire de la marine française*, t. II.

vait recueillir les fruits. Il l'avait fait bannir à son de trompe, afficher sur les murs, publier aux prônes ¹. Il le recommanda chaudement par lettres particulières à ses collègues des autres villes, échevins, jurats ou capitouls ².

La province, tel était le gros enjeu à gagner, et surtout la Bretagne, où la Compagnie comptait établir ses têtes de ligne sous la surveillance de moitié des directeurs. Si elle adhérait, elle ferait « la planche aux autres, » selon l'expression de François du Noyer. Le contrôleur général du commerce, — c'était le nouveau titre de du Noyer, — vint donc en personne soutenir son programme devant les États de Bretagne assemblés à Nantes le 22 décembre 1622 ³.

Sa tâche n'était pas des plus aisées. Il pressentait l'hostilité des Malouins que mécontentait l'interdiction de poursuivre isolément les opérations commerciales aux Indes. Mais résolument, il fit face en faisant ressortir les avantages de sa Compagnie pour la Bretagne elle-même. Un tiers de ses vaisseaux protégeraient la province que les forbans, en quelques années, avaient conduite à la ruine en enlevant six cents navires. Le reste fournirait l'ensemble de nombreuses lignes de navigation.

Au lieu de tirer par caravanes, *viâ* Bagdad, Alep et Tripoli, les produits exotiques des Indes, les épices, les drogueries, les tapis de Perse dits de Turquie, la Compagnie profitera du traité signé par Harlay de Sancy avec le sophi pour bâtir un fort dans le golfe Persique et amener directement de là les marchandises à 100 % de profit. Plus loin, elle a déjà pied au puissant royaume de Bantam, à Java : ses vaisseaux en sont revenus, depuis deux mois, avec une riche cargaison. — Par là, on voit que du Noyer englobait dans son entreprise la flotte de Montmorency.

Du Groenland, continuait du Noyer, qui entendait par Groenland le Spitzberg, les Hollandais nous ont évincés, avec l'aide

¹ « Fait au bureau de la ville, le lundy premier jour de mars 1621 » (Franc. 17329, fol. 263).

² *Lettre de Messieurs de l'Hostel de ville de Paris aux villes maritimes et autres de ce royaume*. 25 octobre 1622 (*ibidem*, fol. 216).

³ *Advis et résolution de ce qui s'est passé aux Estats derniers tenus à Nantes, sur le fait de la Royale Compagnie de la navigation et commerce pour les voyages de longs cours*, sur les propositions faites en iceux par François du Noyer, escuyer, sieur de Saint Martin, contrôleur général du commerce. A Rennes, 1623, in-4 (Franc. 17329, fol. 215).

des Danois, de la pêche des baleines que nous avons été les premiers à pratiquer. A la Nouvelle-France, ils pourraient agir de même, avec l'appui des Anglais, déjà postés sur nos confins, en Virginie. Et alors, que deviendrait le commerce des pelleteries, la pêche des morues, un trafic qui rapporte annuellement une douzaine de millions et occupe plus d'un millier de vaisseaux ? Il est besoin, et c'est ce que fera la Compagnie, de former une colonie puissante à côté de celle des Hollandais et de renforcer la garnison de l'Acadie. Moyennant un faible impôt additionnel de deux sols pour livre, les villes pourront se débarrasser du paupérisme en exportant les mendiants valides.

Cette perspective eut le don de plaire aux États. Oui, expliquait du Noyer, les climats où on les mènera sont tempérés, étant à la même latitude que la France. Les mines d'or, d'argent, d'étain et de cuivre, le marbre, le porphyre, le jaspe, le charbon de terre y abondent. Les mendiants y travailleront comme le faisaient du temps des Romains les gens sans aveu dans les mines des Pyrénées, où l'on trouve encore des meules et des robinets en bon état. A ces épicuriens, on enseignera un métier, en les employant par escouades à la construction du fort et de la chapelle de la colonie ou à l'apprêt des marchandises qui seront expédiées en France. Outre la Nouvelle-France, deux ou trois autres colonies seront fondées pour servir d'« escales » ou relâches. Enfin, les employés estropiés au service ou trop âgés recevront une retraite.

Il est de toute nécessité d'entrer le plus tôt possible dans la Compagnie : elle va bientôt se clore. Or, il y a 200 % à gagner, les derniers voyages des Malouins en font foi.

— Non, interrompirent les députés de Saint-Malo : les voyages aux Indes orientales entraînent de grandes pertes.

— Consultez le journal de bord de ces Messieurs entre les mains du procureur syndic des États, M. de La Grée de Bruc, répliqua du Noyer. Vous y verrez la confirmation de ce que j'avance : pareil profit a été avoué par eux au Conseil et à l'assemblée des États dans leur plainte contre les Hollandais.

— C'est vrai, dit le procureur après s'être reporté au journal.

Cet argument décisif acheva d'ébranler l'assemblée, qui renvoya la proposition à une commission de huit rapporteurs choisis parmi les trois ordres. Mais comme les députés n'avaient

reçu de leurs électeurs aucuns pouvoirs pour en délibérer, ils se bornèrent à voter l'impression du compte rendu ; et certes, la lecture en était alléchante ; le bénéfice à réaliser paraissait énorme, sauf à couvrir la perte éventuelle par une assurance de 12 à 15 %.

Au Conseil royal, François du Noyer tint un autre langage, inspiré par le patriotisme le plus éclairé. S'il prôna la sécurité du placement pour des esprits timorés qui craignaient soit les banqueroutes, soit les prêts usuraires au denier 12, il parla surtout de l'honneur du pavillon laissé jusque-là à la merci des pirates, et du « malheur de voir en France les nobles privéz du commerce, » c'est-à-dire « des moyens de s'enrichir. » Tous auraient avantage à la création de la royale Compagnie, le roi comme souverain aurait le dixième du profit, la noblesse fournirait des capitaines et des soldats, le tiers des directeurs et des pilotes, et la France aurait aux colonies le moyen d'écouler ses produits ¹.

La guerre civile, comme il advenait toujours, détourna de la question coloniale les préoccupations du gouvernement. Et du Noyer ne retrouva un auditeur attentif qu'avec l'avènement de Richelieu au pouvoir. L'un des premiers actes du cardinal fut, à la vérité, de créer en 1626 une Compagnie spéciale pour le commerce de l'Amérique, Antilles et Nouvelle-France : et la Compagnie du Morbihan n'avait aucun lien avec du Noyer.

Mais cette création rendit service au contrôleur général en limitant aux Indes orientales sa débordante activité. Du Noyer proposa de fusionner en une seule société la Chambre de commerce dont il était promoteur et les Compagnies des Indes orientales et des voyages au long cours. Le roi en serait le chef, Paris le siège et Saint-Martin-de-Ré, port en eau profonde, la tête de ligne. Pour constituer sa flotte de cinquante navires marchands et cinquante croiseurs, la Compagnie emprunterait en « vade pour prix d'argent » les vaisseaux du roi, de la reine et du surintendant des mers, les canons des villes et des grands seigneurs ².

¹ *Expositions des offres de François du Noyer au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil* : articles, moyens et raisons approuvés pour l'établissement de la Royale Compagnie pour faire le commerce général tant par mer que par terre (Franc. 17329, fol. 236).

² *Propositions nouvelles de François du Noyer au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil* » (Bibl. nat., coll. Dupuy, vol. 651, fol. 185).

Appuyé par la Chambre de commerce dont il était le promoteur général, du Noyer obtint de faire dresser ses nouvelles propositions en forme d'édit ¹. Malheureusement, il eut le tort d'élargir son programme déjà si vaste et d'y incorporer tout un plan de réorganisation des canaux, comme s'il n'eût pas suffi de s'occuper de la marine et des colonies. Sans doute, le réseau fluvial est le complément indispensable d'une bonne marine marchande ; mais ce n'était point à un simple particulier de s'en occuper, non plus que de la recherche des usures, de la ferme des jeux, que sais-je ? Du Noyer ne parvint pas à faire homologuer son nouveau projet d'édit, qu'on traitait de chimérique. En vain se rendit-il, de la part de la Chambre de commerce, à Montauban près du cardinal de Richelieu, à Effiat en Auvergne, près du maréchal d'Effiat, à la Chambre de la marine enfin. Partout on le paya de bonnes paroles. Et, en 1633, il n'avait encore abouti à rien ², après vingt ans et plus de démarches et de travaux de tous genres.

Au moins avait-il eu le mérite de chercher à relever notre marine marchande et à nous doter de colonies. Ses avatars montrent combien la solution était complexe et combien il y avait à vaincre d'inerties, de rivalités, de préjugés. Il fallait, pour mener l'œuvre à bien, une volonté de fer au service d'un puissant esprit d'organisateur : il fallait aussi l'autorité qui brise les obstacles et assouplit les résistances. Un homme d'État était seul capable d'exécuter ce qu'un particulier, si actif fût-il, pouvait concevoir. Et c'est pour cela que notre empire colonial, notre Compagnie des Indes, ne datent que de Colbert.

CH. DE LA RONCIÈRE.

¹ 3 mars 1628.

² Cf. sa lettre au roi datée de Paris, 15 septembre 1633 (*Edict du Roy pour l'establissement de sa Compagnie royale des voyages de long cours, Levant, Midy et Ponent*, et autres effects et adménagements en France dans sa ville de Paris. 1634, in-fol. dans ms. franç. 18592, fol. 27).

MÉLANGES

I.

LE « BOOK OF CERNE »

LES LITURGIES CELTIQUES ET GALLICANES ET LA LITURGIE ROMAINE

I.

Le *Book of Cerne*, ou livre de l'abbaye de ce nom, dans le Dorsetshire, est un manuscrit précieux appartenant à l'Université de Cambridge ; de format in-4, il compte cent cinquante-trois pages sur vélin, distribuées en trois parties ; ce sont en réalité trois manuscrits différents reliés ensemble. La première partie, en vingt-six feuillets, contient la copie de quelques chartes, la plupart concernant l'abbaye ; la troisième est consacrée à des séquences ; la seconde dont nous aurons seulement à nous occuper, le *livre de Cerne* proprement dit, comprend quatre-vingt-dix-neuf feuillets, d'une écriture qui, au premier aspect, nous révèle comme date la fin du VIII^e ou le IX^e siècle. Un examen plus attentif démontre qu'il a été écrit sous Aethelwood et pour lui, ce qui parfois a fait donner au manuscrit le nom de *Livre d'Aethelwood* ; or, ce prélat fut évêque de Lichfield de 818 à 830. Voilà donc le manuscrit situé géographiquement et chronologiquement. Néanmoins, il faut ajouter qu'il pourrait bien n'être lui-même que la copie d'un original qui appartient probablement au VII^e ou au VIII^e siècle. Ceci est d'une grande importance au point de vue de l'histoire liturgique.

Henri Bradshaw, qui a donné son nom à une société de publications liturgiques en Angleterre, voulait imprimer ce précieux manuscrit ; l'entreprise n'aboutit pas. Lorsque dom A. B. Kuypers, bénédictin de l'abbaye anglaise de Downside, vint à Cambridge, Edmond Bishop, un des maîtres de la science liturgique, lui conseilla de re-

prendre ce travail et l'encouragea dans son œuvre. Le savant bénédictin a pu étudier au *British Museum* un autre manuscrit (Royal MS., 2 A XX) qui présente avec le *Book of Cerne* les plus grandes analogies. L'ouvrage de dom Kuypers contient l'édition de ces deux manuscrits ¹; il les a fait précéder d'une excellente étude, où il établit l'âge et la provenance des précieux *codices* et donne tous les renseignements historiques désirables; le texte est accompagné de savantes notes philologiques et liturgiques, et suivi d'appendices; enfin l'auteur a eu l'avantage d'avoir la collaboration d'Edmond Bishop, qui, sans parler de ses conseils expérimentés, a fourni une longue note (p. 234 à 283), laquelle n'est pas le moindre attrait de la publication. L'édition est faite avec un soin scrupuleux; le manuscrit est exactement reproduit avec son orthographe, sa ponctuation, ses fautes, et même la section des lignes. L'*University Press* de Cambridge, qui a supporté les frais de l'édition, n'a rien épargné pour faire du *Book of Cerne* un livre de luxe. Deux belles reproductions nous donnent une idée de ses enluminures, qui sont fort curieuses.

II.

Disons tout de suite que le *Book of Cerne* n'a pas l'importance liturgique et historique des fameux sacramentaires édités par les Thomasi, les Mabillon, les Ménard, les Rocca, les Bianchini. C'est un livre de prières pour l'usage privé; il a néanmoins sa valeur comme témoin de la dévotion au VIII^e et au IX^e siècle, et aussi parce qu'à cette époque la prière privée n'est pas isolée, autonome, nous dirions presque fantaisiste comme de nos jours; elle reflète la liturgie publique, elle en est tout imbibée; par là le livre appartient au domaine de l'histoire générale. Il faut le classer dans une catégorie de livres de même genre et presque de même époque: le *Book of Nunaminster*, le *Libellus precum* de Fleury, les livres de Charles le Chauve, de Bède et d'Alcuin.

Il débute par un récit de la passion selon les quatre évangélistes; comme le texte appartient à peu près à l'époque des revisions de la Bible par Théodulphe et par Alcuin, il ne manque pas d'un certain intérêt pour l'histoire de la Vulgate. Tout le reste du manuscrit est consacré à des prières diverses, prière à la Trinité, prières au Seigneur, louanges à Dieu, prières du matin et du soir, examens de conscience, préparation à la pénitence, prières de saint Grégoire, de

¹ *The Prayer Book of Aedeluald the Bishop commonly called the Book of Cerne* edited from the ms. in the University Library, Cambridge, with introduction and notes by Dom A.-B. Kuypers. Cambridge, at the University Press, 1902, 1 vol. in-4 de xxv+286 p.

saint Jérôme, de saint Éphrem, de saint Paulin, de saint Jean, de saint Pierre, prières à la sainte Vierge, aux apôtres, à saint Pierre, à saint André, à saint Michel, un abrégé du psautier comme celui de Bède et d'Alcuin, un récit de la descente du Christ aux enfers dont nous reparlerons.

Les prières de ces sortes d'eucologes sont d'origine variée ; c'est à découvrir la provenance de ces formules, et à tracer la direction des différents courants liturgiques, que s'est surtout appliqué M. E. Bishop dans sa note ; il l'a fait avec une connaissance du sujet, une étendue d'érudition qui n'étonnera que ceux qui ne connaissent pas les ressources de sa science liturgique.

Naturellement on doit retrouver dans le livre de Cerne un fond celtique. Il apporte un précieux appoint à une littérature liturgique qui compte déjà des monuments assez nombreux, comme le *Missel de Stowe*, l'*Antiphonaire de Bangor*, le *Sacramentaire de Bobbio*, que M. E. Bishop fait rentrer dans cette catégorie, malgré des affinités mozarabes et gallicanes ¹, le *Irish Liber hymnorum*, les fragments du *Book of Mulling* et quelques autres publiés par Warren ².

On peut, à l'aide de ces témoignages, dégager les caractères de cette liturgie ; puisant aux sources mozarabes et gallicanes, acceptant des données romaines, elle a cependant son originalité, qui se traduit dans certaines prières d'un caractère intime personnel ; sa piété devient facilement tendre, même passionnée. En s'adressant à Dieu, elle trouve souvent l'éloquence ; telle cette prière à la Trinité :

Sancta Trinitas, tu es Deus meus verus. Tu es pater meus sanctus. Tu Dominus meus pius. Tu rex meus magnus. Tu iudex meus justus. Tu magister potius. Tu adjutor meus opportunus. Tu meus medicus potentissimus. Tu dilectus meus pulcherrimus. Tu es panis meus vivus. Tu es sacerdos meus in aeternum. Tu es dux meus ad patriam. Tu es lux mea vera. Tu es dulcedo mea sancta. Tu es patientia mea clara, etc. ³

On aperçoit dans cette pièce, comme dans plusieurs autres morceaux du recueil, un certain rythme et même une rime. La suivante est plus caractéristique encore à ce point de vue :

*Sancte sator
suffragator,*

*Legum lator,
Largus dator,*

¹ Warren en faisait un document gallican ; nous aurions voulu que M. E. Bishop discutât la théorie de dom Cagin qui y voit un sacramentaire d'origine romaine.

² *The Liturgy and Ritual of the Celtic Church*, Oxford, 1881. Il y faut ajouter les fragments récemment découverts par Bannister.

³ P. 119-120.

<i>Jure pollens</i>	<i>currit velox</i>
<i>et qui potens</i>	<i>Cujus numen</i>
<i>Nunc in aethra</i>	<i>Crevit lumen</i>
<i>firma petra</i>	<i>Simul solum</i>
<i>A quo creta</i>	<i>supra polum</i>
<i>Aucta freta</i>	<i>Praeci posco</i>
<i>Quae apalustra</i>	<i>prout nosco</i>
<i>ferunt flustra.</i>	<i>Coeli arce</i>
<i>Quando Celox</i>	<i>Christe parce, etc.¹.</i>

M. H. A. Wilson a récemment relevé, dans le *Journal of theological Studies*, un autre exemple dans le *Book of Cerne* d'un rythme qu'on peut considérer comme celtique :

*Ambulemus ne prosperis hujus diei luminis,
In virtute altissimi Dei deorum maximi,
In beneplacito Christi, in luce Spiritus sancti,
In fide patriarcharum [in meritis prophetarum²].
[In pace apostolorum] in gaudio angelorum,
In via archangelorum, in splendoribus sanctorum,
In operibus monachorum, [in virtute justorum,]
In martyrio martyrum, in castitate virginum, etc.³.*

Citons encore le début de celle-ci : *Omnipotens dilectissime Deus, sanctissime atque amantissime pater. Obsecro te per unigenitum filium tuum dominum nostrum Jesum Christum, ut me nunquam in eorum tradas potestatem adversariorum, etc.⁴*, ou cette prière d'un pénitent : *Domine Deus, qui non habes dominum sed omnia sunt condicione subjecta, ne despicias me indignum famulum tuum, sed in numero servorum tuorum me computes, etc.⁵.*

Malheureusement, comme les liturgies mozarabes et gallicanes, la liturgie celtique tombe parfois dans la diffusion, les répétitions, les accumulations de termes pour rendre la même idée, les concetti, dans certains cas même, la bizarrerie. Mais le caractère de la race s'y reflète bien avec son sens profondément religieux, sa crainte des jugements et des châtements d'outre-tombe, sa piété sincère et émue, une confiance filiale en Dieu, parfois quelque chose d'enfantin qui

¹ P. 131.¹

² L'auteur de l'article donne un texte combiné; les mots entre crochets appartiennent au seul livre de Cerne, les mots soulignés au document A (Royal ms. 2 A xx).

³ *Book of Cerne* 91, 211. Cf. H. A. Wilson, *On a rythmical Prayer in the Book of Cerne*, the *Journal of theological Studies*, January 1904, p. 263.

⁴ P. 135.

⁵ P. 117. Voyez encore la *Lorica loding* qu'il faut considérer comme une prière celtique, p. 85.

du reste ne choque pas, tant le sentiment est vrai et touchant; un certain vague d'imagination et d'expression.

C'est surtout dans les confessions ou les prières des pénitents que paraît ce défaut :

*Domine sancte pater omnipotens aeternae Deus. Rogo te ut mittas in cor meum veram penitentiam et veram confessionem omnium peccatorum meorum. Quos ego feci contra tuam voluntatem et contra animae meae salutem. Contra viros vel mulieres, verbis vel operibus, vel cogitationibus, vel factis. Ego sum confitens omnia tibi atque angelis tuis.... Ego sum confitens tibi.... falsum testimonium, adulterium, gulam, et avaritiam, infidelitatem, malam pertinaciam, fiduciam et malam concupiscentiam et adoptionem iniquorum voluntatum et malorum remissionum, etc.*¹.

Parfois même on ne peut se défendre de penser que certaines de ces formules ont bien l'air de formules magiques, notamment celle de la page 223.

En dehors du fond proprement celtique, on discerne un certain nombre d'emprunts à la liturgie mozarabe. Aux preuves données par M. E. Bishop nous pouvons ajouter quelques exemples qu'il n'a pas relevés. On lit par exemple, page 135, sous le titre de *Laus Christi* : *Christus primogenitus ex ore procedens Patris, Christus unigenitus consubstantialis patri filius, Christus A et Ω initium et finis. Christus cum Patre ponens angelorum agmina superbis resistens, humilibus autem dans gratiam, etc.*

En étudiant l'A et Ω dans la liturgie, j'ai eu l'occasion de rappeler quelques formules analogues à celles que l'on vient de lire; or toutes sont d'origine mozarabe ou celtique. Ainsi on trouve ces sigles deux fois dans le *Libellus orationum*, deux fois dans le bréviaire mozarabe, une fois dans le missel mozarabe, deux fois dans l'antiphonaire de Bangor². Enfin dom Férotin, dans l'édition du *Liber ordinum* mozarabe dont j'ai pu étudier les bonnes feuilles, m'en fournit un nouvel exemple³.

A la page 168, dans l'hymne sur la passion, qui est du reste déjà dans l'antiphonaire de Bangor⁴, nous lisons : *Innocens captus tene-*

¹ P. 92 et seq.

² *Libellus orationum, in die apparitionis Domini*. Cf. Thomasi-Bianchini, *Opera*, t. II, p. 47 et 494; *Breviar. Mozar.*, Migne, *P. L.*, t. LXXXVI, c. 176 et 182; *Missale mixtum, P. L.*, t. LXXXV, c. 225; *Antiphony of Bangor*, ed. Warren, Londres, 1895, part. II, p. 11 et 45. Cf. mon article : *L'A et l'Ω nella liturgia, Rassegna Gregoriana*, oct. 1902, et l'article *A et Ω, Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, t. I, col. 24.

³ Le *Liber ordinum*, p. 523, note.

⁴ *The antiphony of Bangor*, éd. Warren, t. I, fol. 4. Londres, 1893, in-fol.

tur nec repugnans ducitur, sistitur falsis grassatur offerendus Pontio. C'est aussi une formule tirée de l'*Attende Domine* dans le bréviaire mozarabe¹.

Par quelle voie et à quel moment s'est exercée cette influence sur la liturgie celtique ? Warren, qui avait déjà constaté ce fait, a rappelé à cette occasion les relations historiques qui ont jadis existé entre les deux pays et dont les documents historiques ont gardé quelques traces ; des conciles espagnols portent dans leurs listes le nom d'évêques bretons ; il y a même un siège breton de Britona ou Brétonia en Espagne (Bretoña). M. E. Bishop est assez disposé à admettre l'existence d'un livre de dévotion, sorte d'eucologe contenant un certain nombre de prières orientales, attribuées plus ou moins justement à saint Éphrem, qui aurait été importé en Espagne vers le VII^e siècle, et de là en Angleterre, et serait la source commune de tous ces livres de dévotion que nous avons cités².

L'étude du livre de Cerne vient fortifier une autre thèse de M. E. Bishop et du bénédictin dom Suitbert Bäumer, qui ont démontré l'importance prise dans les Gaules par le sacramentaire Gélasien, lequel était arrivé à supplanter peu à peu les liturgies gallicanes même avant l'époque de Charlemagne³. Or l'étude des sources de notre manuscrit nous amène à la même conclusion. Les formules gélasiennes y tiennent une grande place⁴. A ce sujet, E. Bishop reprend à nouveau les idées qu'il avait déjà exposées, à savoir que le Gélasien, dans sa forme primitive et débarrassé de ses retouches gallicanes ou grégoriennes, est bien du VI^e siècle⁵.

Il me semble que l'on pourrait, en faveur de cette thèse, invoquer

¹ Migne, *P. L.*, t. LXXXVI, col. 534 ; la pièce est donnée avec musique dans les *Variae preces* éditées à Solesmes, 1892, p. 110.

² P. 280. Cf. une hypothèse analogue dans la dissertation de dom Cagin, *Le sacramentaire de Gellone* dans *Mélanges Cabrières*, Paris, 1899, t. I, p. 231 et seq.

³ Cf. dom Bäumer, *Ueber das sogenannte Sacramentarium Gelasianum*, München, 1893, et Bishop, *Dublin Review*, 1894, p. 245 et seq. Chose assez extraordinaire pour des liturgistes d'ordinaire si bien renseignés, tous deux ont ignoré le mémoire si important et si remarquable pour son temps, de Varin, aujourd'hui à peu près complètement oublié, mais qui mériterait d'être mieux connu, car il démêle, avec une critique très sûre, l'œuvre d'Alcuin, la combinaison du Gélasien avec le Grégorien, enfin il indique toutes les données du problème grégorien avec une science et une richesse d'informations remarquable. Dans tous les cas, le fait que deux critiques comme Bishop et dom Bäumer arrivent, sans entente préalable, aux mêmes conclusions que Varin ne peut être qu'une garantie de la vraisemblance de leur thèse. Cf. le mémoire de Varin, *Des altérations de la liturgie grégorienne en France avant le XIII^e siècle*, dans les *Mémoires présentés à l'Ac. des inscr. et belles-lettres*, 1^{re} série, t. II, p. 661 et seq., et notre article sur Alcuin, dans *Dictionnaire d'archéol. chrétienne et de liturgie*, t. I, p. 1084 et seq.

⁴ Cf. surtout p. xxvi-xxix.

⁵ P. 270.

un argument auquel l'habile critique n'a pas songé. La règle de saint Benoît, un document qu'on ne peut faire descendre plus tard que l'année 542, présente en plusieurs passages des analogies avec le Gélasien, et celles-ci sont de telle nature qu'il ne paraît pas vraisemblable que ce soit le document liturgique qui s'est inspiré de la règle. Le contraire pourrait être facilement prouvé. De ce fait donc, les parties du Gélasien auxquelles ces citations sont empruntées, et elles sont nombreuses, sont datées au moins de la première moitié du vi^e siècle. Nous laissons de côté des rencontres d'expressions que l'on pourrait, à la rigueur, dire fortuites, et qui ne sont pas étrangères à d'autres documents liturgiques, comme *agenda matutina*, *agenda vespertina*, *vigiliae*, *matutinae*, *solemnitates*, *oratio dominica*, *dominico die*, *in capite quadragesimae*, *codex* (livre liturgique), *litanie Kyrie*, *Deo gratias*, etc.¹.

D'autres rapprochements sont plus significatifs :

REGULA SANCTI BENEDICTI.

— *Nostrae servitutis officia, solitum pensum servitutis nostrae, servitutis militiam*, cap. II, XVI, XLIX.

— *Qualiter vigiliae agantur*, cap. XIV².

— *De Quadragesimae observatione*, cap. XLIX.

— *Cum spirituali gaudio sanctum pascha expectent*, cap. XLIX.

— *Pelat ab omnibus pro se orari, postulantes pro se orari*, cap. XXXV, XXXVIII.

— *Contra vitia carnis pugnare*, cap. I.

— *De fratribus qui proficiscuntur*, cap. LI.

SACRAMENT. GELASIANUM³.

— *Debitum nostrae servitutis*, p. 365, *debitae servitutis officio*, p. 61, *nostrae servitutis augmento*, p. 357, *sacrae servituti*, p. 32.

Ordo.... qualiter ad vigiliam ingrediantur, p. 79.

— *In observatione jejunii*, p. 18.

— *Desiderantes expectent ventura.... sanctum paschale mysterium*, p. 98.

— *Postulans sacerdos pro se orare*, p. 74.

— *Contra vitia certantes*, p. 290.

— *Orationes ad proficiscendum in itinera*, p. 245.

¹ *Regula sancti Benedicti*, cap. IX, X, XIII, XIV, XVI, XLVIII, etc. Cf. *Sacrament. Gelasian.* (ed. Wilson), p. 79, 291, 293, 174, 179, 57, 10, 15, 234, 144, etc.

² Les citations sont faites d'après H. A. Wilson, *The Gelasian Sacramentary*, Oxford, 1894.

³ Nous laissons de côté la question de savoir si les titres de chapitres ont été composés par saint Benoît. Tout le monde admet qu'ils sont dans tous les cas de très peu postérieurs.

REGULA SANCTI BENEDICTI (suite).

— *Ut regni ejus mereamur esse consortes.* Prologus.

— *Per septimanae circulum, post sex mensium circulum,* cap. XVIII, LVIII.

— *Oderit vitia, diligat fratres,* cap. LXIV.

— *Sic accedant ad pacem, ad communionem,* cap. LXIII.

— *Expositiones quae ab orthodoxis catholicis patribus factae sunt,* cap. IX.

— *Ut mens nostra concordet voci nostrae,* cap. XIX.

— *Et parvissimo intervallo custodito.... mox matutini subsequantur.... parvo intervallo mox accedant ad lectionem,* cap. VIII et XLII.

— *Prostratus in terra jaceat,* cap. LXXI.

— *Referamus laudes creatori nostro,* cap. XVI.

— *Et Pastori boni.... in sacris humeris reportare,* cap. XXVII.

— *Detrimenta gregis sibi commissi non patiatur,* cap. II.

— *Processu vero conversationis.... dilatato corde.... curritur via mandatorum Dei.* Prol.

— *Declinantes in malum,* cap. VII.

— *In via directis.... dirigendi in via,* cap. LXVII.

SACRAMENT. GELASIANUM (suite).

— *Beatitudinis jubeas esse consortes,* p. 302.

— *Ordinis anni circuli,* p. 1.

— *Odiant superbiam, diligant veritatem,* p. 152.

— *Et sic ad benedictionem accedat,* p. 144.

— *Et omnium fidelium catholicorum orthodoxorum.... quiescunt,* p. 310 ¹.

— *Concordet illorum (monachorum) vita cum nomine,* p. 290.

— *Et post modicum interval- lum mox incipiant omnes Kyrie cum Litanis,* p. 22.

— *Prostrato omni corpore in terra,* p. 15, 63.

— *Deo gratias referamus,* p. 291, 293.

— *Boni Pastoris humeris reportatum,* p. 298, 299.

— *Ne grex tuus, o Domine, detrimentum sustineat,* p. 65.

— *Viam mandatorum dilatato corde curramus,* p. 247.

— *Declinemus a malis,* p. 39.

— *Dirige viam famuli tui.... viam illius dirigas.... dirige nos in viam,* p. 245, 247.

¹ Le sacramentaire de Bobbio emploie aussi le terme *fidelium catholicorum orthodoxorum*. Selon Bishop, cette expression est d'origine gallicane, *Book of Cerne*, p. 271. Il ne dit pas pour quelle raison, sinon parce qu'on la trouve dans le livre de Bobbio. Mais l'origine de ce dernier est justement en question, nous l'avons dit. De plus, M. Bishop n'explique pas comment saint Benoît, dont la culture est exclusivement latine, aurait employé ces termes.

On pourrait, sans aucun doute, allonger cette liste ; les coïncidences que nous avons citées nous semblent suffire pour établir à tout le moins une grande affinité entre les deux documents ; et ceux qui ont un peu étudié le style de saint Benoît et les sources de sa règle, n'hésiteront pas, pensons-nous, à conclure à des emprunts de la règle au document liturgique. Une démonstration plus complète nous ferait sortir du cadre de cet article ; mais il n'est pas inutile pour l'histoire de la liturgie bénédictine et de la liturgie romaine, d'avoir signalé ces relations.

Nous nous permettrons d'indiquer aussi aux deux savants éditeurs quelques rapprochements qui leur ont échappé.

La prière : *Peccavi, Domine, super numerum arenae maris et multiplicata sunt peccata mea*, etc. ¹, est devenue dans la liturgie romaine le répons du III^e nocturne du III^e dimanche après la Pentecôte. Elle est tirée d'un livre apocryphe, la *Prière de Manassé*, et a été employée dans la liturgie d'Afrique au rituel des pénitents, car nous la voyons citée au v^e siècle par Verecundus, auteur africain ². La liturgie grecque l'emploie également dans son Eucologe à l'office des grandes complies et dans la collection de ses cantiques.

Le *Memento mei, Domine, dum veneris in regno tuo non me deseras Deus* ³, est aussi usité dans des rites de pénitence très anciens, et notamment dans la liturgie mozarabe ⁴.

La prière *Exaudi me orantem sicut exaudisti Suzannam et liberasti eam de manu duorum inimicorum testium, sicut exaudisti Petrum in mare*, etc. ⁵, a aussi son histoire. Je la retrouve sous trois formes dans Alcuin ⁶ ; il est assez probable qu'il l'emprunte, comme beaucoup de ses prières, à la liturgie mozarabe. Mais l'origine première est orientale, elle fait partie de l'*Oratio Cypriani* qui a eu un si grand succès, et l'auteur de cette prière l'a prise lui-même dans le III^e livre (apocryphe) des Machabées (ch. vi, v. 5 et seq. 7).

Il faut surtout remarquer les allusions qui sont faites en plusieurs passages au *descensus ad inferna*, par exemple p. 116 : *Domine Jesu Christe adoro te descendentem ad inferos, liberantem captivos. Depreco te ut me non demittas introire ubi Adam tibi dixit : ecce manus quae me plasmaverunt et dixerunt alii quis es iste rex gloriae*.

¹ P. 100.

² *Spicilegium Solesmense*, t. IV, p. 99.

³ P. 122.

⁴ Cf. Dom G. Morin, *Liber Comicus*, Maredsolani, 1893, p. 412, 423, 424, et dom Férotin, *Liber Ordinum*, p. 89 et 201.

⁵ P. 118, 119.

⁶ Migne, *P. L.*, t. CI, col. 552, 567, et 604.

⁷ Elle est sous une autre forme au rituel romain, *prière des agonisants*. Cf. aussi Thomasi-Vezzosi, *Opera*, t. II, p. 559.

*Dominus virtutum, scio quia ultra non hic discenderis*¹. Les dernières pages du manuscrit sont consacrées à une prière des *justes qui étaient détenus aux enfers* et en particulier d'Adam et d'Ève : elle commence par ces mots : *Advenisti redemptor mundi, advenisti quem desiderantes quotidie sperabamus.... Descendisti pro nobis ad inferos*, etc.². L'éditeur n'a pas retrouvé la source de cette pièce, mais il la rapproche de l'*Adami Planctus* publié par dom Pitra et d'autres pièces de ce genre³.

Il est curieux de suivre dans la liturgie la trace de ce *descensus ad inferna*. Il faudrait remonter, pour en trouver la première source, jusqu'aux formules des symboles de foi. Les paroles *descendit ad inferos* manquent dans les plus anciennes versions du *Credo* romain, de celui de Milan, de l'africain, de l'espagnol. Il n'en est pas fait mention non plus dans les règles de foi primitive de saint Irénée, d'Origène, de Tertullien⁴. Mais elles se trouvent dans celle de saint Césaire, dans celles d'Aquila, dans le symbole de saint Athanase. Une formule donnée tout récemment par dom Morin et attribuée à saint Jérôme ou à un contemporain porte le *descendit ad inferna*⁵ ; saint Augustin disait aussi de son côté : *Quis negat (Jesum).... ad inferna fuisse* (ep. 164)⁶.

De bonne heure les liturgies firent une place à la descente aux enfers, généralement dans les offices de la semaine sainte ou du temps pascal. Mais il ne faut pas y voir, comme on l'a cru, une importation hibernique ou gallicane, car la liturgie romaine et d'autres liturgies très anciennes l'ont également et indépendamment adoptée.

Il est certain que dans les livres gallicans elle occupe une grande place. L'*Immolatio* (préface gallicane) de la nuit du samedi saint s'exprime ainsi : *qui (Christus) descensu suo eos qui tenebantur a morte, superis reddidit resurgendo.... Cujus descensu confractis portis, Luget infernus*, et dans celle de Pâque : *Is (Christus) relicto paulisper corporis templo⁷ inferorum claustra confringens, pristinæ (ut ante fuerat) vitæ restituit*⁸.

¹ P. 116, cf. aussi p. 113.

² P. 196-198.

³ P. 233. Cf. 116, 217, 254.

⁴ Burn, *An introd. to the Creeds*, p. 200.

⁵ *Anecdota Maredsolana*, vol. III, pars III^a, p. 199.

⁶ Dans son étude, du reste fort érudite, sur la *Descente du Christ aux enfers* (extrait des *Annales de philosophie chrét.*, février 1903, Picard, 1903), M. l'abbé Turmel n'étudie que les témoignages des Pères et laisse de côté les textes liturgiques que je signale dans cet article.

⁷ C'est une erreur qui se trouve dans quelques formules liturgiques, de croire que la divinité abandonna le corps humain du Christ durant son séjour au tombeau.

⁸ *Gallicanum vetus*, apud. Thomasi-Vezzosi, p. 411 et 412.

L'office du samedi saint et de Pâques contient encore des allusions comme celles-ci : *Deum deprecamur.... ut qui Adam de profundis infernalis limi misericorditer eripuit nos.... eruat. Qui descendisti in lacum ut ex inferis vinctos educeres ; descende nunc quoque.... O Domine, Pater omnipotens, qui Adam novum ex persona veteris Adam clamantem, quasi ex inferis et abyssis, profundisque laci, liberum tamen solum inter mortuos, pro sua exaudisti reverentia.... Ipse in hac nocte vita et resurrectio infernum illuminavit et portas aereas penetravit et vectes ferreos confregit*¹.

La liturgie mozarabe y fait de fréquentes allusions : *Liber ad inferos pergis contractisque portarum claustris, vinctos laxas e vinculis, et inter mortuos liber tenebras nova luce perfundis*². *Jesus Christus.... vectes ferreos comminuit, portarumque erearum claustra perfregit, tartari profunda descendit : sedentibus in umbra mortis ignote lucis claritate resplenduit, etc.*³. *Quod infernum ex parte expoliavit relinquendo impios : et sanctos qui ibidem tenebantur : resurgens secum in coelestibus sublevando*⁴. *Viderunt te inferi, Deus, viderunt te : et tremuerunt a voce tonitru tui. Propter quod attonita paululum stetero supplicia miserorum*⁵. *In quo ipse Dominus sepulcri detentus loculo : spoliavit inferna : cum predestinatam ex predonis faucibus abstulit predam.... Disruptis igitur cruce inferni catenis legibusque solutis : ad coelos migrant cum Christo credentes in Christo. Et cruciandi permanent in inferno : qui delectati sunt in viscerari diabolo. Rediit ecce post bidduum victor e mortuis vivus*⁶.

Dans la liturgie romaine ancienne le souvenir en est encore vivant. Nous relevons dans un manuscrit donné par Thomasi comme ayant gardé des traits gélasiens, cette antienne : *Cum rex gloriae Christus infernum debellaturus intraret, et chorus angelicus ante faciem ejus portas principum tolli praeciperet ; sanctorum animae que tenebantur in morte captivae, voces lacrymabiles clamaverunt : Advenisti desiderabilis quem expectabamus in tenebris, etc.*⁷.

La liturgie romaine actuelle elle-même en a conservé quelques traces. Ainsi, dans ce répons du samedi saint au II^e nocturne : *Recessit Pastor noster.... hodie portas mortis et seras pariter salvator*

¹ *Gallicanum vetus*, Thomasi-Vezzosi, p. 393, 394, 395, 404, etc. Le *Salve festa dies* de Fortunat célèbre aussi la descente du Christ aux enfers.

² Oct. de Pâques, Migne, *P. L.*, t. LXXXV, col. 588, 589.

³ *Ibid.*, col. 477 ; une autre fois, col. 590.

⁴ *Ibid.*, col. 135.

⁵ *Ibid.*, col. 501.

⁶ *Ibid.*, col., 517, 518.

⁷ Thomasi-Vezzosi, t. V, p. 86.

*noster dirupit. Destruxit quidem claustra inferni et subvertit potentias diaboli*¹. Mais c'est surtout ce répons de la VIII^e leçon de matines dans la liturgie funéraire qu'il faut citer : *Libera me, Domine, de viis inferni qui portas aereas confregisti et visitasti infernum, et dedisti eis lumen ut viderent te ; qui erant in poenis tenebrarum.... Clamantes et dicentes : Advenisti redemptor noster*².

La conclusion à tirer de cette étude sur les sources de la liturgie du *Book of Cerne*, c'est que la liturgie, tout en gardant certaines marques de terroir, est surtout une œuvre de marqueterie, une sorte de mosaïque où l'on retrouve des débris anciens de toute origine. Le prêtre ou le fidèle qui lit aujourd'hui les oraisons de son missel ne se doute guère que parfois, dans une seule messe, il répète des formules tirées du léonien, du gélasien, du mozarabe, des livres ambrosiens, gallicans ou celtiques, des liturgies grecques, ou même de sources plus lointaines, d'auteurs syriaques ou orientaux, comme la prière de saint Éphrem. Employée avec sagacité et discrétion, cette méthode de critique interne, dont Ed. Bishop sait user avec tant de succès, peut conduire à d'intéressantes découvertes. Mais il faudrait pouvoir l'appliquer avec suite, et sur une nombreuse série de documents liturgiques, et en l'appuyant autant que possible sur des textes historiques qui sont comme autant de points de repère, et fixent une formule chronologiquement et géographiquement. Le malheur est que les éditeurs de documents liturgiques eux-mêmes, sauf de très rares exceptions, ne semblent pas se douter de l'étendue de nos exigences. Ils se contentent souvent de nous donner une table d'*incipit*, dont l'utilité est certainement incontestable. Mais il nous faudrait en outre une table soignée et détaillée des matières, et même un glossaire des termes liturgiques³. Tant que ce travail n'aura pas été fait, il n'y aura guère que de rares savants, comme M. Edmond Bishop, dont la vie a été consacrée à ces études, qui pourront tirer des conclusions sur les divers courants et contre-courants liturgiques, sur cette œuvre de *centonisation*, comme on l'a justement appelée. Il y met bien parfois quelque subtilité, j'allais dire de la coquetterie. Nous aurions mauvaise grâce à rappeler la malicieuse remarque d'un critique anglais sur les termes *lux* et *requies* qui décidément ne portent avec eux aucune marque d'origine. Je dirai la même chose du terme de *charus* appliqué aux

¹ Le même, avec quelques variantes assez importantes, dans Thomasi : *Responsorialia et antiphonaria romanae ecclesiae*, Romae, 1686, p. 114.

² Citons encore l'offertoire de la messe des morts et la mémoire de la croix au temps pascal.

³ Disons qu'une des rares lacunes de l'édition de dom Kuypers est une table détaillée des matières.

morts¹, qui ne me paraît pas d'origine gallicane, attendu qu'on le trouve déjà dans saint Cyprien et dans la liturgie africaine et l'épigraphie², ainsi que du terme *tremendus* qui, donné comme non romain, est employé cependant dans ce document d'inspiration si romaine, la règle de saint Benoît³.

Mais dans l'ensemble, que de remarques utiles, fines et suggestives dans cette longue note, quelle maîtrise du sujet ! Il faut remercier les deux éditeurs d'avoir rendu à la science liturgique et historique un document qui nous fait pénétrer dans la vie intime et religieuse des hommes du moyen âge, un livre qui sans doute a été lu et médité par les missionnaires du VII^e et du VIII^e siècle, peut-être par le plus grand et le plus saint d'entre eux, saint Boniface, l'apôtre de la Germanie.

FERNAND CABROL, O. S. B.

II.

LES PLANS DE ROME

CONSERVÉS AUX ARCHIVES NATIONALES

Les Français qui, en traversant la place de la Chancellerie à Rome, se sont arrêtés pour contempler la façade du palais de Bramante, ont pu voir, au-dessus du portail, l'inscription à demi effacée, mais lisible encore : Cour impériale. Napoléon l'avait, en effet, approprié à ce service. A peine le département de Rome était-il créé, que de toutes parts des travaux furent entrepris sur l'étendue de la nouvelle circonscription. Des rivages de la Méditerranée jusqu'aux montagnes des Volsques, de Civita-Vecchia et Terracine jusqu'à Rieti et Ferentino, à Viterbe, à Corneto, à Marino comme à Velletri, Sezze, Veroli et Subiaco, casernes, hôpitaux, églises, prisons, magasins, cimetières, promenades, routes, ponts furent créés ou rétablis⁴, mais Rome surtout, cette

¹ *Book of Cerne*, p. 263 et seq.

² *De mortalit.*, c. xxvi, P. L., t. IV, col. 624.

³ *Jam se tremendo judicio praesentari existimet*, cap. vii. Cf. *Book of Cerne*, p. 250.

⁴ Tous les documents employés dans cette notice se trouvent aux Archives nationales, série F¹³, n^{os} 1568 et 1646. Les plans ont été, pour la plupart, transférés dans la série générale N (44 articles), quelques-uns (8) sont restés

« seconde ville de l'Empire, » qui devait attirer, par ses souvenirs, l'attention du souverain et la conservation des monuments de l'antiquité, fut, non moins que l'aménagement d'anciens édifices ou la construction de nouveaux bâtiments, l'objet de ses soins. C'était en même temps procurer de quoi vivre aux ouvriers, journaliers, artisans et autres que la suppression de cent quatre-vingts couvents de Rome privait de ressources ¹ et venir au secours de plus de deux mille familles qui, à l'entrée de l'hiver, se trouvaient, en 1810, sans travail.

L'Empereur décréta donc, le 27 juillet 1811, que chaque année il serait fait un fonds extraordinaire d'un million, sous le titre de fonds spécial des embellissements de Rome. Ce fonds serait prélevé, partie sur les revenus de la ville de Rome, et partie sur les revenus du Domaine extraordinaire. Il serait affecté aux fouilles pour la découverte des antiquités; au perfectionnement de la navigation du Tibre; à la construction d'un nouveau pont sur l'emplacement de celui d'Horatius Cocles; à l'achèvement du pont de Sixte; à l'agrandissement et à l'embellissement des places Trajane et du Panthéon; à la construction d'une halle et de deux tueries; à l'ouverture d'une promenade du côté de la porte du Peuple et d'une autre sur l'emplacement du Forum, du Colisée et du Mont Palatin; à l'établissement d'un jardin de Botanique, etc. (art. 1^{er}). Une commission composée du préfet de Rome, de l'intendant de la Couronne à Rome et du maire de la ville, devait diriger les travaux. Le préfet, président de cette commission, correspondait directement avec le ministre de l'intérieur (art. 2). Suivaient des dispositions particulières à 1811. M. de Tournon, préfet, rendit le 4 août un arrêté pour l'exécution de ce décret et, sur sa demande approuvée comme urgente, l'ouverture solennelle des travaux fut fixée au 15 août, fête de Sa Majesté. « Le quinze d'août prochain, lisait-on, à midi, le maire de Rome, accompagné du corps municipal, précédé et suivi par des détachements de gendarmerie, se rendra sur l'emplacement du Forum et du Mont Palatin, fera lecture du décret de Sa Majesté, et prendra possession au nom de la ville des bâtiments et terrains concédés par elle ². » Il devait, de la même

annexés à leurs dossiers respectifs; d'autres ne nous sont pas parvenus et ne sont connus que par une mention.

¹ Les églises conventuelles à conserver comme objets d'art avaient été portées à cent trente cinq par un arrêté de la Consulte du 21 décembre 1810. Le préfet réduisit ce nombre à cinquante (F¹³ 1568).

² D'après un décret du 28 décembre 1810, devaient être acquis par la ville de Rome et mis à la disposition du préfet, pour être démolis en tout ou en partie, d'après les plans d'embellissement :

1^o Le monastère de Santa Francesca Romana et jardins annexes situés au Campo Vaccino;

2^o La maison située au milieu du Foro, ci-devant aux religieux de Santa Chiara di Galese;

manière, se rendre à la place du Peuple et prendre possession du terrain sur lequel serait placé le jardin du grand César (Pincio). Quatre ateliers de terrassiers, composés chacun de deux cents individus, dont un tiers de femmes ou d'enfants, tous domiciliés à Rome, étaient établis. L'un devait déblayer le temple de la Paix et en déposer les terres dans la vigne de sainte Françoise Romaine. L'autre devait dégager le temple de Janus et porter les terres sur une partie du grand Cirque. Le troisième devait découvrir l'arène du Colisée et transporter les terres sur la voie Labicane. Enfin le quatrième devait dégager les temples de Vesta et de la Fortune virile et porter par eau les terres hors de la porte du port Trajan. Le nombre des ouvriers serait augmenté dans la suite de façon qu'au 1^{er} octobre il y eût 2,000 personnes occupées, et les salaires étaient fixés, par jour, à 1 fr. 25 pour les hommes, 0 fr. 75 pour les femmes, 0 fr. 50 pour les enfants. Ajoutons au chapitre des dépenses, et non pour la moindre part, les frais d'achat ou d'expropriation des immeubles, terrains bâtis ou non, dont l'acquisition était nécessaire pour la poursuite des travaux¹. Les démolitions commenceraient par le couvent du Peuple et ses dépendances, moins l'église qui était conservée, et par le couvent de Saint Bonaventure au Palatin. Des matériaux provenant de ces démolitions, ceux qui ne pouvaient être utilisés pour les restaurations ou les constructions nouvelles étaient vendus, de même que les objets mobiliers provenant des églises et couvents à démolir. Les objets d'art et d'antiquité trouvés dans les fouilles appartenaient naturellement à l'Empereur. Une surveillance hiérarchiquement établie, depuis les caporaux placés à la tête des escouades, subdivision de ces compagnies de 120 individus qui composèrent dans la suite les différents ateliers, jusqu'à un inspecteur général, assuraient la bonne exécution des travaux².

Par une décision du 29 octobre 1812, M. Gisors, inspecteur général et membre du conseil des bâtiments civils, fut envoyé à Rome pour visiter les travaux d'embellissements. M. Berthault, architecte du château de Compiègne, lui fut adjoint avec la mission spéciale d'étudier sur le terrain les meilleures dispositions à donner au jardin de César et à celui du Capitole. L'intendant de la Couronne à Rome, Daru, se félicita de leur arrivée, car les divergences d'opi-

3° La maison des moines orientalistes appuyée contre le temple de la Fortune virile ;

4° Les petites constructions en bois placées à l'entrée du pont Sixte ;

5° Les greniers à foin situés près du Colisée (F¹³ 1568).

¹ « Les propriétés particulières seront acquises suivant les formes établies par la loi du 8 mars 1810 » (art. 2 de l'arrêté mentionné ci-dessus).

² Rapport de M. Gisors au ministre de l'intérieur (F¹³ 1568).

nions entre les artistes qui composaient l'Académie de Saint-Luc, chargée de la restauration et de l'entretien des monuments antiques au moyen d'une dotation accordée par décret du 6 novembre 1810, non moins que la mauvaise administration de ces revenus, empêchaient de suivre une méthode régulière. Alors que les monuments « devaient être laissés, autant que les ravages du temps l'ont permis, dans l'état où ils étaient anciennement, que, dans tout ce que l'on faisait pour leur conservation il fallait avoir grande attention à ne pas les dénaturer, » trop souvent les délibérations de l'Académie, prises collectivement, eurent pour objet l'exécution de systèmes différents : « Par exemple si une arcade d'un édifice antique menaçait ruine, on y remédiait tantôt au moyen d'un éperon, tantôt en murant entièrement cette arcade, tantôt en se servant des mêmes pierres dont elle était composée, pour rendre aux pilastres et à la voûte de l'arcade leur aplomb et leur régularité¹. »

Au baron de Tournon, préfet de Rome, au baron Daru, intendant de la Couronne, au duc Braschi, maire, qui, suivant l'article 2 du décret du 27 juillet 1811, formaient la commission chargée de diriger les travaux, s'adjoignirent donc M. Gisors et M. Berthault. Leur correspondance permet de suivre presque jour par jour l'état des travaux. Nous ne nous en occuperons pas dans ces quelques lignes qui n'ont pour but que de présenter au public la liste des plans relatifs à ces mêmes travaux conservés aux Archives nationales², mais on ne lira peut-être pas sans intérêt la lettre que M. Gisors écrivit le 26 août 1813 au baron Daru³ : « L'un des paragraphes de mes instructions, disait-il, paragraphe que je vais relater, m'enjoint de porter mon attention sur les diverses démolitions et excavations qui doivent s'opérer et s'opèrent autour des monuments antiques qu'on dégage pour les laisser apercevoir et leur adapter les dispositions des nouvelles promenades projetées. Voici ce paragraphe : En général, vous aurez à porter votre attention sur les démolitions et excavations ; le système doit en être étudié avec soin, tant sous le rapport de la solidité et de la conservation des monuments que sous celui du placement de la masse des terres et des matériaux qui en proviendront.

« Sans contredit, monsieur le baron, ce paragraphe ne me prescrit rien de positif relativement à la restauration et au soutien des monuments, mais il fait pressentir que Son Excellence le ministre de l'intérieur non seulement appréhende que les excavations et démolitions faites et à faire aux pieds et attenant les monuments n'en accélèrent

¹ Lettre de Daru du 4 novembre 1813 (F¹³ 1646).

² Nous le ferons d'autant moins que M. Louis Madelin s'apprête à traiter la question, avec le talent et la compétence que chacun lui connaît.

³ F¹³ 1646.

la ruine et n'aggravent l'état fâcheux de certains, mais encore qu'il désire que je ne reste pas tout à fait étranger au système à adopter pour la consolidation de ces monuments. Lors même que rien dans mes instructions ne m'eût porté à m'occuper des moyens à employer pour transmettre autant que possible à la postérité l'espèce de physionomie que ces monuments nous présentent maintenant, je me ferais un scrupule de ne point émettre mon opinion sur le parti à adopter généralement pour la consolidation de ceux des édifices et monuments antiques dont quelques parties menacent ruine, tels que à l'arc de Titus, aux corniches et piedroits (*sic*) du Colisée, à l'arc de Janus, etc., etc. Qu'il me soit donc permis, monsieur le baron, de vous communiquer succinctement mes idées sur le parti de consolidations et de réparations qui me semble susceptible de concilier efficacement le goût, la solidité et le respect dû à tous ces témoins des beaux temps de Rome.

« Pour prévenir la chute d'une partie du portique extérieur du Colisée, détachée par l'effet d'un tremblement de terre, on a, sous Pie VII, fait construire à grands frais un éperon immense qui a produit tout l'effet qu'on en attendait quant au soutien des parties qui menaçaient ruine, mais dont l'aspect présente la disparate la plus choquante. Depuis on a bouché en maçonnerie l'une des premières arcades d'une galerie de rez-de-chaussée ; bientôt, peut-être, en suivant le même système, trouvera-t-on nécessaire de faire encore des épous (*sic*), des bouchements, des reprises, des contreforts ou toutes autres constructions auxiliaires, mais aussi disparates.

« Au temple de la Paix, pour soutenir l'effort que faisaient les terres amoncelées contre la maçonnerie avec laquelle on a cru devoir boucher trois arcades, on a pratiqué trois contreforts dans la partie correspondante à ces trois arcades ; de semblables constructions auxiliaires sont commencées. Afin de fortifier les têtes de mur qui portent les voûtes en berceau ornées de caissons, on a adapté à ces têtes de mur des piedroits, dont la largeur excédant l'épaisseur de ces murs, pénètrent par leur élévation dans les plein-cintres des trois berceaux, tellement qu'ils présentent maintenant l'aspect d'arcs surbaissés.

« Pour soutenir l'arc de Titus, on l'a revêtu par ses côtés de constructions aussi hideuses qu'insuffisantes, sans prendre la précaution de le décharger de celles qu'on a érigées dessus pour en former, dans certains temps, une sorte de fort.

« Enfin on voit partout que, jusqu'à présent, on s'est borné à consolider des ruines sans faire attention, ou peut-être sans s'inquiéter que, par les moyens employés, on s'écartait du but qu'on se proposait d'atteindre, celui de transmettre à la postérité les formes et les proportions des beaux édifices et monuments dont il s'agit. Hé que devien-

draient donc ces formes et ces proportions si, chaque fois qu'une partie de ces édifices et monuments périliterait, on la secourait par des constructions aussi informes ? En peu d'années le Colisée, particulièrement, ne présenterait plus qu'un amas de murailles au milieu desquelles on retrouverait à peine ce que son immensité, son architecture et ses détails offrent de remarquable aux artistes. Si de même on employait encore des épaulements et des reprises difformes pour secourir les beaux restes de ces temples, de ces arcs, de tous ces monuments qui font journellement depuis des siècles l'objet des études des artistes et qui pendant d'autres siècles doivent être précieusement conservés pour l'instruction de ceux à venir, bientôt tout ce que ces modèles de l'art présentent encore de leurs ordonnances, de leurs belles proportions et de leurs ornements, serait caché, mutilé, défiguré, tellement qu'avec les meilleures intentions on n'obtiendrait qu'un résultat tout contraire à celui qu'on se proposerait.

« Si, par un malheur inouï, l'une des principales parties du groupe du Laocoon venait à en être séparé et que, pour maintenir entre elles les autres parties, on maçonnât des supports grossiers au milieu de ce beau groupe plutôt que de le faire restaurer par l'art de la sculpture, que dirait-on ? N'a-t-on pas mille exemples de telles restaurations qui, si elles ne rendent point aux figures tout leur premier mérite, leur rendent au moins cet ensemble sans lequel on juge mal de celui de telles productions ? Le Laocoon lui-même, que je cite, n'en fournit-il pas déjà un exemple frappant ? Quant à l'architecture, je ne citerai aussi qu'un exemple de restauration sans laquelle l'un des plus beaux édifices de l'antiquité serait peut-être aujourd'hui dans un état de ruines égal à celui où se trouvent le Colisée, l'arc de Titus et autres. L'angle gauche de l'entablement et l'ensouchement du fronton du Panthéon ont été entièrement refaits, non en marbre, comme les parties auxquelles ils ont été adaptés, mais tellement que, sans disparate, on a conservé à ce précieux édifice son ensemble admirable. Cet exemple seul peut autoriser la proposition que je vais avoir l'honneur de vous faire, monsieur le baron, relativement au parti général à adopter pour la restauration ou la confortation de tous les édifices et monuments dont quelques parties menacent et pourront, par suite, menacer ruine.

« Je pense donc qu'au lieu de contreventer, d'étayer, de contreficher, d'emmalloter, si je peux ainsi m'exprimer, toutes les parties chancelantes des monuments et édifices dont je vous occupe, on devrait reconstruire au moins les masses de ces parties dans leurs formes et leurs proportions, soit en pierre, soit en brique, mais de manière à ce que ces constructions représentassent exactement les lignes de ces parties auxquelles elles devraient suppléer. Par exemple l'arc de

Titus devrait d'abord être étayé et cintré de toute part en charpente, pour pouvoir démonter et remonter, sans coup férir, les parties de voussours gravitantes qu'on rétablirait, le plus soigneusement possible, sur les autres voussours inférieurs qu'on replacerait eux-mêmes avant dans leur position naturelle, après avoir rétabli soit en pierre, soit en brique, les masses des parties de piedroits dont l'arc est maintenant privé, en sorte que cet intéressant monument présentât de nouveau sa forme et ses proportions premières. Il en résulterait que, sans dépenser beaucoup plus que pour des constructions auxiliaires informes, on consoliderait le reste du monument par le rétablissement général de ses principales parties qui, pour n'être qu'en masse, ne donneraient pas moins une idée exacte des dimensions et proportions d'un arc justement admiré.

« J'aurais, monsieur le baron, beaucoup de choses à vous représenter sur les excavations qui s'opèrent dans l'arène du Colisée, mais outre que le temps me manque et que je ne suis chargé qu'indirectement de m'occuper de cet objet, je me bornerai à vous exposer que, si on laisse vider ces excavations, il est hors de doute qu'on avancera la ruine totale de l'édifice.

« Je ne terminerai point non plus cette longue lettre sans vous faire part de mon étonnement et du déplaisir que j'ai éprouvé à voir hier, non pas nettoyer, mais dégrader, mutiler les restes du tombeau soi-disant des Horaces, situé au delà d'Albano, à l'entrée de la route de Naples ; pour retirer de ce monument tous les végétaux *qui lui donnaient un aspect très pittoresque sans préjudicier à sa conservation*, on faisait tomber de dessus non seulement la terre, mais encore une partie des constructions, ce que je peux faire attester par trois témoins qui gémissaient comme moi de voir démolir en détail ce que tant de siècles ont respecté. Maintenant ce tombeau ne présente plus une ruine antique, il n'offre plus que l'aspect d'une ruine en démolition. Je ne doute point, monsieur le baron, que vous ne vous empressiez d'interposer votre autorité pour faire cesser cette sorte de dévastations et pour obtenir que l'on prenne en considération l'objet principal de la présente que je termine enfin, etc. »

Ajoutons, pour compléter la liste, les travaux concernant les places de Trevi, de Venise, de Saint-Pierre¹, le Vatican², la bibliothèque

¹ « L'île des maisons situées au milieu et entre les deux rues des deux faubourgs du Vatican qui vont du pont Saint-Ange à la basilique de Saint-Pierre sera démolie pour agrandir la place Saint-Pierre.... La place actuelle de la fontaine de Trevi sera agrandie au moyen de la démolition des maisons situées en face, » etc. (décret du 27 juillet 1811, F¹³ 1568).

Delaunoy, pensionnaire de l'Académie de France, proposa un projet de reconstruction de la façade de Saint-Pierre qui fut rejeté comme trop dispendieux.

² Réparations urgentes (F¹³ 1568).

Casanatense¹, le palais de Médicis (place Madame) destiné aux tribunaux de première instance et de commerce, celui de Monte Citorio pour la préfecture, les cimetières Saint-Pierre et Saint-Laurent, la caserne de San Carlo ai Catinari, les dépôts de mendicité à Sainte-Croix de Jérusalem pour les femmes, à Saint-Jean de Latran pour les hommes, les abattoirs, les eaux, à propos desquelles M. Rondelet annonçait la traduction des commentaires de Frontin, administrateur des eaux de Rome sous Nerva, sur les aqueducs de la ville. Une mention spéciale est due, en terminant, au sieur Scipione Perosini, professeur d'architecture et d'hydraulique, né à Palestrina. Pensionnaire du gouvernement d'Espagne, il avait été chargé de rétablir l'ancien aqueduc romain qui alimentait Cadix et d'examiner le canal de Guadaranna ; il avait été désigné comme directeur des travaux projetés pour faciliter la navigation du Guadalquivir de Séville à la mer, mais sans en retirer grand profit, puisque, se trouvant privé de ressources, il revint dans sa patrie. C'est alors qu'il conçut et dédia à Napoléon le plan d'un gigantesque palais impérial sur le Capitole. La colossale construction, capable de contenir, outre les appartements, dix services publics tels que les tribunaux, le Corps législatif, le Sénat, etc.², se prolongeait d'une part jusqu'à la place Colonna ; elle englobait, de l'autre, au milieu de portiques, le forum devenu, naturellement, le forum de Napoléon. La physionomie de la ville eût été pour jamais perdue, mais le *fiat* tout-puissant que très humblement sollicitait l'auteur du projet magnifique ne fut pas prononcé. Le ministre de l'intérieur rejeta ce plan comme tout à fait impraticable, tant à cause de l'énorme dépense qu'il nécessiterait, que parce que son exécution rendrait inévitable la destruction des plus beaux monuments antiques du Forum³.

AUG. COULON.

PLANS DE ROME CONSERVÉS AUX ARCHIVES NATIONALES

(La cote actuelle est indiquée à la suite de chaque article)

1. TEMPLE DE JUPITER TONNANT. État au commencement de 1812 et au 1^{er} janvier 1813 ; — deux plans coloriés avec légende⁴.

1813-1815 ; — Haut., 0^m36 ; larg., 0^m49 ; — prov. de F¹³ 1646 ; — N³ Rome 1¹⁻².

¹ D'après des plans de Valadier.

² Lettre de Scipione Perosini, du 23 août 1811 (F¹³ 1568).

³ Lettre du 14 décembre 1811 (ib.).

⁴ En avril 1812, les colonnes du temple de Jupiter Tonnant ont été remises sur leur aplomb. La frise, la corniche et l'architrave ont été remplacées. En juillet, l'excavation des terres qui entourent le temple touche à sa fin. 7 octobre : les travaux pour dégager les colonnes du temple sont terminés. 4 novembre : la restauration du temple est entièrement achevée (F¹³ 1568).

2. TEMPLE DE LA PAIX. Vue pittoresque au 1^{er} janvier 1812 et au 31 décembre de la même année ; — dessin à la plume ; une feuille de retombe montre l'état des lieux avant les travaux ¹.

1812 ; — Haut., 0^m32 ; larg., 0^m43 ; — N^o Rome.

3. CIMETIÈRE SAINT-PIERRE. Embellissements ; — plans, coupes, élévations pour différents projets, par M. Gisors, inspecteur général et membre du Conseil des bâtiments civils.

1813 ; — Haut. maxima, 0^m62 ; larg., 0^m95 ; — prov. de F^{is} 1646 ; — N^o Rome 2^{1.4}.

4. CIMETIÈRE SAINT-LAURENT. Embellissements ; — plans et élévations pour différents projets, par MM. Valadier et Gisors.

1813 ; — Haut. maxima, 0^m72 ; larg., 0^m57 ; — prov. de F^{is} 1646 ; — N^o Rome 3^{1.4}.

5. ABATTOIR à établir dans le voisinage du Tibre ; — plan et élévation de la façade, au lavis, avec échelle et légende ; au dos : copie du plan annexé au décret du 27 juillet 1811. Le projet, sur un rapport de M. Cellerier, fut renvoyé au préfet le 30 mai 1812, avec les plans, devis et le calque d'un des abattoirs de Paris.

1811 ; — Haut., 0^m50 ; larg., 0^m57 ; — prov. de F^{is} 1646 ; — N^o Rome 5.

6. PLACE DU PANTHÉON, deux projets ; plans au lavis avec échelle. Le premier, signé Valadier, fut adopté et porte la signature des membres de la commission. C'est une copie de l'original resté à la préfecture du département de Rome.

1813 ; — Haut. maxima, 0^m61 ; larg., 0^m53 ; — prov. de F^{is} 1646 ; — N^o Rome 6^{1.2}.

7. PALAIS DE SAINT-JEAN DE LATRAN, plans des différents étages, faits sans doute pour l'établissement du dépôt de mendicité ; élévation en face et en

¹ 1812, 6 mars : trois cents hommes ont été occupés aux fouilles et ont continué l'excavation très avancée du temple de la Paix. Les terres qui emplissaient les trois grandes voûtes du temple sont presque enlevées, on détruit maintenant les débris de ces voûtes écrasées, ce qui terminera cet immense travail. Il a déjà produit des résultats précieux par les lumières qu'il a données sur la construction de ce temple et par les objets d'art qu'on y a découverts. — Avril : les débris des voûtes écroulées du temple sont brisés et servent à construire, pour les voitures, une route solide.

Produit des fouilles (déposé au Capitole) : plusieurs tronçons de colonnes et de chapiteaux ; — un bras assez bien conservé appartenant à une statue de douze pieds ; — une statue mutilée d'un très beau style ; — huit médailles assez bien conservées ; — une tête de chimère de noir antique avec des yeux de corail ; — deux bras qui paraissent appartenir à une statue de seize pieds ; — plusieurs fragments de bas-reliefs ; — des inscriptions à demi effacées. On a trouvé, en dégagant le temple de la Paix, plusieurs grands fragments précieux, un pavé de jaune antique et un bas-relief assez bien conservé.

7 novembre : au temple de la Paix, un atelier a presque entièrement dégagé ce monument des terres qui l'entouraient. On a, sur plusieurs points, retrouvé l'ancien pavé. On enlève actuellement les terres du portique. On a découvert, sous la deuxième voûte, une grande niche semi-circulaire ornée de marbres blancs qui décoraient autrefois la totalité de cette magnifique partie du monument.

profil d'une enceinte sur l'une des sorties ; — plans et dessins au lavis avec échelle.

Haut. maxima, 0^m37 ; larg., 0^m55 ; — prov. de F¹³ 1646 ; — N³ Rome 7¹⁻³.

8. PLACE DE TREVI, deux projets ; — plans au lavis avec échelle. Le second, signé Valadier, et réalisant sur le premier une économie de 91,485 fr. 63, fut adopté. Il porte, outre la signature des membres de la commission, la mention : conforme à l'original resté à la préfecture du département de Rome.

1813 ; — Haut. maxima, 0^m64 ; larg., 0^m39 ; — prov. de F¹³ 1646 ; — N³ Rome 8¹⁻³.

9. FORUM DE TRAJAN. Déblaiement et création d'une place ; — plans et profils au lavis, avec échelle, par Valadier ; l'un d'eux, rectifié par M. Gisors, porta l'approbation de la commission ¹.

1813 ; — Haut. maxima, 0^m42 ; larg., 0^m58 ; — prov. de F¹³ 1568 ; — N³ Rome 9¹⁻³.

10. PALATIN. Projet de palais impérial, par Scipione Perosini ; — plan et élévations dans le sens de la longueur et du côté du Forum, avec échelle.

1810-1811 ; — Haut. maxima, 0^m44 ; larg., 2^m31 ; — prov. de F¹³ 1568 ; — N³ Rome 10¹⁻³.

11. PLACE DU PEUPLE. Embellissements, projets divers ; — plans au lavis, l'un d'eux montrant les deux bâtiments proposés par M. Berthault dans le cas où la démolition de l'église Sainte-Marie du Peuple serait ordonnée ².

Haut. maxima, 0^m35 ; larg., 0^m50 ; — prov. de F¹³ 1568 ; — N³ Rome 11¹⁻⁴.

12. PALAIS DE LA CHANCELLERIE, plans pour l'appropriation au service de la

¹ Un plan de la place fut transmis le 13 février 1812 ; la dépense était évaluée à 125,337 fr. 22. Il fallait démolir le couvent de Sainte-Euphémie pour dégager la colonne. En mai 1812, la démolition était fort avancée. Celle du couvent du Saint-Esprit était presque achevée. — Juin : les fouilles que M. l'intendant de la couronne fait exécuter pour le compte de Sa Majesté ont enlevé une grande partie du terrain et découvert plusieurs tronçons de colonnes d'un très beau granit. — 5 septembre : la démolition du couvent du Saint-Esprit est entièrement achevée ; on continue à s'occuper de celle du conservatoire de Sainte-Euphémie. Cent ouvriers sont employés à la construction du mur elliptique qui doit empêcher l'éboulement des terres. — 6 octobre : la construction du mur elliptique autour de la colline se poursuit avec activité, ainsi que les fouilles qui font découvrir le pavé antique de la place, formé de marbres mélangés. — Le 23 février 1813, sur le rapport de M. Gisors, la commission des embellissements arrêta à l'unanimité : 1^o que l'église del Nome di Maria serait démolie ; 2^o que les rampes latérales qui devaient servir à descendre dans la place seraient supprimées ; 3^o que la place circulaire serait raccourcie de dix mètres dans son extrémité opposée à la colonne et que l'on descendrait de ce côté par le moyen d'une rampe double s'appuyant contre le mur d'enceinte.

² Le premier rapport de M. Berthault sur les jardins du grand César qui devaient être établis sur le Pincio et réunis à la place du Peuple, est du 18 mars 1813. C'est dans le courant de la même année que ses plans furent adoptés par la commission des embellissements.

cour impériale : rez-de-chaussée et premier étage ; plans au lavis avec échelle ¹.

Haut., 0^m48 ; larg., 0^m33 ; — prov. de F¹³ 1568 ; — N³ Rome 12¹⁻².

13. SAINTE-CROIX DE JÉRUSALEM. Plans pour l'établissement d'un dépôt de mendicité dans les bâtiments de l'ancien couvent : rez-de-chaussée, premier et deuxième étages ; plans au lavis avec échelle et légende.

Haut., 0^m44 ; larg., 0^m28 ; — prov. de F¹³ 1568 ; — N³ Rome 13¹⁻².

14. CIMETIÈRE SAINT-LAURENT. État des travaux au 1^{er} janvier 1812 et au 1^{er} janvier 1813 ; — deux plans coloriés, avec échelle et légende, sur la même feuille.

1812-1813 ; — Haut., 0^m41 ; larg., 0^m27 (pour chaque plan) ; — prov. de F¹³ 1568 ; — N³ Rome 14¹.

15. CIMETIÈRE SAINT-LAZARE OU SAINT-PIERRE, plan colorié avec échelle et légende.

Haut., 0^m47 ; larg., 0^m35 ; — prov. de F¹³ 1568 ; — N³ Rome 14².

16. PETIT MARCHÉ, construit moyennant 4,500 fr. entre les rues du Corso et de Ripetta, non loin du port de Ripetta ; — plan, coupe et élévation au lavis, avec échelle, sur la même feuille.

Haut., 0^m40 ; larg., 0^m26 ; — prov. de F¹³ 1568 ; — N³ Rome 15.

17. PLAN DE ROME, d'après celui de Nolli, gravé par Donazio Benedetti et dédié au cardinal Gio. Carlo Boschi ; dans le bas, des vues de Saint-Pierre et de Sainte-Marie Majeure ; en tête du titre, les armes du cardinal. En vente chez Venanzio Monaldini, place d'Espagne, 6 ².

Haut., 0^m47 ; larg., 0^m68 ; — prov. de F¹³ 1856 — ; N³ Rome 16.

18. FORUM et ses environs ; — plan au lavis embrassant tout l'espace compris entre le Colisée, l'église des Saints-Jean et Paul, le palais des empereurs (Septizonium), le temple de Vesta et la colonne Trajane. Les principaux mo-

¹ Arrêté du préfet de Rome du 4 août 1811 : « 1^o Il sera pris possession, au nom du département, du bâtiment appelé la Chancellerie sur la place du même nom dans la ville de Rome. 2^o Le sieur Camporesi, architecte, est chargé de lever sans délai le plan de ce bâtiment dans lequel devra être placée la Cour impériale aux termes du décret du 27 juillet. 3^o L'église de Saint-Laurent, située dans l'intérieur du palais, sera terminée et mise en état de servir de salle pour la réunion des Chambres. Les pièces latérales formeront les salles d'assemblée des Chambres et toutes leurs dépendances. 4^o Il sera réservé dans le rez-de-chaussée ou le deuxième étage un local suffisant pour servir aux séances du tribunal des douanes. 5^o Les plans et devis estimatifs seront soumis dans le plus bref délai à S. Exc. le ministre de l'intérieur, » etc. Les devis pour les travaux et l'ameublement furent approuvés le 8 février et le 31 décembre 1812. Le 2 décembre on autorisait l'ouverture des travaux.

² Ce plan porte en tête la cote manuscrite 2, et, au dos, la mention : plan de Rome envoyé avec les plans des quatre marchés. Ceux-ci, marqués en rouge, étaient situés près de Saint-Eustache, près de la fontaine de Trevi, près du palais Mattei et près de Saint-François de Paule. Entre ces quatre points, près de Sainte-Marie in Via lata, une autre indication en couleur jaune.

numents sont représentés en perspective, en bistre et encre de Chine. Joint à une notice sur le Campo Vaccino, du 7 décembre 1812.

1812 ; — Haut., 0^m32 ; larg., 0^m39 ; — F¹³ 1568.

19. FORUM, plan au lavis avec légende, dressé en vue des travaux ; y est jointe une liste des immeubles à acquérir, avec le nom des propriétaires, la nature du fonds, la rente annuelle et la liquidation ¹.

1812 ; — Haut., 0^m36 ; — larg., 0^m47 ; — ce plan jadis coté A et les suivants (n^{os} 20-24) sont restés annexés aux dossiers (F¹³ 1646).

20. COLISÉE, plan dressé comme le précédent, avec une liste analogue ².

1812 ; — Haut., 0^m36 ; larg., 0^m47 ; — coté jadis B. — F¹³ 1646.

21. PALATIN, *id.*

Haut., 0^m36 ; larg. 0^m47 ; — coté jadis C. — F¹³ 1646.

22. ARC DE JANUS, TEMPLE DE VESTA ET FORTUNE VIRILE, *id.*

Haut., 0^m36 ; larg., 0^m47 ; — coté jadis D ; — F¹³ 1646.

23. COLONNE TRAJANE, *id.*

Haut., 0^m36 ; larg., 0^m46 ; — jadis coté E ; — F¹³ 1646.

24. PLACE DU PEUPLE, *id.*

Haut., 0^m36 ; larg., 0^m46 ; — jadis coté F ; — F¹³ 1646.

25. CIMETIÈRE DE SAINT-LAURENT HORS LES MURS, plan des six carrés contenant les caveaux de sépulture qui composeront le cimetière ; — plan au lavis annexé à un devis du 15 mai 1812.

1812 ; — Haut., 0^m27 ; larg., 0^m20 ; — F¹³ 1646.

III.

QUELQUES LIVRES SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

CORRESPONDANCE INTIME ET INÉDITE DE LOUIS XVII, Charles-Louis, duc de Normandie « Naundorff, » avec sa famille, 1834-

¹ Le 8 janvier 1812, on termine la démolition de plusieurs portions du couvent de Sainte-Françoise Romaine, et l'on a trouvé une statue de Bacchus à laquelle il manque les deux bras. Elle a cinq pieds de hauteur. — 12 février : on a tracé le jardin entre le Forum et le Colisée. — Avril : le jardin de Sainte-Françoise au Forum a été entièrement terminé, des semis et des plantations y ont été faits sous la direction de M. Nectoux. L'amas des terres situé au Forum a été enlevé et l'on a découvert jusqu'à sa base la belle coupe de granit qui se trouve près du temple de Jupiter Stator.

² Au 8 janvier 1812, le préfet s'occupe de l'estimation des maisons et terrains qui avoisinent le Colisée et fait dresser en même temps le plan de la grande allée circulaire qui entourera ce monument.

1838¹. — Voici quarante-trois lettres (numérotées par erreur xcii), signées uniformément CHARLES-LOUIS, duc de Normandie, toutes datées de Paris, allant du 1^{er} janvier 1834 au 30 novembre de la même année. Les originaux, paraît-il, sont en allemand; ils ont été traduits par M^{me} Amélie de Bourbon, « la fille aînée et avant tout chérie du prétendu « Naundorff », aidée par plusieurs de ses amis, parmi lesquels le signataire de cette introduction.... Le plus grand nombre de ces lettres est inédit. » Une copieuse introduction de cent quatre-vingt-douze pages, signée de M. Otto Friedrichs, expose, discute, comme on peut s'y attendre, et donne même, par anticipation, des lettres qui feront partie du tome II non encore paru. Louis XVII, Naundorff, noms synonymes, d'après l'auteur : « la science historique les a identifiés. » — « En effet, Louis XVII — et ceci est un dogme historique qui de nos jours ne trouve plus que de rares contradicteurs — n'est pas mort au Temple.... » Dogme ou non, on connaît la thèse, que M. Léon de la Sicotière, dans ce recueil même, a discutée en deux articles restés classiques (juillet et octobre 1882).

Si M. Otto Friedrichs croit à l'unité des deux personnages, il n'en va pas de même de M. Jules Bois, à qui il a demandé une préface. Celui-ci se réserve : « Est-il (Naundorff) véritablement le fils de Louis XVI ? Je laisse à de plus malins le soin de dévider ce terrible écheveau. *De vrai, cela ne crève point encore les yeux.* Je sais les arguments du baron de Gaugler, de Henri Provins et d'Otto Friedrichs. J'avoue qu'ils m'ébranlent, *mais je demande, je réclame à cor et à cri la petite poussée définitive qui me fera tomber sans retour dans le camp des adeptes* » (p. III). Et plus loin (p. VI) : « Il est vrai que si, comme je le disais tout à l'heure, la preuve définitive de l'identité de Naundorff avec Louis XVII n'est pas encore lucide à tous, ce qui nous paraît indéniable, c'est la ferme persuasion qu'a Naundorff d'être bien Louis XVII.... Il n'en démord pas.... Oui ! Naundorff se crut Louis XVII. » S'il est permis, en effet, de se fabriquer des titres à soi-même, il est certain que Naundorff n'y a pas manqué : il ne signe jamais que : « CHARLES-LOUIS, DUC DE NORMANDIE. » Est-ce assez pour que nous l'en croyions, si M. Jules Bois lui-même, qui, dit-il, « a chroniqué autrefois en faveur de la thèse, qui a même fait une conférence chez la duchesse de Pomar sur le mysticisme de ce prétendant, » déclare aujourd'hui n'être pas encore convaincu ?

Mais, sauf quelques excursions dans le passé antérieur, M. Otto Friedrichs ne nous présente le personnage qu'à partir de 1833. Il a

¹ Avec introduction, notes et éclaircissements historiques en partie tirés des archives secrètes de Berlin, par Otto Friedrichs. Préface par Jules Bois. Ouvrage orné de douze planches hors texte et de deux fac-similés d'écriture. T. 1^{er} (1834). Paris, H. Daragon, éditeur, 1904, in-8 de x-342 p.

quarante-huit ans, s'il est né en 1785, comme il le prétend ; cinquante-huit, s'il date de 1775, comme d'autres l'affirment. Qu'a-t-il fait pendant ce demi-siècle ? Comment ce Français est-il devenu si Prussien ? D'où sort-il ? Comment apparaît-il ou plutôt se révèle-t-il si tard ? Ne réveillons pas ces questions, et arrivons à la correspondance qu'on nous présente.

Nous n'y trouverons rien de royal : « Ne vous attendez point, dit M. Jules Bois, à d'habiles périodes, à des phrases de rhétorique ; vous ne trouverez qu'un homme mélancolique et affligé, naïf bien souvent, toujours tendre et expansif, mais rien du roublard (*sic*) que ses ennemis nous dépeignent. Il y a même en lui un peu de la lourdeur bon-homme de celui qu'il proclame son père, de ce Louis XVI.... » Le mieux qu'on en puisse dire, laissant de côté la ressemblance paternelle, c'est que ces lettres à sa femme et à sa fille sont d'un bourgeois, bien fourni d'argent par les croyants de Paris ; il veille soigneusement aux besoins de sa famille ; il affecte, avec une jactance germanique ou prussienne, de leur organiser une existence cossue ; dame de compagnie, précepteur, maître de musique, s'ajoutent au personnel de la domesticité ; il envoie des instruments, une guitare, un accordéon dont il explique le mécanisme ; il parle de l'Éternel, il convertit même sa famille au catholicisme, tandis que lui (mais ce sera pour le tome II) se perdra dans des rêves et des imaginations de spirite.

Il rattrape de temps en temps son rôle. Écrivant à sa femme qui est en Saxe : « Dresde est aussi la ville natale de ma grand'mère du côté paternel (Marie-Josèphe de Saxe, femme du père de Louis XVI) : celle-ci a été une princesse de Saxe, et, par conséquent, *toute la famille royale de Saxe est de tes parents*. On se refusera, il est vrai, à te reconnaître pour une cousine, mais aie encore un peu de patience, car un temps viendra où l'on considérera comme un grand bonheur d'être apparenté à toi » (p. 265). M. Otto Friedrichs met en note : « Sérieusement, un « imposteur » aurait-il pu un seul instant s'abandonner à de telles illusions ? »

Naundorff écrivait en allemand : la traduction s'en ressent et en a souvent la couleur. Authentique ou non, cette correspondance est sans intérêt, même pour ceux que préoccuperait encore le prétendu problème d'un Louis XVII enlevé du Temple.

LA THÉOPHILANTHROPIE ET LE CULTE DÉCADAIRE, 1796-1801¹. — Le livre est gros, 753 pages ! Il ne semblait pas que l'histoire de la théophilanthropie, même en y ajoutant celle du culte décadaire, compor-

¹ Essai sur l'histoire religieuse de la Révolution, par A. Mathiez, professeur agrégé d'histoire au lycée de Caen. Paris, Félix Alcan, 1904, in-8 de 753 p.

tât de tels développements ; mais l'enquête a été menée loin et en tous sens, l'allure en est scientifique, la lecture agréable : comment nous plaindre ? Ce livre, d'ailleurs, a été une thèse de doctorat, ce qui en excuserait même les longueurs.

La théophilanthropie serait née, suivant l'auteur, du besoin ou du manque « d'institutions » qui se faisait sentir dans la république. « Elle ferma un moment l'église et ne créa pas le temple, » a dit Michelet. Il s'agissait donc de rendre à la nation ce qu'on appelait des « institutions, » pour ne pas dire des croyances et des principes. Il s'agissait surtout de continuer la destruction du catholicisme, qui, au début du Directoire, relevait la tête et reconquerrait sa place. — « Convaincus par l'expérience récente que le catholicisme est incompatible avec la démocratie, chaque progrès du catholicisme les alarme et leur rend plus pressante la nécessité des institutions » (p. 15). Cette incompatibilité, ne l'oublions pas, s'était marquée par la déportation, les exils, les échafauds, les emprisonnements ; c'avait été le procédé multiforme de la démocratie vis-à-vis des catholiques. Leclerc, de Maine-et-Loire, l'ami de La Revellière-Lépeaux, La Revellière lui-même à qui le Pape n'était pas moins odieux que le catholicisme, Daubermesnil, Benoist-Lamothe, Chemin, tant d'autres, imaginèrent donc un culte, qui n'était qu'une tentative de religion naturelle, tantôt sotte et discoureuse, tantôt singerie du culte qu'on aspirait à remplacer, tout en travaillant à l'exclure.

Le personnel était très varié. Il fallait des orateurs : il se présenta des prêtres défroqués, comme Séauve, ou comme Dubroca qui sera le panégyriste de Washington et le courtisan de Bonaparte ; Planier, l'ancien terroriste de Poitiers, que le Directoire ne pourra s'empêcher de frapper de déportation avec deux de ses pareils, Malteste et Dupuy. On y trouve des naïfs, comme Dupont de Nemours, qui ne faisait que se prêter et qui n'en vivait pas moins en intimité avec son curé, des littérateurs en vacances comme Marie-Joseph Chénier. C'était une religion jalouse : elle s'était fait attribuer une place dans les églises : elle y entraît en rivalité avec les catholiques, elle leur disputait le temps avec rigueur ; elle faisait envoyer en déportation à l'île de Ré Margarita, le curé de Saint-Laurent, qui, le jour de Noël, avait prolongé l'office jusqu'à midi, au détriment du culte théophilanthropique. M. Mathiez n'a pas manqué de signaler quelques-unes de ces avanies, mais en note ; elles étaient assez nombreuses et assez marquantes pour mériter mieux. N'est-ce pas l'un des coryphées de la secte, Daubermesnil, qui, agent du Directoire dans le Tarn et candidat aux élections législatives de l'an VI, dénonçait trois cent quarante prêtres d'un seul coup et en faisait expédier à l'île de Ré dix-sept, même avant que le Directoire eût prononcé sur leur sort ? Cette haine acharnée du

prêtre dominait l'un des chefs suprêmes de la secte, ou, du moins, qu'on croyait tel, ce La Revellière, qui signa 231 arrêtés de déportation, dont un contre 9,000 prêtres de Belgique ; qui, dans ses Mémoires, ne s'en souvient pas, et à qui les fructidoriens eux-mêmes jetaient à la face, au 30 prairial an VII, sa folle rage de persécution.

A Sens, un sieur Benoist-Lamothe publiait des pamphlets contre le catholicisme et un *Office divin* à l'usage de ses sectateurs. Il y avait, le jour consacré, deux offices. Celui du matin répondait à la messe, dont les diverses parties étaient marquées par des odes de J.-B. Rousseau, sur l'air de la *Marseillaise* ou celui du *Chant du départ*. On faisait grâce à Jésus-Christ :

Nous croyons que Jésus fut envoyé sur terre
Pour nous instruire et nous guider.

.

Je jure de rester fidèle
A son Évangile sacré....,
De Dieu même il fut inspiré.

Il y avait pain béni ; une *Préface*, sur un air d'*Alceste*. Les *Vêpres* comprenaient des hymnes empruntées au *Manuel* de Chemin. Les baptêmes, les mariages, les funérailles avaient leurs rites, à l'imitation de ceux qu'avait détaillés Daubermesnil dans le *Manuel des adorateurs*.

L'auteur a poussé son enquête non seulement à travers les départements de France, mais à l'étranger : à Liège, en Suisse, en Italie, en Hollande, en Allemagne, en Angleterre ; mais c'étaient là des tentatives plutôt que des succès. On en peut dire autant de la théophilanthropie en France et même du culte décadaire : ce dernier fut tout aussi persécuteur que l'autre, et, malgré l'appui déclaré du gouvernement et des lois, il n'en tomba pas moins dans le discrédit et le ridicule. D'après M. Mathiez (*Épilogue*, 710-722), la théophilanthropie se serait perpétuée jusqu'à nos jours : en 1829, M. Isambert ; en 1854, Henri Carle avec son groupe l'*Alliance religieuse universelle* ; en 1882, Décombes auraient été les apôtres de ces exhumations à longues intermittences. Dans une *interview* récente, le dernier, M. Décombes, se montrait désenchanté. M. Henri Camerlynck, ancien officier, s'est remis à l'œuvre. M. Mathiez l'appelle « un citoyen courageux. »

La théophilanthropie se greffait sur la franc-maçonnerie et la plupart des chefs étaient francs-maçons : M. Mathiez ne le cache pas. Il ne dissimule pas davantage ses échecs successifs. Mais s'il l'écarte dans sa forme cultuelle, il lui trouve des rapports avec « les républicains philosophes de notre époque. » — « Pour imprimer, dit-il, aux

jeunes générations la marque républicaine, nous avons aujourd'hui l'instruction laïque, gratuite et obligatoire ; pour conquérir ou retenir les hommes faits, nous avons les cours d'adultes, les conférences, les universités populaires, les œuvres postcolaires, etc. » Adversaire des croyances catholiques, la théophilanthropie est morte comme culte ; mais elle reste, elle survit dans les doctrines comme « le problème de la démocratie. » — « Elle eût peut-être, dit l'auteur en terminant (p. 708), été capable, si elle avait survécu, d'empêcher une partie de la bourgeoisie française de retomber sous la domination de l'Église romaine. Rome le savait. Elle obtint de Bonaparte l'arrêt de mort des théophilanthropes. » Dans cet ouvrage sérieusement documenté, ces dernières lignes n'en sont pas les plus historiques.

LA PEUR EN DAUPHINÉ, juillet-août 1789¹. — Plusieurs fois déjà, dans cette *Revue*, nous avons eu à signaler des ouvrages qui racontent la *grande peur* de la fin de juillet 1789. Le récit de M. Robert Triger (*L'année 1789 au Mans et dans le Haut Maine*, p. 220-251) est le plus tragique. M. Bruneau (*Les débuts de la Révolution dans les départements du Cher et de l'Indre*, p. 57-66) dit qu'elle ne fut « qu'un phénomène singulier et risible, mais que, par ses conséquences, elle devint l'un des plus grands événements de la Révolution. » Les deux parties de cette appréciation ne semblent-elles pas contradictoires ? « De quoi le peuple a-t-il peur ? Peut-être de ceux qui ont peur de lui. » Ainsi parle M. Bussière (*Études sur la Révolution en Périgord*), un peu légèrement. Taine (*La Révolution*, I, 78) a décrit cette agitation étrange sans en rechercher la cause. M. Pierre Conard est, entre tous, l'écrivain qui a poussé le plus loin la recherche de détail, étudié les points de départ, la marche, les points d'arrivée des manifestations : il en a même (p. 51) dressé la carte. Parlant de quelques-uns de ses prédécesseurs : « Pas plus qu'eux, dit-il, je ne crois à une conspiration aristocratique ou révolutionnaire ; pas plus qu'eux pour l'Auvergne, le Périgord ou le Berry, je n'admets pour le Dauphiné que l'alarme ait été le résultat d'une machination » (*Avant-propos*, p. 3).

Il reste sans doute un mystère sur les origines et les vrais auteurs de cette « peur ». Pourtant, est-il admissible qu'elle se soit produite en tant de lieux, sous des formes presque semblables, par une sorte de spontanéité générale qui ne serait pas moins étrange que la chose elle-même ? Rien n'est moins logique et moins historique que de le croire. Provisoirement, je me bornerais à souhaiter avec M. Conard

¹ Par Pierre Conard, agrégé d'histoire. Croquis et carte hors texte. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1904, in-8 de 282 p.

que, dans toutes les régions où « la peur » a passé, on en fit une description précise; mais je n'irais pas jusqu'à supposer comme lui « qu'il n'y a eu ni complot ni même commotion électrique, mais tout simplement transmission de village à village et de province à province d'une nouvelle qui, à l'origine, avait peut-être quelque fondement. » Quoi! 40,000 Espagnols ou 10,000 Anglais envahir le Périgord ou l'Angoumois, et 20,000 Savoyards, le Dauphiné! Ce serait là la nouvelle qui, à l'origine, aurait eu quelque fondement!

Cette question de « la peur », du 22 juillet au 4 août 1789, mériterait d'être instruite dans chacune de nos provinces, et que la bibliographie en fût relevée avec soin, au fur et à mesure. Le livre de M. Conard sera une précieuse contribution à cette histoire. Si l'espace nous manque pour l'analyser, nous en louerons du moins la composition, l'extrême précision des recherches, les pièces justificatives: parmi celles-ci, quoi de plus vivant, de plus navrant et de plus honorable pour son auteur que le procès-verbal de Pierre-Alexandre de Rivals, sous-lieutenant de maréchaussée (p. 233-238)? Souhaitons que les prochains chercheurs ne s'arrêtent pas devant l'examen des causes et qu'ils les découvrent: il n'y faudra peut-être qu'un peu de bonne volonté.

LA PRINCESSE LOUISE-ADÉLAÏDE DE CONDÉ EN EXIL ET DANS LE CLOÎTRE ¹. — Il ne manque pas de publications, même très récentes, sur la princesse Louise de Condé. Celle dont nous venons de transcrire le titre nous offre quarante-six lettres inédites de la princesse à la marquise de Vibraye, qui ont l'avantage de s'appliquer à des années pour lesquelles dom Rabory n'en fournit pas.

La première série se rapporte à la fin de l'année 1791. Dans une adresse au Roi, les habitants d'une ville du Languedoc se plaignant des vexations et des barbaries dont on les éprouve: « Sire, disent ils, daignez ordonner au département de.... de nous traiter comme Français, *quoique nous soyons catholiques* (p. 22) »: ne croirait-on pas cette phrase écrite d'hier ou d'aujourd'hui? — Le Roi, si violenté lui-même, le bruit se répand à l'étranger qu'il a pu se réfugier à Rome avec sa famille: « Ah! s'écrie la princesse, c'est hier que j'ai vu la vraie nation française! Mon Dieu! que c'était touchant! ruine, pillage, massacres, outrages, etc., etc., on oublie tout; le Roi est libre, il est sauvé, cela seul occupe; le bonheur, la joie, remplissent tous les cœurs et se peignent sur tous les visages » (p. 25-26).

De Worms, elle suit son père à Ettenheim, à Mayence, à Bingen.

¹ D'après une correspondance inédite, par Henri Chérot, 1791-1823. Paris, imprimerie Dumoulin, 1903, in-8 de 173 p.

M^{me} de Vibraye lui reprochait de mettre trop de confiance dans les opérations humaines : la princesse ne s'en défendait pas : « Je pense qu'il ne faut pas rendre les dons de Dieu inutiles ; c'est pour s'en servir que, dans sa bonté, il a accordé aux hommes l'esprit, le jugement, le courage.... Je ne doute pas de l'efficacité de la prière seule, et cependant je blâmerais celui qui, pouvant faire agir les moyens dont je viens de parler, se contenterait de toujours prier. » Je renvoie le lecteur au texte pour y suivre le développement très persuasif de cette idée, qu'il est permis de trouver, encore aujourd'hui, si opportune (p. 32).

La princesse n'avait aucun goût pour le monde : elle aspirait à la vie religieuse. Elle essaya tour à tour des Annonciades, des Capucines, des Trappistines, des Visitandines de Vienne (où elle se trouvait plus *pensionnaire* que *religieuse*), des Trappistines encore, enfin des Bénédictines. On trouvera peut-être qu'elle varia beaucoup : ce n'est pas qu'elle cherchât l'extraordinaire : « Moi, je suis pour le genre simple et très vulgaire. » Elle rencontra à Fribourg le prêtre qui devint son directeur, l'abbé de Bouzonville : « Il a été marié, a servi et a la croix de Saint-Louis. Jusqu'à présent, il me plaît assez. » Il la conduira avec prudence, avec lenteur ; il temporisera souvent et lui fera attendre ses résolutions ; mais, en présence des fréquents changements de la princesse, quelque justifiables qu'ils puissent paraître, on estimera que la direction de l'abbé ne manquait pas de souplesse. Pourtant, il mit d'abord le *veto* à toute vocation religieuse et ne consentit à y prêter l'oreille qu'en mars 1795. En ces années 1795 et 1796, nous rencontrons deux lettres de Marie Clotilde de France, princesse de Piémont, que l'Église a proclamée vénérable.

La correspondance avec M^{me} de Vibraye s'arrête en 1797 ; elle ne reprend, ou du moins nous n'en retrouvons les traces qu'en 1815, lorsque la princesse est bénédictine au Temple. Mais nous en avons dit assez pour signaler l'intérêt de cette publication : un commentaire suivi et une abondante annotation en éclairent toutes les parties.

LES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME A BORDEAUX PENDANT LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE¹. — Après un livre sur les Ursulines, M. l'abbé Lelièvre traite aujourd'hui ici des religieuses de Notre-Dame, fondées à Bordeaux au commencement du XVII^e siècle, par Jeanne de Lestonnac, baronne de Montferrand, que Grégoire XVI déclara Vénérable en 1834 et Léon XIII Bienheureuse le 23 septembre

¹ Par l'abbé Henri Lelièvre, archiviste diocésain. Bordeaux, Féret et fils, éditeurs, in-8 de 320 p.

1900. Leur couvent, situé rue du Hâ, comptait trente et une religieuses, vingt-cinq de chœur et six converses. Lorsque les délégués du district vinrent au parloir les interroger sur leurs intentions, à la question : Voulez-vous sortir du cloître ? vingt-huit répondirent : Non ; deux refusèrent de s'expliquer pour le moment ; la maladie et bientôt la mort ne laissèrent pas à une sœur converse la faculté de se déclarer. Le pensionnat comptait soixante-quinze élèves ; l'école gratuite, trois cents : l'administration ne savait comment remplacer ces indispensables institutrices ; mais elle ne leur était pas, au fond, plus favorable. On leur demandait le serment : elles le refusaient, et le curé constitutionnel ne rougissait pas d'être au nombre de leurs persécuteurs. Bientôt, deux prêtres insermentés, Langoiran et Dupuy, furent massacrés (15 juillet 1792), et, en vertu de la loi du 17 août suivant, les religieuses reçurent l'ordre de se disperser. Elles virent enlever par des portefaix les ornements et les vases sacrés de leur chapelle : il leur resta du moins la consolation d'avoir pu dérober et mettre à l'abri les restes vénérés de leur fondatrice.

M. l'abbé Lelièvre suit les religieuses dans leurs diverses retraites ; il raconte leurs angoisses, leurs traverses, les dénonciations dont elles sont l'objet, leur arrestation, leurs interrogatoires ; nous recommandons surtout les chapitres VIII et IX (p. 157 - 203), où se déroulent les tragiques destinées de Marie Dabert et du P. Cazeau, pages héroïques de martyre auxquelles il ne manque que la déclaration souveraine de l'Église. Le reste de l'ouvrage est consacré au rétablissement du couvent des Filles de Notre-Dame, à la découverte du corps de M^{me} de Lestonnac et à l'histoire du procès de béatification.

Ce bon livre, que l'auteur a enrichi de pièces empruntées aux archives locales, est aussi, typographiquement, un beau livre ; il mérite faveur auprès des lecteurs chrétiens comme auprès de ceux qui, préoccupés d'histoire religieuse, aiment qu'une érudition solide en accompagne et en contrôle les récits.

LA RÉVOLUTION DANS LA HAUTE-SAÔNE¹. — L'histoire de la Révolution dans un département exige des études si multiples et si prolongées qu'il y a déjà mérite à l'entreprendre, dût-on n'en pas remplir toutes les conditions. M. le docteur Ph. Maréchal s'est mis vaillamment à l'œuvre : il a consulté les grandes collections ; l'archiviste de la Haute-Saône lui a offert les trésors de son dépôt ; M. Chapuis, notre collaborateur du *Polybiblion*, lui a communiqué les pièces les

¹ Par le docteur Ph. Maréchal ; préface d'Arthur Chuquet, de l'Institut. Paris, Honoré Champion, 1903, in-4 de xxi-624 p.

plus curieuses de sa bibliothèque franc-comtoise ; un chimiste, M. Moisson, des autographes de conventionnels ; enfin, l'auteur avait sous la main bien des secours. Il s'est laissé tenter, et, malgré les préoccupations de la politique et les sollicitudes d'une clientèle médicale, entraîné aussi par des traditions de famille, il s'est décidé à nous donner ce livre, majestueux in-quarto, sur beau papier, luxueusement imprimé, illustré de vieux bois révolutionnaires, entre autres d'une guillotine hors texte.

Comment résister à publier une pièce si friande ? Clavière, ministre des contributions publiques, envoyait aux administrateurs de la Haute Saône la lettre suivante : « Le sieur Schmidt, Messieurs, vient de me rendre compte qu'il avait chargé par la voie du roulage à votre adresse une machine à décapiter. Je m'empresse de vous en prévenir en vous priant de m'en accuser réception lorsqu'elle vous sera parvenue. Je joins ici la gravure de cette machine en même temps que de l'échafaud qui devra être construit sur les lieux. » Cette gravure est accompagnée des avis suivants : « Pour éviter que le tranchoir ne s'ébrèche, il faut avoir soin de ne laisser tomber le mouton de toute sa hauteur que pour l'exécution. Il faut avoir l'attention, avant l'exécution, de décrocher la corde du mouton pour qu'il soit entièrement libre dans sa chute. » C'est à la date du 27 septembre 1792, l'an 1^{er} de la république française, que Clavière faisait cet envoi appuyé de si délicates recommandations : il faut ajouter que le département de la Haute-Saône fut de ceux qui évitèrent d'en faire usage.

Sur chaque partie de son ouvrage, M. le docteur Maréchal a réuni des pièces intéressantes. Est-ce assez ? Des études documentaires constituent-elles un livre et surtout un livre d'histoire ? Nulle part, on ne trouve un récit suivi, enchaîné, nourri de documents d'ensemble. L'auteur, dans sa préface, confesse que « le chapitre *Missions dans la Haute-Saône* est particulièrement insuffisant ; » que « le mouvement patriotique, la levée en masse, sont passés sous silence ; enfin, que l'histoire des sociétés populaires et des comités de surveillance n'est abordée qu'incidemment » (p. xvii-xviii). Devant ces aveux, qui pourraient s'étendre à d'autres parties du livre, on n'ose insister : il est certain que l'auteur, séduit par quelques documents, ne s'est pas livré à un effort assez personnel pour en découvrir d'autres, plus décisifs peut-être, pour constituer une trame serrée, pour éviter que des banalités d'histoire générale ne prennent la place de l'histoire locale qui était son sujet.

M. le docteur Maréchal a, sur bien des points, des idées qui sont à l'antipode des nôtres : il les exprime avec la liberté d'un conventionnel d'antan. Comment les lui reprocher ? c'est de l'atavisme. M. Ar-

thur Chuquet, qui a mis à ce livre une discrète et amicale préface, dit à l'auteur : « En votre qualité de médecin, vous devez être attiré vers la Révolution. Elle relève, à certains égards, de ce que vous nommez la pathologie, et je vous ai entendu soutenir avec verve qu'elle est une maladie, une fièvre ou un délire, ou tout au moins une crise qu'un médecin étudie avec intérêt et avec compétence. » Le médecin a-t-il, cette fois, poussé l'auscultation assez loin ? — « Je garde du moins le mérite, dit-il, d'avoir le premier, sans haine de parti, fait l'histoire d'ensemble de la Révolution dans la Haute-Saône. » Cette histoire, M. le docteur Maréchal, qui la trouve lui-même insuffisante et incomplète, se doit de la compléter, ne fût-ce que pour ne pas laisser à d'autres le soin de le faire. Souhaitons-lui de prendre désormais comme modèle pour l'art de la composition et l'abondance des recherches l'historien de la persécution révolutionnaire dans le Doubs, M. Jules Sauzay, auteur d'un livre qu'on ne recommencera pas.

LA PERSÉCUTION ET L'ANARCHIE RELIGIEUSE EN LORRAINE ¹. — Dans la phalange d'érudits ecclésiastiques que possèdent les diocèses de Nancy, de Toul et de Saint-Dié, M. l'abbé Eug. Martin tient une des meilleures places. Il a publié il y a quelques années, en trois volumes, une histoire de ces trois diocèses qu'a couronnée l'Académie des inscriptions, et à laquelle il a été rendu hommage dans cette *Revue*. Au chapitre xvi de cette histoire, il avait traité de la révolution religieuse à la fin du XVIII^e siècle. C'est cette partie de son œuvre que, sur le conseil de ses amis, il a détachée et tirée à part, comme « un chapitre de l'histoire provinciale de la Révolution française ; » il lui a donné un titre spécial : *La persécution et l'anarchie religieuse en Lorraine*. Très maître de son sujet, l'auteur se montre, si j'ose dire, aussi abondant que concis : son livre est une mine de renseignements, puisés aux sources même les plus indiscretes, comme par exemple l'abbé Chatrian, cet intrépide compilateur, cet écouteur aux portes dont il faut craindre parfois la légèreté. J'eusse aimé, je l'avoue, que chacun de ces trois diocèses eût son histoire distincte : le lecteur, obligé de se partager, confond souvent l'un avec l'autre. Malgré cette réserve que j'exprime non sans hésitation, ce livre, où les matières sont savamment et littérairement condensées, est à la fois un des plus renseignés et des plus agréables qu'on puisse lire.

J. MEILLOC. — LES SERMENTS PENDANT LA RÉVOLUTION ². —

¹ Par l'abbé Eugène Martin, docteur ès lettres. Nancy, Crépin-Leblond, 1903, in-8 de III-187 p.

² Publié par les soins de l'abbé F. Uzureau, directeur de l'*Anjou historique*. Paris, Lecoffre, 1904, in-18 de 368 p.

M. Meilloc, vicaire général et supérieur du séminaire d'Angers, administra le diocèse pendant la Révolution. Il y joua le rôle que M. Emery jouait à Paris. M. l'abbé Letourneau, curé de la paroisse Saint-Sulpice, ancien supérieur du séminaire d'Angers, a, naguère, raconté cette histoire. M. l'abbé Uzureau, à qui les annales du diocèse d'Angers sont très familières, nous donne le texte des consultations de M. Meilloc sur les divers serments, sauf celui de haine à la royauté. La plus étendue est celle qui concerne le serment de liberté et d'égalité qui provoqua, en France et au dehors, tant de controverses. Une notice sur M. Meilloc, résumée d'après le livre de M. Letourneau, éclaire le lecteur sur ce judiciaire ecclésiastique. Enfin, M. l'abbé Uzureau n'a épargné ni les notes ni les commentaires qui témoignent de sa compétence comme de sa profonde connaissance du personnel du diocèse. Ces questions de serments sont par elles-mêmes très compliquées : c'est rendre service aux hommes studieux que de reproduire ces consultations si autorisées.

VICTOR PIERRE.

IV.

UNE ERREUR HISTORIQUE

LE GÉNÉRAL DUPONT A BAYLEN

I.

Le voyageur qui se rend de Cordoue à Madrid avec le désir de voir, d'un peu plus près qu'on ne le peut faire en chemin de fer, la Sierra Morena, doit, pour remplir son but, quitter le train à Andujar et s'acheminer, par la voie ordinaire, vers Valdepeñas et Manzanarès. Le trajet est long et parfois pénible; mais le panorama, tantôt riant, tantôt grandiose qu'on a presque à chaque instant sous les yeux dédommage, et au delà, le voyageur de ses fatigues.

Il y aura vingt-cinq ans demain que nous suivîmes cet itinéraire; le souvenir nous en est toujours précieux, et le pays que nous admirâmes alors nous a laissé une impression si durable que les notes crayonnées au cours de la route nous sont tout à fait inutiles pour nous permettre de le décrire exactement.

En sortant d'Andujar, la grande route de Madrid laisse la voie ferrée s'incliner à droite, le long du Guadalquivir, s'élève insensiblement, à flanc de coteau, sur les premières pentes de la Sierra, traverse la rivière Escobar et atteint, à la venta, ou auberge, du Rumbiar, le cours d'eau du même nom. Arrivés en ce point, une pente longue et raide, que nos chevaux ne pouvaient graver qu'au pas, nous invita à descendre de voiture. Après avoir parcouru, derrière elle, deux ou trois kilomètres, à travers une contrée où les champs cultivés, les vignes et les bois de chêne-liège alternaient avec les plants d'oliviers, nous parvinmes au sommet d'un petit plateau. Devant nous, à nos pieds, s'ouvrait un vaste entonnoir irrégulier, un cirque aux parois vallonnées, couronné de hauteurs tantôt à pentes douces, tantôt à glacis mouvementés, au fond duquel un gros bourg étalait coquettement ses maisons blanches. — « Quel est ce village ? » demandâmes-nous à notre cocher. — « Bailén, caballero. » — « Bailén !... »

En traçant la veille notre itinéraire, nous avions vu, sans doute, qu'au cours de notre première étape nous aurions à traverser le champ de bataille de Baylen ; cependant, soit que notre esprit distrahit par le souci d'examiner le pays ne se fût pas rendu compte du chemin parcouru, soit que nous eussions mal calculé le nombre de kilomètres qui séparent Andujar de la vallée du Guadiel, nous ne nous attendions pas encore à ce nom fatal et il produisit sur nous un étonnement douloureux. Nous regardâmes sans mot dire ce sol, ces plaines ondulées, cette vallée, et notre esprit, se reportant à soixante ans en arrière, peupla à nouveau ce terrain — dont quelques chèvres clairsemées animaient seules la solitude — des milliers d'hommes qui s'y étaient jadis heurtés. Nous évoquions le souvenir de ce premier échec des armées impériales en Espagne, de cet échec qui avait eu un retentissement si funeste pour notre prestige en Europe ; nous nous rappelions ce qu'on nous avait appris, à Saint-Cyr, sur la capitulation de Baylen, et, corroborant ce que l'on nous avait enseigné là de tout ce que nous avions pu lire en dehors de l'école, nous reconstituions les principales phases de l'événement.

En somme, la campagne de Dupont en Espagne pouvait se résumer en quatre faits principaux :

1^o En juin 1808, Dupont, envoyé en Andalousie pour occuper cette province et surtout Cadix, enlève Cordoue de vive force, livre la ville au pillage, et prélève pour lui-même la plus grosse part du butin, notamment les vases sacrés trouvés dans les églises. Il entasse ces richesses dans les nombreux fourgons qui constituent le convoi particulier du général en chef.

2^o Se croyant obligé de battre en retraite devant l'armée de Casta-

nos, qui n'est cependant qu'un ramassis informe de bandes sans valeur et sans homogénéité, Dupont se replie ensuite vers Andujar, de façon à sauver moins son armée que ses fourgons. Il demeure là un mois sans agir et ne s'aperçoit point que pendant ce temps les Espagnols manœuvrent sur ses deux flancs, de façon à le couper de Madrid.

3^e Dupont ne discerne le danger de cette tentative de l'ennemi que lorsqu'il est trop tard pour y remédier; il donne alors l'ordre de la retraite et se replie sur Baylen, toujours et uniquement préoccupé du sort de ses voitures; à la sortie d'Andujar, notamment, il passe *cinq heures* assis sur un tambour, à voir défiler son convoi et à s'assurer lui-même qu'aucun ballot ne manque.

4^e Arrivé à Baylen, Dupont, forcé enfin de combattre, est écrasé par des forces supérieures, capitulé, livre son armée aux Espagnols, y compris la division Vedel, qui était à dix kilomètres de là, le tout à la seule condition qu'on lui laissera ses richesses.

Sans aucun doute les choses s'étaient passées ainsi; nos professeurs nous l'avaient dit et Napoléon lui-même n'avait rien exagéré, quand, annonçant au ministre de la guerre Clarke la défaite de Dupont¹, il lui disait que rien n'avait été « si inepte, si bête, si lâche. » Baylen était bien décidément une page aussi triste que peu glorieuse de notre histoire: Dupont s'y était montré un incapable, un pillard, peut-être pis.

C'est sous le coup de cette pénible impression que nous continuâmes notre route.

Vingt-cinq ans se sont écoulés — nous le disions tout à l'heure — depuis le jour où nous vîmes le champ de bataille de Baylen. Très jeune encore à cette époque, nous avions une confiance entière dans la parole de ceux qui avaient été nos maîtres, nous ajoutions une foi entière aux appréciations de Napoléon, ses déclarations étaient pour nous parole d'Évangile, et nous eussions trouvé inconvenant qu'on émit un doute sur la sincérité de ses proclamations, de ses bulletins, des Mémoires qu'il dictait à Sainte-Hélène à ses anciens lieutenants. Depuis ce temps, une étude attentive de la période révolutionnaire et impériale nous a conduit à une manière de voir diamétralement opposée. Quand avec l'âge la maturité de l'esprit nous vint; quand, désireux de connaître le pourquoi des événements, nous entamâmes des recherches personnelles en prenant pour base de notre travail, non plus des cours d'école, mais des documents authentiques; quand nous confrontâmes ces documents avec les récits entendus dans nos jeunes années, nous demeurâmes stupéfait de constater qu'il fallait, en de

¹ Napoléon à Clarke, de Bordeaux, 3 août 1808.

nombreuses circonstances, prendre le contre-pied de ce qu'on nous avait enseigné, que Napoléon lui-même n'avait à peu près jamais dit la vérité, ni dans ses bulletins, ni dans ses déclarations verbales, ni à Sainte-Hélène, qu'essayant de tromper la postérité comme il avait leurré ses contemporains, il avait travaillé, là surtout, à se montrer, non point tel qu'il avait été, mais tel qu'il aurait dû être.

Les Mémoires particuliers, les souvenirs d'officiers et de soldats publiés avec une incroyable profusion depuis une vingtaine d'années, ont facilité singulièrement notre tâche dans le sens que nous indiquons. On peut dire que la lumière jetée depuis un quart de siècle par ces travaux, la plupart sincères et authentiques, a éclairé d'un jour absolument nouveau la période révolutionnaire et impériale. Sans compter des œuvres d'un talent magistral comme celles de Taine, il est permis de citer à un rang moins élevé, mais excellent encore, les Mémoires de M^{me} de Rémusat, de Barras, de Marbot, de Thiébauld, de Castellane, du colonel Pion des Loches, du capitaine Faré, du général de Saint-Chamans, du capitaine de vaisseau de Bonnefoux, etc., etc. Et ces dépositions de témoins oculaires ne sont guère favorables à l'homme extraordinaire dont certains voudraient faire encore un impeccable génie. Il n'est pas jusqu'à ses qualités de stratège qui ne soient aujourd'hui attaquées, et récemment, à propos des opérations autour de Ratisbonne en 1809, de cette combinaison que l'Empereur, à Sainte-Hélène, déclarait sa conception la plus magistrale, le général Bonnal, l'éminent directeur de notre École supérieure de guerre, — un admirateur enthousiaste de Napoléon, cependant, — ne craignait pas d'affirmer que cette manœuvre « appelait une critique sévère. »

Mais, sans aborder ce côté spécial de l'opinion qu'on peut avoir sur Napoléon, ce que les historiens modernes ont mis en pleine lumière, c'est le despotisme extraordinaire de ses procédés gouvernementaux, sa façon de briser sans motif un homme, une réputation, quand l'un ou l'autre avaient le malheur de lui déplaire. Toutes les victimes de Bonaparte n'ont point eu la célébrité du duc d'Enghien, de Moreau, de Lecourbe, de M^{me} de Staël : combien y en eut-il de plus modestes dont le sort fut tout autant digne de pitié ? Chaque jour nous assistons à une réhabilitation de ce genre ; tantôt c'est le nom de Mounier, ou de Landrieux, auxquels on rend l'honneur qu'une incroyable injustice avait voulu leur ravir ; tantôt c'est cet infortuné colonel Viriot, dont M. Lenôtre nous raconte la lamentable odyssée. Et voici qu'aujourd'hui deux écrivains militaires, deux hommes d'une impartialité incontestée, MM. le colonel Clerc et le colonel Titeux, ce dernier ancien professeur à Saint-Cyr et à l'École de guerre, viennent proclamer le nom d'un autre innocent, d'une autre victime du despo-

tisme impérial, celui du vaincu de Baylen, le nom du général Dupont.

Nous avons pris connaissance, l'année dernière, du travail du colonel Clerc¹, et, cette lecture terminée, la cause nous avait paru déjà entendue; mais après avoir lu le livre du colonel Titeux — qui vient seulement de paraître² — après avoir dépouillé ces trois énormes in-quarto de mille pages chacun dans lequel l'écrivain a publié *in extenso* tous les documents de cette cause célèbre, nous avons été étonnés de la grandeur de l'infamie, de l'iniquité commise, nous avons éprouvé le sentiment que tout honnête homme devait contribuer à la signaler. C'est ce sentiment qui nous a dicté les lignes qui vont suivre.

II.

En 1808, au moment où l'Empereur confiait au général Dupont le commandement du corps chargé d'opérer en Andalousie, le nom de cet officier général était apprécié, dans la Grande Armée, comme celui d'un soldat intrépide, d'un chef éminent, d'un homme d'une rigoureuse probité, à la fois inflexible sur la discipline et bienveillant au soldat. Dupont, officier déjà en 1789, avait pris part à toutes les guerres de la Révolution. Divisionnaire de bonne heure, il avait à différentes reprises commandé en chef, avait en cette dernière qualité gagné les batailles de Pozzolo et de Hasslach. Ségur raconte qu'en 1804, après les premières promotions au maréchalat, l'opinion publique classait nos grands généraux en deux catégories : ceux sur le chemin desquels on murmurait : « Pourquoi est-il maréchal ? » ceux à la vue desquels on se demandait : « Pourquoi ne l'est-il pas ? » Dupont appartenait sans aucun doute à cette dernière catégorie. Après Friedland, notamment, dont le succès lui était incontestablement dû, l'armée avait vu avec surprise que cette dernière dignité ne lui était point conférée ; mais, suivant ce que nous dit M^{me} de Rémusat, Napoléon n'aimait à donner de la gloire qu'à ceux qui ne pouvaient pas la porter, et Dupont, capable sans doute de supporter vaillamment un tel fardeau, était demeuré divisionnaire. Cependant, quand, après Tilsitt, Napoléon conçut l'idée, si funeste pour lui, si fâcheuse pour l'honneur du nom français, de s'emparer de l'Espagne, d'y déléguer, comme souverain, l'un de ses frères, il n'avait aucune idée des difficultés d'une telle entreprise. Habitué à voir l'Europe plier devant ses volontés, ayant vaincu, dans cent batailles rangées, les premiers soldats du continent, il ne pouvait imaginer qu'une nation qui ne pou-

¹ Colonel Clerc, *La capitulation de Baylen*. Paris, Plon, 1902, in-8.

² Colonel Titeux, *Le général Dupont*. Puteaux-sur-Seine, Prieur et Dubois, 3 vol. in-8 colombier.

vait mettre en ligne que « de la canaille et de la racaille, » suivant ses propres expressions, eût l'audace de préférer ses anciens souverains à un monarque reçu de la main de César. En admettant que cette résistance se produisît — il ne l'admettait pas — il n'estimait point qu'elle pût être sérieuse. Il fut d'ailleurs fortifié dans cette étrange erreur par des hommes comme Murat et Savary, dont l'influence néfaste s'efforça, dans un sentiment d'inepte flatterie, de faire persévérer le souverain dans ses projets. Napoléon n'envoya donc en Espagne en premier lieu qu'un nombre de troupes très insuffisant, en second lieu que des soldats novices, des enfants à peine exercés, qu'il croyait assez bons pour une tâche jugée sans péril comme sans gloire.

Ce fut dans la deuxième quinzaine de mai que Dupont reçut l'ordre de marcher sur Cadix, avec l'injonction de s'emparer de ce port et de délivrer la flotte de l'amiral espagnol Rosily, bloquée par les Anglais. L'armée désignée pour cette expédition, dite *Corps d'observation de la Gironde*, s'élevait au chiffre de 19,577 hommes et 4,069 chevaux, répartis en trois divisions d'infanterie, une de cavalerie, un détachement de 1,053 hommes d'artillerie, du génie et du train. Mais l'Empereur s'étant ravisé, et ayant jugé qu'« une seule division serait suffisante à Cadix, » Dupont dut se mettre en marche avec la seule division Barbou, forte de 9,000 hommes. Après avoir enlevé facilement le pont d'Alcoléa, la division Barbou trouva une résistance plus sérieuse devant Cordoue, dont elle dut ouvrir les portes à coups de canon. Cette ville prise et occupée, l'armée française paraissait maîtresse de la situation, et elle l'eût été vraisemblablement longtemps si l'insurrection de la province d'Andalousie, qui éclata précisément à ce moment, ne fût venue créer à Dupont des dangers que n'avait pas soupçonnés l'Empereur. Effectivement, la junte insurrectionnelle de Séville s'étant constituée en gouvernement provisoire au nom de Ferdinand VII, ce n'était plus à des guérillas particulières et à des agressions isolées que nous allions avoir affaire, mais à l'armée espagnole proprement dite, à des troupes organisées, et celles-ci, placées sous les ordres du général Castaños, s'élevaient, en Andalousie seulement, à environ 40,000 hommes. On comprend sans peine que la mission confiée à Dupont devenait, dans ces conditions, absolument impossible; le général se hâta donc d'écrire à Madrid pour exposer la situation nouvelle, indiquant l'absolue nécessité où il se trouvait, soit de battre en retraite, soit d'être renforcé, sans perdre un instant, par les trois divisions qu'on lui avait momentanément enlevées.

Les dépêches du général Dupont parvinrent à Murat, ou plutôt à Savary qui avait remplacé momentanément Murat malade; elles fu-

rent transmises à Bayonne, d'où Napoléon avait entrepris l'impossible tâche de diriger lui-même les opérations. Toutefois elles n'éclairèrent pas l'Empereur, qui persista à n'attacher aucune importance au danger que lui signalait son lieutenant et qui lui intima l'ordre formel de demeurer à portée de Cadix. Cependant, à l'heure même où le souverain assumait la grave responsabilité d'une injonction aussi intempestive, l'insurrection d'Andalousie avait pris déjà des proportions considérables, tout à fait menaçantes. Non seulement l'armée aux ordres de Castaños était mobilisée et prête à prendre l'offensive, mais tout le pays était en insurrection, bloquait étroitement notre faible détachement et avait coupé nos communications avec Madrid. Dupont, entièrement isolé, ne recevant plus rien de Madrid après la fatale injonction dont nous avons parlé, ne désespéra pas d'une situation qui eût paru perdue à tout autre. Il supposa que Napoléon, lui ayant envoyé l'ordre ferme de demeurer devant Cordoue, lui enverrait les troupes nécessaires pour s'y maintenir ; toutefois, après un mois d'attente — un mois sans nouvelles du commandement central — voyant fondre ses faibles effectifs d'une manière effrayante, il prit sur lui de se porter sur Andujar. Sans doute, il eût dû se replier plus loin encore et se placer à Santa-Helena ou Despeña-Perros, mais l'ordre de Napoléon ne lui laissait par la faculté de se retirer si avant dans la Sierra ; il fallait demeurer sur le Guadalquivir. Napoléon a nié, à Sainte-Hélène, avoir donné à Dupont les injonctions dont nous parlons ; mais les dépêches de Savary existent : elles ne permettent pas le doute. Or, quel est le militaire, quel est l'officier qui, ayant signalé le danger de sa situation et recevant l'injonction de demeurer à son poste quoi qu'il arrive, se croira autorisé à l'abandonner ? La réponse ne saurait être douteuse. Dupont n'avait qu'à obéir, quoi qu'il advînt : il obéit.

Les choses étaient au point que nous venons de dire, quand Savary, inquiet enfin de demeurer depuis un mois sans nouvelles de l'armée d'Andalousie, se décida à envoyer à Dupont non point ses trois divisions, mais une seule, la division Vedel, forte de 7,000 à 8,000 hommes. Vedel rouvrit non sans peine les communications et arriva à Baylen le 14 juillet. Malheureusement il était déjà trop tard pour que cette jonction pût sauver l'armée d'Andalousie. En effet, ce même jour, l'armée de Castaños s'était mise en mouvement vers le nord, poussant devant elle les 7,000 hommes de Dupont, qui prit le parti de se replier lui aussi sur Baylen, avec l'intention de s'y réunir à Vedel et d'y livrer bataille aux Espagnols avec la totalité de ses forces. Par une fatalité déplorable, il se trouva que, la veille du jour où devait s'effectuer cette retraite, Vedel, trompé par de faux rapports, crut ses communications à nouveau menacées du côté de

Madrid, et abandonna Baylen pour courir à Guarroman et Santa-Helena, vers un ennemi imaginaire. Cette détermination de son lieutenant fut connue de Dupont dans la journée du 17 juillet : elle signalait un nouveau danger sur lequel on ne comptait point, mais elle était de nature à confirmer le général en chef dans son idée de retraite, et de fait, il indiqua ce mouvement à la division Barbou pour la nuit du 18 au 19. En même temps il dépêchait un courrier à Vedel, pour l'aviser à nouveau de son arrivée, lui faisait connaître l'heure probable à laquelle il atteindrait le Rumblar et lui prescrivait de revenir *sans perdre une minute* à Baylen, de façon à tenter ensemble le sort des armes.

En conséquence de ces dispositions, la division Barbou (Dupont) quitta Andujar le 19, à une heure du matin, de façon à tromper Castaños et à faire l'étape plus à l'aise (la chaleur était alors en moyenne de 35° à 40° à l'ombre). Elle marcha toute la nuit, franchit sans accidents les quinze kilomètres qui séparent Andujar de la vallée du Guadiel et, comme elle débouchait au Rumblar, vers huit heures, croyant donner la main aux avant-postes français, elle se heurta inopinément aux grand'gardes de deux divisions espagnoles qui, profitant du malencontreux départ de Vedel pour Santa-Helena, avaient franchi le Guadalquivir au gué de Mengibar et occupaient Baylen depuis vingt-quatre heures.

La situation était éminemment critique : Dupont l'envisagea du premier coup d'œil dans toute sa gravité. Derrière lui, Castaños, disposant d'une armée de 20,000 à 25,000 hommes ; devant lui, deux divisions espagnoles de même effectif, solidement retranchées dans Baylen et sur les hauteurs qui dominent le village ; entre ces deux masses faisant ensemble plus de 40,000 hommes, 6,000 à 7,000 Français, fatigués d'une marche de plus de sept heures, sans vivres, sans eau, sans moyen de s'en procurer, exténués par la chaleur et la poussière. Il n'y avait point à tergiverser : il fallait combattre jusqu'à ce que Vedel — qui ne pouvait tarder — apparût. Dupont n'hésita pas. Il se souvint qu'à Hasslach, le 11 octobre 1805, il avait arrêté, avec 6,000 hommes, les 40,000 combattants de l'armée de Mack ; non seulement il ne désespéra pas, mais après avoir d'un coup d'œil embrassé le terrain, examiné la position de l'ennemi, reconnu sa force, il prit des dispositions qui, malgré l'infinie supériorité des Espagnols, avaient toutes chances de lui assurer le succès, et ce fut avec la ferme volonté de vaincre qu'il donna le signal de l'attaque. Malheureusement, les soldats dont il disposait n'étaient plus ceux de Marengo !

Néanmoins, nos troupes novices firent d'abord bonne contenance ; mais, malgré tous leurs efforts, elles n'arrivèrent point à enlever le village. En vain notre cavalerie tenta-t-elle les charges les plus

vigoureuses et prit même deux canons, en vain Dupont, s'exposant comme un soldat, fut-il blessé dans une batterie dont il dirigeait lui-même le feu, vers midi nos soldats exténués, épuisés, refusèrent de renouveler leurs attaques. Tout fut impuissant à leur arracher le nouvel effort que leur demandaient leurs officiers, leur général. En proie à la torture d'une soif ardente, suffoqués par la poussière, par un soleil de cinquante degrés, haletants dans cette atmosphère dont pas un souffle d'air ne tempérait la rigueur, les yeux injectés de sang, cédant les uns à une torpeur qui les laissait sans regard et sans voix, d'autres à ce délire provoqué par la soif qu'avait déjà connu l'armée française en Égypte lors de la journée de Ramanieh, ils se roulaient sur le sol, jetant leurs armes, leur équipement, leurs cartouches, répétant qu'ils préféreraient la mort aux tortures qu'ils enduraient.

Ce fut ce moment que choisit la brigade suisse qui combattait dans nos rangs, pour passer à l'ennemi, provoquant dans nos troupes une dernière cause de découragement. La partie fut, dès lors, irrémissiblement perdue. Irrémissiblement, non : il restait une chance de salut, un suprême espoir, celui de voir apparaître, vers le nord, la division Vedel ; mais Vedel ne se montrait pas et ne devait point arriver à temps. Par une autre fatalité, par une méconnaissance de la situation qui a fait justement imputer à Vedel une grande partie de la responsabilité de cette lamentable catastrophe, Vedel, qui, après avoir couru inutilement à la poursuite des Espagnols vers Santa-Helena, avait repris le matin même le chemin de Baylen, Vedel fit marcher sa division avec une incroyable lenteur, et vers midi, alors que sa présence pouvait peut-être sauver la situation sur le champ de bataille, arrêta cinq heures ses troupes à Guarraman — à dix kilomètres de Baylen — pour les faire rafraîchir.

L'heure fatale avait donc sonné pour le glorieux soldat de Friedland ; vers midi, au moment où les Espagnols, ivres de leur succès, marchaient sur les restes de la division Barbon — à peine 1,500 hommes en état de combattre — pour les massacrer, Dupont ne crut pas que l'honneur militaire exigeât le sacrifice de ces existences ; il entra donc en pourparlers avec l'ennemi et demanda une suspension d'armes.

La convention qui fut signée à Andujar à la suite de ces pourparlers, et qu'on a nommée à tort une *capitulation*, dans le sens que la langue militaire donne aujourd'hui à ce mot, n'avait rien que d'honorable pour le général Dupont et ses troupes : on n'a qu'à en lire la teneur pour se rendre compte de cette vérité. Le général en chef, après avoir demandé la faculté de se retirer avec son armée sur Madrid, avait dû céder sur ce point aux exigences de Castaños ; cependant, la convention stipulait que les troupes du *corps d'armée de la*

Gironde seraient ramenées en totalité en France, qu'elles ne seraient prisonnières de guerre que pendant la traversée de Baylen au port d'embarquement, qu'une fois rentrées en France, elles reprendraient leur entière liberté d'action.

Sans doute, cette convention ne fut point respectée par l'ennemi et, sauf les officiers qui furent rapatriés, nos soldats périrent la plupart de maladie ou de misère, sur les pontons de Cabrera; mais est-il juste, est-il raisonnable de faire supporter à Dupont la responsabilité de cette infamie ?

III.

La convention d'Andujar fut un coup de foudre pour Napoléon. C'était le premier échec de nos armes en Europe — et quel échec ! — la première atteinte sérieuse portée au prestige du maître, une atteinte qui le touchait d'autant plus profondément qu'il sentait l'écrasante responsabilité qui pesait sur lui dans ce désastre. Et précisément pour ce motif, cet homme redoutable décida que cette responsabilité ne pouvait être divulguée, qu'il était impossible d'avouer que Napoléon s'était lourdement trompé. Il fallait donc trouver, trouver sur l'heure un agent, un bouc émissaire qui sauverait le prestige de l'Empereur. Dupont était tout désigné pour ce rôle, Dupont qui n'avait su jamais courber assez la tête devant le souverain, et que cette indépendance avait classé parmi les hommes hostiles au système impérial. Et comme il était indispensable de préparer l'opinion à cet holocauste, comme cette opinion allait nécessairement s'étonner qu'un homme d'une réputation d'honneur, d'intégrité, de bravoure, de talent militaire hors ligne fût tout à coup devenu un inepte et un lâche, on inventa toute une série de crimes et de perfidies imaginaires pour lesquels on prononça tout d'abord un châtiment terrible sans jamais donner à la victime le loisir de parler ou de s'expliquer. On inventa donc le *sac de Cordoue*, qui, ayant été prise d'assaut, avait bien subi un pillage partiel; mais on se garda bien de dire que Dupont avait pris des mesures rigoureuses pour empêcher la continuation de ces violences isolées et qu'il avait quitté la ville dans les meilleurs termes avec la municipalité. On inventa le vol des vases sacrés dans les églises, et le chargement de ces objets précieux dans les fourgons du général en chef, dans ces fourgons dont le nombre atteignait celui — le mot fut dit — des « bagages de Darius. » Or le chiffre total des voitures de l'armée de Dupont s'élevait à *cinq cents*, dont trois cents destinées au transport des malades; parmi ces voitures, *une seule* était réservée au général et à son état-major, et quand les Espagnols visitèrent les convois de l'armée, on n'y trouva pas un seul objet précieux provenant du pillage des églises. Qu'était-ce, d'ail-

leurs, que ce nombre de cinq cents voitures quand aujourd'hui, à une époque où l'on a diminué au strict minimum les éléments des convois, les transports nécessaires à un corps d'armée atteignent deux mille six cent quatre-vingt-quatre voitures, attelées de sept mille deux cent soixante-dix-huit chevaux, non compris les chevaux qui traignent les pièces et les caissons de l'artillerie ?

A son débarquement en France, Dupont fut arrêté, dépouillé de ses papiers, de sa correspondance, de tous moyens de défense, mis au secret, privé de défenseur. Il resta quatre ans en prison, demandant en vain qu'on l'entendit, suppliant qu'on lui donnât des juges, et quand enfin, après quatre années de détention, on l'envoya devant un jury d'exception, il ne se trouva pas de juge pour le condamner. Ce tribunal extraordinaire se contenta de le déclarer vaguement coupable, s'en remettant « au pouvoir discrétionnaire de l'Empereur de prononcer la peine. » On était en 1812 : Baylen était un souvenir toujours douloureux sans doute mais déjà lointain ; il semblait que quatre années de tortures morales et physiques fussent suffisantes pour faire payer à Dupont même le crime qu'on lui reprochait indûment.

Napoléon ne voulut pas être clément ; il priva de ses titres, grades, dignités le vaillant soldat qui les avait si chèrement conquis, il le raya des cadres de l'armée, et le condamna à une détention perpétuelle. Ce ne fut qu'à la fin de 1813, quand sonnait déjà le glas de l'Empire, que Napoléon consentit à adoucir cette peine imméritée, et Dupont, prisonnier à Joux, eut la permission de se retirer à Dreux sous la surveillance de la police. Ce fut à Dreux que la Restauration alla le prendre pour en faire son premier ministre de la guerre.

A ce sujet, il est commun d'entendre dire que le choix de Louis XVIII en cette circonstance fut fâcheux, que la France vit dans cette désignation une sorte de défi, une insulte à l'honneur militaire, que l'élévation de « l'homme de Baylen » au poste de chef de l'armée fut accueillie par nos soldats avec un sentiment pénible, douloureux. Ceux qui parlent ainsi ne connaissent que le Dupont d'Andujar ; mais l'armée de 1814 en connaissait un autre ; elle connaissait le Dupont de Valmy, de Marengo, du Mincio, de Pozzolo, d'Hasslach, de Halle, de Diernstein, de Friedland, elle savait que cet homme n'avait pas changé en un jour, et, en dépit des assurances impériales, elle avait deviné une grande injustice. Les nombreuses marques de sympathie, les centaines de lettres affectueuses ou déférentes que reçut Dupont de 1808 jusqu'à sa mort sont une preuve concluante de la vérité de notre allégation. On verra d'ailleurs cette vérité pleinement et lumineusement démontrée dans l'ouvrage du colonel Titeux dont nous parlions un peu plus haut. C'est dans ce livre surtout qu'il

faut lire le récit de cet épisode célèbre, si intéressant non point seulement par les faits, qu'il remet dans leur véritable jour, mais par la lumière qu'il jette sur l'étrange physionomie de Napoléon. Nous avons essayé naguère, ici même, de peindre cet homme extraordinaire, si admirablement doué par la Providence et qui fit un usage si funeste de ses facultés. La conduite de l'Empereur vis-à-vis de Dupont, que nous ne connaissions point avec les détails que nous a révélés le colonel Titeux, n'est certes pas de nature à infirmer les appréciations que nous émettions alors : si sévères qu'elles aient pu paraître à quelques-uns, elles demeurent sans doute au-dessous de celles qu'on serait en droit de formuler.

COMTE DE SÉRIGNAN.

V.

LE P. LORIQUET

A PROPOS D'UNE LECTURE DE M. CLARETIE

Le *Temps* nous apprenait, dans son numéro du 21 mars dernier, qu'à la séance annuelle de la *Société de l'Histoire de la Révolution française*, le P. Loriquez avait eu le privilège d'une mention spéciale, mais point honorable : M. J. Claretie, président, lui avait consacré tout un « piquant travail. »

Ce piquant travail, la *Révolution française* du 14 avril nous le donne intégralement. M. Claretie s'y attache presque exclusivement à deux points : la fameuse phrase du *marquis de Buonaparte* et diverses appréciations de Loriquez, notamment sur Napoléon I^{er}. Bien que tout cela soit un peu vieillot et légèrement démodé, je prends la liberté d'y revenir à mon tour, l'étude de M. Claretie appelant, me semble-t-il, des additions et des remarques¹.

¹ Je relève à la hâte quelques inexactitudes échappées à l'orateur :

1^o C'est à la fin d'août 1791, et non 1790, que Loriquez quitta la France. Cf. Archives nationales, F⁷, dossier 5297, pièce 5.

2^o Ce ne fut pas « pour refus de serment, » car alors il n'était pas encore prêtre. Cf. *ibid.*, pièce 30. Retiré dans sa famille, il n'exerçait d'ailleurs aucune fonction officielle. Il partit « muni, selon la loi, d'un passeport de la municipalité d'Epernay, visé du district, lequel passeport l'autorisait à aller remplir

Un mot, pour commencer, sur les appréciations qu'on reproche à l'auteur de l'*Histoire de France*, appréciations, bien entendu, que je ne prends pas à ma charge.

Je me permettrai de remarquer d'abord que ce n'est pas sans doute cette partie du travail de l'honorable académicien que le *Temps* trouve piquante ; il n'y a rien là qu'on ne nous ait répété à satiété.

Je noterai, en second lieu, que Loriquet eut le rare courage de reconnaître plus tard sans détours que certains de ses jugements lui paraissaient trop sévères, certaines de ses expressions forcées. Il demandait donc qu'on voulût « se reporter à l'époque où tout cela avait été écrit. »

Montalembert, à la tribune, le demanda pareillement : « C'était, dit-il, la mode du temps. » Effectivement, pour ne citer qu'un exemple, on peut lire dans Chateaubriand des pages plus dures encore que celles de Loriquet.

M. Claretie, tout en citant un passage semblable à « la décharge » du jésuite, insinue ailleurs que cette réponse est bien misérable¹.

Évidemment, et c'est peut-être la pensée de l'orateur, elle n'absout pas entièrement l'auteur de l'*Histoire de France* ; tout le monde sait pourtant qu'un événement, qu'une parole ne peuvent être sainement jugés, si l'on ne prend la peine de les replacer dans leur cadre ; tout le monde convient qu'on ne peut faire à un écrivain un crime irrémissible d'avoir partagé les idées de son temps, parlé, pensé comme lui ; en tout cas, qu'il n'est guère équitable de reprocher sans cesse à l'un ce qu'on oublie si facilement pour tant d'autres, panégyristes de la Révolution ou de l'Empire, dont les écrits sont remplis d'exagérations tout aussi graves en sens inverse. N'y aurait-il pas enfin quelque noblesse à ne pas revenir perpétuellement sur des fautes que le coupable avoue lui-même ? Il me semble que ni la vérité ni la science n'y perdraient rien.

Je n'insiste pas et j'arrive au « marquis de Buonaparte. »

Ce fut, comme le raconte M. Claretie, dans la séance du 29 avril 1844 que l'ancien ministre, Hippolyte Passy, attaqua vivement une *Histoire de France* dans laquelle « Napoléon n'était qu'un marquis lieutenant général au service de S. M. Louis XVIII, dont il conduisait à Vienne les armées². » Cette histoire était celle du P. Loriquet. Huit

chez le citoyen Werbrouck (négociant d'Anvers) la place de précepteur de ses enfants » *Ibid.*, pièce 5. Faut-il ajouter que plus tard, lorsqu'il fut incarcéré, on ne lui reprocha jamais ce prétendu refus ?

3° M. Claretie rendrait un vrai service aux érudits, en leur indiquant dans quel endroit de Platon il a trouvé le mot qu'il attribue à ce philosophe : « La beauté est la splendeur du vrai. »

¹ « C'était la mode du temps » (je retiens ces mots : la mode du temps).

² Cf. *Moniteur*, avril 1844, p. 1145.

jours plus tard, Montalembert était à la tribune : il tenait à la main deux petits volumes : « J'ai l'honneur de déclarer, dit-il, que cette falsification stupide de l'histoire n'a jamais existé¹, » et [présentant à M. Passy l'édition incriminée, il le met au défi d'y trouver les mots cités par lui. « J'étais, écrit un témoin², à la séance où M. de Montalembert, répondant à M. Passy, lui porta, en son nom et en celui du P. Loriquez, le défi solennel de produire un exemplaire contenant le fameux passage. Il ajouta, et je me rappelle encore la sensation extraordinaire que cette déclaration produisit dans la Chambre et dans le public, que si un pareil exemplaire était jamais découvert, il le déclarait d'avance falsifié par quelque ennemi des jésuites³. »

Ainsi mis en demeure d'appuyer son accusation, M. Passy se contenta d'affirmer de nouveau que « le livre existait » ou du moins qu'il avait existé. Quant à prouver cette allégation, il ne le tenta même pas.

Quelque temps après, Loriquez entra lui-même directement en scène. La *Champagne catholique* (juillet-août 1844), par exemple⁴, contenait une page de lui, qu'il résumait ainsi dans une lettre à son neveu, le 13 juillet 1844 : « En deux mots, défi par moi de montrer un seul exemplaire de quelque édition que ce soit, où se trouve la sottise phrase du marquis de Buonaparte; pour le cas où on la montrerait dans un exemplaire quelconque, engagement pris par moi de démontrer la falsification par l'insertion d'une page collée à la place d'une autre, par la différence du papier et des caractères. » M. Passy cette fois encore se déroba, conduite, au reste, que tout le monde imita.

La querelle semblait donc vidée : l'accusateur avait été mystifié. Il le reconnaissait lui-même implicitement, mais évidemment, quelques protestations gratuites qu'il multipliat pour en imposer aux crédules.

La « sottise » légende devait pourtant faire son chemin.

En vain, Martial Marcet de la Roche-Arnaud, l'ancien allié de Montlosier dans sa guerre contre la Compagnie de Jésus, protesta⁵ « que cette fable était aussi effrontée que ridicule, » on affecta de ne pas entendre celui qu'on tenait naguère pour un oracle ; en vain un bibliophile offrit 500 francs à qui lui montrerait la phrase contestée⁶ ;

¹ *Ibid.*, mai 1844, p. 1277.

² M. de la Sicotière.

³ *Intermédiaire des chercheurs*, I, 184.

⁴ Je pourrais rappeler aussi sa vigoureuse lettre à M. Passy. Cf. *Intermédiaire*, I, 126.

⁵ *Mémoire à consulter sur le rétablissement légal des jésuites en France*, 1845, p. 42-43. Paris, Jules Laisné.

⁶ *Intermédiaire des chercheurs*, I, 184.

en vain la maison Poussielgue-Rusand promet 30,000 francs à qui présenterait un exemplaire, sorti de ses presses, contenant les expressions incriminées ¹, nul ne releva ces défis. Et pourtant plusieurs continuèrent de croire à l'imputation de M. Passy, du moins ils l'affirmaient !

Une sorte de reculade s'opérait néanmoins parmi les plus hardis tenants de cette pasquinade. Comme les dernières éditions de Loriquet étaient entre les mains de tous et que la fameuse phrase ne s'y rencontrait point, on fut contraint de se rabattre sur les premières.

D'après M. Cuheval-Clarigny, si elle se trouvait quelque part, c'était dans l'édition de 1816. Malheureusement, ajoutait-il, la chose est impossible à vérifier, car « cette édition est absolument introuvable ². » Était-elle vraiment introuvable en 1848 ? Cela paraît bien extraordinaire. Du moins elle ne l'est plus actuellement : j'en ai vu deux exemplaires à la Bibliothèque nationale, et il y en a d'autres encore peut-être. Or, j'ai lu depuis la première ligne jusqu'à la dernière tout ce qui concerne Bonaparte, et je n'ai point trouvé l'appréciation en litige.

D'autres, qui vraisemblablement avaient fait la même constatation que moi, ne se sont pas laissés déconcerter pour si peu ; ils ont dit que l'édition qui recélait la perle tant cherchée, une édition de 1815, avait été supprimée, anéantie par les confrères de Loriquet, et même si complètement, avec un tel succès, que pas un exemplaire n'avait été sauvé. Cette trouvaille est de M. le baron de Ponnart, celui-là qui assurait dans le *Phare de la Loire*, 4 décembre 1865, et cela en dit long sur son sérieux et sa science, qu'à la tribune « l'assertion de M. Passy n'avait été contredite par personne, pas même par M. de Montalembert ³. »

¹ *Intermédiaire des chercheurs*, I, 229.

² Cette édition reproduit la première, celle de 1814 ; l'auteur s'est contenté d'y ajouter un supplément de 171 pages. — Ce supplément fut de plus tiré à part, probablement pour la commodité de ceux qui avaient acheté l'ouvrage précédemment. J'en ai en ce moment un exemplaire sous les yeux : il ne porte point les signes distinctifs qui se voyaient en celui dont parle M. Claretie (p. 296, note). L'honorable académicien se trompe donc lorsqu'il redit, après M. Vapereau, qu'un exemplaire, « unique sans doute, » avait échappé à la destruction que les jésuites avaient tentée ! — Ce n'est pas tout : au cours de ce même article, inséré dans la *Liberté de penser* (I, 398 et suiv.), M. Vapereau dit d'une part que ce supplément ne contenait pas la phrase du *marquis de Bonaparte*, de l'autre, que les jésuites n'avaient rien épargné pour en faire disparaître tous les exemplaires. Il n'oublie qu'une chose, c'est de nous apprendre pourquoi ils avaient agi de la sorte. — Comment M. Claretie n'a-t-il pas remarqué qu'en admirant sans réserve ces lignes de M. Vapereau, il tombait dans la même inconséquence, et prêtait à son tour, contre toute vraisemblance et sans motif, aux confrères de Loriquet une conduite sotte et ridicule ?

³ *Intermédiaire des chercheurs*, II, 148.

Notons d'abord que la phrase de Loriquez ne fut relevée qu'en 1844 ; à ce moment-là donc seulement on eût senti le besoin de faire disparaître les exemplaires qui la contenaient. Mais alors comment, vingt-neuf ans après l'apparition d'un ouvrage mis entre les mains de quinze cents écoliers au moins, serait-on parvenu à retrouver tous les exemplaires, sans qu'un seul ait pu depuis être découvert, sans que même il soit resté trace d'une opération aussi délicate que compliquée ? De bonne foi, n'est-ce pas impossible ? De plus, comment expliquer que l'édition de 1816 porte cette mention : *Deuxième édition* ? Ces mots ont-ils donc été ajoutés après coup, vers 1844 ? Qui ne voit que c'est encore tout à fait impossible ? Enfin, et je m'en tiendrai là, comment M. le baron de Ponnart n'a-t-il pas remarqué que la brochure de Kératry¹, député du Finistère, sur l'interprétation hasardée de laquelle il s'appuie², ne relève même pas cette phrase extravagante : ce qui pourtant eût permis à l'auteur d'ajouter une critique bien fondée à celles qu'il prodigue plus ou moins justement à Loriquez ? Si semblable sottise se fût rencontrée, précisément dans cette édition qu'il avait sous les yeux et qu'on n'a point revue depuis, comme il se fût avidement jeté sur cette proie ! Ici encore, nous sommes donc en présence d'une mystification. Aussi bien cette hypothèse est-elle communément abandonnée.

Il ne restait aux partisans de la légende qu'à se rejeter sur la première édition, et à tirer de sa disparition un argument en faveur de leur théorie. De la sorte, leurs insinuations gardaient quelque force ; du moins on ne pouvait prouver matériellement qu'ils se trompaient. M. Claretie a-t-il fait ce petit calcul, et l'impossibilité de consulter cette édition « introuvable à la Bibliothèque nationale comme partout³ » l'a-t-elle défavorablement impressionné ? Si oui, je suis heureux d'être en mesure de rassurer sa conscience d'historien et calmer ses scrupules et ses doutes.

Comme lui, j'ai vu qu'en effet on n'a pas à la rue Richelieu l'édition désignée⁴ ; par bonheur, on est ailleurs plus favorisé. J'ai en ce moment sur mon bureau ces deux petits volumes, cause de tant de débats⁵. Eh bien, j'en suis désolé pour les amateurs de légendes, la phrase grotesque, mise en circulation par M. Passy, ne s'y trouve pas.

¹ Paris, Dentu, in-8 de 58, p. 1820.

² Cf. *Intermédiaire des chercheurs*, II, 203.

³ Ces mots sont de M. Claretie, p. 295.

⁴ M. Claretie remarque à bon droit que cette édition, parue en réalité à la fin de juin ou au commencement de juillet 1814, fut antdatée par l'éditeur, sans l'autorisation de l'auteur.

⁵ Voir dans la *Révolution française*, numéro de mai, la description que j'en ai faite.

Cette édition, d'ailleurs, s'arrête à la mort de Louis XVI, alors que Bonaparte, on le sait, était encore totalement inconnu. Il est vrai pourtant que dans un tableau chronologique, continué jusqu'en 1809, on cite six fois le nom du futur empereur¹, mais jamais avec les qualificatifs en question. Ceux qui désireraient s'en rendre compte par eux-mêmes pourront, quand ils le voudront, voir et examiner mon exemplaire, dès ce moment à la disposition de tous.

Ainsi, plus de doute possible, le « *marquis de Buonaparte* » ne se rencontre nulle part, ni dans les premières ni dans les dernières éditions. Des témoins nombreux, intègres et irrécusables, l'ont constaté de leurs yeux et l'affirment sur leur honneur. Faut-il espérer que les ennemis des jésuites² nous feront désormais grâce de cette ridicule invention ?

P. BLIARD.

¹ Loriquet écrit toujours *Bonaparte* et non *Buonaparte*, comme le font ses adversaires, sans doute pour donner plus de vraisemblance à leurs attaques.

² Il n'est peut-être pas inutile de remarquer que Loriquet n'était point jésuite lorsqu'il composa et publia cet ouvrage.

COURRIER ITALIEN

Après une trop longue interruption, je ne puis pas espérer remettre ce courrier à jour sans de nombreuses lacunes. La plupart des indications relatives aux ouvrages les plus anciens étant désormais sans actualité, je me bornerai à une revue rapide, pour débayer le terrain, réservant la production de l'année 1904 à un autre courrier. Je crains, au surplus, que l'abondance toujours croissante des publications italiennes relatives à nos études ne m'oblige, par la suite, à me limiter à de strictes énumérations.

Le *Catalogo generale della libreria italiana dall' anno 1847 a tutto il 1899*¹, préparé par le bibliothécaire de l'Université de Gênes, Attilio Pagliaini, continue lentement à paraître. Martini a publié le second volume du catalogue des manuscrits grecs existant dans les bibliothèques italiennes. Il est consacré au *Catalogus Codicum graecorum qui in Bibliotheca Vallicelliana Romae adservantur*², et donne l'index des deux tomes. La *Bibliotheca storica Italiana* de Turin s'est enrichie d'un nouveau volume (t. XIV), le tome VII de la *Bibliografia storica degli Stati della monarchia di Savoia*³, qui termine la première partie par un index alphabétique. M. Manno explique cette singulière coupure par la crainte qu'il a que ses forces ne le trahissent avant le terme de son entreprise. Orazio Viola publie un *Saggio di Bibliografia storica Catanese*⁴. Mgr Domenico Taccone Gallucci compile les *Regesti dei Romani Pontefici per le chiese della Calabria*⁵, avec annotations historiques. Le colonel d'état-major Ripamonti Carpano a dressé *ad usum scholarum* un *Quadro grafistorico d' Italia dalla fondazione di Roma sino ad oggi*⁶, qui rendra des services : il est disposé de façon à présenter d'un seul coup d'œil tout l'ensemble de l'histoire italienne, et d'une façon claire et relativement précise. Il sera pour les écoliers et étudiants un instrument de travail commode. Une mention spéciale est due à

¹ Milan, Associaz. Tip. Libr. Italiana. Par fascicules. — ² Milan, Hoepli, in-8, 276 p. — ³ Turin, Bocca, in-4, 552 p. — ⁴ Rome, Lœscher, in-8, 278 p. —

⁵ Rome, Lœscher, in-8, 516 p. — ⁶ Milan, Vallardi, planche de 2^m10 × 1 mètre.

Mazzatinti qui continue vaillamment son inventaire des *Archivi della storia d'Italia*¹, suppléant par une héroïque initiative, et malgré les difficultés d'une santé ébranlée, à la regrettable indolence du pouvoir. Le tome II a récemment paru.

L'*Oriens Christianus*² sera, deux fois l'an, un centre pour les études sur l'Orient chrétien. C'est le docteur Ant. Baumstark et le Collegio Pio del Campo Santo allemand qui ont entrepris cette concurrence à notre Orient latin. Les *Actes du douzième Congrès international des Orientalistes*³, tenu à Rome en 1899, paraissent avec une remarquable lenteur : le deuxième volume est consacré à l'extrême Orient (Chine, Japon, Malaisie) et à l'Asie centrale, le troisième aux langues sémitiques et au monde musulman. L'*Archivio glottologico italiano* d'Ascoli a consacré son tome VI à la publication du *Glossarium palaeo-hibernicum* (ferr-mrecht)⁴, contenu dans le *Codice irlandese* de l'Ambrosiana. (L'ouvrage paraît aussi à part sous ce dernier titre.) Le tome X des *Studi italiani di filologia classica*⁵ a paru, ainsi que le tome IV (partie I) des *Studi italiani di filologia indo-iranica*⁶. — La traduction de l'histoire universelle d'Oncken⁷ se poursuit avec une régularité admirable, et l'on commence celle de la *Storia Universale della letteratura*⁸ de Karpeles. Ces traductions, ouvrages d'attente et instruments de travail provisoires, sont généralement soignées, et font honneur au sens pratique de la librairie italienne.

M. Giulio Puliti a publié quelques pages de considérations et de propositions *Per le biblioteche*⁹. — Le *Bullettino dell' Istituto storico Italiano*, qui a complètement dévié de son but primitif, a donné dans son fascicule 23 la première partie (Diplomi di Berengario I) d'un bon travail de Schiaparelli sur *I diplomi dei re d'Italia, ricerche storico-diplomatiche*¹⁰.

Sur l'antiquité romaine, signalons divers travaux de dimensions diverses, mais intéressants à quelque égard : Castro-Crimi, *Quesiti di glottologia classica e romanza*¹¹, et *Il tempus actionis perfectae in latino : breve trattazione storica e comparativa di un capitolo della scienza del linguaggio*¹²; les belles *Ricerche archeologiche*¹³ de la comtesse Ersilia Caetani Lovatelli; Attilio De Marchi, *Il culto privato di Roma antica : II. La religione gentilizia e collegiale*¹⁴;

¹ Rocca San Casciano, Cappelli, in-8. — ² Rome, Lœscher, 2 fasc. par an. —

³ Florence, Seeber, in-8, 404 p. et 198 p. — ⁴ Lœscher. Turin, in-8, 95 p. —

⁵ Florence, Seeber, in-8, 448 p. — ⁶ Pise, Spœrri, t. IV, part. I. — ⁷ Milan, Vallardi, en fascicules. — ⁸ Milan, Soc. Edit. Libreria, in-8, 766 p. — ⁹ Catania, Giannotta, in-8, 41 p. — ¹⁰ Rome, Forzani, in-8. — ¹¹ Palerme, Reber, in-8, 55 p.

— ¹² Id., ibid., in-8, p. 151. — ¹³ Rome, Lœscher, in-16, 212 p., fig. — ¹⁴ Milan, Hoepli, in-8, 199 p., 9 pl.

dans les *Studi di storia antica* dirigés par G. Beloch, un travail de Prospero Varese, *Il Calendario Romano all' età della prima guerra punica* ¹; Stella Maranca, *Il tribunato della plebe dalla lex Ortentia alla lex Cornelia* ²; Gaetano Aprile, *L'actio Finium regundorum, studio sulla storia del diritto romano* ³; Emanuele Ciaceri, *Sulla spedizione del re Pirro in Sicilia* ⁴; Barbagallo, *Le relazioni politiche di Roma con l' Egitto dalle origini al 50 a. C. Saggio sulla politica estera dei romani* ⁵; Vincenzo de Crescenzo, *Studi su i fonti dell' Eneide (Pius Aeneas)* ⁶; Guglielmino, *L'Iteratio nell' Eneide* ⁷; Codara, *I costumi romani nelle satire di Giovenale* ⁸; Consoli Santi, *L'autore del libro De origine et situ Germanorum; ricerche critiche* ⁹; le premier volume de l'ouvrage capital de Rodolfo Lanciani : *Storia degli Scavi di Roma e notizie intorno le collezioni romane di antichità*. I (1500-1530) ¹⁰; la suite des publications officielles d'archéologie : *Bullettino della Commissione archeologica comunale di Roma* (XXX, 1902) ¹¹; *Notizie di gliscavi di antichità comunicate alla R. Accademia dei Lincei* (1902) ¹², et *Monumenti antichi fabbricati per cura della R. Accademia dei Lincei* ¹³ (t. XII), contenant le rapport préliminaire de Pernier sur les fouilles de la mission italienne à Phaestos (1900-1901) et l'étude de Menrelli sur la *Necropoli barbarica di Castel Crosino presso Ascoli Piceno*; dans la collection des manuels Hœpli, Wittgens a traduit d'après Hubert et Kopp les antiquités publiques ¹⁴ et Moreschi, d'après Kopp, les antiquités privées.

Remontons à une antiquité plus lointaine pour mentionner encore de G. Sergi, *Gli Aarii in Europa e in Asia* ¹⁵; de Milani, *Mundus et templum in una pittura preellenica del labirinto di Cnosso, in Caldea, in Etruria e nel Foro Romano* ¹⁶; le petit manuel de Solone Ambrosoli, *Atene, brevi cenni sulla città antica e moderna seguiti da un saggio di bibliografia descrittiva* ¹⁷, et le second volume de Vincenzo Masi, *Vicende politiche dell' Asia, dall' Ellesponto all' Indo* (67-333 p. C.) ¹⁸.

¹ Rome, Lœscher, in-8, 82 p. — ² Lanciano, Carabba, in-16, 140 p. — ³ Rome, Lœscher, in-8, 44 p. — ⁴ Catania, Giannotta, in-8, 44 p. — ⁵ Rome, Lœscher, in-8, 205 p. — ⁶ Rome, ibid., in-8, 39 p. — ⁷ Catania, Battiato, in-8, 37 p. — ⁸ Pavia, Frattini, in-8, 296 p. — ⁹ Rome, Lœscher, in-16, p. 136. — ¹⁰ Ibid., id., in-4, 263 p. — ¹¹ Turin, Lœscher, in-4. — ¹² Milan, Hœpli, in-4. — ¹³ Milan, Hœpli, in-4, 379 p., 22 pl. — ¹⁴ Milan, Hœpli. Voici les titres exacts de ces deux précis : Hubert (F. G.) : *Antichità pubbliche romane, rifacimento delle antichità romane pubbliche, sacre e militari di W. Kopp*, traduz. di A. Wittgens in-16, fig., 340 p. et 1 pianta et *Antichità private dei Romani*. 3^e ed. rifalta del manuale di W. Kopp, in-16, fig. 197 p. — ¹⁵ Turin, Bocca, in-16, 284 p. (Piccola biblioteca di scienze moderne). — ¹⁶ Florence, Seeber, in-8, 26 p., 1 pl. — ¹⁷ Milan, Hœpli, in-16, 225 p. et 24 pl. — ¹⁸ Città di Castello, Lapi, in-8, 533 p.

Je reviendrai d'une façon méthodique, dans les courriers ultérieurs, sur l'histoire du moyen âge et des temps modernes proprement dite. L'histoire municipale et régionale est toujours particulièrement cultivée en Italie, même dans de petits centres. A Lucques, par exemple, une académie et une commission historique publient des *Memorie e documenti per servire alla storia di Lucca* (t. IV) et des *Atti della R. Accademia di scienze, lettere ed arti* (t. XXXI) ¹. A Come, Santo Monti publie un tableau de la vie historique et artistique de cette vieille province : *Storia ed arte nella provincia ed antica diocesi di Como* (Como, *Valltellina, Canton Ticino*) ². Meroni Venanzio publie des mémoires historiques sur la *Pieve d'Incino o mandamento d'Erba* ³; G. B. Rossi, un tableau plus pratique des *Paesi e Castelli dell' alto Monferrato, guida storica, amministrativa e commerciale* ⁴; un *Guida di Catania* ⁵ analogue est republié sans nom d'auteur. La publication, qui se fait malheureusement par fragments trop dispersés, des statuts municipaux italiens continue : Anfossi étudie et édite les *Statuti inediti di Riva presso Chieri* ⁶ et Starabba publie les *Consuetudini e privilegi della città di Messina sulla fede di un codice del XV secolo posseduto dalla biblioteca comunale di Palermo* ⁷. M. Vincenzo Bellondi a tiré de l'inépuisable mine que sont les archives de S. Maria de' Frari un bon recueil de *Documenti e aneddoti di storia Veneziana* ⁸ (810-1854). Pour l'histoire des mœurs et coutumes locales, il importe de mentionner le travail de G. Dolcetti, *Le Bische e il giuoco d'Azzardo a Venezia* ⁹, dont j'ai rendu compte en détail ailleurs, et les brochures de Gori, *Il palio de' Cochi. Il giuoco del calcio e le Signorie festeggianti. La giostra del Saracino e dell' Ariete* ¹⁰. Volpe a étudié l'évolution des institutions communales à Pise : *Studi sulle istituzioni comunali a Pisa (città e contado, consoli e podestà)* ¹¹ au XII^e et au XIII^e siècle. Deux dissertations : Marchisio Alfredo F., *Il ripostiglio di Chambare e una moneta inedita di Gualtiero I Paleologo* ¹²; Luisa Atti Astolfi, *Una pergamena del 1280, contenente un codicillo al testamento di Raniero di Calboli* ¹³. Les ouvrages d'Arias, *I trattati commerciali della Repubblica Fiorentina* et ses *Studi e documenti di storia di diritto* ¹⁴, sont intéressants surtout à cause des répliques victorieuses de Casanova. Borromeo s'attaque à une délicate question : *Un po'*

¹ Lucca, Pellicci, in-4, 318 p., in-8, 600 p. — ² Como, Ostinelli, in-8, 568 p., 241 pl. — ³ Milan, Sandron, in-16, 160 p. — ⁴ Turin, Roux et Viarengo, in-16, 620 p. — ⁵ Catane, Giannotta, in-16, 400 p. — ⁶ Turin, Clausen, in-8, 72 p. — ⁷ Palerme, Reber, in-8, 338 p. — ⁸ Florence, Seeber, in-8, 388 p. — ⁹ Venise, Lib. edit. Alde Manuce, in-8, 300 p. — ¹⁰ Florence, Lumachi, in-16. — ¹¹ Pise, Spoerri, in-8, 423 p. — ¹² Turin, Clausen, in-8, 24 p. — ¹³ Rome, Læscher, in-fol., 21 p. — ¹⁴ Florence, Lemonnier, in-16, p. 546.

de luce sulla pretesa donazione de Alessandria al papa Alessandro III ovvero uno strumento falso di Innocenzo P. III ¹. C'est encore de l'histoire communale, mais aussi de l'histoire universelle, qu'un fait comme le sac de Rome. Domenico Orano a entrepris un immense ouvrage sur ce grand événement : ce sera un *corpus* des textes, et une édition critique : *Il sacco di Roma del MDXXXVII* ², *studi e documenti*. Le premier volume contient les *Ricordi*, jusqu'à présent inédits, de *Marcello Alberini*. Il faut signaler plusieurs travaux d'histoire diplomatique, sur les relations des États italiens entre eux ou avec d'autres puissances au moyen âge ; champ fertile et encore peu fouillé, où il reste sans doute beaucoup de découvertes intéressantes à réaliser. Ainsi Bollea étudie *le Prime relazioni fra la casa di Savoia e Ginevra (926-1211)* ³; Sorbelli (Albano), *La Signoria di Giovanni Visconti a Bologna e le sue relazioni con la Toscana (con una carta del distretto bolognese alla meta del sec. XIV)* ⁴; Vitale Vico, *Il dominio della parte guelfa in Bologna (1280-1327)* ⁵, et pour une époque plus moderne, Maresca, *La marina napoletana nel secolo XVIII* ⁶, et Bottini Massa, *La Sardegna sotto il dominio spagnuolo* ⁷.

Nous revenons à Lucques et à l'histoire diplomatique avec le recueil d'Amedeo Pellegrini, *Relazioni di ambasciatori lucchesi alle corti di Firenze, Genova, Milano, Modena, Parma, Torino (sec. XVI-XVII)* ⁸. On peut citer ici Giamil, *Genuinae relationes inter sedem apostolicam et Assyrorum Orientalium seu Chaldaeorum ecclesiam* ⁹.

Parmi les biographies, signalons l'excellente étude de M. Andrea Leone sur *Renato di Savoia* ¹⁰ (1473-1523), qui met en lumière ce personnage intéressant et peu connu ; celle de Randi (Luigi), *Il principe cardinale Maurizio di Savoia* ¹¹ ; un travail qui renouvelle en partie l'histoire de Galilée, d'Antonio Ricci Riccardi, *Galileo Galilei e fra Tommaso Caccini. Il processo del Galilei nel 1616 e l'abjura segreta rivelate dalle carte* ¹² ; une dissertation sur un des faits essentiels de la vie de P. Strozzi, de Annita Coppini, *Pietro Strozzi all'assedio di Siena* ¹³ ; et enfin la très bonne étude sur *Scipione For- teguerri (Il Carteromaco)* ¹⁴, par où nous touchons à l'histoire de l'humanisme, de Alfredo Chiti, le dévoué directeur du *Bollettino sto-*

¹ Turin, Clausen, in-8, 76 p. — ² Rome, Lœscher, in-8, 560 p. — ³ Turin, Clausen, in-8, 92 p. — ⁴ Zanichelli, Bologne, in-8, 549 p. — ⁵ *Ibid.*, in-8, p. 257. — ⁶ Naples, Pirro, in-16. — ⁷ Turin, Clausen, in-8, 73 p. — ⁸ Lucques, Ricci, in-8, 371 p. — ⁹ Rome, Lœscher, in-8, 696 p. — ¹⁰ Turin, Paravia, in-8, 185 p. — ¹¹ Florence, Seeber, in-8, 160 p., tiré à 50 exempl. — ¹² Florence, Lemonnier, in-8, 297 p. — ¹³ Turin, Paravia, in-8, 202 p. — ¹⁴ Florence, Seeber, in-8, 120 p.

rico Pistoiese. — D'un intérêt plus général est le volume que Carlo Errera a consacré à l'*Epoca delle grandi scoperte geografiche*¹, tableau d'ensemble fort clairement présenté, qui restera un des meilleurs et plus utiles volumes de la *Collezione storica Villari*. Plus intéressant et plus général encore eût été le *corpus* de chartes italiennes médiévales que M. Ludwig Hartmann préconisait en 1903 au Congrès de Rome et dont il a publié un spécimen qui faisait bien augurer de son dessein : *Corporis chartarum Italiae Specimen*².

La littérature dantesque est toujours le plus cultivé des chapitres de l'histoire littéraire de l'Italie; elle se disperse malheureusement en un nombre incalculable de fragments, de conférences, de dissertations, d'articles de revue, de notes dans les journaux littéraires. Egidio Gorra a traduit de l'allemand d'Alfredo Bassermann, *Orme di Dante in Italia*³, précieux guide du dantiste ambulant. Orazio Bacci et G.-L. Passerini ont publié, pour 1903, une *Strenna dantesca*⁴. Le même Passerini a réédité les classiques tableaux du duc Michelangelo Caetani di Sermoneta, *La materia della Divina Commedia di D. A. dichiarate in VI tavole*⁵, et Manfredo Porena publie pour les classes un travail un peu analogue : *Commento grafico alla Divina Commedia*⁶. Ernesto Lamma a réuni, sous le titre de *Questioni Dantesche*⁷, plusieurs bonnes dissertations sur les relations de Dante et de Giovanni Quirini, sur la *rimenata* de Guido, les thèmes des sonnets de Dante, le premier sonnet de la *Vita nuova*, *Madonna Lisa* et la *Donna Gentile*, sur la damnation d'après le concept dantesque. Le volume de *Studi e diposti danteschi*⁸ de Giov. Federzoni comprend : *Una nuova canzone di Dante; quando fu composta la Vita nuova; la poesia degli occhi da Guido Guinizelli a D. A.; i primi germi della Divina Commedia nella Vita nuova: gli angeli nell' Inferno; Il canto XIII dell' Inferno; Sopra Celestino V e Rodolfo d' Absburgo nellu D. A.; breve trattato del Paradiso; Filippo Argenti; L'entrata di Dante nel Paradiso terrestre et quelques autres*. Domenico Ronzoni a réuni des *Pagine sparse di studi danteschi*⁹ : *la Concezione artistica della Commedia e le opere di S. Bonaventura, Le pecore matte, Leggende medievali e la pianta dispolgiata, La corda, Dante fu ascritto ai frati de Penitentie*. La série des conférences d'Or San Michele continue brillamment : MM. Antonio Zardo, Venturi, Michele Scherillo, Della Giovanna, ont lu et

¹ Milan, Hoepli, in-16, 448 p. Coll. stor. Villari. — ² Rome, Loescher, in-8, 30 p. — ³ Bologne, Zanichelli, in-16, 703 p. — ⁴ Florence, Lumachi, in-16, 160 p. — ⁵ Florence, Sansoni, in-32. — ⁶ Palerme, Sandron, in-16, 64 p. et 14 pl. — ⁷ Bologne, Zanichelli, in-16. — ⁸ Ibid., id., in-16. — ⁹ Milan, Albrighi-Legati, in-8, 168 p.

commenté respectivement les chants III, IX, XIV, XXIII, de l'*Inferno*; MM. Albini G. Picciola, Alessandro d'Ancona, Campanini, Tommaso Casini, Arnaldo Bonaventura, Fedele Romani et Arturo Graf, les chants II, IV, VII, X, XIV, XV, XIX et XXVIII du *Purgatorio* ¹. — La *Collezione di opuscoli danteschi* s'est enrichie de plusieurs fascicules : Frammazzo, *Lettere di Dantisti* (I. *del secolo XVIII o ad esso relative*; II. *del secolo XIX. Dantisti stranieri*; III. *del secolo XIX. Dantisti italiani*. F. Romano, *Ombre e corpi. Il secondo cerchio dell' Inferno di Dante. La figura, i movimenti e gli atteggiamenti umani della D. C. et nei Promessi sposi*; F. Torti, *Dante rivendicato, lettera al sg. cav. Monti*, — réédition et préface de Ciro Trabalza ². L'édition désormais classique que Scartazzini a donnée de la Divine Comédie a été revue par G. Vandelli, et le *rimario* amélioré par Polacco ³; Ag. Bartolini publie son troisième volume de *Commento alla D. C. di D. A.* III : *Il Paradiso* ⁴. Perroni Grande commence la publication d'une bibliographie dantesque annuelle qui rendra les plus grands services pour s'orienter dans ce monde confus, — et mêlé, — de brochures : le tome premier de son *Saggio di bibliografia dantesca* ⁵ est relatif à l'an 1901. Plus ou moins importantes, mais attestant toutes le culte véritable dont est honoré *il Sommo Poeta*, sont les brochures d'Itala Nascimbene : *Il convivio e la Divina Commedia* ⁶; Porena : *Manifestazioni plastiche del sentimento nei personaggi della D. C.* ⁷; Nicola Scarana, *Beatrice, saggio dantesco* ⁸; Carolina Sherman : *La visione di Dio in Dante, esame critico* (traduit par G. Bruschi) ⁹; A.-R. Levi, *Lo Studio di Dante* ¹⁰; Rillo, *L'estetica dell' occhio umano in D. A.* ¹¹. Sur des points de détail biographiques ou critiques, les recherches se multiplient toujours : Liborio Azzolina s'efforce de déterminer *L'anno della nascita di Dante Alighieri* ¹²; Perroni Grande publie *Un sonetto di Guido per la morte di Beatrice* ¹³, avec des remarques utiles à la biographie du poète. Le sens du Veltro symbolique empêche toujours d'honnêtes gens de dormir paisibles : Carlo Borromeo croit *Dante personificato nel Veltro* ¹⁴; et Ruggiero Della Torre étudie *La fortuna del Poeta Veltro nel secolo XIX* ¹⁵, G. Crescimmano publie

¹ Toutes ces conférences paraissent en une collection sous le titre commun : *Lectura Dantis. Il canto N. del Inferno (ou Pur. ou Par.) di Dante Alighieri letto nella sala di Dante in Or San Michele. Chez Sansoni, à Florence.* — ² Città di Castello, Lapi; fasc. 64-65, 66-67, 68-69, 70-71 de la collection, in-16 de 56 p., 56 p., 138 p., 144 p., 161 p. — ³ Milan, Hoepli, in-16, 1,200 p. — ⁴ Rome, Calzone et Villa, in-16, p. 216. — ⁵ Messine, Muglia, in-8, p. 110. — ⁶ Frattini, Pavie, in-8, 85 p. — ⁷ Milan, Hoepli, in-16, 204 p. — ⁸ Rome, Loescher, in-8, 92 p. — ⁹ Milan, Briola, in-8, 16 p. — ¹⁰ Rome, Albrighi-Segati, in-8, p. 20. — ¹¹ Naples, Porro, in-16. — ¹² Palerme, Reber, in-4, 36 p. — ¹³ Messine, Muglia, in-16, 44 p. — ¹⁴ Turin, Clausen, in-8, 144 p. — ¹⁵ Florence, Seeber, in-8, 166 p.

La Corda, postilla al canto XVI dell' Inferno ¹; Luigi Arezio étudie *Il Piè fermo di Dante per la spiaggia deserta* ²; Sanesi réunit des *Note per l'interpretazione della Commedia* ³; et *Leggendo la Divina Commedia* ⁴; Boccone étudie *l'Anno della visione dantesca, il verso 75 del canto V dell' Inferno, la mala striscia, il bullo d'Oriente*; Onoria Borsarelli et Giuseppe Schiavo publient l'un et l'autre une dissertation sur *Stazio nel Purgatorio* ⁵; Varcaluzzo publie *Dal lungo silenzio (Virgilio e Dante) : studio dantesco* ⁶. — M. Ronzoni, sous le titre peu clair de *Minerva oscurata*, s'attaque à un sujet moins clair encore et assez vague : *La topografia morale della Divina Commedia* ⁷. Il est fâcheux que ce beau sujet : *Le Istituzioni giuridiche medievali nella D. C.* ⁸, ait tenté M. Arias, déjà connu par les articles de Casanova. M. Sarappa donne un bon mémoire d'histoire littéraire : *La critica di Dante nel sec. XVIII* ⁹; et Sanvisenti une longue et intéressante étude de littérature comparée : *I primi influssi di Dante, del Petrarca e del Boccaccio sulla letteratura spagnuola, con appendici di documenti inediti* ¹⁰. Une entreprise analogue à la « *Lectura Dantis* » de Florence s'est créée à Palerme, semble-t-il, à en juger par un embryon de collection : *Per l'esegesi della Divina Commedia*, où Colagrosso et d'Ovidio ont publié une *Esposizione del canto VIII (et : del canto XX) dell' Inferno* ¹¹. De même une concurrence à la collection dantesque de Lapi a surgi, avec la *Piccola biblioteca storico-critica della letteratura dantesca, diretta da P. Papa*. G. Picciola y a publié une étude sur *Matelda, studio dantesco* ¹². Et dans la *Piccola Biblioteca di cultura moderna*, M. C. Chiarini étudie *La Casa della fama di G. Chancer* ¹³, considérée comme une imitation anglaise de la *Divine Comédie*.

La *Società filologica romana* commence une importante collection d'éditions critiques d'anciens textes. V. de Bartholomeis édite Bonvesin da Riva, *Il libro delle tre scritture e il volgare delle Vannità* ¹⁴; Francesco Egidi entreprend la publication des *Documenti d'amore di Francesco da Barberino* ¹⁵, et Salvatore Satta celle du *Libro delle varie romanze volgare (cod. Vat. 3793)* ¹⁶. Leandro Biadene publie dans les *Studi di filologia romanza*, et à part, les *Car-*

¹ Turin, Paravia, in-8, 49 p. — ² Palerme, Reber, in-8, 20 p. — ³ Turin, Paravia, in-8, 166 p. — ⁴ Palerme, Reber, in-8, 50 p. — ⁵ Florence, Seeber, in-8, 46 p. et Lumachi, in-8, 44 p. — ⁶ Messine, Muglia, in-16, 250 p. — ⁷ Milan, Albrighi-Segati, in-16, 252 p. — ⁸ Florence, Lumachi, in-8, 242 p. — ⁹ Nola, Tipog. soc. San Fedele, in-8, 196 p. — ¹⁰ Milan, Hœpli, in-8, 480 p. — ¹¹ Palerme, Sandron, broch. in-8 de 64 p. — ¹² Bologne, Zanichelli, in-8, 52 p. et 3 pl. — ¹³ Bari, Laterza, in-16. — ¹⁴ Rome, Lœscher, S. F. R., t. I, in-8, 160 p. — ¹⁵ Id., ibid., S. F. R., t. III, fasc. 1, in-8, 48 p. — ¹⁶ Id., ibid., S. F. R., t. II, fasc. 1, 48 p.

mina de Mensibus du même Bonvesin da Riva ¹. La même société inaugure une *Miscellanea di letteratura del medio evo*, par la publication de *Rime Antiche Senesi* ², retrouvées par Molteni et commentées par De Bartholomeis. La *Raccolta di Rarità storiche e letterarie*, dirigée par Passerini, s'est augmentée de : V. *Opera nuova e da ridere o Grillo medico, poemetto popolare di autore ignoto ristampato per cura di G. Ulrich* ³. VI. Baldi, *l'Invenzione del bossolo da navigare, poemo inedito* (édité par Canevazzi) ⁴. Et la *Biblioteca dei bibliofili* a publié, avec introduction de C. Arlia, les *Sonetti rustici di Biagio del Capperone* (Grambulari Bernardo) ⁵. — Les rééditions des *Fioretti* sont innombrables ; il convient cependant de signaler celle que Luigi Manzoni di Mordana a donnée des *Fioretti di san Francesco, secondo la lezione del Codice fiorentino, scritto da Amaretto Manelli* ⁶.

D'autres textes inédits sont publiés ou republiés selon les exigences de la critique en dehors des sociétés et des bibliothèques. P. D. Pasolini publie *Tre lettere inedite di Vittoria Colonna* ⁷. Ciardulli, *Sessantadue lettere inedite di Aleardo Aleardi* ⁸. Landomia Capineri Cipriani, les *Lettere di Silvio Pellico alla donna gentile* ⁹. Filippo Orlando continue sa collection de *Carteggi italiani inediti o rari antichi e moderni* ¹⁰. Stiavelli donne un *Contributo alla storia degli amori del poeta* en publiant *Dieci lettere inedite di Giuseppe Giusti* ¹¹. D'Ancona a honoré le mariage Dejob-Citoleux d'un beau *per nozze* composé de *Lettere d'illustri scrittori francesi ad amici italiani* ¹² : M^{me} de Staël, Sismondi, La Mennais, Ozanam, Michelet, M^{me} Sand et Renan. Le centenaire d'Edoardo Calvo a fourni prétexte à L. de Mauri de republier ses *Poesie piemontesi* ¹³, avec une *Vie*, des poésies inédites, des notes abondantes et une bibliographie ; le même a publié une *Raccolta completa delle canzoni piemontesi e dei poemetti di Angelo Brofferio* ¹⁴ ; à Côme, a paru, sous le titre *Spigolature Voltiane*, et sans nom d'auteur, *Una lettera inedita di Alessandro Volta aggiunta alle medaglie del Volta* ¹⁵.

Il faut citer à part l'hommage adressé à Monaci par ses élèves pour son vingt-cinquième anniversaire d'enseignement ; il consiste en un beau recueil de *Scritti vari di filologia* ¹⁶, comparable à ceux

¹ Turin, Clausen, in-8, 132 p. — ² Id., ibid., in-8. — ³ Livourne, Giusti, in-16, 98 p. — ⁴ Ibid., id., in-16, 104 p. — ⁵ Città di Castello, Lapi, in-16, 108 p. — ⁶ Turin, Loescher, in-8, 224 p. — ⁷ Rome, Loescher, in-fol., 32 p., port-facs. — ⁸ Milan, Albrighi-Segati, in-16, 124 p. — ⁹ Rome, Soc. Dante Alighieri, in-16, 218 p. — ¹⁰ Florence, Libr. Ugo Foscolo, I, t. IV, in-8, 160 p. — ¹¹ Ibid., Lumachi, in-16, 76 p. — ¹² Pise, Spoerri, in-8. — ¹³ Turin, Libr. Antiquaria Patristica, in-16, 108 p. — ¹⁴ Id., ibid., in-16, 256 p. — ¹⁵ Como, Bertolini, Nani, in-8, 6 p., fig. — ¹⁶ Rome, Loescher, in-8, 598 p.

offerts à d'Ancona et à Graf. — Luigi Capuana a publié, sous le titre *La scienza della letteratura*¹, la leçon d'ouverture de son cours à l'Université de Catane. Finzi réédite, sur un plan nouveau et amélioré, ses *Lezioni di storia della letteratura italiana*². Parmi les travaux particuliers citons Torraca, *Studi su la lirica italiana del duecento*³; Bollea, *Il misticismo di S. Bonaventura studiato nelle sue antecedenze e nelle sue esplicazioni*⁴; Biadena, *Il collegamento delle due parti principali della stanza per mezzo della rima nella canzone italiana dei secoli XIII e XIV*⁵; Avogaro, *L'opera di Giacomino de Verona nella storia letteraria del secolo XIII*⁶; Cannizzaro, *Il lamento di Lisabetta da Messina e la leggenda del vaso di basilico nella novella V, giornata IV del Decameron*⁷; Armando Carlini, *Studio su « l'Africa » di Francesco Petrarca*⁸; Alessi, *Il Petrarca precursore degli umanisti*⁹; Ercole Nardelli, *Un umanista : Enea Silvio Piccolomini (Papa Pio II) precursore in parte di alcuni pedagogisti moderni (Rousseau, Diderot, Kant, ecc.) col trattato « De liberorum educatione*¹⁰. » Stefano Grande, *Notizie sulla vita e sulle opere di Giacomo Gastaldi, cosmografo piemontese del XVI secolo*¹¹; Mario Baratta, *Leonardo da Vinci ed i problemi della terra*¹²; Arnaldo Della Torre, *Storia dell' Accademia Platonica di Firenze*¹³; Razzoli, *Per le fonti dell' Orlando Innamorato de Matteo M. Botardo*¹⁴; Cremonini, *Il secentismo e le cause che lo determinarono. Studio critico*¹⁵; V. A. Amico, *La cultura letteraria in Palermo nella prima metà del secolo XVII*¹⁶; L. Gatta, *Il teatro in Italia dalle origini al Goldoni*¹⁷; G. Oxilia, *La moralità di Pietro Colletta*¹⁸; Gerini, *Gli scrittori pedagogici italiani del secolo XVIII*¹⁹; P. Prunas, *La critica, l'arte e l'idea sociale di Niccolò Tommaseo*²⁰; Fabiani, *Ippolito Neri, studio biografico-critico*²¹; Chiappelli, *Una pastora poetessa. Beatrice di Pian degli Ontani nel centesimo anno dalla sua nascita*²²; Amos Parducci, *La tragedia classica del secolo XVIII anteriore all' Alfieri*²³; Bertana, *Vittorio Alfieri studiato nella vita, nel pensiero e nell'arte con lettere e documenti inediti*²⁴; Masi, *Asti e gli Alfieri nei ricordi della villa*

¹ Catane, Giannotta, in-16, 20 p. — ² Turin, Loescher, t. II, in-8, 534 p. — ³ Bologne, Zanichelli, in-16. — ⁴ Turin, Clausen, in-8, 70 p. — ⁵ Pise, Spoerri, in-8, 20 p. — ⁶ Vérone, Cagianca (Libr. Dante), in-8, 53 p. — ⁷ Catane, Battiato, in-8, 124 p. — ⁸ Florence, Lemonnier, in-8 (III, Bibl. Petrarchesca). — ⁹ Messine, Trimarchi, in-8, 40 p. — ¹⁰ Turin, Paravia, in-16, 29 p. — ¹¹ Turin, Clausen, in-8, 100 p. — ¹² Turin, Bocca, in-8, 334 p. (Biblioteca Vinciana, I). — ¹³ Florence, Seeber, in-8, 876 p. — ¹⁴ Milan, Albrighi-Segati, in-8, 112 p. — ¹⁵ Bologne, Beltrami (Trèves), in-16. — ¹⁶ Palerme, Reber, in-16, 35 p. — ¹⁷ Palerme, Sandron, in-16, 70 p. — ¹⁸ Florence, Barbera, in-16, 96 p. — ¹⁹ Turin, Paravia, in-16, 456 p. — ²⁰ Florence, Seeber, in-8, 376 p. — ²¹ Ibid., id., in-8, 252 p. — ²² Ibid., id., in-8, 28 p. — ²³ Bocca S. Casciano, Cappelli, in-16, 402 p. — ²⁴ Turin, Loescher, in-8, vii-547 p.

di San Martino ¹; Mestica, *Studi leopardiani* ²; Bonaventura Zambini, *Studi su Leopardi I. Studi giovanili di erudizione e di letteratura. Primo periodo poetico. — Attraverso lo zibaldone. — Secondo periodo poetico* ³; Zulia Benelli, *Epigoni foscoliani. Giulio Foscolo a Quirina Mocenni Magiotti, lettere inedite* ⁴; Arturo Foà, *Ugo Foscolo. L'amore in U. F.; U. F. e il pensiero contemporaneo* ⁵; — Oxilia, *G. Mazzini uomo e letterato* ⁶. — M. Gaetano Negri a publié un recueil de profils et d'esquisses littéraires, *Segni dei tempi* ⁷, qui contient de brillantes études; on réimprime dans les œuvres complètes du vieux Carducci ses célèbres *Confessioni e battaglie* ⁸, et un recueil général de la correspondance de Mazzini, *Epistolario di G. M.* ⁹. Il faut mentionner une œuvre analogue à la seconde partie des *Avvisaglie e Scaramucce* de Lumbroso, sur cette question toujours actuelle, *Il plagio* ¹⁰ de Domenico Giuriati. — Gabriele d'Annunzio a déjà ses critiques, admirateurs passionnés ou détracteurs insensibles à sa splendeur lyrique et à sa puissance d'évocation : Grassi Bertazzi étudie *Roma nell' Ode a Roma di Gabriele d'Annunzio* ¹¹, et Guido Rubetti communique aux peuples, sous le titre *Punti e virgole*, les *Impressioni e note di un giornalista sul D'Annunzio ed i D'Annunziani* ¹². — Mentionnons enfin la traduction par Cesario Testa, qui s'est affublé du ridicule pseudonyme de Papiliunculus (!) de *Le poesie latine di papa Leone XIII* ¹³.

La critique italienne a depuis quelques années une heureuse tendance à regarder vers les littératures étrangères, surtout néo-latines, et vers les auteurs contemporains de tous pays. C'est ainsi que Guido Menasci a réuni, sous le titre *De Ronsard a Rostand* ¹⁴, des essais de littérature française du xvi^e au xix^e siècle; Stoppoloni étudie *Le donne nella vita di Gian Giacomo Rousseau* ¹⁵; Ubaldo Scotti, ce jeune et charmant Ch. Read, *Un poeta a diciannove anni* ¹⁶, qui fut si prématurément enlevé aux bonnes lettres.

Lo Forte Randi continue à chercher *Nelle letteratura straniera* et en rapporte des études sur *I pessimisti* (Swift, Laroche Foucauld, Schopenhauer) ¹⁷; Angelina Valgoi publie des textes sur le *Filantropismo tedesco nella seconda metà del settecento* ¹⁸; Michele Longo cherche dans *Schiller et Ibsen* des sujets d'études de *psicologia*

¹ Florence, Barberà, in-8, 633 p. — ² Florence, Lemonnier, in-16, 252 p. — ³ Ibid., Barberà, in-16, 350 p. — ⁴ Ibid., Seeber, in-8, 22 p. — ⁵ Turin, Clausen, in-16, 270 p. — ⁶ Florence, Seeber, in-8, 320 p. — ⁷ Milan, Hoepli, in-16, 485 p. — ⁸ Bologne, Zanichelli, in-16, 589 p. — ⁹ Florence, Sansoni, t. I, in-8, 475 p. — ¹⁰ Milan, Hoepli, in-16, 511 p. — ¹¹ Catane, Giannotta, in-16, 212 p. — ¹² Turin, Paravia, in-16, 108 p. — ¹³ Milan, Sonzogno, in-16, 112 p. — ¹⁴ Florence, Lemonnier, in-16, 168 p. — ¹⁵ Rome, Lib. D. Aligh., in-16, 205 p. — ¹⁶ Florence, Seeber, in-16, 104 p. — ¹⁷ Palerme, Reber, in-16, 338 p. — ¹⁸ Gênes, Sordomuti, in-8.

penale ¹; Ettore Zoccoli parle de *Ruskin* ², et voit dans *l'Estetica di A. Schopenhauer* une *propedeutica all' estetica Wagneriana* ³; P. Chimienti retrace le portrait de *Bismarck nei suoi ricordi e pensieri* ⁴; — Perrone examine *Nietzsche* et *L. Tolstoï* pour y reconnaître les *idee morali del tempo* ⁵. — M^{me} Gemma Cenzatti revient sur la question toujours cuisante des relations de Lamartine et de l'Italie, qui furent assez orageuses, dans son *Alfonso de Lamartine e l'Italia* ⁶.

Il fallait s'y attendre. Le cruel anthropologue devait s'emparer de lui comme il s'est emparé de Dante, de Tasse, de Machiavel et *tutti quanti* : voici qu'un des sectateurs de Lombroso et de la *Biblioteca antropol. giuridica*, Portigliotti, consacre cent pages à démontrer la folie de Savonarole : *Un grande monomane : Fra Girolamo Savonarole* ⁷.

G. Ungarelli a publié un bon *Vocabolario del dialetto bolognese* ⁸, avec une introduction d'Alberto Trauzzi sur la phonétique et la morphologie de ce dialecte. Le sénateur Pierantoni a refondé son histoire des *Studi di diritto internazionale in Italia* ⁹. Carlo Catisse, l'éminent juriste, a publié sous une forme commode et claire un petit tableau du *Diritto ecclesiastico, Costituzione della Chiesa* ¹⁰.

(A suivre.)

L.-G. PÉLISSIER.

¹ Turin, Bocca, in-8, 92 p. — ² Milan, Agnelli, in-8, 32 p. — ³ Ibid., id., in-8, 88 p. — ⁴ Bari, Laterza, in-16. — ⁵ Naples, Porro, in-16. — ⁶ Livourne, Giusti, in-16, 120 p. — ⁷ Turin, Bocca, in-8, 104 p. — ⁸ Bologne, Beltrami (Trèves), in-8, 340 p. — ⁹ Florence, Cammelli, in-8, 1,032 p. — ¹⁰ Ibid., id., in-8, 94 p.

CHRONIQUE

SOMMAIRE. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Communications de MM. Bayet, L. Heuzey, L. Havet, Capitan, Henry Martin (les ateliers de peinture au moyen âge), Paul Gauckler, R. Herzog, le P. Prosper, Wolfgang Helbig (l'*equitatus* romain, les *Saliens*), E. Babelon, Clermont-Ganneau, le capitaine Lenfant, d'Arbois de Jubainville, Héron de Villefosse, Chavannes, Dieulafoy (l'art polychrome espagnol), le P. Lagrange, Mispoulet. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures de MM. Émile Lair, Edmond Séligmann, Louis Méchon. — Prix académiques. — Congrès des sociétés savantes. — Réunion des sociétés des beaux-arts. — Congrès divers. — La Faculté orientale de l'Université de Beyrouth. — Œuvre de l'encouragement des études supérieures dans le clergé. — Société française de fouilles archéologiques. — Société d'histoire de la Révolution de 1848 et autres compagnies savantes. — Publications diverses. — Nécrologie : MM. Auguste Molinier, Ottokar Lorenz, le chanoine Reusens.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a reçu, le 4 mars, communication d'une lettre du préfet de la Seine, sur l'état des fouilles pratiquées près du Collège de France : les travaux ont mis au jour les vestiges de monuments appartenant à trois époques ; le plus ancien est une salle en briques concentriques, avec des piliers d'hypocaustes ; au-dessus, une autre salle bétonnée, d'un travail inférieur, offre aussi des restes d'hypocauste ; enfin le dallage qui la recouvre porte des traces de constructions gallo-romaines. — M. Bayet a signalé, parmi les dernières découvertes en Perse de M. de Morgan, une statue de femme en granit, un lion en marbre, une colonne de bronze à inscription, et un cylindre à scènes figurées. — M. Pottier a fait connaître une réplique romaine, trouvée à Pergame, de l'Hermès Propylaïos d'Alcamène, principal émule de Phidias. — M. Heuzey a étudié tout un côté nouveau de la céramique chaldéenne : on ne lui connaissait jusqu'ici d'autres produits que des vases en terre sans décoration ; les découvertes du capitaine Cros ont fait connaître toute une série de vases en terre noire ornés de figures à la pointe, dont le contour est avivé par une pâte blanche ; l'ornementation n'est pas purement décorative, mais comporte des sujets particulièrement empruntés à la vie fluviale. Cette découverte est d'autant plus intéressante que cette technique chaldéenne s'est répandue dans tout l'ancien monde.

A la séance du 11 mars, M. L. Havet a fait l'éloge de l'archéologue

T. LXXVI. 1^{er} JUILLET 1904.

18

anglais Murray, correspondant de l'Académie, mort récemment. — MM. le docteur Capitan, Breuil et Cherbonneau ont observé sur des blocs de granit groupés sur le territoire de la ferme de la Vaulx (Deux-Sèvres, commune de Saint-Aubin-Baubigné), des figures d'hommes ou d'animaux, profondément gravées. — Les recherches de M. Henry Martin sur l'enluminure des manuscrits au moyen âge établissent qu'il y eut dès le ^{xii}^e siècle de véritables ateliers de peintres, dont le maître esquissait pour ses collaborateurs les miniatures à exécuter. Nombre de manuscrits de luxe ont conservé sur leurs marges ces esquisses d'un dessin bien supérieur à celui des ouvriers qui ont fait les miniatures. Cela permet d'expliquer pourquoi les miniatures d'un même manuscrit, homogènes pour la composition des scènes, accusent dans l'exécution tant d'inégalités. En même temps, M. Martin révèle l'existence à Paris, sous Charles VI, d'une artiste femme, Anastaise, dont le travail était fort apprécié et se payait fort cher.

Le 18 mars, M. Paul Gauckler a signalé la découverte au Djebel Mansour (ancienne *civitas Galitana*) de la dédicace d'un temple à Mercure, avec le nom du lapicide et des architectes. — M. R. Herzog a communiqué à l'Académie une inscription de l'an 278 avant notre ère, relative à la défaite subie devant Delphes par les Gaulois, en décembre 279.

Des inscriptions grecques chrétiennes trouvées à Bersabée, par le P. Prosper, et communiquées le 25 mars à l'Académie, permettant d'établir que dans cette ville on employait, avec l'ère éleuthéropolitaine, le vieux calendrier dit des Arabes. — M. Paul Gauckler a fait connaître des inscriptions du municipium Felix Thabbores, et M. Paris une plaque de bronze à inscription romaine trouvée à Cortegana (Espagne, province d'Huelva). — Un mémoire de M. W. Helbig, lu dans la même séance, a pour objet d'établir que jusqu'à l'époque des guerres samnites, l'*equitatus* ne représentait pas chez les Romains un corps de cavalerie proprement dite, mais une troupe de fantassins montés, qui mettaient pied à terre pour combattre.

A la séance du 30 mars, M. Helbig a lu un nouveau mémoire sur les attributs des Saliens, représentants sacerdotaux du contingent recruté parmi les citoyens à pleins droits politiques ou patriciens. De l'existence de deux *sodalitates Saliorum*, l'une sur le Palatin, l'autre sur le Quirinal, M. Helbig conclut à l'existence de l'institution du temps même où les deux communes qui se fondirent pour former Rome étaient encore indépendantes. — Le musée de Berlin possède un bronze antique célèbre sous le nom d'Enfant en prière; l'on en a rapproché divers types monétaires ou monuments; mais M. E. Babelon ne croit pas ces rapprochements exacts : sur la monnaie de Tarente, par exemple, le héros Taras ne fait pas le geste de la prière,

mais les mouvements cadencés du céleuste; sur la stèle de Némée, il n'y a pas d'athlète en prière, mais un devin, Mélampus peut-être, dans une attitude liturgique; et c'est le même motif que représentent les monnaies de Sicyone où la présence d'une colombe appelle l'hypothèse d'une scène d'ornithomancie.

Le 8 avril, M. Léon Heuzey a signalé à Tillevieille, près de Sommières (Gard), la statue d'un certain Publius, flamine provincial du culte d'Auguste, à en juger par l'apex ou bonnet à pointe dont il est coiffé. — La découverte dans un papyrus araméen de Saqqarah du nom d'Artaxerxès, qu'il identifie avec Artaxerxès Longue-Main, a semblé à M. Clermont-Ganneau une preuve nouvelle que les monuments araméens d'Égypte sont attribués à tort à l'époque ptolémaïque ou romaine, qu'en réalité ils appartiennent à l'époque des Perses Achéménides et que l'araméen était la langue officiellement employée dans les chancelleries des satrapies extérieures.

Le 15 avril, M. le capitaine Lenfant a fait le récit de sa mission au lac Tchad, pour laquelle l'Académie lui avait accordé une subvention sur les arrérages de la fondation Garnier. — M. d'Arbois de Jubainville s'est élevé contre l'assertion de Jules César au début de son *De Bello Gallico*, où il laisse entendre que le pays conquis par lui était la Gaule entière, alors que ce n'en était qu'une partie.

A la séance du 22 avril, M. Babelon a présenté des monnaies, les unes originaires de Berytus, les autres romaines, mais frappées en l'honneur de Carthage, où pour la première fois l'on rencontre l'image du dieu phénicien Eschmoun assimilé par les Latins à leur Esculape, et dans certaines légendes à Adonis; le dieu est représenté sous les traits d'un jeune homme debout, accosté de deux dragons ailés. — Un article de M. Otto Benndorf a fourni à M. Héron de Villefosse, appuyé par M. Salomon Reinach, l'occasion d'un vœu sur l'urgence qu'il y aurait d'entreprendre des fouilles systématiques à la Turbie, au point où l'on a découvert le trophée d'Auguste. — Le 29 avril, M. Chavannes a donné lecture d'une notice sur M. Alexandre Bertrand, et M. Dieulafoy a commencé la communication de recherches sur la polychromie en Espagne, du ^{xii}^e au ^{xviii}^e siècle, qu'il a poursuivie dans la séance du 6 mai. Au début du ^{xiii}^e siècle, c'est l'influence du Midi de la France et de l'école clunisienne qui se fait sentir dans la sculpture espagnole et cette influence persiste jusqu'à la fin du moyen âge; on importe dans la péninsule des œuvres françaises, comme une vierge d'ivoire amenée en 1349 de Paris à Pamplune, comme le chef de saint Valère reçu en 1397 d'Avignon par la seo de Saragosse. Vers 1450, l'influence française est supplantée par celle de la Bourgogne, des Flandres et de l'Allemagne, et bientôt après par la Renaissance italienne. — Un rapport du P. Lagrange, communi-

qué le 6 mai par le P. Séjourné, a mis l'Académie au courant de l'exploration d'Abdeh par l'École biblique de Jérusalem. Les fouilles qui y ont été poursuivies pendant cinq jours ont permis d'en préciser la topographie; des centaines d'hypogées, transformés parfois en habitations, en sanctuaires ou en tombes chrétiennes, ont été découverts; le plus important de ces hypogées serait celui du roi nabatéen Obodas, dont on a retrouvé le sanctuaire; de nombreux graffites nabatéens offrent de grandes difficultés de déchiffrement. — A la séance du 13 mai, M. Heuzey a exposé les résultats des fouilles opérées par MM. Arthur Engel et Pierre Paris à Osuna (Espagne) : les deux explorateurs ont enrichi l'art ibérique de nouveaux fragments de sculptures représentant surtout des scènes religieuses ou militaires. M. Mispoulet a donné lecture à cette séance et à celle du 20 mai d'un mémoire sur les consulaires et la consularité au iv^e siècle. La différence entre les consulaires du iii^e siècle, qui occupent le rang le plus élevé de la hiérarchie sénatoriale, et ceux du iv^e siècle, personnages d'un rang tout à fait secondaire, est l'œuvre consciente du législateur, qui en a fait la base d'une réorganisation des institutions publiques : c'est, selon M. Mispoulet, Constantin qui aurait opéré cette réforme entre 315 et 320.

A l'Académie des sciences morales et politiques, M. Émile Lair a donné lecture, le 26 mars, de notes sur les Universités allemandes de Bonn, Göttingue et Berlin en 1838, d'après les souvenirs inédits de Dubois, de la Loire-Inférieure. — Le 9 avril, M. Edmond Seligmann a présenté à l'Académie une lettre de Lafayette qu'il croit inédite. Datée du 10 décembre 1791, elle a trait à la Constitution de 1791 et à la façon dont il faut l'expliquer aux paysans. M. Louis Méchon a étudié l'ébauche du gouvernement parlementaire sous la première Restauration : un ministère sans homogénéité, un conseil des ministres auquel les ministres n'assistaient que lorsqu'il plaisait au roi de les appeler, mais qui, par contre, était ouvert aux princes et à d'autres personnages, empêchaient le régime de fonctionner régulièrement.

L'Académie française a décerné le grand prix Gobert à M. Pierre de Ségur (*Le maréchal de Luxembourg*) et le second prix à M. Thouvenet (*Pages d'histoire du second Empire*; — *Trois années de la question d'Orient*). Elle a couronné du prix Thiers l'ouvrage sur l'*Ancien clergé* de M. l'abbé Sicard. Le prix Théroutanne a été partagé en huit prix égaux de 500 fr., décernés à MM. René Henry (*Question d'Autriche et question d'Orient*); Raoul Allier (*La Cabale des dépôts*); Cruyplants (*La Belgique sous la domination française*); Louis Batifol (*Au temps de Louis XIII*); général T. Carrouge (*Histoire et art militaire*); Marius Sepet (*Les Préliminaires de la Ré-*

volution ; — *La Chute de l'ancienne France* ; — *Six mois d'histoire révolutionnaire*) ; A. Périer (*Un chancelier du XV^e siècle, Nicolas Rolin*) ; Calmon-Maison (*Le maréchal de Château-Renault*). — Parmi les prix décernés sur les arrérages de la fondation Monthyon, les suivantes intéressent nos études : MM. le capitaine Lenfant, *Le Niger* (1,500 fr.) ; — René Pinon, *L'Empire de la Méditerranée*, 1,500 fr.) ; — Pichon, *Lactance* (1,000 fr.) ; — F. Dreyfus, *La Rochefoucauld-Liancourt* (1,000 fr.). — Le prix Juteau-Duvigneau a été partagé entre MM. l'abbé Laveille, *Jean-Marie de Lamennais* (1,000 fr.) ; Charles Baille, *Le cardinal de Rohan-Chabot* (500 fr.) ; Dom du Bourg, *Le Fr. Gabriel* (500 fr.) ; Jean Lionnel, *Un évêque social, Ketteler* (500 fr.). — Le prix Furtado a été donné à M. le marquis de Segonzac, *Voyages au Maroc* ; et le prix de Joest au P. Piolet, *Les Missions catholiques françaises du XIX^e siècle*. — Sur la fondation Bordin, M. Paul Gauthier a obtenu 1,000 fr. (*M^{me} de Staël et Napoléon*). — Sur le prix Marcellin Guérin, des prix de 1,000 fr. ont été décernés à MM. A. Gazier (*Mélanges de littérature et d'histoire*) et Dunand (*Études critiques sur l'histoire de Jeanne d'Arc*), et des prix de 500 fr. à MM. Léon Béclard (*Sébastien Mercier, sa vie, son œuvre, son temps*), et Dauphin Meunier (*Mirabeau, Lettres à Julie*).

Parmi les prix décernés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, nous relèverons les suivants. Sur les arrérages de la fondation Prost, 900 fr. ont été accordés à M. Boyé pour son ouvrage : *les Hautes chaumes des Vosges*, et 300 fr. à M. Roger Clément pour sa *Condition des Juifs de Metz sous l'ancien régime*. — Le prix Saintour a été partagé entre MM. Maurice Besnier, *L'île Tibérine dans l'antiquité*, et de Ridder (*Catalogue des vases peints de la Bibliothèque nationale*). — Une récompense de 1,000 fr. sur la fondation Chavannes a été décernée à l'œuvre posthume de P. Gaillard : *Nankin d'alors et d'aujourd'hui*. — Le prix Loubat a été partagé entre M. le baron Marc de Villiers du Terrage (*Les dernières années de la domination française*) et M. Georges Musset (édition d'Alfonse le Saintongeais). — Le prix Bordin pour les études orientales a été partagé entre MM. Marçais pour ses publications sur Tlemcen (1,500 fr.), Fossey, pour son *Manuel d'assyriologie* (1,000 fr.) et Caba-ton pour ses *Nouvelles recherches sur les Chams* (500 fr.). — Le prix Delalande-Guerineau a été réparti entre MM. Joseph Calmette (*Louis XI, Jean II et la Révolution catalane*, 600 fr.) et L. Thuasne (*Roberti Gaguini epistolae et orationes*, 400 fr.). — Au concours des antiquités nationales, les récompenses ont été : première médaille, M. le comte Bertrand de Broussillon (*la Maison de Laval, Cartulaire de Saint-Aubri d'Angers*) ; deuxième médaille, M. E. Rupin (*Roc-Amadour*) ; troisième médaille, M. F. Abbadie (*Le Livre noir et les*

établissements de Dax); quatrième médaille, MM. P. Quesvers et H. Stein (*Inscriptions de l'ancien diocèse de Sens*); première mention, M. F. Vindry (*Dictionnaire de l'État-major au XVI^e siècle et Les Ambassadeurs français au XVI^e siècle*); deuxième mention, M. R. de Largire (*La Noblesse bretonne aux XV^e et XVI^e siècles*); troisième mention, MM. Michel Clerc et Arnaud d'Agnel (*Découvertes archéologiques de Marseille*); quatrième mention, M. Gardère (*Histoire de la seigneurie de Condom*); cinquième mention, M. l'abbé Chaillan (*Nouveaux documents sur le Studium de Trets, la maison des repenties à Avignon et l'Orphanotrophium de Grégoire XI*); sixième mention, M. A. Dussert (*Essai historique sur La Mure*).

L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix Koenigswarter (1,500 fr.) à M. Brissaud (*Cours d'histoire générale de droit français public et privé*); elle a honoré de deux récompenses de 500 fr. sur la même fondation l'*Histoire de l'autorité paternelle et de la société familiale en France avant 1789*, de M. le comte du Plessis de Grénédan, et *Les gens du roi au Parlement de Bretagne* de M. G. Saulnier de La Pinelais. — Le prix Paul-Michel Perret a été attribué à M. Guignebert (*Tertullien, études sur ses sentiments à l'égard de l'Empire et de la société civile*), et une mention honorable accordée à M. Georges Yves (*Le Commerce et les marchands dans l'Italie méridionale au XIII^e et au XIV^e siècle*).

C'est le mardi 5 avril que s'est ouvert le congrès des sociétés savantes, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. E. Levasseur.

Section d'histoire et de philologie. Séance du mardi 5 avril. — M. R. Bardy a parlé de la façon dont se sont constitués au moyen âge les surnoms et sobriquets. — M. Lesort a fait connaître les archives du Clermontois, aujourd'hui au Musée Condé, et qui se sont formées par un triple apport : papiers de l'administration des princes de Condé de 1648 à la Révolution; dossiers saisis en 1792 chez les officiers des princes à Varennes et à Stenay; titres des Chambres des comptes de Bar-le-Duc et de Nancy, des archives de l'évêché de Verdun et de divers chartriers ecclésiastiques. — M. le chanoine Potier a étudié les chartes de franchises des bastides de Gilhac (1267), Auterive (1276), Beaumont (1278) et Roujos (1319), dans le Lot-et-Garonne. — M. de Saint-Genis a eu la main assez heureuse pour retrouver l'original que l'on croyait perdu de la charte de franchise donnée en 1276 à la ville de Semur en Auxois par le duc Robert II. — M. H. Dupont a donné de curieux détails sur les méthodes d'enseignement dans une école picarde tenue par son bisaïeul avant la Révolution. — M. Lechevalier, instituteur à Cuverville-en-Caux, a présenté un mémoire sur l'enseignement antérévolutionnaire dans ce

pays. — M. G. Lefèvre-Pontalis a retrouvé dans des abrégés de Froissart du xv^e siècle des versets de forme prophétique relatifs à Jeanne d'Arc et qui s'ajoutent à ceux que l'on connaissait déjà. — M. A. Roux fixe à l'année 1586 l'introduction de l'imprimerie à Montbéliard par Jacques Foillet, de Tarare. — M. l'abbé Mouton nous fait connaître Barthélemy, le célèbre auteur du *Voyage du jeune Anacharsis*, sinon comme un poète, du moins comme un versificateur, qui, à peine âgé de douze ans, lisait déjà des pièces de sa composition à l'Académie de Marseille.

Mercredi 6 avril. Matin. — M. Pierre Boyé a présenté une étude documentée sur les coutumes du bailliage de Bar, rédigées en 1506, réformées en 1579. — M. le docteur Coulon a fait connaître les Apothicaires de Cambrai au xvii^e siècle, les ordonnances qui les régissaient, mais qui trop souvent, paraît-il, étaient violées, les luttes qu'ils durent soutenir pour obtenir la répression de l'exercice illégal de l'apothicairerie et la séparation de leur corporation d'avec celle des médecins. — Des données chronologiques de l'Obituaire de Saint-Lucien de Beauvais et de celui de l'église cathédrale de Limoges ont permis à M. Depoin de fixer au 13 février 721 la mort de Chilpéric II et au 22 novembre 595 les obsèques de Childébert II. — Le même érudit a cru pouvoir établir qu'aux ix^e et x^e siècles, le prénom d'Arnoul était réservé aux enfants illégitimes de princes carolingiens ou aux descendants en ligne féminine de Charlemagne. — M. A. Guérnon a résumé ses recherches sur les origines de la chandelle et de la confrérie des jongleurs d'Arras, qui se rattache au jongleur de Rocamadour et aux guérisons des ardents par la chässe de sainte Geneviève. — L'étude de M. l'abbé Sabarthès sur les prénoms usités dans l'ancien état civil de Leucate (Aude) aboutit aux conclusions suivantes : les prénoms adoptés sont tous, — sauf deux exceptions, — des noms religieux et non profanes ; les prénoms sont empruntés, dans la proportion de 38 %, au culte et à la liturgie du diocèse ; de 43 %, à l'influence des ordres religieux. — Une convention de 1302 entre Durand de Montal et les habitants de la Roquebrou en Haute-Auvergne, au sujet d'un pont communal sur lequel le seigneur voulait établir des constructions, communiquée au Congrès par M. Louis de Sarrau d'Allard, a pour principal intérêt de nous montrer l'extension prise en vingt ans par une commune de formation nouvelle. — M. J.-J. Vernier a lu un mémoire sur les officiers laïques (*servientes, famuli liberi*), qui prenaient part, avec les officiers religieux, à l'administration de l'abbaye de Saint-Loup de Troyes. Leur nombre, de huit à la fin du xiv^e siècle, était antérieurement de trois au moins : le maire, le cellérier et le grénétier. — M. Veucelin a fait connaître les assemblées générales de la communauté des habitants dans les paroisses de

l'arrondissement de Bernay, à l'aide de documents pour la plupart du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle, mais dont l'un remonte à 1360.

Mercredi 6 avril. Soir. — MM. Pagel et Cozette ont examiné le livre des serments de Noyon, qui contient les textes des serments que prêtaient au ^{xiv}^e siècle les officiers de cette municipalité, les employés de la ville, les maîtres boulangers, etc. — M. Gros a communiqué un mémoire sur l'église anticoncordataire de la Haute-Garonne : l'âme de la résistance au Concordat était l'abbé Lucrès, ancien vicaire général de Lombez ; les fidèles qui se groupaient autour de lui et de ses compagnons de lutte se trouvaient principalement à Saint-Gaudens, Martres, Aspet, Mondavezan et Toulouse. Ces « illuminés » ou « chambristes » étaient traqués par la police, réduits à se cacher, à se déguiser, à prendre de faux noms ; ils purent mener cette triste vie jusque sous la Restauration. C'est la correspondance de Lucrès, saisie par la police, et aujourd'hui aux archives de la Haute-Garonne, qui a fourni à M. Gros les principaux traits de son étude sur la « petite église » méridionale. — M. Cozette a résumé une enquête agricole faite en 1788 par ordre de Louis XVI dans le district de Noyon. — M. l'abbé Foix a présenté les réponses du curé de Linxe à un questionnaire de statistique civile, adressé à ses coopérateurs par l'évêque de Dax, Mgr d'Aulan, en l'année 1756. — M. Louis Martin a retrouvé les réponses fournies à Girault de Saint-Fargeau par cent quarante-quatre communes de l'Aube. — M. le baron Guilibert a communiqué un état des ressources du prieuré aixois de Saint-Jean de Malte sous Grégoire XI. — M. André Lesort a montré le parti que l'historien peut tirer des registres du contrôle des actes, qui suppléent aux minutes notariales, leur servent en tout cas de table chronologique et analytique et gardent la mention de maints actes que l'on ne saurait trouver ailleurs. — M. de Saint-Genis, de son côté, a montré comment et sous quelles conditions l'on pouvait tirer profit des archives de l'enregistrement. — M. Mourlot a recherché les origines, la vie publique et le rôle administratif des quatre derniers intendants de la généralité de Caen : Fontette, 1752-1775 ; Esmangart, 1775-1783 ; Feydeau de Brou, 1783-1787 ; Cordier de Launay, 1787-1790.

Jeudi 7 avril. Matin. — M. Paul Parfouru a retracé la vie aventureuse de Marguerite Bouchard de Montemajor, fille du confident du maréchal de Luxembourg, tour à tour pensionnaire au couvent de Saint-Mandé, comédienne dans des troupes de province, sous le pseudonyme de M^{lle} Bertignon, gouvernante chez le marquis de Cheffontaines dont elle fut la maîtresse, mariée à quarante-quatre ans (1714) à Albert du Fossé, comte de La Motte de Vatteville, garde du corps du roi. — M. Coquelle a étudié l'ambassade à Constantinople (1806-1808) du général Sébastiani, aussi habile diplomate que soldat éner-

gique. — M. Henri Jadart a donné le récit des séjours de Henri IV à Reims en 1606. — M. Léon Gaudefroy s'est efforcé de déterminer la valeur métrique des anciennes mesures de l'Amiénois. — Des travaux analogues ont été présentés pour le Nivernais par M. Gauthier et pour l'Aube par M. Eugène Maury. — M. Alfred Leroux a étudié le manuel écrit en 1795-1796 par l'abbé Jean-Noël Coste et publié en 1801 à l'usage des missionnaires chargés de restaurer en France le culte catholique, manuel qui n'eut d'ailleurs qu'une médiocre influence. — M. Eugène Thoison a fait une étude critique sur les événements de 1814 à Fontainebleau. — M. Veuchin a fait une communication sur la bataille d'Ivry et ses trois pyramides commémoratives. — M. G. Clément-Simon a exposé les coutumes de Montaut, près Auch (Gers), coutumes octroyées en 1360, et auxquelles vint s'ajouter, en 1471, une transaction entre la commune et le seigneur. — M. Émile Bouchet a rappelé l'opposition faite à l'établissement de la domination française en 1662 par la ville de Dunkerque, et les efforts qu'elle fit pour défendre ses franchises commerciales contre les atteintes que leur fit subir, vingt ans plus tard, la politique de Colbert. — Le livre de dépenses de Dupré de Saint-Maur, intendant de Guyenne, a fourni à M. Rossignol de curieux détails sur la vie de ce personnage de 1777 à 1783.

Jeudi 7 avril. Soir. — M. Blossier a étudié les débuts de la Révolution à Honfleur, où à l'inquiétude des premiers jours ne tarda pas à succéder un véritable enthousiasme. — L'étude de l'administration municipale de Cherbourg sous le Directoire a conduit M. A. Galland à penser que la multiplicité des fonctions dont on accablait les municipalités fut une des causes agissantes de l'anarchie. — La célébration des fêtes laïques à Bures (Orne) pendant la période révolutionnaire a fait l'objet d'un mémoire documenté de M. Bazeille. — M. E. Labroue s'est donné comme tâche de faire ressortir l'influence exercée par le département de la Dordogne sur l'élaboration de la Constitution de 1793. — M. Risch a étudié d'après les registres municipaux la période révolutionnaire à Thiverval (Seine-et Oise). — M. l'abbé Gallois a donné des renseignements assez curieux sur la levée des volontaires dans la commune de Ville (Oise) pendant la période révolutionnaire; un de ces volontaires, le premier, Barthélemy Marin, qui abandonna ses études cléricales pour se rendre aux armées, acquit une certaine notoriété, et obtint par sa bravoure le grade de maréchal de camp, le titre de baron de l'Empire et les fonctions de gouverneur des pages. — M. l'abbé Gaubin a fait part de recherches analogues pour la commune de la Devexe (Gers). — La première société, dite des patriotes, fondée à Noyon en 1790, fut bientôt remplacée par la société des amis de la Constitution, qui, sous les titres plus accentués d'amis de la République et de Société populaire et ré-

publicaine, joua un rôle sur lequel M. P. Cozette a recueilli d'utiles indications. — La Société populaire de Gattières (Var), qui a trouvé aussi son historien dans M. Doublet, compta parmi ses membres les plus influents le fameux Jean Chabert, curé constitutionnel de l'endroit. — M. V. Fanet a parlé des deux sociétés populaires de Caen, dont l'une est connue sous le nom de Carabots. — M. T. Janvrais a réuni des renseignements intéressants sur les arbres de la liberté du département des Côtes-du-Nord. — La nécessité d'assurer l'approvisionnement des halles et marchés amena la création spontanée à Pont-Audemer (20 juillet 1789) d'un comité de subsistances où les différents ordres « s'assirent promiscument », et qui, non content de pourvoir aux besoins de bouche des Pontaudemerois, s'érigea en véritable municipalité, appelant les citoyens aux armes et mettant la ville en état au moment de la grande peur du 24 juillet, s'adjoignant un comité de sûreté et police à la tête duquel se trouvait le maire Gilbert. Cette sorte d'administration, qui fonctionna jusqu'à l'établissement de la municipalité constitutionnelle (18 février 1790), a fourni à M. Montier le sujet d'un curieux mémoire. — M. E. Noiriell a fait le tableau de l'esprit public dans le département de Seine-et-Marne de 1789 à novembre 1792. — Un violent discours contre Louis XVI prononcé par Liouville à la Société populaire de Saint-Zacharie (Var), le 10 juillet 1792, et dont M. Poupé a donné connaissance à la section, ne fut pas sans influence sur l'élection par cette commune de deux délégués pour se joindre au bataillon marseillais qui joua le rôle que l'on sait à la journée du 10 août. — M. l'abbé Sabarthès a retracé la création du département de l'Aude. — M. J. Delmas a fait l'histoire du troisième bataillon de volontaires du département du Cantal et donné connaissance du carnet d'un volontaire, Pierre Viallanes, du Puy-de-Dôme (1792 1811).

Section d'archéologie. Mardi 5 avril. — M. l'abbé Arnould d'Agnel a fait une communication sur les antiquités de Sault (Vaucluse). — M. Clerc a exposé les fouilles faites par lui avec le même érudit sur la colline de la Tourette, près de Saint-Marcel (Bouches-du-Rhône), fouilles qui ont donné des vestiges des temps néolithiques, ligures et grecs. — M. de Gérin-Ricard a étudié les *castella* de la vallée de l'Arc, dont deux seulement sur vingt ont fait l'objet de fouilles ; il les divise en deux sortes : les *castella* préromains, ligures, qui ont conservé leur aspect primitif et qui sont à triple, double ou simple enceinte ; et les *castella* utilisés et modifiés par les Romains. — Les fouilles pratiquées depuis 1899 à Autrécourt (Meuse), par M. J. Louis, lui ont fourni la base d'un mémoire sur la céramique gallo-romaine ; il a relevé pour cette industrie locale trente-huit noms de potiers. — M. J. Martin a fait le relevé des pierres tombales du territoire de

Tournus. — M. Pasquier a étudié les statuts des orfèvres de Toulouse en 1550. — Les fouilles opérées sur l'emplacement de l'abbaye de Grandselve et dont M. le chanoine Pottier a entretenu la section ont permis de constater que l'église à trois nefs avait cent un mètres de long sur vingt de large. — M. Victor Quesné a relevé sur la dalle tumulaire d'un sénéchal de Neufbourg (Seine-Inférieure) en 1400, Jean Anquetin, la présence sous les pieds du défunt et de sa femme de cinq arcades avec figurines représentant leurs enfants.

Mercredi 6 avril. Matin. — Les observations faites par M. Chevreux sur une soixantaine de croix dites d'absolution, échelonnées du ^x^e au ^{xvii}^e siècle, dans les tombes des chanoinesses et religieuses de Remiremont, l'ont amené à conclure qu'il ne faut voir dans ces croix, dont beaucoup ne portent aucune formule d'absolution, que de simples plaques d'identité. — MM. Louis Févret et Julien Feuvrier ont essayé de fixer à Dole l'emplacement de l'antique Crusinia de la table de Peutinger et signalé la découverte de quatre autels anépigraphes, qui seraient, les deux premiers du ^{iv}^e siècle avant Jésus-Christ, le troisième du ⁱⁱ^e siècle avant Jésus-Christ, le dernier du deuxième siècle de notre ère. — M. Fourdriguier a découvert dans la Seine une coupe pédiculée qu'il attribue à la fabrication indigène tant à cause du sujet qui y est figuré (trois lièvres, dont l'un au galop volant, sujet rare à l'époque classique), que par le métal (étain saucé ou recouvert d'une légère couche d'argent), l'étamage et l'argenture étant des procédés d'invention gauloise. — M. le chanoine Pottier a décrit quarante sceaux ou matrices de sceaux du Tarn-et-Garonne. — M. Léon de Vesly a fait l'historique des principales cachettes monétaires de la Seine-Inférieure, qui toutes remontent à des époques troublées.

Mercredi 6 avril. Soir. — L'exploration, par M. Georges Béraud, de vingt-trois stations préhistoriques à outillage néolithique de l'arrondissement de Bressuire (Deux-Sèvres) a eu pour résultat le plus intéressant de faire connaître un nouvel outil à usage encore indéterminé : petits galets de quartz blanc de la grosseur d'une noix, fortement usés sur une de leurs faces, qui affecte une forme courbe très nette. — M. Chambroux a exploré un cimetière mérovingien, à sarcophages en plâtre, de l'église Saint-André, à Chelles (Seine-et-Marne). — L'exploration par M. Ulysse Dumas de la grotte de la Baume Longue (commune de Dions, Gard), semble indiquer l'existence chez les populations de l'époque halstattienne d'un rite funéraire consistant à déposer les morts dans les endroits le moins facilement accessibles. — Le même érudit a fait connaître la station néolithique des Châtagniers (commune de Baron, Gard). — M. Maurice Gillet a découvert également des stations néolithiques entre Villepreux et Chavenay (Seine-et-Oise). — M. Charles Magne a présenté une étude sur le fer

à cheval dans l'antiquité. — M. l'abbé Poulaine a exploré la grotte de Saint-Joseph, à Saint-Moré (Yonne), qui offre une sépulture remarquable de l'époque paléolithique. — M. le docteur Roux signale les mégalithes des environs de Saint-Nectaire (Puy-de-Dôme).

Jeudi 7 avril. Matin. — M. l'abbé Arnaud d'Agnel a parlé de deux reliquaires du XIII^e siècle, conservés en l'église Sainte-Anne d'Apt (Vaucluse), et de quelques autres pièces du trésor de cette église : bambino du XIV^e siècle, — étendard arabe du XI^e, dit voile de Sainte-Anne; — étole du XIV^e siècle, etc. — Les nouvelles recherches de M. Barrière-Flavy sur les sépultures wisigothiques lui ont permis d'établir que la frontière occidentale des Wisigoths, après 507, ne s'étendait au sud de Toulouse que sur un faible parcours dans la vallée de l'Ariège et suivait à l'est la vallée du Lhers, en remontant vers Carcassonne. — M. Jules Beaupré a dressé l'inventaire des monnaies gauloises de l'arrondissement de Nancy et remarqué que le type au sanglier y est le plus répandu. — M. le chanoine Cherrier a parlé de la croix de Lorraine et de Provence. — M. Chevreux a retrouvé dans une localité aujourd'hui détruite des Vosges, Sugènes ou Segennes, le chef-lieu de l'ancien *pagus Suggintensis*. — M. Paul Ducourtieux a cru pouvoir établir que des voies romaines reliaient Limoges à tous les centres qui l'environnaient.

Jeudi 7 avril. Soir. — M. Émile Bonnet a recherché les vestiges de l'architecture carolingienne dans le département de l'Hérault; ils se réduisent selon lui à quelques sculptures des églises de Saint-Guilhem et de Sérignan, aux substructions de la crypte de la cathédrale de Lodève et peut-être à la crypte semi-circulaire de Saint-Aphrodise de Béziers. — M. l'abbé Chaillan a décrit quelques églises bénédictines du XI^e siècle dans la vallée de l'Arc supérieur. — Les portails romans du Vexin français et du Pincerais ont été classés par M. Coquelle en deux séries : les uns d'art roman primitif ont deux pieds-droits, sans ou avec une petite imposte, et ont un linteau renforcé au centre, parfois orné de sculpture; les autres, d'art roman à son apogée, se caractérisent par des jambages formés de ressauts rectangulaires. — Les objets trouvés au Pré des Anglais, à l'ouest du ruisseau de Formigny, sont des indices qui ont paru à M. Charles Joret établir le lieu précis où s'est livrée la bataille de ce nom. — M. l'abbé Meister a relevé soixante-quatorze inscriptions campanaires de Grandvilliers (Oise), dont une seulement remonte au XVI^e siècle, sept au XVII^e et dix-sept au XVIII^e. — C'est aussi au XVII^e et au XVIII^e siècle qu'appartiennent les inscriptions tumulaires ou campanaires du décanat de Dun relevées par M. l'abbé Nicolas. — M. le chanoine E. Morel a dressé l'épigraphie du canton d'Estrées-Saint-Denis.

Section des sciences économiques et sociales. Mardi 5 avril. —

M. Cheylud a étudié le mouvement de la population dans la commune de la Roche-Chalais (Dordogne) de 1792 à 1801. — M. Flour de Saint-Genis a présenté des recherches analogues sur cinq communes rurales de la Côte-d'Or. — M. l'abbé Taillefer, en parlant de la péréquation de l'impôt (14 mars 1790), a justifié les doléances du tiers état de la province de Quercy, en établissant que cette province était plus chargée d'impôts que les autres.

Mercredi 6 avril. Matin. — M. Souchon a fait la statistique des églises du département de l'Aisne non vendues en l'an X à la veille du Concordat; ses observations ont porté sur 849 des 854 communes du département; 848 églises, 4 chapelles annexes et 4 temples protestants restaient non aliénés. Sur les 14 édifices aliénés, 6 semblent l'avoir été par des ventes purement factices, puisqu'ils n'avaient pas été désaffectés; presque tous ces monuments furent restitués au culte par le Concordat; une dizaine seulement restèrent désaffectés et ils appartenaient à des villes. — M. J. Depoin a étudié les conditions du mariage en France et en Germanie du ix^e au x^e siècle.

Jeudi 7 avril. Matin. — M. Alfred Dodauthun a fait l'histoire, depuis la fin du xv^e siècle, de la fabrication de la dentelle à la main dans le département du Nord, notamment de la valenciennes, qui n'affirma sa supériorité qu'au xvii^e siècle. — M. Demaison a recueilli, dans une information de 1474, des renseignements sur l'instruction dans les campagnes des environs de Reims à cette époque; tous les villages étaient pourvus d'une école élémentaire, et le nombre des clercs lettrés était suffisamment élevé. — M. Salefranque a consacré une étude aux budgets communaux de Mont-de-Marsan depuis 1808.

Vendredi 8 avril. Matin. — M. Léon Plancouard a étudié l'état des biens et des terres à Commercy à la fin du xviii^e et à la fin du xix^e siècle. — M. Vuacheux a exposé les différends survenus entre le commerce et l'administration des postes en 1772 par suite de la défense de distribuer les lettres au guichet, puis de l'interdiction aux capitaines de navires de distribuer eux-mêmes le courrier des colonies; et le nouveau conflit survenu en 1778 à cause de la distribution tardive des lettres. — *Vendredi soir.* — M. Delfour a retracé l'histoire du collège Sainte-Marthe de Poitiers, de 1762 à 1795, depuis l'expulsion des Jésuites jusqu'à l'établissement de l'école centrale. — M. Georges Kremp a fait l'histoire du collège de Dunkerque, fondé au xvii^e siècle par les Jésuites, emporté par la tourmente révolutionnaire, rétabli en 1824. — M. le docteur Edmond Leclerc a étudié le fonctionnement de l'École centrale de Lille (1795-1803). — L'histoire de l'enseignement primaire de 1816 à 1833 a été étudiée par MM. Pillet pour la ville de Saint-Maixent et Quignon pour le département de l'Oise.

Section de géographie historique et descriptive. Mardi 5 avril. —

M. Auguste Pawlowski a étudié les transformations à travers les âges du golfe de Broue et du pays marennaï. — *Mercredi 6 avril. Matin.* — M. Charles Duffait a lu deux mémoires, l'un sur l'extension moderne de l'île de Cazeau et de la presqu'île d'Ambès; l'autre sur la navigation de la Gironde au xv^e siècle, d'après le routier de Garcie dit Ferrande. — *Mercredi soir.* — M. de Loisne a présenté le catalogue raisonné des cartes et plans de l'ancienne province d'Artois. — M. Henri Ferrand a retracé l'histoire de la carte des États de Savoie, dressée en 1680 par Tommaso Borgonio, souvent reproduite au cours du xviii^e siècle et refaite en 1772 par Jacopo Stagnoni. — M. J. Humbert a raconté la première occupation allemande du Vénézuéla au xvi^e siècle (1528-1556) dans la période dite des Welser, et étudié l'administration des différents gouverneurs : Ambroise Ehinger dit Alfinger, Nicolas Federmann, Philippe d'Hutten, après lequel les Welser durent nommer un Espagnol, Juan de Villegas, en attendant que, le 13 avril 1556, un arrêt du Conseil des Indes déclarât les Welser déchus de leurs droits. — M. Joseph Fournier a étudié l'organisation de la marine militaire à Marseille sous Charles VIII, Louis XII et François I^{er}, et donné l'état de la flotte sous le règne de Henri II et sous le commandement du prieur de Capoue, Léon Strozzi; en 1548, l'escadre comprenait vingt-deux unités, dont quelques-unes étaient la propriété de leurs capitaines.

Jeudi 7 avril. Matin. — M. G.-B.-M. Flamand a fait connaître de nouvelles stations de pierres écrites du Sahara. — *Soir.* — M. Auguste Chauvigné a étudié les formes originales des noms de lieux en Touraine. — M. le vicomte de Laugardière, rejetant l'identification proposée du *pagus Vosagensis* en Berry, soit avec Bouges (Indre), soit avec Bazaiges (même département), soit avec Voussac (Allier), a proposé de le reconnaître dans une châtellenie du moyen âge comprenant des paroisses des environs de Belàbre et appelée de Voazais, des Vouazais ou Vouazois, et dont le nom se conserve dans la forêt des Vasois et dans le lieu dit des Vasoires. — M. J. Soyer s'est efforcé d'identifier le Noviodunum Biturigum de César (*De bello gall.*, VII, 12 et 14) avec Neung-sur-Beuvron, et le Gortona ou Gorgobina du même ouvrage avec Sancerre. — Une lettre d'Augustin de Beaulieu, communiquée par M. Henri Froidevaux, fournit sur son voyage de Dieppe à Sumatra en 1616-1617 quelques renseignements.

La 28^e réunion des délégués des sociétés des beaux-arts a eu lieu pendant la même période. Le 5 avril, M. Émile Biais a retracé l'histoire du théâtre d'Angoulême du xv^e siècle à nos jours; M. Louis de Grandmaison a poursuivi la lecture de son armorial des artistes français; M. Camille Leymarie a donné de curieux aperçus sur l'histoire du biscuit à Limoges. — Le 6 avril, M. L. Scribe a fait connaître des

maisons de la Renaissance à Romorantin ; M. Eugène Thoison a esquissé l'histoire du théâtre à Fontainebleau avant 1870 ; M. Léon Charvet a exposé ce que fut à Lyon, de 1765 à 1800, l'enseignement public des arts du dessin ; M. L. Quarré-Reybourbon a fait la biographie du peintre lillois Alphonse Colon (1818-1887) ; M. J. Martin a fait connaître les fresques du *xv^e* siècle, aujourd'hui disparues, de l'église de Varennes-le-Grand (Saône-et-Loire) ; M. Paul Parfouru a parlé des tapisseries commandées à la fin du *xvii^e* siècle par le Parlement de Bretagne aux peintres Charles Errard et Antoine de Bray et aux tapissiers d'Aubusson, Gabriel et François Perron ; M. Émile Delignières a retracé la vie d'un peintre abbevillois, Pierre-Adrien Choquet (1743-1813) ; M. Henri Jadart a tiré de l'ombre quelques artistes rémois du *xvi^e* siècle ; M. Albert Jacquot a présenté une nouvelle tranche de son répertoire des artistes lorrains, relative aux auteurs dramatiques et aux comédiens. — Le 7 avril, M. le baron Guilibert a donné la biographie de Granet (1775-1849), peintre des moines et des cloîtres ; M. Félix Pasquier a présenté la curieuse liste d'objets précieux mis en gage dans un moment de pénurie par les comtes de Foix ; M. le chanoine Charles Urseau a montré que le prétendu portrait de Louis XI, conservé à Notre-Dame de Béhuard en Anjou, n'était qu'une œuvre du *xvi^e* siècle, sans valeur documentaire ; M. Paul Lafond a fait connaître trois portraits originaux de Henri IV.

Le deuxième congrès international d'histoire des religions se tiendra du 30 août au 2 septembre dans la ville de Bâle (secrétaire général, M. Berthelot, 3, Leonhardstrasse, Bâle). — A peu près au même moment (31 août-4 septembre) aura lieu à Salzbourg le huitième congrès historique d'Allemagne. — Le quatorzième congrès international des orientalistes se réunira pendant les congés de Pâques de l'année 1905 dans la ville d'Alger, suivant la décision prise au dernier congrès de Hambourg. Le comité d'organisation a pour président M. René Basset, directeur de l'École supérieure des lettres, et pour secrétaire général, M. Edmond Doutté, chargé de cours à la même école. Le congrès comprendra sept sections qui toutes, sauf la première (Inde et langues aryennes), ont leur bureau déjà constitué. Nous nous contentons d'indiquer les présidents : 2. Langues sémitiques (Ph. Berger) ; 3. Langues musulmanes (arabe, turc, persan) (R. Basset) ; 4. Égypte, langues africaines ; Madagascar (Lefébure) ; 5. Extrême Orient (Cordier) ; 6. Grèce et Orient (Diehl) ; 7. Archéologie africaine et art musulman (S. Gsell). La cotisation est de 20 fr. ; mais les congressistes peuvent obtenir pour leurs femmes ou parentes des cartes de dame de 10 fr., donnant droit à tous les avantages du congrès, sauf aux publications. Le trésorier du congrès est M. David, chef du secrétariat particulier du gouverneur général de l'Algérie, mais les

cotisations peuvent être remises à la librairie E. Leroux, à Paris.

Les études orientales prennent de jour en jour plus d'importance; la parole autorisée de Léon XIII a poussé récemment le clergé catholique dans cette voie. L'Université de Beyrouth, fondée, comme on le sait, par les jésuites français et à laquelle la persécution qui sévit contre ces religieux n'a, grâce à Dieu, rien ôté de sa vitalité ni de sa prospérité, s'est décidée, au lendemain même de la loi sur les associations, en 1902, à instituer une faculté orientale, dont l'établissement lui était réclamé de divers côtés. Elle a voulu rendre les cours de cette faculté accessibles, non pas seulement aux prêtres désireux de suivre les recommandations du saint-siège et de s'initier à des recherches fécondes pour l'exégèse biblique, mais à tous les étudiants et même aux hommes du monde. Mieux que toute autre, l'Université de Beyrouth, par sa situation et par la facilité qu'elle offre de joindre les études pratiques aux leçons théoriques, était appelée à ce rôle. La durée des études est de trois années scolaires commençant au 11 octobre pour se terminer à la fin de mai. Il y a des cours obligatoires (arabe classique, trois ans; syriaque, deux ans; hébreu, deux ans; histoire et géographie orientales, trois ans; archéologie orientale, deux ans) et facultatifs (arabe dialectal, trois ans; copte, deux ans; antiquités gréco-romaines, trois ans); mais les élèves réguliers doivent, outre les cours obligatoires, suivre l'un au moins de ces cours facultatifs. A côté de ces auditeurs réguliers, qui doivent prendre une inscription annuelle de 200 fr., la faculté admet des auditeurs libres qui s'inscrivent à un ou plusieurs cours, moyennant un droit annuel de 20 fr. par cours. Les cours se font en français; des excursions et voyages d'études — facultatifs — sont organisés en faveur des élèves de l'Université qui ont aussi libre accès à la bibliothèque. Ces quelques renseignements suffisent, pensons-nous, à montrer à nos lecteurs tout l'intérêt qui s'attache à cette nouvelle institution et quelles espérances on peut fonder sur elle pour le progrès des études sémitiques.

Peut-être de jeunes prêtres pourront-ils profiter des nouvelles ressources qui leur sont offertes, avec le concours de l'Œuvre de l'enseignement des études supérieures dans le clergé. Le comité a déjà pris l'initiative, dans l'année scolaire 1902-1903, de faciliter au professeur d'Écriture sainte de l'Institut catholique de Toulouse un voyage d'études sous la direction de l'École biblique des PP. Dominicains à Jérusalem. Nous espérons qu'il se préoccupera de faciliter à de jeunes prêtres le séjour à l'Université de Beyrouth; mais pour cela il lui sera nécessaire de voir augmenter ses ressources, bien modestes encore (4,460 fr. pour l'exercice 1902-1903). Dans leur dernier rapport, les secrétaires de l'œuvre, MM. Jordan et l'abbé Pautonnier, remarquent fort justement : « Aucun esprit réfléchi ne peut contester qu'au

fond de la lutte actuelle il y a un conflit d'ordre intellectuel. C'est sur le terrain de la science et de l'intelligence qu'il faut honorer et défendre la foi ; il est de plus en plus indispensable pour cela de fournir aux prêtres des ressources matérielles sans lesquelles leur zèle et leur dévouement seraient impuissants. » Nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs de ne pas rester indifférents à cette œuvre essentielle, et nous leur rappelons que les souscriptions sont reçues par le trésorier, M. Bioche, 53, rue de Rennes, à Paris. Quant aux renseignements, c'est M. Jordan, professeur à la Faculté des lettres de Rennes, 10, rue du Thabor, à Rennes, qui se charge de les fournir.

Nul n'ignore l'essor merveilleux pris au siècle dernier par les fouilles archéologiques ; les résultats obtenus ont dépassé peut-être les espérances que l'on avait pu concevoir ; des sciences nouvelles sont nées, comme l'égyptologie et l'assyriologie ; notre connaissance de l'histoire, des institutions, des mœurs, des arts des peuples antiques s'est trouvée complètement renouvelée. Dans cette œuvre de découvertes, la France a pris une part des plus honorables ; c'est à des savants français que revient l'honneur de quelques-unes des trouvailles les plus importantes. Malheureusement, nos explorateurs n'ont pas été secondés autant qu'il aurait été nécessaire : ce n'est qu'auprès de l'État, et, à l'occasion, de quelques particuliers qu'ils ont trouvé le concours pécuniaire indispensable pour assurer leurs travaux. A l'étranger, au contraire, ont surgi de longue date des sociétés, comme en Angleterre le *Palestine exploration fund* ou l'*Egypt exploration fund*, destinées à recueillir auprès de leurs adhérents des sommes qui permettent de subventionner les explorateurs et qui assurent au pays, en même temps que l'honneur qui résulte des découvertes scientifiques, des collections archéologiques propres à enrichir les musées et à faciliter les progrès de la science. Quelques hommes d'initiative, à la tête desquels se place l'éminent conservateur du département des médailles et antiques à la Bibliothèque nationale, M. Ernest Babelon, ont pensé qu'il n'était que temps de créer en France un mouvement d'opinion analogue et, dès le commencement de cette année, ils ont fondé la Société française de fouilles archéologiques, dont le siège actuel est 28, rue Bonaparte, et que nous ne saurions recommander trop chaleureusement à la sympathie de nos lecteurs. L'objet de la Société est ainsi précisé dans l'article 2 des statuts : « entreprendre et encourager des explorations et des fouilles archéologiques en France, dans les colonies et pays de protectorat, sans exclure les pays étrangers ; organiser l'exposition des objets recueillis dans les fouilles subventionnées par la Société ou provenant d'acquisitions, de dons ou d'échanges ; enrichir les musées français en leur attribuant ces objets. » Moyennant une cotisation annuelle de 20 fr.,

les membres titulaires ont droit au *Bulletin* de la Société, à l'entrée aux expositions et aux conférences. Depuis les six mois qu'elle existe, la Société a déjà manifesté sa vitalité par la publication de son *Bulletin* et par deux conférences tenues dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, mais plus encore par les fouilles qu'elle a déjà organisées sur plusieurs points, notamment à Marseille, où elles seront dirigées par un professeur de l'Université de cette ville, M. Clerc. Le bureau de la Société a pour président M. Babelon ; pour vice-présidents, MM. le comte de Lasteyrie et S. Pozzi ; pour secrétaire général, M. Soldi-Colbert ; pour secrétaire adjoint, M. Leroux, et pour trésorier, M. Bischoffsheim. Parmi les membres du comité nous relèverons seulement les noms de MM. le prince Roland Bonaparte, Henry Cochin, Marcel Dieulafoy, P. Doumer, R. Haus-soullier et G. Schlumberger.

La Société nationale des antiquaires de France a célébré son centenaire le lundi 11 avril. C'est en l'an XII en effet que par l'initiative d'Éloi Johanneau, de Mangourit et de Cambry, fut fondée l'Académie celtique, dont le programme était de « retrouver la langue celtique dans les auteurs et les monuments » et de recueillir tous les monuments, usages et traditions qui lui permissent de « faire la statistique antique des Gaules. » La nouvelle Académie attendit près de dix ans avant de se transformer, par l'élargissement de son programme, en Société nationale des antiquaires de France (1813). L'activité qu'elle a déployée, les services qu'elle a rendus aux études historiques et archéologiques sont connus de tous ; et il suffit d'ailleurs, pour s'en faire une idée, de parcourir la précieuse table de ses Bulletins et de ses Mémoires dressée naguère par M. Maurice Prou. C'est à M. le comte Paul Durrieu, président actuel, que revenait l'honneur de présider cette cérémonie du centenaire.

Aux publications adoptées en principe par la Société de l'histoire de France et dont il a été question dans notre dernière chronique, il faut ajouter celle des *Mémoires de Turenne*, dont le manuscrit autographe, actuellement aux mains de M. le marquis de Talhouet-Roy, a été gracieusement mis par le possesseur à la disposition de M. Marichal. M. Aimé Champollion avait vu ce manuscrit sans être admis à collationner dessus le texte imprimé au XVIII^e siècle et reproduit dans la collection Michaud et Poujoulat.

Nous n'avons pu que mentionner dans notre dernière chronique la fondation d'une Société d'histoire de la révolution de 1848 ; nous voulions croire alors qu'il ne s'agissait que d'une société scientifique, vouée à l'étude impartiale et sans parti pris d'une époque historique ; la circulaire que nous avons sous les yeux nous oblige de reconnaître qu'il s'agit d'une œuvre de propagande politique. Nous y voyons en

effet que, « à l'exemple de sa grande aînée la Société d'histoire de la Révolution, notre Société, tout en se donnant pour but principal le travail scientifique, entend ne pas se désintéresser du sort des idées de 1848. A les bien prendre, dans leur essence, dans leurs parties vivantes, ces idées ne sont que le développement naturel et logique des idées de la Révolution. Travailler à les répandre, c'est encore servir la cause de la Révolution. » Aussi la Société, qui se propose d'organiser des conférences, tant à Paris qu'en province, a-t-elle admis parmi les trente-deux membres actuels (sur quarante) de son comité directeur des hommes que l'on s'étonnerait peut-être de trouver à la tête d'une œuvre purement scientifique. Le bureau est ainsi composé : président, M. Ad. Carnot ; vice-présidents, MM. Aulard, Maurice Faure et Millerand ; secrétaire général, M. Henry Michel ; rédacteur en chef du *Bulletin*, M. Georges Renard ; secrétaire adjoint, M. Pierre Caron ; trésorier, M. Camille Bloch. Nous craignons que les éléments politiques de la Société ne fassent tort à ses éléments scientifiques.

La Commission pour l'histoire moderne d'Autriche a confié à M. Zwiedineck-Südenhorst le soin de rassembler et de publier la correspondance de Ferdinand I^{er} et de Charles V de 1519 à 1530.

Il vient de se fonder en Autriche une Société d'histoire moderne, par l'initiative de MM. Hirn, Schlitter, Zwiedineck-Südenhorst, etc. La Société comprend des membres ordinaires (10 couronnes par an) et fondateurs (500 couronnes, payables en dix annuités). Elle se propose de répertorier les archives privées, de soutenir ou même de provoquer les travaux d'archives, d'aider aux publications de la Commission.

Les Cartulaires offrent à l'historien l'une des sources les plus précieuses : la topographie et la géographie historique, l'histoire des familles et l'histoire locale, l'histoire économique, l'histoire du droit et des institutions, y puisent à pleines mains les renseignements les plus utiles. Aussi, dans le cours du xix^e siècle, sentant tout le parti que l'on en pouvait tirer, s'est-on préoccupé de mettre à la disposition de tous ces précieux instruments de travail. La *Collection des documents inédits* a fait accueil à quelques-uns ; d'autres ont été publiés soit par des sociétés savantes, soit par des particuliers. Mais il reste beaucoup à faire à ce point de vue, et il était utile que l'on entreprît de systématiser le travail. C'est ce qu'ont fort bien compris la librairie Alphonse Picard, de Paris, à laquelle les études historiques sont déjà fort redevables, et un groupe d'érudits¹ qui se sont constitués en comité de publication d'une collection de cartulaires,

¹ MM. L. Auvray, Ch. Bémont, E. Lelong, F. Lot, G. de Manteyer, A. Molinier, R. Poupardin, M. Prou, H. Stein, A. Thomas et A. Vidier.

qui tantôt reproduira *in extenso* des cartulaires ou des recueils de chartes de tel ou tel établissement, tantôt, — s'ils sont trop vastes pour donner lieu à une reproduction intégrale, — en donnera des analyses développées, avec introduction, notes et tables. L'on n'attend, pour commencer la publication, que d'avoir réuni un minimum de deux cents souscripteurs. La souscription, qui en aucun cas ne dépassera 25 fr. par an, est fixée à 0 fr. 50 par feuille d'impression in-8. Le premier volume de la collection sera une *Bibliographie des cartulaires français*, par M. Henri Stein ; on sait qu'il existait déjà un travail de ce genre dû à M. Ulysse Robert ; mais cet essai, paru il y a vingt-cinq ans, est aujourd'hui tout à fait arriéré. Sept cartulaires sont déjà en préparation ¹.

Nos études ont fait dans le dernier trimestre deux pertes assez considérables : celle de M. Auguste Molinier, en France, et celle de M. Ottokar Lorenz, en Allemagne.

M. Auguste Molinier n'était pas des nôtres, et sa critique s'est trop laissé guider par des préjugés hostiles au catholicisme ; mais, cette réserve faite, nous devons rendre hommage à ses qualités d'érudit, et reconnaître les services qu'il a rendus à nos études. Né à Toulouse en 1851, sorti en 1873 de l'École des chartes, le premier d'une promotion qui comptait parmi ses membres MM. le comte Robert de Lasteyrie et Ulysse Robert, il était conservateur à la bibliothèque Sainte-Geneviève quand il fut appelé, à la mort de Siméon Luce, à professer à l'École des chartes le cours de sources de l'histoire de France. La part prise par lui à la publication de l'*Histoire du Languedoc* de dom Vaissète, pour laquelle il rédigea des mémoires considérables sur l'administration féodale dans cette province, sur l'Université de Toulouse au XIII^e et au XIV^e siècle, sur l'administration de saint Louis et d'Alfonse de Poitiers, des éditions critiques de textes importants comme la *Chronique normande du XIV^e siècle*, dont, en collaboration avec l'un de ses frères, il enrichit la collection de la Société de l'histoire de France, et surtout la *Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers* dans la collection des documents inédits, la publication plus récemment entreprise, dans la même collection, des *Obituaires de la province de Sens*, à laquelle il s'était préparé par un travail dont l'Académie des inscriptions avait reconnu la valeur, sa collaboration à la *Revue historique*, dans laquelle il rédigea longtemps la partie relative au moyen âge français, sont les preuves de son activité scientifique. Son principal titre sera

¹ Ce sont ceux des églises d'Apt (G. de Manteyer), de Laon (L. Broche), de l'abbaye de Bonnevaux (L. Mirot), de l'évêché d'Avignon (G. de Manteyer), du Mont Saint-Michel (P. Lecacheux), la Pancarte noire de Saint-Martin de Tours (Ph. Lauer) et le cartulaire Navarrais de Philippe III (H. Courteault).

d'avoir comblé une lacune, en concevant et menant presque à terme, pour la partie dont il s'était chargé, un manuel des *Sources de l'histoire de France* (1901-1903, in-8).

M. Ottokar Lorenz a rendu d'importants services aux sciences historiques en Allemagne. Né le 7 mars 1832, tour à tour attaché aux archives secrètes de l'État autrichien (1857), professeur d'histoire à l'Université de Vienne (1862), puis à celle d'Iéna (1885), il a publié sur divers points de l'histoire d'Autriche ou d'Allemagne d'importantes monographies : les plus considérables sont un mémoire sur Ottocar II, roi de Bohême, au ^{xiii}^e siècle (*Geschichte Ottokars II. von Böhmen*. Wien, 1866, in-8), et surtout son Histoire d'Allemagne pendant les ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles (*Deutsche Geschichte im XIII. und XIV. Jahrhunderte*. Wien, 1863-1867, 2 vol. in-8). Les questions doctrinales ont aussi particulièrement attiré son attention, et dans ce genre d'études nous rappellerons sa notice sur Schlosser et les principes de l'histoire (*F. C. Schlosser und über einige Aufgaben und Prinzipien der Geschichtsschreibung*, 1878, in-8), et un traité sur la science de l'histoire paru en 1886 (*Die Geschichtswissenschaft in Hauptrichtungen und Aufgaben*). Mais de tous ses ouvrages, celui peut-être qui rend le plus de services est la suite qu'il a donnée pour la période postérieure au ^{xiii}^e siècle au Manuel des sources de l'histoire d'Allemagne au moyen âge (*Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter seit der Mitte des XIII. Jahrhunderts bis zum Ende des XIV. Jahrhunderts*. Berlin, 1870, in-8), dont une troisième édition refondue avec la collaboration de M. Goldmann a paru en 1886-1887 (2 vol. in-8). Un autre instrument de travail, d'un intérêt encore plus général, est son *Genealogisches Handbuch der europäischen Staatsgeschichte* (1895, in-8), auquel il convient de joindre un *Lehrbuch der gesamten Genealogie* (Berlin, 1898, in-8), aussi plein d'idées que de faits.

Nous devons encore un dernier hommage à M. le chanoine Reusens, professeur à l'Université catholique de Louvain, qui s'est acquis des titres à la reconnaissance des hommes d'études par la publication de deux manuels excellents : *Manuel d'archéologie chrétienne* (1897, in-8) et *Éléments de paléographie* (1899, in-8), à qui l'on doit aussi la fondation d'un recueil important d'*Analecques pour servir à l'histoire de la Belgique*, et dont les différents travaux sont marqués au coin d'une solide critique.

E.-G. LEDOS.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I. — PÉRIODIQUES FRANÇAIS

— M. Louis Bréhier recherche quelle fut l'organisation de la justice dans la société grecque dont l'épopée homérique nous présente le tableau, et il établit un étroit rapport entre la naissance et le développement de cette organisation et l'origine et l'évolution des idées d'État souverain et de puissance publique¹. Contrairement à l'opinion d'Aristote, admise jusqu'ici sans contrôle, les rois de l'âge patriarcal ne rendaient pas la justice. Au ix^e siècle, la famille est la seule forme sociale du monde hellénique : lorsque l'un de ses membres a été victime d'un attentat ou d'un meurtre, c'est pour elle un devoir religieux de le venger. Souvent le paiement d'une indemnité à la famille lésée mettait fin à la brouille, mais en tout cas cette transaction était conclue directement entre les deux familles, sans la contrainte d'une autorité extérieure, la justice publique n'existant pas encore. Au viii^e siècle, deux pouvoirs se sont constitués à côté de celui du roi : une noblesse de naissance et un État organisé. Après avoir empiété sur l'autorité militaire du roi, l'aristocratie en vint à porter atteinte aux droits des particuliers, tandis qu'elle jetait les premiers fondements d'une organisation judiciaire et du même coup créait l'ordre public. Vers la fin du viii^e siècle, des tribunaux d'État furent créés en Grèce, pour prévenir et punir les attentats. Les juges de ces premiers tribunaux, dont M. Bréhier étudie le fonctionnement, étaient choisis exclusivement parmi les nobles. Le roi ne devint le chef de la justice criminelle que le jour où cette institution prit un caractère religieux.

— La conquête de l'Italie par les Ostrogoths introduisit à Rome un nombre assez considérable d'ariens qui constituèrent une communauté religieuse indépendante et ayant une organisation propre. Le culte arien fut célébré dans les deux sanctuaires connus aujourd'hui sous les noms de Sainte-Agathe et de Saint-Séverin. L'étude

¹ *Revue historique*, janvier-février et mai-juin 1904 : *La royauté homérique et les origines de l'État en Grèce*.

que M. Jacques Zeiller¹ consacre à ces églises apporte d'intéressants détails sur l'histoire de l'arianisme au v^e et au vi^e siècle. La détermination de leur emplacement permet notamment à l'auteur d'établir que les conquérants ne se mêlaient pas à la population romaine et orthodoxe et se groupaient dans un même quartier.

— La *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*² a publié l'*Essai sur les prévôts royaux du XI^e au XIV^e siècle*, que M. Henri Gravier avait présenté comme thèse à l'École des chartes en 1902. Bien que l'auteur, surpris par la mort quelques jours avant la soutenance, n'ait pu mettre la dernière main à ce travail, il méritait d'être sauvé de l'oubli par l'étendue des recherches dont il témoigne et par l'intérêt des pièces justificatives qui y sont jointes. L'auteur étudie successivement l'origine des prévôts royaux, créés au xi^e siècle par les Capétiens à l'imitation des prévôts chargés de l'administration des domaines ecclésiastiques, les différents modes de nomination des prévôts, la répartition des prévôtés dans le domaine royal, les attributions financières, judiciaires et administratives des prévôts, les officiers et les auxiliaires des prévôts.

— Depuis plusieurs siècles les patriarchats de Constantinople, d'Antioche et d'Alexandrie possédaient des provinciaux leur indiquant l'état exact des sièges épiscopaux de leurs obédiences, quand l'initiative privée pourvut l'Église romaine d'un répertoire analogue. Mgr L. Duchesne étudie ce que fut le *provincial romain au XII^e siècle*³. Il apparaît sous sa forme la plus ancienne dans une liste d'évêchés qui figure dans le recueil de Censius Camerarius, à la suite de sa table des cens, et où ne sont relevés que les évêchés soumis directement au Saint-Siège. La rédaction en eut lieu au début du pontificat de Calixte II (1119). Le provincial d'Albinus représente la combinaison de trois textes au moins : 1^o les deux notices de Gaule et d'Espagne, complétées par une notice sur le royaume de Hongrie ; 2^o les listes des sièges immédiats ; 3^o un provincial universel, dont le rédacteur n'a fait usage que pour combler les lacunes laissées par les autres documents. Mgr Duchesne examine encore comment a été traitée dans le provincial d'Albinus la description des provinces transadriatiques qui, situées aux confins de l'Église latine et de l'Église grecque, présentaient des difficultés spéciales. Il estime que le provincial d'Albinus antérieur à cet écrivain fut rédigé un peu après la seconde moitié du xii^e siècle, peut-être par le cardinal Boson.

— M. Eug. Martin-Chabot publie deux lettres closes d'Alexan-

¹ *École française de Rome. Mélanges d'archéologie et d'histoire*, janvier 1904 : *Les églises ariennes de Rome à l'époque de la domination gothique*. — ² Juillet-août, septembre-octobre, novembre-décembre 1903. — ³ *École française de Rome*, janvier 1904.

dre III conservées en original à Barcelone et qui sont les deux plus anciens documents de ce genre ¹. Ces lettres se distinguent des *mandata* ordinaires par la façon dont elles sont pliées et par le mode d'apposition de la bulle de plomb. Par la première de ces bulles, datée de Tours le 7 décembre 1162, le pape informe le roi d'Aragon, Alfonso II, de la prochaine réunion d'un concile à Tours et le prie d'engager les archevêques, évêques et abbés de son royaume à s'y rendre. La seconde, datée de Sens, le 6 juillet 1164, a trait à un différend entre l'archevêque de Tarragone et l'évêque de Barcelone au sujet de la trésorerie de l'église de cette dernière ville. Le pape mande à l'évêque de composer avec son métropolitain en s'en rapportant à l'arbitrage de ses confrères les évêques de Saragosse, Lerida, Tortose et Gerona.

— Le prieuré de Piolenc, que l'abbaye de Cluny possédait depuis le xi^e siècle, fut incorporé en 1379 au collège Saint-Martial d'Avignon, dont le recteur prit alors le titre de seigneur de Piolenc. Le 18 novembre 1406, ce recteur, Robert Du Four, accorda aux habitants de Piolenc une charte de coutumes que publie M. Georges Bourgin ². Dans un commentaire placé en tête du texte, M. Bourgin, analysant ces coutumes, fait ressortir qu'elles avaient surtout pour objet de protéger les droits de propriété des habitants et de fixer les règlements de police auxquels ils devaient se soumettre, mais qu'elles nous renseignent peu sur l'organisation administrative du village.

— La conclusion de l'étude de M. Henri Hauser ³ sur les vastes compositions historiques des dernières années du xv^e siècle et des premières du xvi^e (*Compendium* de Robert Gaguin, les *Additions à Monstrelet* de Pierre Desrey, la *Mer des histoires*, les *Chroniques de Bretagne*, les *Annales de Nicole Gilles*, le *Rosier des guerres* et les *Annales d'Aquitaine*), c'est qu'il existait en France à cette époque « une sorte de *matière hystoriale*, indistincte et flottante, où chacun puisait à sa guise. » Sous des noms variés c'est toujours le même texte, et ce texte a peu de valeur en général. Il ne présente un certain intérêt que lorsqu'il s'appuie sur les nombreuses plaquettes publiées à l'occasion de tel ou tel événement et qui constituaient la publicité semi-officielle du temps. Dans ce cas encore, il n'est pas toujours sûr de se fier aux amplifications du chroniqueur.

— D'après M. H. Patry ⁴, Marguerite de France ne fut pas la catho-

¹ *École française de Rome. Mélanges d'archéologie et d'histoire*, janvier 1904 : *Deux lettres closes originales d'Alexandre III*. — ² *Ibid.*, janvier 1904 : *Les coutumes de Piolenc*. — ³ *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 15 avril 1904 : *Études critiques sur les sources narratives de l'histoire de France au XVI^e siècle. Annales et chroniques*. — ⁴ *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, janvier-février 1904 : *Le protestantisme de Marguerite de France, duchesse de Berry, duchesse de Savoie*.

lique très orthodoxe qu'a représentée M. Peyre dans sa biographie de cette princesse; sa sympathie pour le protestantisme se révèle en effet dans les relations épistolaires qu'elle ne cessa d'entretenir avec des réformés et dans les efforts qu'elle tenta pour détourner son mari Philibert-Emmanuel de combattre les Vaudois.

— A l'aide de pièces inédites conservées à la bibliothèque de Lyon, M. A. Coville expose brièvement l'histoire d'une soi-disant succession tombée en aubaine à Lyon sous Henri II, et, à propos de cette aubaine, la biographie d'un curieux personnage désigné sous les noms variés d'Aurelio Chitraea, de Noël Baldoyer et de Valerio Throni, qui pendant plusieurs années fit de l'espionnage pour le compte de la diplomatie française en Suisse et dans la Haute Italie ¹.

— Après avoir rappelé les mesures prises à Varsovie par Henri de Valois avant son départ pour la France, où l'appelait la mort de son frère Charles IX, et l'indignation produite en Pologne par ce départ clandestin, M. le marquis du Persan retrace la mission diplomatique dont Henri III chargea Jacques d'Espeisses dans le but de conserver sa lointaine royauté, en même temps que le trône des Valois². Henri III espérait que les États de Pologne et de Lithuanie accepteraient un vice-roi et qu'il pourrait, sans quitter la France, jouir des prérogatives de sa royauté polonaise. L'opposition de la noblesse et du sénat empêcha d'Espeisses de réussir dans ses négociations, et ses efforts aboutirent seulement à prolonger d'une année le règne du roi absent et à obtenir que l'élection de son successeur fût ajournée jusqu'au mois de décembre 1574. Quant à Pibrac, envoyé en Pologne par la seule volonté de Catherine de Médicis, jalouse de l'éloigner du roi, il ne put rien tenter d'utile.

— M. Gabriel de Mun retrace la vie d'Alphonse-Louis du Plessis de Richelieu³ que l'ambition de son frère cadet, le ministre tout-puissant, contraignit à quitter le cloître et éleva successivement à la dignité d'archevêque de Lyon, de cardinal, de grand aumônier de France et d'abbé de plusieurs monastères importants. Au milieu des honneurs qu'il n'avait point cherchés, il se montra soucieux avant tout de remplir avec zèle ses devoirs de prêtre et se fit aimer de tous par son inépuisable charité.

— Dans un nouveau chapitre de l'histoire de la Grande Made-moiselle, M^{me} Arvède Barine nous dépeint la cour au début du règne.

¹ *Revue historique*, mai-juin 1904 : *Une aubaine à Lyon sous Henri IV.* —

² *Revue d'histoire diplomatique*, 1904, n° 1 et 2 : *Une mission diplomatique au XVI^e siècle : Jacques Faye d'Espeisses et Guy Du Faur de Pibrac (1574-1575).*

— ³ *Revue d'histoire diplomatique*, 1904, n° 1 : *Un frère de Richelieu, le cardinal de Lyon.*

personnel de Louis XIV et nous rappelle le rôle qu'y joua son héroïne¹. Après la mort de son père, Mademoiselle « était rentrée de haute lutte dans le palais du Luxembourg. » Son salon devint bientôt le plus recherché de Paris et le plus littéraire : ceux qui le fréquentaient firent naître la mode des portraits. Chacun faisait le sien et prétendait s'y représenter en toute sincérité au physique et au moral. Ces jeux d'esprit n'empêchaient point Mademoiselle de s'occuper sérieusement de son mariage. Tandis qu'elle mettait gratuitement Charles II au nombre de ses prétendants, Louis XIV, dans l'intérêt de sa politique, lui fit proposer la main d'Alphonse VI de Portugal, goulu, malpropre et à moitié idiot. Elle se récria : le roi mécontent l'exila à Saint-Fargeau. A sa prière, il lui permit bientôt de se rendre à Eu qu'elle venait d'acheter. Elle ne tarda pas à se lasser de l'existence monotone qu'elle menait dans « un désert » où de tout l'hiver personne ne venait la visiter, et sa tristesse augmentait lorsqu'elle recevait la relation des fêtes brillantes de la cour. Une fois de plus son orgueil fléchit : elle fit part au roi de la douleur où elle était « d'être longtemps sans avoir l'honneur de le voir. » Louis XIV comprit et lui permit de reparaitre à la cour (1664).

— Pour prouver la mauvaise foi qui éclate à chaque ligne du memorandum anglais du 9 juillet 1889, contestant les droits de la France sur Terre-Neuve, il suffit à M. Ch. de la Roncière de rappeler brièvement l'histoire de notre établissement dans cette île depuis la fin du xv^e siècle². En 1583, sir Humphrey Gilbert ne réussit qu'à prendre pied à Terre-Neuve, où depuis un siècle déjà les marins français venus de tous les ports de la Manche et de l'Atlantique se rencontraient pour pêcher la morue. Aux tentatives des Anglais pour établir une colonie, le gouvernement français répondait par une affirmation de ses droits et par l'envoi de croiseurs destinés à protéger ses nationaux. Louis XIV érigea enfin Terre-Neuve en colonie et depuis 1658 jusqu'au traité d'Utrecht, la fit administrer par des gouverneurs français. Le traité de Bréda, pas plus que celui de Ryswick, ne portèrent la moindre atteinte à notre souveraineté sur une île dont les Anglais possédaient à peine le quart. Cette souveraineté fut, il est vrai, enlevée à la France par le traité d'Utrecht qui rejetait nos territoires de pêche au nord des caps Bona-Vista et Riche, mais nous reconnaissait le monopole de la pêche au *French Shore*. De tout temps enfin on pêcha le homard à Terre-Neuve sans aucune

¹ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1904 : *La Grande Mademoiselle. La jeune cour, les fêtes galantes*. — ² *Le Correspondant*, 10 avril 1904 : *La question de Terre-Neuve, les droits indiscutables de la France, d'après des documents inconnus*.

différence avec les autres poissons, et le homard est nommément cité parmi les poissons par le fondateur de la colonie anglaise.

— M. J.-Ch. Bracq étudie à son tour la *question de Terre-Neuve, d'après des documents anglais*¹, et arrive à la même conclusion que M. Ch. de la Roncière : la France a droit au monopole de la pêche que lui reconnaît le traité d'Utrecht. Après le traité de Paris qui ne modifiait en rien la situation de la France à Terre-Neuve, le gouverneur Hugh Palliser permit aux sujets anglais l'accès de nos pêcheries et voulut imposer à nos marins l'autorité civile de l'Angleterre. Pour mettre fin aux querelles que cette violation de nos droits suscitait à tout moment, le traité de Versailles modifia les limites du *French Shore* qui s'étendait du cap Saint-Jean au cap Ray et confirma le monopole de la France sur ces pêcheries. Dans une « Déclaration » demeurée célèbre, le roi d'Angleterre ordonnait à ses sujets d'abandonner les établissements sédentaires indûment élevés par eux sur le *French Shore* et de ne pas troubler par leur concurrence la pêche des Français. Aussi longtemps que la France n'aura pas consenti à l'abandon de son monopole, les *Terre-Neuviens* devront se soumettre aux clauses non abolies des traités d'Utrecht et de Versailles, quoi qu'il puisse leur en coûter.

— L'étude de l'administration des deux seigneuries de Toulgouet et du Treff au XVIII^e siècle permet à M. Henri Sée d'exposer avec beaucoup de clarté la condition économique du mode de tenure appelé le domaine congéable, d'indiquer la constitution des domaines congéables, les diverses catégories de terres qui les composaient, comment ils étaient cultivés, quelles charges pesaient sur les *domaniers*².

— M. L. Maury publie une *Relation inédite des journées des 5 et 6 octobre 1789*³ envoyée au comte d'Artois par un témoin oculaire et dont le ministre de Suède en Italie, Wrangel, qui en avait eu connaissance par le comte d'Espinhal, adressa une copie à Gustave III. Ce récit a le mérite d'avoir été écrit sous l'impression des événements, au moment même où la famille royale prenait le chemin de Paris. A noter ce que ce témoin anonyme rapporte de l'attitude du duc d'Orléans, « humilié et écrasé par le rôle qu'il jouait, » et de celle de la reine qui a des larmes dans les yeux lorsqu'elle l'aperçoit sur le balcon et se fait violence pour lui parler.

— A l'aide de documents conservés aux Archives nationales, M. G. Lenôtre a fait un intéressant récit de la fuite de Louis XVI et

¹ *Revue historique*, mai-juin 1904. — ² *Annales de Bretagne*, avril 1904 : *L'administration de deux seigneuries de Basse-Bretagne au XVIII^e siècle : Toulgouet et Le Treff*. — ³ *Revue historique*, mars-avril 1904.

de la famille royale dans la nuit du 21 juin 1791¹. On ne peut décrire d'une façon plus vivante l'ahurissement de la population parisienne lorsqu'elle apprit la nouvelle le 21 au matin. L'Assemblée nationale, consternée, décréta l'envoi de courriers dans tous les départements, avec ordre d'empêcher la famille royale de poursuivre sa route et de sortir du royaume. Par une étrange fatalité, les voyageurs avaient partout laissé trace de leur passage, ce qui facilita singulièrement la tâche de Romeuf et de Bayon envoyés à leur poursuite. Avec une méticuleuse précision, M. Lenôtre note les moindres incidents de la fuite et décrit la scène de l'arrestation à Varennes.

— M. Ph. Sagnac essaie d'établir², d'après les statistiques adressées par les préfets au ministre de l'intérieur, les conséquences du partage des biens nationaux pendant la Révolution : accroissement du nombre des propriétaires fonciers, afflux des capitaux vers la terre, maintien des anciens procédés de culture, abaissement du prix de la terre, diminution du nombre des propriétaires qui vivent uniquement du produit du sol, diminution du nombre des manouvriers, augmentation du prix de la main-d'œuvre, prospérité relative des classes rurales, accroissement de la population des campagnes, diminution de la mendicité. M. Sagnac tire de son étude cette conclusion que la division du sol « a contribué à la victoire de la Révolution à l'intérieur et à l'extérieur. »

— L'un des effets de la pacification générale qui suivit le traité de Lunéville fut de rendre à Paris le caractère qu'il avait avant la Révolution de centre de la vie sociale européenne. Parmi les étrangers qu'attirait le désir d'étudier la France nouvelle, les Russes ne se montraient pas les moins empressés et ils ne devaient plus oublier le chemin de notre pays. M. Léonce Pingaud nous fait connaître les représentants de la colonie russe à Paris pendant les trente premières années du xix^e siècle, cherchant surtout à démêler l'impression qu'ils reçurent de la société française³. Sous le Consulat, c'étaient surtout la comtesse Divov et la princesse de Tarente, la première fréquentant un peu tous les mondes et en particulier le monde officiel, la seconde, très attachée aux souvenirs du passé et ne sortant guère du faubourg Saint-Germain. La rupture de la paix d'Amiens et la conspiration de Georges Cadoudal dispersèrent la colonie russe, que l'alliance franco-russe conclue en 1807 ne parvint pas à reconstituer. Sous l'Empire, cependant, il convient de signaler la présence à Paris du comte Fedor Golovkin, qui crayonna des portraits de ses contem-

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1904 : *Le retour de Varennes. I. La poursuite*. — ² *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 15 avril 1904 : *La division du sol pendant la Révolution et ses conséquences*. — ³ *Le Correspondant*, 25 avril et 10 mai 1904 : *Les Russes à Paris (1800-1830)*.

porains avec plus de verve que d'exactitude. La Restauration ramena les Russes à Paris, où royalistes et libéraux les accueillirent avec enthousiasme. Les veuves de Kutusov et de Bagration, la princesse Kourakin, Grégoire Orlov, Rostopchine, Tchitchagov, M^{me} Swetchine, viennent alors se mêler à la société française et en goûtent si profondément le charme que certains de ces Parisiens et de ces Parisiennes d'adoption finiront leur vie en France.

— M. P. Coquelle étudie, à l'aide de documents conservés aux archives des affaires étrangères et des archives nationales, les résultats de l'ambassade du maréchal Brune à Constantinople (1803-1805)¹. Brune parvint à rétablir momentanément le prestige de la France en Turquie, mais la rupture de la paix d'Amiens et bientôt l'hostilité à peine voilée de la Russie inspirèrent à la Porte une extrême défiance à l'égard du gouvernement français, et ne permirent point à notre ambassadeur de terminer les affaires relatives aux indemnités et au tarif des douanes ni d'obtenir la reconnaissance du titre d'empereur pour Napoléon.

— Les notes du Piémontais Venturini, engagé au service de la France le 21 mars 1803, constituent un véritable journal de marche pour les campagnes de l'Empire, principalement pour celles de 1809, 1812 et 1813². A côté des souffrances qu'il eut à supporter, des périls auxquels il échappa, Venturini ne manqua jamais de noter les heureuses aventures réservées alors à ceux qui portaient l'épaulette et qui l'amènent à clore souvent son récit par ces mots significatifs : « Je me suis très bien amusé. »

— A l'aide de documents inédits, M. G. Servièrès retrace le rôle de Bourrienne à Hambourg, comme ministre de France, de mars 1805 à novembre 1810³. Suivant les instructions qui lui avaient été données, Bourrienne obtint du Sénat de Hambourg qu'il réprimât les agissements des agents royalistes et poursuivit les recruteurs anglais. Il fut moins heureux dans les négociations avec les villes hanséatiques pour les engager à se mettre sous la protection de l'Empereur et à lui payer une protection dont elles ne se souciaient point. Napoléon voulut alors la leur imposer sous forme d'accession à la Confédération du Rhin, et, s'inspirant de la constitution de ces villes, Reinhard et Bourrienne élaborèrent un projet d'acte en ce sens. Mais en 1810, alors que toute l'Europe était soumise aux exigences du blocus continental, Napoléon n'estima point utile de traiter avec les villes hanséatiques et fit prononcer par le Sénat l'annexion pure et simple de

¹ *Revue d'histoire diplomatique*, 1904, n° 1. — ² *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 mars et 10 avril 1904 : *Carnet d'un Italien au service de la France* (1803-1815). — ³ *Revue historique*, mars-avril et mai-juin 1904 : *Le rôle de Bourrienne à Hambourg*.

ces villes. Bourrienne, dont les concussions étaient signalées depuis quelques mois, fut alors rappelé et tomba en disgrâce. M. G. Serrières examine longuement les accusations portées contre Bourrienne et établit que l'on ne put jamais faire la preuve de spéculations auxquelles il se serait livré. Quoi qu'il en soit de l'origine suspecte de sa fortune, l'Empereur lui fit imposer une très forte amende qui devait servir à la construction d'un nouvel hôtel des affaires étrangères et dont l'avènement de Louis XVIII lui permit seul de ne pas s'acquitter.

— Commissaire impérial dans le grand-duché de Berg, le comte Beugnot visita en détail, pendant le printemps de 1810, les fabriques de la vallée de la Wipper. A son retour de cette inspection, Beugnot s'empressa d'écrire un mémoire sur la situation de l'industrie dans le duché qu'il administrait au nom de l'Empereur. Ce document, que publie M. Ch. Schmidt ¹, nous fait connaître avec beaucoup d'exactitude le développement considérable qu'avaient déjà atteint, au commencement du XIX^e siècle, les industries textiles d'Elberfeld-Barmen et les industries métallurgiques de Solingen-Remscheid.

— La *Nouvelle Revue rétrospective* publie ² des lettres du général Miollis, commandant en chef des États romains, écrites au mois de janvier 1814 et relatives à la défection de Murat. A l'Empereur, aux ducs de Feltre et de Rovigo, au baron de Dunant, envoyé extraordinaire de Napoléon à Naples, au général de Salcette, commandant sous ses ordres, Miollis dévoile les agissements de Murat, les craintes que lui cause l'occupation de Rome par les troupes napolitaines et les mesures de défense qu'il a prises ; à Murat et à son aide de camp, Lavauguyon, il se plaint de l'invasion des États romains et montre l'inanité des raisons produites pour justifier cet acte d'hostilité.

— Aussitôt après l'abdication de Napoléon en 1814, le duc d'Orléans conçut le dessein de travailler au rétablissement de son beau-père Ferdinand IV sur le trône de Naples. Sans se laisser arrêter par les obstacles qui s'opposaient à cette restauration, l'Autriche, l'Angleterre et la Russie s'étant engagées à maintenir Murat, il alla plaider à Paris et à Londres la cause de Ferdinand. Le résultat de ces négociations, qui hâtèrent certainement la chute de Murat en le poussant aux mesures extrêmes, se trouve consigné dans la lettre adressée par le duc à son beau-père le 10 juillet 1814, et que publie M. le commandant Weil ³. Ce curieux mémoire prouve que si le gouvernement anglais avait conscience du danger qu'il y avait pour

¹ *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 15 mai : *L'industrie du grand-duché de Berg en 1810. Addition aux mémoires de Beugnot*. — ² 10 mai 1904.

— ³ *Revue d'histoire moderne*, 15 mars 1904 : *Le duc d'Orléans à Paris et à Londres en mai-juin 1814. Document inédit*.

l'Europe à laisser Murat régner à Naples, il ne se souciait pas de le chasser de son royaume par les armes et préférerait laisser ce soin à la France ou à l'Espagne.

— M. Henri Houssaye nous retrace les derniers jours passés par Napoléon à la Malmaison et à Rochefort à la fin de juin et au commencement de juillet 1815¹. Trois fois de suite l'Empereur avait demandé au ministre de la marine Decrès de mettre deux frégates à sa disposition pour lui permettre de gagner les États-Unis. Fouché, qui connaissait l'intention des alliés de s'emparer de sa personne, prétexte qu'il ne pourra se rendre à son désir qu'après avoir obtenu pour lui un sauf-conduit de Wellington. C'était mettre les alliés au courant du plan de l'Empereur et leur permettre plus aisément de se saisir de sa personne. Cependant, lorsque Fouché apprit que les Prussiens marchaient sur la Malmaison, il se ravisa, et, dans la crainte de voir l'Empereur revenir à Paris et se mettre à la tête de l'armée, lui fit savoir qu'il ne mettrait pas obstacle à son départ. Mais à l'approche de l'ennemi, Napoléon, retrouvant toute son énergie, voulut encore tenter le sort des armes et fit demander à la commission exécutive de lui confier le commandement de l'armée. Sans consulter ses collègues, Fouché répondit par un nouveau refus. Le 29 juin, Napoléon se mit en route pour Rochefort. Lorsqu'il y arriva, le préfet maritime l'assura que les vents étaient contraires et que la croisière anglaise rendait tout départ impossible. Comptant sur un soulèvement du peuple ou un tumulte militaire, il résolut de temporiser; si aucune de ses espérances ne se réalisait, ne serait-il point temps de mettre à exécution le funeste projet, auquel il trouvait de la grandeur, de demander asile à l'Angleterre? Par ses mensonges, le capitaine du *Bellerophon*, Maitland, contribua à l'entretenir dans ses illusions sur l'accueil que lui réservait le gouvernement britannique. Tandis que Gourgaud, chargé de porter sa lettre au prince régent d'Angleterre, s'embarquait sur le *Slancy* qui avait reçu l'ordre secret de Maitland de rester en quarantaine à Plymouth, Louis XVIII donnait des ordres pour que l'on s'assurât de Napoléon Bonaparte, qui est le prisonnier « de tous les souverains garants du traité de Paris envers lesquels il l'a violé. » L'Empereur, enfin convaincu que son rôle politique était terminé, monta, le 15 juillet au matin, sur l'*Épervier* qui devait le conduire à la croisière anglaise.

— Les lettres de Lamartine trouvées dans les papiers de Victor Hugo et publiées par M. Gustave Simon nous fournissent une preuve

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 février et 1^{er} mars 1904 : *La route de Sainte-Hélène, les derniers jours de Napoléon en France*. I. *La Malmaison*. II. *Rochefort et le Bellerophon*.

de la touchante amitié qui ne cessa d'unir les deux grands poètes, les préservant de toute jalousie mesquine et de toute rivalité, et, malgré la différence de leur caractère et de leur génie et les dissentiements de leurs partisans réciproques, leur permettant une juste et mutuelle admiration ¹.

— Sans ajouter rien d'essentiel à l'histoire du second Empire, les lettres inédites de Napoléon III au général Dufour, que publie M. Eugène de Budé en les accompagnant d'un commentaire, présentent un véritable intérêt pour la connaissance du caractère et des sentiments du neveu de l'Empereur ². Dans ces lettres, pour la plupart antérieures à l'avènement de l'Empire, se montrent la volonté ferme de Louis-Napoléon d'arriver au premier rang et une foi invincible en sa destinée. On y trouve aussi des détails sur les occupations du prince pendant sa détention au fort de Ham ; rien de ce qui pouvait charmer ses loisirs ne lui était refusé par le gouvernement de Louis-Philippe : il partage son temps entre le jardinage, la menuiserie, les promenades à cheval et les travaux intellectuels. Pour ces derniers, les collections de la Bibliothèque royale avaient été mises libéralement à sa disposition. Louis-Napoléon réclamait en termes affectueux les conseils de Dufour, son ancien maître à l'école militaire de Thoupe, pour ses études sur l'artillerie et sur l'histoire militaire ; ce qui ne l'empêchait point, à l'occasion, de discuter les idées de son correspondant. L'établissement de l'Empire ne lui permit plus d'écrire qu'à de rares intervalles et toujours brièvement.

— Écuyer de Louis-Philippe en 1848, le baron de Préjean fut témoin des scènes qui précédèrent et accompagnèrent la chute de la royauté. De service aux Tuileries pendant les journées des 23 et 24 février, il entend les invectives des chefs de l'opposition contre Bugeaud dont ils viennent demander le renvoi, il assiste à l'entretien du duc de Montpensier avec Girardin qui se rend auprès du roi pour lui conseiller d'abdiquer, il accompagne la famille royale jusqu'aux coupés qui doivent la conduire à Saint-Cloud, et il assiste, auprès de la duchesse d'Orléans, à la séance de la Chambre où, sous la pression de l'émeute, fut proclamé le gouvernement provisoire. Du récit que le baron de Préjean a laissé de ces événements ³, se dégage cette conclusion que les concessions successives arrachées à Louis-Philippe par d'imprudents conseillers perdirent la royauté et qu'une attitude énergique aurait pu sauver la situation.

— Le récit de la bataille de Magenta par M. G. Bapst est surtout

¹ *La Revue de Paris*, 15 avril 1904 : *Lamartine et Victor Hugo : lettres inédites*. — ² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1904 : *Napoléon III et le général Dufour, d'après une correspondance inédite (1830-1872)*. — ³ *La Revue hebdomadaire*, 27 février 1804 : *Ce que j'ai vu en 1848*.

intéressant par les nombreuses anecdotes qu'il contient ¹. L'attitude de Napoléon III pendant le combat se ressent de son état moral : ses traits sont tirés, ses joues creuses, ses moustaches et ses cheveux décollés et défaits. Il paraît perdu dans un rêve et rien ne peut le faire sortir de son mutisme et de son apparente indifférence, pas plus les dangers qu'il court que le succès inespéré de la journée. Cependant, le lendemain matin, il s'occupe des nombreux blessés que l'on dirige sur Novare et leur vue l'émeut profondément.

ALBERT ISNARD.

II. — PÉRIODIQUES ALLEMANDS

— Dans la suite de son étude sur la critique officielle des Actes des martyrs ², Dom H. Leclercq s'occupe particulièrement des diverses réformes que subit le bréviaire. Le bréviaire, adopté par la cour de Rome au début du XIII^e siècle et dont les Franciscains notamment popularisèrent l'usage, fut l'objet des vives critiques de ceux qui, à la suite de Raoul de Tongres, regrettaient qu'on y eût fait place à des Actes comme ceux de saint Georges, de sainte Barbe, etc., « pièces apocryphes, remplies d'indications incroyables. » La réforme du bréviaire, entreprise par ordre du pape au XVI^e siècle, amena naturellement la revision des légendes des saints qui y étaient contenues : celles de sainte Marguerite, de sainte Thècle, de sainte Ursule, de saint Eustache furent rayées du lectionnaire. Sous Clément VIII, nouvelle réforme qui s'en prend à un plus grand nombre de légendes, sans aller pourtant aussi loin que le voulait Baronius. Benoît XIV fit commencer une nouvelle revision que sa mort empêcha d'aboutir ; et l'on sait qu'aujourd'hui une congrégation a été nommée sous la présidence de Mgr Ferrata pour procéder à un nouveau travail.

— Une lampe orientale de la seconde moitié du IV^e siècle, au musée du Campo santo germanique de Rome, sur laquelle est représenté le sacrifice d'Abraham ³, est pour Mgr A. de Waal l'occasion d'une intéressante étude sur les représentations analogues dans l'art chrétien primitif.

— La publication, d'après un manuscrit de la Vaticane, d'un for-

¹ *Revue historique*, mars-avril 1904 : *Napoléon III à Magenta*. — ² *Offizielle Kritik der Märtyrer-Akten*, dans les *Studien und Mittheilungen aus dem Benediktiner- und dem Zisterzienser-Orden*, 4^e trimestre 1903. — ³ *Römische Quartalschrift*, 1^{er} trim. 1904 : *Das Opfer Abrahams auf einer orientalischen Lampe*.

mulaire milanais des *Letaniae majores* des ^{x^e}-^{xi^e} siècles, fournit à M. W. Van Gulik ¹ l'occasion de rechercher l'origine et la fortune de cette expression. Grégoire le Grand oppose une *litania septiformis*, procession extraordinaire à l'occasion d'une peste, à la *litania* annuelle de saint Marc, « quae major ab omnibus appellatur. » Mais peu à peu des confusions s'établissent. Les simples *rogationes* des Rogations deviennent à leur tour des *litaniae majores*, et c'est précisément à elles que s'applique le formulaire de Milan, que publie et étudie M. Van Gulik.

— M. Rudolf Arthur Peltzer consacre, dans la *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins* ², une série d'études aux relations d'Aix-la-Chapelle avec les rois de France ³ : la première (I), sur les efforts des derniers Carolingiens et des premiers Capétiens pour conquérir Aix et la Lorraine, n'apporte rien de nouveau; la seconde (II) a trait au culte de Charlemagne en France et à son influence sur la politique française; les efforts des rois pour se rattacher à Charlemagne et pour restaurer plus ou moins sa politique influèrent sur les relations de la France avec la ville qui possédait les restes du grand empereur : le commerce d'Aix-la-Chapelle prit une part active aux foires de Champagne (III) sous la sauvegarde du roi de France (14 février 1314); Charles V, en l'honneur de Charlemagne, accorde à la cité (IV) la franchise commerciale (1369), en même temps qu'il se préoccupe d'obtenir des reliques de l'empereur; Charles VI (V) confirme ce privilège (1400), et accorde le droit à la ville d'ajouter à ses armes les fleurs de lis. Louis XI (VI) fait des donations à l'église, fonde des rentes, concède deux bourses d'étudiants au collège de Navarre. François I^{er} (VII), avec ses visées à l'Empire, ne pouvait suivre une autre politique; à la fin du siècle, le duc d'Alençon, désireux de se concilier l'esprit des Aixoïis, fait renouveler le privilège par Henri III. Le meurtre de Henri IV plongea la population d'Aix, — la partie protestante du moins, — dans un deuil profond (VIII). Les relations avec la France étaient si cordiales que, lors des troubles religieux à Aix en 1611-1614, le gouvernement français n'hésita pas à intervenir (IX) pour rétablir la concorde entre les parties. Des rapports de Louis XIV avec la cité impériale (X) il n'y a pas grand'chose à retenir; Louis XV en 1764 (XI) exempta les Aixoïis du droit d'aubaine. Un fait curieux sur lequel on trouvera des détails dans le mémoire de M. Peltzer, c'est la coutume des rois de France d'envoyer à leur couronnement un drap mortuaire pour être déposé sur le tombeau de Charlemagne.

¹ *Römische Quartalschrift*, 1^{er} trim. 1904 : *Ein mittelalterliches Formular der Letaniae majores*. — ² T. XXV, p. 133 et suiv. — ³ *Die Beziehungen Aachens zu den französischen Königen*.

— Après Grégoire VII, deux courants se manifestèrent dans l'Église, dont l'un tendait à la domination hiérarchique du monde, tandis que l'autre poursuivait comme idéal la séparation absolue de l'Église et de l'État. Les ordres monastiques s'attachèrent particulièrement à dépouiller l'Église de toute puissance temporelle pour mieux assurer sa perfection et sa domination morale. On sait que Pascal II porta ces idées sur le trône pontifical, mais échoua devant les résistances qu'il rencontra de toutes parts. Arnold de Brescia reprit ces idées contre l'Église et sa mort ne les empêcha pas de survivre. D'ailleurs la discussion portait surtout sur les droits régaliens que le prévôt de Reichersberg, Gerhoch, dans son *De edificio Dei*, veut que l'Église abandonne aux princes du monde, tandis qu'il réclame pour elle la libre possession d'un domaine intangible; Gerhoch considère comme coupable et même sacrilège de porter la main sur les dîmes de l'Église ou sur les domaines qui lui ont été concédés par Constantin; quant aux fermes et *villae*, il reconnaît aux princes le droit d'y lever, en cas de nécessité, les impôts ou redevances auxquels elles étaient sujettes avant la donation. Honorius d'Autun proclame l'absolue supériorité du spirituel sur le temporel : « Sicut spirituale prae-cellit saeculare, sic sacerdotium prae-cellit regnum; » il va même jusqu'à comparer la royauté à Caïn, Abel représentant l'Église. La même primauté du spirituel sur le temporel est proclamée par Hugues de Saint-Victor, qui veut que le pouvoir temporel n'existe que par l'institution du spirituel : « Nam spiritualis potestas terrenam potestatem et instituere habet, ut sit, » et qui n'admet pas que les clercs aient d'autres trésors que les spirituels : « Clericis vero spiritualia tantum conceduntur. » M. Schmidlin¹ recherche l'expression d'idées analogues dans les autres écrivains ecclésiastiques du siècle : Robert Pulleyn, saint Bernard de Clairvaux, Jean de Salisbury. Les canonistes voient les choses sous un jour différent; ce ne sont plus de simples idéalistes, mais des praticiens mêlés à la vie quotidienne; ils n'établissent pas une démarcation aussi tranchée entre le spirituel et le temporel; ils font une place à l'État dans l'Église, les regardant comme ayant besoin l'un de l'autre.

— La canonisation de Charlemagne, bien qu'irrégulière puisqu'elle ne fut faite que par l'antipape Pascal III, ne fut jamais contestée ni annulée par l'autorité pontificale, qui laissa le culte populaire s'exercer dans certaines églises particulières. Cependant, tandis que les empereurs emploient volontiers la dénomination de *sanctus* ou de *beatus* pour désigner l'empereur, les papes n'accroient guère à son

¹ *Kirchenpolitische Ideen des 12. Jahrhunderts*, dans l'*Archiv für katholisches Kirchenrecht*, 1^{er} trim. 1904.

nom que des qualificatifs temporels : *Magnificus, clarae memoriae*; M. Emil Pauls¹ ne relève qu'une fois le titre de *beatus*, donné à Charlemagne par le cardinal de Porto en 1226; encore fait-il observer que ce titre semble être opposé à celui de *sanctus* donné aux apôtres comme ne marquant qu'un degré inférieur de sainteté. Ce qui est plus remarquable, c'est le peu d'extension que semble avoir eu à Aix même, dans le cours du XIII^e siècle, le culte de l'Empereur.

— Florence, qui n'avait guère reconnu la suzeraineté de la grande comtesse Mathilde que dans la mesure où cette reconnaissance servait ses intérêts particuliers, n'eut plus, après la mort de cette princesse, d'autres limites à son indépendance que les liens purement nominaux qui la rattachaient à l'Empire. Quel était alors son régime municipal ? On ne le sait qu'approximativement : la première mention des consuls date de 1138, et ils étaient choisis parmi les *optimates*; les corporations n'apparaissent qu'en 1193. Mais dès 1117 nous assistons à ces luttes intestines qui plus d'une fois ensanglantèrent la cité. La tradition place à l'année 1215 la division, sans doute antérieure, de la ville entre les deux partis des Guelfes et des Gibelins. Frédéric II fit de Florence une ville gibeline, sans rien changer à sa constitution; il laissa subsister les consuls, leur conseil de cent ou cent cinquante membres, les corporations avec leurs pouvoirs, les assemblées du peuple devant lesquelles le gouvernement était responsable; il se contenta de nommer le *podestà* ou magistrat judiciaire et d'établir son fils comme vicaire général en Toscane. Le complot guelfe de 1248 n'aboutit qu'à l'expulsion des adversaires du régime établi. Mais le parti guelfe avait avec lui les marchands qui s'étaient introduits dans la ville à côté des artisans et que l'intérêt de leurs affaires, les opérations financières qu'ils faisaient à Rome, rattachaient naturellement à la papauté. A la fin du règne de Frédéric II (en 1250), le régime fut soumis à une évolution qui, d'aristocratico-ploutocratique, le poussa vers la démocratie. A côté du *podestà* prit place un capitaine chargé des intérêts du peuple avec un conseil de douze anciens et de trente-six *caporali* : c'était ce capitaine qui appelait le peuple aux armes, le conduisait à la guerre et faisait les traités; le nouveau gouvernement rétablit la paix à l'intérieur et fonda la puissance de Florence à l'extérieur. Le triomphe des Gibelins à Montaperti, avec le concours des Siennois, compromit naturellement l'œuvre de la démocratie. L'établissement du priorat, c'est-à-dire du gouvernement des corporations, à la fin du XIII^e siècle, assura l'oppression de la noblesse, oppression dont elle ne put jamais se libérer

¹ *Zeitschrift der Aachener Geschichtsvereins*, t. XXV, p. 335 et suiv. : *Die Heiligsprechung Karls des Grossen*.

entièrement. Ce n'est d'ailleurs pas à proprement parler la démocratie mais la bourgeoisie qui triompha dans cette lutte, car le peuple des ouvriers et des artisans était privé de droits politiques. En étudiant cette évolution politique de Florence, M. M. Brosch¹ la rapproche de celle qui eut lieu dans d'autres cités tant d'Italie que de Flandre.

— C'est un fait notoire que les statuts de l'ordre de Cîteaux interdisaient au moins, sous des peines sévères, de prendre part à un baptême soit comme officiant, soit comme parrain. La principale raison de cette défense — commune d'ailleurs à la plupart des ordres religieux, — semble avoir été — c'est ce qu'établit fort bien M. Ludwig Dolberg², — d'empêcher le contact des religieux avec des femmes. Les Cisterciens étaient particulièrement rigoureux sur ce point, eux qui ne permettaient même pas à leurs moines l'accès des couvents de religieuses de l'ordre. Or, au baptême, ce mélange des sexes était inévitable, à une époque surtout où l'usage multipliait le nombre des parrains et marraines. Le parrainage risquait même de transformer un contact passager en relations suivies, grâce aux liens spirituels qui unissaient le parrain et la marraine.

— Le principal intérêt, à mon sens, de l'article que M. N. Hilling consacre à Felinus Sandeus³, auditeur de rote, tour à tour évêque de Penna et de Lucques (fin xv^e-commencement xvi^e s.), n'est pas tant de nous fournir sur ce personnage, qui a joué un certain rôle et que l'on connaissait d'ailleurs, quelques renseignements complémentaires que de montrer le parti que l'on peut tirer pour la biographie des auditeurs de rote des *Manualia actorum et citationum S. Rotae Romanae*. Chaque auditeur avait quatre notaires : chacun de ceux-ci tenait un *manuale*, où il ne se contentait pas de relever les actes de l'auditeur, mais où il notait mainte particularité le concernant.

— La bibliothèque du chapitre de Zeitz a fourni à M. W. Van Gulik quelques documents relatifs à l'histoire de la contre-réforme en Allemagne. Les huit lettres qu'il publie⁴, adressées à l'évêque de Naumbourg Julius Pflug, la première par le carme Eberhard Billick, les sept autres par Daniel Mauch, ne sont pas sans doute des documents de premier ordre ; cependant les observations de Billick sur un livre de Pflug, que M. Van Gulik soupçonne être le *De reformatione christiana*, les renseignements donnés par Mauch sur la conduite

¹ *Der Aufstieg einer Demokratie zur obersten Macht*, dans l'*Historische Zeitschrift*, t. XCII, fasc. 3. — ² *Die Statuten der Zisterzienser wider Taufen und Gevatterstehen*, dans les *Studien und Mittheilungen aus dem Benedictiner- und dem Zisterzienser-Orden*, 4^e trimestre 1903. — ³ *Archiv für katholisches Kirchenrecht*, 1^{er} trimestre 1904 : *Felinus Sandeus, Auditor der Rota*. — ⁴ *Römische Quartalschrift*, 1^{er} trim. 1904 : *Zeitser-Beiträge zur Geschichte der katholischen Gegenreformation im XVI. Jahrhundert*.

des protestants et sur l'état précaire de l'Église catholique en Allemagne, ne seront pas lus sans intérêt.

— Les registres de baptêmes, mariages et décès des paroisses Saint-Pierre et Notre-Dame à Munich, conservés presque sans lacunes pour le *xvii*^e siècle, ont permis à M. Hans Rost¹ de réunir sur la population de la cité à cette époque des renseignements assez précis. Le mouvement des naissances alla croissant dans le premier quart du *xvii*^e siècle (de 392,8 à 631,6 par an). La guerre de Trente ans amena naturellement une diminution dans la natalité, qui remonta peu à peu dans les dernières années de la guerre, pour atteindre en 1648 le chiffre de 1,089 naissances. Cette prospérité est suivie d'une éclipse; puis de nouveaux progrès amènent à la fin du siècle la natalité à une moyenne de 705,8 naissances par an. Les mariages subissent une fluctuation analogue; le maximum est de 538 en 1635. C'est aussi pendant la période de 1631 à 1635 que la mortalité atteint son maximum (avec une moyenne annuelle de 2,292,7 décès (au lieu de 614,7 pour les cinq années précédentes), mortalité qu'explique la peste qu'eut à subir Munich à cette époque. En s'appuyant sur les règles de proportionnalité généralement admises par les démographes et les statisticiens entre le chiffre des naissances, des mariages et des décès et celui de la population, M. Rost arrive à fixer à 24,000 environ le chiffre des habitants de Munich à la fin du *xvii*^e siècle; il admet comme chiffre moyen de la population au *xvii*^e siècle le chiffre de 20,000 âmes. Au reste, il observe que si Munich compte aujourd'hui 500,000 habitants, ce n'est qu'au cours du *xix*^e siècle qu'elle a pris cette extension, puisqu'en 1780 elle n'avait encore que 37,000 âmes. La population industrielle, de 2,174 individus au commencement du siècle, monta jusqu'à 2,600 environ en 1622, pour tomber fort bas pendant le temps des guerres et des pestes, et même dans la dernière période du siècle elle ne remonta que faiblement (1,788 âmes en 1700).

— La suite de ses études sur le droit canonique au *xviii*^e siècle amène M. Ad. Rösch² à la période du josphisme. Déjà Marie-Thérèse avait fait passer dans la pratique les doctrines de Febronius; une série de mesures prises contre le Souverain Pontife (placet, droit aux évêques de donner directement les dispenses matrimoniales, même dans des cas réservés), contre la mainmorte, contre les ordres religieux et les confréries, contre les usages liturgiques, les processions, les pèlerinages (en 1775, interdiction formelle des pèlerinages à

¹ *Die Bevölkerung Münchens im 17. Jahrhundert: Historisch-politische Blätter*, 1^{er} et 16 mai 1904. — ² *Archiv für katholisches Kirchenrecht*, 1^{er} trim. 1904: *Das Kirchenrecht im Zeitalter der Aufklärung*.

Rome), contre l'enseignement ecclésiastique lui-même par la prétention d'imposer tel catéchisme ou tel manuel de droit canonique, marquent le règne de cette princesse. Joseph II, lui, ne connaît plus aucune mesure. Le système a ses théoriciens. Naturellement ils ne reconnaissent à l'Église aucun pouvoir même indirect sur l'État, tandis qu'ils exigent qu'elle se soumette au contrôle de l'État; tout ce qui dans la religion n'est pas essentiel doit disparaître si la persistance en est nuisible aux intérêts civils, dont est seul juge l'État; l'on voit même un minorite comme Obernetzner proclamer le droit absolu du souverain de supprimer tous les ordres religieux. L'Église n'a qu'un but purement spirituel, et ne peut employer pour l'atteindre que des moyens spirituels; et comme les circonstances extérieures favorables ou défavorables ne sauraient aider ni nuire au bien de la religion dans son essence, il s'ensuit qu'on ne saurait admettre qu'elle soit un obstacle au bien extérieur de l'État.

— Le bureau de bienfaisance d'Aix-la-Chapelle, dont les débuts ont fourni à M. Alfons Fritz l'occasion d'un article intéressant¹, fut établi après le traité de Campo-Formio, quand la rive gauche du Rhin eut été incorporée à la France, en vertu de la loi du 7 frimaire an V. Aux ressources légales provenant des plaisirs publics (théâtres, concerts, bals), sur lesquels un prélèvement était fait en faveur de cette institution, le bureau de bienfaisance ajoutait celles qu'il tirait des rentes et baux. Les développements pris par le bureau, par suite notamment de l'incorporation de l'Institut Joséphine, furent tels que de 6,807 fr. en l'an IX, les recettes montèrent à 76,992 fr. en l'an XIII, tandis que les dépenses passaient de 4,598 fr. à 87,211 fr.

— Les préliminaires de Nikolsburg, qui amenèrent en 1866 la fin des hostilités entre la Prusse et l'Autriche, furent marqués par d'âpres discussions entre Bismarck et le roi de Prusse : celui-ci, voulant pousser ses avantages, imposer aux vaincus de dures conditions, assurer à la monarchie prussienne une grande extension de territoires; celui-là pensant qu'il était sage d'accepter comme base des négociations les propositions de Napoléon, qu'il ne fallait pas, pour quelques centaines de kilomètres carrés, compromettre le succès de l'œuvre définitive, qui était l'établissement de l'hégémonie prussienne. Dans ses *Souvenirs* Bismarck a parlé de la scène violente qu'il eut avec le roi et qui faillit amener entre eux une rupture définitive, du concours que lui prêta le kronprinz, d'un mémoire qu'il soumit au roi et que celui-ci annota, mémoire reproduit en partie par Sybel dans son grand ouvrage sur la fondation de l'Empire d'Allemagne. Une

¹ *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. XXV : *Aus den ersten Jahren der Wirksamkeit des Aachener Wohltätigkeitsbureaus*.

excellente étude critique de M. W. Busch¹ rectifie et précise les souvenirs de l'homme d'État. Il fait ressortir les différences essentielles entre le mémoire reproduit par Sybel avec la date du 24 juillet, et celui que nous fait connaître Bismarck dans ses Souvenirs, entre les annotations mises par le roi à celui-ci et celles qu'il ajouta également à l'autre. Nous ne pouvons entrer dans l'indication des preuves accumulées par M. Busch ; nous nous contentons de signaler le résultat auquel il aboutit et qui nous paraît tout à fait certain. C'est le 19 juillet qu'eut lieu le conseil dans la chambre de Bismarck malade ; le 20 qu'il se rendit chez le roi pour développer les idées émises dans son mémoire, et qu'il eut avec lui la violente altercation qui fut sur le point d'aboutir à une rupture définitive ; et c'est alors que l'appui du prince royal décida l'adhésion du roi à ses idées. Le mémoire du 24 juillet publié par Sybel est un second mémoire, provoqué par les négociations déjà entamées avec l'Autriche et par une nouvelle note de Napoléon arrivée le 23 au quartier général.

— A une époque où la passion politique agite si souvent encore le spectre de la mainmorte, c'est un travail tout d'actualité que nous offre M. Karl Holder en nous faisant connaître — d'une manière fort sommaire d'ailleurs — les plus récentes publications sur l'histoire des lois d'amortissement². Cet article peut être un bon guide pour qui voudrait étudier plus à fond la question.

E.-G. LEDOS.

III. — PÉRIODIQUES ANGLAIS

*L'Église primitive et les évangiles synoptiques*³ appartient plus à la science biblique qu'à l'histoire proprement dite : c'est pourquoi nous nous contenterons de signaler cet article qui a été donné comme lecture à Cambridge, et qui du reste n'est qu'une étude assez sommaire sur les évangélistes considérés comme témoins historiques ; l'auteur s'efforce de fixer leur valeur en les replaçant dans leur cadre chronologique. Il n'est pas tout à fait exact de dire que la dévotion aux lieux saints est d'une époque postérieure à celle dont s'occupe l'auteur, car Origène parle des pèlerinages à la grotte de la

¹ *Historische Zeitschrift*, t. XCII, livr. 3 : *Der Kampf um den Frieden in den preussischen Hauptquartier zur Nikolsburg im Juli 1866*. — ² *Archiv für katholisches Kirchenrecht*, 1^{er} trimestre 1904 : *Die neueren Forschungen zur Geschichte der staatlichen Amortisationsgesetzgebung*. — ³ *The early Church and the synoptic Gospels*, dans *Journal of theological Studies*, avril 1904.

Nativité en termes qui ne permettent pas de douter que ce culte était déjà très répandu.

— Le docteur A-S. Barnes, déjà connu pour ses études archéologiques sur saint Pierre à Rome (*St. Peter in Roma and his tomb on the Vatican Hill*, in 8, 1900), publie dans la *Dublin Review* un article où il rappelle opportunément toute une série de monuments archéologiques dont la valeur est trop souvent méconnue et qui témoignent hautement dans la question de la primauté de saint Pierre et de l'Église romaine, fresques, tombeaux, catacombes, inscriptions, parmi lesquelles il ne faut pas oublier celle d'Abercius. L'auteur s'applique surtout, dans cette dernière, à interpréter les expressions qui se rapportent au voyage d'Abercius à Rome¹.

— C'est un autre genre de témoignage que rend Minucius Félix, presque un contemporain d'Abercius. L'excellente traduction en anglais de M. Brodribb a rappelé sur cet écrivain l'attention du public anglais. L'auteur, qui signe des initiales R. C. S., n'est pas le premier à remarquer que Minucius laisse de côté les questions théologiques pour s'en tenir au seul point de vue apologétique. On a beaucoup disserté sur ce silence, qui s'explique selon nous tout naturellement et qui du reste n'est pas le fait du seul Minucius. Ce qu'il veut, c'est répondre aux calomnies des païens contre les chrétiens calomniés, qui pour beaucoup à cette époque étaient la principale objection contre la nouvelle religion. Il se tient donc sur ce terrain. Ce que l'auteur de l'article met surtout en relief, c'est le caractère tout moderne de ce dialogue qui est un petit chef-d'œuvre en son genre².

— On a beaucoup discuté dans ces dernières années sur un des principaux ouvrages de saint Cyprien, le *De Unitate Ecclesiae*. Le R. P. dom Chapman, dans des articles très remarquables et qui ont reçu dans une certaine mesure l'adhésion d'Harnack, s'est efforcé de démontrer que les interpolations relevées dans ce fameux traité en faveur de l'Église romaine ne sont pas le résultat d'une fraude, mais qu'il y faut voir simplement des additions faites par l'auteur lui-même dans une seconde édition de son œuvre. E. W. Watson élève contre cette hypothèse quelques timides objections qui ne nous paraissent pas en détruire la vraisemblance³.

— Revenons sur le domaine de la littérature chrétienne primitive avec l'article de A.-J. Mason, qui, sous un titre du reste assez peu

¹ *The Evidence of the Monuments to the Primacy of the Roman See*, dans *The Dublin Review*, janvier 1904. — ² *The Dublin Review*, janvier 1904, p. 113-126. — ³ *The Interpolations in St Cyprian's de Unitate Ecclesiae*, dans *The Journal of theological Studies*, avril 1904.

exact, le *Premier poète chrétien latin*¹, s'occupe des hymnes de saint Hilaire découvertes par Gamurrini. Dans cette étude d'une grande valeur philologique, l'auteur restitue le texte des trois hymnes assez maltraité par le premier éditeur. Il arrive même à reconstituer le mètre de ces vers et à démontrer qu'avec une hardiesse qui n'était pas sans mérite, saint Hilaire, dans la lutte qui se livrait entre la vieille prosodie classique et le langage populaire, prit le parti de l'accent contre la quantité. Il y a forcément dans ce travail une certaine marge laissée à l'hypothèse, mais dans l'ensemble les conclusions méritent d'être retenues. Saint Hilaire nous y apparaît comme un pionnier littéraire. Nous nous permettrons de renvoyer à un travail antérieur de plusieurs années, où nous arrivions à peu près au même résultat : *Le manuscrit d'Arezzo, écrits inédits de saint Hilaire*, etc., Paris, 1887. L'influence de ces hymnes sur le *Pange lingua* de Venance Fortunat est aussi à remarquer.

— Encore *La discipline du secret*. En signalant dans notre dernier bulletin l'article du docteur Mac Donald, nous étions obligés de faire des réserves sur les arguments de l'auteur. Le sujet est repris dans la même revue par le Rév. W. B. O'Dowd, qui émet contre cet article des critiques analogues².

— Les Anglo-Saxons évangélisés par les soins de saint Grégoire I^{er} ne pouvaient manquer, à l'occasion du centenaire, d'étudier ce sujet. Le soin d'écrire cet article sur *Saint Grégoire le Grand et l'Angleterre* a été laissé à Dom Gasquet, bien connu par ses travaux sur l'histoire d'Angleterre³. Il se sert surtout dans cet intéressant exposé du document découvert dans ces dernières années à Saint-Gall (P. Ewald, *Die älteste Biographie Gregors I*, dans *Historische Aufsätze dem Andenken an Georg Waitz gewidmet*, 1886, p. 63) et qui jette une lumière nouvelle sur l'histoire des relations du saint pape avec l'Angleterre. Cette source était d'autant plus importante à étudier dans l'espèce qu'il paraît démontré qu'elle est d'origine anglaise.

— C'est aussi un chapitre de l'histoire des relations de l'Angleterre avec le Saint-Siège, mais d'une époque bien postérieure, que l'étude de W. J. D. Croke sur deux fondations anglaises à Rome. Ce travail, fait en grande partie d'après les archives de l'hôpital de la Sainte-Trinité, rectifie nombre d'erreurs des historiens de Rome⁴.

— Le moyen âge anglais nous offre une autre étude, celle du Rév. T. Scott Holmès sur *Les chanoines de Saint-Augustin en Angleterre*

¹ Même revue, p. 413-432. — ² *The Discipline of the Secret : Ecclesiastical Review*, mai 1904. — ³ *The Dublin Review*, avril 1904, p. 225-250. — ⁴ *The national English Institutions in Rome during the fourteenth Century*, même revue, avril 1904, p. 274-292.

au XII^e siècle ¹. L'histoire intérieure de l'Église dans ce pays après la conquête normande a été insuffisamment étudiée, et il faut applaudir aux efforts des écrivains qui, comme l'auteur de cet article, éclairent un point de cette histoire. On est toujours tenté, quand on parcourt les revues anglaises même les plus sérieuses, de se plaindre de la rareté des références ou des notes ; le travail que nous signalons, et qui est certainement appuyé sur un dépouillement consciencieux, ne contient pas une seule référence.

— Nous n'avons pas souvent sur le moyen âge, dans des revues anglaises, des articles aussi intéressants que celui du Rév. W. H. Kent : *La conquête de l'Égypte par les Arabes* ². Le mérite principal en revient, il est vrai, au beau livre d'Alfred E. Butler, *The Arab Conquest of Egypt and the last Thirty years of the Roman Dominion*, mais l'auteur de cette étude en met bien en relief la portée historique. Cette page d'histoire avait été mal étudiée jusqu'ici. Gibbon et la plupart des historiens se sont contentés de dire que l'Église copte, persécutée par les empereurs monothélites, avait accueilli les Arabes musulmans comme des libérateurs. Une étude plus attentive des textes, et surtout la chronique récemment découverte de l'évêque copte Jean de Nikiou, jette une lumière toute nouvelle sur ces événements, en nous racontant les souffrances des chrétiens coptes et leurs luttes contre les musulmans. Le règne d'Héraclius est aussi éclairé par ces textes. Le silence de Nikiou sur le prétendu incendie de la bibliothèque d'Alexandrie est à noter. Ici l'argument négatif prend toute sa valeur et ne laisse plus de doute sur la provenance de la légende.

— L'étude des plus anciens châteaux forts normands en Angleterre confine à l'archéologie et à l'histoire. On tenait pour assuré qu'ils étaient construits en pierre et on se contentait de quelques vues très générales sur leur architecture. Dans un premier article très étudié de l'*English Historical Review*, M^{me} E. Armitage reprend toute la question et arrive à des conclusions tout à fait opposées à celles tenues pour certaines jusqu'ici dans l'histoire de l'architecture normande en Angleterre. Cette étude solide contient tant de résultats historiques intéressants qu'il ne nous eût pas été permis de la passer sous silence ³.

— Les travaux sur saint François d'Assise restent à l'ordre du jour. M. Montgomery Carmichael est déjà connu de nos lecteurs. Dans son récent article : *The Origin of the Rule of saint Francis*, il montre

¹ *The Journal of theol. Studies*, avril 1904, p. 343-356. — ² *The Dublin Review*, janvier 1904, p. 94-112. — ³ *The early Norman Castle of England: The English Historical Review*, numéro d'avril 1904.

très bien qu'il n'y a pas, à proprement parler, deux, trois ou plusieurs règles de saint François, mais en réalité une seule règle qui a été revue ou retouchée par son auteur, ou, si l'on veut, une règle qui se présente sous trois états différents, en 1209, en 1221 et en 1223. Mais, sous l'une ou l'autre forme, la règle reste sienne tout entière, elle est due à son inspiration personnelle, ou plutôt, comme il le croyait, à l'inspiration de Dieu. La thèse est d'autant plus importante à démontrer que de récents historiens de saint François sont arrivés à des conclusions opposées et ont affirmé que cette règle, sous sa troisième forme, avait été composée et en quelque sorte imposée par l'influence du pape Grégoire IX ¹.

— Deux lignes suffiront pour indiquer les conclusions d'une étude sur la date de la composition d'un document important pour l'histoire d'Angleterre, l'histoire de Guillaume de Newburgh. Contrairement à l'opinion du dernier éditeur, Miss Norgate établit qu'elle fut écrite entre 1199 et 1201 ².

— Un article intéressant et bien renseigné de M. Reginald Blomfield sur l'*Art de la Renaissance en France* nous servira de transition entre le moyen âge et les temps modernes ³.

— Je n'apprendrai rien aux lecteurs de ce bulletin en leur disant que le R. P. Thurston, S. J., joint à ses titres d'archéologue et de liturgiste une connaissance des documents concernant l'Angleterre qui fait de lui un historien de valeur, et il y a toujours profit à tirer de ses articles. L'*American catholic Quarterly Review* en contient un en avril sur *Clément VII, Campeggio and the divorce* ⁴. C'est à Henri VIII que remontent sans conteste les origines du protestantisme en Angleterre; de là l'intérêt puissant qui s'attache à ces questions. La publication du docteur Stephen Ehses, *Römische Dokumente zur Geschichte der Ehescheidung Heinrichs VIII von England*, Paderborn, 1893, et ses articles dans les *Historisches Jahrbuch*, de 1888 et 1892, et dans la *Römische Quartalschrift*, de 1900, ont mis au jour de nouveaux documents qui changent certains aspects du sujet. C'est à la lumière de ces textes nouveaux que le P. Thurston traite la question, et au cours de son article il critique les assertions de quelques historiens récents qui ne paraissent pas avoir suffisamment tenu compte de ces textes, notamment Pollard, Busch et Taunton, avocat de Wolsey. Sans aucun doute Clément VII manqua de fermeté, mais il n'est pas le politicien sans principes que quelques-uns ont voulu voir en lui. Quant à Campeggio, il ressort de ces publica-

¹ *The Dublin Review*, avril 1904. — ² *The English historical Review*, avril 1904, p. 288-297. — ³ *The Quarterly Review*, avril 1904, p. 355-382. — ⁴ P. 288 à 306.

tions vengé des injustes préventions qu'on avait nourries contre lui et grandi dans son rôle de diplomate.

— L'histoire du protestantisme tient toujours, on n'en sera pas étonné, une place prépondérante dans les revues anglaises. En dehors de l'article du P. Thurston sur le divorce, nous avons à citer une série de travaux, quelques-uns assez importants, durant ce trimestre. C'est tout d'abord une étude sur le mouvement puritain en Angleterre de 1560 à 1640 ; l'auteur a dépouillé des documents conservés dans les archives épiscopales d'Ely et qui montrent le dissentiment qui existait à cette époque entre les communautés laïques et leurs ministres puritains¹. Il faudra joindre à la lecture de ce travail celle d'un article du R. P. Dom Beda Camm sur *un évêque anglican du temps d'Elisabeth et son troupeau*². Dans un curieux petit volume rare et oublié de la fin du XVIII^e siècle, l'auteur a trouvé un résumé de la vie et de la correspondance de cet étrange pasteur, persécuteur de ses ouailles catholiques, serviteur docile du pouvoir et prêt à tout faire. Dans la *Church Quarterly Review* un auteur anonyme étudie l'épisode connu en Angleterre sous le nom de *Popish Plot*, ou complot papiste. Les travaux récents de John Pollock, de Andrew Lang et du P. Gérard, S. J., ont donné une nouvelle actualité à ce sujet toujours brûlant. Le dernier de ces historiens, dont les conclusions ont été acceptées dans leur ensemble par Lang, a attaqué vigoureusement le livre de Pollock. L'auteur de l'article expose l'ensemble de ces travaux et, sans prendre ouvertement parti pour Pollock, il lui reconnaît de grandes qualités d'historien et incline vers quelques-unes de ses solutions³.

— Le docteur Olivier Plunkett, archevêque d'Armagh, reste une des grandes figures de l'épiscopat irlandais dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. John S. O'Shea, après un court résumé de sa carrière, nous raconte son procès et son exécution après un jugement inique où toutes les formes de la justice furent violées par des sectaires aveuglés et sans scrupule⁴.

— L'histoire des établissements des colons de Cromwell en Irlande est une autre grande iniquité dont les conséquences pèsent encore lourdement sur les destinées de ce pays. L'histoire que nous en retrace le Rev. E. A. d'Alton est un bon résumé⁵.

¹ *The Church Quarterly Review*, avril 1904, p. 103-118. — ² *The Dublin Review*, *An Elizabethan Bishop and his Flock*, janvier 1904, p. 32-51. Sur la couverture l'article est porté au compte de dom Chapman, confrère de dom Camm. Mais il ne me paraît pas douteux qu'il y a erreur d'attribution et que l'article est bien de ce dernier. — ³ *The Church Quarterly Review*, avril 1904, p. 137-165. — ⁴ *The Martyrdom of the Primate Plunkett*, dans *The American Catholic Quarterly Review*, avril 1904, p. 377-394. — ⁵ *The Cromwellian Settlement of Ireland*, dans *The Dublin Review*, avril 1904.

— Les lettres inédites de Toby et James Bonnell sont aussi une contribution à l'histoire de l'Irlande durant la révolution de 1688 ¹.

— Nous aurons sans doute à revenir plus tard sur un autre personnage qui a joué un rôle dans l'histoire du protestantisme, c'est le docteur William Gifford, professeur de théologie, puis archevêque de Reims, accusé d'avoir trempé dans un complot dirigé contre la reine Élisabeth. Un article du P. Pollen, S. J., dans le *Month*, a valu à l'auteur les observations ou rectifications de dom Cuthbert Butler. Le P. Pollen a répondu dans le numéro suivant et nous promet de revenir plus à fond sur cet épisode de l'histoire d'Élisabeth ². La discussion, fort courtoise, du reste, entre les deux adversaires, porte sur la mesure de responsabilité qu'aurait assumée Gifford et sur le jugement qu'il faut porter sur sa conduite. Le P. Pollen ne croit pas qu'on puisse accuser Gifford d'avoir manqué de loyalisme ou d'avoir suivi aveuglément ce qu'on appelait alors le parti espagnol.

— Un autre article de la même revue, d'une portée plutôt littéraire, est consacré à *La Réforme en Ecosse* dans ses relations avec la langue populaire. De tous les poètes qui surgirent à cette époque, Henryson, Gavin, Douglas, David Lyndsay, le plus grand est, sans hésitation possible, Dunbar ³.

— Nous avions attiré l'attention dans un précédent bulletin sur les articles de C. H. Firth, l'*Histoire de la rébellion de Clarendon*. Le second de ces articles est consacré à l'étude de la *vie* de Hyde écrite par lui-même et qui fait partie de l'histoire de Clarendon. C'est une contribution importante à l'histoire de Charles I^{er}. On y apprend au milieu de quelles circonstances dramatiques fut écrite l'histoire de cette conspiration dont le succès eût changé les destinées de l'Angleterre ⁴.

— Nous ne pouvons donner qu'une mention à des lettres inédites sur les campagnes de Marlborough pendant la guerre de la succession d'Espagne en 1705 ⁵, et nous passons, sans autre transition, à des travaux sur une époque plus récente.

— Dans la seconde partie de son étude sur le *Concordat de 1801* (voyez le précédent bulletin), D. Moncrieff O'Connor s'attache à l'exposé et à la discussion des différents articles et en particulier des articles organiques ⁶.

— M. R. Johnston étudie le rôle d'un héros assez oublié de la pé-

¹ *The English historical Review*, avril 1904, p. 299-306. — ² Dom C. Butler, *Dr. W. Gifford in 1586*, *The Month*, mars 1904, p. 243-258; réponse du P. Pollen, *Ibid.*, avril, p. 348-366. — ³ *The Month*, mars 1904, p. 266-275. —

⁴ *The English Historical Review*, avril 1904, p. 246-262. — ⁵ *Letters of the first Lord Orkney*, by H. H. E. Cra'ster, dans *The English Historical Review*, avril 1904. — ⁶ *The Dublin Review*, janvier 1904, p. 127-154.

riode napoléonienne, *Lord William Bentinck*. L'écrivain de l'*English Historical Review* arrive à démontrer que lord William, contrairement à l'opinion que la plupart des historiens ont énoncée, a déployé des qualités réelles d'homme d'État, et s'il a échoué en partie dans sa mission, c'est surtout à cause de circonstances exceptionnellement compliquées. Sur la suite des négociations avec Murat, 1813-1814, l'auteur nous a donné un récit attachant appuyé sur des documents tirés des archives anglaises ¹.

— Les travaux sur l'histoire des États-Unis méritent une place à part ; la plupart sont publiés dans l'excellente *American Historical Review* ; il faut faire cependant une exception pour un travail bien documenté du Rév. Thomas Hughes, S. J., sur *Le vicariat apostolique de Londres dans ses relations avec ce qu'on appelait alors les Indes occidentales de 1685 à 1819* ². Ces renseignements, tirés des archives de la Propagande et de celles de la Compagnie de Jésus, seront accueillis avec joie par les historiens de l'Église dans les États-Unis. Parmi les autres travaux, nous remarquons celui de M. Woodbury Livery sur *Jean Ribaut*, un aventurier français huguenot, qui réussit à faire appuyer ses entreprises en Floride par la reine d'Angleterre, Élisabeth ³ ; un article sur *Frédéric le Grand et la révolution américaine* ⁴ ; un autre sur *Wilkinson et le commencement de la conspiration espagnole* ⁵ ; et un certain nombre de documents, lettres ou pièces d'archives, sur l'histoire d'Amérique.

— A l'histoire contemporaine appartiennent un article sur *Robert Campbell Moberly*, un théologien et philosophe anglican dont nous avons déjà parlé dans un précédent bulletin, et un autre sur *Gladstone*, étudié surtout à un point de vue religieux ⁶ ; et les études d'un caractère plutôt littéraire sur *Gabriel d'Annunzio*, sur le romancier *Thomas Hardy*, et sur le publiciste *Leslie Stephen*, toutes trois publiées dans la *Quarterly Review* ⁷. On nous saura gré de signaler dans cette dernière revue, connue pour l'importance et la sûreté de ses informations, un article d'actualité sur la *Russie et le Japon* qui a une véritable portée historique. La publication de documents antérieurs à l'apparition du livre blanc japonais, et l'historique des difficultés entre les deux gouvernements, dénotent un écrivain très au courant des questions politiques et des secrets de la diplomatie.

— Nous réservons pour la fin l'indication de quelques travaux qui

¹ *The English Historical Review*, avril 1904, p. 263-280. — ² *The Dublin Review*, janvier 1904, p. 66-93. — ³ *Jean Ribaut and Queen Elizabeth*, dans *American Historical Review*, avril 1904, p. 456-459. — ⁴ Par Paul Leland Haworth, *Ibid.*, p. 460-478. — ⁵ Par W. R. Shepherd, *Ibid.*, p. 490-506. —

⁶ Les deux articles ont paru dans la *Church Quarterly Review*, d'avril 1904. —

⁷ Avril 1904.

ont des relations plus éloignées avec l'histoire, mais qui peuvent en être considérés comme des annexes et qu'il est utile, en tout cas, aux historiens de connaître.

Nous aurions voulu une étude d'une précision plus technique dans l'article vraiment trop sommaire, *The Postcommunion, its History and its Language*¹. Sur les *Origines irlandaises de la fête de la Conception de Notre-Dame*², le P. Herbert Thurston, déjà cité, est arrivé à des résultats nouveaux. La question vaut la peine qu'on s'y arrête un instant. Edmond Bishop avait démontré que cette fête a été célébrée en Angleterre avant tous les autres pays d'Occident (*Downside Review*, 1886). Cette opinion a été acceptée par les critiques, comme on peut le voir dans un article intéressant de M. l'abbé Vacandard, paru dans la *Revue* (*Les origines de la fête de la Conception dans le diocèse de Rouen et en Angleterre*, numéro de janvier 1897). C'est vers le x^e siècle que la fête semble avoir été introduite dans ce dernier pays. D'après la savante étude du P. Thurston, on peut remonter plus haut, et l'on trouve un calendrier d'origine celtique du ix^e siècle qui donne cette fête vers le commencement de mai. C'est donc aux Irlandais que revient l'honneur de l'avoir célébrée les premiers en Occident. L'auteur vient d'ajouter par cet article un nouveau chapitre à l'histoire des fêtes chrétiennes qui déjà lui doit tant.

— Le travail de M. H. W. Codrington sur *Les liturgies syriaques des présanctifiés* nous permet de faire remonter un peu plus haut qu'on ne pensait (commencement du vi^e siècle) la liturgie des présanctifiés et nous apporte quelques autres résultats intéressants³. A noter dans l'épiclese l'invocation du Fils substituée à celle du Saint-Esprit (p. 376). C'est un exemple fort rare. Cependant l'auteur eût pu en rapprocher deux autres cas, celui de l'Anaphore de Sérapion et un *post pridie* gallican (Cf. notre article *Anamnèse* dans le *Dictionnaire de liturgie et d'archéologie*).

— On peut citer comme modèle de l'étude d'un Lectionnaire l'essai du professeur S. T. Marshall, encore que quelques-unes des conclusions paraissent plus ingénieuses que solides, notamment sur la trace d'une prétendue influence gnostique⁴. L'auteur pense, non sans vraisemblance, que ce Lectionnaire fut en usage chez des judéo-chrétiens de Palestine établis dans le Delta.

— L'étude du Rév. H. A. Wilson sur le *cursus* employé dans le sacramentaire léonien n'a que quelques pages, mais elle révèle un long et patient travail du savant philologue liturgiste, et prouve,

¹ *Ecclesiastical Review*, mars 1904, p. 225-241. — ² *The Month*, mai 1904, p. 449-465. — ³ *Journal of theol. Studies*, avril 1904, p. 369. — ⁴ *Remarkable Readings in the Palestinian Syriac Lectionary*, ibid., p. 437-445.

contrairement à ce qui a été soutenu souvent, que l'on pourra peut-être, par la recherche des règles du *cursus* métrique ou accentué, arriver à quelques conclusions intéressantes sur l'origine des plus anciens documents liturgiques¹.

— Finissons en signalant la publication par le même savant d'une lettre de feu H. Bradshaw sur *le Symbole de saint Athanase*. Nos lecteurs savent peut-être que périodiquement chez les anglicans des discussions s'élèvent sur ce fameux symbole. Un parti assez puissant voudrait en ce moment le faire disparaître du *Common Prayer Book*. La lettre du célèbre liturgiste prouve qu'il n'était pas de cet avis, et qu'avec son sens liturgiste il pensait que les auteurs de ce livre n'avaient déjà que trop retranché dans les monuments du passé².

F. CABROL.

The Abbey, Farnborough.

¹ *The metrical Endings of the Leonine Sacramentary*, ibidem, p. 386-395. —

² Ibidem, p. 458-460.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — BIBLIOGRAPHIE

Meyers Grosses Konversations-Lexicon. 6. Auflage. V. Band : *Differenzgeschäfte bis Erde*. VI. Band : *Erdeessen bis Franzen*. Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 1903-1904. Gr. in 8 de 912 et 908 p., cartes, planches et fig. dans le texte.

Voici deux volumes dans lesquels les articles scientifiques tiennent plus de place que les articles historiques : l'électricité et tout ce qui s'y rattache, la télégraphie sans fil (*Drathlose Telegraphie*), le téléphone (*Fernsprecher*), le fer (*Eisen*) et les industries du fer, y compris les chemins de fer, le feu, les feux d'artifice, les moyens de secours et les assurances contre les incendies (*Feuerschutz*, *Feuerversicherung*, *Feuerzeuge*, etc.), les étoiles fixes (*Fixsterne*), les poissons et tout ce qui s'y rapporte (*Fische*, *Fischerei*, *Fischzucht*, etc.), l'évolution (*Entwicklung*), etc., occupent de longues colonnes, avec des articles clairs, précis, et dont une illustration bien choisie facilite l'intelligence. Le côté historique n'y est d'ailleurs pas négligé. Il tient plus de place encore dans les articles sur les découvertes (*Erfindungen*), avec un tableau commode présentant la date des principales inventions ; sur l'art de la guerre et de

l'escrime (*Fechtlart*, *Fechtkunst*), sur les fortifications (*Festung*) et la guerre de forteresse (*Festungskrieg*).

Comme grands articles d'ensemble rentrant plus spécialement dans le cadre de nos études, il n'en est pas de plus intéressant pour nous que l'article consacré à notre pays (*Frankreich*), qui ne comprend pas moins de 106 col. avec 4 cartes — dont une seule malheureusement pour l'histoire : article bien fait, intéressant, malgré les réserves que nous sommes obligés de faire sur certains jugements. L'Angleterre (*England*, 25 col. 1/2 et 2 cartes) est moins richement traitée : ce grand article d'ensemble se complète d'ailleurs par une série d'autres, dont les deux plus importants sont relatifs à la langue (*Englische Sprache*, 3 col.) et à la littérature (*Englische Literatur*, 24 col. 1/2). L'Alsace-Lorraine (*Elsass-Lothringen*, 20 col. 1/2 avec carte) est traitée naturellement au point de vue germanique. Nous relevons encore d'importants articles sur l'Europe (*Europa*, 34 col. et 4 cartes), sur la république de l'Équateur (*Ecuador*, 7 col.), sur les Esthes et l'Esthonie (*Esthen*, *Esthland*, 4 col. 1/2), sur la Finlande, les Finnois, la langue et la littérature finnoises (21 col.). Les articles sur la Flandre (2 col. 1/2)

et sur le flamand (2 col.) sont plus restreints. Un grand et bon article sur la terre (*Erde*, 10 col.), se complète par un article sur les tremblements de terre (*Erdbeben*), par un autre sur la géographie (*Erdkunde*, 21 col., avec d'excellentes cartes et les portraits de quelques géographes), et par un troisième sur le magnétisme terrestre (*Erdmagnetismus*, 8 col. et 2 cartes).

Parmi les villes les mieux traitées dans ces volumes, nous relevons *Dijon* (1 col. 1/2), *Dorpat* (1 col. 1/2), sans plan l'une et l'autre; *Dortmund* (2 col. 1/2), *Douvre* (3 col. 1/2), *Dublin* (3 col. 1/2), *Dusseldorf* (3 col. 1/2), *Édimbourg* (4 col.), *Ebersfeld* (2 col.) *Erfurt* (5 col.), *Essen* (1 col. 1/2), *Fiume* (3 col. 1/2), toutes avec un plan. Pour *Dresde* (12 col.), outre la carte et le plan des environs, il y a des planches représentant les principaux monuments. *Florence* (10 col. 1/2, plan) et *Francfort-sur-le-Mein* (9 col. 1/2, plan et carte) sont traitées presque aussi largement. L'article *Fehrbellin* comporte un bon plan de la bataille de 1675; l'article *Éphèse* est illustré d'un plan des fouilles.

Un bon aperçu de la guerre de Trente ans (*Dreissigjähriger Krieg*, 6 col. 1/2), avec portrait de généraux, mais où l'on regrette l'absence d'une carte et dont la bibliographie aurait dû mentionner l'ouvrage de Charvériat; des notices sur *Dioclétien*, *saint Dominique* (l'ouvrage des PP. Balme et Lelaidier a 3 vol. et non 2) et les *Dominicains* (l'ouvrage capital de Quétif et Échard est omis), les *Druides*, le mariage (*Ehe*, 3 col.) et les institutions qui s'y rapportent (*Ehegüterrecht*, 9 col.; *Eherecht*, 3 col. 1/2, etc.), l'émaillerie, avec planches en couleur, l'éducation (*Erziehung*), *Espartero*, l'impératrice *Eugénie*, le carême (*Fasten*), les fêtes et particulièrement

les fêtes chrétiennes (*Feste*), *Franklin*, ont attiré notre attention. Nous signalerons encore les Édouard, les Élisabeth, les Éric, les Ernest, les Eugène, les Ferdinand et les François, les Dohna, les Douglas, les Este, les Farnèse.

Un point de vue trop exclusivement protestant continue de se remarquer dans les articles religieux (*Dogmatik*, *Dogmengeschichte*, *Evangelium*).

Ce qui est dit de Dolet est fort contestable; l'article sur sainte Félicité n'est pas au courant. Le P. Félix, Guillaume Fichet, MM. Fonsegrive et Paul Fournier, en France, le P. Faber en Angleterre, Fabroni et M. Francesco Flamini, en Italie, auraient dû être indiqués.

Outre les articles déjà mentionnés, la littérature a bénéficié de notices importantes sur le drame (*Drama*, 9 col.), l'épopée (*Epos*, 5 col.), l'*Edda* (4 col. 1/2).

L'article *Encyklopädie* fournit une liste utile des principales encyclopédies de tous les pays. L'article sur les fac-similés aurait dû mentionner l'importante entreprise de reproductions photographiques des principaux manuscrits, fondée par l'initiative de M. Scato de Vries.

L'article sur Dino Compagni, d'ailleurs bien fait, aurait été mieux placé à Compagni; c'est une grosse lacune de l'article Érasme que l'omission de la bibliographie de Van der Haeghen. L'on est surpris de ne pas trouver mention à l'article *Flagellants* du célèbre ouvrage de Jacques Boileau, ni à l'article *Forez* de celui de M. Thiollier.

Nous ne terminerons pas sans remarquer, — ce que nous n'avions pas encore fait, — le soin louable apporté par les auteurs de ce dic-

tionnaire à indiquer les différents noms donnés à une ville ou à un pays.
E.-G. LEDOS.

—

Bibliographie critique de l'histoire de Lyon depuis 1789 jusqu'à nos jours, par Sébastien CHARLÉTY, professeur adjoint à la faculté des lettres de l'Université de Lyon. Paris, Picard, 1903, in-8 de vi-259 p.

C'est la seconde partie de la Bibliographie de Lyon, dont le premier volume a été précédemment signalé aux lecteurs de la *Revue*. Cette partie de l'histoire lyonnaise est loin de sembler aussi riche que la précédente. A Lyon, comme partout ailleurs, les historiens vont de préférence aux périodes anciennes. L'histoire moderne et contemporaine les intéresse moins; ils se contentent de la considérer en spectateurs ou en auditeurs de témoins. Elle mérite cependant leur attention. Si les œuvres personnelles sont rares pour cette période d'un siècle, les documents officiels et autres surabondent. On peut y recourir tout à son aise, directement. Leur nomenclature, distribuée avec ordre, est très utile. Les historiens ne seront pas les seuls à en profiter. Ce travail, arrêté à la fin

du XIX^e siècle, marque un terme; il n'y aura plus qu'à enregistrer désormais ce qui verra le jour.

M. Charléty partage sa bibliographie en deux sections. La première, qui comprend la période révolutionnaire (1789-1799), après les documents et travaux d'ensemble, renferme ce qui a trait aux élections et aux cahiers des états généraux, à la chute de l'ancien régime municipal et à la formation du nouveau, à la formation des partis, au schisme des patriotes, à la guerre civile, à la Terreur, à thermidor et au Directoire. La seconde partie, qui embrasse tout le XIX^e siècle, donne ce qui se rapporte à l'histoire politique, où chaque régime a son chapitre spécial, aux branches de l'administration municipale, aux institutions d'État, justice, culte, enseignement et armée, aux institutions économiques et sociales, à l'industrie et au commerce, enfin aux lettres, sciences et arts. Rien ne se perd dans ce cadre nettement divisé.

M. Charléty s'est borné, dans les deux volumes parus, à la seule ville de Lyon. Il donnera plus tard sans doute une bibliographie du Lyonnais. Il est tout désigné pour entreprendre cette publication.

J.-M. BESSE.

II. — HISTOIRE GÉNÉRALE

Histoire des institutions politiques et administratives de la France, par Paul VIOLLET, membre de l'Institut. T. III et dernier. Paris, Larose, 1903, in-8 de 601 p.

Nos lecteurs connaissent l'excellent ouvrage de M. Paul Viollet, et ce serait perdre leur temps et le mien

que de leur recommander un volume que ses aînés recommandent mieux que je ne pourrais faire. Je me bornerai donc à leur faire connaître le contenu de celui-ci. Les deux premiers chapitres sont consacrés au régime communal; le premier traite des franchises et des communes; le second des corporations. Avec le

troisième nous abordons les États généraux et les États provinciaux. Les suivants sont consacrés au pouvoir central et à ses organismes : les prévôts, baillis et sénéchaux ; les parlements, les chambres des comptes, le conseil, les finances. Ce vaste ensemble de matières est traité ici dans un volume de proportions relativement modestes, par un maître qui, possédant à fond le sujet, peut être bref sans risquer d'être incomplet, et s'étendre à l'occasion pour développer quelque point de vue nouveau sans déborder son cadre. L'ampleur et la solidité de l'érudition, l'aisance et l'agrément de l'exposition, la richesse de la bibliographie, sont les qualités ordinaires des livres de M. Viollet, et nous les retrouvons

dans ce volume, que clôt d'une manière heureuse une opulente *Table alphabétique* générale de soixante-dix pages à deux colonnes. On peut dire que M. Viollet a écrit un livre classique, et le seul regret qu'il y ait à formuler, c'est qu'il ait cru devoir limiter cette histoire au moyen âge. « J'essaierai probablement, si Dieu me prête vie, écrit-il, p. 524, note, de mettre sur pied un autre ouvrage qui serait consacré aux trois derniers siècles de l'ancien régime, à cette période qu'on appelle d'ordinaire les temps modernes. » J'enregistre avec plaisir cette promesse : la féconde activité de M. Viollet permet d'espérer qu'elle ne tardera pas longtemps à être tenue.

GODEFROID KURTH.

III. — ANTIQUITÉ. — ORIGINES CHRÉTIENNES

Les Celtes depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'an 100 avant notre ère, par H. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Paris, Fontemoing, 1904, in-8 de 220 p.

Ce qui sort de la plume de M. d'Arbois de Jubainville est toujours d'une lecture attrayante et instructive. Il sait, grâce à sa connaissance des textes classiques et de la philologie, présenter des aperçus nouveaux, des rapprochements inattendus, des idées qui en font germer d'autres chez son lecteur, et entremêler ce trésor de recherches savantes, d'intermèdes humoristiques qui reposent l'attention étourdie, parfois, par cette avalanche d'érudition.

Le livre que j'ai sous les yeux aura pour résultat de faire oublier tout ce qui a été publié dans les divers ouvrages précédents sur le même

sujet ; à ses auditeurs le professeur déblaye le terrain et, ouvrant une nouvelle voie, laisse beaucoup à trouver encore et à expliquer. Je vais essayer d'exposer, aussi brièvement et clairement que possible, la théorie de M. d'Arbois ; mais auparavant je ne saurais trop recommander à ceux qui veulent profiter de ce nouveau livre la lecture attentive des deux volumes publiés par le même auteur, il y a peu d'années, sous le titre de : *Les premiers habitants de l'Europe*.

A une époque si reculée qu'on ne peut la fixer, peut-être lorsque l'on ne se servait que d'armes en bronze, des groupes d'origine indo-européenne s'établirent dans une partie de l'Europe occidentale qui plus tard devint l'Allemagne. C'étaient les Germains (Cimbres, Teutons, Suèves) et les Celtes. Vers l'an 800, les Celtes envahirent les îles britanniques, at-

tirés peut-être par la conquête de mines d'étain, métal dont ils avaient besoin pour la fabrication de leurs armes, comme ils vinrent, plus tard, en Espagne pour ses mines d'argent. Le druidisme naquit ou fut apporté dans cette colonie. Au ^{II}^e siècle avant Jésus-Christ, une nouvelle invasion celtique, celle-ci du rameau belge, s'établit au sud-est et au nord-ouest des îles britanniques. Les anciens Celtes établis en Bretagne adoptèrent à peu près le langage des nouveaux venus, mais ils leur transmirent le druidisme, qui de là passa en Gaule. Les récits des historiens latins relatifs à l'invasion des Celtes en Italie, déjà contestés par Alexandre Bertrand, sont définitivement démentis par M. d'Arbois. Il faut renoncer à voir dans les Bituriges, les Senons, les Lingons de Bourges, de Sens et de Langres, les vainqueurs des Romains qui faillirent prendre le Capitole; il faut se contenter d'y noter des homonymes ou mieux des peuplades qui avaient habité sur la rive droite du Rhin avant de passer sur la rive gauche et d'y fonder des colonies. Et, à propos des Bituriges, M. d'Arbois expose une théorie qui paraît très probable. Il rappelle, comme dans *Les premiers habitants de l'Europe*, qu'il y eut, vers le ^V^e siècle avant Jésus-Christ, une confédération de groupes celtiques, situés entre le Rhin, le Mein et le Danube, soumis à l'hégémonie de l'un d'eux, plus puissant, ce que, du reste, nous voyons plus tard en Gaule; ce groupe avait longtemps dominé les Germains. Le chef de cette confédération, vers 580 avant Jésus-Christ, aurait été Ambicat, roi des *Bituriges d'outre-Rhin*, dont les neveux conduisirent des émigrations l'un vers l'Italie, l'autre vers l'Orient.

Cet exode aurait été motivé par la révolte des Germains qui, vers 580, refoulèrent les Celtes vers l'ouest de l'Europe où ceux-ci, à leur tour, dépossédèrent les Ligures et les Étrusques.

La toponymie est un guide précieux pour M. d'Arbois recherchant les traces des Celtes dans les îles britanniques, la péninsule ibérique, l'Italie, l'Europe orientale, et aussi celles des Ligures et reconstituant en quelque sorte le Celticum d'Ambicat.

Je donnerais une étendue trop développée à ce compte rendu, si j'insistais sur les chapitres relatifs à la présence des Ligures et des Celtes dans la péninsule ibérique, sujet traité pour la première fois, je crois, et exclusivement éclairé par la toponymie; sur l'histoire du pantalon et de la culotte, chapitre à la fois sérieux et amusant; sur la mythologie de ces peuples pour lesquels nous avons si peu de renseignements certains. M. d'Arbois propose des conjectures séduisantes, sans doute, mais dénuées de preuves assez solides pour étayer une conviction ferme. Constatons, en passant, qu'il signale très judicieusement le tort de ceux qui cherchent à se faire une opinion en se fondant sur l'assimilation par les Romains des divinités celtiques avec les dieux grecs et romains. Pour faire de la mythologie comparée, il est indispensable de connaître exactement les cultes des différents peuples dont on veut étudier les croyances religieuses.

Comme je le faisais prévoir au début de cet article, je le termine en affirmant que ce petit livre doit être lu et relu; il ne manque à mon savant confrère et ami que d'être un peu archéologue; et les monnaies et les monnaies antiques lui fourni-

raient certainement quelques arguments à l'appui de ses opinions. Il y a encore une chose que l'on peut lui demander : c'est une bonne carte fixant les yeux et la mémoire sur son enseignement.

A. DE BARTHÉLEMY.

La Bible et l'archéologie syrienne, par V. ERMONI. Paris, Bloud et Co, 1904, in-12 de 64 p. (Collection *Science et religion*).

Je crains que ce petit livre n'ajoute rien à la renommée de l'auteur. Sous prétexte « de replacer la Bible dans son cadre originel, » M. Ermoni sort de ses cartons des citations et des résumés tirés, pour une bonne part, de l'*Histoire ancienne des peuples de l'Orient* de M. Maspero, t. II, p. 111-168. Il y ajoute un extrait ou deux de l'*Histoire de l'art dans l'antiquité*, de MM. Perrot et Chipiez, y met quelques réflexions, et voilà le volume composé. En soi, le procédé n'est pas mauvais, quoique simple. Seulement il eût été bon d'en avertir plus souvent et de ne pas donner des pages entières, comme celle, entre autres, qui traite de Hadad et Rimmon (p. 10-11), sans dire qu'elles reproduisent textuellement, avec leurs références originales, des notes très savantes de M. Maspero (cf. *Hist. anc. des peuples de l'Orient*, t. II, p. 156, n. 2). Voilà sept années et plus que paraissaient les fascicules de cette *Histoire*. Depuis lors, les découvertes ont précisé ou rectifié plus d'un détail d'archéologie syrienne : M. Ermoni ne paraît pas le savoir. Enfin, si on ne laisse aux chapitres IV et V, p. 33-61, que ce qui repose sur des données syriennes, je constate qu'il n'y restera presque rien. Ce n'est pas

que les détails fournis par les tablettes de Tell el-Amarna et par les papyrus Anastasi ne puissent ici nous renseigner. Je crois pourtant qu'une excursion parmi les sources purement syriennes n'eût pas été sans profit et que certaines identifications comme celle-ci : *Sichem* : « Cette ville est trop connue pour qu'on s'y arrête longtemps, » y eussent gagné en précision.

DOM ÉMILE BOUVET.

Les chrétiens ont-ils incendié Rome sous Néron ? par P. ALLARD. Paris, Bloud, 1904, in-12 de 61 p. (Collection *Science et religion*).

Les lecteurs de la *Revue des questions historiques* connaissent déjà cette étude de M. Allard, qui a paru ici même le 1^{er} avril 1903. Ils la retrouveront avec plaisir sous sa nouvelle forme. Il n'était pas inutile de mettre sous les yeux du public les textes relatifs à l'incendie de Rome et de montrer, par un examen critique et approfondi, qu'il ne reste rien des imputations dirigées par Néron contre les chrétiens et reprises de nos jours, avec beaucoup de talent et d'ingéniosité, mais sans preuves décisives, par M. Carlo Pascal. Dans l'état actuel de nos connaissances et jusqu'à plus ample informé, il faut s'en tenir à l'une ou l'autre des deux hypothèses indiquées par Tacite : l'incendie de Rome est imputable à Néron ou au hasard. Les chrétiens doivent être mis hors de cause.

MAURICE BESNIER.

Valeriano juniore e Salonino Valeriano, note du docteur Ugo Giri. Turin, Clausen, 1903, in-8 de 18 p. (Extrait des *Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino*, t. XXXVIII, 1902-1903).

Dans cette note, lue à l'Académie de Turin le 21 juin 1903, M. Ugo Giri combat l'opinion de Mommsen (*C. I. L.*, VIII, p. 1051), d'après laquelle l'empereur Gallien n'eut que deux fils, Saloninus, tué par Posthume en 258 ou 259, et Valerianus, mis à mort à Milan en 268. D'après M. Giri, Gallien aurait eu trois fils, et il faudrait intercaler entre les deux que nous venons de nommer un P. Cornelius Licinius Ignatius Valerianus, mort probablement entre 262 et 264. La nomenclature des inscriptions et des monnaies, les textes de Trebellius Pollio, de Vopiscus, d'Aurelius Victor et de Zonare sont obscurs et difficiles à concilier : malgré les arguments dont se sert M. Giri, sa thèse ne me paraît pas démontrée. Mais peut-être a-t-il raison de nier l'existence, généralement admise jusqu'ici, d'un Valerianus junior, fils de Valérien et frère de Gallien, dont parle Trebellius Pollio.

PAUL ALLARD.

Essai sur le règne de l'empereur Aurélien (270-275), par Léon Homo. Paris, Fontemoing, 1904, in-8 de 390 p., avec dix-huit illustrations dans le texte, une carte et deux plans hors texte.

Ce livre est certainement l'un des meilleurs que l'on ait écrits depuis longtemps sur l'Empire romain. Rédigé avec cette sécheresse voulue qui est la caractéristique de l'école moderne, il permet cependant, par la précision des détails, de conserver une idée nette du dur souverain qui

se proposa de refaire l'unité matérielle de l'Empire en abattant les gouvernements indépendants formés en Gaule et en Orient, et de lui donner une unité morale en faisant prédominer sur les autres cultes celui du Soleil. Quel que soit le mérite des chapitres où M. Homo raconte l'histoire militaire ou politique et l'histoire religieuse du règne, plus remarquables encore sont ceux où il traite de l'histoire administrative et retrace les réformes intérieures tentées par Aurélien. L'auteur se montre surtout archéologue consommé : le chapitre très étendu (p. 199-308) consacré à la construction par Aurélien de cette nouvelle enceinte de Rome, dont il subsiste encore tant de parties, forme à lui seul une monographie de premier ordre : l'on ne saurait également trop louer l'heureux parti que M. Homo tire de la numismatique pour éclairer un grand nombre de points de l'histoire d'Aurélien.

Je voudrais cependant faire quelques réserves. M. Homo me paraît trop porté à trancher d'un mot rapide des questions délicates ou controversées. Dans l'introduction, consacrée à la critique des sources, il déclare inventés tous les documents recueillis par Vopiscus ou l'auteur, quel qu'il soit, de la *Vita Aureliani*, bien que lui-même suive le plus souvent, pour le récit du règne, les indications de ce biographe. Que beaucoup de ces lettres ou discours ne soient pas authentiques, cela paraît possible, et même vraisemblable ; mais encore le faudrait-il démontrer. Ailleurs, à propos des rapports d'Aurélien avec les chrétiens, M. Homo cite le *De mortibus persecutorum* sous le nom de « pseudo-Lactance » : la question de savoir si Lactance est ou non l'auteur du *De mortibus* est plus com-

pliquée que cela : et, depuis le livre de M. Pichon, il paraît bien difficile de ne pas la résoudre par l'affirmative (cf. *Revue*, t. LXXIV, p. 543 et seq.). Avec la même rapidité un peu trop sommaire, M. Homo rejette parmi les légendes les faits de persécution attribués au temps de Claude le Gothique et d'Aurélien. Il y eût eu là, ce me semble, matière à un examen plus approfondi. Des raisons sérieuses portent à croire à quelques martyrs sous Claude II. M. Homo reconnaît que les villes de Gaule où il y eut, dit-on, des martyrs au temps d'Aurélien sont précisément celles que ce prince a visitées pendant son voyage dans ce pays : comme ce voyage eut pour motif des troubles intérieurs dont on connaît imparfaitement l'origine, il se peut que des chrétiens lui aient alors été dénoncés.

PAUL ALLARD.

L'Occident à l'époque byzantine, Goths et Vandales, par F. MARTROYE. Paris, Hachette, 1904, in-8 de xii-626 p.

En dix chapitres M. Martroye a retracé dans ses grandes lignes l'histoire des Goths et des Vandales depuis le 24 juin 474, date de la proclamation de Julius Népos comme empereur à Rome, jusqu'au 14 novembre 565, date de la mort de Justinien. Il raconte d'abord la conquête de l'Italie par les Goths (chap. 1^{er}), le règne glorieux de Théodoric (chap. II : politique extérieure et diplomatie; chap. III : gouvernement), la décadence au temps de ses successeurs (chap. IV). Se transportant ensuite en Afrique, il montre le royaume des Vandales après Genséric en proie aux discordes civiles et religieuses; Bélisaire s'en empare au nom de Jus-

tinien (chap. V) et les Byzantins poursuivent leurs victoires sous sa conduite, en Sicile et en Italie (chap. VI). Mais Totila leur tient tête et relève un instant le royaume de Théodoric (chap. VII). Narsès écrase enfin les Goths (chap. VIII) et repousse une invasion des Francs venus à leur secours (chap. IX); la domination byzantine s'établit à demeure en Italie (chap. X).

On pourrait chercher chicane à M. Martroye sur le titre de son livre. L'époque byzantine commence en réalité à la mort de Théodose pour se terminer à la prise de Constantinople par les Turcs; les deux dates de 474 et de 565 la restreignent arbitrairement. D'autre part, l'Occident comprend, outre l'Italie et l'Afrique, la Gaule et l'Espagne; or la première n'intervient ici qu'à propos des relations diplomatiques de Théodoric avec Clovis et la seconde n'est mentionnée qu'à l'occasion des campagnes heureuses des Byzantins à la fin du règne de Justinien. Il est vrai qu'un sous-titre précise les intentions de l'auteur : Goths et Vandales; mais à ceux-là neuf chapitres sont consacrés et un seul à ceux-ci; c'est trop de disproportion; mieux eût valu laisser délibérément les Vandales de côté. M. Martroye avait le droit, à son choix, ou de faire en effet un vaste tableau de l'Occident à l'époque byzantine, mais alors il n'aurait pas fallu commencer si tard pour finir si tôt ni se borner aux pays occupés par les bandes de Théodoric et de Genséric — ou, ce qui eût été préférable, d'étudier simplement la domination des Goths en Italie, et alors les Vandales restaient en dehors de son cadre; à moins que, prenant un troisième parti, il ne traitât de la conquête de l'Occident par les Byzan-

ains, ce qui l'autorisait à négliger la Gaule et à parler inégalement de l'Afrique, de l'Italie et de l'Espagne, suivant l'importance même des campagnes dont chacune d'entre elles fut alors le théâtre. Il n'a pas su se décider nettement.

Le sujet, en somme, est mal délimité. Il est traité à l'ancienne méthode, purement narrative. L'auteur a le souci méritoire de s'appuyer sans cesse sur les documents originaux et de ne rien avancer qu'il ne justifie aussitôt à l'aide des auteurs, qu'il cite en note, non sans quelque inexpérience (pourquoi renvoyer en même temps aux *Monumenta* et à la Patrologie de Migne? les premiers suffisent et dispensent de l'autre; pourquoi, à chaque fois que l'on nomme un écrivain, transcrire tout au long et sans abréviation les titres de ses ouvrages et ceux des collections qui les renferment? Il était facile d'éviter ces inutiles et fastidieuses redites au bas des pages). Mais à aucun moment il n'interrompt le fil de son récit pour discuter dans le détail la valeur d'un

texte, apprécier de haut la portée d'un fait ou d'un système politique, peindre en pied quelque personnage de premier plan. Il nous présente les événements; à nous de les interpréter. D'ailleurs, s'il est nécessaire de recourir aux sources, il n'est pas mauvais non plus de connaître et d'utiliser les travaux scientifiques contemporains. M. Martroye paraît ignorer la bibliographie des questions qu'il expose. Nulle part il ne cite ni le Dahn, ni les ouvrages fondamentaux de Hartmann et de Hodgkin sur l'histoire de l'Italie au temps des invasions, ni l'abrégé de Villari sur les invasions barbares en Italie, ni l'histoire de Rome et des papes au moyen âge du P. Grisar, ni le livre de Pfeilschifter sur Théodoric et l'Eglise catholique, ni même le Justinien de M. Diehl. De parti pris il tient ces livres excellents pour non avenus; il nous est permis de le regretter; peut-être aurait-il pu faire son profit de tout le labeur de ses devanciers, et son propre essai n'y eût point perdu.

MAURICE BESNIER.

IV. — MOYEN AGE

Un pape français. Urbain II, par le P. Lucien PAULOT, préface de Georges Goyau. Paris, Lecoffre, 1903, in-8.

La grande figure du pape Urbain II, dont les récents travaux relatifs à l'histoire des croisades avaient mieux fait ressortir les traits saillants, n'avait pas encore été l'objet d'une bonne étude biographique : le P. Paulot vient heureusement de combler cette lacune. Quels que soient les liens par lesquels son pontificat se rattache à celui de Gré-

goire VII, dont il semble au premier abord n'être que la simple continuation, l'observateur attentif n'a pas de peine à en distinguer les caractères bien particuliers : la lutte n'est pas terminée contre la simonie, et le pouvoir ecclésiastique n'a pas entièrement échappé à l'ingérence du pouvoir civil, mais combien le triomphe de la papauté sur l'Empire est mieux assuré ! Le schisme n'est pas éteint, et le pseudo-Clément III occupera longtemps encore la capitale du monde chrétien ; mais, quelque

lustre que lui donne la possession du Latran, combien pâle est sa physionomie auprès de celle d'Urbain II, promenant à travers la France et l'Italie l'éclat de la majesté pontificale, faisant rayonner partout son influence et entraînant l'Occident tout entier contre le Croissant de Mahomet !

Comme son prédécesseur, Urbain II s'appuie sur les cloîtres pour relever la discipline ecclésiastique : c'est parmi les moines, et surtout parmi ses frères les Clunisiens, qu'il choisit ses meilleurs soutiens et qu'il va chercher des évêques pour les diocèses les plus importants, pour ceux surtout dans lesquels la réforme est le plus nécessaire. Pour en tirer tout le secours qu'il en attend, il développe leurs immunités, les affranchissant à la fois du souci des nécessités matérielles et de la tutelle, parfois de l'hostilité de l'épiscopat, poussant même le zèle de l'indépendance monastique jusqu'au point d'annuler la profession d'obédience faite par un Geoffroy de Vendôme à un Yves de Chartres.

Il en résulte dans l'Église une centralisation analogue à celle que les Clunisiens avaient introduite dans l'ordre bénédictin : partout des légats représentent le siège de Rome, le pouvoir des métropolitains est amoindri, le pape intervient fréquemment dans les ordinations, et ses voyages incessants accroissent encore son influence personnelle. Si nous ajoutons qu'Urbain II savait joindre à la rigueur implacable des principes une grande modération dans leur application, une grande douceur pour les personnes, une grande longanimité envers les faibles et les coupables, qualités que ses adversaires jalousaient au point de lui en faire un

crime, on comprendra mieux encore la grandeur de son rôle ; dans l'affaire du divorce de Philippe I^{er} il sut se montrer à la fois plein de patience et de fermeté, toujours il préféra rester hors de sa capitale plutôt que de voir couler le sang de ses partisans ou de ses adversaires, il apporta des tempéraments à la rigueur des mesures qui frappaient les excommuniés, et il protesta contre la facilité avec laquelle on usait de cette peine de l'excommunication : « Si, disait-il justement, vous bandez l'arc à tout propos, il ne sera pas en état de frapper rigoureusement ce qu'il doit. »

Le développement de la vie monastique et de l'ordre de Cluny en particulier avait eu pour conséquence un accroissement de l'ascétisme ; la centralisation ecclésiastique avait accru le pouvoir pontifical : c'étaient là des causes de succès en faveur de la croisade, mais la croisade elle-même n'en est pas moins l'œuvre toute personnelle d'Urbain II, et c'est à lui seul qu'en revient l'initiative et la réalisation. Son âme apostolique sut trouver les inspirations sublimes qui soulevèrent ses contemporains, son infatigable persévérance put triompher de tous les obstacles ; mais, en mettant les peuples en mouvement vers le tombeau du Sauveur, sa politique profonde et déliée avait aussi des visées qui non seulement s'appuyaient sur des considérations d'ordre européen, mais qui, dans l'esprit du pape, devaient encore tendre au rétablissement de l'unité catholique dans l'Église orientale.

Tel nous apparaît le rôle d'Urbain II dans le livre du P. Paulot, qui a tiré le meilleur parti des sources contemporaines et des travaux de la science moderne, qu'il semble également bien connaître. Il règne toutefois dans le

plan de l'œuvre une incertitude qui exige du lecteur quelque effort pour en dégager les lignes principales, et qui entraîne parfois de la confusion, des répétitions et même des contradictions. Le procédé du « tiroir » s'y rencontre aussi trop souvent : ainsi, dans le chapitre intitulé « Urbain II et les réguliers, » une mention de Jean de Gaëte amène toute une dissertation sur l'emploi du *cursus* à la chancellerie romaine, dissertation fort mal placée à cet endroit et qui interrompt malheureusement le cours de la narration ; ainsi encore, le récit du voyage du pape en France est sans cesse coupé par l'analyse, fastidieuse à force d'être répétée, des bulles octroyées en cours de route, et dont l'objet n'a souvent aucun rapport pour les événements dont elles interrompent l'exposé.

Le P. Paulot, nous l'avons dit, connaît bien ses sources, mais, se trouvant à diverses reprises en face de documents suspects, il se contente trop généralement d'accepter l'opinion d'un des érudits qui en ont discuté l'authenticité, sans expliquer les motifs qui l'ont poussé à se ranger d'un côté plutôt que de l'autre ; cependant, la connaissance qu'il a des faits auxquels se rapportent ces documents lui permettait mieux qu'à personne d'apporter quelques clarités nouvelles au débat : la chose était d'autant plus importante que plusieurs des bulles suspectes sont tirées de la *Collectio Britannica*, sur la valeur de laquelle il ne semble nullement douter, alors que le caractère apocryphe de quelques-unes au moins de ses parties a été mise naguère en lumière par M. Robert Parisot (*Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens*, Append. I, p. 741). On peut regretter encore de voir

le P. Paulot ajouter foi aux auteurs qui racontent les prétendues terreurs de l'an mille, dont l'inanité a été depuis longtemps démontrée, et croire que les diocèses d'Arras et de Cambrai, primitivement séparés, n'avaient été réunis qu'au temps de saint Vaast, au début du *vi*^e siècle, alors que les érudits sont maintenant à peu près généralement d'accord pour faire remonter seulement au temps de saint Remy la fondation des évêchés de la province ecclésiastique de Reims.

Enfin, quelque confusion règne dans la nomenclature des personnes et des localités : on nous parle, par exemple, d'un « évêque de Vienne » (p. 244), d'un « archevêque de Paris » (p. 245) au *xi*^e siècle, de Durand des Arvernes » (lisez : Durand, évêque de Clermont) ! On confond (p. 197) l'abbaye de Marmoutiers avec celle de Saint-Martin de Tours ; au lieu de dire « Tancrede de Hauteville » on dit « Tancrede d'Altavilla, » et le chroniqueur Lupus Protospatharius devient simplement « Lupus Protospata. »

Mais ces défauts dans la forme disparaissent devant l'ensemble du travail, dont le grand mérite est de nous faire connaître, d'une façon exacte et par un récit attachant, toute la carrière du grand pape dont l'influence eut une répercussion si considérable sur les siècles qui le suivirent, et qui est pour la France une de ses plus grandes gloires.

ANDRÉ LESORT.

Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs, par le R. P. MORTIER, T. I (1170-1269). Paris, A. Picard et fils, 1903, in-8 de viii-684 p.

C'est l'histoire de l'ordre de Saint-

Dominique que le R. P. Mortier entreprend. Les maîtres généraux ou supérieurs généraux, par le fait de la situation qu'ils occupent et de leur action sur l'ordre tout entier, s'imposaient à lui comme le centre de toute cette histoire. On trouve dans ce premier volume, après saint Dominique, ses successeurs immédiats, le bienheureux Jourdain de Saxe, saint Raymond de Pennafort, le bienheureux Jean le Teutonique et le bienheureux Humbert de Romans. C'est sous le gouvernement de ces hommes que l'ordre se constitua intérieurement, qu'il prit position dans l'Eglise, qu'il fonda ses maisons un peu partout et entreprit les diverses œuvres apostoliques auxquelles il était destiné : enseignement dans les universités, évangélisation des peuples chrétiens et mission chez les païens.

L'auteur insiste avec raison sur l'histoire intime de l'ordre. Le choix de la règle de saint Augustin, les additions qui sont l'œuvre personnelle de saint Dominique, les coutumes qui les complètent, les constitutions et les décisions des chapitres généraux lui fournissent de précieux éléments, qu'il accroit avec les traits dont abondent les hagiographes dominicains. Il n'a garde de négliger l'apport de l'archéologie. Grâce à une connaissance approfondie de ces diverses sources, le R. P. Mortier a pu, dans trois chapitres spéciaux, tracer un tableau vrai et vivant du couvent dominicain, tel que le XIII^e siècle put le voir fonctionner. L'organisation de ce qu'on appellerait aujourd'hui le scolasticat est traitée avec soin. C'est la partie la plus neuve de l'ouvrage ; elle sera lue avec un intérêt particulier.

La biographie des saints et des per-

sonnages illustres, l'œuvre personnelle des écrivains et des maîtres, l'activité des missionnaires et les formes que revêtait leur apostolat, remplissent plusieurs chapitres. On lira avec plaisir celui qui est consacré aux frères pèlerins, dont les excursions apostoliques furent très fructueuses dans les pays slaves, en Asie Mineure, chez les Tartares et chez les Arabes. L'Inquisition a tenu dans l'histoire des Frères Prêcheurs une place importante. C'est un sujet délicat. L'auteur le traite avec le souci unique du vrai. Le P. Mortier a dû faire, cela va sans dire, une part très large à l'hagiographie. Je me plais à signaler les éloges que lui ont décernés les Bollandistes, bons juges en pareille matière.

J.-M. Basse.

Opuscula sancti Patris Francisci Assisiensis, sec. Codices mss. emendata et denuo edita a PP. Collegii S. Bonaventurae. Ad Claras Aquas (Quaracchi), 1904, in-16 de xvi-209 p.

Ce petit livre forme le premier tome d'une *Bibliotheca franciscana ascetica medii aevi*, et il ouvre dignement la nouvelle série entreprise par les Pères de Quaracchi. Jusqu'ici, on avait vécu sur la bonne foi de Wadding. Son édition anversoise de 1623 des Œuvres de saint François avait été la base unique des éditions subséquentes. Les nouveaux éditeurs, fidèles à leurs principes, ont revu les manuscrits anciens et ils en ont consulté une trentaine, tous antérieurs à l'année 1500. Impitoyablement, leur critique judicieuse a rejeté la règle du tiers ordre dont le P. Mandonnet veut que les douze premiers chapitres soient de 1221

alors que le chapitre vi fait allusion à la bulle *Detestanda* du 30 mars 1228. Elle a repoussé les cantiques, la délicieuse page de la joie parfaite, la grande partie des lettres éditées par Wadding qui en donnait dix-sept, dont la lettre à saint Antoine, etc.

Non que tout cela soit apocryphe ! Mais les éditeurs n'acceptent comme étant de saint François que ce qui est authentiquement de lui, fond et forme. Aussi j'aurais voulu qu'on insérât, au moins à titre d'œuvre douteuse, des pièces comme la règle du tiers ordre, le cantique du soleil.

Un *apparatus criticus* termine le volume. Il indique, pour chaque morceau, les manuscrits qui garantissent son authenticité, ainsi que les variantes notables.

F. UBALD D'ALENÇON.

Obituaires de la province de Sens ; t. I (diocèses de Sens et de Paris), publié par M. Auguste MOLINIER, sous la direction et avec une préface de M. Auguste LONGNON, membre de l'Institut. Paris, Imprimerie nationale (libr. Klincksieck), 1902 ; in-4 de iv-cx-1380 p.

La fameuse collection connue sous le nom de *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, entreprise par Dom Bouquet, continuée par divers et sous les auspices de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a paru jusqu'ici en forts volumes in-folio ; le XXIV^e, annoncé depuis longtemps (le précédent date de vingt ans), est sur le point d'être mis en vente. Ce sera, paraît-il, le dernier de cette inappréciable collection de documents relatifs à l'histoire de France jusqu'au XIII^e siècle. L'Académie, en essayant de lui inculquer

une nouvelle vie, a décidé de modifier le format du recueil universellement connu, et c'est désormais en in-4 que seront imprimés les textes destinés à constituer la nouvelle série. On compte y faire entrer des documents d'ordre financier et administratif (tel l'inventaire de Robert Mignon, déjà paru), des pouillés (trois volumes viennent de paraître), et des obituaires, dont nous possédons le tome I^{er} préparé par M. Auguste Molinier. Cet érudit avait depuis longtemps déjà attiré l'attention sur ce genre de textes restés trop ignorés jusqu'ici (sa bibliographie des obituaires, qui pourrait être aujourd'hui singulièrement augmentée, date de 1890), et en Allemagne un recueil analogue à celui qu'entreprend actuellement l'Académie avait commencé de paraître dès 1888 par les soins du docteur Baumann dans les *Monumenta Germaniae historica* (t. I^{er} contenant les diocèses de Bâle, de Constance et de Coire). La préface de M. Longnon signale l'intérêt capital de la publication et indique quel parti pourra en être tiré pour les études historiques générales ; lui-même a su montrer, par quelques exemples, en s'appuyant sur ces monuments d'une indiscutable bonne foi, comment la critique pouvait, en mainte occasion, y trouver la solution cherchée, dépendant de contingences diverses et parfois très inattendues : ces exemples concernent, pour l'époque mérovingienne, Clovis (sa mort doit être fixée au 27 novembre 511), Dagobert (sa mort en 639 et non 638), Charles Martel (mort le 16 octobre 741) ; pour l'époque carolingienne, Eginhard (mort le 14 mars 840), Gérard, duc de Lyon, popularisé sous le nom de Girart de Roussillon par la poésie épique (mort vraisem-

blement le 4 mars 877), Rothilde, fille de Charles le Chauve ; pour l'époque capétienne, Eudes de Blois (mort le 15 novembre 1037), Hélène, probablement mère d'Anne de Russie, Suger (mort le 13 janvier 1152), Louis VII (18 sept. 1180), Artaud de Nogent et Alix, comtesse d'Angoulême. Cette préface est accompagnée d'un appendice chronologique (dep. 1610) où sont mentionnés la plupart (car il y a quelques lacunes) des travaux imprimés relatifs aux obituaires français.

Les textes ont été groupés par provinces ecclésiastiques. La province ecclésiastique de Sens, par laquelle on a débuté, formera sans doute trois volumes, dont le premier comprend les diocèses de Sens et de Paris. On voit successivement défiler, en tout ou en partie, les obituaires de la cathédrale de Sens ; des abbayes de Sainte-Colombe, de Saint-Pierre le Vif, de Ferrières, de Barbeaux, du Jard, de Vauluisant, de Saint-Jacques de Provins et de Preuilly ; des collégiales Notre-Dame de Melun, Saint-Quiriac et Saint-Nicolas de Provins ; des Trinitaires de Fontainebleau ; du prieuré de Voulton ; des Dominicains et des Cordelières de Provins ; des Célestins de Sens ; de la léproserie du Popelin ; des hôpitaux de Melun, Provins et Joigny ; de la chapelle Saint-Blaise de Provins ; de la paroisse d'Yèbles ; de la cathédrale de Paris, des abbayes de Saint-Germain des Prés, de Saint-Denis, de Saint-Maurles-Fossés, de Chelles, de Lagny, de Saint-Magloire, de Saint-Victor, de Malnoue, d'Yerres, du Val, d'Hérisvaux, d'Hermières, de Port-Royal, de Maubuisson, de Longchamp ; des collégiales de Sainte-Geneviève, de Saint-Cloud, de Montmorency, de Saint-

Spire de Corbeil ; des prieurés d'Argenteuil, de Deuil, de Saint-Martin des-Champs, de Longpont, de Sainte-Catherine de la Couture ; des Trinitaires ; des Célestins de Paris ; des Chartreux de Vauvert ; de l'hôpital des Quinze-Vingts ; des couvents de l'Ave Maria et des Filles-Dieu ; du chapitre Saint-Germain l'Auxerrois ; de la grande confrérie des bourgeois de Paris ; de la Sainte-Chapelle ; de la confrérie de Saint-Denis ; de la Sorbonne ; de nombreux collèges et de diverses paroisses de Paris ; de la paroisse de Goussainville. Les éditeurs se sont bornés à supprimer dans les textes trop modernes les noms de personnes non qualifiées, les détails liturgiques et les mentions inutiles ; dans les textes anciens, aucun détail n'a été négligé, en raison de leur intérêt au point de vue biographique, généalogique ou toponomastique. Lorsque la date de l'année de la mort (les obituaires n'indiquant que le mois et le quantième) est connue par d'autres sources, on a pris soin de l'ajouter entre crochets.

Il suffit d'ouvrir le volume et de le manier quelque peu pour s'apercevoir du mérite qu'a eu l'éditeur pour mettre sur pied cette œuvre colossale, toute faite de noms et de chiffres, et pour corriger les épreuves de 128 feuilles d'impression, auxquelles sont venues s'ajouter deux tables non moins colossales (340 pages à trois colonnes de petit texte) dont une des noms de lieux et de personnes, et l'autre des matières. Le labeur acharné qu'une telle œuvre représente excite une admiration suffisamment justifiée.

H. STEIN.

V. — RENAISSANCE. — RÉFORME

Documents sur la Ligue en Bretagne. *Correspondance du duc de Mercœur et des ligueurs bretons avec l'Espagne*, par Gaston DE CARNÉ. Rennes, Plihon et Hervé, 1899, 2 vol. gr. in-8 de LIX-178 p. et 197 p.

L'ouvrage publié par M. de Carné sur la Ligue en Bretagne comprend deux parties bien distinctes. Sous le modeste titre de préface, il nous donne un excellent résumé historique de l'intervention espagnole dans la péninsule bretonne en faveur de la Ligue, ou, pour parler plus exactement, dans le but de s'emparer de cette province à l'aide de la guerre civile qui y régnait. Le duc de Mercœur, auquel le roi Henri III, son beau-frère, avait très imprudemment confié le gouvernement de la Bretagne, s'y était mis à la tête des Ligueurs dans l'espoir mal dissimulé d'en acquérir la souveraineté en faisant revivre les prétentions de la maison de Penthièvre, dont Marie de Luxembourg, sa femme, était héritière. Mercœur, se voyant hors d'état de triompher du parti royaliste en Bretagne, implore l'assistance de Philippe II, qui lui envoie un petit corps de troupes destiné à occuper solidement la place forte de Blavet. Le roi d'Espagne promet des renforts plus sérieux; mais il veut que sa fille, l'infante Claire-Eugénie, soit préalablement reconnue duchesse de Bretagne. De là lutte de finesse entre le cabinet de l'Escurial et le duc de Mercœur; l'un et l'autre n'invoquent que leur dévouement à la cause catholique, sans perdre un instant de vue l'ambition qui est leur seul

mobile. Enfin, les succès de Henri IV rendant la situation de jour en jour plus précaire, Mercœur s'incline en principe devant les prétentions espagnoles, tout en se refusant à leur manifestation publique, et Philippe II, moins confiant que jamais, se borne à lui promettre des secours qui ne deviennent point une réalité. Ce qui est merveilleux, c'est qu'à force de souplesse, de négociations en partie double, d'armistices préparant une paix à laquelle il ne veut pas aboutir, Mercœur réussit à se maintenir pendant trois ans dans cette situation équivoque, et ne rend les armes que longtemps après que la Ligue n'est plus qu'un souvenir.

M. de Carné établit de la manière la plus claire la marche tortueuse et la duplicité de cet habile et ambitieux personnage. Il expose avec une parfaite lucidité la suite des événements et des négociations où se déploient les intrigues les plus compliquées. Ses appréciations portent toujours un caractère d'évidente justesse; elles ne seront pas exposées à être un jour rectifiées.

Il faut venir maintenant à la seconde partie de l'ouvrage, celle qui de beaucoup occupe la plus grande place, et se présente comme la partie essentielle de l'œuvre. Faut-il le dire? Elle a plutôt en réalité le caractère de pièces justificatives. Ce n'est pas qu'elle ne contienne en grand nombre des documents du plus haut intérêt, et pour la plupart inexplorés. Mais la méthode qu'a suivie M. de Carné dans leur publication, ou, pour parler plus exactement, l'imperfection de sa méthode,

nuît notablement au parti que l'on devrait en tirer.

Ces documents proviennent pour la plupart des anciennes archives de la monarchie espagnole réunies à Simancas ; ils ont été transportés à Paris en 1808, et, n'ayant pas été restitués en 1814 à cause de l'intérêt spécial qu'ils présentent pour la France, ils se trouvent actuellement aux Archives nationales, dans le carton K 1449 et 1450, et de K 1569 à K 1602. Parmi ces pièces, dont le nombre est très considérable, M. de Carné n'en mentionne que 362, et n'a point entrepris de cataloguer le surplus. Il a placé dans le nombre quatre ou cinq documents d'une origine différente, qu'il eût été préférable de classer à part. Dans les pièces qui figurent en son travail, les unes ne sont représentées que par une courte analyse, émanant tantôt des archivistes espagnols, tantôt de ceux de l'hôtel Soubise ; les autres, par des extraits de semblable provenance, mais d'une insuffisance qui se laisse parfois soupçonner. Enfin certaines pièces, de beaucoup les moins nombreuses, ont été reproduites textuellement, ou plus fréquemment traduites de l'espagnol d'une façon approximative. C'est M. de Carné lui-même qui, très loyalement, a soin de nous en prévenir, ne se fiant que dans une mesure restreinte à ses déchiffrements d'écritures souvent très difficiles, et à sa connaissance un peu superficielle de la langue espagnole. Ajoutons que ces trois ou quatre modes de mise en œuvre, l'analyse, l'extrait et la reproduction plus ou moins intégrale, sont bien des fois employés concurremment à l'égard des mêmes pièces.

Il résulte d'une semblable confusion de méthodes que les travailleurs voulant à l'avenir faire usage des

documents signalés par M. de Carné se trouveront dans la nécessité d'entreprendre à nouveau le labeur considérable et fastidieux auquel il s'est lui-même livré. Ce sera d'autant plus indispensable qu'il appelle dans ses notes l'attention sur quelques pièces d'un réel intérêt qui avaient échappé à ses investigations et qui pourraient n'être pas les seules dans ce cas. Il est regrettable qu'il se soit borné à indiquer les cartons où se trouvent les documents qu'il a mis en lumière et qu'il n'en ait pas donné les cotes exactes. Ainsi est-on en droit de penser qu'il a pris trop peu de souci de l'intérêt des historiens qui pourront lui succéder. L. DE N.

Historia de la Compañía de Jesús en la Asistencia de España, por el P. ANTONIO AS-
TRAIN, de la misma Compañía.
Tomo I. *San Ignacio de Loyola*
(1540-1556). Madrid, imprimerie
Rivadeneyra, 1902, in-8 de xlv-
714 p.

Au dédain avec lequel l'auteur mentionne, à la fin du catalogue de ses sources, l'*Histoire de la Compagnie de Jésus* par Crétineau-Joli (*sic*), ce publiciste qui en trois années paracheva une pareille œuvre, on sent que l'on a affaire ici à un historien ayant une tout autre idée de son art. Ou plutôt l'art s'efface à ses yeux devant la science. C'est en face des exigences de la critique moderne qu'il se place pour écrire, et il prétend bien remplir toutes les conditions imposées à l'écrivain actuel par la rigueur et la précision des méthodes désormais universellement acceptées.

Point de recherche d'éloquence, c'est la première conséquence du

système; point de « narration esthétique; » mais partout des assertions établies sur des faits et des faits prouvés par le recours permanent aux sources les plus autorisées.

Ces sources, dont l'authenticité fait la joie de l'auteur, ne sont malheureusement pas toutes abordables au public. Aussi, pour inspirer confiance à ses lecteurs, le P. Astrain a employé un excellent procédé dont en semblable cas on devrait toujours user. Son introduction bibliographique, qui constitue un vrai modèle du genre, ne contient pas une sèche énumération de titres et de noms. Divisant ses sources en documents privés et documents publics, l'auteur, qui se contente pour les seconds des indications essentielles, a consacré aux premiers de véritables descriptions qui permettent au lecteur sérieux de se rendre compte de leur valeur respective.

Avec une parfaite exactitude, le P. Astrain opère ensuite un double classement entre les manuscrits et les imprimés, les documents contemporains et les sources d'information postérieures. Bien que beaucoup de ces pièces ne soient plus inconnues depuis la magistrale publication des *Monumenta historica Societatis Jesu* due au zèle et au talent des jésuites espagnols, on sera heureux pourtant de retrouver ici, sous une forme abrégée, le catalogue explicatif et critique de ces précieux témoignages.

L'esprit de méthode qui a présidé avec tant de sûreté à l'établissement des sources et des références se manifeste aussi dans la composition historique. L'auteur a divisé et subdivisé si bien sa matière, qu'il est arrivé à la dominer. Il faut le louer d'abord de s'être restreint à l'étude d'une seule assistance, cette

assistance d'Espagne, qui, avec celles de Portugal, d'Italie et du Septentrion, fut l'une des quatre instituées par la première congrégation générale en l'année 1558.

Comme le présent volume s'arrête à l'an 1556, date de la mort de saint Ignace, fondateur et premier général de la Compagnie de Jésus, l'on pourrait être tenté d'insinuer que parler d'assistance d'Espagne à cette époque, c'est devancer l'ordre des temps. Mais du moment que l'auteur adopte le cadre futur, pour plus de clarté et surtout par nécessité de se limiter, l'on ne saurait lui poser sérieusement cette objection qu'il a d'ailleurs prévue et réfutée de lui-même.

Le présent volume, divisé en deux livres, est à la fois une vie de saint Ignace et une exposition didactique de ses immenses travaux. Les grandes questions relatives aux *Exercices spirituels*, à la rédaction des *Constitutions*, au merveilleux rayonnement de l'Ordre naissant à travers l'Europe chrétienne, notamment à l'influence exercée par Laynez et Salmeron au concile de Trente, au jugement des principaux personnages du temps sur la nouvelle société, jugement recueilli sur les lèvres d'un saint Thomas de Villeneuve ou d'une sainte Thérèse de Jésus, sont traitées et résolues avec une haute impartialité et une probité purement scientifique. Souhaitons à la fois et la continuation de cette utile histoire et sa traduction en notre langue. Ce serait une excellente occasion pour reviser les erreurs de détail qui pourraient s'être glissées, jusque sous la plume du P. Astrain, dans la biographie de saint Ignace de Loyola.

HENRI CHÉROT.

Die deutschen Dominikaner im Kampfe gegen Luther (1518-1563), von N. PAULUS (*Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Geschichte des deutschen Volkes*. T. IV, fasc. 1 et 2). Fribourg, Herder, 1903, in-8 de 335 p.

Trop longtemps, l'on n'a connu que l'une des deux armées d'écrivains qui combattirent dans la grande lutte déchainée par Luther, l'armée des écrivains protestants. Il y a peu d'années, un historien catholique, Ritter, se croyait permis d'écrire : « Dans cette grande lutte de la pensée, c'est à peine si les ordres monastiques donnèrent signe de vie. Les dominicains, en particulier, excellaient moins à écrire qu'à crier et à se lamenter. »

C'est précisément le contraire qui est vrai, et c'est ce que montre le docteur Paulus dans le présent ouvrage. Il y donne la biographie de trente-trois dominicains qui, de la révolte de Luther à la fin du concile de Trente, ont écrit contre le protestantisme. Ces biographies ont déjà paru çà et là dans des revues allemandes ; mais beaucoup d'entre elles sont retouchées et augmentées.

J'y remarque en particulier la mé-saventure d'un Jean Gost qui se consuma à travailler contre Luther et que l'*Index* de 1559 plaça parmi les auteurs hérétiques (p. 152) ; la biographie d'Hochstraten, le fougueux inquisiteur de Cologne, qui, aidé par l'ordre puissant auquel il appartenait, parvint à triompher de Reuchlin ; celle de Jean Fabri, le plus connu jusqu'ici des adversaires de Luther parmi les écrivains de l'ordre de Saint-Dominique ; enfin celle de Jean Faber, personnage qu'il ne faut pas confondre avec le précédent. Un moment, il fut presque gagné par le côté séduisant de la révolte de Luther, et un petit écrit de lui en ce sens fit grand bruit lors de la diète de Worms ; mais il resta toujours catholique, et finalement, à cause de sa foi, il mourut en exil.

Ce nouvel ouvrage du docteur Paulus se recommande par les qualités qui caractérisent les autres productions de cet auteur : sûreté de l'érudition, grande clarté d'exposition et sincérité absolue. C'est une précieuse contribution à l'histoire de la Réforme allemande.

J. PAQUIER.

VI. — DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

Le Maréchal de Château-Renault (1637-1716), par CALMON-MAISSON. Paris, Calmann-Lévy, 1903, in-8.

A l'histoire de chaque pays sont attachés les noms de personnages plus ou moins marquants, militaires, hommes d'État, ecclésiastiques, patriotes, qui, par leur génie, leur caractère ou leurs talents, contribuèrent à sa grandeur. Les uns restent, à travers les générations, d'une indis-

cutable célébrité ; les autres, d'une illustration plus modeste, n'en tiennent pas moins la place que leur mérite a su leur faire.

Château-Renault ne fut pas un grand homme, dans l'acception propre du mot, mais un bon marin, auquel sourit presque toujours la Fortune. Ses campagnes ressemblèrent à bien d'autres, et n'eurent qu'une influence secondaire sur les événements. Néanmoins l'auteur a

voulu mettre en relief une figure sympathique; idée qui devait hanter le propriétaire de l'ancienne demeure du maréchal. M. Calmon-Maison a fait revivre son prédécesseur, et un minutieux travail de recherches lui a permis de retracer fidèlement, et dans un style agréable, sa longue et belle carrière. Il le prend dès son bas âge, le suit dans ses grades divers et ses nombreuses campagnes, nous le montre aux prises tour à tour avec les corsaires, les Hollandais, le dey d'Alger, nos ennemis héréditaires les Anglais, et sillonnant les mers d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Il trace dans ses détails le désastre de Vigo, et en dégage avec justesse la responsabilité du commandement.

Issu, en 1637, d'une bonne famille bretonne, François-Louis de Rousset de Château-Renault, plus homme d'action que courtisan, ne manqua pas une occasion de faire la guerre. Actif, entreprenant, il fit preuve constamment des qualités requises pour un marin, et enleva successivement ses grades à la pointe de l'épée.

Diverses compositions d'escadres et une table alphabétique complètent cet intéressant ouvrage, qui cependant mérite, à mon avis, deux reproches.

L'auteur donne malheureusement fort peu de détails sur la vie intime de Château-Renault. On aimerait connaître l'homme en même temps que le marin. Il est également regrettable qu'il n'ait pas assez précisé à quelle idée générale, à quelle conception d'ensemble se rattachaient les expéditions, auxquelles il a trop donné l'apparence d'opérations isolées, sans liaison avec celles qui se déroulaient par ailleurs. Malgré ces critiques secondaires, l'œuvre de

M. Calmon-Maison se présente très bien, abonde en fort bons renseignements et constitue une précieuse étude historique.

Vicomte DE NOAILLES.

Le Tapisser de Notre-Dame. Les Dernières années du maréchal de Luxembourg (1678-1695), par M. Pierre de Ségur. Paris, Calmann-Lévy, 1904, in-8 de 568 p., avec un portrait et une carte.

M. le comte de Ségur achève, avec ce troisième volume, l'histoire si vivante qu'il a retracée du maréchal de Luxembourg. Ce ne sont plus seulement des faits militaires, c'est un des épisodes les plus curieux du règne de Louis XIV qui occupe la moitié du travail. Moins tragique que l'aventure de Fouquet, la compromission du maréchal dans la fameuse affaire des poisons, son emprisonnement, son procès et son acquittement, au milieu d'une cour dont il était le héros, tout cela semble étrange, quand on ne connaît l'histoire du grand roi que par les chapitres bien alignés du *Siècle de Louis XIV*. Il convient d'ajouter que le rôle de Louvois, sa basse jalousie à l'égard de Luxembourg et de beaucoup d'autres ne font guère honneur à sa mémoire. La reprise de la guerre obligea le roi à faire appel au seul général qui pût inspirer confiance, et la campagne de 1690, couronnée par la victoire de Fleurus, vint redonner au maréchal tout son prestige. En 1692, après Steinkerque et la déroute de Guillaume d'Orange, c'est un véritable triomphe qui accueille le vainqueur à son retour à Paris. Personne n'a peint avec une si juste couleur que M. de Ségur cette belle

figure d'héroïque soldat et d'habile général, qui, revenu à la cour, se laissait aller avec tant de faiblesse aux intrigues, aux calculs d'ambition et d'intérêt les plus dénués de grandeur. Mais, sur le champ de bataille, nul n'eut plus que lui le coup d'œil, l'entrain, la bonne humeur française, l'art de communiquer à tous le courage qui ne connaît pas d'obstacles. Seul le maréchal de Saxe pourrait lui être comparé parmi les hommes de guerre de la vieille monarchie. Comme lui, le maréchal de Luxembourg disparut dans toute sa gloire, regretté de la nation entière, assisté, à Versailles, à ses derniers moments par Fénelon et Bourdaloue, et faisant aussi bonne figure à la mort, causée par une vulgaire pneumonie, que s'il l'avait affrontée dans tout le feu de la bataille.

Quelques pièces bien choisies et une table générale complète, surtout pour les noms des personnages cités, terminent cette belle étude, constamment étayée par les documents empruntés aux archives de la Guerre et par les témoignages contemporains, dont l'auteur a su tirer le meilleur parti.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

La Normandie sous la monarchie absolue (Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI), par A. LEGRELLE, avec une préface par Ch. de Beaurepaire. Rouen, Lestringant, 1903, in-8 de xiii-396 p.

Le savant archiviste de la Seine-Inférieure, M. Charles de Beaurepaire, vient d'éditer un livre posthume d'un historien dont le nom est surtout connu des érudits, et à qui il n'a peut-être manqué qu'une

ambition plus vulgaire, servie par l'art de la réclame, pour parvenir à la renommée. Entre les nombreux écrits de M. A. Legrelle, celui qui fait le plus d'honneur à sa science et à son talent est une histoire de *la Diplomatie française et la succession d'Espagne*, que l'Académie française a récompensée d'un prix Gobert : malheureusement la seconde édition, en six volumes, de cet ouvrage a été détruite chez l'imprimeur par un incendie, et les rares exemplaires qui en restent se trouvent maintenant dans quelques bibliothèques publiques, auxquelles ils ont été généreusement offerts. La malchance qui semble avoir poursuivi le laborieux écrivain ne lui a pas laissé le temps de terminer un autre ouvrage de grande envergure, qui eût été l'histoire complète de sa province natale. M. Legrelle se proposait « de décrire la Normandie sous tous ses aspects, d'en suivre l'histoire dans ses diverses phases, depuis l'époque romaine jusqu'en 1790, d'y accorder une large place aux découvertes maritimes des Normands, aux colonies qu'ils ont contribué à fonder, aux sciences, aux lettres et aux arts qu'ils cultivèrent avec succès. » Il est mort avant d'avoir rempli ce vaste plan. Le livre qui vient de paraître n'offre qu'une faible partie — la plus achevée — de l'œuvre laissée incomplète par M. Legrelle. Hâtons-nous de dire que ce livre se suffit à lui-même, et n'a rien du caractère fragmentaire ou provisoire des publications posthumes. Les chapitres qui le composent étaient entièrement rédigés, et forment une histoire aussi méthodique que détaillée de la Normandie sous l'ancien régime.

Les trois premiers chapitres traitent le tableau de la province pendant

le règne de Louis XIII. Les quatre chapitres suivants racontent l'histoire de la Normandie sous Louis XIV. Quatre chapitres sont consacrés à cette histoire sous Louis XV. Trois chapitres la continuent sous Louis XVI. J'emploie ici le mot « chapitre ; » M. Legrelle a mieux aimé donner à chaque division de son livre le titre de « causerie. » Peut-être un autre eût-il mieux convenu : celui de « chronique. » Sans perdre jamais le fil de l'histoire générale, M. Legrelle, par sa connaissance approfondie de toutes les sources de l'histoire locale, et par son talent de narrateur, fait revivre vraiment celle-ci. On sent, en le lisant, la répercussion, sur une vie provinciale encore très intense, de tous les événements intéressant les destinées politiques du royaume. Analyser un tel livre est difficile, car il vaut surtout par le détail : il suffira de dire que sa lecture est d'un très vif intérêt, et que l'auteur, sans rien dissimuler des misères de la vieille France, en fait admirablement comprendre la grandeur.

Sur quelques points on sera tenté de faire des réserves. Dans son récit de l'expulsion des jésuites, M. Legrelle partage un peu trop les préventions qui animaient alors le parlement de Normandie. Et cependant, nul n'est moins parlementaire que le savant historien. Je le trouve bien sévère pour les grands corps judiciaires qui, toujours portés à étendre leurs attributions et à excéder leurs pouvoirs légitimes, maintenaient cependant, en face de la royauté absolue, et contre la centralisation croissante, l'originalité de l'esprit provincial. Quand on voit ce que peut devenir, entre les mains de gouvernements modernes, la conscience des magistrats, on ne peut s'empêcher

de regretter la fière attitude des anciens parlementaires et leur turbulente indépendance.

Parvenu au terme de son livre, M. Legrelle jette un regard mélancolique sur les derniers temps de la monarchie française, sur ce beau soleil couchant que devait suivre une sanglante aurore. « A le considérer dans le présent et en dehors des préoccupations légitimes de l'avenir, l'état de la France, vers la fin du règne de Louis XVI, était beaucoup plus satisfaisant et plus enviable qu'il n'avait été à bien des époques plus illustres. Ce n'était pas seulement à l'extérieur que la nation venait de montrer sa vitalité et la monarchie sa puissance. Le royaume tout entier prenait en ce moment conscience que ce règne devenait un grand règne. Partout le territoire se couvrait de monuments d'utilité publique, partout on méditait des projets de canalisation intérieure, partout les entreprises et les œuvres philanthropiques étaient à l'ordre du jour. Depuis la guerre, le commerce et la navigation achevaient de prendre en tout lieu leur essor définitif. Cette prospérité intérieure avait à peine eu son pendant aux plus beaux jours de notre histoire. Quant à notre organisation administrative dans ce qu'elle a de simple, de pratique et d'efficace, elle date de la fin du XVIII^e siècle et ne doit pas être attribuée à Napoléon. » Cette justice rendue au règne de Louis XVI par un esprit indépendant de tout préjugé mérite d'être retenue, ainsi que les lignes qui terminent le volume : « Mais les dangereuses chimères et les passions mauvaises, mêlées aux pensées généreuses de 1789, allaient bien vite amener le royaume au bord de l'abîme où devaient être englou-

ties tant d'institutions de l'ancienne France. Notre province de Norman-

die disparut avec les autres dans cet ouragan. » PAUL ALLARD.

VII. — RÉVOLUTION

Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804). I. *Le licenciement. La conspiration de Georges*, par le comte BOULAY DE LA MEURTHE. Ouvrage publié par la Société d'histoire contemporaine. Paris, Alphonse Picard et fils, 1904, in-8 de 516 p.

Les érudits doivent se réjouir. Déjà connu par ses qualités d'historien consciencieux, M. le comte Boulay de la Meurthe n'a pas failli à sa réputation. Archives officielles ou particulières, il les a toutes compulsées, et aujourd'hui il nous offre, sous les auspices de la Société d'histoire contemporaine, la première partie de ses savantes recherches sur une période presque ignorée de la vie du dernier des Condé, celle qui va du licenciement de l'armée des princes jusqu'à la violation du territoire badois par les soldats du Premier Consul. Le second volume approfondira spécialement l'enlèvement du duc d'Enghien et sa fin dramatique.

Le principal intérêt de ce livre, venu bien à son heure en ce temps avide de centenaires, n'est pas tant d'y voir, fidèlement peint par sa correspondance, un prince brave, loyal, généreux et spirituel. Le duc d'Enghien, digne descendant de Henri IV et du vainqueur de Rocroy, cela nous le savions déjà. Mais ce qui, par-dessus tout, fait apprécier au lecteur la valeur historique de cet ouvrage, ce sont les certitudes qui s'en dégagent nettement, changeant en vérités lumineuses certains points jusqu'ici douteux.

Tout d'abord, la correspondance du duc d'Enghien ruine la légende du mariage secret avec la princesse Charlotte de Rohan-Rochefort. Détruite aussi, la version souvent adoptée de l'union légitime qui, sans le lugubre drame du 21 mars 1804, eût sanctifié un jour prochain les doux liens des amants. Constatation pénible et déconcertante ! Victime des sophismes de l'époque, et aussi du spectacle offert depuis son plus jeune âge dans sa propre famille, Enghien ne croyait à l'amour qu'en dehors du mariage. Sous l'égide aveugle ou étrangement indulgente d'un triste cardinal, deux jeunes gens s'aimaient follement, mais librement, voilà tout. Nièce du lamentable héros de l'affaire du collier, l'exquise Charlotte de Rohan, princesse d'un rang presque égal à celui des Condé, s'était donnée à Enghien depuis trois ans. C'était une maîtresse adorée, mais elle ne serait jamais qu'une maîtresse. De cette situation avouée, moins anormale du reste que nous ne le pensons pour ces enfants d'un siècle imbu de principes peu austères, la princesse Charlotte semble s'être contentée. Il n'existe point de trace qu'elle ait essayé de s'attacher à Enghien par des liens plus légitimes. De son côté, loin de cacher ses intentions à ce sujet, son amant les proclame. C'est ainsi que, le 8 octobre 1801, Enghien a catégoriquement écrit à son père : « Je serais bien curieux, à propos d'elle (la princesse Charlotte), de savoir si le grand-père vous en a parlé. Longtemps il a

craint des choses sérieuses, et je ne sais s'il est encore revenu de ses soupçons.... Je ne lui ai jamais donné lieu de croire que j'eusse une assez mauvaise tête pour être un jeune homme à grandes sottises, et ce serait, ce me semble, la plus grande possible, que de contracter un pareil engagement.... Je n'y ai jamais pensé. » Et Enghien n'y pense pas plus, quand il écrit à Bourbon, le 17 février 1804, c'est-à-dire longtemps après : « La chasse, la danse et le repos ont pris les trois quarts et demi de mon temps. Il faut bien laisser l'autre demi-quart pour l'amour. »

M. le comte Boulay de la Meurthe fait encore la lumière complète sur un côté de cette affaire autrement important que le point de vue sentimental. On connaît l'hypothèse complaisamment admise comme vérité par Napoléon, pour justifier l'exécution du duc d'Enghien : la complicité de ce dernier dans la conspiration de Georges. Malgré tout, les admirateurs les plus passionnés du grand empereur n'avaient pu empêcher la réprobation d'un acte qui pèse lourdement sur le règne de Napoléon. Ils prononçaient les mots fatidiques de « raison d'État, » expliquant ainsi, selon eux, cette reprise des procédés terroristes. Cela ne diminuait point la pitié qui, dès le jour fatal, est allée au fusillé de Vincennes Et aux sentiments quasi unanimes de sympathie inspirés par ce que l'on savait du caractère de la victime, s'est bientôt joint un blâme plus ou moins timide. Si mystérieux et si rapide qu'ait été le drame, si discrets qu'aient été les acteurs, bien des détails ont transpiré, et, au lendemain de la catastrophe, des doutes pénibles ont assailli l'esprit des contempo-

rains. Parce que le duc d'Enghien combattit contre la France à la tête des émigrés, est-ce une preuve qu'il ait prêté son concours à la conspiration de Cadoudal?... L'enquête des agents du Premier Consul n'aurait-elle pas été légèrement conduite? En somme, jusqu'ici les sympathies étaient notoirement acquises à la personne de la victime, sans que l'on pût toutefois répondre catégoriquement à ces questions et résoudre ce problème historique. Aujourd'hui, grâce à M. le comte Boulay de la Meurthe, toute hésitation disparaît, les preuves de l'innocence du duc d'Enghien apparaissent nombreuses, éclatantes, et pour déplorer plus encore qu'auparavant la lugubre tragédie de Vincennes.

Le 26 février 1804, Enghien écrit à son grand-père : « Dieu veuille que cette malheureuse histoire (la conspiration de Cadoudal) ne fasse grand tort aux personnes dévoués à la bonne cause! Jusqu'à présent, il paraît que le gouvernement sortira vainqueur de cette crise, si tant est que c'en soit une et que tout ceci ne soit pas supposé, chose que je ne sais ni ne veux savoir; car ces moyens ne sont pas de mon genre. » Quelques jours après, il s'épanche dans le sein du marquis de Vauborel : « Je ne suis pas fâché, si l'on a cru à propos d'ouvrir mes lettres, que l'on y ait reconnu ma façon de voir et de penser, et la désapprobation continuelle que j'ai toujours donnée à des mesures en dessous et indignes de la cause que nous servons; mesures qui ont déjà fait tant de mal. Au reste, j'espère que les arrestations qui viennent d'avoir lieu en France vont tout naturellement débarrasser la bonne cause d'un tas de demi-convertis qui n'y pouvaient que

faire grand tort.... » N'est-il pas poignant de penser que celui qui a écrit ces lignes a été fusillé pour complicité dans l'attentat contre la vie du Premier Consul ?

Pour les Pichegru, les Moreau, les Bernadotte, ces républicains nantis, mais jaloux du camarade plus heureux encore, envieux à ce point qu'ils se compromettaient et pataugeaient dans de louches machinations, le duc d'Enghien ne pouvait avoir qu'une mince estime. De ces ex-jacobins fleurait une senteur de trahison qui n'était pas pour lui plaire. Ayant une conception de la patrie que nous ne pouvons comprendre aujourd'hui, Enghien a, dans une guerre ouverte, cru sincèrement combattre la république, non la France. Il ne connaît pas Cadoudal ; il ignore les gens à coups de mains et se tient soigneusement à l'écart de complots que, d'accord sur ce point avec son père et son aïeul, il désapprouve même. L'ouvrage de M. le comte Boulay de la Meurthe le démontre surabondamment. Non, l'âme loyale du duc d'Enghien n'est pas faite pour les trames ténébreuses ; l'épée qui lui vient du Béarnais est une claire épée, n'ayant rien de commun avec le couteau frappant dans l'ombre. Prince de l'ancien régime, Enghien est l'ennemi du Premier Consul, mais le sang guerrier qu'il tient de ses aïeux lui fait professer pour le maître des batailles qu'est cet ennemi de sa race, une admiration non déguisée. D'un peu partout, on l'a averti d'être prudent, d'avoir à s'éloigner de la frontière française. Son grand-père est revenu souvent sur ce sujet. Sa dernière lettre à Enghien insiste en termes pressants : « Quoique vous ne soyez pour rien dans tout ce qui vient de se faire, je vous avoue que je suis un peu inquiet, en

ce moment, de votre position trop rapprochée de la France. Je désirerais que vous fussiez un peu plus enfoncé dans l'Allemagne, vous seriez plus en sûreté.... » N'écoutant que son mâle courage, Enghien a maintes fois repoussé ces craintes, selon lui chimériques. Le grand capitaine n'a pas une âme de condottiere, le Premier Consul est trop haut placé pour s'abaisser à une *vendetta* corse. L'ultime lettre écrite par Enghien est celle qu'il a adressée le 9 mars à son ami Vauborel : « Je suis averti depuis longtemps, lui dit-il, mais je vous avoue que la crainte de rencontrer un gueux soudoyé ne me fera jamais faire un pas de plus ou de moins... » C'est ainsi qu'il aurait encore répondu à son grand-père. Mais le petit-fils n'écrit plus à l'aïeul, et pour cause. La lettre de Condé est datée du 26 mars. Or, onze jours auparavant, les gendarmes d'Ordener se sont emparés de la personne d'Enghien, ont arraché des bras de la princesse Charlotte en pleurs le dernier héritier de ce nom que « la vague vengeance, » comme un perpétuel anathème, répétera indéfiniment sur le triste rivage de Sainte-Hélène.

Par ce premier volume de la publication de M. le comte Boulay de la Meurthe, on peut juger de l'intérêt que nous procurera la suite impatientement attendue de cet ouvrage.

Comte MARC DE GERMINY.

Souvenirs du baron Hûe, officier de la chambre du roi Louis XVI et du roi Louis XVIII (1787-1818), publiés par le baron DE MARICOURT, son arrière-petit-fils. Paris, Calmann-Lévy, 1903, in-8 de xxviii-334 p., avec un portrait.

Il me semble qu'il n'y a point lieu

de « s'excuser » (p. n) « de parler de la famille d'un auteur ou d'un personnage historique quelconque, car aucun homme n'est suffisamment connu si l'on ne sait, non seulement quelle a été son éducation, mais quels ont été ses proches parents et ses ancêtres même, aussi loin qu'on peut remonter. M. le baron de Maricourt, ancien élève de l'École des chartes, le comprend ainsi, et nous n'avons qu'à louer la substantielle *Introduction* qu'il nous donne ici.

Les Hüe sont originaires de Nemours, en Brie, où le premier de ce nom figurait, vers 1550, comme riche bourgeois notable de la paroisse; son fils fut avocat au bailliage, son petit-fils avocat au parlement de Paris; le petit-fils de ce dernier, « qui tenait par mariage aux maisons de Sayve et de Birague, » s'établit, en 1670, à Fontainebleau, pour y exercer la charge de greffier en chef de la maîtrise des eaux et forêts et de la capitainerie des chasses, qui passa à ses descendants jusqu'à la veille de la Révolution, et qui les anoblit. L'ascension sociale des plus illustres familles de robe ne s'est pas opérée d'autre sorte.

François Hüe, l'auteur des *Souvenirs*, devint, en 1787, huissier de la chambre du roi, puis premier valet de chambre du Dauphin. En 1792, il

obtint d'être enfermé au Temple avec la famille royale, dont il fut séparé le 2 septembre. En décembre 1795, il accompagna Madame Royale à Vienne; Louis XVIII le fit ensuite commissaire général de sa maison : il servit ce prince à Mittau, à Hartwel, et rentra avec lui à Paris en 1814. Il fut créé baron héréditaire en 1816.

Le baron Hüe est connu et estimé, pour son dévouement à ses maîtres, de tous les honnêtes gens qui savent tant soit peu cette terrible époque. Dès 1806, il a publié une partie de ses *Souvenirs*, sous ce titre : *Dernières années du règne et de la vie de Louis XVI*; le nouvel éditeur aurait dû nous renseigner sur le manuscrit complet dont il s'est servi.

Nous signalerons, dans cet ouvrage intéressant, les pages (164-188) où M. Hüe retrace les derniers entretiens de Louis XVI avec M. de Malesherbes, d'après le récit qu'il a recueilli de la bouche même de l'ancien ministre, à la prison de Port-Royal (*Port-libre!*). Le Roi y exprime les idées et les sentiments les plus sages et les plus chrétiens, qui eussent demandé, dans l'exercice du pouvoir, toute la fermeté qui a manqué à ce pauvre prince, victime de sa faiblesse en même temps que martyr de la scélératesse révolutionnaire.

HYRVOIX DE LANDOSLE.

VIII. — TEMPS MODERNES

Journal de M^{me} de Cazenove d'Arlens (février-avril 1803), publié pour la Société d'histoire contemporaine, par A. DE CAZENOVE. Paris, A. Picard, 1903, in-8 de xxxvi-176 p.

Appartenant à une bonne famille protestante de Suisse (les Constant

de Rebecque), mariée en 1792 à un officier français, M^{me} de Cazenove, au retour d'un voyage à Londres, et avant de regagner Lausanne, s'arrêta avec son mari et sa fille à Paris, à la fin de l'hiver de 1803. Pendant les deux mois qu'elle y passa, elle tint son « journal, » et ce sont ces récits

au jour le jour, ces impressions rapides, ces croquis lestement enlevés que M. de Cazenove nous apporte, après les avoir extraits du manuscrit autographe : deux petits cahiers cartonnés, format in-18, remplis recto et verso, jusqu'à la dernière page, d'une écriture hâtive, menue, très difficile à lire et où l'orthographe, celle des noms propres surtout, est éminemment fantaisiste. « L'édition » qu'il en a faite avec grand soin, recherches scrupuleuses et notes biographiques très exactes, est à la fois méritoire et intéressante. Elle met tout au point.

Cette peinture de Paris en 1803 s'offre à nous avec tous les caractères de l'impartialité d'une femme sincère et qui peu à peu revient des préventions qu'elle a pu concevoir au début. Elle fréquente la meilleure société, où elle trouve sa place non seulement par ses attaches au monde élégant et quelque peu cosmopolite d'avant la Révolution, mais par suite de l'accueil très hospitalier qu'au temps de l'émigration elle a réservé, dans sa terre de Suisse, aux proscrits qui lui en ont gardé une affectueuse gratitude. A leur tour, ils lui ouvrent leurs demeures, avec joie, quand elle passe à Paris.

Dans le faubourg Saint-Germain, à l'hôtel de Luynes en particulier, elle est reçue avec beaucoup d'affabilité. Ces relations la rangent parmi les adversaires de Bonaparte et elle demeure hostile au Premier Consul. Elle donne de lui un portrait curieux, et aussi de Talleyrand, de M^{me} Récamier, de M. de Narbonne, surtout de Matthieu de Montmorency, pour qui elle professe une grande admiration que justifient ses vertus. Tous ces renseignements, épars çà et là dans son *Journal*, font de ces pages une lecture aussi attachante qu'instruc-

tive ; c'est un tableau très vivant du Paris mondain de 1803, regardé par une femme spirituelle, assise dans un bon fauteuil, au milieu d'un salon élégant.

Avant de quitter la France, M^{me} de Cazenove s'arrête à Lyon ; là encore nous pénétrons à sa suite dans la société provinciale de la ville.

Cet ensemble fait de ce petit volume un livre plein d'intérêt, désormais nécessaire à consulter pour l'histoire sociale de la période consulaire.

G. DE G.

Comment est née la Constitution vaudoise de 1803, par Émile COUVREU. Lausanne, Georges Bridel, et Paris, Fischbacher, 1903, in-8 de xu-222 p.

L'auteur a déjà consacré à l'histoire de la révolution vaudoise un premier travail, intitulé *La France et l'indépendance vaudoise*, travail qui a paru dans la *Revue de Paris*, du 1^{er} février 1903, et qui a été ensuite tiré à part.

Dans l'avant-propos de la présente brochure, il rappelle qu'« au lendemain des fêtes du Centenaire de l'indépendance vaudoise, le promoteur de ces manifestations patriotiques, M. Ed. Secrétan, présentait au grand Conseil du canton de Vaud une motion ainsi conçue : « Le Conseil d'État est invité à faire au grand Conseil des propositions pour la recherche et la publication des documents diplomatiques et militaires déposés aux archives de la République française qui ont trait à l'affranchissement du pays de Vaud en 1798. »

Cette motion, datée du 7 février 1898, et signée par les députés Ed. Secrétan, E. Paccaud, A. Demiéville, A. Thélin, A. de Blonay, Boiceau,

Landry, est demeurée sans résultats.

« Et pourtant, ajoute M. Couvreu, il ne serait pas tout à fait inutile, pour un peuple qui se plaît à célébrer par des réjouissances publiques le souvenir de son avènement à la liberté et à l'autonomie, d'apprendre à connaître les origines de cette liberté et de cette autonomie, dont l'histoire est moins facile à poursuivre dans les archives de Lausanne que dans celles de Paris. L'idée suggérée par M. Ed. Secrétan n'était donc pas inopportune.... » Bref, notre auteur a résolu de reprendre cette idée à son compte, lui, simple citoyen, puisque l'État l'avait délaissée, et d'en faire l'objet de la contribution qu'il était désireux d'apporter aux fêtes du centenaire vaudois. Il n'a pas craint, dans ce but, d'aller demander aux archives de la République française les documents inédits de l'histoire de la révolution vaudoise, les papiers inédits et du plus haut intérêt qui sont relatifs aux diverses circonstances d'un bouleversement qui a duré cinq ans avant d'aboutir à une reconstruction sérieuse. Travail considérable, si l'on pense qu'il a dû en demander les éléments à quatre dépôts différents : les *Archives nationales*, les *Archives historiques du ministère de la guerre*, le *département des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, enfin les *Archives du ministère des affaires étrangères*.

Le travail de M. Couvreu est le fruit de ses patientes recherches dans les paperasses, les cartons et les registres datant du Directoire ou du Consulat. Il s'était donné pour tâche, non de répéter ce que des historiens de valeur ont déjà relevé, mais de fournir des renseignements nouveaux. Aussi ne faut-il pas chercher, dans la première partie de cette

étude, autre chose que ce qu'il a voulu en faire, c'est-à-dire un résumé, d'après des sources originales et inédites, des faits qui se rapportent plus particulièrement à son sujet, la genèse de la Constitution vaudoise de 1803. La seconde partie est un recueil de ces documents. Le lecteur y prendra contact, en quelque sorte, avec les hommes qui ont contribué à l'organisation du pays. Il pourra les juger lui-même, d'après leurs actes et les résultats qu'ils ont produits, et non d'après les récits et les appréciations d'auteurs plus ou moins impartiaux.

Dr J. MEYNIER.

Henri de Nicolaï. Sa vie, précédée d'un aperçu historique sur la maison de Nicolaï, par le R. P. MUNIER, S. J. 2^e édit. Amiens, Piteux, 1904, in-8 de 377 p.

Henri de Nicolaï mourut le 26 mars 1877, à peine âgé de dix-huit ans. Nous n'avons pas à insister sur le caractère édifiant de l'existence de cet enfant, de ce jeune homme. Cette vie cependant tient à l'histoire, car le jeune Henri appartenait à une famille qui a un glorieux passé. Alliée aux maisons de Mortemart, d'Harcourt, de Durfort, de Grammont, de Noailles, des Lamignon et des Molé, la maison des Nicolaï, par Marie de Billy, avait l'insigne honneur de se rattacher à la maison de France. Elle se glorifie d'avoir dans sa parenté saint Elzéar, saint François de Paule et la bienheureuse Marie de l'Incarnation. Elle a donné à la France de vaillants soldats et des magistrats intègres. Neuf Nicolaï se sont succédé sans interruption dans la dignité de premier président de la Chambre des comptes. Depuis Charles VIII, on les voit en relations continuelles avec les chefs

de la maison de France. Cette noble famille a trouvé dans M. A. de Boislisle un historien digne d'elle.

La biographie de Henri est la suite de cette histoire. C'est bien la famille tout entière que l'on voit autour de l'enfant, avec ses relations, ses œuvres de charité, sa piété. Comme tant d'autres, les Nicolaï se voient impitoyablement bannis des fonctions publiques. Ils ne se croient pas dispensés pour cela de servir leur pays. C'est par le dévouement aux œuvres catholiques qu'ils travaillent au bien de leurs compatriotes. Il fait bon assister dans ce foyer chrétien aux mani-

festations de la fidélité, à la persévérance des plus saines traditions. C'est le meilleur héritage que les pères lèguent à leurs enfants. Le P. Munier nous montre dans la vie du jeune Henri ce travail si beau de la conservation d'une famille, soucieuse de rester elle-même. Les historiens de l'avenir apprécieront l'utilité de son œuvre. Elle leur livrera le secret de la durée de quelques-unes de nos antiques maisons françaises, au milieu d'une désorganisation politique et sociale qui communique à tout sa caducité.

J. BESSÉ.

IX. — GÉOGRAPHIE. — MONOGRAPHIES LOCALES

Le Capitole romain antique et moderne. La citadelle — les temples — le palais sénatorial — le palais des conservateurs — le musée, par E. RODOCANACHI. Ouvrage contenant 74 gravures dans le texte et 6 planches hors texte. Paris, Hachette, 1904, in-4 de XLIV-223 p.

Peu d'érudits connaissent aussi bien que M. Rodocanachi la Rome du moyen âge, de la Renaissance, des XVII^e et XVIII^e siècles. Il en a, dans des ouvrages aussi savants que pittoresques, décrit à plusieurs reprises les institutions et les mœurs. Le beau volume que nous annonçons contient la monographie de la plus célèbre des collines romaines, de ce qui fut depuis les légendaires origines de Rome le cœur même de la ville éternelle. On est suffisamment renseigné sur l'histoire et la topographie du Capitole antique, jusqu'à la chute de l'Empire : cependant ceux-là mêmes qui sont les plus familiers avec elles liront utilement l'introduction, si riche en documents, que leur con-

sacre M. Rodocanachi. Mais rares, assurément, sont les lecteurs qui peuvent pousser au delà du V^e ou VI^e siècle l'histoire du mont capitolin, qui savent ce qu'il devint pendant les vicissitudes du pouvoir pontifical au moyen âge, comment il se reconstruisit et s'orna depuis la Renaissance jusqu'au XIX^e siècle. C'est ce que M. Rodocanachi a mis admirablement en lumière. En suivant son récit, on voit peu à peu le Capitole, veuf de ses temples, se recouvrir de palais ; on assiste aux scènes variées dont il fut le théâtre, visites de papes et de souverains, exécutions capitales, fêtes populaires, réunions académiques, couronnements de poètes. Une des parties les plus importantes du livre (p. 139-174) est consacrée à la création du musée du Capitole, due pour la plus grande part à la munificence des papes.

Les gravures qui illustrent l'ouvrage de M. Rodocanachi sont d'autant plus intéressantes, que beaucoup reproduisent les dessins origi-

naux qui furent faits du Capitole à diverses époques. Il y a là, en particulier, de bien jolis aperçus de la Rome du ^{xvii}^e siècle.

M. Rodocanachi me permettra de lui signaler une erreur de détail. Dans le chapitre si complet qu'il consacre à la statue équestre de Marc-Aurèle (que l'on prenait, au moyen âge, pour une statue de Constantin), il dit (p. 73) que la plus ancienne mention de cette statue se trouve dans la *Descriptio urbis*, contemporaine d'Honorius, que Panciroli a publiée en tête de la seconde partie de la *Notitia Dignitatum* (je cite d'après l'édition de 1623, t. II, p. 3) : « Regio VIII. Forum Romanum et magnum continet Rostra, Genium populi romani aureum et equum Constantini.... » La statue équestre de Constantin exista réellement sur le Forum : on croit même en avoir reconnu de nos jours le piédestal, dans l'*area* du Forum, à peu de distance des rostres (Thédénat, *Le Forum romain*, 1898, p. 195 et pl. I, m). Au ^v^e siècle, époque où fut rédigée la *Descriptio* publiée par Panciroli, on savait distinguer une statue de Constantin d'une statue de Marc-Aurèle. La phrase citée ne contient donc pas d'allusion à cette dernière.

PAUL ALLARD.

L'ancien collège de Dax. *Notes et documents*, par M. l'abbé A. DEGERT. Dax, H. Debègue, 1904, in-8 de 53 p.

Le collège de Dax fut fondé au ^{xvi}^e siècle, vers 1560 environ ; mais ce ne fut que lorsque les Barnabites s'y furent installés en 1631 qu'il prit quelque éclat. Malheureusement des difficultés d'ordre pratique, l'appauvrissement du pays, les querelles jansénistes auxquelles se mêlèrent les

Barnabites en prenant parti pour a secte, amenèrent peu à peu la décadence. Les mesures financières prises par l'Assemblée constituante, la suppression décrétée par elle des communautés religieuses, portèrent à l'établissement le coup de grâce. Ce n'est pas une des parties les moins curieuses du travail de M. Degert, que de nous faire pénétrer dans l'enseignement des Barnabites, par des emprunts faits aux cahiers d'un de leurs élèves, heureusement retrouvés par lui

E.-G. LEDOS.

Comminges et Nébouzan. *Monographie locale, accompagnée de notes sur l'ancien diocèse de Comminges, la vicomté de Nébouzan et les communes voisines d'Aulon*, par le P. IKÉNÉE, O. M. C. Toulouse, Privat, 1904, in-8 de xvi-240 p.

Bonne monographie divisée en deux parties à peu près égales, l'étude historique (p. 1-152) et les pièces justificatives (p. 153-237). Le plan proposé dans l'avertissement est le suivant : étude du prieuré, de la seigneurie, de la paroisse, de l'administration consulaire. Il a été exactement suivi pour le classement des pièces justificatives, mais avec plus de largeur pour la première partie du livre.

Aulon est une ancienne seigneurie du Comminges, puis du Nébouzan, après 1250. C'est de nos jours une commune du département de la Haute-Garonne, arrondissement de Saint-Gaudens, canton d'Aurignac. On n'en connaît pas l'origine. Mais ce lieu est ancien ; un dieu de l'Olympe, Abellion, y fut jadis honoré. On trouve la mention de ce culte commingeois dans Ausone (*Auson. lectionum libri duo*, édition de 1595, par Scaliger, ch. 1^{er}, p. 28). Le même Ausone donne

aussi à ce dieu le nom de *Belenus*. La seigneurie d'Aulon, à la féodalité, releva de la famille de Benque jusqu'en 1230, des comtes de Foix jusqu'en 1363, des Ramefort jusqu'en 1593, des Sarrace jusqu'en 1630, de Massencombe jusqu'en 1697, des Verdelin de Montégut jusqu'en 1732, et des Médidier jusqu'à la Révolution. Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, Aulon fut une châtelainie. Le prieuré bénédictin, bâti on ne sait quand, dépendit d'abord du monastère de Saint-Gaudens, puis de l'abbaye de Cessan. Il fut réduit à l'état de simple bénéfice, sans conventualité, en 1473. L'administration consulaire, bien qu'elle existât auparavant, ne laisse de traces qu'à partir du ^{xv}^e siècle. Elle se substitue peu à peu, comme souvent ailleurs, à l'administration seigneuriale, mais sans jamais effacer celle-ci. Et, à la fin du ^{xviii}^e siècle, la communauté d'Aulon présente encore une double liste de consuls à son seigneur, afin de lui donner à choisir celle des deux qu'il préfère. Si le seigneur n'en préfère aucune, ou refuse d'accepter le serment des nouveaux élus, le syndic lui envoie par le bayle une sommation d'avoir à s'exécuter ou à comparaître « devant qui il appartiendra. » Cette espèce de suffrage à deux degrés ne semble pas avoir été d'un commun usage au moyen âge (cf. P. Viollet, *Hist. des inst. pol.*, t. III).

L'auteur s'étend beaucoup sur les événements modernes ou contemporains et relativement peu sur la période antécédente. Cela s'explique par la pénurie des documents. Notons ses explications originales de l'étymologie des mots *Aulon* et *Abellion*. D'après lui, le premier est un mot grec *Αὔλον* (*Αὐλόν* est aussi le nom d'un évêché de l'Hellade. Cf. Lequien, *Oriens christianus*, II, 226), vallée fermée

de toutes parts. Il faudrait voir si vraiment l'orthographe d'*Aulon* n'a jamais changé. Qu'elle se trouve la même « dans les premières chartes du pays, la plupart rédigées en latin, et quelques autres dans les divers dialectes des populations pyrénéennes (p. 2), » il s'ensuit qu'elle n'a pas varié depuis le ^{xiii}^e siècle, époque des premiers diplômes en langue vulgaire. Mais auparavant? D'autre part, si le grec n'a jamais été parlé en Comminges, on doit pourtant reconnaître l'introduction d'un mot grec, Ἀβέλιος, *Abellion*. Un autel votif lui fut érigé dans la localité. L'auteur veut que ce mot dérive d'*Abel*, et il s'appuie sur saint Augustin. Voici ce que dit le saint docteur, dans son livre *De haeresibus*, parlant des abellionites : « *Abellionii vocabantur punica declinatione nominis. Hos nonnulli dicunt ex filio Adae fuisse nominatos qui est vocatus Abel : unde Abelianos vel Abeloitas eos nos possumus dicere.* » (Migne, P. L., t. XLII, p. 47.) Saint Augustin affirme aussi que cette hérésie n'existait déjà plus de son temps, mais il n'a pas l'air de faire absolument sienne l'étymologie qu'il mentionne. Et dans le dieu *Abellion* il faut peut-être tout simplement voir Apollon. Si le nom de Mengué, qui désigne un hameau d'Aulon, dérive de *Mené*, nom d'une déesse, Μήνη (= Σελήνη), la présence de ce vocable grec rend moins étrange cette explication.

Le lecteur aurait aimé trouver la liste des syndics depuis 1702, des maires depuis 1804, des vicaires perpétuels, quelques données sur la vie économique, sur les mœurs, également un peu plus de précision dans les citations ou indications de sources, dans ce livre qui n'en demeure pas moins, je le répète, une bonne monographie locale. F. UBALD D'ALENÇON.

CAZAURAN : Pèlerinage de Notre-Dame de Cahuzac. Abbeville, Paillart, 1903, in-12 de vii-263 p. et pl.

La chapelle de Cahuzac, située sur le territoire de Gimont, département du Gers, est depuis bien des siècles le but d'un pèlerinage très suivi dans le diocèse d'Auch. Aussi, à plusieurs reprises, son histoire avait-elle été retracée par différents écrivains. Mais la plupart, se bornant à recueillir les légendes qui entouraient le berceau de cette chapelle, avaient cherché avant tout l'édification des fidèles attirés par ce sanctuaire. M. l'abbé Cazauran, qui depuis longtemps déjà s'adonne à l'étude du diocèse d'Auch, n'a pas voulu laisser de côté la question historique de cette chapelle. Il s'est servi, pour faire cette monographie, de documents puisés tant aux archives du grand séminaire d'Auch qu'aux archives départemen-

tales et dans des chartriers particuliers. Aussi a-t-il fait un opuscule bien supérieur aux travaux qui l'ont précédé. Ce n'est certainement pas ce que l'on peut appeler une œuvre de grande érudition ; mais si M. Cazauran n'a pas négligé ce qui pouvait édifier les fidèles et s'il a cherché à mettre cet opuscule à la portée de toutes les intelligences, il faut reconnaître que néanmoins il n'a pas, dans ce but, omis les côtés quelquefois un peu arides de son sujet. Après avoir fait connaître les origines de Notre-Dame de Cahuzac et ses différentes vicissitudes à travers les siècles, il en fait la description au point de vue de l'architecture et énumère les *ex-voto* que l'on y trouve. Pour terminer, en appendice il donne une courte notice sur quatorze sanctuaires du diocèse d'Auch dédiés à la Vierge.

J. VIARD.

Le Gérant : L. PIQUET.



UNE

TENTATIVE DE RÉVOLUTION SOCIALE

EN AFRIQUE

DONATISTES ET CIRCONCELLIONS

Les guerres civiles, les persécutions et les abus de l'administration impériale avaient produit, au iv^e siècle de notre ère, dans toutes les contrées soumises à la domination romaine, un état de malaise, de mécontentement général, bientôt suivi de tendances révolutionnaires et séparatistes qui n'attendaient, pour se manifester, qu'une occasion favorable. Plus que dans toute autre province, les passions étaient surexcitées en Afrique. Une querelle religieuse, de peu d'importance en elle-même, y devint le prétexte d'agitations et de troubles qui ne sont pas uniquement du domaine de l'histoire ecclésiastique. Il a paru intéressant de retracer, d'après les auteurs originaux, et d'étudier au point de vue de l'histoire politique et sociale au dernier siècle de l'Empire, les événements qui, dans l'Afrique romaine, précipitèrent la dissolution de l'ancienne société et préparèrent l'établissement du premier royaume barbare.

1. L'Afrique au iv^e siècle. — Origine des donatistes. — Traditeurs. — Schisme à Carthage. — Donat des Cases-Noires. — Paul, évêque de Cirta. — Élection de Silvain. — Élection de Cécilien à Carthage. — Félix d'Aptonge. — Donat, évêque schismatique à Carthage. — Intervention de l'Empereur. — Procès de Cécilien. — Procès d'Ingentius.

La mer défendit longtemps l'Afrique contre les invasions des Barbares. Jusqu'au v^e siècle de notre ère, cette contrée demeura prospère. Elle paraissait, à cette époque, la partie la plus riche

de l'Empire, l'âme de la république romaine ¹. Mais elle était agitée par des guerres civiles et religieuses qui préparaient sa chute et la couvraient de sang et de ruines. Ces luttes avaient commencé dès les premières années du iv^e siècle. Il est nécessaire de rappeler leurs origines pour faire comprendre la suite de ce récit.

Les dernières persécutions que les chrétiens eurent à souffrir sous le règne de Dioclétien les avaient surpris au milieu de dissensions intestines. « La liberté dont nous jouissions avait causé, dit Eusèbe, le relâchement de la discipline. La guerre commença entre nous par des paroles outrageantes, évêques contre évêques, peuples contre peuples ². » Quand les persécutions cessèrent ou se ralentirent, les haines religieuses, un instant comprimées en présence du danger commun, éclatèrent de nouveau. Elles ne furent nulle part plus violentes qu'en Afrique. Les chrétiens n'y jouissaient point encore d'une entière paix, leurs églises ne leur étaient point encore rendues que déjà ils se déchiraient entre eux. Dans un concile tenu à Cirta en Numidie, le 4 ou le 5 mars de l'an 305, deux mois avant l'abdication de Dioclétien, alors que les persécutions continuaient encore dans tout l'Empire, on vit des évêques s'accuser mutuellement d'avoir manqué à leurs devoirs ³. Ils se reprochaient de s'être laissé intimider et d'avoir obéi aux édits impériaux qui, promulgués en 303, avaient ordonné la démolition des églises et avaient enjoint aux magistrats de se faire remettre par les évêques et les prêtres, de brûler ensuite les Écritures et les livres sacrés ⁴.

Ces édits, publiés partout en Afrique, y avaient été mis à exécution le 19 du mois de mai 303 dans la Numidie et le 5 du mois de juin dans la Proconsulaire. Les églises furent démolies en divers lieux, comme à Zama et à Furnes. Ailleurs, on se contenta d'enlever et de brûler la chaire épiscopale et les portes

¹ Salvien, *De Gubernatione Dei*, VII (éd. Halm, *Monum. Germ. hist.*, in-4, *Auct. antiq.*, t. I, p. 94).

² Eusèbe, *Hist. eccl.*, VIII, 1 (Migne, *Patr. graec.*, t. XX, p. 742).

³ Saint Optat, *De schismate Donatistarum*, lib. I, n° II-X (édit. Ellies du Pin, p. 2-8). Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, 27 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 511). Tillemont, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. V; Persécution de Dioclétien, article XXVIII.

⁴ Paul Allard, *La persécution de Dioclétien*, t. I, chap. III, p. 156.

des églises. Partout, les magistrats allèrent chez les évêques et chez les ecclésiastiques pour se faire remettre les Écritures, les objets du culte et les richesses appartenant aux églises. Ils avaient ordre de faire arrêter ceux qui se seraient refusés à les livrer ¹. Beaucoup de chrétiens, non seulement des évêques et des prêtres, mais des laïques et même quelques pères de famille, c'est-à-dire quelques personnes considérables, aimèrent mieux souffrir toutes sortes de supplices et la mort que de trahir leur foi et de livrer aux persécuteurs le dépôt sacré confié à leur fidélité ². Il y eut, suivant l'heureuse expression d'un historien, des héros, d'autant plus vrais et plus touchants qu'ils attendirent le péril au lieu de l'aller chercher, et n'écoutèrent que la voix de leur devoir, sans y mêler d'ostentation ou d'amour-propre ³. Tel fut Félix, évêque de Tibiuca, dans la Proconsulaire, qui, arrêté par le magistrat de cette ville le 6 du mois de juin, le lendemain de la promulgation de l'édit, fut mené à Carthage au proconsul Anulinus ⁴. Tels furent, au commencement de l'année suivante, quand la persécution devint plus violente encore, les martyrs d'Abitine, dans la province Proconsulaire : le prêtre Saturnin et ses quatre enfants, les lecteurs Saturnin et Félix, le décurion Dativus, Marie, vierge consacrée à Dieu, et leurs compagnons. Tous, au nombre de vingt-neuf hommes, cinq enfants et dix-neuf femmes, périrent de faim dans les prisons de Carthage, après avoir subi, avec un héroïque courage qu'aucune torture ne put vaincre, les plus horribles tourments. Les enfants eux-mêmes furent sans faiblesse devant les bourreaux ⁵. Tels furent sans doute aussi, dans la Numidie, les martyrs dont deux inscriptions célèbrent la mémoire ⁶.

¹ Baronius, *Annales ecclesiastici*, annus 302, n° CXVIII. Tillemont, *Persécution de Dioclétien*, article X; *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. V.

² Tillemont, *La persécution de Dioclétien*, art. X; *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. V.

³ Paul Allard, *La persécution de Dioclétien*, t. I, ch. III, p. 207.

⁴ Paul Allard, *La persécution de Dioclétien*, t. I, ch. III, p. 208-211. Tillemont, *Persécution de Dioclétien*, art. X; *Mémoires*, t. V.

⁵ Paul Allard, *La persécution de Dioclétien*, t. I, ch. IV, p. 261-273. Tillemont, *Les saints Saturnin, Dative et leurs compagnons*; *Mémoires*, t. V.

⁶ Ces inscriptions, qui proviennent d'Aïn-Regada, sont les suivantes :

I) Nomi-na Mar-turum-Nivalis-Matrone-Salvi na-talis Nonu idus-novembres;

II) Nomina-Martu-rum Nivalis-Matrone-Salvi-Fortunatu-quot promisit fecit.

Aug. Audollent, *Mission épigraphique en Algérie*; *Mélanges de l'École française de Rome*, année 1890, p. 526).

Ces glorieux exemples d'inébranlable constance ne furent pas imités partout. Un grand nombre de chrétiens, même des évêques, se laissèrent arracher par la crainte de l'emprisonnement les Écritures qu'ils possédaient. On les appela *traditeurs* et on leur fit un crime de leur peu de fermeté ¹. D'autres, ayant affaire à des magistrats qui répugnaient à la violence, se tirèrent d'embarras en donnant des ouvrages sans importance, à la place des livres sacrés ². Du nombre de ces derniers fut Mensurius, l'évêque de Carthage, qui cacha et sauva les Écritures, en mettant à leur place des écrits hérétiques que les persécuteurs emportèrent, sans rien demander davantage. Le proconsul, averti de ce fait, ne voulut point qu'on inquiât l'évêque ³. Tous les chrétiens n'eurent point autant d'indulgence que ce proconsul. Il s'en trouva qui, dans leur zèle excessif, blâmèrent l'expédient auquel Mensurius avait eu recours. D'autres prétendirent que les livres remis par lui étaient les Écritures saintes et non des livres hérétiques, comme il le disait pour se disculper. A ces soupçons, on ne tarda pas à en ajouter d'autres; on finit par l'accuser d'avoir fait mourir de faim des martyrs dans la prison, en empêchant les chrétiens de les assister ⁴. Un schisme se produisit dans l'Église de Carthage. Un certain nombre de fidèles se séparèrent de la communion de Mensurius, à l'instigation de Donat, évêque d'un endroit nommé les Cases-Noires, en Numidie ⁵. Ce schisme local fut la première manifestation de la défiance dont les chrétiens étaient animés les uns contre les autres. Ils ne voyaient partout que traditeurs, et ceux qui n'étaient pas sans reproches se montraient les plus ardents à incriminer les autres, comme le prouve ce qui se passa à Cirta.

Nulle part le clergé n'avait agi avec plus de faiblesse. L'évêque, nommé Paul, n'avait point hésité à livrer son église et les objets du culte. Il avait, il est vrai, fait cacher certaines choses; mais le sous-diacre Silvain et ses collègues les avaient livrées. Dans

¹ Saint Optat, *De schismate Donatistarum*, I, 13.

² Tillemont, *Persécution de Dioclétien*, art. X; *Mémoires*, t. V.

³ Saint Augustin, *Breviculus collationis cum Donatistis liber*, collatio tertii diei, 12 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 638).

⁴ Tillemont, *Donatistes*, art. I et II; *Mémoires*, t. VI. Baronius, *ann.* 303, LXXI.

⁵ Tillemont, *Donatistes*, art. II; *Mémoires*, t. VI.

la bibliothèque, les armoires s'étaient trouvées vides. Paul avait déclaré que les livres étaient entre les mains des lecteurs et, le magistrat lui ayant ordonné de désigner ces lecteurs ou d'envoyer vers eux, il avait ajouté qu'ils étaient connus des officiers qui assistaient le magistrat. On s'était rendu alors chez les lecteurs et ceux-ci n'avaient fait aucune difficulté de livrer les Écritures; sauf un seul qui n'avait point paru, mais dont la femme avait livré ce qu'elle avait ¹. Paul étant mort en 303, dix ou onze évêques de la Numidie se réunirent à Cirta pour désigner son successeur ². Les églises n'étant point encore rétablies, ils s'assemblèrent dans la maison d'un certain Urbain Donat que saint Optat appelle Urbanus Carisus ³. Secundus, évêque de Tigisis, fut désigné pour les présider, en qualité sans doute de doyen des évêques de la Numidie ⁴. Ce Secundus affectait de n'avoir fait aucune concession aux persécuteurs. Mensurius de Carthage lui ayant écrit, pour l'avertir du stratagème dont il s'était servi, Secundus lui avait répliqué que chez lui aussi on était venu réclamer les Livres sacrés pour les livrer aux flammes; mais qu'il avait répondu: « Je suis chrétien et évêque, et non traditeur, » et que comme on avait insisté pour qu'il donnât au moins quelques bribes, il avait imité l'exemple d'Éléazar qui ne voulut point faire semblant de manger des viandes défendues, pour ne point donner un mauvais exemple ⁵. Il voulut conserver cette attitude de rigorisme dans le concile qu'il se trouvait appelé à présider. Voici comment les actes, conservés par saint Augustin, rapportent ce qui s'y passa.

« Le 4 des nones de mars, Secundus, évêque de Tigisis, qui présidait, étant assis dans la maison d'Urbain Donat, a dit : « Examinons-nous premièrement nous-mêmes et ensuite nous serons en état d'ordonner un évêque. » Puis, s'adressant à Donat, évêque de Mascula, « on prétend, lui dit-il, que vous

¹ Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, 29 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 513). Baronius, ann. 303, VII. Tillemont, *Donatistes*, art. III; *Mémoires*, t. V. Paul Allard, *Persécution de Dioclétien*, t. I, les *Traditeurs*, p. 200.

² Baronius, ann. 303, I. Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, 26 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 510). Pagi, ann. 303, IV.

³ Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, 26. Saint Optat, *De schismate Donatistarum*, I, 14 (édit. Ellies du Pin, p. 12).

⁴ Tillemont, *Donatistes*, art. III et IV; *Mémoires*, t. VI.

⁵ Saint Augustin, *Breviculus Collationis cum Donatistis liber*, Collatio tertii diei, 15 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 640).

avez livré les Écritures. » Donat répondit : « Vous savez, mon frère, combien Florus m'a cherché pour me faire offrir de l'encens ; Dieu ne m'a pas laissé tomber entre ses mains. Pour le reste, puisque Dieu me l'a pardonné, réservez-moi aussi à son jugement. » Secundus répondit : « Que deviendront donc les martyrs ? Ils n'ont été couronnés que pour avoir refusé de faire ce que vous avez fait ». Donat répondit : « Renvoyez-moi à Dieu : c'est à lui que j'ai à rendre compte. » « Passez de ce côté-là, » dit Secundus. Puis, s'adressant à Marinus, évêque des Eaux de Tibile : « On dit aussi que vous avez livré les Écritures. » Marinus répondit : « J'ai donné quelques papiers ; mais pour mes livres, je les ai gardés. » Secundus lui dit : « Passez de ce côté-là. » Il dit ensuite à Donat, évêque de Calama : « On dit que vous avez livré les Écritures. — J'ai donné quelques livres de médecine, » répondit Donat. Secundus lui dit : « Passez de ce côté-là. » Secundus dit à Victor de Russicade : « On dit que vous avez livré quatre livres des Évangiles. » Victor répondit : « C'est le curateur Valentianus qui m'a contraint de les jeter au feu. Je savais bien qu'ils étaient presque tout effacés. Mais pardonnez-moi cette faute et Dieu me la pardonnera. » Secundus lui dit : « Passez de ce côté-là. » Secundus, parlant à Purpurius, évêque de Limata, lui dit : « On vous accuse d'avoir tué deux enfants de votre sœur à Milée (ou Midlée). » Purpurius lui répondit : « Vous pensez m'épouvanter, comme les autres ; mais vous-même, qu'avez-vous fait, lorsque vous avez été arrêté pour livrer les Écritures ? Comment vous êtes-vous tiré de là, à moins que vous n'ayez donné ou fait donner quelque chose ? Car on n'avait garde de vous laisser aller, sans rien avoir. Pour ce qui est de moi, j'ai tué et je tue encore tous ceux qui sont contre moi. C'est pourquoi ne m'obligez pas à en dire davantage. Vous savez que je ne me mêle point de ce qui ne me regarde pas. »

Secundus le jeune, neveu de celui de Tigisis, dit à son oncle : « Entendez-vous ce qu'il dit ? Lui et les autres que vous avez convaincus, sont prêts à faire schisme. Assurément, ils vous abandonneront et prononceront une sentence contre vous ; après quoi, vous demeurerez tout seul à passer pour hérétique. Que chacun ait fait ce qu'il a voulu, cela vous regarde-t-il ? Ils ont à en rendre compte à Dieu. » Secundus de Tigisis dit donc à Félix, évêque de Rotaria, et à Victor, de Garbe : « Quel est votre sen-

timent ? » Ils répondirent : « C'est à Dieu qu'ils rendront compte de leurs actions. » Secundus leur dit donc à tous : « Vous savez ce que vous avez fait ; et Dieu le sait aussi. Prenez vos places. » Tous répondirent : « Dieu soit loué ¹. »

Saint Augustin rapporte que le concile choisit ensuite, comme successeur de Paul, ce sous-diacre Silvain qui avait aidé à livrer au magistrat les objets destinés au culte. Cette ordination ne se fit pas sans trouble. Le peuple voulut s'y opposer, criant que c'était un traditeur et qu'il fallait choisir un prêtre qui fût de la ville ². Mais des gens de l'amphithéâtre installèrent Silvain et le portèrent au trône épiscopal, avec l'aide de la populace. Ce fut un homme de l'amphithéâtre, nommé Mutus, qui l'y porta sur ses épaules, tandis que les gens de bien étaient enfermés dans le champ des Martyrs, c'est-à-dire dans le cimetière ³. D'autres excès se produisirent à cette occasion. Des barils de vinaigre, appartenant au fisc, se trouvaient déposés dans un temple de Sérapis. Purpurius les enleva, et Silvain, avec d'autres prêtres, s'empara du vinaigre qu'ils contenaient ⁴. Enfin, un certain Victor remit une somme d'argent à Silvain, pour être ordonné prêtre. Cette somme fut apportée devant la chaire épiscopale, sur laquelle siégeait Silvain, et les évêques se la partagèrent ⁵. En présence de cette élection scandaleuse, quelques fidèles refusèrent de communiquer avec le nouvel évêque ⁶. Malgré cette séparation de quelques-uns, le schisme fut évité cette fois encore. Il éclata quelques années plus tard.

Au temps où Maxence recouvra l'Afrique que, en 308, la révolte d'Alexandre lui avait enlevée, c'est-à-dire en l'année 311, un diacre nommé Félix fut recherché et poursuivi, au sujet d'une lettre publiée contre l'Empereur ⁷. Ce diacre, craignant les

¹ Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, 26, 28 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 510-511). Traduction donnée par Tillemont, *Donatistes*, art. IV ; *Mémoires*, t. VI. Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 14 (édit. Ellies du Pin, p. 13).

² Baronius, *ann.* 303, XXIV.

³ Baronius, *ann.* 303, XXIV et XXV.

⁴ Baronius, *ann.* 303, XXIV.

⁵ Baronius, *ann.* 303, XXIV.

⁶ Baronius, *ann.* 303, XXIV.

⁷ Saint Optat, *De schismate Donatistarum*, I, 17 (édit. Ellies du Pin, p. 14). Pour les dates, voir Tillemont, *Donatistes*, art. VI ; *Mémoires*, t. VI. — Tillemont, *Persécution de Dioclétien*, note 39 ; *Mémoires*, t. V. — Duruy, *Histoire des Romains*, ch. LXXVII (édit. in-8, t. VII, p. 106-108).

suites de l'accusation dirigée contre lui, se cacha, dit-on, chez l'évêque Mensurius, à qui on le réclama et qui refusa de le livrer. Il en fut référé à l'Empereur, et un rescrit vint ordonner d'envoyer Mensurius lui-même à la cour, dans le cas où il ne représenterait pas le diacre Félix. L'évêque se trouva fort embarrassé ; car son Église possédait un grand nombre d'ornements précieux, en or et en argent, qu'il ne pouvait ni cacher en terre ni emporter avec lui. Il prit le parti de confier ces objets à des vieillards qu'il considérait comme des dépositaires fidèles. Il en fit en outre un inventaire qu'il remit, dit-on, à une vieille femme, avec recommandation, pour le cas où lui-même ne reviendrait pas de son voyage, de donner cet inventaire à celui qui serait évêque en sa place, quand la paix serait rendue aux chrétiens. Il partit ensuite, plaida sa cause et reçut l'ordre de s'en retourner à Carthage ; mais il ne put y rentrer. Il mourut en route ¹. Dans le même temps, Maxence mit définitivement un terme aux persécutions en Afrique ². Quand on connut à Carthage la mort de Mensurius, on put donc s'occuper d'élire son successeur. Deux ecclésiastiques, Botrus et Celestius, qui tous deux ambitionnaient la dignité épiscopale, intriguèrent, dit-on, pour qu'on appelât seulement les évêques voisins, afin de célébrer l'ordination en l'absence des évêques de la Numidie qui avaient, semble-t-il, le droit de prendre part à l'élection. Ce fut l'archidiacre Cécilien qui fut élu par le suffrage de tout le peuple ; et Félix, évêque d'Aptonge, l'ordonna par l'imposition des mains ³.

Une cabale, due aux rancunes de différentes personnes, se forma aussitôt contre Cécilien. Celui-ci s'était hâté de convoquer les vieillards auxquels Mensurius avait confié les trésors de son Église. Il se trouva que c'étaient des gens cupides qui avaient compté s'approprier ce dépôt. Quand ils se virent dans la nécessité de le restituer, ils imaginèrent de détourner la foule de la communion de celui qui voulait leur arracher leur proie. Ils trouvèrent un appui dans Botrus et dans Celestius, dont l'élection de Cécilien ruinait les ambitions, et dans une femme riche

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 17 (édit. Ellies du Pin, p. 15).

² Saint Optat, *De schismate Donatistarum*, I, 18 (édit. Ellies du Pin, p. 15). Tillemont, *Persécution de Dioclétien*, art. XXVIII, art. XLI et note 39 ; *Mémoires*, t. V. Tillemont, *Donatistes*, art. VI ; *Mémoires*, t. VI.

³ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 18.

et influente, nommée Lucille. Cette femme, impatiente de toute discipline, ne pardonnait point à Cécilien une réprimande que celui-ci avait eu à lui adresser, alors qu'il était encore diacre ¹. Tous refusèrent la communion de Cécilien et tramèrent une intrigue pour faire déclarer son élection vicieuse. On envoya prier Secundus de Tigisis, primat de Numidie, de venir à Carthage. Aussitôt se mirent en route tous les traditeurs du concile de Cirta : Donat de Mascula, Victor de Russicade, Marinus des Eaux de Tibile, Donat de Calama, Purpurius de Limata, Menalius, d'autres encore. Ils furent accueillis par le groupe d'avares, d'ambitieux et de colères qui composaient le schisme, non par les catholiques qui avaient fait nommer Cécilien. Aucun des nouveaux arrivés ne se rendit à la basilique où s'était faite la réunion de toute la population chrétienne avec Cécilien. Celui-ci leur envoya dire : « Si on a quelque reproche à me faire, qu'un accusateur se présente et fournisse ses preuves. » Ses ennemis ne pouvaient rien trouver à lui reprocher. Ils se rejetèrent sur son ordination, prétendant qu'elle était nulle, comme ayant été faite par Félix d'Aptonge qui, disaient-ils, était un traditeur. Alors Cécilien envoya de nouveau vers eux et leur fit dire que s'ils ne croyaient pas valable l'ordination faite par Félix d'Aptonge, ils n'avaient qu'à le venir ordonner eux-mêmes, comme s'il était encore diacre. Saint Augustin ajoute qu'il n'a pu dire cela que pour se moquer d'eux. Quoi qu'il en soit, Purpurius de Limata proposa, avec sa fureur ordinaire, de traiter Cécilien comme il avait traité les enfants de sa sœur. « Qu'il vienne, s'écria-t-il, pour se faire imposer les mains ; et qu'on lui casse la tête, pour pénitence. » Quand ces paroles furent connues, toute l'Église retint Cécilien et l'empêcha d'aller se livrer à de pareils bandits ².

Lucille, qui voulait les amener à condamner Cécilien et à nommer un autre évêque, les avait corrompus, en leur versant une somme considérable qu'ils se partagèrent, sans en rien donner ni aux pauvres ni aux ecclésiastiques, à qui la coutume exigeait

¹ Saint Augustin, *Contra Epistolam Parmeniani*, I, 3 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 37).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 18, 19 (édit. Ellies du Pin, p. 15 et 16). Saint Augustin, *Breviculus collationis cum Donatistis liber*, collatio tertii diei, 20 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 641).

qu'on distribuât une part des dons faits à l'Église ¹. Purpurius, dont tout le monde craignait la violence, s'attribua pour lui seul le quart de cette somme ². Obéissant aux volontés de Lucille, les évêques s'assemblèrent en un concile où ils se trouvèrent au nombre de soixante-dix ³. Comme Cécilien ne s'était pas rendu parmi eux, ils le jugèrent sans l'entendre ⁴. Leur devoir était de communiquer avec lui, s'ils le reconnaissaient innocent; ou, s'ils le trouvaient coupable, de l'expulser de l'église où les fidèles s'assemblaient, où étaient le trône épiscopal et l'autel sur lequel les précédents pontifes, Cyprien, Lucien et tous les autres, avaient offert le sacrifice. Ils se séparèrent au contraire de l'Église et élevèrent autel contre autel ⁵. Ils condamnèrent Cécilien, comme ayant été ordonné par des traditeurs; et ils ajoutèrent à ce prétexte l'accusation, déjà alléguée contre Mensurius, d'avoir, alors qu'il était diacre, empêché les chrétiens de secourir les martyrs dans leur prison. Ils condamnèrent également, comme traditeurs, certains collègues de Cécilien et plus spécialement Félix d'Aptonge ⁶. Puis, sans avoir égard au fait que Cécilien était déjà uni par des lettres de communion avec l'Église romaine et avec les autres Églises d'où l'Afrique avait reçu l'Évangile, ils ordonnèrent évêque un domestique de Lucille, nommé Majorinus, qui avait été lecteur dans la diaconie de Cécilien ⁷. Ces évêques envoyèrent partout des lettres

¹ Baronius, *ann.* 303, XXV, XXVI, XXVIII.

² Baronius, *ann.* 303, XXV.

³ Saint Augustin, *Breviculus collationis cum Donatistis liber*, collatio tertii diei, 14 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 639). Baronius, *ann.* 303, XXXIX.

⁴ Saint Augustin, *Breviculus collationis cum Donatistis liber*, collatio tertii diei, 14-16 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 639-640).

⁵ Saint Optat, *De schismate Donatistarum*, I, 19 (édit. Ellies du Pin, p. 16).

⁶ Saint Augustin, *Breviculus collationis cum Donatistis liber*; collatio tertii diei, 14 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 639).

⁷ Saint Augustin, *Epistola XLIII* (classis II) (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 159). Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 19 (édit. Ellies du Pin, p. 17). M. Daniel Voelter (*Der Ursprung des Donatismus*, Fribourg et Tubingue, Mohr, 1883) croit que l'accusation de *tradition* ne fut portée contre Félix d'Aptonge qu'en 314, à l'époque où Aelius Paulinus était vicaire en Afrique, et que l'ordination de Cécilien parut d'abord entachée de nullité, non parce qu'il avait été ordonné par un évêque réputé traditeur, mais parce qu'il n'avait pas été consacré par le concile général d'Afrique et par le doyen ou primat de la Numidie, principale autorité ecclésiastique après l'évêque de Carthage. Cette opinion a été réfutée par Mgr Duchesne (*Bulletin critique*, ann. 1886, t. VII, p. 123-130), qui établit et prouve qu'aucune règle ni aucune coutume n'exigeaient l'intervention du concile d'Afrique et du doyen de la Numidie.

qui, comme ils l'espéraient, trompèrent l'opinion publique ¹.

Le bruit était répandu en Afrique qu'il y avait des traîtres parmi les évêques; ceux qui l'étaient réellement voulurent détourner d'eux l'attention, en chargeant de leurs fautes Cécilien et ceux qui l'avaient ordonné ². Ils réussirent. Un grand nombre de prêtres et de fidèles ajoutèrent foi à ces lettres et se séparèrent de Cécilien. Bientôt, dans toute l'Afrique, les chrétiens se trouvèrent divisés en deux partis. Il ne tarda pas à y avoir, dans plusieurs villes, deux évêques et deux Églises ³. Les partisans de Majorinus furent dans la suite désignés sous le nom de donatistes. Saint Augustin croit que ce nom leur fut donné parce que Donat, évêque des Cases-Noires en Numidie, était en réalité le plus ancien auteur du schisme, puisque c'était lui qui, le premier, avait jeté la division dans l'Église de Carthage, en détournant quelques personnes de la communion de Mensurius ⁴. Cette explication de l'origine du nom de donatistes est confirmée par le texte de la requête que les dissidents adressèrent à Constantin, comme on le verra dans la suite. Leur requête se termine en effet par ces mots : « Donné par Lucianus, Dignus, Nasatius, Capito, Fidentius et autres évêques du parti de Donat ⁵. » Leur nombre grandit rapidement. La plupart des chrétiens d'Afrique se déclarèrent pour eux, si bien que vers 370, au temps de saint Optat, il ne restait dans ce pays qu'un petit nombre de catholiques ⁶. Il en fut ainsi jusqu'à l'époque du pontificat de saint Augustin. Le schisme se développa au point que, vers l'an 380, les donatistes ayant réuni un concile à Carthage, on y vit deux cent soixante-dix de leurs évêques, et, dans le concile qu'ils tinrent à Bagai en 394, ils en rassemblèrent trois cent dix ⁷. La division était partout et jusque dans les familles, entre parents, même entre époux ⁸. Le

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 20 (édit. Ellies du Pin, p. 17).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 20.

³ Baronius, *ann.* 306, XL.

⁴ Baronius, *ann.* 306, XLI. Paul Allard, *Persécution de Dioclétien*, t. II, p. 272, note 2.

⁵ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 22 (édit. Ellies du Pin, p. 19).

⁶ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 1 (édit. Ellies du Pin, p. 48).

⁷ Saint Augustin, *Ep.* XCIII et CVIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 342, 407). Saint Augustin, *Contra Cresconium*, IV, 31 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 569). Tillemont, *Donatistes*, art. XXXIV; *Mémoires*, t. VI.

⁸ Saint Augustin, *Ep.* CVIII, 17 et seq. (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 405). Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 15 (édit. Ellies du Pin, p. 36).

différend entre catholiques et donatistes était pourtant bien minime. Il était uniquement relatif à la question de savoir si les évêques ordonnés par de prétendus traditeurs ou par les successeurs de ces derniers l'avaient été valablement. Quant au reste, aucune discussion ne s'était élevée entre les chrétiens d'Afrique. Tous avaient les mêmes croyances, tous recevaient les mêmes sacrements et célébraient le même culte ; les pratiques ecclésiastiques, la discipline, étaient les mêmes ¹. Il en fut du moins ainsi dans le principe. Plus tard, les donatistes adoptèrent la coutume de rebaptiser ceux qui venaient à eux ; ce qui était contraire à la doctrine catholique. Ils rebaptisaient non seulement ceux qui quittaient la communion de leurs adversaires, mais même les chrétiens qui venaient des pays les plus éloignés. Ils agirent ainsi à l'égard de personnes venues d'Antioche et de l'Arabie ². Mais ils ne faisaient en cela que suivre une coutume ancienne ; puisqu'au temps de saint Cyprien, cinquante ans auparavant, on rebaptisait, dans l'Eglise d'Afrique, les chrétiens qui y arrivaient d'autres provinces ³.

D'ailleurs ce fut pour examiner cette coutume que, vers l'année 380, les donatistes réunirent à Carthage, en un concile, deux cent soixante-dix de leurs évêques ; et cette assemblée décida que si les traditeurs (ils désignaient ainsi les catholiques) ne voulaient point être baptisés, on communiquerait néanmoins avec eux ⁴. Il est vrai que la règle ainsi établie ne fut pas toujours observée et que les donatistes n'en continuèrent pas moins à imposer un second baptême à leurs nouveaux adeptes. Ils cherchèrent à mettre en oubli, non seulement le décret qu'ils se refusaient à appliquer, mais aussi le concile qui l'avait rendu ⁵. Il n'en est pas moins certain qu'à l'origine les donatistes ne différaient en rien des catholiques dans leurs pratiques religieuses. Aussi il n'y eut d'abord, semble-t-il, aucune haine entre les sectateurs des deux communions, puisqu'ils ne laissaient pas de s'unir en mariage et de contracter tous les autres liens

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, V. Saint Augustin, *Contra Cresconium*, II, 2 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 468-469).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 24 ; V, 5 (édit. Ellies du Pin, p. 20 et p. 85-86).

³ Tillemont, *Donatistes*, art. XXXIII ; *Mémoires*, t. VI.

⁴ Saint Augustin, *Ep.* XCIII, 43 (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 342).

⁵ Baronius, *ann.* 308, XXIX.

de la société civile ¹. On ne commença à se détester réciproquement que le jour où le pouvoir impérial intervint dans la discussion religieuse. La haine fut la conséquence des rigueurs ordonnées contre les donatistes, quand l'intérêt de la paix publique força les empereurs de revenir à la vieille doctrine romaine de la religion subordonnée au prince ².

Peu de mois après la double élection de Cécilien et de Majorinus, le 28 octobre 312, les troupes de Maxence étaient défaites aux portes de Rome, près du pont Milvius, et Maxence périssait dans les eaux du Tibre. Constantin devenait du même coup maître de l'Afrique comme de l'Italie ³. Maxence était détesté en Afrique où il avait durement réprimé la révolte d'Alexandre. Carthage et Cirta avaient été saccagées et le pays livré au pillage. Beaucoup de citoyens avaient été exécutés, d'autres privés de leurs biens. Pour donner satisfaction à la haine des Africains, Constantin leur envoya la tête de son rival. Il s'occupa ensuite de gagner leur affection par des bienfaits. Anulinus, proconsul en Afrique, eut ordre d'y effacer les traces de la guerre civile. Cirta fut relevée de ses ruines et embellie. Elle prit alors le nom de Constantine qu'elle garde encore aujourd'hui ⁴. Fidèle à la politique qu'il suivait d'ailleurs à sa cour et dans toutes les provinces soumises à son autorité, Constantin chercha à satisfaire en Afrique les païens et les chrétiens ⁵. Il s'empessa d'abord de marquer sa bienveillance aux païens, qui à cette époque formaient peut-être encore la partie la plus importante de la population, en les autorisant à constituer des sacerdoces en l'honneur de la famille flavienne ⁶. Ces sacerdoces continuaient à exister à la fin du iv^e siècle, puisqu'un consul ordinaire de l'année 390 était encore pontife du culte flavien ⁷. Il s'occupa ensuite de plaire aux chrétiens. En l'année 313, il chargea l'évêque Osius de Cordoue de sa correspondance avec eux ⁸, et il fit

¹ Tillemont, *Donatistes*, art. XXX; *Mémoires*, t. VI.

² Duruy, *Histoire des Romains*, ch. LXXVII (édit. in-8, t. VII, p. 174).

³ Paul Allard, *Persécution de Dioclétien*, t. II, p. 200-232.

⁴ Paul Allard, *Persécution de Dioclétien*, t. II, p. 228.

⁵ Duruy, *Histoire des Romains*, ch. LXXVII (édit. in-8, t. VII, p. 144).

⁶ Aurelius Victor, *de Caesaribus*, XL (édit. Panckouke, p. 298-299).

⁷ Orelli, *Inscriptionum latinarum selectarum amplissima collectio*, 3672; t. II, p. 145.

⁸ Eusèbe, *Hist. eccl.*, X, 6 (Migne, *P. G.*, t. XX, p. 891).

adresser à Anulinus deux édits. Le premier de ces édits ordonnait de restituer sans retard aux chrétiens les lieux qui leur appartenaient, sans leur demander en retour aucun prix, aucune prestation; le fisc demeurant chargé d'indemniser les acquéreurs ou les donataires de ces biens ¹. Le second exempte les ecclésiastiques des fonctions civiles. Constantin, voulant désigner le clergé qui aura droit à ce privilège, se sert de ces mots : « L'Église catholique à laquelle préside Cécilien ². » Enfin l'Empereur écrivit une lettre adressée à Cécilien lui-même. Constantin y mande à l'évêque sa résolution d'accorder un subside à divers ministres de l'Église catholique dans l'Afrique, la Numidie et la Mauritanie. Il l'avise qu'Ursus, questeur en Afrique, a reçu des ordres en conséquence et lui fera verser le montant de ce subside que Cécilien aura ensuite à partager entre tous ceux qui se trouvent désignés dans l'instruction expédiée par Osius. Dans le cas où la somme fixée ne serait pas suffisante pour accomplir les volontés de l'Empereur, Cécilien est invité à s'adresser, sans crainte et sans hésitation, à Héraclide, procureur des domaines impériaux, à qui il a été enjoint de satisfaire aux demandes qui lui seraient faites ³. Eusèbe, qui nous a conservé le texte de cette lettre, y fait dire ensuite à Constantin : « Comme j'ai appris qu'il y a des personnes d'un esprit turbulent qui veulent corrompre le peuple de la très sainte Église catholique par des divisions dangereuses, sachez que j'ai donné ordre, de ma propre bouche, au proconsul Anulinus et au vicaire Patricius de veiller à cela tout particulièrement et de ne point tolérer ce désordre. C'est pourquoi, si vous voyez des personnes persister dans cette folie, adressez-vous aussitôt à ces magistrats, afin qu'ils punissent les séditeux comme je le leur ai commandé ⁴. »

Les écrivains chrétiens prêtent à Constantin bien des actes et bien des paroles qui sont en contradiction avec le principe de tolérance absolue proclamé dans l'édit de Milan, dont à cette époque il entendait certainement faire la règle de sa politique religieuse, et avec les faits qu'eux-mêmes rapportent. C'est ce

¹ Eusèbe, *Hist. eccl.*, X, 5 (Migne, *P. G.*, t. XX, p. 883).

² Eusèbe, *Hist. eccl.*, X, 7 (Migne, *P. G.*, t. XX, p. 894).

³ Eusèbe, *Hist. eccl.*, X, 7 (Migne, *P. G.*, t. XX, p. 891).

⁴ Eusèbe, *Hist. eccl.*, X, 6 (Migne, *P. G.*, t. XX, p. 891). Traduction donnée par Tillemont, *Donatistes*, art. X; *Mémoires*, t. VI.

qu'on peut observer à l'occasion de ce passage d'Eusèbe. Si, comme on l'admet généralement ¹, la lettre à Cécilien remonte à l'année 313, et si, dès cette époque, Constantin, instruit des troubles de l'Église d'Afrique, avait résolu de prendre parti pour Cécilien, au point de lui permettre de livrer ses adversaires aux rigueurs des magistrats, comment expliquer ce fait qu'il leur donna audience, quand ils lui adressèrent leurs plaintes, et qu'il fit juger leur cause avec la plus grande impartialité, comme on le verra bientôt? D'autre part, saint Optat dit, en propres termes, parlant de la première requête adressée par les schismatiques à Constantin, que ce prince ignorait, jusqu'à ce moment, toutes ces difficultés ². Il n'y a point de raison de nier l'authenticité de la lettre à Cécilien ³, mais il n'est point impossible que la fin ait été ajoutée ou que la rédaction en ait été modifiée. Il subsiste sur ce point un doute qui, faute d'un texte officiel, ne peut être éclairci. Si cette fin était réellement dans le texte officiel, on comprend mieux encore l'émotion produite par cette pièce parmi les sectateurs de Majorinus. Mais le fait que le second édit et la lettre désignaient les ecclésiastiques de la communion de Cécilien, comme ayant seuls droit aux exemptions et aux faveurs accordées par le souverain, explique suffisamment la démarche que les schismatiques firent aussitôt.

Peu de jours après qu'Anulinus eut transmis les écrits impériaux à l'évêque de Carthage et à son clergé, quelques personnes, accompagnées d'une multitude de peuple, se présentèrent au proconsul, lui exposèrent qu'elles croyaient avoir des griefs contre Cécilien et lui remirent une requête scellée, avec un dossier, le tout enveloppé dans une poche de cuir. Anulinus transmit ce dossier à l'Empereur ⁴. Saint Optat rapporte en ces termes une partie du texte de la requête dont il est ici question. « Nous nous adressons à vous, Constantin, très excellent Empereur, parce que vous êtes d'une race juste et fils d'un père qui n'a point exercé de persécutions, comme les autres Empereurs. Les

¹ Tillemont, *Donatistes*, art. X; *Mémoires*, t. VI.

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, X, 22 (édit. Ellies du Pin, p. 19). Imperatorem Constantinum, harum rerum adhuc ignarum, his precibus rogaverunt.

³ Duchesne, *Le dossier du Donatisme* (*Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 630).

⁴ Saint Augustin, *Ep.* LXXXVIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 302).

Gaules n'étant point tombées dans le crime de livrer les choses sacrées, puisqu'il y a des disputes entre nous et les autres évêques d'Afrique, nous supplions votre piété de nous faire donner des juges dans les Gaules. Donné par Lucianus, Dignus, Nasutius, Capito, Fidentius et autres évêques du parti de Donat ¹. »

Constantin désigna, conformément aux conclusions de cette requête, trois évêques des Gaules qui avaient alors une grande autorité dans l'Église : Maternus de Cologne, Rheticus d'Autun et Marinus d'Arles ². Il leur ordonna de se rendre à Rome pour juger, conjointement avec le pape, la plainte portée contre Cécilien. Le pape était alors Miltiade, qui avait succédé à saint Eusèbe le 2 juillet de l'an 311 ³. Il était, dit-on, originaire d'Afrique ⁴. Constantin lui écrivit pour l'informer de la mission dont il le chargeait, conjointement avec les trois évêques des Gaules, et pour lui indiquer les dispositions prises en vue de cette affaire.

Après avoir marqué le déplaisir qu'il a de voir, dans une province aussi peuplée et aussi importante que l'Afrique, des troubles parmi le peuple et même des disputes entre évêques,

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, lib. I, 22 (édit. Ellies du Pin, p. 19). La fin de ce texte, *et caeteris episcopis partis Donati*, a fait douter de son authenticité. D'autre part, on a cru devoir l'expliquer en supposant que les mots « *episcopis partis Donati* » ne figuraient pas dans l'original, que la citation de saint Optat s'arrêtait à ces mots et qu'ils ont été libellés par saint Optat lui-même, pour résumer la fin de la pièce qu'il n'y avait pas intérêt à citer textuellement (Duchesne, *Le dossier du Donatisme; Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 608-609). Cette hypothèse ne paraît point admissible, puisqu'elle est en contradiction évidente avec ce que dit saint Optat lui-même. Comme preuve de l'orgueil et de la vanité de Donat de Carthage, qui le poussèrent à se mettre à la tête des schismatiques pour avoir un parti qui portât son nom, saint Optat rappelle et cite de nouveau la fin de la requête adressée à Constantin « *et caeteris episcopis partis Donati* » (Saint Optat, *De schism. Donatist.*, lib. III, n° III; édité. Ellies du Pin, p. 54). Il est donc bien certain que ces derniers mots figuraient dans le texte original que saint Optat a eu entre les mains. Peut-être, lorsque saint Optat reproche à Donat de Carthage d'avoir donné son nom au parti dissident, le confond-il avec Donat des Cases-Noires, le premier auteur du schisme; peut-être aussi celui qui fut Donat de Carthage était-il, dès l'époque où fut rédigée la requête, le principal défenseur des schismatiques, au service desquels il pouvait avoir déjà mis le talent qui le désignait pour être le véritable chef de son parti. Ce qui est certain, c'est que, dès cette époque, les schismatiques s'intitulaient le parti de Donat. Il n'y a donc aucune raison de douter de l'authenticité du texte de la requête à Constantin, ni aucune nécessité d'expliquer les derniers mots de ce texte.

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 23 (édit. Ellies du Pin, p. 20).

³ Pagi, ann. 311, XXIII.

⁴ Baronius, ann. 311, XLIII. *Liber Pontificalis*, Miltiade (édit. Duchesne, t. I, p. 168).

l'Empereur annonce l'envoi au pontife de toutes les pièces qu'il a reçues d'Anulinus. Il l'informe ensuite de l'ordre donné à Cécilien de passer la mer et de se rendre à Rome pour se disculper. Cécilien avait été autorisé, ajoute l'Empereur, à se faire accompagner de dix évêques, choisis par lui-même parmi ceux qu'il croirait les plus utiles à sa défense. D'autre part, il avait été enjoint à ses adversaires de désigner et d'envoyer dix de leurs évêques, pour soutenir l'accusation ¹. Il résulte du texte d'une autre lettre de Constantin qu'il adjoignit ensuite aux évêques catholiques désignés d'abord sept autres évêques de la même communion et qu'il autorisa même à prendre part au jugement tous les évêques qui pourraient se rencontrer à Rome ². Ce qui est certain, c'est que le Pape et les trois évêques gaulois ne jugèrent pas seuls la cause qui leur était déférée. Quinze évêques italiens se joignirent à eux. Ce fut donc tout un concile que le Pape réunit, dans lequel siégèrent sous sa présidence, outre les trois évêques de la Gaule qui, suivant l'ordre de l'Empereur, s'étaient rendus à Rome, Merocles de Milan, Florianus de Césène, Zoticus de Quintianum, Stennius de Rimini, Félix de Florence, Gaudentius de Pise, Constantius de Faventia, Proterius de Capoue, Théophilus de Bénévent, Sabinus de Terracine, Secundus de Préneste, Félix de Cisterna (*Tres tabernæ*), Maximus d'Ostie, Evandrus d'Ursinum (Adiazzo en Corse) ou d'Urbium, Donatianus désigné « a Foro Claudii » ³. Ces dix-neuf évêques s'assemblèrent le 6 des nones d'octobre, Constantin et Licinius étant consuls pour la troisième fois (2 octobre 313), dans la maison de Fausta, au palais de Latran ⁴.

¹ Eusèbe, *Hist. eccl.*, X, 5 (Migne, *P. G.*, t. XX, p. 287). Dans le texte de l'écrit impérial, tel qu'on le lit dans Eusèbe, on voit qu'il est adressé à Miltiade, évêque de Rome, et à Marc. On ne sait qui peut être ce Marc. Baronius (*ann.* 313, XXIII) croit à une faute de copiste. Tillemont (*Donatistes*, art. XIII) croit qu'il s'agit de saint Mérocle, évêque de Milan, et que ce saint avait été désigné pour juge avec le pape et les évêques gaulois. Saint Mérocle prit part au concile de Rome; mais ce n'est pas une raison suffisante, puisque quinze évêques italiens y furent présents.

² Baronius, *ann.* 314, XLIV.

³ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 20 (édit. Ellies du Pin, p. 20).

⁴ *Ibid.* Baronius conclut de là que le palais de Latran avait dû être donné au pape dès l'année précédente, un concile aussi peu nombreux s'étant nécessairement réuni dans la demeure du pontife, puisqu'un local très vaste n'était pas nécessaire (Baronius, *ann.* 312, LXXXII). Mais le concile, s'assemblant par ordre de l'empereur, a pu tenir ses séances dans un palais impérial.

Le concile tint trois séances ¹. Il semble que l'on commença par examiner la valeur morale des accusateurs et que Donat des Cases-Noires fut écarté, comme indigne. Saint Augustin nous apprend en effet que, dans la première séance, Donat fut convaincu d'avoir fait schisme à Carthage dès le temps où Cécilien était encore diacre; et l'on trouve d'autre part, dans saint Optat, les motifs d'une condamnation en forme prononcée contre un Donat qui semble être le même personnage. « Attendu, est-il dit dans ce passage dont la conclusion manque dans le texte, qu'il a avoué avoir rebaptisé et avoir imposé les mains à des évêques indignes. » On entendit ensuite les témoins produits par Donat. Ils avouèrent qu'ils n'avaient rien à dire contre Cécilien. On reprocha aux adversaires de celui-ci d'avoir empêché de comparaître des personnes dont le témoignage était nécessaire. Ils promirent de les représenter le lendemain; mais le lendemain, loin d'amener ces témoins, eux-mêmes firent défaut ². Le concile n'en continua pas moins à examiner la cause de Cécilien et, à l'unanimité, il le déclara innocent. Tous les évêques partagèrent le sentiment qu'exprima le pape Miltiade, appelé à terminer la délibération en donnant le dernier son avis. « Puisqu'il est constant, dit le Pontife, que Cécilien n'est point accusé par ceux qui sont venus avec Donat, comme ils l'ont eux-mêmes déclaré, et qu'il n'a été convaincu en aucun point par Donat, je crois qu'il doit être conservé dans son droit à la communion ecclésiastique, dans son rang et dans sa dignité ³. »

Ce jugement n'était pas de nature à rétablir la paix religieuse en Afrique. L'absolution de Cécilien équivalait à la condamnation formelle de ses adversaires et devait avoir nécessairement pour conséquence, non seulement la déposition de Majorinus, évêque schismatique de Carthage, mais aussi la déposition de tous les évêques qui partageaient sa communion. Or, ceux-ci étaient déjà en très grand nombre; ils avaient pour eux une grande partie de la population chrétienne dans toute l'Afrique. On ne pouvait s'attendre à les voir se soumettre à l'arrêt du

¹ Tillemont, *Donatistes*, art. XIV; *Mémoires*, t. VI.

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 24 (édit. Ellies du Pin, p. 21). Saint Augustin, *Breviculus collationis cum Donatistis liber*, collatio tertii diei, 12 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 637).

³ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 24 (édit. Ellies du Pin, p. 21).

concile, la soumission entraînant pour eux la démission. Ils allaient résister, cela était certain; et les passions religieuses allaient être surexcitées au lieu d'être calmées comme l'avait espéré Constantin. Le Pape semble avoir prévu les difficultés qui ne pouvaient manquer de se produire et avoir voulu les prévenir, par une transaction destinée à ménager les intérêts de tous les évêques africains, catholiques et schismatiques, et à rendre à ces derniers l'obéissance plus facile. Il offrit, dit saint Augustin, d'écrire des lettres de communion à ceux qui avaient été ordonnés par Majorinus et proposa de décider que dans tous les lieux où, à cause du schisme, il se trouverait deux évêques, celui qui avait été ordonné le premier fût maintenu et qu'on trouvât un autre évêché pour le second ¹.

Pour apaiser les craintes des évêques schismatiques, ce compromis eût dû être accepté par les parties en cause ou imposé, comme règle, par un canon du concile. Le proposer, sans en rendre l'exécution obligatoire, ce n'était pas donner à ceux qui se sentaient menacés de perdre leur situation une sécurité suffisante. Il leur était aisé d'opposer des objections spécieuses à la décision prise à Rome. A un concile de dix-neuf évêques qui en Italie venait d'absoudre Cécilien, ils pouvaient opposer un concile de soixante-dix évêques qui, à Carthage, l'avait condamné. Cette objection ne pouvait être sans valeur pour les chrétiens d'Afrique. Saint Augustin ne la réfute que par des arguments oratoires: « Comparez, dit-il, le nombre de ces évêques réunis à Carthage avec le nombre de ceux réunis à Rome. Mais jugez par le mérite, non par le nombre. Voyez la modération et la circonspection des uns; voyez la témérité et l'aveuglement des autres. Dans les uns, la douceur n'a point affaibli l'intégrité et l'intégrité n'a point altéré la douceur; dans les autres, la fureur a servi de voile à la crainte et la crainte d'aiguillon à la fureur ². »

Les schismatiques avaient, il est vrai, demandé eux-mêmes à être jugés de nouveau. Seulement ils avaient demandé à l'être par des évêques gaulois, aucun de ceux-ci ne pouvant être soupçonné d'avoir été traditeur ou d'avoir à ménager des tra-

¹ Saint Augustin, *Ep.* XLIII, 16 (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 159).

² *Ibid.*

diteurs. Ils ne s'étaient point engagés à comparaître devant un tribunal où, sur dix-neuf membres, seize étaient Italiens. On peut penser qu'ils ne laissèrent point de faire valoir ces griefs contre la décision du concile de Rome. Ils accusèrent même le pape Miltiade d'être coupable, lui aussi, d'avoir livré les Ecritures et d'avoir offert de l'encens; ajoutant que c'était pour cette raison qu'ils avaient évité son jugement en faisant défaut ¹. Ils interjetèrent appel à l'Empereur, alléguant que les évêques du concile de Rome étaient trop peu nombreux; qu'ils s'étaient enfermés ensemble et avaient jugé suivant leur bon plaisir ².

Cependant ils ne cessaient d'accuser violemment Cécilien et surtout Félix d'Aptonge, dont la culpabilité entraînait, suivant eux, la condamnation de Cécilien; puisqu'ils prétendaient que ce dernier n'avait pu être valablement ordonné, s'il était prouvé qu'il l'avait été par un traditeur. Aussi répétaient-ils que le concile de Rome, qui ne s'était pas occupé de Félix d'Aptonge, n'avait point examiné l'affaire tout entière ³.

Le bruit qu'ils firent décida l'Empereur à essayer de nouveau de mettre un terme à toutes ces disputes par une enquête sur la conduite de Félix d'Aptonge. Pour donner à cette enquête une valeur indéniable et en assurer l'exactitude et l'impartialité, il y fit procéder par les magistrats impériaux. Verus, vicaire d'Afrique, reçut des instructions en conséquence. Mais Verus, étant tombé gravement malade, ne put présider à l'enquête. Elle fut dirigée en son absence par le proconsul Ælianus ⁴. On

¹ Tillemont, *Donatistes*, art. XVI; *Mémoires*, t. VI.

² *Epistola Constantini imp. ad Ablavium* (saint Optat, édition Ellies du Pin, p. 283). *Lettre de Constantin à Crestus, évêque de Syracuse* (Eusèbe, *Hist. eccles.*, X, 5; Migne, P. G., t. XX, p. 887). Sur l'authenticité de ces lettres, voir Duchesne, *Le dossier du Donatisme* (*Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 633).

³ Saint Augustin, *Ep.* LXXXVIII (Migne, P. L., t. XXXIII, p. 302).

⁴ *Ibid.* Saint Augustin affirme que cette enquête fut faite dans une audience tenue le 15 février 314. Mais il fut donné lecture dans cette enquête, par ordre d'Ælianus, d'une pièce datée du 19 août 314. Il y a donc erreur dans la date de la pièce lue à l'enquête ou dans la date indiquée par saint Augustin. Mgr Duchesne (*Le dossier du Donatisme*; *Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 644-645) admet, avec M. Seeck (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. X (1889), p. 505-568), que saint Augustin s'est trompé d'une année et qu'il fut probablement procédé à l'enquête le 15 février 315. Cette date s'explique dans le système de M. Seeck, qui place le concile d'Arles en 316. Mgr Duchesne maintient au contraire, pour le concile d'Arles, la date traditionnelle de 314 (p. 640-644). Il faudrait donc conclure que l'enquête a été ordonnée

convoqua Claudius Saturianus qui, ayant rempli la charge de curateur de la ville d'Aptonge, à l'époque de la persécution, était à même de fournir des renseignements précis sur ce qui s'était passé, lorsque lui-même avait eu à appliquer les décrets contre les chrétiens. Callidius Gratianus, le curateur en charge, fut invité à représenter les actes municipaux conservés dans les archives de la ville d'Aptonge. On cita en outre tous ceux qui, à raison de leurs fonctions, avaient dû être témoins des faits relatés dans ces actes, notamment : Alfius Caecilianus, ancien duumvir, le scribe ou greffier Ingentius et les appariteurs ¹.

Les quelques passages des actes proconsulaires de cette enquête que cite saint Optat nous font connaître en partie ce qui y fut constaté ². Il paraît qu'un certain Maximus se présenta au nom des schismatiques et que les catholiques y furent représentés par un certain Apronianus. Les schismatiques produisirent, à l'appui de leurs accusations, une lettre qu'ils prétendaient avoir été écrite à Félix d'Aptonge par le duumvir Alfius Caecilianus. Cette lettre commençait brièvement en ces termes : « Caecilianus à son père Félix, salut. Ingentius est venu me trouver, avec son ami Augentius, mon collègue. Il m'a demandé si, pendant l'année que j'étais duumvir, on avait brûlé, suivant les prescriptions de la loi impériale, des écrits de votre loi. Un homme de votre religion, nommé Galatius, a livré à l'autorité des lettres privées, provenant de la basilique.

après le concile d'Arles. N'est-il pas plus rationnel de supposer que l'enquête a été ordonnée avant le concile qu'elle devait servir à instruire des faits ? Dès lors ne faut-il pas admettre la date indiquée par saint Augustin, et croire que l'erreur est dans la date de la pièce lue à l'audience ? Il est vrai qu'Ælianus, qui avait succédé à Anulinus peu avant le 1^{er} octobre 313, fut lui-même remplacé, en 315, entre le 25 février et le 25 août, par Petronius Probianus ; que ce fut à celui-ci que Constantin ordonna, sur le vu de l'enquête, de lui envoyer Ingentius ; et qu'il paraît étonnant que, possédant l'enquête dès le printemps de 314, Constantin ait attendu une année avant de prendre la décision qu'elle lui inspira (Duchesne, *Le dossier du Donatisme*, p. 645). Mais ne peut-on supposer que Constantin a différé pour n'agir qu'après la décision du concile, convoqué à Arles pour le 1^{er} août 314 ?

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 27 (Ellies du Pin, p. 23). Saint Augustin, *Epistola LXXXVIII* (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 302).

² *Gesta Purgationis Felicis episcopi Aptungitani* (à la suite du livre de saint Optat ; édit. Ellies du Pin, p. 253). A l'appui de l'authenticité de cette pièce, voir Duchesne, *Le dossier du Donatisme* (*Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 626 et 649).

Je souhaite, très cher père, que vous soyez en bonne santé ¹. » Puis venait un passage plus long, dans lequel on lisait que Félix avait dit à Alfius : « Prenez les clefs et enlevez tous les livres que vous trouverez sur le siège épiscopal et sur la pierre. » La lettre se terminait par les mots suivants : « Je vous ai dit alors : Ne savez-vous pas que toutes les maisons dans lesquelles on trouvera des Écritures seront détruites ? Sur quoi, vous m'avez dit : Que ferons-nous donc ? et je vous ai répondu : « Que quelqu'un d'entre vous emporte tous les livres et les dépose dans la place où vous faites vos prières ; j'irai les y saisir. » Nous nous sommes, en effet, rendus dans cet endroit et nous y avons tout saisi, conformément aux instructions impériales ². »

Quand cette lettre fut soumise à Alfius Caecilianus, celui-ci déclara au proconsul que le premier passage seul avait été dicté par lui, que sa lettre se terminait aux mots « Je souhaite que vous soyez en bonne santé, » et que le reste avait été ajouté par un faussaire. Il rétablit en ces termes la vérité des faits : « J'étais allé à Zama. Quand je fus de retour, les chrétiens prirent l'initiative de me faire demander si j'avais eu communication des instructions impériales. Je répondis : « Non, mais j'en ai eu connaissance à Zama et à Furnes. J'y ai vu démolir des basiliques et brûler des Écritures. Donc, si vous possédez des écrits prohibés, apportez-les, afin qu'il soit obéi aux ordres impériaux. Ils envoyèrent alors chez l'évêque Félix pour y prendre les Écritures, afin qu'elles fussent brûlées, conformément à ce qui était ordonné. Cependant Galatius nous accompagna dans le lieu où les chrétiens avaient coutume de faire leurs prières. Nous y saisismes le siège épiscopal, des lettres privées et les portes. Tout fut brûlé, selon l'ordre impérial. Puis, lorsque nous envoyâmes chez l'évêque Félix, les appariteurs publics revinrent nous annoncer qu'il était absent ³. »

Après la déposition d'Alfius, le proconsul interrogea Ingentius, en le menaçant de le faire soumettre à la question, s'il ne disait la vérité. Ingentius avoua alors que c'était lui qui avait ajouté un second paragraphe à la lettre d'Alfius ⁴. Il fut

¹ *Gesta Purgationis Felicis episcopi Aptungilani* (édit. Ellies du Pin, p. 255).

² *Gesta Purgationis Felicis episcopi Aptungilani* (Ellies du Pin, p. 255).

³ *Acta Purgationis Felicis episcopi* (Ellies du Pin, p. 255).

⁴ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 27 (Ellies du Pin, p. 23).

établi qu'Ingentius avait commis cette supercherie pour servir les intérêts d'un de ses amis, qui, par corruption, s'était fait élire évêque d'Utique. Félix d'Aptonge, appelé à examiner cette élection, avait dit au peuple : « Que personne ne communique avec cet homme, parce qu'il a fait une fausseté. » Ingentius, qui se trouvait dans l'assistance, répondit à Félix : « Que personne ne communique non plus avec vous, car vous êtes traître. » Engagé ainsi dans une lutte contre Félix, Ingentius se rendit aussitôt à Aptonge, dans l'espoir d'y découvrir une preuve de l'accusation qu'il avait portée à la légère contre son adversaire. N'en trouvant point, il voulut tirer d'un magistrat en charge au temps de la persécution une pièce établissant que Félix avait réellement livré des Écritures ou des objets sacrés. Il alla demander cette attestation à Alfius, qui la lui refusa. Il imagina alors un moyen de se la procurer par ruse. En compagnie d'un nommé Augentius, il retourna vers Alfius, feignant de le venir trouver de la part de l'évêque Félix qui, prétendit-il, lui avait donné cette commission en ces termes : « Dites à mon ami Alfius Caecilianus que j'ai reçu en dépôt onze exemplaires précieux des Écritures saintes, que je me trouve dans l'obligation de les restituer, et qu'afin de ne pas les rendre, je le prie de déclarer qu'ils ont été brûlés pendant l'année qu'il était en charge. » Alfius s'écria tout étonné : « Est-ce donc là la bonne foi des chrétiens ? » Augentius intervint et insista, si bien qu'Alfius, pour se débarrasser d'eux, dicta le court billet qui constitue le premier paragraphe de la lettre produite par les schismatiques. Ingentius, voyant que de ce billet on ne pouvait tirer parti, y ajouta le second paragraphe ¹.

Tels étant les résultats de l'enquête, le proconsul y mit fin par la conclusion suivante : « La déclaration qu'Alfius a faite que les actes ont été falsifiés et qu'on a ajouté beaucoup de choses à sa lettre fait voir par quel dessein Ingentius a fait tout cela. C'est pourquoi, qu'on le mène en prison ; car il sera nécessaire de l'interroger plus à fond. Pour le saint évêque Félix, il est manifestement déchargé de l'accusation d'avoir brûlé les livres divins, personne n'ayant pu prouver qu'il les ait brûlés ou livrés. Tous les interrogatoires ci-dessus font foi que l'on n'a trouvé,

¹ *Acta Purgationis Felicis episcopi Aptungitani* (Ellies du Pin, p. 256).

ni détruit, ni brûlé aucun livre des divines Écritures. Les actes prouvent encore que le saint évêque Félix n'était point présent à ce qui se fit alors et que rien ne s'est fait ni de son consentement ni par son ordre ¹. »

Quant à Ingentius, convaincu, par son propre aveu, d'avoir commis un faux, le proconsul estima de son devoir de ne pas le laisser en liberté ; mais il ne se crut pas compétent pour le juger, attendu qu'un évêque étant en cause, le cas n'était point prévu par les lois. Il en référa à Constantin qui, plus tard, répondit par un rescrit renvoyant l'affaire au conseil de l'Empereur et ordonnant d'envoyer Ingentius pour le faire comparaître devant ce conseil ². L'enquête du proconsul, qui n'était qu'un acte d'instruction, ne mettait point fin au différend entre catholiques et schismatiques. Ceux-ci élevèrent, d'ailleurs, contre cette procédure plusieurs objections qu'on les voit reproduire, près d'un siècle plus tard, dans la conférence de Carthage ³. « Un proconsul n'avait pas, disaient-ils, qualité pour juger et absoudre un évêque, qui d'ailleurs s'était abstenu de se porter partie dans cette affaire et n'y avait pas même été présent, avouant en quelque sorte sa culpabilité par son absence. » « De plus, ajoutaient-ils, la cause de Cécilien n'avait nullement reçu devant le proconsul une solution définitive, et celui-ci n'avait accompli qu'un acte d'instruction préparatoire, puisque Constantin avait ordonné de faire comparaître devant lui-même le scribe Ingentius ⁴. »

Constantin ne s'en tint pas, lui non plus, au concile de Rome et à l'enquête d'Ælianus. Il résolut de faire décider la question qui divisait les catholiques d'Afrique, par une sentence plus solennelle que les précédentes. Il reçut donc l'appel formé par les schismatiques et le déféra à un nouveau concile. Il adressa des lettres de convocation à un nombre considérable d'évêques des diverses provinces de l'Occident, leur mandant de se trouver

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, lib. I, 27, et *Gesta Purgationis Felicis episcopi Aptungitani* (Ellies du Pin, p. 23 et p. 257).

² Saint Augustin, *Post collationem liber unus ad Donatistas*, 32 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 686). Saint Augustin, *Ep. LXXXVIIII* (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 302).

³ Saint Augustin, *Ep. XLIII* (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 159).

⁴ Saint Augustin, *Breviculus collationis cum Donatist. lib.*, collatio tertii diei, 23, 24 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 649).

à Arles le 1^{er} août de l'année 314 ¹. Il avait choisi Arles comme siège de ce concile parce que lui-même se trouvait à cette époque dans les Gaules.

Une des lettres de convocation envoyées aux évêques nous a été conservée par Eusèbe ; elle est à l'adresse de Crestus, évêque de Syracuse ². Après avoir rappelé les controverses qui se sont élevées entre chrétiens et qui, comme il arrive souvent en pareille circonstance, ont servi de prétextes à certaines personnes, oublieuses de leur salut et du respect dû à la sainte religion du Christ, pour satisfaire leurs inimitiés personnelles et se livrer à des fraudes graves ; après avoir ensuite résumé l'état dans lequel se trouvait l'affaire ; le concile de Rome et les motifs de l'appel interjeté par les schismatiques ; l'Empereur marque, en termes précis, le but qu'il se propose d'atteindre. Il désire que, grâce à la sagesse et à l'accord des prélats, il soit mis un terme à une division qui a été continuée trop longtemps par de détestables et honteuses disputes. Il veut qu'après avoir entendu les raisons des deux partis, on fasse en sorte de les ramener enfin aux sentiments de religion, de foi et de concorde fraternelle que leur devoir est de pratiquer. Il autorise le prélat à amener avec lui « deux évêques de rang inférieur » qu'il le laisse libre de choisir à son gré, et trois serviteurs ; et il lui accorde, pour lui-même et pour ces personnes, l'usage de la poste impériale ³.

On cite une autre lettre de Constantin qui a trait également à la convocation du concile d'Arles ⁴. Elle est adressée à un certain Ablavius ou Ælafiis, apparemment vicaire d'Afrique à cette époque ⁵. Le rédacteur de cette pièce fait tenir à l'Empereur un langage très chrétien. Il lui fait dire : « Comme je sais que vous

¹ Tillemont, *Donatistes*, art. XX et note 15 ; *Mémoires*, t. VI. Duchesne, *Le dossier du Donatisme* (*Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 640-644).

² Eusèbe, *Hist. Eccl.*, X, 5 (Migne, *P. G.*, t. XX, p. 887).

³ Eusèbe, *Hist. eccl.*, X, 5 (Migne, *P. G.*, t. XX, p. 889-890). Tillemont traduit les mots δύο τῶν ἐκ τοῦ δευτέρου θρόνου par deux prêtres. C'est aussi le sens que donne Migne, p. 889, note 67.

⁴ Saint Optat, *De schism. Donat.* (Ellies du Pin, p. 283). Baronius, ann. 314, XLIV, XLV.

⁵ Tillemont, *Donatistes*, art. XX ; *Mémoires*, t. VI. Mgr Duchesne, *Le dossier du Donatisme*, établit que ce nom Ælafiis est une erreur des copistes et désigne Ælius Paulinus, vicaire en fonction pendant l'année 314 (*Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 645).

« servez et que vous adorez aussi bien que moi le Dieu su-
 « prême, je vous avoue que je ne crois pas qu'il nous soit per-
 « mis de tolérer ces divisions et ces disputes qui peuvent attirer
 « la colère de Dieu, non seulement sur le commun des hommes,
 « mais encore sur moi-même que sa divine volonté a chargé du
 « soin et de la conduite de toutes les choses de la terre. J'ai
 « peur, dis-je, que sa justice irritée ne me punisse par quelque
 « malheur. Mais j'aurai tout lieu de me tenir dans une parfaite
 « assurance et d'attendre de la bonté de Dieu toutes sortes de
 « prospérités lorsque je verrai tout le monde honorer, autant
 « qu'il le doit, la religion catholique et rendre à Dieu ses hom-
 « mages dans une union fraternelle et une concorde entière ¹. »

L'empereur prescrit à Ælafius d'envoyer d'Afrique en Gaule, par la voie de la Mauritanie et de l'Espagne, Cécilien et quelques-uns de ses partisans à son choix, des évêques de la Byzacène, de la Tripolitaine, de la Numidie, de la Mauritanie et de toutes les provinces d'Afrique, qui pourront amener avec eux quelques-uns des leurs ; et enfin quelques-uns des adversaires de Cécilien. Toutes ces personnes seront autorisées à se servir de la poste impériale, afin de pouvoir se trouver à Arles le 1^{er} août. Il sera donc délivré à chacune un brevet de voiture ². Comme Constantin sait à qui il a affaire, et quelles sont les velléités des chrétiens d'Afrique, il prend soin d'ajouter qu'il faudra avertir sérieusement les évêques d'avoir à prendre leurs précautions, avant leur départ, pour qu'on observe, pendant leur absence, une discipline convenable, pour qu'il n'y ait point de séditions imprévues ; pour qu'il n'y ait point de ces disputes entre quelques personnes, qui sont un honteux scandale ³.

Le pape Miltiade était mort au commencement de cette année 314, le 10 ou le 11 de janvier, sous le consulat de Volusianus et d'Annianus, après avoir gouverné l'Église romaine pendant trois ans six mois et neuf jours ou pendant deux ans six mois et neuf jours, suivant que l'on place le commencement de son pontificat le 2 juillet 310 ou le 2 juillet 311 ⁴. Saint Syl-

¹ Traduction de Tillemont, *Donatistes*, art. XX ; *Mémoires*, t. VI.

² A l'appui de l'authenticité de cette lettre, voir Duchesne, *Le dossier du Donatisme (Mélanges de l'École française de Rome, ann. 1890, p. 607-624)*.

³ Saint Optat (Ellies du Pin, p. 284). Baronius, *ann.* 314, XLV.

⁴ Pagi, *ann.* 313, XV et XVI.

vestre avait été ordonné à sa place le 1^{er} février ¹. Le nouveau pape fut sans doute invité à assister au concile. Il s'excusa et se fit représenter par des légats ². Il est certain qu'il ne se rendit point en Gaule ; car le concile lui écrivit pour lui notifier les décisions prises par l'assemblée des évêques ³.

Baronius prétend que Constantin y fut présent en personne ⁴. Mais le passage d'Eusèbe, sur lequel il se fonde, ne spécifie point le concile d'Arles et, outre que les évêques n'eussent point manqué, dans leur lettre à saint Sylvestre, de faire mention de l'Empereur si celui-ci avait été parmi eux, l'appel que les donatistes interjetèrent à Constantin et sa lettre au concile ne permettent point qu'on dise qu'il y ait été ⁵.

On ne peut fixer exactement le nombre des évêques qui se rendirent à l'appel de l'Empereur. Un auteur rapporte qu'ils furent au nombre de six cents ; mais c'est là une chose peu vraisemblable. Baronius croit qu'ils furent deux cents ; il cite, à l'appui de son opinion, un passage de saint Augustin ⁶. Mais c'est du concile de Rome que parle saint Augustin en cet endroit et il y a lieu de penser que le texte doit être corrigé. Les seules indications certaines que l'on possède font juger au contraire que ce concile ne fut pas très nombreux. La lettre qu'il adressa au pape saint Sylvestre ne porte que trente-trois noms et les souscriptions indiquent quarante-quatre églises représentées : trente-trois par leurs évêques et les autres par des prêtres ou des diacres. Il y a, il est vrai, dans la lettre au pape trois noms qui ne figurent point dans les souscriptions ; mais cela ne pourrait toujours faire que quarante-sept églises représentées ⁷.

Tout ce qui concerne ce concile est d'ailleurs fort obscur. Les actes ne nous en sont pas parvenus ; saint Augustin ne témoigne en aucun endroit les avoir jamais lus, et saint Optat, qui n'en fait

¹ *Liber Pontificalis*, Sylvestre (édit. Duchesne, tome 1^{er}, page 170). Pagi, ann. 314, II.

² Tillemont, *Donatistes*, art. XX ; *Mémoires*, t. VI.

³ Labbe et Cossart, *Sacrosancta Concilia*, t. I, p. 1425.

⁴ Baronius, ann. 314, LIII.

⁵ Note de Tillemont (*Donatistes*, note XVIII) ; *Mémoires*, t. VI. Pagi, ann. 314, XXIV.

⁶ Baronius, ann. 314, XLIX.

⁷ Labbe, *Concilia*, t. I, p. 1425. Tillemont, *Donatistes*, note XVI ; *Mémoires*, t. VI. Pagi, ann. 314, XXII.

aucune mention, semble même en ignorer l'existence ¹. Les décisions qui y furent prises ne sont connues que par la lettre des évêques à saint Sylvestre ². La cause de Cécilien fut examinée et jugée en sa faveur ³. Puis le concile s'occupa de régler diverses questions. Il suffit de citer ici ceux de ses canons qui ont quelque rapport au schisme d'Afrique. Le treizième canon du concile ordonne que ceux qui seront convaincus d'avoir livré les saintes Écritures ou les vases sacrés seront dégradés de la cléricature ; mais il faudra que leur crime soit prouvé par des actes publics et non par de simples témoignages, attendu que beaucoup prétendent se rendre dénonciateurs, sans produire d'autres preuves que l'affirmation de témoins qu'ils ont achetés. S'il se trouve que des traditeurs ont ordonné évêque une personne en qui il n'y a rien à reprendre, l'ordination sera valable. Le quatorzième canon porte que ceux qui accuseront faussement leurs frères ne seront admis à la communion qu'à la mort ⁴. Tillemont croit que les évêques réunis à Arles allèrent plus loin et que, voulant assurer la paix par une transaction, ils accordèrent que les évêques qui abandonneraient le schisme conserveraient l'honneur de l'épiscopat et seraient assis sur le trône alternativement avec l'évêque catholique, jusqu'à ce que l'un des deux fût mort ⁵. Le concile d'Arles régla également la question du baptême, qui n'était point sans offrir des difficultés en Afrique, où existait la coutume de rebaptiser, comme on l'a vu. Le concile décide que si la personne qui se présente paraît, par les demandes qui lui seront faites sur le Symbole, avoir été baptisée au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, on se contentera de lui imposer les mains, afin qu'elle reçoive le Saint-Esprit. Si elle ne confesse point la Trinité, elle sera baptisée ⁶.

Ce qui se passa après le concile d'Arles nous est non moins imparfaitement connu que tout ce qui se passa dans cette assem-

¹ Tillemont, *Donatistes*, art. XXI et note XXVIII.

² Labbe, *Concil.*, t. I, p. 1425 et suiv. Baronius, *ann.* 314, LVIII et suiv.

³ Saint Augustin, *Ep.* LXXXVIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 302). Saint Augustin, *Contra epistolam Parmeniani libri tres*, I, 6 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 41).

⁴ Labbe, *Concilia*, t. I, p. 1428, XIV.

⁵ Tillemont, *Donatistes*, art. XXI; *Mémoires*, t. VI.

⁶ Labbe, *Concilia*, t. I, p. 1428. Tillemont, *Donatistes*, art. XXI; *Mémoires*, t. VI.

blée. Le concile écrivit sans doute, dit-on, à Constantin pour lui mander le succès de l'affaire de Cécilien et avoir permission de se séparer. On tire cette conjecture d'une lettre que l'on attribue à Constantin et que l'on considère comme sa réponse aux évêques. Mais cette lettre est d'un style qui ne laisse pas de donner quelques doutes sur son authenticité. On y fait dire à Constantin, parlant des schismatiques : « Ils veulent que je les juge, moi qui attends le jugement de Jésus-Christ dont les évêques possèdent l'autorité. Quelle pensée peuvent avoir ces méchants, qui ne méritent pas d'autre nom que celui de serviteurs du diable ? Ils cherchent les tribunaux de la terre et ils abandonnent ceux du ciel. O audace furieuse et enragée ! Ils ont interjeté un appel comme les païens ont accoutumé de faire dans leurs procès. Mais les païens appellent d'une moindre autorité à une plus grande ; eux appellent du ciel à la terre, de Jésus-Christ à un homme ¹. »

Singulier langage pour un empereur romain ! Il est vrai que, dans ces lettres de prince, on ne sait jamais ce qu'on doit attribuer au souverain lui-même et ce qui provient de son secrétaire ². Constantin avait des familiers ecclésiastiques ; l'un d'eux, le célèbre évêque de Cordoue, Osius, fut certainement mêlé de très près à ces affaires africaines ³. Mais le secrétaire du prince pouvait-il se risquer à introduire dans une pièce officielle des déclarations de principes contraires à des prétentions auxquelles le pouvoir impérial était si peu disposé à renoncer qu'il en fit, dans la suite, la règle de sa politique religieuse, trop souvent pour le malheur de l'Église et de l'Empire ? Pouvait-il, dans une lettre destinée à devenir publique, prêter à son maître un langage peu prudent, au point de vue politique, dans un temps où les peuples demeuraient, en grande partie, attachés à l'antique religion et où l'Empire était encore officiellement païen ⁴ ? Il n'est pas impossible que cette lettre ait été plus ou

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, lib. I, n° XXV, et *Monumenta vetera ad Donatist. historiam pertinentia* (édit. Ellies du Pin, p. 21 et p. 287-288). Baronius, ann. 313, XXXIII. Tillemont, *Donatistes*, art. XXIII ; *Mémoires*, t. VI.

² C'est par cette judicieuse remarque que Mgr Duchesne explique l'onction, l'accent religieux, les formules pieuses qui étonnent dans les lettres de Constantin relatives à cette affaire (*Le dossier du Donatisme ; Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 623).

³ *Ibid.*

⁴ Paul Allard, *Persécution de Dioclétien*, t. II, p. 283.

moins modifiée, à l'époque où elle fut insérée dans le recueil où furent réunies toutes les pièces propres à établir, contre les donatistes, la légitimité de Cécilien. Nous ne la connaissons que par le texte qui s'en trouve dans ce qui subsiste de ce recueil, dont une partie seulement nous a été conservée, dans un manuscrit, à la suite du livre de saint Optat ¹. Ce recueil a été formé, entre l'an 330 et l'an 347 ². Il a été, vers l'an 370, entre les mains de saint Optat, qui s'en est servi pour écrire son ouvrage contre Parménien et qui l'annexa à son propre texte, comme pièces justificatives ³. C'est de ce même recueil, sauf la différence d'un exemplaire à un autre, que se sont servis saint Augustin, dans ses divers écrits contre les donatistes, et la députation catholique à la conférence de Carthage, en 411 ⁴. Saint Optat, saint Augustin et les députés catholiques ne peuvent donc être accusés de supercherie ; leur bonne foi est à l'abri de tout soupçon. Mais ils ne peuvent, non plus, être considérés comme garants de l'authenticité absolue de pièces qu'ils n'ont point vues en originaux, qu'ils n'ont connues qu'à l'état de copies dont l'exactitude n'est pas autrement attestée. On ne peut admettre, comme définitivement établie, l'authenticité de pièces qui n'apparaissent qu'en copies, dans un recueil formé, en vue de polémiques, par une des parties en cause. De la lettre dont il s'agit ici, comme aussi des autres lettres de Constantin, il est prudent de ne retenir que les faits et les ordres impériaux qui ne sont ni contestés ni contestables. Quant au style et aux considérants, il convient de faire cette réserve que le doute reste et restera toujours possible, faute d'un texte officiel.

Constantin, ennuyé, dit-on, donna ordre que tous se retirassent dans leurs Églises ⁵. Ceci au moins paraît naturel. Ce qui est certain, c'est que les schismatiques ne se tinrent pas pour définitivement battus. Ils s'adressèrent de nouveau à l'Empereur et de nouveau, dit-on, interjetèrent appel ⁶. L'Empereur avait, de toute façon, occasion de se prononcer en jugeant la

¹ Duchesne, *Le dossier du Donatisme* (*Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 649).

² Duchesne, *ibid.*

³ Duchesne, *ibid.*

⁴ Duchesne, *ibid.*

⁵ Labbe, *Concilia*, t. I, p. 1426.

⁶ Saint Augustin, *Ep.* LXXXVIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 302).

cause d'Ingentius qui était encore pendante devant le conseil impérial.

En vue de ce procès, il fit sans doute retenir en Gaule les chefs des deux partis. On lit, en effet, à la fin de la lettre qu'on donne comme la réponse de Constantin aux évêques réunis à Arles : « J'ai donné mission à mes gens de conduire immédiatement vers mon conseil ces misérables détracteurs de la religion, afin qu'ils vivent dans la vue de la mort ; et j'ai donné des instructions au vicaire d'Afrique pour qu'il envoie sans retard également vers mon conseil ceux qu'il trouvera complices de cette folie ; afin que, dans l'avenir, ils ne se livrent plus à des actes qui peuvent provoquer la colère de la divine Providence ¹. »

D'autre part, saint Optat nous apprend que Donat, peut-être Donat des Cases-Noires, ou peut-être Donat de Carthage qui pouvait déjà figurer comme défenseur des schismatiques, demanda de pouvoir retourner à Carthage, et qu'en même temps il fit suggérer à Constantin, par un certain Filuminus, son protecteur, l'idée de retenir Cécilien à Brixia. Ce qui fut fait ². Saint Optat, qui ne mentionne pas le concile d'Arles, raconte ce fait après le concile de Rome ; mais il est évident qu'il se rapporte à ce qui se passa après la seconde assemblée des évêques. Il faut donc croire que Constantin retint, non seulement les schismatiques, mais aussi leur adversaire.

Alors, continue saint Optat, deux évêques, Eunomius et Olympius, furent envoyés en Afrique pour ordonner un seul titulaire de l'évêché de Carthage, tandis que les deux prétendants étaient tenus éloignés. Ces deux évêques se rendirent à Carthage et y demeurèrent pendant quarante jours. Mais le parti de Donat ne souffrit point l'accomplissement de leur mission. Il ne se passa pas un seul jour sans qu'il y eût des troubles. Eunomius et Olympius finirent par déclarer qu'il n'y avait point moyen de casser la sentence rendue à Rome. Ils communiquèrent en con-

¹ Saint Optat, *Monumenta vetera* (édit. Ellies du Pin, p. 288). Baronius, ann. 313, XXXIII. Tillemont, *Donatistes*, art. XXIII ; *Mémoires*, t. VI.

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 26 (Ellies du Pin, p. 22). Saint Optat suppose que ce Donat est celui de Carthage, successeur de Majorinus dans le siège schismatique de cette ville, et les donatistes soutenaient que c'était lui qui, en ce temps-là, tenait tête à Cécilien. De sorte qu'il semble qu'il était déjà leur évêque à Carthage, et on n'a point, en effet, de preuve que Majorinus ait vécu au delà de l'an 313 (Tillemont, *Donatistes*, art. XXVII *Mémoires*, t. VI).

séquence avec le clergé de Cécilien et s'en retournèrent. Au même moment, Donat rentrait à Carthage, et Cécilien, à cette nouvelle, s'empressait d'y revenir également. Les deux partis se trouvèrent donc de nouveau en présence ¹.

Constantin avait eu l'imprudence de faire embarquer à Arles et de renvoyer dans leur patrie tous les chefs donatistes, les évêques Lucianus, Capito, Fidentius, Nasutius et le prêtre Mammarius qu'il avait fait venir en Gaule ². La faction ne tarda pas à faire parler d'elle. Les schismatiques de Constantine s'emparèrent d'une basilique chrétienne que Constantin avait fait élever dans cette ville. Ils refusèrent de l'abandonner, malgré les injonctions qui leur furent faites par les magistrats. Ils étaient sans doute les plus nombreux et les plus forts, car les catholiques cédèrent et eurent recours à l'Empereur, non pour lui demander d'expulser les intrus, mais pour obtenir la cession d'un autre terrain appartenant au fisc. Constantin, charmé de leur modération, s'empressa de leur concéder une propriété impériale et d'ordonner l'édification d'une seconde basilique ³. Mais il crut nécessaire de mettre un terme à toutes ces difficultés, en prononçant lui-même un arrêt définitif. Il reçut, dit-on, l'appel que les schismatiques interjetèrent de nouveau contre la décision du concile d'Arles ⁴. C'est lui attribuer une grande imprudence; car le parti qu'il aurait condamné, en examinant la question au point de vue ecclésiastique, n'aurait pas manqué de dire qu'il n'avait point qualité pour se prononcer en pareille matière, et il risquait de se brouiller, non seulement avec un parti chrétien de l'Afrique, mais avec tous les chrétiens de l'Empire. Cela est si vrai que les écrivains catholiques croient devoir expliquer sa conduite et lui chercher des excuses ⁵. Saint Au-

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 26 (Ellies du Pin, p. 22). Saint Optat ajoute : « Nous avons un volume d'actes sur cette affaire. Si quelqu'un veut les lire, il les trouvera à la fin de cet ouvrage. » C'est le recueil dont il a été question précédemment et dont une partie seulement est parvenue jusqu'à nous. Il devait donc y avoir dans ce recueil un procès-verbal des réunions tenues à Carthage par Eunomius et Olympius. Ce procès-verbal n'est pas au nombre des pièces conservées.

² Baronius, *ann.* 314, LXX.

³ Baronius, *ann.* 316, LXI, LXII, LXIII, LXIV.

⁴ Baronius, *ann.* 316, LXVII.

⁵ Baronius, *ann.* 316, LVII. Tillemont, *Donatistes*, art. XXIV; *Mémoires*, t. VI. Pagi. *ann.* 316, XV.

gustin va jusqu'à dire qu'il demanda ensuite pardon aux saints évêques ¹.

Il n'eut garde de se mettre dans une si sottise position. Ce ne fut pas le concile d'Arles qu'il jugea, mais bien la cause d'Ingentius. Cela résulte clairement d'un texte de saint Augustin lui-même. « Si l'on considère avec attention, dit-il, les dates que portent les actes, on trouvera que Cécilien a d'abord été absous par une sentence épiscopale. Peu après, la cause de Félix d'Aptonge a été examinée par le proconsul Ælianus qui a constaté l'innocence de Félix. Dans cette même affaire, le renvoi d'Ingentius devant le conseil a été ordonné. Après un long délai, l'Empereur a connu lui-même de ce procès et il a prononcé entre les parties en cause. Ce délibéré a abouti à un jugement qui établit l'innocence de Cécilien et les manœuvres calomnieuses de ses adversaires. L'ordre de ces dates montre suffisamment la fausseté et la calomnie de ceux qui disent que l'Empereur modifia son jugement, après le renvoi d'Ingentius devant le conseil, et condamna finalement Cécilien qu'il avait d'abord absous ². »

Le rétablissement de la paix publique était le seul but de l'Empereur. Or il ne pouvait espérer atteindre ce but, en réformant de son autorité les décisions d'un concile. Il n'aurait réussi par ce moyen qu'à mécontenter tous les chrétiens et à surexciter les passions. L'affaire d'Ingentius lui donnait au contraire l'occasion d'intervenir, sans que personne pût y trouver à redire. Il s'agissait, dans cette affaire, d'une poursuite pour faux et pour calomnie, par conséquent d'une question qui n'avait rien de commun avec la discipline ecclésiastique, d'une question qui n'avait point été soumise au concile et qui était exclusivement de la compétence du pouvoir civil. C'était donc au pouvoir civil seul qu'il appartenait de la juger et, une fois Ingentius et ses complices régulièrement condamnés en dernier ressort, on pouvait les punir et mettre fin à leurs menées. Ce fut un an après le concile d'Arles, en 316, que Constantin résolut de suivre cette procédure, et ce fut alors qu'il adressa à Probatius, proconsul en Afrique, le rescrit par lequel il ordonna d'envoyer Ingentius

¹ Saint Augustin, *Ep.* XLIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 159).

² Saint Augustin, *Ep.* CXLI, n° 8 (Migne, *P. L.*, t. XXIII, p. 577).

en Europe, pour le faire comparaître devant le conseil impérial ¹.

D'autre part, il fit donner assignation à Cécilien de comparaître à Rome. Constantin se trouvait dans cette ville pendant les mois d'août et de septembre de l'année 315 ². Cécilien ne se rendit pas à cette assignation. A l'audience, ses adversaires voulurent prendre avantage de son absence, et pressèrent l'Empereur de procéder au jugement. Constantin ne crut pas devoir céder à leurs instances et les ajourna, en leur ordonnant de le suivre à Milan où il comptait se rendre. Quelques donatistes virent dans cette remise un indice de partialité et se retirèrent secrètement. Quand l'Empereur fut averti de leur fuite, il fit garder les autres qu'il fit conduire à Milan. Il adressa en même temps une instruction à Celsus, vicaire d'Afrique, pour lui prescrire de ne point inquiéter momentanément les fugitifs. Mais, écrit-il, donnez-leur lecture de cette lettre, aussi bien à Cécilien qu'aux autres, et faites-leur comprendre clairement que quand j'irai en Afrique, s'il plait à la bonté divine, après avoir rendu un jugement définitif, je montrerai à tous, à Cécilien comme à ceux qui agissent contre lui, quelle est la vénération qu'on doit à la divinité suprême et quel est le culte qui semble lui plaire ³.

Cécilien se le tint pour dit. Il faut le croire du moins, car il

¹ Baronius, *ann.* 314, XXIX et XXX. Pagi, *ann.* 316, XIV.

² Tillemont, *Donatistes*, art. XXIV; *Mémoires*, t. VI. Duchesne, *Le dossier du Donatisme; Mélanges de l'École française de Rome*, ann. 1890, p. 641.

³ Saint Optat, *Monumenta vetera* (Ellies du Pin, p. 291). — Baronius, *ann.* 316, LXVI. Dans le texte qu'on a de cette lettre, ce qui suit le passage traduit ci-dessus ne laisse pas de paraître bien étrange et en contradiction avec ce qui précède. On y lit en effet que Constantin est résolu à frapper sévèrement, même du dernier supplice, les personnes qui font en sorte que Dieu ne soit pas servi avec la vénération qu'il faut; puisque l'honneur du martyr ne peut appartenir à ceux qui agissent contre la vérité et la sainteté de la religion. La lettre finit par ces mots : « Je ne crois pas pouvoir, sans un très grand crime, négliger ce qui se fait de mal, n'y ayant rien à quoi je sois plus indispensablement obligé, si je veux remplir les devoirs d'un prince, que de détruire toutes les erreurs que la témérité des hommes a introduites; pour travailler à faire embrasser la véritable religion à tout le monde, à établir l'union et la concorde, et à faire rendre à Dieu le culte qui lui est dû. » Cette fin, qui a quelque apparence d'anachronisme, deux ans après l'édit de Milan, semble dire précisément le contraire du commencement de la lettre, dont il n'y a aucune raison de mettre en doute l'authenticité. Il y a donc lieu de rappeler ici ce qui a été dit page 381 au sujet des lettres de Constantin relatives aux affaires d'Afrique et aussi au sujet de l'incontestable bonne foi de saint Optat, qui demeure à l'abri même du moindre soupçon.

s'empressa de se rendre à Milan. L'affaire put donc y être plaidée et terminée par une sentence dont saint Augustin rapporte en ces termes un passage, d'après une lettre de Constantin à Eumélius, vicaire d'Afrique : « J'ai vu clairement que Cécilien est absolument innocent, qu'il observe avec exactitude tous les devoirs de sa religion, qu'il la sert comme il le doit et qu'on n'a pu trouver aucune faute à lui reprocher, quelque calomnie que ses adversaires aient pu inventer contre lui, durant son absence ¹. » Ce passage reproduit peut-être le sens d'un des motifs de la sentence rendue par l'Empereur, il n'est pas la sentence elle-même qui devait viser, non Cécilien, mais les calomniateurs de Félix d'Aptonge ². Ils furent condamnés à la confiscation de leurs biens et à l'exil. Ils demeurèrent exilés pendant quatre ans, puisqu'ils n'obtinrent d'être graciés qu'en l'année 421 ³.

II. Rigueurs contre les Donatistes. — Les Montagnards. — Tendances séparatistes et sociales du donatisme. — Mission de Paul et de Macaire. — Agitation à Bagai. — Les Circoncéllions. — Axido et Fasir. — Violences et suicides des Circoncéllions. — Répression ordonnée par le comte Taurinus. — Troubles à Bagai. — Répression violente. — Supplices de Donat et de Marculus. — Haines entre donatistes et catholiques. — Rescrit de l'empereur Julien. — Tolérance de Jovien. — Poursuites ordonnées par Valentinien. — Le comte Romanus.

Constantin comptait apaiser l'Afrique, en éloignant quelques personnages turbulents; mais les compétitions entre évêques catholiques et schismatiques n'étaient qu'une manifestation des passions dont une partie du peuple était animée en Afrique, comme dans d'autres provinces. Sous les disputes religieuses, se cachait un mouvement social. La condamnation des détracteurs de Cécilien ne fit que surexciter les mécontents. Ils s'agitèrent : l'Empereur fut contraint d'user de rigueur. La guerre civile ne tarda pas à éclater. Il y eut d'abord quelques troubles, dont les schismatiques furent considérés comme responsables. A la suite de ces troubles, Constantin se décida à promulguer une loi qui prononçait confiscation, au profit du fisc,

¹ Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, 71 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 541). Traduction donnée par Tillemont; *Donatistes*, art. XXVI; *Mémoires*, t. VI.

² Cette lettre ne nous est conservée qu'en partie. Duchesne, *Le dossier du Donatisme* (Mélanges de l'École française de Rome, 1890, p. 635).

³ Saint Augustin, *Ep. XCIII* (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 321). Saint Augustin, *Post collationem*, XXXIII (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 687). Pagi, *ann.* 316, XIX.

des basiliques et de tous les lieux où les dissidents tenaient leurs assemblées ¹. Ceux-ci construisirent sans doute alors ces nouvelles églises que saint Optat leur reproche d'avoir ajoutées aux anciennes, sans qu'on en eût besoin ². Ce qui est certain, c'est que le schisme ne cessa de faire des progrès, malgré les mesures prises pour le combattre.

En ce temps-là, ceux qui s'étaient séparés de l'Église catholique et prenaient le nom de donatistes reconnaissent pour leur chef Donat, qui avait succédé à Majorinus, leur premier évêque à Carthage. On croit que Majorinus ne vécut pas au delà de l'année 313 et que Donat se trouvait en sa place à l'époque où Constantin se prononça en faveur des catholiques ³. Ce serait donc de lui qu'entend parler saint Optat, lorsqu'il dit que Donat revint le premier à Carthage et que Cécilien, ayant appris son retour, s'empessa de retourner également en Afrique ⁴. Ce Donat qui gouverna l'Église schismatique de Carthage pendant plus de quarante ans, puisqu'on sait qu'il vivait encore en l'année 358 ⁵, fut l'âme et la plus grande force de sa secte ⁶. Il était remarquable par la dignité et la pureté de ses mœurs, par son habileté dans les lettres et par son éloquence. Ses adversaires eux-mêmes ne purent nier son mérite : « Il y a dans l'Église, dit saint Augustin, et il y a toujours eu des hommes habiles, d'une profonde érudition et parfaitement instruits dans la loi de Dieu. Ce sont les pierreries qui ornent les vêtements de l'Église, cette véritable femme forte. Mais il y a eu de ces pierreries qui se sont détachées et qui se sont perdues en tombant. Tel fut Donat, qui quitta la place qu'il occupait dans cet ornement. Il s'en sépara pour chercher ailleurs sa propre gloire, pour avoir un parti qui portât son nom ⁷. » Seul, saint Optat le dépeint comme un homme léger, furieux, emporté et qui, dans son orgueil, voulait s'élever au-dessus des autres hommes, au point de se faire

¹ Saint Augustin, *Ep.* XLIII, LIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 159 et 195). Saint Augustin, *Contra litteras Petilianas*, 92 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 322-332). Pagi, *ann.* 316, XX.

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 1 (Ellies du Pin, p. 48).

³ Tillemont, *Donatistes*, art. XXVII; *Mémoires*, t. VI.

⁴ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 26 (Ellies du Pin, p. 22).

⁵ Saint Jérôme, *Chronique*, ann. 358 (Migne, *P. L.*, t. XXVII, p. 687).

⁶ Saint Jérôme, *De viris illustribus*, cap. xciii (Migne, *P. L.*, t. XXIII, p. 695).

⁷ Traduction donnée par Tillemont, *Donatistes*, art. XXVII; *Mémoires*, t. VI.

considérer comme une divinité ¹. La vérité est que le respect et l'admiration de ses sectateurs allaient jusqu'à la vénération. Après sa mort, ils l'appelèrent un homme de sainte mémoire, lui attribuèrent la gloire du martyr et prétendirent qu'il avait fait des miracles. Son éloquence et ses écrits augmentèrent beaucoup le nombre de ses adeptes ².

Si, après la sentence de Constantin, un certain nombre d'évêques, d'ecclésiastiques et de fidèles se réunirent à l'Église catholique, d'autres, en plus grand nombre, firent adhésion au schisme qui devint, de plus en plus, la religion de la plus grande partie de l'Afrique ³. Au temps de saint Optat, les catholiques y étaient réduits à n'être qu'une faible minorité ⁴.

Il est à remarquer que les donatistes ne firent de la propagande que parmi les Africains. Leur schisme ne cessa jamais d'être un mouvement local. Ils eurent, il est vrai, deux ou trois évêchés en Europe. Mais ces évêchés ne furent établis que dans des endroits où il y avait de petites colonies d'Africains, en dehors desquelles ils ne cherchèrent pas à étendre leur influence ⁵. Un de ces évêchés était en Espagne, dans les domaines d'une dame de ce pays et pour ces domaines seulement; l'autre était à Rome, où la colonie africaine était relativement nombreuse. Les titulaires de ces évêchés étaient toujours Africains. Ils arrivaient tout ordonnés, ou des évêques de leur pays venaient exprès pour les ordonner ⁶.

Loin de faire de la propagande, ils cachaient leur petite Église. Aux environs de Rome, ils avaient installé des gradins dans une caverne. C'était là qu'ils assemblaient leurs fidèles. D'où vint le surnom de Montagnards, sous lequel les Romains désignaient les donatistes ⁷. Le premier de ces évêques schismatiques à Rome fut un certain Victor de Garbe. A Victor succéda Boniface; à Boniface, Encolpius, et à Encolpius, Macrobe ⁸.

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 3 (Ellies du Pin, p. 51).

² Tillemont, *Donatistes*, art. XXVII; *Mémoires*, t. VI.

³ Saint Augustin, *Contra Epistolam Parmeniani*, I, 5 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 40).

⁴ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, lib. III et VII.

⁵ Tillemont, *Donatistes*, art. XXXVI; *Mémoires*, t. VI.

⁶ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 4 (Ellies du Pin, p. 29).

⁷ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 4 (Ellies du Pin, p. 30).

⁸ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 4 (Ellies du Pin, p. 30).

Ce Macrobe paraît avoir été un personnage d'une grande valeur, qui brilla dans son parti, comme il avait brillé, avant le schisme, dans le clergé d'Afrique. Il avait écrit un ouvrage de morale plein d'instructions utiles ¹. Après Macrobe, on trouve encore, dans saint Optat, les noms de Lucien et de Claudien ².

Pendant les années qui suivirent le jugement prononcé à Milan, les donatistes furent inquiétés. Il y a du moins lieu de le croire, car ils se plaignaient d'avoir été maltraités par Ursacius et Zénophilus et disaient que durant l'administration d'Ursacius, on avait répandu le sang de beaucoup de chrétiens ³. On voit, d'autre part, que Silvain, évêque donatiste de Cirta, fut exilé, pour avoir refusé de communiquer avec ces deux magistrats qui persécutaient son parti. Enfin, les donatistes mettaient Ursacius au nombre de ceux qui les avaient persécutés et qui tous avaient, disaient-ils, péri misérablement ⁴. Or, Ursacius et Zénophilus étaient magistrats en Afrique vers la fin de l'année 320. On a, en effet, les actes d'une instruction à laquelle Zénophilus présida, et ces actes sont datés des ides de décembre, Constantin le Grand, Auguste, et Constantin le Jeune, César, étant consuls, c'est-à-dire du 13 décembre 320 ⁵.

A défaut d'autres renseignements, les actes auxquels il est fait ici allusion suffiraient pour établir l'existence des poursuites exercées, à cette époque, contre les donatistes. Ils contiennent, en effet, le procès-verbal d'un interrogatoire de témoins, dans un procès dirigé contre Silvain, celui-là même que le concile de Cirta avait sacré évêque. Nous avons eu occasion de citer cet interrogatoire à propos du concile de Cirta et de l'élection de Majorinus. Les témoignages reçus par Zénophilus portent principalement sur les faits relatifs à ces deux événements et sur la conduite de Silvain pendant la persécution de Dioclétien. Le principal témoin à charge est un certain Nundinarius. Il avait été diacre de Silvain. Silvain ayant dégradé et excommunié ce Nundinarius, ce

¹ Gennadius, *De scriptoribus ecclesiasticis*, V (Migne, *P. L.*, t. LVIII, p. 1063).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 4 (Ellies du Pin, p. 30).

³ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 10 (Ellies du Pin, p. 65).

⁴ Saint Augustin, *Contra litteras Petilianæ*, II, 92 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 324).

⁵ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 14, et *Monumenta vetera* (Ellies du Pin, p. 12 et p. 261). Baronius, *ann.* 303, X. Pagi, *ann.* 306, XXVII, XXVIII.

dernier, qui se plaignait d'avoir été lapidé, résolut de se venger et commença par adresser aux évêques une protestation pleine d'accusations contre Silvain. Les évêques essayèrent en vain d'assoupir cette scandaleuse affaire en ménageant une réconciliation et Nundinarius, poursuivant sa vengeance, finit par porter ses accusations devant les magistrats ¹. On ne connaît point la fin de ce procès. Il se termina, il y a lieu de le croire, par la condamnation et l'exil de Silvain. On sait, en effet, que cet évêque fut exilé ². Il ne l'était évidemment pas avant 320, puisqu'on instruisait alors son procès ; et il ne put l'être à une époque postérieure, car, dès l'année suivante, il fut gracié en même temps que ses coreligionnaires condamnés à Milan. Les donatistes ayant adressé une requête en grâce à l'empereur, celui-ci crut ne pas devoir la repousser et y répondit par un rescrit favorable. Ce rescrit fut adressé à Verinus, vicaire en Afrique, le 5 mai de l'année 321 ³.

Ce fut peut-être la première de ces nombreuses amnisties que Constantin publia, au moment qu'il préparait la guerre contre Licinius. Il voulait à tout prix faire montre de générosité, afin de s'attirer toutes les sympathies, dans les provinces soumises à son rival. Cette amnistie fut dictée par la même pensée qui, l'année suivante, fit promulguer une loi en faveur des débiteurs du fisc, puis une loi en faveur des esclaves, datée du 20 ou 21 juin 322. Cette dernière loi ordonne que si on dispute la liberté à un homme qui en jouit et s'il ne se trouve personne pour le défendre, comme les lois romaines l'exigeaient, on fera des proclamations et des affiches pour exhorter, et pour contraindre même, ceux qui auraient connaissance de son état, à le défendre. Si, après avoir été condamné, faute d'avoir trouvé un défenseur, cet homme en trouve un, il devra être de nouveau admis à prouver sa liberté ; et, dans le cas où il en ferait la preuve, celui qui se l'est fait adjuger comme esclave perdra,

¹ Saint Optat, *Monumenta vetera; Gesta Purgationis Caeciliani et Felicis* (Elles du Pin, p. 255-259). Saint Augustin, *Ep.* XLIII, LIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 159 et 195). Saint Augustin, *Contra litteras Petilianas*, I, 24 ; III, 57, 58 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 256 et 386-387).

² Baronius, *ann.* 306, XXXIX. Tillemont, *Donatistes*, art. XLI ; *Mémoires*, t. VI.

³ Saint Augustin, *Post collationem*, 23 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 687). Baronius, *ann.* 321, II. Pagi, *ann.* 321, II-III.

pour peine de son injuste poursuite, un autre esclave. Enfin, une loi publiée à Rome le 30 octobre 322, à la veille de la guerre, accorde une amnistie générale à tous les criminels, à la réserve des empoisonneurs, des homicides et des adultères. Ces mesures avaient pour but de mettre dans le parti de Constantin tous ceux qui, dans les provinces de Licinius, avaient sujet de craindre les lois. Avant d'en venir à flatter les criminels, il voulut donner aux sectes chrétiennes qui s'agitaient en Orient l'espoir de la plus complète liberté. La défaite de Licinius le rendit maître de l'Orient vers la fin de 323 ¹. Les disputes qu'y provoquait l'hérésie d'Arius absorbèrent son attention. Il négligea les affaires des chrétiens d'Afrique ; et les donatistes ne furent point inquiétés pendant les dernières années de son règne.

Il mourut le 22 mai 337. Deux ans avant sa mort, il avait fait le partage de ses provinces, sans abandonner la direction suprême. Ses trois fils étaient déjà Césars ; à l'aîné, Constantin II, il assigna l'Espagne, la Gaule et la Bretagne ; au second, Constance II, l'Asie, la Syrie et l'Égypte ; au plus jeune, Constant, l'Italie, l'Afrique et l'Illyrie : de la Thrace, de la Macédoine et de l'Achaïe, il fit un royaume pour son neveu, le César Dalmace. Hannibalien eut le Pont, la Cappadoce et la Petite Arménie, avec le titre de roi. Le César Dalmace et le roi Hannibalien furent égorgés dans le palais, à Constantinople, au commencement de septembre de la même année 337, lors du massacre des princes de la ligne collatérale des Flaviens. Le 9 septembre, les fils de Constantin prirent le titre d'Auguste, et, l'année suivante, ils se réunirent à Sirmium pour procéder entre eux au partage définitif de l'Empire. Ils conservèrent les provinces qu'ils gouvernaient déjà du vivant de leur père. Quant à celles qui formaient les royaumes du César Dalmace et du roi Hannibalien, elles furent partagées entre Constance et Constantin II. Constantin II obtint en outre le nord-ouest de l'Afrique qui, d'abord, avait été comprise tout entière dans le lot de Constant ². Mais la paix ne fut pas de longue durée entre ces trois princes, auxquels on avait dressé des statues avec l'inscription « aux frères

¹ Paul Allard, *Persécution de Dioclétien*, t. II, chap. XI, p. 319.

² Tillemont, *Histoire des Empereurs*, t. IV ; l'Empereur Constance, art. II, p. 317-318. Duruy, *Histoire des Romains*, ch. LXXVIII (t. VII, p. 272).

qui s'aiment ¹. » Dès l'année 340, Constantin, voyant que Constance, engagé dans une guerre redoutable contre les Perses, se trouvait dans l'impossibilité d'intervenir en Occident, profita de cette circonstance pour chercher querelle et déclarer la guerre à Constant, à propos de la délimitation de leurs possessions en Afrique. Cette guerre se termina près d'Aquilée, par la défaite et la mort de Constantin. Constant devint ainsi seul maître de l'Occident et de l'Afrique ².

A cette époque, l'arianisme prédominait en Orient, tandis que l'Occident demeurait orthodoxe. Constant fut donc le protecteur nécessaire des catholiques. Quand Athanase, chassé d'Alexandrie, se réfugia dans ses États, il le prit sous sa protection et fit assembler un concile dans la ville de Sardique, en Illyrie. Trente-six évêques d'Afrique y assistèrent. Parmi eux se trouvait Gratus, alors évêque de Carthage ³. Tous étaient catholiques ; car les évêques donatistes n'étaient point appelés dans les conciles, n'étant pas considérés comme membres de l'Église chrétienne. Mais, en Afrique, les évêques catholiques voyaient diminuer de jour en jour le nombre de leurs fidèles. Le parti de Donat semblait devoir triompher complètement, si le pouvoir impérial continuait à user de tolérance à son égard. Les évêques catholiques, menacés de se voir expulsés de leurs églises, malgré les décisions qui avaient reconnu leur légitimité, furent réduits à réclamer la protection de l'Empereur. Ils le firent, semble-t-il, avec cette ardeur extrême qui se manifestait en toute circonstance dans ce pays d'Afrique où, suivant l'exacte expression d'un historien, les esprits avaient tant de peine à se tenir en équilibre, où les âmes paraissaient montées à un ton plus haut qu'ailleurs ⁴. Ils mirent tant d'insistance dans leurs démarches, qu'au concile de Sardique, l'évêque Osius demanda, au nom du souverain, un règlement pour défendre aux évêques d'aller à la cour aussi souvent que le faisaient principalement ceux d'Afrique qui sont, est-il dit, continuellement à importuner

¹ Tillemont, *Histoire des Empereurs*, t. IV ; l'Empereur Constance, art. II, p. 317. Duruy, *Hist. des Romains* (t. VII, p. 272).

² *Ibid.*

³ Tillemont, *Donatistes*, art. XLIV ; *Mémoires*, t. VI.

⁴ Paul Allard, *Persécution de Dioclétien*, t. II, ch. XI, p. 271, et t. I, ch. III, p. 190.

l'Empereur de leurs requêtes inutiles ¹. Malgré le règlement demandé par Osius, il y a lieu de croire que les Africains venus à Sardique profitèrent de cette occasion pour aller trouver l'Empereur et pour renouveler leurs plaintes et leurs demandes de secours. Ce fut, en effet, peu après ce concile que le pouvoir impérial se décida à agir avec vigueur ².

Tant qu'avaient duré les compétitions entre Constantin II et Constant, ce dernier, qui régnait sur la plus grande partie de l'Afrique, ne se souciait pas d'indisposer contre lui un nombre considérable de ses sujets. Les inquiéter à propos de leurs disputes religieuses, c'eût été les pousser dans le parti de son rival. Il leur avait donc laissé pleine liberté. Mais, après la mort de Constantin II, il n'eut plus aucune raison pour ménager les Africains et son intérêt politique fut de donner des gages aux catholiques. Ceux-ci dominaient en Occident, et le prince qui régnait sur cette partie de l'Empire avait à compter avec eux. De plus, ils étaient opprimés dans l'Orient que l'arianisme avait partout envahi. Se poser en protecteur de la foi catholique, c'était, pour Constant, un moyen de se créer des alliés dans les États de son frère. On avait vu, dès l'année 338, Constantin II s'essayer à ce rôle, lorsqu'il proposa le rappel des évêques exilés, qui tous appartenaient aux États de Constance, et lorsqu'il chargea saint Athanase de porter aux Alexandrins une lettre qu'il leur adressa au moment où, grâce à lui, le plus grand adversaire de l'arianisme retournait parmi eux ³. La politique que Constantin le Grand avait suivie, avant sa victoire sur Licinius, était imposée de nouveau, par les circonstances, à ceux de ses fils qui régnaient en Occident. Le partage de l'Empire entre les fils de Constantin avait replacé le monde romain dans la situation où il s'était trouvé trente ans auparavant. Constantin, dit un historien, avait laissé à ses fils l'exemple de sa vie qui leur conseillait l'ambition et la guerre civile, avec bien plus de force que son testament ne leur conseillait la modération et la paix ⁴.

¹ Tillemont, *Donatistes*, art. XLIV; *Mémoires*, t. VI.

² Baronius, *ann.* 348, XIX.

³ Duruy, *Histoire des Romains*, ch. LXXVIII (t. VII, p. 273). Tillemont, *Saint Athanase*, art. XXXI; *Mémoires*, t. VIII, p. 69.

⁴ Duruy, *Histoire des Romains*, ch. LXXVII (t. VII, p. 212).

Ce qu'avait fait Constantin II, Constant le fit à son tour. Lui aussi, désireux de s'attacher les catholiques, résolut de leur donner satisfaction dans ses États. Il envoya donc en Afrique Paul et Macaire, avec mission d'y travailler à l'extinction du schisme. Ces deux personnages étaient apparemment chrétiens; car le concile de Carthage les appelle des serviteurs de Dieu et l'on voit, dans saint Optat, qu'ils assistaient au sacrifice, dans les églises chrétiennes ¹. Constant espéra arriver à ses fins, en usant d'adresse et de corruption. Il recommanda à Paul et à Macaire de ne point avoir d'abord recours à la violence, de ne pas même déclarer le but de leur mission et de se présenter comme chargés uniquement de distribuer, au nom de l'Empereur, dans toutes les Églises, des ornements pour les maisons de Dieu, pour les pauvres, des aumônes si abondantes qu'elles étaient, dit saint Optat, presque des trésors ². En distribuant ces trésors, les envoyés impériaux devaient exhorter les dissidents à abandonner le schisme ³. On espérait que, pour avoir part à ces générosités, les évêques et leurs fidèles se laisseraient convaincre. Car, naturellement, où les exhortations n'étaient pas écoutées, les distributions n'avaient pas lieu.

Ce fut précisément ce qui advint à Carthage. Paul et Macaire y allèrent trouver Donat, qui reçut fort mal leurs avances. Avec son emportement ordinaire, dit saint Optat, avec l'irritation naturelle chez un homme froissé de ce qu'on l'avait cru capable de se laisser corrompre, serait-il peut-être plus juste de dire, puisque ses adversaires eux-mêmes reconnaissent l'élévation de son caractère, il répondit: « Qu'y a-t-il de commun entre l'Empereur et l'Église ? » Il repoussa, avec des paroles outrageantes, s'il faut en croire saint Optat, les présents qu'on lui offrait ⁴. Puis, quand les envoyés impériaux lui dirent qu'ils s'en allaient par les provinces distribuer les libéralités de l'empereur à ceux qui les voudraient recevoir, Donat leur répondit qu'il les avait déjà prévenus et qu'il avait écrit partout, afin qu'en aucun endroit les aumônes apportées ne fussent distribuées aux pauvres ⁵.

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 12 (Ellies du Pin, p. 67).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 1-4 (Ellies du Pin, p. 48, 51, 56).

³ *Ibid.*

⁴ Saint Optat, *Ire schism. Donatist.*, III, 3 (Ellies du Pin, p. 51).

⁵ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 3 (Ellies du Pin, p. 52).

Paul et Macaire n'en allèrent pas moins porter partout leur argent et leurs exhortations ¹. Ils agissaient apparemment ensemble ; mais, assez souvent, Macaire est nommé seul ². On ne dit pas s'ils obtinrent quelque succès. Il est certain toutefois que, dans la province proconsulaire, ils n'eurent à craindre aucune violence ; car ils la parcoururent sans escorte militaire ³. Il n'en fut pas de même ailleurs. Lorsqu'ils approchèrent de Bagai en Numidie, les donatistes de cette province, particulièrement nombreux et ardents, commencèrent à s'agiter ⁴. L'évêque de Bagaia qui, comme le chef de sa secte, s'appelait Donat, prit l'initiative du mouvement. Résolu de faire obstacle à l'extinction du schisme et de faire échec aux envoyés de l'Empereur, il envoya des gens dans les villages voisins et dans tous les lieux où se tenaient des marchés, pour provoquer un immense rassemblement dans la ville. On y vit bientôt arriver plusieurs milliers de gens du peuple, surexcités et n'attendant qu'une occasion pour donner libre cours à leur fureur. On avait préparé des vivres pour cette multitude, dans la basilique transformée en une sorte de grenier public ⁵. Donat alla jusqu'à faire appel à des troupes d'hommes qui, sous le nom de circoncellions, jetaient, depuis quelque temps, la terreur dans le pays ⁶.

On avait vu dans les Gaules, au temps de Dioclétien, des troupes d'esclaves fugitifs, de colons pressurés par leurs maîtres, de débiteurs insolvable et de paysans sans feu ni lieu courir le pays, sous le nom de bagaudes, saccageant, tuant et brûlant. La révolte de ces malheureux, que la misère poussait au désespoir, avait fini par être une insurrection formidable. Nombreux, au point de composer une armée et de se donner deux Césars, *Ælianus* et *Amandus*, ils s'étaient retranchés au confluent de la Seine et de la Marne, qu'ils avaient fortifié par de larges fossés, dont le nom de Saint-Maur-les-Fossés rappelle encore le souvenir. Ils s'y étaient maintenus et avaient continué leurs ravages, jusqu'au jour où, après de nombreux combats, Maxi-

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 3 (Ellies du Pin, p. 52).

² Tillemont, *Donatistes*, art. XLV ; *Mémoires*, t. VI.

³ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4 (Ellies du Pin, p. 56).

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

mien avait réussi à les détruire ¹. Un mouvement semblable à celui des bagaudes commençait à se produire en Afrique.

On y voyait, dit saint Optat, des troupes d'hommes qui couraient partout le pays, sous la conduite d'Axido et de Fasir qu'ils qualifiaient les capitaines des saints. Personne ne pouvait demeurer en sûreté dans ses terres. Les reconnaissances signées par les débiteurs avaient perdu toute force, car aucun créancier n'avait la liberté d'en exiger le paiement. Si quelqu'un essayait de se prévaloir de son titre, aussitôt une lettre de menaces, envoyée par ceux qui s'intitulaient les chefs des saints, lui imposait silence. Tardait-il à obéir à leurs injonctions ? En un moment, accourait une multitude insensée dont l'approche suffisait à jeter la terreur ; le malheureux créancier se trouvait environné de périls et réduit, pour échapper à la mort, à supplier humblement ceux qu'il avait obligés. Chacun se hâtait d'abandonner ses créances, même les plus importantes, considérant comme une bonne fortune de pouvoir se soustraire ainsi aux injures de ces misérables. On ne pouvait non plus cheminer en sûreté sur les routes. Des maîtres, arrachés de leurs voitures, se virent contraints de courir, comme des valets, devant leurs propres esclaves, assis à leur place. Par la fantaisie et la violence de ces perturbateurs, les conditions étaient renversées entre les maîtres et les esclaves ².

Les bandes, qui se livraient à ces excès, paraissent avoir été composées de paysans chrétiens que la misère et une folle exaltation religieuse poussaient à abandonner leurs champs. La plupart ne parlaient que le punique et ne comprenaient même pas le latin. Sans demeures fixes et vivant de brigandages, ils erraient dans les campagnes, autour des lieux habités, d'où leur vint le nom de circoncellions ou de circuiteurs ³. Tous appartenaient à la secte des donatistes ; et c'était au nom de la religion qu'ils s'insurgeaient contre l'ordre social. Ils étaient,

¹ Tillemont, *Histoire des Empereurs*, t. IV, p. 9 ; Dioclétien, art. IV. Duruy, *Histoire des Romains*, ch. LXXVI (édit in-8, t. VII, p. 6). Paul Allard, *Persécution de Dioclétien* (t. I, p. 16-35).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4 (Ellies du Pin, p. 56-57).

³ *Philastri Brixensis haeresiar. Liber*, 85 (Migne, *P. L.*, t. XII, p. 1197-1198). Saint Augustin, *de Haeresibus ad Quodvultdeum*, 69 (Migne, *P. L.*, t. XLII, p. 43). Saint Augustin, *Ep. CVIII* (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 405). Saint Augustin, *Contra Gaudentium*, I, 28 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 725).

disaient-ils, les soldats de Jésus-Christ, luttant contre le diable. Aussi s'appelaient-ils agonistiques ou combattants ¹. Ils faisaient profession de continence et se comparaient aux moines des catholiques ².

On ne sait à quel moment ces bandes commencèrent à se former. Mais saint Augustin dit que ce fut par la violence des circoncellions que les donatistes se maintinrent en possession de leurs églises, malgré les lois impériales qui les en privaient ³. Les rigueurs de Constantin auraient donc suscité les premières bandes de circoncellions ⁴. Cela expliquerait leur présence auprès des évêques schismatiques qu'elles accompagnaient, dit saint Augustin, pour leur faire honneur, criant : « Gloire à Dieu, » comme elles criaient « Gloire à Dieu, » quand elles répandaient le sang des hommes ⁵. Saint Augustin parle ici, en polémiste, de choses déjà anciennes à son époque. Les circoncellions sont pour lui un argument destiné à montrer ce qu'il y eut d'odieux dans les agissements de ses adversaires. Il ne distingue pas les dates et pense que les bandes de circoncellions ont commis de tout temps les horreurs dont elles se rendirent coupables lorsqu'elles furent traquées. Mais on ne constate pas l'effusion du sang en Afrique, avant le jour où celui des circoncellions fut versé par les soldats.

Ce qui est vrai, c'est que ces bandes, qui d'abord avaient peut-être accompagné les évêques donatistes et empêché, par leurs manifestations menaçantes, les catholiques d'enlever aux schismatiques leurs églises, ne tardèrent point à devenir insupportables à tout le monde, aux schismatiques comme aux catholiques. On voit même que ce furent les évêques schismatiques qui ne tardèrent pas à se plaindre. Ils écrivirent au comte Taurinus que l'Église était impuissante à ramener au bien de pareils

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4. Saint Augustin, *In Psalmum 132* (Migne, P. L., t. XXXVI-XXXVII, p. 1732).

² Saint Augustin, *In Psalmum 132* (Migne, P. L., t. XXXVI-XXXVII, p. 1732).

³ Saint Augustin, *Contra Epistolam Parmeniani*, lib. I, cap. xi (Migne, P. L., t. XLIII, p. 46-47).

⁴ Tillemont, *Donatistes*, art. XL ; *Mémoires*, t. VI.

⁵ On a trouvé le cri de ralliement des circoncellions, *Deo laudes*, gravé sur deux stèles ou plutôt deux pilastres, découverts à Khenchela, l'antique Mascula (Aug. Audollent, *Mission épigraphique en Algérie*, dans les *Mélanges de l'École française de Rome*, 1890, p. 510). Voir encore De Rossi, *Bullettino di archeologia cristiana*, 1875, p. 174 et pl. XII ; 1880, p. 76 et pl. IV ; et H. Leclercq, *L'Afrique chrétienne*, 1904, t. I, p. 351-352.

hommes et le supplièrent de les faire rentrer dans le devoir. Ce fut en conséquence des lettres de ces évêques que le comte Taurinus envoya des soldats dans les marchés où les circoncellions avaient coutume de se livrer à leurs désordres. Ces soldats en tuèrent un certain nombre ; beaucoup furent décapités dans une localité de la Numidie, nommée Octavum. On peut encore compter, dit saint Optat qui rapporte ce fait, combien il y en eut de massacrés, par le nombre des autels ou des tables blanches qui furent mises sur leurs tombeaux ¹, car ils étaient populaires. Le petit peuple les considérait comme les défenseurs des opprimés. Il applaudissait en secret aux tentatives d'une révolution sociale qu'il était tout disposé à confondre avec le christianisme. Il est à remarquer, à ce propos, que le donatisme a commencé le jour où le clergé orthodoxe est devenu l'allié et le protégé des Empereurs. Évidemment, une partie du peuple chrétien voyait dans le christianisme la promesse d'un ordre social nouveau et considéra comme une trahison le fait de s'accommoder de l'organisation sociale représentée par l'Empereur. Les prêtres orthodoxes passaient pour être des traditeurs, non seulement parce que certains d'entre eux avaient livré des objets sacrés, mais parce que tous semblaient livrer la religion elle-même, telle que ces chrétiens la comprenaient. D'autre part, le pouvoir impérial protégeait et cherchait à faire triompher l'Église orthodoxe, parce qu'elle était, au moins en Occident, la seule Église chrétienne avec laquelle il pût s'entendre. Le sentiment qui poussait de malheureux exaltés à vivre en lutte ouverte contre la société n'était pas étranger à une partie de la population. Ce fait explique les honneurs rendus à la mémoire de ceux que firent périr les soldats du comte Taurinus. Quelques-uns d'entre eux furent même ensevelis d'abord dans les basiliques. Mais les évêques donatistes s'y opposèrent. Dans un lieu appelé Subbulum, le prêtre, nommé Clarus, fut contraint par son évêque de déterrer ceux de ces gens qu'on avait inhumés dans son église ². Malgré les exécutions ordonnées par le comte Taurinus, les circoncellions n'avaient cessé de croître en force et en nombre ³.

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4 (Ellies du Pin, p. 57).

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

En les groupant autour de lui, pour les opposer à Macaire, Donat de Bagai préparait des violences qui ne tardèrent point à se produire ¹. Paul et Macaire, qui portaient avec eux de véritables trésors destinés aux dons qu'ils avaient mission de distribuer aux pauvres, craignirent d'être attaqués et se décidèrent à demander une escorte au comte Silvestre, non pour faire violence à personne, mais pour se protéger. Ce fut par suite des dispositions de Donat qu'on commença à voir paraître des soldats en armes.

Lorsque parurent les cavaliers qui précédaient l'escorte des envoyés de l'Empereur, leurs chevaux furent entourés et saisis. Ils furent obligés de faire retraite. Cette injure exaspéra les soldats. Leurs officiers furent impuissants à les contenir. Il s'ensuivit une mêlée dans laquelle des donatistes furent massacrés. De ce nombre furent Donat et Marculus ². Marculus était évêque et saint Augustin nous donne lieu de croire que le Donat dont il est ici question n'est autre que l'évêque de Bagai, celui-là même qui avait préparé la résistance ³. Ces deux premiers martyrs du donatisme ne périrent pas dans la lutte, mais furent livrés au supplice, par représailles. Les donatistes racontaient en effet, dit saint Augustin, qu'ils avaient été précipités, Marculus du haut d'un rocher, et Donat, dans un puits ⁴.

Les catholiques, que leurs adversaires rendaient responsables de leur mort, se disculpaient, au temps de saint Augustin, en prétendant qu'ils s'étaient précipités eux-mêmes; ce que saint Augustin trouve très probable, sans pourtant oser l'assurer ⁵. On a l'histoire de la mort de Marculus écrite, peu de temps après l'événement, par un donatiste. Cette histoire porte qu'après avoir étudié les lettres et avoir été, ce semble, quelque temps dans le barreau, Marculus passa à l'état ecclésiastique et fut fait évêque. Macaire et Paul, que l'auteur appelle des bêtes cruelles, ayant été envoyés par l'empereur Constant pour obliger le peuple chrétien à entrer dans l'union des traditeurs, on

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4 (Ellies du Pin, p. 57).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 6 (Ellies du Pin, p. 60).

³ Saint Augustin, *In Joannis Evangelium tractatus*, XI, 15 (Migne, *P. L.*, t. XXXIV, p. 1483).

⁴ Saint Augustin, *In Joannis Evangelium*, XI, 15 (Migne, *P. L.*, t. XXXIV, p. 1483).

⁵ Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, 49 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 526).

employa, dans ce but, la force armée. Cet auteur avoue cependant que Macaire ne travailla, dans les autres provinces, à procurer cette union que par adresse; et il ne l'accuse d'avoir employé la violence que dans la Numidie. Il prétend que le concile des prélats donatistes ayant député à Macaire dix évêques, dont l'un était Marculus, ceux-ci rencontrèrent, en un lieu nommé Végesele, les envoyés de l'empereur qui les firent aussitôt dépouiller et lier à des colonnes. Marculus fut, dit-il, fustigé, mené en diverses villes de la Numidie, à la suite de Macaire, puis enfermé, pendant quatre jours, dans un château nommé Nova-Petra, et enfin précipité du haut d'une roche voisine de ce château, le dimanche, au point du jour, sur la fin de novembre ¹.

La répression violente continua après la mort de Donat et de Marculus. Il y eut d'autres victimes, même hors de la Numidie, et saint Optat avoue que l'on agit durement ². Un écrivain, nommé Macrobe, que l'on croit avoir été le même personnage qui fut évêque donatiste à Rome ³, rapporte, dans un fragment qui est parvenu jusqu'à nous, le fait suivant qui se passa, dit-il, dans la juridiction du proconsul, c'est-à-dire dans la province de Carthage, et dont il semble avoir été témoin ⁴. Maximianus, qui était de la secte de Donat, y fut battu avec des lanières plombées et avec des verges. Un autre donatiste, Isaac, présent à ce supplice, ne peut se retenir de s'écrier : « Venez, traîtres de traîtres, venez nous vanter maintenant la folie de votre unité. » Le proconsul le fit aussitôt saisir et lui fit infliger le même châtimement qu'à Maximianus. Tous les deux furent ensuite jetés en prison, où Isaac mourut le 15 août. Le lendemain, le proconsul ne permit pas de donner la sépulture à Isaac. Il fit porter son corps sur un navire, fit embarquer également Maximianus qui vivait encore, et les fit jeter à la mer. Le flot apporta leurs cadavres sur le rivage, où ils furent trouvés au bout de six jours. On les enterra solennellement comme des martyrs.

Ce fut aussi comme des martyrs que furent honorés tous ceux

¹ *Passion de Marculus* (édit. Ellies du Pin, à la suite de saint Optat, p. 302 et suiv.).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 10 (Ellies du Pin, p. 64).

³ Tillemont, *Donatistes*, art. XLVIII; *Mémoires*, t. VI.

⁴ *Passio Maximiani et Isaac Donatistarum* (Ellies du Pin, à la suite de saint Optat, p. 308-313).

qui périrent victimes des rigueurs exercées par Macaire. La mémoire de Donat et de Marculus devint même bientôt l'objet d'un culte particulièrement cher au peuple donatiste. On jurait par leur nom, comme par la chose la plus sacrée ; et dans la conférence de Carthage, en 411, soixante-deux ans plus tard, Dativus, alors évêque de Nova-Petra, se vantait de n'avoir point d'adversaire catholique dans sa ville, parce que, disait-il, là est le vénérable Marculus, dont Dieu vengera le sang au grand jour du jugement ¹. Le culte rendu à Donat et à Marculus était si populaire en Afrique, que des martyrologes catholiques les ont mis au nombre des martyrs honorés par l'Église ². On ne connaît point par leurs noms les autres victimes de la persécution ordonnée par Paul et Macaire, mais saint Optat lui-même nous apprend que les évêques donatistes furent obligés de fuir avec leur clergé ; que ceux d'entre eux qui s'obstinèrent à demeurer dans leurs églises furent saisis et exilés au loin ³. Ailleurs, dans un passage où l'on reconnaît qu'il entend parler du règne de Constant ⁴, saint Optat s'écrie encore, s'adressant aux donatistes : « Les chefs de votre faction étaient enfermés dans les lieux où leur obstination les avait fait reléguer ; la paix, si chère à Dieu, régnait ainsi parmi tous les peuples. Vous seuls étiez dans la tristesse, avec le diable. Il demeurait caché dans ses temples païens ; vous étiez bannis dans les pays étrangers ⁵. »

Donat, l'évêque de Carthage, le véritable chef de la secte, ne fut pas épargné. On n'hésita point à se débarrasser d'un si redoutable adversaire. Il fut banni comme les autres. Saint Jérôme nous l'apprend dans sa Chronique. Mais par suite d'une erreur évidente de date, il place son exil en 355 ⁶. On ne sait ni où il fut déporté ni à quelle époque il mourut. Il est certain qu'il mourut loin de Carthage ; car, dit saint Optat, ce que dit le prophète du Prince de Tyr, qu'il ne mourrait point dans le pays,

¹ *Gesta collationis Carthaginensis*, collatio diei I, n° CLXXXVII (Ellies du Pin, à la suite de saint Optat, p. 433. Baluzius, *Nova conciliorum collectio*, c. I, § 187, p. 505).

² Saint Augustin, *In Joannis Evangelium tractatus*, XI, 15 (Migne, *P. L.*, t. XXXIV, p. 1483).

³ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4 (Ellies du Pin, p. 59).

⁴ Tillemont, *Donatistes*, art. XLIX ; *Mémoires*, t. VI.

⁵ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 15 (Ellies du Pin, p. 36).

⁶ Baronius, ann. 348. Tillemont, *Donatistes*, art. XLIX ; *Mémoires*, t. VI.

fut vérifié en lui ¹. Il est certain aussi qu'il avait cessé de vivre quand Julien rendit la liberté de conscience aux donatistes, puisque ce fut son successeur, Parménianus, qui vint alors occuper le siège de Carthage. Ce Parménianus semble avoir été Gaulois ou Espagnol. Il ne fut sacré évêque apparemment que lors du retour des exilés ².

Après avoir pacifié l'Afrique, en apparence, par ces exécutions, Paul et Macaire retournèrent à Carthage, où une fête solennelle fut célébrée dans la principale basilique. Les deux commissaires impériaux assistèrent à cette cérémonie. Mais un grand nombre de chrétiens s'abstinrent de s'y rendre, parce que les donatistes avaient fait courir le bruit qu'au moment où l'autel serait préparé pour le sacrifice, on y placerait une image profane, apportée par Paul et par Macaire ³. Il s'agissait sans doute de la statue de l'Empereur. Il semble que les catholiques avaient voulu admettre la coutume d'élever sur l'autel l'effigie du souverain ⁴. Un concile des évêques africains fut ensuite réuni à Carthage, sous la présidence de Gratus, pour régler les questions de discipline qui intéressaient leurs Églises. Ce concile se tint apparemment en l'année 349 ⁵.

Il y a lieu de croire que quelques évêques donatistes n'eurent point la constance de préférer l'exil à la soumission. Saint Augustin remarque, en effet, que certaines Églises donatistes, qui avaient été converties par la terreur, s'étaient maintenues depuis avec beaucoup de fidélité dans la foi catholique ⁶. Et dans le concile de Carthage, on voit qu'un certain Optantius ayant abandonné le schisme, Antigonius, évêque de Madaura en Numidie, avait fait avec lui une convention, signée de l'un et de l'autre, par laquelle ils divisaient entre eux le peuple de ce diocèse. Antigonius se plaint au concile que, nonobstant cet accord, Optantius s'occupait des peuples attribués à lui Antigonius, et usurpait sur eux une autorité à laquelle il n'avait pas droit ⁷.

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 3 (Ellies du Pin, p. 55).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 7 ; III, 3 (Ellies du Pin, p. 33 et 55).

³ Saint Optat, *Le schism. Donatist.*, III, 12 (Ellies du Pin, p. 67).

⁴ Baronius, *ann.* 348, XXXV.

⁵ Tillemont, *Donatistes*, art. LI ; *Mémoires*, t. VI.

⁶ Saint Augustin, *Ep.* XCIII, CLXXXV (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 321 et 792).

⁷ *Gesta collationis Carthaginensis*, collatio diei I, n° CXXVI (Ellies du Pin, à la suite de saint Optat, p. 405, note 62).

Mais ces soumissions furent peu nombreuses. Loin de se rapprocher des catholiques, les donatistes conçurent une haine violente contre leurs persécuteurs.

Le clergé donatiste refusa d'avoir aucun rapport avec eux, soit par écrit, soit de vive voix. Il laissait sans réponse les lettres que lui adressaient ces pécheurs, comme il les appelait, leur refusait le baiser que l'on se donnait en se rencontrant et défendait à ses fidèles de les saluer ou de recevoir d'eux la moindre civilité ¹. Si quelque catholique se hasardait à pénétrer dans les églises que ces prêtres avaient pu se conserver par la terreur qu'inspiraient les circoncellions, ils le chassaient et peu s'en fallait qu'ils ne le battissent. Puis ils lavaient, avec de l'eau salée, le pavé où l'intrus avait marché ². Jamais ils n'adressaient la parole au peuple, sans mêler à leurs instructions des calomnies contre les catholiques ³. Ce fut un déluge de reproches, d'accusations et d'injures. Les donatistes épiaient la conduite du clergé catholique pour découvrir quelque sujet de scandale. Si quelque évêque, quelque ecclésiastique, quelque moine ou quelque religieux commettait une faute, on s'empressait de divulguer la chose et de dire que les autres étaient tout aussi coupables, quoiqu'on ne pût les faire tous connaître pour ce qu'ils étaient ⁴.

De leur côté, les catholiques n'avaient que trop occasion et ne négligeaient pas d'accuser les donatistes de fautes graves et de méfaits. Saint Augustin reproche à ses adversaires qu'on voit, auprès des tombeaux de leurs faux martyrs, des troupes de vagabonds, d'ivrognes des deux sexes, qui se mêlent ensemble pour se remplir de vin et se souiller de toutes sortes de crimes ⁵. « Ils comparent leur secte au pur froment, s'écrie-t-il ; « mais si l'Afrique a été choisie pour renfermer le bon grain et « si tout le reste de la terre n'est rempli que de paille, d'où « viennent donc ces grandes troupes de circoncellions ? D'où « vient ce grand nombre d'ivrognes et de débauchés ? D'où vient

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, I, 4 ; IV, 1, 5 (Ellies du Pin, p. 4, 69, 71-72) Saint Augustin, *Ep.* XLIII, CV (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 159 et 396).

² Saint Augustin, *Ep.* CVIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 405, n° 9).

³ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, IV, 5 (Ellies du Pin, p. 72).

⁴ Saint Augustin, *Ep.* LXXVIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 267 et suiv.).

⁵ Saint Augustin, *Contra Epistolam Parmeniani*, III, 3 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 96).

• cette quantité infinie de filles de mauvaise vie ? D'où vient
 • qu'on ne voit que voleurs, qu'avares, qu'usuriers ? » Ailleurs, saint Augustin accuse les donatistes de recevoir parmi eux, et même d'y attirer les ecclésiastiques qui enfreignent la discipline de l'Église. Il cite des exemples, comme celui d'un nommé Primus, dégradé du sous-diaconat ; d'un jeune homme qui se fit rebaptiser, pour avoir la liberté de battre sa mère, ou même de la tuer ; de Rusticianus, sous-diacre excommunié, qui trouva dans le parti de Donat la protection dont il avait besoin contre l'Église et contre ses créanciers ; d'un autre diacre, également excommunié, qui avait été rebaptisé, lui aussi, et, peu de jours après, avait été tué en tentant de commettre, la nuit, quelque violence avec les circoncellions ; de Splendonius, déposé du diaconat dans les Gaules, et néanmoins rebaptisé et fait prêtre par Pétilianus de Cirta, grand évêque schismatique, qui fut depuis contraint lui-même de le chasser ¹. Les méfaits de tous genres dont les donatistes ne cessaient de se rendre coupables furent dénoncés publiquement par saint Augustin, dans un écrit adressé à une personne de leur secte qu'il chargeait de les notifier à son évêque, ajoutant que si cela ne suffisait pas, il les ferait signifier juridiquement à l'évêque lui-même ². Naturellement, les écrits de polémique pleuvaient de part et d'autre. Ceux des donatistes ne nous sont pas parvenus. Nous savons seulement qu'un donatiste, du nom de Vitellius Afer, se distingua dans cette lutte ³. Saint Optat d'abord, saint Augustin ensuite, furent les plus illustres défenseurs de la foi catholique.

La passion aveuglait tous les esprits ; nul ne pouvait se défendre de quelque exagération. Saint Augustin reproche aux évêques donatistes, à ceux-là mêmes qui avaient la plus haute idée de leur vertu, de ne point oser se dire sans péché et de ne point se dispenser de frapper leur poitrine ou de demander pardon à Dieu de leurs péchés, en disant l'oraison dominicale ⁴ !

¹ Saint Augustin, *Ep.* XXXIV, XXXV, CVIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 431, 434, 405). Saint Augustin, *Ep.* XXXV, CVIII (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 434 et 417).

² Saint Augustin, *Ep.* XXXV (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 434).

³ Gennadius, *De Scriptoribus ecclesiasticis*, 4 (Migne, *P. L.*, t. LVIII, p. 1063).

⁴ Saint Augustin, *Contra Epistolam Parmeniani*, II, 10 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 62 et suiv.).

L'humilité, tant recommandée, dont l'auteur des *Confessions* donne de si nombreux et si beaux exemples, devenait, à ses yeux, un crime chez ses adversaires. C'est ainsi que saint Augustin continuait la discussion à la fin du iv^e siècle et au commencement du v^e, avec l'amertume que de part et d'autre on y apporta dès l'origine. Les poursuites commencées par Paul et Macaire persistèrent après eux. Non seulement ceux qui avaient été exilés demeurèrent bannis, mais d'autres furent proscrits ¹.

Tandis que, dans leurs écrits, les deux partis s'injuriaient, les bandes de circoncellions devenaient plus nombreuses et plus violentes. Le traitement qui leur avait été infligé faisait paraître au peuple leurs représailles moins odieuses. Ces vagabonds semblaient, de plus en plus, des proscrits et des opprimés dignes de pitié ou même d'admiration. En tuant quelques-uns d'entre eux, on leur inspira l'étrange folie du martyr qui acheva de les faire passer pour des saints et attira dans leurs rangs une quantité de gens dont l'imagination avait soif de sacrifice. On les vit désirer, avec une folle ardeur, la mort et les supplices, pour acquérir la gloire du martyr. Ne trouvant point, à leur gré, l'occasion de mourir de la main des ennemis de leur foi, ils se détruisaient eux-mêmes dans d'horribles tourments. Ils se précipitaient du haut des rochers, se noyaient dans les rivières ou se jetaient dans le feu qu'eux-mêmes avaient allumé. Des troupes entières se tuaient ainsi, en se précipitant. « Il y a, dit saint Augustin, des précipices affreux devenus célèbres par les morts fréquentes que ces volontaires s'y sont données ². » Rarement on en voyait se pendre. C'était le seul supplice qu'ils s'épargnaient, par la raison que Judas s'était pendu après avoir livré Jésus-Christ et qu'ils ne voulaient rien avoir de commun avec des traditeurs ³. Il y eut même des femmes qui, mêlées à ces bandes, imitèrent leurs compagnons et se donnèrent la mort. Les évêques donatistes cherchèrent à mettre un frein à cette fureur. Ils ne purent même pas empêcher qu'on ne rendit aux cadavres de ces fanatiques les honneurs réservés aux martyrs et que le peuple ne célébrât tous les ans avec dévotion le jour

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4 (Ellies du Pin, p. 59).

² Saint Augustin, *Ep.* CLXXXV (Migne, *P. L.*, t. XXXIII, p. 792).

³ Tillemont, *Donatistes*, art. XXXVII; *Mémoires*, t. VI.

anniversaire de leurs suicides ¹. Théodoret nous apprend que ceux qui voulaient acquérir ainsi par une mort volontaire le titre de martyr avertissaient leurs compagnons, longtemps à l'avance, et se préparaient à jouer le rôle qu'ils ambitionnaient. Leurs compagnons avaient soin de les bien traiter et de leur apporter, dit cet auteur, toutes sortes de viandes, comme à des victimes que l'on engraisse ².

Ces fanatiques ne se tuaient eux-mêmes que quand ils ne parvenaient point à se faire massacrer. Toute occasion de se faire condamner à la peine capitale était pour eux une bonne fortune, trop rare à leur gré. Plus d'une fois, ils attaquèrent, le long des routes, des magistrats qui, accompagnés de leurs officiers, allaient rendre la justice, et les contraignirent de leur donner la mort, les menaçant de les tuer s'ils refusaient de leur procurer ce qu'ils appelaient la gloire du martyr ³. Un de ces magistrats trouva moyen de se tirer d'affaire, sans répandre le sang de ces malheureux. Il déclara qu'il allait faire trancher la tête à tous ceux qui lui barraient le passage. Ceux-ci s'empressèrent de se laisser lier les mains. Quand ils furent ainsi réduits à l'impuissance, le magistrat les abandonna en cet état et poursuivit sa route ⁴.

À défaut de magistrats, ils arrêtaient les passants, les sommant de choisir entre leur donner la mort ou mourir eux-mêmes ⁵. « Parmi tant de tristes narrations, dit Théodoret, j'en veux rapporter une assez plaisante. Une troupe de ces furieux rencontra un jeune homme d'esprit et de résolution. Ils lui présentèrent aussitôt une épée nue et lui commandèrent de la leur enfoncer dans le sein, s'il ne voulait en être percé lui-même. Il ne refusa pas de se prêter à leur fantaisie; mais il leur dit que quand il aurait tué les premiers, les autres pourraient bien changer d'avis et se jeter sur lui; qu'il fallait donc qu'ils se laissassent tous lier et que, cela fait, il les massacrerait. Ils y con-

¹ Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, 6 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 106).

² Théodoret, *Haeret. fabul. compendium*, IV, 6 (Migne, P. G., t. LXXXIII, p. 423).

³ Saint Augustin, *Ep.* CLXXXV (Migne, P. L., t. XXXIII, p. 792).

⁴ *Ibid.*

⁵ Théodoret, *Haeret. fabul. compendium*, IV, 6 (Migne, P. G., t. LXXXIII, p. 423). Saint Augustin, *de Haeresibus ad Quodvultdeum liber* (Migne, P. L., t. XLII, p. 43).

sentirent, se laissèrent lier, et quand ils furent ainsi hors d'état de nuire, il les fouetta et s'en alla ¹. » Quelquefois ils payaient des gens pour se faire martyriser ².

Toutes ces folies n'allaient pas sans de terribles violences. Les circoncellions n'étaient pas moins inhumains pour les autres que pour eux-mêmes. « C'était marcher, dit saint Augustin, au milieu de l'ombre de la mort que de les rencontrer. Il n'y avait point de brigands ni de bandits qui commissent les mêmes cruautés que ces furieux faisaient souffrir tous les jours aux catholiques. Ils portaient partout la terreur et troublaient ainsi non seulement la paix de l'Église, mais encore le repos public. Ils attaquaient la nuit les maisons des ecclésiastiques catholiques, les pillaient et en emportaient tout ce qu'ils y trouvaient. Quant aux gens, ils les brisaient à coups de bâton, les perçaient de leurs épées et les laissaient à demi morts. Ils inventèrent un nouveau genre de supplice dont on n'avait pas encore entendu parler. Au lieu d'aveugler leurs victimes en leur arrachant les yeux, ils aimaient mieux leur faire perdre la vue par des tourments prolongés. Ils s'avisèrent de délayer de la chaux avec du vinaigre et d'en couvrir les yeux de ceux qui tombaient entre leurs mains. D'abord ils n'avaient employé que de la chaux ; mais ayant appris que ceux qu'ils avaient ainsi traités avaient pu guérir, ils ajoutèrent du vinaigre ³. Ce n'était point aux clercs seuls qu'ils réservaient ces traitements barbares, les laïques étaient également exposés à voir leurs maisons brûlées et pillées. Lorsque les circoncellions se jetaient sur une habitation, ils n'y épargnaient rien ; après avoir tout enlevé, ils faisaient couler le vin et les autres liquides qui ne se pouvaient emporter. Dans les premiers temps de leurs brigandages, ces furieux ne s'armaient point d'épées, parce que Jésus en avait défendu l'usage à saint Pierre ; mais ils se servaient de bâtons noueux qu'ils appelaient des israélites. Ils ne tuaient pas sur le coup ; mais ils brisaient tellement un homme qu'il mourait après avoir longtemps souffert. Pour eux, c'était faire miséri-

¹ Théodoret, *Haeretic. fabul. compendium*, IV, 6 (Migne, P. G., t. LXXXIII, p. 423).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4 (Ellies du Pin, p. 56).

³ Saint Augustin, *Contra Cresconium*, III, cap. 42 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 521). Saint Augustin, *Ep.* III (Migne, P. L., t. XXXIII, p. 421).

corde à quelqu'un que de lui donner un si bon coup qu'il en mourût tout de suite ¹. Du temps de saint Augustin, ils avaient ajouté à leurs bâtons des frondes, des haches, des pierres, des lances et des épées ². Ils pratiquaient avec acharnement la coutume de rebaptiser et forçaient souvent les gens à se soumettre à cet usage, par crainte de leurs violences ³.

Ainsi se manifestait par d'horribles désordres le caractère qu'avait pris, en se propageant dans le peuple de l'Afrique, le mouvement suscité par quelques clercs sans scrupules qui, pour satisfaire leurs ambitions et leurs rancunes, n'avaient pas hésité à se séparer de l'Église et qui, ne pouvant avoir légalement raison de leurs adversaires, s'étaient créé un parti dans les classes de la population hostiles à l'ordre politique et social. Une querelle entre ecclésiastiques, une simple question d'intérêts personnels, avait provoqué une vaste agitation révolutionnaire qui s'étendait à toute l'Afrique. Partout, le bas peuple s'était précipité dans le schisme que ne motivait même pas une doctrine quelconque, parce que l'Église catholique lui paraissait trahir sa cause, en s'accommodant de l'ordre de choses établi et en ne donnant pas satisfaction à ses espérances. Beaucoup de chrétiens, serviteurs la veille, se croyaient appelés à être les maîtres le lendemain. Le bouleversement des conditions sociales leur semblait la conséquence nécessaire de l'avènement du christianisme. Les premiers seront les derniers ; telle devait, à leur sens, être désormais la loi en ce monde. Quand les plus exaltés d'entre eux, enrôlés dans les bandes de circoncellions, commettaient les pires attentats contre les personnes et les propriétés, ils préludaient, soldats du Christ, comme ils se qualifiaient, à l'insurrection qui devait, pensaient-ils, établir le royaume des saints sur les ruines de l'ancienne société, œuvre du diable. D'autre part, les donatistes, se trouvant en opposition avec le pouvoir impérial qui s'était prononcé en faveur de leurs adversaires, s'étaient acquis la sympathie de la population indigène non encore assimilée aux latins et toute disposée à s'insurger

¹ Saint Augustin, *Contra Gaudentium Donatistarum episcopum*, I, 28-29 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 725-726). Saint Augustin, *Enarratio in psalmum LIV* (Migne, P. L., t. XXXVI-XXXVII, p. 645).

² Saint Augustin, *Contra Epistolam Parmeniani*, I, 2 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 446).

³ Saint Augustin, *Ep. CXI* (Migne, P. L., t. XXXIII, p. 421).

contre la domination romaine. Le donatisme s'était donc transformé en un mouvement de révolution sociale et de séparatisme. C'est pourquoi les Empereurs s'efforcèrent d'anéantir, par des mesures particulièrement rigoureuses, ce schisme dont ils considéraient les sectateurs comme des ennemis de l'Empire.

La situation en Afrique dura sans changement notable, les schismatiques demeurant proscrits ou dans l'état de révolte, pendant quatorze ans. Dans les derniers jours de l'année 361 ou dans les premiers mois de 362, Julien, devenu, par suite de la mort de Constance, maître de l'Empire, promulgua un édit qui rappelait de l'exil tous ceux que Constance avait bannis pour cause de religion et qui ordonnait la restitution de leurs biens confisqués ¹. Les donatistes qui avaient été proscrits non par Constance, mais par Constant, ne pouvaient se prévaloir de cet édit ². C'est pourquoi, en 362, ils adressèrent au nouveau souverain une requête que les catholiques leur ont reprochée comme un de leurs plus grands crimes, parce qu'ils y disaient, s'adressant à un apostat et à un païen, que la justice pouvait seule quelque chose sur son esprit ³. Dans cette requête, signée de Rogatianus, de Pontius, de Cassianus et des autres évêques et ecclésiastiques du parti de Donat, les schismatiques demandaient le rappel des exilés et la restitution des basiliques qui leur avaient été enlevées à l'époque de Macaire ⁴. Ils demandaient également que tout ce qui avait été fait à cette époque, sans rescrit de l'Empereur, fût aboli, et qu'en un mot, toutes choses fussent rétablies dans l'état où elles étaient avant l'intervention du pouvoir impérial ⁵. Julien leur répondit par un rescrit favorable qui fut notifié aux magistrats d'Afrique ⁶.

¹ *Œuvres de l'empereur Julien*, épîtres XXVI, aux Alexandrins, et LII, aux Bostréniens (édit. Teubner, vol. I, p. 515 et 559). Socrate, *Hist. eccl.*, III, 1 (Migne, *P. L.*, t. LXVII, p. 378). Rufin, *Hist. eccl.*, I, 27 (Migne, *P. L.*, t. XXI, p. 493). Tillemont, *Persécution de Julien l'Apostat*, art. III; *Mémoires*, t. VII. *Les Ariens*, art. CIII; *Mémoires*, t. VI. Paul Allard, *Julien l'Apostat*, t. II, p. 289.

² Paul Allard, *Julien l'Apostat*, t. II, p. 307.

³ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 16 (Ellies du Pin, p. 36-37). Saint Augustin, *Contra litteras Petilian.*, II, 97 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 334). Baronius, ann. 362, CCLXI (date de la requête des Donatistes).

⁴ Saint Augustin, *Contra litteras Petilian.*, II, 97 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 334). Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 16 (Ellies du Pin, p. 36-37).

⁵ Saint Augustin, *Contra litteras Petilian.*, II, 97 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 334).

⁶ *Rescriptum Juliani imperatoris* (édit. Ellies du Pin, à la suite de l'ouvrage

L'amnistie accordée à ceux que Constance avait bannis eut pour effet le retour des principaux défenseurs de la foi catholique et mit les catholiques orthodoxes en état de résister aux ariens qui avaient paru demeurer les maîtres de l'Église, dans les dernières années du précédent empereur ¹. L'édit de Julien fut donc grandement avantageux à l'Église ². Mais ce n'était pas l'intérêt de l'Église que Julien, adversaire déclaré du christianisme, avait en vue et, à cette époque d'ardentes luttes, on ne croyait guère à des idées de tolérance. Deux historiens de l'histoire ecclésiastique pensent que Julien voulut s'acquérir de la popularité et rendre odieux le gouvernement de son prédécesseur, en montrant que, sous le règne de ce dernier, les affaires avaient été mal gérées ³. Un troisième dit que son but fut de détruire les chrétiens par leurs propres divisions, qu'il croyait devoir s'augmenter quand tous auraient la liberté de défendre leurs sentiments ⁴. Un contemporain et païen, Ammien Marcellin, dit à peu près la même chose en ces termes : « Il (Julien) convoqua au palais tous les évêques divisés entre eux de doctrine et les représentants des diverses sectes qui partageaient le peuple; et leur signifia, bien qu'avec douceur, qu'il fallait que les disputes cessassent et que chacun pût sans crainte professer le culte de son choix. S'il se montrait si tolérant sur ce point, c'est qu'il comptait bien que la liberté multiplierait les schismes et que de la sorte il n'aurait pas l'unanimité contre lui, sachant, par expérience, que divisés sur le dogme, les chrétiens étaient les pires des bêtes féroces les uns pour les autres ⁵. » Ce n'est pas sans grande apparence de raison qu'on a attribué à Julien une intention parfaitement conforme à ses tendances et fort explicable, d'ailleurs, au point de vue politique.

de saint Optat, p. 314). La requête des Donatistes et le rescrit de Julien furent, dans la suite, affichés par ordre de l'empereur Honorius, qui se proposait de rendre les Donatistes odieux par cette publication qui attestait l'intervention de l'apostat en leur faveur. On a la loi faite à ce propos par Honorius (*Code Théodosien*, XVI, V, 37; édit. Haenel, p. 1545).

¹ Tillemont, *Persécution de Julien l'Apostat*, art. III; *Mémoires*, t. VII.

² Tillemont, *Les Ariens*, art. CIII; *Mémoires*, t. VI.

³ Socrate, *Hist. eccl.*, III, 1 (Migne, *P. G.*, t. LXVII, p. 378). Rufin, *Hist. eccl.*, I, 27 (Migne, *P. L.*, t. XXI, p. 493).

⁴ Sozomène, *Hist. eccl.*, V, 5 (Migne, *P. G.*, t. LXVII, p. 1227-1228).

⁵ Ammien Marcellin, XXII, 5. « Quod agebat ideo obstinate ut dissensiones augente licentia, non timeret unanimantem postea plebem. » La traduction donnée de ce passage est extraite de la collection Nisard, p. 170.

Empereur, il avait à maintenir l'indépendance du pouvoir impérial et il pouvait juger habile de laisser les chrétiens se neutraliser les uns les autres par leurs propres divisions, afin de les empêcher de constituer un parti assez puissant pour lui imposer sa volonté. Mais, quand ensuite il accorda aux donatistes le bénéfice de l'amnistie édictée en faveur de ceux que Constance avait bannis, eut-il la pensée d'introduire en Afrique un nouvel élément de désordre, sans rechercher si ce désordre ne s'étendrait pas à la société civile ¹? Doit-on considérer comme une preuve de son intention à cet égard le fait que les évêques donatistes furent remis en possession de leurs églises, alors que les autres bannis obtenaient simplement l'autorisation de rentrer dans leur patrie et qu'il ne leur était pas donné de retourner à leurs églises ²? Le gouvernement impérial n'ignorait pas l'état des choses en Afrique. Il savait que le donatisme avait cessé d'y être uniquement une querelle ecclésiastique et était devenu le prétexte de mouvements révolutionnaires et séparatistes. Peut-on supposer qu'un empereur, dont l'intelligence n'est pas mise en doute, a poussé l'aveuglement jusqu'à vouloir favoriser, de propos délibéré, des tentatives de guerre sociale et d'insurrection contre son propre Empire? D'ailleurs, le bannissement du haut clergé schismatique ou d'une partie de ce clergé, loin de rétablir la paix, avait été l'occasion de troubles graves qui ne s'étaient pas apaisés. Il est certain que, jusqu'au temps de l'épiscopat de saint Augustin, le peuple demeura fidèle au parti donatiste et que les violences des circoncellions n'avaient point discontinué. Le rappel des évêques donatistes ne pouvait donc être qu'un moyen de pacification, puisqu'il ôtait aux révoltés le prétexte dont ils se couvraient. Rétablis dans la situation dont ils avaient été privés et libres désormais d'étendre leur propagande, ces évêques se trouvaient intéressés à la conservation d'un ordre de choses qui leur était devenu favorable. Dès lors, il était évident que, loin de provoquer de nouveaux désordres, ils devaient se montrer disposés à détourner le peuple de faire cause commune avec les circoncellions dont les excès leur avaient paru si insupportables à l'époque où ils n'étaient point

¹ Paul Allard, *Julien l'Apostat*, t. II, p. 309.

² Paul Allard, *Julien l'Apostat*, t. II, p. 307-309; Julien, *Ep.* XXVI.

proscrits, qu'ils avaient pris l'initiative, affirme saint Optat, d'écrire au comte Taurinus pour l'inviter à les réprimer ¹. Replacés dans leur ancienne situation, ils ne pouvaient que reprendre, à l'égard des révoltés, leur ancienne attitude. Il paraissait tellement évident qu'ils ne pouvaient manquer d'exercer une influence pacificatrice, quand l'intérêt de leurs positions personnelles ne serait plus en jeu, que les catholiques avaient eu à plusieurs reprises, comme on l'a vu, le rare mérite de se montrer prêts, pour les satisfaire, aux plus grands sacrifices, jusqu'à leur offrir de partager avec eux l'épiscopat. Julien n'a-t-il pu avoir la même idée de pacification, avec cette différence toutefois qu'il espérait, sans aucun doute, que, la révolte apaisée, les donatistes demeureraient dans le schisme et qu'il y aurait ainsi en Afrique deux Églises opposées l'une à l'autre qui se tiendraient mutuellement en échec ?

Quant au fait que les évêques donatistes obtinrent la restitution de leurs églises, on n'en peut tirer aucune conclusion. Cette restitution ne fut pas l'effet d'une faveur spéciale de Julien. Le rescrit impérial, dont nous avons le texte en entier, n'en fait point mention ². Elle fut une simple application du droit commun, la conséquence régulière et inévitable de la situation juridique des donatistes. Ils avaient été proscrits par mesure administrative, par une opération de police un peu rude, suivant l'exacte expression d'un historien ³, sans aucune constitution ni aucun rescrit impérial. Aucun texte de loi n'avait prescrit la confiscation de leurs églises. Les magistrats ne pouvaient donc, lorsqu'ils reparurent, refuser de reconnaître leur droit de possession dont ils n'avaient été dépouillés ni par une disposition légale ni par un jugement, et qui était distinct du droit de propriété. Pour les priver de ce droit de possession, il eût fallu que Julien eût fait contre eux une loi de confiscation.

Par suite du rescrit de Julien, on vit rentrer en Afrique ceux

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, III, 4 (Ellies du Pin, p. 57).

² *Rescriptum Juliani Imperatoris in gratiam Donatistarum.* « Hoc quoque supplicantibus Rogatiano, Pontio, Cassiano et caeteris episcopis sed et clericis, accedit ad cumulum, ut abolitis quae adversus eos sine rescripto perperam gesta sunt in antiquum statum cuncta revocentur. » Ce texte nous a été conservé par saint Augustin qui le cite en entier, *Contra litteras Petilian.*, II, 97 (Migne, *P. L.*, t. XLIII, p. 334).

³ Paul Allard, *Julien l'Apostat*, t. II, p. 309.

que Macaire en avait chassés. Saint Optat leur reproche d'y avoir de nouveau commis toute sorte de désordres et d'abominations. Mais les faits qu'il cite ont tous rapport à la reprise de possession des églises qui avaient été livrées aux catholiques, et aux pénitences qu'ils infligèrent aux ecclésiastiques et aux religieuses qui se présentèrent volontairement pour se soumettre à leur autorité. Avoir raclé le bois des autels ou les avoir brisés, dans les églises où ils rentraient; y avoir brisé ou vendu les calices; avoir sommé les catholiques par le ministère d'officiers de justice, même païens, de restituer les vases du sacrifice, les linges, les nappes, les tentures et les livres saints de ces églises; avoir purifié les linges, en les lavant, et les édifices eux-mêmes, en y répandant de l'eau salée jusque sur les parois des murailles et en les exorcisant; avoir fait changer de voile aux religieuses qui faisaient retour au schisme ou qui s'y faisaient admettre; avoir distribué à leurs ouvriers le vin conservé pour servir au sacrifice; avoir permis à ces gens de boire ce vin et de le mélanger d'eau tiède, chauffée avec des morceaux de bois provenant des autels; enfin avoir été jusqu'à mettre en pénitence des ecclésiastiques: tels sont les actes sacrilèges que saint Optat décrit longuement ¹.

Les faits les plus répréhensibles qu'il rapporte sont les suivants. Dans un endroit les donatistes jetèrent par une fenêtre l'ampoule du saint chrême, pour la briser. Mais les mains des anges la soutinrent et elle ne fut pas même endommagée dans cette chute. Ailleurs, des hosties furent jetées aux chiens; mais les chiens qui en mangèrent devinrent enragés et mordirent leurs maîtres ². A Castellum Lemellense, dans la Mauritanie de Stêfe, les catholiques s'obstinant à occuper la basilique, deux évêques donatistes, Félix de Diabe ou de Zabe et Janvier de Flumenpiscis, se rendirent en cet endroit et, trouvant la basilique fermée, ordonnèrent à leurs gens de monter sur le toit et d'en enlever les tuiles. Les diacres catholiques se groupèrent autour de l'autel, pour le défendre de toute atteinte. Il en résulta que plusieurs d'entre eux furent blessés par des tuiles, jetées dans l'intérieur de l'édifice. Deux furent même tués. Ils s'appe-

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 17; VI, 1-7 (Ellies du Pin, p. 37 et p. 91-99).

² Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 19 (Ellies du Pin, p. 39).

laient Primus, fils de Janvier, et Donat, fils de Ninus ¹. Ils ont été mis dans le martyrologe romain le 9 février ². Primosus, évêque catholique de Castellum Lemellense, porta plainte devant un concile que les donatistes tenaient à Theveste, en Numidie. On l'écoula, mais on ne lui rendit pas justice ³. Saint Optat ajoute qu'il y eût du sang répandu, des hommes déchirés, des femmes maltraitées, des enfants massacrés, des avortements forcés ⁴. Mais il ne cite aucun exemple particulier, aucun fait certain, ce qui ne laisse pas de donner place à quelque doute. Pourquoi ce manque de précision, quand il s'agit de meurtres, alors qu'il entre dans tant de détails quand il s'agit de profanations? Un seul fait nous est indiqué. Les donatistes essayèrent souvent de séduire des catholiques, en les intimidant. A cet effet, ils les maudissaient et faisaient contre eux des imprécations jusqu'à leur souhaiter la mort. Si ensuite il arrivait quelque malheur à ces personnes, ils se vantaient que c'était l'effet de leurs imprécations ⁵. Voilà évidemment une chose fort blâmable, mais qui ne constitue pas un acte de violence matérielle. C'est le propre de toutes les sectes de maudire leurs adversaires et de considérer les malheurs qui les frappent comme un châtement de la Providence. Dans les luttes religieuses, rares sont ceux qui ont assez de largeur d'esprit pour dire comme Prudence, à propos de Julien l'Apostat: « C'était un vaillant chef dans le combat, un législateur fameux. Par le bras et par le conseil, il servit bien l'État; mais il ne servit pas la religion. Adorateur de mille divinités, il fut sans foi envers le Dieu véritable; il ne le fut pas envers la patrie ⁶. » Saint Optat ne fait point mention des circoncellions, au moment où les évêques donatistes revinrent de l'exil. Il ne signale aucun de leurs méfaits habituels. Peut-être en faut-il conclure qu'ils se calmèrent et que, sous ce rapport du moins, le rescrit de Julien eut pour effet de pacifier quelque peu l'Afrique.

L'époque qui suivit le retour des évêques donatistes fut celle de leur plus grande puissance. De toutes parts, la population se

¹ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 18 (Ellies du Pin, p. 37).

² Tillemont, *Donatistes*, art. LV; *Mémoires*, t. VI.

³ Saint Optat, *l. c.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Saint Optat, *De schism. Donatist.*, II, 25 (Ellies du Pin, p. 43).

⁶ Prudence, *Apotheosis*, vers 450-454 (Migne, *P. L.*, t. LIX, p. 961).

déclarait pour eux. Telle devint leur audace, qu'en 380, Faustinus, l'évêque schismatique d'Hippone, put défendre de cuire du pain pour les rares catholiques de cette ville ¹. Les donatistes étaient plus particulièrement florissants dans la Numidie où, prétendaient-ils, il ne restait plus guère d'évêques catholiques ². Ils ne jouirent pourtant pas longtemps d'une paix complète. Julien périt le 26 juin 363. Jovien, qui lui succéda, faisait profession publique de la foi chrétienne. Il se montra disposé à pratiquer une certaine tolérance à l'égard des diverses sectes religieuses, mais il mourut le 16 février 364. Il n'eut point le temps de porter ses regards du côté de l'Afrique. Sous le règne de Valentinien I^{er}, les poursuites contre les schismatiques recommencèrent. Valentinien I^{er} reconnut la liberté de tous les cultes. Les manichéens et les donatistes furent seuls exceptés de cette tolérance ³. Les premiers étaient considérés comme des ennemis de la société, les seconds comme des ennemis de la société et de l'Empire, le donatisme étant une manifestation du parti révolutionnaire et séparatiste qui s'agitait en Afrique. Par une loi datée de Trèves, le 20 février 373 ou plus exactement 370, et adressée à Julien, proconsul d'Afrique, Valentinien I^{er} déclara indignes de l'épiscopat les évêques coupables d'avoir rebaptisé ⁴. D'autres mesures furent sans doute prises contre eux ; car, dans une loi rigoureuse contre les donatistes, Gratien dit qu'il suit ce qu'avait ordonné Valentinien son père ⁵ ; et l'on sait d'autre part que les donatistes mettaient au nombre de leurs persécuteurs le comte Romanus, qui commanda en Afrique depuis le temps de Jovien en 363 jusqu'en 373 ⁶.

F. MARTROYE.

(A suivre.)

¹ Saint Augustin, *Contra litteras Petiliani*, II, 83 (Migne, P. L., t. XLIII, p. 316).

² *Gesta collationis Carthaginensis*, collatio diei I, 165 (Ellies du Pin, p. 429).

³ *Code Théodosien*, XVI, v, 3 ; vi, 1 (édit. Haenel, p. 1573 et 1575).

⁴ *Code Théodosien*, XVI, v, 1 (Haenel, p. 1573). — Cette loi est de l'année 370 ; car elle est datée de Trèves où Valentinien se trouvait en 370. En 373 il était à Milan (Haenel, p. 1574, note L).

⁵ *Code Théodosien*, XVI, vi, 2 (Haenel, p. 1575).

⁶ *Ammien Marcellin*, XXVIII (collection Nisard, p. 302).

UNE ARMÉE COLONIALE

AU XVIII^e SIÈCLE

DUPLEIX AUX INDES ¹

Depuis un quart de siècle, la France a vu son domaine d'outre-mer s'agrandir dans des proportions considérables, et chaque année, de courageux explorateurs viennent ajouter de glorieuses pages à notre histoire militaire coloniale. L'opinion publique s'intéresse de plus en plus à ces terres lointaines où, pour la première fois, flotte notre pavillon ; elle se rend compte qu'il est nécessaire d'en tirer parti, et que tant d'énergie ne doit pas être seulement dépensée pour l'honneur du nom français, mais doit contribuer à accroître notre activité industrielle et commerciale ; des revues se sont fondées pour assurer le développement et la défense de nos intérêts nouveaux ; des écoles se sont ouvertes pour faciliter les travaux qui sont la base nécessaire des études coloniales ; des comités se sont formés pour développer chez nous l'esprit d'initiative, et l'un d'eux s'est placé sous le patronage de Dupleix, ce grand homme qui fut si près de donner à la France l'empire des Indes : on sait combien était féconde l'idée à laquelle il consacra toutes ses forces, dans quelles lamentables conditions cette idée fut incomprise par le gouvernement de Louis XV, enfin avec quel bonheur l'Angleterre la réalisa, en se contentant d'appliquer

¹ Bibliothèque Nationale, Mss. Nouvelles acquisitions, correspondance de Dupleix. Archives des ministères de la Guerre et de la Marine. Mes archives particulières (lettres du marquis de Bussy), et archives du marquis de Naxelle.

avec persévérance les méthodes de celui qui, pendant quelques années, avait été pour elle un si redoutable adversaire.

Aussi bien, n'est-ce pas la biographie de Dupleix qu'il s'agit de retracer ici : elle a fait l'objet de plusieurs excellents ouvrages ; elle a été écrite notamment par T. Hamont et M. Cultru en France, par le colonel Malleson en Angleterre. Je voudrais, négligeant tout autre point de vue, m'attacher au côté militaire de l'œuvre de Dupleix ; rechercher quelles étaient les armes qu'il eut à sa disposition, ou plutôt que sut forger son génie ; rendre compte de la nature et de la valeur des troupes qui servirent sous ses ordres. Cette étude, en faisant connaître de quels éléments se composait la première de nos armées coloniales, démontrera encore une fois que ce ne sont pas toujours les outils les plus perfectionnés qui servent à ciseler les chefs-d'œuvre les plus remarquables. Elle se divisera en deux parties : troupes françaises, ou du moins européennes, — troupes indigènes.

TROUPES FRANÇAISES OU EUROPÉENNES

Et d'abord, quel était le corps d'officiers dont pouvait disposer Dupleix ? Il faut, pour bien les connaître, dépouiller la volumineuse correspondance qui s'échangeait entre eux et le « commandant général de la nation française aux Indes orientales. » Dupleix se tenait en relations suivies avec tous ses lieutenants, et on trouve dans ses lettres, dont un grand nombre ont été conservées, la preuve de sa singulière activité : il ne cessait de diriger, avec autant de fermeté que d'adresse, ceux qui étaient placés sous ses ordres, et qui n'étaient pas tous inspirés — cela n'est que trop certain, — par le seul désir de contribuer, comme on disait alors, « à la gloire du Roy et de la nation. »

A côté d'auxiliaires intelligents et dévoués, tels que le marquis de Bussy, d'Auteuil, Kerjean, Paradis et plusieurs autres dont les noms seront cités dans le cours de cette étude, on voit trop souvent figurer des officiers dénués de savoir, d'énergie, de principes, somme toute des officiers fort médiocres, qui n'en étaient pas moins — ou pour mieux dire, — qui n'en étaient que plus infatués de leurs minces talents. Ce ne fut pas précisément le courage qui leur manqua, mais plutôt cette valeur

morale qui donne aux chefs l'autorité nécessaire sur leurs subordonnés de tous grades. Vis-à-vis d'un tel corps d'officiers, d'ailleurs « si peu uni et si rempli de jalousie qu'il est difficile de pouvoir le commander, » Dupleix a tout le tact, toute l'adresse voulue; ainsi, il vient d'apprendre que de graves difficultés se sont élevées entre deux de ses capitaines, Astruc et Saint-Aulas : « Je reçois votre lettre dans laquelle je trouve, avec la plus vive douleur, ce que je crains plus que toutes les déroutes du monde, c'est la division entre les chefs que je m'estois efforcé de prévenir. » Le même jour, il leur écrit pour les engager à se réconcilier : « Embrassés-vous et que tout soit oublié dans le moment. » Une autre fois, il écrit au commandant Brenier pour obtenir qu'il s'efface devant Maissin, plus capable que lui, mais moins ancien de grade : « Si je ne craignais de vous chagriner, insinue-t-il, je vous prierois de luy faire offre du commandement pendant son séjour; il vous le laisseroit à son départ; vous imiteriez en cela le duc de Noailles, qui, sans difficulté, servoit sous M. de Saxe, son cadet. »

Si certains officiers avaient passé les mers à la recherche des aventures et de la gloire, d'autres avaient quitté la France avec une pensée plus prosaïque, celle de faire fortune; ils savaient qu'aux Indes les payes étaient fort élevées; les enseignes, les lieutenants, les capitaines touchaient 175, 200, 400 roupies ¹ par mois; un commandant pouvait prétendre à 800 ou 1,000 roupies. Ces sommes étaient facilement augmentées de moitié, ou même doublées, quand l'officier n'était plus payé par la Compagnie, mais qu'il était mis par elle à la disposition d'un prince indien; ajoutez à cela les parts de prises qui pouvaient être considérables. On conçoit que, dans ces conditions, la cupidité ait chez plusieurs étouffé le patriotisme. Dupleix s'en est plaint à maintes reprises, et sa correspondance prouve que la préoccupation du gain dominait certains esprits au point de leur faire oublier leurs devoirs militaires : au mois d'avril 1750, au moment où d'Auteuil remplace Goupil à la tête de l'armée, des mutineries éclatent dans le camp; treize officiers se plaignent hautement que leurs camarades aient reçu à Tanjaour de riches

¹ « La roupie d'argent vaut de 48 à 50 sous de France. » *Lettres édifiantes et curieuses.*

gratifications, tandis qu'eux « n'ont plus que des coups à espérer; » ils débitent de mauvais propos; chose plus grave, ils désertent.

Peu de temps après, Mainville dénonce à Dupleix des officiers dont la parole sème la démoralisation : « Non pas devant moy, dit-il, mais entre eux ils tenaient des discours indignes; je le sais du Révérend Père et de plusieurs autres; il m'a fallu prendre sur le haut ton pour corriger bien des abus que j'ay trouvés dans l'armée. »

Dans la main d'un chef énergique, ces officiers n'étaient pas longs à retrouver toutes les qualités inhérentes à leur race et parfois faisaient preuve d'une indomptable vaillance; on pourrait citer de nombreux exemples qui viennent à l'appui de cette assertion : ainsi le détachement commandé par Law et envoyé en 1756 au secours de Bussy qui était bloqué à Hayderabad, chasse devant lui les 30,000 cavaliers de Salabetzingue, franchit tous les obstacles — arbres renversés par l'ennemi pour l'arrêter dans sa marche, et rivières enflées par des digues artificielles, — il échappe à toutes les embuscades, met en fuite ses adversaires et parvient enfin à délivrer Bussy; c'est ainsi que Law sut racheter dignement le désastre qu'il avait subi à Trichinapaly quatre ans auparavant. Dans ces expéditions, les chefs ne se ménageaient pas et entraînaient leurs hommes par l'exemple : « Je vous jure, écrit Dumesnil à Dupleix, que j'ay tué et blessé plus de quatre-vingts ennemis à ma part; j'ay le bras fatigué d'avoir donné des coups. » Ce Dumesnil, originaire de l'île Bourbon, avait pris goût à l'existence aventureuse qu'il menait; la petite guerre était pour lui pleine de charmes, et il avoue naïvement qu'il se sent devenir un peu « maratte ¹. » Il écrit le 7 février 1752 : « Je ne c'est commant je ferés, quand je serés à Pondichery; j'oublirés peut-être que je suis François et pillerait les gens dans les reux. » La lecture de ses lettres fait voir qu'il s'entendait mieux à manier le sabre que la plume; d'ailleurs il est galant et n'oublie pas la femme de son chef :

¹ Les Marattes, qu'on a appelés les cosaques de l'Inde, étaient une peuplade guerrière qui habitait les montagnes des Ghattes occidentales; ils avaient la réputation, méritée d'ailleurs, d'être voleurs et pillards. Dupleix dit, en parlant d'eux : « Ce sont de vrais houssards, qui pillent l'ami comme l'ennemi. »

« J'ay remis au porteur, dit-il en terminant, une anana pour M^{me} Dupleix. »

Tels officiers, tels soldats : c'étaient en général des enfants perdus, venus un peu de partout, à la recherche, eux aussi, d'une paye plus élevée qu'en Europe, et attirés par l'appât d'un riche butin. C'est cet espoir que les chefs font luire aux yeux de leurs hommes, lorsqu'ils veulent obtenir d'eux un effort énergique : dans son « ordre d'attaque pour l'escalade de Trichinapaly pendant la nuit du 27 au 28 novembre 1753, » le commandant autorise ses lieutenants à promettre le pillage « qui sera abandonné à la troupe, à l'exception des munitions, armes et vivres. »

Il est impossible, en parcourant la *Correspondance*, de ne pas être frappé de la facilité avec laquelle ces soldats désertent et passent d'un camp à l'autre, lorsqu'ils en trouvent l'occasion, lorsqu'ils en espèrent un avantage quelconque : « Il nous est venu un déserteur anglais, dit fréquemment Brenier..., j'ai mis cet homme à faire le service. » Inversement, un autre officier écrit à Dupleix pour lui donner avis que « il a dézerté trois hommes de sa compagnie, l'un avec ses armes, et l'autre sans armes, mais tous trois avec leur prest. » Ils l'avaient reçu d'avance le 1^{er} du mois, et la lettre est datée du 4. Un jour, on a poursuivi les Anglais jusque dans leur camp, et ainsi on a « facilité la désertion à trois hommes qui nous sont venus, un sergent françois et deux suisses, dont l'un a servi en Europe ; ils demandent à entrer dans les dragons. Comme ces gens sont venus tout nuds, je vous prie de m'envoyer des habillements complets, dont un pour sergent. » C'est ainsi que, pris de remords, ou plutôt regrettant quelque avantage perdu, les déserteurs « redézertaient, » et revenaient au corps où ils avaient primitivement servi ; le plus souvent, ils tâchaient d'y apporter quelque renseignement précieux, afin d'obtenir plus aisément leur pardon ; mais, pour cela, l'assentiment de Dupleix était nécessaire : « Un déserteur françois me fit demander sa grâce ; je l'ay renvoyé à vous, Monsieur, comme seul dépositaire de pareilles faveurs. »

Si la réponse était favorable, les coupables signaient de nouveaux engagements ; si, au contraire, Dupleix prescrivait une punition, elle était exemplaire : c'est ainsi que le 25 octobre

1752 il adresse à un de ses officiers les ordres suivants : « Les trois dézerteurs seront menés à votre camp ; vous leur ferez faire leur procès et condamner à être pendus ; ensuite vous les ferez tirer au sort, et celui à qui il tombera, vous le ferez pendre, et les deux autres vous me les enverrez ici (à Pondichéry) pour être mis aux galères. »

Lorsque les désertions devenaient trop fréquentes, Dupleix recherchait si elles n'étaient pas causées par des « coups de bâton distribués mal à propos. » Dans ce cas, il sévit non plus contre les soldats, mais contre les officiers eux-mêmes ; il leur fait défense « d'user de mainmise sur aucun » et il leur recommande de ne punir que suivant les ordonnances. Il renouvelle souvent ces prescriptions, et il s'élève avec force contre les punitions corporelles que, vingt ans plus tard, le comte de Saint-Germain, formé à l'école de Frédéric II, essaiera de mettre à la mode en France. A ce sujet, une lettre d'une grande élévation, adressée par Dupleix à un de ses officiers, peut être citée tout entière, parce qu'elle semble pressentir l'explosion de colère qui devait accueillir les tentatives d'introduction de la discipline prussienne dans notre armée : « Vous n'êtes pas persuadé, dit-il, que les coups de canne contribuent à la désertion ; mon sentiment ne s'accorde point avec le vôtre, surtout quand ils sont donnés par une personne que l'on sait avoir été soldat, comme l'a été le sieur La Garenne. Soyés assuré que ce que je vous ay marqué à ce sujet, je le tiens d'une personne sûre, et que, de plus, vous ignorez tous ceux qui sont distribués par ce nombre de jeunes gens qui croient ne faire sentir leur autorité qu'à force de coups. Le soldat n'est point un esclave ; il est, *comme l'officier, sujet du Roy*, et les loix ont prescrit le châtiment que chaque faute mérite ; que ces loix soient exécutées, le soldat ne se plaindra pas. D'ailleurs, le François n'aime pas à être battu. Je ne suis pas fâché au reste que le soldat pense que je veille sur luy et sur les châtimens qu'on leur distribue avec aussy peu de réflexions que tous ces jeunes gens sont capables d'en faire ; la plus mauvaise marque d'autorité que l'on ait donné parmy nous aux officiers majors est la canne ; elle ne s'accorde point avec la façon de penser des François. »

Si Dupleix condamnait chez les officiers les abus d'autorité, il veillait également à maintenir une ferme discipline dans « le

militaire de l'Inde ; » on vient de voir des soldats déserteurs condamnés à être pendus ; dans des cas moins graves, on les faisait passer « par les verges, » ou « par les baguettes ; » on les faisait « étriller, » ou bien ils recevaient un certain nombre de « coups de chabouque ; » les actes de lâcheté donnaient lieu parfois à une singulière punition infligée en présence du camp tout entier : « Vous avés bien fait, écrit Dupleix à Véry, de faire promener sur des asnes les coquins qui ont fui les premiers. »

Les espions, faits prisonniers, étaient mis aux fers, ou renvoyés les oreilles coupées et une fleur de lis marquée au visage. Dans la gradation des peines, les rôdeurs, les « goujats d'armée » qui dévalisent les isolés et pillent les convois, subissent un traitement encore plus affreux : Patté écrit à Dupleix pour lui demander la permission « d'en faire pendre quelques-uns.... et en faire coupé quelqu'autre par cartiers, pour les exposé sur les chemins ; je crois — ajoute-t-il avec candeur — que ce sera le plus sûr moyen d'empêcher ces voleurs de faire des courches continuels chez nous. »

Les compagnies d'infanterie, grenadiers ou fusiliers, étaient le plus souvent encadrées par quelques escadrons de dragons, armés du mousqueton, du pistolet et du sabre. Dupleix ne semble pas avoir tenu la cavalerie en bien haute estime, et, dans une de ses lettres, il se prononce sur son compte en termes singulièrement absolus : « Je vous ay marqué mon sentiment sur la cavalerie ; c'est un meuble inutile dans une armée. » Il dut cependant reconnaître que, chez les Hindous, ce *meuble inutile* n'était pas sans lui causer des pertes sérieuses ; mais il estimait que les feux d'une infanterie solide auraient toujours un résultat décisif contre les voltiges de l'innombrable cavalerie indigène ; les campagnes d'Égypte et d'Algérie devaient confirmer plus tard l'exactitude de ce jugement.

Si, dans l'armée de Dupleix, la cavalerie, au moins la cavalerie européenne, ne tient qu'une place secondaire, on ne peut en dire autant de l'artillerie, dont le rôle fut important, soit en rase campagne, soit pour l'attaque ou la défense des places ; il sera donc utile de donner à ce sujet quelques détails puisés dans la *Correspondance* et dans les mémoires du temps. Les Français employèrent principalement les canons qu'ils avaient amenés

d'Europe; mais ils se servirent aussi des canons maures ou « façon du païs. » Ces pièces « de fer battu et garnies de lames en dedans » étaient telles qu'on les fabriquait au xvi^e siècle, à l'époque de la conquête portugaise; elles s'échauffaient vite et ne pouvaient pas toujours « tirer quatre coups de suite. » Les canons européens étaient d'une qualité très supérieure, ce qui ne les empêchait pas d'avoir souvent des origines très variées; ainsi, dans un document qui présente l'état de l'artillerie de la place de Gingy, au mois de septembre 1750, on distingue : une pièce de canon de fer d'Europe, 9 pieds de long, calibre 24; une pièce de canon de fonte aux armes de France, 9 pieds de long, calibre 36; une aux armes d'Annouwe, 8 pieds de long, calibre 24; une de fabrique hollandaise avec la marque de la Compagnie, 9 pieds de long, calibre 48, etc.

Les canons les plus pesants étaient réservés pour les sièges; ils étaient placés sur des chariots spéciaux nommés trinqueballes, ou bien trainés à bras par des coulis; l'officier devait répartir avec soin, d'après le poids des pièces, le nombre d'hommes qu'il avait à sa disposition; Dupleix, qui veillait à tout, apprend un jour que Maissin n'a pas pris cette précaution; il lui écrit pour critiquer « la distribution des coulis sur les trinqueballes; elle n'est pas d'un homme du métier : 130 coulis pour trainer un mortier de 8 pouces qui ne pèse que 6 ou 8 cent livres, tandis qu'on n'en met que 200 pour tirer deux pièces de 24 qui pèsent 12,000 livres, vous m'avouerez que c'est mal calculer. » On comprend que, pour un salaire de deux fanons par jour (environ 60 centimes de notre monnaie), les coulis ne se prêtaient pas facilement au métier qu'on leur faisait faire; leur recrutement n'était pas aisé; un officier écrit à Dupleix : « Tous les coulis que j'avois rassemblée au nombre de 600 et plus ont décampé dès l'instant qu'ils ont su que c'estoit pour trainer les canons et depuis ce temps je n'en peut avoir que fort peu pour le service de la place. »

Le canon de campagne devait être léger; car il fallait le transporter par des chemins tellement affreux qu'on était parfois obligé de « fere venir un petit cabestant pour le tirer des ravines. » Si les Hindous se laissèrent si souvent écraser par notre tir, c'est qu'ils avaient méconnu cette qualité essentielle de l'artillerie de campagne, la mobilité, et qu'ils s'attachaient à

remorquer des pièces énormes, de soixante-dix livres par exemple, qui n'arrivaient jamais à temps pour ouvrir le feu. On peut se rendre compte des difficultés qu'il fallait surmonter, quand on voit Duplex ordonner l'envoi « d'une dizaine de paires de bœufs » pour le transport d'une simple pièce de 18. Le pire inconvénient du poids trop considérable des canons de campagne était l'impossibilité de les enlever rapidement dans un moment critique ; on était alors réduit à les enclouer ou à les faire crever : « Quant à vos grosses pièces, écrit Duplex à Maissin, si le malheur voulait que vous fussiez obligé de les abandonner — ce qu'il me paroît difficile de me persuader — vous les enclouerez, leur casserez un oreillon et brûlerez leur affût ; mais, au nom de Dieu, Monsieur, éloignés, autant que vous le pourrez, cette idée ; il est de votre honneur et de celui de la nation de ne point abandonner ce camp. »

Il semble que la pièce à tir rapide, ce type créé à une époque récente, ait été déjà connue au temps de Duplex ; dans les *Lettres édifiantes et curieuses*, un Père jésuite, parlant de pièces de campagne qui peuvent facilement suivre les troupes, mentionne tout particulièrement « celles qui tirent plusieurs coups dans la minute. » En voici encore qui sont « d'autre espèce que les ordinaires, une à deux coups et l'autre de treize ; elle est composée ainsi : la culasse renferme les treize charges et n'a qu'une lumière, mais bien treize volées, de sorte que tous les treize coups partent tous à la fois ; son calibre est de six livres de poudre chaque pièce ; la volée du milieu est de douze. »

La force de la poudre n'était pas suffisante à cette époque pour produire les effets qu'on en obtint plus tard ; les « pétards » qui servaient à faire sauter les obstacles n'étaient efficaces que lorsqu'il s'agissait d'une poterne « masquée de terre et de quelques briques cuites au soleil. » Les fusées que les Maures lançaient pendant le combat pour jeter le désordre dans la cavalerie ennemie « ne crevaient point et ne s'élevaient pas ; » c'était de bien faibles explosifs à côté des terribles fusées à la congrève de la fin du siècle. La poudre, depuis si longtemps connue des Hindous, était cependant chez eux d'une qualité fort médiocre, et « comme de la poussière. » Il fallait pourtant y avoir recours et la mélanger avec la poudre d'Europe, quand les provisions de celle-ci s'épuisaient ; dans ce cas, on était obligé d'augmenter

les doses, et, par exemple, « de donner à chaque gargousse une demi-livre de plus que la moitié de la pesanteur du boulet. » Les pièces étaient chargées de boulets en pierre, en fer ou en plomb ; mais ces derniers avaient l'inconvénient de manquer de pénétration et de « s'aplatir. »

Le service des bouches à feu exigeait quelques connaissances en balistique, moins en campagne pour les tirs de plein fouet que dans les sièges, pour les tirs courbes dont la trajectoire est difficile à calculer ; aussi ce service n'était-il confié qu'aux blancs et jamais aux Hindous ; très exceptionnellement aux Cafres ; quelquefois, mais sans succès d'ailleurs, aux Topas, c'est-à-dire à ces métis d'Européens et de gens de couleur qui semblent n'avoir hérité des uns et des autres que leurs défauts, et non leur discipline et leur courage ; fiers d'être assimilés aux Européens pour l'uniforme et le port des chapeaux ¹, ils ne faisaient rien pour mériter cet honneur ; en 1748, au siège de Pondichéry, où huit cents Français et trois mille Hindous soutinrent victorieusement l'attaque d'une armée de treize mille hommes appuyés par une escadre, tous les corps, infanterie, cavalerie, artillerie, volontaires de Bussy, cipayes, nègres, se couvrirent de gloire, tous, sauf un seul, celui des Topas : ils abandonnèrent lâchement devant l'ennemi des pièces de campagne ; plus tard, en 1751, une compagnie d'artillerie qui comptait dans ses rangs un assez grand nombre de Topas était si mal tenue, au témoignage d'un officier, que les hommes avaient « plutôt l'air de brigands que de soldats disciplinés. »

Un document qui contient de curieux détails sur les effets de l'artillerie, telle qu'elle fut employée au siège de Pondichéry, est le journal d'Anandarangappoullé, courtier de la Compagnie française des Indes de 1736 à 1748 ². Cet Indien, que ses fonctions mettaient en rapports presque quotidiens avec Dupleix et que ce dernier appelait par abréviation Ananda ou Rangappa, notait ses impressions jour par jour et dépeignait sous des couleurs bien orientales l'état d'âme de la population assiégée : au

¹ On les appelle fréquemment « gens à chapeaux » (*topa* vient en effet de *topi*, qui signifie chapeau), par opposition au turban des indigènes.

² Des extraits de ce journal ont été traduits du tamoul par M. Julien Vinson, et ont été publiés par l'Ecole des langues orientales vivantes (1 vol. in-8. Paris, Leroux, 1894).

début des opérations, quand le succès final était encore douteux, il ne ménage pas ses critiques : Dupleix est taxé « de l'infatuation la plus ridicule et de la cupidité la plus étroite ; » sa femme est dépeinte « avec tous les défauts des créoles ; » mais ce sont là des pensées intimes que l'adroit courtier se contente de mentionner dans ses mémoires secrets, et il se garde de témoigner à « Monsieur » autre chose que sa flatterie et sa servilité. Plus tard, lorsque les Anglais sont obligés de se retirer et de lever le siège, lorsque la fortune s'est prononcée en faveur du « commandant de la nation française, » il ne trouve plus de termes assez élogieux, et il déclare que, « de même qu'il n'y a qu'un soleil au monde, ainsi Dupleix luit d'un éclat sans pareil. »

« Aujourd'hui, écrit Ananda le 8 septembre 1748, comme l'armée anglaise allait et venait par pelotons, on a tiré de tous les canons qui sont sur les remparts, depuis la porte de Valdaour jusqu'à l'angle de la rue des Huiliers.... On a rapporté que les projectiles allaient tomber sur des tentes dressées sur la colline d'Oulgaret et faisaient fuir les soldats qui s'y trouvaient. Je suis allé moi-même à la porte de Valdaour, et j'ai vu tirer le mortier ; Monsieur y est venu aussi. En voyant ces bombes qui pesaient cent trente-six livres s'élever jusqu'au ciel en se balançant et aller, de là, retomber avec fracas et en vomissant des flammes sur le campement.... nous croyions voir les étoiles de feu dont il est parlé dans les Râmâyanas ¹ ; nous disions que c'était comme le tonnerre créé par Dieu et nous l'entendions dire tout autour de nous : je songeai que les hommes avaient aussi fabriqué leur tonnerre. Cela fait du bruit trois fois, en partant, en tombant, et ensuite en éclatant. Ce sont les blancs qui ont inventé cela ; on ne l'aurait pu chez aucune autre race et dans aucun autre pays. » Les Anglais ripostaient en lançant sur la ville soit des boulets pleins, soit des bombes à éclatement ; mais les habitants de Pondichéry ne furent pas trop effrayés de ces derniers projectiles, parce qu'ils pouvaient en suivre la trajectoire si pittoresquement décrite par Ananda : « Ces bombes s'élèvent en l'air comme sur des degrés d'échelle, en faisant du

¹ Le Râmâyana est une des deux grandes épopées hindoues ; il raconte en détail la légende de Râma, septième incarnation de Vichnou, ainsi que la longue guerre qu'il soutint contre Râvana, roi de Ceylan, qui lui avait enlevé sa femme. (Note de M. Vinson.)

bruit ; elles arrivent lentement et descendent en faisant du bruit ; on les voit, on les entend et on peut se sauver, tandis que les boulets ne font pas de bruit ; ils tombent là où on a dirigé le canon et on ne les voit pas. » Au bout d'un certain temps, les assiégés se sont familiarisés avec le danger, et Ananda écrit le 2 octobre 1748 : « Ils n'ont plus que le quart de la peur qu'ils avaient il y a un mois. Beaucoup de personnes n'ont plus qu'une demi-peur et même qu'un demi-quart de peur. » Lui-même s'aguerrissait peu à peu, et un jour que Dupleix lui demandait s'il était effrayé, il lui répond avec emphase : « La bonté de Dieu en premier lieu et votre bienveillance en second lieu sont pour ma famille et pour moi une vaste cuirasse de diamant ; à la vue de cette cuirasse, les bombes et les boulets ont peur : les bombes éclatent loin de moi et les boulets reculent des quatre côtés. »

Pendant ce fameux siège de Pondichéry, Dupleix déploya comme toujours une remarquable activité et un grand sang-froid ; il se rendait sur les points les plus menacés pour encourager la troupe ; il faisait garnir de blindages les bâtiments les plus exposés et veillait partout à la défense. En même temps, il cherchait à agir contre la flotte ennemie avec des armes plus terribles que le canon ; c'est ainsi que, s'il faut en croire Ananda, il étudia avec un maître d'artillerie portugais « une invention pour mettre le feu aux navires anglais : c'est un appareil de la forme d'un petit navire qu'on doit mettre la nuit sur un cattimaran ¹, pour pouvoir s'approcher des navires anglais et y mettre le feu. »

Cette étude n'a pas la prétention de tracer un tableau complet de l'armée de Dupleix, mais de donner un simple aperçu des forces françaises et des forces indigènes placées sous ses ordres ; cependant, avant de passer en revue ces dernières, il faut encore esquisser la silhouette de certains personnages qui, s'ils ne font pas partie des troupes proprement dites, se rattachent néanmoins à l'armée et y jouent leur rôle ; il en est d'ailleurs assez fréquemment question dans la *Correspondance* ; ce sont les écrivains, les chirurgiens et les aumôniers. Puis une courte

¹ Proprement Kattumaram, « arbres attachés », sorte de radeau long, in-submersible, formé généralement de trois ou cinq troncs d'arbres liés ensemble. (Note de M. Vinson.)

notice sera consacrée à la Compagnie qui a porté le nom de Compagnie portugaise.

Les écrivains représentent ce qu'on appelle aujourd'hui les sous-officiers d'intendance ; chaque détachement avait son écrivain spécial, et un « écrivain général » était placé lui-même sous l'autorité du commissaire de l'armée. La conduite de ces agents fut souvent loin d'être à l'abri de tout reproche, et on retrouve dans les lettres de Duplex et de ses lieutenants l'écho des « plaintes continuelles que l'on porte contre les écrivains. » Ils percevaient des droits sans autorisation, ou détournaient à leur profit des approvisionnements ; voici l'un d'eux qu'on emprisonne, parce qu'il « s'est ingéré de faire le maratte et de piller dans sept ou huit de nos aldées ; » le produit du pillage était vendu pour son compte ; afin d'extorquer à un marchand la somme de 130 roupies, il l'avait fait « presque rôtir tout en vie sur une pierre où il avait fait brûler de la paille. » De semblables procédés expliquent la recommandation que Duplex adresse à un de ses officiers : « Il est bon d'épousseter quelquefois les épaules de ces écrivains. »

Les chirurgiens, eux aussi, semblent avoir été généralement inférieurs à leur tâche, et la *Correspondance* contient des plaintes assez fréquentes à leur sujet : « Je renvoie le chirurgien dont je suis fort mécontent, » et, dans une autre lettre : « Ci-joint l'état que le nommé Cabot, chirurgien nouvellement arrivé, m'a remis pour avoir les remèdes et autres ustancilles nécessaires pour l'hôpital ; il a trouvé la pharmacie en fort mauvais état par les mauvais soins de ce coquin qui est parti. » Voici qui est plus grave : « Le chirurgien que vous avez eu la bonté d'envoyer ici pour soulager les malades se comporte fort mal, étant continuellement plongé dans le vin. » Il ne faut pas s'étonner si les soldats hésitaient à se confier à de semblables praticiens : « Ils craignent de se mettre entre les mains du chirurgien que nous avons icy ; ils demandent à être soignés par un chirurgien malabar et aiment mieux souffrir dans leurs cahuttes que d'aller à l'hôpital. » On se demande en vérité s'ils n'ont pas raison, quand on parcourt la liste des médicaments employés à l'armée du Dekan : la corne de cerf, les yeux d'écrevisse, le blanc de baleine, ou de l'aconit, « corrigé dans l'urine de vache. »

S'il était pris peu de soin du soldat, au point de vue de son corps, du moins, les aumôniers veillaient, dans la mesure où ils

le pouvaient, au salut de leur âme; leur autorité morale s'exerçait sur les troupes aussi bien que sur le haut commandement, et ils eurent parfois à lutter avec force pour combattre la débauche et la passion du jeu qui faisaient chez les officiers de nombreuses victimes, lorsque la main d'un chef énergique n'y mettait pas bon ordre. La place d'honneur revient à un jésuite, le P. de Montjustin, qui fit la campagne du Dekan en qualité d'aumônier; dans une lettre adressée à Dupleix le 21 février 1753, il dénonce les scandales dont il est le témoin : « Le devoir de mon ministère m'oblige à réclamer votre autorité, sinon pour arrêter, au moins pour apporter quelque remède à la perte totale de cette armée. Déjà plus de 300 sont hors de service; la contagion fait tous les jours de nouveaux progrès. La licence et le désordre ne connaissent ni bornes ni mesure; depuis le départ de M. de Bussi, tous les vices, comme des torrents furieux, se sont répandus dans cette armée et triomphent publiquement. » Il cite à l'appui des faits et des noms : M. de V., major général, M. de K. et d'autres; en terminant, il menace de demander son rappel, si « tant d'abominations dont il ne peut soutenir la vue » continuent au mépris de ses propres avertissements et des ordres de Dupleix.

Enfin, la « compagnie franche portugaise » mérite ici une mention spéciale, parce qu'elle se classe parmi les troupes européennes, et aussi parce qu'elle représente dans cette armée coloniale du XVIII^e siècle l'élément qui existe aujourd'hui sous le titre de légion étrangère. Le nom donné à cette compagnie semble venir de ce qu'elle se composait, à l'origine, de Portugais restés aux Indes, et inoccupés par suite du déclin et des mauvaises affaires des sociétés de commerce de leur pays d'origine; mais elle ne tarda pas à rassembler des « vagabonds de toutes sortes de nations, » les uns des héros, les autres des scélérats, tous des aventuriers. Dans le nombre se trouvaient beaucoup d'Allemands; Dupleix écrivit à Maissin : « Vous aurez incessamment des officiers qui parlent allemand pour conduire vos étrangers. » Au mois de septembre 1751, il avait mis à la tête de cette compagnie portugaise¹ un certain d'Estimanville qui s'empresse de

¹ Cette compagnie ne comprenait guère à cette époque qu'une cinquantaine de blancs, auxquels venaient s'ajouter une vingtaine de topas; voici, à

le remercier de l'honneur qui lui est fait : « Je vous assure, Monsieur, que je saisisrai toutes les occasions qui pourront se présenter pour vous prouver que je mérite les bontés que d'honnêtes gens, tel que vous, auront pour moy. Soyez persuadé que je suis entièrement guéry de mes égarements de jeunesse et que je n'ay point d'autre envie que celle de réparer mon lems perdu. » Il avait probablement fort à expier, car il eut à passer par des moments difficiles pour maintenir l'ordre dans sa compagnie; en février 1752, il écrit à Dupleix : « J'ay pris le party de renvoyer hier un Portugais de ma compagnie; M. Véry le fit conduire par une garde sipaye jusqu'à Coblou, et, de là, on le fera partir dans une chelingue ¹ à Pondichéry. Je l'aurois bien chassé dehors du camp, mais j'ay crains qu'il ne fût chez l'ennemi. C'est un misérable dont le diable ne jouiroit pas; il s'est même vanté, étant soux, qu'à la fin du mois il prendroit son congé et en ameneroit avec lui 10 à 12; or, pour éviter cela, je n'ay pas voulu le garder jusqu'à la fin du mois. Vous ne sauriez croire, Monsieur, tout ce que ce drolle m'a dit, jusqu'à me dire que je ne scavois pas le service, parce que je luy avois donné une volée de coups de poing sur la fisionomie, n'ayant pas ma canne alors. Le révérend Père et tous ces messieurs ont entendu tous les discours qu'il m'a tenus; je vous assure, Monsieur, qu'il faudroit avoir toute la patience de Job avec de tels sujets; pour moy, je suis bientôt à bout.... mais ils me font tourner la teste. » Soit qu'il ne fût pas à la hauteur de sa tâche, soit pour tout autre motif, d'Estimanville ne réussit pas comme il l'avait espéré; tristement il s'en rend compte et il s'en plaint à Dupleix : « Depuis peu de temps, je m'aperçois d'un grand froidissement de votre

titre de renseignement, l'état du prêt de la compagnie portugaise, pour le mois de février 1752 :

Le capitaine	300 roupies.
2 sergents	120 —
3 caporaux	72 —
36 soldats blancs	648 —
1 caporal et 18 topas	232 —
1 écrivain	25 —
1 tambour	17 —
Plus il est dû à 5 hommes entrés à ladite compa- gnie le 15 janvier	45 —
SOMME TOTALE	1,459 roupies.

¹ Bateau indien non ponté.

part. » Le fait est que la compagnie franche portugaise ne devait pas être aisée à mener, et on s'explique l'exclamation d'un officier : « Elle coûte beaucoup et n'est composée que de scélérats ; il n'y a plus moyen de la contenir. »

TROUPES INDIGÈNES

Les forces européennes dont disposait Dupleix ne suffisaient pas à l'exécution du dessein qu'il avait conçu d'élever la puissance de la France sur les débris de l'empire mogol ; connaissant à merveille les usages et les ressources des Indes, il pensa qu'il pourrait utiliser les éléments guerriers qui existaient dans la caste des Kchatriyas ¹ et davantage encore chez les musulmans. Pour atteindre ce but, il employa tous les moyens propres à agir sur la population indigène et il se donna garde de négliger vis-à-vis d'elle l'autorité particulière qu'il tenait d'un paravana ou firman octroyé à son prédécesseur Dumas, avec droit de transmission, et qui conférait aux gouverneurs français le titre officiel de *Nabab de Pondichéry* ; par là, Dupleix cessait d'être considéré comme un Européen, et il prenait, dans la hiérarchie des princes de l'Inde, un rang dont il eut soin de soutenir l'éclat par la pompe dont il aimait à s'entourer ; en 1748, le Grand Mogol, voulant lui donner une marque particulière de son estime, ajouta à son nom celui de *Kan-Mansoubdar-Nabab-Muzafergeng-Badaour* ; or ce nom avait une influence égale à sa longueur ; car celui qui possède ces titres dans l'Hindoustan, — disent les Lettres édifiantes et curieuses, — a autant de puissance que l'empereur lui-même ; il peut lever des troupes et il a le droit de vie et de mort sur tous les sujets de l'empire.

Dupleix n'était pas homme à négliger de pareils avantages : grâce à son pouvoir de nabab, plus encore que par droit de conquête, il parvint à lever des corps indiens auxquels il donna le nom de cipayes ² et qu'il sut solidement organiser ; ces soldats, conduits par leurs propres capitaines, mais placés sous la haute

¹ Les Hindous se divisent en quatre classes ou castes : les Brahmes ou Brahmanes, prêtres ; — les Kchatriyas, guerriers ; — les Vaichas, marchands et agriculteurs ; — les Sudras, artisans.

² Les Anglais les appellent sepoys ; le mot cipaye vient du persan *sipahi*, soldat ; de là aussi spahis.

autorité des commandants français, formèrent, grâce à la discipline européenne, d'excellentes troupes d'infanterie, dures à la fatigue et capables de rendre de grands services. Cette idée, due au génie d'un Français, sera — comme d'autres, hélas ! — reprise par les Anglais à leur profit et appliquée avec leur persévérance habituelle ; leurs historiens n'hésitent pas à reconnaître que c'est aux cipayes que « l'Angleterre doit la possession de son empire indien et la sécurité de son territoire. » Ainsi l'arme que nous avons forgée devait être retournée contre nous et contribuer tout particulièrement à notre ruine.

La création des compagnies de cipayes est bien l'œuvre de Dupleix et personne ne songe à lui en contester l'honneur ; mais ce qui n'a peut-être pas encore été dit suffisamment, c'est au prix de quelles difficultés il parvint à réaliser le plan qu'il avait conçu ; parfois même, découragé par des insuccès, il semble avoir douté du résultat définitif : « Il est fâcheux que l'on soit obligé de payer des gueux comme les cipayes qui ont fait un butin immense.... ; on ne peut être plus mal servi que nous le sommes par les cipayes.... ; ce sont des coquins ; le but de ces gens-là est d'aller jouir quelque temps et en lieu tranquille du butin qu'ils ont fait.... ; cette race ne vaut rien et je doute que Chandersaeb en puisse jamais tirer bon parti. » On finit cependant par « en faire quelque chose ; » et même lors du premier siège de Pondichéry, dès leurs premières rencontres avec les troupes européennes, les cipayes montrèrent une fermeté qui étonna les Anglais ; sous la conduite de chefs tels que Paradis, Kerjean, d'Auteuil ou Bussy, ils se battirent bravement, et, dans maintes circonstances, le chiffre de leurs pertes témoigne de la ténacité de leur résistance. Il est vrai qu'on ne les ménageait guère, et qu'on les employait dans les entreprises les plus périlleuses, surtout dans la petite guerre qu'ils préféraient aux batailles rangées, « combattant à la façon des Asiatiques, dispersés et cachés dans les broussailles, d'où ils tiraient à choix les Anglais. »

Mais on ne pouvait compter sur leur bonne tenue au feu que lorsqu'ils étaient suffisamment encadrés par des blancs ; ils représentaient cet élément si nécessaire dans les combats, le nombre, tandis que l'Européen représentait l'élément dirigeant et décisif ; le succès dépendait de l'union bien combinée de ces deux forces : « Je crois, écrit Dupleix à Brenier le 17 octobre

1752, que si vous aviez mis un officier à la tête de ce détachement avec une vingtaine de blancs, l'affaire aurait réussi ; ces cipayes, livrés à eux-mêmes, ne font jamais rien qui vaille. » Quand la panique se mettait dans leurs rangs, il devenait bien difficile de rétablir l'ordre parmi eux : « Les blancs, écrit Patté le 4 septembre 1753, ont fait dans cette occasion tout ce qu'on peut espérer de braves gens ;.... mais nos maudits cipayes.... ont pris honteusement la fuite, sans qu'il ait été possible de les retenir. » Leurs capitaines eux-mêmes parfois « lâchaient le pied » ; on les faisait alors « casser à la tête de leurs compagnies et chasser honteusement, » ou bien on les renvoyait prisonniers à Pondichéry. Si, au contraire, ils s'étaient bravement conduits, comme le fit par exemple Chekassem, « honoré d'une commission de Sa Majesté, » ils recevaient de l'argent ou des cadeaux, vases d'orfèvrerie, pièces d'étoffe, etc.

L'effectif des compagnies de cipayes était généralement plus élevé que celui des compagnies d'Européens ; elles comprenaient rarement moins de 50 hommes, plus souvent une centaine, et le chiffre normal de la compagnie « complète », à l'époque de Dupleix, paraît avoir été de 200 hommes ; un capitaine indigène était placé à leur tête. Enfin plusieurs compagnies se trouvaient réunies sous l'autorité d'un commandant français. Le rôle qui incombait à ce chef supérieur était d'une extrême importance : il devait veiller à la bonne tenue des armes, pour ne pas avoir à faire, la veille d'une bataille, une constatation aussi pénible que la suivante : « parmi tous ces sipayes, il y en a une grande partie qui n'ont point de pierre à leurs fusils, et d'autres, ils ont que la moitié du chien. » Il devait passer des revues fréquentes et ne pas se laisser abuser sur le nombre des hommes réellement présents : certains capitaines de cipayes avaient en effet recours à toutes sortes de fraudes pour augmenter fictivement le nombre de leurs soldats, et par conséquent, le chiffre de la paye qu'ils avaient à toucher et dont ils gardaient alors une forte part ; comme au théâtre, ils faisaient défiler plusieurs fois les mêmes hommes devant l'inspecteur. Dupleix apprit un jour que de semblables abus avaient été commis ; s'il tenait, suivant son expression, à « payer recta, » il surveillait de très près l'emploi de ses ressources et condamnait sévèrement toute espèce de dilapidations ; il appela donc sur ce point l'attention du comman-

dant et lui ordonna de passer ses cipayes en revue le jour même de la paie; vous devez, lui dit-il, « les faire tous assembler dans votre seconde enceinte et les faire ensuite défiler dans la première, par la porte, compagnie par compagnie, sans qu'ils puissent retourner dans cette seconde enceinte, que lorsque vous les renverrez dans les postes. Comme la paye est bonne et exactement payée, je ne puis être trop sévère à demander le nombre de gens que je paye et à prier ceux qui font ces revues d'y tenir la main et de casser le premier capitaine qui y contrevient. »

Ce n'étaient pas seulement du zèle et de l'application qui étaient nécessaires chez les commandants de cipayes, il leur fallait surtout une forte dose d'énergie pour maintenir la discipline parmi leurs troupes; ils n'y réussissaient pas toujours, et, en 1754, Hibault, qui avait sous ses ordres quatre compagnies de cipayes, confie ses doléances à Dupleix : il ne peut parvenir à empêcher les vols et les pillages; il ne ménage pourtant pas les observations à Babro, l'un de ses capitaines indigènes, et il lui fait remarquer qu'il ne doit rien prendre dans nos propres aldées, ni même dans celles des Anglais; toutes ces rapines donnent « une mauvaise idée de la nation. » Mais Babro entend ne rien perdre de son butin; car « l'avarice poignarde ces gens-là », et il déclare qu'il partira avec ses hommes, si on ne lui permet pas d'emmener les bœufs qu'il a enlevés; « il a, je crois, emmené les bœufs, ajoute tristement Hibault, et il a continué sa route sur ma droite, au lieu de passer partie devant et le reste sur ma gauche pour battre les brousses et couvrir ma marche; je crois que nous ne serons pas longtemps camarades ensemble; ces drolles-là sont impertinent, l'on ne peut davantage. Si vous voulez partir, ils disent : dans deux heures, ou bien, demain; un moment après, ils vous envoient dire qu'il leur faut de l'argent; faites attention, s'il vous plaît, qu'ils me persécutent continuellement.... il faut cependant les souffrir, n'ayant que la voix de la représentation. Le pays est tout ruiné et dévasté.... il n'est pas possible que l'on reste icy davantage; d'ailleurs Babro voudra peut-être décamper : il faudra bien le suivre. »

Ce procédé, qui consiste à *suivre* ceux que l'on est chargé de diriger, ne témoigne pas, il est vrai, en faveur du chef qui y

avait recours. Goupil fit preuve de plus d'énergie, un jour qu'il eut à réprimer une révolte de ses cipayes : « J'ai eu besoin de toute ma patience, dit-il, pour ne pas faire feu sur eux ; » ils s'étaient mutinés et avaient abattu la tente de leur capitaine Mouzaferkan ; ils risquaient de lui faire un mauvais parti, quand on put enfin l'arracher de leurs mains ; le nabab dut interposer son autorité et vint « accommoder le palabre. » La solution habituelle était d'accorder de l'argent aux cipayes, qui rentraient alors dans le devoir et retournaient à leurs postes remplis d'un nouveau courage. « Cela n'a pas laissé que de me faire bien de la peine, dit Goupil, en terminant, attendu que nous avions déjà commencé l'attaque de la ville. »

Ces *rumeurs* étaient dues le plus souvent à l'indiscipline et le moindre prétexte suffisait à les faire naître ; mais elles accompagnaient parfois de justes réclamations : ainsi on voit des cipayes se plaindre de la mauvaise qualité des pièces de monnaie qui leur sont remises, et les chefs eux-mêmes interviennent auprès de Dupleix pour défendre les intérêts de leurs hommes : « Les roupies que vous avés envoyés pour la paye des cipayes ne valle rien ; ils ne les ont pas refusés, mais tous les jours j'ay des plaintes : les unes se trouvent de cuivre, et les autres de kolain ;.... il y en a beaucoup de fausses parmy. » D'autres soldats sont venus trouver leur commandant et lui ont soumis leurs réclamations au sujet du change par trop défavorable de la monnaie ; aussi l'officier écrit-il à Dupleix : « Leur représentation est très juste ; ils m'ont dit : Monsieur, vous nous tenée lieu de père ; vous scavée qu'on nous donne ordinairement les roupies sur le pied de 7 fanons $1/2$ ¹. Celles que vous venes de nous donner, nous ne pouvons en trouver que 6 fanons ou 6 et un quart ; s'il ne s'en trouvoit que 4 ou 5 dans notre prest, nous ne dirions rien, mais de perdre plus d'une roupie et demie, cela est trop. »

Les questions relatives au prêt, principalement au prêt des cipayes, occupent une grande place dans la *Correspondance*. Dupleix les suivait très attentivement et tenait à Pondichéry une comptabilité rigoureuse de la dépense ; d'ailleurs les troupes

¹ Le fanon était d'environ six sous de France ; calculée à 7 fanons $1/2$, la roupie représentait donc 45 sous, et 36 seulement, si on ne la prenait que pour 6 fanons.

qu'il avait sous ses ordres n'étaient pas toutes payées par lui : un grand nombre d'entre elles devaient être entretenues par le nabab au service duquel elles étaient mises ; le prêt versé par les autorités indigènes portait alors le nom de *mouchard* ; mais il n'était pas toujours servi avec une régularité suffisante ; de là des mécontentements qui obligeaient Dupleix à prendre la dépense à sa charge ; il veillait alors à ce que les paiements fussent effectués aussi exactement que possible ; on le savait du reste, et, dans ce cas, les cipayes se contentaient d'une paie moindre : « Les cavaliers de Selemkan aiment mieux recevoir quinze roupies de vous que trente du nabab. »

Les cipayes sont quelquefois désignés dans la *Correspondance* sous le nom de Maures, qui signifie Mahométans ; la plupart en effet professaient la religion de Mahomet ; ceux de Patanne et d'Arcate passaient pour les meilleurs : « Ils ont, dit Aubineau-Duplessis, de la taille et de la tournure ; d'ailleurs, ils sont susceptibles d'un grand attachement pour le chef qui a su leur inspirer de la confiance ; ils ont aussi une manière de bravoure dont on pourrait tirer parti avec un peu d'adresse, attendu qu'ils puisent ce sentiment dans leur religion ¹. » Ce point de vue est important : les disciples de Mahomet sont violents, fanatiques et fatalistes ; chez un soldat, ces défauts peuvent devenir des qualités précieuses ; au contraire, les sectateurs de Brahma contemplent les événements avec une résignation apathique et adorent un Dieu qui leur défend de tuer même des animaux. Nous trouvons donc moins d'aptitudes guerrières chez les Hindous que chez les Mahométans ; mais, par là même, ces derniers étaient plus difficiles à manier et il fallait avoir soin de ne pas froisser leurs sentiments religieux ². Le journal d'Ananda contient à ce sujet un passage assez curieux : lors du siège de Pondichéry, l'intérêt de la défense exigeait la démolition d'une pagode hindoue et d'une mosquée musulmane ; la première fut jetée bas sans opposition, alors cependant que, « pour un Tamoul, c'est l'abomination du monde ; » tandis que la seconde dut être épargnée, parce que les cipayes mahométans s'opposè-

¹ Aubineau-Duplessis, *Manuel du cipaye*. Pondichéry, 1784, p. 14.

² On sait que la révolte des cipayes au Bengale en 1857-1858 provint de ce qu'on leur distribuait des cartouches enduites de graisse de porc, animal immonde à leurs yeux.

rent avec force à ce qu'on y touchât. Le Gémédar Abd-ul-rahman vint trouver Dupleix : « Vous avez donné l'ordre, lui dit-il, de détruire notre mosquée ; si on la démolit, il ne restera pas ici un seul de nous ; au moment où on commencera à la démolir, ils tomberont sur les démolisseurs et les tueront. » Dupleix qui, dans ce moment surtout, avait grand intérêt à ménager les cipayes, répondit : « Il n'est pas question de démolir la mosquée. » Et c'est ainsi que la chose ne se fit pas.

L'expression de cipayes désigne le plus souvent les troupes indigènes d'infanterie ; mais il existait en outre des corps de cavalerie maratte qui méritent une mention particulière ; on sait que les Marattes, montagnards des Ghattes occidentales, formaient une des peuplades les plus belliqueuses de l'Inde : « leur occupation ordinaire est le métier de la guerre ; on peut les comparer aux Suisses d'Europe ; pour de l'argent, ils servent tout le monde. » Dupleix sut les organiser et les utiliser dans la mesure où ils étaient susceptibles de l'être ; mais ils perdaient difficilement leurs allures indépendantes. Armés seulement d'un sabre, ils excellaient à donner à l'ennemi des alertes qui le tenaient en échec : « on les croit à trente lieues lorsqu'on les voit paraître tout à coup, à la faveur d'une marche cachée, par des déserts ou par des forêts, ou dans l'obscurité d'une nuit, durant laquelle ils auront fait de quinze à seize lieues. » Une déroute de l'ennemi était merveilleusement achevée par eux ; le 15 février 1754, les Anglais venaient d'être mis en fuite à Cheringham ; « il ne fut plus question que de hacher, — dit Saint-Aulas dans son rapport, — et c'est ce que la cavalerie noire ¹ fit au parfait. » Ces soldats prenaient de leurs montures autant de soin que d'eux-mêmes, et tel était l'attachement qu'ils avaient pour leur compagnon d'armes qu'on vit un général maratte porter, pendant trois jours le deuil de son cheval tué sous lui.

Enfin, pour compléter l'aperçu des troupes qui faisaient partie de l'armée coloniale sous les ordres de Dupleix, il ne faut pas oublier les régiments de Cafres, composés de nègres qui venaient principalement des îles de France et des côtes d'Afrique ; ils rendirent de réels services, surtout pendant le siège de Pon-

¹ L'expression *cavalerie noire* est ici employée dans le sens de cavalerie indigène, par opposition à la cavalerie européenne.

dichéry ; Ananda raconte que, le 26 septembre 1748, Dupleix, passant ses troupes en revue, leur adressait des compliments, mais qu'il félicita tout spécialement les Cafres ; comme ils avaient « les premiers attaqué les Anglais avec une grande bravoure, Monsieur les fit mettre en rangs et leur fit remettre une roupie pour deux ; il ordonna de leur donner à chacun une bouteille de vin et un fusil. »

La tactique ordinaire des Cafres consistait à charger au pas de course sur les retranchements ennemis, à faire le coup de fusil et à revenir promptement dans leurs lignes ; ils répétaient souvent ces manœuvres et les Anglais s'en trouvaient fort incommodés ; parfois ces braves nègres s'avançaient en si petit nombre que les sentinelles de garde n'en prenaient pas méfiance et les laissaient approcher, pensant que c'étaient des déserteurs ; elles recevaient alors quelques coups de fusil dont l'explication leur était donnée dans un langage étrange : « Toi, pas chrétien, toi pas connaître roi de France, mon maître ; attrape pour toi ! »

Chrétiens, les Cafres ne l'étaient guère, bien qu'ils portassent chapelet au cou : « L'un d'eux, ayant fait un Anglais prisonnier de guerre, après l'avoir blessé dangereusement dans le combat, voulut l'emmener avec lui jusqu'à la ville, mais ne pouvait y réussir parce qu'il était seul avec cet homme que ses blessures empêchaient de marcher ; il voulut au moins porter à son commandant quelque marque de sa victoire, et celle qu'il voulait lui présenter n'était rien moins qu'un bras de son prisonnier. Dans ce dessein, il tira sa baïonnette, et se mit en devoir de faire l'opération. Le pauvre Anglais, voyant cette démonstration et se sentant tirer le bras avec violence.... croyait simplement que le Cafre allait lui plonger sa baïonnette dans le corps. Pénétré de cette idée accablante et ne voyant plus de ressource dans une si grande perplexité, il fit, peut-être pour la première fois de sa vie, le signe de la croix et s'écria qu'il était chrétien. Il pensait par là fléchir son bourreau, au col duquel il avait aperçu un chapelet ; mais cet acte de religion, peu capable d'émouvoir le cœur d'un Cafre, ne l'aurait pas sauvé du danger où il était de perdre son bras et sa vie, sans le secours d'un sergent qui survint à propos. »

On comprend que ces « traits de valeur un peu brutale » aient

produit une terrible impression sur les Anglais, qui en conçurent une crainte extrême et refusaient même d'échanger un prisonnier cafre contre un de leurs soldats ou matelots. D'esclaves devenus soldats, et « mêlés avec les plus honnêtes gens, » les Cafres montrèrent par une bravoure peu commune qu'ils étaient dignes de cet honneur : un boulet de 8 ayant frappé l'un d'eux « en haut de la cuisse par derrière, » lui mit les chairs en lambeaux et resta comme incrusté dans la plaie. On lui ordonna de se faire panser ; alors, saisissant d'une main le boulet dont la pesanteur l'empêchait de marcher, mais sans l'ôter de la blessure, il fit trois quarts de lieue à pied, ne voulant permettre que personne l'aidât ni le touchât. A l'hôpital seulement, « il souffrit qu'on le lui ôtât,.... et mourut deux jours après. »

Environ cinq ans après la création de la compagnie des Cafres, l'un d'eux s'éleva par son courage et son intelligence jusqu'à commander un corps de troupes hindoues et à devenir « le bras droit du nabab. » Plus tard, en 1778, lorsque le marquis de Bussy fut nommé gouverneur des établissements français dans l'Inde, il se souvint des services rendus par les Cafres, et il voulut recruter aux îles de France une compagnie de ces braves ; mais l'administration, secondée par la justice, en empêcha le départ, et Bussy fut vaincu.

Voilà brièvement esquissés quelques-uns des traits de cette armée coloniale qui, sous les ordres de Dupleix, accomplit de si grandes choses ; les mêmes éléments se retrouvent aujourd'hui parmi les troupes qui, au delà des mers, soutiennent l'honneur de notre drapeau : l'infanterie de marine correspond à ces compagnies venues de France et commandées par des officiers français ; la légion étrangère rappelle la compagnie franche portugaise, au moins par certains côtés, car elle aurait le droit de protester contre une comparaison trop absolue que ses titres actuels lui permettraient de trouver blessante pour sa glorieuse renommée ; nos spahis portent le même nom que les cipayes de l'Inde et ont avec eux certains traits de ressemblance ; enfin les tirailleurs sénégalais ou les turcos ont pour ancêtres ces Cafres qui, dans les combats, montraient autant d'héroïsme qu'eux et le même mépris de la mort.

La lecture de la *Correspondance* et des nombreux documents

qui s'y rattachent nous transporte dans ces pays lointains qui commençaient alors à subir notre influence ; elle permet de reconstituer sous ses pittoresques couleurs l'armée de Dupleix : foule bigarrée où l'officier de fortune, venu de France, coudoie le rajah indien et partage avec lui l'autorité, où marchent côte à côte des nègres africains et des métis portugais, des Allemands et des Suisses, des cipayes suivis de leurs femmes et de leurs enfants.

Le coup d'œil devait être magnifique, surtout au début d'une campagne, quand n'était pas encore terni l'éclat des uniformes. Voici les dragons en redingotes vertes, bavares et aiguillettes rouges, bonnets verts, plaqués d'une peau de cabri ; les artilleurs portent le bonnet mi-parti rouge et vert, brodé sur le devant d'un boulet rouge ; l'infanterie, en rouge bordé de vert, le bonnet orné d'une fleur de lis ; voici des gardes aux aiguillettes en fil d'or, au chapeau dont le bord et les boutons sont dorés ; des volontaires, en bleu, aiguillettes blanches et trois rubans blancs sur le bonnet bleu ; la compagnie étrangère, en rouge paré de jaune ; les topas, en couleur chair parée de rouge, le bonnet mi-parti de l'un et de l'autre ; les nègres, plus primitivement vêtus, se contentent de quelques oripeaux ; et les cipayes portent un uniforme, — ne fût-ce qu'en « toille pinte, » — dont la couleur varie pour chaque compagnie. Au bout de quelques mois de campagne, l'aspect des troupes n'est plus le même : les brillantes couleurs se sont fanées au soleil de l'été ou sous les pluies de l'automne ; les habillements qu'on n'a pu remplacer sont sales et usés ; à Gingy, — bien près de Pondichéry pourtant, — des topas, n'ayant presque plus rien sur le corps, sont « obligés de monter la garde en chemise. » Singulier costume que pouvait expliquer la température, mais qui ne devait pas prêter à ceux qui le portaient une tournure très martiale.

Le matin, les troupes sont réveillées par les salves d'artillerie tirées en l'honneur du prince indien, notre allié ; les cipayes se rassemblent au son du tam-tam, et chaque compagnie déploie le drapeau que Dupleix lui a confié, en lui recommandant de « ne le rapporter qu'avec les insignes de la victoire. » Les officiers sont à cheval, ou en palanquin, quand leurs services ou leurs infirmités leur ont valu ce privilège ; le nabab et le chef français qui a rang de commandant supérieur montent sur des élé-

phants et y font arborer leurs étendards ; la colonne s'ébranle, flanquée de la cavalerie qui est chargée d'assurer la route ; l'artillerie et les équipages trainés par des bœufs suivent lentement.

La marche a commencé à l'aube, afin que les troupes se reposent pendant les heures les plus chaudes de la journée et, le soir, on établit le camp, près d'une rivière, à l'ombre de ces figuiers touffus dont les branches, se fixant au sol, entourent de nouveaux arbres le tronc primitif. Les lascars dressent les tentes ; les fantassins nettoient leurs armes, cayloques, fusils à mèche ou fusils à pierre ; les cavaliers pansent leurs montures qui généralement sont leur propriété ; ils arrachent le gazon et le nettoient en lavant les racines dans l'eau, ce qui constitue pour les chevaux une nourriture de premier ordre et supérieure à l'herbe simplement broutée. On prépare le repas de la troupe : « un jour du chien marron ¹, l'autre du bœuf et l'autre des légumes ; » l'indigène se contente d'une écuelle de riz, et s'il a pu l'arroser d'un peu d'arraque, il s'endort d'un profond sommeil en rêvant du paradis de Mahomet ou des neuf incarnations de Vichnou. Quant aux officiers, ils prennent leur repas en commun, causant des événements de la campagne ou des affaires d'Europe, si le dernier navire a apporté des nouvelles ; les grands jours, on déguste un peu de Xérès ou du vin rouge de France ; mais la provision s'épuise vite et Dupleix ne la renouvelle que rarement et avec parcimonie ; aussi le prie-t-on souvent de vouloir bien en envoyer, sous prétexte de « combattre la fièvre, » ou, avec plus de franchise, parce que, « lorsque nous nous mettons à saluer votre santé et celle des dames, l'ardeur est grande, le gosier se dessèche et la bouteille se vide. »

Pendant que certains officiers se livrent aux distractions du jeu, et que d'autres, aux goûts plus sérieux, rédigent la gazette de l'armée, si intéressante à consulter aujourd'hui, le commandant distribue ses ordres pour le lendemain : il a mandé son secrétaire, et, à la clarté d'une chandelle, il lui dicte le rapport qu'un envoyé spécial portera à Pondichéry ou qui sera confié aux *pions* chargés du service de la poste et établis de relais en relais sur les chemins. La correspondance ne se fait pas tou-

¹ Sorte de « mouton sauvage qui a le poil long et lisse. »

jours dans des conditions très faciles : du camp de Rempakom, d'Agoult prie Dupleix de lui faire parvenir tout ce qui est nécessaire pour écrire; il n'a presque plus de papier, de plumes ni de cire; quant à l'encre, « nous la faisons avec de la poudre à canon. »

Malgré toutes ces difficultés, il faut que les rapports politiques ou militaires soient régulièrement envoyés à Dupleix; car c'est lui qui, de Pondichéry, dirige toutes les opérations, pourvoit à l'approvisionnement des troupes en hommes, en munitions, en argent; il centralise tous les renseignements que lui apportent ses courriers; il interroge lui-même ses espions ou les fait interroger en sa présence; il tient avec exactitude la comptabilité de toutes les dépenses, et veille à ce qu'aucune dilapidation ne se produise; la *Correspondance* nous le montre exaltant les courages, relevant les volontés chancelantes, mais aussi réprimant avec fermeté les moindres abus chez des officiers qui craignaient de perdre la confiance de leur chef suprême, et aussi, — il faut bien l'ajouter, — sa protection, car l'avancement et les distinctions dépendent de lui.

On voit par ce rapide exposé d'une partie seulement de son œuvre toute l'étendue du génie de Dupleix : c'était un véritable chef, un habile manieur d'hommes, qui savait diriger une armée aussi bien que conduire une négociation diplomatique ou veiller à l'administration intérieure. Dominé par une seule pensée, il consacrait toute son énergie, toutes les forces de son intelligence à élever à la gloire de la France l'immense édifice dont il entrevoyait avec orgueil les majestueuses proportions, mais qui devait, hélas! s'effondrer si misérablement après lui. Heureux les peuples qui, ayant de tels hommes à leur service, les soumettent au lieu de les méconnaître!

FRÉVILLE.

LA COUR DES DEUX-SICILES

DANS LES
PREMIÈRES ANNÉES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

I.

Lorsqu'au mois de mai 1789 se réunirent à Versailles les États généraux, il y avait déjà vingt et un ans que Marie-Caroline, sœur de Marie-Antoinette, était reine des Deux-Siciles. Effectivement cette archiduchesse d'Autriche, qui était née à Vienne le 13 août 1752, avait été mariée au printemps de 1768, alors qu'elle n'avait pas encore atteint sa seizième année, au roi Ferdinand IV, d'un an seulement plus âgé qu'elle. C'était l'usage depuis des siècles dans les familles royales de procéder de bonne heure à l'union des princes et des princesses du sang. Les inclinations de cœur y étant généralement étrangères, les fiancés n'avaient même pas besoin de se connaître ; avant de se voir, ils s'épousaient par procuration. Aussi, si, suivant l'habitude, la raison d'État avait décidé d'un mariage entre les Habsbourg et les Bourbons de Naples, un triste événement avait voulu que Marie-Caroline devint l'épouse de Ferdinand ; car primitivement c'était sa sœur aînée, l'archiduchesse Marie-Josèphe, qui avait été destinée au trône des Deux-Siciles. Mais la mort l'ayant enlevée au moment où, toute aux préparatifs de ses noces, elle se disposait à se rendre en Italie, Marie-Thérèse n'en abandonna pas à cause de cela ses projets et désigna sa fille cadette pour remplacer la défunte. Il fallait bien que cette impératrice, qui fut mère de seize enfants, ne négligeât aucune occasion de pourvoir avantageusement à l'établissement des siens.

L'éducation qu'avait reçue la nouvelle reine n'avait pas peu contribué à développer chez elle les penchants ambitieux de sa nature. A l'école de la cour de Vienne, elle avait appris qu'une princesse de Habsbourg, une fois en possession d'une couronne, ne doit jamais, tout en défendant les intérêts de sa patrie d'adoption, perdre de vue ceux de son pays d'origine. N'étaient-ce pas les principes qui furent inculqués à Marie-Antoinette? Mais, à l'égard de Marie-Caroline, la direction de Marie-Thérèse ne s'était pas bornée aux avis, et sa prévoyance de grande souveraine avait su prendre les précautions les plus pratiques. C'est pourquoi elle avait eu soin de stipuler dans le contrat de mariage que sa fille entrerait au Conseil avec voix délibérative, aussitôt qu'elle aurait donné le jour à un enfant mâle. A défaut même de cette clause, il n'aurait été que trop facile à une femme jeune et belle, douée d'une volonté opiniâtre, de s'imposer à un mari du caractère de Ferdinand, qui n'offrait aucune résistance à l'ambition de Marie-Caroline. Autant, en effet, la reine était agissante et décidée, autant le roi se montrait indolent et dépourvu d'initiative; autant l'une avait le goût des affaires, autant l'autre manifestait à ce sujet une indifférence absolue. Réfractaire à l'étude, la nonchalance de Ferdinand avait été servie à souhait par les leçons de son gouverneur, le prince de San Nicandro, et les secrètes intentions du marquis de Tanucci, l'homme d'État éminent qui dirigeait depuis si longtemps la politique du royaume. Le désir de Tanucci étant de garder sous le fils les fonctions de premier ministre qu'il avait exercées sans obstacle sous le règne du père, il lui convenait assez que le roi, encore, à son avènement, un enfant de huit ans, fût maintenu dans une ignorance dont il espérait profiter. Aussi, au lieu d'orner l'esprit et de cultiver l'intelligence de Ferdinand, ses éducateurs tournèrent-ils presque exclusivement son activité du côté des exercices du corps; et, comme sa robuste constitution avait besoin de mouvement, il s'y adonna avec passion. Négligent tout travail sérieux, il n'aimait que la chasse, où il était passé maître, et la pêche dont il faisait métier puisqu'il présidait lui-même sur ses galiotes à la vente de son poisson. Il se livrait également aux amusements les plus ridicules, allant, sans souci de la dignité royale, jusqu'à s'affubler à la campagne d'un costume d'aubergiste et distribuer du vin en compagnie de

gentilshommes de la cour déguisés de semblable façon. Par contre, son inertie, entretenue par ce genre de distractions, était telle que, pour s'éviter de signer de sa main les actes officiels, il les revêtait d'une griffe la plupart du temps ¹.

Avec des dispositions si peu propres au gouvernement de la nation, Ferdinand fut vite dominé par Marie-Caroline, qui n'était pas femme à laisser échapper les avantages que lui assurait son contrat de mariage ; et, si elle dut attendre sept années avant d'en jouir, un héritier présomptif n'étant né qu'en 1775, elle ne resta pas inactive et se prépara de suite à l'art de gouverner. Toutefois la jeune reine n'avait pas tardé à découvrir en Tanucci un obstacle à l'accomplissement de ses volontés. Dès le début même il lui avait déplu, et, son antipathie redoublant en raison de l'influence rivale qu'elle sentait en lui, elle ne cessa de lui témoigner une hostilité de tous les instants, qui, s'il eût été plus avisé, n'aurait pas manqué de faire réfléchir Tanucci. Mais celui-ci n'en avait cure. Aveuglé par son omnipotence, il se croyait indispensable, et on l'eût fort étonné si on lui eût prédit alors qu'il serait évincé par celle-là même qu'il avait tant intérêt à ménager, et dont, au contraire, il s'efforçait de paralyser l'action. L'ascendant pris par elle sur le roi l'inquiétait ; il en redoutait mille conséquences fâcheuses pour les affaires publiques : et, comme la mauvaise éducation donnée à Ferdinand commençait à lui être un sujet de remords, parce qu'y reconnaissant la cause de la faiblesse royale il s'avouait avoir sa part de responsabilité, il voulait réagir et souhaitait voir son maître ressaisir son autorité. Aussi, quand, à la naissance d'un fils tant désiré, Marie-Caroline réclama, en vertu de son contrat de mariage, l'entrée au Conseil, s'y opposa-t-il ouvertement. Il pensait qu'elle était déjà assez influente, sans qu'il fût nécessaire d'augmenter ses prérogatives. Seulement il ne fut pas écouté, et Marie-Caroline eut désormais sa place dans le gouvernement. Encore Tanucci aurait-il dû s'estimer heureux si les choses en fussent restées là. Mais la colère de la souveraine, qu'il s'était attirée en osant combattre ses prétentions, allait lui être fatale. Une femme, et surtout une femme comme Marie-Caroline, ne pardonne pas une telle audace ; à tout prix il lui

¹ Colletta.

fallait une vengeance, et dès ce moment elle résolut d'obtenir son renvoi. En vain le premier ministre se prévalait-il de son crédit auprès de Ferdinand, en vain comptait-il sur l'éclat de ses services passés, la lutte était trop inégale pour que l'issue en fût longtemps douteuse. Comment ne comprenait-il pas qu'un roi faible et amoureux n'avait rien à refuser à une reine énergique et ambitieuse, dont la captivante beauté ajoutait encore à sa force? Tanucci fut donc contraint de résigner les fonctions qu'il occupait depuis 1734, constatant bientôt par lui-même que l'oubli et l'ingratitude de ses obligés sont généralement la récompense de l'homme tombé en disgrâce.

En renversant Tanucci, Marie-Caroline n'avait pas seulement cherché à se venger d'un rival gênant, elle avait voulu aussi opérer un changement radical dans la politique du pays. Jusqu'ici la cour de Naples s'était accoutumée à recevoir ses directions du cabinet de Madrid et les suivait rigoureusement au point d'abdiquer presque son indépendance, et cela en conformité des prescriptions de Charles VII, le précédent monarque; car, lorsqu'il avait été appelé à régner en Espagne sous le nom de Charles III, il avait institué un conseil de régence dont la principale obligation était de lui rendre compte de l'administration du royaume. Exigence inadmissible, mais ce prince qui, après avoir conquis les Deux-Siciles les armes à la main, en avait été roi vingt-cinq ans, n'avait pu se faire à l'idée qu'elles appartenaien à un autre; et, comme cet autre était son fils, il s'était arrogé le droit, en changeant de trône, de lui dicter ses volontés. Tanucci, le maître absolu du conseil, s'était docilement plié à cette étrange manière de voir, qui favorisait la prépondérance de l'Espagne, et il s'y était tellement habitué que, même après la majorité de Ferdinand, avec laquelle avait cessé la régence, il continua à gouverner suivant les mêmes principes. Pareille subordination à une cour étrangère, fût-elle une cour de famille, ne pouvait convenir à la fierté de Marie-Caroline, et elle s'était toujours promis d'y mettre un terme dès qu'elle en aurait les moyens, c'est-à-dire dès que, débarrassée de Tanucci, elle n'aurait plus à se heurter à son opposition. Maintenant que ce moment était arrivé, elle ne devait pas reculer devant l'exécution de sa promesse. D'ailleurs elle rêvait de jouer un grand rôle, peu compatible avec le maintien de la tutelle espa-

gnole. Sa brillante naissance avait excité son ambition. Fille d'une impératrice illustre, sœur de la reine de France et de l'empereur Joseph II, elle se trouvait à l'étroit dans le cadre des Deux-Siciles ; et, s'il ne lui était guère possible d'étendre les frontières de cette monarchie, elle désirait au moins, par les améliorations qu'elle avait en tête et le faste qu'elle s'efforçait de déployer, lui faire prendre un rang important en Europe. De plus, le charme de son esprit, ses coquetteries avec la philosophie dispensatrice de la renommée, la solide instruction dont elle était redevable à sa mère, lui avaient gagné la confiance des classes éclairées, tandis que Ferdinand était surtout populaire auprès des lazzaroni ; et c'est appuyée par cette élite qu'elle avait l'intention de réaliser ses vastes plans. Pour commencer, elle s'occupa de la réfection des forces militaires, comprenant que, si une nation ne veut dépendre de personne, il lui faut pourvoir sans plus tarder à sa propre sécurité. Or les forces militaires de Naples étaient bien négligées et réclamaient une transformation complète. Comment, entre autres, les côtes du domaine continental et celles de la Sicile avec leur étendue auraient-elles été privées plus longtemps d'une flotte capable de les préserver d'une agression ennemie et de garantir la liberté du commerce contre les déprédations incessantes des Barbaresques ? Aussi Marie-Caroline cherchait-elle un homme en état de créer l'instrument qui manquait ; et, désespérant de le découvrir dans le royaume, elle songea à s'adresser au dehors.

Il y avait alors à la tête de la marine de la Toscane un étranger dont on vantait les mérites, parce qu'il y avait introduit un type de vaisseaux très légers, et qu'ainsi, dans une expédition malheureuse contre Alger (1774), il avait su protéger la retraite des Toscans et des Espagnols réunis ¹. Sur la recommandation du prince de Caramonico, l'un des ministres, la reine fut engagée à utiliser ses services, et le grand-duc Léopold, son frère, ayant consenti à s'en séparer, il fut autorisé à se rendre à Naples. Ce nouveau venu, destiné à devenir célèbre dans l'histoire, se nommait Acton. Irlandais d'origine, quoique né à Besançon, il était entré dans la marine française ; puis, soit amour du changement, soit dépit de ne pas se voir apprécié à sa juste

¹ Gorani.

valeur, il avait offert son épée à la cour de Florence et s'y était acquis un véritable crédit. Mais, avide de gloire, il n'aurait pas été fâché de passer sur un théâtre plus en vue, et c'est avec empressement qu'il répondit à l'appel de Marie-Caroline. Il n'eut pas à le regretter, tant il fut accablé d'honneurs de toute sorte; quelques années suffirent même pour en faire le personnage le plus puissant et le plus redouté du royaume. Encore assez jeune, puisqu'il n'avait que quarante-deux ans, il fut, dès son arrivée en 1779, ministre de la marine, puis bientôt après ministre de la guerre; et, s'il ne fut officiellement appelé qu'en 1789 à la direction de la diplomatie napolitaine, en réalité son influence s'exerça bien auparavant dans le département des relations extérieures. Seules les finances restèrent soustraites à son contrôle, parce qu'il craignait d'assumer la responsabilité d'une administration où il n'avait aucune compétence. Toutefois, afin d'empêcher la rivalité d'un collaborateur spécial, il supprima ce ministère et le remplaça par un simple conseil.

Cette élévation surprenante était loin d'être la récompense de talents éclatants; il est vrai que les dons ordinaires, mais d'une nature particulière, sont parfois plus profitables à quelqu'un, surtout en politique, qu'une intelligence supérieure. A celui qui, malgré tout, veut réussir, l'entregent est nécessaire: or Acton en possédait énormément. Souple au suprême degré, fin au point de saisir à merveille les faiblesses de chacun et de les flatter adroitement, c'est par là beaucoup plus que par son activité ou les lumières de son esprit qu'il s'était insinué dans les bonnes grâces de la reine. Entrant entièrement dans ses idées, il l'aida de suite à secouer le joug de la cour d'Espagne dont souffrait son amour-propre, et il apporta tant de zèle dans la poursuite de cette tâche qu'après avoir été d'abord pour lui un calcul personnel elle lui apparut ensuite comme un principe de gouvernement. Dès lors il reconnut que Naples, sous peine de déchoir, ne pouvait continuer à être tenu en tutelle, que si, à la rigueur, la minorité de Ferdinand avait légitimé cette subordination, les mêmes raisons ne subsistaient plus et que la dignité comme l'intérêt national commandaient de faire prévaloir un système politique libre et indépendant.

Marie-Caroline avait eu la chance de rencontrer le ministre de ses rêves. Ambitieuse et autoritaire, elle eût été mal venue

à ne pas être satisfaite d'un homme appliqué à partager ses sentiments et à exécuter ses volontés. Mais, chose étrange ! cette femme impérieuse et rebelle à tout frein ne s'apercevait pas qu'en s'employant à la fortune d'Acton, elle se préparait un maître qui lui ferait parfois durement sentir son pouvoir. A force de se voir regardé comme un grand ministre, Acton, dont le triomphe n'était pas modeste, finissait par se croire un sujet d'élite. Talents militaires et talents diplomatiques, il avait la prétention de tout avoir, et il arriva qu'ayant reçu le titre tout honorifique de maréchal de camp, il s'intitula général et voulut désormais être qualifié ainsi. Toutefois il ne suffisait pas à Acton d'être parvenu avec une rapidité incroyable au faite des grandeurs, il fallait savoir encore s'y maintenir. Or, nul moyen ne lui semblait plus efficace que de s'emparer de l'esprit et du cœur de Marie-Caroline. S'il négligeait de le faire, s'il se contentait d'être son humble instrument, la reine qui l'avait élevé sans compter ne serait-elle pas tentée par caprice ou par politique de le rejeter dans son obscurité ? Mais, si la conquête de son esprit était facile, puisque Acton approuvait invariablement toutes ses actions, celle de son cœur ne laissait pas d'être plus délicate. Néanmoins, malgré une différence de quinze années, l'entreprise ne paraissait pas trop osée à cet aventurier qui ne s'effrayait d'aucune audace, d'autant qu'il avait un extérieur agréable et cette distinction de manières à laquelle les femmes ne sont pas insensibles. Et puis Marie-Caroline, légère et inconsidérée, n'avait pas outre mesure le respect de la fidélité conjugale ; et, si elle avait hérité de sa mère le goût du gouvernement, elle n'en avait pas hérité les solides vertus domestiques.

Mariée fort jeune à Ferdinand, elle n'était pas disposée, une fois souveraine, à se plier aux exigences de l'étiquette ; et maintenant qu'elle était affranchie du cérémonial étroit de la cour d'Autriche, elle était plutôt portée, en pareille matière, à se conduire au gré de ses fantaisies, sans souci de l'opinion. Même son amour du plaisir, égal à sa manie de dominer, lui était un motif de plus de se libérer de toute contrainte. N'y avait-il pas jusqu'à l'attitude du roi, absorbé par ses amusements indignes de son état et de son âge, qui ne l'incitât à désertir ses devoirs ? D'ailleurs, une reine jeune et belle, désireuse

de plaire, ne trouve que trop d'occasions autour d'elle. Les assiduités des courtisans, les intrigues des ministres, les complaisances des dames d'honneur, les compliments menteurs qui résonnent continuellement à son oreille, lui sont autant d'invitations à s'abandonner à ses passions. Ajoutez que les fêtes de la cour où elle trône au milieu d'un cercle d'adorateurs, les réunions de tout genre où elle est l'objet des regards de chacun, ne sont pas de nature à encourager sa retenue et lui permettent plutôt d'exercer avec succès l'empire de ses charmes. Pour sa part, le physique de Marie-Caroline avait lieu d'être remarqué. La taille ravissante, l'ovale de la figure très allongé, les traits superbes, elle ressemblait à sa sœur Marie-Antoinette; et, si elle était moins régulièrement jolie, il se dégageait de l'ensemble de sa personne un je ne sais quoi d'enivrant et de voluptueux, capable de troubler les plus indifférents. A l'époque où Acton entre en scène, elle était dans tout l'éclat de sa beauté et commençait à s'émanciper. Jusqu'alors, en effet, elle s'était contenue, la naissance de plusieurs enfants l'ayant confinée dans son intérieur, et c'est avec la plus tendre sollicitude qu'elle dirigea leur éducation. Rarement princes et princesses furent entourés d'autant de soins. Mais l'épouse différait en tous points de la mère et ne connaissait pas de scrupules. Du moment que les considérations maternelles ne pouvaient l'arrêter sur la pente de ses infidélités, la jalousie du roi ne lui était pas un obstacle. Ferdinand, complètement subjugué par elle, était sans volonté, et, en le laissant s'adonner à ses sports favoris ou se livrer à des amours peu relevées, il était aisé de désarmer sa mauvaise humeur. Quant aux convenances de son rang, Marie-Caroline s'en souciait médiocrement. L'important pour elle, dans sa vie privée, était de satisfaire à ses caprices, comme elle satisfaisait dans sa vie publique à son désir de domination. Or, ne goûtant aucun agrément dans la fréquentation de son mari dénué d'instruction et d'esprit, elle cherchait des consolations auprès de ceux des grands de la cour qui avaient le don de lui plaire. Et, lorsque la faveur d'Acton grandissait de jour en jour, on observa bientôt que ce n'était pas seulement le ministre, mais encore l'homme, dont elle était engouée. A ce contact de chaque instant, dans cette intimité habilement préparée de part et d'autre, les cœurs de la souveraine et du sujet ne

manquèrent pas de battre à l'unisson. Du reste, n'étaient-ils pas faits pour se rapprocher et se comprendre, puisque Marie-Caroline avait rencontré dès l'origine chez Acton la souplesse exigée de chacune de ses créatures, et que le premier ministre, poussé par l'envie de posséder celle qui le comblait, n'avait qu'à aller au-devant de ses avances? Était-ce l'amour qui les jetait dans les bras l'un de l'autre ou plutôt le besoin de s'appartenir, de ne former qu'un seul être afin d'imprimer davantage leur omnipotence à l'État? on ne saurait le dire. Ce qui est certain, c'est qu'à la veille de la Révolution l'histoire de la passion de la reine pour Acton, soupçonnée du roi, se chuchotait déjà dans les chancelleries d'Europe ¹.

Mais la tournure que l'administration d'Acton avait apportée aux rapports entre les cours de Naples et de Madrid ramène naturellement notre attention aux choses de la politique. Si Acton était un étranger, il avait eu le mérite, autant que le Napolitain le plus patriote, de s'efforcer, sur les instances de Marie-Caroline, de soustraire sa patrie d'adoption à la subordination fâcheuse où la tenait l'Espagne. Quelles qu'eussent été les raisons de l'immixtion de Charles III dans les affaires des Deux-Siciles, raisons de famille ou raisons d'État, cette immixtion lui semblait devoir prendre fin. Et pourquoi s'en étonner? L'indépendance respective des pays, les intérêts toujours différents même quand, sur bien des points, il y a identité, le sentiment national, tout ne veut-il pas qu'un prince soit maître chez lui? Or Ferdinand ne l'était qu'à moitié. Dès qu'Acton fut devenu

¹ Le chargé d'affaires de France à Naples écrivait en 1788, à deux reprises différentes, ce qui suit : « Je ne sais comment vous rendre avec assez de brièveté et de délicatesse une circonstance très secrète, qui pourtant m'est révélée d'une manière si sûre, que je ne puis, sans manquer à mon devoir, me dispenser d'en rendre compte. L'animosité et les scènes entre le roi et la reine augmentent de violence. Le roi porte son soupçon sur M. Acton. Sa Majesté a dit à la reine dans un accès de fureur : *Je cherche à vous surprendre ensemble ; je tuerai l'un et l'autre et ferai jeter les cadavres par les fenêtres du palais.* -- Depuis la dernière scène, le roi continue à faire espionner, tandis que, sans qu'il le voie, il est lui-même entouré à toutes les heures et dans tous les lieux de gens qui rendent compte à la reine. Les soupçons les plus violents paraissent oubliés, la cordialité manque. M. Acton va passer deux ou trois jours de la semaine à Castellamare, à cinq lieues de Naples. J'ai eu avis de bonne part qu'il a la témérité de venir déguisé pendant la nuit à Naples et d'aller secrètement prendre ses audiences de la reine. » Archives, Affaires étrangères, fonds Naples 118.

ministre, Charles III ne tarda pas à s'apercevoir que la direction du royaume lui échappait. Si son fils continuait de lui manifester la même déférence, il suivait moins ses avis pour écouter, au contraire, ceux de la reine et de son conseiller. Sous cette influence, Naples se reposait davantage sur ses propres forces, l'initiative y était plus grande, la marine et l'armée s'organisaient avec une activité significative, et partout les Espagnols, qui avaient occupé les places, étaient remplacés non par les Napolitains, comme on aurait pu le supposer, mais par les Toscans et les Allemands n'ayant, à la vérité, ni appui ni dépendance au dehors. N'était-ce pas le sort de cette monarchie, qui avait subi tant de dominations étrangères, de voir les nationaux un peu mis à l'écart ? Certes le but poursuivi n'était pas une ouverture d'hostilités contre l'Espagne, mais simplement la cessation toute légitime d'une tutelle trop longtemps acceptée. Tout en s'appliquant à devenir libre de son action, Naples ne demandait pas mieux que d'entretenir avec elle des relations amicales. Seulement on avait compté sans les susceptibilités d'une cour habituée à imposer ses vues, à qui cet affranchissement de son autorité ne paraissait rien moins qu'une hardiesse coupable. Charles III mécontent tenta des observations : elles furent dédaignées. De là entre les deux royaumes des tiraillements qui succédèrent à la bonne harmonie d'autrefois. Charles III ne se découragea pas et, sa perspicacité lui montrant en Acton, à côté de la reine, le promoteur de ce changement, dans l'impossibilité où il était d'atteindre celle-ci, il comprit la nécessité de frapper cet auxiliaire s'il voulait reconquérir son ascendant. Aussi tous ses efforts tendirent-ils au renversement d'Acton. Il n'hésita pas, après l'avoir dépeint comme un intrigant dangereux, à solliciter de Ferdinand son renvoi. La cour de Naples ayant justement refusé de déférer à sa requête, il y joignit même l'intimidation et rappela son ambassadeur. Cette pression maladroite, loin de réussir, ne fit que consolider la situation d'Acton ; car Marie-Caroline n'avait pas été dupe des prétextes de Charles III ; derrière le prétendu intérêt témoigné au pays, elle avait discerné sans peine le dépit de n'être plus obéi. C'est pourquoi elle s'employa à maintenir au pouvoir un ministre qui avait sa confiance, et dont le départ aurait favorisé le retour de la prédominance du cabinet de Madrid.

Ce commencement de mésintelligence entre deux souverains unis par une étroite parenté n'avait pas manqué d'être connu en France. Comment, d'ailleurs, en aurait-il été autrement, alors que, depuis le Pacte de famille, les monarchies française et espagnole faisaient cause commune? Conclue en 1761 par le duc de Choiseul pour résister à la suprématie navale de l'Angleterre, cette alliance offensive et défensive n'avait pas donné les résultats qu'en espérait son auteur. L'issue désastreuse, pour les deux alliées, de la guerre de Sept ans en était la preuve péremptoire. Aussi la cour des Deux-Siciles avait-elle été très sagement inspirée en ne consentant pas à y adhérer, comme on l'en avait maintes fois priée. Ce refus, qui avait empêché avec la France l'intimité désirée par Choiseul et provoqué même un instant des froissements, n'avait cependant pas troublé les rapports normaux des deux nations. C'est ainsi que les princes de la maison de Bourbon, ceux de Naples compris, s'étaient solidarisés dans la question des Jésuites, lorsqu'ils exigèrent du Saint-Siège la suppression de l'institut déjà expulsé de leurs États. Ladite solidarité, il est vrai, répondait aux prétentions régaliennes de Tanucci assez hostile à la suprématie pontificale, tandis que le même ministre, dont les sympathies personnelles à l'égard de la France étaient peu vives, avait repoussé en 1772 un traité de commerce proposé par Breteuil. Puis, du fait que Marie-Caroline et Marie-Antoinette étaient les deux sœurs, la France s'intéressait aux événements de Naples, et tout naturellement elle regrettait, comme si elle eût été touchée, la désunion qui s'était élevée entre Ferdinand et Charles III. Aussi, inquiète des conséquences du désaccord, souhaitait-elle que la mort de celui-ci, survenue à la fin de 1788, amenât la réconciliation des deux dynasties. Toutefois sa sollicitude se bornait à des vœux, tant elle craignait que son intervention auprès des souverains siciliens ne nuisit au rapprochement rêvé. Effectivement la cour de Naples, assez ombrageuse depuis ses dissentiments avec l'Espagne, « voyait des pièges partout, » suivant l'expression de Montmorin, le chef de la diplomatie française ¹, et les avis désintéressés lui faisaient l'effet de mauvais procédés. Il y avait donc lieu de s'abstenir de tout conseil, sans négliger d'utili-

¹ Dépêche du 14 avril 1789. Archives, Affaires étrangères, fonds Naples 119.

liser les circonstances qui, en la raccommodant avec l'Espagne, resserreraient nos liens d'amitié avec elle.

Depuis plusieurs années, le roi très chrétien était représenté à Naples par le baron de Talleyrand ¹, un diplomate réunissant aux avantages d'une haute naissance l'intelligence la plus ouverte, et qui jouissait du meilleur crédit auprès de Ferdinand. Une collaboration précieuse venait faciliter sa tâche — non pas la collaboration d'un jeune secrétaire, brillant gentilhomme, élégant cavalier, mais celle plus efficace peut-être, quoique moins éclatante, d'un modeste travailleur, dont la finesse, la sûreté de jugement et l'esprit de modération devaient rendre, lorsqu'il fut accrédité à Rome à l'époque du Concordat, les plus signalés services ². Cacault (le lecteur a déjà son nom sur les lèvres), qui frisait alors la cinquantaine, était, après une vie consacrée au professorat et aux voyages, entré tardivement dans la carrière diplomatique. Il avait débuté à Naples et il n'en était plus sorti, heureux qu'il était de vivre sous le ciel de cette belle Italie dont il admirait avec passion le génie artistique. Défendue par de tels hommes, la cause de la France était en mains sûres ; aussi Montmorin, qui suivait d'un œil attentif le jeu de la cour des Deux-Siciles, pouvait-il se reposer en toute confiance sur le tact de l'ambassadeur grand seigneur et l'habileté de son collaborateur.

Après que Charles IV eut remplacé son père sur le trône d'Espagne, on espéra que les anciennes relations amicales entre les cours de Madrid et de Naples allaient bientôt renaitre. Mais les événements, au lieu de favoriser l'entente, semblaient s'ingénier à l'empêcher. Le nouveau règne était à peine commencé qu'une mort foudroyante enlevait à Marie-Caroline deux de ses enfants. Le coup était rude pour la mère qui, dix ans auparavant, avait perdu son premier-né, dont la naissance d'autres fils n'avait pu la consoler. Rien donc de plus naturel que le cri éploré de son cœur, rien de plus respectable que son chagrin. Pourquoi, cependant, sous prétexte que la petite vérole, à laquelle avaient succombé les jeunes princes, était venue d'Espagne, incriminer

¹ Il était le propre oncle du fameux évêque d'Autun.

² Quand Bonaparte, irrité des lenteurs de la cour de Rome, menaça de rompre, ce fut Cacault qui sauva la situation en suggérant au cardinal Consalvi d'aller poursuivre à Paris la négociation du Concordat.

cette nation généreuse et lancer contre elle des insinuations outrageantes? Encore si ces insinuations n'avaient pas dépassé l'intérieur du palais ou le cercle intime des courtisans, il n'y aurait eu que demi-mal. Mais elles devenaient publiques, elles étaient formulées dans des écrits envoyés à tous les gouvernements et dont chacun désignait très haut l'inspiratrice. La cour de Madrid heureusement ne s'indigna pas; elle eut la sagesse d'opposer un silence dédaigneux à des accusations ridicules, et l'incident n'eut aucune suite fâcheuse. Marie-Caroline elle-même reconnut avoir agi sous l'empire de l'exaltation maternelle en disant à un confident de sa pensée : « Je suis mère avant tout; la perte de mes deux fils m'a mise hors de moi-même : j'ai soupçonné tout l'univers, je n'ai épargné personne ¹. »

Le nouveau roi d'Espagne, au contraire, avait si peu de rancune que, désireux de faire revivre l'harmonie, il tentait d'entrer en arrangement avec son frère. Après lui avoir demandé de pardonner à ceux de ses sujets tombés en disgrâce à l'occasion du différend, il proposait de marier le prince royal avec une infante, et, comme consécration de la réconciliation, sa flotte irait saluer à Naples les souverains siciliens. Si ce projet pouvait séduire Ferdinand, il s'en fallait qu'il eût l'agrément de la reine. A la rigueur elle se fût résignée au pardon des personnes dont elle et le roi avaient à se plaindre, mais relativement à la manifestation navale et au mariage, son opposition était formelle. D'ailleurs il lui était difficile de céder sur ce dernier point. Autrement c'était l'échec d'un de ses desseins favoris où ses sentiments politiques recevaient satisfaction conformément à ses affections de famille. Il s'agissait pour elle de neutraliser l'action espagnole par l'influence de l'Autriche qu'elle aimait et, pour y parvenir, rien ne lui paraissait préférable à l'établissement de ses enfants dans la maison des Habsbourg. Précisément le grand-duc de Toscane, rapproché de jour en jour du trône d'Autriche et de la couronne impériale par la santé ruinée de Joseph II, allait au-devant de ses désirs. Il offrait de donner la main de son second fils, l'archiduc Ferdinand, à la princesse Thérèse, la fille aînée de sa sœur, et celle de sa fille, l'archiduchesse Clémentine, à l'héritier présomptif. Comment-Marie Caroline aurait-elle eu

¹ Cacault, dépêche du 2 mai 1789.

le courage de repousser ces brillantes alliances ? L'eût-elle voulu qu'elle eût exigé de sérieuses compensations. Or l'Espagne, dont elle se se défiait toujours, étant incapable de les lui accorder, ce lui était une raison de plus de tenir à son dessein. En proie à l'impressionnabilité de sa nature, elle soupçonnait même dans l'envoi de l'escadre castillane une manœuvre pour intimider les esprits : opinion qui n'était pas seulement la sienne et que partageaient les milieux officiels. Toutefois, en dépit de ses efforts, il ne lui fut pas possible d'empêcher cette visite, dictée entièrement par la courtoisie et l'amitié. Mais la présence des marins espagnols à Naples aurait-elle simplement servi à montrer le mal fondé des appréhensions qui hantaient les imaginations, qu'elle n'eût pas été inutile. Et comme, en outre, elle dissipa de part et d'autre bien des préventions, on eut lieu d'y applaudir. Un résultat aussi heureux à la vérité ne suffisait pas à rassurer la cour de Madrid sur la nomination d'Acton au ministère des affaires étrangères, où il avait remplacé, à sa mort, le marquis de Caracciolo, l'ancien ambassadeur à Paris si connu dans les cénacles de la philosophie. Depuis dix ans, comme on le voit, cet étranger avait fait son chemin ; il fallait de plus en plus compter avec lui, et, maintenant qu'aucune dignité ne manquait à son ambition, il jugeait à propos, après avoir eu jusqu'ici un train modeste, de déployer le faste imposant d'un grand ministre.

Malgré les graves événements dont, depuis la réunion des États généraux, la France était le théâtre, Montmorin continuait à s'intéresser aux destinées du royaume des Deux-Siciles. L'accueil gracieux, ménagé par la cour à la flotte espagnole, l'avait réjoui ; il en augurait pour l'avenir des dispositions bienveillantes. Qui sait si ce n'était pas le prélude de la réconciliation définitive, à laquelle il attachait tant de prix ? Mais, toujours circonspect, il ne se départait pas de sa réserve. Devait-il, par une intervention maladroite, altérer les relations des deux pays ? La personne d'Acton, si antipathique à l'Espagne, la France n'avait pas à s'en plaindre. Si elle avait paru redouter autrefois qu'il fût appelé à succéder à Caracciolo, c'était par égard pour le cabinet de Madrid dont elle prévoyait le mécontentement, non par crainte à son sujet d'une nouvelle orientation politique ¹. Elle

¹ En 1788, au moment où il était déjà question de la nomination d'Acton

n'avait même qu'à se louer d'un ministre qui relâchait à son endroit les rigueurs des prescriptions interdisant l'importation des grains. Durant cette année 1789, Acton, en effet, s'était empressé de lui fournir les blés dont elle avait besoin afin de remédier à la disette de plusieurs de ses provinces. Néanmoins les progrès de la Révolution n'allaient pas tarder à produire leur contre-coup à Naples et à y opérer, comme dans toute l'Europe, un changement profond dans la nature des rapports internationaux.

II.

Les principes de l'Assemblée constituante, les premières réformes qu'elle adopta, l'agitation des esprits, fixèrent au plus haut point l'attention de la cour de Naples. Ce fut d'abord chez elle de l'étonnement ; puis l'étonnement fit place à l'émotion, sans qu'au début son attitude avec la France en fût modifiée. Elle observait, cherchait à se rendre compte de la portée de ce mouvement qui partait de Paris, tout en évitant de manifester ses sentiments au dehors. Mais, lorsque la fermentation générale eut amené les troubles de la rue et le déchainement des passions révolutionnaires, elle commença à trahir ses inquiétudes par les mesures qu'elle prit en vue de sa sécurité intérieure. En vertu d'une ordonnance spéciale, il fut recommandé aux autorités compétentes de se montrer très difficiles dans la délivrance des passeports. En réalité, c'était interdire l'entrée du royaume à tous les Français suspects, puisqu'on ne pouvait franchir la frontière sans ce papier administratif. On ne s'en tint pas là. La

au département des relations extérieures, Montmorin écrivait à Talleyrand : « Si la reine cherche à vous faire articuler son opinion sur le choix du chevalier Acton, vous pourrez lui dire que nous sommes persuadés qu'honoré de la confiance de Leurs Majestés Siciliennes, il ne peut avoir que des principes favorables à l'union des deux cours, et que d'ailleurs nous avons eu plusieurs occasions de nous louer de ce ministre ; mais qu'avant d'élever tout à fait un mur de séparation entre la cour de Naples et celle de Madrid, en le mettant à la tête des affaires, il nous paraît bien essentiel de peser les conséquences de cette démarche. » Plus tard, il écrivait encore : « Il y a longtemps qu'il devrait être revenu de l'idée qu'il ne peut jamais gagner la confiance de la France. L'opinion des bureaux de la marine n'entraîne pas ici celle du ministère, et il doit remarquer que depuis longtemps nulle circonstance n'a pu lui faire croire que nous répugnassions à traiter avec lui. Au contraire vous ferez bien de paraître compter sur sa justice et sur ses dispositions favorables. » Archives, Aff. étr., fonds Naples 117 et 118.

police fut renforcée et invitée à redoubler de surveillance. On défendit de parler des affaires de France dans les cafés et les lieux publics. La conduite, les propos, les fréquentations de chacun furent l'objet d'une inquisition de tout instant, et, pour avoir vanté trop bruyamment les mérites de leur révolution, plusieurs Français furent expulsés immédiatement. En temps ordinaire ce dernier fait eût passé inaperçu. Mais comme il s'agissait d'autre chose que d'un simple arrêté de police et qu'on était en présence d'un système de répression dont les événements de France étaient la cause, il n'en fut pas ainsi. De suite le marché s'émut. Persuadés que le renvoi de tous les Français allait être ordonné, les Napolitains eurent peur et refusèrent d'accepter les traites de nos négociants. De là à propager les bruits les plus pessimistes sur le compte de l'Assemblée constituante, à pousser la populace superstitieuse et ignorante à y ajouter foi, il n'y avait qu'un pas.

De son côté, le baron de Talleyrand avait informé Montmorin de l'impression pénible qui était résultée de l'expulsion de ses compatriotes, et s'était efforcé de faire revenir le gouvernement sicilien sur sa décision. Mais Acton lui déclara que, si le roi respectait la liberté des Français sages et tranquilles, il était résolu à sévir impitoyablement contre les autres. Toutefois l'incident n'en était qu'à son commencement, et bientôt les reproches tombèrent drus sur la tête du malheureux ambassadeur. Non qu'il ait été blâmé par Montmorin ; car, si celui-ci ne laissait pas d'être contrarié et pensait que la cour de Naples avait apporté trop d'éclat dans la manifestation de ses prérogatives souveraines, il ne pouvait lui contester son droit d'être maîtresse chez elle ni rendre responsable, sous peine d'injustice, son agent de son impuissance à obtenir le retrait de l'arrêté d'expulsion. Mais les critiques que son chef n'avait aucune raison de lui adresser, Talleyrand devait les voir formuler contre lui par ces Français, victimes de leur propre imprudence. L'acte d'autorité qui les frappait les avait tout déconcertés. Séduits par les idées nouvelles ils ne comprenaient pas que l'Europe ne s'y ralliât et, dans leur enthousiasme, ils prétendaient même empêcher les pouvoirs étrangers de se prémunir contre la propagande révolutionnaire. Aussi juge-t-on de leur mécontentement lorsque, malgré leurs protestations, ils furent reconduits à la frontière. Peu disposés

cependant à se résigner à leur sort, ils proférèrent, dès leur rentrée en France, des plaintes et des menaces qui trouvèrent écho dans les clubs et jusqu'auprès des membres de l'Assemblée. D'après leurs dires, Talleyrand était le principal coupable; il avait manqué d'énergie, il n'avait pas su les protéger, et, pour mieux accréditer la légende, ils donnaient à entendre qu'hostile aux principes de la Révolution, cet ambassadeur se réjouissait intérieurement de leur mésaventure. Rien de plus faux que ces allégations. Mais les gens de parti pris se soucient-ils d'être équitables? L'un d'eux surtout se faisait remarquer par sa violence. C'était Chalièr, le jacobin de sinistre mémoire qui, à Lyon en 1793, prêchera le meurtre et le pillage. Renvoyé de Palerme où il était établi négociant, il écrivait factums sur factums, et l'un entre autres, qu'il envoya après la chute de la royauté au ministre des affaires étrangères, suffira à éclairer le lecteur sur sa tournure d'esprit : « Faites-moi donc, vrai patriote, ainsis'exprimait-il, rendre justice sur l'injustice du roi ou tyran des deux Siciles. Chargez-moi de l'expédition de la conquête de la Sicile. Quatre navires, six frégates, dix mille hommes, je réponds sur ma tête de tout. Alors, en chassant le tyran de Naples, je lui ferai restituer ce qu'il me vole par ses sujets et ferai dans cette île triompher la liberté. » Chalièr, il est vrai, était seul de cette trempe, ses compagnons d'infortune, hommes beaucoup plus calmes, ne devant leur renvoi qu'à quelques propos compromettants.

S'il avait été facile à Talleyrand de se justifier auprès de Montmorin, l'opinion égarée n'avait accueilli qu'avec trop d'empressement les accusations de ceux qui s'appliquaient à le noircir, et ces accusations ajoutaient à la difficulté de sa tâche. Fort de son devoir, il n'en continuait pas moins à se dévouer aux intérêts français et employait toute son éloquence à désarmer les sévérités de la cour de Naples. Il plaidait surtout la cause d'un certain Pradez Presteau, l'un de ses nationaux expulsés, tout occupé des soins de son commerce, et demandait, comme l'en avait prié Montmorin, qu'il fût autorisé à rentrer dans le royaume. Mais la peine extrême avec laquelle, en dépit d'instances réitérées, fut admise sa requête, montrait combien les événements qui se déroulaient à Paris inspiraient de méfiance aux souverains siciliens. La France, à leurs yeux, n'était plus

l'antique monarchie si glorieuse et si resplendissante, mais une faction révolutionnaire que, si elle ne la traitait pas encore en ennemie, elle traitait déjà en suspecte : et, à mesure que ses relations d'amitié s'affaiblissaient avec elle, elles se resserraient avec l'Autriche.

La mort de l'empereur Joseph II, survenue au début de l'année 1790, avait fait passer la couronne impériale sur la tête de son frère Léopold, le grand-duc de Toscane, dans la famille duquel Marie-Caroline voulait établir ses enfants. C'était pour elle une conjoncture dont elle avait hâte de tirer profit. Au reste, ses vues furent réalisées au delà de ses désirs, puisqu'un triple mariage vint unir les maisons de Naples et d'Autriche. La princesse Thérèse, jusqu'ici destinée au second fils du nouvel empereur, fut mariée à son fils aîné, l'archiduc François, devenu veuf au moment où il succédait à son père sur le trône de Toscane ; l'archiduc Ferdinand épousa la princesse Amélie, la fille cadette de la reine ; enfin, malgré leur jeune âge, on proclama officiellement les fiançailles de l'héritier présomptif avec l'archiduchesse Clémentine, sœur des jeunes archiducs, sauf à remettre à plus tard la célébration des noces. Ces belles alliances allaient évidemment à l'encontre des projets de la cour de France, qui avait eu des intentions matrimoniales avec les Bourbons de Naples. Toutefois, si ses espérances étaient déçues, elle avait le bon goût de ne pas se formaliser, et Montinorin exprimait sans doute la pensée de Louis XVI, lorsqu'il adressait à Talleyrand les observations suivantes : « Dans d'autres temps les liaisons intimes entre les cours de Naples et de Vienne auraient pu donner quelque inquiétude ; aujourd'hui que la monarchie autrichienne est entre les mains d'un prince pacifique et ami de l'humanité, on peut compter que ses nouveaux rapports avec Naples n'opéreront jamais autre chose qu'une grande sécurité pour toute l'Italie. »

Mais cet optimisme de commande s'accordait mal avec la réalité des choses. Ce n'était pas seulement à Naples qu'on était inquiet : partout dans la Péninsule, à Turin, à Rome, à Venise, l'anxiété était la même et les Français aussi suspects. Pour son compte, Talleyrand voyait le gouvernement napolitain redoubler de sévérités envers ses nationaux. Les passeports s'obtenaient difficilement. Il fallait mille formalités pour triompher de l'esprit

ombrageux de l'administration, et encore les persécutions de la police rendaient-elles des plus pénibles le séjour dans le royaume. La faiblesse en France du pouvoir légal, les attaques contre les rois dont retentissait la tribune de la Constituante, les violences des journaux invitant les peuples à secouer le joug de leurs maîtres, tout n'expliquait que trop ces précautions de la part d'une cour qui, très défiante par nature, considérait nos compatriotes à l'étranger comme autant de fauteurs de désordres. Et puis comment l'intervention de Talleyrand pouvait-elle être efficace? Quand il réclamait un adoucissement de traitement, Acton avait beau jeu à lui opposer une fin de non-recevoir en lui mettant sous les yeux les gazettes incendiaires imprimées à Paris, et dont l'impunité assurée à leurs auteurs ne laissait pas d'être alarmante. Puisque son souverain était impuissant, lui disait-on, à la faire respecter, la cour de Naples se défendrait elle-même. Dans tous les pays d'ailleurs la réponse était identique, et elle frappa tellement Montmorin qu'il fut obligé de déclarer au comité diplomatique de l'Assemblée combien les relations de la France avec l'Europe avaient à souffrir des licences de la presse. Moins les démarches de Talleyrand donnaient de résultat, plus, naturellement, sa personne était l'objet de dénominations. Un député s'était empressé de se faire auprès de Montmorin l'interprète des accusations des mécontents. Il fut aisé au ministre de les réduire à néant. Cependant, si Talleyrand n'avait pas à craindre le désaveu de son chef, si même il était énergiquement soutenu par lui, il avait à redouter le blâme de la Constituante : ce qui alors était beaucoup plus grave. Montmorin n'en fut-il pas la preuve? Après avoir joui, grâce à l'appui de Mirabeau, d'un certain crédit, il commença à le sentir ébranlé à la mort du tribun et la fuite de Louis XVI lui porta le dernier coup. Au matin du jour où il apprit le départ du roi, le peuple, convaincu que Montmorin était d'accord avec lui, cerna sa maison et le menaça en protestant contre sa prétendue complicité. Montmorin dut s'expliquer en séance; mais, malgré leur accent de sincérité, ses dénégations provoquèrent des murmures sceptiques : dès lors il fut désigné aux vengeances révolutionnaires, dont il allait devenir, aux journées de septembre, la victime sanglante ¹.

¹ Montmorin, décrété d'accusation par la Législative, fut arrêté après le

L'arrestation de Louis XVI à Varennes, accompagnée de la suspension de ses prérogatives jusqu'au vote de la constitution, produisit dans toute l'Europe une émotion considérable. Préoccupé des conséquences de cet événement, Montmorin avait aussitôt transmis des instructions aux représentants de la France, — instructions qui avaient pour but de prier les souverains de ne pas aggraver la situation par le rappel de leurs ambassadeurs. Talleyrand avait agi dans ce sens auprès de la cour de Naples. Mais cette cour, à qui on prêtait l'intention de devancer toutes les autres, restait dans l'expectative. Plutôt que de prendre l'initiative d'un acte impliquant le changement de sa politique, elle continua à entretenir des relations officielles avec la France et c'est seulement quand l'empereur n'eut plus voulu recevoir notre ambassadeur, qu'elle crut devoir l'imiter. A la vérité, il était difficile à une cour, unie à Marie-Antoinette par les mêmes liens de parenté que celle d'Autriche, de ne pas suivre l'exemple parti de Vienne. Au surplus, Ferdinand et Marie-Caroline avaient eu l'occasion d'être exactement informés des sentiments de Léopold. Ils s'étaient rendus dans sa capitale l'année précédente pour assister aux mariages de leurs filles, ils avaient été présents à son double couronnement de Francfort et de Presbourg, et dans leurs entretiens ils n'avaient pas manqué de causer des progrès de la Révolution. Nul doute donc qu'ils n'eussent recueilli à cette source des indications en vue d'une solidarité éventuelle. Aussi Talleyrand n'eut pas lieu d'éprouver de surprise lorsque Acton l'avertit qu'on rompait avec lui. Mais il n'avait pas attendu ce dénouement pour résigner ses fonctions. Dès le lendemain de l'arrestation de Louis XVI, soit que ses convictions royalistes lui fissent un devoir de se retirer, soit qu'il eût hâte de se soustraire aux déboires dont il était abreuvé, il avait adressé sa démission. Toutefois la chose ne changea en rien la résolution de la cour de Naples, qui refusa d'agréer Cacaault comme chargé d'affaires.

A partir de ce moment, il ne fut plus possible de garder d'illusions sur l'esprit auquel, dans ses rapports avec la France, obéissait le gouvernement sicilien. C'était un esprit de sourde

10 août dans une maison du faubourg Saint-Antoine où il se tenait caché et périt ensuite dans les massacres des prisons organisés par les Septembriseurs.

hostilité qui mettait Cacault dans une position embarrassante. Non qu'on eût persisté à l'ignorer officiellement après l'acceptation de la Constitution par Louis XVI; mais on avait apporté des distinctions blessantes dans la reconnaissance de son caractère diplomatique. Si, contrairement aux prétentions du cabinet de Turin, Acton avait consenti à recevoir de Cacault l'acte constitutionnel, il avait affecté en toute circonstance de ne pas lui donner le titre de chargé d'affaires et il n'échangeait avec lui que des communications verbales. Aux objections de Cacault à ce sujet, il avait répondu que son maître se conformait à l'usage adopté par le ministère espagnol, lequel ne traitait point par écrit avec le représentant de la France. Ce système paraissait à la cour le meilleur moyen de concilier ses obligations envers Louis XVI, le roi légitime, avec ses préventions de plus en plus marquées contre la Révolution. Marie-Caroline en particulier, remplie d'une inquiétude qui allait jusqu'à l'effroi, ne cessait de se répandre en imprécations. Sa violence n'avait d'égale que sa sympathie pour les émigrés. Elle accueillait avec transport les nouvelles de leurs rassemblements à Coblenz, elle félicitait le comte de Bombelles de n'avoir pas prêté le serment civique imposé par la Constituante, et lui envoyait, ainsi qu'à d'autres, des secours d'argent. A ces menées de la reine correspondait une diminution de l'influence de la France, tandis que celle de l'Autriche devenait prépondérante et qu'on se rapprochait chaque jour davantage de l'Espagne. D'ailleurs Naples n'avait plus d'ambassadeur à Paris : le marquis de Circello avait quitté cette résidence et intriguait maintenant à Bruxelles avec les chefs de l'émigration. Quant aux officiers français chargés de réorganiser les troupes napolitaines, ils avaient renoncé à leur grade et étaient entrés au service de Ferdinand, accentuant encore par cette préférence le dissentiment entre les deux pays.

Des dispositions aussi malveillantes troublaient quelque peu le sang-froid de Cacault et, mécontent de voir la France bafouée, il parlait de représailles et indiquait le royaume avec la baie de la capitale à découvert et les côtes siciliennes qui étaient sans défense comme une proie facile à saisir. « La Sicile, écrivait-il, « présente d'excellents ports, une terre promise aisée à prendre et à garder. A Naples les magasins à poudre, les chantiers, le palais du roi, les greniers publics, tout est situé sur le bord

« de la mer. Comme il serait aisé de dépouiller ce beau golfe, de faire capituler Naples par la crainte d'un bombardement ! » Mais bientôt, le calme de sa nature reprenant le dessus, il abandonnait ses velléités belliqueuses et estimait nécessaire de ménager à sa patrie la neutralité de Marie-Caroline. Ce n'est pas tout, en effet, de partir en guerre contre quelqu'un, il faut également se préoccuper des conséquences de toute sorte et de l'issue définitive d'une pareille entreprise. Or, après réflexion, Cacaùt ne semblait pas si certain des résultats d'une expédition militaire, supposant que les puissances maritimes, l'Angleterre notamment, chercheraient à s'y opposer et qu'on s'engagerait ainsi dans de redoutables complications, — sans compter qu'à poursuivre un succès problématique, on risquait de perdre des avantages réels, c'est-à-dire le marché commercial. Depuis longtemps la France trafiquait avec Naples ; elle tirait de cette fertile contrée des approvisionnements considérables, y important en retour les produits de son industrie. Aussi ne demandait-elle qu'à continuer les transactions avec une nation qui, si elle n'était pas la plus riche de l'Italie, en formait avec ses six millions d'habitants le groupe le plus solide. Un privilège séculaire, la franchise de pavillon, en exemptant les bâtiments français des visites tracassières de l'autorité, facilitait le commerce, et ce n'était pas au moment où Acton avait l'idée de nous enlever cette faveur qu'on devait lui en fournir l'occasion. Et puis la France était, à cette heure, tout à la paix avec Naples. Elle songeait si peu à la menacer qu'elle s'efforçait d'apaiser ses griefs. Comme Acton se plaignait que des navires eussent subi des vexations à Marseille et à Toulon et qu'en Corse les pêcheurs de corail napolitains fussent inquiétés, elle se déclarait prête à lui donner satisfaction, et, pour ne laisser aucun doute sur ses intentions pacifiques, elle nommait en même temps un successeur au baron de Talleyrand qui, démissionnaire depuis plus de six mois, n'avait pas encore remis ses lettres de rappel et occupait toujours, à titre privé, le palais de l'ambassade.

Le nouvel envoyé était M. de Mackau, précédemment accrédité à la cour de Wurtemberg. Fils d'un diplomate de l'ancien régime et d'une sous-gouvernante des enfants de France,

¹ Dépêche du 29 janvier 1792.

M^{lle} Pitte de Soucy, il n'était point redevable de sa nomination à ses traditions aristocratiques. De telles recommandations eussent été plutôt un obstacle à l'avancement, quand le pouvoir venait de passer dans les mains d'un ministère girondin. Mackau, au contraire, avait été choisi en raison de ses opinions acquises à la Révolution. Mais, si Dumouriez qui l'avait distingué se préoccupait, en vue de plaire aux jacobins, du civisme des agents diplomatiques, il avait la sagesse de prêcher au dehors la prudence et la conciliation. N'eût-il pas été singulièrement maladroît de sa part, après la rupture de la France avec l'Autriche, de favoriser par delà les frontières a propagande révolutionnaire, lorsqu'il voulait localiser les hostilités ? Sa politique tendait donc à rassurer les puissances, et c'est pourquoi il avait rédigé à l'usage de Mackau des instructions qui entraient dans de minutieux détails. Soucieux de conserver la neutralité du gouvernement sicilien, il l'invitait à détourner celui-ci d'une alliance avec l'Autriche ; dans ce but, Mackau devait s'adresser à la reine, Ferdinand étant considéré comme une quantité négligeable. C'était Marie-Caroline surtout qu'il avait à convaincre des dangers auxquels une guerre exposerait la marine napolitaine, elle dont il lui fallait flatter les caprices et calmer les frayeurs en protestant, au nom de la France, contre toute solidarité avec les auteurs de désordre. A ce sujet, le langage officiel était des plus catégoriques. « On nous suppose animés, était-il dit, d'un esprit de prosélytisme qui menace la tranquillité de tous les empires. Cet esprit n'est assurément pas celui de la constitution ; il n'appartiendrait donc qu'à quelques individus que l'on abandonnerait sans réclamation à la vengeance des lois, s'il les portait à provoquer dans les pays étrangers des résistances aux autorités reconnues. *Nos véritables principes sont des principes de paix, de modération et d'ordre, et nous désavouons pour Français quiconque en professe d'autres* ¹. »

Au moment où, si judicieusement conseillé, Mackau se rendait à son poste, il se produisit un incident qui faillit tout brouiller. Il s'agissait d'un coup de force perpétré, dans la baie de Cavalaire, près de Saint-Tropez, par une frégate napolitaine, et dont les déprédations des Barbaresques étaient la cause. On sait

¹ Archives, Aff. étr., fonds Naples 121.

combien ces pirates infestaient la Méditerranée. Propriété publique et privée, droit des gens, vie humaine, rien ne leur était sacré. Pour satisfaire leur amour du pillage, ils couraient sus aux navires de toute nation partout où ils les rencontraient. Le royaume des Deux-Siciles, plus qu'un autre peut-être par suite du voisinage de l'Afrique, avait à souffrir de leurs rapines. Aussi sa marine les combattait-elle sans relâche, et c'est ainsi que la frégate en question, la *Sirène*, avait attaqué deux chébecs algériens. Mais elle avait eu le tort de les poursuivre dans les eaux territoriales et, ce qui revêtait un caractère particulier de gravité, c'est qu'au dire des autorités locales, le commandant aurait prétendu exécuter les ordres formels de son roi. Si le fait était authentique, il y avait là plus qu'une violation de territoire provenant de l'excès de zèle d'un officier, on était en présence d'un acte d'hostilité manifeste auquel il était difficile à la France de demeurer indifférente. Immédiatement Dumouriez réclama des explications, annonçant à Cacault que si Ferdinand ne désavouait pas la conduite du commandant de la *Sirène*, les relations diplomatiques seraient rompues. Cette rupture, d'ailleurs, Dumouriez ne la désirait pas, il avait même tant à cœur de l'éviter qu'il pria le cabinet de Madrid d'interposer ses bons offices. On n'eut pas besoin heureusement de cet appel à l'Espagne, car la cour de Naples n'avait à se reprocher aucune complicité : loin d'avoir poussé son officier à commettre un outrage, elle l'avait déferé à un tribunal militaire. Le désaveu par elle de l'acte incriminé, son affirmation que le coupable n'avait pu tenir le langage dont on l'accusait, son empressement à exprimer des regrets sur cette fâcheuse affaire, tout ne démontrait-il pas, en la circonstance, sa parfaite bonne foi ?

Mais, si les souverains siciliens avaient accordé satisfaction à la France, ils n'en continuaient pas moins à montrer une aversion profonde de la Révolution. La plupart de leurs mesures s'inspiraient de ce sentiment. Ils ordonnaient de brûler publiquement les ouvrages de Filangieri, l'illustre économiste dont l'Italie était fière, sous prétexte qu'ils contenaient des principes semblables à ceux de la Constituante et jugés subversifs ; ils faisaient jeter en prison un abbé Guerra qui avait demandé justice à Paris pour ses compatriotes napolitains ; ils interdisaient à l'administration des postes de distribuer les journaux français,

n'exceptant de cette interdiction que les envoyés étrangers. La guerre même avec l'Autriche augmentait leurs antipathies comme elle encourageait leurs espérances. Si, pour l'instant, Marie-Caroline, toute-puissante dans l'État, ne songeait pas à se départir de la neutralité, elle était entièrement gagnée à la politique autrichienne, surtout depuis qu'après la mort subite de l'empereur Léopold sa fille l'archiduchesse Thérèse était devenue impératrice d'Allemagne. Mackau aurait donc à entreprendre une tâche bien ingrate et bien inutile au cas où, conformément à ses instructions, il voudrait l'engager à fermer l'oreille aux suggestions du cabinet de Vienne. Au reste, pour qu'un ambassadeur ait chance d'être écouté, il importe que sa personne soit sympathique. Or Mackau, avant même d'avoir mis le pied à Naples, était déjà l'objet de préventions défavorables. Parce qu'il professait des idées libérales, on se défiait d'avance de lui, et les émigrés, qui faisaient partager leurs passions à la cour, le dépeignaient comme un révolutionnaire dangereux, disposé à ouvrir sa maison à tous les mécontents.

Mackau n'attendit pas longtemps pour être informé de l'opinion qu'on avait sur son compte. Au cours même de son voyage, il put se convaincre de la suspicion qui pesait sur lui. Il s'était arrêté quelques jours à Rome avec l'intention de rendre visite à Mesdames tantes du roi, réfugiées dans la ville éternelle, et que les fonctions de sa mère lui avaient permis d'approcher autrefois à Versailles. Mais ayant eulieu de supposer que ces princesses ne recevraient pas volontiers un fonctionnaire de Dumouriez, il avait renoncé à sa démarche et poursuivi sa route. Arrivé à la frontière du royaume, il s'apprêtait tranquillement à la franchir, quand, faute de passeport, il se heurta à l'opposition des autorités. Effectivement Mackau avait oublié son passeport à Rome et il ne croyait pas qu'un ministre, qui venait occuper son poste, en eût besoin. Il insista alors sur son caractère diplomatique, mais l'on se montra inflexible ; et c'est seulement après avoir fait comprendre les responsabilités qu'on encourrait en retenant le représentant de la France que l'officier de garde consentit à le laisser passer. Toutefois ce dernier, pour n'avoir pas exécuté jusqu'au bout sa consigne, fut frappé d'une peine disciplinaire ; et, lorsque Mackau protesta contre cette punition, injurieuse pour lui, Acton lui répondit par des phrases évasives, dont il dut

se contenter. Tel était l'accueil malveillant que Mackau rencontrait dès le début de sa mission, avant même d'avoir pris contact avec le roi. Ce fut le 24 août qu'il lui présenta ses lettres de créance dans une audience solennelle où apparut pour la première fois la cocarde tricolore. Étrange ironie des choses ! le jour où Mackau était accrédité en grande pompe comme envoyé de Louis XVI, la monarchie française n'existait plus. Depuis le 10 août elle était virtuellement abolie, le roi et la reine de France se trouvant prisonniers de l'émeute ; et la Révolution triomphante convoquait la Convention à qui il était réservé de proclamer officiellement la république. La nouvelle de ces graves événements parvint bientôt à Naples. On pense quelle impression de colère et d'effroi elle y produisit. L'antique dynastie des Bourbons était par terre, trois ans seulement après la réunion des États généraux. Ferdinand et Marie-Caroline se sentaient atteints dans leurs affections de famille autant que dans leur dignité de souverains. Leur réponse à la Révolution ne pouvait être douteuse. La haine, qu'ils lui avaient toujours portée, était même trop vivace pour qu'ils ne la manifestassent pas tout de suite en cette circonstance décisive. Aussi, sans hésitation, résolurent-ils de ne plus reconnaître le caractère diplomatique de Mackau, et celui-ci apprit le 3 septembre, par un office hautain d'Acton, la détermination de la cour des Deux Siciles.

ANDRÉ BONNEFONS.

UNE

ÉLECTION ÉPISCOPALE A PARIS

EN 1798

Quand Mgr de Belloy, nommé en avril 1802 à l'archevêché de Paris, eut à prendre possession de son palais archiépiscopal, il fallut en déloger l'évêque constitutionnel qui l'habitait encore.

Il y avait donc un évêque constitutionnel de Paris ? N'a-t-on pas dit que Gobel, l'élu de 1791, mourut sur l'échafaud ? Il eut donc un successeur ?

Telles sont les questions que beaucoup d'hommes instruits sont en droit de se poser, car il est peu de personnages aussi obscurs que celui dont je veux raconter l'élection. Je puis même ajouter que j'ai longtemps partagé l'ignorance commune ¹, et que j'y serais peut-être encore sans une bonne fortune comme j'en souhaite aux historiens mes confrères. Une source presque inépuisable de renseignements inédits a été mise à ma disposition : M. Gazier, le savant professeur de la Sorbonne, m'a fait l'amitié de me communiquer de nombreux documents relatifs au clergé constitutionnel, et en particulier un précieux registre qui contient en original les délibérations du *Presbytère de Paris*, c'est-à-dire du conseil de prêtres qui gouverna l'Église constitutionnelle de la Seine jusqu'au remplacement de Gobel et forma ensuite le conseil épiscopal du prélat élu en 1798. C'est ce fameux presbytère de qui Grégoire disait : « Il a passé trente mois

¹ Cette ignorance s'étend même aux écrivains qu'on pourrait croire renseignés. A propos de l'élection de Royer, M. Sciout, dans son *Histoire de la constitution civile du clergé*, dit, t. IV, p. 725 : « On voulait élire un prêtre marié : Royer l'emporta. » La suite de ce récit montrera combien M. Sciout était loin de la vérité.

à ne rien faire et quelques mois à faire des sottises. » Je n'ose dire jusqu'à quel point est vraie cette boutade, mais elle fait voir que si le presbytère eut des partisans, il eut aussi des adversaires acharnés ; l'Église constitutionnelle ne parait pas avoir suivi pour elle-même les maximes de paix et d'union dont elle était prodigue, et de graves dissentiments se produisirent dans son sein. L'un de ces conflits éclata quand il s'agit de nommer un évêque à Paris ; il semble résulter des pièces qu'on va lire que la lutte se concentrait autour du nom de Grégoire : défenseurs ardents et adversaires opiniâtres de sa candidature combattirent trois ans avec des succès divers et Grégoire fut battu.

Je dois faire ici une remarque : s'il est au monde un savant qui connaisse bien Grégoire, c'est certainement M. Gazier ; dépositaire de sa volumineuse correspondance, il a pu l'étudier à fond, et vivre comme dans son intimité. Or, selon M. Gazier, Grégoire ne désirait pas être élu évêque de Paris ; eût-il été élu qu'il aurait refusé ; pour les jansénistes, la translation d'un évêque d'un siège à un autre était une violation des traditions de la primitive Église : l'évêque était lié à son diocèse par une sorte de mariage et, pour s'en séparer, il eût dû recourir au scandale d'un divorce. Or, Grégoire, inébranlable défenseur des principes, ne se fût jamais prêté à une telle violation des règles, il l'a dit et écrit.

Et cependant, ses partisans se lancèrent dans une campagne ouverte pour le faire nommer : par trois fois ils le firent arriver en tête de liste avec la majorité relative, et quand un autre triompha, ils ne cachèrent pas que cette élection ne les satisfaisait pas, parce que ce n'était pas Grégoire qu'on avait élu.

Ceci montrerait tout au moins que les membres de l'Église constitutionnelle tenaient bien peu compte des idées de leurs chefs, et c'est précisément cet état d'anarchie qui fut le mal originel de cette Église.

Il ne faut pas s'attendre à trouver ici un portrait de celui qui devint évêque de Paris ; Jean-Baptiste Royer, obscur quand on le mit en 1791 à la tête du diocèse de l'Ain, ne fit rien pour se distinguer ¹. Lors de la persécution terroriste exercée par

¹ Royer, né le 8 octobre 1733 à Cuiseaux (Saône-et-Loire), était le fils d'un médecin ; il était curé de Chavannes, près Lure, quand les électeurs de l'Ain en firent leur évêque ; il siégea à la Constituante, à la Convention et aux Cinq-

Albille dans la région lyonnaise, il fit cependant preuve de dignité en préférant un long emprisonnement à une abdication que sa conscience sacerdotale lui interdisait. Il vécut ensuite dans l'orbite de Grégoire jusqu'au jour où, satellite indocile, il accepta de faire le jeu des adversaires de son chef de file. Évêque, il fut pieux, zélé, mais absolument terne ; ses pastorales sont des spécimens excellents du genre ennuyeux et s'il se permettait quelque mouvement oratoire, il se trouvait des gens malintentionnés pour le ridiculiser. — « Je voudrais prêcher nuit et jour... » avait-il écrit en 1800. — « Le pauvre homme ! répliquait l'abbé de Boulogne, dans ses annales, quand il dort, il rêve qu'il prêche.... et quand il prêche.... on dirait qu'il dort. »

Royer disparut sans bruit en 1802 et se confina dans l'oubli ; mais il sut utiliser les années qui séparèrent sa vie de sa mort : pieux et charitable, il se consacra au service des malades de l'hôpital de Besançon et finit ses jours le 11 avril 1807, dans l'exercice des œuvres de miséricorde. N'est-ce pas là une des formes les plus pures du repentir ?

1.

PARIS SANS ÉVÊQUE

Le dernier jour du mois de mars de l'année 1795, 11 germinal an III de la République, trois prêtres se réunissaient dans une maison de la rue du Cimetière Saint-André des Arcs (aujourd'hui rue Séguier), et après avoir invoqué le nom de Dieu, se mettaient à délibérer sur une grave matière : il s'agissait de savoir ce qui allait advenir de l'Église de Paris, en ce jour où un rayon de tolérance commençait à luire sur le ciel obscurci par les violences révolutionnaires ; une loi votée vingt jours auparavant (3 ventôse, 21 février) avait fait réapparaître le mot de *Liberté des cultes*.

L'Église qu'on voulait rendre à la vie était l'Église constitutionnelle, et les trois membres du conciliabule étaient trois anciens curés assermentés.

Cents. Dans le procès de Louis XVI, il vota pour la détention et le bannissement à la paix. Il fut exclu de la Convention avec soixante-douze de ses collègues convaincus de modérantisme.

Pierre Brugière, venu d'Auvergne à Paris en 1768, avait éprouvé bien des déboires dus à son opposition contre la bulle *Unigenitus* : privé de pouvoirs par Mgr de Beaumont, il avait longtemps végété dans des situations subalternes, qui ne s'accordaient pas plus avec son ambition qu'avec son érudition solide et son talent oratoire incontesté, aussi avait-il adhéré avec ardeur à la constitution civile du clergé ; le 20 février 1791, il avait été élu curé de la paroisse Saint-Paul, l'une des plus considérables de Paris.

Jean-Claude Leblanc de Beaulieu, chanoine de la congrégation de France, attaché, comme la plupart des génovéfains, aux idées jansénistes, avait été élu, le même 20 février 1791, curé de Saint-Séverin.

Quant à Pierre-Eugène Clausse, le promoteur de la réunion, il était, en 1791, premier vicaire assermenté de l'église Saint-André des Arcs, puis, quand son curé, M. Desbois de Rochefort, avait été appelé, par le vote des électeurs de la Somme, à occuper le siège épiscopal de ce département, il en avait recueilli la succession, et, il faut bien le dire, il avait été l'un des derniers à battre en retraite devant la persécution ; on conserve un registre qui contient des actes de mariages célébrés par lui à Saint-André jusqu'à la date du 15 août 1793, sept mois après l'exécution de Louis XVI.

A l'automne de 1793, on avait fermé les églises ; leurs sacristies avaient été livrées aux « liquidateurs » ; les vases sacrés et les précieux reliquaires avaient pris le chemin de l'hôtel des Monnaies ; les cloches, les bronzes s'étaient transformés en canons ; les plombs des vieux cercueils avaient été fondus pour faire des balles ; les marbres plus ou moins ébréchés avaient été envoyés au dépôt des Augustins, où la courageuse sollicitude d'Alexandre Lenoir les avait tant bien que mal défendus contre de nouveaux vandalismes. Le culte étant aboli, les prêtres avaient été admis à toucher une pension de retraite, mais à la condition de renoncer publiquement à leur état et de faire remise aux municipalités de leurs lettres de prêtrise, destinées à alimenter des foyers de joie, comme « dépouilles du fanatisme » et « hochets de la féodalité ». Ceux qui ne consentaient pas à cet acte d'apostasie étaient traités en suspects, mis en prison, traduits devant des tribunaux impitoyables. Telle fut la destinée

lamentable de cette Église constitutionnelle si magnifiquement inaugurée en 1791.

Avoir abandonné leur évêque, avoir accepté de prêter un serment schismatique, avoir traité les insermentés de réfractaires et de rebelles, et se voir deux ans plus tard obligés d'opter entre la condition de proscrits et celle d'apostats, il y avait bien là de quoi faire réfléchir sur les retours des choses d'ici-bas. Il se produisit alors dans le clergé constitutionnel une espèce de sélection : les éléments impurs, les hommes sans foi ou sans mœurs apostasièrent sans hésitation ; les tièdes et les lâches capitulèrent à leur tour, quelques-uns, la mort dans l'âme ; et il ne resta qu'un groupe de prêtres, presque tous attachés au parti janséniste, qui supportèrent bravement le feu de la persécution ; comme de simples insermentés, ils se résignèrent à exercer en secret un ministère périlleux.

Beaucoup d'entre eux ne purent cependant se soustraire aux poursuites des limiers de la police ; arrêtés, ils refusèrent de livrer leurs lettres de prêtrise, subirent une longue détention, au cours de laquelle quelques-uns seulement faiblirent ; trois curés constitutionnels, ceux de Saint-Nicolas du Chardonnet, de Saint-Thomas d'Aquin et de Saint-Pierre de Chaillot furent guillotines ; je ne parle pas de Gobel que sa scandaleuse abdication ne sauva pas de l'échafaud.

Dix-huit mois avaient passé, et quand l'orage de la Terreur commença à se calmer, les membres du clergé constitutionnel éprouvaient le besoin de se compter. Combien de vides dans leurs rangs ! Sur trente-trois curés de la ville.... ils restent neuf. Aubert des Petits Pères et Bisson de Saint-Leu sont mariés ; d'autres, dégoûtés de leur état, se sont réfugiés dans des emplois civils, où, pénétrés de douleur au souvenir de leurs faiblesses, ils se jugent indignes de reprendre leurs fonctions ; quelques-uns, ramenés par l'épreuve au sentiment de leurs devoirs, vont porter à M. de Malaret, le représentant de l'archevêque exilé, l'expression de leur repentir et, réconciliés avec leur conscience, vont reprendre la conduite de leur paroisse, mais dans l'obéissance du pasteur légitime.

Brugière, Clausse et Leblanc de Beaulieu n'avaient eu aucune faiblesse à se reprocher, et par là se sentaient autorisés à reprendre, la tête haute, leur ancien ministère. Leur rôle de pas-

teurs austères (nous savons qu'ils étaient jansénistes), ils le commencèrent dès leur première assemblée en disant leur fait aux deux évêques de Paris, à l'émigré et à l'autre.

« Le siège épiscopal de Paris est vacant, disent-ils, de droit et de fait. Il a vaqué originairement de la part de celui qu'un brevet de nomination royale y avoit porté suivant les usages d'alors :

« 1° Par sa désertion qui a privé le troupeau de la présence du premier pasteur dans le temps où elle devenoit plus nécessaire.

« 2° Par son refus de prêter au gouvernement nouvellement établi en France le serment de fidélité qu'il exigeoit, qui lui étoit dû comme à toutes les puissances de la terre, et duquel il avoit fait dépendre pour tous les fonctionnaires publics, ecclésiastiques ou autres, ainsi qu'il en avoit le droit, la maintenance dans leurs places.

« 3° Par l'émigration persévérante de ce même évêque, émigration qui l'a frappé de mort civile.

« Que depuis, le siège de Paris, légitimement rempli par voie d'élection, mais par un pasteur *qui n'étoit pas selon le cœur* de Dieu, est encore devenu vacant une seconde fois par la trahison de cet indigne évêque, par son abdication, son apostasie et enfin par sa mort. »

En conséquence, il était établi à Paris un *Presbytère*, conformément aux canons et traditions de la primitive Église ; et en ce presbytère allait résider pendant trois années la puissance de juridiction dans le diocèse constitutionnel de Paris. Neuf membres, adjoints aux trois premiers, formèrent un collège investi d'une autorité souveraine. Mais, dira-t-on, de qui tiendront-ils leur investiture ? Qui les a choisis, en vertu de quels canons sont-ils désignés, de quelle autorité suprême ont-ils reçu la juridiction qu'ils prétendent exercer ? Qu'un jour un conflit s'élève entre le presbytère et des subordonnés indociles, ne voit-on pas dès maintenant quelle objection préjudicielle va lui être opposée ? Nous touchons ici du doigt le vice de toute Église nationale qui veut s'établir en dehors de l'autorité suprême du souverain pontife ; elle se précipite fatalement vers l'anarchie, à moins qu'elle ne tombe sous la dépendance du pouvoir civil.

Ce qui contribuait à rendre délicate la situation de Clausse et

de ses partisans, c'était la formation d'un autre organisme qui allait revendiquer la suprême autorité sur l'Église gallicane.

Au même moment où se fondait le presbytère de Paris, cinq évêques constitutionnels, presque tous membres de la Convention, se préoccupaient des destinées de la religion et lançaient dans tous les diocèses de France un appel adressé aux anciens partisans de leur Église; en se plaçant à leur point de vue particulier, il n'y avait rien que de légitime dans cette démarche; les réponses qu'ils reçurent de la plus grande partie de leurs confrères qui avaient traversé la Terreur sans y laisser leur tête ou leur mitre, montrèrent que personne n'en prenait ombrage dans les rangs de l'Église constitutionnelle, mais quand on vit ensuite que ces cinq évêques, se qualifiant « Les évêques réunis à Paris, » se considéraient comme une sorte de comité directeur, de pouvoir central tendant à absorber l'autorité, on ne tarda pas à se demander de qui ces « Réunis » pouvaient bien tenir leur pouvoir. Heureusement pour la « Pentarchie » parisienne, l'épiscopat provincial se composait d'hommes médiocres et dépourvus d'influence; la difficulté des communications les empêchait de s'entendre, la modicité de leurs ressources leur interdisait les déplacements, beaucoup d'entre eux avaient montré, pendant la Terreur, une pusillanimité qui leur enlevait le droit de parler un peu haut; ils subiront donc jusqu'au Concordat la direction des « Réunis, » et quant aux « Réunis » eux-mêmes, s'ils avaient une supériorité sur le reste de l'épiscopat, c'est qu'à leur tête était Grégoire. L'évêque de Loir-et-Cher était un homme de gouvernement; on voit rarement sa main, mais on la sent toujours; ses collaborateurs se mettent facilement en avant, mais c'est lui qui les pousse ou les retient, selon les circonstances; il parle peu, mais avec autorité, et cette autorité, il la devait moins encore à ses talents incontestables qu'à la force d'âme dont il avait fait preuve aux heures les plus tourmentées, à la crânerie avec laquelle il avait affirmé ses croyances lorsque tant d'autres les dissimulaient, à l'audace avec laquelle il avait revendiqué les droits de l'Église (constitutionnelle, hélas!), quand on pouvait croire que l'Église n'existait plus. Si l'Église constitutionnelle ne disparut pas en 1795, c'est au prestige et à l'autorité de Grégoire qu'elle le doit. Travaillée par l'anarchie, elle revint à la vie, parce qu'elle trouva un chef.

Mais, malgré tout, l'influence de Grégoire, si prudemment qu'elle fût exercée, rencontra des oppositions, dont la plus acharnée fut celle du Presbytère de Paris, et dans cette lutte de sept années, il ne fut pas toujours le plus fort. Qu'il essayât de reprocher aux membres du Presbytère de s'être donné à eux-mêmes la mission qu'ils exerçaient avec un exclusivisme cauteleux et jaloux, aussitôt la question lui était retournée et il s'entendait demander d'où lui venait le droit de gouverner la totalité de l'Église constitutionnelle ; si c'était trop d'un pape, pourquoi en instituer un second ?

Seulement, ce qui caractérise ces discussions, souvent fort acerbes dans le fond, c'est que de part et d'autre on s'étudie à garder un ton mesuré, discret, déférent ; on échange avec un accent respectueux des insinuations perfides et des injures enveloppées de formules onctueuses ; les Pères, les conciles, la Bible fournissent à point des citations édifiantes ; c'est bien le style des polémiques ecclésiastiques.

En fait, le Presbytère de Paris jouissait au début d'une autorité complète : ses canonistes s'efforcèrent de la consolider, par la suite, à coups de dissertations lourdes, mais savantes. Ceci vint plus tard : en attendant, les hommes de gouvernement qui menaient l'assemblée, laissant de côté cette pesante artillerie, cherchèrent avant tout à occuper le plus de terrain possible et à grouper autour d'eux ce qui restait d'honorable dans ce qui fut le clergé constitutionnel : or, leur prosélytisme était contrarié par deux tendances opposées : les uns, dégoûtés de cette équipée que fut l'Église nationale, tendaient à se rapprocher de Mgr de Juigné ; les autres, mal remis des émotions éprouvées pendant le régime terroriste, se demandaient à quels dangers nouveaux ils allaient s'exposer en reprenant l'exercice public du culte ; à une période de tolérance pouvait succéder une nouvelle crise de fureur antireligieuse et, cette fois, ils ne seraient pas assurés de garder leur tête sur leurs épaules ; or, dans le clergé constitutionnel, la vocation au martyre n'était pas un sentiment très commun.

Ce fut donc à rallier ces deux catégories d'hommes que se passèrent les premiers mois ; d'une part, on entama de longs pourparlers avec ceux qui penchaient vers la rétractation, et dont le chef paraît avoir été Roussineau, ancien curé de la

Sainte-Chapelle basse, que l'élection populaire avait fait, en 1791, curé de Saint-Germain des Prés. Bien qu'en juin l'accord eût paru sur le point de se faire, le Presbytère ne remporta de ce côté que des demi-succès ; et, ce qu'on aurait quelque peine à se figurer, c'est que l'échec à peu près général des membres du Presbytère vint de leur rigorisme ; sortis de la persécution sans aucune souillure d'apostasie, ils firent preuve, à l'égard de quelques confrères, d'une intransigeance qui les rejeta dans les bras, sans doute plus miséricordieux, de M. de Malaret, représentant de Mgr de Juigné ; ce qu'ils obtinrent, ce fut d'éviter une rupture complète avec quelques-uns de leurs collègues, hommes de caractère indécis, qui s'efforcèrent de rester en bons termes avec tout le monde ; tout en s'étant mis en règle avec l'autorité légitime, ils gardaient quelques relations avec le Presbytère, dans l'espoir peut-être d'amener un jour une réconciliation définitive.

Si respectables toutefois que fussent leurs scrupules, M. Clausse et ses amis furent bien obligés d'en sacrifier une partie quand il leur fallut ramener quelques hésitants de marque : le curé de Saint-Germain l'Auxerrois, M. Corpet, avait bel et bien livré ses lettres de prêtrise ; il est vrai qu'il avait longuement hésité et que s'il accomplit cet acte de faiblesse, ce fut quand il se vit traqué par la police, repoussé et menacé par les uns, supplié par les autres, qu'il céda à la peur et porta au secrétariat de sa section tous ses titres ecclésiastiques. Après que ces explications eurent été données par l'intéressé dans la séance du 26 juin, et discutées après qu'il se fut retiré, le Presbytère lui accorda l'autorisation de reprendre ses fonctions ; il en agit de même à l'égard de quelques autres, mais il y en eut aussi qui furent rejetés comme membres indignes d'un corps qu'ils avaient déshonoré ; tel cet ancien grand prieur de Saint-Victor, qui, après un premier refus, sollicitait au moins la permission d'assister le dimanche, en costume ecclésiastique, aux offices de la paroisse ; sa demande fut impitoyablement rejetée ; ce ne fut que longtemps après qu'il fut réintégré dans ses pouvoirs d'ordre et même chargé d'une petite cure de banlieue. •

Il se trouva enfin des repentants qui n'acceptèrent pas le pardon. J.-A. Mahieu, ancien curé de Saint-Anloine, qu'on a confondu avec son homonyme de Saint-Sulpice, déclare que « le

« regret de sa faute produit en lui l'éloignement de reprendre ses
 • fonctions ; il craint de ne pouvoir plus annoncer la parole de
 • Dieu avec la même confiance et avec fruit, que quoique solli-
 • cité par ses paroissiens d'exercer le saint ministère, il hésite
 • à se rendre à leur vœu ¹. »

Ce qui rendait particulièrement nécessaire et urgente la re-constitution d'un clergé, c'est qu'il fallait profiter sans retard d'une nouvelle mesure prise par la Convention. Un décret du 11 prairial (30 mai) venait d'autoriser la réouverture, à Paris, de douze églises, et il fallait y organiser le culte. Ce serait cependant flatter les conventionnels que de leur attribuer des sentiments trop bienveillants à l'égard du clergé ; cette concession était au fond une mesure de défiance. On n'avait pas attendu leur loi pour reprendre l'exercice public du culte, on s'était contenté d'ouvrir les oratoires secrets qui existaient pendant la Terreur, et il s'en était créé un grand nombre d'autres, tantôt dans une ancienne église vendue comme bien national et louée au nouvel acquéreur, tantôt dans le salon d'un hôtel du Marais ou du faubourg Saint-Germain ; cette multiplication des lieux du culte en rendait la surveillance fort difficile ; la Convention pensa donc que pour contenir ce débordement de religion, il n'y avait qu'à le canaliser et c'est pour cela qu'on désigna douze églises, puis trois encore comme locaux, où, à l'exclusion de tous autres, on pourrait célébrer les offices et cela sous un certain nombre de conditions assez onéreuses et assez vexatoires ; il était nécessaire, pour qu'une église se rouvrit, qu'il fût présenté une pétition signée par un certain nombre de citoyens qui devenaient responsables des charges pécuniaires et même des conséquences pénales que pouvait entraîner toute infraction aux clauses de la concession.

Il fallait donc se mettre en règle avec la loi et obtenir jouissance des églises, et cela sans retard ; le privilège, accordé aux constitutionnels par la législation de 1791, avait disparu ; la loi ne faisait aucune distinction entre eux et les insermentés ; c'était aux plus diligents à se mettre en règle en faisant en temps utile la déclaration réglementaire ; aussi, malgré leur

¹ J.-A. Mahieu finit par se rétracter, il appartint après le Concordat au clergé de Saint-Germain des Prés et y resta jusqu'à sa mort (17 mars 1827).

activité, les membres du Presbytère n'arrivèrent-ils pas toujours les premiers ¹.

A Saint-Médard, l'Église constitutionnelle se trouva en avance sur la loi de prairial ; le 1^{er} mai, Royer, évêque de l'Ain et membre de la Convention, avait inauguré le registre de catholicité en y rédigeant de sa main le premier acte de baptême. — Cette prise de possession par l'un des évêques « réunis » n'avait plu qu'à moitié au Presbytère, qui y vit un empiètement sur ses droits. Royer n'avait cependant pris la place de personne, car le titulaire assermenté de Saint-Médard avait abandonné son poste en 1793, et déclarait que son intention était de ne pas reprendre ses fonctions sacerdotales. Dès le 26 juillet, la cure étant déclarée vacante, le Presbytère convoqua, pour le surlendemain, une réunion de tous les paroissiens de Saint-Médard, et c'est un de ses membres, Augustin Bailliet, qui fut élu. Il n'y avait plus qu'à le mettre en possession et il fallait, pour cela, signifier son congé au pasteur intérimaire ; voici ce qui fut résolu le 28 juillet.

« L'Assemblée, considérant les services essentiels que le révérendissime évêque de l'Ain a rendus à la paroisse Saint-Médard, considérant que depuis la réouverture de cette église, il y exerce les fonctions pastorales avec autant de zèle que d'édification.... nomme nos très chers frères les curés de Saint-Germain l'Auxerrois et de Saint-Séverin, à l'effet de se retirer par-devers le révérendissime évêque de l'Ain : 1^o pour le remercier des grands services qu'il a rendus à l'église de Paris, en la paroisse Saint-Médard ; 2^o lui communiquer officiellement la nomination de notre très cher frère Augustin Bailliet à ladite cure ; 3^o le prier de faire lui-même, dimanche prochain, la cérémonie de l'installation. »

Royer s'exécuta de bonne grâce ; aussi bien il était question de rendre prochainement au culte l'église de Notre-Dame, et

¹ Les « dissidents, » c'est-à-dire les vrais catholiques, s'établirent avanteux à Saint-Jacques, Saint-Nicolas des Champs, Saint-Philippe et Saint-Roch ; des rétractations devaient leur rendre successivement Saint-Eustache, Saint-Gervais, Saint-Laurent, Saint-Thomas d'Aquin, Saint-Merry, puis, en 1800, Saint-Germain l'Auxerrois ; en 1802, il ne leur restera plus que Notre-Dame, Saint-Étienne du Mont, Saint-Médard, Saint-Sulpice et Sainte-Marguerite ; Saint-Paul et Saint-François, où ils se maintinrent jusqu'à la fin, n'étaient pas du nombre des quinze églises rouvertes en vertu de la loi du 11 prairial.

c'est là que les évêques réunis comptaient rétablir le centre religieux de la capitale ; les négociations aboutirent assez rapidement, car dès le mardi 11 août, les clefs étaient remises aux administrateurs temporels ; il est vrai que le saint lieu était dans un état lamentable ; au lendemain des fêtes de la déesse Raison, on l'avait transformé en magasin de subsistances ; mais ce n'était pas là la partie la plus embarrassante de la question.

Le 13 août, les évêques réunis vinrent assister à la séance tenue chez Clause, et autant qu'on peut en juger d'après un procès-verbal très discret, il semble bien que le Presbytère, après avoir affirmé énergiquement son droit sur l'église cathédrale, fut obligé de baisser pavillon devant les évêques. « Plein de confiance dans le zèle et la charité des Révérendissimes évêques qu'il a le bonheur de posséder dans son sein, le Presbytère les invite et les supplie, et en particulier le respectable évêque de l'Ain, de vouloir bien exercer les fonctions pastorales dans l'église Notre-Dame. Ces dignes prélats daigneront accéder au vœu du Presbytère qui leur en témoigne sa vive reconnaissance au nom de l'Eglise de Paris. »

Après ces effusions, il ne restait plus qu'à fixer la date de la réouverture de l'église. Royer émit l'idée qu'il fallait hâter le déblaiement complet et procéder alors à une cérémonie solennelle de réconciliation ; sa proposition n'eut pas l'agrément du Presbytère. « L'Assemblée, édifiée des sentiments du respectable prélat, les partage parfaitement et désirerait pouvoir s'y conformer ; mais.... elle arrête que la prise de possession se fera le » jour de l'Assomption, » et, sur ce point, il eut gain de cause.

Restait à reconquérir le terrain perdu ; le 24 août, on décida que tant que le siège épiscopal serait vacant, c'était au Presbytère, dépositaire de l'autorité de l'évêque, que reviendrait le droit de desservir l'église cathédrale, et il fut établi un roulement qui assignait à chacun des membres de l'Assemblée le soin de présider à tour de rôle les offices de la semaine ; cependant le Révérendissime évêque de l'Ain était prié de célébrer ceux du dimanche. Cette organisation dura jusqu'au mois de novembre et sans doute on ne tarda pas à voir tout ce qu'elle avait d'instable ; les membres du Presbytère appelés ailleurs par leurs fonctions négligeaient le service périodique dont ils étaient chargés ; les évêques s'installaient de plus en plus à Notre-

Dame, au détriment des « droits du Presbytère ». Cette équivoque prit fin le 3 novembre, par suite d'un petit coup d'État.

Clausse était curé de Saint-André des Arcs ; cette église, longtemps fermée, fut enfin rendue au culte, mais c'était un ancien vicaire non-jureur de la paroisse qui, en vertu d'un bail régulier, s'en était rendu locataire dès septembre 1795 ; il y avait repris l'exercice de ses fonctions et, naturellement, il n'invita pas Clausse à lui prêter son concours : Clausse n'était plus qu'un curé *in partibus* ; le Presbytère, profitant des loisirs qui lui étaient faits, le chargea de desservir Notre-Dame et le déclara investi de toute son autorité, « le chargeant spécialement de
« présider en son nom aux offices publics, de faire diriger, surveiller les instructions, telles que prônes, sermons et catéchismes, » d'assurer en un mot à tous les fidèles... les secours de la religion.

Mais alors, que devenait l'évêque Royer ?

« 3^e L'Assemblée vote au révérendissime évêque de l'Ain les remerciements les plus sincères du zèle avec lequel il a concouru au rétablissement et à l'affermissement du culte catholique dans l'Église de Paris. Plein de confiance dans son amour pour l'Église, il veut lui donner une nouvelle carrière, digne de sa foi et de sa charité ; il recommande avec les plus vives instances à sa sollicitude pastorale l'œuvre si importante des hôpitaux et, en particulier, la Salpêtrière.... »

Deux députés furent chargés de porter à la connaissance de Royer le nouveau congé qui lui était signifié. C'est le 9 novembre qu'ils allèrent s'acquitter de leur mission, mais, cette fois, la mansuétude manqua au Révérendissime évêque ; voici la réponse qu'il donna : « Dites au Presbytère que tant que l'Église de Paris sera sans évêque, j'irai exercer mes fonctions à Notre-Dame : qui que ce soit que le Presbytère y envoie n'y travaillera que sous moi. Je ne veux point laisser établir d'Église particulière ni disséminer de doctrine qui serve de ferment à de nouvelles divisions.

« Je suis évêque et j'agirai en vertu de la solidarité de l'épiscopat, tant qu'il n'y aura pas d'évêque à Paris.

« Je ne veux point de presbytérianisme ; je vois le piège qui m'est tendu et les intentions perfides qui ont dicté cette démarche, je reconnais le Presbytère, mais je le reconnais dans

« l'universalité des curés qui doivent le composer, et qui ne s'y trouvent point en ce moment pour des raisons qui me sont connues. »

Avant d'aborder l'examen de cette grave déclaration, disons de suite que cette sortie n'amena pas la rupture ouverte qu'on pouvait prévoir ; les gens du Presbytère étaient des caractères souples : cinq semaines après, ayant à faire conférer la tonsure à un jeune homme qu'ils avaient appelé aux ordres, ils arrêtaient qu'on prierait instamment Royer de faire la cérémonie ; l'Assemblée, dit le procès-verbal du 14 décembre, saisit avec empressement cette occasion de témoigner au prélat le respect que lui inspirent son caractère et ses qualités personnelles et de lui donner une preuve sensible que la petite division qui a eu lieu entre lui et le Presbytère n'a nullement altéré ici la charité et la confiance qu'il mérite. »

Royer ne pouvait pas ne pas répondre à cet appel respectueux ; il fit l'ordination le 21 décembre ¹ ; le même jour le Presbytère se déclarait « singulièrement édifié » de la manière dont le révérendissime évêque avait accueilli son invitation. « L'Assemblée s'applaudit de n'avoir pas été trompée dans son espérance et dans la bonne opinion qu'elle a conçue depuis longtemps des vertus de ce prélat. Elle est persuadée que cette division naissante n'était l'effet que de légers nuages, que le flambeau de la foi devait bientôt dissiper ; elle bénit le Seigneur de ce que la bonne intelligence règne de nouveau entre le révérendissime évêque et le Presbytère. »

Profitons cependant de ce que, pour une fois, Royer se soit exprimé avec netteté et voyons ce qu'il y avait dans la réponse du 9 novembre.

Ce qui est explicitement dit, c'est que Royer continuera à officier à Notre-Dame, et cela en vertu de son caractère épiscopal. Mais le caractère épiscopal ne confère pas une juridiction universelle ; c'est alors qu'intervient le principe de la *solidarité de l'épiscopat* ; c'était là un grand mot, tant soit peu creux, mais sonore.

Était-ce à dire, par là, que lorsqu'une église est vacante,

¹ L'ordinand, nommé Nicolas Cady, est mort en 1847, après avoir été longtemps second vicaire de Saint-Séverin.

n'importe quel évêque a le droit de venir s'y installer pour y exercer sa juridiction ? C'eût été un principe aussi nouveau qu'inadmissible. En supposant que dans certains cas, une intervention épiscopale eût été nécessaire, ce ne pouvait être, aux termes mêmes de la constitution civile du clergé, que le métropolitain ou, à son défaut, le plus ancien évêque de la province qui pouvaient imposer leur ministère ; mais l'évêque de l'Ain n'était ni métropolitain ni même membre de la province métropolitaine de Paris. L'autorité en vertu de laquelle Royer se mettait en avant était celle des « évêques réunis, » investis de par leur propre délégation du pouvoir de direction générale sur les affaires de l'Église gallicane. Comme on pouvait contester la légitimité de cette investiture, ils prévenaient l'objection en prenant l'offensive et en mettant en doute le droit que pouvait avoir le Presbytère de parler au nom de l'Église de Paris. D'après Royer, ce Presbytère eût dû, pour représenter légitimement la personne de l'évêque, être constitué par l'*universalité* des curés du diocèse ; or le Presbytère, sur douze membres, ne comptait que quatre curés ; les huit autres, si grande que fût leur influence dans le parti, ou plus exactement dans une fraction du parti constitutionnel, n'étaient pourvus d'aucun titre curial. Paul Baillet était le premier collaborateur de Le Blanc de Beau-lieu, en attendant qu'il devint son successeur ; Duplan, ancien curé de Bercy, faisait partie du clergé de Saint-Étienne ; Minard, Sanson, Juglar, Puisié, Pingré, le Roy étaient des jansénistes notables, vétérans des luttes contre la bulle *Unigenitus*, théologiens érudits, polémistes retors, mais que leur âge et surtout leur état d'esprit éloignaient des fonctions pastorales ¹.

Pour arriver à l'universalité demandée, il ne pouvait être question de recourir aux insermentés ou aux rétractés ; les prêtres constitutionnels dont le concours manquait au presbytère étaient les curés de Saint-Sulpice, de Sainte-Marguerite et de Saint-François ; comme le disait Royer, ils s'étaient tenus en dehors des travaux du Presbytère, « pour des raisons qui étaient connues, » et la raison principale, c'est que, partisans de Grégoire

¹ Sanson mourut le 6 février 1798 ; Minard le 24 avril suivant. Brugère a prononcé leur oraison funèbre qui est en même temps le programme du parti. Juglar vécut jusqu'en 1819 et Puisié jusqu'en 1820. Pingré était mort dès 1796.

et des réunis, ils formaient dans le clergé constitutionnel une faction plus bruyante que nombreuse. Quant aux dix ou douze curés constitutionnels de la banlieue, ils étaient divisés dans la même proportion ; les plus nombreux et les plus ternes tenaient pour le Presbytère, pendant que trois ou quatre, marchant derrière Poullard, d'Aubervilliers, lui faisaient une opposition tapageuse.

La conclusion qui sortait de la réponse de Royer, c'est que la dictature du Presbytère devait prendre fin au plus tôt par l'élection d'un évêque ; ce jour-là, tout rentrerait dans l'ordre ; presbytère et presbytérisme disparaîtraient ; les évêques étrangers ne seraient plus tenus, en vertu de la « solidarité épiscopale, » à braconner sur les terres qu'ils disaient sans maître et dont les possesseurs arrivaient difficilement à défendre les limites.

Quand on parlait d'élire un évêque, tout le monde savait de qui il était question, et Grégoire était peut-être le seul à ignorer que c'était son nom que ses amis mettaient en avant ; d'autre part, le Presbytère et ses tenants comprenaient si bien le danger qui les menaçait qu'ils déploieront toutes les ressources de leur activité pour le faire échouer. Grégoire ne sera pas placé dans cette cruelle alternative de renier ses principes ou de se refuser aux suffrages de ses partisans ; le Presbytère l'empêchera d'être élu et nous allons voir comment il y parviendra.

II.

NOMMERA-T-ON UN ÉVÊQUE?

Nous n'avons rien dit encore d'un personnage qui est destiné à jouer un assez grand rôle dans cette histoire.

Augustin-Jean-Charles *Clément*, né à Créteil, en 1717, d'une famille de robe, était entré de bonne heure dans l'état ecclésiastique, mais son refus de signer le formulaire le tint éloigné des ordres jusqu'au jour où un évêque d'Auxerre, G. de Caylus, dévoué aux idées jansénistes, lui conféra la prêtrise et la charge de trésorier de son église. Jouissant de la confiance du parti pour lequel il avait souffert la persécution, Clément en devint un des agents les plus actifs ; il voyagea beaucoup en Espagne, en

Italie et en Hollande, travaillant à propager ses idées théologiques et à établir des relations entre les dissidents de France et ceux des pays étrangers. La Révolution le trouva retiré à Livry, près du Raincy — et, bien que partisan déterminé de la constitution civile, il fut emprisonné en 1794, pour avoir refusé de suivre la Révolution dans ses excès impies. En 1795, nous le voyons à Paris et membre du Presbytère; il avait alors, près de quatre-vingts ans, mais rien n'était venu éteindre chez lui la fougue du jeune âge; comme il se rattachait, tant par des liens de famille que par sa résidence habituelle à Livry, au département de Seine-et-Oise, il se constitue le mandataire des constitutionnels de cette région; il saisit à chaque instant le Presbytère d'affaires concernant des diocésains de Versailles, et spécialement de la contrée située au nord de la capitale; Montmorency, Ecoen, Sarcelles, Groslay, Villiers-le-Bel furent pourvus par ses soins de curés constitutionnels; c'étaient autant d'excès de pouvoir qu'il faisait commettre au Presbytère, et celui-ci finit par protester contre cette extension injustifiée de sa juridiction; Clément se retira donc à Livry et on apprit bientôt qu'il allait assembler un synode à Versailles, constituer un presbytère et faire procéder à l'élection d'un évêque.

Le Presbytère de Paris n'avait pas jugé que la mesure fût opportune, il dépêcha donc un de ses membres auprès de Clément pour lui conseiller d'attendre des temps meilleurs; mais le curé de Saint-Séverin fit un voyage inutile, ainsi qu'il en rendit compte dans la séance du Presbytère tenue le 4 janvier 1796.

« Ce respectable ministre (Clément) poursuit l'affaire du Synode
 « avec ardeur, persuadé qu'elle est dans l'ordre de Dieu; il ne
 « veut voir que lui dans son exécution et lui abandonne avec
 « une foi courageuse le soin d'enlever tous les obstacles qui s'y
 « pourraient opposer; » tout ce que l'envoyé put obtenir, c'est que Clément supprimerait un passage de la lettre de convocation au Synode, où il parlait de l'agrément du Presbytère de Paris.

Clément suit donc son idée avec ténacité; il adresse coup sur coup au Presbytère des communications auxquelles on décida de répondre par des « lettres honnêtes; » le 8 février on a sa visite et il s'efforce, inutilement d'ailleurs, d'attirer à lui des sympathies que son caractère brouillon lui faisait perdre un peu plus chaque jour. Il reçoit quelques conseils de prudence et n'en

lient pas compte ; il recueille oralement ou par écrit quelques bonnes paroles et en profite pour se donner comme agissant avec les encouragements de ceux-là mêmes qui essayaient de le décourager ; il parle, il écrit, il convoque, il harangue.... — Le résultat final de tout ce mouvement fut, comme on pouvait le prévoir, l'élection de Clément en qualité d'évêque de Versailles ; un premier scrutin lui donna la majorité, mais le Presbytère de Paris ayant fait remarquer que l'élu n'avait pas obtenu la majorité absolue, tout fut à recommencer ; c'est seulement en mars 1797 que les formes établies par l'« encyclique » des évêques réunis se trouvèrent suffisamment observées pour que Clément fût considéré comme régulièrement élu par la poignée de prêtres qui constituaient le clergé assermenté de Versailles ; on lui envoya une députation pour le féliciter, mais il est facile de voir que ces compliments sonnaient un peu faux ; il semble qu'aucun représentant du Presbytère n'assista au sacre, qui se fit le 12 mars 1797.

Le Presbytère connaissait le caractère entreprenant du nouvel évêque, son activité débordante, et il prévoyait, sans en mesurer cependant toute l'étendue, les ennuis qui allaient lui venir de ce côté.

De plus, l'élection d'un évêque à Versailles faisait tomber une partie des objections qu'on avait présentées jusque-là contre l'élection d'un évêque à Paris. Le Presbytère, détenteur plus ou moins légitime et non incontesté du pouvoir, se souciait peu néanmoins d'y renoncer, et enfin, s'il y avait une élection, il pouvait arriver que Grégoire en sortit évêque de Paris ; cela, le Presbytère ne le voulait à aucun prix.

Le parti des « réunis », pour les mêmes raisons, travaillait à préparer cette élection ; dès 1795, les *Annales de la Religion*, leur organe officiel, avaient consacré quelques longs articles aux élections épiscopales ¹, et elles ne laissaient passer aucune occasion de s'apitoyer sur l'Église de Paris, toujours privée d'un pasteur.

Le 18 février 1796, une séance extraordinaire du Presbytère avait été tenue à l'effet de recevoir les évêques réunis qui

¹ T. I, n° 8, 20 juin 1795, p. 169-190 ; n° 11, 11 juillet, p. 241-253. T. II, n° 9, 16 novembre 1795, p. 193-206.

avaient demandé à avoir une conférence avec Clausse et ses collègues ; dès qu'on fut réuni, Desbois de Rochefort, évêque de la Somme, prit la parole et demanda s'il ne serait pas temps de tirer l'Église de Paris de l'affligeant état de viduité où elle se trouvait depuis si longtemps ; le moment était arrivé de s'occuper sérieusement de l'élection d'un évêque ; un échange de vues eut pour résultat la résolution suivante consignée au procès-verbal de la séance :

- « 1° L'Assemblée convient de la nécessité d'élire un évêque
 - « pour donner un chef et un centre d'union à l'Église de Paris.
 - « 2° Chaque membre réfléchira sérieusement sur les moyens à
 - « prendre pour exécuter utilement cette opération importante. »
- C'était une fin de non-recevoir très polie, mais très claire.

En mars 1797, la question n'avait pas avancé d'une ligne ; lorsque Clément écrivit au Presbytère pour lui notifier son élection, il mit dans sa lettre officielle un long passage où il exprimait le vœu que l'Église de Paris se donnât, elle aussi, un chef, et le plus tôt possible ; — réponse : « Le président écrira
« au révérend évêque de Versailles.... pour l'assurer que le
« Presbytère n'a jamais perdu un seul moment de vue l'élection
« de l'évêque de Paris, mais que cette élection présente à ce
« moment des inconvénients graves et que plus l'affaire est im-
« portante, plus il est nécessaire de n'y procéder qu'avec matu-
« rité, »

Le 6 avril, on reçoit une nouvelle lettre de Clément pour le même objet : il n'y est pas répondu ; le 3 mai, troisième lettre ; le 11 mai, quatrième lettre encore plus pressante ; Baillet, chargé de préparer une réponse à celle du 3 mai, donne, le 13, connaissance du projet qu'il a rédigé. Le début ressemble à une invitation à ne pas se mêler des affaires des autres. « La tendre solli-
« citude que vous avez pour notre Église est un effet de votre
« zèle et de votre amour pour l'épouse de Jésus-Christ. Vous
« êtes vraiment touché de ses maux.... Hélas ! ils sont si ex-
« trêmes que les remèdes ordinaires sont insuffisants pour les
« guérir ; il est difficile de s'en former une idée ; il faut être
« au poste que nous occupons pour en connaître toute l'éten-
« due.... »

« Du moment où, de par la force des circonstances, nous
« fûmes contraints de prendre en mains les rênes du gouverne-

« ment de notre Église, nous nous empressâmes de réunir les
 « diverses portions du troupeau que la tempête avait dispersées
 « et de relever les ruines du sanctuaire, mais.... notre zèle ne
 « fut pas secondé, les heureuses espérances que nous avions
 « d'abord conçues se sont aussitôt évanouies ; la réunion des
 « curés de Paris, qui nous avait coûté tant de peine, fut tout à
 « coup dissoute par la défection déplorable de plusieurs d'entre
 « eux. » (Il s'agit des rétractations de juillet 1795.) « Cependant,
 « ce triste événement ne nous découragea pas et nous résolûmes
 « d'aller en avant, mais toutes nos tentatives furent infruc-
 « tueuses.... des obstacles renaissants déconcertèrent toutes nos
 « mesures (il semble être fait allusion ici à l'intervention des
 évêques « réunis »).

« C'est avec peine que nous rappelons des souvenirs si déso-
 « lants : notre âme fut oppressée d'une vive douleur qui ne fait
 « que s'accroître à la vue de l'effrayante progression de nos
 « maux. Plût à Dieu que la nomination d'un évêque fût capable
 « d'en tarir la source, mais, hélas ! tout ne nous annonce-t-il pas
 « que ce remède si salutaire en lui-même ne ferait aujourd'hui
 « qu'augmenter nos plaies ?.... »

Ici le rédacteur expose tous les dangers d'un schisme et ces développements sur la nécessité de ne pas rejeter l'autorité des pasteurs légitimes sont au moins singuliers de la part d'un prêtre constitutionnel ; prévenir tout schisme est le plus urgent des devoirs.

« Le Presbytère, vivement touché de cette obligation...., croit,
 « dans les circonstances actuelles, devoir éviter tout ce qui
 « pourrait soit directement, soit indirectement, donner lieu à la
 « consommation du schisme de la part de nos adversaires. Il se
 « regarde même comme singulièrement obligé de se conduire
 » avec tant de prudence, de considération et de charité, qu'il
 « force par ce moyen si conforme à l'esprit de l'Église, nos frères
 « divisés d'opinion à nous rendre la justice qui nous est due, et
 « à revenir à des sentiments de paix et de concorde qu'ils n'au-
 « raient jamais dû perdre.

« Or, il est à craindre, on peut même dire qu'il est certain
 « que la nomination d'un évêque ne ferait qu'aggraver nos
 « maux.

« Mais, dira-t-on, que pouvez-vous espérer de cette longue

« temporisation ? quel bien ont procuré tous vos délais ? quelle
« espérance de réunion pouvez-vous conserver encore ?

« Si nos délais ont pu être un obstacle à un plus grand ac-
« croissement de nos maux, nous avons certes beaucoup gagné
« et bien mérité de l'Église.

« Quant à nos espérances, elles sont entièrement dans la
« toute-puissance et l'infinie bonté de notre Dieu. La suite de
« ses desseins nous est inconnue ; notre devoir est de le suivre
« et non de le prévenir. Il est le maître souverain des événe-
« ments, il tient dans ses mains toutes-puissantes les volontés
« humaines ; il les change et les incline comme il lui plaît. Il
« peut en un moment disposer les esprits à la paix, et faire
« cesser tout à coup la division par des moyens qu'il ne nous
« est pas donné de connaître. »

A ces considérations d'ordre mystique succèdent les raison-
nements d'ordre pratique.

« Un évêque est le chef d'une église.... tous les membres qui
« la composent doivent donc prendre part à son élection.... Or
« il est notoire que la plus grande partie du clergé et des fidèles
« est on ne peut plus éloignée d'y concourir. Du moins, si la
« totalité du clergé demeuré fidèle à la religion et à la patrie
« (c'est-à-dire au culte constitutionnel) était d'accord sur un
« point si important.... on pourrait peut-être la tenter, mais,
« nous ne devons pas nous le dissimuler, le plus grand nombre
« manifeste la plus formelle opposition à cette mesure. Ils ont
« déclaré plusieurs fois et très positivement qu'ils étaient abso-
« lument décidés à n'y prendre aucune part, quelques-uns même
« ont ajouté que si l'on nommait un évêque, ils ne le reconnai-
« traient pas.

« D'après cela, qui oserait, sans se rendre coupable de la plus
« grande imprudence, pour ne rien dire de plus, qui oserait
« procéder à cette élection ? ne serait-ce pas le signal d'une
« nouvelle division ?....

« Quelle serait donc l'obédience du nouvel évêque ? deux ou
« trois paroisses au plus dans la ville et quelques-unes de plus
« dans la campagne. Prenons donc garde de ne consulter qu'un
« zèle ardent qui ne serait pas réglé par la prudence.... »

On ne saurait contester la bonne foi de celui qui écrivait cette
lettre, mais aussi quel aveuglement ! L'évêque légitime autour

duquel devraient se grouper tous ceux qui déplorent le schisme et désirent y mettre fin, est le seul dont il ne soit pas question ; le terrain de réconciliation est tout ouvert, et personne, dans le Presbytère, ne paraît s'en douter.

Il y a d'autre part, dans cette lettre, des aveux très graves qui contrastent avec le ton onctueusement optimiste des documents que publiait ordinairement le Presbytère ; on s'entretient là d'affaires trop graves pour ne pas jouer cartes sur table ; c'est ce qui me porte à croire sincères les déclarations pacifiques et les espérances quelque peu chimériques du début de la lettre. Enfin, que l'évêque de Versailles se le tienne pour dit et le répète à ceux qui le font parler, l'Église de Paris n'est pas disposée à recevoir un évêque qui ne serait pas de son choix et ne se croira pas tenue de lui obéir.

Après cette manifestation, le Presbytère retourna à ses occupations ordinaires : le soin d'assurer le service des églises qui dépendaient de lui, et dont le personnel s'éclaircissait par les défections ; pour arriver à cette fin, il lui fallait recruter un clergé, et quelques sujets furent préparés à l'ordination ; mais à part un ou deux, les ordinands n'étaient pas des jeunes gens : le Presbytère discernait dans le nombre des fidèles quelque laïque pieux et nourri dans les principes du parti, deux de ses membres allaient lui communiquer la décision le concernant ; parfois les appelés demandaient à réfléchir, tel fut le jurisconsulte Agier, qui mourut en 1823, premier président de la Cour royale de Paris ; d'autres acceptaient la désignation faite de leur personne ; ce furent, par exemple, l'instituteur Foissin ou le médecin Saillant ; la réception des ordres suivait promptement. De tous les prêtres promus dans cette période, celui qui franchit le plus rapidement les degrés de la hiérarchie fut un nommé de Roncières : il était venu d'Orléans en avril 1797, pour demander au Presbytère de Paris un prêtre de son choix qui pût prendre la direction de l'Église constitutionnelle du Loiret, fort désarmée à cette époque ; on se demandait qui on enverrait, quand un membre émit l'idée d'ordonner de Roncières lui-même. Voici la suite du procès-verbal du 15 mai, relatif à cette affaire.

- Le Presbytère accueille avec empressement cette proposition et charge N. T. C. F. Paul Baillet de profiter de l'occasion

« d'un voyage de piété qu'il se propose de faire demain avec le
 « citoyen Deroncière pour lui faire part des vues du Presbytère
 « et le presser vivement de s'y rendre.

« Dans le cas où le citoyen Deroncière consentirait..., la
 « tonsure et les quatre ordres mineurs lui seraient conférés
 « samedi prochain 20 mai, — mais, avant de passer outre
 « pour les ordres sacrés, il sera écrit à Orléans pour recueillir
 « le témoignage direct des fidèles. »

Le 29 mai, la réponse était venue d'Orléans : « piété éclairée,
 « vie édifiante, esprit juste et cultivé, discernement exact,
 « joints à une grande connaissance de la religion » ; il fut
 donc résolu que de Roncières serait présenté à l'ordination
 pour le sous-diaconat le mercredi des Quatre-Temps de la Pen-
 tecôte, 7 juin. Enfin, vu les qualités et l'âge du sujet, le Pres-
 bytère lui accorda dispense d'interstices pour recevoir le diaco-
 nat le 9 juin et le sacerdoce le 10. — Et le 11, de Roncières
 retourna prêtre à Orléans.

C'est au milieu de travaux de cette nature que le Presbytère
 apprit le 1^{er} juillet 1797 une nouvelle qui lui causa autant de
 surprise que de mauvaise humeur. Un concile national de
 l'Église de France était convoqué pour le 1^{er} août, il devait avoir
 lieu à Paris, à Notre-Dame; c'était par le bruit public que le
 Presbytère en était averti, sans qu'aucune notification officielle
 lui en fût parvenue¹.

Les évêques réunis, au nom de qui le Concile était indiqué,
 allaient-ils, dans cette grave occurrence traiter le Presbytère de
 Paris comme non existant ?

Clausse rendit compte dans la séance du 17 juillet d'un entre-
 tien qu'il venait d'avoir avec Hubert Wandelaincourt, évêque de
 la Haute-Marne, l'un des « Réunis » ; des explications avaient
 été demandées et fournies; le défaut de convocation était l'effet
 d'un malentendu. Sans chercher à aller au fond des choses, le
 Presbytère passe à l'ordre du jour.

Mais une deuxième question se présentait, et plus grave que
 la première : étant donnée une convocation faite en dehors de
 lui, le Presbytère devait-il se faire représenter au futur concile

¹ La circulaire des évêques « réunis » relative à cette convocation parut
 dans les *Annales de la religion* du 1^{er} juillet, t. V, p. 193-203, et cette publi-
 cation avait été annoncée le 10 juin, p. 144.

ou se renfermer dans l'abstention? S'abstenir était imprudent, c'était donner raison à ceux qui ne reconnaissaient pas au Presbytère une existence légitime; il fut donc résolu que des députés seraient nommés pour prendre part au Concile avec mandal de faire toutes les réserves que de droit tant pour le passé que pour l'avenir. C'est le 31 juillet seulement que le Presbytère reçut communication officielle de la lettre de convocation, et le Concile devait s'assembler le 15 août; il était invité à s'y faire représenter par un député et un suppléant, et, cette désignation devant se faire en synode, l'évêque de Seine-et-Marne, Thuin, le plus ancien évêque de la province de Paris, faisant fonction de métropolitain, transmettait l'invitation et demandait que le synode fût convoqué à très bref délai pour qu'il y fût procédé canoniquement à l'élection des délégués.

Le Synode eut lieu en effet le 11 août, dans la galerie supérieure de Notre-Dame ¹, et désigna pour députés Clausse et Paul Baillet; le premier comme tenant la place de l'évêque et le second comme représentant du clergé; c'étaient donc deux délégués qu'il nommait et non un délégué et un suppléant, comme il y était invité. Cette dérogation provoqua quelques difficultés, mais le Concile passa outre et admit les deux députés à ses délibérations.

Ouvert le 15 août, le Concile prolongea ses séances jusqu'au 12 novembre.

Il n'entre pas dans le cadre de la présente étude d'en raconter l'histoire; la plupart des discours, rapports et décrets sont reproduits dans les *Annales de la Religion*. Quant aux discussions, s'il s'en produisit, comme on l'a dit, tout fut fait pour que l'écho en fût étouffé; le registre du Presbytère est un peu moins discret: « Les députés, lisons-nous dans le compte rendu de la séance du 16 octobre, témoignent leur peine des inculpations faites à diverses reprises dans le Concile national au Presbytère de Paris, auquel on a été jusqu'à reprocher d'être l'ennemi de l'épiscopat et de ne vouloir point absolument d'évêque.... On l'accuse en conséquence d'avoir usé de lenteurs affectées pour éloigner cette élection; ils (les députés) annoncent que malgré la chaleur avec laquelle on

¹ On choisit ce lieu de préférence à l'église elle-même, parce que le Synode ne devait pas se tenir *in loco sacro*.

« inculpait le Presbytère, il ne leur a pas été difficile de défendre ses principes et sa conduite. »

On décida aussitôt les termes d'une résolution en six articles destinée à être présentée aux Pères du concile, « à l'effet de justifier de son désir et de son empressement pour procéder à l'élection d'un évêque de Paris. » Il était annoncé que le synode diocésain serait convoqué de suite pour aviser aux moyens de hâter l'élection.

Le concile allait d'ailleurs rendre un décret sur les élections ecclésiastiques en général et les élections épiscopales en particulier. Il est à noter que les formes à employer n'étaient pas celles qui avaient été établies par la Constitution civile, ni celles dont il avait été fait usage depuis 1795 pour la nomination des trois évêques à Colmar, à Versailles et à Saint-Omer; il fait bon de se réclamer des usages de la primitive Église, mais il ne faut pas alors changer trois fois en six ans les règles que l'on dit fondées sur une tradition antique; ajoutons qu'elles changeront encore avant la fin du régime constitutionnel.

III.

QUI SERA EVÊQUE?

Le décret du concile de 1797 sur l'élection des évêques ne comprend pas moins de trente-quatre articles. En voici l'économie générale.

Dans la semaine qui suit la notification de la vacance d'un siège, les archiprêtres réunissent les ecclésiastiques de leur circonscription, les consultent sur les candidats à désigner, et, dans un délai de huit jours, font connaître au Presbytère les noms qui sont proposés.

Six semaines au plus tard après la vacance légalement constatée, le Presbytère écrit à tous les curés et desservants pour leur indiquer la date de l'élection; cette élection doit être précédée par un jour de jeûne. A la lettre est jointe la liste de candidats composée de tous les noms figurant sur les listes envoyées par les archiprêtres. Cette liste doit être communiquée aux électeurs avant le vote, mais à titre de simple indication, et ceux-ci sont libres de n'en pas tenir compte.

L'assemblée électorale se compose de tous les fidèles âgés de vingt et un ans. Le vote est secret et individuel, le dépouillement se fait aux archiprêtres, en présence des fidèles qui désirent y assister.

Les résultats par archiprêtres sont centralisés par le Presbytère, qui en fait le relevé général quinze jours après le premier vote.

Le candidat qui obtient l'unanimité ou au moins les deux tiers des suffrages est proclamé élu. Si personne n'a la majorité requise, un second tour de scrutin aura lieu, sans que les voix puissent se porter sur d'autres noms que ceux des trois candidats qui avaient eu le plus de voix au premier tour. Ce qui, dans la Constitution de 1790, concerne l'institution canonique donnée par le métropolitain, ou à son défaut, par le plus ancien évêque de la province, n'est pas modifié ; il est également prescrit à l'élu d'adresser une lettre de communion au Pape et à chacun des évêques de l'Eglise nationale.

Tel était le décret promulgué le 29 octobre 1797 et auquel, dès le 16 du même mois, le presbytère s'était engagé à se conformer dans le plus bref délai. Mais de longs mois devaient s'écouler encore avant que Paris eût un évêque.

Le décret fut transmis officiellement le 28 novembre par l'évêque de Meaux, le plus ancien évêque de la province, avec une lettre contenant des vœux pour qu'il soit donné un digne successeur à saint Denis, à saint Germain et à saint Marcel.

L'assemblée se déclara pénétrée de respect pour le vénérable décret et se disposa à convoquer le synode ; déjà, à plusieurs reprises, elle s'était engagée à le réunir, et, en particulier, dans la protestation qu'elle avait opposée aux accusations de lenteur calculée dirigées contre elle. Un membre fit alors remarquer et le Presbytère reconnut unanimement que les circonstances politiques étaient particulièrement difficiles ; de plus, « la brièveté des jours et tous les désagréments inséparables de la saison rigoureuse » rendraient la tenue du synode à peu près impossible ; cette réunion n'étant pas d'ailleurs formellement prescrite par le décret conciliaire, on résolut de procéder autrement. Il fut écrit à chacun des curés du diocèse pour l'inviter à assembler ses collaborateurs et à dresser d'accord avec eux la liste d'éligibles dont parlait le décret. Quant au synode, on différerait sa réunion jusqu'aux beaux jours.

Ce qui montre que le clergé ne partageait pas unanimement les idées temporisatrices du Presbytère, c'est que, dès la semaine suivante (5 déc. 1797), on voit arriver les réponses. Il ne s'agissait pas encore du vote, mais de la désignation par les membres du clergé de sujets à présenter aux suffrages. La liste fut complétée à la réunion du 12 décembre; soixante-dix prêtres avaient pris part à cette consultation.

C'étaient les curés et le clergé de Notre-Dame, Saint-Sulpice, Saint-Paul, Saint-Médard, Saint-Germain, Saint-Étienne et Sainte-Marguerite; de plus, les curés de Saint-François, Bercy, Auber-villiers, Noisy-le-Sec, Romainville, Gentilly, Belleville, Nogent, Maison-Alfort et Villetaneuse.

On voit par là quelle était la situation numérique du parti constitutionnel de Paris à la fin de 1797 : huit églises dans la ville, neuf dans la banlieue; on avait invité les curés de Saint-Gervais, Saint-Merry, Saint-Laurent et Saint-Thomas d'Aquin. Le curé de Saint-Gervais avait refusé péremptoirement; il s'était récemment rapproché des vicaires généraux de Mgr de Juigné et sa rupture avec le parti constitutionnel était définitive.

Le curé de Saint-Merry avait envoyé un prêtre porteur d'une réponse évasive; les deux derniers avaient répondu qu'ils réfléchiraient; ils se préparaient l'un et l'autre à rendre publique leur rétractation.

Il n'y eut donc que 70 votants qui donnèrent 113 voix, plusieurs d'entre eux ayant désigné deux et même trois candidats.

Voici comment s'étaient répartis les suffrages :

Grégoire, évêque de Blois	25
Royer, évêque de l'Ain	12
Debertier, évêque de Rodez.	7
Lecoz, évêque de Rennes	2
Minard, membre du Presbytère	19
Clausse, curé de Saint-André des Arcs, desservant de Notre-Dame.	19
De Viennet, curé de Saint-Merry	10
Leblanc de Beaulieu, curé de Saint-Étienne	5
Divers ecclésiastiques	10

113

Aux procès-verbaux était joint un long mémoire signé par les douze ecclésiastiques qui composaient le clergé de Saint-Étienne du Mont.

Après une dissertation sur les translations d'évêques d'un titre à un autre, s'appuyant sur les conciles de Nicée, d'Antioche, de Sardique et sur le concile de 1797, ils protestaient d'avance contre la pensée d'élire comme évêque de Paris un sujet qui fût déjà titulaire d'une église. Ceci était à l'adresse de Grégoire, qui, nous le savons déjà, était le candidat de tout un parti. Ce fut lui cependant qui obtint la majorité relative de 25 voix, et 19 voix s'étant portées sur d'autres évêques, on pouvait constater que près de la moitié du clergé assermenté de Paris ne partageait pas les répugnances exprimées par M. Leblanc de Beau lieu et ses collaborateurs.

Les deux partis s'étaient comptés; ils se trouvaient de forces à peu près égales; nous allons les voir entrer en lutte.

Les hostilités commencèrent dès le 19 décembre 1797; au début de la séance que le Presbytère allait tenir, se présenta le citoyen Audrein, porteur de pouvoirs qui le constituaient député du clergé de Saint-Sulpice ¹.

A peine introduit, Audrein prit la parole, et exprima l'opinion que l'entrée dans l'Assemblée des députés du clergé exigeait une nouvelle organisation du Presbytère, et avant tout le renouvellement intégral du bureau; cette motion provoqua une discussion qui paraît avoir été orageuse: on fit remarquer au député de Saint-Sulpice que son admission ne pouvait avoir pour effet de rendre nulles toutes les opérations qui avaient précédé: le Presbytère comptait seulement un membre de plus et on passa à l'ordre du jour.

La suite de la séance fut employée à fixer définitivement le texte de la lettre pastorale dans laquelle le Presbytère annonçait aux fidèles la prochaine élection de l'évêque; or dans le projet se trouvait un passage relatif aux translations qui étaient présentées comme contraires aux règles et traditions de l'Église; la discussion reprit à cette occasion, les uns demandant la

¹ Cet Audrein, prêtre breton, avait été professeur au collège de Quimper, puis préfet des études à Louis-le-Grand, vicaire épiscopal de l'évêque du Morbihan et député à la Convention; il devint évêque du Finistère en 1798; il fut pris et fusillé comme régicide par les chouans, en novembre 1800.

suppression du passage, les autres en réclamant le maintien intégral ; enfin, il se forma un parti qui par esprit de transaction proposa de conserver le paragraphe en y introduisant quelques réserves, notamment au sujet des circonstances exceptionnelles qui pouvaient permettre de déroger à une règle, respectable d'ailleurs. On alla aux voix : cinq furent pour le rejet, cinq pour les modifications et quatorze pour le maintien. C'était un succès pour les adversaires de Grégoire ; cela montrait au moins qu'ils étaient en majorité dans le Presbytère.

En ce moment Mahieu, le curé de Saint-Sulpice, déposa sur le bureau une lettre qu'il était chargé de remettre par Poulard, curé d'Aubervilliers, convoqué mais non présent à la séance. Dans cette lettre, dont il fut donné lecture immédiate, on retrouvait toutes les idées exprimées par Audrein ; Clausse y était pris à partie comme « Président perpétuel » et Poulard demandait, lui aussi, le renouvellement intégral du bureau. De plus il déclarait, tant en son nom qu'au nom de ses paroissiens, que si le projet de lettre pastorale n'était pas dans leurs principes, il la regarderait comme de nul effet ; il y eut à propos de cette lettre une troisième discussion où la question des translations fut reprise de nouveau ; se déjouant, le Presbytère chargea le rédacteur d'y introduire quelques atténuations.

La séance suivante qui se tint le 29 décembre commença par la lecture d'une protestation déposée par quelques membres contre la lettre de Poulard, dont le ton était jugé irrespectueux ; on ajouta que le Presbytère avait eu connaissance de divers détails concernant les antécédents du curé d'Aubervilliers ; on donna à entendre que ces faits pourraient amener l'Assemblée à s'occuper de Poulard, non comme d'un collègue avec lequel on discute, mais comme d'un coupable contre lequel on est en droit de sévir. Cette tentative d'intimidation n'eut d'ailleurs aucun effet.

D'autre part, un membre de l'Assemblée vint annoncer que l'évêque de l'Ain avait déclaré qu'il n'accepterait pas d'être placé sur le siège de Paris par l'effet d'une translation contraire à ses principes. Les principes de l'évêque de l'Ain étaient quelque peu ondoynants, puisque c'est précisément lui qui deviendra

évêque de Paris. Mais en lui faisant faire cette déclaration on travaillait à désagréger le parti qui voulait élire un évêque ¹.

Un mois se passa sans que le Presbytère tint de séance ; on craignait les discussions orageuses ; on n'avait rien perdu pour attendre.

Le 31 janvier 1798, le président ouvrit la séance en donnant communication d'un acte d'opposition daté du 31 décembre 1797 et à lui signifié le 10 janvier par trois prêtres de Saint-Sulpice.

Cet acte était signé par Mahieu, curé de Saint-Sulpice ; Sibire desservant de Saint-François ; Poulard, curé d'Aubervilliers ; Moulin, curé de Romainville, et Mauviel, desservant de Noisy-le-Sec. C'était une protestation contre la continuation des opérations électorales. Les motifs développés dans de longs et filandreux considérants se résument à cinq principaux.

1° Le bureau du Presbytère n'a pas été renouvelé, malgré la réclamation authentique d'un membre.

2° Les dissidents n'ont pas été invités à prendre part à l'élection.

3° Le projet de lettre pastorale tend à faire regarder toute translation d'un siège à un autre comme un *scandale*.

4° Le système de *non-translation* a été défendu opiniâtrément par Clausse ; or Clausse est précisément l'ecclésiastique ayant réuni le plus de voix après les évêques.

« 5° L'assemblée a paru oublier toute modération et toute impartialité ; laissant entrevoir un esprit de parti, une conviction déjà faite, une sorte de cabale destinée à préférer Clausse aux sujets les plus distingués. »

Les protestataires déclaraient qu'ils avaient saisi de leur opposition l'évêque de Meaux, qui, en sa qualité de plus ancien évêque de la province, exerçait l'autorité de métropolitain ; ils ajoutaient que, devant les manœuvres du Presbytère, ils étaient décidés à demander à ce prélat d'user de son droit de métropolitain, par intérim, pour désigner d'office et sans recourir à une élection, un titulaire de l'évêché de Paris ; la pièce se ter-

¹ Cette communication fut l'objet d'un démenti formel de la part de Corpet, curé de Saint-Germain l'Auxerrois, qui écrivit le 13 janvier 1798 à Clausse pour désavouer au nom de l'évêque les propos qu'on lui avait prêtés. Ce qui est certain, c'est qu'il y eut un désaveu....

minait par une réserve formelle; « appelant comme d'abus, en
« tant que de besoin, de tout ce qui aurait pu ou pourrait se
« faire de contraire à notre opposition ¹. »

Il fut donné lecture à l'assemblée d'un projet de réponse à la protestation : c'est un document fort curieux dans lequel les tendres appels à la concorde succèdent aux réponses acrimonieuses de gens qu'on sent poussés à bout. Les motifs de l'opposition sont repris un à un et réfutés avec vigueur. La menace qui terminait la protestation de recourir à l'évêque de Meaux et de lui demander une nomination d'office, paraît examinée avec sang-froid : « c'est un prélat sage et modéré, qui est
« bien éloigné d'agir avec empire et d'outrepasser ses droits. » Quant aux évêques réunis, ils recevaient un avertissement : « Mais nous prétendons n'avoir de rapports officiels qu'avec
« lui et ses cosuffragants; les autres évêques sont étrangers
« au diocèse, ils ne peuvent y exercer aucun droit; » enfin, que l'évêque de Meaux le sache, que sa sagesse et sa modération le servent en cette occasion : « Nous ne sommes pas disposés à reconnaître un évêque qui ne serait pas
« choisi par notre Église; nos devoirs sont tracés par les
« saints canons, nous les connaissons et nous saurons les remplir. »

Malgré ces déclarations énergiques, le Presbytère devait redouter l'intervention de l'évêque de Meaux, homme faible qui pouvait céder à l'influence de Grégoire; il s'agissait avant tout de le voir dès qu'il serait à Paris et de le soustraire aux influences contraires.

Dès que l'évêque fut arrivé, Clausse alla lui rendre visite à diverses reprises, lui exposa l'objet du litige et reçut de lui les meilleures assurances; à la séance du 5 février, le président du Presbytère rendait compte des dispositions favorables de l'évêque, qui avait promis de faire venir chez lui les opposants; son opinion ne semblait pas douteuse, car après avoir lu le mémoire du Presbytère il avait hautement loué la solidité des réponses et l'esprit de charité dans lequel elles étaient exprimées. Ces sentiments bienveillants, on allait d'ailleurs en juger, car le matin

¹ Cette résurrection de l'appel comme d'abus montre que la Révolution n'avait pas fait oublier aux légistes les traditions parlementaires : restait à dire par quelle juridiction il pourrait être connu de cet appel.

même, le prélat avait promis à Clausse de venir présider la réunion.

Une heure, deux heures passèrent ; vers midi, la séance avait été ouverte pour discuter les termes de l'instruction pastorale relative aux élections.... En ce moment, on apporta au président une lettre de l'évêque : n'ayant pu encore réunir chez lui les cinq opposants, il attendrait de les avoir vus pour communiquer au Presbytère les résultats de l'entrevue.

Le Presbytère s'ajourna au vendredi 9 ; or, ce jour-là, on apporta une nouvelle lettre de l'évêque promettant que le mardi suivant il viendrait et amènerait avec lui les opposants.

Le mardi 13, on crut que tout se passerait comme aux séances précédentes ; on attendit longtemps ; enfin, vers midi, l'évêque arriva, mais il était seul ; les opposants, qui avaient d'abord annoncé leur intention de l'accompagner, lui avaient écrit au dernier moment qu'ils n'assisteraient pas à l'assemblée du mardi, mais qu'on pouvait compter sur eux le vendredi 16 février ; il fut convenu que ce jour-là auraient lieu les explications désirées de part et d'autre : l'évêque promit de la manière la plus positive de se trouver au rendez-vous, « ajoutant que, fût-il malade, il s'y ferait porter. » Le vendredi 16, à dix heures, personne n'est venu ; à onze heures un quart, le secrétaire de l'évêque de Versailles, Poinsignon, arrive porteur d'une pièce signée Mahieu et Mauviel et intitulée : *Réplique aux observations du Presbytère*. Poinsignon demande une réponse séance tenante ; on lui réplique que l'évêque avait promis de venir en personne et que le Presbytère n'a rien fait pour provoquer un tel manque d'égards ; que réclamer une réponse immédiate au *factum* des opposants est une demande « trop inconvenante » et que le Presbytère n'y accédera pas.

Un membre déclare alors qu'il est à sa connaissance que la pièce remise par Poinsignon est entre les mains de l'évêque depuis plusieurs jours, qu'il l'avait reçue antérieurement à la précédente séance du Presbytère, qu'il en avait connaissance le mardi 13, quand il venait prendre séance dans l'assemblée. Poinsignon essaie de nier ; plusieurs lui répondent que la pièce a été lue en leur présence chez l'évêque et qu'elle avait été signée chez lui dès le samedi 10 février. Un autre membre montre un billet où le même évêque de Meaux, écrivant à l'évêque

de Dax, l'un des « réunis, » déclare qu'après avoir vainement essayé de réconcilier les opposants et le Presbytère, il va se concerter avec les évêques réunis pour concourir *avec eux* à donner canoniquement un premier pasteur à l'Église de Paris. On produit enfin une lettre de Clément, de Versailles, qui s'explique sur la cause des difficultés qui se sont multipliées autour du Presbytère ; on veut le convaincre d'impuissance et se passer de lui : « Telle a été, aurait dit Clément, la résolution prise « dans la dernière réunion des évêques. »

Le péril est extrême ; le médiateur s'est livré au parti adverse ; et pendant qu'on se laissait amuser par des ajournements successifs, les partisans de Grégoire gagnaient du terrain, ou plutôt transportaient la question sur un terrain nouveau, terrain sur lequel ils étaient assurés du succès.

Tout n'était cependant pas perdu : mais il fallait agir et agir promptement ; sans employer son temps à discuter les chicanes que renfermait la réplique apportée par Poinson, le Presbytère décida, par dix voix contre huit, que l'élection se ferait au premier jour.

Le 20 février, on commença par entendre lecture de la lettre qui allait être adressée à l'évêque de Meaux.

Après lui avoir rappelé ses promesses, on lui montrait comment il y avait manqué ; on lui rappelait jour par jour, heure par heure, les démarches qu'il avait faites, les conférences qu'il avait eues, et avec les évêques réunis, et avec les opposants, simples comparses derrière lesquels on sent les véritables adversaires du Presbytère. Il était convaincu d'avoir pris des engagements et de ne pas y avoir été fidèle, d'avoir accepté la mission de conciliateur et de s'être fait l'homme d'un parti.

« Nous sommes résolus, pour l'acquit de notre conscience, de « remplir notre devoir jusqu'à la fin. Dieu ne demande pas de « nous le succès : mais nous aurons la consolation, au milieu de « tant de sujets de gémissements, de nous rendre le témoi- « gnage que les nouvelles plaies qui pourront être faites à notre « Église ne nous seront pas imputées par Celui qui sonde les « reins et les cœurs.

« Prenez garde, révérend évêque, de vous laisser entraîner à « de fausses démarches. Nous sommes là pour nous y opposer

« par tous les moyens que nous fournissent les saints canons
« auxquels nous devons tous être également assujettis. »

Après cette satisfaction donnée à ses indignations légitimes, le Presbytère se mit au travail ; des canonistes laïques avaient été invités à la séance afin que rien ne fût livré au hasard des discussions. Il fut arrêté que l'assemblée préliminaire aurait lieu le dimanche 25 février et l'élection le 4 mars. Pour cette élection, les fidèles de la ville seraient convoqués à Notre-Dame ; ceux de la campagne se réuniraient dans leurs églises respectives. Si, dans quelque paroisse de la ville, on préférerait tenir une assemblée particulière, le résultat en serait transmis immédiatement sous pli cacheté au Presbytère qui en ferait le dépouillement.

Le Presbytère avait joué là un coup de maître : il profitait du moment où les manœuvres suspectes de l'évêque de Meaux jetaient le discrédit sur tout le parti adverse pour faire appel à l'opinion et réunir les suffrages indécis.

Mais pour peser sur cette opinion, il lui manquait un journal ; les *Annales de la religion*, inspirées par le parti des évêques, étaient jusque-là le seul organe périodique des constitutionnels ; le 26 février 1798, ils en fondèrent un autre qui prit le nom de *Journal religieux* et dont la rédaction fut confiée à Larrère qui, jusque-là, avait rédigé les *Annales*. Dans un avis qui ouvre le premier numéro (p. 2) et qui est reproduit en tête du second (p. 30) et du troisième (p. 98), le rédacteur déclare que « le tribunal de censure » auquel il s'était trouvé soumis en travaillant aux *Annales* ne lui avait pas paru « compatible avec
« les vues qui devaient le diriger. » « Les intérêts de la religion
« et de la patrie ne peuvent jamais être balancés par les pas-
« sions particulières de quelques individus ; pour pouvoir méri-
« ter la confiance du public, un journaliste doit être libre, en ne
« portant d'autre joug que celui de la raison et des lois. »

Et aussitôt, sous la rubrique « Église de Paris, » il ouvre le feu : Justification du Presbytère, éloge discret de ceux qui en font partie et charge contre les translations ; il est regrettable que beaucoup de prêtres aient cru devoir inscrire sur leur vote les noms d'évêques pourvus de sièges. « Ils ont rendu d'assez
« grands services à la religion pour fixer l'attention de ceux qui
« l'aiment, mais les suffrages s'étant répartis entre plusieurs,

« il n'en faut pas davantage pour penser qu'aucun d'eux ne
 « doit être arraché à son diocèse, car, pour qu'une transla-
 « tion ne soit pas une sorte de scandale, il faudrait une telle
 « réunion dans les vœux que l'Église pût y voir la preuve de ces
 « qualités uniques qui, dans des circonstances particulières, ne
 « laissent aucune incertitude sur la nécessité, ou du moins l'uti-
 « lité évidente d'une dispense.

« Nous avons la confiance que nous ne verrons point, dans
 « l'élection qui se prépare, un exemple affligeant de l'oubli des
 « règles. Si les fidèles, séduits par des qualités qui les ont frap-
 « pés dans les évêques qu'on leur propose, ou peu instruits des
 « canons qui les lient à leurs églises, faisaient pencher la
 « balance en faveur de quelqu'un d'entre eux, nous sommes
 « persuadés qu'il n'en est aucun qui ne se refusât à leurs vœux :
 « nous les croyons tous dignes de leur apprendre, par une résis-
 « tance invincible, le respect qui est dû aux lois de l'Église. »

Le *Journal* ne faisait qu'escompter un résultat à peu près acquis ; dès lors l'élection de Clausse paraissait assurée.

Les évêques le sentaient si bien, qu'ils s'efforcèrent de gagner du temps ; deux d'entre eux allèrent trouver Clausse lui-même pour lui demander un délai de huit jours, dans lequel ils se faisaient fort « d'amener les esprits à une complète union. » Clausse répondit dédaigneusement que, simple particulier, il ne pouvait arrêter les effets d'une décision prise par une assemblée qui avait agi en connaissance de cause.

Le 2 mars, arrivait à l'adresse du Presbytère une lettre signée *Thuin*, mais l'évêque de Meaux (celui de 1798) ne l'avait certainement pas écrite ; on devine un rédacteur autrement maître de sa plume :

« Vous ne pouvez donner à l'Église de Paris un premier pas-
 « leur élu canoniquement qu'autant que la totalité ou la grande
 « majorité des fidèles aura pris part à son élection.

« La totalité ou la grande majorité des fidèles ne prendra
 « part à cette élection qu'autant qu'elle aura été avertie par la
 « totalité ou la grande majorité des pasteurs.

« La grande majorité des pasteurs ne fera connaître l'avertis-
 « sement auquel vous les avez invités qu'autant qu'il régnera
 « une parfaite harmonie entre eux et le Presbytère.

« Cette harmonie ne régnera qu'autant que nos frères, les

« opposants, se seront désistés de leur opposition. Pour les
 « amener à ce but, il faut une convocation de tous les prêtres
 « du diocèse ; réunis ensemble, vous discuterez les objets qui
 « vous divisent et vous finirez par vous accorder.

« Prenez, je vous en prie, ce moyen de pacification...., etc. »

Le lendemain 3, veille de l'élection, nouvelle lettre de Thuin ; celle-là est bien de lui ; ce sont les mêmes idées, mais délayées en phrases diffuses ; on y trouvait de plus la menace de déclarer la nullité de ce qui aurait été fait ; enfin l'évêque manifestait la crainte qu'une réunion trop nombreuse tenue à Notre-Dame n'inspirât des inquiétudes au gouvernement.

On ne peut que s'étonner en voyant comment la marche des événements est venue intervertir les rôles ; jusqu'au concile, on ne se lassait pas d'accuser la lenteur du Presbytère, et maintenant voici qu'on le taxe de précipitation ; ceux qui le pressaient d'élire sans retard un évêque le conjurent aujourd'hui de différer au moins de quelques jours. Mais c'est trop tard ; les protestations et les supplications sont sans effet, tant on craint de trouver derrière elles quelque mauvais dessein. L'élection est pour demain ; elle est pour aujourd'hui. Clause va-t-il sortir évêque de ce vote solennel ? Non...., car le matin de la réunion, la police intervient pour l'interdire. Pourquoi la police est-elle intervenue ? Personne ne l'a révélé. Le journal du Presbytère mentionne le fait, sans le commenter ; mais c'est le cas ou jamais de dire : *Is fecit cui prodest*.

Tout ce que le Presbytère se permit fut d'adresser le 6 mars, à l'évêque de Meaux, communication de deux résolutions le concernant : « 1^o Le président et le secrétaire se retireront par-
 « devers le Révérend évêque de Meaux pour lui déclarer que le
 « Presbytère le *récuse comme juge* dans la contestation qui s'est
 « élevée entre lui et les opposants.

« 2^o Il s'oppose à tout ce que ledit évêque pourrait entre-
 « prendre ultérieurement au sujet de l'évêque de Paris. »

Notification de l'arrêté fut faite dès le mercredi 7 mars ; en lui en remettant copie, les députés lui firent part des motifs qui avaient forcé le Presbytère à prendre une détermination aussi pénible, « mais dont les circonstances et la facilité avec laquelle
 « ledit Révérendissime évêque paraissait se laisser guider par des
 « impulsions extérieures, lui imposaient le rigoureux devoir. »

Le Révérendissime évêque balbutia quelques explications, parla de sa conscience, de son amour pour l'Église de Paris ; « au surplus il se voyait déchargé par là d'une grande responsabilité et il allait s'empresse en conséquence de retourner dans son diocèse. »

Il partit le vendredi 9 pour Meaux, mais il ne sut pas y rester ; il en reviendra en 1800, lors des difficultés de Royer avec Clément, et ne pourra pas s'empêcher de donner une seconde représentation de la pièce dans laquelle il avait joué un rôle aussi piteux.

A cette époque même, le 19 ventôse (9 mars), Grégoire écrivait aux membres de son conseil épiscopal, à Blois, une fort curieuse lettre ; elle nous fera voir quels étaient les sentiments de Grégoire au sujet des événements qui s'étaient déroulés pendant les derniers jours.

Après avoir annoncé le prochain passage à Blois de Lacombe, évêque de Bordeaux, qui rentre dans sa ville épiscopale, Grégoire continue en ces termes :

« Le citoyen évêque vous rassurera sur les absurdes nouvelles imprimées dans une foule de journaux relativement à l'élection projetée à Notre-Dame. Il est vrai que le Presbytère de Paris, qui a passé trente mois sans rien faire et quelques mois à faire des sottises, avait annoncé cette élection ; elle devait se passer d'après un mode éclos du cerveau de je ne sais quel individu, et ce mode n'était pas exactement celui qu'a déterminé le Concile. Ils avaient même imprimé le résultat d'un scrutin préparatoire opéré entre les prêtres et d'après lequel on m'avait porté en tête de la liste comme ayant le plus de voix.

« Il est bon de savoir au reste que quand je dis le Presbytère de Paris, cela signifie, je crois, trois ou quatre mauvaises têtes ; les autres membres, gens très respectables, s'étaient retirés de ce tripot, et il paraît qu'on va recomposer le Presbytère d'après ses véritables éléments. Les évêques ont fait leur possible pour empêcher par des conseils sages l'équipée de ces trois ou quatre obstinés qui s'intitulent Presbytère. La police a eu raison de les contrecarrer, mais cela n'a pas empêché les plats gazetiers de nous mettre sur le dos une aventure (*sic*) que nous avons désapprouvée.

« Quant à moi, chers collaborateurs, soyez bien sûrs et dites
 « bien à mes diocésains que je ne passerai du siège de Blois
 « sur aucun autre. Je n'ai cessé de le répéter à Paris et je suis
 « surpris que, malgré cette annonce, on s'obstine à diviser sur
 « moi des suffrages qui seront certainement très inutiles.
 « Je vous embrasse de tout mon cœur.

« † H. GRÉGOIRE, *évêque de Blois.* »

Nous connaissons les opinions arrêtées de Grégoire sur la question des translations ; c'est pour cela que la fin de sa lettre paraît l'expression réelle de sa manière de voir. Sans cela nous n'y verrions qu'une de ces protestations qu'on prodigue souvent au moment de se laisser faire violence ; mais on nous affirme que Grégoire ne voulait pas être évêque de Paris et nous devons penser que sa lettre traduit fidèlement sa pensée.

J'en dirai autant de la première partie de cette lettre, mais en faisant remarquer que cette pensée est bien peu conforme à la réalité ; le registre du presbytère nous montre avec quel esprit de solidarité ceux qui le composaient ont serré les rangs devant la contradiction. S'il y eut trois ou quatre mauvaises têtes, ce furent précisément les opposants : Mahieu, le curé de Saint-Sulpice, qui, jusqu'à la fin, fut en conflit avec tout le monde ; Sibire, esprit inquiet, qui chercha à se faufiler dans la cure de Saint-Thomas d'Aquin ; Poullard, homme d'une moralité contestée, qui parvint, dans une élection *in extremis*, à se faire nommer évêque d'Aulun en 1801 et qui termina sa carrière après la révolution de 1830, en ordonnant des prêtres pour « l'Église française » de l'abbé Chatel. Aux yeux de Grégoire, ceux-là seuls sont respectables, et la passion l'aveugle étrangement quand elle l'amène à déblatérer contre les membres du Presbytère, hommes égarés sans doute, mais véritablement sincères dans leur égarement. Enfin cette lettre contient une approbation du coup de force de la police, et cette approbation semble montrer par qui il a été inspiré.

Il n'en est pas moins vrai que la déconvenue de Clausse au 4 mars ruina à jamais toute chance de succès pour sa candidature ; on a toujours tort quand on n'a pas réussi. Ses amis songèrent dès lors à lui reprocher la quasi-dictature que, depuis

trois ans, il exerçait comme président du Presbytère ; on remarqua que, comme président, il aurait dû se tenir plus au-dessus des discussions auxquelles il était mêlé comme candidat ; bref, c'était un homme usé, fini ! Si le Presbytère voulait triompher des ambitions du parti contraire, il lui fallait trouver un autre compétiteur à ce Grégoire qui était poussé par un groupe résolu.

Le clergé constitutionnel de Paris n'avait pas d'homme à mettre en avant ; il fallait prendre au dehors, et c'est à chercher, à trouver et à convertir cet homme que se passent les six semaines qui s'écoulent entre le commencement de mars et la fin d'avril ; le plus grand secret est gardé, et un mot seulement qui se glisse au cours d'un procès-verbal fait voir qu'on a en vue cette colombe qui va entrer dans l'arche en apportant le rameau d'olivier.

Pour arriver à faire pacifiquement l'élection et éviter l'inconvénient d'une réunion trop nombreuse qui eût pu servir de prétexte à quelque nouvelle tracasserie policière, on jugea nécessaire d'introduire quelques modifications au règlement électoral, « pour cette fois seulement, et sans tirer à conséquence pour l'avenir.... »

La désignation du sujet devait être faite par les seuls membres du clergé ; puis les fidèles seraient rassemblés dans leurs églises et appelés à ratifier, par oui ou par non, le vote des prêtres (*Journal religieux*, p. 344 et 345). Cette procédure ayant été adoptée, on vota une première fois le dimanche 11 mai. Le nombre des votants fut réduit à 51, par suite de l'abstention des paroisses de Saint-Étienne, Saint-Médard et Sainte-Marguerite. Il est temps de dire que le concurrent qu'on avait trouvé pour triompher de Grégoire n'était autre que l'évêque de l'Ain, J.-B. Royer, dont nous connaissons les anciens démêlés avec le Presbytère ; or, ni Le Blanc de Beaulieu, curé de Saint-Étienne, ni Augustin Bailliet, curé de Saint-Médard, ne pouvaient tout d'abord lui donner leur voix et celle de leur clergé, après s'être élevés, comme ils l'avaient fait, contre ce qu'ils appelaient le scandale d'une translation.

A cause de ces abstentions, Grégoire arriva en tête de la liste avec 23 voix ; Royer le suivait de près avec 17 ; 14 voix s'étaient dispersées sur des candidats non-évêques.

Le deuxième tour de scrutin, qui eut lieu le 18 mai, réunit 66 électeurs :

Grégoire eul.	28 voix.
Royer	21
Clausse	7
Le Blanc de Beaulieu	9
De Viennet	1

Aux termes du règlement voté par le Presbytère, il y avait lieu à un troisième tour, et cette fois les suffrages ne pouvaient porter que sur l'un des deux candidats qui avaient eu le plus de voix au second tour. Cette disposition avait été introduite pour ouvrir aux adversaires de toute translation une porte par laquelle ils pussent sortir honorablement de leur intransigeance.

Le troisième tour, auquel on procéda le 22 mai, donna 75 suffrages.

Royer en obtint	46
Grégoire.	26

et il y eut un bulletin blanc.

Royer fut donc proclamé candidat ; il ne restait plus, pour que son élection fût définitive, que de la faire accepter par les fidèles. Toutes les précautions furent prises pour que les assemblées paroissiales pussent se tenir sans obstacle. Les administrateurs du bureau central de police accordèrent toutes les autorisations pour le quintidi 15 prairial, date qui répond au 3 juin 1798.

Les procès-verbaux très détaillés des assemblées paroissiales, transcrits dans le registre du Presbytère, ne nous apprennent pas grand'chose ; deux questions devaient être posées à l'assistance. La première était relative au mode d'élection adopté ; il n'était pas en tout conforme au décret du Concile de 1797 ; on pensa prévenir le grief de nullité en faisant ratifier les modifications par le peuple, qui, aux yeux des constitutionnels, était la source de toute autorité et de toute légalité. Toutes les paroisses répondirent affirmativement, sauf Saint-François et Saint-Paul.

Quant aux scrutins sur le nom de l'élu, ils donnent les résultats suivants :

		Votants	Oui	Non
Notre-Dame		210	207	3
Saint-Germain l'Auxerrois,	environ	300	298	2
Saint-Médard,		46	44	2
Saint-Étienne du Mont,		85	80	5
Sainte-Marguerite,	environ	500	499	1
Saint-Paul,		19	1	18
Saint-François,		25	2	23
Gentilly,		191	191	0
Bercy,		33	33	0
Noisy-le-Sec,		416	416	0
Aubervilliers,	environ	300	300	0
Romainville,		236	236	0
Bagnolet,		32	32	0
Villetaneuse		45	45	0
Belleville,	environ	600	600	0
		3038	2984	54

Il convient de remarquer que la paroisse de Saint-Sulpice ne prit pas part au vote, ainsi que Montreuil, Nogent et Maisons-Alfort.

Quant à Brugière, curé de Saint-Paul, et à Sibire, curé de Saint-François, ils firent campagne contre Royer, et dans leurs paroisses il y eut une majorité de votes négatifs. Quelques jours après, le 11 juin, Brugière écrivait à l'élu une longue lettre fort énergique pour lui démontrer que son élection était viciée par de nombreuses nullités et qu'il ne pouvait la regarder comme valide. « Vivement affligé depuis longtemps de la viduité de notre Église, je serais au comble de la joie si l'élection qui l'appelle à la faire cesser réunissait tous les caractères d'une élection libre, légale et canonique ; je vous dois, M. l'évêque, la vérité tout entière et j'aurai le courage de vous la dire. »

Premier motif : violation de la loi statutaire qui réprouve les translations.

Deuxième motif : l'élection n'a pas été précédée d'un jour de jeûne, comme le prescrivait le concile de 1797.

Troisième motif : les deux premiers scrutins ont été faits le 11 et le 18 mai et l'arrêté du Presbytère qui les ordonne est du 22 du même mois (Ce fait est exact, l'arrêté fut pris après coup et on n'eut pas soin de l'antidater.)

Quatrième motif : il y a eu trois scrutins et le concile n'en ordonnait que deux.

Cinquième motif : les assemblées électorales ont eu lieu sans ordre. (Ceci n'est pas le procès de l'élection, mais celui de la loi qui remet l'élection à un vote populaire.)

Sixième motif : les procès verbaux d'élection sont irréguliers.

« Enfin, une des raisons les plus déterminantes en votre
 « faveur est, dit-on, que votre diocèse est en proie aux réfrac-
 « taires et aux dissidens et que vos jours y seroient en danger
 « si vous vous déterminiez à y retourner. On vous prête bien
 « gratuitement la lâcheté des Juigné et des Marbeuf ; permettez-
 « moi de vous le dire avec franchise, M. l'évêque, c'est bien peu
 « connoître toute la pureté, toute l'ardeur du zèle qui vous
 « dévore que d'avancer qu'il seroit retardé, ralenti, par la
 « crainte même fondée de la mort ; laissons cette infamie repo-
 « ser sur nos ci-devant. Saint Paul disoit : *Vincula me manent*, il
 « savoit ce qui lui devoit arriver à Jérusalem et il n'hésita pas
 « d'achever sa course. C'est manquer à la vérité, c'est vous man-
 « quer essentiellement, M. l'évêque, que de mendier des suf-
 « frages au préjudice de tout ce qu'on doit de respect à un suc-
 « cesseur des apôtres ; c'est vous calomnier grossièrement que
 « de faire accroire que vous seriez capable d'abandonner à la
 « fureur des dissidens un troupeau qui vous est si cher.... Je ne
 « trouve là qu'un motif plus pressant de vous rendre dans votre
 « diocèse et d'y aller accomplir le ministère que vous avez reçu
 « du Seigneur Jésus ; quelque fâcheuse que soit votre position,
 « quelques (*sic*) soient les maux de l'Église de Paris, ils ne peu-
 « vent, ils ne doivent pas balancer ceux de l'épouse qui vous
 « est échue en partage. »

A côté de ces défenseurs irréductible du principe de non-trans-
 lation, d'autres opposants, et de ceux qui avaient montré jusque-
 là le plus d'acharnement, se sont ralliés à la candidature de
 Royer ; les curés de Romainville, Aubervilliers et Noisy-le-Sec,
 paraissent avoir été surtout les ennemis personnels de Clausse ;
 ils apportent à Royer un appoint considérable de voix. Les pa-
 roisses de banlieue fournissent un contingent de 1,853 voix,
 pendant que les paroisses urbaines donnent seulement 1,185
 suffrages, dont 54 défavorables ; Noisy-le-Sec a cinq fois plus
 d'électeurs que Saint-Étienne et neuf fois plus que Saint-

Médard. ... Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il a fallu renoncer à ranger l'arithmétique électorale au nombre des sciences exactes !

C'est à Villiers-le-Bel, où il s'était retiré près de son ami Sailant, que Royer reçut par Collard, curé de Bercy, et Corpet, curé de Saint-Germain l'Auxerrois, communication du procès-verbal de son élection. Il écrivit au Presbytère une lettre très cordiale et très modeste, d'une modestie peut-être un peu cherchée ; le fait de sa prochaine élection n'était un mystère pour personne ; la surprise que l'élu affecte, les façons qu'il fait avant d'accepter, sont un peu surprenantes.

Il accepta néanmoins. S'il eut quelques heures d'hésitation, ce fut probablement à la pensée des déboires que lui vaudrait sa nouvelle dignité. Il n'avait certainement pas tort, mais si sombres qu'aient pu être ses prévisions, elles devaient être dépassées par la réalité.

IV.

CONCLUSION

C'est le 15 août que Royer prit possession de son nouveau diocèse. Pauvre diocèse ! on s'était fort amusé à la Constituante, lors du vote de la Constitution civile, en apprenant qu'il y avait dans le midi de la France des diocèses qui comptaient 30, 25 et même 17 paroisses ! C'est à peu près ce que représentait le diocèse métropolitain, mais constitutionnel, dont Royer devenait le premier pasteur.

Si encore ce petit troupeau avait suivi docilement son conducteur, mais la division, qui avait été le grand malheur de l'Eglise constitutionnelle sous le gouvernement du Presbytère, la division à laquelle l'élection d'un évêque devait, disait-on, mettre fin, comme un charme magique, la division, hélas ! recommençait de plus belle ! Dès la séance du 22 août, on avait à donner lecture d'une lettre du curé de Saint-Sulpice, protestant contre l'élection épiscopale.

En voici le début :

Spectatissime civis, nec non assimilati Presbyteri praeses

Quam factio, coitio vaframentumque tenuit episcopi vestri electio naturaliter et canonice vitiosa, radicaliter nulla est...., virum

istum (Grégoire) *omni genere virtutum commendabilem, in nulla re hospitem, ac solum quem Religio, Ecclesia, concilium nationale, universaque Europa ad sedem Parisiensem imperiose provocabant capessivi, semperque capessam....*

Une note en français développait cet amphigouri : reproches de cabale, de fraude, d'intrigue, personnalités offensantes, mise en cause de tierces personnes, rien ne manquait de ce qui peut embrouiller une question, envenimer une discussion et rendre tout accommodement impossible.

Il faut reconnaître que, du côté des « évêques réunis », on fut sobre de commentaires désagréables pour le nouvel élu. Les *Annales* du 21 prairial se donnèrent seulement la satisfaction d'insérer la nouvelle suivante : « Le clergé du diocèse de Paris, « après avoir consulté les fidèles, vient de présenter le citoyen « Royer, évêque de l'Ain, à l'évêque de Meaux, pour obtenir de « lui qu'il le nomme leur évêque. »

Le *Journal* proteste avec véhémence. « Il est inconcevable que « l'auteur de ces lignes se permette de dénaturer ainsi la vérité « dans une affaire qui est si connue de tout le monde et qu'il « ose donner pour une simple présentation au métropolitain ce « qui est une élection réelle et entièrement consommée » (p. 351). Au fond, c'était un débat académique, et le but qu'on se proposait en fondant le *Journal religieux* étant atteint, on le supprima après son huitième numéro. — La collection forme un volume de 384 pages, fort rare et plein de renseignements curieux

La bonne intelligence cessa bienlôt de régner entre le parti de Grégoire et le malheureux Royer, qui se vit traité dès lors comme un transfuge.

Ce fut la première épreuve de l'évêque de Paris, et ses trois années d'épiscopat virent les difficultés se renouveler chaque jour pour lui : son clergé persécuté, au nom de la loi qui substituait le décadi au dimanche, réduit par la déportation des uns et le découragement des autres ; ensuite la division allumée par l'évêque de Versailles et son secrétaire Poinssignon au sujet de l'emploi du français comme langue liturgique.

Puis les menées des évêques « réunis » ; ils affectent d'exercer leurs fonctions dans le diocèse, comme si le siège eût toujours été vacant. Par l'intermédiaire de Clément, ils mettent

Royer en demeure de pourvoir d'évêques les sièges vacants de Chartres, d'Orléans et de Troyes; le menacent, au cas où il ne remplirait pas son office, de le considérer comme renonçant à son autorité; on fait alors revenir l'évêque de Meaux, le triste personnage que nous connaissons, on agite ce fantoche, qualifié de plus ancien suffragant de la province, on l'amène à déléguer ses pouvoirs de métropolitain intérimaire au vieux et remuant Clément; celui-ci, prenant cette délégation au sérieux, s'immisce à tort et à travers dans l'administration du diocèse et embrouille encore une situation déjà bien embarrassée.

Enfin, quand il est question de tenir un nouveau concile en 1801, les « réunis » traitent Royer comme les « réunis, » dont Royer faisait alors partie, avaient traité le Presbytère; on lui laisse ignorer jusqu'au dernier moment le projet de concile qui se tiendra dans sa cathédrale et on ne l'y convoque à la dernière heure que pour affecter ensuite de l'y traiter en quantité négligeable.

En 1798, le curé de Saint-Merry, longtemps indécis, a fini par se séparer ouvertement des constitutionnels, et à Noël 1800, c'est Corpet, le curé de Saint-Germain l'Auxerrois, qui se rétracte à son tour avec une partie de son clergé.

Royer se présente à Saint-Germain pour dire la messe et Corpet lui fait refuser les ornements : ce même Corpet qui avait été lui présenter à Sarcelles son procès-verbal d'élection !

Le jour de la délivrance arriva pour Royer : le Concordat était signé ; les évêques constitutionnels furent invités à démissionner ; ce fut avec un soupir de soulagement qu'il déposa une mitre qu'il avait trouvée bien pesante. Il fut recueilli par son ami Le Coz, qui, devenu archevêque de Besançon, le nomma chanoine de sa cathédrale.

Veut-on savoir ce que devinrent les trois fondateurs du Presbytère ?

Brugère combattit jusqu'au bout pour la cause qu'il avait suivie toute sa vie, avec une constance qu'on n'ose pas appeler de l'aveuglement; chassé de l'église Saint-Paul, il se réfugia à la chapelle de la Visitation, rue Saint-Antoine; il dut en sortir en 1802, quand le Premier Consul la donna aux protestants; il mourut de la pierre, le 7 novembre 1803; il avait publié un grand nombre d'ouvrages dont la lecture fait comprendre l'état

d'esprit d'une partie du clergé français au début du xix^e siècle.

Le Blanc de Beaulieu, élu en 1800 évêque de Rouen, fut un des évêques constitutionnels qui, s'étant rétractés sans arrière-pensée, furent compris dans la réorganisation de 1802. Il gouverna pendant dix-huit ans le diocèse de Soissons; nommé à l'archevêché d'Avignon en 1817, il préféra prendre sa retraite et s'installa à Paris, au séminaire des Missions étrangères, où il mena une vie des plus édifiantes jusqu'à sa mort survenue en 1825.

Clausse, rétracté lui aussi, en 1802, fut nommé chapelain de la Maternité; c'est dans ce poste obscur que mourut oublié, le 28 juin 1808, celui qui avait failli devenir évêque de Paris.

P. PISANI.

CONQUÊTE

DE

LA COLONIE DU CAP

PAR LES ANGLAIS (1806)¹

Rendue à la Hollande, lors de la paix d'Amiens, la colonie du Cap ne devait demeurer que peu de temps aux mains de la mère patrie ; trois ans seulement les couleurs hollandaises allaient encore y flotter. Je ne dirai pas, même succinctement, ce que fut, pendant cette courte période, le gouvernement colonial : embryon de réformes administratives, négociations avec les tribus noires ; tout ceci serait sans intérêt. Il serait plus intéressant, sans doute, d'étudier les rapports du gouvernement colonial avec celui de l'île de France, où le général Decaen se montrait administrateur habile et politique clairvoyant² ; je n'y ferai, cependant, que de courtes allusions. Je veux me restreindre à la crise finale ; mais, pour ce faire, il me semble utile de retracer brièvement la situation morale et matérielle de la colonie, à ce moment précis.

1.

La colonie comptait alors environ trente-cinq mille âmes, non compris deux ou trois mille hommes de troupe ; un nombre

¹ Les principales sources que j'ai consultées sont : aux Archives nationales, Fonds Secrétairerie. Imp. AF iv, 1799 et 1211 ; aux Archives du ministère des colonies, Correspondance (île de France), vol. 103 et 110 (AC) ; aux Archives du ministère de la marine, Correspondance générale, etc., BB¹ v. 239 (AM) ; enfin, à la bibliothèque de la ville de Caen, les papiers du général Decaen, vol. 99 et 78 (PD) ; parmi les imprimés : l'*Annual Register for the year 1806*.

² Henri Prentout : *L'Île de France sous Decaen (1803-1810)*.

à peu près double de noirs qui se répartissaient en deux groupes, sensiblement égaux : d'une part les esclaves, de l'autre les indigènes libres : Hottentots, Bushmen. Les Anglais, qui avaient compris la valeur militaire du Cap, s'étaient efforcés de gagner les bonnes grâces de la population blanche, et principalement le gouvernement de lord Mac-Kartney, qui « avait donné de la force aux lois et accordé de la protection aux propriétés, » fut bienfaisant aux colons ¹. Embellissement du Cap, enrichissement de ses habitants par un mouvement maritime important qui leur amenait un va-et-vient continu de voyageurs et par une grande liberté commerciale, les marchandises anglaises étant exemptes de tout droit, les autres payant seulement 8 % ; dix millions de livres sterling libéralement dépensés ; tant d'avantages, pensaient-ils, devaient contribuer à leur recruter des partisans, et, en fait, leurs efforts n'étaient pas demeurés stériles ; ils avaient réussi à créer un parti anglomane parmi les colons. Il se recrutait principalement chez les habitants du Cap et les fonctionnaires ; en revanche, les paysans, les boers, restaient inébranlables dans leur haine de l'Angleterre ². Entre ces deux partis, nettement tranchés, se rencontre une petite bourgeoisie, veule et mécontente par la faute de l'administration, qui n'avait rien fait pour elle et l'avait laissée de côté. Aux motifs d'ordre matériel, il faut, pour expliquer l'existence d'un parti anglais, ajouter que les fonctionnaires et les personnes marquantes étaient attachés à la maison d'Orange, ce qui les portait vers l'Angleterre. Ces sentiments politiques avaient, peut-être même, facilité la première conquête de la colonie. Au contraire, le boer était plus républicain que stathoudérien : il avait résisté, lors de la première occupation des Anglais, et s'était ainsi vu traiter

¹ Decaen : « Note sur la colonie du Cap, » 1^{er} prairial an XI (21 mai 1803), Arch. nat., AF iv, 1211.

² § 3. Parmi les créoles et les autres personnes, marquantes par la naissance et la fortune, depuis longtemps ici, une grande partie (les gens en place ou en faveur auprès du gouvernement surtout) est anglomane....

§ 4. Si les Anglais ont des amis dans la ville, on m'a assuré que les habitants des campagnes les ont en horreur. » Bruix à Decaen, 30 nivôse an XII (21 janvier 1803). — « Rien de plus dévoué aux Anglais que la totalité des habitants, et surtout des riches. » Adjudant Binot à Decaen, 2 floréal an XII (22 avril 1804). — « Mon général, je vous dirai, avec douleur, que je crois que le gouvernement du Cap en général est livré aux Anglais » (lieutenant de vaisseau Hulot à Decaen). AC : vol. 103.

rudement. Beaucoup de paysans avaient été contraints de se réfugier dans les tribus cafres, d'autres détenus ou déportés, et, en revenant dans leurs foyers à la paix d'Amiens, ils n'avaient trouvé que désolation et ruines, principalement dans le beau district de Graf-Reinett. Ainsi s'expliquaient leurs sentiments. Mais, un point sur lequel tous les colons s'entendaient, c'était le sentiment de répulsion qu'ils éprouvaient pour la France ¹. Tous s'accordaient à considérer les Français comme les auteurs de tous les malheurs de la mère patrie, et la conduite de la France, à son égard, justifiait leurs sentiments. Ils auraient donc vu d'un fort mauvais œil une intervention française dans la colonie.

Il m'a paru nécessaire de rappeler cet état d'esprit ; il permettra de mieux comprendre la conduite du général Janssens et les événements qui vont se dérouler. Celui-ci, officier général hollandais, était « un soldat très capable et un homme d'une haute valeur morale ². » Affable, loyal, inspirant la confiance, faut-il voir en lui, à cette époque, un partisan de la France ? Il nous semble que ce serait aller trop loin, et qu'il fut plutôt porté, par ses sentiments, à se montrer favorable au parti stathoudérien ; mais, soldat avant tout, il remplira son devoir, à la manière dont on exécute une consigne ³. Je crois donc que Cavaignac le jugeait mieux, quand il écrivait : « Il craint plus les Français que les Anglais. Il souffre impatiemment l'utile influence de

¹ H. Prentout, *op. cit.*, p. 423 ; le conseiller de Polalen aurait été jusqu'à dire à l'adjudant Binot que la France n'aurait de bonheur qu'au retour des Bourbons. Cavaignac à Decaen, 1^{er} vendémiaire an XIII (23 septembre 1804). PD 78 ; Decaen accusait le capitaine de vaisseau batave Glaris de trahir. Decaen au ministre, 23 floréal an XII (13 mai 1804). AC, v. 103.

² Georges Mc Call Theal, *History of South Africa* (1795-1834), p. 76.

³ Je sais que Janssens fut plus tard un serviteur loyal de la France, que Bruix, notre agent au Cap, et l'aide de camp Barrois, le considéraient comme inclinant vers la France : « Il répète souvent, écrivait celui-ci, et avec une *amertume* qu'il serait difficile de ne pas lui pardonner, qu'engagée dans notre nouvelle querelle, elle (la Hollande) ne pourra jamais se relever..., et qu'il préférerait qu'elle devint province de France que lui voir jouer le rôle humiliant d'une nation en tutelle » (Barrois à Decaen, 24 nivôse an XII, 15 janvier 1803. PD 99 ; c'est également l'avis de M. Prentout, *op. cit.*, p. 423 ; mais je me rallie à l'opinion de M. Theal ; celui-ci dit : « Il y a des fortes indications, dans les documents officiels, que M. de Mist et le général Janssens n'eussent été l'un et l'autre favorables au parti orangiste, qu'ils servissent la République batave avec loyauté. Ils étaient très jaloux de l'influence française. » Theal, *op. cit.*, p. 101.

notre gouvernement sur le sien. Il s'en explique sans détour ; en un mot, il ne nous aime pas. Défendra-t-il franchement cette colonie contre l'agression des Anglais ? je le crois. Il est honnête homme et brave, mais, au risque de la perdre, il s'opposera à ce que des troupes françaises viennent augmenter ses trop faibles moyens. » C'est qu'en effet, il était obligé de tenir compte des sentiments des colons, du conseil qui l'aidait dans l'administration de la colonie ; que, d'autre part, aux dépêches impérieuses de nos agents, récriminant et protestant sans cesse, il ne croyait ni pouvoir opposer un refus qui eût amené un éclat, ni devoir s'incliner comme un serviteur docile. Gouverneur batave, il entendait maintenir libres ses droits, sans enfreindre les devoirs d'un allié. Il n'y eut donc dans sa conduite ni faiblesse ni versatilité, mais simplement prudence et dignité. Nous verrons, plus loin, si ces sentiments ne le rendirent pas défiant à l'excès vis-à-vis des Français, et s'ils ne nuisirent pas à l'organisation de la défense ; mais nous devons reconnaître que nos officiers et agents blessèrent par des allures dominatrices et par des démarches où se sentaient plus les ordres de maîtres que les demandes d'alliés ¹.

II.

Après avoir ainsi retracé l'état politique de la colonie, les tendances qui y régnaient, le caractère de celui qui y commandait, nous allons examiner sa situation matérielle et militaire.

Toute la presqu'île du Cap était défendue par une série de forts et de batteries, répartis le long de ses côtes. La rade du cap de Bonne-Espérance peut avoir une demi-lieue de longueur et autant de largeur ; à l'entrée se trouve l'île de Robben qui la ferme. « Sur le bord de la mer, à l'entrée et au sud de la baie de la Table, se trouve la ville, dans une enceinte d'environ une lieue et demie de circonférence, formée par la croupe du Lion,

¹ La méfiance des Hollandais n'était pas sans fondement : j'en citerai une preuve. L'aide de camp Lefèvre, envoyé en mission en France par Decaen, écrivait dans un rapport à l'empereur : « Je crois pouvoir rappeler à Votre Majesté que dans la dernière guerre les Anglais ont mis des garnisons dans les établissements de leurs alliés, les Portugais, Goa et Diu : si un pareil exemple pouvait être utile à suivre, ce serait surtout pour le Cap de Bonne-Espérance. » (Arch. nat., AF iv 1211). Et il n'était pas le seul à parler ainsi.

montagne la plus méridionale, dont la pente se termine au bord de la mer, par la tête du Lion, rocher à pic qui, vu de profil, a la ressemblance de cet animal ; par la montagne de la Table qui est la plus considérable et dont la baie prend le nom...., enfin par la montagne, du Diable, rocher à pic qui touche, d'un côté, à celle de la Table, et qui, de l'autre, est placé sur un mamelon, se terminant en pente roide au bord de la mer près de l'anse de la baie ¹. » Cette baie et la ville étaient spécialement défendues par deux forts et plusieurs redoutes et batteries. « Le principal fort se trouve au pied de la montagne du Diable ; il a dans l'intérieur un grand corps de bâtiment qui sert de logement au gouverneur pendant la mauvaise saison ; l'autre est un fortin un peu plus loin au-dessus de la baie ². » Le premier s'appelait le Château, l'autre le fort Knocke. Continuant sa description des défenses, Tombe ajoute : « Au pied de la croupe du Lion, sur le bord de la mer, à l'endroit appelé la Pointe des Pendus, est une redoute et plusieurs batteries. » L'ouvrage principal était la batterie d'Amsterdam, défendant directement les abords de la ville ³.

Ces fortifications étaient considérées comme impuissantes par les gens du métier, tant par le rôle qu'elles pouvaient jouer que par la façon dont elles avaient été édifiées. Outre les imperfections dans leur exécution, ces travaux de défense supposaient, d'ailleurs, la présence de troupes assez nombreuses pour empêcher de tourner leur ensemble et garder, en même temps, leur front assez étendu ⁴. Or les forces militaires étaient inférieures, et comme nombre et comme qualité, non pas seulement au nécessaire, mais encore à l'indispensable.

La garnison, lors de la reprise de possession, s'élevait à 2,172 hommes, et ce chiffre, déjà beaucoup trop faible, allait bientôt se trouver encore réduit. A la nouvelle de la rupture de la paix d'Amiens, il ne faisait de doute pour personne que, si les Anglais voulaient s'emparer de la colonie, l'entreprise serait aisée, à moins d'envois de renforts importants, et, comme la venue de ceux-ci était peu à espérer, il n'y avait point d'incer-

¹ Tombe : *Voyage aux Indes orientales, etc.*, t. 1, p. 32.

² Ibid., p. 31.

³ Decaen : « Note sur la colonie du Cap, » précitée ; Tombe, *op. cit.*, p. 32.

⁴ Decaen : Note, etc., précitée.

titude sur le sort futur du Cap ¹. Deux idées paraissent s'être emparées, très nettement, de l'esprit du gouverneur, savoir : que la colonie du Cap ne pourrait être conservée qu'au prix de lourdes charges, disproportionnées avec les ressources de la Hollande, et avec l'utilité qu'elle en retirerait ² : c'était là une erreur, surtout au point de vue stratégique ; d'autre part, que les Indes néerlandaises devaient faire l'objet de tous les secours qui pourraient les conserver à la mère patrie. Il laissait apercevoir plus d'inquiétude pour l'île de Java que pour le Cap ³ et, cependant, cette dernière colonie était un poste militaire de premier ordre, dont la possession assurait un grand avantage à celui des adversaires qui saurait s'y établir.

Cependant Janssens, aveuglé par son idée, écrivait à Decaen : « Si nous perdons Java, il en est fait de la République batave. Je vous prie, je vous conjure, mon général, au nom de mon infortuné pays, ajoutez à votre gloire, si justement acquise, celle d'avoir puissamment contribué à la conservation de l'établissement précieux qu'a, dans l'Inde, l'intime alliée de la France, et votre nom sera une bénédiction (*sic*) chez tous les Hollandais, qui aiment sincèrement leur patrie ⁴. » On comprend donc qu'il n'hésita pas à obéir, lorsque l'ordre lui vint de prélever sur sa troupe, pourtant si faible, des renforts pour la garnison de Batavia. Il fit partir le 23^e bataillon, fort d'environ sept cents hommes ; c'était sa meilleure troupe. Détachement sans utilité pour Java, mais qui réduisait à quinze cents hommes la garnison de la colonie, qui eût demandé une force d'au moins six mille baïonnettes.

Il ne restait donc, au gouverneur, que ce peu de troupes, « dont l'état et la composition n'étaient rien moins que tranquillisants ⁵ ; » en attendant les renforts, et pour remplacer les hommes qu'on lui avait enlevés, il procéda à une réquisition de quelques centaines d'anciens soldats, demeurés dans la colonie. Il porta, par un recrutement soigneux, le bataillon hotten-

¹ Decaen au ministre, 23 floréal an XII (13 mai 1804) ; id., Cavaignac, à Decaen, 29 germinal an XII (19 avril 1804), AC, v. 103.

² Theal, *op. cit.*, p. 117.

³ Decaen, précité.

⁴ Janssens à Decaen, 12 janv. 1804. AC, v. 103.

⁵ Janssens, Note sur la reddition du Cap de Bonne-Espérance, 23 juin 1806. Arch. nat., AF iv, 1799.

tot à six cents hommes, espérant en faire un corps d'agiles tirailleurs, et, en effet, il réussit à en former « une troupe agile, obéissante et bien disciplinée ¹. » Il forma enfin un corps de milice composé « d'habitants de la campagne, de préférence à ceux de la ville qui n'avaient pas conservé autant d'éloignement que les premiers pour les Anglais ². » Les habitants étaient répartis en trois classes : les célibataires et les gens sans occupation, marchant les premiers dans chacune d'elles. Ceux qui n'étaient pas levés pouvaient être appelés à fournir chevaux, vivres, moyens de transport. Chaque district avait à sa tête un field-cornet, qui recevait parfois le titre de capitaine : l'ensemble des détachements était sous les ordres du landrost ou d'un officier désigné par le gouverneur ³.

Janssens était, en somme, parvenu à réunir quatre mille hommes de troupes régulières, dont il se montrait satisfait. Il semble bien, cependant, que son contentement n'était pas sans illusions, au dire des gens du métier ⁴ ; mais, quoi qu'il en fût, il eût réussi ainsi à assurer à la colonie un élément sérieux de défense, si, sur la fin de 1804, une maladie épidémique ne se fût propagée aux environs du Cap, et n'eût décimé les troupes, principalement les européennes. Il multiplia alors ses demandes de secours, soit auprès de son gouvernement, soit auprès de la haute Régence à Batavia. En Hollande, il envoya un secrétaire du gouvernement colonial ; puis, prévoyant l'impossibilité qu'on lui en fit parvenir, il s'adressa à Batavia, comme je viens de le dire, pour qu'on lui recrutât des Madurais, qui avaient la réputation d'être de bons soldats. Ses demandes demeurèrent sans effet. On lui a reproché de n'avoir pas accueilli les propositions d'un secours français : il a protesté contre cette imputation. De la France, il n'avait rien à attendre, et nos colonies de l'Océan Indien n'avaient pas d'hommes à envoyer ; sans doute, le général Decaen lui proposa des officiers, mais, vus d'un mauvais œil par une partie de la population, ayant affaire à des troupes étrangères, eussent-ils pu rendre des services, et avoir sur leurs hommes l'influence mo-

¹ Janssens à Decaen, 5 nov. 1805. AC, v. 110.

² Du même au même, 4 janvier 1806. AC, v. 103.

³ Theal, *op. cit.*, p. 106.

⁴ Barrois à Decaen, précitée.

rale nécessaire aux heures de crises ¹ ? En résumé, malgré les efforts faits, et par suite des événements, la colonie n'avait pas, à la fin de 1805, de forces militaires sérieuses, et celles qui existaient manquaient d'objets d'équipement et d'effets d'habillement. Quant à leurs officiers, beaucoup manquaient de connaissances, et la fidélité de certains aurait été ébranlée par les menées d'émissaires anglais, dont l'un, Pringle, avait été, depuis longtemps, démasqué par nos officiers et agents.

Une autre circonstance matérielle devait influencer, lors des événements décisifs, sur la conduite de Janssens : ce fut la pénurie de vivres. C'était le résultat d'une fausse conception du rôle de la colonie ; la culture suffisait à peine à la nourriture de la population. La récolte de 1803 avait été médiocre ; celle de 1804, exceptionnellement mauvaise. Pour atteindre celle de 1806, « on fut dans la nécessité de fixer et de réduire la ration des habitants ; la réserve de biscuits que l'on avait formée fut entièrement consommée, tant pour nourrir les troupes et les habitants que pour secourir l'amiral Linois, qui manquait totalement de vivres ², » et, si la récolte de 1806 promettait d'être passable, observait Janssens, « les cultivateurs ayant semé moins qu'à l'habitude, à cause de la grande sécheresse qui ne permettait pas de labourer assez de terres, les magasins ne seront que médiocrement approvisionnés ³. » Et ainsi fut entravé le projet qu'il avait formé de réunir derrière les montagnes de Hottentot's Holland, dans le vieux Zienlhenhuis, domaine de la Compagnie, un centre d'approvisionnement ⁴, d'où il pourrait, au cas où la ville du Cap succomberait, faire une base, soit défensive, soit offensive, agissant contre l'envahisseur en lui coupant les vivres ⁵.

Si l'escadre de Linois appauvrit les magasins de la colonie, du moins lui fournit-elle une poignée de braves pour sa défense. L'*Atalante* ayant été mise au plein, durant une tempête terrible,

¹ Janssens, Note sur la reddition, précitée.

² Janssens à Decaen, 12 janvier 1804 : « La récolte de grains ne surpassera guère la consommation. » AC. v. 103.

³ Janssens, Note sur la reddition, etc., précitée.

⁴ Janssens à Decaen, 5 nov. 1805, précitée.

⁵ Theal, p. 111 ; cf. Cavaignac à Decaen, 29 germinal an XII (19 avril 1804), précitée.

l'amiral reprit la mer, laissant à terre une partie de son équipage.

III.

Si personne ne doutait, et de la certitude d'une attaque, et de son succès, nul ne savait quand elle se produirait, les événements et les desseins des puissances pouvant précipiter ou retarder la réalisation des vues de l'Angleterre sur ce petit coin de terre. Devenue plus maîtresse de ses mouvements, elle allait, à la fin de 1805, pouvoir reprendre sa politique de conquêtes lointaines et de suprématie maritime. La crise finale pour le Cap allait se produire.

Le corsaire français *le Napoléon*, parti en croisière sur la route des vaisseaux retour des Indes, venait se mettre à la côte au sud de Hout-bay dans la nuit du 24 au 25 décembre 1805. On apprit qu'il avait été découvert et chassé par une frégate anglaise (*le Narcissus*) ¹, et que le capitaine, ne pouvant ni échapper ni combattre, avait préféré le perdre. Tout le monde soupçonna que le navire anglais avait des compagnons ; il précédait bien, en effet, l'expédition anglaise. Ce soupçon fut bientôt confirmé par deux navires : l'un annonça qu'il avait passé dans l'Atlantique une flotte anglaise ², l'autre, arrivé le 26 décembre : « qu'il y avait un armement anglais à Madère et qu'on lui présumait une destination contre le Cap ³. » Le gouverneur s'empressa de prendre dans cette circonstance toutes les mesures de défense que les faibles ressources de la colonie mettaient à sa disposition. Il rappela les jeunes paysans de la campagne ; il donna des ordres tendant à relever « l'encouragement de la garnison (*sic*) ⁴. » Le capitaine de vaisseau Gaudin-Beauchêne ⁵, de l'*Atalante*, et lui se rencontrèrent dans la pensée d'employer les marins français pour la défense de la colonie.

Au mois de juillet 1805, le gouvernement anglais, délivré de

¹ Wilmot et Chase, *History of the colony of the Cape of Good Hope*, p. 234.

² Theal, *op. cit.*, p. 113.

³ Janssens, Note sur la reddition, etc.

⁴ Ibid.

⁵ Gaudin de Beauchêne, né à Saint-Briac (Ille-et-Vilaine), le 11 septembre 1765, mort capitaine de vaisseau et officier de la Légion d'honneur, à Montpellier, 19 juillet 1807.

ses craintes, décidait une attaque contre le Cap ; en conséquence, lord Castlereagh donnait des instructions pour l'organisation de l'expédition. A Falmouth s'embarquaient sur des navires de la Compagnie des Indes le 59^e régiment d'infanterie, le 20^e dragons léger, 330 artilleurs et 640 recrues, destinés à renforcer les troupes de l'Inde, soi-disant ; mais un ordre secret prescrivait aux navires de gagner Madère, où ils attendraient la venue du reste de l'expédition. Cette fraction de l'expédition gagna le point de concentration sous l'escorte de trois navires : *l'Espoir*, *l'Encounter* et le *Protector*. Cette division fut bientôt ralliée par le reste du corps expéditionnaire, parti le 2 septembre de Cork. C'étaient les 24^e, 38^e, 83^e régiments d'infanterie et les trois régiments écossais 71^e, 72^e et 93^e. Le total des troupes se montait à 6,646 hommes ¹. A la tête de ces forces se trouvait sir David Baird ² : c'était, sinon un grand général, du moins un excellent soldat, brave et loyal. Son nom était devenu tout à fait populaire, lors de l'expédition de l'armée des Indes en Égypte, en 1801, quand, avec audace, il avait conduit ses troupes des bords de la mer Rouge au Nil, par une marche audacieuse de neuf jours. Il avait l'avantage de bien connaître le Cap et ses fortifications, ayant servi dans la colonie, sous les ordres de Dundas. Les deux brigadiers-généraux Ferguson et Beresford ³ commandaient l'infanterie, le brigadier-général Yorke, l'artillerie. Sir Robert Brownrigg était quartier-maitre général (chef d'état-major).

Les forces navales, destinées à faire escorte et à appuyer l'attaque, étaient sous les ordres de sir Home Popham ; elles comprenaient : Trois vaisseaux de 64 :

¹ Theal, *op. cit.*, p. 411.

² Baird (sir David) (1757-1829), enseigne 1772, lieutenant 1778, major 1787, lieutenant-colonel 1790, colonel 1795, brigadier-général 1798, lieutenant général 1805, général 1814. Campagnes : Inde, le Cap, 1795 et 1805 ; Égypte, 1801 ; Espagne.

³ Ferguson (sir Ronald) (1773-1841), entré au service 1790, capitaine 1793, major 1794, lieutenant-colonel 1794, colonel 1800, brigadier-général 1804, major général 1808, lieutenant général 1813. Campagnes : Flandres, le Cap (1795 et 1804) ; Portugal et Espagne ; membre de la Chambre des communes. — Beresford (William Carr, vicomte), 1768-1854, entré au service août 1785, élève de l'école de Strasbourg, lieutenant 1790, capitaine 1791, major 1794, lieutenant-colonel 1794, colonel 1795, brigadier-général 1803, major général 1808, lieutenant général 1812, général 1825 ; créé baron sous le titre de lord Beresford of Alburesa. Campagnes : Corse, Indre, Égypte, le Cap, Portugal et Espagne. — Sir Robert Brownrigg (1759-1833), son principal titre est la conquête de Candie, 1814. — Sir Home Riggs Popham, 1762-1820, entre

Le *Diadem*, battant pavillon amiral, commandant Hugh DOWNMAN.

Le *Raisnable*, commandant Josias ROWLEY.

Le *Belliqueux*, commandant Georges BYNG.

Un vaisseau de 50 :

Le *Diomède*, commandant Joseph EDMONDS.

Deux frégates :

La *Léda*, de 38 canons, commandant Robert HONYMAN.

Le *Narcissus*, de 32 canons, commandant Ross DONNELLY.

Trois navires légers :

L'*Espoir*, l'*Encounter*, le *Protector*.

Les troupes étaient réparties sur les transports et les vaisseaux de la Compagnie des Indes (Indiamen). Rappelons qu'à cette époque, tout navire de commerce portait quelque artillerie et que les Indiamen étaient armés de vingt-six pièces de 18, et de caronades. On voit, ainsi, que cette force navale était assez imposante.

Le départ de l'expédition, grâce aux précautions prises, et, aussi, aux événements importants qui se déroulaient alors, avait passé inaperçu. Le gouvernement anglais, qui redoutait d'être devancé par la France, put se flatter de lui avoir dérobé ses desseins. L'escadre fit voile de Madère, et vint relâcher quelques jours à San-Salvador ¹. Les navires, éprouvés, s'y rallièrent peu à peu ; deux manquaient à l'appel : le *Roi Georges* et le *Britannia*, perdus l'un et l'autre, corps et biens, sur le banc de sable de Boecas (3° 53' lat. S. — 33° 54' long. O.). Le brigadier général Yorke avait trouvé la mort dans le naufrage ².

L'expédition mouillait, le 4 janvier 1806, entre la baie et l'île

au service en février 1778, sert à l'escadre du Canal 1779, fait campagne avec Rodney 1780, est fait lieutenant le 16 juin 1783. Il sert au commerce de 1787 à 1793 ; rentre au service et organise la batellerie à l'armée du duc d'York (Flandre), 1794 ; il est nommé capitaine en 1795 ; puis il va successivement en mission en Russie, dans la mer Rouge où il commande le *Romney* (1800), au Cap en 1806, il est fait contre-amiral 1814, et commande en chef à la Jamaïque (1817-1820).

¹ Clowes : L'expédition « proceeded thence to San-Salvador on the African Coast. » *The Royal Navy*, t. V, p. 201. Nous croyons que c'est à Bahia ou San-Salvador, sur la côte du Brésil, que l'escadre relâcha. Il y avait bien, alors, un comptoir appelé San-Salvador, au Congo, mais loin de l'embouchure du fleuve ; enfin il nous semble que le lieu de la perte des navires et la route qu'on devait suivre avec les alizés justifient notre opinion.

² Wilmot et Chase, *op. cit.*, p. 234.

Robben ; elle comptait cinquante-neuf voiles. L'intention de Baird était de débarquer, le matin suivant, dans une baie située sur la côte, au nord de Melk-bosh-point, projet qui lui eût permis d'atteindre la ville, par une simple marche de seize milles ¹. Baird et Popham se concertèrent sur les moyens à employer pour réaliser au plus tôt le débarquement. Les instructions de Castlereagh (25 juillet 1805) ne comportaient aucun délai ². Enlever la place, par une attaque vigoureuse et immédiate, leur était prescrit, dans le but d'annihiler les dispositions patriotiques des habitants, des campagnes tout au moins, que les agents anglais au Cap signalaient comme attendant avec anxiété l'invasion anglaise. La côte minutieusement examinée, ils reconnurent que l'état de la mer, le ressac sur les longues dunes de sable, ne permettaient pas un débarquement immédiat. La *Léda*, ayant le 24^e régiment à bord, fut envoyée reconnaître Van Camp's-bay, au sud du Cap. Sur le rapport qu'il en reçut, et après réflexion, Baird se résolut à mettre les troupes à terre dans la baie de Saldanha. Comme préparation à ce mouvement, il donna l'ordre au brigadier-général Beresford de s'y emparer des points d'atterrissement, et de s'assurer rapidement des vivres qui pouvaient se trouver dans la contrée. Pour l'exécution de cette mission, il lui confiait le 38^e régiment, le 20^e dragons et de l'artillerie. Le *Diomède*, précédé de l'*Espoir*, escortait le convoi, et devait appuyer l'attaque ³. Mission aisée ; il n'y avait, en effet, qu'un poste de quinze hommes sous les ordres d'un lieutenant à la baie de Saldanha ⁴.

En conséquence des instructions qu'ils avaient reçues, en présence des dangers que courait une réunion aussi nombreuse de navires, au mouillage sur une côte sans abri, on s'explique que Baird et Popham aient cru devoir, à tout prix, mettre le corps expéditionnaire à terre, et il avait fallu qu'ils sentissent bien la nécessité d'agir rapidement pour s'être arrêtés à une semblable détermination.

La base d'opérations de Baird se fût trouvée, en effet, établie à cent quinze milles du Cap, qui n'eût pu être atteint que par

¹ Theal, *op. cit.*, p. 114.

² Wilmot et Chase, *ibid.*

³ William James, *The naval history of Great Britain, etc.*, t. IV, p. 186-187.

⁴ Janssens, Note sur la reddition, etc., précitée.

des marches pénibles en ce temps de chaleur et dans un pays sans ressources. La communication avec cette base eût nécessité l'échelonnement de plusieurs postes. Peut-être ce plan eût-il offert à Janssens l'occasion d'infliger une défaite aux Anglais, tout au moins de prolonger sa résistance, en les faisant harceler sur leur ligne de communication par ses boers, tandis qu'il eût, avec le peu de troupes régulières dont il disposait, fait tête à leurs colonnes, diminuées à mesure qu'elles eussent approché de leur objectif. La fortune ne réservait pas cette chance heureuse au général hollandais.

Janssens pensait que le débarquement s'effectuerait dans une des deux baies situées vis-à-vis du mouillage anglais : les événements justifèrent ses présomptions qui, ainsi que nous l'avons dit, n'étaient pas conformes aux projets primitifs de Baird. A la nouvelle de l'arrivée de la flotte anglaise, il avait pris toutes les dispositions qui lui étaient permises dans sa situation précaire : Simon's-bay, Muizenburgh, Camp's-bay et autres postes furent renforcés ; la garde de la ville confiée aux citoyens et à quelques milices de différentes couleurs. Il détacha, enfin, deux compagnies hollandaises, une de chasseurs, quelques cavaliers bourgeois et six amusettes d'une livre pour surveiller de Blauwberg les rivages où il prévoyait l'attaque. Le commandant Lesueur était à la tête de ce détachement ; il lui était recommandé « de s'opposer à l'ennemi, mais de ne pas s'exposer à être coupé ou détruit, et de se replier au besoin sur les forces supérieures jusqu'à Riet-valley ¹. »

Le 5 au matin, Baird et Popham constatèrent que la houle semblait considérablement diminuée le long du rivage de Leopard's-bay : ils firent en conséquence procéder à une reconnaissance du rivage par l'adjudant général Ferguson ; après un examen minutieux, et sur le rapport qu'il en fit, ordre fut donné à la brigade écossaise (71^e, 72^e et 93^e régiments) de se tenir prête à débarquer. Grâce aux intelligentes mesures de Ferguson, la tentative de débarquement eut un complet succès. Le chenal étroit et difficile qui aboutissait au rivage fut jalonné de bouées par les marins de l'escadre, tandis que vis-à-vis du lieu de débarquement, un petit transport était mis au plein, le travers à la houle,

¹ Janssens, Note sur la reddition, etc.

pour former brise-lames. Sous les ordres de Ferguson, la brigade écossaise prend alors place dans les embarcations et canots qui, débordant rapidement, nagent vers terre ; l'artillerie du *Diadème*, de la *Leda*, de l'*Encounter* et du *Protector* appuie le mouvement. Du haut de la dune, les burghers de Jacobus Linde accueillent l'ennemi par une vive tirailerie, plus bruyante que dangereuse ; ils ne touchent que deux hommes. Néanmoins, énervés par ce feu, les matelots anglais accélèrent le mouvement avec ardeur, et de là résulte une certaine confusion ; les embarcations s'avancent sur une ligne plus étendue, dévient de la route reconnue, d'où perte de l'une d'elles, et des trente-cinq hommes du 93^e régiment qui s'y trouvent. A la nuit, la brigade écossaise était à terre. Le reste des troupes put être débarqué le jour suivant ¹.

Janssens, à la nouvelle du débarquement, rassembla ses troupes et forma une colonne pour marcher contre l'agresseur ; elle était forte de 1,865 hommes et de 107 officiers, comprenait le 5^e bataillon de Waldeck, le 22^e bataillon hollandais, le 9^e bataillon de chasseurs, les marins français, l'artillerie javanaise, l'artillerie montée, la cavalerie bourgeoise, les dragons. Ces troupes étaient « composées de presque toutes les nations des deux hémisphères : » Hottentots, Malais, Hongrois, Polaques, Bohémiens, ramassis enrôlé de force dans les prisons et formant le 22^e bataillon ; Ilessois et Allemands composant le bataillon de Waldeck ; Hollandais entrant dans la composition des différents corps ². Dans le petit bataillon français étaient rassemblés 160 soldats et marins de l'*Atalante* (160 hommes) ; le reste provenait de l'équipage du corsaire *le Napoléon* ; au total 12 officiers et 228 hommes ³. Sauf ces derniers, bien en main d'un chef de valeur, Gaudin-Beauchêne, l'ensemble n'avait pas grande vertu militaire et était, sauf exceptions, médiocrement commandé. Waldeck avait, paraît-il, bien servi jadis ; il était de vieille formation ; nous verrons quelle fut sa conduite.

¹ Baird, 11 janvier 1806. *Annual Register*, 1806, p. 577 ; Popham, *ibid.*, p. 582 ; William James, *op. cit.*, p. 187, Theal, *op. cit.*, p. 115 ; Voigt, *Fifty years of the history of the republic in South-Africa*, t. I, p. 96 ; Clowes, *op. cit.*, t. V, p. 202.

² Prentout, *op. cit.*, p. 418 et 432.

³ *Ibid.*, p. 432.

C'est à la tête de ce ramas militaire de toutes races que le gouverneur vint camper le 6 à Riet-valley, où on trouvait de l'eau ; car, en cette contrée, « les sources d'eau commandent le peu d'endroits où on peut arrêter les troupes ¹. » A peine arrivé, il aperçut le détachement, qu'il avait envoyé à Blauwberg, redescendre vers son camp ; le commandant Lesueur lui apprit qu'une force considérable était débarquée, et qu'il s'était replié conformément à ses ordres. « Le général aurait bien désiré que cette troupe fût restée en présence pour lui procurer des informations exactes, mais le passé n'était pas à réparer ². » A qui, le général devait-il s'en prendre, si ce n'est à lui-même ? Lesueur avait exécuté ses ordres, sans grand esprit d'initiative, peut-être ; sans doute, il eût pu demeurer en observation, mais, en présence de forces très supérieures, il s'était conformé aux ordres qui lui permettaient en pareil cas de se replier sur Riet-valley. La vérité est que Janssens eût été mieux inspiré s'il avait occupé ce dernier point avec le gros de ses forces, dès le 5, détachant une avant-garde au point de débarquement soupçonné. Il eût pu se porter à l'ennemi tout en étant à même de secourir le Cap, si l'adversaire attaquait sur un autre point. Il eût pu nuire à l'ennemi durant un débarquement périlleux. « Alors, dit Baird, les extraordinaires obstacles à toute communication avec la flotte, que rien n'eût pu surmonter sans le courage et la persévérance des marins anglais, nous permirent à peine d'obtenir les approvisionnements indispensables d'eau et de vivres pour les besoins immédiats ³. »

En l'absence d'un rapport précis, Janssens voulut se rendre compte, par lui-même, des forces et de la position des troupes anglaises. « Le matin du 7 janvier, écrit-il, les troupes se mirent en mouvement pour approcher l'ennemi. L'aile gauche, composée de deux compagnies de Hottentots, les deux autres étant à Muizenburgh et Simon's-bay, les chasseurs du 9^e bataillon, un détachement de cavalerie bourgeoise et un autre de dragons légers marchèrent par les dunes. Le centre, composé de ce qu'on avait de soldats du 22^e bataillon, le bataillon de Waldeck, les marins français et de l'artillerie, marcha aligné avec l'aile gauche,

¹ Janssens, Note sur la reddition, etc.

² Ibid.

³ Baird précité.

côtoyant les dunes par la plaine; l'aile droite, composée de ce qui restait de dragons légers, les deux pièces du 3^e d'artillerie légère, les chasseurs de Waldeck et deux compagnies de cavalerie bourgeoise, occupa la plaine ¹. »

L'intention de Janssens était d'aller attaquer l'ennemi dans sa position; « mais le terrain ne permettait pas d'arriver à lui par les dunes; c'était aussi exposer sans succès les troupes au feu de ses vaisseaux, que de s'engager par le strand (la plage) ². » Si, étant donnée son expérience, il est délicat de le contredire, nous remarquerons néanmoins qu'une partie de son aile gauche marcha par les dunes durant cette journée du 7; que les Anglais les franchirent le lendemain, et que les difficultés du terrain eussent été communes. « Les forces de l'ennemi comparées à celles des troupes du Cap, la position de l'une et de l'autre armée, et bien des considérations relatives à la composition de ces dernières, ajoute-t-il, donnaient au gouverneur bien peu d'espoir de succès, mais il sentit toute la honte d'une capitulation sans combat, et, désirant sortir de cette affreuse position avec honneur, il résolut l'attaque pour le lendemain, désirant dans cette occasion faire à l'ennemi autant de mal que possible et ne se rendre.... qu'à la dernière extrémité, et dans un état tel que le courage et la bravoure de ses soldats pussent être remarqués de l'Europe; c'était là toute son ambition dans une circonstance où il avait reconnu l'insuffisance de ses forces et l'impossibilité de sauver la colonie ³. » Il résolut donc d'occuper une hauteur située au nord et très près de Blauwberg, d'où il pourrait tomber de suite sur l'ennemi, sans avoir à essuyer, autrement que pendant un temps très court, le feu de ses vaisseaux. Il porta alors ses troupes en avant jusqu'à l'endroit appelé Blauwberg-Vlakte-valley, où se trouvait une source d'eau : la nécessité de s'assurer d'eau potable l'empêcha, et ce fut regrettable, d'occuper dès le soir la position qu'il avait choisie; occupation qui eût été possible avec des troupes plus énergiques et plus entraînées. Quelques piquets de cavalerie allèrent occuper les hauteurs; le reste de la colonne demeura campé dans la plaine. La nuit fut calme, troublée seulement aux

¹ Janssens, Note sur la reddition.

² Ibid.

³ Ibid.

avant-postes par une alarme causée par l'inconduite de quelques hommes ¹.

Le 8 au matin, le général réunit ses officiers et leur ordonna de se rendre sans délai, avec le capitaine de vaisseau Gaudin-Beauchêne, à Blauwberg, « pour bien examiner l'ennemi et le terrain qui l'environnait ². » Quant à Gaudin-Beauchêne, il examinerait ce que « pourraient opérer les vaisseaux ³. » Le général suivrait avec les troupes aux ordres de leurs sous-officiers. On eût compris une reconnaissance exécutée par un groupe d'officiers, mais laisser les hommes sans chefs, au moment où les courages avaient besoin d'être raffermis, ainsi que les fidélités incertaines, s'explique moins. Le terrain, Janssens l'avait étudié : faut-il donc voir, en cela, un doute sur l'impossibilité d'attaquer l'ennemi dans ses positions, ainsi qu'il l'avait jugé la veille ? Quoi qu'il en fût, à quatre heures du matin, les troupes étaient sous les armes, et les officiers prêts à remplir leur mission, quand un capitaine de cavalerie bourgeoise accourut, annonçant que l'ennemi s'avancait. Au travers des vapeurs flottantes sur les sommets, dans la lumière de l'aube d'une journée d'été austral, on vit, bientôt, ses colonnes se dessiner et se déployer, au son lointain de ses fifres et de ses cornemuses, descendant du Blauwberg, d'où elles venaient de repousser les piquets de cavalerie hollandaise.

En effet, le 8 au matin ⁴, Baird mit en marche ses deux brigades sur la route qui conduisait à Cape-town ; elles avaient été renforcées d'un millier de matelots armés en partie de piques, qui s'étaient offerts à trainer l'artillerie, deux obusiers et six pièces légères. Le commandant Byng, du *Belliqueux*, les dirigeait. « Ayant atteint le sommet de Blauwberg, dit Baird, et délogé les troupes légères de l'ennemi, je découvris le corps principal de l'ennemi rangé sur deux lignes, préparé à nous recevoir et même en mouvement pour devancer notre approche ⁵. » Après avoir rapidement examiné l'ennemi, le général

¹ Janssens, Note, etc., *passim*.

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Baird, 11 janvier, *op. cit.*, p. 577-579, rapport sur le combat de Blauwberg.

⁵ Ibid.

anglais, trompé apparemment par le développement de la ligne batave, crut être en présence d'une force d'environ cinq mille hommes, tendant à déborder son aile droite pour le rejeter vers la mer. Rapidement, il fit ses dispositions. Il forma ses troupes sur deux colonnes : l'une à gauche, sous les ordres du brigadier général Ferguson, comprenant les trois régiments écossais, suivit la route, tandis que la première brigade, à la droite, prit par les défilés des hauteurs s'étendant entre la voie conduisant au Cap et le rivage. Les deux brigades s'avancent avec célérité, puis elles se déploient en échelons : à gauche et à deux cents mètres en avant, les Écossais ; à droite les 24^e, 59^e et 83^e régiments sous les ordres du lieutenant-colonel Baird, remplaçant Beresford. Ainsi qu'on le voit, l'idée du général anglais était de refouler la droite hollandaise, en exécutant un mouvement enveloppant pour contre-battre celui qu'il croyait qu'elle allait tenter. Janssens, au contraire, pensant que le commandement anglais maintiendrait avant tout ses communications avec la flotte, avait déployé ses troupes sur un ou deux rangs pour étendre sa gauche aussi loin que possible dans la direction du rivage où il supposait que l'effort ennemi devait se porter. Cette disposition avait eu pour effet de tromper l'ennemi sur sa force réelle ; d'ailleurs, tombant à son tour dans une erreur semblable, il évalua les forces anglaises à huit mille hommes. Voici quel était son ordre de bataille : « En commençant par la droite, un faible escadron de dragons légers et les deux pièces d'artillerie légère pour tomber sur le flanc gauche de l'ennemi, si l'occasion s'en présentait. Les chasseurs du 9^e bataillon, les marins français (deux obusiers et trois pièces de 6), le 22^e bataillon d'infanterie, le bataillon de Waldeck, deux compagnies de Hottentots, trois pièces de 6 et six amusettes d'une livre, les chasseurs de Waldeck et la cavalerie bourgeoise et un détachement de dragons. Ces pièces furent prises de la ligne selon que les circonstances purent l'exiger : les meilleurs tirailleurs bourgeois avaient mis pied à terre et occupaient Blauwberg ¹. » Le mouvement effectué, le général Janssens passa rapidement devant le front de ses troupes en les haranguant. De vigoureuses acclamations l'accueillirent : seul Waldeck garda un silence de mauvais augure.

¹ Janssens. Note sur la reddition, etc., précitée.

L'aile gauche anglaise, aussitôt déployée, s'avança avec la contenance la plus énergique, et d'une allure rapide, malgré les difficultés du terrain. Elle ouvrit bientôt le feu, hors de portée, il est vrai, et ce fut le signal immédiat du combat. Baird concentra le feu de son artillerie sur le centre hollandais ; quelques-uns de ses obus tombèrent dans les rangs du bataillon de Waldeck, dont la contenance ne parut pas alors celle d'un corps qui avait déjà fait la guerre. L'artillerie hollandaise répondit avec vigueur, et son tir, à boulets et à mitraille, contre-balançait par sa précision l'infériorité des troupes bataves. Malgré son feu, les régiments écossais continuaient à avancer, prononçant leur attaque et menaçant le centre de la ligne ennemie. Janssens renforça, au centre, son artillerie avec quatre pièces ; leur feu oblique lui faisait espérer un grand effet sur le bataillon du centre ennemi. En même temps, les Écossais, s'étendant sur leur gauche, faisaient une marche enveloppante qui menaçait l'aile droite et forçait les dragons à se replier, paralysés dans leur attaque sur l'extrême gauche anglaise. Tandis que la brigade Ferguson soutenait héroïquement cette lutte, gagnant lentement du terrain, au milieu d'obstacles naturels, dont « il est absolument impossible de fournir une idée suffisante, l'aile droite anglaise était inévitablement empêchée, par sa situation, de participation sérieuse au combat ¹ » ; néanmoins, les compagnies de flanc du 24^e régiment, vivement enlevées par le capitaine Forster, délogeaient des hauteurs les tirailleurs et la cavalerie bourgeoise, non sans pertes d'ailleurs ; leur chef tombait frappé mortellement. Au moment où la brigade anglaise, descendant des collines, se formait dans la plaine, attaquant son aile gauche, Janssens renforçait celle-ci d'un détachement et de deux pièces « qui firent tant d'effet que les Anglais furent obligés de s'arrêter et de changer leur mouvement ². »

Baird pouvait se réjouir d'avoir débusqué les deux ailes extrêmes ennemies ; mais la supériorité en artillerie de son adversaire lui permettait de résister énergiquement, de le tenir en échec à l'aile gauche et de le contenir au centre. Le sort de la journée ne se dessinait donc pas encore. « Dans ce moment dé-

¹ Baird précité.

² Janssens, Note sur la reddition, etc.

cisif, où l'on pouvait au moins espérer de faire essuyer de grandes pertes à l'ennemi, et l'on s'apercevait qu'il n'avancait qu'avec réserve, l'aile droite du bataillon de Waldeck fit volte-face et entraîna le corps entier. Le général se jeta parmi eux ; il employa tous les moyens pour les rappeler à leur devoir, mais il ne fit que de vains efforts, il eut la douleur de se voir abandonné ¹. » Panique déplorable, qui décida du sort de la journée ; on a écrit trahison ² ; je crois plutôt que Waldeck, comme toute troupe mercenaire chez laquelle l'esprit de corps n'a pas été maintenu, « n'était pas disposé à se faire tuer pour le seul honneur de combattre ³. » Convaincu qu'il n'y avait pas de chances de succès, il jugea bon de se mettre à l'abri des coups. Et, cependant, il avait pu voir Janssens se réfugier au milieu d'une poignée de braves gens, qui se battaient en désespérés pour l'honneur. C'étaient les marins de Gaudin-Beauchêne : ils tombaient les uns après les autres, sans espoir de triomphe, sans l'ivresse de la gloire espérée ; ils mouraient pour l'honneur du nom français. Gaudin-Beauchêne leur donnait l'exemple, vaillamment secondé par ses officiers, parmi lesquels les balles et le canon moissonnaient sans cesse. Ils avaient pour émules de vaillance les artilleurs du lieutenant Pellegrini : celui-ci maintenait ses hommes à leurs pièces, dont il dirigeait avec calme le tir meurtrier ⁴.

Saisissant le moment, le brigadier-général Ferguson, l'épée haute, enlevait ses Écossais et les lançait, à la baïonnette, sur la ligne franco-hollandaise ⁵. A cette attaque, ébranlée par l'exemple de Waldeck, la gauche du 22^e bataillon prend panique et abandonne ses positions ; dès lors, coupé sur un point, il ne reste plus à Janssens qu'à ordonner la retraite. En conséquence, il prescrit à l'adjudant général Rancke et au colonel Henry de se rendre à Riet-valley et d'y faire tout leur possible pour arrêter les fuyards ⁶ ; aux troupes de se replier rapidement

¹ Ibid.

² Voigt, *op. cit.*, p. 95 : « La route de l'Inde valait bien d'être achetée aussi bien que d'être conquise par les armes. Les guinées du roi Georges auraient donc joué un rôle dans cette défection.... »

³ Theal, *op. cit.*, p. 117.

⁴ Janssens, Note sur la reddition, etc., précitée.

⁵ Baird précité, *op. cit.*, p. 578.

⁶ Janssens, Note sur la reddition, etc., précitée.

par la route. Avec les dragons, il couvre le mouvement, aidé de l'artillerie légère, qui contient l'ennemi et répond à son feu. Ses pièces n'abandonnent leur position que sur son ordre formel ; il en est de même des marins français, qui, en soutien, tiennent tête héroïquement aux attaques. Janssens fait reconnaître comme capitaine Pellegrini, et « navré de chagrin et de douleur », il quitte le lieu du combat, au milieu du gros de ses troupes, en retraite vers Riet-valley ¹. Quelles étaient les pertes ? Du côté hollandais, il est assez difficile de les fixer d'une manière précise : trois cent trente et un hommes manquaient, selon les rapports adressés à Janssens le soir du 8 janvier ². Sur ce nombre, il y avait évidemment à déduire les égarés et ceux qui, profitant de la débâcle, avaient déserté. Dans le chiffre des pertes, le petit bataillon français figurait pour le cinquième de son effectif, quarante hommes et six officiers ³. L'enseigne de Belloy avait été tué ; l'aspirant de Fleuriau blessé grièvement, les autres officiers, Martinet, Duranne, Querit, moins sérieusement. Les pertes anglaises nous sont, au contraire, connues : les troupes de l'attaque comptaient quinze morts, dont un capitaine ; cent soixante-dix blessés, dont trois officiers supérieurs, un capitaine et cinq officiers subalternes ; il y avait, enfin, huit manquants. Au total, le combat du 8 janvier coûtait au corps de Baird deux cent douze hommes ⁴.

IV.

Les Anglais ne prononcèrent pas leur poursuite : « La nature du pays, dit Baird, une région basse, pénible, difficile, couverte d'arbrisseaux, et à peine accessible aux tirailleurs, et avant tout la privation absolue d'eau, sous les effets d'un soleil brûlant, avait presque épuisé nos vaillants soldats, à l'instant de la victoire ; et notre camp, pour la nuit, fut établi avec une extrême peine. Une grande partie des vivres et objets nécessaires, avec

¹ Janssens, Note sur la reddition, etc., précitée.

² Baird dit : « La perte dans cet engagement est réputée dépasser 700 tués et blessés ; » *op. cit.*, p. 578 ; l'exagération est manifeste, étant donné ce que nous savons des forces combattantes.

³ C'est le chiffre donné par Gaudin-Beauchêne. 20 juillet 1806. AM BB¹ v. 239. Dans une annexe au rapport de Janssens, on parle de 104 hommes. V. Prentout, *op. cit.*, p. 433, note 2.

⁴ V. *Annual Register*, 1806, p. 579-580.

lesquels nous nous étions mis en marche, avaient été perdus, durant le combat, et nous campions, dans l'appréhension que les grands efforts de sir Popham et de la flotte ne pussent nous préserver de la faim ¹. » De cet aveu, il résulte que l'entreprise anglaise n'eût pas été sans danger, si la résistance se fût prolongée, surtout au moins si la petite armée hollandaise, au lieu de prendre panique, s'était repliée en bon ordre, prête à harceler l'ennemi dans ses mouvements subséquents.

Tout en se repliant, Janssens « réfléchit un instant sur ce qui lui restait à faire : se replier sur la ville dépourvue de tout ne pouvait retarder sa reddition ; il se flatta de pouvoir tenir encore quelque temps dans l'intérieur, et résolut de se diriger vers les montagnes d'Hottentot's-Holland ². » Arrivé à Riet-valley, il donna ses ordres en conséquence. Il renvoya les fusiliers de Waldeck au Cap, après leur avoir exprimé son mécontentement ; il transmit à M. Gor-Horn, qui commandait les postes de Muizenburgh, Steenberg et Simon's-bay, désormais inutiles, l'ordre de les évacuer et de venir le rejoindre, après avoir encloué les pièces et détruit les munitions. Cet ordre fut parfaitement exécuté ³. Le vaisseau *le Bâto* dut être incendié ; la même mesure avait été ordonnée pour l'*Atalante*, toujours à la côte, par Gaudin-Beauchêne, « qui avait tout fait disposer pour cette destruction ; » mais les ordres donnés furent mal exécutés ⁴. Le gouverneur recommanda au Conseil de donner des concessions de terre aux burghers qui s'étaient spécialement distingués. Celui-ci, réduit à deux membres, les conseillers de Salis et Wakker, fit droit à cette demande. Janssens continua alors, avec son arrière-garde, sa marche par Tigerbergen jusqu'à East River, et rallia le reste de l'armée qui avait atteint Roseboom. Après y avoir fait halte, jusqu'à onze heures du soir, il gagna, par une marche de nuit, le défilé de Hottentot's Holland Kloof ⁵. Il lui restait treize cent huit hommes ; l'artillerie avait sauvé toutes ses pièces. C'était, sans doute, fort peu ; mais sa petite armée devait se grossir.

¹ Baird, *op. cit.*, p. 578.

² Janssens, Note sur la reddition ; v. également Prentout, *op. cit.*, p. 433.

³ Theal, *op. cit.*, p. 119.

⁴ V. Gaudin-Beauchêne à Decrès, précité. AM. BB¹ v. 239.

⁵ Maintenant « Sir Lowry's Pass. »

En effet, huit heures après le débarquement, la nouvelle en avait été transmise à Swellendam, au moyen de coups de canon tirés de hauteur en hauteur, et connue, par le même moyen, dans un rayon de cent cinquante milles. C'était l'époque de la moisson, « moment mauvais pour appeler le pays aux armes; néanmoins, les boers, sellant leurs chevaux, chevauchèrent à l'appel, mais la chaleur était si intense que les marches, à moins d'épuiser hommes et chevaux, ne purent s'effectuer que de nuit : il en résultait qu'aucune force sérieuse n'avait pu encore être rassemblée avant le combat; il n'en eût pas été de même le jour suivant ¹. » Avec ces renforts qui venaient grossir la poignée de braves qui lui restaient, Janssens eût pu, semble-t-il, adopter un autre plan; les fortifications n'étaient que de misérables ouvrages, impropres à une défense prolongée; mais il ne s'agissait pas de soutenir un siège : il eût pu les faire occuper par Gaudin-Beauchêne et ses matelots, habitués au service de l'artillerie, et s'en servir comme d'ouvrages de campagne, pour contenir l'ennemi, tandis qu'il fût demeuré avec ses autres troupes à portée de l'inquiéter, prêt à se replier sur l'intérieur du pays quand cette première ligne de défense eût été forcée. Il ne faut pas oublier l'épuisement des Anglais; or ils tiraient leurs ressources de la mer, et ils auraient dû, pour attaquer la place, mettre à terre leur artillerie de siège, opération de débarquement assez délicate. Ce qu'on comprend moins, en tous cas, c'est qu'après avoir conservé avec lui le bataillon français, il se décida à le renvoyer au Cap, mais trop tardivement pour qu'il pût y être employé, alors que, dès le 9 au soir, le bruit courait que la place avait arboré le pavillon blanc ², nouvelle qui, pour n'être pas confirmée officiellement, était néanmoins vraisemblable. « Je suivis, dit Gaudin-Beauchêne, le général Janssens dans sa retraite vers l'intérieur; mais, au moment de passer les montagnes, il jugea que mon détachement, mal équipé pour tenir longtemps la campagne, et, d'ailleurs, en grande partie de marins, pouvait servir plus utilement en l'employant aux batteries de la place, afin de lui faire obtenir une capitulation plus avantageuse; je le quittai, en conséquence, le 11 janvier, et, après vingt heures de marche

¹ Theal, *op. cit.*, p. 116.

² Prentout, *op. cit.*, p. 433.

forcée, j'entrai au Cap, en tournant la montagne de la Table; l'instant où j'y arrivai d'un côté, j'eus la douleur d'y voir entrer de l'autre les troupes ennemies, et leur pavillon remplacer sur la citadelle celui de la république. Je fus privé de prendre part à cette capitulation ¹. »

L'armée anglaise avait, en effet, repris sa marche en avant le 9 au matin, ranimée « par des approvisionnements que l'activité inlassable et les efforts de la flotte permirent de débarquer; le 59^e, cependant, était presque dépourvu de vivres ². » Elle vint camper au sud de Salt-River, ce qui lui assurait des communications plus faciles avec la flotte dont elle devait, ainsi que nous l'avons déjà dit, tirer ses approvisionnements et son artillerie de siège. Mais, avant toute attaque, entraîné par l'idée que toute défense serait inutile, le colonel Van Prophalow se hâta de parlementer. Quelle que fût la faiblesse de ses ressources, il eût pu attendre; il eût ainsi fatigué ses adversaires, et obtenu, peut-être, des conditions plus douces. Quoi qu'il en fût, Van Prophalow parla; il demandait une suspension d'armes de quarante-huit heures, pour traiter des conditions de capitulation; mais son parlementaire, ayant rencontré, près la tour de Craig ³, le général Baird, celui-ci ne consentit un armistice, jusqu'au 11 au matin, que sous la condition que les ouvrages extérieurs et le fort Knocke lui seraient livrés dans les six heures. Son ultimatum ayant été accepté, le fort Knocke fut remis au 59^e de ligne, qui en prit possession dans la soirée. Enfin, le 10, à quatre heures, les articles de la capitulation étaient signés à Papendorp ⁴, par le lieutenant-colonel Van Prophalow, le major général Baird, et le commodore sir Home Popham.

Les conditions étaient que les forts et la citadelle seraient remis aux forces britanniques; les troupes prisonnières de guerre, etc. Notons que les habitants étaient dispensés du logement des soldats; que le papier-monnaie conservait provisoirement son cours légal, et qu'enfin deux navires hollandais ayant été coulés, ils devaient être relevés aux frais des auteurs de cet ordre et remis en bon état. Les officiers, mariés dans la colonie

¹ Gaudin-Beauchêne au ministre, 20 juillet 1806. AM. BB⁴ v. 239.

² Baird précité, *op. cit.*, p. 579.

³ Theal, *op. cit.*, p. 121.

⁴ Aujourd'hui Woodstock.

ou propriétaires territoriaux, avaient le droit d'y demeurer tant qu'il leur conviendrait ¹.

A peine maître du Cap, Baird se trouva dans la nécessité de pourvoir, non seulement aux besoins de ses troupes, mais encore à ceux de la population. Il n'y avait plus au Cap que deux jours de vivres dans les magasins. Les fermes environnantes pouvaient fournir des ressources; cependant, la récolte y avait été médiocre, et comme, d'autre part, la consommation allait être singulièrement augmentée par la présence du corps d'occupation, il fallut se pourvoir hors de la colonie. Le commandant en chef, d'accord avec l'amiral Popham, envoya une frégate à Sainte-Hélène, pour en rapporter toute la farine et le biscuit dont l'île pourrait disposer; en même temps, ordre était donné à trois transports d'appareiller aussitôt et de faire voile pour Madras, où ils prendraient des chargements de riz et vivres de toute nature ².

Il lança trois proclamations aux habitants. Dans la première, les colons avaient ordre de demeurer tranquillement chez eux, et la protection du gouvernement leur était promise. Quiconque joindrait les troupes bataves était menacé des peines les plus sévères; enfin, les habitants de la banlieue du Cap, qui avaient accompagné l'armée hollandaise dans sa retraite, étaient avertis de rentrer dans leurs foyers, sous peine de confiscation de leurs biens. Dans une seconde proclamation, le serment de fidélité à l'égard du gouvernement anglais était exigé des principaux habitants et fonctionnaires civils; enfin, par une troisième proclamation, Stephanus van Ryneveld, un chaud ami de l'Angleterre, était nommé conseiller, et placé à la tête de l'administration civile. Ces mesures ne soulevèrent aucune protestation dans la population, qui inclinait vers l'Angleterre.

Sir David Baird connaissait la direction de la retraite de Janssens, et croyait qu'il méditait un mouvement vers Zwart Kops River; mais il ne pouvait, pour le moment, le réduire par l'interception de son ravitaillement. L'estime qu'il avait pour son adversaire, jointe à la connaissance du pays, lui faisait craindre qu'il ne se déterminât à poursuivre la lutte dans l'intérieur de

¹ *Annual Register*, 1806, p. 580.

² Theal, *op. cit.*, p. 121.

la colonie, et cette détermination semble lui avoir causé quelque inquiétude. Il espérait dans les sentiments humains du gouverneur hollandais pour renoncer à une lutte ruineuse pour la colonie. C'est du moins ce qui paraît résulter de sa correspondance. « Ses ressources, eu égard aux subsistances, sont de nature à ne pas être paralysées par suite des dispositions des fermiers et des moyens que je puis immédiatement lui opposer, à moins qu'il n'éprouvât un manque d'approvisionnements, par suite de l'occupation de quelques-uns de ses dépôts. Il n'est nullement probable que les fermiers soient disposés à l'aider de bon cœur, la dévastation de leurs biens étant la conséquence inévitable de la prolongation de la lutte dans l'intérieur. Pour augmenter ou même conserver, sur ce point, son avantage actuel, mais, j'en suis convaincu, momentanément, il sera nécessaire au général Janssens de se déplacer vers le nord à travers le district de Stellenbosch ; mais cette résolution est d'un caractère tout à fait désespéré, et exige que son cœur soit endurci aux sentiments, qui, dit-on, gouvernent ses actes ; je m'abandonne au vif espoir que des conséquences si redoutables pourront être écartées. Dans ce but et, d'après la situation de nos affaires relatives, j'ai pensé qu'il était, tout à la fois, honorable et avantageux au gouvernement de Sa Majesté de faire une ouverture au général Janssens, pour le détourner des suites destructives d'une plus longue résistance aux armes de Sa Majesté, en le traitant avec la générosité et la distinction dues à son caractère ¹. »

Pour appuyer cette proposition, Baird ordonna au brigadier général Beresford de partir, à l'aube du 13, avec une colonne composée des 59^e et 72^e régiments ; ce dernier corps avait occupé Wynberg dans la journée du 11. Cette petite expédition emmenait avec elle deux obusiers et quatre pièces de 6. Beresford avait pour mission « d'occuper le village de Stellenbosch et de s'emparer de la forte passe de Roode-Sand, en vue d'exclure les forces bataves de la portion fertile du district et de mettre (les forces anglaises) à l'abri de relations ininterrompues entre elles et les fermiers résidant au bas de la gorge ². » Il lui était recommandé

¹ Baird, 13 janvier 1806. *Annual Register*, p. 581.

² Baird, 26 janvier 1806, *op. cit.*, p. 582.

de transmettre les propositions du général en chef à Janssens, en y joignant les arguments propres à faire aboutir les négociations pour lesquelles il avait plein pouvoir.

Le mouvement s'exécuta sans opposition : le 72^e s'établit à Stellenbosch, tandis que le 59^e occupait, plus au nord, le village de Paarl. Janssens n'avait fait aucun effort pour s'opposer à ce dessein ; il s'était contenté de concentrer ses forces sur les hauteurs commandant la brèche de Hottentot's Holland. La population ne fit aucune résistance, par sympathie anglaise ou plutôt par indifférence apathique, que le désir du lucre fortifiait. « A notre arrivée à Paarl, dit un officier anglais, nous trouvâmes la population prodigieusement polie. Chaque maison était ouverte toute grande pour nous recevoir et plusieurs habitants poussèrent leur bonté jusqu'à envoyer à la parade pour nous inviter chez eux. Quelques raisonneurs attribuaient cette hospitalité à la crainte, tandis que d'autres, portés à juger plus favorablement la nature humaine, imputaient ceci à des dispositions bienveillantes. Ceux qui réservaient leur opinion à ce sujet purent rire aux dépens des uns et des autres, à notre départ le matin suivant : le véritable motif fut trouvé dans le montant de leurs notes ¹. » Beresford profita de cette tournure des affaires pour transmettre au lieutenant général Janssens une lettre de moi et prit l'occasion de lui annoncer qu'il était investi de tous les pouvoirs pour arriver à un arrangement avec le lieutenant général ². » Le major Deane, envoyé en parlementaire, partit, dès le 13 au soir, porteur des deux lettres.

Avant de nous occuper des dernières négociations, revenons en arrière. On a vu que la petite armée batave avait atteint, dans la matinée du 9, le défilé Hottentot's Holland Kloof, après une marche de nuit pénible, ralentie par l'artillerie et un convoi de plus de deux cents pesants chariots. Le bruit de la capitulation du Cap s'était répandu ; ordre fut alors donné de franchir le défilé, ce qui ne nécessita pas moins de deux jours pour tout le lourd convoi de l'armée. Janssens couvrait le mouvement avec ses troupes, diminuées encore des marins français, qu'il avait renvoyés bien tardivement, ainsi qu'on l'a vu ; le 13 il se repliait

¹ Cap. Carmichael, cité par Wilmot et Chase, *op. cit.*, p. 236.

² Baird précité, *op. cit.*, p. 582.

au delà du défilé avec elles, détachant alors une faible troupe pour aller occuper Swellendam sur les derrières de sa position. et le protéger contre un mouvement de ce côté ¹. Il connut bientôt la marche des troupes anglaises. leur approche du pied des montagnes : sans doute le défilé, par lui-même, pouvait être facilement défendu, et, par son occupation, les communications avec l'est du pays eussent été rendues impossibles, si les forces ennemies n'eussent pas été si supérieures ; car, alors, il y avait lieu de craindre d'être tourné ². L'occupation de Paarl pouvait précisément inspirer la crainte d'un mouvement tournant sur la droite hollandaise, dans la direction de Tulbagh.

Janssens eut alors connaissance des proclamations de sir David Baird : celui-ci ne s'était pas fait illusion sur les sentiments qui animaient sa conduite. Ne pouvant se décider à causer le malheur de tant de braves gens, il renvoya ceux des districts de Stellenbosch et de Drakenstein, c'est-à-dire le plus grand nombre. Bien qu'ébranlés par les menaces anglaises, ces braves gens étaient si attachés à la cause qu'il représentait, que ce fut avec peine qu'il les décida à reprendre le chemin de leurs foyers envahis ³. La séparation fut cruelle. Janssens concentra alors ses troupes sur les hauteurs, ainsi que nous l'avons dit ; puis il attendit.

C'est à ce moment que le major Deane se présenta en parlementaire, porteur des lettres de Baird et de Beresford.

« Vous avez rempli votre devoir, disait le premier à Janssens, vis-à-vis de votre patrie, comme devait le faire un homme de cœur, à la tête d'une vaillante bien que faible armée. Je sais ce que l'on doit aux hautes qualités d'un tel homme, et je ne doute pas que l'humanité, qui toujours caractérise un soldat intrépide, opérera maintenant dans votre cœur, pour arrêter les conséquences fatales d'une lutte sans issue. Les forces de terre et de mer de Sa Majesté Britannique, qui se sont rendues maîtresses du siège de votre gouvernement, sont d'une importance à ne laisser aucun doute sur l'issue d'autres hostilités ; et c'est pourquoi une résistance temporaire et désastreuse est tout ce que vous pouvez, peut-être, contre des forces supé-

¹ Janssens. « Note sur la reddition du Cap, etc. »

² Theal, *op. cit.*, p. 122.

³ Theal, *op. cit.*, p. 123.

rieures. Dans ces conditions, rien ne peut résulter que la dévastation de la contrée que vous occupez momentanément, et une telle conséquence n'a jamais pu être envisagée sans angoisse par un esprit généreux, ni être agréable à l'homme qui s'intéresse à la prospérité et à la tranquillité de la colonie, dernièrement soumise à son administration. Mais si malheureusement votre résolution est arrêtée de résister à des forces aussi supérieures, en prolongeant une lutte qui doit imposer la misère et la ruine à des colons laborieux et portés à la paix, cette loyale ouverture me mettra à l'abri des reproches de ma propre conscience, et vous devrez vous justifier vis-à-vis de vous et de vos concitoyens de la future effusion de sang et de la dévastation du pays. Vous connaissez nécessairement si bien le degré des malheurs dans lesquels l'intérieur du pays sera entraîné, que je ne m'appesantirai pas sur votre pouvoir de faire le malheur de tous ses habitants ; mais je suis persuadé que des raisons d'une nature plus louable influenceront votre décision dans cette circonstance, et que vous manifesterez une disposition immédiate à favoriser une tranquillité générale. J'ai l'honneur, etc. ¹. » Quant à Beresford, après avoir annoncé qu'il avait pouvoir de traiter, il ajoutait : « J'attends ici votre réponse à ces ouvertures ; j'espère que vous me la transmettrez par l'officier qui vous les porte ², » et il terminait par une phrase aimable sur la gratitude des Anglais qui étaient demeurés dans la colonie pendant son administration. Toutes ces amabilités n'avaient pour but que de rendre l'ultimatum courtis.

Janssens prit connaissance de ces lettres ; puis il fut convenu verbalement d'un armistice. Janssens demanda en outre à s'entretenir des événements du Cap avec Truter, secrétaire du Conseil, et réclama qu'en conséquence, un sauf-conduit fût accordé à cet effet à celui-ci. Il réunit alors un conseil de guerre, composé de tous les chefs de corps, et leur exposa la situation. Il y avait parmi eux de braves gens, mais ils étaient impressionnés par l'inutilité des efforts à faire, ne comptant pas être secourus, et par la désertion qui commençait à sévir parmi

¹ Baird à Janssens, 11 janvier 1806. *Annual Register*, 1806, p. 581.

² Beresford à Janssens, 13 janvier 1806. Arch. nat., AF IV, 1799.

leurs troupes. En présence de telles circonstances, la volonté d'un seul eût pu imposer la continuation de la lutte ; mais d'un conseil de guerre il ne fallait pas attendre une résolution désespérée. L'unanimité des membres se prononça donc pour une capitulation honorable ¹.

Les conditions offertes à Janssens par Baird étaient la reddition des troupes, leur rapatriement en Hollande : les officiers devaient garder leurs épées et effets personnels. A la suite d'une nouvelle conférence tenue le 16, Janssens crut devoir adresser à Beresford des contre-propositions. Il demandait le droit de choisir le lieu d'embarquement de ses soldats ; enfin, idée malencontreuse qui devait lui attirer une leçon courtoise, de la part de l'officier général anglais, il offrait de faire abandon des effets et bagages des officiers, comme compensation aux armes et canons que son armée aurait le droit de conserver et d'emmener ². Aussitôt ces modifications aux propositions anglaises arrêtées, il fit partir pour Stellenbosch le capitaine de Klerk de Dibbetz.

Sir David Baird venait d'arriver, se rapprochant du théâtre des futures opérations ; l'accueil, plutôt froid, fait aux premières ouvertures, l'envoi d'un contre-projet, lui inspiraient la pensée que l'adversaire s'était arrêté à des idées de résistance ; dès lors le résultat des négociations « offrait, écrit-il, une si petite chance d'accord qu'il me sembla convenable de mettre en mouvement les 59^e et 72^e régiments à Rode Land Kloof et de faire avancer le 93^e régiment vers Hottentot's Holland en vue d'une action combinée avec le 83^e régiment ³. » Celui-ci avait été embarqué le 14 au matin pour Mossel-bay, avec la mission de se porter sur l'arrière de l'ennemi, de s'emparer de la passe d'Attiqua, et de lui couper ainsi la retraite à travers le district de Zvelendam.

C'est à ce moment, le 17 au matin, qu'« après bien des fatigues et sans avoir pu changer de chevaux ⁴, » Dibbetz se présenta au quartier général anglais. Les négociations s'engagèrent

¹ Procès-verbal d'une conférence tenue le 15 janvier, id.

² Janssens à Beresford, 16 janvier, id. ; Decaen au ministre, 30 juillet 1806 ; annexe 1, AC v. 110.

³ Baird, 26 janvier 1806. *Annual Register*, 1806, p. 583.

⁴ Dibbetz à Janssens, 17 janvier 1806. Arch. nat., AF iv, 1799.

aussitôt entre lui et Beresford ; Baird, quoique présent, s'abstint de recevoir l'officier hollandais. Il fut convenu d'abord que les forces anglaises, malgré l'expiration des délais, ne se mettraient pas en mouvement avant l'échec définitif de cette entrevue.

Les seules concessions que le général Baird consentit furent : qu'au lieu indiqué, les troupes ne mettraient pas bas les armes, mais qu'elles les placeraient dans une caserne ou autre magasin où elles seraient reçues par un commissaire anglais ; que Janssens aurait le choix du lieu d'embarquement (on lui offrait Simon's-bay) ; que les troupes, les Hottentots comme les autres, marcheraient avec armes et bagages au lieu d'embarquement ; que les troupes seraient embarquées au plus tôt et transportées en Hollande ¹. Dibbetz prit sur lui d'accepter ces propositions qu'il transmit aussitôt à Janssens. « Je vous envoie celle-ci (cette lettre) par la complaisance du général anglais qui me permet de rester ici jusqu'à ce que votre réponse soit arrivée, ce que je ferai vu la fatigue extrême, tant de moi que de mon cheval. Demain, de grand matin, je pars d'ici en attendant que votre réponse sera arrivée comme je l'espère (*sic*).... Je sais, mon général, que je n'étais à rien autorisé par vous ; mais j'espère que vous qui me connaissez ne désapprouverez pas ce que j'ai fait. Votre estimable ami Truter, que je trouve ici, approuve ma conduite ².... » Celui-ci, en effet, non moins zélé pour la pacification, appuyait Dibbetz. Tous deux avaient hâte d'aboutir. « Non seulement, écrivait-il, le désir de voir terminer le malheureux sort du Cap, mais aussi mon opinion individuelle est tout à fait d'accord avec la conduite de Van Dibbetz ; ma conscience me commande de vous le dire, parce que Votre Excellence trouverait raison de se plaindre de moi, si je lui cachais mon opinion justement dans ce cas ³. »

Cette hâte d'en finir, qui traduisait bien les sentiments de lassitude d'une partie de la population, ne dut pas échapper aux Anglais. Il nous paraît en trouver trace dans la réponse de Beresford au gouverneur hollandais. C'est toujours la même politesse à son égard, mais il y a plus de hauteur : on sait mainte-

¹ Dibbetz à Janssens, etc.

² Ibid.

³ Truter à Janssens, 17 janvier 1806. Arch. nat., AF iv, 1799.

nant à quoi s'en tenir sur le moral de ses auxiliaires. « J'ai reçu l'ordre de vous répondre : que c'est avec un profond regret qu'il (Baird) voit Votre Excellence persister dans la volonté de vous embarquer, emportant avec vous armes et bagages, comme cela n'est pas compatible avec ce qui est dû aux armes britanniques et aux sentiments de l'armée.... Son Excellence m'a prié d'ajouter.... qu'il ne peut accepter aucune modification ¹, » et il terminait par cette leçon courtoise : « Quant au paragraphe de la lettre de Votre Excellence, proposant les bagages personnels de vos officiers comme compensation pour les armes et canons, j'ai l'ordre du commandant en chef de vous faire savoir qu'il est convaincu qu'à la réflexion, le général Janssens regrettera d'avoir fait une proposition si incompatible avec le caractère anglais ². »

Nous avons dit combien la population urbaine était indifférente ; combien fonctionnaires et officiers désiraient la fin de la lutte ; seuls les paysans restaient inébranlables dans leur dévouement. Réunis autour de leur chef, ils étaient prêts à tous les sacrifices. Aussi, tout en négociant, Janssens songea-t-il à continuer la lutte et à poursuivre une guerre de partisans. Il connaissait le débarquement à Mossel-bay du 83^e régiment ; il s'attendait à être tourné, en même temps, par sa droite dans la direction de Tulbagh ; mais « le passage de Houthoek aurait toujours fourni un point favorable de défense ³. » Il voulut donc former parmi ses troupes une légion montée de 250 hommes, qui, avec l'aide des habitants en armes, lui eût permis de tenir la campagne ; mais ses troupes régulières en avaient assez ; « à l'exception de quelques officiers, il s'aperçut qu'on n'en pourrait suffisamment trouver sur lesquels on pût compter ; il eut la douleur de remarquer qu'il y avait du mécontentement de ce qu'il retardait la capitulation pour obtenir des conditions plus avantageuses, et il fut réduit, pour prévenir la désertion, à promettre au soldat de capituler ⁴. » Il accepta donc les conditions offertes à Dibbetz, et signa, le 18 janvier, la capitulation de son armée

¹ Beresford à Janssens, 17 janvier 1806, *ibid.*

² *Ibid.*

³ Lichtenstein : *Travels in Southern Africa*, t. II, p. 363 (Lichtenstein avait été le secrétaire particulier de Janssens).

⁴ Janssens, « Note sur la reddition du Cap, etc., précitée.

et de la colonie ¹. La domination hollandaise avait vécu dans le Sud-Afrique.

Janssens demeura encore quelque temps au Cap, traité avec égard par les Anglais. Il eut cependant à régler avec Baird une affaire assez délicate, dont les auteurs de Salis et Wakker furent blâmés par lui. Ceux-ci avaient partagé entre certains individus, au moment de l'arrivée des Anglais, la caisse militaire, comme compensation à leurs situations perdues. Ces sommes furent rapportées en partie.

Le 6 mars, l'ancien gouverneur de la colonie s'éloignait de l'Afrique, à bord de la *Bellona*; six autres vaisseaux emmenaient les fonctionnaires civils (31) et ce qui restait de sa petite armée, 94 officiers et 573 soldats. Avant de partir, dans une lettre émue, il recommanda ses anciens colons à la bienveillance de Baird.

Il partit, emportant les regrets de ceux qu'il avait administrés. L'homme s'était fait aimer par ses qualités morales; le soldat par sa bravoure dans la lutte et son caractère dans la défaite ². Que la défense eût pu être autrement conduite, qu'il eût dû persévérer dans la résistance, ce qui eût causé bien des embarras à son adversaire, on peut l'admettre; mais, malgré toutes les critiques qu'on pourrait lui adresser, il faut adhérer, nous semble-t-il, sans trop de réserves, au témoignage qu'il se rendait à lui-même à la fin de son rapport. Modestement, mais non sans fierté, il écrivait: « Je n'ai pas assez de présomption pour me croire au-dessus des observations des militaires plus expérimentés; peut-être qu'il est des fautes qu'un général plus versé dans l'art de la guerre eût évitées ou prévenues; mais j'ose croire, ma conscience m'en donne le témoignage, qu'autant que mes lumières me l'ont permis, j'ai tâché de montrer un dévouement sans réserve pour mon pays et ses alliés ³. »

A. AUZOUX.

¹ Les conditions de la capitulation sont rapportées dans l'*Annual Register* (1806), p. 583-584; Decaen au ministre, 30 juillet 1806, précitée.

² Voigt, *op. cit.*, t. I, p. 103.

³ Janssens, « Note sur la reddition du Cap, » précitée.

MÉLANGES

I.

UN DERNIER MOT SUR L'ÉCOLE DU PALAIS MÉROVINGIEN

Nous croyions avoir définitivement établi que la prétendue « école littéraire » du palais aux temps mérovingiens était une création des hagiographes d'époque plus récente, qui confondaient les usages de la cour de Charlemagne avec les mœurs de la cour de Dagobert ¹. Le regretté abbé Couture, mis personnellement en cause, le docteur Bruno Krusch, le P. Poncelet, des Bollandistes, admettaient nos conclusions. Nous étions donc sur elles tout à fait rassuré, lorsqu'un mémoire, arrivé d'Amérique ², est venu nous inviter à reprendre la question, comme si un fait nouveau s'était produit depuis l'apparition de notre article.

M. Arthur S. Wilde, professeur d'histoire à la Northwestern University, Evanston (Illinois), apporte-t-il vraiment « le fait nouveau » nécessaire et exigible pour la revision d'un procès ? Nous ne le pensons pas.

Il débute ainsi : « *Dans les écrits de l'époque mérovingienne on trouve plusieurs exemples de jeunes gens qui reçurent leur éducation à la cour de l'un ou de l'autre des rois francs. Vandrégisile fut élevé à la cour de Dagobert, Arède à la cour de Thierry, Faron à la cour de Theudebert. Donc, c'est « écoles palatines » qu'il faut dire, car chaque cour pouvait avoir la sienne, » etc.*

Vraiment, pour un début d'article, c'est jouer de malheur. Aucun des ouvrages auxquels le critique en appelle n'est de l'époque méro-

¹ *La schola du palais mérovingien*. Voir *Revue*, avril 1897, t. LXI, p. 490 et suiv.

² *Les écoles du palais aux temps mérovingiens*, dans *Revue*, octobre 1903, t. LXXIV, p. 553 et suiv.

vingienne ; tous trois appartiennent à la période carolingienne ; et ce qui aggrave la distraction de M. Wilde, c'est que l'édition qu'il cite des deux derniers ¹ marque nettement qu'ils ne sont pas du temps qu'il leur assigne : l'édition Krusch de la *Vita Aredii* ² indique que cette *Vie* est postérieure à la *Vita Eligii*, laquelle, dans sa rédaction actuelle, appartiendrait elle-même, selon Krusch, à l'âge carolingien ³ ; l'édition Bouquet de la *Vie* de saint Faron porte que l'œuvre est du temps de Charles le Chauve ⁴.

Ces remarques sur la date de la composition des documents ont leur importance. S'il est vrai que certains ouvrages carolingiens insinuent qu'une école littéraire fonctionnait au palais des rois de la race de Clovis, en revanche les écrits mérovingiens n'en laissent jamais soupçonner l'existence ; toutes les fois qu'ils parlent des écoles palatines, c'est pour indiquer des exercices préparatoires aux fonctions militaires ou administratives.

Je vais plus loin : un grand nombre des textes carolingiens invoqués ont la même signification : ce qui prouverait que tous les auteurs de ce temps n'ont pas confondu, comme plusieurs l'ont fait, les usages de deux époques si différentes.

M. Wilde passe volontiers condamnation sur quelques documents : « M. Vacandard, dit-il ⁵, a certainement prouvé que plusieurs person-nages que l'on avait considérés comme ayant étudié les belles-lettres au palais avaient vraiment fini leurs études avant de venir à la cour. » Cette concession ne nous suffit pas. Nous prétendons qu'aucun des jeunes gens qui entraient au palais mérovingien n'y vint pour y compléter, comme on l'affirme, ses études littéraires. Nous allons examiner à nouveau les textes sur lesquels notre contradicteur appuie sa thèse, soit qu'il les emprunte à notre mémoire, soit qu'il les apporte lui-même dans le débat.

Notre désaccord s'affirme d'abord à propos de saint Arnoul, de Metz, et de saint Wandrille (Wandrégisile). Voici le texte de la *Vita Arnulphi* : « Ut tempus advenit, *litterarum studiis imbuendus* mandatur. Mox itaque traditus praeceptori, etc.... Cumque *jam bene edoctus* ad roboratam pervenisset aetatem, Gundulpho subregulo seu etiam rectori palatii, consiliario regis, *exercitandus bonis artibus* tra-

¹ Sur la date carolingienne de la *Vita posterior S. Wandregisili*, cf. Legris, *Les vies interpolées des saints de Fontenelle*, dans *Analecta Bollandiana*, t. XVII, p. 265 et suiv., et W. Levison, *Zur Kritik der Fonteneller Geschichtsquellen*, dans *Neues Archiv*, t. XXV (1899), p. 593 et suiv.

² *Rerum meroving. SS.*, t. III, p. 383.

³ Cf. *Rerum meroving. SS.*, t. IV, p. 634 et suiv.

⁴ *Hist. des Gaules*, t. III, p. 561.

⁵ *Art. cit.*, p. 554.

ditur¹. » M. Wilde nous reproche d'avoir interprété « *bonis artibus* » dans le sens « d'exercices militaires². » Mais c'est le biographe même de saint Arnoul qui est coupable de cette interprétation. Il ajoute en effet : « *Hunc ille cum accepisset, per multa deinceps experimenta probatum jamque Teudberti regis ministerio dignum aptavit. Nam virtutem belligerandi seu potentiam illius deinceps in armis quis enarrare queat ?* » Est-ce clair ? J'accorde que les « *bonis artibus* » peuvent signifier, outre les exercices militaires, certaines études préparatoires aux fonctions administratives³. Mais où voit-on qu'il s'agisse d'exercices « littéraires » ? Justement l'hagiographe met en opposition les études littéraires et les travaux du palais. C'est après avoir été *litterarum studiis imbutus* et *jam bene edoctus*, que l'on confie Arnoul au maire du palais pour le préparer aux hautes fonctions de la cour par les *bonis artibus*.

La *Vie* carolingienne de saint Wandrille porte que « Vandrégisile fut élevé noblement, sous le roi Dagobert, *militaribus gestis et aulicis disciplinis*⁴. » M. Wilde écrit que nous n'avons vu dans ce texte « que des exercices militaires⁵. » Il faut qu'il ait été bien distrait quand il nous a lu. Voici nos propres expressions. « Dans les *aulicae disciplinae* nous voyons les exercices nécessaires pour remplir les fonctions de comte, *comes* constituitur⁶. » Et jusqu'à preuve du contraire nous maintenons ce sens, que demande le contexte.

M. Wilde nous invite à examiner ensuite les textes de la *Vie de saint Faron* et de la *Vie de Ragnebert*. Faron, dit l'hagiographe, fut instruit dès son enfance, à la cour de Theudebert, *in doctrina christiana*⁷. Nous ferons remarquer que ce document n'a, aux yeux des critiques, aucune valeur. On nous dispensera de discuter, à propos de faits des environs de l'an 600, un document qui date du règne de Charles le Chauve. Nous écartons, en vertu du même principe, le témoignage du biographe de Ragnebert. M. Wilde écrit : « Si c'est par anachronisme que l'auteur de la *Vie de Ragnebert* appelle *scholastico dogmate* l'éducation qu'avait reçue son héros, il n'en reste pas moins évident que c'est d'une éducation libérale qu'il voulait parler⁸. » Et après ? Qu'importe que l'auteur ait voulu parler « d'éducation libérale » dans une cour mérovingienne, si c'est un anachronisme ?

¹ *Rerum meroving.* SS., t. II, p. 432.

² *Art. cit.*, p. 554.

³ *Loc. cit.*

* Cette induction peut s'autoriser d'autres documents de bonne marque.

⁴ Mabillon, *Acta SS. ord. S. Benedicti*, t. II, p. 535.

⁵ *Art. cit.*, p. 554.

⁶ *Art. cit.*, p. 493.

⁷ *Hist. des Gaules*, t. III, p. 561.

⁸ *Art. cit.*, p. 555.

On nous oppose encore un texte de la *Vie* de saint Philibert, abbé de Jumièges. « Philibert, dit l'hagiographe, et après lui M. Wilde, fut recommandé tout jeune encore au roi Dagobert ¹. » Donc?... — Donc, il y avait au palais une école littéraire. — Je ne comprends pas. Du reste, M. Wilde ne devrait pas oublier que nous avons affaire ici encore à une *Vie* carolingienne, de valeur historique très contestable.

« Bonnet, continue M. Wilde, ayant fait des études de loi, alla à la cour de Sigebert, où il fut chargé d'importantes fonctions administratives ². » Que prétend prouver notre critique par cette indication ? Qu'il y avait au palais de Sigebert une « école littéraire » ? Quel lecteur admettra jamais que des « fonctions administratives » signifient « l'étude des lettres » ?

Faut-il mentionner le document carolingien où il est rapporté que Grégoire, plus tard abbé d'Utrecht, sorti de la *scola et palatio*, était à *quatorze* ou *quinze ans* un excellent lecteur ³ ? C'est là un texte de valeur suspecte, auquel aucun critique sérieux n'attachera d'importance, surtout pour établir une thèse qu'aucun document authentique n'appuie.

Enfin, M. Wilde en appelle à la *Vie de saint Ansbert*, abbé de Fontenelle : « Saint Ansbert, dit-il, quitta le palais pour entrer dans un monastère, mais il n'est pas prouvé qu'il le fit par défaut de moyens de s'instruire à la cour ⁴. » Ici encore on se demande ce que veut bien dire notre contradicteur. Ansbert ne se retira pas dans un monastère pour faire des études littéraires. Il y avait beau temps que ses études étaient terminées. Il était entré à la cour après un refus de se marier avec Angadresme et y avait rempli les fonctions de chancelier ⁵. Quel rapport y a-t-il entre tout cela et une « école littéraire » palatine ?

Et c'est tout ce que M. Wilde a trouvé de mieux pour démontrer l'existence d'une école dans les divers palais des rois mérovingiens !

Je me trompe, j'oubliais un autre de ses arguments, que je me rapprocherais de ne pas rapporter ici. « Les rois, dit-il ⁶, qui prenaient un intérêt tout particulier aux églises et aux monastères, *devaient*

¹ Mabillon, *Acta SS. ord. S. Benedicti*, t. II, p. 784, cap. 1 ; Wilde, *art. cit.*, p. 555.

² *Art. cit.*, p. 555 ; Mabillon, *Acta SS.*, t. III, p. 79, c. 3.

³ Mabillon, *Acta SS.*, t. III, II, p. 291, c. 3 ; Wilde, *art. cit.*, p. 555.

⁴ *Art. cit.*, p. 555.

⁵ La *Vie de saint, Ansbert* se trouve dans les *Acta SS.* de Mabillon, t. II. M. Wilde cite l'édition de Duchesne, *Historia Francorum*, Paris, 1636, t. I, p. 681.

⁶ *Art. cit.*, p. 555.

naturellement tenir à avoir à leur cour des écoles de lettres florissantes. » Voilà l'argument *a priori* dans toute sa beauté. Il y avait des écoles littéraires dans les palais mérovingiens, parce que cela paraît « naturel » à un historien du *xx^e* siècle.

Cette raison, je l'avoue, ne saurait me convaincre. En histoire je ne m'en rapporte qu'aux documents. Or, il n'y a pas un seul document de bonne note qui atteste l'existence d'une « école littéraire » dans les palais mérovingiens. Pour la critique cette école n'existe pas.

E. VACANDARD.

II.

NOTICE

SUR

TROIS MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PALAIS-BOURBON ¹

PAPIERS DE POMPONNE ET DE TORCY

La correspondance du comte du Luc, que j'ai explorée aux archives du département des affaires étrangères, m'ayant donné du goût pour celle du marquis de Torcy, qui revêt, entre ces deux personnalités, un caractère d'intimité particulièrement intéressant, j'ai voulu, à ce propos, voir l'*Abrégé de la vie de M. le marquis de Torcy, écrit par M^{me} la marquise d'Ancezune, sa fille*, dont le manuscrit est au cabinet de la Bibliothèque nationale ². Ce manuscrit a été utilisé par M. Frédéric Masson, dans l'*Introduction* au si précieux *Journal de Torcy* ³ qu'il a eu la bonne fortune de découvrir en Angleterre. Fidèle à une méthode que tout homme voué à l'étude sérieuse de l'histoire a le droit de qualifier de fâcheuse ⁴, le brillant

¹ Bⁿ 14, 15 et 16.

² Fr. 10668. Une partie seulement est de la main de M^{me} d'Ancezune : c'est un brouillon, un premier jet ; l'*Abrégé* complet, qui se trouve à la suite, est une copie.

³ Paris, Plon, 1884.

⁴ Par exemple, M. Masson (p. xvi de son *Introduction au Journal*) cite inexactement un passage très important de l'*Abrégé*.

En 1689, M. de Torcy avait accompagné le duc de Chaulnes à Rome, pen-

écrivain s'est gardé d'indiquer clairement la source où il avait puisé les principaux renseignements sur la jeunesse de son héros d'antan : cependant, neuf ans plus tôt, M. Armand Baschet avait déjà, heureusement, signalé la même source au public ¹.

J'ai conçu le dessein de publier l'œuvre de la marquise d'Ancezune, et j'ai recueilli, pour la compléter, d'assez nombreux documents.

De Torcy au père de sa femme, si « fort Arnauld » ², il n'y avait qu'un pas à faire, en arrière : j'ai donc voulu voir aussi ce que M. Mavidal a laissé inédit des *Mémoires* de Simon Arnauld de Pomponne, non moins séduisant que son gendre, et surtout la *Vie* de cet autre célèbre ministre qui se trouve annoncée dans certains exemplaires de cette publication, et qui n'a point paru.

Introduit par M. le comte Albert de Mun à la bibliothèque du Palais-Bourbon ³, j'ai obtenu communication du manuscrit ⁴ dont s'est servi M. Mavidal, et qui comprend :

1° *Abrégé de la vie de Simon Arnauld d'Andilly, marquis de Pomponne* [1618-1699].

2° *Négociations de M. le marquis de Pomponne en Suède et en Hollande* [1665-1668].

3° *Discours sur la Suède fait en 1668.*

4° *Mémoire sur les différents intérêts des princes.... à la fin de l'année 1679.*

5° *Journal du voyage de M. de Pomponne.... en Suède* [1665-1668].

Le tout sous forme de copies d'une même écriture.

M. Mavidal a publié : 1° *Les mémoires sur les différents intérêts*

dant le conclave où fut élu le pape Alexandre VIII, qui le reçut en audience privée. « Le pape, écrit M. Masson, l'entretint avec une bonté paternelle, l'embrassa à plusieurs reprises, lui parla du Roi avec enthousiasme : *C'est Charlemagne et saint Louis*, lui dit-il.... » Or, voici le texte relaté par M^{me} d'Ancezune (nos 64-65 de la copie) : «.... Le pape a répondu, écrit M. de Torcy à son père, qu'il était persuadé que Sa Majesté suivrait toujours les « *traces de Charlemagne et de saint Louis*.... » Certes le successeur d'Innocent XI, faisant purement et simplement de Louis XIV « Charlemagne et saint Louis, » eût été plus piquant ; mais on reconnaîtra que son langage n'en a pas moins été dénaturé par l'auteur de l'*Introduction au Journal*. Du reste, malgré la mansuétude d'Alexandre, Louis XIV ne se conduisit pas mieux envers lui qu'il n'avait fait envers Innocent : ce grand prince, aveuglé par les déplorables théories des légistes, ne conçut que plus tard d'une manière plus juste ses devoirs envers le Saint-Siège.

¹ Baschet, *Histoire du dépôt des affaires étrangères* (1875), p. 94, n. 1.

² Saint-Simon, *Mémoires* (édition de 1873), XVII, 254.

³ Que M. le conservateur Chervet me permette de rendre ici hommage à son exquise bonne grâce et à l'obligeance de ses collaborateurs.

⁴ B² 15.

des princes ¹; 2^o *Les négociations en Suède* ². Le reste demeure inédit.

J'acquis tout d'abord, en considérant le style, la conviction que l'*Abrégé de la vie* du marquis de Pomponne était du même auteur que l'*Abrégé de la vie* du marquis de Torcy, c'est-à-dire que M^{me} d'Ancezune avait rédigé le premier comme le second, à la prière de sa mère.

Après avoir recueilli tout cet inédit, j'eus la curiosité d'examiner le catalogue sur fiches de la bibliothèque ³; mon attention fut attirée par deux de ces fiches portant le nom de *Croissy*, et je demandai les deux volumes ⁴ qu'elles visaient.

Ma surprise fut agréable lorsque j'y découvris la plus grande partie des papiers que M^{me} d'Ancezune avait eus sous les yeux en écrivant l'*Abrégé de la vie* de son père, principalement les lettres originales, intimes, de M. de Croissy à son fils aîné ⁵.

Ces manuscrits du Palais-Bourbon sont donc plus précieux encore que celui de la Bibliothèque nationale, dont ils forment le complément le plus important et les preuves les plus authentiques.

Les trois volumes, entrés en même temps au Palais-Bourbon, reliés de même, au commencement du XIX^e siècle, proviennent évidemment du cabinet de M. de Torcy, et c'est un témoignage de plus que l'*Abrégé de la vie* de Pomponne est de M^{me} d'Ancezune aussi bien que l'*Abrégé de la vie* de Torcy.

Les deux derniers volumes devraient être intitulés : *Papiers de Torcy* ⁶.

HYRVOIX DE LANDOSLE.

¹ M. Mavidal a changé l'ordre des matières dans ce volume.

² Paris, Benjamin Duprat, 1860-1861, 2 vol. in-8.

³ M. Debray, archiviste paléographe, est chargé de dresser pour l'impression un catalogue officiel et complet des manuscrits de cette bibliothèque.

⁴ B^a 14 et 16.

⁵ Le volume B^a 16 comprend :

Les instructions originales du Roi et de Croissy à Torcy, envoyé extraordinaire à la cour de Portugal (1684); les lettres originales de Croissy à Torcy au cours de cette mission; les minutes des dépêches et lettres de Torcy pendant ce voyage et celui qu'il fit ensuite en Espagne (1685).

Le volume B^a 14 comprend des documents de même nature, relatifs aux voyages que Torcy fit encore, soit à titre officiel, soit à titre privé, en Danemark, en Suède, en Allemagne (1685-1686) et en Angleterre (1687). Il ne se trouve malheureusement rien là des voyages à Rome (1686 et 1689).

Ces trois volumes devraient être rationnellement cotés ainsi : B^a 15 = B^a 14; B^a 16 = B^a 15; B^a 14 = B^a 16.

Les diverses pièces des vol. B^a 16 et B^a 14 ont été reliées absolument au hasard, dans le plus grand désordre.

⁶ Nous avons vu que le catalogue sur fiches attribuait ces papiers à *Croissy*.

Le volume B^a 16 porte au dos de la reliure : *Pièces de Colbert de Torcy* (sic), et, à la première page, il est bien dit qu'il s'agit des papiers de Torcy.

III.

LETTRES DU MARÉCHAL D'HARCOURT AU DUC DU MAINE ET A VOYSIN

(1709)

DOCUMENTS INÉDITS

En étudiant l'épisode de l'invasion des Allemands en Alsace et de la violation de la neutralité suisse, au mois d'août 1709, nous avons rencontré, au dépôt des archives du département de la guerre ¹, des lettres ² du maréchal d'Harcourt ³ au duc du Maine, qui offrent un singulier intérêt par leur caractère d'intimité ⁴, d'autant que l'auteur était homme d'esprit très fin ⁵. Ce petit recueil peut être regardé comme une sorte d'appendice supplémentaire au tome XVII des *Mémoires* de Saint-Simon, où M. de Boislisle a publié une lettre du duc du Maine qui répond à l'une de celles qu'on trouvera ici.

¹ Carton VII, dossier *Allemagne*.

² Toutes ces lettres sont les originaux autographes.

³ « Henri d'Harcourt, marquis de Beuvron, né le 2 avril 1654, élève de Turenne et de Bellefonds, colonel d'infanterie en 1675, brigadier en 1683, maréchal de camp en 1688, était lieutenant général de la promotion de 1693. La même année, il eut le gouvernement de Tournay. Il commanda l'armée de la Moselle en 1695 et 1696, fut envoyé comme ambassadeur extraordinaire près la cour d'Espagne en 1697, et, à son retour, obtint l'érection du marquisat de Beuvron en duché d'Harcourt (novembre 1700). Envoyé une seconde fois en Espagne, auprès de Philippe V, il reçut le collier de la Toison d'or, fut nommé maréchal de France le 14 janvier 1703, capitaine des gardes du corps le 10 février suivant, chevalier des ordres le 2 février 1705, et eut enfin le titre de pair en 1710 [1709]. Il mourut le 19 octobre 1718. » (Boislisle, *Mémoires de Saint-Simon*, I, 246, n. 1; VII, 333, n. 1.) Louis XIV l'avait désigné pour être du conseil de régence, et il fut de ceux que le duc d'Orléans y admit. (Saint-Simon : *Mémoires*, éd. de 1873, XI, 266; XII, 215, 238, 243 et 250.)

⁴ Malgré cette intimité, Harcourt ne laissait pas que d'être indigné des prérogatives accordées aux bâtards. Saint-Simon l'entendit un jour, non sans une profonde surprise, lui dire « avec feu : ...Voyez-vous, monsieur, je vis très bien avec eux, mais je vous avoue que leur rang m'est insupportable.... » (Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de 1873, XVII, 75.)

⁵ Les divers portraits que Saint-Simon a laissés de ce personnage (*Mémoires*, éd. Boislisle, X, 30 et suiv.; XI, 54 et suiv. — Ed. de 1873 : XVI, 109) se trouvent, en général, très ressemblants, d'après la correspondance que nous publions.

Les princes avaient dû, cette année, reparaitre aux armées ¹ : Monseigneur ² en Flandres, le duc de Bourgogne sur le Rhin, le duc d'Orléans en Espagne ; ils restèrent pourtant à la cour ³. Dans une relation officielle ⁴, M. d'Harcourt en donne cette raison, pour ce qui est du petit-fils du Roi : « Du côté de l'Allemagne, écrit-il, Sa Majesté fit choix d'abord du maréchal d'Harcourt, pour commander l'armée qu'elle y destinoit, sous les ordres de Mgr le duc de Bourgogne ; mais, réfléchissant qu'il y auroit peu de gloire à acquérir pour ce prince sur le Rhin, n'y prévoyant qu'une simple défensive ⁵, la fit (*sic*) changer d'avis, et le maréchal d'Harcourt demeura seul chargé du commandement des troupes de ce côté-là. »

Il partit seul, en effet, le 26 mai ⁶, ayant pris congé du Roi le 24 ⁷, et il arriva à Strasbourg le 3 juin ⁸ : très impotent ⁹, comme il le dit lui-même, il avait voyagé à petites journées.

Le 10, le Roi l'informe, en ces termes, que Voysin a remplacé Chamillart :

Le Roi à Harcourt ¹⁰.

Versailles, 10 juin 1709.

Mon cousin, ayant jugé à propos de nommer le S^r Voysin pour remplir la place de secrétaire d'État de la guerre, vacante par la retraite du S^r Cha-

¹ Saint-Simon, *Mémoires* (éd. Boislisle), XVII, 173.

² Le 3 mai 1709, M. Le Guerchoys (il signait ainsi), intendant de Franche-Comté, écrit de Besançon à M. Chamillart : « Je fais travailler, suivant vos ordres, à une cuirasse pour Monseigneur : on me promet qu'elle pèsera trente-cinq livres au plus, et elle sera mise à toute épreuve en ma présence, avant de vous être envoyée. » En tête de cette lettre se trouve écrit : « M. Pinsonneau ». (G., vol. 2168, n° 34.)

³ Saint-Simon : *Ibid.*, p. 400-401 et 431, n. 3.

⁴ G., vol. 2163 ; pièce non numérotée, en tête du volume, avant la *table*.

⁵ Avec la petite armée du Rhin, le maréchal d'Harcourt dit qu'il est « assez fort pour ne rien craindre », mais que ces troupes « ne le mettent pas en état d'entreprendre rien de considérable ». (*Harcourt à Chamillart*, « au camp sous Kehl », 12 juin 1709. — G., vol. 2163, n° 143.) On verra qu'il avait lieu de craindre plus qu'il ne pensait.

⁶ *Madame de Maintenon au maréchal de Villars*, 26 mai 1709. (Vogüé, *Villars d'après sa correspondance*, I, 325.)

⁷ *Mémoires de Sourches*, XI, 342.

⁸ *Harcourt au Roi*, Strasbourg, 4 juin 1709. (G., vol. 2163, n° 125.)

⁹ Il subit une première attaque d'apoplexie le 30 novembre suivant (*Mémoires de Sourches*, XII, 124. — Dangeau, XIII, 70) ; il demeura privé de la parole en 1716 jusqu'au jour de sa mort, le 19 octobre 1718 (Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de 1873, XIII, 57 ; XVI, 109). En 1710, il était allé aux eaux de Bourbonne, où, sur la demande de sa femme, une compagnie de grenadiers avait été détachée de la garnison de Franche-Comté, « pour sa seurté ». Il fut fait de même ensuite pour le maréchal de Villars. (*Le Guerchoys à Voysin* : Paris — cet intendant était alors en congé — 29 janvier 1710 ; *Voysin à Le Guerchoys* : Versailles, 23 septembre 1710. — G., vol. 2241, n° 10 et 85.)

¹⁰ G., vol. 2163, n° 138. — *Minute*.

millart, je vous en donne avis afin que vous continuiez avec lui les mêmes relations et le mettiez en état de me rendre compte de tout ce qui se passera qui aura rapport au bien de mon service. Et la présente, etc.

M. d'Harcourt ne connaissait pas encore la nouvelle lorsqu'il écrivait la lettre suivante :

*Le maréchal d'Harcourt au duc du Maine*¹.

Au camp de Kehl, ce 12 juin 1709.

Je reçois les deux lettres, Monseigneur, que V. A. S. me fait l'honneur de m'adresser du 4^e et du 6^e de ce mois. J'ay déjà envoyé au reg^t suisse de Surbek² plus de 4000 l., de la viande et 150 paires de souliers, ie luy en enverray autant encor le 16 de ce mois, et il me couste luy tout seul autant que le reste de l'infanterie; mais n'estes vous pas le maistre³? un petit mot de vous à la cour fera son affaire et la mienne. De vostre malencontreuse artillerie⁴, il ny a pas un officier qui ait un sol, et ie suis obligé a leur faire donner cent livres de viande par iour, du pain de seigle pour les raffraischir et de l'eau de la krutsche à discrétion; en verité, vous deuriez leur faire au moins donner de quoy avoir des tentes, car ie n'ay pas seulement de paille pour les faire coucher, et ie prevoys que ce corps là va tomber totalement, car ce ne sont pas gens qui ayent de ressource. J'ay esté obligé a faire atteller huit pièces par quelques cheuaux de viures qui seront, le matin aux caissons, et le soir à l'artillerie: voila de quoy faire une bonne guerre.

Quand à l'autre lettre, ie suis persuadé que S. M. trouuera des ressources dans la bonne volonté de ses suiets⁵; mais il faut dispenser mieux ce que produire ce zèle que par le passé, et saper le mal par le pied: travaillés y, monseigneur, vous estes a portée de cela plus que qui que ce soit, et aidés S. M. de vostre bon esprit; Monsieur vostre frère⁶ pourroit bien y concourir, mais ie dis Canaples⁷ de vostre bon esprit a l'un et à l'autre, si vous n'en faites pas un

¹ G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 3. En tête: « respondue. »

² Dont le colonel était Jean-Jacques de Surbeck, d'une famille patricienne de Soleure, anoblie par le Roi, né à Soleure en 1648, mort à Paris le 5 mai 1714. Louis XIV lui donna, en 1686, le régiment de Koenigsmarck, infanterie allemand, qui devint plus tard celui de La Mark d'Aremberg. Il avait résigné ce corps en 1692 pour prendre le régiment de Stuppa. Brigadier en 1691, il partagea avec ses collègues Reynold, de Fribourg, et Zur Lauben, de Zug, l'honneur d'avoir décidé la victoire de Nerwinden. Inspecteur général d'infanterie (1694); maréchal de camp (1696); lieutenant général (1704) (May de Romainmotiers, *Histoire militaire des Suisses dans les différents services de l'Europe*, VI, 109.)

³ Le duc du Maine était colonel général des Suisses et Grisons.

⁴ Le duc du Maine était grand maître de l'artillerie.

⁵ Ceci à propos des conditions que les alliés venaient de proposer à M. de Torcy, à la Haye, et que le Roi n'avait pu accepter.

⁶ Le comte de Toulouse.

⁷ Le comte de Canaples, de la maison de Blanchefort-Créquy, passait, selon Saint-Simon (*Mémoires*, édit. de Boislisle, X, 265 et 266), pour être d'une nullité qui serait devenue proverbiale à la cour, d'après cette lettre du duc d'Harcourt et une autre du comte de Luc au marquis de Torcy (A. E., *Suisse*: CCXVIII,

bon usage dans une aussy triste conioncture¹. Aimés moy tousiours un peu l'un et l'autre, puisque vous scavés à quel point ie vous honore et respecte.

Ne vous attendés a aucune opération militaire de ma part, et, comme on scait bien que nous ne ferons pas grands faits darmes, nous n'auons ni recolets² ny chirurgien, et la diète³ nous rassure contre les maladies : nous verrons, par l'usage que nous en ferons, si les principes de M. Fagon⁴ sont bons.

HARCOURT.

Voici maintenant la lettre à laquelle le duc du Mainea répondu par celle en date du 25 du même mois, que M. de Boislisle a publiée⁵ :

Harcourt à du Maine⁶.

Au camp de Kehl, ce 18 juin 1709.

le n'ay encor de nouuelles des cheuaux de l'artillerie, Monseigneur, que ce que V. A. S. me fait lhonneur de m'en mander, et ie commence à m'en soucier peu, d'autant plus que l'on me pille de tous les costés. On vient de me porter une botte de vingt escadrons, cela est un peu fort, sans ce qu'on m'a osté par les menus. vous estes bien discret dans les grands euènements de la cour : avés vous vendu vostre vaisselle⁷, et sur quoy mangerés vous ? sera ce estaing ou fayence ? dieu mercy nous auons la procession de l'un et de l'autre, et ie seray, pour cet article, aussy magnifiques [*sic*] qu'aucun traittant : ces m^{rs} trouueront bien encor le moyen de se ruiner dans cette nouvelle vaisselle, et ie m'attens à quelque mode qui surprendra tout le monde. ie souhaite et me flatte qu'on fera bon usage du produit de l'argenterie, et ie souhaite de mesme que le m^{al} de villars fasse un bon usage de mes 20 escadrons et qu'il mette

23 v^o), du 10 novembre 1710, où nous lisons : «.... Votre voisin [Pontchartrain].... jette, comme vous le verrez, une pierre dans mon jardin ; mais, pourvu que le Roi et vous soyez contents, j'en dis Canaples.... » *Dire Canaples* signifiait donc : *c'est comme rien, peu m'importe ou je m'en moque*.

¹ Voir les lettres et mémoires du duc du Maine, publiés par M. de Boislisle au tome XVII des *Mémoires de Saint-Simon* (appendice X, p. 583-607).

² Les Récollets, religieux de l'étroite observance de l'Ordre de Saint-François, qui servaient habituellement d'aumôniers aux armées, ainsi que les Capucins. — Le même jour, le maréchal réclame instamment à Chamillart : « Récollets et chirurgiens » (G., vol. 2163, n° 143).

³ La misère, qui était atroce, provoquait de nombreuses désertions. Harcourt ne partit pas du tout « bien assuré » de vivres et d'argent pour son armée, contrairement à ce que dit Saint-Simon (*Ibid.*, XVII, 397) ; du moins ne le fut-il guère que de promesses (Voir ci-après la lettre du maréchal au duc du Maine, du 31 juillet, p. 564). M^{me} de Maintenon écrivit au maréchal de Villars, le 26 mai (Vogüé, *Villars d'après sa correspondance*, I, 325) : « Le maréchal d'Harcourt est enfin parti aujourd'hui, après avoir obtenu quelques secours, à force de presser tout le monde. »

⁴ Le premier médecin du Roi.

⁵ *Mémoires de Saint-Simon*, t. XVII, appendice X, p. 601.

⁶ G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 4. Ecrit en tête : « repondue ».

⁷ Voir, sur les dons et ventes de vaisselle d'or et d'argent, à cette époque, le tome XVII des *Mémoires de Saint-Simon* (édit. Boislisle), p. 403, n. 1 ; 405, n. 6 ; 564-568 ; 628.

l'esprit des courtisans en repos, qu'il inquiette fort par la bataille qu'il promet : nous n'auons pas besoin que le pied luy glisse. adieu, Monseigneur et maistre, ie suis absolument dévoué à V. A. S. Harcourt.

Ce qui suit a trait à la chute du ministre Chamillart ¹ :

Harcourt à du Maine ².

A Strasbourg, ce 23^e juin 1709.

Ce n'est pas à moy à qui il faut faire compliment du changement, monseigneur, c'est à qui vous scavés ³ : pour V. A. S., elle n'a pas donné un tour de queue, et ie m'en serois plein à m^e la duchesse du mayne, si iauois osé, et elle m'auoit fait raison de vostre trop de sagesse. ce n'est pas assés, il faut continuer, car il faut sauuer et le maistre de la maison et la maison.

Ie ne vous donneray non plus ma protection auprès de M^r voysin ⁴ que vous m'aués donné la vostre auprès de M. Chamillart : vous n'aués jamais voulu dire à m^e de Chamillart, vostre amie solide ⁵, que m^e de Beauvilliers ne luy disoit pas un mot de vray en parlant sur mon chapitre ⁶ ; vous aués laissé dire au Roi que ie ne donnois pas un sol au cap⁷ de mon fils, sans dire mot, et vous comtés sur ma protection : ie ne la donne pas à si bon marché. Au milieu

¹ Voir les *Mémoires* de Saint-Simon avec le commentaire si précieux de M. de Boislisle (t. XVII, p. 387 et suiv. ; 439, n. 2 ; 415 et 516).

² G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 5. Ecrit en tête : « respondue. »

³ C'est-à-dire à M^{me} de Maintenon. Les Voysin étaient « fort des amis » de M^{me} de Maintenon. (Lettre de M^{me} de Maintenon à M^{me} des Ursins. — Saint-Simon, *Ibid.*, XVII, 630.) C'est M^{me} de Maintenon qui avait lié M. d'Harcourt avec le duc du Maine. Dès l'année 1702, elle l'eût voulu faire nommer ministre. (Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Boislisle, X, 28 ; XI, 56.) D'après Saint-Simon encore (*Ibid.*, XVII, 158, 167), elle aurait un instant réussi à lui obtenir cette faveur, en 1709, lorsqu'il fut question de chasser Chamillart. Il n'est que Madame, la Palatine, pour injurier M^{me} de Maintenon, dans ses papiers secrets, plus grossièrement et plus basement que ne l'a fait M. de Saint-Simon. Celui-ci prétend (*Ibid.*, XVII, 289) que « Beuvron, père d'Harcourt, avait été plus que très bien » avec M^{me} Scarron, et que c'était « la source impure » (*Ibid.*, X, 27) de l'amitié qu'elle reportait sur le fils. D'après une annotation du duc de Luynes au *Journal* de Dangeau (XII, 441, n. 1), M^{me} de Maintenon aurait fait savoir d'avance au maréchal d'Harcourt quel serait le successeur de Chamillart. — Quoi qu'en dise Saint Simon, ce n'est pas M^{me} de Maintenon, mais bien monseigneur, « qui a achevé de déterminer le Roi » à congédier Chamillart, ainsi que l'écrit elle-même M^{me} de Maintenon au duc de Noailles, le 9 juin 1709 (Geffroy : *M^{me} de Maintenon*..., t. II, p. 210-211 ; voir aussi t. I, introduction, p. LIX-LXII).

⁴ M. d'Harcourt avait connu les Voysin dans le Hainaut, où le mari fut intendan de 1688 à 1698, lui d'un commerce sans agrément, mais sa femme fort aimable. (Saint-Simon, *Ibid.*, XVII, 454.)

⁵ Chamillart ayant « pris [le duc du Maine] pour protecteur », lui et sa femme croyaient pouvoir compter sur ce prince. (Saint-Simon : *Ibid.*, XVII, 203 et 426.)

⁶ Le duc d'Harcourt avait visé à remplacer le duc de Beauvillier au Conseil. (Saint-Simon, *Ibid.*, XV, 388.) A la nouvelle qu'il était désigné pour commander sous le duc de Bourgogne, la princess des Ursins montrant de la surprise, M^{me} de Maintenon lui répondit : « M. le duc de Bourgogne paraît fort content de l'avoir, quoiqu'il ne soit point raccommode avec M. le duc de Beauvillier. » (Recueil Bossange, I, 400 et 401.)

de tout cela, j'ay encore bien du penchant pour V. A. S., et, pourveu quelle se gouverne mieux à l'avenir, ie ne l'abandonneray pas. hier la plus petite des armées du roy pensa perir par les eaux débordées ; heureusement ie me mis en marche sur le champ, sans cela il n'y auoit pas de ressource : les ministres n'en auroient fait que rire. voilà peut être ce que vous apprendrés dans la campagne que j'auray fait de mieux, car on fait les généraux comme les ministres, et, ma foy, à bien considerer les choses depuis dix ans, la balance est égale. au moins ie ne suis pas empiré des grandeurs de ce monde, qui m'importunent au dernier point¹, et j'aimerois mieux faire mes foins de pontalie² : voilà des sentiments bas. adieu, Monseigneur, serué vous de votre bon esprit, sans cela V. A. S. en sera comtable à Dieu un iour et dèsà present au monde.

HARCOURT.

Harcourt à du Maine ³.

A Strasbourg, ce 26^e juin 1709.

La date de vostre lettre me feroit plaisir, monseigneur, si V. A. S. habitoit sa belle maison par une autre raison que celle qui vous y retient ; ie vous plains infiniment, et surtout M^e la duchesse du Mayne, qui, en pareille occasion, souffre beaucoup : ie me flatte qu'à present vous serés hors de toute inquiétude.

Ie crois que vous aurés satisfaction du ministre nouveau ; il entend et n'est pas vain, de manière que vous poués hardiment lui communiquer vos vetées et vos lumières : il ny a personne plus capable d'en profiter.

Au reste, ie ne suis point content du tout de vos⁴ languedochiens [*sic*] : ils commencent à renouveler leurs anciennes extrauagances⁵ ; on m'oste, pour cela, les escadrons que i'auois permission de faire venir de comté⁶. ainsi ie

¹ Ce sont là de ces choses qu'on dit Voir ci-après (p. 567) la « mortification mortelle » que le même duc d'Harcourt s'écrie ressentir de voir le duc de Villars fait pair de France avant lui.

² C'était « une petite maison » qui s'appelait primitivement Les Moulineaux ou Le Moulineau, à l'extrémité occidentale du parc de Versailles, près de la porte dite de Maintenon : le Roi l'avait donnée à vie à son chirugien Félix, « qui l'avait rendue fort jolie » ; puis à la comtesse de Gramont, qui l'avait ainsi nommée : Pontalie ; enfin au maréchal d'Harcourt. « On la démolit, par économie, en 1732, sauf le moulin. Les derniers occupants avaient été l'intendant Bignon et sa femme. » (Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Boislisle, XI, 108-109, 112-113 et notes.)

Saint-Simon dit que Harcourt dissimulait son ambition « sous une écorce d'indifférence, de simplicité, d'amour de sa campagne et des soins domestiques, et de faire peu ou point de cas de tout le reste. » (*Ibid.*, p. 55.)

³ G, carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 6. Ecrit en tête : « respondue. »

⁴ Le duc du Maine était gouverneur du Languedoc.

⁵ Il s'agit d'une insurrection des religionnaires en Vivarais, dont Saint-Simon ne parle pas, mais bien Dangeau. Voir aussi les *Mémoires de Souches*, t. X et XI, juin-août 1709, et Brueys, *Histoire du fanatisme de notre temps*, t. III. Court (*Histoire des troubles des Cévennes*, III, 320) a cru à tort pouvoir contester un point important du récit de ce dernier (*Histoire du fanatisme...*, III, 536-540) qui se trouve confirmé par la correspondance inédite du comte du Luc : nous en parlerons ailleurs.

⁶ De la Franche-Comté.

suis réduit au petit pied : ie m'en console, n'ayant rien à faire. vous aurez sceu que nous avons couru risque par la fureur des eaux : jay fait une savante et diligente retraite ; jattens celle de linondation pour repasser en delà¹ et viouter. ie ne vois pas que, dans le partage des troupes d'Espagne, veuss m'y compresiés : ie n'en ay pas besoin presentement ; mais, dans le mois de novembre, si les troupes ne sont pas totalement ruinées, ie pourrois m'en servir utilement à quelque subtilité normande. ie ne suis cependant pas trop bon pour les opérations d'hyuer, puisque les moindres de l'été me fatiguent horriblement. ie suis a V. A. S., monseigneur, avec mon respect ordinaire.

HARCOURT.

Harcourt à du Maine².

A Strasbourg, ce 4^e juillet 1709.

Ie suis dans de terribles inquiétudes des mouuements des armées ennemies en Flandres, monseigneur : je voudrois les voir autour de mon gouvernement de Tournay, bien assises, et qu'elles y passassent la campagne entières (*sic*). ie trouve l'armée du m^l de villars bien retranchée, mais ie voudrois que sa gauche approchast dauantage la lys ; car il ne suffit pas de mettre l'armée en seureté, il faut que l'ennemy ne puisse pas couler entre la lys et la gauche, sans cela aire n'est pas en seureté, et il est plus facile de l'empêcher d'y venir que de l'en déplacer. je crains encor lisle de S^t amand : vous voyez que i'ai bien des craintes ; peut estre ne sont elles pas bien fondées. après cela, le pain de cette prodigieuse armée m'embarrasse. notre pauvre patrie se souviendra longtemps de l'incapacité d'un seul homme : ie voudrais quil fut duc, prince, ou tout ce qu'il vous plaira, et ne se fust jamais meslé que du billard³, ie le dis d'autant plus nettement à V. A. S. qu'elle scait bien que ce n'est pas sa chute qui me fait tenir ce discours, qui ne vous est pas nouveau⁴, portés vous bien et me donnés de bonnes nouvelles. ma bonne humeur⁵ diminue fort, mais mon respect et mon attachement pour V. A. S. ne peut ny augmenter ny diminuer.

HARCOURT.

Harcourt à du Maine⁶.

A Strasbourg, ce 14^e juillet 1709.

Ie revins hier des lignes, monseigneur, que ie trouue bonnes, mais d'une grande estendue : iy laisse S^t fremont⁷ avec 20 Battaillons et 12 escadrons, et

¹ Du Rhin.

² G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 7.

³ La « fortune » de Chamillart « fut d'exceller au billard.... » (Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Boislisle, VI, 293 ; voir aussi IX, 37.)

⁴ Saint-Simon, *Ibid.*, XVII, 385 et suiv. ; 388-390.

⁵ « Il avait beaucoup d'esprit.... Sa conversation la plus ordinaire était charmante ; personne n'était de meilleure compagnie.... naturellement gai.... » (Saint-Simon, *Ibid.*, X, 31.) Il était « fait exprès pour les affaires et les premières places, par son esprit et sa capacité, et autant encore par son art, et.... propre encore, par la délicatesse, la douceur et l'agrément de son esprit et de ses manières, à faire les délices de la société.... » (*Ibid.*, édit. de 1873, XVI, 109.)

⁶ G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 8.

⁷ Jean-François Ravend, marquis de Saint-Frémond, lieutenant général de-

demain ie serai campé avec 14 bat. et 40 escadrons à Alteneim ¹, qui est mon reste, le tout bien payé iusques icy, cest à dire un sol par homme, car les officiers sont a la dernière extrémité, et m^{re} de l'artillerie me le font scauoir souuent ; ie leur dis d'en écrire un mot à V. A. S., qui en fera leur affaire au moindre mot qu'elle aura dit.

le ressens dès à present ce que la perte de Tournay me causera, mais ien seray consolé, pourvu qu'il nous oste, par sa longue resistance, une queue de campagne difficile a achever. ie suis à V. A. S., monseigneur, avec tout le respect possible

HARCOURT.

Harcourt à du Maine ².

Au camp d'Alteneim, ce 23^e juillet 1709.

Ie trouve effectiuement la lettre que V. A. S. me fait l'honneur de m'écrire très serieuse, et le temps le comporte ainsy : vous croyés bien que, de mon côté, ie ne suis pas bien gaillard, car mes affaires, que depuis longtemps vous connoissés mauuaises, deperissent iournellement ³, et ie ne puis voir qu'auec une extrême douleur que celles du roy empirent, la bonté des siennes étant ma seule ressource ⁴. Ce n'est donc pas sans raison que l'enrage depuis dix ans, de voir comme ceux qui en estoient chargés les menoient ⁵, et de ce qu'on ne vouloit pas m'écouter sur cela, et qu'on attribuoit cela au chagrin que j'auois de n'auoir pas part au ministere ⁶.

j'ay auis que les ennemys réparent diligemment les pontons qu'ils ont à frybourg, et qu'ils ont dessein de jetter un pont sur le rhin entre brisack et Luningen : ie ne croy pas cela avisé, et celuy qui aura cette commission n'en viendra pas a bout facilement. un parti de Sarloüis auoit trouué moyen de passer le rhin et de prendre, aux bains d'embs, pres Mayence, le g[rand] maistre de lordre teutonique, le p[rin]ce de luneburg et celuy de Taxis ; mais le partisan a esté ioint pres Creutsnach, battu, et sa capture reprise : ie doute qu'il soit aussy favorablement traité que celuy qui auoit pris M^{re} le premier ⁷.

puis 1702, mort en 1722 âgé de soixante-dix-huit ans. (Boislisle, *Mémoires de Saint-Simon*, III, 235, n. 3.)

¹ Alteneim.

² G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 9. Ecrit en tête : « respondue. »

³ « Il laissa peu de bien et tiroit du Roi plus de soixante mille livres de rentes, dont rien de susceptible de passer à son fils aîné, et il avait plusieurs enfants. » (Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de 1873, XVI, 109.) Il était toujours gêné, malgré le gros revenu de ses charges. (*Ibid.*, édit. Boislisle, XVII, 30, n. 5.)

⁴ Les mêmes préoccupations personnelles faisaient dire plaisamment au comte du Luc, écrivant à M. de Torcy, le 4 août 1710 : « Le gueux est aussi fâché de perdre son havresac que le monarque sa couronne.... » (A. E. Suisse, CCXVI, 110.)

⁵ Saint-Simon (*Ibid.*, XVII, 164) parle du « mépris public que M. d'Harcourt faisait des ministres du Roi ». Voir ci-après la lettre du 31 du même mois.

⁶ Voir ci-devant, p. 560, note 6.

⁷ Le 24 mars 1707, le marquis de Beringhen, premier écuyer du Roi, avait été enlevé par un parti ennemi, avec une audace stupéfiante, entre Versailles et Paris, dans la plaine de Billancourt. Le colonel Guethem, originaire de Tourcoing, ancien valet de pied du prince de Conti, qui était à la tête de ces

vous ne me mandés rien de ce qui se passe en languedoc, ny a la cour. ie suis à V. A. S., monseigneur, avec mon respect et mon attachement ordinaire.

HARCOURT.

[P.-S.] Une petite atteinte de colique, apres une promenade un peu trop longue, m'a obligé à recourir à mon remède ordinaire¹ : cela est à present fini ; mais ie vois bien qu'il faut m'en tenir à l'exercice d'un inualide.

Harcourt à du Maine².

Au camp d'Altenheim, ce 31 juillet 1709.

Iay receu, monseigneur, la lettre que V. A. S. me fait lhonneur de m'ecrire, du 22^e de ce mois. ie ne puis croire que Tournay ne fasse une longue resistance, par les propres forces de la place. l'attaque de la porte de Valenciennes, suivant les regles, aura de la peine à réussir, laissant derriere soy tous les ouvrages de la citadelle dans leur entier, quand on voudra aller au retranchement de Mr de Surville, et lesdits ourages ne peuvent estre battus du canon des ennemys ; d'ailleurs les mines obligeront bien les ennemys à aller doucement lorsqu'ils s'en trouveront a portée. ie ne crains que le deffaut d'hommes et de viures ; le deffaut de celles cy ne sont pas moins à craindre puisque l'on ny vit, à ce que l'on me mande, qu'au iour la iournée.

Le m^{al} de villars me mande que les ennemys ont trente sept mille hommes plus que luy : ce calcul n'est pas aisé à faire, et ie croy qu'il cave au plus fort ; quoy qu'il en soit le nombre ne m'epouvante pas tant que le manque de subsistance.

Ie ne vous entretiendray pas de nostre fait, car il n'est pas assés considerable. ie vous diray seulement qu'il n'est pas venu un écu depuis que ie suis party, et nous auons vescu deux mois de 200000 l. que iay apportées : uous iugez bien qu'en deux mois on ne fait pas grande chère avec cette somme. j'auois demandé 10000 marcs de matière : on ne m'en promet que deux mil depuis longtemps et on ne me les envoie pas ; l'officier est dans une misere incroyable, le pain et la viande seule nous nourrit, mais il ny a ny chemises ny souliers, et les officiers en manquent comme le soldat, et, quand il tombe malade il est perdu sans ressource. j'ay, pour y remedier, fait un petit hospital pour eux, qui les sauuera si le nombre n'augmente pas. il n'ya pas de quoi faire ferrer un cheual non plus, et les officiers generaux

partisans, fut pris, lui quatrième, entre Ham et Péronne, et Beringhen délivré. Guethem, ramené prisonnier sur parole, fut très courtoisement accueilli du Roi, à Versailles, pour avoir traité le premier écuyer de Sa Majesté avec de grands égards par les chemins ; il fut « couru de tout le monde, et, à Paris, aux spectacles, des bourgeois et du peuple, avec une admiration singulièrement indécente. » (Saint-Simon, *Mémoires*, XIV, 352-361 et 477. — Dangeau, 24 mars 1707 et suiv. — *Mémoires de Sourches* : X, 229-283.)

¹ Saint-Simon, dans ses *Mémoires* (édit. Boislisle, X, 40-41), à l'année 1702, croit pouvoir mettre en doute ces coliques : « Harcourt, dit-il, avec le meilleur visage du monde, se plaignait de coliques la nuit, d'insomnies et de toutes sortes de maux qui ne paraissaient point, pour tenir une porte ouverte à refuser de servir et de s'éloigner. »

² G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 10. Ecrit en tête : « respondue. »

meurent de faim, à commencer par moy. ceci est pour V. A. S. seule, car il n'est pas nécessaire d'affliger le maistre d'une chose à laquelle il ne peut remédier. je suis, Monseigneur, à V. A. S. avec mon respect et mon attachement ordinaire.

HARCOURT.

*Harcourt à du Maine*¹.

Au camp de Langshchleithal, 18 août 1709.

Vous avez sceu, monseigneur, que M. le duc de Hanovre a passé le rhin à Philipsburg, et est venu camper à Kandel : cela m'a obligé à repasser aussy en deçà et venir camper icy, où ie croy que nous pourrons bien faire un long sejour. ie souhaitterois bien que les armées, en flandres, fussent de même, car ie vous auoue que le reste de la campagne en ce pays la m'allarme fort. que V. A. S. fasse donc la paix, et que nous passions encore quelques années en paix. ie ne vous dis aucun detail, car il vous feroit trop de peine : ie croy que vos officiers d'artillerie ne vous laissent rien ignorer de leur misère ; ce sera beaucoup si nous pouvons la conduire iusques à la fin d'octobre, qui peut estre ne sera pas encor la fin de nostre campagne, car nous dependrons de M. le p[rin]ce Eugène et de M. de Malboroug, qui ne seront peut estre pas si pressés de se retirer chez eux. je vous supplie cependant, Monseigneur, d'estre bien persuadé de l'attachement et du respect que i'ay pour V. A. S. et pour M. le Comte².

HARCOURT.

Il serait bon que vous eussiez la bonté de faire quelque instance pour que l'on donnât la viande et le pain aux officiers d'artillerie à un prix raisonnable, qu'ils payeroient sur les billets qu'ils ont de leur tresorier : ils me font la plus grande pitié du monde.

Les ennemys se sont presentes devant Hagenbach et on s'est retiré, ainsy que je l'avois ordonné, estant trop elloigné de moy et bon a rien. ie m'attens à estre canoné du costé de Veissenburg : il y a un corps qui a remonté le rhin pour le passer³; le C[omte] du bourg y est pour lempêcher. si les suisses veulent leur donner passages, ie ne puis m'y opposer : on m'a plumé du coste de flandres et de Dauphiné, de manière que ie ne puis fairé face partout.

*Harcourt à du Maine*⁴.

A Lauterbourg, ce 28^e aoust 1709.

Vous me grondés, monseigneur, et vous avés raison ; mais ie n'ay pas de tort, ie n'ay pas le loisir de dormir, et ie suis tellement occupé par toutte ma séparation que ie ne puis y suffire.

le C[omte] du Bourg a gagné une petite bataille, mais bien complete et bien utile : les ennemys sont repassés de l'autre costé du rhin ; j'auois bien enuie d'un petit bout de l'arrière garde, mais il n'y a pas eu moyen. ie suis à V. A. S. avec tout le respect possible.

HARCOURT.

¹ G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 11.

² Le comte de Toulouse.

³ Pour renforcer l'armée de Villars, d'une part, et celle de Berwick, de l'autre.

⁴ G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 12. En tête : « respondue. »

Pardonnés moy et continués moy un peu de part dans l'honneur de vos bonnes grâces.

Cette « petite bataille », livrée à Rumersheim, le 26 août, était de grande conséquence. Sans la victoire du comte du Bourg, la Franche-Comté était envahie : car, d'après un plan conçu depuis longtemps, c'était cette province qui se trouvait visée, où presque tout le clergé et le peuple, souffrant avec beaucoup de peine la domination française, demeuraient attachés de cœur à la maison d'Autriche.

Or, ainsi que nous l'avons vu plus haut, le maréchal d'Harcourt croyait pouvoir au moins rester sans crainte sur la défensive, la rive gauche du Rhin se trouvant assez bien gardée jusqu'à Huningen, en amont : on comptait que, plus haut, la neutralité des Suisses servait de rempart suffisant. La cour se reposait, de ce côté, dans un complet optimisme, et le maréchal eut le tort de ne pas tenir assez de compte des avis de l'ambassadeur du Roi auprès des Cantons¹.

Le comte de Mercy traversa le fleuve à Rheinfelden, l'une des quatre villes *forestières* appartenant à la sérénissime maison dans ces parages, et les Bâlois favorisèrent le passage de sa troupe à travers leur territoire : il s'avança jusque vers Neuburg, où le rencontra le comte du Bourg, lieutenant général, dépêché enfin à la hâte par le maréchal.

L'échec de Mercy doit être attribué surtout à ce que le duc de Hanovre ne le joignit pas à temps.

(Lettre signée d'un paraphe)².

2 septembre 1709.

Monsieur,

Le comte de Mercy a esté battu, Dieu merci³, dans les formes, et cela à cause du courrier que S. A. Elect^{re} d'hanover lui avoit envoyé est resté en chemin; cependant les lettres assurent qu'il a très bien fait avec sa cavallerie, ayant renversé au premier d'abord quelques regiments de cavallerie et dragons françois⁴, neantmoins qu'à la fin il fut obligé de se retirer, et se sauver au costé de fribourg, ayant abandonné quatre bataillons d'infanterie, qui furent en partie tués et faits prisonniers, si bien que voila la campagne sur le haut Rhein finie, d'autant que le prince d'hanover est repassé le Rhein.

¹ Nous parlerons de cela bientôt, dans un travail relatif au passage du comte de Mercy en Alsace.

² G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 13.

³ C'est-à-dire selon les règles, sans qu'il en pût être autrement. Le contexte prouve que cette lettre, d'un style si incorrect, est d'un partisan des impériaux; elle aura été saisie et transmise à Versailles.

⁴ Les relations françaises ne disent rien de ce premier avantage qu'auraient remporté les impériaux et dont parle Lamberty (*Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, V, 381).

Les lettres de Lisle disent que journellement les François desertent et viennent à lisle.

Harcourt à du Maine ¹.

Au camp de Langenschleithal, ce 8^e sept. 1709.

C'est à M. le C[omte] du Bourg, monseigneur, et à sa sage et bonne conduite auquel nous devons nostre tranquillité. ie ne laisse pas d'estre tres flatté du compliment dont V. A. S. m'honore, aussy bien que de celuy de M^e la duchesse du Mayne, qui acheueroit fort bien de me tourner la teste si ie n'estois pas bien sur mes gardes : ie souhaitterois pouvoir la seruir dans la vendange prochaine, toute foible qu'elle sera, et ie la tiendrois quitte pour la simple nourriture, car iay peine à croire Vos A. S. avec beaucoup d'argent.

Le moment fatal de la citadelle de Tournay est venu et les ennemys ne me l'ont pas laissé longtemps ignorer; ils ont temperé cette mauvaise nouvelle par une esperance prochaine de la paix : Dieu le veuille! il est temps ou iamais. vous aués raison de uous louer de ma regularité lorsque ie n'ay rien à faire, et de nous plaindre, dans mes grandes occupations, de mon irregularité; cela est tres naturel, et uous sçavés que ie le suis ², malgré tout ce qu'en disent mès bons amys de cour : ie serois vangé de reste de leur mauvaise conduite, si elle n'auoit pas perdu le roy, l'estat et moy, chetive créature; ce n'est pourtant pas ma faute, vous sçavés qu'à mes risques et fortunes l'ay parlé il y a longtemps ³.

Ie suis, monseigneur, à V. A. S. avec mon respect et mon attachement ordinaire.

HARCOURT.

Harcourt à Voysin ⁴.

Au camp de Langenschleithal, 22 septembre 1709.

[*Post-scriptum* de la main d'Harcourt; la première partie est de la main d'un secrétaire] :

• Ce 23^e.

• J'apprends, monsieur, par l'ordinaire de Paris qui arriue, que S. M. doit faire M. le M^l de Villars pair : il le merite fort par ce qu'il vient de faire pour le seruire de S. M. ⁵; mais en meme temps ie ne merite pas une telle mortification; c'en seroit une mortelle pour moi, qui ay lhonneur d'estre duc six ans devant luy ⁶, de me voir oublié et de prendre place après luy. ie vous

¹ G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 14. En tête : « respondue. »

² C'est-à-dire : *vous savez que je suis naturel*. Ce mot signifiait la simplicité et la franchise, dans le langage du temps.

³ Voir ci-devant la lettre du 23 juillet.

⁴ G., vol. 2164, n^o 247.

⁵ A Malplaquet.

⁶ Le marquis d'Harcourt avait été « déclaré duc héréditaire, » le 17 novembre 1700 (Saint-Simon, *Mémoires*, éd. Boislisle, VII, 333); le maréchal de Villars, le 16 janvier 1705 (*Ibid.*, XII, 373). Villars fut fait pair de France le 20 septembre de cette année 1709 (*Mémoires de Souches*, XII, 25); Harcourt, le 27 novembre suivant (Dangeau, XIII, 69.) Voir, dans le *Journal* de Dan-

supplie, en lisant ma lettre au roy, d'appuyer sur cet article et de me rassurer la dessus par une response fauorable.

A quoi le secrétaire d'État de la guerre se borne à répondre :

Voysin à Harcourt ¹.

Marly, 29 septembre 1709.

.... J'ai lu au Roi le dernier article de votre lettre [du 22] sur ce qui regarde M. le maréchal de Villars : vous aurez appris depuis que le Roi lui a fait la grâce telle que vous marquez qu'on vous l'avoit mandé de Paris.

C'est bien là le ton de cet homme que dépeint Saint-Simon, « sec, dur, sans politesse ni savoir-vivre.... si parfaitement [intendant] toute sa vie, depuis les pieds jusqu'à la tête, avec l'autorité toute crue pour tout faire et pour répondre à tout...., dont les lettres, dépourvues de toute politesse, n'étaient que la réponse laconique, pleine d'autorité.... et toujours à tout : le Roi le veut ainsi ². » Aussi fut-ce sa femme, d'humeur tout autre, « qui lui fit sa fortune ³, » très honorablement au reste.

Harcourt à du Maine ⁴.

Au camp de Langenschleital, ce 23 septembre 1709.

Je crois avec V. A. S. que les ennemys ont plus perdu que nous à la Bataille que nous auons perdu avec moins de profit que de gloire : ils n'en font pas moins le siège de Mons ; ie souhaite qu'ils bornent là leur campagne, car ie desespère doresnavant du restablisement de nos affaires par la force, et ie crois que la patience est ce qui nous convient le mieux. vous ioués trop gros ieu là bas, et vous perdrés tout d'un coup le royaume. gagnons, s'il se peut, l'hyver : qui a temps a vie. voilà à quoy uous engage la sottise de l'ancien ministere, qui laisse, au moins (*sic*) de iuin, la mesme prouision à 400,000 hommes que pour une aloüette : l'ange exterminateur n'a jamais fait plus de mal.

« Je iouïs icy de plus que de la tranquillité : j'y meurs tout doucement, faute de subsistance, et cela s'en va de maniere à perir bientost tout d'un coup. ie suis a V. A. S., Monseigneur, avec mon respect et mon attachement ordinaire.

HARCOURT.

geau (XIII, 29 nov., 1^{er} déc. 1709, 7 avril 1710, et dans les *Mémoires* de Saint-Simon, éd. de 1873, VII, 264-265), comment Harcourt chercha encore, mais en vain, à se faire recevoir au Parlement avant Villars.

¹ G., vol. 2164, n° 269. — *Minute*.

² Saint-Simon, *Ibid.*, XVII, 457-459.

³ Saint-Simon, *Ibid.*, XVII, 450.

⁴ G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 15.

*Harcourt à du Maine*¹.

A Veissenbourg, ce 25 octobre 1709.

Madame la duchesse du mayne, Monseigneur, doit me laisser acheuer d'executer l'ordre dont elle m'a honoré auant de me charger d'une autre commission ; ce n'est pas, à la verité, que la derniere ne fust necessaire et pressante, mais il faut que ce soyent les maistres en cet art qui fassent ce chef d'œuvre, et vous n'en manqués pas : ils ont une connoissance parfaite des affaires et une longue expérience, et, pardessus tout cela, l'infinité de fautes qu'ils ont fait en politique leur donne un grand auantage au dessus de ceux qui ne s'en sont iamais meslé.

Il est vray que mon chasteau est ma vie², et l'emporte dicy la plus belle graine de choux que l'on puisse voir, que l'espère planter en arrivant ; ie ferai aussi un sacrifice dun cochon de lait à mes dieux pénates, que nous mangerons ensemble apres avoir repandu un peu de vin vieux : il faut que tout cela soit modeste pour se conformer au temps. pour V. A. S. il faut la laisser dans ses grandes occupations, coler son papier doré, que l'espère luy porter, et me contenir dans mon petit menage, où ie ne vivrai pourtant pas tranquillement que ie ne jouisse de la paix. ie suis à V. A. S. avec mon respect et mon attachement ordinaire.

HARCOURT.

Le maréchal d'Harcourt ne reparut à la cour que le 27 novembre³. On remarquera qu'il était alors partisan de la paix à tout prix. Le comte du Luc dira de même, l'année suivante : « Qui ne sait pas faire la guerre doit savoir acheter la paix⁴. »

HYRVOIX DE LANDOSLE.

¹ G., carton VII, dossier *Allemagne*, pièce 16.

² Voir ci-devant la note 3 de la lettre du 26 juin.

³ Dangeau, XIII, 68 et 69.

⁴ *Du Luc à Cambiagues* : 15 mars 1710 (A. E. Suisse : CCXXIII, 14).

On trouvera bon que nous donnions ici un renseignement que fournit la correspondance du comte du Luc, pour éclaircir un point du tome XVII des *Mémoires* de Saint-Simon, auquel l'annotation du présent article a fait tant d'utiles emprunts.

A la page 562 de ce volume, M. de Boislisle publie une lettre adressée par Saint-Simon « à une dame, » touchant le prétendu abbé du Buquoy, et il ajoute (p. 563, n. 2) que le dossier où la pièce est renfermée, à la bibliothèque de l'Arsenal, « ne permet pas de dire qui était cette dame. »

Un mémoire de M. d'Argenson (A. E. Suisse : CXCIX, 209-210), rédigé probablement dès l'année 1707, et dont copie a été envoyée par le marquis de Torcy au comte du Luc, le 21 août 1709 (A. E. *Ibid.*, 172 v°), indique que cette dame n'était autre, sans doute, que « la veuve du sr comte du Bucquoy », dont le lieutenant de police avait reçu la plainte.

Le fameux intrigant s'était autrefois présenté chez la comtesse du Buquoy, sous le titre d' « abbé de Maniken » [alias *Manicamp*], sans jamais lui vouloir « déclarer.... ni sa demeure ni sa famille,.... sous prétexte de négocier le mariage de M. le marquis de Senneterre avec une de ses parentes. » Il s'était ensuite « emparé de tous ses papiers, même de l'extrait baptistaire de son fils, qu'il s'appliquait, dans les occasions, pour persuader qu'il avait l'honneur d'être de cette illustre famille » [des Pays-Bas] (A. E. *Ibid.*, fo² 205 v°, 210).

IV.

UN CONVENTIONNEL OUBLIÉ : YSABEAU

Issu d'une famille qui tenait, de père en fils depuis plusieurs générations, l'important emploi de greffier en chef du parlement de Paris, Claude-Alexandre Ysabeau était né à Gien le 14 juillet 1754. Suivant un usage fréquent au XVIII^e siècle, on avait ajouté à son nom celui de *Vauxbignon*, pour le distinguer de ses quatre frères.

Entré dans la congrégation de l'Oratoire, cette vaste pépinière d'hommes de la Révolution, Ysabeau prit les ordres sacrés et fut, pendant quelque temps, professeur au collège de Beaune. Depuis 1786, il exerçait, à l'école militaire de Vendôme, les fonctions de grand préfet. Il s'y rencontra avec Joseph Fouché, oratorien comme lui, mais d'un caractère fort opposé au sien ; entre eux, d'ailleurs, régna toujours une animosité profonde qui avait pris naissance, dit-on, à Vendôme même. Tandis que Fouché se faisait peu aimer de ses élèves, le P. Ysabeau, par ses manières caressantes, son visage bienveillant et la douceur de ses mœurs, s'était attiré d'universelles sympathies. Transféré en 1789 au collège de Tours, il prêta serment à la constitution civile du clergé et devint curé de la basilique de Saint-Martin, puis grand vicaire de l'évêque d'Indre-et-Loire. On assure qu'il avait aspiré au siège épiscopal même et que c'est le dépit de n'avoir pu s'y asseoir qui le jeta tout à fait dans les voies de la Révolution. Quoi qu'il en soit, accentuant sa marche vers les idées nouvelles, il ne tarda pas à renoncer à l'état ecclésiastique et se maria.

Envoyé par le département d'Indre-et-Loire à la Convention, il prit place à la Montagne et opina pour la mort de Louis XVI. Voici comment le *Moniteur* rapporte son vote : « Il répugne autant à mon caractère qu'à mes principes de prononcer la mort, excepté contre un tyran, car un tyran ne ressemble pas à un homme. Au reste, ce n'est pas moi qui prononce, c'est le code pénal : c'est la première et dernière fois que je vote pour la mort. » Les deux missions qu'Ysabeau eut à remplir à Bordeaux, avant et après la chute de Robespierre, sont deux des épisodes les mieux connus de l'histoire provinciale de la Révolution. A côté des documents officiels où elles se trouvent relatées, il n'est pas sans intérêt de placer le jugement qu'il en portait lui-même.... vingt-cinq ans plus tard : « Les gens impartiaux — écrivait-il du fond de l'exil dans une note datée du 16 mai 1819 — con-

viendront que, s'il n'a pas fait tout le bien qui était dans son cœur, parce que cela était impossible; il a du moins empêché beaucoup de mal. On doit se souvenir que Tallien, son collègue, et lui, ont, au plus fort de la Terreur, supprimé le comité révolutionnaire et la commission militaire, convaincus d'excès affreux auxquels leur indépendance des représentants les avait portés. Proscrit pour cet acte de justice, Claude-Alexandre Ysabeau erra dans les Hautes-Pyrénées pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que le triumvirat du Comité de salut public lui eût fait signifier l'ordre de se rendre par-devers lui, sous peine de déchéance de la qualité de représentant : c'était alors un arrêt de mort. Après avoir pris une part active à la mémorable journée du 9 thermidor, renvoyé sous de meilleurs auspices à Bordeaux, il eut le bonheur de délivrer de leurs fers plusieurs milliers de prisonniers, tant dans cette ville qu'à Agen, Nérac, etc., etc. Ce fut alors qu'il publia un arrêté pour faire rendre dans les départements de sa juridiction, aux familles des condamnés, tous les biens qui leur avaient été confisqués. Il écrivit les *considérants* de cet arrêté au château de La Brède, dans la chambre même où l'immortel Montesquieu avait médité *l'Esprit des Lois*.... »

Réélu au conseil des Anciens, il fut envoyé, en l'an VI, par le Directoire, à Rouen, comme substitut du commissaire aux postes et messageries. Cet emploi ayant été supprimé par Bonaparte, on lui donna une place d'inspecteur des postes qu'il échangea contre celle de commis à la correspondance dans la même administration à Paris, avec un traitement de trois mille francs. Il avait sollicité en l'an XI une préfecture. Mais Fouché, qui procura d'honorables situations à beaucoup d'anciens oratoriens et d'ex-conventionnels, Fouché, nous l'avons dit, avait gardé rancune à Ysabeau; il le laissa végéter dans un emploi fort au-dessous de ses capacités.

Complètement oublié, Ysabeau vivait, avec sa femme et ses deux enfants, des appointements de sa place et du revenu d'une ferme, dite le Long-Chêne; c'était, selon toute apparence, une propriété nationale provenant du morcellement de l'ancien domaine des ducs d'Uzès, à Bonnelles; elle était située sur le ban de la commune de Bullion, dans l'arrondissement de Rambouillet. A la première Restauration, le nouveau directeur des postes, M. Ferrand, instruit qu'il existait un régicide dans son service, proposa de le destituer; sur le refus des administrateurs, il fit appeler Ysabeau et l'engagea à donner sa démission. Mais celui-ci, objectant qu'il lui manquait peu de temps pour avoir droit à la moitié de son traitement comme pension, ne voulut pas se prêter aux vues de son chef. On le mit d'office à la retraite avec une pension de douze cents francs. « J'ai soixante ans — dit-il — et je suis pauvre. Ce mot devient honorable

pour celui qui a exercé des emplois dans lesquels il lui était si facile de s'enrichir. » Ils s'était retiré au Long-Chêne, lorsque, après le 20 mars 1815, sa place aux postes étant restée vacante, il reçut l'ordre de revenir l'occuper. Bien qu'il n'eût pas lieu de se louer beaucoup du régime impérial, il pouvait difficilement, comme employé, se soustraire à l'obligation de signer l'acte additionnel. C'est ainsi qu'il tomba sous l'application de l'article 7 de la loi du 12 janvier 1816.

L'armée, l'administration, étaient alors peuplées d'anciens élèves d'Ysabeau. Il en comptait plusieurs à Rambouillet même, entre autres un général et le sous-préfet qui eut la triste mission de l'inviter à se conformer à la loi. Tout en avouant que, dans le temps où il l'avait eu pour professeur, « c'était un homme charmant, doux, aimable, plein d'esprit et de connaissances, » ce fonctionnaire transmit sur son compte au préfet de Seine-et-Oise une note qui le représentait maintenant comme un républicain forcené, « ayant fait tout ce qu'il avait pu pour pervertir l'opinion publique à Bonnelles. »

Lorsque Ysabeau alla retirer son passeport à la préfecture de police, il était accompagné d'un autre de ses élèves. Celui-ci, qui remplissait, semble-t-il, des fonctions importantes au ministère de M. Decazes, plaida au contraire, auprès de son chef, la cause de son malheureux maître, avec autant de tact que d'émotion. Passant rapidement sur le reste, mais s'arrêtant volontiers aux actes d'humanité de sa carrière révolutionnaire, il disait : « Dans le moment de sa plus grande exaltation, étant proconsul à Bordeaux, le souvenir de ses élèves lui fut toujours cher. L'un d'eux (Monjourdain), reconnu pour émigré rentré, allait être massacré. M. Ysabeau le fit conduire en prison ; la nuit, il le fit s'évader et lui donna un passeport pour sortir de France. Mon frère aîné, revenant de Portugal où il était avant la loi sur les émigrés, fut traité comme émigré en débarquant à Cherbourg et jeté dans un cachot. Dès que j'en fus instruit, je fus trouver M. Ysabeau au milieu de la Convention, accompagné d'un ancien camarade (Cauchan de Montoire, aussi son obligé). Il me reçut comme le père le plus tendre accueillerait son fils, et me fit de suite expédier un ordre de liberté.... M. Ysabeau a obéi à la loi du 12 janvier 1816 ; il a reçu son passeport en ma présence en versant des larmes amères. Sa figure, altérée par le chagrin et par l'âge et accompagnée de longs cheveux blancs, rappelait toujours le Père Ysabeau de Vendôme si aimé de ses élèves. Beaucoup de ceux-ci sont à Paris, un plus grand nombre encore en Bretagne ; aucun n'approuve sa conduite pendant l'affreuse Terreur, mais, reportant leurs souvenirs en arrière, tous, s'ils étaient présents, supplieraient Votre Excellence d'intercéder pour lui près du Roi, afin que Sa Majesté étendît sa clémence sur l'homme qui eut tant d'indulgence pour

leur jeunesse et qui sut leur inspirer un attachement si durable.... »

Abandonnant à Paris sa vieille mère, y laissant son fils, apprenti chez un pharmacien, Ysabeau partit le 10 février 1816 pour la Belgique. Après être resté quelque temps à Mons, il s'établit, sous son surnom de Vauxbignon, à Malines, où, par économie, il se logea en communauté avec plusieurs autres réfugiés. Il enseignait le latin et les mathématiques à plusieurs jeunes gens des meilleures familles de la ville. De là, il alla à Vilvorde, près de Bruxelles, où sa femme et sa fille le rejoignirent ; la première n'ayant pas tardé à succomber, son fils vint lui aussi partager son exil ¹. Sans fortune, obligé de courir le cachet, le vieil Ysabeau, malgré les instances de ses enfants, malgré la noble lettre de celui de ses élèves dont nous avons cité quelques passages, ne put rentrer en France qu'après la révolution de 1830. Il revint alors à Paris, mais ce fut pour y mourir le 30 mars 1831 ².

WELVERT.

V.

UN CHAPITRE INÉDIT DU « GÉNIE DU CHRISTIANISME » ³

Conçu et commencé à Londres dans les derniers mois de l'année 1798, le *Génie du christianisme* n'a été publié sous sa forme définitive qu'au mois d'avril 1802. Durant ces quatre années, avec un scrupule qui honore singulièrement sa conscience d'écrivain, Chateaubriand a refondu courageusement son œuvre, remaniant son plan, corrigeant son style, supprimant ou récrivant tel développement, en un mot, essayant de rendre son livre de plus en plus digne de la généreuse et haute pensée apologétique d'où il était spontanément sorti. Il a fait

¹ Le fils d'Ysabeau, né à Rouen le 14 mars 1793, s'était enrôlé comme volontaire en 1813 et avait été blessé à Montereau. Il acheva ses études à Liège, prit le grade de docteur en médecine et revint ensuite à Paris, où il se signala lors du choléra de 1832. Agronome distingué, il s'est appliqué à répandre les principes de l'économie rurale dans un grand nombre d'ouvrages, de brochures et de journaux.

² Archives nationales, F⁷ 6707, 6709 et 6715. — Archives de la préfecture de police, *Affaire des ex-conventionnels*. — *Revue des autographes*, août-sept. 1894, n° 284, p. 19.

³ Ces pages sont extraites d'un volume d'*Études littéraires sur Chateaubriand*, qui paraîtra prochainement à la librairie Hachette.

plus et mieux encore. Par deux fois, son ouvrage étant déjà à moitié imprimé, il a recommencé l'impression, afin de « refondre le sujet en entier ; » de telle sorte que l'édition princeps est en réalité la troisième, et qu'elle a été précédée de ce que Chateaubriand lui-même appelle « deux éditions manquées ¹. » Le grand écrivain s'était bien acquis le droit, dans la *Défense du Génie*, d'adresser à ses critiques cette fière réponse :

« Quand un écrivain n'a pas composé son ouvrage avec précipitation ; quand il y a employé plusieurs années ; quand il a consulté les livres et les hommes, et qu'il n'a rejeté aucun conseil, aucune critique ; quand il a recommencé plusieurs fois son travail d'un bout à l'autre ; quand il a livré deux fois aux flammes son ouvrage tout imprimé : ce ne serait que justice de supposer qu'il a peut-être aussi bien vu son sujet qu'un critique qui, sur une lecture rapide, condamne d'un mot un plan médité pendant des années. »

Chateaubriand ne s'était d'ailleurs point contenté, à son retour en France, de travailler obscurément à son œuvre. « Je voulais un grand bruit, nous dit-il dans les *Mémoires d'outre-tombe*, je voulais un grand bruit, afin qu'il montât jusqu'au séjour de ma mère, et que les anges lui portassent ma sainte expiation. » Et avec un art consommé, — je reviendrai quelque jour sur la manière dont le *Génie du christianisme* a été « lancé », — il communiquait de temps à autre aux journaux et revues du temps certains fragments du livre qu'il préparait, et autour duquel ses amis entretenaient la plus flatteuse des curiosités et la plus admirative des attentes. Je crois bien avoir retrouvé, sinon tous, au moins la plupart des morceaux ainsi publiés en 1800, 1801 et 1802 avant l'apparition officielle de l'ouvrage. Chateaubriand, — il a soin de nous en prévenir dans la première *Préface* du *Génie*, — les a tous corrigés et remaniés plus ou moins profondément pour les insérer dans son texte définitif. Parmi ces fragments, il en est un qui n'a jamais figuré dans aucune des éditions du *Génie du christianisme*. C'est un *Éloge des médecins* qui a paru dans le *Mercur de France* du 1^{er} thermidor an IX (20 juillet 1801), sous la rubrique *Variétés*. Peltier, — ce curieux journaliste que Chateaubriand avait connu à Londres, et dont il nous a tracé un si amusant portrait dans ses *Mémoires*, — Peltier a reproduit ces pages de Chateaubriand dans le *Paris* du 31 juillet 1801 : il les donne nommément comme un extrait du *Génie du christianisme* ². Voici comment

¹ Voir sur toute cette question de bibliographie et d'histoire littéraire, dans la *Revue de Fribourg* de mai 1904, mon article intitulé *Histoire des variations du « Génie du christianisme »*, et le volume d'*Études littéraires* mentionné ci-dessus.

² Voici le titre que Peltier donne à ce fragment : *Éloge des médecins*, par

le *Mercur*e amorçait la publication de ce chapitre oublié du *Génie* primitif.

Dans un compte rendu, signé G., des *Œuvres chirurgicales* de Desault, par Bichat, le journaliste anonyme conclut ainsi : « Au lieu d'un extrait détaillé que ne comportent ni l'ouvrage de Desault ni ce journal, nos lecteurs nous sauront gré de transcrire cet *Éloge des médecins*, extrait d'un ouvrage inédit. L'imagination et le talent leur devaient une réparation. » Suivent immédiatement, sous la signature de Chateaubriand, ces pages perdues, et nous pouvons bien dire inédites, que nous allons reproduire à notre tour, — dût l'auteur des *Morticoles* nous savoir mauvais gré de cette sorte d'exhumation.

ÉLOGE DES MÉDECINS

L'art merveilleux qui vient au secours de la vie remonte à l'origine des sociétés. Il a même devancé le labourage, puisque la femme a porté des enfants avant qu'il y eût des moissons, et que le berceau de l'homme est chargé de douleurs. Le premier médecin qu'ait vu le monde a sans doute été quelque mère qui cherchait à soulager son enfant. La pitié et le génie étendirent ensuite la médecine à tous les hommes : l'une découvre le malade¹, l'autre trouve le remède.

Chateaubriand, *Extrait des « Beautés poétiques du christianisme. »* On le trouvera aux p. 270-273 de son journal.

Peltier a reproduit à plusieurs reprises, dans son journal qu'il imprimait et faisait paraître à Londres, des fragments du *Génie du christianisme*, fragments que d'ailleurs il empruntait en général au *Mercur*e de France. Dans son numéro suivant (15 août 1801), il a imité des *Fragments sur les mœurs et les instincts des oiseaux, extraits de l'ouvrage inédit de Chateaubriand sur les « Beautés morales et poétiques du christianisme »*; et il les faisait suivre de la note que voici, qui me paraît intéressante, et que je crois bon de reproduire :

« Nous sommes fâchés d'apprendre, écrivait-il, que la publication de la *Poétique du christianisme* par M. de Chateaubriand, dont nous avons déjà donné plusieurs extraits, se trouve retardée par le désir qu'a eu l'auteur de donner à son ouvrage toute la perfection dont il est susceptible. La moitié de l'édition en était imprimée, mais elle a été annulée à cause des changements que l'auteur a jugé à propos d'y faire. Nous n'aurons pas cet ouvrage avant la fin de l'année : il formera trois forts volumes in-octavo.

« M^{me} de Genlis qui vient de publier un ouvrage de piété intitulé : *les Heures*, sur lequel les plaisants ont déjà commencé de s'exercer, prépare en ce moment un autre ouvrage du genre de celui de M. de Chateaubriand ; il aura pour titre : *Dictionnaire de la Bible à l'usage des artistes*, 2 volumes in-octavo.

« C'est pour contrarier d'avance l'effet que ces deux ouvrages pourraient produire en faveur des principes, que le chef actuel des athées de Paris, Sylvain Maréchal, vient de publier un livre intitulé : *Pour et contre la Bible, un volume in-octavo, à Jérusalem*, etc. Nous ne pensons pas que la rage de l'impie et du fanatisme antireligieux ait jamais été portée au point où elle l'est dans ce livre blasphématoire. »

¹ Peltier imprime « la maladie. »

On peut dire aussi qu'elle est fille de l'amitié et des héros. Le sauvage porte, dans les combats, le petit morceau de gomme qu'il doit appliquer sur la blessure d'un compagnon d'armes. Une feuille de nénuphar lui sert de compresse ; pour bandages, il a des écorces de bouleau ; pour instrument, ses dents et ses doigts. Celui-là est un médecin bien habile, qui tire du fond de son âme tout son enseignement et toute son expérience. *Un ami est la médecine du cœur*, a dit la Sagesse.

Nous voyons le même usage établi chez les patriarches et dans les siècles héroïques de la Grèce. Le nom même de *médecin*, emprunté du nom des *Mèdes*, rappelle cet antique Orient, si fameux par ses sages. Homère reconnaît quatre arts principaux, entre lesquels il nomme celui de médecin. Les fils des rois, les guerriers les plus renommés au siège de Troie, connaissaient les vertus des plantes. Patrocle, le plus doux des hommes, excellait à panser les blessures, et Achille était célèbre dans la science de Chiron. Quelquefois de belles princesses, malheureuses, fermaient les plaies des jeunes héros, dont elles étaient devenues les esclaves. On croyait que la médecine était descendue du ciel, et l'on disait qu'Apollon l'avait inventée lorsqu'il était pasteur chez Admète. Esculape est peut-être le seul dieu de la fable dont la raison pardonne les autels.

Par une suite de ces mêmes idées qui attribuent quelque chose de divin à la médecine, les peuples chrétiens la remirent d'abord entre les mains des solitaires. On supposa que ceux qui guérissaient les âmes pouvaient aussi guérir les corps, et que l'ermite qui cueillait les baumes mystiques de la montagne de Sion connaissait aussi le dictame qui apaise les douleurs des mortels. Des vierges se consacrèrent à cet art qui donne une seconde fois la vie. On eût dit que pour payer ce tribut de douleurs maternelles auxquelles leur virginité les avait dérobées, les femmes se vouaient à une autre sorte de maternité bien plus longue et bien plus douloureuse.

Considérée sous tous les rapports, la classe des médecins ne saurait être trop respectée. C'est chez elle qu'on rencontre le véritable savoir et la véritable philosophie. Dans quelque lieu que vous soyez jeté, vous n'êtes pas seul, s'il s'y trouve un médecin. Les médecins ont fait des prodiges d'humanité. Ce sont les seuls hommes, avec les prêtres, qui se soient jamais sacrifiés dans les pestes publiques. Et quels philosophes ont plus honoré l'humanité qu'Hippocrate et Gallien ? Cessons de ravalier une science admirable qui tient aux sentiments les plus nobles et les plus généreux ; chantée par Homère et Virgile, elle réclame tout ce qu'il y a de beau en souvenirs. Les études auxquelles elle oblige sont immenses ; elle nous donne une merveilleuse idée de nous-mêmes, puisque pour connaître seulement notre édifice matériel, il faut connaître toute la nature. Hippocrate, par une expression sublime, appelle notre corps *l'effigie* de l'homme : on pourrait aussi le comparer à un palais, dont, après la fuite de l'âme, le médecin parcourt les galeries solitaires, comme on visite les temples abandonnés que jadis une divinité remplissait de sa présence.

Toutefois je n'ignore pas qu'on a fait un reproche très grave aux médecins : on les a accusés d'athéisme ; mais ce reproche me semble démenti par toute l'histoire. L'art qui demande le plus de raison et de sensibilité n'est

point tombé dans le plus absurde et le plus froid des systèmes. Si le spectacle des douleurs humaines, trop souvent non méritées, a fait juger à la plupart des hommes qu'il devait y avoir un monde meilleur après celui-ci, les médecins n'ont-ils pas sans cesse sous les yeux cette grande preuve de notre immortalité ? Enfin, dans tous les temps et dans tous les pays, les médecins les plus fameux ont été remarquables par leur piété. Hippocrate et Gallien, dans les siècles antiques, Niewentyt, Hervey, Boerhave, Haller, dans les siècles modernes, en sont la preuve. On soutient que l'anatomie et l'habitude de ne voir que les opérations de la matière jettent les médecins dans l'incrédulité ; mais il me paraît que ce spectacle devrait plutôt produire l'effet contraire. On sait que la merveilleuse structure des parties du corps humain a toujours été mise au nombre des *causes finales* les plus frappantes.

Platon ¹, Aristote ², Cicéron ³ et une foule d'auteurs modernes ⁴ ont écrit, à ce sujet, des choses admirables. S'il s'est trouvé un Lamettrie qui n'a vu dans l'homme que la matière, il s'est aussi rencontré un Gallien qui y a découvert la divinité.

Cet excellent homme, saisi tout à coup d'admiration ⁵, au milieu d'une analyse anatomique, laisse, pour ainsi dire, échapper le scalpel, et levant les bras vers le ciel, il s'écrie : « O toi qui nous a faits ! en composant un discours si saint, je crois chanter un véritable hymne à ta gloire. Je t'honore plus en découvrant la beauté de tes ouvrages, que si je te sacrifiais des hécatombes entières de taureaux, et que je fisse fumer les temples de l'encens des aromates les plus précieux. La véritable piété consiste à me connaître d'abord moi-même ; ensuite à enseigner aux autres quelle est la grandeur de ta bonté, de ton pouvoir et de ta sagesse ; ta bonté se montre dans l'égale distribution de tes présents, ayant réparti à chaque homme les organes qui lui sont nécessaires ; ta sagesse se voit dans l'excellence de tes dons ; et ta puissance dans l'exécution de tes desseins. »

CHATEAUBRIAND.

Il est assez facile de retrouver dans le *Génie du christianisme* la place exacte que devait occuper ce chapitre. La citation de Gallien a été reproduite dans le chapitre XIII du livre V de la première partie, intitulé *L'Homme physique* ; elle y est d'ailleurs amorcée avec un peu plus de sobriété. Dans le corps du chapitre, Chateaubriand a développé deux ou trois indications extrêmement sommaires de son *Éloge des médecins* qui, sans doute, était destiné à ce chapitre. Il l'a finalement supprimé, trouvant, j'imagine, tout ce développement quelque peu juvénile et déclamatoire.

¹ In *Tim.*

² *Hist. de part. animal.*, lib. III, cap. x.

³ *De nat. Deor.*, II, 56, 57.

⁴ Niewentyt, *Exist. de Dieu*, liv. VII, chap. XIII, page 181. Clark, Harcok, etc., etc., etc.

⁵ *Gal. De usu*, part. LIII, chap. x.

Nous avons été heureux de découvrir ces pages perdues, presque inédites. Et, pieusement, nous les rapportons au poète.

VICTOR GIRAUD.

VI.

LETTRES ÉCRITES DE L'ARMÉE D'ORIENT (1854-1855)

Tout ce qui peut faire connaître l'état des esprits, dans l'armée, à une époque déjà fort éloignée de nous, mérite d'être recueilli avec soin. Aussi pensons-nous qu'on lira avec intérêt les lettres écrites par M. L. de F., alors capitaine-commandant de dragons, à M. G. de S., son cousin et compatriote.

Issu d'une ancienne famille provençale qui compte encore de nombreux représentants, le capitaine de F. était un officier de mérite. Né vers 1820, élève à l'École militaire de Saint-Cyr, il venait de se marier à Marseille quand il dut s'embarquer pour l'Orient. Retraité en qualité de colonel en 1876, M. de F. mourut en 1886.

A. S.

I.

Andrinople, 25 décembre 1854.

MON CHER G.,

Je connais ton attachement et l'intérêt que tu me portes ; j'ai quelques instants à te consacrer et ne puis mieux les employer qu'à t'écrire ; je n'ignore pas non plus que tu t'informes fréquemment auprès des miens, soit à Aix, soit à Marseille, de ce que je deviens sur cette terre lointaine. Tranquillise-toi, mon cher ami, jusqu'ici je n'ai guère eu à supporter que les fatigues de la vie en plein air, par un soleil ardent cet été et par des pluies bien désagréables cet automne. Depuis six semaines nous sommes à l'abri et il était temps, car, dans ce triste pays, il pleut autant que dans les Flandres ; nous sommes littéralement sous l'eau, dans la boue jusqu'au cou, quand on veut quitter le quartier. Quelques mots d'explications à ce sujet.

Andrinople, ville de 100.000 habitants, offre, vue de loin, le plus pittoresque paysage qu'il soit possible de contempler, mais, à l'intérieur, c'est une ville « turque » au premier chef, c'est-à-dire sale, boueuse, mal pavée : des rues tortueuses, des maisons tombant en ruine, des immondices partout, des chiens, des chats et autres animaux morts à chaque coin de rue. Ce serait un crime de les enlever ; aussi, personne n'y touche, et de là des exhalaisons méphitiques en été ; c'est l'usage et c'est tout dire.

Il y a de fort belles mosquées tout à fait grandioses, celles des sultans Sélim et Bajazet entre autres, un vaste bazar où l'on trouve une foule de choses à acheter, et voilà ce qui constitue la ville turque. Le quartier grec ou franc renferme des maisons assez confortables et de très jolies Grecques. Quant aux Turques, il va sans dire qu'elles sont toutes voilées et nous font l'effet de dominos vert-pomme; les plus riches se permettent la couleur violette et le noir est réservé aux pauvres gens. Il faut y être habitué pour ne pas pousser des exclamations à la vue de ces affreux monstres ambulants, quand surtout on avait vu à l'Opéra l'Orient représenté par des odalisques ou des esclaves avec les costumes les plus coquets. Quelle amère déception!

Il en est de cela comme des prétendus progrès inaugurés par le grand sultan Abdul-Medjid; il fait paraître des ordonnances, mais c'est tout; personne n'y tient la main, et elles deviennent lettre morte aussitôt après leur apparition. Ça fait bon effet à Paris, les journalistes rédigent des tartines de trois colonnes sur ce chapitre, et la farce est jouée. Entre nous, la Turquie est perdue; c'est un cadavre galvanisé incapable de rien de bon. Le czar a cent fois raison de traiter cet État de malade; il est moribond. Malheureusement ce gaillard-là en a trop pour sa part, mais si, au lieu d'être l'empereur de toutes les Russies, il n'était que le roi de Grèce ou de Bavière, nous devrions l'aider à chasser ces affreux Turcs de ce magnifique pays.

Magnifique est le mot. Sous le point de vue agricole, c'est tout ce que j'ai vu de plus beau, et de plus riche si c'était cultivé par des gens civilisés. Personne ici ne donne un coup de pioche et les récoltes sont magnifiques. Tu ne peux pas t'imaginer la beauté de leurs vignes, au moment de la vendange; c'était admirable, mais ils n'en amassent que pour leur provision. Ce sont les Grecs, bien entendu, qui seuls se permettent d'en cultiver et très peu encore. De Gallipoli à Varna, dans un intervalle de cent vingt lieues, nous n'avons pas rencontré une seule pierre. Est-ce croyable? les monts Balkans ne présentent pas un rocher, mais sont couronnés de forêts vierges de toute beauté. Jamais on n'a coupé un chêne, et cela dépasse l'imagination. D'ailleurs, s'ils avaient besoin de bois, ils se garderaient bien de couper un arbre. Ils brûlent le pied et l'arbre tombe: voilà où ils en sont! Les paysans des Alpes ou des Maures les plus arriérés sont des Mathieu de Dombasle à côté de ces gens-là. On sème sans labourer, au milieu des chardons, des épines, des broussailles, et tout pousse parfaitement de concert. Voilà une idée de ce que l'on nomme la Turquie d'Europe. De l'eau partout, entends-tu, des fontaines à chaque pas, pas un seul puits dans toute notre promenade à travers la Roumélie et la Bulgarie. Quand je vois cela et que je pense à la M..., je voudrais bien pouvoir transporter instantanément une de ces belles sources devant le château d'E.... Eh bien, ils ne savent tirer parti de rien: pas un jardin, pas d'herbages, rien, rien, rien, absolument rien.

Comment, avec une telle apathie, ne pas mourir d'ennui? Nous n'avons, nous, aucune distraction, si ce n'est la promenade à cheval, et encore le temps depuis notre arrivée ici n'a cessé d'être pluvieux. Heureusement nous avons eu la bonne idée de fonder un cercle où nous passons nos soirées, car j'oubliais de te dire que pour augmenter notre ennui, nous, officiers, logeons au quartier avec les cavaliers et cet établissement turc est distant de deux kilo-

mètres d'Andrinople, nouvelle cause d'ennui, car nous ne pouvons aller en ville que dans le jour et à cheval, le terrain n'étant pas praticable pour les piétons.

Mais je m'aperçois que dans ma haine pour les Turcs, je suis allé beaucoup trop loin puisque j'ai employé mon papier et mon temps à te parler d'eux et non de toi....

.... J'espère sortir de ma position actuelle par une bonne porte. Je suis proposé pour chef d'escadrons ; si je parviens à être nommé et que ce soit en France, je serais heureux doublement d'avoir entrepris cette expédition, bien à regret, je ne le cache pas, mais que le devoir m'obligeait de suivre. Nous ne devons pas nous plaindre en songeant à la chance que nous avons, nous autres cavaliers, bien logés et abrités de toutes les intempéries, tandis que nos camarades de Crimée souffrent mille misères dont on n'a pas d'idée quand on a toujours vécu chez soi au coin de son feu. C'est une rude école que celle-là, et ceux qui en reviendront pourront se dire bâtis à chaux et à sable, mais qu'il en reviendra peu si la guerre se prolonge ! Et si l'Autriche voulait, il serait facile de voir la paix se signer avant peu, mais le voudra-t-elle ? *That is the question !* Si tu ignores l'anglais, fais traduire par.... plus habile que nos magnanimes alliés d'outre-Manche eux-mêmes....

Ton cousin affectionné,

L....

II.

Bivouac de Baïdar, 12 août 1855.

MON CHER G....,

Vous êtes, à ce qu'il paraît, très impatient en France de nouveaux succès. Je crains fort que de longtemps on ne vous annonce rien de bien brillant. L'attaque de Malakoff est pour ces jours-ci, d'après les uns, et, selon d'autres, remise à quinzaine pour attendre des mortiers et des renforts venant de France. Ici, on ne sait absolument rien de ce qui se passe aux tranchées ; seulement, quand le vent est favorable, nous entendons la canonnade et la fusillade, mais rien de plus. Eh bien ! depuis fort longtemps nous n'entendons plus rien absolument. Nous autres sommes dans la riche et fraîche vallée de Baïdar, qui ressemble d'une manière frappante aux plantureuses régions du Bocage et de l'Anjou : ce ne sont, même au mois de juillet, que vertes prairies entourées d'arbres et de haies vives d'une végétation luxuriante. Le climat est beaucoup moins chaud que celui de la Provence. J'ai un thermomètre Réaumur dans ma tente et, depuis un mois que nous sommes ici, il n'est pas monté, par les plus fortes chaleurs de l'été, à plus de 26 degrés ; il est habituellement à 21 et aujourd'hui, par une des journées les plus chaudes que nous ayons eu à subir, il est au moment où je t'écris — quatre heures — à 24 degrés seulement. A Aix, s'il m'en souvient bien, il monte à 32 ou 34 degrés Réaumur, et fort souvent.

Notre bivouac est situé dans un bois de grands chênes et dans une très agréable position. Il y a ici six régiments de cavalerie de France, savoir : deux de hussards, deux de dragons, deux enfin de cuirassiers, avec deux bat-

teries d'artillerie à cheval et un bataillon de zouaves et un de chasseurs de Vincennes pour toute infanterie. Les Russes nous regardent faire du haut des montagnes, où ils ont des vedettes qui se replient en arrière dès que nous faisons le simulacre de les attaquer. Notre infanterie est trop peu nombreuse pour pouvoir tenter un coup de main. Nous manœuvrons de temps à autre pour nous occuper, et c'est là le mauvais côté de la position, car nous ne pouvons pas nous absenter une minute et mourons d'ennui au bivouac.

Beaucoup de gens croient, comme toi, que pour prendre Sébastopol il faudra faire au printemps prochain ce qu'on aurait dû faire au mois de mars dernier ; je veux dire investir la ville ou, tout au moins, couper les communications de l'armée russe avec Pérékop, en débarquant un corps de 60,000 hommes à Eupatoria ou tout autre point plus rapproché de la place, s'il y avait possibilité. Je crois qu'il faudra en venir là tôt ou tard, à moins que nous n'ayons une fameuse chance lors du coup de main que l'on doit tenter de nouveau sur Malakoff. S'il ne réussit pas, il n'y a plus rien autre à faire que ce parti-là. à prendre sans hésiter. Tous les succès dans la mer d'Azoff sont fort peu de chose : Kertch, seul, est resté entre nos mains et la flèche d'Arabat par où les Russes font venir vivres et renforts n'a été nullement coupée ni détruite, comme on s'en était vanté. Dans la Baltique, ils font un peu moins que rien : en somme, la Russie doit bien rire des vanteries ridicules des journaux anglais et français. Tout le monde ici n'en veut plus ; on est fatigué, et si l'on ne réussit pas cette fois, gare la démoralisation ! Mais je me laisse entraîner plus loin que je ne voulais et il ne me reste que le temps de te renouveler mes compliments....

Ton tout affectionné cousin,

L.... DE F....

COURRIER BELGE

M. Alphonse Delescluse, qui, depuis 1893, faisait régulièrement connaître aux lecteurs de la *Revue des questions historiques*, par la rédaction de ce courrier, le mouvement de l'historiographie belge, est décédé à Liège le 21 mai de l'année dernière. C'est à Mouscron que Delescluse naquit, le 29 septembre 1869. D'excellentes études, faites aux collèges de Namur et de Liège, l'amènèrent à l'Université de cette dernière ville ; il y fut, en 1891, reçu docteur en droit. Deux ans plus tard, le diplôme de docteur en philosophie et lettres (sciences historiques) lui était conféré ; sa dissertation doctorale, consacrée à l'étude des *Biens du chapitre de Saint-Lambert au XIII^e et au XIV^e siècle*, avait valu à Delescluse de conquérir ce diplôme avec grande distinction. Boursier de l'État, le jeune médiéviste, pendant deux ans, suivit les cours des Universités de Paris et de Berlin, puis explora les Archives de Vienne ; un rapport paru dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire* contient le fruit de ses recherches. Rentré en Belgique, Delescluse se vit confier, le 7 décembre 1896, le soin de donner à la Faculté de philosophie et lettres de cette Université qui l'avait connu étudiant, le cours d'histoire des institutions du moyen âge et des temps modernes. Le 25 octobre 1900, le cours d'archéologie du moyen âge que le gouvernement venait de fonder, à la même Université, lui était également attribué.

Dans l'entre-temps, M. Godefroid Kurth créait les *Archives belges*, destinées à soumettre à une critique absolument objective tous les travaux relatifs à l'histoire de Belgique. Delescluse aida dans une mesure notable au succès de l'œuvre nouvelle ; il assumait la charge du secrétariat à l'époque difficile de la naissance et des premiers développements de la revue. Les oppositions souvent violentes que le directeur et son secrétaire eurent à vaincre pour assurer la vie de cette publication ; d'autre part, les débuts naturellement laborieux de son professorat, absorbèrent la plus grande part de l'activité de Delescluse. Ces occupations ne l'empêchèrent cependant pas de remplir, plusieurs années durant, les fonctions de secrétaire de la *Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*, ni de

faire successivement paraître trois recueils de documents anciens.

Une cruelle maladie, pourtant, l'avait atteint. Pendant trois ans, sans une plainte, courageusement, héroïquement même, il lutta contre elle. Chaque jour, le mal s'accusait de plus en plus sur son cher visage ; jamais une plainte ne s'échappa de ses lèvres et, jusqu'à l'instant suprême, il ne cessa de se préoccuper des œuvres qui lui étaient chères et de leur prodiguer ses soins. Véritablement, il est tombé à la peine, alors que la vie lui prodiguait ses sourires et qu'une brillante carrière s'ouvrait devant ses pas. Sa foi profonde lui donna la force de faire, avec une pleine résignation, le sacrifice de toutes ses espérances et des joies d'une union bénie.

Ses derniers moments furent touchants de confiance en Dieu et de soumission à sa volonté sainte.

Nous avons partagé la douleur de cette famille à laquelle il avait voué tant d'affection, et nous gardons avec une piété profonde le souvenir de celui qui fut pour nous un maître plein de bienveillance et, tout ensemble, un ami dévoué.

Les discours prononcés aux funérailles de Delescluse et les notices que diverses revues consacrèrent à sa mémoire ont été recueillis en une brochure ornée du portrait du défunt, où l'on trouvera aussi la bibliographie de ses travaux ¹.

SOURCES. — L'ouvrage de M. l'abbé S. Balau sur les sources de l'histoire du pays de Liège au moyen âge ² est, sans conteste, l'un des plus importants à signaler dans ce courrier.

L'historiographie du pays de Liège est, on le sait, des plus riches et des plus intéressantes. Les excellents manuels de Wattenbach et de Lorenz ne la faisaient qu'imparfaitement connaître. Avec une érudition remarquable et une critique toujours sûre, M. Balau, répondant à une question posée par l'Académie royale de Belgique, a analysé le contenu de chacun des documents qui la composent, étudié ses origines et apprécié sa valeur. Bon nombre de ces documents avaient déjà fait l'objet de monographies particulières. Il en est peu cependant sur lesquels l'auteur n'ait émis une opinion personnelle et renouvelé les conclusions antérieurement formulées. Successivement, nous assistons à la naissance de la vie littéraire dans les contrées mosanes ; nous la voyons s'épanouir au XI^e et au XII^e siècle, tout d'abord dans l'école cathédrale de Liège, dont la renommée s'étendait alors par toute l'Europe, puis dans les grands monastères de Lobbes, de

¹ *A la mémoire d'Alphonse Delescluse, 29 septembre 1869 — 21 mai 1903.* Liège, H. Poncelet, in-8 de 15 p. — ² S. Balau : *Les sources de l'histoire de Liège au moyen âge. Étude critique.* Bruxelles, Lamartin, in-4 de x-725 p. (Extrait du tome LXI des *Mémoires couronnés et autres mémoires* publiés par l'Académie royale de Belgique).

Gembloux, de Saint-Trond, de Stavelot, de Saint-Hubert, de Saint-Laurent et de Saint-Jacques à Liège.

L'historiographie du XIII^e siècle présente ici moins d'originalité que celle des siècles antérieurs ; ses grandes chroniques ne sont cependant pas dénuées d'intérêt, M. Balau leur consacre des pages bien vivantes ; mais où il a surtout fait une utile besogne, c'est dans l'étude, jusqu'à lui fort peu avancée, des œuvres du XIV^e et du XV^e siècle. A travers la masse imposante des chroniques de cette époque, le lecteur peut se confier à sa direction ; il est aux mains du guide sûr, qui ne l'abandonnera qu'au seuil de la période moderne.

L'auteur, en dédiant ce bel ouvrage à M. G. Kurth, a fait œuvre de justice en même temps que de reconnaissance ; à plus d'un endroit de son livre on retrouve, en effet, la trace de leçons d'un maître renommé.

— Le savant professeur dont nous venons de transcrire le nom a entrepris la publication des *Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert*¹. Le premier volume s'étend jusqu'en 1350. L'antiquité du monastère luxembourgeois, l'étendue de ses possessions, le rôle joué à diverses reprises par ses abbés, donnent à ce recueil une importance toute particulière ; et cette importance s'accroît encore par la façon dont il est édité. On y trouve, en effet, appliqués pour la première fois, les procédés dont la Commission royale d'histoire avait, il y a un certain temps, décidé l'adoption. Une introduction, placée en tête de chaque document, fait connaître l'état de conservation de l'acte, dans son original et dans ses copies, ainsi que l'interdépendance des éditions qui en ont été précédemment publiées. Cette introduction se termine par des observations générales sur le diplôme, sur son authenticité, sur sa date et sur son histoire. Au bas des pages, une première catégorie de notes contient les variantes du texte ; une autre, le commentaire explicatif.

Un incendie survenu en 1130 avait détruit presque tous les documents antérieurs à cette date. Pour remédier à leur perte, M. Kurth a imprimé, en se servant de caractères spéciaux, les passages que l'auteur de la chronique du monastère avait manifestement empruntés à des sources diplomatiques. Le recueil ne se borne pas seulement aux actes intéressant directement l'abbaye ; il contient également les titres de ses sept prieurés. Une excellente « Table méthodique des chartes » range sous le nom de chacun d'entre eux, comme aussi sous celui de la maison mère, les documents qui les concernent, et

¹ G. Kurth : *Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert en Ardenne*, t. I. Bruxelles, Imbreghts, in-4 de LXXVII-760 p. (Publication de la Commission royale d'histoire).

rétablit ainsi l'ordre topographique, que l'auteur regrette de n'avoir pas appliqué dans le classement des actes.

Des soins tout particuliers ont été apportés à l'identification des noms de lieux ; M. Kurth peut écrire, en toute vérité, que « ce volume apportera une contribution appréciable à l'étude de la géographie historique de toute la région ardennaise, tant française que belge. » Dans l'introduction générale, on remarquera surtout l'historique des archives et la belle dissertation consacrée à la chronologie des abbés.

— Presque simultanément et peu de jours avant la mort de leur auteur, ont paru deux volumes relatifs au passé de l'Université de Louvain. Ce sont le tome I^{er} de la matricule de l'Université¹ et le tome I^{er} des procès-verbaux des séances tenues par son Conseil. L'original du premier volume de la matricule, qui comprenait les inscriptions de 1426, année de la fondation de l'Université, au 30 août 1453, a depuis longtemps disparu. Tout ce qui en subsiste est une table dans laquelle les immatriculés, professeurs et élèves, ont été classés, par année, sous les différentes lettres de l'alphabet, d'après l'initiale de leur prénom. Cette table date de 1456 et est l'œuvre de maître Pierre Bode.

L'ordre des inscriptions qui semble avoir voulu suivre l'auteur est, du reste, loin d'avoir toujours été scrupuleusement observé. Une partie de l'annotation de M. Reusens est consacrée à corriger et à préciser les indications chronologiques de l'original ; une autre contient des renseignements biographiques sur nombre de maîtres et d'étudiants.

Dans la première des trois tables qui terminent le volume, et qui sont naturellement l'œuvre de l'éditeur, on trouve sous le nom des différentes abbayes, monastères, chapitres, paroisses et bénéfices, la liste des inscrits qui appartenaient à ces institutions ou possédaient ces bénéfices. La seconde table donne, par ordre des diocèses dont ils étaient originaires, les noms des immatriculés étrangers aux Pays-Bas, formellement désignés comme tels. Enfin, la dernière fournit l'indication de tous les immatriculés rangés d'après leur nom patronymique.

Ces trois index, fort bien faits, constituent la partie la plus importante de l'ouvrage, et font voir de quelle utilité peut être, pour l'histoire du mouvement scientifique, la publication des documents de ce genre.

¹ E. Reusens : *Matricule de l'Université de Louvain*, t. I (1426-1453). Bruxelles, Kiessling et C^{ie}, in-4 de xxviii-423 p. (*Publication de la Commission royale d'histoire*).

— Les procès-verbaux des séances du Conseil de l'Université¹ présentent, semble-t-il, un intérêt moins général. Ce Conseil, composé des doyens et des professeurs des diverses facultés, des présidents des collèges, des régents des pédagogies, ainsi que des autres membres notables de l'Université, avait sans doute des attributions étendues et très variées. Mais il faut noter que l'examen des affaires véritablement importantes était régulièrement renvoyé à des commissions spéciales dont les décisions n'ont presque jamais été transcrites aux procès-verbaux. Quoi qu'il en soit, ceux-ci nous retracent, prise sur le fait, la vie mouvementée d'une université médiévale et le regretté professeur a dignement couronné sa laborieuse carrière en nous donnant les deux recueils que nous venons de signaler.

Souhaitons que sa mort n'arrête point définitivement l'œuvre utile qu'il avait si bien commencée.

— Le tome V du *Corpus documentorum inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae*² est consacré aux actes datés du 24 septembre 1525 au 31 décembre 1528. Nous pouvons nous borner à le signaler, nous référant, pour son appréciation, aux observations émises dans ce courrier, lors de l'apparition des volumes antérieurs. Aussi bien la marche de l'édition n'a-t-elle point varié et les éloges qu'on en a donnés n'ont pas cessé de se justifier.

Sera-t-il cependant permis de noter que les défauts signalés naguère se sont, en une certaine manière, accentués ?

Les documents insignifiants se rencontrent peut-être plus fréquemment ; et il est certain que pour tel acte, mentionnant le salaire payé à des inquisiteurs ou l'indemnité accordée à un geôlier, une brève analyse, voire même une simple mention, eût amplement suffi. Dans son désir d'être absolument complet, l'auteur n'a point voulu s'y résoudre. Il entend que l'on trouve dans son recueil absolument tous les textes qui peuvent jeter quelque lumière sur l'histoire de l'inquisition dans nos contrées. L'intention est des plus louables, mais, malgré l'adjonction d'excellentes tables, M. Fredericq ne craint-il pas que, poursuivi sur cette base, son *Corpus* ne cesse de demeurer aisément maniable ?

— Semblable observation pourrait s'appliquer, en partie du moins, au tome II des *Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons*,

¹ E. Reusens : *Actes ou procès-verbaux des séances tenues par le Conseil de l'Université de Louvain*, t. I (31 mai 1432 — 21 septembre 1443). Bruxelles, Kiessling et C^{ie}, in-4 de xxii-525 p. (Publication de la Commission royale d'histoire). — ² P. Fredericq : *Corpus documentorum inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae*, t. V. Gent, J. Vuylsteke ; S'Gravenhage, M. Nijhoff, in-8 de xi-viii-485 p.

recueillies et publiées par M. L. Devillers ¹. Ce tome II contient 448 reproductions et 113 analyses de textes, du 26 janvier 1331 à la fin de l'année 1400.

— Les 203 pièces contenues dans la nouvelle série des *Actes et documents anciens intéressant la Belgique*, de M. Charles Duvivier ², ont pour limite chronologique les années 887 et 1207. La plupart proviennent des Archives de Lille. Leur seul caractère commun est d'émaner des comtes de Hainaut, jusqu'à Bauduin VI, ou d'être relatifs à leur administration.

En réalité, l'unique bon plaisir de l'auteur a présidé à leur réunion dans ce volume. Malgré les soins minutieux dont l'a entourée le savant académicien, on se sent presque tenté de regretter cette publication. Pour la constituer, combien de cartulaires et de chartriers n'a-t-il pas fallu dépouiller de leurs plus précieux morceaux ?

Et cela suffirait à décourager d'avance ceux qui seraient tentés d'en entreprendre la publication intégrale.

— Le second volume du *Cartulaire de l'ancien Consulat d'Espagne à Bruges* ³, que publie M. Gilliodts-van Severen, ne le cède en rien, au point de vue de l'intérêt, au tome I^{er}, signalé naguère dans ce courrier. Il mérite cependant les mêmes reproches. De nombreux documents, parmi lesquels des textes espagnols ou allemands, ne sont pas précédés de la moindre analyse; de plus, l'auteur a laissé de côté certains fonds d'archives dont le dépouillement n'eût pas été pour lui sans utilité. Les actes que contient ce volume s'étendent de 1550 à 1777. Ils font assister le lecteur à la décadence lamentable de la Venise du Nord se consumant en vains efforts pour lutter contre Anvers, sa puissante rivale, et succombant définitivement lorsqu'en 1685, une ordonnance lui enleva le monopole de l'étable des laines d'Espagne. Deux bonnes tables, l'une analytique, des matières, l'autre alphabétique, des noms propres, terminent le volume.

— Nous devons au même érudit une excellente édition des *Coutumes de Lombardside, Loo et Poperinghe*, trois localités de la Flandre occidentale ⁴.

— M. D. Berten a lui aussi ajouté à l'imposante collection des Coutumes un nouveau volume, consacré aux *Coutumes du vieux bourg*

¹ Léopold Devillers : *Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons*, t. II. Bruxelles, Imbreghts, in-4 de vi-879 p. (*Publication de la Commission royale d'histoire*). — ² Charles Duvivier : *Actes et documents anciens intéressant la Belgique. Nouvelle série*. Bruxelles, Kiessling et C^{ie}, in-8 de viii-461 p. (*Publication de la Commission royale d'histoire*). — ³ Gilliodts-van Severen : *Cartulaire de l'ancien Consulat d'Espagne à Bruges*, 2^e partie, 1550 à 1777. Bruges, de Plancke, in-8, p. 347-642. — ⁴ L. Gilliodts-van Severen : *Coutumes des pays et comté de Flandre. Quartier de Furnes*. T. VI. *Coutumes de Lombardside, Loo et Poperinghe*. Bruxelles, Goemaere, in-4 de 566 p.

de Gand¹. Le recueil se divise en trois parties : coutumes proprement dites ; chartes, décrets et règlements ; documents variés. Comme d'habitude, une traduction française accompagne les anciens textes flamands.

— Dans son dernier courrier, M. Delescluse signalait l'édition de la chronique d'Adrien d'Oudenbosch, donnée par M. C. de Borman, dans les publications de la Société des bibliophiles liégeois. M. J. Alexandre publie dans la même collection une traduction de cet important document². Cette version est fort soignée et fort correcte, mais d'aucuns penseront cependant, croyons-nous, qu'il eût été préférable de consacrer à l'édition de l'œuvre originale d'un autre chroniqueur la somme assez importante qu'a dû coûter l'impression du volume. Alors que, pour tant de textes, nous restons encore tributaires de l'érudition étrangère, n'y a-t-il pas là, en un certain sens, un véritable gaspillage ?

— Nommé, en avril 1787, conseiller au tribunal de première instance de Mons, Albert-Joseph Paridaens commença à cette époque la rédaction d'un *Journal du Palais et historique*³, dans lequel il consigna le récit des faits saillants qui se passèrent à Mons ou qui intéressaient les institutions judiciaires de cette ville. M. A. Wins s'est proposé d'en publier la partie purement historique. Le tome I^{er} de son édition s'étend jusqu'au 28 décembre 1790, tandis que le *Journal* ne s'arrête que le 11 août 1794. Deux volumes seront encore nécessaires pour en assurer la reproduction. Entremêlées de documents de tout genre, les notes de Paridaens ne sont certes d'une lecture ni agréable ni facile, mais sur la période mouvementée du règne de Joseph II et de la révolution brabançonne, elles abondent en renseignements nouveaux et seront précieuses pour l'étude de la vie provinciale dans notre pays.

— La plupart des 161 documents relatifs au béguinage de Termonde, que publie M. J. Broeckaert, se rapportent à des donations, des échanges, des ventes ou des arrentements. Leur importance ne dépasse donc guère les limites de l'histoire locale. A leur suite, on trouve un obituaire dont les annotations s'étendent jusqu'en 1570. L'auteur a eu le tort de ne pas chercher à identifier les personnes qui s'y trouvent mentionnées. Nous lui reprocherons aussi de n'avoir pas ramené au style moderne les dates des actes pour lesquels le style gallican avait été employé⁴.

¹ D. Berten : *Coutumes du vieux bourg de Gand*. Bruxelles, Goemaere, in-4 de 668 p. (Forme le tome VIII des *Coutumes des pays et comté de Flandre*. (Quartier de Gand). — ² J. Alexandre : *Chronique d'Adrien d'Oudenbosch*. Traduction française. Liège, Cormaux, in-8 de 329 p. (*Publication de la Société des bibliophiles liégeois*). — ³ Albert-Joseph Paridaens : *Journal historique*, édité par M. A. Wins, t. I. Mons, Dequesne-Masquillier et fils, grand in-8 de xiv-304 p. (*Publication de la Société des bibliophiles belges*). — ⁴ J. Broeckaert : *Cartularium van het begijnhof van Dendermonde*. Termonde, in-8 de 359 p.

— L'annotation ajoutée par M. Van Spilbeck à son édition de l'obituaire de l'abbaye de Tongerlo eût pu également être plus abondante et plus précise, surtout en ce qui concerne les plus anciennes mentions. Il eût de même été fort utile de distinguer, par l'emploi de caractères typographiques différents, les trois recensions dont il se compose. Tel qu'il se présente, et en raison même de son importance, le nécrologe de la vieille abbaye norbertine ne laissera cependant pas de rendre service ¹.

— Le tome III du *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale* ² contient la description des 958 codex théologiques de cet établissement. Les lecteurs de la *Revue* nous dispenseront de faire à nouveau l'éloge de cette œuvre précieuse. Ils savent, grâce à de précédents courriers, tout le bien qu'il en faut penser. Le R. P. Van den Gheyn avait promis d'en donner un volume par an ; on voit s'il tient parole. Une douzaine d'années lui suffiront de la sorte pour dresser le dépouillement complet des richesses que renferme notre principal dépôt de manuscrits et mettre aux mains des érudits un admirable instrument de travail.

— Le tome II de l'*Inventaire des mémoriaux du Grand Conseil de Malines* est dû à un érudit de valeur, M. A. Gaillard ³, mais ce recueil, par la nature même des documents répertoriés, ne présente qu'un intérêt tout à fait secondaire.

— La Commission royale d'histoire a décidé d'entreprendre la confection des registres des anciens souverains belges, jusqu'à la mort de Philippe le Beau (1506). Ce catalogue, comme le déclarait naguère M. G. Kurth, auteur du projet, comprendra « les actes émanés des princes régnants, » comme « aussi tous ceux qui leur furent adressés soit par une autorité supérieure — le pape ou l'empereur, — soit par quelque autre prince étranger, soit par leurs propres vassaux ou sujets. On doit y ajouter même les actes où ils se sont bornés à signer ou à suspendre leur sceau en qualité de témoins, et encore ceux qui mentionnent un élément quelconque de leur activité, quand il n'est pas connu par ailleurs, peut-être même s'il est connu par ailleurs. » Nous avons été chargé de dresser la *Liste provisoire des ouvrages à consulter pour la rédaction des catalogues d'actes* ⁴. Malgré nos

¹ W. Van Spilbeeck : *Necrologium ecclesiae B. M. V. de Tongerlo, ordinis Praemonstratensis*. Tongerlo, typis abbatiae, in-8 de viii-307 p. — ² J. Van den Gheyn : *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale de Belgique*, t. III. Bruxelles, Lamertin, in-8 de xii-515 p. — ³ A. Gaillard : *Inventaire des mémoriaux du Grand Conseil de Malines*, t. II. Bruxelles, Weissenbruch, in-8 de 502 p. — ⁴ Joseph Brassinne : *Liste provisoire des ouvrages à consulter pour la rédaction des catalogues d'actes*. Bruxelles, P. Imbreghts, in-8 de ix-166 p. (Le verso de chaque feuillet est demeuré blanc pour permettre les corrections et les additions). (*Publication de la Commission royale d'histoire.*)

efforts, cette liste n'est exempte ni de défauts ni de lacunes. Il n'a pas été possible d'examiner en détail les quelques centaines de volumes dont le titre y figure. On y trouvera donc des ouvrages sans intérêt pour le but à atteindre, et, d'autre part, bien des publications, dont le dépouillement serait indispensable, ont échappé à nos recherches. Les érudits qui voudraient s'employer à corriger et surtout à compléter cette liste aideraient à préparer les matériaux d'une entreprise profitable à tous les travailleurs, tout en méritant notre gratitude. Sur leur demande ¹, nous nous empresserons de leur faire parvenir notre liste; en échange de cet exemplaire qu'ils nous retourneront enrichi de leurs observations, ce nous sera un plaisir de mettre, plus tard, à leur disposition, la liste définitive. Grâce à leur obligeante collaboration, celle-ci constituera un répertoire souvent utile à manier.

J. BRASSINNE.

(*A suivre.*)

¹ Adresser les demandes à Liège (Belgique), rue Wazon, 78

COURRIER ITALIEN

(Suite)

Pour l'histoire de l'art, il faut mentionner les efforts tentés en vue de vulgariser et coordonner dans des précis élémentaires les recherches qui ont renouvelé les connaissances en matière d'art depuis trente ans : Venturi donne un excellent manuel de *Storia dell' arte italiana*, conçu sur de vastes proportions, mais qui paraît trop lentement. Le deuxième volume nous mène *Dall' arte barbarica alla romanica* ¹. Alf. Mazza continue non moins lentement la traduction de la monumentale histoire de Crowe et Cavalcaselle, *Storia della pittura in Italia dal secolo II al sec. XVI* ². Cependant Lipparini demande une préface au conférencier Panzacchi pour sa *Storia dell' arte* ³, simple tableau, et G. Urbini trace un précis très net de cette même histoire : *Disegno storico dell' arte italiana; P. I : dal sec. I al XV* ⁴. Citons enfin le livre de Nino d'Althaus, *Gli artisti italiani e le loro opere (architetti, incisori, miniatori, musicati, pittori, scultori)* ⁵, dont le caractère est forcément très élémentaire. — Malaguzzi Valeri, ancien officier de marine devenu archiviste à Milan, est par goût critique d'art : il traduit de Brockhaus ses *Ricerche sopra alcuni capolavori dell' arte fiorentina* ⁶ et étudie les *Pittori lombardi del quattrocento* ⁷. Moro écrit la vie de *Fra Benedetto miniatore, contributo alla storia della miniatura del secolo XV* ⁸. M. L. M. Majorca Mortillaro di Francavilla décrit un *Ritratto dipinto da Antonio Van Dyck esistente in Palermo nella galleria Francavilla* ⁹; J.-B. Supino, *l'Incoronazione di Ferdinando d'Aragona, gruppo in marmo di Benedetto da Majano nel Museo N. del Bargello* ¹⁰; Lugano, *Il Sodoma e suoi afreschi a Sant' Anna in Camprena presso Pienza* ¹¹.

¹ Milan, Hoepli, in-8, 698 p. — ² Florence, Lemonnier, t. IX, in-8. — ³ Florence, Barberà, in-16, 460 p. — ⁴ Turin, Paravia, in-16, 126 p. — ⁵ Turin, Petrini, in-16, 290 p. — ⁶ Milan, Hoepli, in-fol., xiii-130 p., 13 pl. — ⁷ Ibid., Cogliati, in-8, 253 p. — ⁸ Florence, Lumachi, in-8, 16 p. — ⁹ Palerme, Reber, in-8, 11 p., 1 pl. — ¹⁰ Florence, Seeber, in-4, 16 p., 1 pl. — ¹¹ Florence, Seeber, in-8, 12 p.

M. Arnaldo Cocchi commence par le quartier de San Giovanni une description archéologique, artistique et historique des églises de Florence, *Le chiese di Firenze dal secolo IV al sec. XX*¹; Lugano touche à l'archéologie dans son histoire des *Origine e vita della abbazia di San Marzano di Tortona*², et Luca Beltrami réimprime sa *Certosa di Pavia*³. La reproduction du *Codice atlantico de L. de Vinci*⁴ se poursuit régulièrement. La cartographie ancienne de Vérone a été illustrée simultanément par Cipolla, *Antichissima iconografia di Verona secondo una copia inedita*⁵, et par Crivellari, *Alcuni cimeli della cartografia medievale esistenti a Verona*⁶. — L'histoire de l'art s'intéresse aussi à l'ouvrage de Gelli et Moretti sur *Gli armadori milanesi : I Missaglia e la loro casa : notizie, documenti, ricordi*⁷; à celui de Bertonelli et David Henry Prior, *Gli ex-libris italiani*⁸; à celui de Romanelli *Le trine a fuselli in Italia, loro origine; discussione, confronti, cenni bibliografici*, etc.⁹.

M. Gasperini a abordé la paléographie musicale d'une heureuse façon dans son *Dell' arte di interpretare la scrittura della musica vocale del cinquecento; saggio di paleografia musicale*¹⁰. Mandelli publie de *Nuove indagini su Antonio Stradivari*¹¹. — Pour l'histoire de la musique moderne, signalons une étude de Reina sur *V. Bellini (1801-1835)*¹² et un *Omaggio a Bellini nel primo Centenario dalla sua nascita*, 3 nov. 1801-1901¹³. Alessandro Pascolato a publié des lettres de Verdi à Antonio Sonna, relatives au *Re Lear* et au *Ballo in maschera*¹⁴.

Terminons ce qui regarde l'art, en signalant un album intéressant, qui n'est toutefois qu'à demi réussi : la reproduction du célèbre bréviaire Grimani¹⁵ de la *Biblioteca Marciana* à Venise. Avec un texte de M. de Mas Latrie, ce volume contient cent douze planches héliogravées, reproductions fidèles, mais parfois assez confuses et mal venues, des miniatures de l'original. La maison Ongania a souvent fait mieux en ce genre; il est vrai que cet album est surtout une œuvre de vulgarisation, et il y a là un effort qu'il faut louer, tout en faisant des réserves sur la valeur artistique du résultat. Une autre reproduction vraiment artistique du célèbre *cimelium* est du reste en préparation.

¹ Florence, Seeber, in-8, 296 p., 20 pl. — ² Ibid., id., in-4, 108 p. — ³ Milan, Hoepli, 45 pl. — ⁴ Milan, Hoepli; fasc. 28, pl. 1081-1120. — ⁵ Rome, Lœscher, in-4, 14 p., 1 pl. (extr. des *Lincei*). — ⁶ Florence, Seeber, in-8, 48 p., 2 pl. — ⁷ Milan, Hoepli, in-4, 133 p., 52 pl. — ⁸ Milan, Hoepli, in-4, 476 p., 9 pl., 233 reprod. — ⁹ Milan, Hoepli, in-16, 387 p. — ¹⁰ Florence, Seeber, in-8, 111 p., 15 pl. — ¹¹ Milan, Hoepli, in-8, 142 p., 4 f.-s. — ¹² Catane, Battiato, in-32, 72 p. — ¹³ Catane, Giuliano, in-4, 388 p. — ¹⁴ Città di Castello, Lapi, in-8, 98 p. — ¹⁵ Venise, Ongania, in-8, 112 pl.

L'histoire de l'Italie moderne, qui commence avec la Révolution française, est passionnément cultivée, bien que le zèle financier ait manqué pour faire vivre plus de trois ans la *Rivista del risorgimento italiano*. La Révolution française est elle-même étudiée, tantôt dans les documents originaux, tantôt dans des manuels : le diplomate G. Greppi a résumé les correspondances de son aïeul Paolo : *La Rivoluzione francese nel carteggio di un osservatore italiano* ¹, lesquelles sont fort intéressantes. Fedele Savio a écrit une petite *Storia della rivoluzione francese e dei tempi moderni* ². M. G. Giuseppe Romano Catania a donné une brève et utile biographie de *Filippo Buonarroti* ³, avec des documents inédits. Travaïi publie des documents inédits sur *I Francesi nel Mediterraneo (1798-1799)* ⁴. Francesco Corridore réunit sous le titre *Bricciche storiche* ⁵ trois études : *Alcuni disegni napoleonici svelati ai Borboni da un eroe di Austerlitz (1807)* ; *Prima e dopo la conquista austriaca della Sardegna (1707-1708)* ; *Perche la flottiglia sarda non va nel 1691 à soccorrere Nizza*. G. Bianco se sert des documents de Londres, de Florence et de Palerme pour faire connaître la *Sicilia durante l'occupazione inglese (1806-1815)* ⁶. M. de Saint-Cergues publie une étude sur la *Vita di Napoleone I* ⁷ et A. Lumbroso réunit divers morceaux de plusieurs auteurs sous le titre générique de *Napoleone II* ⁸.

Sur la Sicile moderne, mentionnons deux importants travaux sur les relations de la cour de Naples avec Pie VI, et sur les rapports de la Sicile et du Piémont : deux épisodes parallèles de chutes de dynastie : Mario Rinieri : *Della rovina di una monarchia, relazioni storiche tra Pio VI e la corte di Napoli (1776-1799)* ⁹ ; Salvo di Pietraganzili : *Il Piemonte e la Sicilia. Rivoluzioni e guerre dal 1850 al 1860. Cose proprie e cose degli altri. Contributo alla storia del risorgimento italiano* ¹⁰. Et plaçons ici un ouvrage non cité plus haut de Garufi, *Catalogo illustrato del tabulario di S. Maria Nuova di Monreale : documenti per servire alla storia di Sicilia* ¹¹.

On a réimprimé dans la *Biblioteca Rara* un écrit de Brofferio : *I primi quindici anni del regno di Carlo Alberto (1826-1841)* ¹². Govone a publié des fragments de mémoires de *Il generale Giuseppe Govone* ¹³, et Teresa Filangieri Fieschi Ravaschieri une biographie

¹ Milan, Hoepli, t. II, in-16, 360 p. — ² Turin, Petrini, in-16, 312 p. — ³ Palerme, Sandron, in-16, 275 p. — ⁴ Palerme, Reber, in-8, 110 p. — ⁵ Turin, Clausen, in-8, 33 p. — ⁶ Palerme, Reber, in-8, 426 p. — ⁷ Firenze, Seeber, in-8, 136 p. — ⁸ Rome, Bocca, in-16. — ⁹ Turin, Union tip. editr., in-8, 700 p. — ¹⁰ Palerme, Reber, in-16, 461 p. — ¹¹ Ibid., id., in-8, 13 pl. (I. Diplom. XIX). — ¹² Palerme, Sandron, in-16, 184 p. (*Bibliotheca rara V*). — ¹³ Turin, Casanova, in-8, 253 p.

de son père, *Il generale Carlo Filangieri principe di Satriano e duca di Taormina* ¹, qu'elle s'efforce d'excuser de sa conduite en Sicile en 1849, lors de la réaction bourbonnienne : elle montre qu'il y fut toujours loyal et aussi humain que possible. M. Luigi Chiala continue à répandre des lumières sur le règne de Victor-Emmanuel II, *Ancora un po più di luce sugli eventi politici e militari dell'anno 1866* ². A l'histoire du *Risorgimento* seront non moins utiles les souvenirs et les écrits d'Aurelio Saffi, réunis sous le titre de *Ricordi e Scritti* : les tomes IX et X embrassent les dramatiques années 1867-1872 ³. Emanuele Colomiatti a raconté la vie de *Mons. Luigi dei Marchesi Fransonì, arcivescovo di Torino, 1832-1862, e lo stato Sardo nei rapporti colla Chiesa durante tale periodo di tempo* (commemorazioni, documenti, atti) ⁴.

La *Biblioteca storica del Risorgimento Italiano*, dont le titre indique suffisamment le but — et les tendances — s'est enrichie de plusieurs intéressants et importants volumes. Alessandro Luzio, *Antonio Salvioti ed i processi del Ventuno* ⁵ ; Ermanno Lœvinson, *G. Garibaldi e la sua legione nello Stato romano (1848-1849)* ⁶ ; Leti, *Fermo e il cardinale Filippo de Angelis* ⁷ ; Mondaini, *I moti politici nel 48 e la Setta dell' unità italiana in Basilicata* ⁸ ; une réédition par Menghini du célèbre écrit de G. Mazzini, *La Giovine Italia* ⁹. Il faut en rapprocher l'étude documentaire très sérieuse de Francesco Lemmi sur *La restaurazione austriaca a Milano nel 1814* ¹⁰ (avec des documents de Vienne, Londres, Berlin, etc.) et les fragments de Mons. Luigi Martini choisis et annotés par Guido Mazzoni sur *I Martiri di Belfiore* ¹¹ (Grioli, Scarsellini, Zambelli, Canal, Tazzoli, Poma, Tito Speri, Domenico Montanari, Grazioli, Frattini, Calvi, etc.). Sur le mouvement des esprits et des idées libérales en Italie au XIX^e siècle, on consultera avec fruit les deux volumes de Raffaello Barbiera, *La principessa Belgiojoso, i suoi amici e nemici ed il suo tempo* ¹², écrit d'après des sources privées inédites ou rares et des documents d'archives, et *Passioni del risorgimento* ¹³, complément du précédent, où se trouvent nombre de lettres inédites de Manzoni, Berchet, Giuseppe Massari, et autres personnages illustres, et le volume que Ed. de Amicis a consacré à *Un salotto fiorentino del secolo scorso* ¹⁴ (celui de B. Peruzzi), qui fut longtemps le centre de la vie intellectuelle en Toscane.

¹ Milan, Treves, in-8, 380 p. — ² Florence, Barbèra, in-8, 685 p. — ³ Ibid., id., in-8, 448 et 242 p. — ⁴ Turin, Derossi, in-8, 700 p. — ⁵ Rome, Soc. edit. Dante Alig. B. R. I. s. III, 1-2, in-16, 323 p. — ⁶ Ibid., III, 4-5, in-16, 278 p. — ⁷ Ibid., III, 7-8, in-16, 256 p. — ⁸ Ibid., III, 9-10, in-16, 324 p. — ⁹ Ibid., III, 6, in-16, 132 p. — ¹⁰ Bologna, Zanichelli, in-16, 518 p. — ¹¹ Florence, Barbèra, in-16. — ¹² Milan, Treves, in-16, 450 p. — ¹³ Ibid., id., in-16, 500 p. — ¹⁴ Florence, Barbèra, in-16, 166 p.

On trouvera aussi beaucoup à prendre, et maint renseignement de première main, dans le précieux recueil que le professeur Alessandro d'Ancona a modestement intitulé *Ricordi ed affetti* ¹. Les quatre parties en sont consacrées à des souvenirs *in memoria d'illustri Italiani*, — *ricordi di maestri, amici e discepoli*, — *ricordi di storia contemporanea*, — *ricordi autobiografici*. Il y a là, entre autres choses, des notices sur Giusti, Leopardi, Vittorio-Emanuele, Cesare de Laugier, une étude sur les tendances italiennes du milieu du XIX^e siècle : *Unità e federazione*, et un important essai sur la *Poesia e musica popolare italiana nel secolo XIX*. C'est un volume très important. Il faut en rapprocher celui de Francesco Bertolini, *Apostoli e Statisti*, qui contient des conférences (*Francesco d'Assisi*; *Roma senza papi* (sec. XIV); *Milano in mezzo a due secoli* (XVIII è XIX); *Daniele Manin e la difesa di Venezia nel 1849*); des études historico-critico-bibliographiques (*Clemente XIV e la soppressione dei Gesuiti*; *L'opera del conte di Cavour*; *Oltone di Bismarck*) et des discours de circonstance (*Centenario della battaglia di Marengo*; *Giuseppe Garibaldi*; *Giosuè Carducci*) ². Ugo Pesci a, au lendemain de l'assassinat du roi Humbert I^{er}, publié une biographie de ce prince; il en a donné une seconde édition augmentée et corrigée : *Il re martire. La vita e il regno di Umberto I (1844-1900)* ³. Weitzacker a étudié un chapitre très spécial de sa politique intérieure : *Le roi Humbert I^{er} et les Vaudois* ⁴. On se renseignera sur quelques-unes des préoccupations et des tendances politiques, religieuses, sociales de l'Italie contemporaine, en lisant : Anna de Rossi, *La lotta tra il dogma e il libero esame (medioevo)* ⁵; Mantone, *L'unità d'Italia e i suoi principali fattori* ⁶; Veggrian, *Il movimento cristiano sociale alla fine del secolo XIX* ⁷; Rosario Lo Barbera, *Saggio storico-critico del bilancio dello Stato* ⁸; Filarete, *Il pontefice massimo ed il massimo re ed imperatore. Soluzione della questione romana* ⁹; Villari, *Scritti sulla questione sociale in Italia* ¹⁰; Labriola, *Saggi intorno alla concezione materialistica della Storia*. I. *In memoria del manifesto dei comunisti*. II. *Del materialismo storico : dilucidazione preliminare*. III. *Discorrendo di socialismo* ¹¹; Nitti, *L'Italia all'alba del secolo XX* ¹².

Une des préoccupations capitales de l'Italie actuelle est son développement extérieur, sa politique coloniale, l'extension de son pres-

¹ Milan, Treves, in-16, 452 p. — ² Milan, Hoepli, in-16, 335 p. — ³ Bologne, Zanichelli, in-16, 479 p. — ⁴ Turin, Paravia, in-8, 62 p. — ⁵ Catane, Giannotta, in-8, 32 p. — ⁶ Naples, Pirro, in-16. — ⁷ Vicence, Galla, in-16, 717 p. — ⁸ Trapani, Rizzi Griffini, in-8, 46 p. — ⁹ Rome, Desclée-Lefèvre, in-8. — ¹⁰ Florence, Villari, in-16, 516 p. — ¹¹ Rome, Lœscher, in-16, 126, 164 et 203 p. — ¹² Turin, Roux-Viarengo, in-8, 215 p.

tige comme grande puissance. C'est à ce titre qu'il faut noter des études comme celles de G. Coen, *Andiamo a Tripoli* ¹; Giustiniano Rossi, *La Tunisia e la Tripolitania dell'oggi* ²; Lormi, *La Repubblica argentina e i suoi problemi di economia e di finanza* (enquête officielle). I. *La questione monetaria* ³; Barucco, *Dodici anni di residenza nel Brasile* ⁴; le rapport (anonyme) sur *I Casi del Santo Sepolcro. Il macello del 4 novembre 1902* ⁵; le récit du voyage vers le pôle de Luigi Amedeo di Savoia (le duc des Abruzzes), *La Stella Polare nel mare artico* ⁶. Et pour terminer, renvoyons le lecteur curieux d'un livre d'ensemble sur l'Italie immédiatement contemporaine à *l'Italia d'oggi* ⁷ de Bolton King et Tommaso Okey, tableau impartial nourri de faits et de documents, et où sont dépeints le gouvernement, les partis (catholique et socialiste), les conséquences des *Fatti di Maggio*, la lutte de tendances entre le nord et le midi, les divers services administratifs, les tendances sociales, les rapports de l'Eglise et de l'État, la politique coloniale, et l'émigration, base fondamentale d'une future grande Italie. Ce livre excellent est le complément naturel et nécessaire de l'histoire de l'unité italienne du même Bolton King, et mériterait comme celui-ci les honneurs de la traduction française.

L.-G. PÉLISSIER.

¹ Livourne, Belforte, in-16, 100 p. — ² Trapani, Rizzi Griffini, in-8, 114 p. — ³ Rome, Loescher, in-8, 535 p. — ⁴ Bologne, Beltrami (Treves), in-16, 453 p. — ⁵ Milan, Treves, in-16, 140 p. — ⁶ Milan, Hoepli, in-8, xu-592 p. — ⁷ Bari, Laterza, in-16, 500 p.

CHRONIQUE

SOMMAIRE. — Académie des inscriptions et belles-lettres : Communications de MM. Desplagnes, le P. Ronzevalle, Clermont-Ganneau, Lefebvre et Bassy (la ville d'Achoris), Oppert, Raymond Weil, Gauckler (le théâtre antique de Carthage), Carton (catacombe d'Hadrumète), Collignon, Daniel Serruys, d'Arbois de Jubainville, Th. Reinach, Salomon Reinach, R. Cagnat, Ph. Berger (le temple de Massinissa à Dougga), Dufour, Holleaux, Bouché-Leclercq, Lair, M. Le Tourneau. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures de MM. Alexis Bertrand (Proudhon), Albert Sorel (le Congrès de Châtillon), Imbart de la Tour (les transformations sociales de la France à la fin du moyen âge), Henri Lorin. — Prix et concours. — Sociétés savantes. — Revues et publications nouvelles. — Nécrologie : M. Anatole de Barthélemy.

Parmi les communications faites à l'Académie des inscriptions et belles-lettres pendant le dernier trimestre, les suivantes intéressent plus particulièrement nos études.

Le 27 mai, M. le lieutenant Desplagnes, chargé d'une mission à Tombouctou, a donné connaissance à l'Académie de la découverte de l'emplacement de Koukia, capitale d'un grand empire arabe sur la rive est du Niger, à cent cinquante kilomètres de Gao. — Une note du P. Sébastien Ronzevalle, lue par le P. Jalabert, a fourni de curieux renseignements sur des monuments relatifs aux cultes syriens de l'époque gréco-romaine : autel du Hauran représentant Esculape vêtu à la romaine ; inscription d'Hébron sur Beellepharus, qui précise l'origine syrienne de ce dieu ; représentations divines sous la forme du lion. — M. Clermont-Ganneau a commenté un contrat de prêt en caractères araméens.

Le 3 juin, une autre lettre du P. Ronzevalle réduit à néant l'attribution à Jéroboam d'un sceau syrien de « Sama, serviteur de Jerob'am, » dont le style accuse l'époque persane et non celle du roi d'Israël. — Les fouilles faites à Tehneh en Égypte, par MM. Lefebvre et Bassy, ont amené la découverte d'un temple creusé dans la montagne et précédé d'une salle hypostyle. La ville s'appelait dans l'antiquité Achoris et les divinités locales étaient Ammon, les Dioscures, Hermès et Héra ; les tombes ont livré des papyrus grecs et coptes, des scarabées, des sceaux, des masques en plâtre. — M. Oppert a maintenu, contre l'opinion du P. Scheil qui en faisait honneur à Cyrus,

l'attribution d'un texte à Sogdien, roi éphémère de Perse en 425 avant l'ère chrétienne. — La découverte par M. Raymond Weil d'un nouveau bas-relief de Snofrou est surtout intéressante parce que le type s'en rapporte à celui des monuments thinites des trois premières dynasties égyptiennes, tandis que les autres monuments de ce prince procèdent des modèles memphites; fait qui caractérise le règne de Snofrou comme la période de transition entre les deux époques. — Une inscription de Henchir Alaoui, communiquée par M. Cagnat au nom de M. Gauckler, nous fait connaître un personnage nouveau, Quintus Comius Armiger Crescens.

Une lettre de M. le docteur Carton, communiquée le 10 juin par M. Héron de Villefosse, a précisé la découverte de l'entrée des catacombes d'Hadrumète, vaste nécropole dont quatre cents mètres de galeries sont déjà dégagées, qui renferment quatre étages de tombeaux fermés par des tuiles. Une sorte de vestibule ou chapelle cruciforme qui précède les galeries semble avoir été complètement garni de *loculi*. — Un fragment de sarcophage de Pergame portant dédicace d'une certaine Elpis à sa nourrice Evodia, avec la représentation d'un chien, a conduit M. Collignon à penser que le chien que l'on rencontre ainsi sur des sépultures était un symbole de bonne garde et faisait allusion aux soins donnés par ce défunt.

Le 17 juin, M. Daniel Serruys a étudié une source byzantine des *Libri carolini*. — M. d'Arbois de Jubainville a parlé de quelques dieux celtiques à formes animales. — Une pétition adressée par un colon militaire à Ptolémée Evergète II et qui fait partie de la collection de M. Théodore Reinach est intéressante par les renseignements qu'elle nous donne sur le droit privé et public de l'époque (141 av. J.-C.).

Parmi les nouveaux fragments anciens fournis par des papyrus et sur lesquels M. Salomon Reinach a, le 24 juin, attiré l'attention de ses confrères, les plus intéressants pour nous sont un passage de Tite-Live relatif à la distribution que Mummius aurait faite, après le sac de Corinthe, des œuvres d'art conquises à Rome et à d'autres cités italiennes, et un fragment d'Évangile. — M. R. Cagnat a signalé entre Bône et Guelma un milliaire qui fait honneur à Antonin le Pieux d'une réfection de la voie romaine.

A la séance du 1^{er} juillet, après des hommages rendus à la mémoire de M. Anatole de Barthélemy, de M. Charles Carpeaux et du P. Paul de Saint-Aignan, l'Académie a entendu la lecture d'une note de M. Paul Gauckler sur la découverte à Carthage, à une profondeur de huit mètres sous le sol, du théâtre antique que l'on croyait disparu et qui au contraire semble exister dans son entier; M. Gauckler a pu reconnaître l'existence de quatre galeries concentriques superposées, reliées par des escaliers voûtés.

Le 8 juillet, M. Philippe Berger a signalé la découverte, au capitole de Dougga (Tunisie), par M. Sadoux, de l'inscription dédicatoire d'un temple en l'honneur du fameux Massinissa. L'inscription, qui n'est pas encore entièrement déchiffrée, est fort importante à divers points de vue : rédigée en deux langues, en phénicien et en libyque, elle aidera à la connaissance de ce dernier idiome ; puis elle contient une longue et précieuse généalogie du prince numide.

Le 15 juillet, un rapport de M. Dufour, communiqué par M. Senart, a mis l'Académie au courant des fouilles d'Angkor Thons, l'un des chefs-d'œuvre de l'art khmer. — Les fouilles de Délos, sur lesquelles M. Homolle a lu une lettre de M. Holleaux, ont amené entre autres la découverte d'un Hermès en marbre et d'une Aphrodite au bain surprise par un satyre.

Les 22 et 29 juillet, M. Bouché-Leclercq a donné lecture d'un mémoire sur le culte dynastique en Égypte au temps des Lagides.

Le 29 juillet et le 5 août, M. Clermont-Ganneau a commenté des inscriptions araméennes d'Égypte.

Le 5 août, M. Lair a signalé un *ordo judiciarius* normand du XIII^e siècle.

Le 12 août, M. Marcel Le Tourneau a communiqué des croix byzantines provenant des monastères thessaliens, sur lesquelles sont sculptés des sujets de la vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de la sainte Vierge.

A l'Académie des sciences morales et politiques, nous relevons les lectures suivantes. L'étude de la correspondance de Proudhon a permis à M. Alexis Bertrand (4 juin) d'expliquer les causes de la dernière évolution du fameux écrivain, mal comprise, même de ses amis. Le fatalisme historique et économique auquel il aboutissait permet d'établir entre lui et Karl Marx des rapports plus étroits qu'on ne fait habituellement. — Le récit fait le 11 juin, par M. Albert Sorel, du Congrès de Châtillon en 1814, a pour objet de démontrer que les fameuses ouvertures de Francfort n'ont été qu'un artifice et une feinte.

Le 25 juin, M. Imbart de la Tour a étudié les transformations sociales de la France à la fin du moyen âge, cherchant à établir comment la bourgeoisie s'est emparée de la puissance économique et politique : l'établissement du chef-d'œuvre entraîne la formation dans l'industrie d'un patronat héréditaire, par suite des droits fiscaux qui excluent en fait les artisans de la maîtrise ; le développement par le commerce des grandes fortunes marchandes a pour conséquence la constitution d'un patriciat urbain et la transformation des institutions municipales.

A la séance du 6 août, M. Georges Picot a donné lecture d'un mé-

moire de M. Henri Lorin sur les relations commerciales de Bordeaux à l'époque de Charles IX. L'activité commerciale était déjà considérable dans cette place ; les fortunes qui s'y amassaient étaient un stimulant à l'esprit d'entreprise des habitants.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a partagé le prix Fould entre MM. Georges Durand (*Monographie de la cathédrale d'Amiens*, t. II) et Émile Bertaux (*L'Art dans l'Italie méridionale de la fin de la conquête romaine à la conquête de Charles d'Anjou*). — Le premier prix Gobert a été décerné à M. Ferdinand Lot, *Études sur le règne de Hugues Capet*, et le deuxième prix à M. Alfred Richard, *Histoire des comtes du Poitou*. — La médaille de vermeil de la fondation Paul Blanchet a été attribuée à la Société archéologique de Constantine.

L'Académie des sciences morales et politiques a donné 1,500 fr., sur les arrérages de la fondation Rossi, au mémoire de M. Alfred des Cilleuls sur l'étude comparative des budgets de la France. — Elle a donné 500 fr. sur le prix Faucher à M. G. de Novion pour son travail sur la vie et l'œuvre de Bastiat. — Le prix ordinaire, dont le sujet était une étude de l'influence de la France sur le développement intellectuel et social de la Russie, a été décerné à M. Haumant. — Sur les 3,000 fr. du prix Drouyn de Lhuys, deux récompenses de 1,000 fr. ont été obtenues par la *Politique orientale de Napoléon*, de M. Édouard Driault, et par l'*Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique barbaresque*, de M. Paul Masson.

L'Académie des sciences de Cracovie met au concours (fondation Czerwiński) une histoire de l'art en Pologne. Le prix est de 1,000 roubles ; le terme pour la remise des mémoires, le 31 décembre 1905.

Dans le tome LVII des *Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai*, qui comprend les travaux de la compagnie pour l'année 1902 (Cambrai, impr. Regnier frères, 1903, in-8 de cxxiii-257 p.) cinq mémoires sont à signaler ici. Le premier est une *Chronologie des seigneurs de Clairmont-en-Cambrésis de 1200 à 1789*, dressée pour le général d'Esclaibes, descendant des derniers seigneurs. Dans le second, M. le docteur Coulon nous retrace l'histoire de la vente des charges à Cambrai en 1697 et nous donne l'état des corps de métiers à cette date. Cet état renferme des renseignements curieux : nous noterons seulement qu'il n'y avait qu'un imprimeur, pour imprimer les ordonnances du magistrat et des États, et qui vendait « quelques rudiments pour les escoliers, quelques vieux livres et du papier. » M. le chanoine Margerin a donné une courte note sur l'église et la collégiale de Sainte-Croix de Cambrai. M. le docteur Bombart a retracé la prise du château fort de la Malmaison, le 1^{er} octobre 1398. Mais le

morceau capital du volume est la publication par M. l'abbé Boussemart du *Registre des délibérations du Presbytère du Nord, 10 mai 1797-19 août 1801*. On y suivra toute l'histoire d'un diocèse sous le régime constitutionnel.

Le tome XXXIII des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* (Paris, A. Picard ; Saintes, M^{me} Fragnaud, 1903, in-8 de CCLIII-463 p.) est rempli tout entier par la seconde et dernière partie du *Cartulaire de l'abbaye royale de Saint-Jean-d'Angély* publié par M. Georges Musset. Cette seconde partie contient le texte des actes 339-499 du Cartulaire original, plus un choix de vingt-neuf pièces annexes qui s'échelonnent de 1096 à 1549. Comme les actes du Cartulaire ne se trouvent naturellement pas classés dans l'ordre du temps, M. Musset a joint à son volume, pour la commodité du lecteur, une table chronologique (p. 257-288). On ne lui saura pas moins gré de la copieuse table onomastique (p. 289-469) qui termine cet ouvrage, bien que l'on y eût pu souhaiter plus d'ordre et de méthode : il n'est pas très commode, par exemple, d'avoir à chercher ce qui a trait à un même personnage sous diverses rubriques selon que le nom se trouve orthographié d'une manière ou d'une autre ; et les partisans les plus déterminés du classement à l'article d'un nom propre ne songeront guère à chercher à La Sèvre ce qui se rapporte à cette rivière ; le classement de Du Cange et de Du Plessis à Du déroutera également bien des lecteurs. M. Musset n'a pas voulu borner son rôle à celui de simple éditeur ; il a fait précéder son volume d'une histoire de l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély et l'on ne peut que l'en féliciter ; personne, mieux que lui, ne pouvait être préparé à ce travail. L'étude historique sur l'abbaye est suivie d'une étude archéologique sur les monuments dont elle se composait, avec différents plans et vues, et d'un aperçu sur les diverses dépendances du monastère, sur les droits et coutumes dont il jouissait, sur ses revenus, etc.

La Société des *Archives historiques du Poitou* en est à son trente-troisième volume (Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie, 1904, in-8 de xiv-629 p.). Il est tout entier rempli par neuf années (1548-1557) de la correspondance politique de Louis de Saint-Gelais, seigneur de Lanssac. Né vers 1512, gentilhomme de la chambre de Henri II, gouverneur de François II et de Charles IX, surintendant des finances de Catherine de Médicis, ce gentilhomme joua un rôle important et, s'il n'a pas conservé auprès de la postérité la même notoriété que son oncle Octavien ou son cousin Mellin de Saint-Gelais, ce n'est pas faute d'avoir tenu une grande place dans l'histoire de son temps ; il fut notamment employé dans de nombreuses ambassades dont il sut s'acquitter avec succès. On pense bien que la correspondance d'un tel personnage est d'un intérêt assez général. Pour les

huit années et demie qu'embrasse la présente publication (3 oct. 1548-6 février 1557), M. Sauzé de Lhoumeau n'a pas recueilli moins de 297 lettres; un nouveau volume nous donnera les lettres de la période suivante.

Le CXIII^e volume des *Travaux de l'Académie nationale de Reims* (Reims, L. Michaud, 1903, in-8 de 204 p.) contient, outre la partie officielle, quelques mémoires dont les plus intéressants sont le *Discours du duc de Guise à Châlons après sa prise d'armes de 1581*, retrouvé au British Museum et publié par M. l'abbé Haudecœur; les *Notes sur le filage et le tissage dans l'antiquité*, de M. Ch. Coyon, et la notice du docteur Lamiable sur le tracé de la *voie romaine de Reims à Castrique*. Les notes biographiques de M. Al. Fay sur le maire de Reims Carteret, et de M. Jadart sur Nicolas de Grigny, organiste de Notre-Dame, sont un peu maigres; les *Recherches historiques sur l'origine des lunettes*, du docteur Bourgeois, ne sont que le résumé d'un ouvrage du docteur Pamier; la discussion entre MM. Gosset et Demaison sur l'origine architecturale de Saint-Remi est un peu vaine, puisque les arguments du premier ne portent pas et qu'il ne produit rien de nouveau. — Un seul mémoire remplit le CXIV^e volume du même recueil. Il a pour auteur M. Henri Jadart, qui, mettant en œuvre les notes de M. Adrien Duchénoy, nous donne un curieux recueil sur les enseignes de Reims du XIV^e au XVIII^e siècle. Des planches assez nombreuses nous font connaître quelques-unes de ces enseignes, classées par ordre alphabétique et accompagnées d'analyses des documents où elles se trouvent mentionnées. Comme on le pense, ces documents fournissent sur les familles rémoises une masse de renseignements curieux. Une table alphabétique des noms de personnes et de familles y facilite les recherches.

M. M. Mayr vient de doter le Tyrol d'un nouvel organe historique qui fait suite en quelque sorte à l'*Archiv für Geschichte und Altertumskunde Tirols*, disparu en 1869. Les *Forschungen und Mittheilungen zur Geschichte Tirols und Vorarlbergs* paraissent depuis cette année par fascicules trimestriels (Innsbruck, direction des archives, 6 cour. par an).

Notre dernière chronique mentionnait un projet de la librairie Alphonse Picard et fils pour la publication d'une *Collection de cartulaires*. Voici, de la même maison, une entreprise non moins intéressante pour nos lecteurs, qui n'est plus simplement en projet, mais en voie d'exécution. Deux savants ecclésiastiques, MM. Hippolyte Hemmer et Paul Lejay, attentifs au courant qui depuis un quart de siècle entraîne de plus en plus les hommes instruits vers l'étude des questions religieuses et notamment de l'histoire primitive du christianisme, ont pensé qu'ils rendraient service à cette louable curiosité en

publiant un recueil de textes et documents pour l'étude historique du christianisme, dans lequel prendraient place « les œuvres les plus utiles pour l'histoire proprement dite du christianisme, pour celle de ses institutions et de son dogme. Les ouvrages trop longs, continue le prospectus que nous avons sous les yeux, seront présentés dans leurs parties essentielles reliées par des analyses. La collection a pour but de mettre sous les yeux les textes originaux auxquels il faut toujours revenir quand on veut faire un travail solide. Toutefois les textes grecs seront accompagnés d'une traduction française. Il en sera de même pour les textes latins qui présentent une réelle difficulté.... Des introductions précises fourniront les données indispensables sur la biographie de l'auteur et sur les circonstances où furent composés ses écrits, les renseignements utiles à l'intelligence d'un ouvrage et à l'appréciation de sa valeur historique. Chaque volume sera muni d'un index détaillé des matières.... Les directeurs de la collection s'interdisent de faire un travail critique. Ils reproduiront le meilleur texte connu.... » Les volumes paraîtront dans le format in-12 environ tous les trimestres; le prix ne sera pas supérieur à 3 fr. 50 pour les plus gros volumes de 500 p. Les premiers volumes à paraître de la collection sont les *Apologies* de saint Justin en octobre; le tome I^{er} de l'*Histoire ecclésiastique d'Eusèbe* en janvier ou février; le tome I^{er} des *Apocryphes du Nouveau Testament* en avril. Nos lecteurs comprendront, sans que nous ayons besoin d'y insister, toute l'utilité d'une semblable publication.

Sur une tout autre période de l'histoire religieuse, sur celle de la Réforme, nous devons signaler en Allemagne une nouvelle entreprise qui se fonde sous les auspices de la Société berlinoise de l'histoire de la Réforme. C'est M. Walter Friedensburg qui dirigera cet *Archiv für Reformationsgeschichte, Texte und Untersuchungen*, dont l'exécution matérielle est aux mains de MM. C. A. Schwetschke et fils à Berlin. L'importance historique de l'époque de la Réformation est incontestable, et il est bien certain, comme le dit M. W. Friedensburg, que bien des matériaux de cette histoire demeurent encore inutilisés dans la poudre des archives et des bibliothèques. C'est donc un service que rend à nos études cet érudit en entreprenant la publication, dans des fascicules indépendants qui formeront chaque année un volume de vingt à vingt-cinq feuilles d'impression in-8, des sources inédites ou de celles que leur rareté rend presque inaccessibles. A côté de cette partie purement documentaire, la publication comprendra des études critiques, une bibliographie, une chronique. Le prix de souscription est de 0 m. 45 par feuille d'impression, soit environ 10 m. par an.

Le nouveau fascicule (3^e livraison du tome IV) de la précieuse *Bi-*

bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, que poursuit avec une inlassable activité M. le comte Robert de Lasteyrie (Paris, Impr. nationale, 1903, in-8, pages 401-592), comprend la suite des sociétés de Seine-et-Oise (Commission des antiquités et arts, Société des sciences morales); — celles de la Seine-Inférieure (Société archéologique de Dieppe, — Société havraise d'études diverses, — Académie des sciences de Rouen, — Commission des antiquités de la Seine-Inférieure, — Société des bibliophiles normands, — Société rouennaise des bibliophiles, — Société d'émulation de la Seine-Inférieure, — Société normande de géographie, — Société de l'histoire de Normandie); — celle des Deux-Sèvres (Société de statistique); — celles de la Somme (Société d'émulation d'Abbeville, — Académie d'Amiens, — Société des antiquaires de Picardie); — celles du Tarn (Société des sciences du Tarn, — Commission des antiquités, — Société littéraire et scientifique de Castres); — celles de Tarn-et-Garonne (Académie des sciences, — Société archéologique); — celles du Var (Société d'études scientifiques de Draguignan, — Académie du Var); — celles du Vaucluse (Société littéraire d'Apt, — Académie de Vaucluse, — Athénée de Vaucluse, — Société d'agriculture d'Orange); — celles de la Vendée (Société littéraire, — Société d'émulation); — celles de la Vienne (Athénée de Poitiers, — Société d'agriculture de Poitiers, — Société des antiquaires de l'Ouest, — Société des archives historiques, — Société d'émulation). Pour ces diverses sociétés, on trouve répertoriés dans ce fascicule près de 5,500 articles.

Sans contester l'utilité du *Répertoire bibliographique de la librairie française*, dont la quatrième année (1903) vient de paraître (Paris, Per Lamm, 1904, in-8 de 168-92 p.), on ne peut s'empêcher de relever dans la table méthodique les mêmes défauts que nous avons eu plusieurs fois occasion de signaler dans l'œuvre de M. Jordell. C'est peu de ne signaler que sous la rubrique *Abbayes* les ouvrages de M. Géry sur l'*Abbaye Saint-Martin de Nevers de chanoines réguliers de Saint-Augustin*; de M. Kurth, *Charles de l'abbaye de Saint-Hubert en Ardenne*, etc.; l'on ne voit pas bien pourquoi ce dernier ouvrage n'est pas relevé à *Cartulaires*, alors que le travail analogue de M. Devillers, *Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons*, s'y trouve. Les rubriques *Obituaires* et *Pouillés*, qui font défaut, étaient aussi utiles que la rubrique *Cartulaires*. On cherchera, au moins autant à *Palloy*, où il ne se trouve pas, qu'à *Calvados*, où il est relevé, l'ouvrage de Raulin : *Le pseudo-patriote Palloy et les administrations du Calvados de 1790 à 1794*. Ces critiques, qu'il serait aisé de multiplier, montrent combien le *Répertoire* répond insuffisamment aux demandes de ceux qui peuvent avoir intérêt à le consulter.

Les historiens sont trop intéressés à la bonne organisation et au fonctionnement des archives provinciales, où ils trouvent quelques-uns des matériaux les plus précieux de leurs travaux, pour que nous ne signalions pas à nos lecteurs le mémoire dans lequel M. Alfred Leroux, archiviste de la Haute-Vienne, propose quelques améliorations possibles¹. Sans analyser ici ce mémoire, qui touche à beaucoup de questions, nous noterons seulement les points suivants. Constatant le déplorable état dans lequel se trouvent presque partout les archives communales et hospitalières, exposées aux déprédations de collectionneurs sans scrupule et aux ravages des mites et des rats, les difficultés qui s'opposent en pratique à la consultation de ces dépôts et des archives des greffes et notariats, M. Leroux propose la réunion de celles-ci aux dépôts départementaux comme fonds d'État; et la concentration de celles-là par voie de dépôt conditionnel dans quelques chefs lieux d'arrondissement où elles seraient confiées à la garde du bibliothécaire. Il émet aussi le vœu que le Parlement continue le vote des crédits qui ont servi jusqu'ici à dresser et à publier le catalogue des manuscrits des bibliothèques en les affectant à l'inventaire de ces archives.

Dans *Gée-Rivière (Gers), son passé, ses ruines gallo-romaines* (Mirande, impr. veuve Labeyrie-Baylac, 1904, in-8 de 11 p., planche), M. l'abbé Cazauran a pour principal objet de signaler l'intérêt qu'il y aurait à poursuivre des fouilles sur le sol de Rivière (*Ripparia*), jadis paroisse, annexée depuis 1822 à Gée, comme simple annexe de Saint-Germé, et où l'on a découvert les restes d'une piscine gallo-romaine, avec une mosaïque reproduite ici en photographie.

La conférence que notre directeur a faite le 29 janvier dernier à la Société d'études historiques et littéraires de Lyon, et qui vient d'être publiée par cette Société (Paris, Charles Amat; Lyon, Adrien Effantin, s. d., in-8 de 51 p.), avait pour objet *Un empereur gaulois au cinquième siècle*, Avitus. Ce n'est pas le règne assez court — quatorze mois — de cet empereur, dont M. Allard a entretenu ses auditeurs; c'est l'histoire d'Avitus avant son élévation à l'empire; il a recherché et excellemment exposé ce qui lui a valu cette réputation dont lui fait honneur Bossuet dans son *Discours sur l'histoire universelle*; et cette étude lui a fourni le prétexte d'un curieux tableau de la vie gauloise au v^e siècle de notre ère.

Nous avons signalé en son temps la leçon d'ouverture professée au Collège de France, le 4 décembre 1889, par M. Auguste Longnon : *De*

¹ *De quelques améliorations possibles dans l'organisation et le fonctionnement des archives provinciales*. Extrait du *Bibliographe moderne*. Besançon, impr. Jacquin, 1904. In-8, 27 p.

la formation de l'unité française. Cette belle leçon, dans laquelle est mis en lumière le rôle des premiers Capétiens, vient d'avoir les honneurs d'une seconde édition (Paris, Honoré Champion, 1904, in-8 de 27 pages).

L'extension prise au moyen âge par le commerce montpelliérain assura dans une partie du Midi la prépondérance de la monnaie du comté de Melgueil, dont dépendait Montpellier. Cette faveur dont jouit la monnaie melgorienne est d'autant plus remarquable qu'elle subit de graves et nombreuses variations. Feu Germain, à qui l'on doit tant de recherches érudites sur Montpellier, n'a pas négligé l'étude de ces variations; cependant il a semblé à M. Émile Bonnet que cette étude était à refaire en tenant compte des actes privés beaucoup plus que des documents officiels, fondement à peu près unique du travail de M. Germain. Les actes privés accusent en effet des différences considérables avec les données officielles, et M. Bonnet est parvenu à établir¹ que les tarifs officiels sont en général postérieurs aux changements opérés dans le titre ou le poids de la monnaie et ne font guère que consacrer une situation de fait. Du titre de 8/12, auquel elle se trouvait vers le principe, à la fin du x^e siècle, la monnaie melgorienne tomba dès le premier tiers du xii^e à 4/12. Quant au poids, c'est aussi à partir de 1130 environ qu'il subit des changements qui expliquent la fluctuation de valeur de la monnaie. Confus à partir de 1167, l'usage s'établit dans les contrats d'attribuer à la monnaie melgorienne une valeur toujours égale; il devient impossible de retracer depuis cette époque l'histoire des variations de cette monnaie, puisque les tarifs monétaires, seuls documents qui nous les indiquent, ne méritent pas une confiance absolue.

M^e Gervais de Tilbury, maréchal du royaume d'Arles, après avoir été professeur à Bologne, a écrit entre 1211 et 1215, pour l'empereur Otton IV, un intéressant ouvrage intitulé *Olia imperialia*, dont il avait commencé vers 1183 une première rédaction à l'usage de Henri le Jeune, fils de Henri II d'Angleterre. Cet ouvrage, publié par Leibniz au tome II des *Scriptores rerum Brunsvicensium*, renferme quelques renseignements curieux sur la Pologne. M. Stanisław Kętrzyński, dans un article des *Rozprawy wydzielu hystor.-filozof. Akademii umiejętności* de Cracovie², cherche à montrer que ces renseignements lui sont venus de maître Vincent de Cracovie, qui dut le connaître à Bologne. Il établit aussi que le *provinciale* de Gervais n'a

¹ *Des variations de valeur de la monnaie melgorienne.* Extrait du *Bulletin archéologique*. Paris, Impr. nationale, 1904. In-8 de 27 p.

² *Ze studyow nad Gerwazym z Tilbury* (Tiré à part. Cracovie, Académie des sciences, 1903. In-8, 40 p.). Résumé en français (Extrait du *Bulletin de l'Ac. des sc. de Cracovie*. Cracovie, imp. de l'Université agellonne), in-8 de 4 p.

d'autre source pour la partie romaine que le *provinciale romanum* du cardinal Cencius, qu'il faudrait ainsi regarder non comme postérieur à 1210, mais comme antérieur à 1209.

M. G.-H. Luquet nous offre un mémoire curieux et assez documenté sur *Aristote et l'Université de Paris pendant le XIII^e siècle* (Paris, Ernest Leroux, 1904, in-8 de v-34 p. 2^e fasc. du tome XVI de la *Bibliothèque de l'École des hautes études. Sciences religieuses*), chapitre détaché d'un ouvrage qu'il médite sur la connaissance que le moyen âge posséda des écrits et des doctrines du grand philosophe grec¹.

Les quatre *Documents sur Guillaume de Chanac, évêque de Paris et patriarche d'Alexandrie*, qu'analyse M. G. Clément-Simon, la donation faite par ce prélat à son neveu Gui de Chanac du château de Bourg-Archambault (27 janvier 1339-1340), dont il publie le texte (Extrait du *Bulletin historique et philologique*. Paris, Impr. nationale, 1904, in-8 de 15 p.), ne forment que la moindre partie de la brochure qu'il a publiée sous ce titre. Douze pages sur quinze sont consacrées à une généalogie de la famille de Chanac dans laquelle il a multiplié les additions et les rectifications à celle que Baluze avait donnée et que Nadaud a reproduite dans son *Nobiliaire*.

Nous avons signalé dans notre dernière chronique² l'entrée à la Bibliothèque nationale des manuscrits originaux de Brantôme, grâce à la générosité de M^{me} la baronne James de Rothschild. M. H. Omont nous donne sur ces manuscrits une notice, parue d'abord dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, puis en tirage à part³. Comme ces manuscrits comprennent la première rédaction des œuvres du célèbre écrivain, M. Omont, dans la description qu'il en fait, fournit quelques spécimens des différences entre cette rédaction et les deux ou trois autres. A la suite de la description des manuscrits originaux, il nous fait connaître les différentes copies des œuvres de Brantôme conservées soit à la Bibliothèque nationale, soit dans d'autres dépôts. Le tout se termine par un utile tableau général des manuscrits des œuvres de Brantôme.

Un dossier fourni à dom Bonaventure Gillesson, religieux du monastère bénédictin de Saint-Corneille de Compiègne, par sœur Anne Martin, religieuse du couvent de Sainte-Périne, a permis à M. Lucien

¹ Entre autres points discutables dans ce travail, l'auteur ne me semble pas avoir prouvé que le mot *libri naturales* fût le synonyme de *libri philosophici* ni que la Métaphysique d'Aristote fût comprise dans l'interdiction portée par le concile de Paris de 1210.

² T. LXXV, p. 626.

³ *Notice sur les manuscrits originaux et autographes des œuvres de Brantôme*. Paris, 1904. In-8, 54 p.

Auvray de nous faire connaître les conditions dans lesquelles ce couvent a pu être transporté de Compiègne, où il se trouvait trop à l'étroit, à la Villette-lez-Paris, malgré les difficultés d'ordre administratif et financier auxquelles se heurtait ce dessein (*Louise de Bassompierre et les origines du transfert à Paris des religieuses de Sainte-Périne de Compiègne* (Paris, 1903, in-8 de 15 p. Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*). Le côté le plus curieux de ce dossier est de jeter la lumière sur un point de la vie du maréchal de Bassompierre : les contemporains parlaient de son union secrète avec la veuve du prince de Conti et d'un fils qui serait né de cette union, François, baron de la Tour, sans que son père daignât le reconnaître ; il est désormais acquis qu'il y eut un autre fruit de cette union, une fille qui fut mise chez les dames de Sainte-Périne comme bâtarde du duc de Chevreuse, frère de la princesse de Conti, et qui, reconnue plus tard par son père, usa de l'influence du maréchal pour faciliter le transfert de Sainte-Périne à Paris.

Nos lecteurs connaissent déjà par un extrait que nous leur avons signalé autrefois la publication que M. Albert Ojardias poursuit dans le *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne* sur *Un diplomate riomois au XVII^e siècle, Pierre Chanut*. En voici un nouvel extrait intitulé *Riom et Paris vers 1640. Le Riom et le Paris de Chanut* (Clermont-Ferrand, Louis Bellet, 1904, in-8 de 43 p.). L'auteur se défend d'avoir voulu rédiger « un guide à l'usage des archéologues ; » il n'en a pas moins fait une description fort agréable, pleine de renseignements et qui ne manquera pas d'intéresser les curieux.

Il y a longtemps que la présence de Molière à Grenoble a été signalée ; dans l'édition de ses *Œuvres* de 1682 le préfacier, en qui l'on reconnaît habituellement l'acteur La Grange, donne comme date de ce séjour dans la capitale du Dauphiné le carnaval de l'année 1658. Mais ce que l'on ignorait et ce qu'établit M. Prudhomme dans une curieuse brochure sur *Molière à Grenoble, 1652-1658* (Grenoble, impr. Allier frères, 1904, in-8, 16 p., un fac-similé. Extrait du *Bulletin de l'Académie delphinale*), c'est que dès 1652, l'illustre comédien se trouvait avec sa troupe à Grenoble, où il signait en qualité de parrain l'acte de naissance d'un fils des de Brie, Edme Villequin et Catherine Leclerc. Cette petite trouvaille ne fixe pas seulement un point de l'itinéraire de Molière, elle permet de faire remonter à un an au moins plus tôt qu'on ne le croit généralement l'entrée dans sa troupe d'Edme Villequin et de Catherine Leclerc.

L'église actuelle de Saint-Paul-Saint-Louis, qui n'est autre que l'ancienne chapelle des Jésuites, possède les restes mortels de Bourdaloue, et c'est là que le grand prédicateur a débuté en 1669, l'année

même que Bossuet prêcha sa dernière station à la cour. « Un ami de la paroisse » profite du deuxième centenaire de Bourdaloue pour rappeler les faits qui rattachent l'illustre orateur à l'histoire tant de la chapelle Saint-Louis des Jésuites que de l'ancienne paroisse de Saint-Paul dont elle a pris la place : *Le deuxième centenaire de la mort de Bourdaloue et la paroisse Saint-Paul-Saint-Louis* (Paris, Lahure, 1904, in-8, 50 p.)

Le grand bureau des pauvres de Paris, dont M. Léon Cahen étudie l'organisation et le fonctionnement au milieu du XVIII^e siècle (tome I^{er}, fasc. 3 de la *Bibliothèque d'histoire moderne*, Paris, Georges Bellais, 1904, in 8 de 79 p.), comprenait trois établissements qui avaient d'ailleurs une cause commune et une administration commune : le grand bureau proprement dit, chargé de distribuer aux malheureux des ressources régulières en espèces; l'hospice des Petites-Maisons pour les indigents très âgés et les insensés; l'hospice de la Trinité pour les orphelins. L'étude de M. Cahen tend à faire ressortir les abus de l'institution et à établir combien l'assistance officielle et administrative était mal faite. Il resterait à voir si la charité privée n'y suppléait pas.

On ne lira pas sans intérêt le cahier des doléances des communes de la sénéchaussée de Château-Gontier que publie M. l'abbé Uzureau¹. Il le fait précéder de renseignements sur les députés des communes qui ont assisté à l'assemblée dans laquelle fut rédigé ce cahier, et le fait suivre de la liste des députés chargés de représenter la sénéchaussée à l'assemblée générale d'Angers et de quelques renseignements sur cette dernière réunion.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler des études de M. l'abbé F. Uzureau sur l'attitude de M. Meilloc, administrateur du diocèse d'Angers sous la Révolution, vis-à-vis du serment de justice et d'égalité. Le même érudit nous fait aujourd'hui connaître les observations du vénérable sulpicien sur la promesse de soumission aux lois de la République, à laquelle il se montre favorable. C'est la *Science catholique* de septembre 1903 qui a eu la primeur de la publication de M. Uzureau : *La promesse de soumission aux lois de la République et l'administrateur du diocèse d'Angers* (Arras et Paris, Sœur-Charuey, s. d., in-8 de 8 p.).

La maison de la Bonne Presse publie la seconde série des *Femmes célèbres du siècle* et la cinquième des *Gloires militaires contemporaines*. Chacun de ces volumes renferme vingt-cinq de ces biogra-

¹ *Les Élections du Tiers État dans la sénéchaussée de Château-Gontier (1789)*. Extrait de *La Province du Maine*. Laval, veuve A. Goupil, 1903. In-8 de 17 p.

phies que la maison de la Bonne Presse publie chaque semaine sous le titre *les Contemporains*. Généralement bien rédigées, ornées de portraits, dessins, plans et cartes, accompagnées de bibliographies choisies, ces biographies ne forment pas seulement une lecture agréable; elles sont encore un recueil utile à consulter; et groupées ainsi par genres, elles sont d'une consultation plus aisée. En adoptant pour le classement l'ordre alphabétique, l'on a voulu sans doute faciliter encore l'usage de ces volumes ¹.

Les attaques violentes dont est l'objet depuis quelques mois, de la part des sectaires, la loi de 1850 sur l'enseignement secondaire, donne une véritable actualité à tout ce qui touche l'homme d'État dont la loi porte le nom, le comte de Falloux. On saura donc gré à l'écrivain qui se dissimule sous le nom de Dorlisheim de l'intéressante notice dans laquelle il essaie de faire revivre cette figure du passé ².

La maison de la Bonne Presse vient de publier la *Lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie X*, relative à la célébration du cinquantenaire de la définition du dogme de l'Immaculée Conception (Paris, maison de la Bonne Presse, 1904, in-32 de 42 p.).

Nous signalerons une autre publication de la même maison, sans pouvoir nous y arrêter, parce qu'elle ne rentre pas assez dans le cadre ordinaire de nos études. C'est la conférence faite à l'Hippodrome de Lille, le 22 novembre 1903, par Mgr Delamaire, évêque de Périgueux : *Le Franc-maçon, voilà l'ennemi* (1904, in-16 de 61 p.).

Dans le temps même que s'achevait l'impression de notre dernier numéro, la *Revue des questions historiques* perdait l'un de ses collaborateurs de la première heure, l'un de ses meilleurs amis, dont la sympathie active a largement contribué à son développement et à sa prospérité, M. Anatole de Barthélemy, mort le 27 juin à Ville-d'Avray. La vivacité d'un esprit ouvert et curieux, la finesse d'une

¹ Cependant la seconde série des femmes célèbres commence par M^{me} Vigée-Lebrun. Les autres dames ici biographiées sont les impératrices Joséphine et Marie-Louise de France et Élisabeth d'Autriche; les reines Caroline Bonaparte, Hortense de Beauharnais, Marie-Amélie et Marie-Antoinette, la duchesse de Berry, la marquise de Montagu, M^{me} Campan, de Chateaubriand, Desbordes-Valmore, Delphine Gay, Récamier et de Staël, Rosa Bonheur, et de saintes femmes : M^{me} de Barât, fondatrice de l'œuvre des prisons, M^{me} Duchesne, M^{me} Garnier, Marie Jamet et Jeanne Jugan, la Mère Marie-Thérèse, M^{me} Pelletier. — Dans les *Gloires militaires*, nous trouvons le duc d'Aumale et le prince de Joinville, Washington, les maréchaux Bessières, Forey, Macdonald, Niel, Sébastiani, les généraux Desaix, Dugommier, Kléber, de Ladmirault, Lafayette, Marceau, Miranda, Zumalacarreguy, les amiraux de Rigny, Roussin, Tréhouart, et Villaret de Joyeuse, Paul de Magallon et Théodore Wibaux, Bolivar, Palafox et Tom Souville.

² *Le comte de Falloux, lettres, notes et souvenirs (1811-1886)*. Paris, Alphonse Picard et fils, 1904, in-8 de 58 p.

critique avisée, l'abondance d'une érudition très variée, non moins que l'aménité du caractère, rendaient son concours précieux dans toutes les œuvres — et elles sont nombreuses — auxquelles il se donnait. Aussi, bien qu'il ne fût plus jeune, étant né à Reims le 1^{er} juillet 1821, sa mort a-t-elle été pour les Sociétés et Compagnies dont il faisait partie un véritable deuil ; nous n'en donnerons d'autre preuve que la décision prise par la Société des antiquaires de France de lever sa séance en signe de deuil, par une dérogation expresse à ses constants usages¹. Le domaine propre où s'exerçait plus particulièrement l'érudition de M. A. de Barthélemy était la numismatique. Il a doté la France d'un *Nouveau Manuel complet de numismatique ancienne* (1851) et d'un *Nouveau Manuel complet de numismatique du moyen âge et moderne* (1853) ; l'un des plus anciens collaborateurs de la *Revue numismatique*, où il a débuté à dix-huit ans, c'est grâce à son initiative que cet excellent recueil put continuer de vivre après une courte interruption. Depuis 1883, il n'avait cessé d'en partager la direction avec MM. E. Babelon et G. Schlumberger. Les centaines de mémoires qu'il donna sur des points particuliers de cette science n'absorbaient pas toute son activité. L'histoire locale, l'archéologie, la science nobiliaire, l'intéressaient également. Et ceux de nos lecteurs qui suivent depuis longtemps la *Revue* n'ont pas oublié les importants articles qu'il y a insérés à diverses reprises sur l'histoire des Gaules ; ils trouveront encore sa signature dans les comptes rendus de la présente livraison.

E.-G. LEDOS.

¹ M. Héron de Villefosse, président de la Section d'archéologie du Comité des travaux historiques, a rendu un éloquent hommage à la mémoire de M. de Barthélemy, dans la séance du 5 juillet ; voir l'extrait, tiré à part, du procès-verbal de cette séance.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I. — PÉRIODIQUES FRANÇAIS

M. l'abbé L. Campion consacre au patron de Saint-Servan une intéressante étude dans laquelle il combat la thèse d'Arthur de La Borderie¹. Cet érudit a naguère soutenu cette opinion que les Bretons d'Aleth rentrant dans leur ville en 938, après les invasions des Normands, avaient placé leur église sous le patronage du moine d'Écosse Servanus et que, dans la suite, le clergé, venant à douter de l'existence toute légendaire de ce saint, lui avait substitué, avant 1098, dans le patronage de la paroisse Servatius, évêque de Tongres. M. l'abbé Campion, reprenant l'examen de la question, étudie successivement l'histoire et la légende de saint Servatius, la légende de saint Servanus, les origines de la ville de Saint-Servan et enfin l'histoire du culte de saint Servatius, et s'efforce d'établir que le culte de saint Servatius fut introduit dans la paroisse d'Aleth, plus tard Saint-Servan, peut-être à l'époque mérovingienne, presque certainement sous Charlemagne, et certainement avant 1098, que depuis cette époque il n'a cessé d'être en honneur à Saint-Servan et dans tout le diocèse de Saint-Malo, tandis qu'à aucune époque, aucun texte ne parle de Servan d'Écosse, dont l'existence est des plus problématiques.

— Dans une *Note sur les deux chroniques de Saint-Julien de Tours*², M. Louis Halphen établit que la chronique en prose a été écrite dans la seconde moitié du x^e siècle, tandis que la chronique rimée, inspirée par la précédente, fut composée à la fin de ce même siècle ou au début du xii^e.

— Après avoir décrit les pierres tombales renfermées dans l'église de Fromonville, M. E. Richemond nous fournit quelques renseignements biographiques sur les seigneurs de cette localité depuis la première moitié du xii^e siècle jusqu'en 1472. A cette époque elle devint, avec les fiefs de Pleignes et de Moncourt, la propriété de Pierre Amer,

¹ *Annales de Bretagne*, avril et juillet 1904 : *Saint Servatius, évêque de Tongres, patron de Saint-Servan*. — ² *Le Moyen âge*, mai-juin 1904,

de la famille de qui elle devait rester pendant trois siècles ¹.

— On doit à M. E. Bertaux un très curieux travail sur le rôle que les Français d'outre-mer jouèrent en Apulie et en Épire au cours du XIII^e siècle ². L'un d'eux principalement, Philippe Chinard, chef d'une famille française de Chypre, dut à son dévouement aux Hohenstaufen une brillante fortune. La résistance qu'il opposa pendant une année (1233) aux partisans de Jean d'Ibelin dans le château de Chérines dont Frédéric II lui avait confié la garde, mit en lumière son courage et ses capacités. Exilé de Chypre, il s'établit en Apulie, dont il devint bientôt le plus puissant seigneur. En plus du comté de Conversano, comprenant les terres de Turi, de Casamassima, de Cassano et de Putignano, il possédait les villes de Rutigliano et de Terlizzi et la seigneurie d'Acquaviva. Frédéric II le chargea de diriger les travaux de fortifications qu'il fit élever devant le château de Trani du côté de la mer. A la mort de l'empereur il embrassa le parti de Manfred et commanda la flotte qui en juin 1259 fit une démonstration sur les côtes de Macédoine. Lorsque Manfred mourut à son tour, Chinard, dans l'espérance de conserver le gouvernement de Corfou et des villes d'Épire, fit alliance avec Michel Comnène; mais le despote n'était point sincère et ne songeait qu'aux moyens de reprendre aux Latins les territoires qu'il avait dû leur céder. Avec la complicité de sa belle-sœur Maria Petralipha, épouse de Chinard, il fit assassiner ce dernier. Un Français, Garnier L'Aleman, organisa la résistance de ses compatriotes de Corfou et d'Épire contre les Grecs et appela Charles d'Anjou à son aide. Lorsque le traité de Viterbe lui eut reconnu la possession de la principauté d'Achaïe et de Morée, le roi de Sicile voulut y rattacher Corfou. Les fils de Chinard essayèrent de se soustraire à la domination angevine et s'enfermèrent dans Bérat, soutenus cette fois par le despote et par les Grecs. Après la capitulation de Durazzo (1272), les fils de Chinard durent rendre Bérat au vicaire général de Charles d'Anjou en Épire, qui n'était autre que leur propre oncle Gazon Chinard. Enfermés dans le château de Trani, ils n'y restèrent sans doute pas longtemps, grâce à la protection de leurs sœurs qui, mariées à des Français, occupaient un rang élevé à la cour angevine.

— Les pièces du procès intenté en 1440 devant le parlement de Paris par maître Robert Ciboule à maître Martin de Fresnes et qui se termina au profit du second en 1444, permettent à M. A. Thomas d'établir qu'Alain Chartier fut nommé chanoine de Paris par l'évê-

¹ *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 1^{er} et 2^e trimestres de 1904 : Fromonville, ses pierres tombales et ses anciens seigneurs.

— ² *Revue historique*, juillet-août 1904 : *Les Français d'outre-mer en Apulie et en Épire, au temps des Hohenstaufen d'Italie*.

que Gérard de Montaigu en février ou en mars 1420 et que ce titre lui fut confirmé par le Dauphin le 6 septembre 1421¹. Le lien qui unissait Alain Chartier à la cathédrale de Paris fut d'ailleurs purement honorifique, Paris ayant alors passé des mains des Bourguignons dans celles des Anglais. Des plaidoiries du 12 février et du 12 avril 1440 se dégagent cette impression qu'au moment où le nom d'Alain Chartier retentissait au parlement, il s'était écoulé plusieurs années depuis sa mort; M. A. Thomas estime qu'elle fut antérieure à la rentrée de Charles VII à Paris, c'est-à-dire 12 novembre 1437.

— Dans de nouveaux chapitres de sa biographie de Robert Garnier², M. Henri Chardon, après avoir montré la notoriété acquise par le jeune poète lors de fêtes données en l'honneur de l'entrée de Charles IX à Toulouse en 1565, nous retrace ses débuts comme avocat au parlement de Paris en 1567, et enfin sa carrière de magistrat (1569-1576).

— Après avoir mentionné l'ambassade en Espagne d'Ymbert de Batarnay, Comynnes rapporte qu'à son retour il informa Charles VIII du mauvais état de santé de don Juan de Castille, et, quelques lignes plus loin, que l'on apprit la mort de ce prince une douzaine de jours après son retour. Si, comme le pense M. Bernard de Mandrot, Comynnes a eu en vue l'ambassade qui aboutit le 24 novembre 1497 à la signature du traité de Alcala de Hénarès, il a fait preuve en cette occasion d'une défaillance de mémoire inexplicable, car don Juan mourut le 4 octobre précédent, plusieurs semaines par conséquent avant la conversation où il aurait été question de sa maladie. M. Joseph Calmette établit qu'Ymbert de Batarnay se rendit en Espagne une première fois, au printemps de l'année 1497, et que c'est au retour de ce voyage qu'il parla au Roi de la santé de don Juan, tandis qu'en effet la nouvelle de la mort de ce personnage fut connue quelques jours après son retour du second voyage³. Si donc le récit de Comynnes est incomplet, il ne renferme du moins aucune inexactitude. M. Calmette comble les lacunes de l'historien en nous fournissant, d'après les archives de Milan, d'intéressants détails sur les deux ambassades d'Ymbert de Batarnay.

— Dans une étude consacrée à M^{me} du Tremblay⁴, M. Louis De-douvres rappelle la sollicitude tendre et éclairée avec laquelle, devenue veuve, elle veilla sur l'éducation du fils qui devait être le P. Joseph;

¹ *Romania*, juillet 1904: *Alain Chartier, chanoine de Paris, d'après des documents inédits*. — ² *Revue historique et archéologique du Maine*, 2^e et 3^e livr. du 1^{er} semestre de 1904: *Robert Garnier, sa vie et ses poésies inédites*. — ³ *Le Moyen âge*, mai-juin 1904: *Contribution à la critique des Mémoires de Comynnes, les ambassades françaises en Espagne et la mort de don Juan de Castille en 1497*. — ⁴ *Le Correspondant*, 25 juin 1904: *La Mère de l'Éminence Grise*,

la lutte qu'elle soutint avec lui le jour où, devenu un gentilhomme accompli, fêté à la cour, assuré d'un avenir brillant, il lui eut déclaré sa volonté d'embrasser la vie religieuse ; enfin, après qu'elle a consenti au sacrifice que Dieu réclame d'elle, son ardeur à le suivre dans la voie de la perfection où il lui sert de guide, et son zèle à coopérer aux œuvres qui lui sont chères.

— Pendant plusieurs années, le scandale de la liaison de sa nièce, M^{me} de Caylus, avec Villeroy éloigna d'elle M^{me} de Maintenon. Sa conversion, qui était l'œuvre d'un oratorien suspect de jansénisme, le P. de La Tour, ne suffit même point à opérer un rapprochement ; et les relations affectueuses ne se rétablirent entre la tante et la nièce que le jour où M^{me} de Caylus devint veuve et consentit à changer de directeur (1705). Rentrée en grâce auprès de Louis XIV, elle reparut à la cour et eut son appartement à Versailles. M^{me} de Maintenon et M^{me} de Caylus ne pouvant se voir aussi souvent qu'elles l'eussent souhaité, bien qu'elles habitassent la même demeure, échangèrent entre elles une correspondance suivie où elles se montrent à nous sous un jour assez nouveau. C'est à l'aide de cette correspondance, en partie inédite, que M. le comte d'Haussonville nous retrace la seconde phase de la vie de M^{me} de Caylus et les dernières années de M^{me} de Maintenon ¹. M^{me} de Caylus se révèle à nous tendre mère, ayant à cœur d'assurer la fortune et l'avenir de ses enfants, et bonne chrétienne, prenant parti avec ardeur dans les discussions qui déchirent l'Église de France. Après la mort de Louis XIV, M^{me} de Maintenon s'était retirée à Saint-Cyr, désireuse d'oublier le monde et d'en être oubliée. Elle ne voyait plus sa nièce qu'à de rares intervalles et sa correspondance avec elle devint l'unique intérêt de sa vie. C'est par elle qu'elle apprend ce qui se passe. Détachée des affaires politiques en général, elle suit toutes les péripéties de la lutte engagée entre les partisans de la bulle *Unigenitus* et les opposants. Si elle garde un souvenir profond du Roi, elle ne semble pas le regretter beaucoup : elle a conscience d'avoir rempli auprès de lui sa tâche tout entière en le confirmant dans les pratiques de la religion. Elle aspire au repos, et, en dehors de M^{me} de Caylus, elle ne veut plus voir que M^{me} Dangeau, Villeroy et le duc du Maine, dont elle ressent vivement la disgrâce et les humiliations. Ses dernières lettres nous la montrent encore ce qu'elle avait été toute sa vie : « judicieuse, mesurée, parfois un peu sèche dans la forme, mais, au fond, sensible et triste. » L'avenir lui apparaissait gros de menaces, elle prédit le schisme et la révolution que vit la fin du XVIII^e siècle.

¹ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1904 : M^{me} de Maintenon et M^{me} de Caylus.

— Il semble bien que ce fut par suite d'une prédilection spontanée que les fabricants de toiles et les tisserands de Fresnay choisirent saint Bonaventure pour patron. Quelles qu'aient été les raisons de ce choix, la fête de saint Bonaventure est célébrée avec éclat à Fresnay depuis des siècles. Après nous avoir donné la description de cette fête sous l'ancien régime, M. Robert Triger nous montre comment après la Révolution elle se transforma en fête patronale ¹. On lira avec intérêt les pages consacrées par l'auteur à l'histoire du refrain des tisserands de Fresnay, *La Bonne aventure, ô gué, la bonne aventure!*

— M. Ferdinand Dreyfus nous fait connaître l'organisation de l'*Association de bienfaisance judiciaire*, fondée en décembre 1787 par André-Jean Boucher d'Argis, conseiller au Châtelet, pour « secourir ceux que leur mauvaise fortune met hors d'état de réclamer ou défendre leurs droits devant les tribunaux, » et pour « indemniser ceux qui, ayant été accusés, décrétés et emprisonnés, ont ensuite obtenu des jugements absolutoires ². » Cette institution, qui était en pleine activité dès l'année 1789, ne semble pas avoir fonctionné au delà de 1791 : son existence était d'ailleurs difficilement conciliable avec les bureaux de jurisprudence charitable institués par le décret du 16 août 1790. La Révolution récompensa la philanthropie de Boucher d'Argis en l'envoyant à la guillotine le 5 thermidor an II.

— Un article anonyme de l'*Anjou historique* ³ sur les *Paroisses du diocèse d'Angers avant le Concordat* indique les titulaires de toutes les cures de ce diocèse à la fin de l'ancien régime, avec la date de leur nomination et le nom de la personne à qui appartenait dans chaque cure le droit de nomination. Cette liste montre combien le pouvoir collateur de l'évêque se trouvait réduit par les chapitres, les monastères et les patrons laïques, qui nommaient plus des trois quarts des curés. Le pouvoir de tous les présentateurs était restreint à son tour par les titulaires des cures qui, par la « résignation en faveur » et par la permutation, jouissaient du privilège de choisir eux-mêmes leurs successeurs.

— Dans une étude sur les *Cahiers de paroisses de la Bretagne en 1789*, M. Henri Sée prouve que si dans cette province la propagande révolutionnaire a été l'œuvre de la bourgeoisie, les paysans ont eu aussi une part sérieuse au mouvement d'où sortit la Révolution ⁴. Certains de leurs cahiers ont une valeur originale et nous fournissent des données précieuses sur la condition des classes rurales et

¹ *Revue historique et archéologique du Maine*, second semestre de 1904, 1^{re} liv. : *La fabrique de toiles de Fresnay-sur-Sarthe et la fête de la Saint-Bonaventure*. — ² *La Révolution française*, 14 mai 1904. — ³ Mars 1904. —

⁴ *La Révolution française*, 14 juin et 14 juillet 1904.

sur le caractère du régime seigneurial en Bretagne au XVIII^e siècle.

— Avec la même abondance d'informations qu'il avait retracé la fuite de la famille royale et son arrestation à Varennes, M. G. Lenôtre nous dit le dur calvaire du retour ¹. La lourde berline qui ramène les fugitifs, exténués de fatigue et accablés de chaleur, roule lentement sur les routes poudreuses, entourée d'une foule qui se renouvelle à chaque arrêt, mais qui les accueille toujours avec des insultes et des menaces. A Châlons cependant, la réception chaleureuse qui est faite au Roi lui rend courage : pendant quelques heures son entourage discute sur la possibilité d'attendre dans cette ville, sous la protection de la garde nationale, les troupes demeurées fidèles, ou de regagner Montmédy, lorsque l'arrivée d'une troupe de Rémois ivres oblige le Roi par ses menaces à continuer sa route. Nous transportant ensuite au sein de l'Assemblée, l'auteur nous dépeint la déplorable impression produite à la fois sur les partisans et les adversaires du Roi par la lecture de la déclaration qu'il avait rédigée avant son départ, et enfin l'effarement qui s'empara de tous les députés à la nouvelle de l'arrestation du Roi et leur fit décréter à l'unanimité la nomination de trois commissaires pour protéger le retour de la famille royale.

— L'étude de M. Gustave Gautherot sur « les antécédents » de Gobel explique le rôle indigne qu'il devait jouer à l'époque de la Révolution ². Après avoir fait ses études au collège des Jésuites de Porrentruy, Gobel, qui avait obtenu à Rome le grade de docteur en théologie, entra au chapitre de Bâle, pépinière des princes-évêques, et devint bientôt suffragant de l'évêque de cette ville. « Élégant et disert, luxueux et prodigue, amateur de beaux livres, de tableaux de prix, d'appartements et de résidences somptueuses, » il se trouvait à l'étroit à la cour de Porrentruy ; pour se procurer les trente mille francs nécessaires à son train de vie, il devait recourir à des emprunts onéreux, et chaque année le nombre de ses créanciers augmentait. Le prince de Roggenbach, monté sur le siège de Bâle en 1782, ayant voulu échapper à sa tutelle, Gobel, qui avait déjà obtenu de Louis XVI le paiement de quelques menus services, se tourna définitivement du côté de la France. Sans relâche Gobel dénonce à Vergennes l'hypocrisie du prince-évêque, ses mauvaises mœurs, sa déplorable administration et demande au gouvernement français de solliciter en cour de Rome le démembrement de l'Église de Bâle par l'érection dans la Haute Alsace d'un siège particulier qui naturel-

¹ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1904 : *Le retour de Varennes, juin 1791*. II. *Le retour*. — ² *La Révolution française*, 14 avril 1904 : *Gobel, évêque constitutionnel de Paris, ses antécédents*.

lement lui serait réservé. Il était dans ces dispositions d'esprit lorsque le clergé de Belfort et de Huningue l'envoya siéger aux États généraux. Poursuivi par ses créanciers et par ceux de sa famille, il vint à Versailles avec la résolution de suivre jusqu'au bout le parti le plus avancé, parce que ce parti était seul capable de mettre fin à ses embarras en renversant l'état de choses établi.

— Une notice de M. F. Uzureau nous donne des renseignements très précis sur la nomination des administrateurs de Maine-et-Loire depuis la création des départements par la Constituante jusqu'à l'installation du premier préfet, le 29 mars 1800 ¹.

— Lorsque, le 11 juillet 1792, l'Assemblée législative eut déclaré la patrie en danger, un certain nombre de femmes quittèrent leurs familles pour s'enrôler dans les armées de la République, où elles se distinguèrent par leur courage. La loi du 30 avril 1793 renvoya dans leurs foyers les femmes combattantes pour ne conserver aux armées que les vivandières et les blanchisseuses. Les ouvrages de Lairtullier et de M. Émile Cère avaient fait connaître les noms de vingt et une femmes soldats ; M. F. Gerbaux en a trouvé onze nouveaux dans les procès-verbaux de la Convention, et il nous fournit une courte notice sur les services rendus aux armées par chacune de ces femmes jusqu'ici inconnues ².

— Envoyé en mission dans la Savoie avec l'ex-abbé Simond, pour y organiser le futur département du Mont-Blanc, Hérault de Séchelles, s'il fallait en croire M. Aulard, s'en serait remis à son collègue du soin de remplir la tâche commune, pour s'occuper tout entier d'une intrigue amoureuse avec la comtesse de Bellegarde. A l'aide de documents originaux, M. Alphonse Piquemal établit qu'Hérault remplit au contraire son rôle en toute conscience et ne déploya pas moins d'activité que son collègue de la Convention ³. Les proclamations et les arrêtés rendus au commencement de 1793 et qui représentent l'œuvre réglementaire de la mission semblent bien avoir été rédigées par Hérault. C'est lui qui se chargeait d'écrire à la Convention et au Comité de salut public ; qui pourvoyait à l'armement, à l'équipement, à l'habillement et à la subsistance de l'armée des Alpes ; qui surveillait toutes les menées politiques dirigées contre la Convention et les combattait ; c'est lui enfin qui visitait le département et essayait d'y rétablir l'ordre. Il abandonnait seulement les affaires religieuses à son collègue Simond, qui prétendait se faire élire évêque du Mont-Blanc.

¹ *L'Anjou historique*, juillet 1904 : *Les administrateurs de Maine-et-Loire pendant la Révolution*. — ² *La Révolution française*, 14 juillet 1904 : *Les femmes soldats pendant la Révolution*. — ³ *Le Carnet*, août 1904 : *Hérault de Séchelles pendant sa mission en Savoie*.

— On sait que les prêtres français qui, à l'époque de la Révolution, vinrent chercher un refuge dans les États pontificaux y furent étroitement surveillés par le cardinal secrétaire d'État Zelada et par Mgr Caleppi, chargé de l'œuvre des *Emigrati*. M. Georges Bourgin publie une lettre du comte Antonio Greppi au cardinal Zelada qui donne une preuve du zèle avec lequel les laïques secondaient la police pontificale¹. C'est une dénonciation en règle contre un prêtre français recueilli chez les Dominicains de Jesi et dont les faits et gestes sont dramatiquement interprétés par l'esprit méfiant d'Antonio Greppi.

— Peu de temps après la chute de Robespierre, les terroristes d'Angers furent l'objet d'une enquête minutieuse de la part du second comité révolutionnaire. Ce comité ayant été supprimé, ce fut le juge de paix du 2^e arrondissement qui lança des mandats d'arrêt contre les membres de la commission militaire et du premier comité révolutionnaire (mai 1795). M. F. Uzureau, qui nous fait l'histoire du *Procès des terroristes angevins*², explique comment des embarras de procédure ayant fait traîner l'affaire en longueur, les terroristes bénéficièrent du décret d'amnistie, du 26 octobre 1795, et profitèrent de leur liberté pour fonder immédiatement la société des patriotes de 89.

— Quelques années seulement après la guerre de l'indépendance américaine, les États-Unis et la France, les alliés de la veille, se trouvèrent aux prises. Une étude de M. George Nestler-Tricoche, faite surtout d'après des sources américaines, appelle de nouveau l'attention sur cet épisode curieux de l'histoire des républiques sœurs, connu sous le nom de *quasi-guerre*³. Ce fut le gouvernement français qui provoqua le conflit. Le Comité de salut public avait inutilement tenté d'obtenir de la république américaine une alliance offensive ou au moins une interprétation particulière et toute en faveur de la France des lois de la neutralité. Il se vengea de ce qu'il considérait comme une ingratitude des Américains en permettant à nos croiseurs de mettre l'embargo sur leurs vaisseaux et en tolérant les exploits des corsaires. La nouvelle que les États-Unis négociaient un traité de commerce avec l'Angleterre engagea le Directoire à se montrer plus agressif encore. Washington, dont les représentations au gouvernement français étaient demeurées infructueuses, saisit le Congrès de la question; mais la faiblesse de la marine de guerre était telle que celui-ci ne put songer à prendre immédiatement des mesures offensives. Pendant ce temps Talleyrand, pour remédier à la pénurie du Directoire, chargea des intermédiaires d'amener le gouvernement

¹ *Revue historique*, juillet-août 1904 : *La surveillance des prêtres émigrés français dans les États pontificaux en 1793*. — ² *L'Anjou historique*, mars 1904. — ³ *Revue historique*, juillet-août 1904 : *Une page peu connue de l'histoire de France : La guerre franco-américaine (1798-1801)*.

américain à verser 250,000 dollars en échange de la renonciation de la France à ses mesures contre les navires marchands américains. Ce fut l'incident X, Y, Z (lettres par lesquelles les envoyés de Talleyrand se désignaient réciproquement); il eut pour résultat immédiat de donner une première impulsion à la marine de guerre des Américains. Après avoir voté des crédits pour l'achat de vaisseaux et pour la défense des côtes, le Congrès donna au président les pouvoirs nécessaires pour enjoindre aux croiseurs de répondre aux attaques des vaisseaux français. Des rencontres eurent lieu entre les flottes des deux pays : le 8 février 1799 *l'Insurgente* était capturé par le commodore Truxtun ; le 2 février 1800, un combat indécis se livrait entre la frégate française *Vengeance* et la *Constellation*; enfin, le 12 octobre, la corvette française *le Berceau* se rendait au capitaine Little, commandant la frégate *Boston*. L'attitude énergique des États-Unis hâta la conclusion d'un traité (23 mars 1801) qui mit fin à cette « quasi-guerre. » La France s'engageait à ne plus inquiéter la marine marchande américaine et en échange recevait des États-Unis le traitement de la nation la plus favorisée.

— La *Nouvelle Revue rétrospective*¹ publie la relation laissée par Reubell d'une entrevue qu'il eut avec Bonaparte le 22 février 1802. L'ancien directeur était venu remercier le Premier Consul d'avoir fait droit à la demande de son fils qui avait sollicité sa réintégration dans l'armée. Après un échange de compliments — Bonaparte traitant Reubell de citoyen marquant et d'homme d'esprit, Reubell assurant Bonaparte de son dévouement et de son estime — la conversation tomba sur les hommes du temps, que les deux interlocuteurs ne ménagèrent point. Kléber fut un ingrat qui a poursuivi Reubell de sa haine parce qu'il lui devait tout; Jourdan est un traître auquel le Premier Consul aurait tort de se fier. Bonaparte concède que Kléber était inférieur à sa réputation et que Jourdan est un pauvre général; il déclare que Carnot est médiocre et que si Pichegru a quelque talent, il n'en est pas moins « un vilain crapuleux. » A propos du rôle qu'il a joué comme directeur, Reubell parle avec quelque complaisance de sa popularité et rappelle ses efforts pour consolider le Directoire. Malgré les bonnes paroles que Bonaparte lui avait prodiguées, son fils n'obtint point la place de sous-chef d'état-major qu'il ambitionnait et reçut l'ordre de rejoindre le corps expéditionnaire de Saint-Domingue. D'autre part, « les infâmes manœuvres de coquins » au nombre desquels étaient Lebrun, Chaptal et Talleyrand, eurent pour résultat de faire exclure Reubell de la liste des notabilités départementales.

¹ 10 juin 1904 : *Reubell et Bonaparte. Conversation de Reubell avec Bonaparte, le 3 ventôse an X.*

Aussi, dans les notes qui font suite au récit de son entrevue avec le Premier Consul, Reubell s'abandonne-t-il à une noire mélancolie. Il soupçonne Bonaparte de ne lui avoir fait des avances que pour l'empêcher de se mettre à la tête d'un parti de mécontents; et cependant, déclare-t-il, « Je ne suis pas si fol que de me mettre d'un parti quelconque, je les méprise trop tous ! »

— M. Ch. Schmidt achève la publication, déjà signalée ici, du mémoire de Beugnot sur la situation industrielle du grand-duché de Berg en 1810¹. A Barmen, Beugnot s'enquiert des procédés de fabrication des rubans, des dentelles et des draps, écoute les doléances des fabricants, remarque le bon entretien des routes, le caractère religieux des habitants et leur prospérité relative; à Ronsdorf, il se fait expliquer la fabrication du fleuret et du ruban de filoselle, presque inconnue en France à cette époque, et remarque que cette ville, fondée par les piétistes, doit sa prospérité aux vertus en honneur dans cette secte; enfin, à Remscheid et à Solingen, il examine les manufactures d'armes et d'outils en fer et note soigneusement le régime de l'industrie dans ces deux localités.

— Dans le premier chapitre d'une étude sur les négociations de 1813, M. Albert Sorel explique ce que voulurent alors et ce que firent les alliés, et, opposant le « réel » à l'« illusoire, » montre l'inanité du reproche adressé à Napoléon d'avoir refusé la paix à des conditions avantageuses pour la France². Le désastre de la campagne de 1812 avait réveillé l'ambition, non seulement de la Russie victorieuse, mais encore de la Prusse et de l'Autriche. Avant même que ces trois puissances fussent unies par un traité, chacune d'elles était fermement résolu à reprendre, en y ajoutant quelque peu, les territoires que la force lui avait arrachés, et à refouler notre pays dans ses *limites naturelles et légitimes*, qui, à l'étranger, désignaient non point les limites du traité de Lunéville, comme on se le persuadait en France, mais la frontière de l'Escaut et du Rhin moyen. Alexandre voyait ses désirs sur le point de se réaliser : restaurateur des rois, c'est à lui que devait incomber la tâche de régler les destinées de l'Europe. Dans la lutte suprême qu'il allait engager contre Napoléon, il avait besoin du secours de la Prusse, mais tandis que Frédéric-Guillaume, avant de se déclarer, voulait obtenir l'assurance d'une restitution complète de ses possessions, il prétendait le traiter en simple lieutenant et ne s'engager à rien de précis, bien décidé à garder la Pologne tout entière dans son lot. Trop compromis pour reculer, le roi de Prusse se vit

¹ *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 15 juin 1904 : *L'industrie du grand-duché de Berg en 1810. Addition aux Mémoires de Beugnot*. — ² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet 1904 : *Les alliés et la paix en 1813. Le traité de Kalisch*.

réduit à presser lui-même la conclusion du traité de Kalisch sans en discuter les termes (28 janvier 1813). De son côté, Metternich voulait desserrer peu à peu les liens qui unissaient l'Autriche à la France, et, après avoir transformé l'alliance en intervention amicale, la conduire, par des « nuances intermédiaires, » à la médiation armée, puis à l'hostilité. Alexandre lui fit entendre qu'il lui laisserait prendre possession du Tyrol et de l'Italie jusqu'à Mantoue et l'aiderait à reconquérir l'hégémonie de l'Allemagne. Aussi quelques jours après la déclaration de guerre de la Prusse à la France, l'Autriche faisait-elle acte de coalisée en signant à Kalisch (29 mars), avec la Russie, une convention d'après laquelle son corps d'armée de la Vistule devait se joindre à l'armée qu'elle formait en Bohême. Avant de se déclarer, l'Autriche désirait tout ensemble éloigner d'elle le théâtre de la guerre et se mettre en telle valeur auprès des alliés qu'elle pût prétendre à l'arbitrage suprême. Quant à l'Angleterre, qui, au début de 1813, considérait comme certaine la chute de Napoléon et, en attendant, s'enrichissait de la détresse générale, elle comptait n'intervenir qu'à la conclusion de la paix pour réclamer les Pays-Bas. Si, en avril 1813, elle se dispose à traiter avec la Prusse, c'est qu'elle a acquis la certitude que la Russie ne s'engagera pas à fond sans la Prusse, et que la Prusse ne peut marcher sans ses subsides. Qu'elle traite avec la Prusse sur les bases du traité de Kalisch, et la guerre ne prendrait fin qu'au jour où son ambition serait satisfaite, puisque aucune trêve et aucun traité ne pourraient être conclus sans son aveu.

— La *Nouvelle Revue rétrospective* termine la publication des *Documents sur la défection du roi de Naples (1814)*¹. Ce sont les lettres du général Miollis, commandant en chef des États romains, relatives à l'abandon du château Saint-Ange et de Cività-Vecchia aux troupes napolitaines, stipulé par la convention de Lucques (24 février). Murat ayant déclaré la guerre à la France, Napoléon estimait qu'il devenait impossible de garder Rome et le duché de Toscane. Mais Miollis, qui s'était fortifié de son mieux dans son gouvernement militaire et avait mis tous ses soins à exercer ses conscrits, aurait voulu résister et témoignait à ses correspondants de son regret d'obéir.

— Si l'ordonnance du 5 septembre 1816, annonçant le maintien de la charte et la dissolution de la Chambre, fut accueillie avec joie par les libéraux, elle jeta la consternation parmi les ultra-royalistes. A Lyon, ce parti s'appuyait sur « Bellecour » et avait à sa tête le haut personnel du département : le général Canuel, le maréchal de camp Vionnet de Maringonné, le maire Méallet de Fargues, le préfet Chabrol. Dans l'espérance d'éloigner Louis XVIII des libéraux, les chefs

¹ 10 juin 1904.

des ultras résolurent de l'effrayer en lui faisant croire à une conspiration permanente de leurs adversaires et en évoquant à ses yeux le spectre de l'insurrection et de la guerre civile. Comme le pays était calme, ils inventèrent un complot qu'ils se firent l'honneur d'étouffer dans l'œuf pour avoir le droit de se poser en sauveurs. Ce complot soi-disant bonapartiste devait éclater le 9 juin sans la vigilance des « autorités lyonnaises » et sans l'attachement des populations à la royauté. En fait, il ne se passa rien le 9 juin, mais, grâce au zèle d'agents provocateurs soudoyés par Canuel, la police put opérer à Lyon et dans les environs de cette ville de nombreuses arrestations et la cour prévôtale condamna en masse, avec une impitoyable rigueur, les malheureux que l'on était parvenu à compromettre dans cette conspiration imaginaire. Après l'enquête du maréchal Marmont, intelligemment secondé par son chef d'état-major, le colonel Fabvier, et les révélations du préfet de police de Lyon, Sainneville, qui n'avait rien négligé pour éclairer le gouvernement sur ce prétendu complot, les contemporains se doutèrent bien de l'abominable machination ourdie par les autorités lyonnaises. M. Sébastien Charléty, à l'aide des documents originaux, refait l'histoire de la conspiration de 1817, et enlève les doutes qui auraient pu subsister sur la responsabilité écrasante de Canuel et de ses amis politiques ¹.

— M. Gabriel Fleury achève sa minutieuse étude des portails du XII^e siècle ². Après avoir montré comment était compris le symbolisme dans les portails du Midi, l'auteur établit les rapports de la statuaire du Midi, et en particulier de la statuaire de Toulouse, avec celle du Nord. Il estime qu'en dehors des deux divisions principales correspondant au Nord et au Midi de la France, les portails imagés du XII^e siècle ne peuvent être subdivisés qu'en quatre types principaux, qui correspondent aux quatre zones territoriales du Nord-Ouest, du Nord-Est, du Sud-Est et du Sud-Ouest, et dont il indique les caractères généraux. Selon lui, on ne peut affirmer la préexistence d'une école dans la décoration des portails ; il y eut plutôt « une création simultanée, un même programme décoratif, partant d'une même idée symbolique résolue spontanément, avec de légères variantes, par quatre écoles principales. »

ALBERT ISNARD.

II. — PÉRIODIQUES ITALIENS

Sous ce titre : *Les lois de Hammurabi et la Bible*, M. F. Mari étudie les analogies et les différences du célèbre code babylonien et

¹ *La Revue de Paris*, 15 juillet 1904 : *Une Conspiration à Lyon en 1817*. —

² *Revue historique et archéologique du Maine*, 3^e livr. du 1^{er} semestre de 1904 : *Des portails romans du XII^e siècle et de leur iconographie*.

du code de l'alliance, contenu dans l'*Exode*, xxi-xxiii¹. Il fait ressortir le caractère purement civil du code de Hammurabi, le caractère à la fois religieux et civil du code mosaïque, le premier, bien qu'antérieur, s'appliquant à une civilisation beaucoup plus avancée que celle de la société nomade et pastorale à qui fut donné le second. Il n'admet pas qu'il y ait une dépendance littéraire de l'un à l'autre, mais pense que l'un et l'autre reflète une législation primitive commune aux anciens peuples sémitiques. Il montre comment le fait d'emprunts à celle-ci n'a rien d'inconciliable avec l'inspiration biblique.

— *Les premières messes*² est le titre d'un article, ou plutôt d'un fragment de cours public, dans lequel le P. Semeria expose les origines du sacrifice de la messe, telles que les montrent le Nouveau Testament, la *Didachè* et les plus anciens documents. L'auteur touche, en passant, aux controverses récentes sur l'Agape, et, sans se prononcer, incline vers le système opposé à celui qu'a soutenu Mgr Batiffol. Tout en ne contenant rien de nouveau, l'article est, comme les autres écrits du P. Semeria, un résumé à la fois éloquent et précis de l'état le plus récent de la science.

— M. F. R. rend compte de deux livres de M. Santi Consoli : *L'Autore del libro « De origine et situ Germanorum » (1902)* et *La « Germania » comparata con la « Naturalis Historia » di Plinio e con le opere di Tacito*³. L'auteur avait soutenu ce paradoxe, que la *Germania* n'est pas de Tacite, mais de Pline le naturaliste. M. F. R. montre le peu de valeur des raisons intrinsèques alléguées par Consoli, et ajoute : « Pour l'attribution de la *Germania* à Tacite est décisive l'attestation d'un manuscrit récemment découvert à Jesi. Ce manuscrit contient, au milieu, un groupe de feuillets d'écriture antique, peut-être du ix^e siècle, auquel sont joints des feuillets d'écriture de la Renaissance. Mais il n'y a pas de doute que le copiste du xv^e siècle ait reproduit dans ceux-ci une bonne source, peut-être le manuscrit même auquel appartenaient les feuillets antiques qui, mieux conservés, ont formé le centre du nouveau volume. Il est possible que ces feuillets antiques aient appartenu au célèbre manuscrit qu'Enoch d'Ascoli apporta d'Allemagne en Italie en 1451. Or, à la fin de l'*Agricola*, dans le manuscrit de Jesi, se lit : *Cornelii Taciti de vîdâ et moribus Julii Agricolaë liber explicit. Incipit ejusdem de origine et moribus Germanorum*. Si cette mention était déjà, comme il est probable, dans le manuscrit d'Enoch d'Ascoli, comment peut-on

¹ *Le leggi di Hammurabi e la Bibbia*, dans *Studi religiosi*, 1904, p. 138-163.
— ² *Le prime misse*, dans *Studi religiosi*, 1904, p. 113-137. — ³ *Revista storica italiana*, janvier 1904, p. 18-19.

déclarer incertaine et hésitante la tradition manuscrite relativement à l'attribution de la *Germania* à Tacite ? »

— L'étude d'une liste épiscopale de Padoue, compilée vers 1268, et pleine d'erreurs et de lacunes, a révélé au P. Fedele Savio plusieurs noms d'évêques étrangers à ce siège, appartenant aux pays lombards ou vénitiens, et ayant vécu au milieu du ix^e siècle. Il en conclut que le compilateur de la liste eut sous les yeux un document contenant des noms d'évêques ayant pris part à un plaid ou à une assemblée de prélats du nord de l'Italie, entre 844 et 846, et, par incurie ou par malice, introduisit ces noms dans son catalogue comme ceux d'autant d'évêques de Padoue¹.

— Du ix^e au xiv^e siècle, le Milanais fut divisé en districts ou comtés ruraux, administrés chacun par un comte (d'origine lombarde à Milan, d'origine franque dans les autres comtés). M. Ezio Riboldi en retrace l'histoire. Une première étude est consacrée aux territoires de Martesana et de Bazana, qui étaient unis à celui de Milan²; une seconde étude à ceux de Leprio, de Stazzona, de Bengaria et de Lecco³.

— M. A. Ratti publie et reproduit en fac-similé⁴ une bulle originale d'Aribert, évêque de Milan en 1040. Elle provient des archives du monastère de San-Salvatore di Tella, qui passèrent à la bibliothèque Vaticane après l'acquisition de la bibliothèque Barberini par le pape Léon XIII. C'est un superbe spécimen de la paléographie du xi^e siècle.

— M. Volpe combat les théories sur l'origine et la nature de la commune italienne, proposées en 1903 au Congrès historique de Rome par M. le professeur Gabotto⁵.

— M. A. Lizier analyse les manuscrits de Saint-Nicolas de Bari, publiés par M. F. Nitti di Vito⁶. Le tome V de cette collection comprend cent quatre-vingt-huit documents, relatifs à l'époque de la domination normande, 1095 à 1194. Ils sont importants pour l'étude de l'organisation communale et pour celle du droit privé. L'affranchissement des esclaves se faisait par la manumission *ad altare*, précédée de la *traditio* de l'esclave à l'Eglise et de son élévation à la condition d'*alde*. Dans un procès en revendication de liberté, le juge rend cette remarquable sentence (document 74, année 1127) : « Qu'il soit déclaré par nous comment nos très justes prédécesseurs ont toujours établi et jugé que nul homme ni femme ne doit retenir comme esclave celui

¹ *Indicio d'un placito Lombardo o Veneto dell' 845 circa, nella lista episcopale di Padova*, dans *Archivio storico Lombardo*, 1904, p. 90-97. — ² *I contadi rurali del Milanese* (sec. ix-xii), dans *Archivio storico Lombardo*, 1904, p. 15-74. — ³ *Ibid.*, p. 240-302. — ⁴ *Ibid.*, p. 332-336. — ⁵ *Archivio storico Italiano*, 1904, p. 370-390. — ⁶ *Revista storica Italiana*, janv. 1904, p. 21-25.

ou celle qui est de la religion chrétienne, à moins de faute légale, seuls exceptés ceux qui sont nés de race d'esclaves, lesquels, bien que ce soit contre le droit naturel, cependant la coutume permet de vendre ou de tenir en esclavage. » Un autre document (154) montre que, en 1189, pèlerins et croisés n'osaient dans cette partie de l'Italie des navires pour aller « in accursum ad sanctum sepulcrum qui pro nostris peccatis nunc a paganis gentibus dominatur. »

— De témoignages recueillis au cours d'un curieux procès agité en 1195 entre l'abbé de San Abbondio et le chapitre de Côme, sur le point de savoir qui avait droit de marcher à la droite de l'évêque dans les cérémonies publiques, M. G. Biscaro a tiré des détails¹ sur un voyage fait par l'empereur Frédéric Barberousse à Côme, probablement en 1186.

— Nombreuses sont en France les poésies populaires sur les croisades. Par contre, elles sont très rares en Italie, où le mouvement des croisades excita beaucoup moins d'enthousiasme. Cette rareté donne du prix à un poème latin, en quatre cent quatre vers rimés, sur la prise de Jérusalem par Saladin et la croisade prêchée à cette occasion par le pape Clément III. Ce poème, d'ailleurs assez insignifiant, se trouve dans un manuscrit du XII^e ou XIII^e siècle, de la Bibliothèque vaticane : il paraît avoir été composé par un moine de l'abbaye de Nonantolo, près de Modène, entre 1189 et 1192².

— On possédait plusieurs relations de la prise de Damiette en 1219, lors de la cinquième croisade. M. Carlo Cippola en a trouvé une encore inédite, dans un manuscrit du XIII^e siècle de la bibliothèque ambrosienne de Milan, provenant de l'abbaye de Bobbio, et peut-être d'origine génoise. Il publie cette courte relation, en la faisant précéder d'un savant commentaire³.

— M. C. A. Garufi résume ce que l'on sait du secrétaire de l'empereur Frédéric II, Giacomo da Lentino, et étudie les diplômes où se retrouve l'écriture ou la signature de ce personnage⁴. Giacomo da Lentino, dit *il notaro*, est le poète dont Dante parle, sans le nommer, dans son traité *De vulgari eloquentia* et au tercet 19 du chant XXIV du *Purgatoire*.

— En 1315, Dante fut banni de Florence avec ses fils. En 1325, ceux-ci y revinrent, à la suite d'un rappel général des exilés. Cependant, en 1335, les magistrats se demandèrent si Jacques, l'un des fils du grand poète, n'avait point profité illégalement de ce rappel, et

¹ *Archivio storico Lombardo*, 1904, p. 340-351. — ² M. Vatasso, *Un ritmo sconosciuto sulla caduta di Gerusalemme in mano di Saladino e sulla nuova crociata bandita di Clemente III*, dans *Miscellanea di storia ecclesiastica e theologia positiva*, mars 1904. — ³ *Archivio storico Lombardo*, 1904, p. 5-14. —

⁴ *Archivio storico Italiano*, 1904, p. 400-416.

n'était point de la catégorie de ceux qui en avaient été exceptés. M. Arnaldo della Torre étudie les raisons juridiques de ce doute soulevé après tant d'années; mais il ne nous dit pas quelle suite on y donna¹.

— M. Vittorio Lazzarini publie, d'après un parchemin du Musée civique de Padoue, le testament, écrit en 1354, du doge de Venise André Dandolo, l'ami de Pétrarque². Ce testament contient beaucoup de legs pieux, et une recommandation fort touchante : un comité « d'hommes sages » examinera la manière dont fut faite par Dandolo l'acquisition de « la grande maison de Saint-Luc, » afin que si, dans cet achat, il y a quelque chose qui puisse « peser à sa conscience ou à son âme, » réparation en soit faite. André Dandolo fut le dernier doge enterré dans la basilique de Saint-Marc : par une préoccupation rare à cette époque, il demande que son tombeau y soit placé « de manière à orner, et non à enlaidir l'église, » *in ornatum et non deformitate ecclesiarum*.

— Peu d'hommes de la Renaissance se mêlèrent d'autant d'objets que Léonard de Vinci, peintre, sculpteur, architecte, savant naturaliste et hardi philosophe. Sur peu d'hommes de cette époque, cependant, possède-t-on un aussi petit nombre de renseignements authentiques. Cela donne du prix aux moindres documents qui se rapportent à lui. De ce nombre est la relation, retrouvée par M. Edmondo Solmi dans la bibliothèque d'Este, d'une fête organisée par les soins de Léonard en l'honneur des noces du jeune duc Jean-Galéas Sforza et d'Isabelle d'Aragon³. On y vit représenté le paradis, avec les sept planètes personnifiées, qui rendaient hommage à la noble épousée. Fête d'apparence joyeuse, lugubre au fond, car derrière ces réjouissances dirigées par un grand artiste apparaissait la main du sombre Ludovic le More, qui maintenait son neveu Galéas dans une longue enfance, en attendant l'heure de le détrôner. Comme le dit le savant éditeur de la *Relazione della Festa del Paradiso*, « ce fut une merveille de poésie, de peinture et de mécanique, telle qu'en pouvait offrir ce siècle resplendissant de lumières, qui était un si triste temps. »

— Sous ce titre : *Les prodromes de la retraite de Naples de Charles VIII, roi de France*, M. Arthur Legre publie deux articles sur les relations entre Venise, Milan et Rome pendant le printemps de 1495⁴. Ce travail peut être considéré comme la suite naturelle d'un autre article sur la même crise de l'histoire italienne, que nous avons analysé naguère (voir *Revue*, tome LXXV, p. 670).

¹ *Un documento poco noto sul ribandimento di Jacopo di Dante*, dans *Archivio storico Italiano*, 1904, II, p. 289-331. — ² *Nuovo archivio Veneto*, 1904, p. 139-148. — ³ *Archivio storico Lombardo*, 1904, p. 75-89. — ⁴ *Archivio storico Italiano*, 1904, II, p. 332-369 et III, p. 3-16.

— Le navigateur Jean Cabot est-il né à Venise, est-il né à Gênes, est-il né à Gaète? M. Vincenzo Bellemo étudie les diverses solutions récemment apportées à cette *vexata quaestio*, et conclut en faveur de Gaète¹.

— Intéressante étude de M. Agostino Zanelli sur un voyageur brescian du x^ve siècle, Virgilio Bornato², qui, soit pour le simple désir de voir du pays, soit chargé d'une mission secrète par le pape Pie II, en vue de la future croisade, parcourut en dix ans (1450-1460) une grande partie de l'Europe et alla jusqu'en Terre sainte. Le manuscrit, qui malheureusement ne raconte pas ses voyages, mais en reproduit seulement l'itinéraire, et contient trente-sept passeports ou lettres de recommandation émanés d'autant de princes, est à la bibliothèque Marcelliana de Chiari. Détail curieux, Bornato donne comme but de son voyage de 1458 à Majorque le désir d'étudier l'*Ars magna* de Raymond Lulle, que l'on commentait encore dans la patrie de ce savant un siècle et demi après sa mort.

— L'historien de « Rome à la fin du monde antique, » le P. Grisar, aujourd'hui professeur à l'université d'Innsbruck, a publié, sous le titre de *Notes et impressions d'un Allemand*, deux articles sur le gros volume du P. Denifle, sous-archiviste du Saint-Siège : *Luther et le luthéranisme dans leur premier développement* (tome I, 1904, xxix-860 p.). Avec une grande sûreté de vues, il apprécie ce puissant ouvrage, qui a jeté un si grand trouble dans le monde protestant, et suscité une multitude de réponses, dont une de Harnack. Le P. Grisar reconnaît ce qu'il y a de trop virulent dans l'attaque, en faisant remarquer que le dessein de Denifle a été de mettre en relief les défauts de Luther, trop souvent dissimulés, plutôt que de tracer le portrait complet du réformateur. Mais il démêle en même temps ce qui, de l'aveu des adversaires les plus éclairés du P. Denifle, doit rester acquis : celui-ci a prouvé d'une manière définitive que la pensée de Luther, pour une grande part, a été déterminée par une mauvaise philosophie, qu'il est parti non des principes d'une saine théologie, mais des erreurs et des paradoxes de la scolastique décadente, qu'il commença par être, et qu'il demeura en réalité toute sa vie, un disciple d'Occam³.

— Dans la suite de ses *Notes d'histoire véronaise*, M. Carlo Cipolla publie⁴ une notice manuscrite sur le cardinal Noris, provenant de la bibliothèque Corsini. Il y joint un intéressant commentaire sur les efforts du pape Benoît XIV pour faire retirer la prohibition dont l'In-

¹ *Su un' opinione nuova intorno alla patria di Giovanni Caboto*, dans *Nuovo archivio Veneto*, 1904, p. 149-160. — ² *Archivio storico Italiano*, 1904, I, p. 156-170. — ³ *Civiltà cattolica*, 18 juin 1904, p. 712-723 ; 2 juillet 1904, p. 51-67. —

⁴ *Nuovo archivio Veneto*, 1904, p. 126-138.

quisition d'Espagne avait frappé deux livres du cardinal, son *Histoire pélagienne* et sa *Dissertation sur le V^e concile œcuménique*. Les négociations commencèrent en 1748; un décret du pape, en 1749, annula la prohibition, et c'est cependant en 1752 seulement que l'Inquisition d'Espagne, sur un ordre formel du roi, consentit à rayer de son *Espurgatorio* les deux ouvrages du cardinal.

— M. Giovanni Dolcetti raconte comment Jacques Casanova put s'échapper des plombs de Venise, en 1755¹. Ces terribles *piombi* paraissent avoir été une prison très mal gardée, car il résulte des documents de l'Inquisition d'État qu'au XVIII^e siècle non seulement on s'en échappait souvent, mais encore qu'on y fabriquait des fausses clefs et même de la fausse monnaie.

— Le marquis Beccaria, qui fit partie de la députation envoyée à Paris en 1814 pour demander aux alliés le maintien de cette création napoléonienne, le « royaume d'Italie, » a laissé de nombreux dossiers relatifs à cette négociation. M. Ettore Verga en donne le résumé², montrant, d'une part, la « régence » de Milan entretenue dans ses illusions par les commandants des forces anglaises en Italie, d'autre part, les délégués des « collèges électoraux » recevant à Paris un accueil tout différent de l'empereur d'Autriche, de l'empereur de Russie et du prince de Metternich. Les pourparlers ne furent cependant point inutiles, puisque, au lieu d'une annexion pure et simple à l'Autriche, le nord de l'Italie reçut une administration séparée, sous le nom de royaume lombard-vénitien. Deux préoccupations se font jour dans les pièces émanées des négociateurs : le souci de mettre à l'abri de toute revendication les acquisitions de biens nationaux, et le désir du retour des œuvres d'art enlevées par la France. Le premier de ces *desiderata* fut obtenu complètement, le second en partie : il y a encore au Louvre des tableaux provenant d'églises de Milan. Une longue note (p. 329-330) sur ce dernier sujet est particulièrement intéressante.

— Sous ce titre : *Quatre sonnets politiques de Melchior Cesarotti*, M. Pasquale Papa écrit l'histoire des variations de ce poète italien³. En 1797, les Français étant maîtres de Mantoue, il compose, sur la demande du général Miollis, un sonnet dans lequel Virgile célèbre les louanges de Bonaparte. En 1799, les Autrichiens étant rentrés à Mantoue, il fait, dans trois autres sonnets, chanter la palinodie à Virgile. En 1801, il a la pudeur de refuser à Miollis la composition d'un nouveau poème à la fois virgilien et bonapartiste. En 1803, il

¹ *Nuovo Archivio Veneto*, 1904, p. 161-171. — ² *La deputazione dei collegi elettorali del regno d'Italia a Parigi nel 1814*, dans *Archivio storico Lombardo*, 1904, p. 303-333. — ³ *Archivio storico Italiano*, 1904, I, p. 138-135.

écrit des vers en l'honneur de l'empereur François II. En 1807, il dédie un de ses ouvrages à Napoléon, qui l'a fait « commandeur, pensionné, commensal des dieux. » M. Pasquale Papa publie le sonnet de 1797 et les trois sonnets de 1799, qui ne paraissent pas faire beaucoup plus d'honneur au poète qu'au patriote et au citoyen.

— Dans les nombreuses notices nécrologiques qu'elles ont consacrées à Mommsen, les revues historiques italiennes ont parlé de ce puissant érudit avec une admiration qui témoigne de l'influence exercée par lui en Italie. Beaucoup d'entre elles, cependant, ont joint à l'éloge si grandement mérité les réserves qu'appelait son esprit intransigeant et personnel, et son mépris pour toute civilisation, antique ou moderne, qui n'est pas d'origine allemande. A noter, dans ce sens, un bon article de M. Georgio Bolognini ¹.

PAUL ALLARD.

III. — PÉRIODIQUES BELGES

Les conditions particulières de la vie politique des Pays-Bas catholiques, dont le souverain, pendant toute la période moderne, résidait à Madrid et à Vienne, ont eu pour résultat d'accumuler à l'étranger une partie très notable des sources de l'histoire tant interne que diplomatique de nos provinces belges. La nécessité s'impose donc de répertoriser les documents diplomatiques, et de commencer par la confection d'inventaires généraux sommaires; il faudrait organiser dans ce but des missions scientifiques. Il serait important de publier certains fonds, par exemple la correspondance des nonces de Bruxelles. C'est ce que M. le professeur A. Cauchie ² fait ressortir dans un rapport présenté à la Commission royale d'histoire, que tout le monde lira avec fruit, et dans lequel il expose dans ses grandes lignes la manière de réaliser ces *desiderata*. Les propositions de l'éminent professeur ont été adoptées par la Commission dans une séance ultérieure (*Bulletin*, p. XLVI).

— Il y a lieu de féliciter M. H. Nélis ³ de la suggestive monographie qu'il vient de publier sur une question encore bien peu étudiée jusqu'à présent : l'histoire de la juridiction gracieuse et des *notarii publici* qui l'exerçaient. Après avoir exposé, d'après les sources diplomatiques, les attributions des notaires royaux et toute l'organisation

¹ *Archivio storico Italiano*, 1904, I, p. 253-261. — ² *Bullet. de la Commiss. royale d'histoire*, 1904, p. xvi-xxxvii : *Rapport sur l'organisation de missions scientifiques en vue de répertoriser à l'étranger les documents diplomatiques relatifs à l'histoire de Belgique*. — ³ *Bullet. de la Commiss. royale d'histoire*, 1904, p. 1-142 : *Etude diplomatique sur le tabellionage de Tournai au moyen âge (1367-1521)*.

du tabellionage royal de Tournai, depuis ses origines en 1367 jusqu'en 1521, l'auteur passe en revue les diverses formes des actes notariés (minutes, protocoles et grosses) et examine diplomatiquement les diverses parties de ces actes.

— La Commission royale d'histoire a fait dresser antérieurement la liste des cartulaires et des obituaires belges. Le premier *Inventaire des obituaires belges* étant — cela se conçoit — assez incomplet, le *Bulletin de la Commission royale d'histoire* nous apporte en 1903 deux suppléments à l'Inventaire primitif.

— M. H. Vander Linden est allé étudier aux archives du royaume de Prusse, à Berlin, une collection d'environ huit cents chartes — surtout des lettres scabinales — concernant l'histoire du chapitre de Saint-Pierre et de la ville de Louvain. On en trouvera un excellent inventaire analytique dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire* (1903, p. 305-533).

— Les dépouilles de beaucoup d'anciens monastères de Normandie sont allées enrichir la bibliothèque publique de la ville de Rouen, qui possède ainsi un fonds considérable de *codices* hagiographiques latins. D'après la méthode et avec la précision qu'on leur connaît, les Bollandistes viennent d'en publier un excellent catalogue, auquel ils ont ajouté l'édition d'une dizaine de pièces hagiographiques inédites. Comme toujours, une excellente table permet de retrouver immédiatement le nom de tous les saints dont il est fait mention dans le catalogue ¹.

— MM. F. Mayence et S. de Ricci ² publient et commentent le texte grec d'un papyrus inédit, du début du III^e siècle, que la bibliothèque royale de Belgique a acquis dernièrement. Il contient la description des divisions cadastrales d'un district égyptien malheureusement inconnu, la nature des terres, leur contenance et les contributions en nature dont elles étaient grevées.

— En vue de faciliter l'étude de l'*Anabase* de Xénophon ³, les géographes-commentateurs ont dressé des cartes de l'ancienne Babylonie. Le R. P. Losschaert estime qu'une portion assez notable de ces cartes est en désaccord avec les données de Xénophon. Le mur de Médie notamment devrait être placé sur la rive droite du Tigre, parallèlement au cours du fleuve, depuis le canal royal jusqu'à l'endroit où les marécages constituaient un obstacle naturel à l'invasion des Mèdes. Une carte accompagne la discussion des textes.

— Le savant Muratori a découvert et publié autrefois un texte qui date des premiers siècles de l'ère chrétienne et qui contient une liste

¹ *Anal. Bolland.*, p. 229-270. — ² *Musée belge*, 1904, n° 2; p. 101-117 : *Papyrus Bruxellensis I*. — ³ *Musée belge*, 1904, n° 2; p. 140-153 : *Le mur de Médie*.

des écrits canoniques du Nouveau Testament. On ne connaît pas et on a peu cherché à retrouver l'auteur de ce célèbre *fragmentum Muratorianum*. Dom J. Chapman ¹ croit que le document en question n'est autre chose qu'un extrait du premier livre des *Hypotyposes* de Clément d'Alexandrie. La pièce a été traduite du grec en un latin assez barbare, peut-être à la demande de Cassiodore, tout comme les *Adumbrationes* sur les épîtres catholiques. Un moine catholique orthodoxe du v^e-vi^e siècle l'aurait transcrit, en vue de ses études scripturistiques, dans le manuscrit ambrosien où Muratori l'a découvert. L'exposé des arguments qui militent en faveur de cette ingénieuse hypothèse fournit à l'érudit bénédictin l'occasion d'examiner en détail ce qui se rapporte au canon muratorien, de reconstituer le catalogue des écrits canoniques du fragment et de Clément d'Alexandrie, ainsi que l'ordre des huit livres des *Hypotyposes* de ce dernier. La question est ouverte : on ne manquera pas de l'examiner ultérieurement. En attendant, dom J. Chapman annonce une étude sur les sources du célèbre fragment.

— Dans la littérature chrétienne du v^e siècle, on nous a conservé deux opuscules intitulés *De vita christiana*. Le premier est attribué par Gennade à Fastidius, un évêque pélagien de la Grande-Bretagne. Il a été identifié autrefois par dom G. Morin avec le premier des six traités pélagiens publiés par Caspari sous le titre de *Corpus pelagianum*. L'autre opuscule, *De vita christiana*, se trouve au tome VI des œuvres de saint Augustin. M. Caspari était d'avis qu'il devait être d'un autre auteur que celui des six traités ; G. Morin l'attribuait autrefois à Pélage lui-même ; M. Baer prétendait dernièrement que l'auteur de ce traité est bien Fastidius. G. Morin ² vient de se ranger en ce point à l'opinion de M. Baer, tout en maintenant plusieurs des arguments qu'il a fait valoir autrefois et qui tendent à prouver que saint Augustin a attribué cet ouvrage à Pélage — peut-être bien parce que celui-ci l'aurait inspiré.

— Le R. P. Dom Germain Morin vient de publier le texte d'une longue et belle prière inédite dont la dernière invocation semble bien indiquer l'idée principale ³ : « Deus trine et une, scientiae lumen accende in me, per quod te intelligere et videre merear trinum et unum Deum sicut es trinus et unus Deus, et ignorantiae tenebras remove a me. » De l'avis du R. P. Morin et du docteur Odilon Rottmanner de Munich, tout le contenu, idées et expressions, est digne de saint Augustin ; les quatre manuscrits que Dom G. Morin en a

¹ *Revue bénéd.*, 1904, p. 240-261 : *L'auteur du Canon Muratorien*. — ² *Rev. d'hist. ecclésiast.*, p. 258-264 : *Pélagie ou Fastidius ?* — ³ *Rev. bénédict.*, 1904, p. 124-132, n° 2 : *Une prière inédite attribuée à saint Augustin dans plusieurs manuscrits du De Trinitate*.

trouvés la lui attribuent, et trois d'entre eux la rattachent au traité *De Trinitate* que le saint docteur commença encore jeune, mais n'acheva qu'après bien des interruptions, aux jours de sa vieillesse. « Il n'est nullement improbable qu'au cours des longues années que lui demanda ce travail, il ait un jour composé cette belle et touchante prière. »

— Le palimpseste ms. 16 [Rec. 85] de la Bibliothèque impériale de Vienne contient une série d'extraits patristiques sur la grâce et le libre arbitre, réunis sous le titre de *Capitula Sanctorum Patrum*. Le texte vient d'en être publié pour la première fois par le R. P. Dom Germain Morin ¹. C'est, d'après l'éditeur, incontestablement une œuvre de saint Césaire d'Arles. Celui-ci avait déjà, probablement avant le concile d'Orange de 529, réuni une collection de textes tirés des œuvres de saint Augustin sous le titre de *Capitula sancti Augustini in Urbe Roma transmissa*. Mais comme on aurait pu lui objecter que ces théories appartenaient à saint Augustin seul et étaient inconnues avant lui, le défenseur de la grâce aura rédigé une nouvelle série comprenant des extraits du pape Innocent, de saint Ambroise, saint Jérôme, etc.

— A l'occasion du douzième centenaire de la mort de saint Grégoire le Grand, le R. P. Dom Ildefonso ² rappelle quelques souvenirs sur *Les ancêtres de saint Grégoire et leur sépulture de famille à Saint-Paul de Rome*.

— Le R. P. Delehaye ³ a retrouvé la très intéressante Passion des soixante soldats martyrisés en Palestine au vi^e siècle par les Arabes, à la suite de la prise de Gaza. La pièce est traduite du grec ; tout semble indiquer qu'on se trouve en présence d'un document hagiographique de haute valeur, qui place les faits dans un cadre historique et géographique donnant toute satisfaction. La chronologie fournit quelques données erronées que le savant Bollandiste corrige et d'autres qui — si elles étaient suffisamment sûres — modifieraient notablement les opinions reçues sur les dates de la prise de Gaza et de Jérusalem et la mort du patriarche Sophronius. Cette *passio* modifiée et enjolivée est devenue, dans le légendaire de Bologne, la passion de saint Florianus et de ses quarante compagnons honorés à Bologne. Elle a fourni aux anciens martyrologes romains d'Adon et d'Usuard des mentions qui, autrefois insolubles, s'expliquent aisément, grâce à la découverte des Bollandistes.

— Saint Ermin, abbé de Lobbes, avait, d'après des témoignages très

¹ Rev. bénéd., 1904 : Un travail inédit de saint Césaire, les *Capitula sanctorum Patrum* sur la grâce et le libre arbitre, p. 225-239. — ² Revue bénéd., 1904, p. 113-123. — ³ *Analecta Bollandiana*, p. 289-307 : *Passio sanctorum sexaginta martyrum*.

anciens, écrit une vie métrique de saint Ursmer, son maître et son prédécesseur immédiat. On la croyait perdue ; le R. P. Germ. Morin vient de la retrouver et de la publier¹. L'histoire du saint n'a que peu de chose à y puiser, mais cette poésie est le plus ancien de tous les écrits composés au pays de Liège, qui nous soit parvenu avec le nom de son auteur. Il nous montre au moins ce qu'on pouvait faire chez nous en ce genre, à l'époque de Charles Martel.

— Les *Analecta Bollandiana* publient encore une *Vie de saint Romain du Mans* attribuée à tort à Grégoire de Tours². Saint Romain, prêtre du Mans, n'était guère connu que par une brève mention des *Actus pontificum Cenomannensium*. Le texte publié par M. René Poupardin paraît indépendant de cette source.

— Une lettre, inédite jusqu'ici, par laquelle le pape Pascal II notifie, le 8 octobre 1104, la déposition de Tuold, évêque de Bayeux, permet au R. P. G. Morin³ de préciser plus exactement les circonstances qui ont amené cette déposition.

— Les listes chronologiques de dignitaires, soigneusement dressées d'après des documents sûrs, et enrichies de notes biographiques, peuvent rendre aux historiens les services les plus signalés. Une dizaine de *Documents Vaticans* publiés par le R. P. Dom Ursmer Berlière fournissent d'intéressantes *Notes sur les abbés de Vlierbeck aux XIV^e et XV^e siècles*⁴, et permettent de rectifier notablement les listes antérieures des abbés. Le même auteur dresse encore la liste complète des *Evêques auxiliaires de Cambrai*⁵, depuis le premier, Jean, archevêque de Mitylène (1228-1235), jusqu'à Mgr Monnier, qui fut préconisé, le 1^{er} mai 1872, évêque de Lydda, auxiliaire de Cambrai. A peine cette œuvre est-elle achevée, que l'infatigable chercheur commence déjà une étude semblable sur les *Evêques auxiliaires de Tournai*⁶.

— Les anciennes plaques funéraires gravées en laiton comptent sans aucun doute parmi les monuments les plus intéressants de l'archéologie. Elles intéressent autant l'histoire que l'art. Une trentaine de tombes ornées de ces lames en cuivre sont conservées à Bruges. Le reste du pays n'en possède guère plus. Elles datent du xiv^e au xvii^e siècle. Le *Bulletin de la trente-quatrième réunion de la Gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc*⁷ (dont le second fascicule vient de paraître) nous en apporte une description soignée, accompagnée de

¹ *Anal. Boll.*, p. 314-319 : *La plus ancienne vie de saint Ursmer ; poème acrostiche inédit de saint Ermin, son successeur*. — ² *Anal. Bolland.*, p. 308-314. — ³ *Rev. d'hist. ecclés.*, 1904, p. 284-289. — ⁴ *Bijdragen tot de geschiedenis bijzonderlyk van het alonde hertogdom Brabant*, 1904. — ⁵ *Revue bénédict.*, années 1903-1904. — ⁶ *Ibid.*, 1904, p. 265-285. — ⁷ *Note sur les lames funéraires en cuivre conservées à Bruges*, p. 154-184.

précieuses notes biographiques et d'un certain nombre de reproductions très soignées.

— Ceux qui s'intéressent à l'histoire des traductions de la Bible liront avec fruit quelques notes documentées sur les bibles néerlandaises publiées avant Luther de 1513 à 1518. N'allez pas chercher dans ces *bibles* de véritables versions de l'Écriture. Ce sont des « histoires saintes, » traduites librement des *Bibles pour les simples gens*, qui dépendent de l'*Historia scholastica* de Pierre Comestor (vers 1170). M. F. Lorreins Mz.¹ nous les fait connaître beaucoup mieux que les appréciations souvent erronées des historiens antérieurs.

— Quelle a été la portée exacte de la *Pacification de Gand* (1576) au point de vue religieux? D'après M. Kurth, ce pacte « proclamait la tolérance religieuse, excepté en Hollande et Zélande, où le culte catholique restait interdit. » Cette appréciation doit être complètement modifiée, dit M. le chanoine Rommel², d'après les savantes recherches de M. A. Deschrevel, dont nous avons déjà rendu compte antérieurement. « Sous le rapport religieux, la *Pacification* contient quatre clauses principales : 1^o maintien exclusif de la religion catholique dans les quinze provinces (art. IV); 2^o tolérance *provisoire* du *statu quo* en Hollande et Zélande (art. III et IV); 3^o maintien de cette situation jusqu'au moment où la future assemblée des États généraux aura statué sur l'exercice du culte dans ces deux provinces (art. III); 4^o suspension *provisoire* des anciens placards sur le fait de l'hérésie (art. V). »

— L'histoire du Spitzberg, depuis sa découverte en 1596 par le Hollandais Willem Barents, nous est racontée par M. Jules Leclercq dans une communication, attachante autant que solide, présentée à l'Académie royale de Belgique³. Depuis le commencement du XVII^e siècle, les Anglais, puis les Hollandais se rendent au Spitzberg pour pêcher la baleine dans les eaux du nord. Certains chiffres prouvent combien cette pêche était fructueuse : de 1669 à 1778, les Hollandais capturèrent 57,590 baleines! Plus tard, c'est l'amour de la science plus que l'esprit du lucre qui attire au Spitzberg une série d'explorateurs. M. Leclercq nous expose les efforts tentés et les résultats acquis. Bien longtemps avant eux, dès 1565, un Bruxellois, Olivier Brunel, avait conçu le projet d'arriver à l'Océan Pacifique par le nord. Tout le monde sait que ce projet n'a été réalisé que de nos jours.

¹ *Nota's over en tpt de geschiedenis der Nederlandsche Bijbelvertaling*, dans *Dietsche Warande en Belfort*, juillet 1904, p. 10-26. — ² *Revue pratique de l'enseignement*, 1904, p. 132-144 : *La Pacification de Gand et la tolérance religieuse*. — ³ *Bulletin de la classe des lettres*, 1904, n^o 5 : *Les explorateurs du Spitzberg*, p. 303-346.

— M. le chevalier Descamps¹, dont tout le monde reconnaît la compétence en matière de droit international et colonial, examine avec la plus grande modération les divers griefs du gouvernement anglais contre l'État indépendant du Congo. Si la grande majorité du peuple belge s'est montrée favorable aux Boers pendant la guerre du Transvaal, ce n'est pas la faute au gouvernement de l'État indépendant. Les intérêts des Anglais ont souffert de la concurrence des Belges; rien d'étonnant, puisque ceux-ci, sous la puissante impulsion de leur roi, ont immédiatement engagé dans cette entreprise coloniale leurs énergies et leurs capitaux. Il n'est pas admissible que les Anglais veuillent défendre à l'État indépendant de se créer des domaines. Enfin, M. Descamps examine les accusations de cruauté et prouve que les faits signalés ont été singulièrement exagérés, quand ils ne sont pas complètement controuvés.

C. CALLEWAERT.

Bruges.

¹ Académie roy. de Belg., *Bull. de la classe des lettres*, 1904, p. 263-302 : *Le différend anglo-congolais*.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — BIBLIOGRAPHIE

Répertoire historique de la Haute-Marne. Bibliographie et documents imprimés, par Alph. ROSEROT. Arcis-sur-Aube, L. Frémont, 1901, in-8 de xi-318 p.

Dictionnaire topographique du département de la Haute-Marne, comprenant les noms de lieux anciens et modernes, par Alph. ROSEROT. Paris, Imprimerie nationale, 1903, in-4 de lx-221 p.

Ces deux ouvrages sont le fruit de longues années de travail sur place. Le premier est un modèle de bibliographie départementale. Après avoir fait aux généralités la part qui leur revient, M. Roserot classe ses indications bibliographiques avec tout l'ordre possible : régions naturelles, montagnes, bois et rivières, voies romaines et camps romains, antiquités diverses, diocèses, ordre de Malte, protestantisme, hagiographie, histoire militaire, administration judiciaire, institutions, instruction publique, telles sont les divisions principales de son premier chapitre. Le suivant est tout entier consacré aux localités contenues dans les limites du département. L'auteur ne se contente pas d'indiquer les livres ou articles spécialement consacrés à chacune d'elles ; mais il renvoie à la plupart des ouvrages où l'on a chance de trouver quelques renseignements.

Le seconde partie de son ouvrage donne, en suivant l'ordre chronologique, le catalogue des actes relatifs aux personnes et aux lieux du département. Il n'y en a pas moins de 1,953 ; le premier date de l'année 632 et le dernier de 1714. M. Roserot aurait rendu cette liste plus précieuse encore s'il l'avait fait suivre d'un *index* topographique permettant de retrouver sans peine ce qui intéresse chaque localité. Tel qu'il est, son répertoire est un guide indispensable à quiconque voudra désormais étudier l'histoire du pays qui forme le département actuel de la Haute-Marne. Il serait fort à souhaiter que chaque département eût un travail semblable.

J'insisterai moins sur le dictionnaire topographique : ces ouvrages se recommandent assez d'eux-mêmes. Il suffit généralement de les signaler à l'attention des travailleurs. Dans son introduction, M. Roserot étudie les vicissitudes territoriales de la région dont il s'occupe. Il avait peu de choses à dire sur la période gallo-romaine. Les douze *pagi* entre lesquels se partageait cette contrée pendant la domination mérovingienne et carolingienne le retiennent plus longtemps. Pendant la période féodale, l'évêque de Langres et le comte

de Champagne se partagent la meilleure partie du pays. La période royale, qui commence avec Philippe le Bel, est celle qui retient davantage l'auteur. Il détermine avec toute l'exactitude désirable le ressort des administrations militaire, judiciaire, financière et ecclésiastique.

J.-M. BESSE.

VITTORIO FIORINI : *Del lavoro preparatorio alla nuova edizione dei Rerum Italicarum scriptores*. Comunicazione al Congresso internazionale di scienze storiche (Roma, 11-19 aprile MCMIII), 1 vol. in-4 de 58 p. Scipione Lapi, Città di Castello, 1903.

La réunion du Congrès historique, à Rome, en 1903, a paru à l'éditeur Lapi et à ses collaborateurs une circonstance favorable pour donner une plus grande publicité à l'entreprise qu'ils ont commencée, il y a environ dix ans, avec tant de désintéressement et de dévouement à la science : la réédition de Muratori. Il est inutile de rappeler ici les bruyants épisodes qui marquèrent quelques séances de ce Congrès, et l'émulation qui existe entre les muratoristas de Città di Castello et ceux de l'*Istituto storico*. D'un côté, les RR. Commissions d'histoire, les vieilles sociétés, les noms célèbres de l'érudition italienne; de l'autre, l'enthousiasme patriote d'un typographe de petite ville, et une escouade de jeunes professeurs sous la direction d'un chef de division au ministère de l'instruction publique; de part et d'autre, un vif désir de faire œuvre scientifique, de remplacer les vieilles éditions de Muratori et de ses continuateurs par des textes améliorés, fondés sur une revision attentive et

complète des manuscrits, autant que possible définitifs. Qu'il y ait de la part de l'*Istituto* un peu de jalousie contre les nouveaux venus, qui sont plus actifs, plus nombreux, surtout plus disciplinés et plus professionnels, cela est inévitable; que l'*Istituto* n'ait pas mis toute la bienveillance du monde à accueillir ces envahisseurs de Muratori, c'est peut-être vrai. Mais la réédition de Muratori est une œuvre de longue haleine, et deux escouades de savants peuvent y trouver leur substance en même temps. Il est probable que ni l'*Istituto* ni Fiorini-Lapi ne finiront leur œuvre en une génération : Lapi est déjà mort prématurément. Combien de collaborateurs, combien de souscripteurs, combien de recenseurs manqueront à l'appel, quand il s'agira de célébrer l'achèvement de la *Ristampa* ! Alors, pourquoi se disputer ? Et ne vaut-il pas mieux s'entendre pour se partager la besogne ? Il serait bien inutile, au lendemain de l'édition du *De Bello Majoricano* de Calisse, de la republier dans la collection Lapi, et pareillement on ne voit guère l'*Istituto* charger un de ses auxiliaires de refaire les *Vite dei dogi* après Monticolo, qui est du reste son collaborateur. J'ajouterai qu'on verrait aussi avec un peu de surprise l'*Istituto* ou la *Ristampa* perdre son temps à recommencer dès maintenant le *Liber Pontificalis* de notre maître et ami Mgr Duchesne : il faut attendre cinquante ans pour trouver du nouveau. Et au lieu de refaire dans les *Novissimae accessiones* le *Diarium J. Burchardi*, dont Thuasné a donné une édition dont je ne méconnais point les défauts, mieux vaudrait éditer Paride Grassi, Biagio di Cesena et toute la longue série des cérémoniaires, qui

sont tout à fait inédits. (A quoi l'on m'objectera la date terminus de 1500 ; mais c'est cette date même que je discute : elle ne conclut rien ; il faudrait aller jusqu'en 1535, couronnement de Charles-Quint, si l'on ne veut pas descendre déjà jusqu'au couronnement de Napoléon.)

M. Fiorini s'est borné, dans cette communication, à donner le catalogue, — en suivant volume par volume les *Rerum italicarum scriptores*, — des œuvres contenues dans chaque tome de Muratori dont la réimpression est déjà entreprise, en préparation ou en cours. Il résume les rapports, souvent fort intéressants, que ses collaborateurs lui adressent sur l'état de leurs recherches. Presque toutes les rééditions à faire ont déjà leurs titres, plus ou moins actifs, il est

vrai. Vingt-sept livraisons ont actuellement (août 1904) paru, à raison de douze par an, et après une assez longue interruption après la mort de S. Lapi : elles attaquent les tomes I, IX, XXI, XXII, XXIV, XXVIII, XXX de Muratori avec l'*Historia miscella*, les *Vite dei Dogi*, les chroniques de Guerriero de Gubbio, de Matteo de Griffonibus, de Pietro Cantinelli, de Marchionne di Coppo Stefani. Les spécimens de texte et d'index donnés par les éditeurs à la fin de cette relation sont, typographiquement et pour la précision scientifique, de toute beauté. Il faut souhaiter de vivre longtemps pour voir s'achever cette belle œuvre, mais, comme on dit en Italie : « *questo sarà un pio desiderio*. »

LÉON-G. PÉLISSIER.

II. — HISTOIRE GÉNÉRALE

Nomenclator literarius theologiae catholicae, par HURTER. Innsbruck, 1903, t. I. 3^e édition.

C'est un beau succès pour un ouvrage de théologie écrit en latin que d'arriver à une troisième édition. Pour atteindre ce résultat, il fallait être le R. P. Hurter, un des plus savants théologiens et des plus doctes « patristisants » de l'heure actuelle.

Ce premier volume renferme les notices des Pères et théologiens comme des ouvrages anonymes qui s'échelonnent entre le 1^{er} et le 13^e siècle, de l'époque de la lettre dite de saint Barnabas, à Girard de Rouen, qui mourut en 1108. Chaque siècle est divisé en deux parties et dans chaque période l'auteur s'est efforcé de suivre un ordre logique, groupant les écrivains suivant les matières qu'ils ont traitées et l'Église — occidentale ou

orientale — à laquelle ils ont appartenu. Une table chronologique et un double index : des personnes et des choses, termine ce premier volume. C'est donc un répertoire, court mais complet, des écrivains ecclésiastiques, que l'on a sous la main. Je ne ferai qu'une critique au R. P. Hurter, mais malheureusement elle est grave : c'est qu'il semble ignorer complètement notre littérature française. Il en est resté pour la bibliographie à la première édition de son *Nomenclator* qui n'était déjà pas toujours au point, et c'est réellement chose regrettable que de voir cité à propos du Pasteur d'Hermas l'obscur et inutile brochure de l'abbé Rambouillet et point la lumineuse réponse de Mgr Duchesne : « Les témoins anténicéens du dogme de la Trinité ; » les ouvrages vieillissés et oratoires de

Mgr Freppel et point les excellents travaux de Monceaux sur Tertullien et sur saint Cyprien ; de Pichon sur Lactance ; de Faye sur Clément d'Alexandrie ; de Puech sur saint Jean Chrysostome, etc., sans parler de la littérature russe que l'on peut ignorer.

Je sais bien que l'auteur renvoie à des ouvrages d'ensemble comme Bardenheuer, où l'on trouvera des bibliographies complètes ; mais alors pourquoi surcharger ainsi le volume d'une quantité de notes inutiles ? Ceci dit, toutefois, sans rien vouloir enlever à la grande valeur du travail du P. Hurter, qui peut rendre aux théologiens et aux personnes cultivées les plus grands services en mettant à la portée de tous un commode dictionnaire d'histoire ecclésiastique.

ALBERT VOGT.

Card. GIUSEPPE HERGENRÖTHER : *Storia universale della Chiesa*, quarta edizione, rivista da Mgr G.-P. KIRSCH, prof. all' Università di Friburgo (Svizzera). Volume I. Florence, libreria editrice fiorentina, 1904, 1 vol. in-8 de xxxii-400 p.

Le *Manuel de l'histoire universelle de l'Église*, par le cardinal Hergenröther, eut, du vivant de l'auteur, trois éditions. Une quatrième édition du premier volume a été publiée en 1902, huit ans après la mort du cardinal, par le savant professeur de l'université de Fribourg, Mgr Kirsch. De celle-ci, une traduction italienne, anonyme, vient de paraître, éditée par l'excellente *libreria editrice fiorentina*, qui a tant fait déjà pour répandre chez les catholiques italiens le goût des sciences sacrées.

Il serait superflu de faire l'éloge de ce livre ; mais il est utile de dire

en quoi la quatrième édition allemande, fidèlement reproduite dans l'édition italienne, diffère des précédentes. C'est une véritable refonte qu'a tentée Mgr Kirsch. D'abord il a, par un très heureux changement, donné au premier volume l'unité de sujet qui lui manquait. Ce premier volume, dans la troisième édition allemande, allait des origines jusqu'à Charlemagne. Aujourd'hui il s'arrête au VII^e siècle, contenant par conséquent l'histoire de l'Église dans ses rapports avec l'ancienne civilisation romaine, puisque, du V^e au VII^e siècle, les peuples germains qui envahirent l'Empire n'exercèrent pas encore une influence notable sur la vie ecclésiastique, laquelle continua de se développer dans les limites de la civilisation antique. Ensuite, Mgr Kirsch a modifié la « matière » même du récit, supprimant ce qui faisait longueur, allégeant les dissertations qui touchaient plus à la théologie ou à l'apologétique qu'à l'histoire, ou les discussions qui avaient trait à des controverses agitées au temps d'Hergenröther et à peu près oubliées aujourd'hui. Par contre, il a donné plus de relief à l'étude de certains événements et de certains hommes. Il a surtout changé la forme trop scolastique de l'ouvrage, où, pour chaque période historique, se succédaient invariablement trois chapitres : histoire ecclésiastique, — hérésies et développement de la doctrine, — institutions, culte et littérature. Le livre est maintenant divisé en chapitres qui suivent l'ordre chronologique des événements ou l'ordre logique des sujets sans ces fatigantes répétitions.

Tel qu'il est, l'ouvrage remanié par Mgr Kirsch se présente presque comme un livre nouveau, où rien

n'est perdu des qualités de l'ancien et où de nombreuses et habiles modifications les font beaucoup mieux valoir. En tête de chaque chapitre est une indication des sources principales, aussi bien les sources anciennes et originales que les travaux modernes. On remarquera avec plaisir que, contrairement à l'usage de trop de livres allemands, les travaux français sur l'histoire de l'Eglise sont rappelés en bonne place.

En France, où l'ancienne traduction de l'ouvrage d'Hergenröther est maintenant tout à fait surannée, il serait désirable d'en voir paraître une nouvelle, calquée sur l'édition de Mgr Kirsch. PAUL ALLARD.

Les Origines du crucifix dans l'art religieux, par L. BRÉHIER, professeur d'histoire à l'Université de Clermont. Paris, Bloud, 1904, in-12, 62 p.

Le Catholicisme en Irlande, par G. LECARPENTIER, licencié ès lettres. Paris, Bloud, 1904, in-12, 60 p.

Le Catholicisme est-il une cause de décadence pour les nations latines ? L'Espagne, par Paul DESLANDRES, archiviste paléographe. Paris, Bloud, 1904, in-12, 62 p.

La série historique de la collection *Science et Religion* s'enrichit chaque année de plusieurs études utiles et intéressantes. Les auteurs ont l'art de condenser en peu de pages le fruit de patientes recherches et de mettre une science solide à la portée d'un nombreux public.

M. Bréhier résume ce que l'on sait des origines du crucifix. Les chrétiens des premiers siècles gravaient la croix sur les inscriptions funéraires, en la déguisant parfois

sous d'autres symboles; ils l'érigaient encore, comme signe de victoire, sur les ruines des temples; mais ils s'abstenaient d'y représenter l'image du Sauveur souffrant. Cette représentation est d'origine orientale. Elle commence à la faveur de la réaction contre les tendances symbolistes des monophysites. Les catholiques affirmaient ainsi leur foi en la vérité du Verbe fait chair. Les Occidentaux n'acceptèrent pas sans hésiter cette innovation si légitime. Mais, au VIII^e siècle, elle est entrée pour toujours dans les habitudes chrétiennes.

M. Lecarpentier donne un résumé substantiel de l'histoire de l'Irlande. Il passe rapidement sur les origines et les premiers siècles, pour s'étendre davantage sur la résistance héroïque opposée par les Irlandais aux Anglais qui veulent leur imposer l'hérésie, et sur les victoires remportées, au XIX^e siècle, grâce à l'ascendant d'O'Connell. Il termine par un exposé fidèle de l'état du catholicisme en Irlande. Nous engageons l'auteur à compléter son travail en étudiant les services rendus au catholicisme par l'émigration irlandaise.

M. Deslandres commence par formuler succinctement l'impression qui se dégage de la lecture des travaux de quelques historiens peu favorables au christianisme. Qu'y a-t-il de vrai dans leurs appréciations sévères? L'auteur n'a pas de peine à faire prévaloir les droits de la vérité. Le passé de l'Espagne, son art, l'intensité de sa vie religieuse, font honneur à la civilisation chrétienne. M. Deslandres ne ferme pas cependant les yeux sur les faiblesses et les défauts du tempérament espagnol. Il lui suffit d'être juste et vrai. Le jugement qu'il porte sur l'Inquisition est sage. Ce qu'il en dit fait regretter que cette institu-

tion n'ait pas encore son historien. Llorente ne mérite point ce titre.

J. BESSE.

Histoire générale de la littérature française, par Hermann PERGAMENI, professeur de littérature française à l'Université de Bruxelles. Bruxelles, Lebègue et C^e, éditeurs, 1903, in-8 de xiv-748 p.

On voudrait n'avoir que des choses flatteuses à dire à un étranger qui fait à notre littérature française l'honneur d'un imposant volume de 700 pages, en même temps qu'il lui rend depuis vingt-trois ans le service de l'enseigner à l'Université libre de Bruxelles.

Aussi ai-je plaisir à louer M. Pergameni de connaître assez bien, au moins pour les avoir feuilletés, la plupart des ouvrages les plus récents. histoires générales, monographies, thèses de doctorat, qui ont nos écrivains pour objet. Sans être complète, la partie bibliographique de son travail ne sera pas pour des lecteurs étrangers la moins utile.

C'est un mérite aussi qu'il n'y ait pas de trop grosses lacunes, et que M. Pergameni n'ait pas omis, comme il est arrivé à M. Lanson, Brizeux ou le P. Gratry. Même on trouverait plutôt qu'il fait ses nomenclatures par trop copieuses, et que citer encore *soixante* historiens secondaires — après les grands — dans le seul *xix^e* siècle, c'est plutôt pécher par excès que par défaut.

Faut-il encore le complimenter d'être si peu systématique qu'on ne devine même pas à quelle foi religieuse, à quelle doctrine morale, politique ou littéraire il se rattache? Mais c'est déjà l'accuser d'être incolore, et, ce qui est plus grave, de manquer d'idées.

Je note seulement çà et là, par exemple à propos de Rabelais, de Moïse ou de M^{me} de Maintenon, des mots désobligeants et qui pèchent contre ce parti pris de neutralité, à l'adresse des moines, des dévots et même de toute la France catholique et monarchique du *xviii^e* siècle. Je n'ose pas voir une déclaration de principes dans l'éloge démesuré de Zola qui tient huit pages, quand Descartes en eut deux et Corneille trois, comme Lamartine; c'est peut-être seulement une faute de goût; comme c'est certainement une faute de composition de finir brusquement le livre, sans conclusion d'aucune sorte, sur une appréciation, d'ailleurs trop élogieuse, de l'éloquence de Gambetta.

Mais le principal défaut de ce gros livre, c'est que pour avoir voulu éviter le défaut des critiques qui dissertent trop, M. Pergameni lui a trop souvent donné la sécheresse d'un simple dictionnaire. Beaucoup des auteurs les plus grands sont noyés dans le flot des nomenclatures. Trois pages pour Corneille, cinq pour Bossuet, autant pour Chateaubriand, deux pour La Bruyère; dix lignes à peine pour Villehardouin, pour Joinville, pour Robert Garnier, pour Voiture, pour Malebranche, pour Rotrou, pour Vauvenargues, pour Marivaux, pour Benjamin Constant, pour Mérimée, cinq pour Racan, pour Gresset, pour Casimir Delavigne, pour Fromentin, ce n'est guère quand on prétend résumer la biographie, donner une idée de l'œuvre et une appréciation même succincte. Cela manque de proportions et de perspective.

On voit venir sur le même plan que ceux dont personne ne conteste la valeur et qui sont classiques des écrivains qui ne sont pas encore entrés, qui n'entreront peut-être

jamais dans la « terre promise, » des Rod, des Claretie, des Ohnet, des Bertheroy, des Georges Ancey, et beaucoup de Belges, pour qui c'est vraiment trop de politesse. ..

De sorte que ce manuel, fait surtout pour des étudiants, et qui leur peut rendre des services, est un index plus qu'un guide et ne leur donne guère que des opinions conventionnelles et qui ont souvent besoin d'être revisées.

GABRIEL AUDIAT.

Cent récits d'histoire de France, par Gustave DUCOUDRAY, agrégé de l'Université. Paris, Hachette, 1901, un vol. in-4 de 65 p., texte et planches.

Œuvre de vulgarisation, que nous devons signaler parce qu'elle est bonne, artistique, et que les gravures qui accompagnent le texte sont empruntées soit à des manuscrits, soit à d'anciennes estampes. L'ouvrage est impartial et mérite d'être recommandé.

F. D.

Miscellanea di Storia Italiana. Serie III. T. VII. In-4 de xxxvi-460 p. Bocca, Turin, 1902; t. VIII, xx-507 p., ibid., 1903.

La Commission royale d'histoire pour les vieilles provinces (Piémont) et la Lombardie publie chaque année un important recueil de mémoires et de documents originaux. Les deux volumes parus en 1902 et 1903 ne sont pas moins intéressants que les trente-sept qui les ont précédés, non seulement pour l'histoire locale et générale de l'Italie, mais pour l'histoire de l'Europe tout entière. Avant d'énumérer les pièces historiques qui y sont publiées, il faut insister

particulièrement sur le rapport inséré en tête du tome VII par MM. Cipolla, Novati et feu Carlo Merkel sur les *regles générales pour la publication des textes historiques*. Bien qu'il ne vise, pour en assurer l'uniformité, que les éditions entreprises, dirigées ou publiées par la Commission royale, tous les érudits y trouveront des conseils bons à suivre et des idées à méditer. — Viennent ensuite, dans le même tome VII : Girolamo Rossi. *La Valle di Diano (Liguria) e i suoi statuti antichi* (p. 1-138); recherches topographiques et archéologiques sur *Lucus Bormanni, Dianium*, le pays à l'époque chrétienne et le château féodal, sur l'organisation de la commune; étude détaillée du statut communal; listes des prévôts de San Nicolò et des podestats de Diano Castello; édition très soignée des *Capitula communitatis Diani*; en somme, étude très importante d'histoire locale. — Carlo CIPOLLA. *Innocenzo VI e Casa di Savoia* (p. 139-217). Importante série de documents de l'Archivio Vaticano transcrits par Francesco Cerasoli, publiés et commentés, avec une très courte préface, par Cipolla: il y a ici soixante-seize bulles adressées à Amédée VI et autres membres de la famille de Savoie, cinquante-six réponses de Clément VI et trente-six d'Innocent VI à des suppliques adressées par des princes et princesses à ces pontifes. Beaucoup de ces actes sont intéressants pour l'histoire générale du xiv^e siècle. — Les mémoires de STAGLIENO, *Due documenti di Teodosio, vescovo di Torino (1300-1319)* (p. 217-227; son testament; une donation à son frère Édouard); de Giovanni SEREGNI, *Del luogo di Arosio e dei suoi statuti nei secoli XII-XIII con appendice di documenti inediti* (p. 227-311); de Alessandro LATTES,

Alcuni capitoli inediti degli statuti di Alessandria (p. 311-344), ont un intérêt purement biographique ou local ; on y trouve cependant des textes précédemment inédits et ici bien publiés. Enfin M. Romualdo Pastre a donné (p. 345-458) une *Storia documentata dell' abbazia di S. Andrea di Vercelli nel periodo medioevale* (1219-1466), qui épuise le sujet. Après une biographie abrégée du fondateur de cette abbaye, le cardinal Guala Bicchieri, l'auteur étudie avec minutie les divers abbés, le Français Thomas de Paris, chanoine de Saint-Victor (1226-1246), pour lequel il paraît manquer de bienveillance ; Anfosso de Montechiaro, Ugoccone de Bondonis, Niccolò de Avogadri di Casanova et leurs successeurs jusqu'à l'époque où les chanoines réguliers de Latran remplacent, après une lutte de sept ans, la congrégation de Saint-Victor. D'importantes pièces justificatives accompagnent cette monographie.

Le tome VIII est rempli par deux mémoires seulement, qui sont l'un et l'autre de la plus haute valeur. M. Arturo Segré y a publié, sous le titre modeste de *Documenti di storia Sabauda* (p. 1-296), une véritable histoire de la maison de Savoie de 1506 à 1536. Une introduction de près de cent cinquante pages, divisée en trois chapitres (1506-1529, 1530-1535, 1536), montre l'intérêt et l'importance de ces documents. Ils sont relatifs aux relations du duc avec la France jusqu'en 1517, avec la France et Charles-Quint (1519-1526), aux difficultés avec Genève et avec son évêque Pierre de la Baume, à ses négociations avec les Bernois au sujet de Genève, au voyage du duc et de la duchesse à Bologne en 1530, à la succession de Montferrat, aux démêlés du duc avec

les diverses villes suisses et à son attitude pleine d'hostilité envers la Réforme, enfin à la rupture avec la France et la conquête par François I^{er} de la Savoie et de Turin, à la participation des Savoyards à la guerre contre la France, et à l'invasion de la Provence (1536). Les documents publiés ne sont pas moins de quatre-vingt-quatre, en latin, français, italien, espagnol et savoyard ; ce sont des instructions ducales, des lettres diplomatiques, des *Memoriali* ; il faut signaler les lettres de Jaffrey Paxier (en italien, d'après l'éditeur, Chiaffredo Pasero) écrites de Bologne de décembre 1529 au 11 janvier 1530 ; ce mémoire est accompagné d'une table et d'un index onomastique spécial. C'est un travail que ne pourra négliger aucun historien s'occupant du xvi^e siècle, et surtout de la rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint.

— La seconde partie de ce même volume est remplie par un mémoire de M. AMAT DI SAN FILIPPO, *Indagini e Studi sulla storia economica della Sardegna*. L'auteur étant mort avant l'impression de son travail, celle-ci a été surveillée par M. Mario Zucchi. C'est en réalité une histoire générale de la Sardaigne que donne l'auteur, depuis les temps les plus reculés, depuis les monuments troglodytiques et mégalithiques et les mystérieux *nuraghi* jusqu'au milieu du xix^e siècle environ. Il étudie dans l'ordre chronologique les peuplements ligures, ibères, celtes, sardes, les colonisations étrusque, égyptienne, libyphénicienne et grecque, enfin les dominations carthaginoise et romaine ; puis il fait une étude d'ensemble forcément hypothétique sur l'état des mines et de l'industrie minière, des conditions agricoles et commerciales, des moyens de locomotion et du sys-

tème des routes à cette époque (....? A. C. 329 P. C.). Vingt pages lui suffisent ensuite (forcément, vu le manque de matériaux) pour esquisser le développement de la Sardaigne au moyen âge. Le terrain devient plus solide à l'établissement de la domination pisane, en 1200; l'historien trouve ici pour étudier les conditions économiques et commerciales de l'île le *Breves Kallaritanum*, le *Breve di Villadichiesa (Iglesias)*, les statuts de Sassari, etc. Sous le régime espagnol, depuis 1326, les documents sont encore plus nombreux. L'auteur expose l'état du commerce maritime à l'époque aragonaise, les règlements d'Alphonse IV et de Pierre IV sur les douanes de Cagliari et d'Alghero, les règlements maritimes de Cagliari en 1435, et suit dans les chapitres v à ix (1386-1800) les vicissitudes de la domination aragonaise puis espagnole en Sardaigne, dans leurs effets sur l'état social de l'île. A noter ce qui est dit (chap. vi) de l'établissement et de l'expulsion des marchands juifs; à

noter le tableau de la décadence de la Sardaigne à la fin du xviii^e siècle. Le chapitre dernier (x : 1800-1848) montre la renaissance économique de l'île sous la monarchie de Savoie qui, ayant été obligée par la révolution d'y chercher un asile, put, durant quinze années, se convaincre *de visu* des maux de ses sujets et étudier les moyens d'y porter remède. Divers documents sont publiés en appendice. C'est, malgré quelques imperfections dans la forme et quelques erreurs et lacunes dans les notes, un travail qui restera longtemps utile à consulter.

On voit par le simple exposé qui précède combien d'éloges mérite la Commission turinoise d'histoire. Grâce à elle, grâce à sa jeune et active concurrente, la Societastorica Subalpina, et aux revues locales de Saluzzo et d'Alessandria, sans parler des sociétés liguriennes de Gènes et Savone, l'histoire du Piémont sera bientôt un des chapitres les mieux connus de l'histoire d'Italie.

L.-G. P.

III. — ANTIQUITÉ. — ORIGINES CHRÉTIENNES

Histoire ancienne des peuples de l'Orient, par G. MASPERO (sixième édition). Paris, Hachette, 1904, in-8 de 912 p.

M. Maspero a pensé que sa monumentale *Histoire des peuples de l'Orient classique* ne rendait pas inutile le Manuel publié par lui, dès 1875, sur le même sujet et qui, en 1893, atteignait la cinquième édition. Il nous en donne aujourd'hui une sixième entièrement refondue. » De fait, cette nouvelle édition comporte des modifications et des adjonctions considérables. Depuis 1893, les fouilles de

Sakkareh, Neggadèh et Abydos ont donné d'importants résultats. Sans accepter toutes les conclusions des savants qui y ont présidé, surtout celles de M. Amelineau et de M. Petrie sur la première dynastie et les dynasties pré-ménites, M. Maspero a trouvé dans ces diverses découvertes, et surtout dans les siennes propres, de quoi reconstituer l'état de l'Égypte sous les II^e et III^e dynasties. L'on constate ainsi, de façon certaine, que cette époque du quatrième millénaire avant Jésus-Christ représente un stage assez avancé de la civilisation

égyptienne, tant au point de vue des arts qu'à celui de la religion. L'histoire des débuts de la Chaldée s'est, de même, étendue. La Chaldée du nord y apparaît maintenant la première avec les cités de Kish et de Kiengi, rançonnant les cités du sud, et dédiant à leurs divinités les dépouilles des vaincus. Les luttes, si dispersées jusqu'ici, de la Chaldée contre l'Élam, jusqu'à l'assujettissement de la première par le second, vers 2285, commencent à se rejoindre et à s'enchaîner. Naturellement on a mis à contribution le code de Hammourabi. Il a permis à M. Maspero de nous tracer de la civilisation babylonienne, au cours du troisième millénaire avant Jésus-Christ, un résumé très net et vigoureux.

Toutefois, les modifications les plus considérables portent sur l'époque beaucoup plus récente et encore si obscure, où nous plaçons les campagnes d'Asarhaddon et d'Assourbanabal contre l'Élam, la Palestine et l'Égypte, vers l'époque où débute l'empire mède et où se forme la puissance lydienne. Tous ces chapitres ont été refaits en grande partie. Dans son exposé un peu plus complet de la religion mazdéenne, M. Maspero réhabilite, et sans doute à bon droit, les premiers mages assez malmenés dans les éditions précédentes. De même il nous donne quelque chose de plus fixe sur les derniers jours de Ninive. Une hypothèse heureuse rend compte d'un détail bien connu et toujours inexpliqué, cette levée subite du siège par Cyaxare, lors de la première expédition des Mèdes en Assyrie. Les Scythes qui, autrefois, arrivaient comme le *Deus ex machina* pour sauver Ninive, auraient été tout simplement appelés par Assourbanabal. Le fait que le roi des Scythes, Madyès,

était le fils d'un beau-père d'Assourbanabal, rend au moins la conjecture très plausible. La date de la chute de la ville se trouve définitivement fixée à l'année 608.

Peut-être regrettera-t-on que la fonte n'ait pas été plus générale, et que M. Maspero ait jugé bon de reproduire certaines pages de l'édition de 1893. Et d'abord celles qui traitent des Suméro-Accadiens, de leur civilisation et de leur religion. Il faut bien convenir, en effet, que l'hypothèse d'un peuple suméro-accadien demeure toujours une pure hypothèse. Elle peut sembler séduisante, comme rendant le mieux compte d'un phénomène linguistique curieux et, par ailleurs, à peu près inexplicable ; mais il n'en reste pas moins vrai que ni l'histoire ni l'ethnographie n'en ont le moins du monde besoin et que, en tout cas, aucun fait n'est venu la confirmer. Nous donner une religion sumérienne, avec son animisme primitif, suivi de polythéisme, c'est appliquer à un peuple de conjecture la théorie fort aventureuse de Tiele sur l'évolution des religions, et par conséquent élever un échafaudage bien fragile. De même pour l'histoire d'Israël, M. Maspero a maintenu, à peu de chose près, ses conclusions anciennes. Reuss, Kuenen et Wellhausen demeurent ses autorités principales. C'est dire que presque toutes les réserves faites ici même (*Rev. des quest. hist.*, t. LXIX, p. 206-215) par M. Vigouroux, à propos de la grande *Histoire*, seraient à reproduire. Même M. Vigouroux ne pourrait plus applaudir à la suppression de tel passage, comme celui-ci : « La tradition hébraïque s'empara de ce fait (l'invasion de Chodorlahomor en Palestine) et y mêla assez maladroitement l'un des chefs mythiques de la

race juive : Abraham aurait assailli le vainqueur à l'improviste, pendant sa retraite, et lui aurait infligé une légère défaite. » Ce passage reparait dans l'édition présente, en dépit des assyriologues qui, à la suite de M. King, s'accordent à lire dans les inscriptions, au lieu du prétendu Koudour-Lagamer, un nom d'un syllabisme tout différent (*Inuchamar*), lequel n'a rien à voir avec le Chodorlahomor de la Bible. Un point toutefois, où M. Maspero s'est heureusement écarté de Kuenen, mérite d'être signalé. Il fixe maintenant l'arrivée de Néhémie en 385, avant celle d'Esdras, suivant ici la thèse de M. Van Hoonacker, modifiée par le P. Lagrange. Mais là même, pourquoi continuer à suivre servilement Kuenen dans la question religieuse et le rôle surfait attribué à Esdras, en opposition manifeste avec la nouvelle chronologie ? Esdras aussi vaut mieux que d'être relégué dans une note à propos de Josèphe. Enfin, puisque M. Maspero revient aux formes populaires de Néhémie et d'Esdras, on s'étonne de rencontrer Jeshoua et Haggai à côté de Zorobabel et Zacharie.

La nouvelle édition compte cent soixante-quinze gravures généralement bien choisies, alors que la précédente n'en renfermait aucune. Cette amélioration suffirait à elle seule à assurer à M. Maspero notre reconnaissance. L'appendice sur les *Écritures du monde oriental* n'a pas été modifié. D. É. BOUVET.

Ogmios ou Orphée, par H. LIZERAY. Paris, Vigot, 1903, 44 p. in-16.

M. Lizeray, auteur de différentes brochures sur *Aesus* « où la Bible et les Évangiles sont restitués dans leur vrai sens » et où l'on étu-

die notamment « la philosophie pythagoricienne sur le portail de Notre-Dame, » rapproche ici Ogmios, le dieu gaulois, et Orphée. Les deux noms, paraît-il, sont identiques ; l'*r* guttural s'est adouci en *g* et la labiale aspirée *ph* en labiale douce. Inutile d'insister sur diverses considérations très générales concernant les doctrines d'Orphée, les sciences neurologiques et la manière de comprendre Rabelais. A la page 43, M. Lizeray propose de « changer la presqu'île de Gennevilliers en une magnifique forêt en y plantant des plantes et des arbres avides d'engrais, qui sont aromatiques et d'agrément. » Recommandé à qui de droit.

MAURICE BESNIER.

La Médecine au temps des Pharaons, par le docteur ABDEL AZIS NAZMI. Montpellier, imp. de la Manufacture de la Charité, 1903, gr. in-8 de 98 p.

Un jeune médecin, d'origine égyptienne, fils du général Abdel Razzak Nazmi bey tué au combat de Tolzar (Soudan égyptien) le 14 février 1884, a consacré sa thèse inaugurale à une étude sur la médecine au temps des Pharaons. Dans ce travail, qui a donné à l'impression près de cent pages de grand in-8, il s'est efforcé d'établir que : 1° l'histoire de la médecine est utile, même nécessaire au progrès des sciences médicales ; 2° la médecine existait, à l'état de science et d'art réglementés, chez les anciens Égyptiens, au temps des Pharaons ; 3° beaucoup des théories médicales d'Hippocrate, de ses successeurs, et même de médecins de nos jours, ont pris naissance dans les temples des Pharaons et les écoles de l'ancienne Égypte.

Le docteur Nazmi n'a pas eu de peine à établir le premier point, à l'aide d'arguments qui lui ont été fournis par les écrits de professeurs et de savants de valeur, français ou étrangers. Disons, en passant, que nous nous associons, sans réserves, aux regrets qu'il exprime, après bien d'autres, de l'état d'abandon dans lequel on laisse actuellement l'enseignement de l'histoire de la médecine, l'histoire du développement et des progrès de cette science, et l'étude des travaux des anciens qui y ont contribué.

Il n'en est pas allé de même avec le deuxième et le troisième point. Pour réunir les documents nécessaires à sa démonstration, M. Nazmi a dû étudier sur place, au Caire, à Londres, à Berlin, à Vienne, les divers papyrus médicaux trouvés en Égypte et conservés actuellement dans les musées et les grandes bibliothèques. Il y a rencontré de grandes difficultés, des difficultés telles qu'il a été, plus d'une fois, sur le point de renoncer à son entreprise et que, finalement, elles ont limité ses recherches et l'ont empêché de les pousser aussi loin qu'il l'aurait désiré. La plus grande de ces difficultés a été son ignorance presque complète des caractères hiéroglyphiques, au double point de vue de la lecture et de la traduction, ignorance qui l'a contraint à s'en rapporter souvent à des versions qui, fort heureusement, sont l'œuvre d'égyptologues éminents, Brugsh, Chabas, Houdart, Maspéro, Loret, Ebers, pour ne citer que les principaux.

Nous savons par lui que les trois papyrus médicaux à signaler en première ligne nous sont parvenus dans un certain état de conservation. Ce sont des sortes de traités de médecine, connus sous les noms de *Papyrus d'E-*

bers, de *Papyrus médical de Berlin*, et de *Papyrus de Londres*. Le premier est celui qui a le moins souffert des injures du temps et des hommes. Trouvé près de Louksor, ce précieux document a été acheté par le savant allemand Ebers, qui l'a traduit, puis donné à la bibliothèque de l'Université de Leipzig, où il se trouve actuellement; le deuxième, dont une partie a été détruite, appartient à la section égyptienne du musée de Berlin; le troisième, en très grande partie du moins, est au British Museum.

Outre ces traités, on possède au Caire et dans les sections égyptiennes des musées d'Europe, plusieurs autres livres assez intéressants pour l'histoire de la médecine des anciens Égyptiens. C'est ainsi que Maspéro signale deux livres médicaux, le premier écrit sous le règne de Mankara, le second, sous celui de Hesepti, rois des VIII^e et X^e dynasties. Ces deux ouvrages faisaient sans doute partie de cette bibliothèque d'Imhotep à Memphis, qui existait encore à l'époque romaine; on y trouve l'indication de remèdes qui ont été adoptés par la médecine grecque et dont quelques-uns appartiennent encore à la pharmacopée. C'est également à cette bibliothèque, dont parle déjà Galien, que semble avoir appartenu le papyrus de Berlin, dont Brugsh et Chabas ont donné une excellente interprétation.

Quand on a lu, avec tout l'intérêt qu'elle mérite, la thèse du docteur Nazmi, on ne peut que lui être très reconnaissant des courageux efforts qu'il a consacrés à la vulgarisation de notions historiques et bibliographiques, si intéressantes pour tous ses confrères, bien que tout à fait en dehors du cours habituel de leurs études.

Dr J. MEYNIER.

Keltic Researches. *Studies in the history and distribution of the ancient goidelic language and peoples*, by Edward Williams Byron Nicholson, M. A., Bodley's librarian in the university of Oxford, fellow of the library association, honorary member of the Caledonian medical Society. London, Henri Frowde, 1904. 1 vol. in-8 de xviii-211 p., avec cartes et planches.

Cet ouvrage sort de la période historique pour traiter d'origines ethnographiques, et pour entrer dans ce crépuscule de l'histoire où l'imagination se plaît d'autant plus que les documents sont plus rares et d'interprétation plus contestable. M. Nicholson a repris la question des Pictes, c'est-à-dire des premiers habitants vaguement connus de la Calédonie, lesquels n'ont laissé aucun document direct de leur langue et encore moins de leur histoire. L'opinion généralement adoptée aujourd'hui est que les Pictes appartenaient à la branche britannique des peuples celtiques, non à la branche gaélique, et que les Gaëls actuels de l'Écosse descendent de conquérants et colons venus d'Irlande dans les tout premiers siècles du moyen âge. Nous laissons de côté des opinions particulières comme celle de M. Rhys, que personne n'a suivie, à savoir que les Pictes seraient apparentés aux Basques (*obscurum per obscurius*), mais le seul fait que cette opinion ait pu se produire montre combien tout ici est obscur et vague.

M. Nicholson présente un nouveau tableau de l'ancienne ethnographie celtique. Pour lui, plusieurs tribus de l'ancienne île de Bretagne parlaient gaélique, non breton; pour lui, les Pictes n'ont pas été conquis ni supplantés par des Gaëls venus d'Irlande, et les Gaëls actuels d'É-

cosse descendent des anciens Pictes, non pas des nouveaux venus d'Irlande (cela, du reste, était déjà la doctrine de l'historien écossais Skene). Pour soutenir ses théories, M. Nicholson est aussitôt amené à discuter des arguments linguistiques: son livre est donc, pour le fond, une œuvre de linguistique celtique, proto-celtique et presque préhistorique, ce qui, dans cette Revue, nous dispense de discuter ces questions par le détail.

Nous devrions, du reste, défendre contre M. Nicholson l'opinion généralement reçue parmi les celtistes, car ses arguments ne nous ont pas convaincu. Il les emprunte, ou à des textes d'authenticité contestable comme les formules magiques de Marcellus de Bordeaux (v^e siècle de notre ère), ou à des inscriptions énigmatiques comme le calendrier de Coligny ou (comme celles d'Amélieles-Bains et de Rim) inintelligibles à d'autres qu'à lui-même. Il s'autorise également (et ceci est un argument plus sérieux) de quelques noms de peuples ou de lieux de la Gaule qui ne s'accordent pas avec la transformation générale en gaulois du qu indo-européen en p: mais ces exemples très isolés ne peuvent, par cela seul qu'on ne les a pas expliqués, prévaloir contre une loi phonétique incontestable, ni soutenir et appuyer une théorie sur la nationalité des Pictes.

M. Nicholson a dépensé dans ce livre beaucoup d'érudition, d'ingéniosité et de travail:

Si *Pictia* dextra
Defendi posset.... hac defensa fuisset....

N'ayant pas discuté dans le détail les arguments, souvent très compliqués, de l'auteur, nous ne nous sentons pas le droit de condamner sa

théorie *ex cathedra*, et nous ne donnons que notre impression de lecteur : mais cette impression est que M. Nicholson n'a pas démontré sa thèse et qu'il n'y a lieu de rien changer à l'ethnographie ancienne du monde celtique, telle qu'elle est généralement adoptée.

H. GAIIDOZ.

L'Eloquenza latina prima di Cleerone, saggio storico-critico,
par Antonio CIMA. Rome, Loescher,
1903, in-8 de iv-223 p.

L'ouvrage de M. Ant. Cima, professeur à l'Université de Padoue, sur l'éloquence latine avant Cicéron, comprendra deux volumes. On trouvera dans le second le texte et le commentaire de tous les fragments conservés des anciens orateurs ; le premier, seul paru jusqu'à présent, est une étude des conditions dans lesquelles s'est développé et transformé l'art oratoire à Rome depuis les débuts de Caton l'Ancien dans la vie publique jusqu'à la dictature de Sylla. M. Cima s'est placé au point de vue de l'histoire. Il suit, époque par époque, épisode par épisode, le cours des événements politiques. Exact, consciencieux, bien informé, il nous donne sur toutes les grandes affaires auxquelles ont été mêlés les premiers orateurs romains des renseignements abondants et précis, puisés aux meilleures sources. Il déclare dans sa préface qu'il voudrait éviter de réduire cette histoire soit à un pur sommaire chronologique, soit à une série de biographies sans lien. En réalité, la première partie de son livre, six chapitres sur seize, n'est qu'une monographie de Caton, intéressante d'ailleurs et bien faite, — et dans les dix derniers chapitres, par la force

même des choses et quoi qu'il en ait, l'auteur retombe trop souvent dans les énumérations monotones de noms, d'œuvres ou de faits. Il n'est pas seul responsable de cette inégale et peu cohérente distribution des matières ; elle tient pour une bonne part à la nature des éléments d'information dont nous disposons : grâce aux passages de ses discours qui ont échappé à la ruine, grâce aux détails que nous ont transmis sur son compte les écrivains ultérieurs, Caton nous est assez bien connu ; pour la plupart de ses successeurs, au contraire, il faut s'en tenir, faute de mieux, aux brèves indications de Cicéron dans ses traités dogmatiques, et particulièrement dans le *Brutus*, — lequel, comme on sait, a plutôt l'allure d'un palmarès ou d'une table des matières que d'une histoire vivante et circonstanciée. Un second défaut du livre si estimable de M. Cima, et de celui-là peut-être eût-on pu se garer moins malaisément, c'est qu'il manque un peu trop d'air et de grandes lignes ; tous les hommes — sauf Caton — et tous les événements sont présentés presque sur le même plan, avec force renvois aux documents et de nombreuses discussions critiques résumées ou esquissées en notes le plus souvent et quelquefois à même le texte. On regrette que de ces analyses très bien conduites ne se dégagent pas plus nettement quelques vues générales sur l'histoire de l'éloquence latine et les étapes successives de son évolution. Il n'aurait certes fallu à M. Cima qu'un petit effort supplémentaire d'ordonnance et de synthèse pour tirer un parti meilleur encore des excellents matériaux qu'il a réunis et mis en œuvre.

MAURICE BESNIER.

Le Forum romain et les Forums impériaux, par Henri THÉDENAT. 3^e édition entièrement refondue. Paris, Hachette, 1904; in-12 de xii-458 pages, 3 grands plans, 62 gravures ou plans et 8 phototypies.

Cette troisième édition du *Forum romain* n'est pas une simple réimpression; l'auteur a bien le droit de nous la présenter comme « entièrement refondue » et ces mots, chose rare, expriment ici l'exacte vérité. Il y a longtemps que M. l'abbé Thédénat a fait du Forum son domaine et sa chose. Dès 1893 il lui consacrait, dans le *Dictionnaire des Antiquités de MM. Daremberg et Saglio*, une longue notice, solidement documentée. Quatre ans plus tard, cet article du *Dictionnaire*, repris et complété, devenait un livre. L'ouvrage répondait à un réel besoin. Des Anglais comme Nichols en 1877, des Italiens comme M. Marucchi en 1883, des Allemands comme M. Huelsen en 1892, avaient écrit déjà des monographies où l'on trouvait à la fois le résumé des travaux archéologiques dont le Forum était l'objet et un guide commode pour le visiter. Rien de pareil n'existait en France. On semblait chez nous se désintéresser des études de topographie romaine. M. l'abbé Thédénat est venu heureusement rompre le silence. Son excellent volume reçut l'accueil qu'il méritait; très vite la première édition fut épuisée. Sur ces entrefaites le gouvernement italien, à l'instigation de M. Baccelli, reprenait les fouilles interrompues depuis plusieurs années et des découvertes retentissantes appelaient à nouveau sur le Forum et ses monuments l'attention du monde savant; les ouvriers de M. Boni ramenaient à la lumière le *lapis niger* où l'on

prétendit reconnaître la tombe même de Romulus, déblayaient la basilique Aemilia, la fontaine de Juturne, l'église de Sainte-Marie Antiqua, dégagèrent les substructions de la Regia, des temples, des arcs de triomphe; au-dessous du niveau des voies repavées pendant les derniers temps de l'époque impériale apparaissaient les vestiges des âges antérieurs et jusqu'à une nécropole préhistorique. Dans la seconde édition de son livre, que l'impatience du public ne permettait pas de différer, M. l'abbé Thédénat consacra un chapitre supplémentaire à raconter ces fructueuses campagnes et à exposer leurs résultats généraux. Il a voulu faire davantage. Non seulement la troisième édition est au courant des dernières découvertes et des dernières publications jusqu'au début de 1904, mais encore elle a été tout entière remaniée pour que les indications qui devaient y prendre place, au lieu d'être reléguées en des appendices ajoutés après coup, fussent incorporées dans le texte même, aux endroits précis qui leur convenaient. Le *Forum romain*, sous sa nouvelle forme, compte cent cinquante pages de plus qu'à l'origine, sans parler des illustrations beaucoup plus nombreuses. Son ordonnance, cependant, n'a pas été modifiée. Dans une première partie l'auteur raconte à grands traits l'*Histoire* du Forum et de ses fouilles et passe en revue, suivant l'ordre chronologique de leur fondation, les édifices qu'il renfermait. La seconde partie est intitulée : *Une visite au Forum*, et contient la description minutieuse des monuments par ordre topographique. Parmi les principales additions faites à l'ancien texte, on notera particulièrement les pages consacrées aux souvenirs chré-

tiens, légendes et églises. La première partie est destinée surtout aux érudits ; elle renferme tout l'appareil scientifique des références ; la seconde est destinée surtout aux touristes et faite pour être lue, autant que possible, devant les ruines. Mais la *Visite au Forum*, où abondent les détails et les rapprochements, apprendra beaucoup aux érudits mêmes et très certainement l'*Histoire* saura plaire aussi aux simples touristes, tant elle est attrayante et bien présentée. L'ouvrage de M. l'abbé Thédénat rendra à tous ses lecteurs les plus grands services. On peut tenir pour assuré que sa troisième édition ne sera pas la dernière.

MAURICE BESNIER.

Cultes militaires de Rome.

Les enseignes, par Charles RENEL, professeur adjoint à la Faculté des lettres de l'Université de Lyon. Paris, Fontemoing, 1903, un vol. in-8 de 336 p., avec 61 figures intercalées dans le texte (forme le 12^e fascicule des Annales de l'Université de Lyon, nouvelle série).

Comme son titre l'indique, ce livre n'est pas une histoire complète des enseignes militaires de Rome : c'est surtout en tant qu'objets de culte que les étudie M. Renel. Les premières enseignes furent des images d'animaux ; l'auteur les rattache par hypothèse (mais hypothèse que rien ne permet de vérifier) au *totémisme* observé encore de nos jours chez quelques peuplades sauvages. Ces enseignes primitives n'étaient pas seulement des guides tactiques, des signes de ralliement : elles représentaient les dieux eux-mêmes ou plutôt se confondaient avec eux : c'étaient des dieux portatifs. Peu à peu, les divers types d'animaux s'effacèrent devant

l'aigle, qui devint l'âme religieuse de la légion, les autres passant au rang de *signa* secondaires. Quand, à partir du premier siècle de l'Empire, le recrutement des légions fut régional et que les armées s'identifièrent, pour ainsi dire, avec les provinces, chaque légion eut une tendance à donner à ses enseignes accessoires un caractère personnel et local. Dans chaque camp, l'aigle et les divers *signa* sont l'objet d'un culte ; on « adore » les enseignes ; on leur offre des sacrifices ; l'aigle légionnaire réside dans un temple, d'où elle ne sort que quand s'ébranle toute la légion. Le refus de prendre part à ce culte, considéré par eux comme une idolâtrie, amena le martyre de plusieurs soldats chrétiens.

Mais, au III^e et au IV^e siècle, le véritable dieu des camps, c'est l'empereur. Il est souvent représenté sur les monnaies tenant à la main une enseigne, ou entouré des *signa* militaires. Aussi, quand Constantin eut adopté le *labarum* comme son étendard personnel ou celui de sa garde, ce drapeau chrétien devint le symbole de l'empereur. Au reste, il ne remplaça point l'aigle, qui demeura toujours l'emblème officiel de la légion ; il resta le drapeau de l'empereur chrétien (voir sur le *labarum*, et dans le même sens, une remarquable communication de M. J. Maurice à la Société des antiquaires de France, 18 mai 1904 : *Bulletin*, p. 212-220).

Telles sont les principales idées qui se dégagent de ce livre. Quelques-unes appelleraient la discussion, au moins dans les détails, mais l'ensemble du système paraît juste. M. Renel s'est entouré de tous les documents qui pouvaient éclairer son sujet. Il les a étudiés dans un esprit de sage et prudente critique.

Il ne rejette même pas absolument les récits de Tite-Live sur les origines légendaires de Rome et la période des rois ; il fait très sagement observer que les récentes fouilles du Forum, qui ont mis au jour la fameuse pierre noire mentionnée par Festus, commandent de ne pas tout repousser en bloc (p. 21 et 236).

PAUL ALLARD.

Noël, notes d'exégèse et d'histoire, par le P. Joseph BONACCORSI, M. S. S., docteur en théologie. Paris, Vic et Amat, 1903, in-8 de 176 p.

Le P. Bonaccorsi a fait dans cette élégante plaquette un usage discret, consciencieux pourtant, de la critique, et a su mettre au point diverses questions relatives à la naissance du Sauveur sans offenser les justes susceptibilités des âmes pieuses. Il examine ainsi l'évangile de la Nativité, où il rencontre le recensement de Quirinius, la légende du bœuf et de l'âne, etc., puis l'année de la naissance de Jésus, les origines traditionnelles de la fête de Noël, les reliques de la crèche. Le chapitre consacré à Noël dans l'art, la littérature et les coutumes populaires est peut-être un peu hâtivement rédigé, mais il contribue à compléter agréablement cet excellent petit livre où la piété peut trouver d'utiles instructions. G. P.

Die Verfassung der Kirche, von den ersten Jahrzehnten der apostolischen Wirksamkeit an, bis zum Jahre 178 n. Chr., von Heinrich BRUDERS, S. J. Mainz, Verlag von Kirchheim u. Co., 1904. In-8 de xvi-405 p.

Les documents du premier siècle du christianisme examinés au point

de vue purement historique permettent-ils de constater l'existence de pouvoirs ecclésiastiques distincts des dons connus sous le nom de « charismata », distincts aussi de la charge de missionnaires ambulants ? Les chefs religieux qui ont succédé aux apôtres avaient-ils réellement une situation telle que la tradition nous l'a depuis représentée ? C'est vers l'an 175 que le développement de l'Église a atteint un degré de maturité relative, auquel toute la postérité se reportera ensuite pour retrouver les caractères d'épanouissement initial qui constitua ce qu'on peut appeler la floraison de l'Église primitive. Il faut donc étudier de près les sources antérieures à cette date, à savoir, d'après leur ordre de valeur informative : les correspondances de personnages contemporains (lettres de saint Paul et de saint Pierre, des saints Jacques, Jude et Jean ; lettres de saint Clément, de saint Ignace et de saint Polycarpe) ; récits documentaires (Évangiles, Actes des apôtres), ou écrits apocalyptiques (Apocalypse de saint Jean, narrations prophétiques d'Hermas). A ces divers éléments, vient s'adjoindre, avec un caractère spécial de manuel pratique, la *Διδαχὴ*. Pour tirer tout le fruit voulu de cette analyse, le P. Bruders a d'abord fait ressortir les divergences du grec des Septante et de celui des temps apostoliques, puis il s'attache, grâce aux dates certaines de quelques documents, à fixer celles des autres ; enfin il s'efforce de donner la caractéristique de chaque source, d'après la nature de son contenu afin d'arriver à l'étude très serrée des points particuliers qui présentent pour son sujet un intérêt spécial. Ce travail préliminaire pouvait seul permettre de placer dans un jour précis les caractères

distinctifs d'une charge religieuse, officielle pour ainsi dire, et du $\chi\rho\iota\sigma\mu\alpha\varsigma$. Procédant toujours avec la même mesure et au moyen des mêmes patientes investigations, l'auteur désigne les trois degrés de cette charge, puis consacre quatre très intéressants chapitres à l'étude des missionnaires ambulants et des prophètes, pour conclure cependant en dernière analyse à la reconnaissance des difficultés presque insurmontables que présente l'étude historique de cette matière et de cette époque, dans la pénurie d'informations précises qui se dégagent à peine de la confusion des documents primitifs. — De riches appendices, parmi lesquels nous relèverons les notices de nombreux personnages ; la détermination comparée des écrits canoniques et non canoniques chez les catholiques et les protestants ; un lexique de termes spéciaux au sujet traité et une carte des pays civilisés où s'exerça d'abord le zèle convertisseur des apôtres et de leurs premiers successeurs, complètent, avec d'excellentes tables, ce substantiel travail, d'une lecture un peu aride, mais d'une grande conscience historique. Signalons, avant de finir, que cet ouvrage est le quatrième volume des Recherches de littérature chrétienne et d'histoire des dogmes publiées sous la direction des docteurs Ehrhard et Kirsch, à la librairie Kirchheim de Mayence.

G. PÉRIES.

Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie, publié par le R. P. dom CABROL. Paris, Letouzey et Ané, in-4. Fasc. III : Afrique-Agneau, 1903, col. 578-896.

La publication du *Dictionnaire d'archéologie chrétienne* se poursuit avec

régularité. Son plan se révèle à nous de plus en plus vaste. Dans ce fascicule les articles prennent les proportions de véritables traités : le mot *Afrique* occupe près de deux cents colonnes. Il est vrai qu'on a tenu à être complet, et que même on ne s'est pas interdit des aperçus sur les sujets voisins. Ainsi le chapitre sur l'*Histoire et la topographie de l'Afrique chrétienne*, une bonne partie de celui qui traite des *Langues parlées en Afrique* (tout ce qui intéresse la langue littéraire), peuvent paraître des digressions. Mais personne ne s'en plaindra, car ces digressions sont pleines d'intérêt et ne nuisent en rien au sujet principal. La liturgie tient, comme cela doit être, une grande place dans l'ouvrage ; elle est représentée ici par les remarquables dissertations de D. Cabrol sur la liturgie africaine et sur le concile d'Agde. L'article *Agape* (D. Leclercq) est au nombre de ceux qui témoignent des plus grandes recherches. L'auteur semble se ranger à l'opinion du docteur Funk contre Mgr Batiffol. Il s'attache surtout à la période primitive et, pour retracer l'origine et les premiers temps de l'agape, il a creusé les textes du premier et du second siècle avec un luxe de détails qu'il n'a pas voulu apporter dans l'étude de l'époque suivante. Ainsi il n'a pas insisté sur le rapprochement que les textes tardifs — surtout le curieux *Libellus orationum* cité col. 834 — font apercevoir entre l'agape et l'aumône : « victum indigentibus subministrat.... » A signaler encore les articles *Agathe* (sainte), *Againe*, et le début d'une pénétrante étude archéologique sur l'*Agneau*.

LÉONCE CELIER.

Dei e diavoli, saggi sul paganesimo moriente, par Carlo PASCAL, professeur à l'Université de Catane. Florence, Le Monnier, 1904, in-12 de 183 p.

Ce petit volume comprend trois mémoires d'inégale étendue. Le premier, *Dieux et diables* (p. 25-122), auquel est emprunté le titre de l'ouvrage, essaie de montrer comment les chrétiens furent conduits à identifier les dieux du paganisme avec les démons malfaisants. Le second, *Le dernier chant romain et la fin du paganisme* (p. 123-166), est une analyse du poème de Rutilius Numatianus. Le troisième (p. 169-179) parle de *la destruction des idoles à Rome*. Le principal mérite du livre se trouve dans l'abondance et l'exactitude des citations. Mais cette érudition très méritoire est gâtée par le caractère tendancieux de tout l'ouvrage. L'auteur se refait l'âme d'un idolâtre du v^e siècle ; il pleure sur la disparition des dieux païens et voit les chrétiens sous l'aspect de ces hommes noirs et sordides, ennemis de la lumière et de la beauté, que dénonçaient Libanius et Numatianus. A ses yeux, ce ne sont pas seulement des iconoclastes, ce sont même des persécuteurs, et il cite à plusieurs reprises les lois du iv^e et du v^e siècle qui menaçaient de mort ceux qui continueraient à honorer les dieux. Il oublie que jamais cette menace n'a été exécutée et que l'histoire n'a pas conservé le nom d'un seul païen condamné à une peine quelconque pour

crime de sacrifice. Loin de là, sur plus d'un point de l'Empire romain le culte idolâtrique se continua sans être inquiété, jusqu'à ce qu'il cessât de lui-même. Entre autres faits qui le montrent, on peut citer des papyrus récemment découverts en Égypte (voir Wilcken, *Heidnisches und Christliches aus Ägypten*, dans *Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete*, t. I, 1901, p. 396-436).

Tout l'esprit du livre semble condensé dans ces lignes du premier mémoire : « Peu à peu, l'humanité s'enferme, angoissée, dans les terreurs d'outre-tombe : là où il y avait sourire d'art, là où étaient villes et cités florissantes, il n'y eut plus que saleté et désert. Et, sur la ruine immense de la civilisation et de l'art antique, triompha, grandiose et terrible, le christianisme » (p. 119). La vérité est que l'ancien monde ne succomba sous aucune violence extérieure du christianisme. Les terreurs, les angoisses qui accompagnèrent la ruine de l'Empire romain sont, non son fait, mais le fait des invasions barbares. Et les parties saines de l'antique société auraient été détruites si l'Église chrétienne, seule force demeurée intacte, ne les avait prises sous sa tutelle. « Elle sauva de la civilisation romaine tout ce qui pouvait en survivre », dit M. Boissier en terminant son beau livre sur *la fin du paganisme*, auquel renvoie souvent M. Pascal, mais dont il s'est mal assimilé la puissante et impartiale doctrine. PAUL ALLARD.

IV. — MOYEN AGE

Saint Wandrille (vi^e-vii^e siècles), par dom Besse. Collection « Les Saints. » Paris, Lecoffre, 1904, in-12 de v-183 p.

Personne ne pouvait être mieux

préparé que dom Besse à écrire la vie du fondateur de l'abbaye de Fontenelle (plus tard Saint-Wandrille), au diocèse de Rouen. C'est sur place

que l'auteur a recueilli les matériaux de son ouvrage, lorsqu'il essayait, il y a quelque vingt ans, de relever le monastère de ses ruines. Il lui fut facile de situer la plupart des faits que racontent les deux *Vies de saint Wandrille*, écrites la première par un de ses disciples immédiats, — la seconde, vers la fin du viii^e siècle.

La critique la plus sévère a d'ailleurs signalé la valeur du premier de ces documents. Le second est plus sujet à caution; dom Besse, qui ne l'ignore pas, ne l'a peut-être pas assez marqué dans la perspective de son récit; les deux documents sont un peu sur le même plan; le pèlerinage de Wandrille à Rome, par exemple, qui n'est attesté que par la seconde *Vie*, ne nous semble pas aussi assuré que l'auteur le donne à entendre (p. 58).

Les événements se déroulent dans le livre de dom Besse avec une belle limpidité. On y suit Wandrille dans sa jeunesse à la cour de Dagobert, ses débuts si pénibles dans la vie monastique, son arrivée à Rouen, où saint Ouen l'admet parmi les membres de son clergé paroissial, sa retraite à Fontenelle, où il devient le père d'une nombreuse et célèbre famille religieuse. *L'apostolat des moines de Fontenelle* méritait un chapitre spécial. Dom Besse y a ajouté avec raison un chapitre sur la *vie posthume de saint Wandrille*; on ne connaît bien, en effet, un fondateur d'abbaye que par les fleurs et les fruits que cette abbaye a donnés; et on pourrait dire de Fontenelle que « ses fruits ont passé la promesse des fleurs. »

L'ouvrage de dom Besse se lit avec intérêt. Les mœurs et les lois mérovingiennes s'y reflètent abondamment. L'auteur soigne avec un égal souci de l'exactitude les faits et la

chronologie. Au point de vue chronologique, nous signalerons cependant (p. 151) une coquille à propos de la date de la mort d'Ansbert (678 au lieu de 673) et une erreur (p. 156) au sujet de l'année de l'élévation de saint Bénigne à la dignité abbatiale (l'année ne saurait être 717).

En somme, avec *Saint Wandrille*, la collection « Les Saints » s'est enrichie d'un excellent volume.

E. VACANDARD.

Études sur le règne de Hugues Capet et la fin du X^e siècle, par Ferdinand Lor (Bibliothèque de l'École des Hautes Études, 147^e fasc.). Paris, Émile Bouillon, 1903, gr. in-8 de xl-525 p.

Le livre de M. F. Lot est, comme on avait le droit de s'y attendre, une œuvre de laborieuse et solide érudition. L'auteur n'a, sur aucun point du règne du fondateur de la troisième race, négligé de consulter toutes les sources de l'histoire, même les moins accréditées, et il s'est appliqué à en extraire l'interprétation la plus vraisemblable que l'on puisse donner à des récits souvent difficiles à concilier.

L'histoire de Hugues Capet ne remplit guère que la moitié du volume (p. 1-248); le surplus est consacré, sous forme d'appendice, à quatorze mémoires ou dissertations (p. 249-442), dont plusieurs sont d'un vif intérêt. Nous n'oserions étendre cette appréciation aux cinq premières, où des questions de date sont minutieusement débattues, à l'aide d'une argumentation convaincante. Les lecteurs suivront avec plus de plaisir les cinquième et sixième mémoires sur le surnom de Capet et les légendes qui s'y rattachent. Signalons la neuvième dissertation relative à l'origine

des Fausses Décrétales; M. Lot est très vraisemblablement bien fondé à croire qu'elles ont été fabriquées à Reims; mais quand il en fait peser la responsabilité sur Wulfade, depuis archevêque de Bourges, il faut avouer qu'il n'appuie pas son opinion sur des arguments persuasifs. Le onzième mémoire, sur la succession des comtes de Champagne, expose une théorie nouvelle et très ingénieuse, mais qu'il est difficile de ne pas trouver hasardée. On s'explique beaucoup plus facilement comment ce grand fief est entré dans la maison de Vermandois pour échoir aux comtes de Chartres moins d'un siècle après, en adoptant l'hypothèse suivante : Herbert II de Vermandois avait épousé une fille de Robert, comte de Troyes, et non de Robert, duc de France, comme les généalogistes l'ont affirmé contre toute vraisemblance, puisqu'en ce cas il eût épousé sa propre nièce, chose inadmissible à cette époque. Après Herbert, le comté de Troyes passa à sa postérité masculine issue de l'héritière de ce fief, et, celle-ci s'étant éteinte, à la maison de Chartres qui descendait de sa fille Leutgarde, les comtes de Vermandois n'y trouvant rien à redire, parce qu'ils étaient sortis d'un autre lit.

Ce n'est point sur de pareils détails que M. Lot mérite la critique. Ce que l'on doit regretter, c'est qu'en signalant les torts réels de certains hauts personnages ecclésiastiques, il y joigne l'imputation de desseins sinistres, dont il n'a d'autres garants que des conjectures gratuites. Au moins n'aurait-il pas dû les étendre jusqu'à Gerbert, qui était sans contredit la plus haute intelligence de son époque.

C'est précisément quand on admire le plus la science d'un érudit qu'on

est plus péniblement surpris en le voyant trancher des questions qui sortent de sa compétence avec un parfait oubli des notions les plus élémentaires. M. F. Lot a joint à son livre une ample série d'additions et corrections (p. 443-449); comment a-t-il pu omettre de rectifier l'étonnante assertion contenue dans une note de la page 134? « Ce canon (le 3^e du deuxième concile œcuménique) ne fut point reçu en Occident. Il donnait au patriarche de Thessalie (!) une situation trop prépondérante en l'élevant pour ainsi dire au-dessus des autres patriarches d'Antioche, Ephèse et Césarée. Il en faisait comme un rival des évêques de Rome. Aussi ceux-ci seignirent longtemps d'ignorer l'existence de ce canon. »

Ce n'était pas la peine de mettre un renvoi à Hefelé au bout de cette digression stupéfiante.

L. DE N.

La Chronique de Glébert de Mons. Nouvelle édition publiée par Léon VANDERKINDERE. Bruxelles, Kiessling, 1904, in-8 de LI-432 p., avec carte et tableaux. (Recueil de textes pour servir à l'étude de l'histoire de Belgique, publ. par la commission royale d'histoire.)

Gilbert de Mons est un chroniqueur des plus importants. Les hautes fonctions qu'il a remplies auprès du comte de Hainaut Baudouin V, dont il fut le chancelier de 1178 à 1195, lui ont permis de voir de près beaucoup d'événements, et ces événements, il a su les raconter dans un style simple, en une narration bien ordonnée. Pour inaugurer sa nouvelle collection de chroniques, la commission royale d'histoire de Belgique ne pouvait mieux faire que de rééditer Gilbert de

Mons. J'ajoute qu'elle ne pouvait confier cette réédition à un érudit plus compétent que M. L. Vanderkindere, à qui rien n'échappe de ce qui concerne le moyen âge dans les provinces qui constituent aujourd'hui le royaume de Belgique. La nouvelle édition de Gilbert de Mons est donc excellente. Elle est précédée d'une introduction qui est bien la préface qu'il fallait à cette chronique, et elle est suivie d'une série de tableaux généalogiques sur lesquels j'appelle d'autant plus l'attention qu'on ne pouvait s'attendre à les rencontrer ici, en annexe à Gilbert de Mons. M. L. Vanderkindere y a condensé toute sa science. C'est dire que les généalogies des maisons de Hainaut, de Namur, de Louvain, de Limbourg, de Vermandois, de Mons, de Chièvres, etc., seront de la plus grande utilité aux érudits qui se rappelleront l'endroit où ils peuvent maintenant les trouver.

ARMAND D'HERBONEZ.

Les Hospitaliers en Terre Sainte et à Chypre (1100-1310), par J. DELAVILLE LE ROULX. Paris, Leroux, 1904, in-8 de xiii-440 p.

L'histoire des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem peut être considérée comme le domaine de M. Delaville Le Roulx : il est difficile de traiter la moindre partie de ce sujet sans avoir recours aux travaux publiés sur les Hospitaliers depuis près d'un quart de siècle par cet infatigable érudit. Sa bibliographie est considérable et dans ce moment il termine le Cartulaire général de l'Ordre, quatre volumes gr. in-fol. qui contiennent un trésor de documents touchant à l'histoire de l'Europe occidentale. Non

content de fournir aux érudits médiévistes ce recueil digne d'un bénédictin, M. Delaville Le Roulx a trouvé le temps de résumer très clairement et d'une façon agréable à la lecture l'histoire des Johannistes correspondante au Cartulaire. A la rigueur, cette histoire aurait pu très bien commencer le grand ouvrage ; mais, d'une part, la place était prise par une très utile préface préliminaire indiquant toutes les sources auxquelles l'auteur avait eu recours ; d'autre part, ce résumé historique, malgré la sobriété de sa rédaction, aurait été de dimensions trop considérables.

L'ouvrage que nous avons sous les yeux est divisé en quatre livres : Histoire de l'ordre, sa constitution, l'administration centrale, l'administration régionale. Un appendice énumère le personnel de l'ordre à son siège officiel, dans les provinces où il avait des établissements, soit en Europe, soit en Orient. Ces listes ne pouvaient être dressées que par le savant qui avait su réunir et classer les chartes et diplômes qui forment le Cartulaire.

En traitant l'histoire de l'ordre, M. Delaville Le Roulx donne une liste définitive des grands maîtres, sans se laisser tenter, surtout pour les premiers, à leur attribuer des origines plus ou moins illustres : la France semble en avoir fourni un nombre respectable. A voir de sang-froid les événements auxquels les Hospitaliers ont pris part en Orient, on est amené à reconnaître combien dans ces chevauchées on trouve de vaillance, souvent téméraire, de manque d'union entre les alliés, de jalousies funestes, de compromissions avec les ennemis contre lesquels on avait traversé la mer et réalisé ses biens d'Europe.

Hélas ! il y en avait plus d'un qui était allé en Orient simplement avec l'espoir d'y faire fortune. M. Delaville Le Roulx expose avec impartialité tout ce qu'il y a de grand, de généreux et de mesquin dans les faits et gestes de ces associations créées dans un but charitable, et transformées par la force des événements en des centres politiques et financiers qui, peu à peu, oublièrent le côté religieux de leur raison d'exister.

Il faut lire tout ce qui a rapport aux classes établies dans l'ordre, aux confrères et donats qui semblent avoir formé un tiers ordre, à la constitution des commanderies, à l'administration centrale, à la tenue des chapitres généraux, à la codification des statuts, aux attributions imposées aux grands maîtres et aux officiers de tout ordre.

Après avoir lu le nouveau livre publié par M. Delaville Le Roulx, on peut se faire en peu de temps une idée exacte du rôle des chevaliers de Saint-Jean dans l'histoire du moyen âge. On les suit pas à pas depuis leur apparition à Jérusalem jusqu'à leur établissement à Rhodes où, pendant deux siècles, ils continuèrent à tenir tête aux musulmans et à assurer la liberté de la mer.

Je ne sais si, dans l'*erratum*, il n'y aurait pas eu lieu de signaler une confusion entre Gibelet (Djabail) et Zibel, l'ancienne Gabala (p. 139, 149, 171, 221). Une faute de typographie laisse lire, p. 204, rois *syriens* au lieu de *reis*, fonctionnaires qui, dans chaque casal, étaient des sortes de maires. A la page 213, M. Delaville Le Roulx semble incertain sur la place que doivent occuper Bertrand et Hugues de Gibelet parmi les membres de cette famille : il aurait peut-être trouvé le moyen d'être fixé en consultant une généalogie publiée par

M. E.-Guillaume Rey dans la *Revue de l'Orient latin*. A propos du grand maître Geoffroi de Donjon dont la nationalité est inconnue, je crois que son nom peut seulement indiquer qu'il était originaire de la France septentrionale. On trouve en Champagne des personnages, à la fin du *xii^e* siècle, qui n'ont que des surnoms, et parmi ceux-ci, celui de ou du *Donjon*. Généralement ce sont des bacheliers attachés à un banneret et désignés par la dénomination de la résidence de celui-ci. Toutes ces observations ne sont que des vétilles qui ne diminuent en rien le mérite de ce volume.

A. DE BARTHÉLEMY.

Sancti Antonii de Padua vitae duae quarum altera hucusque inedita edidit, notis et commentario illustravit Léon DE KERVAIL. Paris, Fischbacher, 1904, in-8 de xiv-314 p.

C'est le cinquième tome de la collection d'études et de documents sur l'histoire religieuse et littéraire du moyen âge, consacrée jusqu'ici à la seule histoire des Franciscains. Le volume publié par M. de Kervail contient en réalité trois parties : I. Une réédition de la *Legenda prima*. II. Le texte inédit de la légende *Benignitas*, ou plutôt des extraits de cette légende. III. Une étude sur les sources de l'histoire antonienne.

Le texte *Benignitas* est un recueil du *xiv^e* siècle. La date de sa composition se place entre 1303 et 1367. On n'en connaît pas l'auteur, lequel pourrait pourtant bien être cet écrivain anonyme de la province de Padoue dont parle Rodolphe de Tossignano dans son histoire séraphique (lib. I, p. 83). Il n'apprend guère

qu'un détail nouveau, le nom du père et de la mère d'Antoine (p. 208-209), et aussi la facilité du saint à parler correctement l'italien (p. 218). Enfin il recule l'ancienneté de certaines affirmations contenues dans le *Liber miraculorum* de 1367 et non contenues dans les additions de 1337 faites dans un manuscrit de Lucerne. Ce texte *Benignitas* a été utilisé par le *Liber miraculorum* et par Surius en 1570. Il est ici publié d'après le manuscrit connu sous le nom de Rosenthal (f. 144 b 1 à 149 b 2). Cf. *Actus B. Francisci*, p. xxxi.

Bien autrement importante est la *legenda prima sancti Antonii* qui embrasse la majeure partie de la publication de M. de Kerval. Elle était aussi plus connue. Les *Portugalliae monumenta historica* (Script., t. I, p. 116-130) l'avaient déjà publiée en 1850 ; de même, en 1883, le P. Josa (*Legenda seu vita.... S. Ant.* Bologne), d'après le ms. 74 de la bibliothèque antonienne de Padoue ; de même, en 1890, le P. Hilaire (*Saint Antoine de Padoue et sa légende primitive*. Montreuil-sur-Mer), d'après le ms. xvi F. 6-4 A. du couvent des Capucins de Lucerne. La présente édition non seulement fait bonne figure à côté de ses aînées : elle leur est encore supérieure ; elle a pour base un manuscrit plus ancien, le ms. 286 de l'ancien monastère d'Alcobaza, aujourd'hui à la bibliothèque publique de Lisbonne, de beaucoup préférable au manuscrit de Padoue et d'ailleurs tout conforme au codex de Lucerne. La collation a été établie avec huit autres manuscrits.

D'où vient la valeur de cette légende ? Ce n'est pas de son auteur, dont le nom est ignoré, mais de son ancienneté et de son influence. Elle date probablement d'une période qui

se ferme entre les années 1232 et 1245. Elle a été utilisée, croit-on, dans la notice du *Dialogus de vitis sanctorum fratrum minorum* vers 1245. dans la *Vita auctore anonymo valde antiquo* qui serait de Julien de Spire d'après le P. Ferdinand (*La vie de saint Antoine de Padoue par J. Rigaud*, 1899), enfin dans le recueil de miracles écrit vers 1293 par le F. Pierre Raymond de Saint-Romain et dans le *Speculum historiale* de Vincent de Beauvais, indirectement. C'est, en un mot, le texte biographique le plus important de l'histoire antonienne, sauf pour la période de 1223 à 1230, où il faut nécessairement recourir à Jean Rigauld. A son texte, M. de Kerval a mis comme appendice les additions du manuscrit de Lucerne déjà données dans un autre ordre par le P. Hilaire (p. 83-96), celles du manuscrit de Padoue auxquelles il faut joindre les interpolations (Kerval, p. 32, 35, 36, 37), et une enfin du manuscrit de Rosenthal.

Les sources de l'histoire antonienne terminent le livre (p. 237-270). M. de Kerval indique seulement les pièces du xiii^e et du xiv^e siècle. Qu'on y place la bulle de canonisation (p. 162), « quoiqu'elle ne renferme aucun trait historique » (p. 167), je veux bien ; mais à ce compte-là on aurait tout aussi bien pu insérer les sermons d'Odon de Châteauroux édités en 1902 dans les *Analecta ordinis minorum Capucinatorum* ; car ils servent, au moins autant que les recueils de *mirabilia*, à révéler l'histoire du culte du saint.

J'aurais préféré que M. de Kerval en chaque document fit le départ entre le côté historique et le côté « légendaire. » Ainsi la *legenda prima* est de premier ordre, et ses divers succédanés tirent d'elle leur valeur.

La légende de Jean Rigauld, de même, en ce qui concerne l'itinéraire du saint en France. Après cela, nous n'avons plus que des documents dignes de peu de foi en ce qui concerne les événements de la vie même d'Antoine. Le seul qui mérite l'attention est le récit de Paulin de Pouzoles, lequel, frère mineur mort en 1344, s'inspire d'ailleurs de la *legenda prima* et de l'œuvre de Julien de Spire.

Faut-il relever, dans le livre de M. de Kerval, une affirmation qui ne nous semble pas à l'abri de toute censure ? « C'est une règle de critique, dit-il, admise par quiconque a étudié sans parti pris le mode de développement des narrations légendaires, que de deux légendes similaires celle-là est la moins ancienne qui apparaît le plus chargée de merveilleux » (p. 156. Cf. p. 157, 187 et 114). Donnée de cette façon absolue, cette règle, qui repose sur un fond de vérité, est manifestement fausse.

La valeur d'un texte s'établit par de tout autres raisons que par ce dosage du merveilleux, et cette règle est en particulier sans utilité en ce qui concerne les faits posthumes à saint Antoine, car, c'est Bernard de Besse qui nous l'apprend vers 1285, dans son *De laudibus* : « *Frater Antonius Padua novis prodigiis exuberare non cessat* » (*Anal. francis.*, t. III).

Ce qu'il aurait été intéressant de savoir, c'était l'explication de la lacune de la *legenda prima* concernant la période de 1223-1230 (cf. p. 10). Cette lacune, croyons-nous, ne s'explique que par une suppression de texte. Que dit, en effet, la *legenda prima* ? « *Sed quia longum est enarrare quot provincias, quot verbi Dei semine repleverit terrarum partes, ad ea quae magis necessaria occurrunt et eviden-*

tiora virtutum ejus experimenta declarant manum convertimus » (p. 43). Or voyez comme l'auteur aime ailleurs à s'attarder auprès de son héros ! Il écrit un long prologue, il s'appesantit sur sa prédication, il dresse surtout un immense catalogue de ses miracles, et encore abrège-t-il, *ne...* *legendi fastidium praebeamus* (p. 53). Si donc la légende est muette sur toute une période intéressante de la vie du saint, c'est que le texte qu'on possède est incomplet. Il faut convenir, pour être juste, que l'auteur remplit bien son plan (p. 24, n° 7-9, et p. 53, n° 1-4), qui est de partager son récit en deux parties ; mais il n'en reste pas moins vrai que la fin de la première partie semble bien abrégée sans motif apparent, et si la même lacune se retrouve dans tous les manuscrits, cela n'a rien que de très normal : tous, en effet, sont de la même famille, incontestablement, et il n'y a entre eux, abstraction faite des additions postérieures, aucune variante notable. Resterait à savoir si la *legenda prima*, le *dialogus* n'ont pas eu une source commune. Est-ce impossible ?

Somme toute, sauf encore quelques répétitions bien inutiles, le savant volume de M. de Kerval fait honneur à l'écrivain. Je me permettrai même d'adresser un compliment spécial à l'auteur : c'est de ne pas y avoir semé, avec autant de profusion que dans quelques-uns de ses autres écrits, ces allusions et ces personnalités blessantes qui jurent sous la plume d'un homme impartial. Son nouvel ouvrage mérite d'être consulté au même titre que les travaux des autres historiens du saint de Padoue, qui s'appellent le P. Ferdinand, le P. Édouard, l'abbé Lepitre, Carlos de las Neves, le P. Lemmens et le docteur Lempp. F. UBALD D'ALENÇON.

Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale au XIII^e et au XIV^e siècle, par Georges YVER. Paris, Fontemoing, 1903 (Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome, fascicule 88).

L'histoire économique de l'Italie méridionale au XIII^e et au XIV^e siècle nous était mal connue. L'œuvre de Frédéric II était amoindrie par ses admirateurs qui calomniaient l'administration de Charles d'Anjou et méconnaissaient son influence.

M. Yver, avec beaucoup d'impartialité, fait ressortir toute la valeur de l'œuvre économique de Frédéric II. Il nous montre le roi de Sicile frayant la route aux princes angevins et reconnaît que ces derniers eurent la sagesse de suivre la voie tracée par leur prédécesseur ; puis, après avoir étudié la politique extérieure des Angevins, ambitieux et habiles, il constate que ces princes ont apporté tous leurs soins à développer le commerce dans le but intéressé d'améliorer le rendement économique de leur royaume, sans toutefois l'exagérer. Enfin M. Yver consacre plusieurs chapitres aux conditions générales du commerce à l'époque angevine, aux impôts, aux monnaies, aux poids et mesures, à l'usure, à la circulation des marchandises, à la sécurité publique, aux routes, aux foires, à l'industrie, à l'agriculture et au commerce des grains, à la vie maritime.

La seconde partie du livre de M. Yver n'est pas moins intéressante. L'activité des habitants de la côte d'Amalfi est vigoureusement mise en relief et contraste avec l'indolence des autres parties du royaume. L'organisation des colonies étrangères, les pouvoirs considérables de

leurs consuls, le trafic des marchands étrangers : italiens, marseillais, provençaux, catalans, pisans, etc., et particulièrement les opérations des Vénitiens et des Florentins, sont largement étudiés.

Le livre de M. Yver est un bon livre. Le sujet est neuf et intéressant, la documentation abondante, le style simple et clair. Une excellente bibliographie et une bonne table des matières complètent l'ouvrage.

FRÉDÉRIC DUVAL.

Pfarrkirche und Stift im deutschen Mittelalter. Eine kirchenrechtsgeschichtliche Untersuchung, par le Dr Heinrich SCHAEFER. Stuttgart, Ferdinand Enke, 1903, in-8 de xiv-210 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen* herausgegeben von Dr Ulrich Stutz, 3. Heft.)

C'est un travail d'une profonde et minutieuse érudition que le docteur Heinrich Schaefer a consacré, il y a quelques mois, à l'étude des églises paroissiales et des chapitres canonicaux en Allemagne durant le moyen âge jusqu'au XII^e siècle. De la longue pratique qu'a cet auteur de l'histoire du diocèse de Cologne est sortie la première idée de ses recherches à ce sujet ; il importe essentiellement, en effet, — pour avoir une réelle intelligence de l'histoire des églises de Cologne et des bords du Rhin, — de saisir la connexion qui existe entre cette histoire même et le développement de l'Église dans les territoires circonvoisins, et en particulier dans les parties des pays germaniques et gaulois conquises par les Francs. Or, voilà précisément ce que le docteur Heinrich Schaefer a montré dans l'excellente étude de textes qu'il a intitulée *Pfarrkirche und Stift im deutschen Mittelalter*.

L'ouvrage se divise en réalité en

deux parties. Les caractères essentiels des églises paroissiales, et les différents noms portés par leurs desservants au moyen âge (*pastor, presbyter, sacerdos, prebanus, ecclesiasticus, rector ecclesiae*, etc.), tels sont les sujets qui ont d'abord (ch. I et II) retenu l'attention de l'auteur; le troisième chapitre, le plus développé de beaucoup (p. 79-207), est consacré à l'apparition et au développement des églises capitulaires. Ce que le docteur Heinrich Schaefer a mis particulièrement en lumière dans cette seconde partie, c'est la part prise par les chanoines au service divin paroissial et au salut des âmes; rien de plus instructif que la lecture des différents paragraphes dans lesquels il indique les différents genres d'occupations où trouvaient à s'employer les nombreux ecclésiastiques attachés à chaque église paroissiale, montre en quoi consistait la vie canonique, trace le tableau de l'exercice du saint ministère dans les collégiales. La publication de quatre actes tirés des archives du diocèse de Cologne termine cette excellente étude, aussi importante et utile dans son genre que celle (à laquelle le docteur Heinrich Schaefer renvoie fréquemment) de M. Imbart de la Tour sur *les paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle*.

HENRI FROIDEVAUX.

L'Urologie et les urologues dans la médecine ancienne. Gilles de Corbell, sa vie, ses œuvres, son poème des urines, par G. VIEILLARD, avec préface du professeur R. Blanchard, membre de l'Académie de médecine. Paris, F.-R. de Rudeval, 1903. 1 vol. gr. in-8 de x-390 p., ill. de 37 fig.

Dès l'origine de la médecine, les praticiens ont observé les modifica-

tions des urines dans le cours des maladies, et cherché à en tirer des renseignements utiles au diagnostic, au pronostic et au traitement. C'est à l'examen des urines qu'Hippocrate a surtout demandé les éléments de sa prognose, sans lui attribuer, d'ailleurs, une prééminence spéciale sur les autres sources de renseignements et d'indications. Ainsi s'explique qu'il n'ait pas jugé à propos de lui consacrer un de ses livres. C'est ce que constate, non sans regret, le médecin grec Théophile, qui vivait au commencement du VII^e siècle. Actuarius lui fera plus tard le même reproche, qui deviendra un mérite, quand commencera, plusieurs siècles après, la réaction contre les extravagances de l'uroscopie. Galien n'a fait que reproduire et commenter les observations d'Hippocrate au sujet des urines. Celse n'en parle presque pas, et il faut venir jusqu'aux débuts de l'École de Salerne pour voir éclore définitivement l'urologie médicale telle qu'on en expose les règles dans les traités du moyen âge. C'est surtout à l'introduction en Occident des ouvrages des médecins arabes, de ceux d'Isaac et d'Avicenne en particulier, qu'il faut attribuer la place exceptionnelle que la science des urines a prise, à cette époque, dans l'art de guérir.

Après avoir donné dans un court aperçu historique, que nous venons de résumer, ce que l'on sait de l'urologie dans la médecine grecque et latine et dans la médecine arabe, M. Vieillard passe à l'étude et aux pratiques de cette science dans les écoles anciennes de l'Occident, depuis l'époque salernitaine jusqu'au commencement du XVIII^e siècle. C'est à cette période que se limite le travail qu'il a entrepris et, s'il lui a donné pour titre : *l'Urologie et les urologues*,

« c'est, dit-il, pour bien marquer qu'à ce moment l'inspection de l'urine s'identifie avec la médecine elle-même et en reste pendant longtemps la partie essentielle. Le médecin alors est avant tout un urologue, de même que son attribut professionnel est le vase à urine ou *urinât*. Pendant cinq siècles au moins, continue-t-il, la science des urines relèvera exclusivement des Salernitains et de Gilles de Corbeil, qui l'avaient eux-mêmes puisée dans Théophile et Isaac. Plus tard, lorsque Actuarius aura été traduit, l'urologie se dégagera quelque peu des rêveries médiévales, mais elle restera, presque jusqu'au XVIII^e siècle, tributaire du médecin de Constantinople. Si Forestus, au XVI^e siècle, s'élève avec une légitime indignation contre les uroscopes et les abus qu'ils font de l'urologie, il n'en reste pas moins un disciple convaincu et un admirateur fervent d'Actuarius, le prince de tous ceux qui ont écrit sur l'urine, *omnium qui de urinis scripsere facile princeps*. Il nous faudra venir jusqu'à Bellini et Boerhaave, c'est-à-dire jusqu'au début du XVIII^e siècle, pour voir poindre l'aurore de l'urologie scientifique actuelle. Entre temps, il est vrai, avait paru l'urologie spagyrique, mais combien puérile et enfantine entre les mains des premiers disciples de Paracelse et de Van Helmont. »

M. Vieillard avait pensé d'abord terminer son ouvrage par un exposé succinct des premières tentatives faites pour tirer l'urologie du fatras et

du chaos de la période galéno-arabique et s'en tenir là. Mais il avait rencontré, tout au début de ses recherches bibliographiques, un nom particulièrement intéressant et digne de fixer l'attention, celui de Gilles de Corbeil, médecin de Philippe-Auguste et chanoine de Notre-Dame, dont l'œuvre médicale avait à ses yeux le double attrait de renfermer un poème en vers latins sur les urines, et de représenter mieux que tout autre les doctrines médicales du moyen âge. Il a cru ne pouvoir se dispenser d'étudier à part ce poème, ce qui devait l'entraîner beaucoup plus loin qu'il ne l'avait pensé d'abord. C'est à cette circonstance qu'est due l'étude sur *Gilles de Corbeil, sa vie, ses œuvres, son poème des urines*, dont M. Vieillard a cru devoir faire suivre son ouvrage principal.

Enfin, pour donner à ses lecteurs une plus complète idée de la pernicieuse influence des Arabes sur l'urologie et la médecine du moyen âge, notre auteur a jugé à propos de publier, à la suite de l'œuvre de Gilles de Corbeil, le traité de l'urine de Jean de Cuba, un des huit traités dont la réunion forme l'*Hortus sanitatis* de ce médecin et naturaliste allemand du milieu du XIV^e siècle.

A ceux qui désireraient se faire une idée plus complète encore de l'urologie dans la médecine ancienne, on ne peut que recommander de mettre à profit l'index bibliographique dont M. Vieillard a fait suivre son œuvre. Dr J. MEYNIER.

V. — RENAISSANCE. — RÉFORME

Dictionnaire de l'État-major français au XVI^e siècle, par FLEURY-VINDRY. 1^{re} partie : Gendarmerie. 2 volumes, dont un in-4 et l'autre in-8. Paris et Bergerac, 1903.

M. Fleury-Vindry a entrepris la publication de l'État-major des montres ou revues militaires passées au XVI^e siècle et conservé aujourd'hui à la Bibliothèque nationale, particulièrement dans le fonds Clairambault : idée excellente, car cette publication sera certainement fort utile à tous ceux qui étudient ce siècle si batailleur.

Dans la première partie de son travail, la seule parue, M. Fleury-Vindry donne la liste complète des montres de gendarmerie. Ces montres sont publiées sous forme de tableaux qui portent, en titre, le nom même de la compagnie et qui donnent, dans l'ordre chronologique, la nomenclature des officiers de ces compagnies. M. Fleury-Vindry ne s'est pas borné là, il a voulu faire une courte biographie pour chacun des officiers cités.

Était-ce bien utile ? Oui, pour les officiers ignorés, non pour les personnages connus. Ce ne sont pas les quinze ou vingt lignes consacrées à Lautrec, à Gaston de Foix, aux d'Este, à Henri d'Albret, à Henri de Guise, à Charles de Bourbon, à Chabot et autres, qui nous donneront beaucoup de renseignements nouveaux.... Ces notices, en effet, ne sont pour la plupart que des copies, revues et corrigées sans doute, des grands dictionnaires de Moreri, des nobiliaires d'Anselme et d'Hozier. Pour les officiers plus obscurs, ce répertoire donne de précieuses indications. Il dispensera les historiens qui

se contentent de renseignements superficiels, de faire de longues recherches dans les nobiliaires ou généalogies dont M. Fleury-Vindry donne la liste, ou dans les fonds divers du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale ; je dis superficiels, car M. Fleury-Vindry ne donne aucune référence et nous prie de le « croire sur parole. »

Est-ce bien conforme aux sages règles, non pas de la critique moderne, qui paraît « impertinente » à M. Fleury-Vindry — et de fait elle l'est quelquefois — mais même de la critique ancienne qu'il estime avec raison ? M. Fleury-Vindry a prévu l'objection et essaie d'y répondre dans son introduction. Il eût été, en effet, fastidieux de citer à chaque page, et plusieurs fois par page, les auteurs des compilations déjà signalées, mais il eût été utile de renvoyer le lecteur aux ouvrages spéciaux et surtout aux *douze mille dossiers* manuscrits que l'auteur a consultés.

Nous aurions voulu aussi un peu plus de clarté dans l'indication des sources données en tête du tableau des montres. C'est un bloc de références parmi lesquelles il est impossible de faire un choix, pour une année ou pour un nom donnés. Enfin, la préface de M. Théodore Courtaux aurait pu nous fournir un tableau plus précis et plus fouillé de l'état des compagnies au XVI^e siècle.

Une dernière observation : pourquoi avoir fait deux volumes de format différent quand le besoin ne s'en faisait pas nécessairement sentir ?

M. Fleury-Vindry aurait pu faire un excellent livre d'érudition s'il n'a-

vait gardé pour lui tous les renseignements qu'il a recueillis. Il est vrai qu'il se met obligeamment à la disposition de quiconque désirerait se livrer à ce petit travail de rectification et qu'il fournira « de grand cœur tous les renseignements nécessaires. »

Pour cette fois donc, nous voudrions bien croire M. Fleury-Vindry sur parole et nous espérons qu'il sera moins avare de renseignements dans la deuxième partie de son ouvrage.

FRÉDÉRIC DUVAL.

Henry COCHIN : **Le frère de Pétrarque et le livre du repos des religieux** (Bibliothèque littéraire de la Renaissance, tome IV). Paris, Bouillon, 1903, in-12 de 256 p.

M. Cochin, qui avait publié, il y a une dizaine d'années, une charmante étude sur *Un ami de Pétrarque* (Paris, Champion), nous en donne aujourd'hui le pendant à propos de ce Gherardo « Petragola » ou « Petraccolo, » qui apparaît, figure un peu indécise, auprès de Messer Francesco. Gherardo ne pouvait guère être qu'un prétexte à jolies hypothèses et à curieuses digressions, car nous ne savons presque rien de lui. Et encore qu'assurément il appartienne par son frère à l'histoire, ne serait-ce pas une manière d'impiété que de tirer de cette modeste et poétique chartreuse de Montrieux cet homme, désabusé du monde, lassé de ses plaisirs, saisi en pleine jeunesse par le sentiment de la vanité et de l'amertume qu'offrent la plupart des actions humaines, — pour scruter ses secrets, fixer des précisions psychologiques et historiques et déchirer les voiles qu'il a épaissis volontaire-

ment autour de lui ? La vraie manière de raconter sa vie, c'est de la présenter avec l'élégante imprécision d'une suite perpétuelle de suppositions. M. Cochin s'est fort bien acquitté de cette tâche délicate ; elle suppose une connaissance approfondie de la matière (et on la sent percer çà et là, discrètement, à quelques notes érudites négligemment oubliées au pied du texte), et un art achevé de masquer ces connaissances sous l'aisance d'une causerie familière, « *much adorned when unadorned*. » Ce petit livre est donc un régal.

Gherardo est trop inconsistent, — malgré son héroïque faction pendant la peste, — pour être le vrai héros du livre : le sujet réel, c'est l'influence de Gherardo sur Pétrarque, et c'est aussi le plus intéressant. M. Cochin a parfaitement montré l'action morale de ce cadet si aimé sur son frère aîné et ce que la littérature, l'œuvre de Pétrarque, — sans parler de l'homme, — y ont gagné ; d'abord le célèbre récit allégorique de l'Ascension au Ventour (Mistral a démontré qu'il faut prononcer et écrire *Ventour* et non *Ventoux*), puis quelques lettres, — restes malheureusement trop rares d'une correspondance qui sans doute fut plus nombreuse, — et surtout ce charmant traité : *De otio religiosorum*, dont on trouvera ici une fidèle analyse.

Comme c'est là un assez maigre butin pour un biographe, fût-il aussi ingénieusement conjectural que l'auteur, M. Cochin y a ajouté d'autres documents sur un certain nombre de points qui avoisinent les frères Pétrarque : la vie des jeunes gentils-hommes avignonnais, la description de la maison de Vaucluse, celle de la chartreuse de Montrieux, la hiérarchie

conventuelle, la vie des religieux de chœur et des autres, la petite bibliothèque de cette chartreuse; il raconte même, un peu confusément peut-être, les démêlés sans originalité des moines de Montrieux avec les seigneurs environnants et l'évêque de Marseille. Peut-être aurait-il dû ici, où il abandonnait le terrain un peu incertain de l'hypothèse pour reprendre pied sur la ferme réalité, donner des cotes plus précises aux documents des Archives du Var.

Après la conjecture aimable et la légèreté du récit, l'érudition reprend ses droits, pour une cinquantaine de pages, dans une note chronologique qui fixe autant que faire se peut la naissance et l'entrée en religion de Gherardo, la date du *De otio*, celles des voyages à Montrieux et celle de l'Églogue I^{re}; dans une longue et curieuse dissertation sur les origines et le sens du mot *Acedia*, où nous voyons se dérouler l'histoire psychologique de la race, d'Hippocrate à Verlaine; dans d'autres notules sur Pétrarque et saint Augustin, Pétrarque et saint François, enfin dans de bons index analytiques. Il y a dans ces *excursus* beaucoup d'érudition et de finesse.

P. 49, on a imprimé Mastino della Scaloa; l'index donne correctement Scala.

L.-G. PÉLISSIER.

PAOLO PICCOLOMINI : *La vita e l'opera di Sigismondo Tizio (1458-1528)*. Rome, Loescher, 1903, in-8 de xxx-211 p.

C'est une utile entreprise de faire connaître d'une façon détaillée, précise et critique, l'historien siennois et ses célèbres *Historiae Senenses*, qui sont restées inédites, malgré leur intérêt

et leur importance. L'auteur résume d'abord les aventures, parfois périlleuses, qu'a subies le manuscrit en sept volumes du travail de Sigismondo Tizio, lequel, donné par son neveu à la commune de Sienne, a fini par arriver à la bibliothèque Chigi à Rome; il signale par qui les *Historiae* ont été utilisées, depuis J.-J. Chifflet en 1660, jusqu'à nos jours. Il étudie ensuite en six chapitres (I, III-VII) la jeunesse de S. Tizio (1458-1482), ses relations avec Niccolò Borghesi et les Piccolomini (1482-1500), sa vie de 1500 à 1528; il se sert surtout pour son récit des témoignages semés sur lui-même dans ses livres par Tizio et des documents tirés des archives publiques et privées de Sienne. Le chapitre VIII est une sorte de portrait intellectuel et moral de Tizio, intitulé *Cultura, credenze ed opinioni di Sigismondo Tizio*; l'auteur insiste sur la sincérité et la vivacité de sa foi, clef de son système historique (cette foi ne va pas sans d'étranges superstitions, fréquentes au reste à cette époque) et source de sa haine contre la tyrannie et de son amour pour la liberté. Le second chapitre interrompt la biographie de Tizio pour donner un tableau général de Sienne pendant la Renaissance, pour lequel l'auteur a largement puisé aux sources imprimées et utilisé assez rarement les documents inédits, qui ne manquent point cependant. Les deux chapitres relatifs aux *Historiae senenses* et à leurs sources (IX-X) seront les plus utiles aux historiens; l'auteur y débrouille assez bien les provenances et la valeur originale de certaines parties de ce copieux et un peu rébarbatif ouvrage. Il y a lieu de remarquer aussi l'appendice sur la moralité de Pie III, contre lequel son lointain descendant

reprend et fortifie certaines critiques de Grégorovius.

LÉON-G. PÉLISSIER.

Une correspondance diplomatique de la curie romaine à la veille de Marignan (1513), par P. RICHARD. Paris, Picard, 1904, in-8 de 120 p.

Dans ce travail, M. P. Richard étudie un recueil d'environ quatre-vingts dépêches dont un heureux hasard lui a fait retrouver les minutes aux archives du Vatican. Cette correspondance émanée — M. Richard nous en fournit la preuve certaine — du célèbre humaniste Bibbiena, tire une importance exceptionnelle du rôle joué dans les négociations de 1515 par le secrétaire d'État de Léon X. Il s'agissait de rallier les principaux États de l'Italie et de l'Europe en un seul faisceau contre les projets ambitieux de François I^{er} que Léon X jugeait préjudiciables à l'indépendance des États italiens, à celle du pouvoir pontifical en particulier. Les lettres de Bibbiena nous font assister à toutes les péripéties de ces négociations compliquées qui devaient aboutir à la formation de la Ligue bientôt rompue par le coup de foudre de Marignan. Elles se recommandent en outre par une forme souvent littéraire, par un tour personnel et primesautier qui n'est point sans charme. Ce sont là, il ne faut pas l'oublier, les premières tentatives de la curie romaine pour organiser le système de ses relations avec les puissances chrétiennes. L'homme perce encore sous le diplomate.

CH. SAMARAN.

Die Anfänge der Gegenreformation in der Nederlanden, von Paul KALKOFF (dans la collection : *Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte*). Halle, Niemeyer, 1904, 112 et 119 p.

Les quatre-vingt-quinze thèses de Luther eurent un succès auquel l'auteur lui-même était loin de songer. Les années suivantes, comme l'écrivait Aléandre en 1521, « toute l'Allemagne était bouleversée ; les neuf dixièmes des gens criaient : Vive Luther ! et, tout en ne suivant pas Luther, le reste faisait chorus pour crier : Mort à Rome ! »

En Allemagne, il faudra attendre de longues années pour arrêter cette marée montante ; la contre-réformation, autrement dit la lutte efficace du catholicisme contre la Réforme, n'y commencera guère qu'avec la bataille de Mulberg (1547). Cette contre-réformation fut beaucoup plus rapide dans les Pays-Bas et la principauté de Liège, et l'on aime à en suivre les commencements dans l'ouvrage de M. Kalkoff que nous présentons ici.

Cet ouvrage contient deux parties : la première comprend les derniers mois de 1520, la seconde va des derniers mois de 1521 jusqu'au supplice des deux Augustins d'Anvers condamnés pour hérésie (1^{er} juillet 1523). L'on pourrait aussi intituler ces deux parties, la première : Avant la diète de Worms (1521) ; la seconde : Après la diète. Et cette remarque m'amène à constater que le véritable centre, le principe d'unité de ce travail, c'est l'activité de Jérôme Aléandre (1480-1542). Le 26 septembre 1520, Aléandre arrive à Anvers comme nonce auprès de Charles-Quint ; il a pour mission de faire condamner Luther par le souverain, tant dans ses domaines héréditaires des Pays-Bas que dans

l'Empire. Cette mission est toute religieuse : à côté de lui, Caracciolo doit s'occuper des affaires politiques.

Jusqu'ici, sans doute, les Pays-Bas sont restés catholiques ; mais, dans certaines villes, l'on a écouté, avec une curiosité mêlée d'une bienveillance inquiétante, la nouvelle prédication de l'Évangile ; on y sentait poindre de la faveur pour Luther.

Érasme, qui depuis plusieurs années séjournait à Louvain, avait préparé les voies. Anvers, ville de commerce et de passage, était particulièrement atteinte. Dans un des chapitres de la première partie, l'auteur fait un tableau animé des diverses influences qui avaient propagé dans cette ville les idées nouvelles : influence d'Érasme, de l'Université de Wittemberg, d'un couvent d'Augustins appartenant à la même province que celui de Wittemberg ; influence des villes du centre de l'Allemagne : Nuremberg, Ulm, Augsbourg ; influence d'Albert Dürer, influence enfin des *Marranos*, juifs portugais et espagnols prétendus convertis au catholicisme, et qui ne voyaient dans le protestantisme qu'un prétexte à exhaler leur haine contre une religion qu'on leur avait à peu près imposée.

Tout à coup, l'action d'Aléandre se fait sentir ; elle se fait sentir avant la diète de Worms, pendant les quelques semaines qu'il reste dans les Pays-Bas (26 septembre, milieu d'octobre 1520), elle se fait sentir même pendant la diète : de loin, il surveille ces provinces ; elle se fait sentir surtout après, du mois de juin 1521 au mois de février suivant, et plus particulièrement encore jusqu'à la fin d'octobre. Pendant ces cinq mois (juin-octobre 1521), tout est plein de son action dans ces pro-

vinces ; il est partout : à Louvain, à Bruxelles, à Anvers, à Gand, à Bruges, puis de nouveau à Gand, à Bruxelles et à Louvain, enfin à Liège où il tombe malade, épuisé par un tel déploiement d'activité.

A la fin d'octobre, le mouvement est arrêté. Érasme lui-même se voit obligé de quitter les Pays-Bas, où il ne reviendra plus désormais.

Au mois de novembre, l'œuvre de la contre-réforme passe des mains d'Aléandre dans celles de Glapéon. C'est alors, en partie sans doute sous l'influence d'Aléandre, que se fonde l'Inquisition dans les Pays-Bas, institution d'État à laquelle Charles-Quint place le laïque Van der Hulst (II, 61-81).

L'ouvrage de M. Kalkoff est donc un nouveau tableau de l'activité dévorante d'Aléandre, activité un peu hâtive et qui pourtant laisse des traces durables de son passage. Chose plussurprenante encore : cette activité a un caractère plutôt privé qu'officiel, plutôt intime que public. Dans le déploiement de cette activité, l'on voit l'humaniste plutôt que le nonce, l'homme qui vaut et qui opère par sa valeur propre plutôt que par une valeur d'emprunt, par une délégation de la société. Aussi, pour réelle qu'elle ait été, cette activité laisse peu de traces dans les documents administratifs. A Liège autrefois il est resté quinze mois (décembre 1514-mars 1516), et ce temps lui a suffi pour rendre à l'autorité du prince-évêque un prestige qu'elle avait depuis longtemps perdu. Mais à Liège même et dans les Pays-Bas, il n'est demeuré presque aucun vestige de son passage ; il faut aller chercher les renseignements à Rome, dans les papiers d'Aléandre et particulièrement dans le manuscrit Vat. 3881. Pour son

influence dans les Pays-Bas de 1520 à 1522, M. Kalkoff fait une remarque analogue : en s'en tenant aux pièces officielles et même aux Mémoires ou autres écrits des contemporains, de ceux du moins qui ne voyaient que l'extérieur des événements, c'est à peine si l'on y soupçonnerait son passage, tant son nom est rarement prononcé (I, p. 2).

L'ouvrage de M. Kalkoff n'est pas l'une de ces mille productions qui ne servent qu'à montrer le désir de se faire imprimer. Sans doute, l'auteur sait user de ses devanciers, mais il sait le faire avec beaucoup d'habileté, et il ajoute beaucoup à ce qu'ils lui ont fourni. Sous une marche facile et aisée, l'on sent des recherches profondes et minutieuses et la volonté de ne rien laisser passer qui n'ait été élucidé. En lisant ces pages, l'on voyage dans les Pays-Bas, l'on y va de ville en ville avec l'auteur ; l'on y voit les gens penser, parler et s'agiter. N'est-ce pas toute l'époque de Luther et de Rabelais, avec ses passions farouches et son âpre langage, que l'on trouve dans cette phrase d'un Dominicain d'Anvers : « Si je pouvais seulement avec mes dents couper la gorge à Luther, je serais fier, avec mes lèvres pleines de sang, d'aller après dire ma messe ? » (I, p. 61.)

Le tout enfin est écrit d'une plume qui semble prendre plaisir à se jouer des difficultés de la langue allemande, d'un style même, hélas ! un peu trop savant et périodique pour de pauvres étrangers.

Quelques remarques pourtant. Elles sont toutes de détail et je n'affirme pas que l'auteur les doive accepter.

Après beaucoup d'autres, l'auteur a été séduit par la physionomie d'Érasme, non pas certes que cet homme ait un caractère bien noble et bien

grand, mais parce qu'il y a plaisir à scruter, à interroger cette nature mobile, changeante, nerveuse, et qui, par-dessus tout, voudrait se dérober. Les parties consacrées à Érasme sont nombreuses et des meilleures de l'ouvrage. Peut-être toutefois M. Kalkoff a-t-il excédé la mesure. Quand, malgré le titre de son travail, il suit Érasme en Allemagne, il y a là, semble-t-il, quelques pages qui sont moins dans le sujet et qui, du reste, n'apportent rien de nouveau (I, 86 et suiv.)

Lorsque, après la diète de Worms, Aléandre retourna dans les Pays-Bas, Érasme vint le trouver à Bruxelles. Et Aléandre fit alors deux séjours dans cette ville, au commencement de juillet et au mois de septembre. J'avais pensé que c'était plutôt en septembre (mais non le 1^{er} ou le 2 septembre, comme le dit M. Kalkoff, en pressant trop mes indications, II, p. 95, note 21) que l'entrevue avait dû avoir lieu (*Jérôme Aléandre*, p. 280). M. Kalkoff, au contraire, indique le mois de juillet. Sans y tenir du reste autrement, je crois que l'un et l'autre nous avons raison.

Il paraît certain, en effet, qu'en juillet Érasme vit Aléandre à Bruxelles : après le triomphe du nonce à Worms, Érasme devait être impatient de se mettre bien avec lui. Et au mois de juillet, il était à Anderlecht, tout près de Bruxelles. Du reste, dans sa lettre à Laurinus (1^{er} février 1523), il dit qu'alors il parla avec les deux nonces : quoique cette lettre soit un plaidoyer destiné à prouver qu'à ce moment il vivait au grand jour, cette affirmation doit avoir quelque fond de vérité.

Mais il me semble qu'en septembre, Érasme dut voir encore Aléandre à Bruxelles, et que c'est même alors

qu'il le vit le plus longtemps et le plus familièrement.

L'entrevue ou les entrevues de juillet ont laissé très peu de traces dans les écrits d'Aléandre et d'Érasme. Il est bien curieux que dans ses lettres du mois de juillet, Aléandre ne dise rien de ses nouvelles relations avec Érasme, lui qui entretenait la Curie de bien d'autres détails et moins importants. De Bruxelles, il écrit à Jules de Médicis, le 6 juillet; le 10, il part pour Anvers; le 14, le 16, le 28, nouvelles lettres au secrétaire d'État: partout, il est muet sur ses entrevues avec Érasme; la première fois qu'il aurait signalé des conversations datant des premiers jours de juillet, ce serait dans une lettre du 3 août, que nous n'avons plus (Kalkoff, II, p. 44).

Même silence chez Érasme. Il est possible que dans certaines expressions de sa lettre à Richard Pace, du 5 juillet, il faille voir des allusions à une conversation avec Aléandre; toutefois, je l'avoue, plus je relis cette lettre, plus c'est le contraire qui me paraît probable (Erasmi *Opera*, III, 651). Et quel sens faut-il donner à ces lignes d'Érasme à Budé, au commencement de septembre (III, 680. Pour la date, Kalkoff, II, 44): « Aleander jam diu apud nos est, sed hujus hactenus nobis maligna fuit copia, quod satergit in hoc Lutherano negotio? »

« Jusqu'à présent, c'est à peine s'il m'a été donné de jouir de lui. » Et encore la périphrase latine pourrait-elle faire entendre qu'il ne l'a pas vu du tout. Or, la lettre est d'Anderslecht, faubourg de Bruxelles, et elle ne remonte pas au delà du mois de septembre 1521. J'en conclus donc que si Érasme a vu Aléandre à Bruxelles au mois de juillet, ce n'a

du moins été qu'à la dérobée, et que les véritables relations recommenceront lors du second séjour d'Aléandre dans cette ville, lorsqu'il eut reçu de Rome le conseil de ramener son adversaire par la douceur (Balan, p. 281; Brieger, p. 265.) C'est bien à ce moment qu'eut lieu cette entrevue de cinq heures dont parle Érasme dans sa réponse à Hutten (X, 1645), à ce moment que se placent ces discussions philologiques qu'Aléandre rapporte dans ses notes en y ajoutant cette mention: « Memini monere de hoc Erasmum quum Bruxellis me consuluit (Vat. 3927, p. 175): — A me commonitus Bruxellis (Vat. 6262, p. 196-197). »

C'est à partir de ce moment qu'Érasme parlera de la reprise de ses relations avec Aléandre, et particulièrement dans sa lettre du 23 septembre 1521 à Paolo Bonbasio (III, 664-666).

M. Kalkoff revient souvent sur les livres qu'Aléandre attribuait à Érasme. Sans doute, Aléandre s'est trompé: il a prêté au grand humaniste plus qu'il ne devait. Toutefois, je ferai d'abord remarquer que rien n'autorise à croire qu'il l'ait accusé d'être l'auteur du fameux *Dialogue de Jules II*. Érasme lui-même ne le dit pas dans la lettre que M. Kalkoff cite en référence (III, 651, 5 juillet 1521. Érasme à R. Pace; Kalkoff, II, 42, 94-95): « Ac rursus, dit-il simplement, libellum de Julio mihi impingunt. » « L'on m'attribue! » Mais on le lui avait attribué bien avant qu'Aléandre devint son ennemi (voir Erasmi *Opera*, III, 1622: 16 août 1517; III, 437: année 1519).

A propos de certaines autres attributions, M. Kalkoff me semble tomber singulièrement dans le défaut qu'il reproche ailleurs aux bio-

graphes d'Érasme de prendre les paroles de l'humaniste « pour de l'argent comptant. » Il écrit, par exemple (II, p. 47) : « Dans une conversation avec Érasme, Aléandre lui confia qu'on lui attribuait deux écrits. Le premier était intitulé *Eubulus*, ou *Du Pouvoir des Clés*, et de la bulle de Léon X; l'auteur avait signé : Constantius Eubulus Moventinus; en réalité, il se nommait Phrygio et était curé de Schlettstadt. Aléandre le savait fort bien : dès le mois de février, il l'avait appris de Spiegel, et le soin méticuleux avec lequel, depuis lors, il s'était renseigné sur Schlettstadt éloigne évidemment la supposition que de nouveaux doutes aient pu lui venir à ce sujet. On voit donc avec quelle hardiesse, avec quelle effronterie Aléandre jouait ici un rôle qui nous rappelle la fable du Loup et de l'Agneau, tandis qu'Érasme, fort de sa bonne conscience, ne pouvait qu'affirmer que jusqu'à là il ne connaissait même pas le titre de l'ouvrage. » Érasme un doux agneau est une métaphore un peu inattendue, et, pour y recourir, il faut avoir le désir d'être un coloriste, et vouloir opposer fortement la lumière à l'ombre. Mais c'est uniquement de cet agneau que nous connaissons le fait; c'est lui seul qui nous renseigne sur cette conversation. En réalité, quel fut le tour de la conversation, nous l'ignorons. Et comment Aléandre, si bien renseigné, ne parla-t-il à Érasme que des opuscules que celui-ci n'avait pas écrits? Ne lui a-t-il pas parlé de quelques autres, de ceux précisément qu'Érasme avait composés, et sur lesquels M. Kalkoff nous donne de si intéressants détails? L'auteur aime à rappeler que, dans ses lettres, Érasme écrivait souvent pour le public, et

pour tromper le public : cette lettre à Paolo Bonbasio, humaniste de la suite de Lorenzo Pucci, cardinal et grand pénitencier, est-elle donc la seule où la vérité coule limpide comme de l'eau de roche? La scène me rappelle à merveille un passage d'une lettre de Voltaire à Marmontel (16 juin 1749) : « Il n'entre, Dieu merci, dans ma maison, mon cher ami, aucune brochure satirique. » Sur quoi, un spirituel commentateur fait cette remarque : « Il disait vrai; elles n'y entraient pas; elles en sortaient. »

M. Kalkoff croit avoir été le premier à découvrir que si Érasme quitta les Pays-Bas en 1521, ce fut avant tout pour se soustraire à des poursuites, ou du moins à des tracasseries à cause de ses hardiesses, voisines de celles de Luther. Et il parle volontiers du manque de critique des auteurs français et anglais qui acceptent « pour de l'argent comptant » le récit d'Érasme, disant qu'il est allé à Bâle pour surveiller sa troisième édition du Nouveau Testament (II, p. 45-46).

Sans doute, les précédents biographes n'ont pu parler avec toute la précision voulue de ses démêlés avec Aléandre, puisque les papiers de celui-ci n'étaient pas connus; mais, bien que privés de cette source d'informations, ils nous disent clairement qu'ils ne croient pas ingénument tout ce qu'il a plu à Érasme de raconter à ce sujet. Ainsi, je lis dans Durand de Laur (*Érasme, précurseur et initiateur de l'esprit moderne*, I, 340) : « Voyant son repos et sa sûreté de plus en plus compromis, il avait pris la résolution de quitter le Brabant, malgré les liens qui l'y attachaient. Le climat de Louvain lui plaisait beaucoup, etc. » Et dans Drummond (*Erasmus, his life and*

character, II, 91, 94) : « Determined to avoid, if possible, a task so distasteful to him, and weary of the vexatious persecutions of the monks of Louvain, it is not strange if he now thought of seeking some more congenial place of residence.... Erasmus would by no means allow that his departure from Louvain was a flight, nor that he was actuated by any desire to conceal himself. »

Les publications de M. Paul Kalkoff sont toujours très soignées : il y a plaisir à les lire et à les discuter. Nous attendrons avec impatience les autres travaux qu'il nous promet pour un avenir prochain.

J. PAQUIER.

J. JANSSEN : *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters*.

T. V : *La Révolution politique et religieuse (1580-1618)*. 15^e-16^e édition, revue par L. PASTOR. Fribourg, Herder, 1902, in-8 de XLVII-778 p.— T. VIII : *Situation économique, sociale, religieuse et morale. Procès de sorcellerie*, 13^e-14^e édit., avec de nombreuses retouches et additions de L. PASTOR. Fribourg, Herder, 1903, in-8 de LVI-778 p.

Avec une ardeur infatigable, soutenue par son culte pour Janssen, le docteur Pastor ne cesse de revoir et de rajeunir les volumes de l'*Histoire du peuple allemand depuis la fin du moyen âge*.

Autrefois, œuvres d'art avant tout, les ouvrages historiques ne comportaient guère plus de retouches qu'une œuvre dramatique. Aujourd'hui, c'est à eux surtout que s'applique le mot d'Horace : *Debemur morti nos nostraque*. Il faut constamment les rajeunir si l'on veut les tenir au courant de la science historique.

Sa pitié pour son maître, dit Pas-

T. LXXVI. 1^{er} OCTOBRE 1904.

tor dans la préface du t. V, l'a détourné de faire à l'ouvrage des retouches qui auraient couru risque d'en modifier la physionomie. Dans ces deux volumes, comme du reste dans la plupart de ceux qu'il a précédemment réédités, il n'a donc introduit que les modifications demandées par l'état de la science historique : correction de quelques erreurs, additions puisées dans les publications récentes et indication de cette nouvelle bibliographie. Bref, il a fait ce que Janssen lui-même n'eût pas manqué de faire s'il eût vécu plus longtemps.

Toutefois, qu'on se garde de croire que ces retouches et additions soient insignifiantes. Ici l'on y voit l'activité du nonce Moroni pour la réforme catholique dans les provinces du Rhin (p. 57-59). Aux p. 177-179, j'en trouve de curieuses sur la maladie de l'empereur Rodolphe II et les analogies qu'elle présente avec celle du pauvre roi de Bavière Louis II : manie de la persécution, recherche de la solitude, extravagances, sans pourtant avoir rien perdu de la force de son intelligence. Hanté de la crainte des conspirations, du poison, il en vint à croire que les capucins l'avaient ensorcelé !

Au sujet de la liberté de conscience, Pastor fait remarquer quelle profonde différence sépare la théorie protestante de celle du moyen âge (p. 484-486). Toutes deux sans doute partent du même principe : « La vérité doit être protégée ; » mais, au moyen âge, à la tête de tout le système l'on mettait une autorité spirituelle, l'autorité de l'Eglise, représentant de Jésus-Christ, et cette autorité visait à conserver plutôt qu'à innover. Le protestantisme, au contraire, permet au prince temporel de forcer ses

sujets à devenir luthériens, calvinistes, zwingliens, suivant les inspirations qu'il recevra d'en haut à la lecture de la Bible : pourvu que l'Esprit-Saint ne lui fasse pas trouver le papisme dans l'Écriture, son inspiration viendra du ciel et les sujets devront suivre.

Ce volume a évidemment un intérêt plutôt national qu'universel. Il semble même que le style s'en ressent, qu'il renferme plus d'expressions allemandes, plus d'esprit allemand que certaines autres parties de l'ouvrage. Les étrangers ne peuvent trouver qu'un intérêt secondaire à cette revue des diverses provinces de l'Empire, aux successions, aux querelles des princes allemands, à leurs interminables *boiries*.

Toutefois, même pour nous Français, une grande partie de ce volume est d'une lecture non seulement agréable, mais encore souvent très utile. Il y a des épisodes charmants : l'histoire de Gebhard Truchsess, archevêque de Cologne, qui, pour l'amour de la belle comtesse Agnès de Mansfeld, et surtout pour obéir au cri de sa conscience, voulut absolument accomplir l'œuvre de Dieu dans son diocèse en l'enlevant au catholicisme. Il partit en guerre contre les villes récalcitrantes, mais l'œuvre de Dieu ne se fit pas au gré de ses désirs ; pâle et silencieux, Gebhard essayait de tromper ses chagrins d'apôtre incompris par des libations qui le faisaient rouler à terre (p. 29).

Puis, il y a le goût de l'époque pour les histoires extraordinaires : des femmes qui mettent au monde des crapauds et des enfants qui naissent avec des moustaches, et des épées sanglantes, et des fantômes, et des voix dans les nuées (p. 103). Puis c'est toute une litté-
 rature d'écrits de circonstances où ce qui paraît le moins, c'est l'amour de la vérité. Un jour, racontent les *Annales franciscaine*, deux franciscains demandent l'hospitalité dans une maison près de Florence ; l'homme la leur refuse et ils passent la nuit sous le porche « sans être abrités ni couverts, » dit le texte latin. Et le luthérien Lucas Osiander traduit en allemand qu'ils étaient tout nus et qu'ils parurent ainsi devant la maîtresse de la maison (p. 430). D'autres écrits parlaient de la papesse Jeanne, de l'idolâtrie d'Alexandre III, etc.

L'on est étonné, attristé, que de telles fables aient pu avoir un pareil empire sur l'opinion et que de tels mensonges aient pu être mis au service de la propagation et de la défense d'une religion. Ce seraient donc d'aveugles sentiments, plutôt que des idées qui conduiraient la pauvre humanité.

Et les injures allaient leur train, plus vivantes que dans un marché aux poissons. Protestants contre catholiques, catholiques contre protestants, luthériens et calvinistes entre eux, tous sur ce terrain ont fait preuve à peu près de la même éloquence (p. 496, 537, etc.).

Pour rejeter la réforme grégorienne du calendrier, les protestants avaient en outre trouvé un argument merveilleux et qui, du reste, aurait une portée beaucoup plus formidable si l'on savait s'en servir à l'occasion : « Le dernier jour était tout proche ; à quoi bon faire des changements ? » (p. 378 et suiv.)

Hélas ! chacun à peu près à ses petites manies, et, qu'on me permette de le dire, malgré tout le respect que je porte à un tel homme, Janssen lui-même ne semble pas

avoir complètement échappé à ce mauvais destin. Quand la France arrive, on peut être assuré qu'elle va recevoir son compte. Qui ne connaîtrait notre histoire que par ce volume serait convaincu qu'au xvi^e siècle, il y a eu par excellence en Europe un peuple de canailles qui habitait entre les Alpes, les Pyrénées et le Rhin ! (Voir p. 121, 179, 184, 623 et suiv.)

Dans ces passages, comme du reste dans beaucoup d'autres sur différents objets, le ton n'est plus celui de l'histoire ; c'est un réquisitoire contre l'ennemi, mieux encore un avertissement à la nation allemande.

Le tome VIII parle du commerce, de la vie des princes et du peuple, enfin de la décadence religieuse et morale en Allemagne pendant le xvi^e siècle.

Ce volume porte beaucoup plus profonde l'empreinte de la collaboration du docteur Pastor. Dès l'origine, il parut par ses soins, après la mort de Janssen. La nouvelle édition présente de nombreuses additions du même auteur.

J'y relève de curieuses révélations sur la vie allemande au xvi^e siècle (p. 95 et suiv.). La prédication de la Réforme protestante eut pour effet immédiat de faire croire à tous en Allemagne que les jougs d'autrefois étaient abolis ; les princes prirent les biens d'Eglise et les paysans revendiquèrent leurs droits. Mais ceux-ci furent écrasés ; il n'y eut plus de frein pour les grands, d'où une sorte de retour à l'esclavage antique. Certaines provinces se changèrent en déserts. Les chasses des seigneurs aidèrent merveilleusement à ce résultat. Il y tenaient, les grands, à leur droit de chasse !

En 1543, l'Électeur de Saxe, Maurice,

établit la peine de mort contre les braconniers. Ailleurs, pour les moindres délits en ce genre, c'étaient de longs séjours dans des maisons de discipline ou les travaux forcés avec le « bonnet du braconnier, » c'est-à-dire un bois de cerf fixé à la tête avec un cercle de fer ; ailleurs, on crevait les yeux, on coupait une main... Pour la récidive, c'était toujours la peine de mort (p. 151).

Et pendant ce retour en arrière dans la vie du paysan, la vie des cours devint chaque jour « plus grandiose et plus brillante » (p. 156). Par tout, on y était grand buveur, mais sur ce point la cour de Saxe éclipsait toutes les autres. En arrivant, il fallait boire ses quatorze verres. Certains princes y refusaient des invitations : « On s'y soulait si affreusement, disait l'Électeur de Brandebourg, qu'on y tombait tout de son long ; on y arrivait en homme, disait un prince d'Anhalt, et on en partait comme un cochon » (p. 162).

De la noblesse, l'amour du luxe et des dépenses était descendu dans la bourgeoisie et dans le peuple. N'était que ces pages sont un peu érudites, l'on pourrait les conseiller comme lecture de distraction ; bien illustrées, elle donneraient l'illusion d'une contrefaçon de Rabelais, d'un Rabelais toutefois *ad usum Delphini*.

Et cette époque de luxe et de jouissance nous montre l'un des plus épouvantables systèmes de torture que le monde ait connus (p. 502 et suiv.). Depuis longtemps la preuve a été faite que c'est à la Renaissance plutôt qu'au moyen âge que nous devons ces instruments horribles rangés aujourd'hui dans certains musées.

Ce volume, et particulièrement les notes de la nouvelle édition, nous

indiquent deux points sur lesquels catholiques et protestants de toute nuance s'entendaient à plaisir : la haine des juifs et la poursuite des sorciers et des sorcières. « Où que l'on aille en terre allemande, disait en 1558 le prédicant luthérien Jodocus Ehrhardt, l'on n'entend que lamentations sur les péchés et les fautes de toute sorte, sur la ruine du commerce, sur les mauvaises mœurs, sur l'appauvrissement du pays en même temps que sur le luxe et la prodigalité. Mais il y a une lamentation plus unanime : grands et petits, théologiens et prédicants et autres personnes possédant quelque culture, voire les États de toutes les provinces, tout le monde sait parler de l'usure des juifs, ces blasphémateurs de Dieu, ces ennemis du Christ, ces vers infects et rongeurs » (p. 34-35).

La partie qui traite de la sorcellerie en Allemagne au xvi^e siècle est la plus intéressante du volume, celle aussi où la nouvelle édition s'est le plus augmentée.

L'étude des faits qui se groupent autour des mots de magie, d'enchantement, de sorcellerie et autres semblables soulève beaucoup de questions fort importantes. D'abord une question de droit. La croyance aux faits de magie et de sorcellerie a obsédé les imaginations au xvi^e siècle ; mais il est certain aussi qu'à aucune époque, dans aucun pays, l'humanité n'a été complètement exempte de croyances de ce genre. Et dès lors l'on peut se demander si ces croyances ne reposaient absolument sur rien ; ou si certains faits étaient réels, mais provenant de lois inconnues, ou enfin si quelquefois l'on peut y présumer une intervention diabolique.

Le docteur Pastor semble rejeter

cette intervention et c'est aussi du reste l'opinion du théologien jésuite Hurter, également professeur à Insprück (*Theol. dogm.*, II, p. 353, n° 436). Mais il fait, ou à tout le moins il esquisse une remarque qu'il ne faut jamais oublier : à supposer que l'intervention diabolique fût tout imaginaire et que même certains individus n'eussent à leur disposition aucun pouvoir venant de forces naturelles inconnues ; à supposer enfin que le tout fût affaire de suggestion, pour employer le mot aujourd'hui de mode, cette panacée universelle qui guérit toutes les maladies dont souffrent encore nos connaissances scientifiques, tout cela supposé, il reste que tels et tels sorciers n'en étaient pas moins fort impudents et même punissables ; car ils croyaient, eux, posséder ce pouvoir surhumain, et c'étaient eux surtout qui entretenaient la terreur dans les populations en faisant croire chez eux à un pouvoir extraordinaire et malfaisant.

La croyance au pouvoir diabolique des sorciers a dépassé toute mesure dans l'Allemagne du xvi^e siècle. Et il y a là un curieux problème psychologique. En 1517, Luther lance la haine contre Rome ; ses excitations ont un succès foudroyant. Or, en 1484, une bulle de Rome a réglementé les procès de sorcellerie ; par là même elle en a continué la série et peut-être augmenté le nombre. Et, sur ce point, non seulement le protestantisme naissant n'a rien à dire contre la *moderne Babylone*, mais encore il renchérit sur elle.

Luther voyait le diable partout. A un père qui se plaignait à lui de son enfant, il lui dit que cet enfant avait le diable pour père et qu'il fallait tout simplement le jeter à l'eau (p. 570). Mélanchthon pensait comme Luther,

et pareillement tous ses autres disciples. Aussi, ce fut sans contredit dans les pays protestants que les procès de sorcellerie furent les plus nombreux (p. 591); l'on torturait, l'on brûlait sorciers et sorcières par centaines. A Genève l'on en arrêta de huit à neuf cents entre 1542 et 1546 (p. 595).

Les catholiques faisaient à peu près de même.

En 1592 vivait à Trèves un prêtre catholique, Cornelius Callidius Loos; à cause de sa foi il était exilé de la Hollande, sa patrie. A cette époque, l'on brûlait beaucoup de sorciers à Trèves; Loos écrivit contre cet excès. Il envoya son manuscrit à l'impression, mais sans accomplir les formalités requises; c'était contre la cruauté du vicaire général que le livre était surtout dirigé. Mais l'autorité ecclésiastique fut avertie et aussitôt ordre fut donné d'arrêter l'impression en cours. Sur l'ordre du nonce apostolique, Loos fut mis en prison, et le 15 mars 1592 on l'obligea à une rétractation orale et écrite.

L'ouvrage manuscrit a été retrouvé récemment. Il fait l'objet d'une longue note dans la nouvelle édition (p. 633-634). Loos a des propositions hardies, peut-être téméraires; qui ne s'égare pas un peu quand il s'aventure sur des terres inconnues, où nulle route encore n'a été tracée? Il en a d'autres très sensées et qu'il dut nommé-

ment réprover aussi, comme les deux suivantes : « Le vol aérien des sorcières est une invention, une pure superstition. C'est la torture qui a fait avouer aux sorcières des choses qu'elles n'ont jamais faites, comme de fabriquer de l'or et de l'argent avec du sang humain. »

Loos fut martyr de son apostolat; quiconque sème une idée nouvelle dans la pauvre humanité doit être prêt à mourir pour elle. Il se soumit et resta catholique, mesurant sa rétractation au pouvoir disciplinaire de ses juges. Il fit bien de se soumettre; les idées mêmes qu'il défendait, il les a sans doute mieux servies par cette soumission que par une révolte malheureuse, et aujourd'hui les grands historiens catholiques Janssen et Pastor comptent Loos parmi les écrivains qui, dans l'Allemagne du xvi^e siècle, « soutinrent les droits du bon sens et montrèrent des sentiments dignes de l'humanité, » parmi les hommes qui firent honneur à l'Eglise catholique (p. 635).

Au sujet de la Réforme catholique en Allemagne, le docteur Pastor nous promet de plus longs développements dans un prochain volume de son *Histoire des Papes* (V, 191). Espérons que bientôt nous pourrions applaudir à l'apparition de cette nouvelle œuvre.

J. PAQUIER.

VI. — DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

Étude critique sur Bossuet, par le chanoine Vincent DAVIN. Paris, Arthur Savaète, 1904, in-8, avec notice nécrologique et préface par Mgr Fèvre, de LIII-319 p.

Je savais que M. le chanoine Davin avait sa marotte : il tenait absolu-

ment à ce que Bossuet fût marié. Ultramontain extrême, il jetait l'anathème sur le prélat gallican; c'était assez naturel. Mais il y avait plus dans l'esprit de l'écrivain.

M. le chanoine Davin a publié trois articles sur Bossuet dans la *Revue du*

monde catholique. Le troisième venait de paraître le 15 février de cette année, lorsque le lendemain l'auteur fut enlevé par la mort. Ces articles passèrent assez inaperçus. Aujourd'hui, par les soins d'un ami, ils sont réunis et forment un volume sous le titre d'*Étude critique sur Bossuet*. Que faut-il penser de l'œuvre ? C'est, à tous les points de vue, la condamnation pure et simple de celui qui porte le nom d'*Aigle de Meaux*. La condamnation repose-t-elle sur des bases solides ? Non. Au moins, évoque-t-elle quelque chose de nouveau ? Non. Alors ? Alors, ce sont, au milieu de violences inouïes de langage, de vieilles assertions gratuites, reproduites et accentuées comme vraies ; des suppositions d'intentions mauvaises ; des insinuations perfides ; des admissions, sans contrôle sérieux, de récriminations protestantes ; des conclusions forcées ; des considérations où l'imagination joue le principal rôle ; des jugements inspirés par une sorte d' inexplicable haine et qu'un souffle de logique fait crouler ; des anecdotes sans portée ou malignement interprétées, dont on fait des crimes ; parfois des racontars ramassés par des écrivains légers ou ennemis de la religion. Tout cela, pour arriver à formuler des propositions phénoménales, comme celles-ci :

Bossuet « n'est pas un solide, un vrai théologien » (p. 33). — « Est-ce l'Aigle qu'il faut dire ou l'Ischariote de Meaux ? » (p. 42). — Bossuet « est moins catholique que ces protestants Molanus et Leibnitz » (p. 62), et même il « est mort protestant » (p. 259). — C'est un « flageorneur » (p. 70). — Il poursuit un « plan machiavélique... », comptant avoir, pour salaire d'un double et plus que hon-

teux forfait, l'archevêché de Paris et un chapeau de cardinal » (p. 109). — « Basses manœuvres de l'Aigle de Meaux, » titre même d'un chapitre (p. 157). — « Toujours la sophistique hypocrite de Bossuet » (p. 181), ou encore : Son « étrange fanatisme, doublé d'hypocrisie raffinée » (p. 59). — « La condamnation solennelle du « *Nouveau Testament* de Trévoux « par l'archevêque de Paris ne suffit pas à l'animosité de Bossuet « contre Richard Simon » (p. 224). — Certaine expression « trahit vraiment dans les *Méditations* une imagination plus gnostique que chaste » (p. 79). — « Rome, c'est Babylone « dans la bouche de Bossuet comme « dans celle de Luther » (p. 69). — « Catherine Gary » (M^{lle} de Mauléon) est comparée à « Catherine Bora, » conséquemment Bossuet à Luther (p. 49). — A la fin de sa carrière, « trois spectres se dressent devant « Bossuet, la ruine, le déshonneur, la « mort » (p. 230).

La conclusion est digne du livre : « A ce prêtre, à cet évêque qui a fait « tant de mal à l'Église, s'il lui a fait « un bien qu'elle aime à reconnaître, « à ce docteur qui a mis hors de la « voie catholique philosophie, théologie, droit canonique, histoire « ecclésiastique, à cette pauvre âme, « ce qu'il faut avant tout et par-dessus tout, avec le signalement de « ses aberrations pour en arrêter la « contagion, ce sont des prières « adressées au Dieu des miséricordes » (p. 307).

En deux mots, ce livre n'est pas une *Étude critique* ; c'est, pour exprimer toute notre pensée, un indigne pamphlet. Un ami, Mgr Fèvre, a voulu, dans une préface, lui délivrer un laissez-passer : ce sera en vain.

P. FÉRET.

Mémoires de Saint-Hilaire, publiés pour la Société de l'histoire de France, par Léon LECESTRE. Tome 1^{er} (1661-1678). Paris, H. Laurens, 1903, in-8 de 366 p.

L'auteur de ces *Mémoires*, Armand de Mormès de Saint-Hilaire, était le fils de cet officier qui eut le bras emporté par le même boulet qui tua Turenne le 27 juillet 1675. Ce fut à lui que cet homme héroïque adressa « ces paroles que la France trouva si belles, qu'elle compara le cœur qui les avait dictées à ceux des anciens et véritables Romains.... » (p. 209). Il a occupé successivement tous les grades du corps de l'artillerie et pris une part active à tous les événements militaires, dont ils comprennent principalement le récit; il a donc été bien placé pour connaître avec précision ce qu'il raconte, au moins pour les armées où il a servi.

Ces *Mémoires* se rapportent en entier au règne de Louis XIV et s'étendent de 1661 à 1715. Saint-Hilaire les a divisés lui-même en trois parties. « La première, dit-il, commence à la mort du cardinal Mazarin, qui est proprement l'époque du commencement du règne du roi, et finit à la paix de Nimègue inclusivement; la seconde à celle de Ryswick. Si Dieu me donne plus de vie et de loisir, je me propose d'en écrire une troisième » (p. 3). L'auteur a en effet écrit plus tard cette troisième partie qui s'arrête à la paix d'Utrecht et qui sera comprise dans la présente publication. Les deux premières parties ont été rédigées entre 1698 et 1701; la dernière, qui se rapporte à la guerre de la succession d'Espagne, a été écrite après la mort de Louis XIV. Cette rédaction à une époque rapprochée des événements est un gage d'exactitude.

Les *Mémoires* de Saint-Hilaire

n'étaient pas inédits; ils ont été publiés, à la date de 1766, en quatre volumes petit in-12. L'éditeur d'alors crut devoir faire dans le texte de l'auteur des suppressions assez nombreuses et en modifia continuellement le style, qu'il trouvait sans doute un peu suranné. MM. Chéruel et Tamizey de Larroque avaient l'intention de les publier de nouveau d'après l'exemplaire de la bibliothèque du Louvre; on sait comment cet exemplaire a disparu en mai 1871. A son défaut, les deux manuscrits que l'on connaît des *Mémoires*, l'un appartenant à la bibliothèque de M. le marquis de Nicolay, l'autre à la bibliothèque d'Aix en Provence, ont permis à M. Lecestre de rétablir le texte original dans toute son étendue et avec le style même de l'auteur, style qu'il a ramené aux leçons primitives. Les passages et paragraphes qui ne figuraient plus dans l'édition de 1766 ont reparu ici entre crochets.

La nouvelle édition formera cinq volumes in-8 de 350 à 400 pages.

Dr J. MEYNIER.

Le duc et la duchesse de Bournonville et la cour de Bruxelles, par la comtesse Marie de VILLERMONT. Bruxelles, Jules de Meester, 1904, in-8 de viii-428 p.

Ce livre nous vient de Belgique et il est une très bonne contribution à l'histoire du commencement du xviii^e siècle, à ce temps trop court où les Pays-Bas espagnols purent jouir de quelques années de prospérité et de bonheur sous le gouvernement très paternel de ce ménage quasi royal que l'on appelait « les archiducs. » Si Albert d'Autriche et l'infante Isabelle avaient eu des enfants, le royaume de Belgique aurait été fondé deux cents ans plus tôt.

C'est la cour de ces princes que nous dépeint l'auteur, en faisant mouvoir ses personnages autour d'un couple de grands seigneurs apparentés à toute la grande noblesse du pays, Alexandre d'Hénin et Anne de Melun, duc et duchesse de Bournonville par la grâce de la reine douairière de France, Louise de Lorraine.

D'événements extraordinaires il n'en faut pas chercher ; c'est une vie de relations mondaines, — sauf de rares exceptions, très exemplaire, — au milieu de laquelle éclate tout d'un coup l'émotion produite par l'arrivée en fugitive de la princesse de Condé, poursuivie par Henri IV, ou de la reine Marie de Médicis et de son fils, le duc d'Orléans, échappant à Richelieu.

Pourtant, après la mort de l'infante, arrivée en 1634, la mauvaise politique de Philippe IV d'Espagne amène aux Pays-Bas de nouveaux troubles, et Bournonville est un instant condamné à mort et succombe à Lyon en 1656, loin de sa chère femme dont il ne s'était jamais séparé. Elle-même, après avoir vu une de ses filles entrer au couvent, se retire au Carmel d'Anvers, où elle finit ses jours dix ans plus tard.

Il se rencontre beaucoup de détails sur la vie du temps, tant en France qu'aux Pays-Bas ; car à cette époque, comme aujourd'hui, les relations et les frontières étaient fort mêlées entre les deux pays. La comtesse Marie de Villermont a donc dû aller chercher ses documents dans les archives du royaume de Belgique, aussi bien que dans les archives départementales du Nord ou à la bibliothèque municipale d'Abbeville. Mais les sources imprimées sont presque toutes belges et nous

font connaître nombre d'ouvrages récents que nous ne soupçonnions pas. La lecture de ce livre n'est donc pas seulement intéressante ; elle peut en quelque sorte ouvrir une voie nouvelle, parallèle à celle que nous suivons, et qui mérite toute notre attention.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

Notice historique sur Bardo di Bardi Magalotti, par Henri TAUSIN. Paris, G. Lechevalier, 1903, in-4 de ix-42 p. avec planches.

Magalotti fut un brave soldat au service de France. Quand il mourut, le 10 avril 1705, il était lieutenant général des armées du roi et gouverneur de Valenciennes. M. H. Tausin a recueilli sur ce général un assez bon nombre de documents, et ce n'est peut-être pas sa faute si son mémoire sur Magalotti, excellent officier, mais dont la carrière fut sans éclat, n'offre pas, en somme, grand intérêt. Je me demande cependant si M. H. Tausin n'aurait pas avantageusement accru sa notice biographique en compulsant les documents conservés au ministère de la guerre, comme il a compulsé ceux que recèlent les Archives et la Bibliothèque nationale.

A. H.

Correspondance de J.-F. Schannat avec G. de Grassier et Dom E. Martène, publiée par Léon HALKIN, chargé de cours à l'Université de Liège. Bruxelles, Schepens, 1903, in-8 de 162 p.

La correspondance des érudits des *xvii^e* et *xviii^e* siècles est pleine de charme et d'intérêt. Elle fait assister à la vie quotidienne de ces grands travailleurs, auxquels les études his-

toriques doivent tant. On aime à les suivre ainsi au jour le jour dans leurs recherches, leurs déboires et leurs satisfactions. Ils se communiquent entre eux des observations, des découvertes et des faits dont il n'est fait mention nulle part ailleurs, ce qui fait le mérite principal de leurs lettres. M. L. Halkin a fait connaître déjà un correspondant liégeois des Bénédictins de Saint-Germain des Prés, le baron de Grassier, en publiant ses lettres à Montfaucon et sa correspondance avec Martène. Le célèbre archéologue, dont la bibliothèque et les collections faisaient l'admiration des connaisseurs, honora de son amitié un clerc luxembourgeois, à qui ses travaux devaient faire un nom, Schannat. On doit surtout à celui-ci plusieurs savantes publications sur l'abbaye et le territoire de Fulde. Schannat fit le voyage de Paris et se lia avec Martène. Bernard Pey, bénédictin de Melk, devint plus tard son ami. Ce vaillant érudit mena une vie assez tourmentée; on le trouve à Liège, puis dans le Luxembourg, à Fulde et dans diverses régions d'Allemagne, partout à la recherche de documents et d'objets curieux. Ses trouvailles et les vicissitudes de son existence sont le thème ordinaire de ses épîtres. Il ne néglige cependant aucune des nouvelles qu'il sait de nature à intéresser ses amis. Cette publication de M. Halkin est une bonne fortune pour l'histoire de l'érudition au XVIII^e siècle. Il serait à désirer que l'on se mit à puiser, plus qu'on ne l'a fait encore, dans le riche fonds de la correspondance des Bénédictins de Saint-Germain.

J.-M. BESSE.

Recueil de documents relatifs au règne de l'empereur Pierre le Grand, publié par L. SCHMOURLO. T. I^{er} (1693-1700). Youriev (Dorpat), imp. de K. Matthesen, 1903, gr. in-8 de xlv-728 p.

M. Schmourlo est Finlandais. Il a été chargé par le gouvernement russe de rechercher dans les archives et les bibliothèques italiennes, surtout à Venise et à Rome, les documents concernant les relations de Pierre le Grand avec « le monde romano-catholique ». Le premier volume de son recueil comprend, intégralement ou par extraits, 840 pièces se rapportant aux huit dernières années du XVII^e siècle. Le principal groupe est formé par les dépêches des nonces pontificaux et des résidents vénitiens à Varsovie et à Vienne. A ces correspondances officielles s'en joignent d'autres d'un caractère privé qui les complètent (Lettres du P. Vola, de Mamucia della Torre, etc.).

Les sujets les plus divers y sont traités : rapports des tsars avec la Turquie, la Pologne et l'Empire, essais de rapprochement entre l'Eglise orthodoxe et l'Eglise romaine, voyages de Russes empressés à s'initier aux arts de l'Occident et immigration d'artisans étrangers dans l'Empire, passage par le nord de missionnaires catholiques allant en Chine, etc. C'est là, publiée par avance, une partie des matériaux qui serviront sans doute au P. Pierling lorsqu'il donnera une suite aux trois volumes de son grand ouvrage sur *La Russie et le Saint-Siège*. Le savant jésuite, par la série de ses travaux antérieurs sur les relations du monde moscovite et du monde latin au XVI^e siècle, a montré quelles lumières se dégagent de cet ordre de faits, inconnu au grand nombre, pour l'histoire de

la chrétienté dans les temps modernes.

L. P.

Le comte Desgrées du Lou, président de la noblesse aux États de Bretagne de 1768 et de 1772, par le comte DE BELLEVUE. Paris, Lamulle et Poisson, 1903, in-8 de 240 p.

M. de Bellevue a eu la pieuse et excellente idée de mettre en relief la figure de son arrière-grand-oncle qui, à la fin du *xviii*^e siècle, tint une place honorable dans la magistrature de Bretagne. Jacques-Bertrand-Colomban Desgrées, comte du Lou, fut un de ces caractères bretons dans lesquels se concentraient, avec un sentiment vif de l'honneur, le courage, le dévouement à son pays, le désintéressement et l'opiniâtreté à soutenir ce qu'il croyait légitime, qui sont les qualités caractéristiques de l'âme armoricaine. Il fut mêlé à ces grandes luttes de l'indépendance bretonne contre le pouvoir royal cherchant à détruire les libertés provinciales qui étaient la condition de l'union de la Bretagne au royaume : c'était une sorte de concordat civil que les grands seigneurs envoyés comme gouverneurs par la Cour semblent avoir eu pour mission de faire disparaître par la persécution et par la violence. Le comte Desgrées eut pendant longues années à se défendre contre le maréchal de Duras qui l'accusait d'avoir pour une somme, relativement peu importante, trahi les intérêts de la province ; le comte Desgrées se défendit pied à pied et si bien que le roi, voulant épargner le maréchal, ordonna simplement qu'il ne fût pas donné suite au procès intenté par le terrible Breton.

M. de Bellevue fait suivre sa no-

tice d'une généalogie très détaillée et documentée de la famille Desgrées. Ce travail, très intéressant pour la province, composé par son arrière-grand-oncle, est complété par lui jusqu'à nos jours.

A. DE BARTHÉLEMY.

Les dernières années de la Louisiane française, par le baron Marc DE VILLIERS DU TERRAGE. Librairie orientale et américaine, Guilmoto, in-8.

Sous ce titre, l'auteur fait paraître une intéressante histoire de notre ancienne colonie américaine, où abondent les renseignements, puisés, en grande partie, dans nos archives publiques.

Nous y voyons, prise sur le vif, l'existence des personnages que la couronne de France établit successivement comme gouverneurs à la Nouvelle-Orléans ; nous y constatons des difficultés innombrables au cours de leur administration et dans leurs rapports avec les tribus sauvages, les Anglais, et maintes fois aussi avec des compatriotes jaloux, pourvus d'une autorité coHatérale.

Combien, presque oubliés de nos jours, luttèrent héroïquement au loin, sans ressources, sans appui, isolés, livrés à leurs propres moyens, pour la grandeur et le prestige de la métropole : le Moyne d'Iberville et ses frères de Bienville et de Longueuil, le marquis de Vaudreuil, l'explorateur La Salle et son frère, tant d'autres encore, mais, entre tous, le chevalier de Kerlérec, d'Abbadie et Aubry, successivement chargés de la lourde tâche de pacifier et de contenir des voisins rapaces ! Ne sont-ils pas intéressants aussi, ces Iroquois, Missouris, Chaouanons, Abenakas, Chaktas, Ché-

raquis, Chikachas, etc., avec lesquels l'auteur nous tient en relation? N'est-elle pas curieuse, la figure de cet incomparable Indien, le fameux Pontiak, qui, pendant deux années, tint en échec presque toutes les troupes anglaises?

En 1763, le néfaste traité de Paris nous faisait perdre la Louisiane, sans regret de la part des grands du jour, si l'on en juge par un mémoire du duc de Choiseul : « La Louisiane a été peu utile à la France, dit-il, qui elle-même a peu profité de cette colonie. Il est facile d'en apercevoir la cause ; les principales productions de la Louisiane étaient trop semblables à celles de la métropole. »

Le premier gouverneur espagnol, don Antonio de Ulloa, n'y pénétra qu'en mars 1766, et ce fut en 1767 que les troupes de Sa Majesté Catholique en prirent effectivement possession. Les nouveaux maîtres n'étaient pas pressés, prévoyant une ère de gros ennuis. L'administration d'Ulloa provoqua des troubles graves en 1768 ; quelques esprits bouillants élaborèrent alors un projet de république, et le lieutenant général comte O'Reilly dut comprimer la révolte par des exécutions capitales.

La domination de nos voisins fut courte et malheureuse.

En France, durant le règne de Louis XVI, on se préoccupa fort peu de la Louisiane ; mais, en janvier 1793, le Comité de salut public y envoya Volney « en qualité de naturaliste, avec des appointements de 15,000 livres par an, pour le renseigner sur l'état des choses en Amérique, » et, dès lors, les hommes politiques n'abandonnèrent plus l'idée de rentrer en possession des rives du Mississipi. En 1795, Barthélemy, notre plénipotentiaire aux négocia-

tions de Bâle, reçut l'ordre de demander à l'Espagne la rétrocession de la Louisiane et de Saint-Domingue, en échange de Fontarabie et de Saint-Sébastien, mais les négociations n'aboutirent qu'en 1802. L'entrée en possession devait avoir lieu l'année suivante ; une expédition, commandée par le général Victor, plus tard maréchal duc de Bellune, allait s'y rendre. Les Américains, fort émus depuis quelques mois du retour des Français dans le nord de l'Amérique, prirent les choses au tragique. Un fort parti voulut rompre avec la France et s'emparer, à main armée, de la Nouvelle-Orléans, où s'était déjà installé le préfet Laussat. Le sage Jefferson, président de l'Union depuis 1801, sut calmer les têtes et envoya Monroe à Paris, pour traiter d'un abandon, qui fut accordé aux États-Unis le 30 avril 1803.

M. de Villiers tombe dans la même erreur que beaucoup d'érudits en se figurant que tous les documents trouvés peuvent intéresser le public. Son livre est des plus instructifs, des plus complets et constitue une précieuse mine de faits ; cependant n'aurait-il pu dégager de ce tout, un peu difficile à lire, un ensemble plus à la portée de la masse, qui aime l'histoire sans avoir le temps de trop l'approfondir ? Peut-être a-t-il eu l'intention de s'adresser spécialement aux chercheurs, aux historiens proprement dits.

Ce qui concerne la Louisiane est, certes, palpitant d'intérêt. L'auteur a eu la fort bonne idée d'étudier en détail la vieille France de là-bas, et de retracer très habilement et d'une main sûre le souvenir des luttes qu'eurent à soutenir nos vaillants pionniers des *xvii^e* et *xviii^e* siècles, dans le cœur desquels le sentiment

de la patrie était gravé en lettres d'or. Combien d'entre eux périrent au delà des mers, dans l'obscurité, après avoir travaillé à compénétrer les indigènes d'une influence française tellement solide qu'on en re-

trouve encore des traces aujourd'hui !

C'est ce que le baron de Villiers a voulu nous rappeler dans l'ouvrage le plus complet et le plus utile qui ait paru sur la question.

Vicomte DE NOAILLES.

VII. — RÉVOLUTION

Le Chapitre de Notre-Dame de Paris en 1790, par J. MEURET. Paris, A. Picard et fils, 1904, in-8 de viii-297 p., 4 planches.

Il pourrait sembler qu'après les vastes travaux entrepris, depuis vingt-cinq ans surtout, sur l'histoire de la Révolution française, après la publication de nombreux documents qui ont été mis au jour, le rôle de l'historien qui reprend ce même sujet ne puisse être que fort modeste. Mais il reste encore bien des parties de grande épopée qui méritent, par leur importance, d'être traitées isolément. Elles-mêmes, les collections de documents, n'ont pu tout embrasser, et combien de pièces recèlent encore nos Archives qui peuvent être utilisées en vue de monographies susceptibles du plus grand intérêt !

C'est une tâche de cette catégorie que s'est donnée M. Meuret, et il faut reconnaître qu'il a pleinement réussi dans l'accomplissement de son projet. Très préparé par une étude approfondie des sources, l'auteur a tiré très bon parti des documents qu'il a trouvés dans les séries L et S des Archives nationales, ainsi que du manuscrit 2796 des Nouv. acq. franç., de la Bibliothèque nationale. Il nous a donné un excellent livre dans lequel il ne faut pas s'attendre à trouver une histoire, même abrégée, du Chapitre de Notre-Dame.

Pour en connaître l'ancienne organisation et la juridiction, on devra recourir à la magistrale préface que Guérard a mise en tête du *Cartulaire de Notre-Dame de Paris* (1850), et pour apprécier son rôle dans les événements politiques, on lira les études spéciales, telles que celle que M. Grassoreille a insérée dans le tome IX (1882) des *Mémoires* de la Société de l'histoire de Paris.

M. Meuret, lui, nous donne un récit détaillé et précis des derniers jours qui ont couronné la longue et brillante existence de ce corps illustre.

Le Chapitre comprenait, en 1790, cinquante et un chanoines. A leur tête était le doyen, puis, suivant l'ordre hiérarchique, différents fonctionnaires : le Chantre et le Sous-Chantre, les Archidiacres, le Chancelier et le Pénitencier.

La prébende des chanoines était égale, mais les dignitaires jouissaient d'une indemnité spéciale. Presque tous les chanoines jouissaient aussi d'autres revenus sur des abbayes, prieurés, chapellenies, etc., qui constituaient à plusieurs d'entre eux de véritables fortunes ; mais « qu'on ne se scandalise pas de ces grasses prébendes ! Un chanoine de Paris, surtout une Dignité, était un personnage au XVIII^e siècle. Le Doyen, le Chantre, le Chancelier, avaient un rang à tenir, et par conséquent des

frais de représentation considérables. »

Au-dessous de cette haute hiérarchie, c'est-à-dire des cinquante et un chanoines titulaires, vivaient près de deux cents personnes, dont cent quatre-vingts ecclésiastiques, qui tenaient d'elle leurs moyens d'existence : les Vicaires perpétuels, les Bénéficiers et la Maitrise. La plus grande partie de ce nombreux personnel (ecclésiastiques ou officiers laïques) habitait, comme les chanoines, à l'ombre de la vieille basilique, dans le cloître dont il ne reste presque plus de traces aujourd'hui, mais dont l'historien nous fournit une très bonne description accompagnée d'un plan qui donne à celle-ci une pleine lumière.

Les troisième et quatrième chapitres du livre de M. Meuret sont consacrés aux particularités capitulaires : le rôle des chanoines dans la magnificence des cérémonies canoniales ou paroissiales, la juridiction temporelle et spirituelle, l'administration financière, et, enfin, de curieux détails sur les énormes services rendus par le Chapitre de Notre-Dame à l'instruction et à l'assistance publiques.

Mais survient la convocation des États généraux. Les chanoines ont leur rôle dans les assemblées électORALES de Paris, puis l'Assemblée nationale occupe une partie du cloître. Le décret du 2 novembre 1789, qui commençait la spoliation de l'Église de France, ne supprimait pas encore les Chapitres, mais leur ruine était décidée ; il faut lire les pages où l'historien raconte l'agonie du mourant. Mort lente qui fut définitivement consommée par la fermeture de la salle capitulaire, le 23 novembre 1790. La Révolution venait de commencer son œuvre.

PAUL LACOMBE.

L'Invasione francese in Milano (1796), da *Memorie inedite di don Francesco Nava*, per GALLAVRESI et F. LURANI. Milan, Cogliati, 1903, in-8 de 99 p (Extrait de l'*Archivio storico Lombardo*, fasc. 35-36, 1902).

Giovanni Francesco Gabrio Luigi Giuseppe Bernardino Nava naquit en 1755 dans la Brianza, fit honorablement son droit à Pavie, et en 1778 fut reçu au Collegio dei Dottori de Milan, corporation qui avait par tradition le monopole de fournir le personnel des offices publics. Il fut, dès 1780, « protecteur des prisonniers, » commissaire délégué à Porlezza, Menaggio, Pizzighettone, en 1783 avocat des pauvres, en 1784 assesseur du Tribunale di provvisione, en 1791 vicario di provvisione, en 1796 membre du « Chapitre de MM. les nobles députés de l'admirable Fabrique du Duomo de Milan ; » il fut exilé à Nice par les Français en 1796, reparut à Milan en 1799 après les victoires austro-russes, y exerça les fonctions de *prefetto e regio delegato* de la commission municipale ; quitta de nouveau Milan, émigré volontaire, au retour de Bonaparte, se retira à Udine et à Venise, rentra enfin dans sa ville et y mourut le jour de Noël en 1807. Tel est le personnage, honnête et obscur, dont on publie le journal. L'autographe du document appartient à un de ses petits-neveux Lurani, et son authenticité paraît indiscutable. L'utilité de sa publication ne l'est pas moins, si l'on remarque, comme le font justement les éditeurs, quelle importance la campagne victorieuse de 1796 eut dans le développement de l'ambition de Bonaparte, et quelle est la pénurie des documents italiens relatifs à cette époque : « les meilleures sources, les

journaux de Minola, de Mantovani, de Luca Peroni (si précieux), les papiers de Pietro Verri et de Galeazzo Serbelloni sont encore inédits et même hors du domaine public, et les dossiers des archives municipales sont encore presque intacts. » Le journal de Nava a donc en premier lieu le mérite de la rareté et de la nouveauté. Les emplois gérés par l'auteur lui confèrent une réelle autorité pour parler des affaires municipales milanaïses; la sérénité de son esprit, qu'il prouve par sa conduite après sa chute du pouvoir et par son attitude si digne envers G. Serbelloni, son ex-collègue, qui lui avait volé sa place, à la faveur de l'invasion, est une garantie de son impartialité d'historien. On peut donc croire à sa crédibilité quand il s'écarte de la version traditionnelle qui remonte à Becattini et dont le minutieux travail de Bouvier est la dernière et plus magistrale expression. — Enfin ces mémoires ont été rédigés au lendemain des événements, pendant l'exil de Nava à Nice, et l'on peut admettre, à un si court intervalle, la fidélité de sa mémoire. — Il

est regrettable que les mémoires n'aient pas été publiés d'une façon tout à fait intégrale, et qu'on ne puisse pas aisément discerner les coupures et les retranchements pratiqués dans le texte. Par contre, l'annotation, véritable commentaire perpétuel, mérite tous éloges : les divers textes originaux, les mémoires antérieurement connus, sont sans cesse confrontés avec celui de Nava. Il faudra désormais annexer cette brochure au volume de Bouvier pour étudier Bonaparte en 1796. Au surplus, ce n'est point seulement l'histoire de Bonaparte qu'il faut y chercher : « la ruine définitive de l'ancienne autonomie municipale milanaïse, le chaos d'institutions sorties de la libre commune républicaine, leur évolution, suppression ou transformation sous les influences transalpines, par la pression des événements et des nouvelles formes démocratiques, tout cela constitue un tableau qui n'est point dépourvu d'intérêt. » Le travail de MM. Gallavresi et Lurani sera donc fort utile aussi aux historiens de l'Italie moderne.

LÉON-G. PÉLISSIER.

VIII. — TEMPS MODERNES

La comédie et les mœurs sous la Restauration et la monarchie de juillet (1815-1848), par Charles-Marc DES GRANGES. Paris, Fontemoing, 1904, in-8 de xxiii-265 p.

L'auteur expose d'abord l'importance que prit la « comédie » pendant toute la durée du régime monarchique et constitutionnel qui va des débuts de Louis XVIII à la fin de Louis-Philippe.

Les « idées, » les thèses étaient

portées naturellement sur la scène à l'époque où les principes et les lois se trouvaient chaque jour débattus sur le théâtre parlementaire ; toutefois, avec la restriction de Dame Censure qui, beaucoup moins absolue que sous Napoléon, ne négligeait pas de se montrer exigeante pour les détails. La Restauration s'efforça d'interdire à la comédie les sujets propres à blesser les croyances et à susciter les conflits ; la monarchie de juillet, par faiblesse et par indifférentisme, laissa

parfois les auteurs de second ordre attaquer les honnêtes gens et glorifier les passions de la foule. En se réfugiant dans le vaudeville, les petites et mesquines rancunes trouvèrent un terrain mieux adapté que la tragédie et même le drame pour peindre et exprimer leurs sentiments. Ce fut là un des motifs de la victoire finale du romantisme sur le genre classique.

La partie historique du livre de M. Ch.-M. des Granges attire plus que son côté littéraire. Il présente les « auteurs, » tant ceux qui avaient déjà écrit sous l'Empire depuis Picard et Étienne jusqu'à Duval et Lemerrier, que les nouveaux, dont étaient alors Casimir Delavigne, Casimir Bonjour et Scribe, sans compter d'illustres inconnus restés peu connus. Il consacre des pages excellentes à passer en revue les comédies relatives à l'*Argent*. Sur les pièces concernant le *Mariage*, il n'écrit pas moins de quatre chapitres (vii, viii, ix et x), et cette ampleur d'informations indique bien la multiplicité du sujet. Le chapitre vi est réservé aux « pièces politiques » proprement dites ; il nous paraît le meilleur du livre.

La conclusion de l'auteur, c'est de mettre en valeur, presque en relief, l'intérêt du théâtre parisien de 1820 à 1848, pendant une époque où les nombreux spectateurs ne se contentaient pas seulement (comme on le croit généralement) de se délecter aux mélodrames en vers, ou de s'amuser à de petits vaudevilles en prose, mais prenaient un vif intérêt aux efforts scéniques capables de peindre les mœurs de leur temps. — M. des Granges a multiplié ses recherches, patiemment poursuivi les documents, donné de nombreuses citations qui rendent par endroit pi-

quant son récit, un peu alourdi çà et là par des nomenclatures si précises qu'elles tournent à la statistique. M. Jules Lemaitre a fait précéder ce curieux et très loyal travail d'une courte et élogieuse préface, à la fin de laquelle il annonce et souhaite, de la plume du même auteur, une étude sur la *Presse littéraire sous la Restauration*. Aux siens nous joignons tous nos vœux.

G. DE G.

Le département du Nord sous la deuxième république (1848-1852), par A.-M. Gossez. Lille, G. Lelou, 1904, in-8 de 448 p.

Je ne crois pas que M. Gossez ait publié ce livre pour démontrer l'absurdité de la révolution de février 1848 et jeter le ridicule sur bon nombre des auteurs de cette révolution. Mais il me semble qu'il a tout à fait réussi cette démonstration et parfaitement prouvé que rien ne justifiait un bouleversement qui a eu les suites néfastes que l'on a vues et que l'on voit. Si j'entends bien M. Gossez, la révolution de 1848 eut pour cause principale les mauvaises conditions économiques des dernières années du règne de Louis-Philippe. Mais alors comment se fait-il que le peuple, dès qu'il put manifester ses sentiments par le suffrage universel, se soit empressé de choisir pour ses députés une majorité de royalistes ? C'est donc qu'il n'imputait pas, comme les révolutionnaires de mauvaise foi, les récoltes manquées et la cherté du blé au gouvernement du Roi. En somme, la révolution de 1848, comme toutes nos révolutions de France, a été le fait d'une infime minorité, composée surtout de polichinelles dont les juifs et autres étrangers ma-

nœuvraient les ficelles. Et quand on songe aux suites de cette révolution malfaisante, dont la conséquence la plus terrible a été le second Empire et tout ce qui s'en est suivi, on se trouve en droit d'être sévère pour Louis-Philippe, et de lui reprocher de n'avoir pas su défendre, dans l'intérêt de la patrie, un trône qui était parfaitement défendable.

ARMAND D'HERBOMEZ.

Un dernier gallican. Henri Bernier, chanoine d'Angers (1793-1859), par Albert Houtin. Deuxième édition, revue et augmentée. Paris, Nourry, 1904, in-8 de 482 p.

Pour sentir l'intérêt du livre de M. l'abbé Houtin, il faut n'être plus jeune, et avoir connu dans son enfance quelque vieux prêtre gallican, très régulier, très pieux, et souvent assez batailleur. De cette catégorie d'hommes respectables, aujourd'hui tout à fait disparue, M. Bernier est un représentant des plus typiques. La vie du belliqueux chanoine est racontée par son biographe avec la précision et la minutie qui lui sont habituelles. Mais ces qualités ont aussi leur revers, car la carrière de M. Bernier eût pu être résumée en un beau-coup moins gros volume. Il y a disproportion évidente entre l'importance du personnage et les dimensions du récit. M. Houtin a encore augmenté celui-ci dans cette nouvelle édition : les additions ne sont pas toujours heureuses, et le chapitre sur le testament la Terrandière, où M. Bernier fut très peu mêlé, est aussi fastidieux qu'inutile. Ce qui fait l'agrément du livre, ce sont les portraits. Certains des personnages dessinés par M. Houtin laissent dans la mémoire du lecteur une image

très nette; soit que, comme pour l'abbé Jules Morel, qui eut au milieu du dernier siècle un moment de célébrité, il groupe de préférence les principaux traits, soit que, comme pour dom Guéranger ou Mgr Angebault, il les sème tout le long du récit, sans que leur pointe soit émoussée. Moins heureux est le portrait du comte de Falloux, que M. Houtin cherche, sans y réussir, à rendre défavorable. En résumé, lecture curieuse, pour ceux qui se souviennent des querelles religieuses antérieures à 1870; lecture presque archéologique, pour les esprits plus jeunes, émus des dangers autrement graves qui menacent aujourd'hui l'Eglise et la France.

PAUL ALLARD.

Comte de HÜBNER: Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le second Empire (1851-1859), publiés par son fils, le comte Alexandre de Hübner. Tome 1^{er}. Paris, Plon, 1904, un volume in-8 de 474 p., avec portrait en héliogravure.

Les lecteurs qui s'occupent d'histoire diplomatique suivront avec grand intérêt, dans ce livre, les pages consacrées aux rapports entretenus par les gouvernements étrangers, particulièrement par l'Autriche, avec le gouvernement de Napoléon III, soit dans les années qui précéderent la guerre d'Orient, soit au cours de cette guerre, soit pendant le Congrès de Paris, qui amena la conclusion de la paix entre les puissances coalisées et la Russie. Cependant le plus grand nombre des lecteurs demandera surtout aux *Souvenirs* du comte (alors baron) de Hübner l'image fidèle de ce que fut la société française, et surtout le monde officiel,

dans les premières années du second Empire.

Le livre abonde en portraits, en anecdotes, en réflexions, qui pour n'avoir, à première vue, qu'un intérêt mondain (M. de Hübner note chacun des diners auxquels il assiste, avec les noms des convives), ne laissent pas de contenir, au fond, de précieux renseignements d'histoire. On voit avec curiosité les sentiments qu'éveille chez un diplomate de la vieille école, au service « non de la plus puissante, mais de la plus haute » des monarchies européennes, la vue de la société officielle, assez neuve et improvisée, qui formait la cour impériale, sans presque aucun mélange des représentants de l'ancienne aristocratie française. Les nuances de ces sentiments sont intéressantes à observer : M. de Hübner juge de haut, mais sans refuser systématiquement à aucun de ceux qui les méritent l'estime et même la sympathie.

En fermant son livre, qui trace de la France politique, au milieu du dernier siècle, une image dont, après tout, il n'y a point à rougir, on se demande avec inquiétude ce que pourraient être des *Souvenirs* tracés, comme ceux-là, au jour le jour, si quelque ambassadeur accrédité près de la troisième République, et obligé par devoir d'en fréquenter le monde officiel, avait la cruauté de les écrire.

PAUL ALLARD.

Un maître d'Alençon pendant l'invasion allemande, M. Eugène Lecoindre, par R. TRIGER. Alençon, 1904, imp. Lecoq et Mathorel, in-8 de 286 p. avec 3 cartes.

Cette biographie n'a pas un intérêt purement local : elle touche à l'histoire générale par un côté très im-

portant et est remplie de renseignements sur l'invasion et l'occupation prussienne dans l'ouest de la France. M. Triger, le distingué président de la Société historique et archéologique du Maine, a fait aux documents officiels de nombreux emprunts qui donnent à son ouvrage toute la valeur d'un récit contemporain.

L. C.

L'américanisme, par Alb. HOUTIN. Paris, Nourrit, 1904, in-12 de 498 p.

L'auteur de ce volume entreprend un exposé synthétique de la question de l'américanisme. Il divise son ouvrage en deux parties : l'Américanisme en Amérique et l'Américanisme en France. Son intention paraît être de montrer que des méthodes peuvent être recommandables d'un côté de l'Atlantique et dangereuses de l'autre côté ; cette distinction est moins facile à faire pour les principes qui par leur nature échappent à la loi de la contingence.

Ce qu'il y a de vrai dans sa démonstration, c'est qu'à un moment donné certains de nos contemporains crurent avoir découvert l'Amérique ; des publications remarquables, comme celles de M. de Meaux, répandirent dans notre public quelques notions exactes et quelques appréciations judicieuses ; vers la même époque se produisit en France, pour des causes qu'il serait trop long d'indiquer, un mouvement qui s'est appelé le néo-christianisme ; quelques hommes, jeunes encore, au moins de cœur, pensèrent qu'il y avait lieu de réconcilier l'Église et la société moderne ; l'Église renoncera pour sa part à son dogme et à sa discipline ; les néo-chrétiens apporteront en échange leur collabo-

ration. On crut trouver dans la constitution de l'Eglise d'Amérique le type auquel devait se ramener toute association de croyants, et c'est ainsi que de faits mal étudiés sortit un vaste malentendu que la badauderie et le snobisme essayèrent de perpétuer; un jour, les néo-chrétiens ne crurent pas devoir continuer leur appui à l'Eglise; les universités populaires leur parurent un milieu plus approprié à l'expansion de leur activité et l'Eglise se vit obligée de renoncer à un concours qu'elle n'avait d'ailleurs jamais recherché.

Au cours de ce rapprochement passager, il fut remué beaucoup d'idées, les unes sages, les autres folles, d'autres qui valaient la peine d'être examinées sans parti pris; je citerai le projet d'un Parlement des religions qui, patronné par des organisateurs dignes d'une meilleure cause, recommandé par des orateurs à la parole entraînant, amena des hommes comme Mgr d'Hulst ou l'abbé de Broglie à s'arrêter à l'examen d'une hypothèse qui ne fut rejetée que lorsqu'elle parut chimérique; mais les tenants de ce mouvement quelque peu révolutionnaire doivent reconnaître que leurs propositions ont été examinées avec la plus parfaite bonne foi.

Quant aux Américains, effrayés du bruit qui se faisait à leur occasion, ils se mirent en défense contre des amis compromettants; Mgr Denis O'Connell, aujourd'hui recteur de l'Université catholique de Washington, lut, en 1897, au congrès de Fribourg, une note qui essayait de ramener le débat à ses limites exactes. Ce fut inutile; des questions de personnes, de races et de corporations se mêlèrent au débat; l'américanisme devint une pierre de scandale ou une

pierre de touche, un cauchemar ou une position sociale, suivant les cas, et pour être qualifié d'américaniste il parut suffisant de ne pas partager les idées de M. X. ou de M. Y. sur des questions d'enseignement, de politique ou d'exégèse.

La parole du Pape est venue clore cette période de discussions à bâtons rompus; la lettre *Testem benevolentiae* (22 janvier 1899) a rétabli les principes et formulé des enseignements que tous, ou presque tous, ont reçus avec une filiale gratitude; on continuera à admirer ce qu'il y a de bon en Amérique, mais on ne regardera plus les méthodes dites américaines comme une panacée propre à guérir tous les maux dont est affligé notre vieux monde.

M. l'abbé Houtin a donné de cette controverse un historique soigneusement documenté; ce serait beaucoup de lui demander un travail « objectif; » sa verve combattive ne s'en accommoderait pas; mais on peut rendre hommage à l'impartialité avec laquelle il s'en prend tour à tour aux deux partis en présence; on ne peut lui reprocher une excessive indulgence; sa causticité s'exerce librement sur le compte de chacun; tout le monde y passe, ou peu s'en faut. Il en est résulté qu'ayant témoigné quelque irrévérence pour des personnes fort considérables, M. Houtin a vu son livre mis à l'*index*; c'était à prévoir et l'auteur, qui est du reste un esprit très perspicace, n'a pas dû en être plus surpris que ses lecteurs.

P. PISANI.

Problems and Persons, par Wilfrid WARD. Londres, Longmans, 1903, in-8 de 377 p.

L'auteur n'est probablement pas un inconnu pour les lecteurs de la

Revue des questions historiques, du moins pour ceux qui ont suivi les étapes du mouvement catholique en Angleterre durant ces dernières années. Son histoire de William Georges Ward (son père) et du *Mouvement d'Oxford*, et sa vie plus récente du *Cardinal Wiseman*, sans parler de quelques autres ouvrages, l'ont mis au premier rang des écrivains catholiques anglais de notre époque. Son dernier livre est une série d'essais. *L'esprit du XIX^e siècle*, *Inflexibilité de Rome*, *Le dogme immuable et l'homme variable*, *Les fondements de la foi*, *Candeur en biographie*, *Tennyson*, *Thomas Henri Huxley*, *Deux devises du cardinal Newman*, *Newman et Renan*, *La Vie et les ouvrages du cardinal Wiseman*, *La Vie de M^{me} Augustus Craven*, tels sont les titres de ces essais qui révèlent par leur variété même le genre et l'esprit de l'auteur. Historien très bien renseigné, très initié au mouvement de son siècle et à la connaissance de la plupart des personnages importants de son pays, il est en même temps philosophe, penseur et psychologue. C'est dire que son histoire ne s'arrête pas à la surface des faits et qu'il veut en saisir l'esprit, remonter à leurs causes, suivre les différents courants qui ont entraîné tour à tour les hommes du XIX^e siècle. C'est ce qui fait le véritable intérêt et la valeur de ses études, et donne à ces chapitres, d'un caractère un peu hétérogène au premier aspect, l'unité d'un livre.

Quelques-uns de ces essais, le premier par exemple, ne se prêtent pas facilement à une analyse et sortent un peu, du reste, du cadre de cette revue. Nous insisterons davantage sur ceux qui ont pour objet Tennyson et Huxley, que l'auteur a connus

personnellement et sur lesquels il nous donne des anecdotes souvent caractéristiques et toujours intéressantes. Son étude sur M^{me} Augustus Craven rappelle l'attention sur une figure un peu oubliée aujourd'hui, mais qui eut son heure de célébrité; à ce sujet M. W. Ward a écrit une page des plus instructives sur l'histoire du catholicisme au XIX^e siècle. On devine que l'auteur de *Life and times of cardinal Wiseman* a plus d'un détail inédit à nous donner sur le célèbre écrivain; mais son essai est plus que cela, c'est une étude d'ensemble, quoique résumée, de la vie de Wiseman et de son influence. Les deux chapitres sur Newman ne sont pas moins remarquables, et le leit motiv de sa vie est bien mis en lumière par le commentaire de ses deux devises : *Umbra et imago* et *Cor ad cor loquitur*.

La vie de son grand rival, Manning, par Purcell, avait besoin d'un correctif que l'on lira avec intérêt dans le chapitre d'un titre et d'une couleur bien anglais : *Candeur en biographie*. *L'Inflexibilité* ou, si l'on veut, la *rigidité de Rome* est d'une portée plus étendue; c'est en réalité une étude sur l'attitude de l'Église romaine depuis le protestantisme, qui pourrait se résumer en un mot : sévérité forcée par suite de l'état de siège, et, dans l'avenir : sympathie plus large et plus accueillante pour nos frères séparés. *Dogme immuable et Homme variable* est d'une actualité que l'auteur lui-même ne pouvait prévoir au moment où il écrivait cet article sur le fameux docteur Mivart. L'étude sur les *Fondements de la foi* a été inspirée, on le devine, par l'ouvrage de Balfour qui porte le même titre.

On le voit par cette brève analyse,

cet ensemble d'essais est de nature à intéresser tous ceux qui consacrent leur attention aux problèmes de notre temps et à son histoire. Ils sont écrits avec un talent, une connaissance du sujet, une hauteur de vues philosophiques et théologiques, qui ont attiré au dernier livre de l'historien psychologue les éloges des critiques anglais les plus sévères, même de ceux qui sont loin de partager ses convictions.

F. C.

Okoubo, par Maurice COURANT, de la collection *Ministres et hommes d'État*, avec un portrait en phototypie. Paris, Alcar, 1904, in-16 de 203 p.

L'un des personnages japonais les plus marquants du XIX^e siècle fut, sans contredit, Okoubo Tosimitsi. Ce célèbre homme d'État naquit à Kagosima, dans la province de Satsuma, en 1830. Fils d'un samouraï, vassal de la maison de Shimidzou, il fut, tout jeune encore, le chef de la « ligue impériale » et eut l'honneur de siéger avec les princes féodaux (*daimios*) devant « la face de l'empereur. » Tenu d'abord un peu à l'écart à cause de ses idées radicales, il ne tarda pas, par sa perpécacité et son talent, à devenir l'un des conseillers les plus écoutés du mikado. Après avoir pris une part très active à la révolution de 1868, qui renversa le shogounat et abolit la féodalité, il contribua puissamment à la restauration impériale. Ministre des finances (1871), puis de l'intérieur, il participa ensuite à la grande mission japonaise aux États-Unis et en Europe; il visita notamment Londres et Paris (décembre 1872 et début de 1873) et de la vue du développement économique de ces capitales tira des

enseignements qu'il appliqua à son retour au Japon. A peine rentré à Tokio, il comprima la rébellion de Saga (1874) et, cette même année, partit à Péking négocier la paix avec la Chine, au sujet des massacres de Formose. Il s'occupait d'encourager l'agriculture, le commerce et l'industrie, quand il fut assassiné, le 14 mai 1878, en se rendant à la cour.

L'esprit systématique d'Okoubo adopta « l'idée de ramener l'Empire à l'unité impériale, de concilier cette forme antique avec les nécessités des relations extérieures; sa patiente observation trouva les voies, ach mina le Japon nouveau vers une constitution moderne, vers un premier rôle dans l'Asie orientale. » L'œuvre de ce grand politique peut se résumer dans une phrase : « En moins de dix ans, il a tiré d'une féodalité complexe un État moderne, centralisé, muni de tous ses rouages. »

M. Courant était mieux désigné que tout autre pour nous donner la biographie d'Okoubo. Japonisant distingué, auteur de travaux d'érudition très remarquables, il était, de plus, entré en relations avec les fils de cet homme d'État, et c'est surtout à l'aide des renseignements, en partie inédits, que ceux-ci lui ont communiqués qu'il a pu nous présenter, dans l'unité d'une biographie, le tableau du Japon qui n'est plus, le récit du Japon qui naît et grandit.

ALBERT THOMAS.

Dix ans à travers l'Islam (1834-1844), par Léon ROCHES. Nouvelle édition. Préface et épilogue par E. Carraby. Paris, Perrin, 1904, in-8 de xiv-560 p.

La *Revue des questions historiques* a rendu compte de la première édition de cet ouvrage, parue en 1884-

1885, sous le titre de *Trente-deux ans à travers l'Islam* (Paris, Didot, 2 vol. in-8 de 508 et 503 p. Cf. *Rev. des quest. hist.*, t. XXXV, p. 327-330; t. XXXVIII, p. 635-636). Cette première édition devait comprendre un troisième volume qui n'a jamais vu le jour, si bien que, en fait, les mémoires de M. Roches n'y dépassent pas l'année 1844 et n'embrassent ainsi que dix ans de sa vie à travers l'Islam. En publiant cette seconde édition, M. Carraby a ajouté une préface et un épilogue. La préface contient une esquisse charmante du caractère aventureux de ce neveu de M^{me} Roland, chevaleresque et loyal, audacieux et délié, qui, extérieurement du moins, embrasse l'islamisme pour amener Abd-el-Kader à subir l'influence française, se rend à la Mecque, le premier de tous les Français et le troisième parmi les Européens, revient de la Mecque à Rome, où il se convertit avec tant d'enthousiasme qu'il est sur le point de se faire jésuite, finalement entre dans la diplomatie et y sert son pays avec intelligence et désintéressement. L'épilogue renferme le récit très résumé de cette dernière partie de la carrière de Roches, depuis 1844 jusqu'en 1901, où il meurt à l'âge de quatre-vingt-onze ans. L'ancien secrétaire intime d'Abd-el-Kader est devenu le confident et l'ami du maréchal Bugeaud, qui le fait nommer consul

général à Tanger, d'où il passe à Tunis.

En 1864, il quitte définitivement le monde musulman, pour aller représenter, jusqu'en 1869, la France au Japon, en qualité de ministre plénipotentiaire. Il y assiste à la révolution libératrice qui ouvre au jeune empire la civilisation européenne, et son rôle y est, dès le début, celui d'un patriote avisé. Grâce à lui, c'est à la France que le Japon s'adresse pour s'initier aux choses d'Occident; à ce point que, dès 1867, le marquis de Beauvoir trouvait au Japon l'influence française toute-puissante, neutralisant tous les efforts tentés par l'Angleterre, l'Amérique et la Hollande pour s'imposer à l'attention et à la bienveillance du gouvernement japonais.

Pour réduire à un juste volume de 560 pages deux tomes en comptant un peu plus d'un millier, M. Carraby a supprimé, dit-il, « quelques développements sans intérêt. » Il faut lui savoir gré de n'avoir pas fait porter ces retranchements sur les renseignements très étudiés et très circonstanciés que fournissait M. Roches sur l'islamisme, sa religion, ses sectes, ses confréries, son pèlerinage de la Mecque. Par contre, il eût supprimé sans inconvénient le récit très inutile de cette banale aventure d'amour qui encombre quelques-uns des premiers chapitres de l'ouvrage.

D. È. BOUVET.

IX. — GÉOGRAPHIE. — MONOGRAPHIES LOCALES

Poètes gascons du Gers depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours, par J. MICHELET. Auch, Th. Bouquet, 1904, in-8 de 492 p.

Il faut savoir grand gré à M. J. Michelet, membre de la Société archéo-

logique du Gers, de nous avoir donné une anthologie très riche et très curieuse des poètes gascons de son département. Sans parler des philologues de profession, elle intéressera tous ceux que préoccupe le sort de nos dialectes provinciaux,

envahis et absorbés peu à peu par celui de l'Île-de-France, devenu prépondérant. Au point de vue littéraire, nombre de morceaux heureusement choisis offrent un très réel intérêt de piquant et de curiosité. Un commentaire, dont il faut louer la sobriété, donne sur les auteurs les principaux renseignements biographiques, et met en valeur, avec un enthousiasme peut-être un peu exagéré, les extraits eux-mêmes. On y a joint une traduction aussi fidèle que possible, tant dans cette langue gasconne si sonore et de couleur si pittoresque il existe d'expressions vraiment intraduisibles. Une bibliographie très complète et fort utile termine l'ouvrage (p. 478-490).

Poésie profane et sacrée, épopée, satire, genre lyrique, genre pastoral, les rimeurs gascons ne craignent pas de puiser à toutes ces sources, et c'est ce qui fait le grand intérêt du volume, peut-être un peu touffu, que l'auteur nous présente. C'est d'abord Pierre ou Pey de Garros ; aussi fervent adepte de la Muse que zélé disciple de Cujas, ce conseiller au présidial de Lectoure déplore le premier l'abandon où végète cette vieille et rude langue gasconne dont il eût été digne d'écrire la « Deffence et illustration, » comme son contemporain du Belloy faisait de la « françoise. » Marot et de Bèze traduisaient alors les psaumes en français : il en entreprend une paraphrase en gascon ; à l'instar de Plutarque, il compose ses « Héroïdes, » imitées des « Vies des grands hommes, » et passe ainsi sans la moindre difficulté du sacré au profane. Quant à ses « Églogues, » il en est de guerrières, remplies de détails curieux sur les mœurs des routiers du temps, et d'amoureuses vraiment charmantes

de grâce naïve. Son jeune frère, Jean de Garros, suivant son exemple, rime aussi gascon : sa « Pastorale » sur la mort du Béarnais pêche un peu par emphase et défaut de naturel ; le genre choisi se prêtait peu, il faut l'avouer, à traiter pareil sujet. — De du Bartas, qui longtemps avait négligé la muse gasconne pour la française, un joli sonnet sur l'Amour, et une poésie de circonstance en l'honneur de Henri de Navarre et de Marguerite de Valois, garants de la pacification de 1579. Les trois muses latine, française et gasconne y vantent à l'envi au couple royal, chacune en sa langue, leurs mérites respectifs.

Avec Guillaume Ader, médecin gironnais, nous disons adieu au xvi^e siècle. Il écrit une *Henriade* gasconne intitulée « Lou gentilome gascon et les heits de gouerre deu gran e pouderos Henric Gascon, » narrant à grands traits la vie aventureuse de son héros, et où nous signalons, à propos de l'éducation qu'il lui prête, un parallèle intéressant à faire avec le livre de Montaigne. Moraliste à ses heures, Ader rime « Lou Catounet gascon, » petit recueil de sentences et proverbes moraux, imité du « *Carmen de moribus* » de Caton le censeur. C'est sans contredit l'un des plus brillants et des plus célèbres poètes gascons.

A mesure que nous descendons dans la suite des temps, les rimeurs gascons perdent un peu de cette saveur archaïque très originale qui les distinguait au xvi^e siècle, quoiqu'il soit difficile de contester la personnalité très remarquable de poètes tels que Dastros, l'Hésiode gascon, dont le sens et l'interprétation de la nature ont un véritable charme de

réalisme, tels que Louis Baron, dont les odes, les sonnets et les chants voyaux inédits jusqu'à ce jour sont déjà d'une facture beaucoup plus savante, tels que le satirique Géraud Bedout et Dominique Duguay.

Nous ne pouvons malheureusement que signaler ici très brièvement ces auteurs dont on ne lira pas sans grand plaisir les extraits dans l'intéressant volume de M. Michelet, et citer pour mémoire, au XVIII^e siècle le spirituel abbé Lafargue, au XIX^e les poètes Cassaigneau et Noulens ; nous en passons, et non des moindres. En résumé, les « Poètes gascons du Gers » témoignent, outre d'une connaissance approfondie et d'un goût éclairé de la langue et de la littérature gasconne, d'un effort très louable que nous ne saurions trop engager nos érudits provinciaux à imiter dans les divers départements assez fortunés pour avoir conservé des monuments aussi peu connus et aussi curieux de dialectes près de disparaître.

FRANÇOIS-L. BRUEL.

Histoire de la seigneurie de Condom et de l'organisation de la justice dans cette ville, par J. GARDÈRE. Condom, 1902, in-8 de 395 p.

Il est un reproche qu'on adresse d'ordinaire aux érudits de province, c'est de n'apercevoir généralement dans les documents que le côté curieux ou pittoresque, de n'avoir ni assez de connaissances générales ni assez de méthode pour étudier à fond les institutions administratives, politiques ou judiciaires et faire véritablement œuvre d'historiens. Ce reproche, auquel n'échappent pas toujours malheureusement les travail-

leurs gascons, hâtons-nous de dire que M. Gardère ne le mérite en aucune manière.

La remarque a été déjà faite, précisément à l'occasion du travail de M. Gardère, par M. Barrau-Dihigo dans son excellent tableau synthétique de l'histoire de Gascogne (Paris, 1903, extrait de la *Revue de synthèse historique*, p. 77).

Son livre est plus qu'un bon livre, c'est un exemple à suivre.

L'abbaye bénédictine de Condom, fondée au début du XI^e siècle, organisa la justice dans cette ville. Mais le duc d'Aquitaine, partageant avec l'abbé la souveraineté du territoire condomois, voulut aussi avoir sa part dans l'exercice du pouvoir judiciaire. Il y eut en conséquence, à partir d'une époque que les documents n'ont pas permis à M. Gardère de préciser, un bailli de l'abbé et un bailli du duc. Des conflits de juridiction ne pouvaient manquer de se produire ; ils s'aggravèrent de la mauvaise volonté et des prétentions des habitants de Condom qui, depuis longtemps déjà s'administraient eux-mêmes au moyen de six consuls et supportaient avec impatience l'autorité de l'abbé.

Les moines, sentant la nécessité d'une résistance vigoureuse, s'adressèrent alors au roi d'Angleterre devenu maître du comté d'Agen. Un règlement contenant paréage fut conclu. Les deux seigneurs associaient leurs droits de justice ; leurs deux baillis devaient entendre ensemble et juger ensemble les causes ; le roi prenait sous sa haute protection le monastère, les religieux et leurs droits (1283-1285).

Le nouvel état de choses ne pouvait manquer de déplaire aux habitants dont les privilèges se trouvaient ainsi

singulièrement restreints. Un long débat s'engagea entre les deux baillis d'une part, les consuls de l'autre. Ceux-ci prétendaient avoir des coutumes écrites et légitimement prescrites et se disaient troublés injustement dans leurs privilèges ; le roi d'Angleterre et l'abbé disaient que ces coutumes n'avaient jamais été approuvées par eux. Après de longues négociations un accord intervint en 1314. C'est la charte solennelle des coutumes de Condom, « l'un des recueils les plus importants, les plus étendus, de dispositions législatives du sud-ouest. »

De ce moment date l'organisation définitive de la justice à Condom. Elle est exercée par deux baillis, l'un représentant de l'abbé, puis de l'évêque (à partir de 1317), l'autre représentant du roi de France qui a pris la place du roi d'Angleterre. Les consuls ont le droit de police et interviennent quant à l'exercice de la justice dans certains cas spéciaux.

Cette première partie du livre de M. Gardère, qui traite de la *Juridiction ordinaire*, nous paraît être la plus intéressante et la plus neuve. Outre que les documents ont permis à M. Gardère de tracer un tableau précis et coloré de la vie municipale de Condom, toute l'histoire de l'organisation de la justice dans cette ville du ^{x^e} au ^{xiv^e} siècle est vraiment caractéristique et valait bien d'être écrite avec quelque détail.

La deuxième partie, consacrée à la *Juridiction d'appel*, offre assurément moins de nouveauté. Nous retrouvons les rouages de la grande machine administrative royale. C'est le sénéchal d'Agenais et de Gascogne qui exerce cette juridiction (à Agen ou à Condom jusqu'à 1369, puis à Condom seulement par l'intermédiaire d'un

lieutenant général établi à demeure dans cette ville) ; ce sont aussi le juge ordinaire de Condomois et le juge-mage d'Agenais et Gascogne. Enfin, à partir de 1551, les pouvoirs d'appel passent au tribunal présidial de Condom, qui prend en 1788 le nom de Grand Bailliage.

Telle est, esquissée à grands traits, l'histoire de l'organisation de la justice dans la ville de Condom. Elle est maintenant, grâce au labeur patient de M. Gardère, élucidée dans ses détails. L'exposé, très clair et très judicieux, est habilement conduit ; M. Gardère a su éviter, surtout à l'occasion des nombreux procès dont il est question dans son livre, des longueurs qui n'auraient pas tardé à devenir fastidieuses. Les documents sont utilisés avec ingéniosité, mais aussi avec une rare prudence. On sent qu'on marche sur un terrain solide, et c'est à notre avis le meilleur éloge qu'on puisse faire de ce livre que complètement heureusement un appendice de vingt-sept documents, des notes sur les pénalités à Condom, enfin des listes bien dressées des officiers de justice.

Peut-être pourrait-on, sur quelques points, chercher chicane à M. Gardère. Il invoque parfois l'autorité d'ouvrages aujourd'hui bien vieillis, commet quelques petites erreurs de chronologie (p. 80 : les États généraux tenus à Tours sous Charles VIII ont eu lieu en 1484 et non en 1483, qui est la date d'ancien style ; p. 264 : la pièce justificative n° iv, datée du 4 des calendes de juillet, est du 28 juin et non du 4 juillet, comme il l'a écrit par inadvertance) ; certaines dates, composées d'éléments chronologiques anciens, auraient pu être interprétées suivant la manière actuelle de compter (p. 48, note 1 : la

veille de saint Matthieu, apôtre, 1298, équivalait au samedi 20 septembre ; p. 77, note 3 : le 2 des nones de décembre de la 4^e année de Clément V équivalait au 4 décembre 1308). Enfin il nous semble que seule une prudence excessive peut faire hésiter à M. Gardère à décomposer (p. 13, notes 1 et 2) les mots *Namphos* et *Namigot* en expression provençale, *En Amphos* (Monseigneur Alphonse) et *En Amigot* (Monseigneur Amigot).

Mais ce sont là vétilles bien excusables, qui n'enlèvent rien au mérite de l'auteur et à l'intérêt de son livre.

Terminons par un vœu : celui de voir M. Gardère aborder l'étude de la chartre de coutumes de Condom et nous en donner bientôt une édition critique. Par ses travaux antérieurs, par sa connaissance approfondie de l'histoire, des archives et de la langue de son pays natal, il est mieux préparé que personne pour mener ce travail à bonne fin.

CH. SAMARAN.

F. UZUREAU : *Andegaviana* (1^{re} série), dédié à M. le duc de la Trémoille. Angers, Siraudeau. Paris, Picard, 1904, in-8 de 508 p.

Sous le titre *Andegaviana*, M. l'abbé Uzureau a réuni une suite de notes, la plupart très courtes, se rapportant à l'Anjou. On en trouve qui intéressent l'histoire de cette province depuis le v^e siècle ; mais celles qui la concernent à partir du xviii^e siècle sont de beaucoup les plus nombreuses. Aussi, les historiens qui s'occupent de l'histoire contemporaine pourront-ils souvent puiser dans ce recueil des renseignements intéressants pour retracer les événements dont l'ouest de la France fut le théâtre. Pour donner une idée de ce que contient ce volume, il faudrait

citer tous les chapitres, car il est bien difficile de faire un choix au milieu de ces notices. Nous pouvons citer au hasard celles qui sont relatives au premier concile d'Angers, aux commencements de l'imprimerie à Angers, à l'Université d'Angers au xvi^e siècle, à la Compagnie du Saint-Sacrement à Angers au xvii^e siècle, au miracle des Ulmes, et enfin, d'une manière générale, presque toutes celles qui ont trait à la période révolutionnaire. On peut dire que M. Uzureau s'est arrêté au commencement du xix^e siècle, car, à part quelques faits se rapportant aux années 1823 à 1832, tout le reste, ou à peu près, ne dépasse pas l'époque du premier Empire. Comme ces articles sont groupés sans ordre dans le volume, l'auteur a donné à la fin une bonne table chronologique qui permettra de le mettre facilement à profit.

J. VIARD.

Die katholische Kirche in Armenien. Ihre Begründung und Entwicklung vor der Trennung, par Simon WEBER. Fribourg en Brisgau, Herder, 1903, in-8 de xx-532 p.

« L'histoire de l'ancienne Église arménienne, écrit en manière de conclusion, à la fin de l'ouvrage dont on vient de lire le titre, M. Simon Weber, professeur d'apoloétique à Fribourg en Brisgau, est un fragment de l'histoire du catholicisme dans l'antiquité, de son développement, de ses bienfaits, mais aussi des dangers qui l'ont assailli. » Rien de plus justifié pour celui qui vient de lire le consciencieux et savant travail de M. Simon Weber sur les origines de l'Église arménienne, sur les crises qu'elle traversa et sur les tempêtes qu'elle subit durant le cours du iv^e siècle, puis sous la domination

étrangère. Mais ce n'est peut-être pas tant encore, malgré tout son intérêt, dans cette histoire externe en quelque sorte de l'Église arménienne que réside l'intérêt du volume de M. Weber ; ce qui, à notre avis, offre le plus de prix, c'est l'histoire interne de cette Église, histoire que l'auteur a étudiée avec une critique pénétrante et une remarquable érudition.

Pour chacune des périodes qu'il distingue dans l'histoire de l'Église arménienne, depuis le moment où, au début du iv^e siècle, Tiridate, « le Constantin arménien, » introduisit le catholicisme dans son royaume, jusqu'à l'époque du schisme, M. Weber expose successivement avec un grand soin les deux faces de son sujet, entrant, après avoir raconté toute l'histoire extérieure, dans de minutieux détails sur l'organisation de l'Église arménienne, ses doctrines, sa vie religieuse, etc. Grâce à cette double étude, poursuivie parallèlement dans tout le cours de l'ouvrage, le travail du savant historien est bien, comme l'indique le sous-titre, une « contribution à l'histoire de l'Église et de la civilisation chrétiennes. »

Il faudrait, pour discuter et pour critiquer l'œuvre solide de M. Simon Weber, une compétence spéciale ; nous ne pouvons que rendre hommage au travail considérable mené à bonne fin par l'auteur, à la finesse et à l'ingéniosité critiques dont certains chapitres, — en particulier le chapitre vi : « L'histoire et la légende dans les sources, » et le chapitre xix, qui montre dans les grands pasteurs de l'antiquité ecclésiastique finissant les défenseurs de l'unité ecclésiastique universelle, — fournissent la preuve, à l'abondance de ses informations, — cf. aux p. xi-xix, la copieuse bibliographie de l'ouvrage, — et à la

clarté de l'exposition. A une histoire dont nous ne savions rien, le livre de M. Simon Weber nous a intéressé et attaché, et nous y reviendrons avec plaisir à l'occasion.

HENRI FROIDEVAUX.

La Palestine. Guide historique et pratique de Jérusalem et de la Terre sainte. Paris, 1904, in-16 de 550 p.

Pratique, ce guide l'est éminemment, ayant été composé par les Pères Assomptionnistes qui vivent dans le pays, le parcourent sans cesse et en tous sens pour l'étudier et pour le faire visiter ; mais c'est le côté historique qui intéresse surtout la *Revue*. A ce point de vue, le guide embrasse toute la Palestine, Judée, Samarie, Galilée, toute la Terre sainte, celle des patriarches et des prophètes, celle du Sauveur et celle des croisades ; en tête, un chapitre très documenté sur les éléments divers de la population d'aujourd'hui ; un appendice sur la Transjordanie et ses souvenirs, quelques notes rapides sur les villes non comprises dans les excursions. Il évite à la fois les inconvénients des guides ordinaires et ceux des récits de pèlerins. Les premiers, sous prétexte d'érudition, s'encombre de renseignements superflus, et, pour faire montre de science, rejettent parfois avec dédain des traditions bien établies, les traitant volontiers, comme faisait un drogman, d'*Histoires de moines*. Les seconds, au contraire, témoignant de plus d'enthousiasme que de jugement, adoptent souvent sans contrôle des traditions peu solides. Ici on sait distinguer et, sans parti pris comme sans impertinence, mais avec le souci de la vérité, accorder à chaque tradition le degré

de créance qui lui est dû. Muni de ce guide, le pèlerin peut en toute confiance se rendre aux Saints Lieux, y suivre depuis le troisième siècle les traces des pèlerins, y prier avec eux aux lieux sanctifiés par la présence du divin Maître ; et si, une antique église ayant été ruinée, et son abord rendu impraticable par des catastrophes qui ont bouleversé l'aspect des lieux, la tradition s'est transportée ailleurs, sa foi éclairée saura prier au nouveau sanctuaire vénéré souvent depuis plusieurs siècles et gagner les indulgences qui y sont attachées. Quand le guide, dans un cas semblable, croit de son devoir de rétablir la vérité, c'est toujours avec beaucoup de fermeté qu'il le fait, mais avec un tact plein de respect pour la piété des fidèles et les droits des gardiens actuels.

Obligés d'être brefs, les auteurs exposent sans discuter ; mais peut-être pourraient-ils ne présenter qu'avec une nuance d'hésitation des théories qui ne sont pas admises de tous, comme celle de l'esplanade du Haram ou celle de l'emplacement de l'église de la Présentation. Un grand nombre de cartes et de plans, d'une exactitude et d'une clarté parfaites, aident à l'intelligence de ce petit volume, qui permettra à beaucoup de voyageurs de revivre les jours heureux de leur passage en Terre sainte. Les auteurs font hommage de leur travail à leur maître vénéré, le P. Germer-Durand, et ce n'est que justice ; les lecteurs le remercieront d'avoir formé ses élèves à si bonne école.

R. L.

L'Empire du Milieu, par Élisée et Onésime RECLUS, ouvrage contenant 25 cartes en noir et 3 cartes en couleurs. Paris, Hachette, 1903, in-8 de 667 p.

A mesure que les événements ramènent l'attention publique sur quelque empire des contrées lointaines, M. Onésime Reclus s'empresse de remettre à jour un fragment de cette admirable *Géographie universelle* qui valut à son frère Élisée la renommée européenne. Il y a deux ans, à propos de la guerre du Transvaal, il faisait rééditer le volume concernant l'*Afrique australe* ; aujourd'hui, après les événements de 1900 et le siège des légations à Péking, il nous offre le volume relatif à la Chine. Le besoin se faisait sentir, en effet, d'une revision complète de cet ouvrage, dont la première édition, parue en 1882, était bien vieillie et ne pouvait plus rendre que peu de services. M. Onésime Reclus a rectifié les erreurs, complété les parties laissées, la première fois, imparfaites, et ajouté de nombreux chapitres sur la langue, les mœurs, la famille, le gouvernement et l'administration de ce pays.

Indépendamment de la partie géographique proprement dite, la plus importante, et dans laquelle chacune des dix-huit provinces est consciencieusement étudiée à tous points de vue, nous signalerons le début de l'ouvrage où se trouvent esquissées certaines questions historiques, celles notamment qui sont relatives à l'origine des Chinois, à leurs relations avec l'Inde et avec l'Europe, principalement avec la Russie, et à l'antagonisme de l'Orient et de l'Occident.

M. Henri Froidevaux a donné en appendice une bibliographie des travaux les meilleurs et les plus utiles parus depuis 1882 sur chacune des

multiples questions traitées ou simplement effleurées dans ce nouvel ouvrage sur la Chine. ALBERT THOMAS.

Chine ancienne et nouvelle,
par G. WEULERSSE. Paris, Colin,
1903, in-8 de 366 p.

M. Weulersse a fait, en qualité de boursier de l'Université de Paris, un voyage autour du monde et c'est, de toutes les contrées parcourues, la Chine qui semble l'avoir le plus fortement intéressé, puisque c'est sur ce pays qu'il s'est décidé à écrire son premier volume.

Des notes de touriste et des descriptions pittoresques de la nature et des villes chinoises forment la première partie de l'ouvrage. Après être débarqué à Hong-Kong, M. Weulersse nous conduit avec lui à Canton, à Macao, à Chang-Haï, sur le Yang-tsé-Kiang; il décrit tout ce qu'il voit avec une sincérité de dessin et une fraîcheur de coloris qui donne l'impression de la réalité et l'illusion de la vie.

Dans la seconde partie, de beaucoup plus importante que la première, l'auteur soulève d'intéressantes questions, notamment celle « dont l'insurrection des Boxers a révélé la gravité, que la guerre n'a pas résolue, et qui s'appelle la *question chinoise*. » Après avoir très nettement posé tous les termes du problème, il les discute et, sagement, ne conclut pas. Pour lui, « le fantôme du péril jaune n'est qu'un péril comme tant d'autres entre nations concurrentes; il ne consisterait, s'il venait à prendre corps, qu'en une de ces crises économiques presque journalières dans le monde et dont

l'humanité ne peut triompher que par une perpétuelle division et redi-
vision du travail. » La guerre de 1900, M. Weulersse ne l'a pas vue et n'en parle pas, mais il en étudie les causes, qui sont multiples: rivalité des missionnaires catholiques et protestants, jalousie que les uns et les autres inspirent aux bonzes, ombrage qu'ils portent aux mandarins, innovations récemment introduites par les Européens, annexions de territoire humiliantes pour l'amour-propre des Célestes, en un mot « essai de pénétration de la civilisation occidentale au sein de la civilisation orientale. » Pour l'auteur, il n'y a que deux politiques possibles: celle de l'intervention minima et celle de l'intervention maxima, c'est-à-dire l'abstention ou le partage.

Le chapitre sur l'éducation moderne en Chine est l'un des mieux documentés de tout le volume. M. Weulersse, qui a visité l'école franco-chinoise de Chang-Haï, le collège des jésuites de Zi-ka-oueï, le collège anglo-chinois de Hong-Kong, montre que l'avenir des écoles franco-chinoises dépend en grande partie de l'influence que la France exercera en Chine. Or, si son influence économique est actuellement des plus médiocres, son influence morale est heureusement plus satisfaisante. Avec nos missionnaires, « dont la science et les fondations charitables nous font honneur, » avec nos nationaux et nos concessions, avec nos possessions indo-chinoises qui nous rendent limitrophes de la Chine, nous devons compter comme puissance asiatique et « peser d'un grand poids dans la balance des destinées chinoises. » ALBERT THOMAS.

Le Gérant : L. PIQUET.



TABLE DES MATIÈRES

DU
SOIXANTE-SEIZIÈME VOLUME

LIVRAISON DU 1^{er} JUILLET 1904

Pages.

5. Les premiers chrétiens et l'accusation de
lèse-majesté C. CALLEWAERT.
29. Le mariage en Italie à l'époque de la Renais-
sance E. RODOCANACHI.
61. Procès de huit évêques français suspects de
calvinisme ANTOINE DEGERT.
109. Les Églises calvinistes du Midi, le cardinal
Mazarin et Cromwell AUGUSTIN COCHIN.
157. Les routes de l'Inde. Le passage par les pôles
et l'isthme de Panama au temps de Henri IV. CH. DE LA RONCIÈRE.
210. Mélanges : Le « Book of Cerne » F. CABROL.
222. Les plans de Rome conservés aux Archi-
ves nationales AUGUSTE COULON.
233. Quelques livres sur la Révolution fran-
çaise (Correspondance de Louis XVII
(Naundorff) ; la théophilanthropie et
le culte décadaire ; la princesse Louise-
Adélaïde de Condé en exil et dans le
cloître ; les religieuses de Notre-Dame
à Bordeaux pendant la période révo-
lutionnaire ; la Révolution dans la
Haute-Saône ; la persécution et l'anar-
chie religieuse en Lorraine ; les ser-
ments pendant la Révolution) . . . VICTOR PIERRE.
244. Une erreur historique. Le général Dupont
à Baylen C^{te} DE SÉRIGNAN.
255. Le P. Loriquet, à propos d'une lecture
de M. Claretie P. BLIARD.
261. Courrier italien L.-G. PÉLISSIER.

702

REVUE DES QUESTIONS HISTORIQUES.

Pages.

279. Chronique E.-G. LEDOS.
 295. Revue des recueils périodiques : Français . ALBERT ISNARD.
 306. Allemands E.-G. LEDOS.
 313. Anglais F. CABROL.
 322. Bulletin bibliographique.

LIVRAISON DU 1^{er} OCTOBRE 1904

353. Une tentative de révolution sociale en Afrique. Donatistes et circoncellions . . . F. MARTROYE.
 417. Une armée coloniale au XVIII^e siècle. Duplex aux Indes DE FRÉVILLE.
 444. La Cour des Deux-Siciles dans les premières années de la Révolution française . . . A. BONNEFONS.
 470. Une élection épiscopale à Paris en 1798 . . P. PISANI.
 516. Conquête de la colonie du Cap par les Anglais (1806). A. AUZOUX.
 549. Mélanges : Un dernier mot sur l'école du palais mérovingien E. VACANDARD.
 553. Notice sur trois manuscrits de la bibliothèque du Palais-Bourbon. Papiers de Pomponne et de Torcy HYRVOIX DE LANDOSLE.
 556. Lettres du maréchal d'Harcourt au duc du Maine et à Voisin, 1709. Documents inédits. HYRVOIX DE LANDOSLE.
 570. Un conventionnel oublié : Ysabeau . . . E. WELVERT.
 573. Un chapitre inédit du « Génie du christianisme » VICTOR GIRAUD.
 578. Lettres de l'armée d'Orient (1854) . . . A. S.
 583. Courrier belge J. BRASSINNE.
 591. Courrier italien (suite). L.-G. PÉLISSIER.
 597. Chronique E.-G. LEDOS.
 612. Revue des recueils périodiques : Français . ALBERT ISNARD.
 623. Italiens PAUL ALLARD.
 630. Belges. C. CALLEWAERT.
 637. Bulletin bibliographique.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — *Bibliographie*

Meyer. Grosses Konversations Lexicon. T. V et VI (E.-G. Ledos).	322
S. Charlety. Bibliographie critique de l'histoire de Lyon depuis 1789 jusqu'à nos jours (J.-M. Besse).	324
A. Roserot. Répertoire historique de la Haute-Marne (J.-M. Besse).	637
A. Roserot. Dictionnaire topographique du département de la Haute-Marne (J.-M. Besse).	637
V. Fiorini. Dei lavori preparatori alla nuova edizione dei « <i>Re-rum Italicarum scriptores</i> » (L.-G. Pélissier).	638

II. — *Histoire générale.*

Hurter. Nomenclator literarius theologiae catholicae (Albert Vogt).	639
Hergenrother. Storia universale della Chiesa, 4 ^e éd., refusa di Mgr G. P. Kirsch. T. I (Paul Allard).	640
L. Bréhier. Les origines du crucifix dans l'art religieux (J. Besse).	641
G. Lecarpentier. Le catholicisme en Irlande (J. Besse).	641
P. Deslandres. Le catholicisme est-il une cause de décadence pour les nations latines ? L'Espagne (J. Besse).	641
P. Viollet. Histoire des institutions politiques et administratives de la France. T. III (Godefroid Kurth).	324
H. Pergameni. Histoire générale de la littérature française (Gabriel Audiat).	642
G. Ducoudray. Cent récits d'histoire de France (F. D.).	643
Miscellanea di storia Italiana. Série III. T. VII et VIII (L.-G. P.).	643

III. — *Antiquité. Origines chrétiennes.*

G. Maspéro. Histoire ancienne des peuples de l'Orient. 6 ^e éd. (D. E. Bouvet).	645
V. Ermoni. La Bible et l'archéologie syrienne (D. E. Bouvet).	329
H. Lizeray. Ogmios ou Orphée (Maurice Besnier).	647
Abdel Azis Nahmi. La médecine au temps des Pharaons (J. Meynier).	647
H. d'Arbois de Jubainville. Les Celtes depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'an 100 avant notre ère (A. de Barthélemy).	325
E.-W.-B. Nicholson. Keltic Researches (H. Gaidoz).	649

A. Cima. L'eloquenza latina prima di Cicerone (Maurice Besnier).	650
H. Thédénat. Le Forum romain et les Forums impériaux. 3 ^e éd. (Maurice Besnier)	651
C. Renel. Cultes militaires de Rome. Les enseignes (Paul Allard).	652
P. Allard. Les chrétiens ont-ils incendié Rome sous Néron ? (Maurice Besnier).	327
U. Giri. Valeriano juniore e Salonino Valeriano (Paul Allard).	328
L. Homo. Essai sur le règne de l'empereur Aurélien (Paul Allard).	328
F. Martroye. L'Occident à l'époque byzantine. Goths et Vandales (Maurice Besnier)	329
J. Bonaccorsi. Noël, notes d'exégèse et d'histoire (G. P.)	653
H. Bruders. Die Verfassung der Kirche, von den ersten Jahrzehnten der apostolischen Wirksamkeit an bis zum Jahre 175 n. Chr. (G. Péries).	653
Dom Cabrol. Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie. Fasc. III (Léonce Celier)	654

IV. — *Moyen âge.*

Dom Besse. Saint Wandrille (E. Vacandard)	655
F. Lot. Essai sur le règne de Hugues Capet et la fin du x ^e siècle (L. de N.).	656
L. Paulot. Un pape français. Urbain II (André Lesort)	332
R. P. Mortier. Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs. T. I (1170-1269) (J.-M. Besse)	332
L. Vanderkindere. La chronique de Gislebert de Mons (A. d'Herbomez)	657
Opuscula sancti Patris Francisci Assisiensis (F. Ubald d'Alençon).	333
J. Delaville Le Roulx. Les Hospitaliers en Terre Sainte et en Chypre (1100-1210) (A. de Barthélemy)	658
L. de Kerval. Sancti Antonii de Padua vitae duae, quarum altera hucusque inedita (F. Ubald d'Alençon).	659
A. Molinier. Obituaires de la province de Sens. T. I (H. Stein).	334
G. Yver. Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale au XIII ^e et au XIV ^e siècle (Frédéric Duval).	662
H. Schaefer. Pfarrkirche und Stift im deutschen Mittelalter (H. Froidevaux).	662
G. Vieillard. L'urologie et les urologues dans la médecine ancienne. Gilles de Corbeil, sa vie, ses œuvres, son poème des urines (J. Meynier).	663

V. — *Renaissance. Réforme.*

G. de Carné. Documents sur la Ligue en Bretagne. Correspondance du duc de Mercœur et des ligueurs bretons avec l'Espagne (L. de N.).	336
Fleury-Vindry. Dictionnaire de l'état-major français au xvi ^e siècle 1 ^{re} partie : gendarmerie (Frédéric Duval).	665
Antonio Astrani. Historia de la Compañia de Jesús en la Asistencia de España. T. I. San Ignacio de Loyola (1540-1556) (Henri Chérot).	337
Henry Cochin. Le frère de Pétrarque et le livre du repos des religieux (L.-G. Pélissier).	666
P. Piccolomini. La vita e l'opera di Sigismondo Tizio (1438-1528) (L.-G. Pélissier).	667
P. Richard. Une correspondance diplomatique de la curie romaine à la veille de Marignan (1515) (Ch. Samaran).	668
N. Paulus. Die deutschen Dominikaner im Kampfe gegen Luther (1518-1563) (J. Paquier).	339
P. Kalkoff. Die Anfänge der Gegenreformation in der Niederlanden (J. Paquier).	668
J. Janssen. Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters T. V : la Révolution politique et religieuse ; T. VIII : Situation économique, sociale, religieuse et morale. Procès de sorcellerie (J. Paquier).	672

VI. — *Dix-septième et dix-huitième siècles*

V. Davin. Étude critique sur Bossuet (P. Féret).	677
Calmon-Maison. Le maréchal de Château-Renaud (1637-1716) (vicomte de Noailles).	339
Léon Lecestre. Mémoires de Saint-Hilaire. T. I (1661-1678) (J. Meynier).	679
P. de Ségur. Le tapissier de Notre-Dame. Les dernières années du maréchal de Luxembourg (1678-1695) (vicomte de Noailles).	340
A. Legrelle. La Normandie sous la monarchie absolue (Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI) (Paul Allard).	341
Marie de Villermont. Le duc et la duchesse de Bournonville et la cour de Bruxelles (G. Baguenault de Puchesse).	679
H. Tausin. Notice historique sur Bardo di Bardi Magalotti (A. H.).	680

L. Halkin. Correspondance de J.-F. Schannat avec G. de Grassier et Dom E. Martène (J.-M. Besse)	680
L. Schmourlo. Recueils de documents relatifs au règne de l'empereur Pierre le Grand. T. I ^{er} (1693-1700) (L. P.). . .	681
Comte de Bellevue. Le comte Desgrées du Lou, président de la noblesse aux États de Bretagne de 1768 et de 1772 (A. de Barthélemy)	682
M. de Villiers du Terrage. Les dernières années de la Louisiane française (vicomte de Noailles)	682

VII. — *Révolution*

J. Meuret. Le Chapitre de Notre-Dame de Paris en 1790 (Paul Lacombe).	684
Boulay de la Meurthe. Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804). I. Le licenciement. La conspiration de Georges (comte Marc de Germiny)	343
A. de Maricourt. Souvenirs du baron Hüe, officier de la chambre du roi Louis XVI et du roi Louis XVIII (1787-1815) (Hyrvoix de Landosle)	315
Gallavresi et F. Lurani. L'invasione francese in Milano (1796), da Memorie inedite di don Francesco Nava (L.-G. Pélissier).	685

VIII. — *Temps modernes*

A. de Cazenove. Journal de M ^{me} de Cazenove d'Arlens (février-avril 1803) (G. de G.).	346
E. Couvren. Comment est née la constitution vaudoise de 1803 (J. Meynier)	347
C.-M. des Granges. La comédie et les mœurs sous la Restauration et le gouvernement de juillet (1815-1848) (G. de G.).	686
A.-M. Gossez. Le département du Nord sous la deuxième république (1848-1852) (Armand d'Herbomez)	687
A. Houtin. Un dernier gallican. Henri Bernier, chanoine d'Angers (1795-1859) (Paul Allard)	688
Comte de Hübner. Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le second Empire (1851-1859) (Paul Allard).	688
R. Triger. Un maire d'Alençon pendant l'invasion allemande. M. Eugène Lecomte (L. C.).	689
R. P. Munier. Henri de Nicolai. Sa vie, précédée d'un aperçu historique sur la maison de Nicolai (J. Besse)	348

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-SEIZIÈME VOLUME. 707

A. Houtin. L'américanisme (P. Pisani)	689
W. Ward. Problems and persons (F. C.)	690
M. Courant. Okoubo (Albert Thomas)	692
L. Roches. Dix ans à travers l'Islam (1834-1844) (D. E. Bouvet)	692

IX. — *Géographie. Monographies locales*

E. Rodocanachi. Le Capitole romain ancien et moderne (Paul Allard)	349
A. Degert. L'ancien collège de Dax (E.-G. Ledos)	350
P. Irénée. Comminges et Nébouzan (F. Ubald d'Alençon)	350
Cazauran. Pèlerinage de Notre-Dame de Cahuzac (J. Viard)	352
J. Michelet. Poètes gascons du Gers depuis le xvi ^e siècle jusqu'à nos jours (F.-L. Bruel)	693
J. Gardère. Histoire de la seigneurie de Condom et de l'organisation de la justice dans cette ville (Ch. Samaran).	695
F. Uzureau. Andegaviana (1 ^{re} série) (J. Viard)	697
S. Weber. Die Katholische Kirche in Armenien (H. Froidevaux)	697
La Palestine (R. L.)	698
E. et O. Reclus. L'empire du milieu (Albert Thomas)	699
G. Wenlérse. Chine ancienne et nouvelle (Albert Thomas)	700

